Montréal

# ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE

# DU CONSEIL MUNICIPAL

# VERSION 2

**Le lundi 12 janvier 2026**

**à 13 h**

## AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le lundi 12 janvier 2026

Prenez avis qu'une assemblée extraordinaire du conseil municipal est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le lundi 12 janvier 2026, à 13 h**, **dans la salle du conseil de l'hôtel de ville, située au 1er étage du 275, rue Notre-Dame Est.** Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Emmanuel Tani-Moore

_____

Emmanuel TANI-MOORE
Greffier de la Ville

Montréal

# ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE

# DU CONSEIL MUNICIPAL

# VERSION 2

**Le lundi 12 janvier 2026**

**à 13 h**

Ci-joint un nouvel avis de convocation de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du lundi 12 janvier 2026 ainsi que l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 10 décembre 2025.

Nous attirons votre attention sur l'ajout du point 4.01.

Finalement, veuillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI, à l'exception du point 30.09 pour lequel aucun document ne sera livré.

# Assemblée extraordinaire du conseil municipal
# du lundi 12 janvier 2026

## ORDRE DU JOUR

## VERSION 2

**01 – Période de questions du public**

**01.01** *Service du greffe*

Période de questions du public

**02 – Période de questions des membres du conseil**

**02.01** *Service du greffe*

Période de questions des membres du conseil

**03 – Ordre du jour et procès-verbal**

**03.01** *Service du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée extraordinaire du conseil municipal

**04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif**

**04.01** *Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil* - 1259902014

Dépôt de la réponse du comité exécutif aux recommandations de la Commission permanente sur les finances et l'administration contenues dans le rapport intitulé « Consultation prébudgétaire 2026 : rapport et recommandations »

## 30 – Administration et finances

**30.01** *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1253074012

Dépôt du budget 2026 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)

**30.02** *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1253074008

Dépôt du programme décennal d'immobilisations 2026-2035 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)

**30.03** *Service du greffe* - 1250310006

Dépôt du budget 2026 de la Corporation Anjou 80

**30.04** *Service du greffe* - 1250310007

Dépôt du budget 2026 de la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM)

**30.05** *Service du greffe* - 1250310008

Dépôt du budget 2026 de l'Agence de mobilité durable

**30.06** *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1253074022

Dépôt d'une résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences locales

**30.07** *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1253074016

Dépôt d'une résolution établissant la contribution des villes reconstituées aux fins du financement des dépenses afférentes au centre-ville (exercice financier 2026)

**30.08** *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1253074027

Dépôt des contributions financières aux organismes exerçant des activités relevant du conseil municipal et la quote-part 2026 à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)

**30.09** *Service du greffe*

Mandat à la Commission sur les finances et l'administration pour l'étude du budget 2026 de la Ville de Montréal (volet ville centrale) et du programme décennal d'immobilisations 2026-2035 de la Ville de Montréal (volet ville centrale) ainsi que les budgets de certaines sociétés paramunicipales et autres organismes

## 41 – Avis de motion et dépôt de projet de règlement

**41.01** *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1253074014

Avis de motion et dépôt - Règlement sur les taxes (exercice financier 2026)

**41.02** *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1253074015

Avis de motion et dépôt - Règlement concernant la taxe foncière sur les parcs de stationnement (exercice financier 2026)

**41.03** *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1253074025

Avis de motion et dépôt - Règlement sur les tarifs (exercice financier 2026)

**41.04** *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1253074019

Avis de motion et dépôt - Règlement relatif à la tarification de l'eau fournie aux immeubles non résidentiels (exercice financier 2026)

**41.05** *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1258480001

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CM : 04.01

2026/01/12
13:00

(2)

**Dossier # : 1259902014**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 16 c) s'assurer du caractère crédible, transparent et efficace des consultations publiques par l'adoption et le maintien de procédures à cet effet |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif aux recommandations de la Commission permanente sur les finances et l'administration contenues dans le rapport intitulé «Consultation prébudgétaire 2026 : rapport et recommandations». |

Il est recommandé :
· au comité exécutif de mandater la Direction générale afin de mettre en œuvre les recommandations du rapport selon les orientations formulées dans sa réponse.
· au conseil municipal de prendre connaissance de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur les finances et l'administration dans son document intitulé « Consultation prébudgétaire 2026: rapport et recommandations »

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-01-09 14:10

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1259902014**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du greffe , Division du soutien aux commissions permanentes_aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 16 c) s'assurer du caractère crédible, transparent et efficace des consultations publiques par l'adoption et le maintien de procédures à cet effet |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Prendre connaissance de la réponse du comité exécutif aux recommandations de la Commission permanente sur les finances et l'administration contenues dans le rapport intitulé «Consultation prébudgétaire 2026 : rapport et recommandations». |

## CONTENU

### CONTEXTE

Les commissions permanentes du conseil sont des instances de consultation publique instituées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Conformément à la Loi sur les cités et villes et à la Charte de la Ville de Montréal, leur mission consiste à éclairer la prise de décision des personnes élues au niveau municipal et d'agglomération et à favoriser la participation des citoyennes et des citoyens aux débats d'intérêt public.
La Commission permanente sur les finances et l'administration a déposé un rapport comportant 13 recommandations auprès du conseil municipal le 16 juin 2025 et du conseil d'agglomération le 19 juin 2025 dans son document intitulé « Consultation prébudgétaire 2026: rapport et recommandations »

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

**CM25 0630 - 16 juin 2025 -** Dépôt du rapport de la Commission sur les finances et l'administration intitulé « Consultation prébudgétaire 2026 - Rapport et recommandations »
**CG25 0299 – 19 juin 2025 -** Dépôt du rapport de la Commission sur les finances et l'administration intitulé « Consultation prébudgétaire 2026 - Rapport et recommandations »

### DESCRIPTION

S. O.

### JUSTIFICATION

Ayant pris connaissance avec attention et intérêt des 13 recommandations contenues dans le document intitulé « Consultation prébudgétaire 2026 : rapport et recommandations »

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

S. O.

**MONTRÉAL 2030**

S. O.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Les travaux des commissions permanentes permettent d'enrichir, en relayant les préoccupations de la population et celles des divers élu-es, les décisions, projets et politiques de l'Administration municipale. Les réponses déposées par le comité exécutif permettent de faire une rétroaction aux rapports déposés.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

S. O.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

S. O.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

| **RESPONSABLE DU DOSSIER** | **ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-01-09 |
|---|---|
| Francis SABOURIN<br>chef(fe) division-soutien commissions | Francis SABOURIN<br>chef(fe) division-soutien commissions |

permanentes, conseils consultatifs, bur. presidence

**Tél :** 438-990-7652
**Télécop. :**

permanentes, conseils consultatifs, bur. presidence

**Tél :** 438-990-7652
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Emmanuel TANI-MOORE
directeur(-trice) de service-greffe et greffier(-iere)
**Tél :** 514-872-3142
**Approuvé le :** 2026-01-09

**RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT DE LA COMMISSION SUR LES FINANCES ET L'ADMINISTRATION SUR LA CONSULTATION PRÉBUDGÉTAIRE 2026 - RAPPORT ET RECOMMANDATIONS**

La Commission sur les finances et l'administration a initié des travaux visant à étudier le processus de la consultation prébudgétaire 2026. Le document intitulé Consultation prébudgétaire 2026 déposé à la conclusion de ces travaux, a été déposé à la séance du conseil municipal du 16 juin 2025.

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission sur les finances et l'administration ainsi que les personnes entendues dans le cadre de ses travaux, pour la qualité de ce rapport et pour la pertinence des recommandations qui en découlent.

Dans les pages suivantes, le comité exécutif apporte une réponse à chacune des treize (13) recommandations émises par la Commission.


Perspectives budgétaires 2026 ..... 2
- Recommandation 1 ..... 2
- Recommandation 2 ..... 2
- Recommandation 3 ..... 3
- Recommandation 4 ..... 3

Performance organisationnelle de la Ville de Montréal ..... 4
- Recommandation 5 ..... 4
- Recommandation 6 ..... 4
- Recommandation 7 ..... 5
- Recommandation 8 ..... 6
- Recommandation 9 ..... 6

Solutions innovantes pour le financement et le développement de la Ville de Montréal ..... 7
- Recommandation 10 ..... 7

Recommandation 11 ..... 7
Recommandation 12 ..... 8
Recommandation 13 ..... 8

# Perspectives budgétaires 2026

## Recommandation 1

Poursuivre et intensifier les efforts d'optimisation budgétaire dans le cadre de l'élaboration du budget 2026.

**Réponse :** La Ville a entrepris un exercice de revue de ses activités et programmes. Cet exercice vise à optimiser l'utilisation des ressources disponibles, à accroître l'efficacité organisationnelle et à mieux aligner les actions sur les priorités du plan stratégique Montréal 2030, qui sera par ailleurs révisé.

Dans ce cadre, les services ont procédé à une analyse de leurs unités respectives et ont exploré diverses pistes d'amélioration. En plus de cette démarche, plusieurs mesures ont été identifiées, parmi celles-ci figurent notamment la révision de certains processus administratifs et l'abolition d'environ 200 postes au sein de l'administration municipale.

Par ailleurs, la Ville poursuivra ses efforts d'optimisation. En ajoutant les économies additionnelles anticipées dans le budget 2026 pour des efforts d'optimisation, l'ensemble de ces mesures aura permis, au total, de dégager des économies annuelles d'environ 79 M$.

## Recommandation 2

Poursuivre la revue des activités et des programmes, tout en envisageant une révision de l'attribution budgétaire des services centraux afin de favoriser une approche fondée sur les besoins réels et les priorités stratégiques.

**Réponse :** La revue des activités et des programmes se poursuivra en 2026. La répartition des crédits budgétaires des services centraux pour les années subséquentes sera ajustée en fonction des pistes d'économies identifiées, en adéquation avec les besoins réels et le respect des priorités stratégiques.

## Recommandation 3

Assurer la soutenabilité de la dette — en maîtrisant l'endettement, en visant un ratio de la dette sur les revenus annuels de 100 % en 2027, en poursuivant les paiements au comptant et en visant les objectifs contenus dans la Politique de la gestion de la dette — et contenir le rythme des dépenses.

**Réponse :** Grâce à une gestion rigoureuse, la Ville anticipe respecter, et ce, pour la première fois depuis 2019, son ratio de la limite d'endettement de 100 % dans son budget 2026 : un tour de force, alors qu'elle prévoyait le respecter en 2027. Pour y arriver, plusieurs stratégies ont été mises en place, soit : stabiliser le programme d'immobilisations à des dépenses de l'ordre de 2 G$ par année, qui nécessite des sources de revenus additionnelles ; maintenir la stratégie d'accroissement des paiements au comptant ; exercer un suivi serré et continu de l'allocation annuelle du programme d'immobilisations ; effectuer une revue triennale de l'ensemble de la stratégie.

## Recommandation 4

Entamer les démarches afin de revoir de manière diligente le mode actuel de financement des arrondissements, tant en ce qui concerne les budgets de fonctionnement que les programmes d'immobilisations (PDI), en assurant une révision équitable.

**Réponse :** Pour le budget 2026, la Ville a annoncé l'augmentation des transferts centraux destinés aux arrondissements. L'indexation des transferts passe ainsi à 3 %, contre 1,9 % prévue initialement, correspondant à un ajout de 8,3 M$, ce qui est la plus importante indexation des dernières années. Cette augmentation permet d'offrir aux arrondissements des moyens supplémentaires pour déployer les services offerts à leurs résidents.

Avec les ajustements liés à certains projets spéciaux, l'augmentation totale des transferts centraux s'élèvera ainsi à 3,7 %, pour atteindre plus de 775 M$.

Au PDI 2026-2035, la Ville a augmenté globalement le PDI annuel des arrondissements à hauteur de 25 M$, soit de 250 M$ pour 10 ans.

# Performance organisationnelle de la Ville de Montréal

CONSIDÉRANT que les revenus issus des amendes et des pénalités sont sous-estimés dans les prévisions budgétaires annuelles, ce qui nuit à la précision des projections financières.

**Réponse :** La Ville ne sous-estime pas les revenus d'amendes et pénalités. D'ailleurs, dans les résultats 2024, le montant prévu au budget 211 M$ est atteint.

## Recommandation 5

Renforcer le développement des compétences internes dans les secteurs où la Ville a le plus recours à de la main-d'œuvre ou à de l'expertise externe et analyser la possibilité de prioriser l'exécution interne des projets récurrents et la surveillance des travaux réalisés pour la Ville.

**Réponse :** Des unités d'affaires ayant recours à la sous-traitance ont mis en place des outils permettant de renforcer le développement des compétences internes. Par exemple, le centre de documentation du Service des infrastructures du réseau routier permet le partage de l'expertise et le Service de gestion et de planification des immeubles offre un plan de développement des compétences en fonction de besoins et d'expertise interne ciblés.

Quant à l'analyse de la possibilité de prioriser l'exécution interne des projets récurrents et la surveillance des travaux, un récent mandat auprès de la Direction générale a mené au démarrage de la revue d'activité « Prestation de services professionnels, volet ingénierie » qui traite de cet enjeu.

## Recommandation 6

Analyser les possibilités de mutualisation des ressources internes entre les services centraux et les arrondissements, afin d'améliorer la performance organisationnelle à l'échelle de la Ville.

**Réponse :** Des activités sont déjà mutualisées entre des arrondissements en vertu de l'article 85.1 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*, dont : les services techniques et du soutien logistique aux installations fournis par l'arrondissement de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve, les services de l'Escouade dédiée aux établissements d'hébergement touristique fournis par l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, le service d'entretien de l'éclairage, des feux de circulation, de la signalisation et du marquage sur la chaussée ainsi que les activités de marquage de la chaussée fournis par l'arrondissement de

Rosemont—La Petite-Patrie, ainsi que des services d'une équipe de travaux publics en soutien aux enjeux liés à l'itinérance fourni par l'arrondissement de Ville-Marie.

De plus, dans le cadre de la revue des activités et des programmes, un groupe de travail composé d'arrondissements a été formé afin d'amorcer des réflexions quant à la mutualisation de certaines activités d'arrondissements, dont des activités administratives.

En 2026, la Ville poursuivra la revue des activités et des programmes, dont l'analyse des transactions avec la population et ciblera des améliorations à apporter afin de gagner en efficacité, ce qui pourrait notamment se traduire en possibilité de mutualisation.

## Recommandation 7

Évaluer et quantifier les coûts financiers et humains assumés par la Ville, incluant les organisations paramunicipales, en raison de l'insuffisance des programmes provinciaux et fédéraux en matière de logement social, d'hébergement d'urgence et de services d'accompagnement psychosocial pour les personnes en situation d'itinérance.

**Réponse :** L'exercice demandé, pour être rigoureux et utile au débat public, exigerait des ressources importantes et une méthodologie robuste, qui méritent d'être dédiées aux services et aux ressources dédiées directement aux personnes en situation d'itinérance. Le contexte actuel, marqué par l'aggravation rapide de la crise des vulnérabilités et la complexification croissante des programmes de financement en habitation hors marché, soulève des enjeux quant à la faisabilité et à la portée d'un tel exercice. Toute évaluation produite ne pourrait, en effet, refléter qu'un instantané des besoins et des coûts, alors que ceux-ci évoluent rapidement.

La Ville demeure toutefois engagée à poursuivre la collaboration avec les gouvernements du Québec et du Canada afin de répondre aux besoins criants en matière de financement du logement social et des services adaptés aux différents besoins et profils des personnes en situation d'itinérance. Elle continuera également à soutenir les initiatives visant à améliorer la compréhension des enjeux liés à l'itinérance ainsi que la cohabitation sociale sur le territoire montréalais.

Dans son budget 2026, la Ville dédie 30 M$ aux initiatives et organismes œuvrant en itinérance. Dans son PDI 2026-2035, elle réserve aussi 100 M$ afin d'acquérir des immeubles pour des projets en itinérance.

## Recommandation 8

Réclamer du gouvernement du Québec les financements nécessaires pour rehausser de façon significative et pérenne l'offre d'hébergement d'urgence et l'accompagnement nécessaire en faveur des personnes en situation d'itinérance.

**Réponse :** En décembre 2025, la Ville a mis en place une cellule de crise avec les acteurs nécessaires pour agir de façon concertée contre l'itinérance. Cette cellule, qui réunit entre autres le réseau de la santé et des services sociaux, la Direction régionale de santé publique, les partenaires communautaires, et les unités de la Ville concernées, se rencontre de façon bihebdomadaire afin de faciliter la prise de décisions rapides et d'apporter des ajustements en continu selon les enjeux observés en temps réel sur le terrain. Cette cellule s'est d'ailleurs donnée comme objectif l'ouverture de 500 nouvelles places en halte-chaleur cet hiver, objectif en voie d'être atteint. Nous collaborons avec le gouvernement du Québec, ainsi que nos différents partenaires, par exemple l'UMQ, pour trouver des solutions pérennes aux besoins importants en la matière.

Entre-temps, la Ville agit activement pour développer l'offre d'hébergement d'urgence. Par exemple, la Ville de Montréal, les gouvernements du Canada et du Québec, le Fonds de solidarité FTQ et des partenaires communautaires se sont unis le 15 décembre 2025 pour annoncer le financement de 5 projets d'habitation à Montréal, pour un total de plus de 100 nouveaux logements, tous destinés aux personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir.

## Recommandation 9

Fournir un financement prévisible et stable aux organisations qui contribuent aux missions de la Ville, notamment par la mise en place d'ententes pluriannuelles indexées, afin de soutenir durablement leur contribution aux objectifs municipaux.

**Réponse :** La Ville reconnaît l'importance d'un financement prévisible et stable pour les organismes qui contribuent à la réalisation de ses missions. Dans son processus budgétaire annuel, les contributions aux organismes sont analysées en même temps que tous les autres enjeux de la Ville, tout en tenant compte de la capacité de payer des contribuables.

# Solutions innovantes pour le financement et le développement de la Ville de Montréal

## Recommandation 10

Analyser les expériences nord-américaines de mise en place d'une contribution financière à l'achat de billets pour des événements de très grande envergure, afin de déterminer si une telle mesure permettrait de soutenir l'essor et le rayonnement de la culture locale.

**Réponse :** Cette proposition fera l'objet d'une évaluation par la Ville en lien avec la mesure de la Politique de développement culturel visant à évaluer les opportunités de financement favorisant l'accès aux arts, à la culture et au patrimoine. Sa mise en œuvre nécessitera une analyse approfondie, mobilisant du temps, des ressources spécialisées et une approche méthodologique rigoureuse. Celle-ci devra tenir compte des contextes juridiques, économiques et culturels propres à Montréal, ainsi que des impacts potentiels sur les publics, les producteurs et les partenaires institutionnels.

## Recommandation 11

Analyser la possibilité de mettre en place un mécanisme de compensation financière, à la charge des promoteurs d'événements lucratifs majeurs, afin de couvrir les coûts des services d'ordre assurés par le SPVM, tout en considérant le financement offert par la Ville de Montréal et les gouvernements, ainsi que les retombées économiques des événements.

**Réponse :** Le SPVM s'est engagé à participer activement aux travaux visant à définir les modalités de facturation entre la Ville et les promoteurs d'événements lucratifs majeurs. L'objectif est d'établir un modèle permettant de concilier les impératifs budgétaires de la Ville avec les retombées économiques générées par ces événements, tout en respectant la mission de service public du SPVM. Avant la mise en œuvre de ce projet, une consultation des promoteurs concernés est jugée essentielle afin d'assurer une transition harmonieuse et transparente. Une mise en œuvre graduelle, fondée sur des critères clairs et une coordination rigoureuse, assurera une transition efficace.

## Recommandation 12

Identifier et adopter, au cours des prochaines années, des mesures d'écofiscalité susceptibles d'encourager des comportements écoresponsables et de faciliter la transition écologique de la Ville de Montréal et faire le bilan de ces mesures.

**Réponse :** La Ville étudie en continu le potentiel des mesures écofiscales.

## Recommandation 13

Interpeler le gouvernement du Québec afin qu'il poursuive le mandat donné à Montréal international pour l'attraction de talents internationaux.

**Réponse :** La Ville de Montréal, plus précisément le BRGM appuyé par le SDÉ, a effectué en 2025 des suivis auprès de Montréal international (MI) et de la Communauté métropolitaine de Montréal sur l'état des discussions avec le ministère de l'Immigration, de la Francisation et l'Intégration (MIFI) au sujet de la révision du financement du mandat Talents et de leur proposition visant à soutenir le recrutement local de talents issus de l'international. Une relance sera effectuée en 2026 auprès du ministère.

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CM : 30.01

2026/01/12
13:00

(2)

**Dossier # : 1253074012**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter les prévisions budgétaires 2026 des activités de fonctionnement relevant du conseil municipal |

Il est recommandé d'adopter les prévisions budgétaires 2026 des activités de fonctionnement relevant du conseil municipal.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2026-01-09 14:02

**Signataire :** Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1253074012**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter les prévisions budgétaires 2026 des activités de fonctionnement relevant du conseil municipal |

## CONTENU

### CONTEXTE

Adopter les prévisions budgétaires 2026 des activités de fonctionnement relevant du conseil municipal.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM24 1315 – 9 décembre 2024 – Adoption du budget 2025 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM23 1318 – 11 décembre 2023 – Adoption du budget 2024 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM22 1378 –15 décembre 2022 – Adoption du budget 2023 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale)
CM22 0004 – 20 janvier 2022 – Adoption du budget 2022 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale)
CM20 1218 – 9 décembre 2020 – Adoption du budget 2021 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale)
CM19 1250 – 11 décembre 2019 – Adoption du budget 2020 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale)

### DESCRIPTION

s/o

### JUSTIFICATION

s/o

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

s/o

### MONTRÉAL 2030

Le budget est aligné sur le Plan stratégique Montréal 2030.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

s/o

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

s/o

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

s/o

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

Loi des cités et villes et Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

| **RESPONSABLE DU DOSSIER** | **ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-01-08 |
|---|---|
| Annie GAGNÉ<br>Analyste de dossiers | Stéphanie RAULT<br>Cheffe de division - Planification budgétaire et fiscale |
| **Tél :** 514 872-0784<br>**Télécop. :** s/o | **Tél :** 438 951-7597<br>**Télécop. :** s/o |

---

| **APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION** | **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE** |
|---|---|
| Gildas S. GBAGUIDI | Francine LAVERDIÈRE |

Directeur du budget, de la planification financière et fiscale
**Tél :** 514 240-5192
**Approuvé le :** 2026-01-08

Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière
**Tél :** 514 872-6630
**Approuvé le :** 2026-01-09

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1253074012**
Unité administrative responsable : *Service des finances et de l'évaluation foncière*
Projet : **Adopter les prévisions budgétaires 2026 des activités de fonctionnement relevant du conseil municipal**

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | ***X*** |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*s.o.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*s.o.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

# Budget 2026
# PDI 2026-2035

Approuvé
par le comité exécutif
de la Ville de Montréal,
le 12 janvier 2026

Préparé par
la Direction générale
et le Service des finances et
de l'évaluation foncière

**NOTES**

- À moins d'indications contraires :
  - toutes les données budgétaires de ce document sont en milliers de dollars;
  - les données réelles de 2021 à 2024 ainsi que les données du budget 2025 ont été ajustées afin de les rendre, dans la mesure du possible, comparables à celles du budget 2026. Elles sont présentées à titre indicatif;
  - les données du réel prévu de 2025 sont basées sur l'évolution budgétaire au 31 août 2025 et ajustées afin de les rendre comparables au budget de 2026.
- L'arrondissement des données peut faire en sorte que le montant total diffère des sommes;
- Le Programme triennal d'immobilisations 2026-2028 (PTI), au sens de l'article 473 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), est constitué des prévisions d'investissements pour les trois premiers exercices du Programme décennal d'immobilisations 2026-2035 (PDI).

# Sommaire exécutif

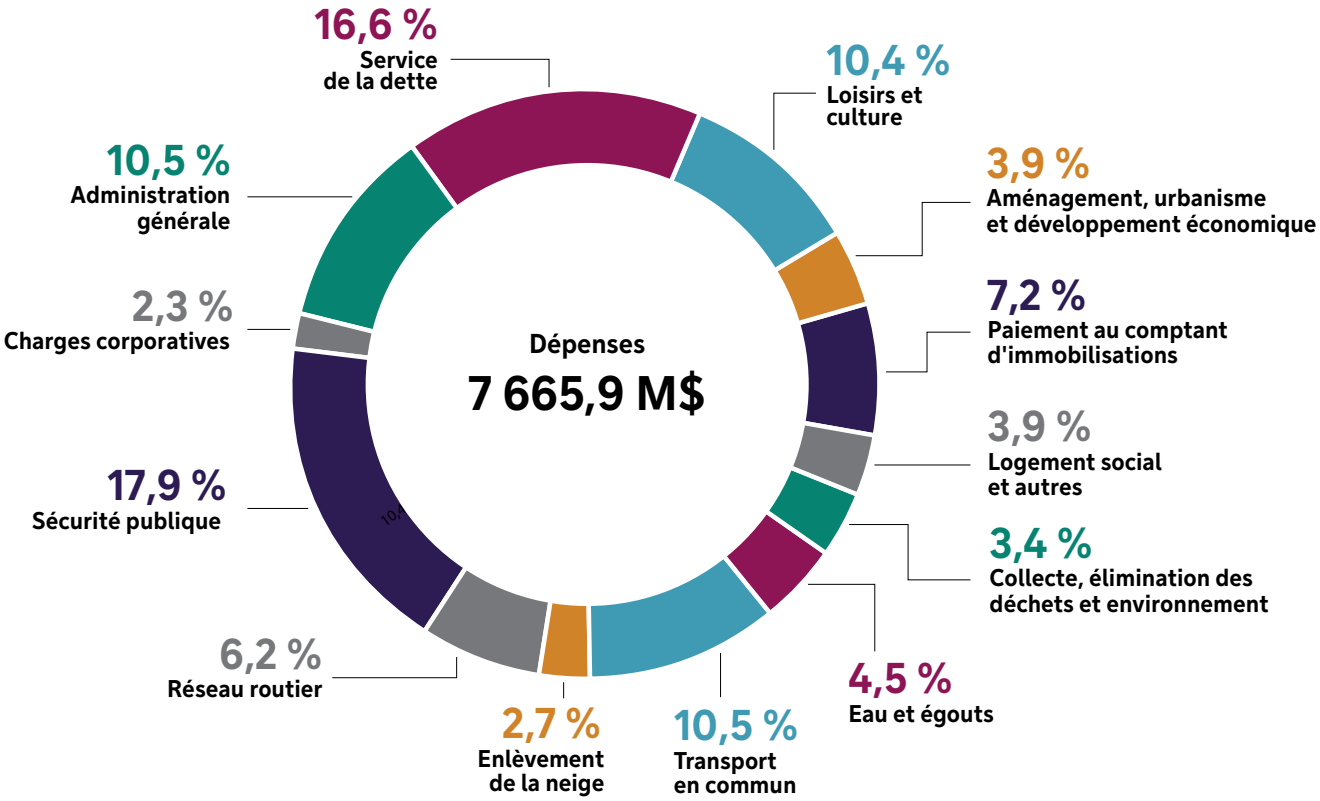
## Budget 2026 et PDI 2026-2035 : Montréal, au cœur de vos priorités

La Ville de Montréal dépose un budget de fonctionnement équilibré de 7,67 G$ pour 2026 et un programme décennal d'immobilisations (PDI) 2026-2035 de 25,9 G$.

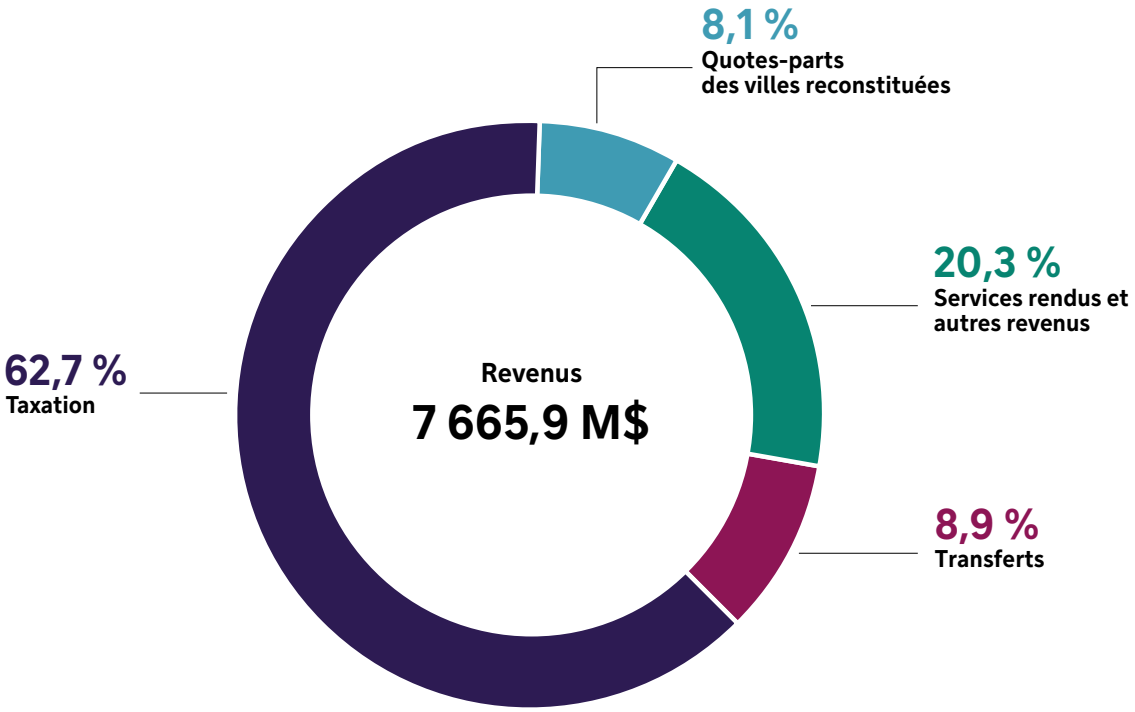
## Un budget équilibré de 7,67 G$

Le budget de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses courantes de la Ville pour un exercice financier. Le budget 2026 permettra à l'administration municipale de déployer diverses mesures pour servir les priorités des Montréalaises et des Montréalais, à travers huit thématiques prioritaires : la gestion rigoureuse et responsable des finances publiques, la lutte contre l'itinérance, l'habitation, la sécurité, la qualité de vie et la culture, la mobilité planifiée et les infrastructures routières, l'Est de Montréal, et la résilience climatique.

### Répartition des dépenses par activités



## Provenance des revenus




## Fiscalité locale

Pour l'année 2026, le conseil municipal limite la hausse des charges fiscales sous son contrôle à 3,4 %, tant pour les immeubles résidentiels que non résidentiels, ce qui correspond au niveau de l'inflation observée pour la région métropolitaine de Montréal.

### Immeubles résidentiels

| | | | |
|---|---|---|---|
| 3,0 % Décisions du conseil municipal | ↑ | 2,4 % | Taxe foncière générale |
| | ↑ | 0,7 % | Taxe relative à l'eau |
| | | 0,0 % | Taxe relative à l'ARTM |
| | ↓ | 0,2 % | Taxe relative aux dettes |
| | | 0,0 % | Taxe relative à la voirie |
| 0,8 % Décisions des conseils d'arrondis-sement | ↑ | 0,6 % | Taxes de services |
| | ↑ | 0,2 % | Taxes d'investissements |
| Hausse des charges fiscales foncières 3,8 % | | | |

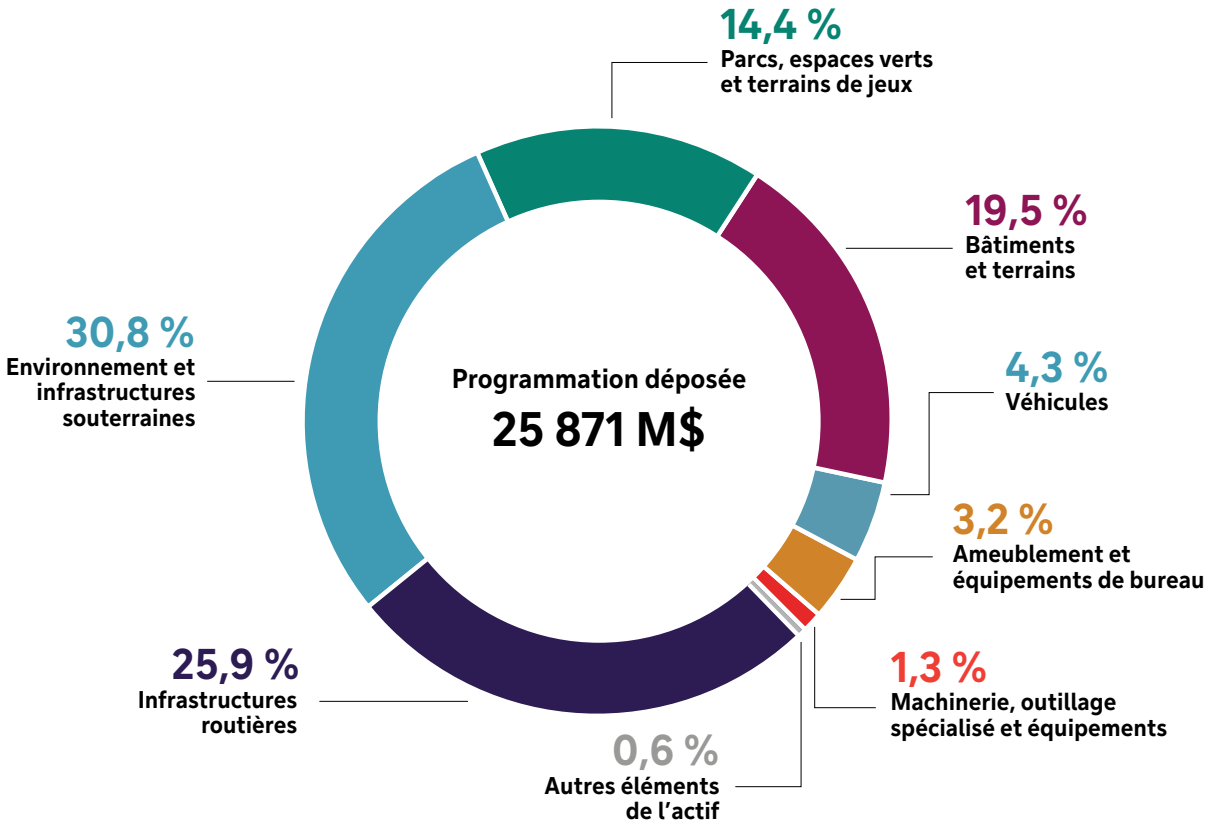
### Immeubles non résidentiels

| | | | |
|---|---|---|---|
| 3,2 % Décisions du conseil municipal | ↑ | 2,7 % | Taxe foncière générale |
| | ↑ | 0,7 % | Taxe relative à l'eau |
| | | 0,0 % | Taxe relative à l'ARTM |
| | ↓ | 0,2 % | Taxe relative aux dettes |
| | | 0,0 % | Taxe relative à la voirie |
| 0,2 % Décisions des conseils d'arrondis-sement | ↑ | 0,1 % | Taxes de services |
| | ↑ | 0,1 % | Taxes d'investissements |
| Hausse des charges fiscales foncières 3,4 % | | | |

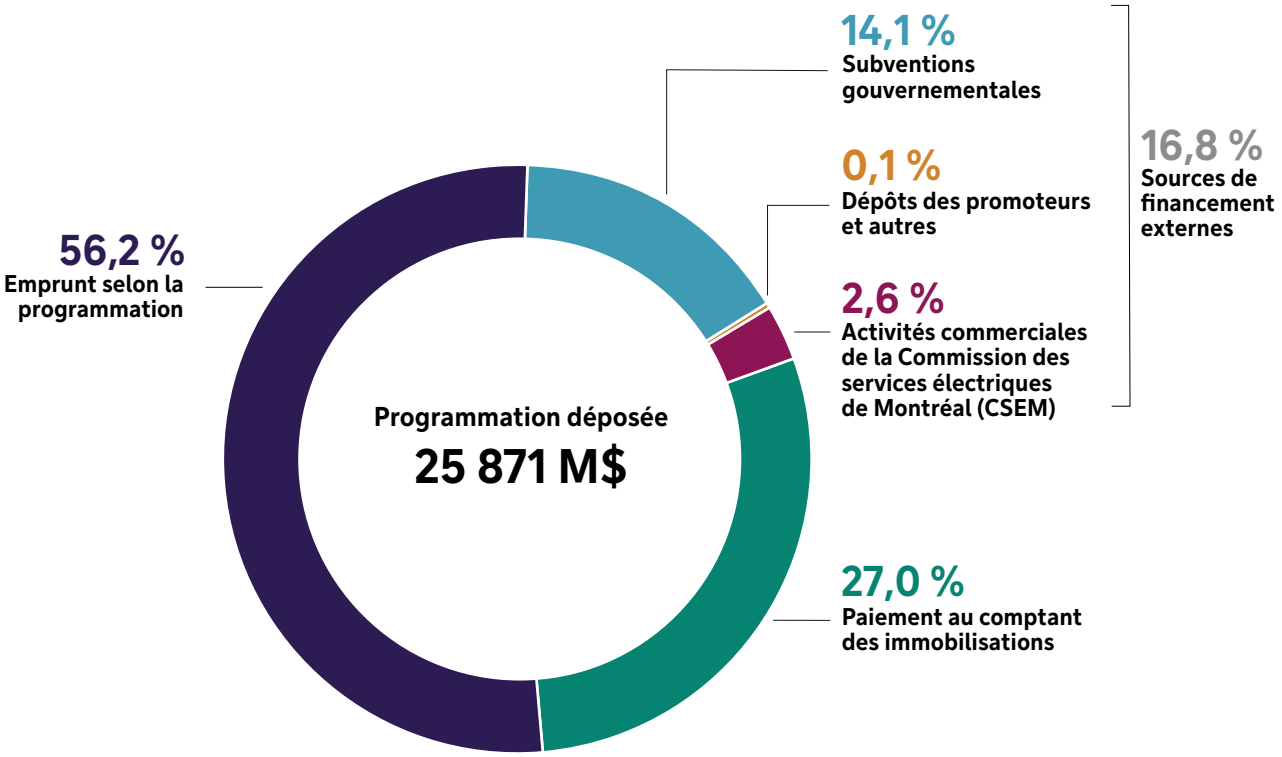
## Un PDI de 25,9 G$

Le programme décennal d'immobilisations (PDI) regroupe un ensemble de projets et de programmes d'investissements que la Ville compte réaliser ou entreprendre au cours des 10 prochaines années, particulièrement pour ses infrastructures vieillissantes. La protection des éléments des actifs représente 67,7 % des investissements, alors que le développement, l'acquisition et l'installation de nouveaux équipements, la construction de nouvelles infrastructures, ainsi que la mise aux normes d'infrastructures existantes comptent pour 32,3 %.

### Investissements par catégories d'actifs



## Modes de financement



Budget 2026 et
PDI 2026-2035

Faits
saillants

# Montréal, au cœur de vos priorités

# Table des matières

**Mot de la mairesse** ..... **4**

**Mot du président du comité exécutif** ..... **6**

**Mot du directeur général** ..... **8**

**1. Les priorités du budget** ..... **11**

Budget 2026 et PDI 2026-2035 : Montréal, au cœur de vos priorités ..... 12
Gestion rigoureuse et responsable ..... 13
Itinérance ..... 15
Habitation ..... 17
Sécurité ..... 20
Qualité de vie et culture ..... 24
Mobilité planifiée et infrastructures routières ..... 30
Développement de l'Est ..... 34
Résilience climatique ..... 37

**2. Budget de fonctionnement 2026** ..... **40**

Un budget équilibré de 7,67 G$ ..... 41
Fiscalité locale ..... 43

**3. Programme décennal d'immobilisations 2026-2035** ..... **48**

**4. Gestion de la dette** ..... **51**

# Mot de la mairesse

Chères Montréalaises, chers Montréalais,

C'est avec détermination et un profond sens des responsabilités que je présente aujourd'hui le budget 2026 et le programme décennal d'immobilisations 2026-2035 de la Ville de Montréal, les premiers de notre administration. J'ai le sentiment que nous avons accompli un travail minutieux et responsable, en phase avec les besoins de la population et nos engagements annoncés au cours des derniers mois.

Le budget 2026 marque un changement de cap important dans les priorités de la Ville, incarnant celles des Montréalaises et des Montréalais. Vous nous avez demandé de revoir les façons de faire et d'orienter les missions de l'appareil municipal vers vos besoins. Ce premier budget de notre administration en est le reflet.

Comme promis, ce premier budget rigoureux vise à offrir des services de qualité et à améliorer le quotidien des résidentes et résidents de la métropole, tout en limitant la hausse de taxes à l'inflation. Nous y avons travaillé avec la volonté de planifier intelligemment, d'investir judicieusement et de veiller à ce que chaque dollar dépensé serve l'intérêt collectif.

Nous investissons des sommes importantes, qui ont triplé, afin de réduire l'itinérance et favoriser une cohabitation harmonieuse. C'est la grande priorité de mon administration. Nous finançons des initiatives pour faciliter et préserver l'accès au logement, et notre équipe travaille activement à accélérer le développement de six secteurs stratégiques qui, d'ici 2050, accueilleront près de 75 000 logements.

Comme plusieurs Montréalaises et Montréalais se sentent moins en sécurité dans leur ville, nous posons des gestes concrets en matière de prévention de la violence chez les jeunes, de rapprochement avec les communautés, d'amélioration de la sécurité dans les espaces publics et de prévention des incendies.

Nous soutiendrons le développement de l'Est de Montréal afin de faire de ce secteur un moteur de croissance pour la métropole. Le développement de l'Est est une de mes grandes priorités. C'est pourquoi nous créerons le bureau de l'Est, qui travaillera directement sous ma responsabilité. Nous investissons massivement pour dynamiser l'Est, grâce à un nouveau Fonds de revitalisation de l'Est et à des projets d'envergure.

La Ville de Montréal doit se préparer aux défis environnementaux, notamment les pluies intenses. Nous améliorerons notre soutien aux arrondissements et aux résidents, tout en consacrant plus d'argent que jamais au maintien et au développement des infrastructures de l'eau.

Notre métropole doit se permettre de rêver grand et notre administration croit que la culture joue un rôle clé pour y parvenir. C'est pourquoi notre premier budget mise aussi sur les créateurs, les institutions et les communautés qui la font vivre. Nous bonifions ainsi de 2,5 millions de dollars notre contribution au Conseil des arts de Montréal.

Ensemble, nous allons gérer les finances de la Ville autrement pour répondre rapidement aux besoins essentiels des citoyennes et citoyens de la métropole, et surtout améliorer leur qualité de vie et les services qu'ils reçoivent.

La mairesse de Montréal,

**Soraya Martinez Ferrada**

# Mot du président du comité exécutif

Chères Montréalaises, chers Montréalais,

En quelques semaines, notre administration a déployé toutes les énergies nécessaires pour s'attaquer aux enjeux et aux défis de notre métropole. Le dépôt de ce premier budget marque un nouveau départ pour Montréal : celui de l'écoute et de l'action.

Le budget de fonctionnement 2026 et le programme décennal d'immobilisations 2026-2035 reposent sur des choix financiers rigoureux. Réalisé avec sérieux et discipline, cet exercice constitue le premier jalon de changements importants et nécessaires dans la manière d'administrer la Ville de Montréal, en réponse aux attentes des Montréalaises et des Montréalais.

D'emblée, nous recentrons les activités de la Ville sur les services aux citoyennes et citoyens. Pour y arriver, nous avons, dès notre arrivée, augmenté de façon importante les transferts aux arrondissements afin de soutenir les services directs à la population. Leurs budgets d'investissement ont également été bonifiés pour maintenir et développer les infrastructures selon les besoins locaux.

Le budget 2026 marque aussi le retour de la prudence financière. Nous avons travaillé avec rigueur pour ramener le ratio de la limite d'endettement de Montréal à 100%, une cible prévue pour 2027 que nous atteindrons avec un an d'avance. Il était impératif pour notre équipe de revenir, dès cette année, à la capacité de payer de la Ville de Montréal. Ce travail se poursuivra tout au long du mandat pour ralentir la croissance des dépenses de la Ville.

En plus de soutenir vigoureusement les priorités de notre administration, notamment s'attaquer aux crises de l'itinérance et du logement et favoriser le développement de l'Est de Montréal, ce budget accorde une attention particulière à la propreté, aux infrastructures culturelles et aux loisirs. La Ville intensifie ses efforts afin d'assurer une mobilité planifiée et sécuritaire pour tout le monde, d'entretenir adéquatement le réseau routier et de limiter les impacts négatifs des chantiers.

Nous travaillerons conjointement avec la Table des maires que nous avons créée pour améliorer la qualité des services aux citoyens, leur accessibilité, leur efficacité et leur pertinence. Ce budget a été pensé pour apporter des solutions concrètes à vos priorités, grâce à la collaboration avec tous les partenaires, dans tous les quartiers.

Notre approche financière est responsable et nous permettra de répondre rapidement aux enjeux prioritaires de la ville, tout en contribuant concrètement à l'amélioration de la qualité de vie des Montréalaises et des Montréalais.

Pour nous aider à atteindre ces objectifs, nous mettrons en place un plan d'intégration rapide et sécuritaire de l'intelligence artificielle pour améliorer les services directs à la population.

Et, comme notre équipe s'y est engagée, tout cela se fait avec une hausse des taxes limitée à l'inflation, parce que les Montréalaises et les Montréalais ont besoin d'une administration qui agit dans leur intérêt, à leur service.

Le président du comité exécutif,

**Claude Pinard**

# Mot du directeur général

C'est à la fois guidés par notre mission de servir la population et par le respect de sa capacité de payer que nous déposons un budget équilibré qui permet de répondre aux défis auxquels la métropole est confrontée, tout en préparant son avenir.

En 2026, nous poursuivrons la révision de nos activités et programmes pour identifier de nouvelles pistes d'économies et d'amélioration. L'exercice réalisé en 2025, ainsi que le plan d'optimisation à venir, permettront de générer des économies annuelles récurrentes de 79 M$, dès cette année.

Au-delà des chiffres, ce budget et le programme décennal d'immobilisations traduisent l'engagement quotidien et le travail rigoureux accompli par les équipes de la Ville pour améliorer la qualité de vie des Montréalaises et Montréalais, dont les personnes les plus vulnérables. Je pense notamment à l'augmentation des budgets pour lutter contre l'itinérance et à notre investissement pour acquérir et rénover des bâtiments qui accueilleront de nouvelles places d'hébergement d'urgence.

Nos équipes seront également mobilisées pour entretenir, rénover et développer les infrastructures dans lesquelles la Ville investira d'importantes sommes. Grâce à un budget dédié, elles déploieront la Stratégie montréalaise de l'eau, visant à gérer et préserver cette ressource vitale. Résolues à favoriser l'accès à la culture, aux loisirs et aux sports, elles se consacreront également à la construction, à l'agrandissement et au réaménagement de bibliothèques, espaces culturels mixtes, maisons de la culture et complexes sportifs, au sein desquels elles offriront des activités variées au bénéfice de toutes et tous.

Soucieuse d'offrir des environnements de travail sains, de protéger la santé et assurer la sécurité de ses effectifs, la Ville réalisera d'importants investissements pour remplacer les équipements d'urgence, rénover des casernes et décontaminer les habits de combat contre les incendies de son personnel pompier.

En terminant, je tiens à souligner le travail exemplaire du personnel qui a appuyé la nouvelle administration dans le dépôt de son tout premier budget. Je remercie également l'ensemble de la fonction publique municipale montréalaise, qui demeure en tout point engagée à toujours mieux servir la population et à améliorer sa qualité de vie.

Le directeur général de la Ville de Montréal,

**Benoit Dagenais**

Photo : Ville de Montréal, Mathieu Sparks

# Les priorités du budget

1

# Budget 2026 et PDI 2026-2035 : Montréal, au cœur de vos priorités

## La Ville de Montréal dépose un budget de fonctionnement équilibré de 7,67 G$ pour 2026 et un programme décennal d'immobilisations (PDI) 2026-2035 de 25,9 G$.

### Huit thématiques prioritaires

- **La gestion rigoureuse et responsable des finances publiques,** pour offrir des services de qualité, au meilleur coût possible.
- **La lutte contre l'itinérance,** pour accompagner les personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir, et assurer une cohabitation harmonieuse.
- **L'habitation,** pour s'attaquer à la crise du logement, appuyer la construction et la protection de logements abordables et sociaux, et stimuler les mises en chantier.
- **La sécurité,** pour renforcer le sentiment de sécurité en ville.
- **La qualité de vie et la culture,** avec une attention particulière à la propreté, aux infrastructures culturelles et aux loisirs, et à la relance du centre-ville.
- **La mobilité planifiée et les infrastructures routières,** pour protéger les actifs et en développer de nouveaux.
- **L'Est de Montréal,** pour prioriser le développement de ce territoire.
- **La résilience climatique,** pour renforcer notre capacité à nous adapter, tout en protégeant la population et nos infrastructures.

# Gestion rigoureuse et responsable

## La Ville de Montréal est plus que jamais engagée à protéger ses infrastructures, à moderniser ses services et à optimiser ses ressources, pour répondre efficacement aux besoins de la population, tout en assurant une gestion rigoureuse et responsable des finances publiques.

De nombreux efforts ont été réalisés pour déposer un budget équilibré, tout en priorisant les services aux citoyennes et citoyens, et en respectant leur capacité de payer, dont :

- une augmentation importante des sommes transférées aux arrondissements
- l'augmentation des budgets d'investissement dédiés aux arrondissements
- la limitation de la hausse des taxes foncières sous la responsabilité du conseil municipal au niveau de l'inflation
- le retour au ratio d'endettement à l'intérieur des balises de la politique de gestion de la dette, un an avant l'échéance prévue
- l'augmentation du paiement au comptant, pour diminuer notre recours aux emprunts

La politique de gestion de la dette, en vigueur depuis 2004, limite la dette consolidée nette à 100 % des revenus de la Ville. Une dérogation accordée en 2019 a temporairement porté ce seuil à 120 %, avec un retour prévu en 2027. **Grâce à nos efforts de rigueur et de gestion responsable, le ratio d'endettement devrait revenir à 100 % dès 2026, soit un an avant l'échéance. Il s'agit d'un ajustement significatif par rapport au précédent budget.**

Photo: Ville de Montréal, Mathieu Sparks

## Se recentrer sur les services à la population et optimiser les activités

- Mobilisation des effectifs sur les services prioritaires offerts aux citoyennes et aux citoyens
- Amélioration des pratiques, dans le souci d'offrir le meilleur service possible à la population, tout en respectant sa capacité de payer
- Déploiement d'une revue d'activités approfondie, afin d'identifier de nouvelles pistes d'optimisation et générer des gains d'efficacité, notamment par le biais de l'intelligence artificielle

## Optimiser les ressources

- Économies récurrentes annuelles de 79 M$, provenant notamment de la revue des activités de chaque service central et d'un plan d'optimisation à venir, qui mènera à la diminution de 1 000 postes dans les services centraux au cours du mandat
- Gel d'embauche pour les postes des accréditations de cols blancs et du personnel professionnel, et gel de nomination pour les postes cadres dans les services centraux

# Itinérance

Consciente des besoins croissants et déterminée à réduire l'itinérance, la Ville investira des sommes historiques pour répondre à cet enjeu, en misant sur une approche humaine et responsable. Elle se mobilisera pour accompagner les personnes en situation d'itinérance, tout en assurant une cohabitation harmonieuse, afin d'offrir à chaque Montréalaise et Montréalais des conditions de vie dignes et sécuritaires.

### Renforcer l'inclusion et la cohabitation sociale

- Soutien de 29,9 M$ à des initiatives et des organismes communautaires engagés auprès des personnes en situation d'itinérance ou œuvrant en cohabitation sociale
- Augmentation du nombre d'équipes multidisciplinaires, formées de personnel policier et d'intervenantes et intervenants sociaux, afin d'offrir des réponses humaines aux réalités du terrain

### Sortir les gens de la rue

- Investissement de 100 M$ d'ici 2035 pour acquérir et rénover des bâtiments, qui accueilleront de nouvelles places d'hébergement d'urgence
- Protection de maisons de chambres, qui représentent souvent le dernier rempart des personnes à risque de se retrouver sans logis
- Mise en place d'un plan des mesures hivernales planifié et prévisible
- Collaboration avec les milieux philanthropiques et privés pour la création d'un fonds d'appariement en itinérance

## Chiffres clés :

**Acquisition et rénovation de bâtiments pour des projets en itinérance**
100 M$ au PDI 2026-2035

**Entente contre la pauvreté et l'exclusion sociale**
11 M$ au budget 2026

**Appui aux initiatives et organismes œuvrant en itinérance**
29,9 M$ au budget 2026, dont 20 M$ d'ajout au budget 2026

### Mise en place du Groupe d'intervention tactique en itinérance

Persuadée de la nécessité de regrouper les efforts et de miser sur une approche collaborative pour répondre aux enjeux liés à l'itinérance, la Ville mettra en place le Groupe d'intervention tactique en itinérance. Il coordonnera les interventions sur le terrain et planifiera les actions à mettre en place auprès des populations vulnérables, en collaboration avec les différents partenaires, y compris le gouvernement du Québec et des organismes de première ligne. Une cellule de crise d'urgence a déjà été mise en place en décembre 2025.

La Ville déploiera aussi un protocole sur les campements, avec l'objectif de les encadrer de manière humaine et de maintenir des sites propres et sécuritaires, en concertation avec les mairesses et maires d'arrondissement.

Photo : Ville de Montréal, Mathieu Sparks

# Habitation

Désireuse de sortir Montréal de la crise du logement, la Ville multipliera les initiatives pour accélérer les mises en chantier, pour augmenter l'offre de logements abordables et sociaux, et pour protéger les droits des locataires. Elle investira d'importantes sommes pour développer de nouveaux quartiers qui offriront un accès équitable au logement, au travail, à la mobilité et à des services de qualité.

**S'attaquer à la crise du logement**

- Investissement de 578,7 M$ dans les 10 prochaines années pour acquérir des immeubles stratégiques, afin d'accroître l'offre de logements abordables et sociaux
- Remplacement du Règlement pour une métropole mixte par des incitatifs financiers et création d'un vrai partenariat avec les acteurs immobiliers, OBNL et privés, afin de construire rapidement des logements abordables et sociaux
- Travaux pour trouver de nouveaux leviers de financement pour accélérer le développement de projets d'habitation
- Priorisation de six secteurs de développement qui accueilleront, d'ici 2050, près de 75 000 logements : Lachine-Est, Namur-Hippodrome–Cavendish, Louvain-Est, des Faubourgs, le Corridor de la ligne bleue et Bridge-Bonaventure, qui bénéficiera par ailleurs d'une augmentation de 47,6 M$ en investissements
- Accélération du traitement des émissions de permis de construction et de rénovation

- Collaboration étroite avec la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) pour des initiatives de logements sociaux et abordables, par l'intermédiaire du Fonds du logement social métropolitain
- Mise à disposition d'une somme de 2,4 M$ à la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) pour les années 2026 et 2027, visant à financer le pré-développement de projets de logements sociaux et abordables

Photo: Ville de Montréal, Mathieu Sparks

### Chiffres clés :

**Acquisition d'immeubles pour logements sociaux et abordables**
578,7 M$ au PDI 2026-2035, incluant 100 M$ consacrés à l'itinérance

**Lachine-Est**
106,8 M$ au PDI 2026-2035

**Namur-Hippodrome–Cavendish**
301 M$ au PDI 2026-2035

**Louvain-Est**
65,1 M$ au PDI 2026-2035

**Secteur des Faubourgs**
480,5 M$ au PDI 2026-2035

**Corridor de la ligne bleue**
286,2 M$ au PDI 2026-2035

**Bridge-Bonaventure**
171,6 M$ au PDI 2026-2035

## Préserver l'accès au logement et protéger les locataires et les plus vulnérables

- Amélioration du parc immobilier et de la qualité de vie des locataires, en intensifiant l'inspection préventive de salubrité de 1 600 bâtiments en 2026
- Soutien à différents organismes de défense des droits des locataires
- Poursuite de l'Opération 1er juillet, en proposant des services d'aide aux personnes et aux familles en difficulté, qui n'auront pas réussi à se reloger
- Embauche de personnel supplémentaire pour encadrer les locations touristiques

La Ville pose des gestes concrets face aux enjeux d'évictions, de reprises de logement, d'insalubrité, de prix et d'augmentation des loyers, ou encore de travaux.

### Chiffres clés :

**Inspections préventives pour prévenir l'insalubrité**
3 M$ d'ici 2027

**Opération 1er juillet**
5,5 M$ au budget 2026

**Appui aux organismes de défense des droits des locataires**
1,5 M$ sur 3 ans, dont 0,5 M$ au budget 2026

**Embauche de personnel d'inspection supplémentaire pour encadrer les locations touristiques**
1,6 M$ au budget 2026, dont 0,5 M$ d'ajout au budget 2026

# Sécurité

Soucieuse de renforcer le sentiment de sécurité dans la métropole, la Ville posera des gestes concrets en matière de prévention de la violence chez les jeunes, de rapprochement avec les communautés, d'amélioration de la sécurité dans les espaces publics, et de prévention des incendies.

### Miser sur la collaboration et la prévention

- Création de comités de vigie réunissant des membres du SPVM, des organismes et des leaders communautaires, ainsi que des résidentes et résidents des quartiers
- Bonification du budget consacré à la prévention de la violence chez les jeunes

### Renforcer la sécurité dans l'espace public

- Installation de caméras dans l'espace public
- Réserve d'un budget dédié aux caméras corporelles pour les équipes de police, pour un déploiement avec l'appui du gouvernement du Québec

### Sécuriser les trajets vers les écoles

- Augmentation du budget consacré à l'embauche de brigadières et brigadiers
- Sécurisation de traverses piétonnes sur le chemin des écoles

Photo : Service de Police de la Ville de Montréal

Photo: Service de sécurité incendie de Montréal

## Appuyer le personnel pompier et améliorer les équipements d'urgence

- Optimisation du processus de décontamination des tenues de combat contre les incendies, pour protéger la santé et la sécurité du personnel pompier
- Rénovation de casernes, pour en faire des environnements de travail plus inclusifs et sécuritaires
- Modernisation des véhicules et équipements d'urgence, pour réduire les délais d'intervention

### Chiffres clés :

**Sécurisation aux abords des écoles**
17,4 M$ au budget 2026, dont 0,3 M$ d'ajout au budget 2026

**Prévention de la violence chez les jeunes**
15,8 M$ au budget 2026, dont 3,1 M$ d'ajout au budget 2026

**Remplacement des équipements du personnel pompier, incluant les habits de combat**
67,3 M$ au PDI 2026-2035

**Programme de remplacement des véhicules du SIM**
185,1 M$ au PDI 2026-2035

**Caméras dans l'espace public**
1,7 M$ au PDI 2026-2035

**Acquisition et déploiement de caméras d'intervention, incluant des caméras corporelles pour les policières et policiers**
40 M$ au PDI 2026-2035

# Qualité de vie et culture

## La Ville est engagée à offrir des quartiers inclusifs et accueillants, dans le but d'améliorer la vie de quartier et de dynamiser le commerce local. Elle consacrera des investissements majeurs pour améliorer la vie urbaine et inverser l'exode des Montréalaises et Montréalais.

### Améliorer la vie de quartier

- Rénovation et entretien d'infrastructures culturelles, sportives et de loisirs, comme des installations aquatiques, des bibliothèques, des centres culturels, des marchés publics et des arénas
- Renforcement des équipes de propreté, en se concentrant sur les secteurs les plus problématiques
- Augmentation des sommes consacrées aux festivals et fêtes de quartier, afin d'offrir à la population une programmation culturelle riche et diversifiée
- Amélioration de la propreté du centre-ville et des principales artères, grâce à un budget de 6,6 M$, en plus du budget des arrondissements dédié à la propreté

**Augmentation de 2,5 M$ de la contribution de la Ville au Conseil des arts de Montréal, pour un total de 24,4 M$ au budget 2026**

Photo: Ville de Montréal, Maxime Sparks

**Projets phares :**

- l'agrandissement ou le réaménagement des bibliothèques Saint-Charles dans le Sud-Ouest, Père-Ambroise à Ville-Marie, et de celle de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, ainsi que la construction de la bibliothèque Caroline-Dawson à Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
- la mise à niveau de plusieurs maisons de la culture, notamment à Ahuntsic-Cartierville et Lachine
- la construction de deux projets d'espaces culturels mixtes : Espace-Rivière, à Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, et Cœur-Nomade, à la croisée des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Montréal-Nord
- la rénovation du Complexe sportif Claude Robillard et du Complexe récréatif Gadbois, de trois arénas dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal, de Lachine et de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, ainsi que du Natatorium de Verdun
- la livraison du complexe sportif de Pierrefonds-Roxboro, et la construction des complexes sportifs de Montréal-Nord et de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

## Chiffres clés :

**Bonification du budget des bibliothèques et des maisons de la culture**
2,5 M$ au budget 2026

**Réseau des bibliothèques et des maisons de la culture**
610,1 M$ au PDI 2026-2035

**Mise aux normes d'installations aquatiques**
171,9 M$ au PDI 2026-2035

**Mise aux normes d'arénas**
25,5 M$ au PDI 2026-2035

**Construction de nouvelles installations sportives, dont le complexe aquatique et sportif de Montréal-Nord et le centre sportif de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce**
570 M$ au PDI 2026-2035

## Stimuler la vitalité économique locale

- Investissement de près de 10 M$ pour des mesures de soutien et d'accompagnement aux commerces montréalais
- Appui à la rénovation de locaux commerciaux, avec un accent sur des projets d'occupation de locaux vacants, accessibles universellement ou axés sur l'économie sociale, circulaire et écoresponsable, dans le cadre du programme Commerce-Montréal
- Appui aux commerces affectés par les chantiers
- Bonification des programmes de soutien aux sociétés de développement commercial (SDC) et aux artères commerciales hors-SDC
- Renouvellement des partenariats stratégiques pour renforcer l'accompagnement offert aux commerces montréalais

### Chiffres clés :

**Soutien aux SDC et aux commerces affectés par les chantiers**
6 M$ au budget 2026

**Partenariats pour renforcer l'accompagnement offert aux commerces**
0,3 M$ au budget 2026

**Soutien aux SDC et aux artères commerciales hors-SDC**
7,4 M$ au budget 2026

Photo : Ville de Montréal, Mathieu Sparks

Photo: Ville de Montréal, Mathieu Sparks

## Stimuler l'attractivité et la relance du centre-ville

Le centre-ville de Montréal est le cœur économique, culturel et académique du Québec. Pour renforcer sa vitalité et inciter les gens à y vivre, y travailler, y étudier et s'y divertir, la Ville intensifie ses interventions. Cet engagement se concrétise notamment par la mise à jour de la Stratégie centre-ville.

**Mesures phares :**

- **Dynamisme économique :** soutien à l'attractivité des investissements directs étrangers, dont l'accueil de la nouvelle banque de défense de l'OTAN
- **Cadre de vie et sécurité :** renforcement de la propreté, de la sécurité, et appui à des initiatives de cohabitation sociale, pour un climat d'affaires sain
- **Gestion des chantiers :** réduction de l'impact des entraves et déploiement de solutions technologiques et réglementaires, pour optimiser la gestion des travaux
- **Culture et commerce :** appui direct aux commerces et acteurs culturels, pour stimuler l'achalandage
- **Infrastructures stratégiques :** réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest et maintien des investissements de mise à niveau de l'infrastructure souterraine
- **Expérience urbaine :** pérennisation de la piétonnisation dans le Quartier des spectacles, plan d'animation hivernale et mise en valeur du Montréal souterrain (RÉSO)

**1 G$ au cours des 10 prochaines années pour propulser le centre-ville**

### Chiffres clés :

**Stratégie centre-ville**
14,7 M$ au budget 2026

**Sainte-Catherine Ouest**
418,6 M$ au PDI 2026-2035

**Sainte-Catherine Est**
148,6 M$ au PDI 2026-2035

**Les Faubourgs**
231 M$ au PDI 2026-2035

**Rue Peel**
54,2 M$ au PDI 2026-2035

**Soutien aux festivals**
8,6 M$ au budget 2026

**Quartier des spectacles**
26,3 M$ au PDI 2026-2035

# Mobilité planifiée et infrastructures routières

La Ville investira des sommes importantes pour assurer une mobilité sécuritaire pour toutes et tous, ainsi que pour entretenir son réseau et ses infrastructures routières, tout en limitant les impacts des chantiers de construction.

**Propulser la mobilité planifiée**

- Bonification de l'offre de transport collectif, actif et partagé, universellement accessible et adaptée aux réalités des quartiers et des déplacements quotidiens
- Avancée des projets structurants de transport collectif, offrant des solutions performantes et favorisant l'interconnexion avec l'ensemble du réseau de transport collectif, le tout en collaboration avec les partenaires concernés
- Ajout de mesures préférentielles pour les bus, comme l'ajustement de feux de signalisation et de voies réservées
- Déploiement d'initiatives du programme Vision zéro décès et blessures graves, pour renforcer la sécurité routière, comme des mesures d'apaisement de la circulation et l'aménagement d'intersections protégées
- Sécurisation de près de 140 intersections et 22 km de rues

**Projets phares :**

- Accompagnement des travaux de la ligne bleue, du SRB Pie-IX et du REM
- Amélioration et sécurisation de pistes cyclables

Photo: Ville de Montréal, Mathieu Sparks

### Chiffres clés :

**Vision Zéro**
1,6 G$ au PDI 2026-2035, dont 150 M$ pour la sécurisation de rues et d'intersections

**Développement, amélioration et maintien du réseau cyclable**
473,5 M$ au PDI 2026-2035

## Réduire les impacts des chantiers

- Améliorer la planification des chantiers, afin de limiter la circulation et faciliter les déplacements, en collaboration avec les arrondissements et les donneurs d'ordres
- Innovation dans la gestion et la coordination des chantiers, notamment dans l'arrondissement de Ville-Marie, en tirant partie de l'intelligence artificielle
- Analyse pour la création d'un jumeau numérique

**La Ville misera sur la plateforme AGIR, une solution informatique multi-fonction, collaborative et interactive**, qui regroupe les renseignements sur toutes les entraves à la circulation sur la voie publique. Le but : suivre le cycle de vie d'une intervention dans la rue, de sa programmation jusqu'à sa réalisation et, sur la base de ces données, amorcer des analyses, afin de développer une cartographie virtuelle en temps réel.

## Améliorer l'état des rues

- Investissement de 683,8 M$ dans le réseau artériel et local, y compris des programmes de planage-revêtement, pour prolonger la durée de vie utile des chaussées en attente d'une réhabilitation majeure, tout en sécurisant les déplacements

**La Ville repense l'espace public :** elle ne reconstruit plus systématiquement les rues à l'identique, elle profite des travaux pour bonifier l'aménagement de l'espace public, en tenant compte de l'évolution des besoins de la population.

### Chiffre clé :

**Infrastructures routières**
6,7 G$ au PDI 2026-2035

Photo : Ville de Montréal, Mathieu Sparks

# Développement de l’Est

## Consciente qu’il s’agit d’un moment charnière pour ce secteur, la Ville assumera un leadership renforcé, afin de donner l’impulsion nécessaire à sa transformation. Elle déploiera d’importantes sommes et misera sur des mesures clés pour réaliser le plein potentiel de l’Est de Montréal, en collaboration avec des partenaires publics et privés.

Parmi ces initiatives, citons :

- La mise en place du bureau de l’Est et du bureau de projet de la rue Notre-Dame, pour coordonner les actions à prioriser, notamment sur le plan de la mobilité et des infrastructures structurantes
- La mise en valeur et la revitalisation de terrains municipaux, grâce à des investissement dans un Fonds de revitalisation et à des efforts accrus de décontamination, afin de rendre disponibles ces sites stratégiques pour des projets innovants et durables, notamment par la vente de terrains et la priorisation de projets à proximité d’une infrastructure de transport collectif structurant ou offrant de meilleures connexions entre les secteurs d’emplois et les milieux de vie
- L’attraction d’entreprises locales et internationales, pour les inciter à s’y implanter
- L’accompagnement du gouvernement du Québec dans la poursuite des études portant sur le Projet structurant de transport collectif dans l’Est de Montréal

Photo : STM, Julien Perron-Gagné

## Chiffres clés :

**Fonds de revitalisation de l'Est**
25 M$ au PDI 2026-2035

**Collecteur Langelier**
151,6 M$ au PDI 2026-2035

**Accompagnement des travaux de la ligne bleue**
153,5 M$ au PDI 2026-2035

**Entente pour décontamination de terrains**
72 M$ au budget d'ici 2027

**Aménagement et verdissement du secteur Assomption, dont le Belvédère de l'Est et du Bouclier vert, un parc linéaire qui reliera la gare de triage Longue-Pointe aux boisés Vimont et Steinberg**
312,4 M$ au PDI 2026-2035

**Construction de serres au Jardin botanique**
290 M$ au PDI 2026-2035

**La transformation de l'Est de Montréal** représente le plus important projet de revitalisation industrielle au Canada et la plus grande opportunité stratégique de développement de la métropole. Ce vaste chantier de 30 km$^2$ s'appuiera sur l'innovation, la revitalisation d'espaces industriels et l'implication de partenaires publics et privés.

Photo: Getty Images

# Résilience climatique

La Ville améliorera la résilience de son territoire face aux événements climatiques extrêmes, en intégrant l'impact environnemental à toutes ses décisions, en créant un fonds de réserve d'urgence climatique pour les arrondissements, ou encore en aménageant des infrastructures naturelles pour absorber les eaux de pluie, ainsi que des corridors de biodiversité.

**Atténuer les effets des pluies intenses**

- Création d'un nouveau fonds de réserve d'urgence climatique pour les arrondissements, pour les soutenir lors d'épisodes de verglas, d'inondations ou de canicule
- Bonification du programme Rénoplex, qui aide les propriétaires d'immeubles de 1 à 5 logements dans leurs travaux de rénovation ou de protection contre les inondations
- Poursuite du plan d'action sur la résilience face aux inondations et ajout d'aménagements de surface pour drainer les eaux de pluie
- Construction d'infrastructures vertes, multifonctionnelles et résilientes
- Lancement du programme d'acquisition de terrains en zones inondables, pour renforcer la résilience des espaces urbains et réduire les risques d'inondation

**Les bénéfices économiques, sociaux et écologiques des parcs et rues résilientes :** ils ajoutent de nouvelles fonctions à des infrastructures existantes ou prévues, comme des espaces verts, des terrains de loisirs ou des places publiques. Ils représentent une stratégie d'adaptation innovante qui a permis à Montréal de rejoindre le peloton de tête des villes leaders en matière de gestion intégrée et durable des eaux pluviales.

### Chiffres clés :

**Programme Rénoplex**
10,3 M$ au budget 2026, dont 2 M$ d'ajout au budget 2026

**Infrastructures vertes, multifonctionnelles et résilientes**
139,9 M$ au PDI 2026-2035

**Plan directeur de drainage, y compris le collecteur Langelier**
836,2 M$ au PDI 2026-3035

**Acquisition de terrains en milieux inondables**
73 M$ au PDI 2026-2035

**Fonds de réserve d'urgence climatique pour les arrondissements**
2 M$ au budget 2026

## Rattraper le déficit de maintien des infrastructures de l'eau

- Entretien des usines d'eau potable, et de réservoirs et stations de pompage
- Entretien de l'usine de traitement des eaux usées et de bassins de rétention
- Poursuite des travaux de la station d'épuration Jean-R.-Marcotte, pour construire la plus grande unité d'ozonation au monde
- Mise à niveau des réseaux d'approvisionnement en eau potable, et des réseaux de collecte des eaux usées et des eaux de pluie

**7,4 G$ d'ici 10 ans pour optimiser les infrastructures de l'eau**

**La Stratégie montréalaise de l'eau**

Elle définit la vision de la Ville pour une gestion durable de l'eau sur son territoire. Elle établit les principes d'utilisation, de protection et de conservation de l'eau dans la métropole.

Un engagement pour l'avenir de l'eau de Montréal

Cinq orientations ambitieuses :

- Réduire le gaspillage d'eau potable pour favoriser un usage responsable
- Assurer l'accès et la sécurité de l'approvisionnement en eau potable de qualité
- Réduire les impacts des pluies et de la hausse des niveaux des cours d'eau sur la collectivité et l'environnement
- Réduire en quantité et en variété les contaminants issus des eaux usées et pluviales
- Atteindre un équilibre durable et équitable pour financer les besoins en gestion de l'eau

## Chiffres clés :

**Stratégie montréalaise de l'eau**
38 M$ au budget 2026

**Réseaux d'aqueduc et d'égouts**
3,1 G$ au PDI 2026-2035

**Station d'épuration**
384,7 M$ au PDI 2026-2035

**Usines d'eau potable**
405,4 M$ au PDI 2026-2035

**Unité d'ozonation (station Jean-R.-Marcotte)**
508,8 M$ au PDI 2026-2035

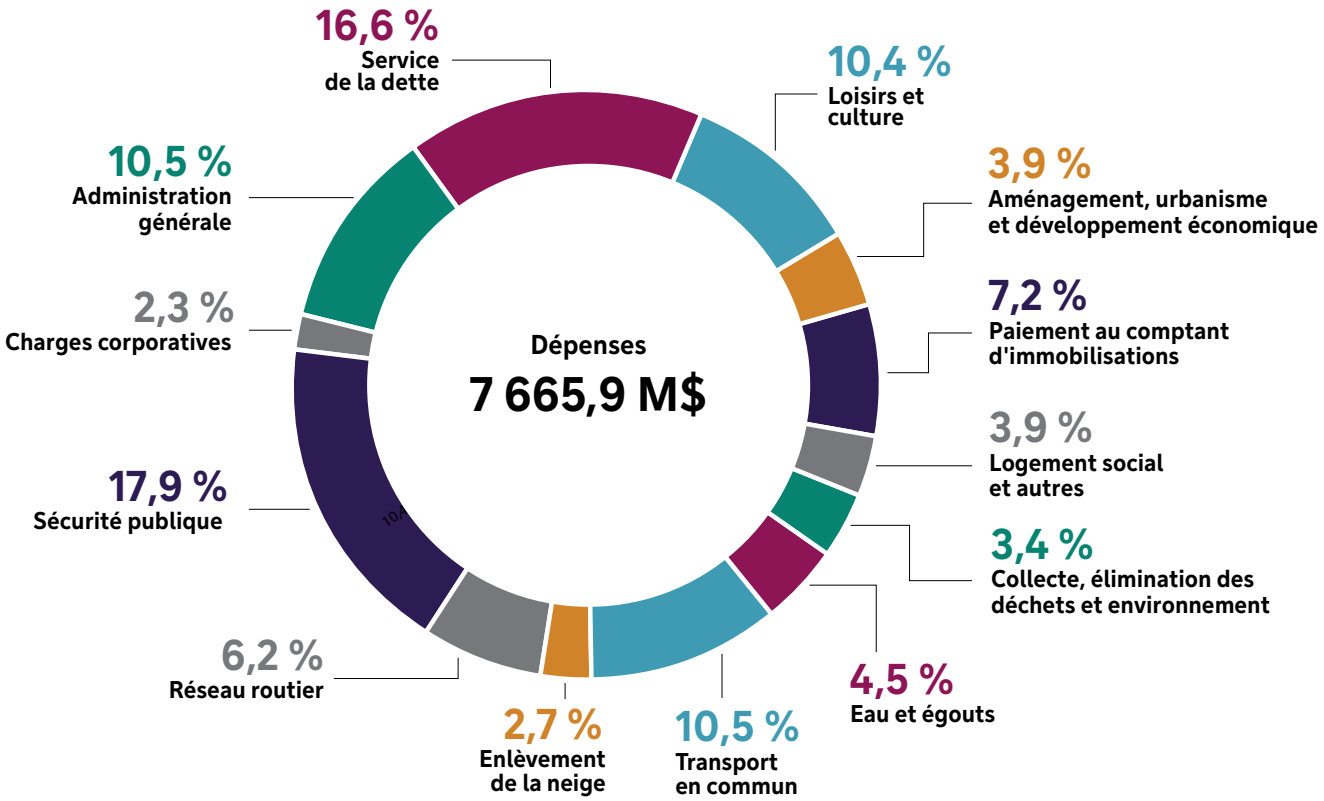
# Budget de fonctionnement 2026

2

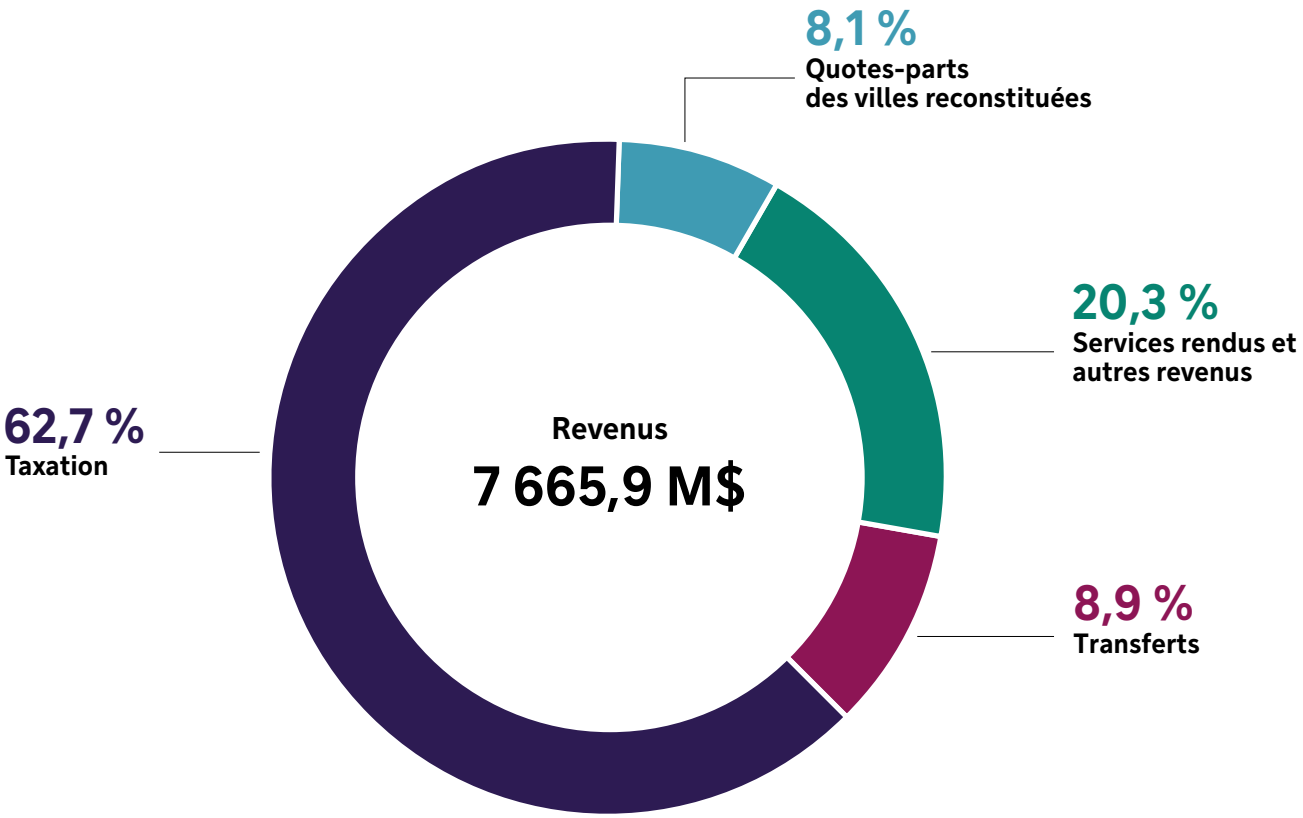
# Un budget équilibré de 7,67 G$

Le budget de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses courantes de la Ville pour un exercice financier. Ces dépenses sont financées majoritairement par les taxes et les autres revenus de l'année en cours.

## Répartition des dépenses par activités



## Provenance des revenus



# Fiscalité locale

## Une hausse des taxes foncières sous la responsabilité du conseil municipal en cohérence avec l'inflation observée.

Pour l'année 2026, le **conseil municipal** limite la hausse des charges fiscales sous son contrôle à 3,4 %, tant pour les immeubles résidentiels que non résidentiels, ce qui correspond au niveau de l'inflation observée pour la région métropolitaine de Montréal[1].

- Environ le quart de cette hausse est dirigé vers la taxe relative à l'eau, pour notamment permettre le financement de la Stratégie montréalaise de l'eau.
- Les charges fiscales sous le contrôle du conseil municipal représentent respectivement 87 % et 97 % des charges fiscales foncières des immeubles résidentiels et non résidentiels.

Globalement, les **conseils d'arrondissement** haussent leurs taxes relatives aux services de 7,4 % et leurs taxes relatives aux investissements de 5 %.

- Les charges fiscales sous le contrôle des conseils d'arrondissement représentent respectivement 13 % et 3 % des charges fiscales foncières des immeubles résidentiels et non résidentiels.

En raison des proportions différentes que représentent les charges fiscales du conseil municipal et celles des taxes d'arrondissement dans les charges totales des immeubles résidentiels et non résidentiels, les décisions des différents conseils ont des effets différents sur les variations de charges totales de chacune de ces catégories d'immeubles.

**Ainsi, en combinant les décisions du conseil municipal et des conseils d'arrondissement, les hausses des charges fiscales foncières totales pour 2026 sont de 3,8 % pour les immeubles résidentiels et de 3,4 % pour les immeubles non résidentiels.**

1. Inflation annuelle observée de septembre 2024 à septembre 2025, Institut de la statistique du Québec.

## Effets des décisions du conseil municipal et des conseils d'arrondissement sur les charges fiscales des immeubles résidentiels et non résidentiels

### Immeubles résidentiels

| | | | |
|---|---|---|---|
| 3,0 % Décisions du conseil municipal | ↑ | 2,4 % | Taxe foncière générale |
| | ↑ | 0,7 % | Taxe relative à l'eau |
| | | 0,0 % | Taxe relative à l'ARTM |
| | ↓ | 0,2 % | Taxe relative aux dettes |
| | | 0,0 % | Taxe relative à la voirie |
| 0,8 % Décisions des conseils d'arrondissement | ↑ | 0,6 % | Taxes de services |
| | ↑ | 0,2 % | Taxes d'investissements |
| **Hausse des charges fiscales foncières 3,8 %** | | | |

### Immeubles non résidentiels

| | | | |
|---|---|---|---|
| 3,2 % Décisions du conseil municipal | ↑ | 2,7 % | Taxe foncière générale |
| | ↑ | 0,7 % | Taxe relative à l'eau |
| | | 0,0 % | Taxe relative à l'ARTM |
| | ↓ | 0,2 % | Taxe relative aux dettes |
| | | 0,0 % | Taxe relative à la voirie |
| 0,2 % Décisions des conseils d'arrondissement | ↑ | 0,1 % | Taxes de services |
| | ↑ | 0,1 % | Taxes d'investissements |
| **Hausse des charges fiscales foncières 3,4 %** | | | |

## Mesure des taux différenciés pour les immeubles non résidentiels

Le conseil municipal maintient la mesure des taux différenciés pour les immeubles non résidentiels, introduite en 2019. Cette mesure permet d'imposer un taux moins élevé à la partie non résidentielle de leur immeuble sur les premiers 900 000 $ de leur valeur foncière.

La différenciation des taux s'applique à la taxe foncière générale ainsi qu'à la taxe relative au financement de la contribution à l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM). Elle s'applique également à la taxe relative aux dettes des anciennes villes.

Pour 70 % des immeubles non résidentiels, soit ceux dont la valeur foncière est de 900 000 $ ou moins, la mesure des taux différenciés a pour effet cumulatif d'alléger de 16 % leurs charges fiscales totales. En tout, les propriétaires de plus de 90 % des immeubles non résidentiels bénéficient de cette mesure.

## Effet cumulatif de la mesure des taux différenciés sur un immeuble d'une valeur non résidentielle de 900 000 $

| Types de taxes | Sans la mesure | Avec la mesure |
|---|---|---|
| Taxe foncière générale | 22 194 $ | 18 076 $ |
| Taxes à des fins spécifiques | 4 302 $ | 4 091 $ |
| Taxes d'arrondissement | 429 $ | 429 $ |
| **Total** | **26 925 $** | **22 596 $** |
| **Effet cumulatif de la mesure** | **(4 329 $)<br>(16 %)** | |

## Rôle d'évaluation

Le rôle d'évaluation reflète la valeur marchande des propriétés foncières et ces valeurs sont remises à jour tous les trois ans pour refléter l'évolution du marché. La valeur foncière inscrite au rôle d'évaluation est celle qui est utilisée pour le calcul des taxes foncières.

Le rôle d'évaluation 2026-2027-2028 de la Ville de Montréal a été déposé le 10 septembre 2025. Celui-ci consigne de nombreux renseignements sur les propriétés du territoire montréalais, dont leur valeur foncière.

Ce nouveau rôle présente des valeurs foncières en hausse de 11,3 %. Toutefois, l'évolution des valeurs foncières est très différente d'un secteur à l'autre de la ville. Des différences marquées existent également selon le type de propriété. Les moyennes des variations des valeurs foncières sont moins importantes au rôle 2026-2027-2028 qu'au rôle précédent, alors qu'on observait une augmentation moyenne de 32,3 %. L'étalement de la variation des valeurs lissera les effets des indexations sur la durée du rôle 2026-2027-2028.

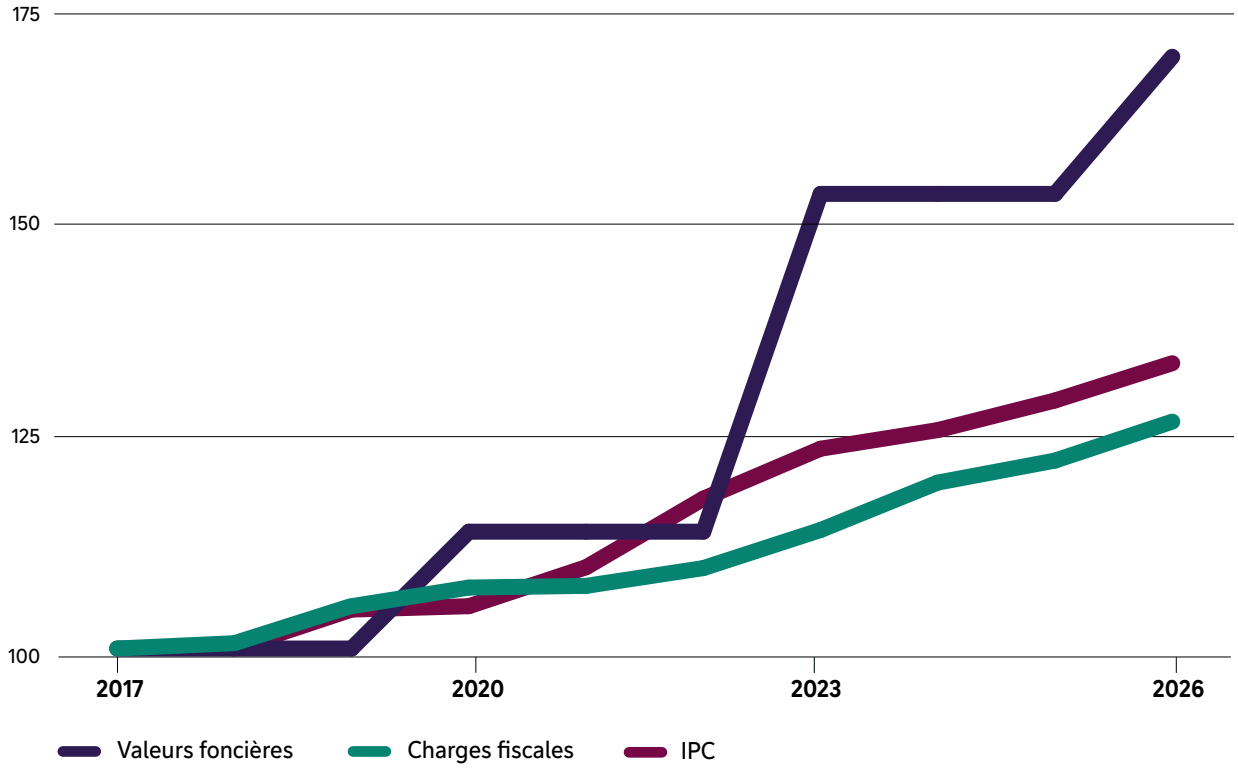
## Croissance des valeurs foncières des immeubles imposables et compensables à 100 % lors des deux derniers rôles d'évaluation foncière

| Catégories | Indexation 2023-2024-2025 | Indexation 2026-2027-2028 |
|---|---|---|
| Résidentielle | 35,2 % | 10,0 % |
| Non résidentielle | 20,9 % | 15,5 % |
| **Total** | **32,3 %** | **11,3 %** |

La Ville ne s'enrichit pas lors d'un dépôt de rôle. Elle ajuste ses taux de taxes pour tenir compte des nouvelles valeurs. Ainsi, lorsque les valeurs augmentent, la Ville ajuste ses taux à la baisse. Puisque la Ville étale la variation des valeurs due à l'entrée en vigueur du rôle, cet ajustement à la baisse des taux est fait annuellement. Ensuite, le conseil municipal augmente ses charges fiscales du pourcentage fixé pour l'année, habituellement fixé en relation avec l'inflation.

Le graphique suivant présente l'augmentation des charges fiscales totales en relation avec l'augmentation des valeurs foncières et l'inflation pour les dix derniers budgets, incluant le budget 2026.

**Évolution des indices des charges fiscales totales, des prix à la consommation et des valeurs foncières, immeubles résidentiels, 2017 à 2026**
*Indice (2017=100)*

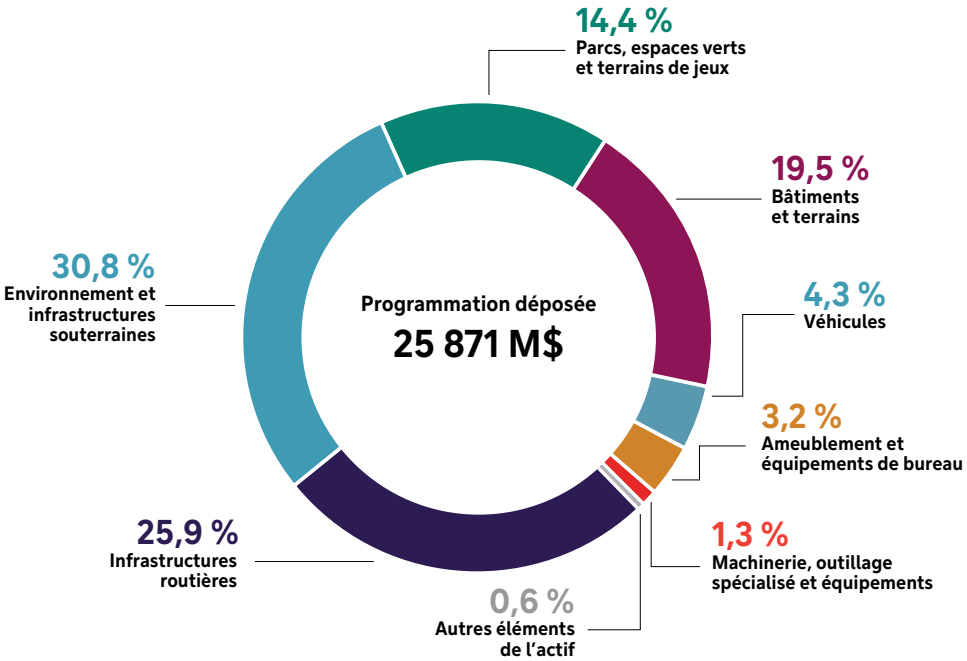


# Programme décennal d'immobilisations 2026-2035

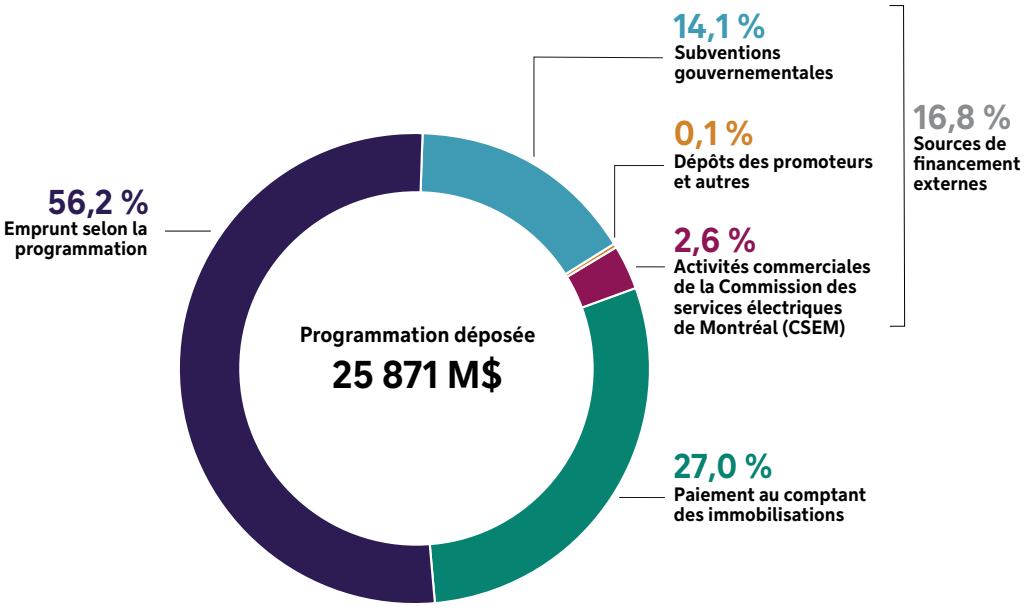
3

# Programme décennal d'immobilisations 2026-2035

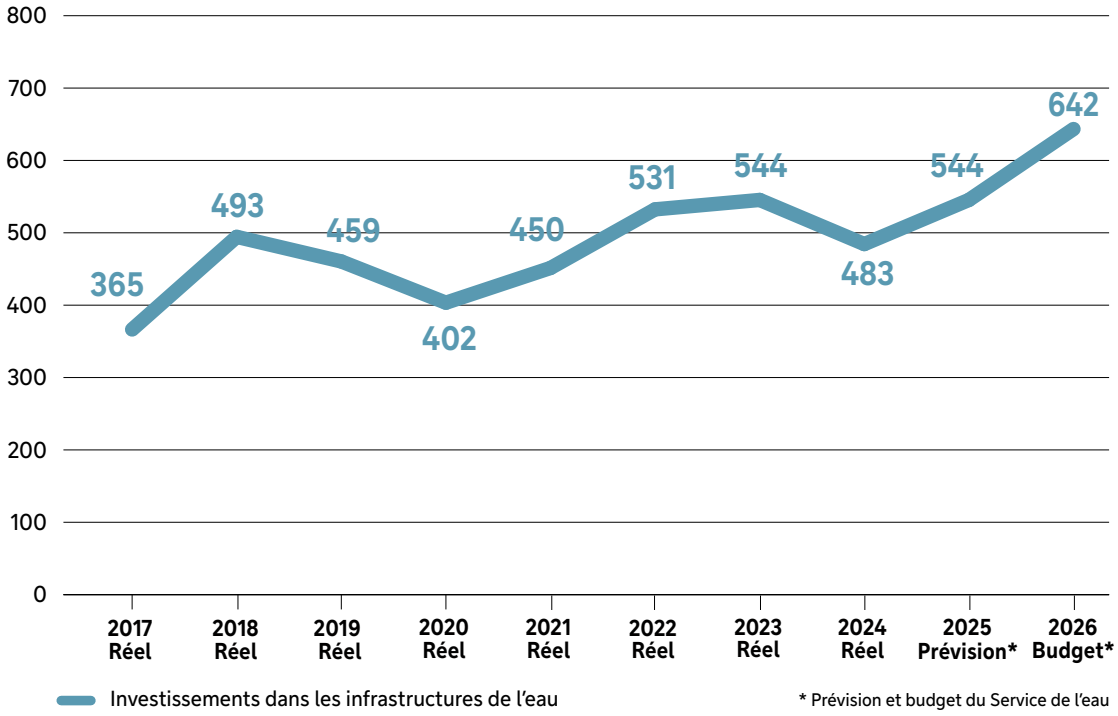
## Investissements par catégories d'actifs




## Modes de financement

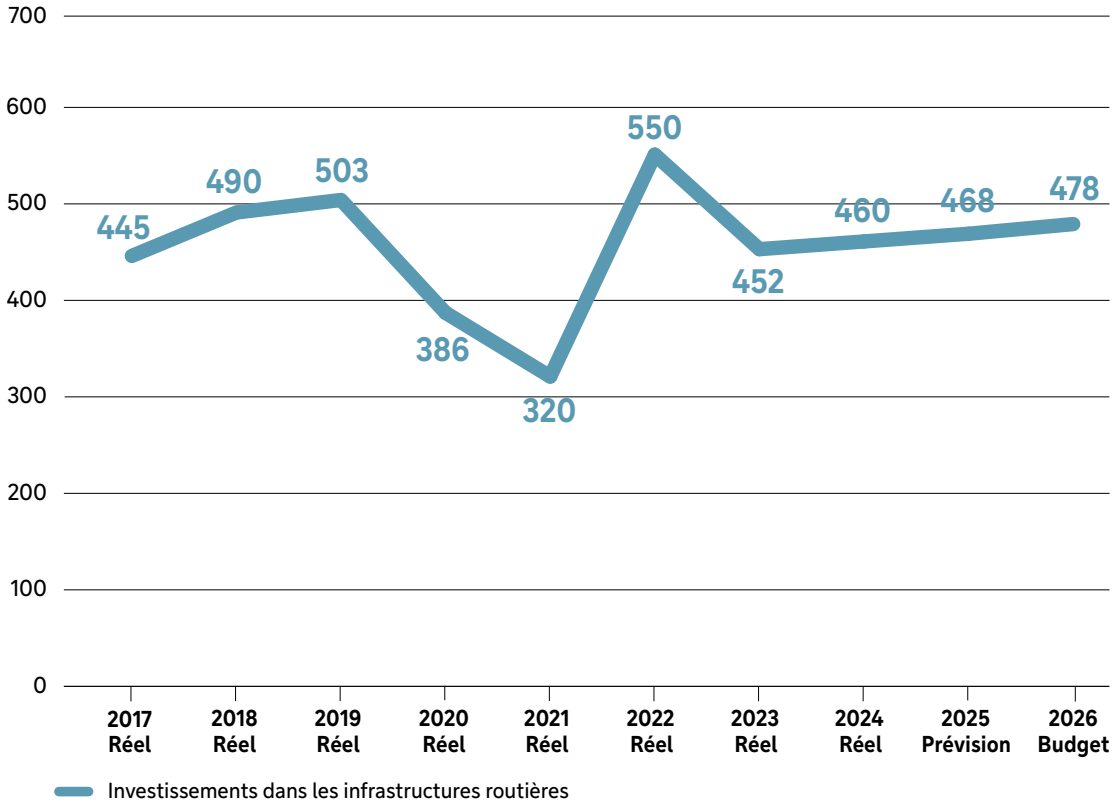


## Investissements dans les infrastructures de l'eau




* Prévision et budget du Service de l'eau

## Investissements dans les infrastructures routières



# Gestion de la dette

# 4

# Gestion de la dette

## Ratio de la limite d'endettement

Depuis 2004, la politique de gestion de la dette de la Ville de Montréal encadre les actions en matière d'endettement en fixant des paramètres précis, dont celui limitant la dette consolidée nette, en excluant la dette attribuable au refinancement de la dette actuarielle initiale, à un maximum équivalent à 100 % des revenus de la Ville.

Afin de soutenir une augmentation significative des investissements en immobilisations, le conseil municipal et le conseil d'agglomération ont accordé en 2019 une dérogation temporaire, portant ce seuil à 120 %, avec un retour prévu sous la barre des 100 % en 2027. Grâce aux stratégies mises en place depuis 2015 et aux décisions de l'administration actuelle, le niveau actuel et anticipé de la dette permettra d'atteindre ce ratio dès 2026, soit un an avant l'échéance fixée, démontrant ainsi la capacité de la Ville à respecter ses engagements tout en réalisant ses objectifs de développement.

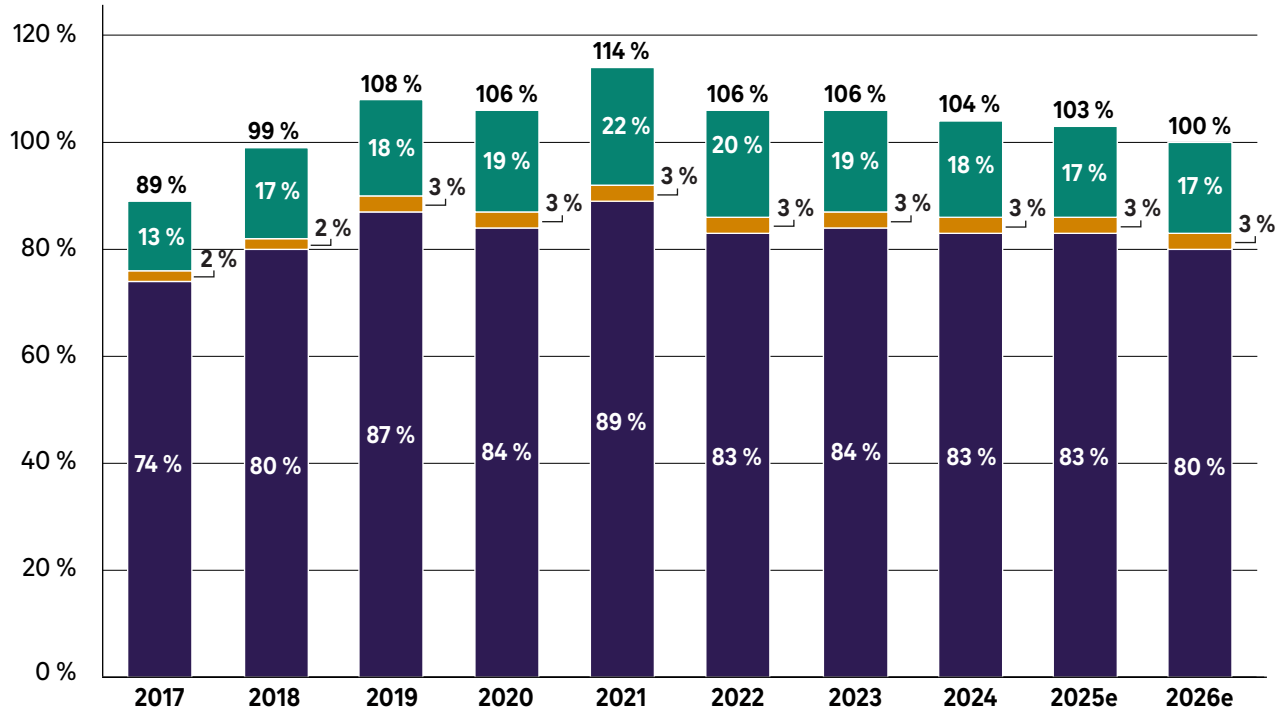
## Stratégies budgétaires retenues

Les orientations prises depuis 2015 afin d'effectuer un incontournable rattrapage dans le déficit d'entretien des actifs de la Ville de Montréal, sans pour autant laisser le bilan financier de celle-ci se détériorer, amènent l'administration à retenir les stratégies suivantes :

- stabiliser le programme d'immobilisations à des dépenses de l'ordre de 2 G$ par année. Un rehaussement de ce niveau devra être conditionnel à l'apport de sources de revenus additionnelles;
- maintenir la stratégie d'accroissement des paiements au comptant. Pour 2026, cela représente une hausse de 15 M$ pour atteindre 490 M$;
- exercer un suivi serré et continu de l'allocation annuelle du programme d'immobilisations;
- effectuer une revue triennale de l'ensemble de la stratégie.

La mise en œuvre de ces orientations et stratégies budgétaires permettra le retour du ratio d'endettement à l'intérieur des balises de la politique de gestion de la dette sur un horizon maximal d'un an. Dès 2026, le ratio limite sera rétabli à 100 %.

## Dette directe et indirecte nette (excluant la dette actuarielle initiale) en pourcentage des revenus de la Ville

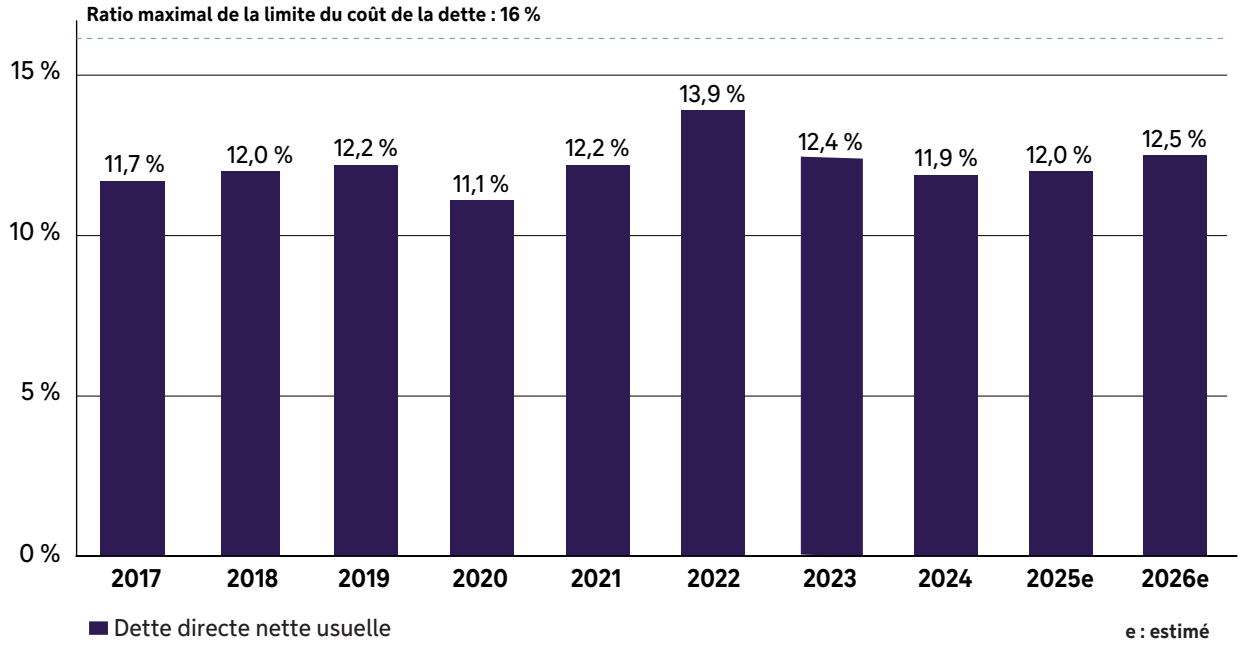



| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025e | 2026e |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total** | 89 % | 99 % | 108 % | 106 % | 114 % | 106 % | 106 % | 104 % | 103 % | 100 % |
| **Dette de la STM** | 13 % | 17 % | 18 % | 19 % | 22 % | 20 % | 19 % | 18 % | 17 % | 17 % |
| **Autres dettes** | 2 % | 2 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % |
| **Dette de la Ville** | 74 % | 80 % | 87 % | 84 % | 89 % | 83 % | 84 % | 83 % | 83 % | 80 % |

**e : estimé**

## Ratio de la limite du coût de la dette

Le graphique suivant présente le coût net de la dette par rapport à l'ensemble des dépenses. La politique de gestion de la dette limite le coût net de la dette – excluant le coût net de la dette émise aux fins du refinancement de la dette actuarielle initiale (DAI) – à un maximum de 16 % de l'ensemble des dépenses de la Ville. Pour 2026, ce ratio sera de 12,5 %.



# Budget de fonctionnement 2026 et PDI 2026-2035 détaillés

## Certificat de la trésorière

J'atteste, comme trésorière de la Ville de Montréal et responsable du dépôt d'un certificat selon l'article 93 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), que les crédits budgétaires seront disponibles pour les charges prévues au budget sous la responsabilité du conseil municipal et pour celles prévues au budget sous la responsabilité du conseil d'agglomération, selon leurs compétences respectives.

(en milliers de dollars)

| | | Budget du conseil municipal | Budget du conseil d'agglomération |
|---|---|---|---|
| **a)** | **Pour le service de la dette** | | |
| | Répartition du coût total du service de la dette | | |
| | ▪ Frais de financement | 307 577,8 | 194 876,0 |
| | ▪ Remboursement de la dette à long terme | 536 814,0 | 375 172,8 |
| **b)** | **Pour les obligations découlant des lois et des décisions qui ont été ou seront prises** | | |
| | ▪ Signature de baux et octroi de contrats pour la fourniture de biens et de services | 814 136,4 | 348 269,6 |
| | ▪ Octroi de contributions financières et d'aide municipale | 219 208,3 | 1 135 304,5 |
| | ▪ Traitements, gages et contributions de l'employeur | 1 497 823,9 | 1 405 132,6 |

La trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière,

Francine Laverdière

Le 12 janvier 2026

# Table des matières

# TABLE DES MATIÈRES

## Mise en contexte


1. Plan stratégique Montréal 2030 ____ 1
2. Processus budgétaire ____ 3
3. Perspectives économiques de 2026 ____ 5


## Budget de fonctionnement 2026 détaillé


4. Sommaire des revenus et des dépenses ____ 11
5. Analyse des revenus ____ 17
   - 5.1. Taxes et paiements tenant lieu de taxes ____ 17
   - 5.2. Quotes-parts ____ 19
   - 5.3. Transferts ____ 21
   - 5.4. Services rendus ____ 24
   - 5.5. Amendes et pénalités ____ 26
   - 5.6. Imposition de droits ____ 27
   - 5.7. Intérêts ____ 28
   - 5.8. Autres revenus ____ 29
   - 5.9. Affectations de revenus ____ 30
6. Analyse des dépenses corporatives ____ 33
   - 6.1. Service de la dette brute ____ 33
   - 6.2. Paiement au comptant des immobilisations ____ 38
   - 6.3. Dépenses communes ____ 40
   - 6.4. Dépenses de contributions ____ 43
   - 6.5. Élimination des transactions internes et interentités ____ 44
7. Sommaire des dépenses des services et des arrondissements ____ 45
   - 7.1. Sommaire des dépenses des services ____ 45
   - 7.2. Sommaire des dépenses des arrondissements ____ 46
8. Renseignements complémentaires ____ 49
   - 8.1. Fiscalité locale ____ 49
   - 8.2. Quotes-parts et fiscalité d'agglomération ____ 77
   - 8.3. Analyse détaillée de l'effectif et de la rémunération globale ____ 88
   - 8.4. Analyse de l'endettement et du service de la dette ____ 98
   - 8.5. Excédent des activités de fonctionnement à des fins fiscales ____ 100


## PDI 2026-2035 détaillé


9. Orientations du PDI 2026-2035 ____ 103
   - 9.1. Vision à long terme des investissements ____ 103
   - 9.2. Investir dans les infrastructures vieillissantes ____ 103
   - 9.3. Hausses rapides des réalisations ____ 104
   - 9.4. Capacité financière de la Ville ____ 104
   - 9.5. Programmes de subventions gouvernementaux ____ 105
   - 9.6. Vers l'innovation dans le financement des projets urbains d'envergure ____ 106

10. Programme décennal d'immobilisations 2026-2035 ____ 107
10.1. Répartition des budgets par compétences ____ 107
10.2. État des activités d'immobilisations et modes de financement ____ 111
10.3. Investissements par catégories d'actifs ____ 115
10.4. Principaux programmes et projets d'investissements, par thèmes ____ 120
11. Gestion de la dette ____ 149
11.1. Stratégies de financement à long terme des investissements ____ 149
12. Sommaire des investissements par unités d'affaires ____ 159
12.1. Investissements par unités d'affaires ____ 159
12.2. Emprunts à la charge des contribuables par unités d'affaires ____ 163

## Budget climat 2026

13. Section climat 2026 ____ 167
13.1. Une gouvernance climatique forte ____ 167
13.2. Le test climat : un outil renforcé pour mieux orienter les décisions ____ 169
13.3. Le défi du respect du budget carbone ____ 176
13.4. Prévision des émissions de GES de l'agglomération de Montréal ____ 179
13.5. Perspectives et ajustements futurs ____ 184

## Annexes

Annexe 1 – Sommaire des dépenses du budget de fonctionnement des services et des arrondissements ____ 185
Annexe 2 – Portrait des arrondissements ____ 207
Annexe 3 – Détail du PDI par services et arrondissements ____ 209
Annexe 4 – Structure de la présentation de l'information budgétaire ____ 233
Annexe 5 – Partage des compétences et confection du budget ____ 235
Annexe 6 – Équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif ____ 243
Annexe 7 – Compétences des arrondissements et des services centraux ____ 245
Annexe 8 – Synthèse des politiques financières ____ 247
Annexe 9 – Fonds de l'eau ____ 255
Annexe 10 – Modélisation des émissions de GES ____ 259
Annexe 11 – Calcul du budget carbone de la collectivité montréalaise ____ 265
Annexe 12 – Description et méthodologie du Test climat ____ 267
Annexe 13 – Glossaire ____ 269
Annexe 14 – Idiomes ____ 279
Annexe 15 – Index des sigles, des acronymes et des autres abréviations ____ 281

# INDEX DES TABLEAUX


Tableau 1 – Inflation annuelle observée au 30 septembre 2025 _____ 9
Tableau 2 – Sommaire des prévisions budgétaires de 2026 – Budget de la Ville de Montréal _____ 13
Tableau 3 – Sommaire des prévisions budgétaires de 2026 – Budget du conseil municipal _____ 14
Tableau 4 – Sommaire des prévisions budgétaires de 2026 – Budget du conseil d'agglomération _____ 15
Tableau 5 – Taxes et paiements tenant lieu de taxes – Budget de la Ville de Montréal _____ 17
Tableau 6 – Taxes et paiements tenant lieu de taxes – Budget du conseil municipal _____ 18
Tableau 7 – Taxes et paiements tenant lieu de taxes – Budget du conseil d'agglomération _____ 18
Tableau 8 – Quotes-parts – Budget de la Ville de Montréal _____ 19
Tableau 9 – Quotes-parts – Budget du conseil d'agglomération _____ 19
Tableau 10 – Quotes-parts des villes liées _____ 20
Tableau 11 – Transferts – Budget de la Ville de Montréal _____ 21
Tableau 12 – Transferts – Budget du conseil municipal _____ 22
Tableau 13 – Transferts – Budget du conseil d'agglomération _____ 23
Tableau 14 – Services rendus – Budget de la Ville de Montréal _____ 24
Tableau 15 – Services rendus – Budget du conseil municipal _____ 24
Tableau 16 – Services rendus – Budget du conseil d'agglomération _____ 25
Tableau 17 – Amendes et pénalités – Budget de la Ville de Montréal _____ 26
Tableau 18 – Imposition de droits – Budget de la Ville de Montréal _____ 27
Tableau 19 – Imposition de droits – Budget du conseil municipal _____ 27
Tableau 20 – Imposition de droits – Budget du conseil d'agglomération _____ 27
Tableau 21 – Intérêts – Budget de la Ville de Montréal _____ 28
Tableau 22 – Intérêts – Budget du conseil municipal _____ 28
Tableau 23 – Intérêts – Budget du conseil d'agglomération _____ 28
Tableau 24 – Autres revenus – Budget de la Ville de Montréal _____ 29
Tableau 25 – Autres revenus – Budget du conseil municipal _____ 29
Tableau 26 – Autres revenus – Budget du conseil d'agglomération _____ 29
Tableau 27 – Affectations de revenus – Budget de la Ville de Montréal _____ 30
Tableau 28 – Affectations de revenus – Budget du conseil municipal _____ 31
Tableau 29 – Affectations de revenus – Budget du conseil d'agglomération _____ 32
Tableau 30 – Service de la dette brute – Budget de la Ville de Montréal _____ 33
Tableau 31 – Service de la dette brute – Budget du conseil municipal _____ 34
Tableau 32 – Frais de financement – Budget du conseil municipal _____ 34
Tableau 33 – Remboursement de la dette à long terme – Budget du conseil municipal _____ 35
Tableau 34 – Service de la dette brute – Budget du conseil d'agglomération _____ 36
Tableau 35 – Frais de financement – Budget du conseil d'agglomération _____ 36
Tableau 36 – Remboursement de la dette à long terme – Budget du conseil d'agglomération _____ 37
Tableau 37 – Affectations pour le paiement au comptant des immobilisations – Budget de la Ville de Montréal _____ 38
Tableau 38 – Affectations pour le paiement au comptant des immobilisations – Budget du conseil municipal _____ 38
Tableau 39 – Affectations pour le paiement au comptant des immobilisations – Budget du conseil d'agglomération _____ 39
Tableau 40 – Dépenses communes – Budget de la Ville de Montréal _____ 41
Tableau 41 – Contributions aux organismes – Budget de la Ville de Montréal _____ 43
Tableau 42 – Élimination des transactions internes et interentités – Budget de la Ville de Montréal _____ 44
Tableau 43 – Sommaire des dépenses des services _____ 45
Tableau 44 – Sommaire des budgets des arrondissements _____ 46
Tableau 45 – Sommaire des sources de financement des arrondissements – Budget de la Ville de Montréal _____ 47
Tableau 46 – Taxes foncières imposées par le conseil municipal et les conseils d'arrondissement _____ 49
Tableau 47 – Taux de taxation de 2026 – Taxe foncière générale _____ 50
Tableau 48 – Effet de la mesure des taux différenciés pour trois immeubles non résidentiels, 2026 _____ 51

Tableau 49 – Taux de taxation de 2026 – Taxe relative aux dettes des anciennes villes (secteurs) 52
Tableau 50 – Taux de taxation de 2026 – Taxe spéciale relative au service de l'eau 52
Tableau 51 – Taux de tarification de 2026 – Tarification volumétrique pour le service d'eau 53
Tableau 52 – Taux de taxation de 2026 – Taxe relative au financement de la contribution à l'ARTM 53
Tableau 53 – Taux de taxation de 2026 – Taxe relative au service de la voirie 54
Tableau 54 – Taux de taxation de 2026 – Taxe sur les parcs de stationnement 55
Tableau 55 – Revenus provenant des taxes relatives aux services, en 2025 et en 2026, et taux applicables en 2026 57
Tableau 56 – Taux de taxation de 2026 – Taxe relative aux investissements 58
Tableau 57 – Croissance des valeurs foncières des immeubles imposables et compensables à 100 % lors des deux derniers rôles d'évaluation foncière 59
Tableau 58 – Indexation des valeurs foncières entre le rôle 2023-2024-2025 et le rôle 2026-2027-2028, par catégories d'immeubles, valeurs imposables et compensables à 100 % 61
Tableau 59 – Calcul de la valeur foncière ajustée pour 2026, 2027 et 2028 62
Tableau 60 – Taux de taxation de 2026 – Immeubles de la sous-catégorie résiduelle 63
Tableau 61 – Taux de taxation de 2026 – Immeubles de la sous-catégorie six logements ou plus 64
Tableau 62 – Taux de taxation de 2026 – Immeubles de la catégorie des immeubles non résidentiels 65
Tableau 63 – Variation moyenne détaillée des charges fiscales foncières de 2025 à 2026, immeubles résidentiels 67
Tableau 64 – Variation moyenne des charges fiscales foncières de 2025 à 2026, immeubles résidentiels par type d'immeubles résidentiels 68
Tableau 65 – Variation du compte de taxes d'une résidence moyenne 70
Tableau 66 – Variation du compte de taxes d'une résidence unifamiliale moyenne 71
Tableau 67 – Variation du compte de taxes d'un condominium moyen 72
Tableau 68 – Variation du compte de taxes d'un multiplex moyen 73
Tableau 69 – Variation détaillée des charges fiscales foncières de 2025 à 2026, immeubles non résidentiels 75
Tableau 70 – Variation budgétaire des quotes-parts de l'agglomération de Montréal, de 2025 à 2026 77
Tableau 71 – Quotes-parts de 2026 78
Tableau 72 – Potentiel fiscal d'agglomération et pourcentages contributifs des villes liées, 2025 et 2026 80
Tableau 73 – Variation des quotes-parts générales d'agglomération, de 2025 à 2026 81
Tableau 74 – Quotes-parts spécifiques pour le déficit des exercices antérieurs – Exercices réels de 2021 à 2024 et budgets de 2025 et 2026 85
Tableau 75 – Contribution des villes reconstituées à l'égard des dépenses afférentes au centre-ville 87
Tableau 76 – Répartition de l'effectif 89
Tableau 77 – Évolution de la rémunération globale 92
Tableau 78 – Analyse de la rémunération et des cotisations de l'employeur – Budget de fonctionnement 93
Tableau 79 – Analyse de la rémunération et des cotisations de l'employeur et sources de financement – Main-d'œuvre capitalisée 94
Tableau 80 – Profil de l'endettement de la Ville de Montréal 98
Tableau 81 – Coût de la dette 99
Tableau 82 – Excédent (déficit) des activités de fonctionnement à des fins fiscales, par compétences – Budgets de 2025 et 2026 100
Tableau 83 – Excédent (déficit) des activités de fonctionnement à des fins fiscales – Réels de 2021 à 2023 (global) et réel 2024, par compétences 101
Tableau 84 – Valeur actualisée de remplacement par catégories d'actifs 103
Tableau 85 – Comparaison du PDI 2025-2034 et du PDI 2026-2035, par arrondissements 109
Tableau 86 – PDI du conseil municipal des projets et des programmes destinés aux arrondissements, par services centraux 110
Tableau 87 – État des activités d'immobilisations et modes de financement – Budget de la Ville de Montréal 111
Tableau 88 – État des activités d'immobilisations et modes de financement – Budget du conseil municipal 112
Tableau 89 – État des activités d'immobilisations et modes de financement – Budget du conseil d'agglomération 113
Tableau 90 – Investissements par catégories d'actifs – Budget de la Ville de Montréal 116

Tableau 91 – Investissements par catégories d'actifs – Budget du conseil municipal 117
Tableau 92 – Investissements par catégories d'actifs – Budget du conseil d'agglomération 118
Tableau 93 – Comparaison du PDI 2025-2034 et du PDI 2026-2035, par catégories d'actifs 119
Tableau 94 – Sommaire des investissements relatifs à la gestion de l'eau 122
Tableau 95 – Portrait consolidé des activités d'immobilisations relatives aux infrastructures routières et aux pistes cyclables 124
Tableau 96 – Coût estimé de la dette, de 2024 à 2027 152
Tableau 97 – Investissements par unités d'affaires – Budget de la Ville de Montréal 160
Tableau 98 – Investissements par unités d'affaires – Budget du conseil municipal 161
Tableau 99 – Investissements par unités d'affaires – Budget du conseil d'agglomération 162
Tableau 100 – Emprunts à la charge des contribuables découlant des activités d'immobilisations, par unités d'affaires – Budget de la Ville de Montréal 163
Tableau 101 – Emprunts à la charge des contribuables découlant des activités d'immobilisations, par unités d'affaires – Budget du conseil municipal 164
Tableau 102 – Emprunts à la charge des contribuables découlant des activités d'immobilisations, par unités d'affaires – Budget du conseil d'agglomération 165
Tableau 103 – Catégories de classification des projets et programmes du PDI 2026-2035 169
Tableau 104 – Projets et programmes évalués 170
Tableau 105 – Exemples de projets et programmes alignés sur les cibles climatiques 170
Tableau 106 – Exemples de projets et programmes partiellement alignés sur les cibles climatiques 170
Tableau 107 – Exemples de projets et programmes non alignés sur les cibles climatiques 171
Tableau 108 – Investissements en adaptation de la Ville de Montréal, 2026 173
Tableau 109 – État du budget carbone entre 2018 et 2023 177
Tableau 110 – Impact des mesures actuelles et planifiées du transport routier 180
Tableau 111 – Impact des mesures actuelles et planifiées dans le secteur des bâtiments 181
Tableau 112 – Impact des mesures actuelles et planifiées dans les autres secteurs 181
Tableau 113 – Impact GES des actions du Plan climat 183
Tableau 114 – Services administratifs – Budget de la Ville de Montréal 185
Tableau 115 – Autres services administratifs 185
Tableau 116 – Direction générale – Dépenses par objets 185
Tableau 117 – Finances et évaluation foncière – Dépenses par objets 186
Tableau 118 – Planification stratégique et performance organisationnelle – Dépenses par objets 186
Tableau 119 – Ressources humaines et communications – Dépenses par objets 186
Tableau 120 – Bureau de l'inspecteur général – Dépenses par objets 187
Tableau 121 – Bureau du vérificateur général – Dépenses par objets 187
Tableau 122 – Commission de la fonction publique de Montréal – Dépenses par objets 187
Tableau 123 – Office de consultation publique de Montréal – Dépenses par objets 188
Tableau 124 – Secrétariat de liaison de l'agglomération de Montréal – Dépenses par objets 188
Tableau 125 – Habitation et économie – Budget de la Ville de Montréal 189
Tableau 126 – Approvisionnement – Dépenses par objets 189
Tableau 127 – Développement économique – Dépenses par objets 189
Tableau 128 – Habitation – Dépenses par objets 190
Tableau 129 – Stratégie immobilière – Dépenses par objets 190
Tableau 130 – Qualité de vie – Budget de la Ville de Montréal 191
Tableau 131 – Culture – Dépenses par objets 191
Tableau 132 – Diversité et inclusion sociale – Dépenses par objets 191
Tableau 133 – Environnement – Dépenses par objets 192
Tableau 134 – Espace pour la vie – Dépenses par objets 192
Tableau 135 – Sécurité urbaine et conformité – Budget de la Ville de Montréal 193
Tableau 136 – Affaires juridiques – Dépenses par objets 193
Tableau 137 – Greffe – Dépenses par objets 193
Tableau 138 – Police – Dépenses par objets 194
Tableau 139 – Sécurité incendie – Dépenses par objets 194

Tableau 140 – Service de proximité – Budget de la Ville de Montréal 195
Tableau 141 – Concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne – Dépenses par objets 195
Tableau 142 – Grands parcs, du Mont-Royal et des sports – Dépenses par objets 195
Tableau 143 – Matériel roulant et ateliers – Dépenses par objets 196
Tableau 144 – Technologies de l'information – Dépenses par objets 196
Tableau 145 – Urbanisme, mobilité et infrastructures – Budget de la Ville de Montréal 197
Tableau 146 – Commission des services électriques – Dépenses par objets 197
Tableau 147 – Eau – Dépenses par objets 197
Tableau 148 – Gestion et planification des immeubles – Dépenses par objets 198
Tableau 149 – Infrastructures du réseau routier – Dépenses par objets 198
Tableau 150 – Urbanisme et de la mobilité – Dépenses par objets 198
Tableau 151 – Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville – Dépenses par objets 199
Tableau 152 – Arrondissement d'Anjou – Dépenses par objets 199
Tableau 153 – Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce – Dépenses par objets 199
Tableau 154 – Arrondissement de Lachine – Dépenses par objets 200
Tableau 155 – Arrondissement de LaSalle – Dépenses par objets 200
Tableau 156 – Arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève – Dépenses par objets 200
Tableau 157 – Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve – Dépenses par objets 201
Tableau 158 – Arrondissement de Montréal-Nord – Dépenses par objets 201
Tableau 159 – Arrondissement d'Outremont – Dépenses par objets 201
Tableau 160 – Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro – Dépenses par objets 202
Tableau 161 – Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal – Dépenses par objets 202
Tableau 162 – Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles – Dépenses par objets 202
Tableau 163 – Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie – Dépenses par objets 203
Tableau 164 – Arrondissement de Saint-Laurent – Dépenses par objets 203
Tableau 165 – Arrondissement de Saint-Léonard – Dépenses par objets 203
Tableau 166 – Arrondissement Le Sud-Ouest – Dépenses par objets 204
Tableau 167 – Arrondissement de Verdun – Dépenses par objets 204
Tableau 168 – Arrondissement de Ville-Marie – Dépenses par objets 204
Tableau 169 – Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension – Dépenses par objets 205
Tableau 170 – Portrait des arrondissements 207
Tableau 171 – Approvisionnement 209
Tableau 172 – Commission des services électriques de Montréal 209
Tableau 173 – Concertation des arrondissements et l'expérience citoyenne 209
Tableau 174 – Culture 210
Tableau 175 – Direction générale 210
Tableau 176 – Diversité et inclusion sociale 211
Tableau 177 – Eau 211
Tableau 178 – Environnement 212
Tableau 179 – Espace pour la vie 212
Tableau 180 – Gestion et planification des immeubles 213
Tableau 181 – Grands parcs, Mont-Royal et sports 214
Tableau 182 – Habitation 215
Tableau 183 – Infrastructures du réseau routier 215
Tableau 184 – Matériel roulant et ateliers 216
Tableau 185 – Police 216
Tableau 186 – Sécurité incendie 216
Tableau 187 – Société du parc Jean-Drapeau 217
Tableau 188 – Technologies de l'information 218
Tableau 189 – Urbanisme et mobilité 222
Tableau 190 – Ahuntsic-Cartierville 225
Tableau 191 – Anjou 225
Tableau 192 – Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 226

Tableau 193 – Lachine 226
Tableau 194 – LaSalle 226
Tableau 195 – L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève 227
Tableau 196 – Mercier–Hochelaga-Maisonneuve 227
Tableau 197 – Montréal-Nord 227
Tableau 198 – Outremont 228
Tableau 199 – Pierrefonds-Roxboro 228
Tableau 200 – Plateau-Mont-Royal 228
Tableau 201 – Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles 229
Tableau 202 – Rosemont–La Petite-Patrie 229
Tableau 203 – Saint-Laurent 230
Tableau 204 – Saint-Léonard 230
Tableau 205 – Sud-Ouest 231
Tableau 206 – Verdun 231
Tableau 207 – Ville-Marie 232
Tableau 208 – Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension 232
Tableau 209 – Résumé des principales compétences relevant soit du conseil d'agglomération, soit des conseils municipal et d'arrondissement 237
Tableau 210 – Résumé des compétences, des pouvoirs et des obligations respectifs des arrondissements et des services centraux 245
Tableau 211 – État prévisionnel des revenus et des dépenses reliés à la gestion de l'eau 256
Tableau 212 – Acquisitions d'immobilisations prévues et sources de financement 257
Tableau 213 – Hypothèses et paramètres selon les scénarios modélisés 259
Tableau 214 – Catégories d'impact 268

# INDEX DES GRAPHIQUES


Graphique 1 – Taux de croissance du PIB aux prix de base, Montréal (RMR), Québec et Canada, 2022-2026 _____ 6
Graphique 2 – Taux de chômage, Montréal (RMR), Québec et Canada, 2022-2026 _____ 6
Graphique 3 – Évolution démographique passée et anticipée, RMR de Montréal, 2001-2051 _____ 7
Graphique 4 – Variation démographique, RMR de Montréal, 2001-2025 et 2025-2051 _____ 7
Graphique 5 – Nombre de mises en chantier, RMR de Montréal, 2016-2026 _____ 8
Graphique 6 – Taux de croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC), RMR de Montréal, données mensuelles non désaisonnalisées, janvier 2024 – septembre 2025 _____ 9
Graphique 7 – Évolution estimée de l'Indice des prix à la consommation, 2026 _____ 10
Graphique 8 – Hausse annuelle des transferts centraux _____ 46
Graphique 9 – Distribution des variations de valeurs des immeubles résidentiels, imposables et compensables à 100 %, rôles 2023-2024-2025 et 2026-2027-2028 _____ 59
Graphique 10 – Distribution des valeurs des immeubles non résidentiels, imposables et compensables à 100 %, rôles 2023-2024-2025 et 2026-2027-2028 _____ 60
Graphique 11 – Variation des charges fiscales foncières résidentielles, de 2025 à 2026, par arrondissement ____ 69
Graphique 12 – Variation des charges fiscales foncières non résidentielles, de 2025 à 2026, par arrondissement 74
Graphique 13 – Répartition par activités des quotes-parts générales, budget de 2026 _____ 82
Graphique 14 – Évolution du poids de la rémunération globale par rapport aux dépenses de fonctionnement ___ 91
Graphique 15 – Charges de retraite – budgets de 2017 à 2026 _____ 96
Graphique 16 – Comparaison entre la charge de retraite les cotisations requises de la Ville, budgets de 2017 à 2026 _____ 97
Graphique 17 – Investissements dans les infrastructures – Budgets adoptés et réalisations _____ 104
Graphique 18 – Répartition des investissements par compétences _____ 107
Graphique 19 – Répartition des investissements du conseil municipal _____ 108
Graphique 20 – Évolution des sources de financement, de 2026 à 2030 _____ 114
Graphique 21 – Investissements réalisés et prévus dans les infrastructures de l'eau _____ 120
Graphique 22 – Investissements réalisés et prévus dans les infrastructures routières _____ 123
Graphique 23 – Sources de financement externes, en 2026 _____ 150
Graphique 24 – Évolution de la dette directe brute et nette _____ 153
Graphique 25 – Évolution de la dette consolidée brute et nette _____ 154
Graphique 26 – Dette directe et indirecte nette (excluant la dette actuarielle initiale) en pourcentage des revenus de la Ville _____ 156
Graphique 27 – Coût net du service de la dette en pourcentage des dépenses _____ 157
Graphique 28 – Dette directe nette et dette actuarielle initiale en pourcentage de l'évaluation imposable équivalente uniformisée _____ 158
Graphique 29 – Gouvernance climatique de Montréal _____ 168
Graphique 30 – Alignement des investissements évalués du PDI 2026-2035 _____ 171
Graphique 31 – Évolution des investissements en infrastructures naturelles et hybrides par rapport aux investissements totaux du PDI entre 2024 et 2026 _____ 172
Graphique 32 – Alignement des dépenses énergétiques par rapport aux dépenses énergétiques totales du budget de fonctionnement de Montréal entre 2019 et 2026 _____ 174
Graphique 33 – Distribution des émissions de GES de la collectivité montréalaise, 2018-2023'' _____ 176
Graphique 34 – Budget carbone de Montréal, de 2018 à 2050 (en kt éq. $CO_2$) _____ 178
Graphique 35 – Évaluation des écarts par rapport au budget carbone (en Mt éq. $CO_2$) _____ 179
Graphique 36 – Trajectoires des émissions de GES de l'action climatique de Montréal (en Mt éq. $CO_2$) _____ 183

# INDEX DES FIGURES

Figure 1 – Secteurs A, B et C d'application de la taxe sur les parcs de stationnement _____ 55
Figure 2 – Partage des compétences – Instances politiques et territoires d'application _____ 235
Figure 3 – Étapes de la confection du budget et répartition des revenus et des dépenses _____ 241

# Mise en contexte 2026

## 1. PLAN STRATÉGIQUE MONTRÉAL 2030

Le plan stratégique Montréal 2030 a été le premier plan stratégique de la Ville. Il visait à renforcer la cohérence et l'impact de l'action municipale sur une période de dix ans, en s'appuyant sur quatre orientations majeures pour offrir des services de qualité et des milieux de vie sains, favorisant le bien-être et l'épanouissement des citoyennes et citoyens. Ce plan a également lancé un appel à la mobilisation de l'ensemble des partenaires et de la communauté montréalaise pour bâtir une ville plus verte, inclusive et innovante.

En 2025, un bilan mi-parcours a permis de mettre en lumière les réalisations concrètes et les résultats obtenus.

Compte tenu de l'évolution rapide du contexte externe et interne, la Ville entreprendra dès 2026 la mise à jour du plan stratégique pour la période 2026-2030. Cette démarche visera à préciser les objectifs, indicateurs et cibles à atteindre d'ici 2030, tout en assurant l'alignement des politiques publiques, des plans et des processus. Cet exercice de mise à jour de la planification stratégique pourrait mener à l'ajustement de certains plans qui découlent de celle-ci.

Toutefois, le budget 2026 et le PDI 2026-2035 reflètent d'ores et déjà plusieurs ambitions de l'Administration en finançant des initiatives structurantes alignées sur les priorités de la population montréalaise.

# 2. PROCESSUS BUDGÉTAIRE

## Description générale

**Qu'est-ce que le budget de fonctionnement et le Programme décennal d'immobilisations (PDI)?**

Le budget est la résultante finale d'un long processus de planification, de collaboration, de réflexion, de recherche, d'analyses et de choix de stratégies afin que l'ensemble des ressources de la Ville soit orienté vers les objectifs d'amélioration du service à la clientèle, et ce, selon la capacité de payer de la population. La rigueur, le contrôle, l'efficacité et l'efficience constituent les bases de ce processus.

Le budget de la Ville comprend deux volets : le budget de fonctionnement et le PDI. Le budget de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses liées aux services à la population pour un exercice financier, tels que la collecte et le traitement des déchets, le déneigement, la production et le traitement de l'eau potable, etc. Ces dépenses, dites « de fonctionnement », sont financées majoritairement par les taxes et les autres revenus de l'année en cours. Le PDI regroupe les projets d'investissements que la Ville prévoit d'effectuer sur son territoire pour entretenir ses infrastructures, favoriser le développement économique, culturel et social, et améliorer la qualité de vie par un meilleur aménagement urbain. Ces investissements exigent différentes sources de financement, notamment des emprunts à long terme.

En guise d'illustration, l'achat d'une maison équivaudrait à un investissement en immobilisations, tandis que toutes les dépenses liées à l'entretien du terrain, à l'électricité et au chauffage seraient présentées dans un budget de fonctionnement.

**Qu'est-ce que le budget climat?**

Chaque année, la Ville de Montréal publie un budget climat qui permet d'intégrer les enjeux climatiques dans ses décisions budgétaires. Grâce à des outils comme le test climat et la modélisation des émissions de gaz à effet de serre, la Ville peut mieux aligner ses investissements avec ses engagements en termes de transition écologique et de résilience. Ce processus s'applique autant au budget de fonctionnement qu'au Programme décennal d'immobilisations, et vise à faire du climat un critère central dans la planification municipale.

## Processus budgétaire annuel

La Ville doit préparer et adopter un budget équilibré, c'est-à-dire qu'elle doit générer des revenus aux moins égaux à ses dépenses[1]. Ce processus commence dès le début de mars par la détermination des grandes orientations budgétaires et une priorisation des enjeux budgétaires. En parallèle, une consultation prébudgétaire auprès de la population et des organismes a lieu, entre autres, pour confirmer l'établissement de ces orientations. À la fin de ces étapes, vers la fin de juin, des enveloppes budgétaires sont envoyées aux services et aux arrondissements de la Ville. Pendant l'été, ces derniers préparent leurs budgets en respectant les priorités de la Ville et en s'alignant sur le plan stratégique Montréal 2030. Une fois les budgets des services et des arrondissements définis, un dernier exercice d'arbitrage du budget de la Ville est effectué au début de l'automne.

[1] Article 474 de la Loi sur les cités et villes, RLRQ, c. C-19.

Entre la mi-automne et la fin de l'année[2], le comité exécutif dépose au conseil municipal un budget équilibré pour étude par la Commission sur les finances et l'administration (CFA). À la fin de cette étape, le conseil municipal et le conseil d'agglomération adoptent le budget sur recommandation de la CFA.

Lors d'une année d'élection générale, les travaux budgétaires sont complétés avec la nouvelle administration en place après l'élection, qui revoit le cadre budgétaire en fonction de ses orientations. L'encadrement juridique prolonge d'ailleurs à la fin janvier la date limite d'adoption du budget municipal. Cette situation s'applique au budget 2026, tant pour le PDI que pour le budget de fonctionnement.

## Consultation prébudgétaire

Dans son plan stratégique Montréal 2030, la Ville s'engage à amplifier la démocratie et la participation citoyenne en devenant plus ouverte et transparente, de façon à ce que les citoyennes et citoyens, dans toute leur diversité et de façon inclusive, aient la possibilité et les moyens de contribuer à la prise de décision publique, à l'amélioration de leur milieu de vie et au développement de la métropole.

Constituant l'une des premières phases du processus budgétaire annuel, la consultation prébudgétaire est un outil de participation citoyenne qui permet à la population montréalaise et aux organismes d'échanger sur les orientations budgétaires de l'Administration avec les élues et élus ainsi que les fonctionnaires responsables de la préparation du budget. Cette année, les travaux de la Commission ont été concentrés sur un seul thème, soit le défi budgétaire récurrent, dans la mesure où les dépenses croissent plus rapidement que les revenus.

La consultation prébudgétaire a été lancée le 17 avril 2025. La Commission a reçu les mémoires et opinions du 17 avril au 21 mai 2025, puis a tenu deux audiences d'audition des opinions, les 16 et 21 mai 2025. La CFA a ensuite adopté ses recommandations et déposé son rapport de consultation aux conseils municipal et d'agglomération le 16 et le 19 juin respectivement.

[2] La date du dépôt varie d'année en année. Elle se situe généralement au cours du mois de novembre ou au début de décembre puisque l'échéance pour l'adoption du budget est fixée au 31 décembre. Notons toutefois qu'en année électorale, cette échéance est repoussée jusqu'à la fin du mois de janvier.

# 3. Perspectives économiques de 2026 [1,2]

## Regard sur le monde

L'actualité économique mondiale a récemment été dominée par la série de mesures protectionnistes instaurées par l'administration Trump. Les répercussions de ces dernières commencent à se faire sentir aux États-Unis alors que le taux de chômage y atteint un sommet en huit ans (hors période pandémique). Les tarifs douaniers imposés à de nombreux partenaires commerciaux sont pour l'instant en bonne partie absorbés par les entreprises, mais il est attendu qu'ils se traduisent sous peu en augmentations des prix à la consommation aux États-Unis. Malgré tout, l'économie mondiale semble pour l'instant résister mieux que prévu à cette vague protectionniste de l'administration américaine. La majorité des pays a d'ailleurs choisi de ne pas riposter à ces hausses tarifaires par des mesures similaires, ce qui a permis d'éviter une spirale inflationniste. Des difficultés se profilent néanmoins aux quatre coins du globe. Dans l'Union européenne, l'Italie et l'Allemagne ont été particulièrement affectées par les mesures américaines, mais leur situation semble se stabiliser. La France connaît également des difficultés économiques, mais ce sont surtout les tensions politiques internes qui y retiennent l'attention. Les économies chinoises et nipponnes affichent de la résilience, mais devraient croître de façon plus modeste en 2026.

Les guerres et conflits qui affligent l'Ukraine et le Moyen-Orient ainsi que la montée récente des tensions entre la Chine et certains pays voisins sont des sources d'instabilité pour l'ensemble de l'économie. De plus, les événements climatiques majeurs qui se multiplient (feux, inondations, sécheresses, ouragans, etc.) causent d'importants dégâts et accentuent la rareté de certains biens, entraînant une pression supplémentaire sur les prix.

L'année 2026 s'annonce complexe, marquée par des arbitrages difficiles : les États devront concilier la protection du pouvoir d'achat de leurs citoyens, la nécessité d'investissements massifs pour faire face aux changements climatiques, et des défis budgétaires croissants, notamment en matière de dépenses militaires. Dans ce contexte, la croissance du PIB réel mondial est estimée à 3,2 % en 2025 et à 3,0 % en 2026.

## Le Québec et le Canada

Le Canada s'adapte progressivement aux mesures protectionnistes mises en œuvre par l'administration Trump. Pour y renforcer la résilience économique, plusieurs barrières au commerce interprovincial ont été levées et les exportateurs se tournent vers de nouveaux marchés. Malgré ces efforts, l'économie subit

---

[1] Sources : APCIQ. « Abordabilité au Québec : un portrait différent d'une région à l'autre », Sous la loupe, 27 novembre 2025.
APCIQ. « Baromètre résidentiel, 3e trimestre 2025 », 20 novembre 2025;
APCIQ. « Immobilier à Montréal : un premier essoufflement des ventes ouvre la porte à davantage d'options pour les acheteurs », Statistiques mensuelles – novembre 2025, 4 décembre 2025.
Conference Board du Canada. Décembre 2025;
Économique RBC. « Mise à jour trimestrielle canadienne : une croissance faible, mais positive attendue », Perspectives macroéconomiques, 15 septembre 2025;
Études économiques Desjardins. « Un peu plus des mêmes thèmes en 2026 », Prévisions économiques et financières, 11 décembre 2025;
Groupe Altus. « Mise à jour du marché immobilier commercial de Montréal – T3 2025 », 20 novembre 2025;
JLL. « Aperçu du marché des bureaux à Montréal », T3 2025;
JLL. « Aperçu du marché industriel à Montréal », T3 2025;
Montréal en statistiques. Chantiers de construction en cours – agglomération de Montréal, mai 2025;
Services économiques TD. « Ramper avant de marcher », Perspectives économiques provinciales, 22 septembre 2025.

[2] Les projections de PIB et de taux de chômage correspondent à la médiane des prévisions des institutions suivantes, lorsque disponibles : BMO, Desjardins, FMI, RBC, TD et Conference Board du Canada.

des contrecoups dont de nombreuses pertes d'emplois. Toutefois, les entreprises exportatrices ont rapidement entrepris de se conformer aux exigences de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM), ce qui a contribué à restaurer la confiance du milieu des affaires. La révision de l'ACEUM est prévue pour le 1er juillet 2026, ce qui alimentera une certaine volatilité pendant les six premiers mois de 2026. Dans ce contexte, la croissance du PIB réel canadien est estimée à 1,2 % en 2025 et à 1,4 % en 2026.

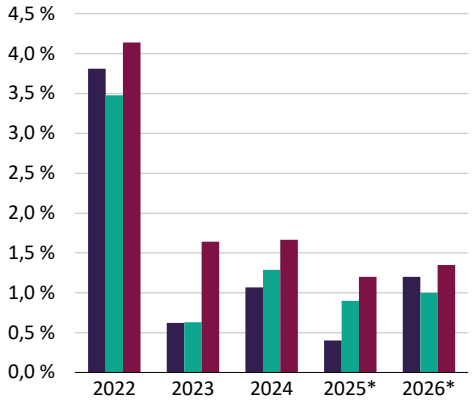
L'économie québécoise demeure fortement tributaire du marché américain, ce qui la rend sensible aux mesures adoptées chez son principal partenaire commercial. Malgré ce contexte, elle fait preuve de résilience. Qui plus est, l'accélération de certains investissements gouvernementaux pourrait soutenir la croissance. Par ailleurs, à part certains signes de ralentissement sur l'île de Montréal, le dynamisme soutenu du marché immobilier québécois continue de jouer un rôle moteur pour l'économie. Dans ce contexte, la croissance du PIB réel du Québec est estimée à 0,9 % en 2025 et à 1,0 % en 2026.

## Montréal

### La croissance économique et l'emploi

Selon le Conference Board du Canada, le PIB de la région métropolitaine de Montréal devrait croître de 0,4 % en 2025 et de 1,2 % en 2026. Cette croissance sera soutenue par de nombreux projets d'envergure dans les secteurs public, privé et institutionnel, notamment le Réseau express métropolitain (REM), le prolongement de la ligne bleue du métro, des travaux majeurs à l'aéroport de Montréal, ainsi que la réfection du pont-tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine. En mai 2025, on recensait 53 chantiers de 25 millions de dollars et plus en cours sur l'île de Montréal, totalisant une valeur de 39,4 milliards de dollars. Par ailleurs, le taux de chômage dans la région devrait reculer à 6,0 % en 2026, après avoir atteint 6,6 % en 2025.

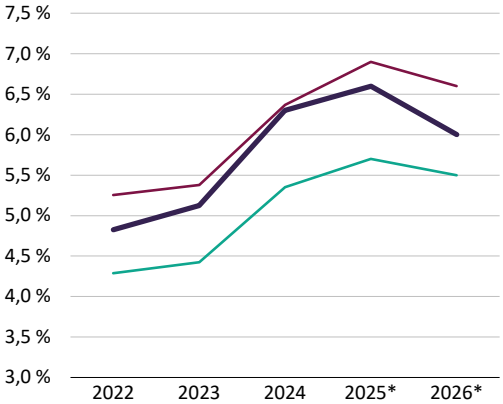
**Graphique 1 – Taux de croissance du PIB aux prix de base, Montréal (RMR), Québec et Canada, 2022-2026**




| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025* | 2026* |
|---|---|---|---|---|---|
| Mtl | 3,8 % | 0,6 % | 1,1 % | 0,4 % | 1,2 % |
| Qc | 3,5 % | 0,6 % | 1,3 % | 0,9 % | 1,0 % |
| Can | 4,1 % | 1,6 % | 1,7 % | 1,2 % | 1,4 % |

*Prévisions.

**Graphique 2 – Taux de chômage, Montréal (RMR), Québec et Canada, 2022-2026**




| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025* | 2026* |
|---|---|---|---|---|---|
| Mtl | 4,8 % | 5,1 % | 6,3 % | 6,6 % | 6,0 % |
| Qc | 4,3 % | 4,4 % | 5,3 % | 5,7 % | 5,5 % |
| Can | 5,3 % | 5,4 % | 6,4 % | 6,9 % | 6,6 % |

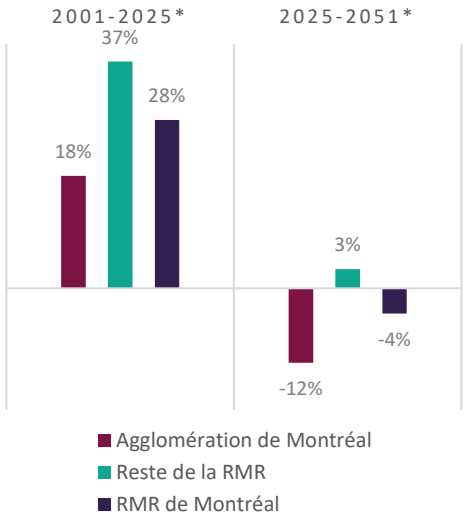
*Prévisions.

## La démographie

En 2025, la ville de Montréal compte 1,9 millions d'habitants. Ensemble, les 16 municipalités composant l'agglomération de Montréal regroupent 2,2 millions d'habitants. Il s'agit du cœur de la vaste RMR de Montréal, qui compte un total de 4,6 millions d'habitants.

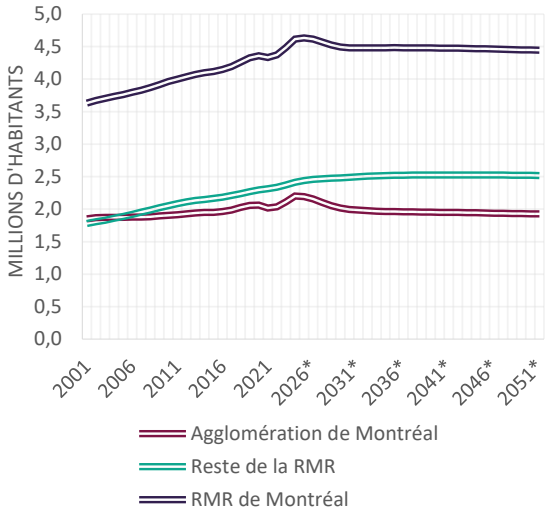
L'évolution démographique[1] récente montre une croissance de 18 % de la population de l'agglomération entre 2001 et 2025 — une hausse significative, mais inférieure à celle observée dans le reste de la RMR, qui atteint 37 % sur la même période. Selon les dernières projections de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), la population de l'agglomération pourrait diminuer de 12 % entre 2025 et 2051, tandis que celle du reste de la RMR connaîtrait une légère augmentation de 3 %. Ces tendances démographiques, passées et projetées annoncent des défis importants pour l'agglomération de Montréal.

**Graphique 3 – Évolution démographique passée et anticipée, RMR de Montréal, 2001-2051**




*Projections.

**Graphique 4 – Variation démographique, RMR de Montréal, 2001-2025 et 2025-2051**[2]




*Projections.

[3] Source : Institut de la statistique du Québec, juil. 2025

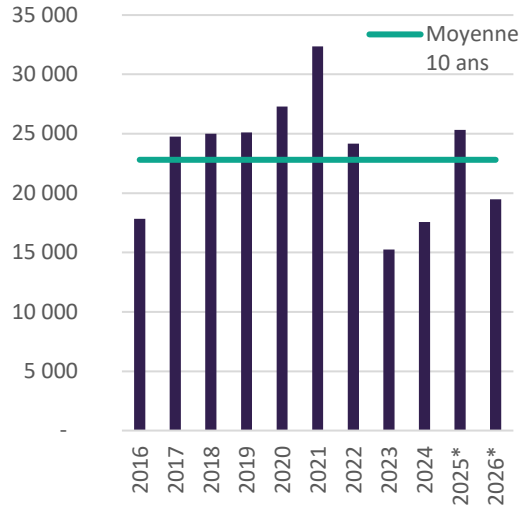
## Le marché immobilier

### Le marché immobilier résidentiel

Les ménages répondent à la baisse des taux hypothécaires. Au 3e trimestre de 2025, le nombre de ventes dans la RMR de Montréal était de 11 % supérieur à celui du 3e trimestre de 2024. Le nombre d'inscriptions en vigueur était en hausse pour les copropriétés (+11 %), mais en baisse pour les résidences unifamiliales (-1 %) et les immeubles à plusieurs logements (-10 %). Les prix sont en croissance et le nombre de jours moyen sur le marché en baisse alors que les conditions de marché demeurent à l'avantage des vendeuses et vendeurs dans les trois catégories de propriétés mentionnées. Les coûts d'accession à la propriété ont considérablement augmenté au cours des dernières années et l'abordabilité demeure un enjeu majeur.

Pour sa part, toujours selon les prévisions, le nombre de mises en chantier résidentielles dans la région métropolitaine devrait fléchir en 2026 et repasser nettement sous la moyenne des 10 dernières années.

**Graphique 5 – Nombre de mises en chantier, RMR de Montréal, 2016-2026** [4]




*Prévisions.

### Le marché immobilier non résidentiel

*Le marché des locaux pour le commerce de détail*

L'inflation élevée des dernières années incite les consommatrices et consommateurs à réduire leurs dépenses non essentielles, ce qui affecte négativement certains secteurs du commerce de détail. En revanche, les commerces alimentaires, moins sensibles aux fluctuations économiques, parviennent à tirer leur épingle du jeu dans ce contexte. Les investissements dans le commerce de détail étaient d'ailleurs en hausse au 3e trimestre de 2025 dans la région de Montréal. La fermeture de grands magasins, comme celui de La Baie d'Hudson sur la rue Sainte-Catherine Ouest, représente à la fois un défi et une occasion de repenser le dynamisme de plusieurs pôles commerciaux.

*Le marché des locaux pour les bureaux*

En dépit d'un contexte difficile caractérisé par des taux de disponibilité très élevés, le secteur montre des signes de stabilisation, notamment du côté des immeubles de classes AAA et A. Il bénéficie

[4] Source : Conference Board du Canada, décembre 2025.

d'investissements importants, tandis que les projets de redéveloppement se multiplient et que l'inventaire en sous-location atteint son niveau le plus bas depuis cinq ans.

*Le marché des locaux industriels*
Les tarifs douaniers récemment imposés par le gouvernement américain ont fragilisé plusieurs secteurs industriels au Canada, ce qui a entraîné des répercussions sur le marché des locaux industriels dans la région métropolitaine de Montréal. Avec des taux de disponibilité et d'inoccupation en hausse, les conditions demeurent avantageuses pour les locataires.

## Inflation

La Banque du Canada vise à maintenir l'inflation dans une fourchette de 1 % à 3 % et ajuste sa politique monétaire en fonction de cet objectif. En septembre 2025, l'inflation annuelle observée au Canada se situait à l'intérieur de cette plage, comme le montre l'encadré ci-dessous. Il convient toutefois de souligner que l'inflation au Québec s'est récemment écartée de celle observée dans le reste du Canada. Cette divergence s'explique principalement par le maintien de la taxe carbone appliquée aux consommateurs au Québec, alors qu'elle a été suspendue dans les autres provinces au printemps 2025. Cet écart devrait s'estomper en 2026.

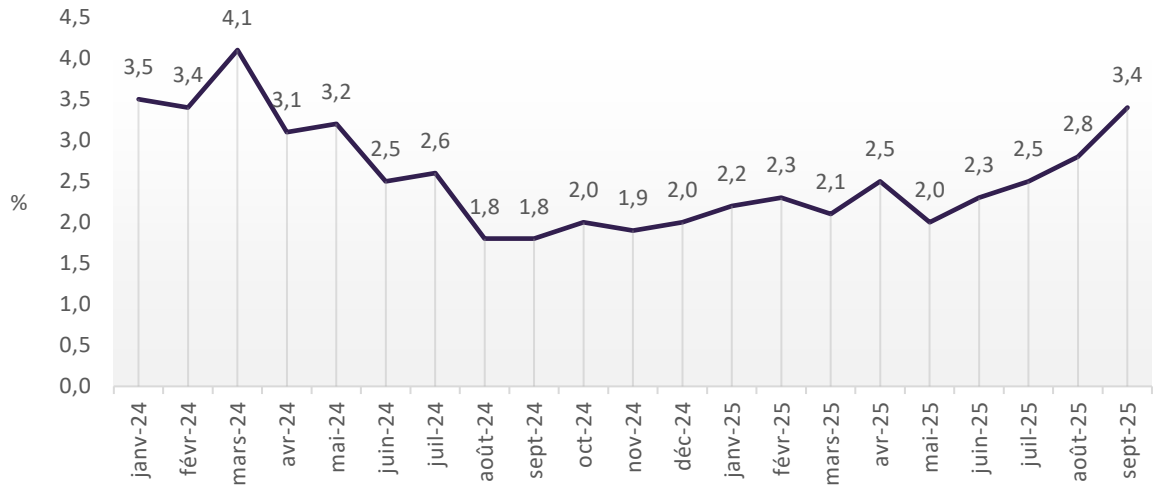
**Tableau 1 – Inflation annuelle observée au 30 septembre 2025**

| RMR de Montréal | Québec (prov.) | Canada |
|---|---|---|
| 3,4 % | 3,3 % | 2,4 % |

Source : Institut de la statistique du Québec.

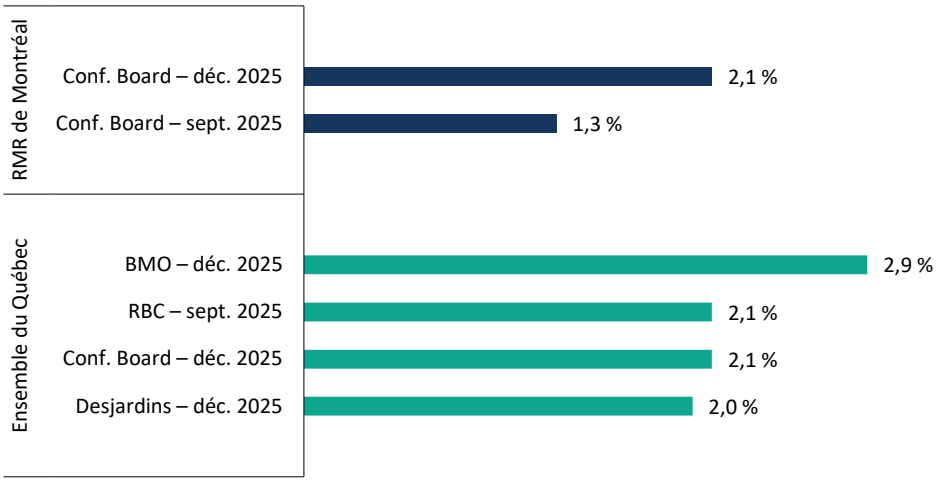
L'évolution de l'inflation annuelle observée ces derniers mois révèle des pressions à la hausse, tant à Montréal que dans le reste du Québec. En septembre 2025, la hausse annuelle des prix dans la région métropolitaine de Montréal a atteint 3,4 %, soit son niveau le plus élevé depuis le printemps 2024.

**Graphique 6 – Taux de croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC), RMR de Montréal, données mensuelles non désaisonnalisées, janvier 2024 – septembre 2025**



Les institutions financières s'attendent à ce que l'inflation se situe dans la fourchette cible en 2026. Le Conference Board du Canada, seul organisme à publier des prévisions spécifiques pour la région métropolitaine de Montréal, estime en décembre 2025 que l'inflation y atteindra 2,1 % en 2026, soit une hausse notable par rapport à son estimation de septembre (1,3 %). Pour l'ensemble du Québec, les grandes institutions financières et le Conference Board anticipent une inflation variant entre 2,0 % et 2,9 %.

**Graphique 7 – Évolution estimée de l'Indice des prix à la consommation, 2026**



# Budget de fonctionnement 2026 détaillé

## 4. SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES

Le budget de fonctionnement assure le financement des activités municipales et permet de couvrir les frais liés aux services offerts à la population tels que la sécurité publique, le déneigement, les loisirs et l'alimentation en eau potable. Les taxes municipales constituent sa principale source de revenus.

Le budget de fonctionnement 2026 de la Ville de Montréal s'élève à 7 665,9 M$, soit une hausse de 389,8 M$, ou 5,4 %, par rapport au budget de 2025.

Certains éléments particuliers expliquent 157,4 M$ de cette variation, soit 2,2 % :

- une croissance du service de dette de 87,3 M$, et la croissance du paiement au comptant, pour 15 M$;
- une croissance de 25,7 M$ des dépenses financées par le Programme de rénovation des habitations à loyer modique (PRHLM), un programme financé par la Société d'habitation du Québec;
- la tenue de l'événement Championnats du monde Route UCI 2026 à Montréal, qui encoure des dépenses non récurrentes de 18,7 M$ en 2026;
- le financement du déficit d'agglomération cumulé au 31 décembre 2024 qui se traduit par une augmentation de 10,7 M$ dans le budget 2026.

Sans ces éléments particuliers, la croissance du budget 2026 est de 3,2 %, ou 232,3 M$.

Puisque le budget est équilibré, la variation des dépenses est équivalente à celle des revenus.

**Principales variations des revenus**

Les principales variations de revenus par rapport au budget de 2025 sont :

- une hausse des charges fiscales relevant du conseil municipal de 3,4 %, générant 133,8 M$ de revenus additionnels pour la Ville;
    - environ le quart de cette hausse servira à financer le déploiement de la Stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034.
- un accroissement de 99,4 M$ d'affectation de revenus principalement pour financer la croissance du service de la dette et du paiement comptant des immobilisations (PCI), ainsi que la tenue de l'événement Championnats du monde Route UCI 2026 à Montréal;
- une hausse des quotes-parts provenant des villes reconstituées, générant 50,2 M$;
- une augmentation de 28 M$ des revenus de droits de mutation reflétant la réalité du marché immobilier;
- une croissance de 25,8 M$ des revenus provenant des contraventions de circulation et stationnement reflétant notamment une augmentation du nombre de constats émis ainsi que l'indexation des amendes en matière de stationnement;
- un ajout de 25,7 M$ pour le Programme de rénovation des habitations à loyer modique (PRHLM);
- une hausse de 25,2 M$ des revenus des taxes d'arrondissements;
- une hausse de 9,9 M$ des revenus d'intérêts sur arriérés de taxes principalement due à l'évaluation des comptes à recevoir et à l'historique des intérêts perçus;
- une hausse de 6,3 M$ provenant du partage de la croissance d'un point de la TVQ;
- une diminution de 43,5 M$ des revenus de transfert associés à la gestion des matières recyclables, dont 35,7 M$ est associée à la fin de la transition du régime de compensation.

**Principales variations des dépenses**

Les principales variations de dépenses par rapport au budget de 2025 sont :

- une augmentation de 177,3 M$ des dépenses corporatives, soit une hausse de 7,1 %. Les dépenses corporatives sont des dépenses qui ne figurent ni dans les services, ni dans les arrondissements. Cette hausse s'explique notamment par :
    - une hausse de 60,6 M$ du service de la dette brute;
    - une augmentation nette de 45,6 M$ de la contribution versée à l'ARTM;
    - une augmentation de 15 M$ de la stratégie d'accroissement du paiement au comptant des immobilisations (PCI);
    - une hausse de 10,7 M$ pour le financement du déficit de l'agglomération à la suite des résultats de l'exercice 2024;
    - une hausse de 8,1 M$ des frais de gestion et de la rémunération des employés prêtés à l'Agence de mobilité durable attribuable principalement à la bonification et la modernisation des services de surveillance;
    - l'ajout d'un budget de 4,6 M$ pour les priorités de l'administration, qui comprend notamment le financement d'un fonds de réserve pour l'urgence climatique pour les projets en arrondissement ainsi que la création de postes additionnels d'inspecteurs pour la surveillance de l'hébergement touristique de courte durée;
    - des économies anticipées de 16 M$ générées par le plan d'optimisation des ressources qui sera mis en œuvre dès 2026.

- une augmentation de 48,6 M$ pour certains éléments particuliers dans les budgets des services centraux, qui représentent à eux seuls une croissance de 1,3 % des dépenses des services :
    - une croissance du service de dette de 26,7 M$ inclus dans les budgets des services, principalement pour le financement des infrastructures de l'eau;
    - une croissance de 25,7 M$ des dépenses financées par le Programme de rénovation des habitations à loyer modique (PRHLM);
    - une somme non récurrente de 18,7 M$ pour soutenir la tenue de l'événement Championnats du monde Route UCI 2026 à Montréal, dont 11,6 M$ de dépenses en sécurité publique;
    - le retrait, en 2026, des sommes prévues pour la tenue de l'élection générale de 2025, soit une diminution de 22,5 M$.

- une augmentation nette de 118,3 M$ des budgets opérationnels des services centraux ou 3,2%, qui s'explique notamment par :
    - une hausse de 70,2 M$ pour l'indexation de la rémunération globale du personnel;
    - une hausse de 38 M$ pour le déploiement de la Stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034;
    - une bonification de 20 M$ dédiée à lutte contre l'itinérance, triplant ainsi l'aide financière qui lui est consacrée;
    - une hausse de 13,8 M$ pour la fourniture de services de gestion animalière sur le territoire de la Ville de Montréal;
    - une hausse de 14,4 M$ pour les technologies de l'information;
    - des efforts d'optimisation faits par les services, totalisant 62,6 M$ d'économies récurrentes : 52,2 M$ par le biais des revues d'unité réalisées par chaque service municipal, et 10,4 M$ par le biais d'autres mesures.
- une augmentation de 45,7 M$ des budgets des arrondissements, qui représente une croissance de 4,2 % de leurs budgets.

## Tableau 2 – Sommaire des prévisions budgétaires de 2026 – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **REVENUS** | | | | | | | |
| Taxes | 3 693 223,3 | 3 809 306,4 | 3 962 830,0 | 4 205 654,8 | 4 320 162,6 | 4 311 725,6 | 4 510 415,4 |
| Paiements tenant lieu de taxes | 285 843,3 | 264 410,7 | 296 764,6 | 287 922,5 | 285 296,1 | 285 296,1 | 294 249,3 |
| Quotes-parts | 438 752,6 | 487 408,5 | 524 022,1 | 544 236,7 | 567 764,0 | 567 764,0 | 617 951,0 |
| Transferts | 493 004,5 | 631 572,3 | 563 115,9 | 711 947,3 | 946 876,8 | 696 264,1 | 684 300,0 |
| Services rendus | 338 519,1 | 376 746,5 | 418 891,5 | 446 822,8 | 449 360,7 | 463 077,2 | 480 294,0 |
| Amendes et pénalités | 160 426,0 | 169 707,2 | 186 196,1 | 214 106,6 | 236 444,5 | 216 462,1 | 241 866,6 |
| Imposition de droits | 440 279,5 | 462 846,9 | 336 244,8 | 416 492,8 | 386 277,3 | 358 477,3 | 387 185,2 |
| Intérêts | 147 340,5 | 198 416,8 | 259 606,3 | 246 761,0 | 218 092,5 | 251 646,5 | 222 638,8 |
| Autres revenus | 39 138,9 | 34 817,8 | 63 001,7 | 78 750,8 | 132 380,4 | 36 779,3 | 38 964,1 |
| Affectation de revenus | 403 278,0 | 406 971,3 | 318 735,2 | 176 664,4 | 274 854,6 | 88 595,4 | 188 030,9 |
| **Total – Revenus** | **6 439 805,7** | **6 842 204,4** | **6 929 408,2** | **7 329 359,7** | **7 817 509,5** | **7 276 087,6** | **7 665 895,3** |
| | | | | | | | |
| **DÉPENSES** | | | | | | | |
| **Dépenses par secteurs d'activités** | | | | | | | |
| Services administratifs | 187 889,9 | 197 378,3 | 208 468,7 | 214 626,6 | 235 741,7 | 222 650,6 | 219 354,6 |
| Habitation et économie | 355 842,7 | 296 743,1 | 366 223,7 | 444 251,2 | 586 646,2 | 413 192,8 | 425 598,1 |
| Qualité de vie | 315 587,9 | 361 371,5 | 405 159,7 | 406 178,6 | 456 157,0 | 431 040,3 | 460 603,3 |
| Sécurité urbaine et conformité | 1 251 381,3 | 1 293 544,8 | 1 330 165,8 | 1 381 099,9 | 1 459 163,1 | 1 362 959,6 | 1 395 439,3 |
| Services de proximité | 367 353,5 | 430 276,5 | 481 750,9 | 485 594,6 | 584 371,8 | 476 297,7 | 510 088,6 |
| Urbanisme, mobilité et infrastructures | 601 736,1 | 600 394,3 | 654 704,4 | 702 252,2 | 774 232,6 | 741 443,3 | 786 817,9 |
| Arrondissements | 906 181,3 | 987 811,6 | 1 031 665,7 | 1 079 688,7 | 1 151 237,6 | 1 078 382,1 | 1 124 039,1 |
| **Total – Dépenses par secteurs d'activités** | **3 985 972,7** | **4 167 520,1** | **4 478 138,9** | **4 713 691,8** | **5 247 550,0** | **4 725 966,4** | **4 921 940,9** |
| | | | | | | | |
| **Dépenses de financement corporatives** | | | | | | | |
| Service de la dette brute | 848 245,8 | 999 892,1 | 902 391,5 | 896 389,3 | 921 710,6 | 931 391,3 | 992 045,3 |
| Paiement au comptant d'immobilisations | 484 320,2 | 431 190,5 | 657 184,4 | 547 476,1 | 514 407,8 | 518 898,4 | 550 031,1 |
| **Total – Dépenses de financement** | **1 332 566,0** | **1 431 082,6** | **1 559 575,9** | **1 443 865,4** | **1 436 118,4** | **1 450 289,7** | **1 542 076,4** |
| | | | | | | | |
| **Autres dépenses corporatives** | | | | | | | |
| Dépenses communes | 139 435,4 | 187 659,3 | (23 645,8) | 214 089,5 | 140 547,8 | 269 096,6 | 326 572,9 |
| Dépenses de contributions | 731 610,6 | 757 878,0 | 776 462,6 | 832 357,2 | 878 732,3 | 878 072,6 | 927 326,5 |
| **Total – Autres dépenses corporatives** | **871 046,0** | **945 537,3** | **752 816,8** | **1 046 446,7** | **1 019 280,1** | **1 147 169,2** | **1 253 899,4** |
| | | | | | | | |
| **Élimination des transactions internes et interentités[1]** | **(42 851,8)** | **(45 730,7)** | **(48 674,6)** | **(51 420,2)** | **(50 320,6)** | **(47 337,7)** | **(52 021,4)** |
| | | | | | | | |
| **Total – Dépenses[2]** | **6 146 732,9** | **6 498 409,3** | **6 741 857,0** | **7 152 583,7** | **7 652 627,9** | **7 276 087,6** | **7 665 895,3** |
| **SURPLUS DE L'EXERCICE** | **293 072,8** | **343 795,1** | **187 551,2** | **176 776,0** | **164 881,6** | **-** | **-** |

1 Les transactions internes résultent d'échanges de services facturés entre unités d'affaires au sein d'une même entité comptable. Ces transactions totalisent 46,7 M$ en 2025 et 51,4 M$ en 2026. Les transactions interentités résultent d'échanges entre unités d'affaires dont le fournisseur est dans une entité comptable différente de celle du client (municipal et agglomération). Les transactions interentités sont de l'ordre de 0,7 M$ au budget de 2025 et de 0,6 M$ au budget de 2026.

2 Les budgets des conseils municipal et d'agglomération (tels qu'ils sont présentés aux tableaux 3 et 4) ne peuvent pas être additionnés pour rendre compte du budget de la Ville de Montréal, en raison des transactions interentités (0,6 M$ en 2026) et des quotes-parts de la Ville de Montréal pour le financement des dépenses d'agglomération (2 724,5 M$ en 2026).

## Tableau 3 – Sommaire des prévisions budgétaires de 2026 – Budget du conseil municipal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **REVENUS** | | | | | | | |
| Taxes | 3 642 463,8 | 3 759 158,8 | 3 914 170,9 | 4 173 033,5 | 4 304 294,8 | 4 296 047,8 | 4 494 408,4 |
| Paiements tenant lieu de taxes | 285 843,3 | 264 410,7 | 296 764,6 | 287 922,5 | 285 296,1 | 285 296,1 | 294 249,3 |
| Transferts | 256 920,0 | 283 707,5 | 298 176,1 | 370 447,5 | 506 131,1 | 426 704,3 | 398 336,7 |
| Services rendus | 283 359,7 | 320 658,6 | 359 203,6 | 384 959,1 | 393 072,3 | 400 716,2 | 417 962,5 |
| Amendes et pénalités | 79 237,6 | 80 619,4 | 95 736,2 | 106 034,5 | 128 376,2 | 113 158,7 | 127 090,6 |
| Imposition de droits | 440 118,4 | 462 271,1 | 336 063,3 | 416 323,3 | 386 136,3 | 358 302,8 | 386 990,7 |
| Intérêts | 76 491,3 | 106 129,7 | 143 764,4 | 129 309,9 | 107 407,2 | 120 198,7 | 113 198,5 |
| Autres revenus | 28 908,2 | 18 949,0 | 16 049,3 | 23 891,5 | 56 891,0 | 28 940,2 | 30 295,2 |
| Affectation de revenus | 291 414,9 | 364 894,6 | 310 833,3 | 157 445,4 | 255 680,6 | 84 087,9 | 187 304,3 |
| **Total – Revenus** | **5 384 757,2** | **5 660 799,4** | **5 770 761,7** | **6 049 367,2** | **6 423 285,6** | **6 113 452,7** | **6 449 836,2** |
| **DÉPENSES** | | | | | | | |
| **Dépenses par secteurs d'activités** | | | | | | | |
| Services administratifs | 169 705,5 | 177 681,6 | 188 856,0 | 195 012,0 | 212 805,9 | 202 399,4 | 199 014,3 |
| Habitation et économie | 134 640,7 | 129 138,9 | 141 597,0 | 158 803,1 | 204 629,1 | 171 407,5 | 166 794,0 |
| Qualité de vie | 201 670,1 | 231 417,2 | 256 013,8 | 253 779,9 | 300 616,7 | 293 382,7 | 301 586,2 |
| Sécurité urbaine et conformité | 66 209,3 | 49 426,0 | 53 097,2 | 54 608,4 | 78 337,7 | 76 971,7 | 58 415,1 |
| Services de proximité | 313 254,2 | 366 059,0 | 412 249,3 | 405 612,0 | 490 627,6 | 395 514,1 | 427 832,7 |
| Urbanisme, mobilité et infrastructures | 332 706,4 | 317 164,8 | 358 673,6 | 382 141,2 | 419 536,5 | 397 156,0 | 413 102,5 |
| Arrondissements | 902 486,3 | 983 848,4 | 1 027 267,6 | 1 075 568,6 | 1 147 389,3 | 1 074 533,9 | 1 120 109,5 |
| **Total – Dépenses par secteurs d'activités** | **2 120 672,5** | **2 254 735,9** | **2 437 754,5** | **2 525 525,2** | **2 853 942,8** | **2 611 365,3** | **2 686 854,3** |
| **Quotes-parts pour le financement des activités de l'agglomération** | **2 067 728,2** | **2 294 430,3** | **2 354 180,9** | **2 449 120,9** | **2 540 327,0** | **2 540 327,0** | **2 724 474,2** |
| **Dépenses de financement corporatives** | | | | | | | |
| Service de la dette brute | 610 697,3 | 645 040,1 | 650 178,7 | 625 092,3 | 648 305,9 | 642 824,6 | 684 670,1 |
| Paiement au comptant d'immobilisations | 296 895,0 | 319 602,3 | 362 743,0 | 303 556,9 | 327 673,1 | 330 416,4 | 355 558,6 |
| **Total – Dépenses de financement** | **907 592,3** | **964 642,4** | **1 012 921,7** | **928 649,2** | **975 979,0** | **973 241,0** | **1 040 228,7** |
| **Autres dépenses corporatives** | | | | | | | |
| Dépenses communes | (88 541,2) | (34 066,6) | (192 815,4) | (58 877,4) | (72 658,3) | (28 503,2) | (14 927,5) |
| Dépenses de contributions | 58 285,0 | 59 266,4 | 60 729,5 | 59 293,4 | 61 690,2 | 63 709,0 | 64 587,0 |
| **Total – Autres dépenses corporatives** | **(30 256,2)** | **25 199,8** | **(132 085,9)** | **416,0** | **(10 968,1)** | **35 205,8** | **49 659,5** |
| **Élimination des transactions internes** | **(40 639,9)** | **(43 505,2)** | **(47 071,5)** | **(50 180,1)** | **(49 503,0)** | **(46 686,4)** | **(51 380,5)** |
| **Total – Dépenses** | **5 025 096,9** | **5 495 503,2** | **5 625 699,7** | **5 853 531,2** | **6 309 777,7** | **6 113 452,7** | **6 449 836,2** |
| **SURPLUS DE L'EXERCICE** | **359 660,3** | **165 296,2** | **145 062,0** | **195 836,0** | **113 507,9** | **-** | **-** |

## Tableau 4 – Sommaire des prévisions budgétaires de 2026 – Budget du conseil d'agglomération

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **REVENUS** | | | | | | | |
| Taxes | 50 759,5 | 50 147,6 | 48 659,1 | 32 621,3 | 15 867,8 | 15 677,8 | 16 007,0 |
| Quotes-parts | 2 506 480,8 | 2 781 838,8 | 2 878 203,0 | 2 993 357,6 | 3 108 091,0 | 3 108 091,0 | 3 342 425,2 |
| Transferts | 236 084,4 | 347 864,8 | 264 939,9 | 341 499,6 | 440 745,9 | 269 559,8 | 285 963,3 |
| Services rendus | 57 370,7 | 58 313,2 | 61 291,1 | 63 104,3 | 57 105,3 | 63 012,3 | 62 972,4 |
| Amendes et pénalités | 81 188,4 | 89 087,8 | 90 459,8 | 108 072,1 | 108 068,3 | 103 303,4 | 114 776,0 |
| Imposition de droits | 161,1 | 575,8 | 181,5 | 169,5 | 141,0 | 174,5 | 194,5 |
| Intérêts | 70 849,3 | 92 287,1 | 115 841,8 | 117 451,0 | 110 685,3 | 131 447,8 | 109 440,3 |
| Autres revenus | 10 230,7 | 15 868,8 | 46 952,4 | 54 859,3 | 75 489,4 | 7 839,1 | 8 668,9 |
| Affectation de revenus | 111 863,1 | 42 076,8 | 7 902,0 | 19 219,0 | 19 174,0 | 4 507,5 | 726,6 |
| **Total – Revenus** | **3 124 988,0** | **3 478 060,7** | **3 514 430,6** | **3 730 353,7** | **3 935 368,0** | **3 703 613,2** | **3 941 174,2** |
| | | | | | | | |
| **DÉPENSES** | | | | | | | |
| **Dépenses par secteurs d'activités** | | | | | | | |
| Services administratifs | 18 184,3 | 19 696,4 | 19 613,1 | 19 615,0 | 22 935,8 | 20 251,2 | 20 340,3 |
| Habitation et économie | 221 202,1 | 167 604,2 | 224 626,7 | 285 448,1 | 382 017,1 | 241 785,3 | 258 804,1 |
| Qualité de vie | 113 917,8 | 129 954,5 | 149 145,6 | 152 398,8 | 155 540,2 | 137 657,6 | 159 017,1 |
| Sécurité urbaine et conformité | 1 185 172,0 | 1 244 119,0 | 1 277 068,6 | 1 326 491,3 | 1 380 825,4 | 1 285 987,9 | 1 337 024,2 |
| Services de proximité | 54 099,7 | 64 217,2 | 69 501,9 | 79 983,2 | 93 743,9 | 80 783,6 | 82 255,9 |
| Urbanisme, mobilité et infrastructures | 269 029,6 | 283 229,4 | 296 030,4 | 320 111,4 | 354 696,0 | 344 287,3 | 373 715,4 |
| Arrondissements | 3 693,8 | 3 963,3 | 4 398,0 | 4 118,9 | 3 848,2 | 3 848,2 | 3 929,6 |
| **Total – Dépenses par secteurs d'activités** | **1 865 299,3** | **1 912 784,0** | **2 040 384,3** | **2 188 166,7** | **2 393 606,6** | **2 114 601,1** | **2 235 086,6** |
| | | | | | | | |
| **Dépenses de financement corporatives** | | | | | | | |
| Service de la dette brute | 237 548,6 | 354 852,0 | 252 212,8 | 271 297,1 | 273 404,7 | 288 566,7 | 307 375,2 |
| Paiement au comptant d'immobilisations | 187 425,4 | 111 588,3 | 294 441,5 | 243 919,1 | 186 734,7 | 188 482,0 | 194 472,5 |
| **Total – Dépenses de financement** | **424 974,0** | **466 440,3** | **546 654,3** | **515 216,2** | **460 139,4** | **477 048,7** | **501 847,7** |
| | | | | | | | |
| **Autres dépenses corporatives** | | | | | | | |
| Dépenses communes | 227 976,6 | 221 725,9 | 169 169,7 | 272 967,0 | 213 206,1 | 297 599,8 | 341 500,4 |
| Dépenses de contributions | 673 325,6 | 698 611,6 | 715 733,1 | 773 063,8 | 817 042,2 | 814 363,6 | 862 739,5 |
| **Total – Autres dépenses corporatives** | **901 302,2** | **920 337,5** | **884 902,8** | **1 046 030,8** | **1 030 248,3** | **1 111 963,4** | **1 204 239,9** |
| | | | | | | | |
| **Total – Dépenses** | **3 191 575,5** | **3 299 561,8** | **3 471 941,4** | **3 749 413,7** | **3 883 994,3** | **3 703 613,2** | **3 941 174,2** |
| **SURPLUS DE L'EXERCICE** | **(66 587,5)** | **178 498,9** | **42 489,2** | **(19 060,0)** | **51 373,7** | **-** | **-** |

# 5. ANALYSE DES REVENUS

## 5.1. Taxes et paiements tenant lieu de taxes

Les taxes municipales constituent la principale source de revenus de la Ville de Montréal. Elles sont composées de la taxe foncière générale, de la taxe spéciale relative au service de l'eau, de la taxe spéciale relative au service de la voirie, de la taxe relative au financement de la contribution à l'ARTM ainsi que des taxes d'arrondissement relatives aux services et aux investissements. Il existe aussi d'autres taxes, notamment la taxe sur les parcs de stationnement et la tarification volumétrique pour le service d'eau, appliquées aux immeubles non résidentiels.

Les paiements tenant lieu de taxes regroupent les revenus provenant des propriétaires d'immeubles qui sont non imposables, mais qui sont assujettis au paiement de montants compensatoires. Ces immeubles sont, entre autres, détenus par les gouvernements du Canada et du Québec et leurs entreprises respectives. Ils incluent les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

**Tableau 5 – Taxes et paiements tenant lieu de taxes – Budget de la Ville de Montréal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Taxes** | | | | | | | |
| Taxes foncières générales | 3 066 382,3 | 3 076 663,8 | 3 185 911,2 | 3 370 615,4 | 3 469 572,0 | 3 461 572,0 | 3 622 594,6 |
| Gestion de l'eau potable et des eaux usées | 400 622,3 | 414 768,2 | 447 843,9 | 474 651,9 | 493 039,7 | 492 789,7 | 528 912,9 |
| Gestion des matières résiduelles | 18,9 | (0,1) | 0,2 | - | - | - | - |
| Contributions au service de la dette | 110 572,1 | 202 675,1 | 209 911,0 | 215 101,6 | 218 267,1 | 218 267,1 | 217 854,3 |
| Centre d'urgence 911 | 13 565,2 | 13 593,9 | 13 053,1 | 15 175,4 | 15 677,8 | 15 677,8 | 16 007,0 |
| Taxe sur l'immatriculation | 37 194,3 | 36 553,7 | 35 606,0 | 17 445,9 | 190,0 | - | - |
| Taxe sur les parcs de stationnement | 19 284,5 | 18 829,9 | 23 320,1 | 26 405,3 | 35 625,0 | 35 625,0 | 35 153,7 |
| Taxe relative à la voirie | 19 224,3 | 19 409,2 | 19 536,1 | 19 777,9 | 19 752,6 | 19 752,6 | 20 332,4 |
| Taxe relative au financement de la contribution ARTM | 11 307,0 | 11 604,7 | 11 462,1 | 49 484,1 | 50 161,8 | 50 161,8 | 51 036,0 |
| Autres | 15 052,4 | 15 208,0 | 16 186,3 | 16 997,3 | 17 876,6 | 17 879,6 | 18 524,5 |
| **Total – Taxes** | **3 693 223,3** | **3 809 306,4** | **3 962 830,0** | **4 205 654,8** | **4 320 162,6** | **4 311 725,6** | **4 510 415,4** |
| **Paiements tenant lieu de taxes** | | | | | | | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | 36 693,2 | 33 841,3 | 35 312,0 | 46 027,0 | 42 115,8 | 42 115,8 | 42 305,0 |
| Réseaux de la santé, des services sociaux et de l'éducation | 190 087,7 | 166 410,9 | 176 741,1 | 169 697,1 | 179 135,8 | 179 135,8 | 184 205,3 |
| Gouvernements étrangers et organismes internationaux | 1 862,8 | 1 672,8 | 1 768,7 | 1 453,6 | 1 515,3 | 1 515,3 | 1 565,6 |
| Gouvernement du Canada et ses entreprises | 40 348,3 | 43 588,8 | 62 755,1 | 49 566,9 | 51 713,5 | 51 713,5 | 54 703,3 |
| Organismes municipaux | 14 837,5 | 16 876,7 | 18 125,9 | 19 069,4 | 8 884,4 | 8 884,4 | 9 461,9 |
| Autres | 2 013,8 | 2 020,2 | 2 061,8 | 2 108,5 | 1 931,3 | 1 931,3 | 2 008,2 |
| **Total – Paiements tenant lieu de taxes** | **285 843,3** | **264 410,7** | **296 764,6** | **287 922,5** | **285 296,1** | **285 296,1** | **294 249,3** |

## Budget du conseil municipal

### Tableau 6 – Taxes et paiements tenant lieu de taxes – Budget du conseil municipal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Taxes** | | | | | | | |
| Taxes foncières générales | 3 066 382,3 | 3 076 663,8 | 3 185 911,2 | 3 370 615,4 | 3 469 572,0 | 3 461 572,0 | 3 622 594,6 |
| Gestion de l'eau potable et des eaux usées | 400 622,3 | 414 768,2 | 447 843,9 | 474 651,9 | 493 039,7 | 492 789,7 | 528 912,9 |
| Gestion des matières résiduelles | 18,9 | (0,1) | 0,2 | - | - | - | - |
| Contributions au service de la dette | 110 572,1 | 202 675,1 | 209 911,0 | 215 101,6 | 218 267,1 | 218 267,1 | 217 854,3 |
| Taxe sur les parcs de stationnement | 19 284,5 | 18 829,9 | 23 320,1 | 26 405,3 | 35 625,0 | 35 625,0 | 35 153,7 |
| Taxe relative à la voirie | 19 224,3 | 19 409,2 | 19 536,1 | 19 777,9 | 19 752,6 | 19 752,6 | 20 332,4 |
| Taxe relative au financement de la contribution ARTM | 11 307,0 | 11 604,7 | 11 462,1 | 49 484,1 | 50 161,8 | 50 161,8 | 51 036,0 |
| Autres | 15 052,4 | 15 208,0 | 16 186,3 | 16 997,3 | 17 876,6 | 17 879,6 | 18 524,5 |
| **Total – Taxes** | **3 642 463,8** | **3 759 158,8** | **3 914 170,9** | **4 173 033,5** | **4 304 294,8** | **4 296 047,8** | **4 494 408,4** |
| **Paiements tenant lieu de taxes** | | | | | | | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | 36 693,2 | 33 841,3 | 35 312,0 | 46 027,0 | 42 115,8 | 42 115,8 | 42 305,0 |
| Réseaux de la santé, des services sociaux et de l'éducation | 190 087,7 | 166 410,9 | 176 741,1 | 169 697,1 | 179 135,8 | 179 135,8 | 184 205,3 |
| Gouvernements étrangers et organismes internationaux | 1 862,8 | 1 672,8 | 1 768,7 | 1 453,6 | 1 515,3 | 1 515,3 | 1 565,6 |
| Gouvernement du Canada et ses entreprises | 40 348,3 | 43 588,8 | 62 755,1 | 49 566,9 | 51 713,5 | 51 713,5 | 54 703,3 |
| Organismes municipaux | 14 837,5 | 16 876,7 | 18 125,9 | 19 069,4 | 8 884,4 | 8 884,4 | 9 461,9 |
| Autres | 2 013,8 | 2 020,2 | 2 061,8 | 2 108,5 | 1 931,3 | 1 931,3 | 2 008,2 |
| **Total – Paiements tenant lieu de taxes** | **285 843,3** | **264 410,7** | **296 764,6** | **287 922,5** | **285 296,1** | **285 296,1** | **294 249,3** |

### Variations budgétaires

Les revenus de taxes et de paiements tenant lieu de taxes sont en hausse de 207,3 M$, soit 4,5 %. Cette hausse s'explique principalement par :

- une hausse des charges fiscales relevant du conseil municipal de 3,4 % générant des revenus additionnels de 133,8 M$. Environ le quart de cette hausse servira à financer le déploiement de la Stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034;
- une croissance immobilière qui devrait rapporter près de 45 M$;
- une hausse de 25,2 M$ des revenus des taxes d'arrondissement.

La structure fiscale de la Ville de Montréal et ses nouveautés sont expliquées plus en détail dans la sous-section *Fiscalité locale*, de la section *Renseignements complémentaires*.

## Budget du conseil d'agglomération

### Tableau 7 – Taxes et paiements tenant lieu de taxes – Budget du conseil d'agglomération

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Taxes** | | | | | | | |
| Centre d'urgence 911 | 13 565,2 | 13 593,9 | 13 053,1 | 15 175,4 | 15 677,8 | 15 677,8 | 16 007,0 |
| Taxe sur l'immatriculation | 37 194,3 | 36 553,7 | 35 606,0 | 17 445,9 | 190,0 | - | - |
| **Total – Taxes** | **50 759,5** | **50 147,6** | **48 659,1** | **32 621,3** | **15 867,8** | **15 677,8** | **16 007,0** |

### Variations budgétaires

En 2026, les revenus de taxes du budget du conseil d'agglomération totalisent 16 M$, soit une hausse de 0,3 M$ par rapport au budget de 2025 en raison de l'indexation du taux de la taxe pour le financement du service 911.

## 5.2. Quotes-parts

Les revenus de quotes-parts représentent les sommes exigées des municipalités liées afin de financer les dépenses nettes de l'agglomération. Par « dépenses nettes », on entend les dépenses à couvrir une fois déduits les autres revenus de l'agglomération (transferts, taxes, etc.).

Dans le tableau ci-dessous, les revenus de quotes-parts sont ceux provenant uniquement des 15 villes reconstituées. En 2026, ces revenus totalisent à 618 M$.

**Tableau 8 – Quotes-parts – Budget de la Ville de Montréal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Quotes-parts** | | | | | | | |
| Dépenses générales | 386 127,7 | 397 637,9 | 447 099,6 | 474 300,5 | 490 429,8 | 490 429,8 | 532 014,7 |
| Service de l'eau | 24 465,3 | 25 736,5 | 33 080,4 | 35 723,9 | 35 862,6 | 35 862,6 | 40 721,3 |
| Alimentation en eau potable | 14 145,7 | 16 369,3 | 16 344,9 | 15 390,7 | 18 629,2 | 18 629,2 | 18 980,3 |
| Dettes de la voirie artérielle (2006-2008) | 407,6 | 397,7 | 387,8 | 377,9 | 368,1 | 368,1 | 358,2 |
| Service des premiers répondants | 1 465,9 | 1 778,4 | 2 025,6 | 2 180,1 | 1 647,2 | 1 647,2 | 1 797,5 |
| Tarifaire (compteurs d'eau) | 330,1 | 215,8 | 172,3 | 122,7 | 41,1 | 41,1 | 36,4 |
| Déficit - Exercices antérieurs | 3 700,8 | 36 667,6 | 15 870,0 | 5 923,1 | 8 199,0 | 8 199,0 | 10 294,4 |
| Financement des investissements admissibles à la TECQ | 4 128,8 | 4 542,0 | 5 008,1 | 6 229,0 | 8 664,8 | 8 664,8 | 9 896,2 |
| Financement des investissements admissibles au FCCQ | 3 980,7 | 4 063,3 | 4 033,4 | 3 988,8 | 3 922,2 | 3 922,2 | 3 852,0 |
| **Total – Quotes-parts** | **438 752,6** | **487 408,5** | **524 022,1** | **544 236,7** | **567 764,0** | **567 764,0** | **617 951,0** |

Pour le budget du conseil d'agglomération, les revenus de quotes-parts proviennent de l'ensemble des 16 villes liées de l'agglomération, soit les 15 villes reconstituées et la Ville de Montréal. Ces revenus servent à financer les services communs placés sous l'autorité du conseil d'agglomération. En 2026, ces revenus totalisent 3 342,4 M$.

**Tableau 9 – Quotes-parts – Budget du conseil d'agglomération**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Quotes-parts** | | | | | | | |
| Dépenses générales | 2 221 753,8 | 2 291 161,3 | 2 475 854,0 | 2 624 750,6 | 2 715 111,6 | 2 715 111,6 | 2 898 589,5 |
| Service de l'eau | 140 772,0 | 148 291,6 | 183 185,9 | 197 693,7 | 198 542,2 | 198 542,2 | 221 863,0 |
| Alimentation en eau potable | 93 677,1 | 99 420,7 | 96 429,7 | 100 506,1 | 110 879,0 | 110 879,0 | 121 697,9 |
| Dettes de la voirie artérielle (2006-2008) | 5 516,2 | 5 382,3 | 5 248,4 | 5 114,5 | 4 980,7 | 4 980,7 | 4 846,8 |
| Service des premiers répondants | 8 921,5 | 10 834,5 | 11 869,9 | 12 761,3 | 9 641,7 | 9 641,7 | 10 309,9 |
| Tarifaire (compteurs d'eau) | 1 743,8 | 1 490,0 | 1 766,2 | 1 339,6 | 928,1 | 928,1 | 875,7 |
| Déficit - Exercices antérieurs | 21 294,0 | 211 276,0 | 87 881,4 | 32 778,0 | 45 391,3 | 45 391,3 | 56 087,1 |
| Financement des investissements admissibles à la TECQ | 5 718,1 | 6 101,1 | 7 936,1 | 10 052,7 | 14 348,0 | 14 348,0 | 20 035,2 |
| Financement des investissements admissibles au FCCQ | 7 084,3 | 7 881,3 | 8 031,4 | 8 361,1 | 8 268,4 | 8 268,4 | 8 120,1 |
| **Total – Quotes-parts** | **2 506 480,8** | **2 781 838,8** | **2 878 203,0** | **2 993 357,6** | **3 108 091,0** | **3 108 091,0** | **3 342 425,2** |

**Variations budgétaires**

Il existe en tout neuf quotes-parts différentes. Outre celle destinée au financement des dépenses générales, plusieurs quotes-parts servent à financer des activités spécifiques, notamment les dépenses liées à la gestion de l'eau. En 2026, les quotes-parts demandées par l'agglomération de Montréal pour le financement des dépenses augmentent de 234,3 M$, soit une hausse de 7,5 % par rapport à l'exercice précédent.

## Tableau 10 – Quotes-parts des villes liées

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Quotes-parts des villes liées** | | | | | | | |
| Baie-D'Urfé | 13 115,9 | 14 545,8 | 16 717,7 | 17 287,7 | 18 099,9 | 18 099,9 | 23 570,2 |
| Beaconsfield | 24 049,1 | 26 553,8 | 29 209,6 | 29 982,7 | 31 373,6 | 31 373,6 | 31 231,5 |
| Côte-Saint-Luc | 28 993,7 | 31 979,5 | 34 973,6 | 36 128,0 | 37 443,2 | 37 443,2 | 38 137,5 |
| Dollard-des-Ormeaux | 43 480,5 | 48 576,6 | 55 030,3 | 56 515,5 | 59 012,7 | 59 012,7 | 60 954,1 |
| Dorval | 71 601,6 | 79 124,7 | 80 741,6 | 84 640,4 | 88 255,3 | 88 255,3 | 103 623,5 |
| Hampstead | 11 158,2 | 12 372,2 | 13 799,5 | 14 121,5 | 14 815,0 | 14 815,0 | 14 913,0 |
| Kirkland | 31 139,1 | 34 844,6 | 36 996,4 | 37 808,1 | 39 585,9 | 39 585,9 | 41 331,1 |
| L'Île-Dorval | 90,5 | 114,8 | 101,8 | 98,1 | 120,8 | 120,8 | 112,6 |
| Montréal-Est | 17 122,7 | 19 126,9 | 23 040,1 | 24 356,9 | 25 404,1 | 25 404,1 | 30 974,3 |
| Montréal-Ouest | 5 960,6 | 6 570,7 | 7 348,1 | 7 553,0 | 7 857,4 | 7 857,4 | 8 054,5 |
| Mont-Royal | 56 108,7 | 62 666,5 | 67 127,7 | 69 148,7 | 71 397,3 | 71 397,3 | 73 462,0 |
| Pointe-Claire | 65 056,1 | 72 434,1 | 78 451,9 | 83 332,6 | 88 421,7 | 88 421,7 | 103 787,5 |
| Sainte-Anne-de-Bellevue | 7 722,2 | 8 664,2 | 10 085,4 | 10 632,6 | 10 992,6 | 10 992,6 | 12 487,3 |
| Senneville | 3 241,9 | 3 592,9 | 4 095,5 | 4 275,6 | 4 458,2 | 4 458,2 | 5 587,2 |
| Westmount | 59 911,9 | 66 241,2 | 66 302,8 | 68 355,4 | 70 526,3 | 70 526,3 | 69 724,7 |
| Ville de Montréal | 2 067 728,2 | 2 294 430,4 | 2 354 180,9 | 2 449 120,9 | 2 540 327,0 | 2 540 327,0 | 2 724 474,2 |
| **Total – Quotes-parts des villes liées** | **2 506 480,9** | **2 781 838,9** | **2 878 202,9** | **2 993 357,7** | **3 108 091,0** | **3 108 091,0** | **3 342 425,2** |

Le potentiel fiscal d'agglomération demeure le principal critère de répartition des quotes-parts entre les villes liées. Les variations observées dans chaque ville s'expliquent donc en grande partie par les variations dans leur potentiel fiscal respectif.

Les quotes-parts sont expliquées plus en détail dans la sous-section *Quotes-parts et fiscalité d'agglomération* de la section *Renseignements complémentaires* du présent document.

## 5.3. Transferts

Les revenus de transferts sont des sommes reçues des gouvernements supérieurs sous forme de subventions. En règle générale, ces subventions sont liées à des ententes de partage de frais et sont donc destinées à des fins précises. Cependant, il existe aussi des transferts de droits, qui sont des sommes versées à la Ville en fonction des dispositions d'une loi ou d'un règlement constitutif.

**Tableau 11 – Transferts – Budget de la Ville de Montréal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Transferts** | | | | | | | |
| Contribution au service de la dette | 21 499,1 | 17 933,5 | 15 452,3 | 10 585,5 | 6 887,0 | 5 158,8 | 5 796,8 |
| Partage de la croissance d'un point de TVQ | 14 204,4 | 23 170,4 | 27 961,4 | 91 995,5 | 134 531,0 | 134 389,9 | 140 718,6 |
| CMM | 38 774,0 | 37 983,2 | 39 764,9 | 68 275,5 | 116 176,3 | 115 933,5 | 138 025,2 |
| AccèsLogis | 53 386,1 | 31 557,7 | 80 169,3 | 81 245,1 | 82 688,3 | 29 425,0 | 35 555,1 |
| Gestion des matières résiduelles | 47 254,7 | 48 256,4 | 50 672,8 | 66 296,0 | 114 257,0 | 108 008,0 | 64 990,5 |
| Rénovation urbaine | 15 238,8 | 12 347,9 | 11 450,7 | 11 065,9 | 12 029,5 | 15 204,0 | 11 204,0 |
| Développement économique | 34 161,5 | 130 125,2 | 34 339,7 | 38 511,8 | 106 840,9 | - | - |
| Sécurité publique (police) | 20 046,7 | 56 747,4 | 42 400,5 | 74 645,2 | 73 002,5 | 71 005,6 | 66 496,5 |
| Lutte contre la pauvreté | 9 689,3 | 11 195,6 | 14 730,7 | 9 945,4 | 21 224,3 | 5 000,0 | 5 000,0 |
| Projet des premiers répondants | 8 445,1 | 8 799,8 | 6 627,2 | 7 832,7 | 8 000,0 | 11 200,0 | 11 200,0 |
| Loisirs et culture | 9 816,1 | 22 142,5 | 16 932,6 | 4 283,0 | 11 533,0 | 4 518,0 | 4 518,0 |
| Violence conjugale | 1 479,7 | 1 483,6 | 1 238,0 | 2 223,6 | 3 275,0 | 2 106,3 | 3 750,0 |
| Programmes de financements pluriannuels | 33 150,2 | 26 708,8 | 15 623,0 | 29 930,8 | 24 459,2 | 24 099,3 | 22 394,1 |
| Réflexe Montréal – Volet « Inconditionnel » | 97 721,9 | 102 608,0 | 102 608,0 | 107 738,4 | 113 125,3 | 109 562,5 | 113 125,3 |
| Réflexe Montréal – Développement économique | 28 548,4 | 28 316,2 | 47 962,8 | 51 618,8 | 47 725,0 | 50 000,0 | 50 000,0 |
| Aide gouvernementale COVID-19 | 761,5 | - | - | - | - | - | - |
| Autres | 58 827,0 | 72 196,1 | 55 182,0 | 55 754,1 | 71 122,5 | 10 653,2 | 11 525,9 |
| **Total – Transferts** | **493 004,5** | **631 572,3** | **563 115,9** | **711 947,3** | **946 876,8** | **696 264,1** | **684 300,0** |

## Budget du conseil municipal

### Tableau 12 – Transferts – Budget du conseil municipal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Transferts** | | | | | | | |
| Contribution au service de la dette | 9 894,4 | 9 573,6 | 8 233,5 | 4 768,5 | 618,6 | 618,6 | 828,0 |
| Partage de la croissance d'un point de TVQ | 14 204,4 | 23 170,4 | 27 961,4 | 91 995,5 | 134 531,0 | 134 389,9 | 140 718,6 |
| CMM | 24 603,2 | 25 500,0 | 24 546,0 | 24 723,3 | 24 783,5 | 24 783,5 | 24 783,5 |
| Gestion des matières résiduelles | 37 386,1 | 44 243,7 | 42 294,0 | 49 042,0 | 102 624,5 | 99 588,0 | 64 990,5 |
| Rénovation urbaine | 14 040,5 | 11 813,7 | 11 442,0 | 11 127,1 | 12 029,5 | 15 204,0 | 11 204,0 |
| Développement économique | 12 489,1 | 5 118,3 | 16 151,6 | 12 496,7 | 38 337,9 | - | - |
| Lutte contre la pauvreté | - | - | 2 123,3 | 2 802,7 | 6 000,0 | 5 000,0 | 5 000,0 |
| Loisirs et culture | 9 805,4 | 21 819,7 | 16 058,3 | 4 235,5 | 11 490,1 | 4 518,0 | 4 518,0 |
| Programmes de financements pluriannuels | 22 264,4 | 18 710,2 | 15 609,3 | 18 784,1 | 13 458,8 | 13 388,9 | 12 524,6 |
| Réflexe Montréal – Volet « Inconditionnel » | 97 721,9 | 102 608,0 | 102 608,0 | 107 738,4 | 113 125,3 | 109 562,5 | 113 125,3 |
| Réflexe Montréal – Développement économique | 1 635,9 | 9 186,5 | 10 495,9 | 11 295,6 | 11 528,1 | 15 000,0 | 15 000,0 |
| Autres | 12 874,7 | 11 963,4 | 20 652,8 | 31 438,1 | 37 603,8 | 4 650,9 | 5 644,2 |
| **Total – Transferts** | **256 920,0** | **283 707,5** | **298 176,1** | **370 447,5** | **506 131,1** | **426 704,3** | **398 336,7** |

### Variations budgétaires

En 2026, les revenus de transferts sont en baisse de 28,4 M$. Cette variation s'explique principalement par :

- une augmentation de 6,3 M$ provenant du partage de la croissance d'un point de la TVQ. Cette hausse est attribuable à la croissance des revenus de la TVQ perçus par le gouvernement du Québec;
- une diminution de 34,6 M$ pour les transferts associés à la gestion des matières résiduelles, principalement liée à la gestion des matières recyclables :
  - À partir de 2025, les municipalités sont entièrement compensées pour l'ensemble des coûts afférents à la gestion des matières recyclables. Ainsi, la Ville de Montréal reçoit une compensation pour l'ensemble des dépenses réelles liées aux matières recyclables à la suite de la mise en œuvre du projet de loi 65 en remplacement du régime de compensation précédent. Les sommes sont dorénavant versées l'année où la dépense est réalisée;
  - Dans l'ancien régime de compensation, celle-ci était versée l'année suivant la dépense. Ainsi, dans le budget 2025, une somme non récurrente de 27,3 M$, associée au précédent régime de compensation était prévue. Cette somme n'est plus au budget 2026
  - Des diminutions de coûts dans les contrats externes, combinées au transfert de l'activité de la fourniture des bacs de recyclage vers Éco Entreprises Québec expliquent l'écart résiduel.
- une diminution de 4 M$ des transferts destinés à la rénovation urbaine, attribuable à la suspension du Programme Rénovation Québec (PRQ) par la SHQ;
- une indexation de 3,6 M$ des transferts découlant de l'entente Réflexe Montréal – Volet « Inconditionnel ». Cette indexation est basée sur la variation du produit intérieur brut nominal de la région de Montréal;
- une hausse de 1 M$ de la rubrique *Autres* associée principalement à l'Escouade dédiée aux hébergements touristiques de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal.

## Budget du conseil d'agglomération

### Tableau 13 – Transferts – Budget du conseil d'agglomération

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Transferts** | | | | | | | |
| Contribution au service de la dette | 11 604,7 | 8 359,9 | 7 218,8 | 5 817,0 | 6 268,4 | 4 540,2 | 4 968,8 |
| CMM | 14 170,8 | 12 483,2 | 15 218,9 | 43 552,2 | 91 392,8 | 91 150,0 | 113 241,7 |
| AccèsLogis | 53 386,1 | 31 557,7 | 80 169,3 | 81 245,1 | 82 688,3 | 29 425,0 | 35 555,1 |
| Gestion des matières résiduelles | 9 868,6 | 4 012,6 | 8 378,8 | 17 254,0 | 11 632,5 | 8 420,0 | - |
| Rénovation urbaine | 1 198,2 | 534,2 | 8,7 | (61,3) | - | - | - |
| Développement économique | 21 672,4 | 125 006,9 | 18 188,1 | 26 015,1 | 68 503,0 | - | - |
| Sécurité publique (police) | 20 046,7 | 56 747,4 | 42 400,5 | 74 645,2 | 73 002,5 | 71 005,6 | 66 496,5 |
| Lutte contre la pauvreté | 9 689,3 | 11 195,6 | 12 607,4 | 7 142,7 | 15 224,3 | - | - |
| Projet des premiers répondants | 8 445,1 | 8 799,8 | 6 627,2 | 7 832,7 | 8 000,0 | 11 200,0 | 11 200,0 |
| Loisirs et culture | 10,7 | 322,9 | 874,4 | 47,4 | 43,0 | - | - |
| Violence conjugale | 1 479,7 | 1 483,6 | 1 238,0 | 2 223,6 | 3 275,0 | 2 106,3 | 3 750,0 |
| Programmes de financements pluriannuels | 10 885,8 | 7 998,6 | 13,7 | 11 146,7 | 11 000,4 | 10 710,4 | 9 869,5 |
| Réflexe Montréal – Développement économique | 26 912,5 | 19 129,7 | 37 466,9 | 40 323,2 | 36 196,9 | 35 000,0 | 35 000,0 |
| Aide gouvernementale COVID-19 | 761,5 | - | - | - | - | - | - |
| Autres | 45 952,3 | 60 232,7 | 34 529,2 | 24 316,0 | 33 518,8 | 6 002,3 | 5 881,7 |
| **Total – Transferts** | **236 084,4** | **347 864,8** | **264 939,9** | **341 499,6** | **440 745,9** | **269 559,8** | **285 963,3** |

### Variations budgétaires

En 2026, les revenus de transferts de l'agglomération de Montréal sont en hausse de 16,4 M$. Cette variation s'explique principalement par :

- une hausse de 22,1 M$ des revenus de transferts en provenance de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) principalement pour le Programme de rénovation des habitations à loyer modique (PRHLM);
- une hausse de 6,1 M$ des transferts de la SHQ pour le programme AccèsLogis Montréal attribuable à l'avancement des travaux de certains projets;
- une diminution de 8,4 M$ des transferts associés à la gestion des matières résiduelles en raison de la fin du régime de compensation lié au projet de loi 88 pour les matières recyclables;
- une diminution de 4,5 M$ des transferts du ministère de la Sécurité publique au Service de police de la Ville de Montréal pour des équipes spécialisées dont les mandats se sont terminés;
- une hausse de 1,6 M$ des transferts pour le traitement des causes en justice liées à la violence conjugale, conformément à l'entente conclue entre la Ville de Montréal et le ministère de la Justice du Québec.

## 5.4. Services rendus

Les *Services rendus aux organismes municipaux* comprennent l'ensemble des montants provenant d'organismes municipaux pour des services rendus sur une base contractuelle ou ponctuelle, en vertu d'ententes intermunicipales et pour des cas d'urgence.

Les *Autres services rendus* comprennent l'ensemble des revenus associés aux services rendus à des gouvernements, à leurs entreprises et à des tiers.

### Tableau 14 – Services rendus – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Services rendus** | | | | | | | |
| Services rendus aux organismes municipaux | 8 903,4 | 8 944,4 | 9 445,6 | 9 734,7 | 9 961,8 | 9 961,8 | 10 124,8 |
| Autres services rendus | 329 615,7 | 367 802,1 | 409 445,9 | 437 088,1 | 439 398,9 | 453 115,4 | 470 169,2 |
| **Total – Services rendus**[1] | **338 519,1** | **376 746,5** | **418 891,5** | **446 822,8** | **449 360,7** | **463 077,2** | **480 294,0** |

[1] Les budgets des conseils municipal et d'agglomération (tels qu'ils sont présentés aux deux tableaux suivants) ne peuvent pas être additionnés pour obtenir le budget de la Ville de Montréal, en raison des transactions interentités (0,6 M$ en 2026).

### Budget du conseil municipal

### Tableau 15 – Services rendus – Budget du conseil municipal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Services rendus** | | | | | | | |
| Services rendus aux organismes municipaux | 8 642,4 | 8 867,1 | 9 221,8 | 9 452,4 | 9 660,3 | 9 660,3 | 9 785,9 |
| Autres services rendus | 274 717,3 | 311 791,5 | 349 981,8 | 375 506,7 | 383 412,0 | 391 055,9 | 408 176,6 |
| **Total – Services rendus** | **283 359,7** | **320 658,6** | **359 203,6** | **384 959,1** | **393 072,3** | **400 716,2** | **417 962,5** |

**Variations budgétaires**

En 2026, les revenus des services rendus sont en hausse de 17,2 M$. Les principaux éléments de variation sont :

- une augmentation de 8,6 M$ des revenus de redevances de la Commission des services électriques;
- une augmentation de 5,7 M$ des revenus autonomes des arrondissements provenant principalement des permis d'occupation du domaine public, des vignettes de stationnement ainsi que des tarifications dans les services culturels et récréatifs, notamment en raison du nouveau contrat de gestion du complexe aquatique et du Stade Hébert à Saint-Léonard;
- une augmentation de 3,2 M$ des revenus d'Espace pour la vie, étroitement liée aux stratégies de promotion et de diversification de la clientèle.

## Budget du conseil d'agglomération

### Tableau 16 – Services rendus – Budget du conseil d'agglomération

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Services rendus** | | | | | | | |
| Services rendus aux organismes municipaux | 260,9 | 77,3 | 223,7 | 282,4 | 301,5 | 301,5 | 338,9 |
| Autres services rendus | 57 109,8 | 58 235,9 | 61 067,4 | 62 821,9 | 56 803,8 | 62 710,8 | 62 633,5 |
| **Total – Services rendus** | **57 370,7** | **58 313,2** | **61 291,1** | **63 104,3** | **57 105,3** | **63 012,3** | **62 972,4** |

**Variations budgétaires**

Ce poste budgétaire se maintient à 63 M$. Les principaux éléments de variation sont :

- une hausse de 2 M$ relative à la tarification des eaux usées en raison, essentiellement, de la mise à jour des tarifs;
- une hausse des revenus de 1,8 M$ relatifs aux demandes de révision du nouveau rôle foncier;
- une diminution de 3,6 M$ au SPVM due à la fin des déploiements d'effectifs pour les missions internationales.

## 5.5. Amendes et pénalités

Les revenus d'amendes et de pénalités s'élèvent à 241,9 M$ en 2026, ce qui représente une hausse de 25,4 M$ par rapport au budget de 2025. Ces revenus se déclinent en deux grands groupes. Le premier, le plus important en valeur, concerne les constats d'infraction en matière de circulation et de stationnement. Les prévisions pour cette rubrique sont de 217,3 M$, en hausse de 25,8 M$.

Le deuxième groupe est constitué des revenus des autres types d'infractions, à savoir les contraventions à la réglementation municipale (urbanisme, nuisance, prévention des incendies, fausses alarmes, etc.), à diverses lois provinciales ainsi qu'au Code criminel. Les prévisions pour cette rubrique sont de 24,6 M$, en baisse de 0,4 M$.

En règle générale, la portion « amende » d'un constat d'infraction relève de la compétence locale, tandis que tous les frais qui lui sont associés (frais de greffe et autres frais de procédure) sont du ressort de l'agglomération. Néanmoins, puisque cette portion est étroitement associée aux autres frais, il est d'usage de considérer l'ensemble de ces revenus sans égard à la compétence dans l'analyse des principaux écarts budgétaires.

**Tableau 17 – Amendes et pénalités – Budget de la Ville de Montréal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| Contraventions – Circulation et stationnement | 149 903,6 | 155 340,6 | 167 845,1 | 191 298,0 | 216 952,7 | 191 490,4 | 217 263,6 |
| Autres – Amendes et pénalités | 10 522,5 | 14 366,5 | 18 351,0 | 22 808,6 | 19 491,8 | 24 971,7 | 24 603,0 |
| **Total – Amendes et pénalités** | **160 426,0** | **169 707,2** | **186 196,1** | **214 106,6** | **236 444,5** | **216 462,1** | **241 866,6** |

**Variations budgétaires**

La hausse de 25,4 M$ s'explique principalement par :

- une hausse de 21,6 M$ reflétant une augmentation du nombre de constats émis par les agents de stationnement et de la police,
- une augmentation de 2,2 M$ résultant de l'indexation des montants d'amendes en matière de stationnement. Selon la catégorie d'infraction, l'indexation des amendes varie entre 1,9 % et 2,8 %, soit sous l'inflation annuelle de 3,4 % observée en septembre;
- une hausse de 2 M$ provenant de la hausse de 22 $ à 42 $ du tarif par dossier de la SAAQ en application du Code de la sécurité routière.

## 5.6. Imposition de droits

Ces revenus proviennent essentiellement du paiement des droits sur les mutations immobilières et de divers permis et licences.

### Tableau 18 – Imposition de droits – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Imposition de droits** | | | | | | | |
| Droits sur les mutations immobilières | 383 466,7 | 410 852,5 | 286 086,2 | 363 842,2 | 334 958,7 | 314 958,7 | 342 958,7 |
| Licences et permis | 56 812,8 | 51 994,4 | 50 158,6 | 52 650,6 | 51 318,6 | 43 518,6 | 44 226,5 |
| **Total – Imposition de droits** | **440 279,5** | **462 846,9** | **336 244,8** | **416 492,8** | **386 277,3** | **358 477,3** | **387 185,2** |

### Budget du conseil municipal

### Tableau 19 – Imposition de droits – Budget du conseil municipal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Imposition de droits** | | | | | | | |
| Droits sur les mutations immobilières | 383 466,7 | 410 852,5 | 286 086,2 | 363 842,2 | 334 958,7 | 314 958,7 | 342 958,7 |
| Licences et permis | 56 651,7 | 51 418,6 | 49 977,1 | 52 481,1 | 51 177,6 | 43 344,1 | 44 032,0 |
| **Total – Imposition de droits** | **440 118,4** | **462 271,1** | **336 063,3** | **416 323,3** | **386 136,3** | **358 302,8** | **386 990,7** |

**Variations budgétaires**

Ce poste budgétaire est en hausse de 28,7 M$, ce qui s'explique principalement par :

- une hausse de 28 M$ des revenus de droits sur les mutations immobilières pour tenir compte de l'évolution du marché immobilier montréalais;
- une augmentation de 0,5 M$ des revenus de permis de construction projetés par les arrondissements pour l'année 2026;
- une hausse de 0,2 M$ du budget des autres licences et permis des arrondissements en fonction de l'historique des revenus et du contexte économique, notamment pour l'abattage d'arbres.

### Budget du conseil d'agglomération

### Tableau 20 – Imposition de droits – Budget du conseil d'agglomération

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Imposition de droits** | | | | | | | |
| Licences et permis | 161,1 | 575,8 | 181,5 | 169,5 | 141,0 | 174,5 | 194,5 |
| **Total – Imposition de droits** | **161,1** | **575,8** | **181,5** | **169,5** | **141,0** | **174,5** | **194,5** |

**Variations budgétaires**

En 2026, les revenus d'imposition de droits relevant de l'agglomération de Montréal se maintiennent à 0,2 M$.

## 5.7. Intérêts

Les revenus d'intérêts proviennent des placements de la Ville et des arrérages qui lui sont dus.

**Tableau 21 – Intérêts – Budget de la Ville de Montréal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Intérêts** | | | | | | | |
| Arriérés de taxes | 20 702,3 | 21 557,7 | 32 854,5 | 32 677,8 | 24 500,0 | 16 529,0 | 26 429,0 |
| Fonds d'amortissement | 73 140,2 | 83 367,9 | 79 049,2 | 86 960,0 | 95 486,0 | 95 486,0 | 94 838,1 |
| Encaisse et autres intérêts | 53 498,0 | 93 491,2 | 147 702,6 | 127 123,2 | 98 106,5 | 139 631,5 | 101 371,7 |
| **Total – Intérêts** | **147 340,5** | **198 416,8** | **259 606,3** | **246 761,0** | **218 092,5** | **251 646,5** | **222 638,8** |

### Budget du conseil municipal

**Tableau 22 – Intérêts – Budget du conseil municipal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Intérêts** | | | | | | | |
| Arriérés de taxes | 20 698,1 | 21 512,2 | 32 850,0 | 32 677,4 | 24 500,0 | 16 529,0 | 26 429,0 |
| Fonds d'amortissement | 51 985,2 | 61 315,7 | 58 353,6 | 55 976,8 | 65 054,9 | 65 054,9 | 66 533,1 |
| Encaisse et autres intérêts | 3 808,0 | 23 301,8 | 52 560,8 | 40 655,7 | 17 852,3 | 38 614,8 | 20 236,4 |
| **Total – Intérêts** | **76 491,3** | **106 129,7** | **143 764,4** | **129 309,9** | **107 407,2** | **120 198,7** | **113 198,5** |

**Variations budgétaires**

La baisse de 7 M$ s'explique principalement par :

- une hausse de 9,9 M$ des revenus d'intérêts sur arriérés de taxes principalement due à l'évaluation des comptes à recevoir et à l'historique des intérêts perçus;
- une hausse de 1,5 M$ des intérêts liés au fonds d'amortissement, attribuable à la croissance du fonds d'amortissement ainsi que par une légère hausse des taux d'intérêt à moyen terme sur les marchés;
- une diminution de 18,4 M$ des intérêts liés à l'encaisse et autres intérêts, qui s'explique d'une part par la diminution des taux d'intérêt à court terme et d'autre part par la fluctuation du solde disponible.

### Budget du conseil d'agglomération

**Tableau 23 – Intérêts – Budget du conseil d'agglomération**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Intérêts** | | | | | | | |
| Arriérés de taxes | 4,3 | 45,6 | 4,5 | 0,4 | - | - | - |
| Fonds d'amortissement | 21 155,0 | 22 052,0 | 20 695,4 | 30 983,2 | 30 431,1 | 30 431,1 | 28 305,0 |
| Encaisse et autres intérêts | 49 690,0 | 70 189,5 | 95 141,9 | 86 467,4 | 80 254,2 | 101 016,7 | 81 135,3 |
| **Total – Intérêts** | **70 849,3** | **92 287,1** | **115 841,8** | **117 451,0** | **110 685,3** | **131 447,8** | **109 440,3** |

**Variations budgétaires**

La baisse de 22 M$ s'explique principalement par :

- une diminution de 2,1 M$ des intérêts liés au fonds d'amortissement, attribuable à une diminution des revenus de placement en raison d'une baisse du volume de placements, et ce, malgré la hausse des taux d'intérêt à moyen terme sur le marché;
- une diminution de 19,9 M$ des intérêts liés à l'encaisse et autres intérêts, qui s'explique d'une part par la diminution des taux d'intérêt à court terme et d'autre part par la fluctuation du solde disponible.

## 5.8. Autres revenus

Les autres revenus comprennent notamment les revenus de cession d'éléments d'actif et les contributions des organismes municipaux.

**Tableau 24 – Autres revenus – Budget de la Ville de Montréal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Autres revenus** | | | | | | | |
| Cession d'éléments d'actif | 16 869,7 | 3 547,6 | 5 952,9 | 16 664,6 | 77 690,0 | 13 620,0 | 16 396,9 |
| Autres | 22 269,2 | 31 270,2 | 57 048,8 | 62 086,2 | 54 690,4 | 23 159,3 | 22 567,2 |
| **Total – Autres revenus** | **39 138,9** | **34 817,8** | **63 001,7** | **78 750,8** | **132 380,4** | **36 779,3** | **38 964,1** |

### Budget du conseil municipal

**Tableau 25 – Autres revenus – Budget du conseil municipal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Autres revenus** | | | | | | | |
| Cession d'éléments d'actif | 15 045,4 | 3 606,1 | 4 214,2 | 14 468,6 | 21 067,1 | 13 620,0 | 16 396,9 |
| Autres | 13 862,8 | 15 342,9 | 11 835,1 | 9 422,9 | 35 823,9 | 15 320,2 | 13 898,3 |
| **Total – Autres revenus** | **28 908,2** | **18 949,0** | **16 049,3** | **23 891,5** | **56 891,0** | **28 940,2** | **30 295,2** |

**Variations budgétaires**

Ce poste budgétaire est en hausse de 1,4 M$, ce qui s'explique principalement par :

- une hausse de 1,9 M$ pour la location des installations municipales aux centres de services scolaires et aux commissions scolaires du territoire de la Ville de Montréal;
- un revenu de 1 M$ en raison de nouveaux frais de perception appliqués lors de défaut de paiement;
- une diminution de 4,4 M$ de l'utilisation des revenus destinés à la réalisation de projets de logements sociaux, provenant de sommes accumulées dans le cadre de l'application du Règlement pour une métropole mixte (RMM).

### Budget du conseil d'agglomération

**Tableau 26 – Autres revenus – Budget du conseil d'agglomération**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Autres revenus** | | | | | | | |
| Cession d'éléments d'actif | 1 824,3 | (58,5) | 1 738,7 | 2 196,0 | 56 622,9 | - | - |
| Autres | 8 406,4 | 15 927,3 | 45 213,7 | 52 663,3 | 18 866,5 | 7 839,1 | 8 668,9 |
| **Total – Autres revenus** | **10 230,7** | **15 868,8** | **46 952,4** | **54 859,3** | **75 489,4** | **7 839,1** | **8 668,9** |

**Variations budgétaires**

En 2026, les autres revenus relevant de l'agglomération de Montréal sont en hausse de 0,8 M$, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des transferts en provenance des gouvernements du Canada et du Québec, reflétant les besoins opérationnels de la Biosphère, versés à la Fondation Espace pour la vie et finalement, à la Ville de Montréal.

## 5.9. Affectations de revenus

Les affectations de revenus représentent l'utilisation spécifique de certaines sources de fonds provenant généralement des excédents accumulés et des réserves financières.

**Tableau 27 – Affectations de revenus – Budget de la Ville de Montréal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Affectations de revenus** | | | | | | | |
| Financement à long terme – SOFIL-STM | 19 466,8 | 21 764,8 | 4 425,9 | 6 803,0 | 4 507,5 | 4 507,5 | - |
| Financement à long terme – Autres | 112 966,8 | 31 390,4 | 19 220,0 | 39 212,7 | 47 328,6 | - | - |
| Excédent de fonctionnement - Dette | - | - | 65 795,3 | - | - | - | 91 779,3 |
| Excédent de fonctionnement - Deficit antérieur | - | - | 72 680,5 | 26 858,8 | 37 188,9 | 37 188,9 | 45 956,1 |
| Excédent de fonctionnement - Championnats UCI | - | - | - | - | - | - | 15 628,8 |
| Excédent de fonctionnement - Habitation | - | - | - | - | - | - | 11 000,0 |
| Excédent de fonctionnement - Urgence climatique | - | - | - | - | - | - | 867,9 |
| Excédent de fonctionnement - Autres | 267 985,9 | 178 179,6 | 145 365,6 | 103 764,4 | 166 829,6 | 27 899,0 | 21 416,8 |
| Affectation réserve financière – Eau | - | - | - | - | - | - | 1 382,0 |
| Affectation des réserves – Immobilisations | - | 172 778,0 | 11 189,5 | - | - | - | - |
| Affectation des réserves et des fonds | 2 858,5 | 2 858,5 | 58,4 | 25,5 | 19 000,0 | 19 000,0 | - |
| **Total – Affectations de revenus** | **403 278,0** | **406 971,3** | **318 735,2** | **176 664,4** | **274 854,6** | **88 595,4** | **188 030,9** |

### Financement à long terme – SOFIL-STM

La Ville de Montréal versait une contribution pour financer sa part des projets d'investissements de la STM dans le cadre du Programme d'aide aux immobilisations en transport en commun de la Société de financement des infrastructures locales (SOFIL), relevant du gouvernement du Québec. Cette somme correspondait à des dépenses d'investissement prévues par la STM et était financée par emprunt. À partir de 2026, l'emprunt est dorénavant effectué par la STM.

### Affectation – Excédent de fonctionnement

Aux fins de l'équilibre budgétaire, la Ville prévoit utiliser une partie des excédents cumulés des exercices antérieurs.

### Affectation des réserves et des fonds

À titre de source de financement supplémentaire, la Ville prévoit utiliser une partie des réserves financières et des fonds réservés, notamment les réserves de l'eau, la réserve pour les infrastructures de la voirie et le fonds réservé pour le financement des élections lors d'une année électorale.

## Budget du conseil municipal

### Tableau 28 – Affectations de revenus – Budget du conseil municipal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Affectations de revenus** | | | | | | | |
| Financement à long terme – Autres | 22 274,9 | 11 078,5 | 15 744,0 | 26 796,7 | 32 662,1 | - | - |
| Excédent de fonctionnement - Dette | - | - | 65 795,3 | - | - | - | 91 779,3 |
| Excédent de fonctionnement - Deficit antérieur | - | - | 72 680,5 | 26 858,8 | 37 188,9 | 37 188,9 | 45 956,1 |
| Excédent de fonctionnement - Championnats UCI | - | - | - | - | - | - | 15 628,8 |
| Excédent de fonctionnement - Habitation | - | - | - | - | - | - | 11 000,0 |
| Excédent de fonctionnement - Urgence climatique | - | - | - | - | - | - | 867,9 |
| Excédent de fonctionnement - Autres | 266 281,5 | 178 179,6 | 145 365,6 | 103 764,4 | 166 829,6 | 27 899,0 | 21 416,8 |
| Affectation réserve financière – Eau | - | - | - | - | - | - | 655,4 |
| Affectation des réserves – Immobilisations | - | 172 778,0 | 11 189,5 | - | - | - | - |
| Affectation des réserves et des fonds | 2 858,5 | 2 858,5 | 58,4 | 25,5 | 19 000,0 | 19 000,0 | - |
| **Total – Affectations de revenus** | **291 414,9** | **364 894,6** | **310 833,3** | **157 445,4** | **255 680,6** | **84 087,9** | **187 304,3** |

### Variations budgétaires

En 2026, les affectations augmentent de 103,2 M$, pour atteindre 187,3 M$. Cette variation s'explique par :

- l'ajout d'une affectation de 91,8 M$ en provenance des surplus affectés de la gestion de l'endettement, dont 16,3 M$ spécifiquement pour le service de dette lié aux activités de l'eau et 15 M$ pour la stratégie d'accroissement du paiement au comptant des immobilisations;
- une hausse de 8,8 M$ du financement de la portion locale du déficit cumulé 2024 de l'agglomération, dont le total s'élève à 46 M$;
- l'emploi d'une affectation de 15,6 M$ pour financer les dépenses non récurrentes associées aux Championnats du Monde Route UCI 2026 en provenance des excédents de fonctionnement non affectés au 31 décembre 2024;
- l'utilisation de 11 M$ pour financer les mesures d'habitation Loger+ en provenance de l'excédent de fonctionnement affecté pour le financement des projets ou programmes en habitation;
- une nouvelle affectation de 0,9 M$ financée par l'excédent de fonctionnement affecté en réponse à l'urgence climatique pour la réalisation de projets d'infrastructures vertes et du plan d'action inondation;
- une diminution de 6,5 M$ des surplus affectés par les arrondissements, dont le total s'élève à 21,4 M$.
- l'ajout d'une affectation de 0,7 M$ en provenance de la réserve financière de l'eau;
- le retrait de l'affectation de 19 M$ en 2026 pour le financement des dépenses liées à la tenue des élections en provenance du fonds réservé prévu à cet effet.

## Budget du conseil d'agglomération

### Tableau 29 – Affectations de revenus – Budget du conseil d'agglomération

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Affectations de revenus** | | | | | | | |
| Financement à long terme – SOFIL-STM | 19 466,8 | 21 764,8 | 4 425,9 | 6 803,0 | 4 507,5 | 4 507,5 | - |
| Financement à long terme – Autres | 90 691,9 | 20 312,0 | 3 476,1 | 12 416,0 | 14 666,5 | - | - |
| Excédent de fonctionnement - Autres | 1 704,4 | - | - | - | - | - | - |
| Affectation réserve financière – Eau | - | - | - | - | - | - | 726,6 |
| **Total – Affectations de revenus** | **111 863,1** | **42 076,8** | **7 902,0** | **19 219,0** | **19 174,0** | **4 507,5** | **726,6** |

### Variations budgétaires

En 2026, les affectations diminuent de 3,8 M$, pour atteindre 0,7 M$. Cette variation s'explique par :

- le retrait en 2026 de l'affectation relative au financement par emprunt de la contribution versée à l'ARTM, dans le cadre du programme de la SOFIL, puisque l'emprunt sera dorénavant effectué directement par la STM;
- l'ajout d'une affectation de 0,7 M$ en provenance de la réserve financière de l'eau.

# 6. ANALYSE DES DÉPENSES CORPORATIVES

## 6.1. Service de la dette brute

Le service de la dette brute comprend les remboursements de la dette ainsi que les intérêts et autres frais sur la dette à long terme. En 2026, le service de la dette brute atteint 1 271,3 M$, soit une hausse de 87,3 M$ par rapport au budget de 2025. Il est composé du service de la dette corporative, à hauteur de 992 M$, et d'un montant de 279,2 M$ qui se trouve dans les budgets des unités d'affaires.

**Tableau 30 – Service de la dette brute – Budget de la Ville de Montréal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Service de la dette brute** | | | | | | | |
| Frais de financement | 406 616,1 | 417 120,8 | 419 984,7 | 431 203,8 | 467 027,6 | 466 338,3 | 502 453,8 |
| Remboursement de la dette à long terme | 568 666,5 | 595 908,9 | 634 241,7 | 638 791,5 | 658 252,2 | 668 612,5 | 721 688,1 |
| Affectation – Remboursement de capital | 65 635,4 | 182 200,9 | 67 923,5 | 67 622,9 | 48 969,2 | 48 969,2 | 47 107,1 |
| **Total – Service de la dette brute** | **1 040 918,0** | **1 195 230,6** | **1 122 149,9** | **1 137 618,2** | **1 174 249,0** | **1 183 920,0** | **1 271 249,0** |

Les frais de financement correspondent aux intérêts et aux autres frais relatifs au financement à long terme des acquisitions d'immobilisations. Ils comprennent aussi les frais relatifs au financement à long terme de la dette actuarielle initiale de certains régimes de retraite des employées et employés de l'ancienne Ville de Montréal.

Le remboursement de la dette à long terme cumule les remboursements de capital et les contributions au fonds d'amortissement lorsque les emprunts sont reliés au financement des dépenses en immobilisations. Il inclut la contribution à la réserve financière pour le remboursement accéléré de la dette.

Lorsque les emprunts servent à financer des dépenses de fonctionnement, notamment le refinancement de la dette actuarielle initiale, l'information est présentée dans la rubrique *Affectation – Remboursement de capital*.

Le budget du service de la dette brute est présenté en grande partie dans les dépenses corporatives. Toutefois, une portion est intégrée aux dépenses par secteurs d'activités, comme indiqué aux tableaux suivants.

## Budget du conseil municipal

### Tableau 31 – Service de la dette brute – Budget du conseil municipal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Service de la dette brute** | | | | | | | |
| Frais de financement | 268 870,2 | 279 654,2 | 276 943,6 | 271 406,3 | 295 178,5 | 285 089,2 | 307 577,8 |
| Remboursement de la dette à long terme | 425 485,4 | 439 904,1 | 460 237,2 | 454 069,8 | 458 195,5 | 463 155,8 | 496 004,4 |
| Affectation – Remboursement de capital | 39 987,8 | 43 863,0 | 43 580,1 | 41 759,9 | 40 855,6 | 40 855,6 | 38 993,6 |
| **Total – Service de la dette brute** | **734 343,4** | **763 421,3** | **780 760,9** | **767 236,0** | **794 229,6** | **789 100,6** | **842 575,8** |

### Tableau 32 – Frais de financement – Budget du conseil municipal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Frais de financement corporatifs** | **224 046,7** | **237 255,9** | **228 391,7** | **218 433,0** | **240 305,6** | **229 565,9** | **248 167,9** |
| **Frais de financement additionnels** | | | | | | | |
| Habitation et économie | - | - | 201,0 | 201,4 | 174,0 | 174,0 | 221,5 |
| Qualité de vie | 6 530,7 | 6 610,0 | 6 471,5 | 6 231,4 | 8 101,9 | 8 101,9 | 8 107,9 |
| Urbanisme, mobilité et infrastructures | 38 042,2 | 34 615,2 | 39 832,9 | 45 161,0 | 46 559,0 | 46 098,7 | 51 061,6 |
| Arrondissements | 250,6 | 1 173,1 | 2 046,5 | 1 379,5 | 38,0 | 1 148,7 | 18,9 |
| **Total – Frais de financement additionnels** | **44 823,5** | **42 398,3** | **48 551,9** | **52 973,3** | **54 872,9** | **55 523,3** | **59 409,9** |
| **Total – Frais de financement** | **268 870,2** | **279 654,2** | **276 943,6** | **271 406,3** | **295 178,5** | **285 089,2** | **307 577,8** |

### Variations budgétaires

Les dépenses relatives aux frais de financement présentent une hausse de 22,5 M$ qui s'explique principalement par :

- une hausse de 30,6 M$ attribuable à l'augmentation du niveau des emprunts pour le financement à long terme de nouvelles dépenses en immobilisations;
- une baisse de 10,1 M$ attribuable à l'arrivée à échéance de plusieurs emprunts.

## Tableau 33 – Remboursement de la dette à long terme – Budget du conseil municipal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Remboursement de la dette à long terme corporative** | **346 662,8** | **363 921,2** | **378 206,9** | **364 899,4** | **367 144,7** | **372 403,1** | **397 508,6** |
| **Affectation – Remboursement de capital** | **39 987,8** | **43 863,0** | **43 580,1** | **41 759,9** | **40 855,6** | **40 855,6** | **38 993,6** |
| **Remboursement additionnel de la dette à long terme** | | | | | | | |
| Habitation et économie | - | - | 0,1 | 1,9 | - | - | - |
| Qualité de vie | 10 435,9 | 11 358,1 | 11 895,6 | 12 116,1 | 14 351,1 | 14 351,1 | 15 538,9 |
| Urbanisme, mobilité et infrastructures | 67 515,0 | 63 500,5 | 68 104,1 | 76 025,9 | 76 004,2 | 75 345,8 | 82 517,4 |
| Arrondissements | 871,7 | 1 124,3 | 2 030,5 | 1 026,5 | 695,5 | 1 055,8 | 439,5 |
| **Total – Remboursement additionnel de la dette à long terme** | **78 822,6** | **75 982,9** | **82 030,3** | **89 170,4** | **91 050,8** | **90 752,7** | **98 495,8** |
| **Total – Remboursement de la dette à long terme** | **465 473,2** | **483 767,1** | **503 817,3** | **495 829,7** | **499 051,1** | **504 011,4** | **534 998,0** |

### Variations budgétaires

Les sommes consacrées au remboursement de la dette à long terme présentent une augmentation de 31 M$, principalement attribuable aux éléments suivants :

- une hausse de 29,6 M$ attribuable à l'effet net de l'ajout d'emprunts nécessaires au financement à long terme de nouvelles dépenses en immobilisations et à l'arrivée à échéance d'autres emprunts;
- une augmentation de 2,9 M$ des contributions au remboursement accéléré de la dette, conformément aux dispositions de la politique de gestion de la dette;
- une diminution de 1,9 M$ de l'affectation pour le remboursement du capital qui reflète la baisse des échéances liées aux emprunts contractés pour financer les dépenses de fonctionnement.

## Budget du conseil d'agglomération

### Tableau 34 – Service de la dette brute – Budget du conseil d'agglomération

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Service de la dette brute** | | | | | | | |
| Frais de financement | 137 745,9 | 137 466,6 | 143 041,2 | 159 797,5 | 171 849,1 | 181 249,1 | 194 876,0 |
| Remboursement de la dette à long terme | 143 181,1 | 156 004,8 | 174 004,4 | 184 721,6 | 200 056,7 | 205 456,7 | 225 683,7 |
| Affectation – Remboursement de capital | 25 647,7 | 138 337,9 | 24 343,4 | 25 863,1 | 8 113,6 | 8 113,6 | 8 113,5 |
| **Total – Service de la dette brute** | **306 574,7** | **431 809,3** | **341 389,0** | **370 382,2** | **380 019,4** | **394 819,4** | **428 673,2** |

### Tableau 35 – Frais de financement – Budget du conseil d'agglomération

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Frais de financement corporatifs** | **115 561,9** | **112 812,3** | **113 859,9** | **125 084,7** | **134 167,0** | **143 687,6** | **151 571,0** |
| **Frais de financement additionnels** | | | | | | | |
| Habitation et économie | - | - | - | 1 435,8 | 1 618,9 | 1 618,9 | 2 099,6 |
| Urbanisme, mobilité et infrastructures | 22 184,0 | 24 654,3 | 29 181,3 | 33 277,0 | 36 063,2 | 35 942,6 | 41 205,4 |
| **Total – Frais de financement additionnels** | **22 184,0** | **24 654,3** | **29 181,3** | **34 712,8** | **37 682,1** | **37 561,5** | **43 305,0** |
| **Total – Frais de financement** | **137 745,9** | **137 466,6** | **143 041,2** | **159 797,5** | **171 849,1** | **181 249,1** | **194 876,0** |

### Variations budgétaires

Les dépenses reliées aux frais de financement présentent une hausse de 13,6 M$, qui s'explique principalement par :

- une hausse de 15,1 M$ attribuable à l'augmentation du niveau des emprunts pour le financement à long terme de nouvelles dépenses en immobilisations;
- une baisse de 3,5 M$ attribuable à l'arrivée à échéance de plusieurs emprunts.

## Tableau 36 – Remboursement de la dette à long terme – Budget du conseil d'agglomération

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Remboursement de la dette à long terme corporative** | **96 339,0** | **103 701,8** | **114 009,5** | **120 349,3** | **131 124,1** | **136 765,5** | **147 690,7** |
| **Affectation – Remboursement de capital** | **25 647,7** | **138 337,9** | **24 343,4** | **25 863,1** | **8 113,6** | **8 113,6** | **8 113,5** |
| **Remboursement additionnel de la dette à long terme** | | | | | | | |
| Habitation et économie | - | - | - | 119,9 | - | - | - |
| Urbanisme, mobilité et infrastructures | 46 842,1 | 52 303,0 | 59 994,9 | 64 252,4 | 68 932,6 | 68 691,2 | 77 993,0 |
| **Total – Remboursement additionnel de la dette à long terme** | **46 842,1** | **52 303,0** | **59 994,9** | **64 372,3** | **68 932,6** | **68 691,2** | **77 993,0** |
| **Total – Remboursement de la dette à long terme** | **168 828,8** | **294 342,7** | **198 347,8** | **210 584,7** | **208 170,3** | **213 570,3** | **233 797,2** |

### Variations budgétaires

Les sommes consacrées au remboursement de la dette à long terme présentent une augmentation de 20,2 M$, principalement en raison des éléments suivants :

- une hausse de 18,4 M$ attribuable à l'effet net de l'ajout d'emprunts nécessaires au financement à long terme de nouvelles dépenses en immobilisations et à l'arrivée à échéance d'autres emprunts;
- une augmentation de 1,8 M$ des contributions au remboursement accéléré de la dette, conformément aux dispositions de la politique de gestion de la dette.

## 6.2. Paiement au comptant des immobilisations

Cette section présente les crédits versés aux réserves financières et aux fonds réservés au financement au comptant des dépenses en immobilisations.

### Tableau 37 – Affectations pour le paiement au comptant des immobilisations – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Paiement au comptant des immobilisations** | | | | | | | |
| Paiement au comptant et réserves – Immobilisations | 339 760,4 | 362 835,0 | 571 649,1 | 467 831,4 | 458 868,4 | 458 600,0 | 473 600,0 |
| Paiement au comptant – Eau | 42 100,0 | 42 100,0 | 42 100,0 | 42 100,0 | 42 100,0 | 42 100,0 | 42 100,0 |
| Paiement au comptant – Eau SME | - | - | - | - | - | - | 15 000,0 |
| Paiement au comptant – Main-d'œuvre capitalisable | 1 949,4 | 5 072,9 | 770,5 | 562,7 | 1 096,4 | 1 096,4 | 710,9 |
| Réserves – Eau | 13 911,5 | 11 036,3 | 22 467,9 | 22 964,8 | 13 830,2 | 15 007,3 | 16 536,1 |
| Paiement au comptant et réserves – Voirie | (882,2) | (106,2) | (605,0) | 1 333,4 | (1 581,9) | 2 000,0 | 2 000,0 |
| Fonds réservés | 87 481,1 | 10 252,5 | 20 801,9 | 12 683,8 | 94,7 | 94,7 | 84,1 |
| **Total – Paiement au comptant des immobilisations** | **484 320,2** | **431 190,5** | **657 184,4** | **547 476,1** | **514 407,8** | **518 898,4** | **550 031,1** |

## Budget du conseil municipal

### Tableau 38 – Affectations pour le paiement au comptant des immobilisations – Budget du conseil municipal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Paiement au comptant des immobilisations** | | | | | | | |
| Paiement au comptant et réserves – Immobilisations | 250 164,8 | 275 253,2 | 314 069,0 | 258 001,6 | 282 923,4 | 282 655,0 | 297 655,0 |
| Paiement au comptant – Eau | 42 100,0 | 42 100,0 | 42 100,0 | 42 100,0 | 42 100,0 | 42 100,0 | 42 100,0 |
| Paiement au comptant – Eau SME | - | - | - | - | - | - | 10 255,0 |
| Paiement au comptant – Main-d'œuvre capitalisable | 1 949,4 | 4 603,4 | 303,0 | 152,9 | 655,7 | 655,7 | 152,5 |
| Réserves – Eau | 2 947,2 | 2 879,0 | 6 334,5 | 1 152,4 | 2 998,6 | 2 911,0 | 3 312,0 |
| Paiement au comptant et réserves – Voirie | (447,5) | 325,2 | (314,3) | 1 284,4 | (1 099,3) | 2 000,0 | 2 000,0 |
| Fonds réservés | 181,1 | (5 558,5) | 250,8 | 865,6 | 94,7 | 94,7 | 84,1 |
| **Total – Paiement au comptant des immobilisations** | **296 895,0** | **319 602,3** | **362 743,0** | **303 556,9** | **327 673,1** | **330 416,4** | **355 558,6** |

**Variations budgétaires**

Ces affectations sont en hausse de 25,1 M$ et s'établissent à 355,6 M$, principalement attribuable aux éléments suivants :

- une hausse de 15 M$ pour la poursuite de la stratégie d'accroissement du paiement au comptant des immobilisations (PCI);
- une hausse de 10,3 M$ pour le déploiement de la Stratégie montréalaise de l'eau (SME) 2025-2034 afin d'accroître les investissements dans les actifs de l'eau.

## Budget du conseil d'agglomération

### Tableau 39 – Affectations pour le paiement au comptant des immobilisations – Budget du conseil d'agglomération

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Paiement au comptant des immobilisations** | | | | | | | |
| Paiement au comptant et réserves – Immobilisations | 89 595,6 | 87 581,8 | 257 580,1 | 209 829,8 | 175 945,0 | 175 945,0 | 175 945,0 |
| Paiement au comptant – Eau SME | - | - | - | - | - | - | 4 745,0 |
| Paiement au comptant – Main-d'œuvre capitalisable | - | 469,6 | 467,5 | 409,8 | 440,7 | 440,7 | 558,4 |
| Réserves – Eau | 10 964,4 | 8 157,3 | 16 133,4 | 21 812,4 | 10 831,6 | 12 096,3 | 13 224,1 |
| Paiement au comptant et réserves – Voirie | (434,6) | (431,4) | (290,6) | 49,0 | (482,6) | - | - |
| Fonds réservés | 87 300,0 | 15 811,0 | 20 551,1 | 11 818,1 | - | - | - |
| **Total – Paiement au comptant des immobilisations** | **187 425,4** | **111 588,3** | **294 441,5** | **243 919,1** | **186 734,7** | **188 482,0** | **194 472,5** |

### Variations budgétaires

Ces affectations sont en hausse de 6 M$ et s'établissent à 194,5 M$. Cette augmentation reflète principalement le déploiement de la SME 2025-2034 afin d'accroître les investissements dans les actifs de l'eau.

## 6.3. Dépenses communes

Les dépenses communes sont constituées de différents postes budgétaires de nature corporative qui ne peuvent être répartis dans les services municipaux ou dans les arrondissements. À ceux-ci s'ajoutent certains postes d'affectation qui sont principalement liés aux mesures d'allègement fiscal permises par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

**Affectation – Montants à pourvoir – Régimes de retraite – Mesures d'allègement**

Il s'agit de la mesure d'allègement permettant de reporter aux exercices futurs l'impact de la crise financière sur la charge fiscale des contribuables, dont la Ville s'est prévalue en 2016 et en 2017. Également, la mesure d'allègement en raison de la crise sanitaire, que la Ville a utilisé en 2021 et 2022, se trouve à cette rubrique.

**Affectation – Régimes de retraite**

Cette rubrique reflète l'amortissement des mesures d'allègement fiscal mentionnées ci-dessus.

**Affectation – Montants à pourvoir – Régimes de retraite – Autres**

Cette affectation est déterminée par l'actuaire et comprend les charges à constater et les montants à pourvoir dans l'avenir, en vertu des normes comptables du secteur public sur différents paramètres financiers des régimes de retraite, notamment le rachat d'obligations et la limite des actifs, ainsi que les modifications aux régimes de retraite.

**Affectation – Sites contaminés**

Cette affectation permet à la Ville de respecter ses obligations financières quant à la décontamination de ses terrains, selon les normes de comptabilité municipale du Québec.

**Affectation – Montant à pourvoir – TVQ**

Cette rubrique reflète l'amortissement de la mesure d'allègement fiscal relative au régime fiscal de la TVQ du secteur municipal.

**Affectation – Comblement de déficit ou autres**

Cette affectation permet de résorber les déficits antérieurs de l'agglomération de Montréal à même le budget de l'année en cours.

**Affectation – Réserve – Élections**

La *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, c. E-2.2) oblige les municipalités à prévoir un fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection alimenté par les sommes qui y sont affectées annuellement et des intérêts qu'elles produisent. Conséquemment, le conseil doit affecter annuellement les sommes nécessaires afin de disposer, l'année de la tenue de la prochaine élection générale, du budget requis pour couvrir le coût de celle-ci.

**Affectation – Montants à pourvoir – Obligations de mise hors service**

Cette affectation vise, selon les normes comptables utilisées par les municipalités du Québec, à ventiler sur la durée de vie restante des immobilisations le financement des dépenses relatives à la mise hors service de ces immobilisations, telles que les coûts de décontamination.

## Tableau 40 – Dépenses communes – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses communes** | | | | | | | |
| Redéploiement des ressources, dépenses relatives aux régimes de retraite et autres | 118 347,9 | 108 111,0 | (84 882,2) | (73 934,8) | (45 115,6) | 3 693,5 | 54 575,2 |
| Crédits pour dépenses contingentes | 6 941,2 | 44 596,2 | 41 723,5 | 124 340,3 | 13 748,3 | 38 118,6 | 38 118,6 |
| Plan d'optimisation des ressources | - | - | - | - | - | - | (16 000,0) |
| Priorités de l'administration | - | - | - | - | - | - | 4 628,9 |
| Pertes possibles dans la perception | 14 387,8 | (15 674,3) | 31 966,4 | 23 344,0 | 17 450,0 | 17 450,0 | 17 850,0 |
| Prêt de personnel au MESS | 12 637,7 | 11 026,9 | 10 306,6 | 9 248,1 | 7 150,7 | 6 514,4 | 4 989,9 |
| Infrastructures socioculturelles et sportives | - | - | - | - | - | 2 093,2 | 5 843,6 |
| Prêt de personnel au Bureau du taxi de Montréal | 2 350,6 | 2 390,3 | 670,4 | 1,9 | - | - | - |
| Agence de mobilité durable – Entente et prêt de personnel | 59 634,4 | 71 591,6 | 88 322,1 | 99 537,2 | 120 313,0 | 129 072,2 | 137 211,9 |
| Affectation – Montants à pourvoir – Régimes de retraite – Mesures d'allègement | (58 600,0) | (25 000,0) | - | - | - | - | - |
| Affectation – Régimes de retraite | 14 300,0 | 20 611,1 | 9 631,1 | 9 631,1 | 9 631,1 | 9 631,1 | 9 631,1 |
| Affectation – Montants à pourvoir – Régimes de retraite – Autres | (34 364,2) | (33 933,5) | (26 008,7) | 7 243,1 | 4 532,3 | 4 532,3 | 4 111,6 |
| Affectation – Sites contaminés | 1 600,0 | 1 600,0 | (100 745,0) | 1 600,0 | 1 600,0 | 1 600,0 | 1 600,0 |
| Affectation – Montants à pourvoir – TVQ | 2 200,0 | 2 340,0 | - | - | - | - | - |
| Affectation – Comblement de déficit ou autres | - | - | - | - | - | 45 391,3 | 56 087,1 |
| Affectation – Fonds réservé – Élections | - | - | 5 370,0 | 5 580,6 | 5 238,0 | 5 000,0 | 5 625,0 |
| Affectation – Montants à pourvoir – Obligations de mise hors service | - | - | - | 7 498,0 | 6 000,0 | 6 000,0 | 2 300,0 |
| **Total – Dépenses communes** | **139 435,4** | **187 659,3** | **(23 645,8)** | **214 089,5** | **140 547,8** | **269 096,6** | **326 572,9** |

### Variations budgétaires

Le budget des dépenses communes en 2026 affiche une augmentation de 57,5 M$ par rapport à l'exercice précédent. Cette variation est principalement attribuable aux éléments suivants :

- une augmentation nette de 50,9 M$ à la rubrique de *Redéploiement des ressources et dépenses relatives aux régimes de retraite et autres*, découlant principalement d'une augmentation des charges de retraite touchant les services passés;
- des économies anticipées de 16 M$ grâce à la mise en œuvre du plan d'optimisation des ressources;
- l'ajout d'un budget de 4,6 M$ pour les priorités de l'administration, dont :
  - 2 M$ pour le financement d'un fonds de réserve pour l'urgence climatique pour les projets en arrondissements;
  - 0,5 M$ pour la création de 8 postes d'inspecteur pour la surveillance de l'hébergement touristique de courte durée;
  - 0,1 M$ pour le prolongement des heures d'ouverture des installations socioculturelles et sportives pour les jeunes;
  - 2 M$ pour les autres priorités à venir au courant de l'année 2026.
- une diminution de 1,5 M$ du budget consacré à la rémunération du personnel de la Ville prêté au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS);
- une augmentation de 3,8 M$ pour les infrastructures socioculturelles et sportives, qui permettra le financement de la mise en service des opérations en 2026 de l'Espace du Cœur-Nomade, du Bassin-à-Bois ainsi que du Complexe aquatique de Pierrefonds-Roxboro;

- une augmentation de 8,1 M$ des dépenses pour l'Agence de mobilité durable en raison de l'accroissement des frais de gestion qui lui sont versés par la Ville et de l'effectif qui lui est prêté;
- une augmentation de 10,7 M$ de l'affectation spécifiquement prévue pour combler le déficit accumulé de l'agglomération;
- une augmentation de 0,6 M$ de l'affectation pour alimenter le fonds réservé au financement des prochaines élections municipales;
- une diminution de 3,7 M$ de l'affectation des montants à pourvoir concernant les obligations de mise hors services.

## 6.4. Dépenses de contributions

Ce poste prévoit les budgets nécessaires au respect des engagements et des obligations de la Ville relativement au soutien financier versé à des organismes relevant de sa compétence, au paiement des quotes-parts à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) ainsi qu'à la contribution à l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM).

**Tableau 41 – Contributions aux organismes – Budget de la Ville de Montréal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Contributions corporatives aux organismes** | | | | | | | |
| Autorité régionale de transport métropolitain | 622 644,3 | 648 958,0 | 665 146,4 | 722 174,2 | 766 289,8 | 762 819,1 | 808 379,2 |
| Communauté métropolitaine de Montréal | 42 690,5 | 42 918,7 | 42 437,4 | 42 414,9 | 43 513,7 | 46 225,1 | 46 225,1 |
| Conseil des arts | 20 427,2 | 20 835,7 | 21 506,6 | 22 086,7 | 21 936,7 | 21 936,7 | 24 436,7 |
| Sociétés de développement commercial | 14 477,6 | 14 630,0 | 15 664,0 | 16 479,6 | 17 383,1 | 17 383,1 | 18 034,9 |
| Société du parc Jean-Drapeau | 14 214,6 | 15 808,8 | 16 372,5 | 16 696,4 | 16 723,7 | 16 723,7 | 17 039,5 |
| Bureau du taxi de Montréal | 3 381,3 | - | - | - | - | - | - |
| Pointe-à-Callière | 8 880,6 | 9 130,6 | 9 358,9 | 9 592,9 | 9 832,7 | 9 832,7 | 10 019,5 |
| Office de consultation publique de Montréal | 2 327,0 | 3 008,0 | 3 243,0 | - | - | - | - |
| Ombudsman | 1 545,6 | 1 646,7 | 1 820,8 | 1 885,6 | 2 075,2 | 2 075,2 | 2 114,6 |
| Montréal international – FODIM | 510,0 | 515,0 | 515,0 | 515,0 | 515,0 | 515,0 | 515,0 |
| Office municipal d'habitation de Montréal | 500,0 | 414,5 | 386,1 | 500,0 | 450,4 | 550,0 | 550,0 |
| Corporation d'habitation Jeanne-Mance | 12,0 | 12,0 | 12,0 | 12,0 | 12,0 | 12,0 | 12,0 |
| Autres | (0,1) | - | (0,1) | (0,1) | - | - | - |
| **Total – Contributions corporatives aux organismes** | **731 610,6** | **757 878,0** | **776 462,6** | **832 357,2** | **878 732,3** | **878 072,6** | **927 326,5** |

**Variations budgétaires**

Pour l'exercice de 2026, les contributions aux organismes augmentent de 49,3 M$ et atteignent 927,3 M$. Reflétant les priorités de l'Administration, cette augmentation s'explique par les éléments suivants :

- une augmentation de 45,6 M$ de la contribution versée à l'ARTM pour le transport collectif, une hausse incluant l'indexation de la contribution globale et le financement de la gratuité tarifaire offerte aux personnes âgées de 65 ans et plus sur l'ensemble du réseau de l'ARTM du territoire de l'agglomération;
- une augmentation de 2,5 M$ de la contribution au Conseil des arts de Montréal;
- une augmentation de l'ordre de 1,2 M$ des contributions principalement versées à des organismes des secteurs culturel, sportif et économique, notamment aux sociétés de développement commercial, à la Société du parc Jean-Drapeau et au musée Pointe-à-Callière, Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal.

Dans ce tableau, il est question des dépenses de contribution corporatives, soient celles qui ne sont pas incluses dans les budgets des services centraux ou des arrondissements. Le budget de la Ville comprend également plusieurs contributions à des partenaires qui sont incluses dans les budgets des unités d'affaires. Certaines contributions se voient bonifiées au budget 2026, comme par exemple, les contributions aux organismes communautaires LGBTQ2+ de première ligne, pour 1 M$, et ainsi que le soutien aux tables de quartier, pour 0,6 M$.

## 6.5. Élimination des transactions internes et interentités

Conformément à la loi, le budget du conseil municipal et le budget du conseil d'agglomération sont présentés dans deux entités comptables distinctes.

Les transactions à éliminer résultent d'échanges de services facturés entre unités d'affaires. Ces éliminations portent sur deux types de transactions, soit :

- les transactions internes résultant d'échanges de services facturés entre unités d'affaires au sein d'une même entité comptable;
- les transactions interentités résultant d'échanges de services facturés entre unités d'affaires dont le fournisseur est dans une compétence différente de celle du client.

**Tableau 42 – Élimination des transactions internes et interentités – Budget de la Ville de Montréal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Transactions à éliminer** | | | | | | | |
| Élimination des transactions internes | 40 639,9 | 43 505,2 | 47 071,5 | 50 180,1 | 49 503,0 | 46 686,4 | 51 380,5 |
| Élimination des transactions interentités | 2 211,9 | 2 225,5 | 1 603,1 | 1 240,1 | 817,6 | 651,3 | 640,9 |
| **Total – Transactions à éliminer** | **42 851,8** | **45 730,7** | **48 674,6** | **51 420,2** | **50 320,6** | **47 337,7** | **52 021,4** |

# 7. SOMMAIRE DES DÉPENSES DES SERVICES ET DES ARRONDISSEMENTS

Les prochaines pages présentent les sommaires des dépenses par unités d'affaires. Le détail par unité d'affaires des dépenses se retrouve en annexe.

## 7.1. Sommaire des dépenses des services

Afin d'éviter les répétitions dans les documents budgétaires, les informations détaillées sur le budget de 2026 et les réalisations de 2025 des services municipaux sont dorénavant comprises dans les présentations bonifiées préparées et déposées à la Commission sur les finances et l'administration (CFA). Ces documents peuvent être consultés directement sur le site de la CFA[1].

### Tableau 43 – Sommaire des dépenses des services

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Services centraux** | | | | | | | |
| Direction générale | 20 401,5 | 20 199,1 | 25 949,5 | 25 241,6 | 27 368,3 | 24 132,4 | 23 985,3 |
| Finances et évaluation foncière | 73 433,0 | 76 904,6 | 80 132,4 | 81 194,2 | 93 451,3 | 88 700,3 | 86 135,8 |
| Planification stratégique et performance organisationnelle | 13 280,4 | 15 814,7 | 15 100,0 | 15 615,8 | 16 481,0 | 8 764,8 | 7 562,6 |
| Ressources humaines et communications | 69 523,6 | 73 267,7 | 75 036,5 | 77 767,1 | 80 639,5 | 79 481,6 | 79 315,3 |
| Bureau de l'inspecteur général | 4 274,3 | 4 505,0 | 4 828,0 | 4 452,1 | 5 409,9 | 7 527,9 | 7 915,6 |
| Bureau du vérificateur général | 5 941,7 | 5 579,8 | 6 276,5 | 5 813,5 | 7 673,3 | 7 673,3 | 8 061,0 |
| Commission de la fonction publique de Montréal | 948,2 | 1 016,8 | 1 080,5 | 2 148,8 | 2 412,5 | 2 412,5 | 2 522,2 |
| Office de consultation publique de Montréal | - | - | - | 2 303,1 | 2 168,6 | 3 095,6 | 2 938,8 |
| Secrétariat de liaison de l'agglomération de Montréal | 87,2 | 90,6 | 65,3 | 90,4 | 137,3 | 862,2 | 918,0 |
| **Total – Services administratifs** | **187 889,9** | **197 378,3** | **208 468,7** | **214 626,6** | **235 741,7** | **222 650,6** | **219 354,6** |
| | | | | | | | |
| Approvisionnement | 27 772,5 | 31 605,8 | 33 886,0 | 36 430,8 | 38 308,6 | 38 206,9 | 38 193,5 |
| Développement économique | 121 437,5 | 84 735,6 | 113 260,0 | 122 515,8 | 179 787,5 | 82 812,9 | 78 156,6 |
| Habitation | 145 850,5 | 118 358,9 | 161 160,0 | 224 104,8 | 305 225,3 | 228 726,1 | 248 031,8 |
| Stratégie immobilière | 60 782,2 | 62 042,8 | 57 917,7 | 61 199,8 | 63 324,8 | 63 446,9 | 61 216,2 |
| **Total – Habitation et économie** | **355 842,7** | **296 743,1** | **366 223,7** | **444 251,2** | **586 646,2** | **413 192,8** | **425 598,1** |
| | | | | | | | |
| Culture | 62 804,5 | 64 495,5 | 68 531,6 | 75 573,2 | 78 471,5 | 73 778,2 | 80 035,1 |
| Diversité et inclusion sociale | 34 268,0 | 42 581,8 | 47 182,6 | 44 250,7 | 68 298,8 | 43 196,9 | 68 741,2 |
| Environnement | 149 070,8 | 173 066,3 | 206 751,3 | 198 315,7 | 214 847,6 | 223 416,7 | 216 652,8 |
| Espace pour la vie | 69 444,6 | 81 227,9 | 82 694,2 | 88 039,0 | 94 539,1 | 90 648,5 | 95 174,2 |
| **Total – Qualité de vie** | **315 587,9** | **361 371,5** | **405 159,7** | **406 178,6** | **456 157,0** | **431 040,3** | **460 603,3** |
| | | | | | | | |
| Affaires juridiques | 67 101,9 | 68 616,4 | 69 521,1 | 74 882,2 | 78 179,4 | 75 308,5 | 80 123,3 |
| Greffe | 47 359,7 | 30 067,4 | 32 430,8 | 32 095,7 | 54 873,9 | 54 883,1 | 35 545,3 |
| Police | 745 917,3 | 805 439,8 | 819 370,7 | 869 021,1 | 884 664,3 | 824 074,3 | 860 286,4 |
| Sécurité incendie | 391 002,4 | 389 421,2 | 408 843,2 | 405 100,9 | 441 445,5 | 408 693,7 | 419 484,3 |
| **Total – Sécurité urbaine et conformité** | **1 251 381,3** | **1 293 544,8** | **1 330 165,8** | **1 381 099,9** | **1 459 163,1** | **1 362 959,6** | **1 395 439,3** |
| | | | | | | | |
| Concertation des arrondissements et expérience citoyenne | 122 735,3 | 141 130,7 | 168 791,3 | 133 098,1 | 206 903,1 | 149 524,8 | 158 771,8 |
| Expérience citoyenne et communications | (18,4) | 206,7 | (540,6) | 639,8 | - | - | - |
| Grands parcs, Mont-Royal et sports | 53 045,8 | 64 715,2 | 69 091,9 | 75 893,2 | 75 654,9 | 45 399,9 | 55 810,1 |
| Matériel roulant et ateliers | 109 937,9 | 135 957,0 | 144 772,4 | 147 538,5 | 153 878,5 | 148 659,1 | 152 170,5 |
| Technologies de l'information | 81 652,9 | 88 266,9 | 99 635,9 | 128 425,0 | 147 935,3 | 132 713,9 | 143 336,2 |
| **Total – Services de proximité** | **367 353,5** | **430 276,5** | **481 750,9** | **485 594,6** | **584 371,8** | **476 297,7** | **510 088,6** |
| | | | | | | | |
| Commission des services électriques | 72 935,0 | 69 783,9 | 82 292,6 | 87 050,4 | 95 610,4 | 95 610,4 | 105 361,7 |
| Eau | 289 490,4 | 299 053,6 | 318 958,2 | 347 926,7 | 369 099,8 | 366 037,7 | 409 249,5 |
| Gestion et planification des immeubles | 113 266,1 | 127 112,1 | 136 023,3 | 135 693,0 | 149 489,6 | 140 759,8 | 137 933,8 |
| Infrastructures du réseau routier | 71 992,3 | 31 130,6 | 40 810,0 | 37 787,1 | 40 636,1 | 38 416,6 | 38 880,2 |
| Urbanisme et mobilité | 54 052,3 | 73 314,1 | 76 620,3 | 93 795,0 | 119 396,7 | 100 618,8 | 95 392,7 |
| **Total – Urbanisme, mobilité et infrastructures** | **601 736,1** | **600 394,3** | **654 704,4** | **702 252,2** | **774 232,6** | **741 443,3** | **786 817,9** |
| | | | | | | | |
| **Total – Dépenses par services centraux** | **3 079 791,4** | **3 179 708,5** | **3 446 473,2** | **3 634 003,1** | **4 096 312,4** | **3 647 584,3** | **3 797 901,8** |

[1] https://montreal.ca/commissions-permanentes/commission-sur-les-finances-et-ladministration

## 7.2. Sommaire des dépenses des arrondissements

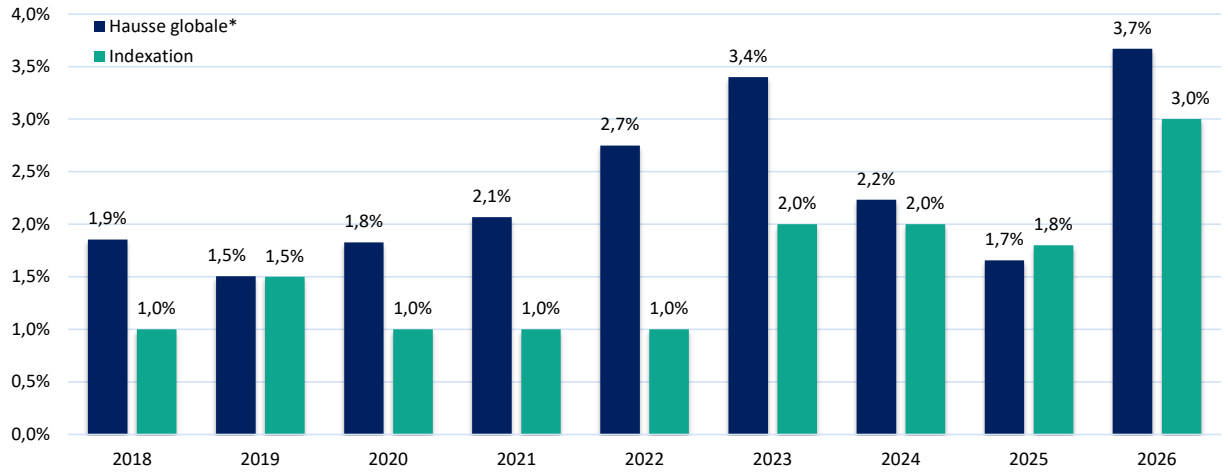
En 2026, les informations détaillées sur le budget 2026 de fonctionnement et les réalisations 2025 des arrondissements sont disponibles sur le portail internet de chaque arrondissement.

### Tableau 44 – Sommaire des budgets des arrondissements

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Arrondissements** | | | | | | | |
| Ahuntsic-Cartierville | 59 749,2 | 62 312,4 | 68 689,5 | 68 252,6 | 72 618,7 | 67 016,1 | 69 071,9 |
| Anjou | 26 448,6 | 30 634,2 | 30 202,8 | 30 497,6 | 33 690,6 | 33 284,7 | 34 220,6 |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 64 561,8 | 72 458,3 | 75 512,1 | 79 930,2 | 82 646,5 | 79 716,7 | 82 792,2 |
| Lachine | 28 968,6 | 31 104,6 | 32 824,8 | 34 108,8 | 36 628,1 | 33 960,4 | 35 199,3 |
| LaSalle | 37 897,8 | 41 625,1 | 42 365,7 | 44 018,5 | 46 315,3 | 47 462,7 | 49 076,3 |
| Le Plateau-Mont-Royal | 54 155,3 | 59 119,4 | 60 305,2 | 62 417,4 | 69 194,6 | 63 508,9 | 67 228,8 |
| Le Sud-Ouest | 55 017,6 | 60 772,7 | 64 484,2 | 64 009,5 | 67 358,6 | 66 474,3 | 69 514,3 |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 12 107,6 | 12 770,5 | 12 972,9 | 14 643,9 | 15 366,8 | 14 019,5 | 14 630,8 |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 66 529,2 | 69 504,7 | 75 347,2 | 81 839,9 | 85 987,5 | 81 030,8 | 81 644,1 |
| Montréal-Nord | 41 061,3 | 44 604,8 | 44 235,9 | 46 851,6 | 50 570,2 | 47 723,3 | 49 388,8 |
| Outremont | 15 295,7 | 16 867,0 | 17 385,7 | 20 021,7 | 22 745,7 | 18 362,1 | 18 874,4 |
| Pierrefonds-Roxboro | 31 984,9 | 35 197,8 | 34 870,1 | 38 213,3 | 40 793,1 | 38 531,0 | 39 997,9 |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 59 833,7 | 64 943,6 | 68 079,1 | 70 433,3 | 73 441,2 | 69 803,2 | 72 833,2 |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 64 485,2 | 71 484,2 | 74 476,0 | 80 479,7 | 83 951,8 | 73 656,7 | 78 627,2 |
| Saint-Laurent | 65 172,5 | 71 145,2 | 75 148,7 | 77 195,8 | 83 994,4 | 82 727,6 | 85 315,6 |
| Saint-Léonard | 35 426,6 | 39 925,3 | 39 831,1 | 40 345,4 | 43 915,7 | 41 974,6 | 44 188,7 |
| Verdun | 37 151,2 | 37 577,5 | 40 522,1 | 41 953,1 | 42 661,6 | 41 502,5 | 43 415,0 |
| Ville-Marie | 92 741,6 | 102 917,6 | 108 774,0 | 115 977,7 | 128 335,3 | 110 611,7 | 117 500,0 |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 57 592,9 | 62 846,7 | 65 638,6 | 68 498,7 | 71 021,9 | 67 015,3 | 70 520,0 |
| **Total – Arrondissements** | **906 181,3** | **987 811,6** | **1 031 665,7** | **1 079 688,7** | **1 151 237,6** | **1 078 382,1** | **1 124 039,1** |

Plus des deux tiers des budgets des arrondissements sont financés par des transferts centraux attribués par le conseil municipal. Ces transferts varient d'une année à l'autre, en fonction de l'indexation consentie par le conseil municipal et de multiples autres facteurs, notamment l'ouverture de nouvelles installations (ex. : centres sportifs, bibliothèques, etc.) L'indexation consentie et la hausse globale des transferts centraux atteignent respectivement 3,0 % et 3,7 % en 2026.

### Graphique 8 – Hausse annuelle des transferts centraux




* Les hausses globales des transferts sont présentées par rapport au budget comparatif de l'année précédente.

## Tableau 45 – Sommaire des sources de financement des arrondissements – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Budget 2025 | Sources de financement | | | | Budget 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Taxes | Autres Revenus | Affectations | Transferts | |
| **Arrondissements** | | | | | | |
| Ahuntsic-Cartierville | 67 016,1 | 11 767,0 | 2 299,5 | - | 55 005,4 | 69 071,9 |
| Anjou | 33 284,7 | 11 106,2 | 1 962,7 | - | 21 151,7 | 34 220,6 |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 79 716,7 | 13 730,9 | 5 219,6 | 751,1 | 63 090,6 | 82 792,2 |
| Lachine | 33 960,4 | 6 295,3 | 2 424,0 | 1 498,0 | 24 982,0 | 35 199,3 |
| LaSalle | 47 462,7 | 8 771,7 | 1 601,3 | - | 38 703,3 | 49 076,3 |
| Le Plateau-Mont-Royal | 63 508,9 | 14 215,5 | 12 717,5 | - | 40 295,8 | 67 228,8 |
| Le Sud-Ouest | 66 474,3 | 12 071,3 | 7 261,8 | 2 500,0 | 47 681,2 | 69 514,3 |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 14 019,5 | 3 583,0 | 645,1 | 107,1 | 10 295,6 | 14 630,8 |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 81 030,8 | 14 940,0 | 4 667,3 | 814,3 | 61 222,5 | 81 644,1 |
| Montréal-Nord | 47 723,3 | 12 485,6 | 910,9 | 1 079,6 | 34 912,7 | 49 388,8 |
| Outremont | 18 362,1 | 4 461,6 | 3 547,8 | 43,5 | 10 821,5 | 18 874,4 |
| Pierrefonds-Roxboro | 38 531,0 | 9 386,8 | 1 487,7 | 1 174,7 | 27 948,7 | 39 997,9 |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 69 803,2 | 13 631,7 | 2 829,6 | 186,0 | 56 185,9 | 72 833,2 |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 73 656,7 | 15 512,1 | 8 310,1 | - | 54 805,0 | 78 627,2 |
| Saint-Laurent | 82 727,6 | 18 996,4 | 4 995,9 | 1 000,0 | 60 323,3 | 85 315,6 |
| Saint-Léonard | 41 974,6 | 10 337,9 | 2 940,3 | 975,0 | 29 935,5 | 44 188,7 |
| Verdun | 41 502,5 | 10 755,6 | 3 673,9 | 578,7 | 28 406,8 | 43 415,0 |
| Ville-Marie | 110 611,7 | 25 235,5 | 25 805,6 | 10 624,7 | 55 834,2 | 117 500,0 |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 67 015,3 | 12 389,7 | 4 113,4 | - | 54 016,9 | 70 520,0 |
| **Total – Arrondissements** | **1 078 382,1** | **229 673,8** | **97 414,0** | **21 332,7** | **775 618,6** | **1 124 039,1** |
| Montant présenté dans le budget des arrondissements et également dans les revenus corporatifs | (959 183,3) | (229 184,2) | - | - | (775 618,6) | (1 004 802,8) |
| **Total – Arrondissements** | **119 198,8** | **489,6** | **97 414,0** | **21 332,7** | **-** | **119 236,3** |

# 8. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

## 8.1. Fiscalité locale

Les faits saillants du budget de 2026 et du PDI 2026-2035 présentent les décisions relatives à la fiscalité de 2026 et les variations des charges fiscales totales des propriétaires de Montréal. Les pages qui suivent détaillent les différentes taxes imposées par la Ville de Montréal, leurs paramètres ainsi que les revenus qu'elles génèrent. Également, les sommaires des charges fiscales totales afférentes aux immeubles résidentiels et aux immeubles non résidentiels sont présentés à la fin de la section.

Les charges fiscales totales sont composées des taxes foncières imposées par le conseil municipal et les conseils d'arrondissement. Le tableau suivant rappelle les principales taxes prélevées par le conseil municipal et les conseils d'arrondissement.

**Tableau 46 – Taxes foncières imposées par le conseil municipal et les conseils d'arrondissement**

| Conseil | Taxe | Que financent les revenus? |
|---|---|---|
| Conseil municipal | **Taxe foncière générale** | Ensemble des services offerts par la Ville de Montréal |
| | **Taxes à des fins spécifiques** | |
| | Taxe relative aux dettes des anciennes villes | Financement des dettes des villes existantes avant les fusions de 2002 |
| | Taxe spéciale relative au service de l'eau | Services d'alimentation en eau potable et d'assainissement des eaux usées |
| | Taxe relative au financement de la contribution à l'ARTM | Contribution versée à l'ARTM pour les services de transport collectif |
| | Taxe spéciale relative au service de la voirie | Infrastructures de la voirie |
| Conseils d'arrondissement | **Taxe relative aux services** | Financement général de l'ensemble des services offerts par chaque arrondissement |
| | **Taxe relative aux investissements** | Dépenses d'investissement de chaque arrondissement |

### Fiscalité du conseil municipal

Le conseil municipal de la Ville de Montréal impose des taxes ainsi que des tarifs sur l'ensemble de son territoire. Ces taxes et tarifs sont notamment établis en fonction de la valeur foncière de l'immeuble, de la consommation d'eau de l'immeuble ou de la superficie, selon le cas.

#### Taxe foncière générale

La taxe foncière générale (TFG) est destinée au financement des dépenses associées aux compétences locales de la Ville de Montréal ainsi qu'aux quotes-parts de la Ville à l'égard des compétences d'agglomération. Il s'agit d'une taxe foncière à taux variés qui est prélevée par le conseil municipal de Montréal. Elle s'applique à tous les immeubles imposables sur le territoire de la Ville de Montréal, en fonction de leur catégorie et de leur sous-catégorie.

La Ville calcule la charge fiscale afférente à la TFG en multipliant la base d'imposition, soit la valeur foncière ajustée, par le taux de la taxe.

Les taux de la TFG varient selon les catégories d'immeubles suivantes :
- celle des immeubles non résidentiels;
- celle des terrains vagues desservis;
- celle qui se décline dans les sous-catégories suivantes :
  - des immeubles de six logements ou plus;
  - qui est dite résiduelle et qui englobe les immeubles de cinq logements et moins.

Pour les immeubles non résidentiels, les taux varient également selon la valeur foncière, en raison de la mesure des taux différenciés expliquée plus bas.

**Tableau 47 – Taux de taxation de 2026 – Taxe foncière générale**
($ par tranche de 100$ d'évaluation foncière)

| Tous les arrondissements | Immeubles résidentiels | | Immeubles non résidentiels | | Terrains vagues desservis |
|---|---|---|---|---|---|
| | Résiduelle | Six logements ou plus | Valeur n'excédant pas 900 000 $ | Valeur excédant 900 000 $ | |
| Taxe foncière générale | 0,4631 | 0,4631 | 2,0084 | 2,5719 | 1,8524 |

Terrains vagues
Il est à noter que les terrains vagues desservis et non desservis sont assujettis à l'équivalent de quatre fois le taux de base; toutefois, les taux qui leur sont appliqués ne sont pas les mêmes selon que ces terrains soient desservis ou non :
- les terrains vagues desservis sont imposés en fonction de leur catégorie, à un taux spécifique équivalant à quatre fois le taux de base;
- les terrains vagues non desservis se voient imposer le taux de base ainsi que la taxe sur les terrains vagues non desservis, dont le taux est équivalent à trois fois celui du taux de base.

Mesure des taux différenciés selon la valeur foncière – immeubles non résidentiels
La Ville de Montréal utilise la mesure des taux différenciés selon la valeur foncière pour les immeubles non résidentiels.

Cette mesure permet à la Ville de Montréal d'utiliser une taxe structurée en deux tranches de valeur foncière pour les immeubles non résidentiels. Le premier taux s'applique à la tranche de valeur foncière de 900 000 $ et moins. La deuxième tranche de valeur foncière, soit la valeur foncière au-delà de 900 000 $, est imposée à un taux de taxe supérieur à celui de la première tranche.

En 2026, l'écart entre le taux de la première tranche et le taux de la deuxième tranche de la valeur foncière demeure stable, à près de 30 %. Cet écart entre les deux tranches s'applique à la TFG, à la taxe relative aux dettes des anciennes villes ainsi qu'à la taxe relative au financement de l'ARTM.

De façon cumulative, la mesure a pour effet d'alléger globalement de 16 % les charges fiscales totales de plus de 70 % des immeubles non résidentiels, soit ceux dont la valeur foncière est de 900 000 $ ou moins. Au total, ce sont plus de 90 % des immeubles non résidentiels qui bénéficient des taux par tranche de valeur foncière.

Le tableau suivant présente l'effet cumulatif de la mesure et de ses bonifications, depuis son introduction en 2019, pour trois immeubles théoriques.

**Tableau 48 – Effet de la mesure des taux différenciés pour trois immeubles non résidentiels, 2026**

| Types de taxes | Immeuble de 450 000 $ | | Immeuble de 900 000 $ | | Immeuble de 1,5 M$ | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Sans la mesure | Avec la mesure | Sans la mesure | Avec la mesure | Sans la mesure | Avec la mesure |
| Taxe foncière générale | 11 097 $ | 9 038 $ | 22 194 $ | 18 076 $ | 36 990 $ | 33 507 $ |
| Taxes à des fins spécifiques | 2 151 $ | 2 046 $ | 4 302 $ | 4 091 $ | 7 170 $ | 6 978 $ |
| Taxes d'arrondissement | 215 $ | 215 $ | 429 $ | 429 $ | 716 $ | 716 $ |
| | **13 463 $** | **11 299 $** | **26 925 $** | **22 596 $** | **44 876 $** | **41 201 $** |
| **Effet cumulatif** | **(2 164 $)** | | **(4 329 $)** | | **(3 675 $)** | |
| | **(16 %)** | | **(16 %)** | | **(8 %)** | |

**Taxe relative aux dettes des anciennes villes**

Lors des fusions municipales de 2002, les municipalités présentaient des bilans financiers différents. L'encadrement juridique des fusions municipales prévoit que le financement des passifs de chacune des municipalités demeure à la charge exclusive des propriétaires de chacun de ces territoires.

Depuis 2002, la Ville de Montréal a intégré ce financement à même les taux de la TFG. À compter de 2022, cela se fait par le biais de la taxe relative aux dettes des anciennes villes.

Les taux de cette taxe s'appliquent selon les mêmes catégories et sous-catégories que celles de la TFG. Ainsi, pour les immeubles non résidentiels, les taux s'appliquent selon les tranches de la valeur foncière non résidentielle comme pour la TFG.

Pour les secteurs de l'Île-Bizard, de Pierrefonds, de Roxboro et de Sainte-Geneviève, les dettes ont été complètement remboursées. Il n'y a donc pas de taux pour cette taxe.

**Tableau 49 – Taux de taxation de 2026 – Taxe relative aux dettes des anciennes villes (secteurs)**
($ par tranche de 100 $ d'évaluation foncière)

| Secteurs | Immeubles résidentiels | | Immeubles non résidentiels | | Terrains vagues desservis |
|---|---|---|---|---|---|
| | Résiduelle | Six logements ou plus | Valeur n'excédant pas 900 000 $ | Valeur excédant 900 000 $ | |
| Anjou | 0,0048 | 0,0048 | 0,0155 | 0,0198 | 0,0192 |
| Lachine | 0,0010 | 0,0010 | 0,0030 | 0,0039 | 0,0040 |
| LaSalle | 0,0029 | 0,0029 | 0,0098 | 0,0126 | 0,0116 |
| Montréal | 0,0196 | 0,0196 | 0,0644 | 0,0825 | 0,0784 |
| Montréal-Nord | 0,0104 | 0,0104 | 0,0374 | 0,0479 | 0,0416 |
| Outremont | 0,0052 | 0,0052 | 0,0200 | 0,0256 | 0,0208 |
| Saint-Laurent | 0,0032 | 0,0032 | 0,0097 | 0,0124 | 0,0128 |
| Saint-Léonard | 0,0058 | 0,0058 | 0,0199 | 0,0255 | 0,0232 |
| Verdun | 0,0040 | 0,0040 | 0,0145 | 0,0186 | 0,0160 |

**Fiscalité de l'eau**

En 2026, les revenus fiscaux versés à la réserve financière locale de l'eau augmentent de 36,9 M$, pour un total de 539,1 M$. De ces revenus, 528 M$ proviennent de la taxe spéciale relative au service de l'eau et 11,1 M$ sont des revenus de la tarification volumétrique.

La taxe spéciale relative au service de l'eau

La taxe spéciale relative au service de l'eau génère 528 M$ en 2026, en hausse de 36,5 M$.

Les taux de cette taxe foncière varient selon deux catégories d'immeubles : les immeubles résidentiels et les immeubles non résidentiels. Alors que les terrains vagues desservis sont assujettis à cette taxe, les terrains vagues non desservis ne le sont pas.

Pour les immeubles non résidentiels, la taxe est imposée en fonction d'un taux de taxation variant selon la présence ou non d'un compteur d'eau dans l'immeuble. Cette différence fait suite à l'entrée en vigueur, le 1er janvier 2023, de la tarification volumétrique pour le financement de l'eau sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal.

**Tableau 50 – Taux de taxation de 2026 – Taxe spéciale relative au service de l'eau**
($ par tranche de 100 $ d'évaluation foncière)

| Tous les arrondissements | Immeubles résidentiels | | Immeubles non résidentiels | |
|---|---|---|---|---|
| | Résiduelle | Six logements ou plus | Avec compteur | Sans compteur |
| Taxe relative à l'eau | 0,0831 | 0,0831 | 0,3270 | 0,3433 |

La tarification volumétrique pour le service d'eau

Les revenus de la tarification volumétrique s'élèvent à 11,1 M$ en 2026, ce qui représente une hausse de 0,3 M$ par rapport à 2025.

La tarification volumétrique s'applique comme mesure écofiscale depuis 2023 aux immeubles non résidentiels avec compteur sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal pour le financement des services de l'eau.

La structure du tarif est composée de quatre tranches selon le volume d'eau consommé durant l'année. Les taux applicables pour l'année 2026 sont indexés de 5 % pour toutes les tranches de consommation d'eau. Par ailleurs, l'allocation de 1 000 $m^3$ demeure inchangée.

**Tableau 51 – Taux de tarification de 2026 – Tarification volumétrique pour le service d'eau**
($ par mètre cube d'eau consommée par année)

| Consommation | Tarif / $m^3$ |
|---|---|
| Jusqu'à 1 000 $m^3$ | s. o. |
| De plus de 1 000 $m^3$ à 10 000 $m^3$ | 0,110 |
| De plus de 10 000 $m^3$ à 100 000 $m^3$ | 0,225 |
| De plus de 100 000 $m^3$ | 0,690 |

**Taxe relative au financement de la contribution à l'ARTM**

La taxe relative au financement de la contribution à l'ARTM génère des revenus de 52,2 M$ en 2026. Ces revenus servent à financer une partie de la contribution de la Ville de Montréal au transport collectif.

Les taux de cette taxe diffèrent selon la même structure que la TFG. Ainsi, pour les immeubles non résidentiels, des taux différenciés par tranche de valeur foncière sont appliqués, comme pour la TFG.

**Tableau 52 – Taux de taxation de 2026 – Taxe relative au financement de la contribution à l'ARTM**
($ par tranche de 100 $ d'évaluation foncière)

| Tous les arrondissements | Immeubles résidentiels | | Immeubles non résidentiels | | Terrains vagues desservis |
|---|---|---|---|---|---|
| | Résiduelle | Six logements ou plus | Valeur n'excédant pas 900 000 $ | Valeur excédant 900 000 $ | |
| Taxe relative à l'ARTM | 0,0070 | 0,0070 | 0,0301 | 0,0385 | 0,0280 |

**Taxe spéciale relative au service de la voirie**

La taxe relative à la voirie génère des revenus de 20,8 M$ en 2026. Ces revenus sont consacrés aux dépenses relatives à la voirie municipale.

Les taux de cette taxe diffèrent selon les catégories d'immeubles, soit les immeubles résidentiels et les immeubles non résidentiels. Alors que les terrains vagues desservis sont sujets à la taxe relative à la voirie, les terrains vagues non desservis ne le sont pas.

**Tableau 53 – Taux de taxation de 2026 – Taxe relative au service de la voirie**
($ par tranche de 100 $ d'évaluation foncière)

| Tous les arrondissements | Immeubles résidentiels | Immeubles non résidentiels |
|---|---|---|
| Taxe relative à la voirie | 0,0024 | 0,0168 |

**Taxe sur les parcs de stationnement**

Les revenus de cette taxe sont de 38,1 M$ en 2026, en baisse de 0,6 M$. Malgré l'indexation des taux de la taxe, la diminution des superficies des parcs de stationnement explique la baisse de revenus. Ces revenus servent à financer une partie de la contribution de la Ville de Montréal au transport collectif. La taxe sur les parcs de stationnement prend la forme d'un taux au mètre carré, appliqué à la superficie des parcs de stationnement.

Une exonération pour les 390 premiers mètres carrés est accordée à tous les parcs de stationnement des secteurs A, B et C, à l'exception de ceux qui sont situés sur des terrains vagues desservis où sont exploités des commerces de stationnement. Dans le secteur D, le seuil à partir duquel les stationnements extérieurs sont assujettis à la taxe est de 5 000 mètres carrés.

Le taux applicable dépend des caractéristiques du parc de stationnement, soit si celui-ci se trouve à l'intérieur ou à l'extérieur, et le secteur où celui-ci est situé :

- Le secteur A, qui correspond au centre des affaires de Montréal[1];
- Le secteur B, qui correspond au centre-ville de Montréal[2], en excluant les secteurs A et C;
- Le secteur C, dont le périmètre est illustré à la figure [2];
- Le secteur D, qui correspond au territoire de l'ensemble de la Ville de Montréal, en excluant les secteurs A, B et C.

Pour l'exercice financier 2026, les taux des secteurs A, B et C sont indexés de 3,4 %. Le taux du secteur D augmente de 0,25 $ par mètre carré.

Il est estimé qu'une réduction supplémentaire annuelle de 3 765 tonnes d'éq. $CO_2$ découlera de cette augmentation du taux de la taxe. Vous trouverez plus d'information sur l'impact des interventions de la Ville de Montréal dans la section *Climat 2026*.

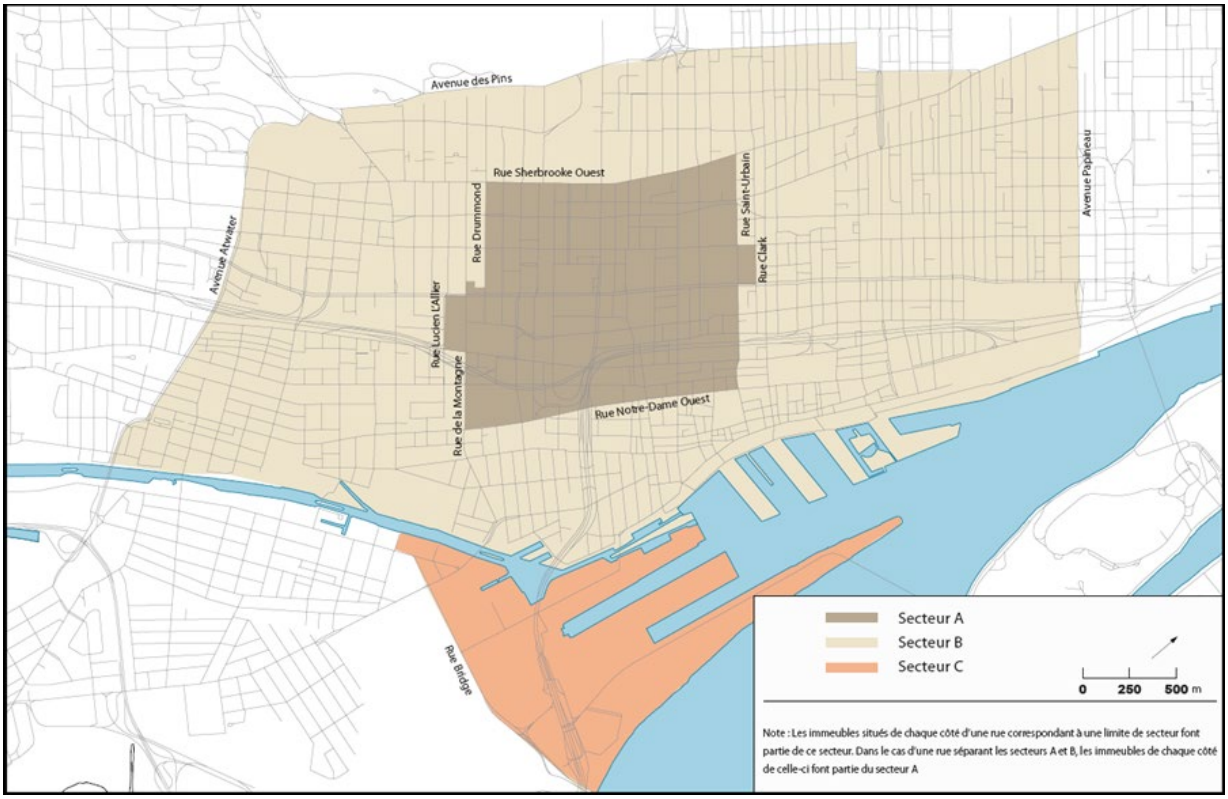
[1] Tel que le définit l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4).

[2] Tel que le définit l'article 8 du Recueil des tarifs du transport privé par taxi, décision MPTC08-00275, 080804 ([2008] 140 G.O. II 4862).

**Tableau 54 – Taux de taxation de 2026 – Taxe sur les parcs de stationnement**

| Secteurs | Intérieurs $/m² | Extérieurs $/m² |
|---|---|---|
| Secteur A | 14,25 | 57,50 |
| Secteur B | 7,20 | 43,20 |
| Secteur C | 7,20 | 21,60 |
| Secteur D | s. o. | 2,75 |

**Figure 1 – Secteurs A, B et C d'application de la taxe sur les parcs de stationnement**



**Traitement des immeubles non imposables**

La *Loi sur la fiscalité municipale* indique que les immeubles non imposables sont assujettis à diverses compensations de taxes. Ces compensations permettent aux gouvernements de participer au financement des services municipaux dont bénéficient leurs immeubles, dans les villes où ils sont situés.

Les immeubles du gouvernement du Canada sont généralement assujettis à des compensations équivalentes au plein montant des taxes imposées par la Ville de Montréal.

Depuis la refonte des compensations en 2022, ce n'est plus le cas pour bon nombre d'immeubles du gouvernement du Québec. Seuls les immeubles de la Société québécoise des infrastructures (SQI) et la Place des Arts demeurent assujettis à des compensations équivalant au plein montant des taxes imposées par la Ville de Montréal.

Pour les autres immeubles du gouvernement du Québec, les compensations versées sont basées sur le taux global de taxation (TGT). Le TGT est ensuite multiplié par un pourcentage pour l'établissement des compensations versées pour les différents immeubles du gouvernement du Québec :

- 100 % pour les immeubles des réseaux de la santé (hôpitaux), des services sociaux et de l'enseignement supérieur (cégeps et universités);
- 82 % pour les écoles primaires ainsi que pour les autres immeubles du réseau scolaire primaire et secondaire;
- 135 % pour les immeubles du gouvernement du Québec (à l'exception des immeubles de la SQI, notamment);
- 370 % pour les immeubles des gouvernements étrangers et des organismes internationaux.

**Autres immeubles exempts**

Les lieux de culte, les immeubles appartenant à la Régie des installations olympiques et ceux appartenant à l'ARTM, à Exo ainsi que les immeubles nécessaires à l'exploitation du Réseau express métropolitain (REM) ne sont assujettis à aucune compensation de taxes.

Depuis l'exercice financier 2025, la compensation des OBNL propriétaires détenant une reconnaissance de la Commission municipale du Québec n'est plus exigée.

## Fiscalité des conseils d'arrondissement

Les arrondissements imposent deux taxes : une taxe relative aux services et une taxe relative aux investissements. Ces taxes sont imposées à un taux unique dans chaque arrondissement, sans distinction entre les catégories et sous-catégories d'immeubles.

Globalement, les décisions des 19 conseils d'arrondissement ont pour effet d'augmenter de 0,8 % les charges fiscales totales pour les immeubles résidentiels et de 0,2 % celles des immeubles non résidentiels.

### Taxe relative aux services

Dans le but d'augmenter son niveau de services, un conseil d'arrondissement peut imposer une taxe foncière aux immeubles imposables de son arrondissement ou exiger une compensation pour les immeubles non imposables assujettis.

Le tableau suivant présente l'évolution des revenus provenant des taxes relatives aux services par rapport au dernier budget, en redressant les montants de 2025 pour tenir compte de la croissance immobilière. À l'écart de 15,5 M$ entre les revenus de 2025 et ceux de 2026, reflétant les décisions des conseils d'arrondissement, s'ajoutent les revenus attribuables à la croissance immobilière, ce qui porte à 18,2 M$ l'écart total entre les revenus budgétés en 2025 et 2026.

**Tableau 55 – Revenus provenant des taxes relatives aux services, en 2025 et en 2026, et taux applicables en 2026**

| Arrondissements | Revenus 2025[1] | Revenus 2026[2] | Écart | | Effet sur les charges fiscales résidentielles | Taux |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | (000 $) | (000 $) | (000 $) | (%) | (%) | ($/100 $) |
| Ahuntsic–Cartierville | 10 504 | 11 628 | 1 124 | 10,7 | 0,7 | 0,0448 |
| Anjou | 10 791 | 11 090 | 299 | 2,8 | 0,2 | 0,1150 |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 13 075 | 13 519 | 445 | 3,4 | 0,2 | 0,0393 |
| Lachine | 5 813 | 6 220 | 407 | 7,0 | 0,4 | 0,0565 |
| LaSalle | 8 148 | 8 621 | 473 | 5,8 | 0,3 | 0,0562 |
| Le Plateau-Mont-Royal | 12 994 | 14 163 | 1 169 | 9,0 | 0,6 | 0,0513 |
| Le Sud-Ouest | 10 626 | 11 561 | 935 | 8,8 | 0,5 | 0,0510 |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 3 243 | 3 561 | 318 | 9,8 | 1,1 | 0,0822 |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 13 897 | 14 730 | 834 | 6,0 | 0,4 | 0,0601 |
| Montréal-Nord | 12 063 | 12 398 | 336 | 2,8 | 0,4 | 0,1230 |
| Outremont | 4 199 | 4 367 | 168 | 4,0 | 0,3 | 0,0431 |
| Pierrefonds–Roxboro | 8 818 | 9 347 | 529 | 6,0 | 0,6 | 0,0706 |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 12 662 | 13 535 | 874 | 6,9 | 0,6 | 0,0714 |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 12 757 | 15 327 | 2 570 | 20,1 | 1,4 | 0,0531 |
| Saint-Laurent | 18 113 | 18 710 | 598 | 3,3 | 0,1 | 0,0604 |
| Saint-Léonard | 9 960 | 10 251 | 291 | 2,9 | 0,2 | 0,0758 |
| Verdun | 8 580 | 10 639 | 2 059 | 24,0 | 1,9 | 0,0627 |
| Ville-Marie | 23 703 | 24 414 | 711 | 3,0 | 0,2 | 0,0391 |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 10 822 | 12 229 | 1 407 | 13,0 | 1,0 | 0,0548 |
| **Ville de Montréal** | **210 766** | **226 311** | **15 546** | **7,4** | **0,6** | **s. o.** |

[1] Les revenus des taxes relatives aux services des arrondissements pour 2025 ont été actualisés pour tenir compte de la croissance immobilière entre le 14 septembre et le 31 décembre 2024.

[2] Les taux présentés dans le tableau correspondent à la somme des taux appliqués dans les arrondissements. Dans le cas de l'arrondissement de Lachine, il s'agit d'un équivalent foncier puisque l'une des taxes de services de l'arrondissement est un tarif par unité et l'autre un taux foncier de 0,0434 $ / 100 $.

### Taxe relative aux investissements

Depuis 2005, les conseils d'arrondissement ont le pouvoir d'adopter des règlements d'emprunt pour des dépenses de compétence locale inscrites à leur programme triennal d'immobilisations. Le paiement des emprunts doit être assumé par les propriétaires des immeubles imposables situés dans l'arrondissement.

Une taxe d'arrondissement relative aux investissements est donc imposée, conformément aux règlements d'emprunt déjà adoptés par les différents conseils d'arrondissement et aux dépenses d'investissement effectuées à même ces règlements. En 2026, ces taxes génèrent des revenus de 124,7 M$, soit 7 M$ de plus qu'en 2025, et permettent le remboursement des emprunts liés aux travaux d'immobilisations effectués de 2005 à 2024.

**Tableau 56 – Taux de taxation de 2026 – Taxe relative aux investissements**
($ par tranche de 100 $ d'évaluation foncière)

| Arrondissements | Taux | Arrondissements | Taux |
|---|---|---|---|
| Ahuntsic–Cartierville | 0,0303 | Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 0,0400 |
| Anjou | 0,0649 | Montréal-Nord | 0,0490 |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 0,0214 | Outremont | 0,0298 |
| Lachine | 0,0312 | Pierrefonds–Roxboro | 0,0422 |
| LaSalle | 0,0319 | Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 0,0634 |
| Le Plateau-Mont-Royal | 0,0246 | Rosemont–La Petite-Patrie | 0,0308 |
| Le Sud-Ouest | 0,0263 | Saint-Laurent | 0,0334 |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | | Saint-Léonard | 0,0449 |
| L'Île-Bizard | 0,0870 | Verdun | 0,0339 |
| Sainte-Geneviève | 0,0869 | Ville-Marie | 0,0086 |
| | | Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 0,0297 |

### Dépôt du rôle 2026-2027-2028

Le rôle d'évaluation 2026-2027-2028 de la Ville de Montréal a été déposé le 10 septembre 2025. Il contient de nombreux renseignements sur les propriétés du territoire montréalais, notamment leur valeur foncière, laquelle sert au calcul des taxes foncières.

La Ville de Montréal ne s'enrichit pas lors d'un dépôt de rôle. Elle ajuste ses taux de taxes pour tenir compte des valeurs mises à jour. Ainsi, lorsque les valeurs augmentent, la Ville de Montréal ajuste ses taux à la baisse.

Ce nouveau rôle présente une hausse moyenne de 11,3 % des valeurs foncières. Toutefois, cette évolution varie considérablement d'un secteur à l'autre de la ville et selon le type de propriété. Les écarts sont moins marqués que lors du rôle précédent, où l'augmentation moyenne atteignait 32,3 %.

L'étalement de la variation des valeurs permettra de lisser les effets des indexations sur la durée du rôle 2026-2027-2028.

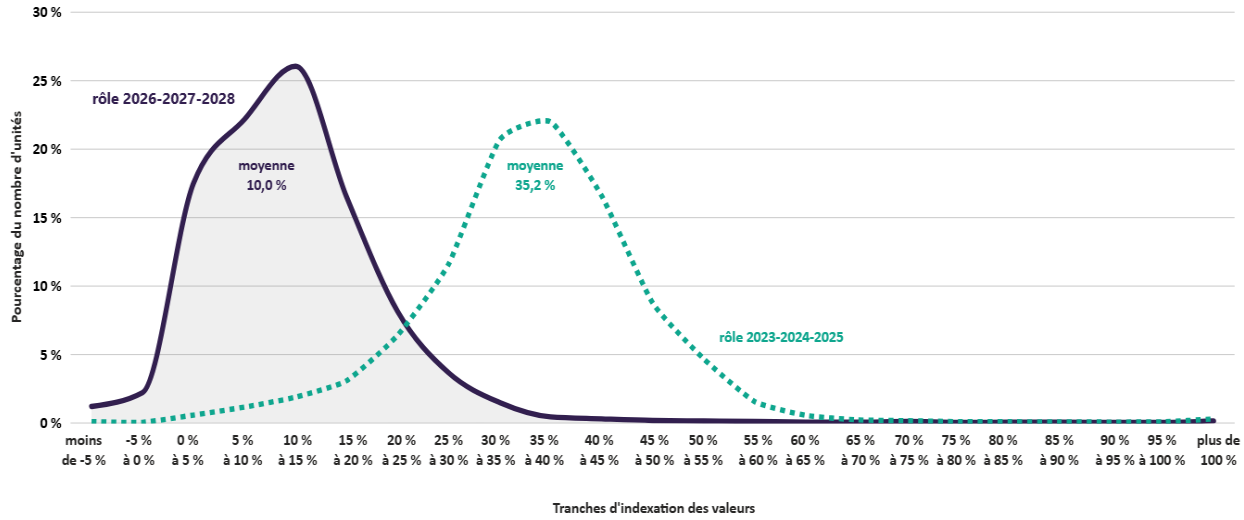
**Tableau 57 – Croissance des valeurs foncières des immeubles imposables et compensables à 100 % lors des deux derniers rôles d'évaluation foncière**

| Catégories | Indexation 2023-2024-2025 | Indexation 2026-2027-2028 |
|---|---|---|
| Résidentielle | 35,2 % | 10,0 % |
| Non résidentielle | 20,9 % | 15,5 % |
| **Total** | **32,3 %** | **11,3 %** |

**Immeubles résidentiels imposables et compensables à 100 %**

Avec le dépôt du nouveau rôle, la variation moyenne de la valeur des immeubles résidentiels est de 10,0 %, comparativement à 35,2 % lors du rôle précédent. La distribution des variations des valeurs résidentielles au rôle 2026-2027-2028 est plus concentrée autour de la moyenne que celle du rôle 2023-2024-2025 : on constate qu'il y a moins d'unités d'évaluations avec de forts écarts par rapport à la moyenne qu'au rôle précédent.

**Graphique 9 – Distribution des variations de valeurs des immeubles résidentiels, imposables et compensables à 100 %, rôles 2023-2024-2025 et 2026-2027-2028**

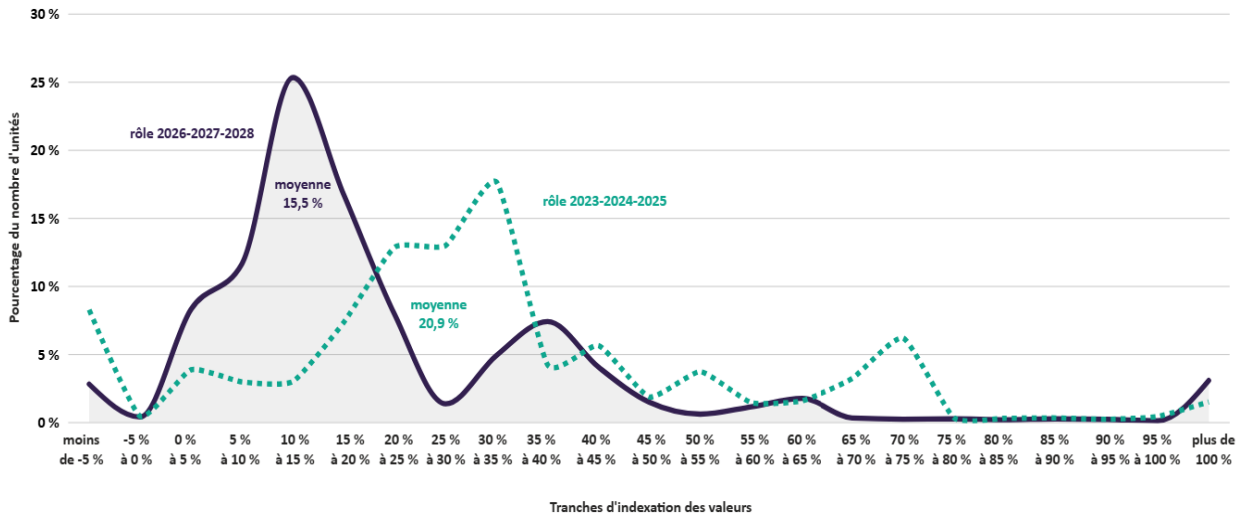



**Immeubles non résidentiels imposables et compensables à 100 %**

Pour ce qui est des immeubles non résidentiels, la variation moyenne des valeurs foncières au dépôt du rôle 2026-2027-2028 est de 15,5 %. La distribution des variations demeure très étendue, comme au rôle précédent. Un petit nombre d'unités de grande valeur affiche des diminutions ou des hausses très modestes de valeurs foncières, tandis qu'un plus grand nombre d'unités d'évaluation de moindre taille connaissent une forte hausse de leurs valeurs foncières.

Cette distribution est en partie tributaire d'une diminution des valeurs foncières des tours de bureaux du centre-ville, ainsi que par la hausse plus marquée des valeurs foncières des immeubles industriels et des terrains vagues.

**Graphique 10 – Distribution des valeurs des immeubles non résidentiels, imposables et compensables à 100 %, rôles 2023-2024-2025 et 2026-2027-2028**




### Variations selon les arrondissements

On observe des augmentations de valeurs foncières plus importantes dans les arrondissements situés à plus grande distance du centre-ville. Ainsi, les immeubles résidentiels des arrondissements de Ville-Marie, Le Sud-Ouest et Le Plateau–Mont-Royal sont sujets à des augmentations moins importantes des valeurs foncières. À l'inverse, dans les arrondissements plus excentrés, tels que Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Montréal-Nord et L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, les valeurs augmentent plus fortement.

Au niveau des immeubles non résidentiels, les arrondissements comportant une forte proportion d'immeubles industriels constatent une hausse plus importante du total de leurs valeurs foncières non résidentielles, tels que les arrondissements de Lachine, LaSalle et Saint-Laurent. Cela reflète la composition du parc immobilier dans ces arrondissements.

**Tableau 58 – Indexation des valeurs foncières entre le rôle 2023-2024-2025 et le rôle 2026-2027-2028, par catégories d'immeubles, valeurs imposables et compensables à 100 %**

| Arrondissements | Immeubles résidentiels | | Immeubles non résidentiels | Tous les immeubles |
|---|---|---|---|---|
| | 5 logements et moins | 6 logements ou plus | | |
| Ahuntsic–Cartierville | 9,8 % | 17,0 % | 14,6 % | 11,4 % |
| Anjou | 15,7 % | 15,2 % | 31,5 % | 21,0 % |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 5,5 % | 7,1 % | 16,4 % | 7,1 % |
| Lachine | 11,9 % | 11,6 % | 40,2 % | 19,3 % |
| LaSalle | 10,1 % | 9,6 % | 34,6 % | 13,3 % |
| Le Plateau-Mont-Royal | 7,2 % | 8,9 % | 14,0 % | 8,5 % |
| Le Sud-Ouest | 6,8 % | 10,3 % | 21,3 % | 9,8 % |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 14,1 % | 15,7 % | 21,0 % | 14,4 % |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 12,1 % | 10,2 % | 24,0 % | 13,4 % |
| Montréal-Nord | 18,3 % | 16,4 % | 28,0 % | 19,1 % |
| Outremont | 9,0 % | 8,8 % | 10,1 % | 9,0 % |
| Pierrefonds–Roxboro | 11,7 % | 10,1 % | 16,3 % | 11,7 % |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 19,1 % | 11,9 % | 31,6 % | 20,2 % |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 10,5 % | 14,9 % | 13,0 % | 11,7 % |
| Saint-Laurent | 10,0 % | 10,3 % | 30,1 % | 17,6 % |
| Saint-Léonard | 13,2 % | 13,7 % | 26,6 % | 15,9 % |
| Verdun | 9,0 % | 10,0 % | 6,7 % | 9,0 % |
| Ville-Marie | 3,2 % | 8,7 % | 0,2 % | 3,4 % |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 11,5 % | 14,1 % | 15,3 % | 12,6 % |
| **Ville de Montréal** | **9,8 %** | **10,7 %** | **15,5 %** | **11,3 %** |

## Étalement des variations de valeurs au rôle d'évaluation foncière

Lors du dépôt d'un nouveau rôle, presque tous les propriétaires voient la valeur de leur propriété varier, que ce soit à la hausse ou à la baisse.

Généralement, le propriétaire d'un immeuble dont la valeur foncière a augmenté plus que la moyenne lors du dépôt du dernier rôle verra sa charge fiscale augmenter, toutes choses étant égales par ailleurs. Inversement, le propriétaire d'un immeuble dont la valeur foncière a augmenté moins que la moyenne verra sa charge fiscale diminuer. Afin d'atténuer ces déplacements fiscaux, les variations de valeurs foncières observées à Montréal entre le rôle d'évaluation précédent et le rôle actuel sont étalées sur trois ans.

Ainsi, pour établir les taxes foncières de chacune des années 2026, 2027 et 2028, le tiers de la variation entre la valeur foncière au rôle précédent et celle au rôle actuel est successivement ajouté (ou retranché, selon le cas) à la valeur foncière inscrite au rôle précédent. La valeur ainsi obtenue est appelée valeur ajustée. L'année 2026 constitue la première année d'application du rôle d'évaluation actuel et les valeurs ajustées 2026 servent de base d'imposition pour le budget 2026.

À titre d'exemple, le tableau suivant présente le calcul de la valeur ajustée de deux propriétés théoriques, dont la valeur au rôle évolue différemment.

**Tableau 59 – Calcul de la valeur foncière ajustée pour 2026, 2027 et 2028**

| | Propriété A | Propriété B |
|---|---|---|
| **Données de base** | | |
| Valeur au rôle 2023-2024-2025 (3 ans) | 650 000 $ | 550 000 $ |
| Valeur au rôle 2026-2027-2028 (3 ans) | 635 000 $ | 580 000 $ |
| Variation de la valeur au rôle | (15 000) $ | 30 000 $ |
| **Calcul de la valeur ajustée** | | |
| Valeur au rôle 2026-2027-2028 | 650 000 $ | 550 000 $ |
| +/– le tiers de la variation de valeur | (5 000) $ | 10 000 $ |
| **Valeur ajustée pour 2026** | **645 000 $** | **560 000 $** |
| **Valeur ajustée pour 2027** | **640 000 $** | **570 000 $** |
| **Valeur ajustée pour 2028** | **635 000 $** | **580 000 $** |

## Taux moyens cumulés

### Tableau 60 – Taux de taxation de 2026 – Immeubles de la sous-catégorie résiduelle

($ par tranche de 100 $ d'évaluation foncière)

| Arrondissements | Taxe foncière générale | Taxe relative aux dettes des anciennes villes | Taxe relative à l'eau | Taxe relative à la voirie | Taxe relative au financement de l'ARTM | Arrondissements | | | TAUX MOYEN CUMULÉ TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taxe relative aux services[1] | Taxe relative aux investissements[2] | Taux moyen cumulé de l'arrondissement | |
| Ahuntsic–Cartierville | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0448 | 0,0303 | **0,0751** | **0,6503** |
| Anjou | 0,4631 | 0,0048 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,1150 | 0,0649 | **0,1799** | **0,7403** |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0393 | 0,0214 | **0,0607** | **0,6359** |
| Lachine | 0,4631 | 0,0010 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0567 | 0,0312 | **0,0879** | **0,6445** |
| LaSalle | 0,4631 | 0,0029 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0562 | 0,0319 | **0,0881** | **0,6466** |
| Le Plateau-Mont-Royal | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0513 | 0,0246 | **0,0759** | **0,6511** |
| Le Sud-Ouest | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0510 | 0,0263 | **0,0773** | **0,6525** |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 0,4631 | s. o. | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0822 | 0,0870 | **0,1692** | **0,7248** |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0601 | 0,0400 | **0,1001** | **0,6753** |
| Montréal-Nord | 0,4631 | 0,0104 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,1230 | 0,0490 | **0,1720** | **0,7380** |
| Outremont | 0,4631 | 0,0052 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0431 | 0,0298 | **0,0729** | **0,6337** |
| Pierrefonds–Roxboro | 0,4631 | s. o. | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0706 | 0,0422 | **0,1128** | **0,6684** |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0714 | 0,0634 | **0,1348** | **0,7100** |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0531 | 0,0308 | **0,0839** | **0,6591** |
| Saint-Laurent | 0,4631 | 0,0032 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0604 | 0,0334 | **0,0938** | **0,6526** |
| Saint-Léonard | 0,4631 | 0,0058 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0758 | 0,0449 | **0,1207** | **0,6821** |
| Verdun | 0,4631 | 0,0040 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0627 | 0,0339 | **0,0966** | **0,6562** |
| Ville-Marie | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0391 | 0,0086 | **0,0477** | **0,6229** |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0548 | 0,0297 | **0,0845** | **0,6597** |
| **VILLE DE MONTRÉAL** | **0,4631** | **0,0139** | **0,0831** | **0,0024** | **0,0070** | **0,0562** | **0,0310** | **0,0871** | **0,6566** |

1 L'arrondissement de Lachine impose un tarif de 57,91 $ par logement, ce qui correspond à un équivalent foncier de 0,0133.

2 L'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève comporte un taux relatif aux investissements de 0,0870 pour le secteur de l'Île-Bizard et de 0,0869 pour le secteur Sainte-Geneviève.

## Tableau 61 – Taux de taxation de 2026 – Immeubles de la sous-catégorie six logements ou plus

($ par tranche de 100 $ d'évaluation foncière)

| Arrondissements | Taxe foncière générale | Taxe relative aux dettes des anciennes villes | Taxe relative à l'eau | Taxe relative à la voirie | Taxe relative au financement de l'ARTM | Arrondissements | | | TAUX MOYEN CUMULÉ TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taxe relative aux services[1] | Taxe relative aux investissements[2] | Taux moyen cumulé de l'arrondissement | |
| Ahuntsic–Cartierville | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0448 | 0,0303 | **0,0751** | **0,6503** |
| Anjou | 0,4631 | 0,0048 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,1150 | 0,0649 | **0,1799** | **0,7403** |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0393 | 0,0214 | **0,0607** | **0,6359** |
| Lachine | 0,4631 | 0,0010 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0773 | 0,0312 | **0,1085** | **0,6651** |
| LaSalle | 0,4631 | 0,0029 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0562 | 0,0319 | **0,0881** | **0,6466** |
| Le Plateau-Mont-Royal | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0513 | 0,0246 | **0,0759** | **0,6511** |
| Le Sud-Ouest | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0510 | 0,0263 | **0,0773** | **0,6525** |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 0,4631 | s. o. | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0822 | 0,0870 | **0,1692** | **0,7248** |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0601 | 0,0400 | **0,1001** | **0,6753** |
| Montréal-Nord | 0,4631 | 0,0104 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,1230 | 0,0490 | **0,1720** | **0,7380** |
| Outremont | 0,4631 | 0,0052 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0431 | 0,0298 | **0,0729** | **0,6337** |
| Pierrefonds–Roxboro | 0,4631 | s. o. | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0706 | 0,0422 | **0,1128** | **0,6684** |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0714 | 0,0634 | **0,1348** | **0,7100** |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0531 | 0,0308 | **0,0839** | **0,6591** |
| Saint-Laurent | 0,4631 | 0,0032 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0604 | 0,0334 | **0,0938** | **0,6526** |
| Saint-Léonard | 0,4631 | 0,0058 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0758 | 0,0449 | **0,1207** | **0,6821** |
| Verdun | 0,4631 | 0,0040 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0627 | 0,0339 | **0,0966** | **0,6562** |
| Ville-Marie | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0391 | 0,0086 | **0,0477** | **0,6229** |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0548 | 0,0297 | **0,0845** | **0,6597** |
| **VILLE DE MONTRÉAL** | **0,4631** | **0,0160** | **0,0831** | **0,0024** | **0,0070** | **0,0562** | **0,0310** | **0,0871** | **0,6587** |

1 L'arrondissement de Lachine impose un tarif de 57,91 $ par logement, ce qui correspond à un équivalent foncier de 0,0339.

2 L'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève comporte un taux relatif aux investissements de 0,0870 pour le secteur de l'Île-Bizard et de 0,0869 pour le secteur Sainte-Geneviève.

## Tableau 62 – Taux de taxation de 2026 – Immeubles de la catégorie des immeubles non résidentiels

($ par tranche de 100 $ d'évaluation foncière)

| Arrondissements | Taxe foncière générale[1] | Taxe relative aux dettes des anciennes villes[1] | Taxe relative à l'eau[2] | Taxe relative à la voirie | Taxe relative au financement de l'ARTM[1] | Arrondissements | | | TAUX MOYEN CUMULÉ TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taxe relative aux services[3] | Taxe relative aux inves-tissements[4] | Taux moyen cumulé de l'arrondis-sement | |
| Ahuntsic–Cartierville | 2,4391 | 0,0782 | 0,3285 | 0,0168 | 0,0365 | 0,0448 | 0,0303 | **0,0751** | **2,9742** |
| Anjou | 2,4951 | 0,0192 | 0,3277 | 0,0168 | 0,0374 | 0,1150 | 0,0649 | **0,1799** | **3,0760** |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 2,4214 | 0,0777 | 0,3308 | 0,0168 | 0,0363 | 0,0393 | 0,0214 | **0,0607** | **2,9436** |
| Lachine | 2,4937 | 0,0038 | 0,3287 | 0,0168 | 0,0373 | 0,0462 | 0,0312 | **0,0774** | **2,9576** |
| LaSalle | 2,4606 | 0,0120 | 0,3279 | 0,0168 | 0,0368 | 0,0562 | 0,0319 | **0,0881** | **2,9423** |
| Le Plateau-Mont-Royal | 2,3132 | 0,0742 | 0,3307 | 0,0168 | 0,0346 | 0,0513 | 0,0246 | **0,0759** | **2,8455** |
| Le Sud-Ouest | 2,4200 | 0,0776 | 0,3327 | 0,0168 | 0,0362 | 0,0510 | 0,0263 | **0,0773** | **2,9606** |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 2,2798 | s. o. | 0,3313 | 0,0168 | 0,0341 | 0,0822 | 0,0870 | **0,1692** | **2,8312** |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 2,4645 | 0,0791 | 0,3320 | 0,0168 | 0,0369 | 0,0601 | 0,0400 | **0,1001** | **3,0295** |
| Montréal-Nord | 2,3111 | 0,0430 | 0,3286 | 0,0168 | 0,0346 | 0,1230 | 0,0490 | **0,1720** | **2,9061** |
| Outremont | 2,3105 | 0,0230 | 0,3300 | 0,0168 | 0,0346 | 0,0431 | 0,0298 | **0,0729** | **2,7878** |
| Pierrefonds–Roxboro | 2,3455 | s. o. | 0,3282 | 0,0168 | 0,0351 | 0,0706 | 0,0422 | **0,1128** | **2,8384** |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 2,4187 | 0,0776 | 0,3287 | 0,0168 | 0,0362 | 0,0714 | 0,0634 | **0,1348** | **3,0128** |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 2,3408 | 0,0751 | 0,3304 | 0,0168 | 0,0351 | 0,0531 | 0,0308 | **0,0839** | **2,8821** |
| Saint-Laurent | 2,5024 | 0,0121 | 0,3280 | 0,0168 | 0,0375 | 0,0604 | 0,0334 | **0,0938** | **2,9906** |
| Saint-Léonard | 2,4302 | 0,0241 | 0,3281 | 0,0168 | 0,0364 | 0,0758 | 0,0449 | **0,1207** | **2,9563** |
| Verdun | 2,4164 | 0,0175 | 0,3284 | 0,0168 | 0,0362 | 0,0627 | 0,0339 | **0,0966** | **2,9119** |
| Ville-Marie | 2,5240 | 0,0810 | 0,3301 | 0,0168 | 0,0378 | 0,0391 | 0,0086 | **0,0477** | **3,0374** |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 2,3756 | 0,0762 | 0,3294 | 0,0168 | 0,0356 | 0,0548 | 0,0297 | **0,0845** | **2,9181** |
| **VILLE DE MONTRÉAL** | **2,4660** | **0,0575** | **0,3295** | **0,0168** | **0,0369** | **0,0562** | **0,0310** | **0,0871** | **2,9939** |

1 Les taux présentés pour la TFG, la taxe relative aux dettes des anciennes villes et la taxe relative à l'ARTM le sont à titre indicatif puisque ce sont des taux moyens établis à partir des revenus générés par les deux taux applicables selon la valeur foncière non résidentielle de l'unité.

2 Ces taux, présentés à titre indicatif, sont des taux moyens résultant de la division des revenus générés par les deux taux applicables selon la présence ou non de compteur, par les valeurs foncières des immeubles concernés.

3 L'arrondissement de Lachine impose un tarif de 57,91 $ par unité commerciale, ce qui correspond à un équivalent foncier de 0,0028.

4 L'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève comporte un taux relatif aux investissements de 0,0870 pour le secteur de l'Île-Bizard et de 0,0869 pour le secteur Sainte-Geneviève.

## Variation détaillée des charges fiscales foncières

### Immeubles résidentiels

Les décisions du conseil municipal font varier les charges fiscales des propriétaires d'immeubles sur l'ensemble du territoire de Montréal. Quant aux décisions d'un conseil d'arrondissement, elles se répercutent seulement sur les immeubles situés sur le territoire de cet arrondissement.

Le dépôt du rôle 2026-2027-2028 constitue l'un des principaux éléments expliquant que les variations de charges fiscales diffèrent selon l'arrondissement ou le type d'immeubles. Les « effets de rôle » correspondent aux déplacements fiscaux entre les immeubles, causés par la prise en compte des nouvelles valeurs. Afin d'atténuer ces déplacements fiscaux, la Ville a adopté une résolution pour étaler la variation des valeurs foncières. Ainsi, ces effets se reproduisent chaque année d'application du rôle, en raison de cette mesure d'étalement de la variation des valeurs : les effets sont étalés sur les trois années d'application du rôle.

Le tableau suivant présente les variations des charges fiscales foncières pour les immeubles résidentiels.

### Tableau 63 – Variation moyenne détaillée des charges fiscales foncières de 2025 à 2026, immeubles résidentiels

| Arrondissements | Conseil municipal | | | | Arrondissements | | | Charges fiscales foncières |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Taxe foncière générale | Taxes spéciales | | Sous-total | Taxes de services | Taxes d'investis-sement | Sous-total | |
| | | Dettes anciennes villes | Taxe relative à l'eau | | | | | |
| Ahuntsic–Cartierville | 2,6 % | (0,3 %) | 0,8 % | **3,1 %** | 0,7 % | 0,1 % | **0,8 %** | **3,9 %** |
| Anjou | 3,4 % | (0,1 %) | 0,9 % | **4,3 %** | 0,2 % | (0,2 %) | **< 0,1 %** | **4,3 %** |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 1,4 % | (0,3 %) | 0,6 % | **1,7 %** | 0,2 % | < 0,1 % | **0,2 %** | **1,9 %** |
| Lachine | 3,0 % | (< 0,1 %) | 0,8 % | **3,8 %** | 0,4 % | (< 0,1 %) | **0,4 %** | **4,2 %** |
| LaSalle | 2,5 % | (< 0,1 %) | 0,7 % | **3,2 %** | 0,3 % | 0,2 % | **0,5 %** | **3,7 %** |
| Le Plateau-Mont-Royal | 1,8 % | (0,3 %) | 0,6 % | **2,1 %** | 0,6 % | 0,1 % | **0,7 %** | **2,9 %** |
| Le Sud-Ouest | 2,1 % | (0,3 %) | 0,7 % | **2,4 %** | 0,5 % | 0,3 % | **0,8 %** | **3,3 %** |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 3,0 % | - | 0,7 % | **3,8 %** | 1,1 % | 1,4 % | **2,5 %** | **6,3 %** |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 2,7 % | (0,3 %) | 0,8 % | **3,3 %** | 0,4 % | 0,5 % | **0,9 %** | **4,2 %** |
| Montréal-Nord | 3,6 % | (0,1 %) | 0,9 % | **4,4 %** | 0,4 % | 0,1 % | **0,5 %** | **4,9 %** |
| Outremont | 2,1 % | (< 0,1 %) | 0,7 % | **2,8 %** | 0,3 % | < 0,1 % | **0,3 %** | **3,1 %** |
| Pierrefonds–Roxboro | 2,6 % | - | 0,8 % | **3,4 %** | 0,6 % | 0,2 % | **0,8 %** | **4,2 %** |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 4,0 % | (0,2 %) | 1,0 % | **4,9 %** | 0,6 % | 0,2 % | **0,8 %** | **5,6 %** |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 2,7 % | (0,3 %) | 0,8 % | **3,3 %** | 1,4 % | 0,7 % | **2,1 %** | **5,3 %** |
| Saint-Laurent | 2,8 % | (< 0,1 %) | 0,8 % | **3,6 %** | 0,1 % | 0,1 % | **0,2 %** | **3,8 %** |
| Saint-Léonard | 3,0 % | (0,1 %) | 0,8 % | **3,8 %** | 0,2 % | (< 0,1 %) | **0,2 %** | **4,0 %** |
| Verdun | 2,4 % | (< 0,1 %) | 0,7 % | **3,2 %** | 1,9 % | 0,3 % | **2,2 %** | **5,4 %** |
| Ville-Marie | 1,4 % | (0,3 %) | 0,6 % | **1,6 %** | 0,2 % | 0,2 % | **0,4 %** | **2,0 %** |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 2,8 % | (0,3 %) | 0,8 % | **3,4 %** | 1,0 % | 0,1 % | **1,1 %** | **4,5 %** |
| **VILLE DE MONTRÉAL** | 2,4 % | (0,2 %) | 0,7 % | **3,0 %** | 0,6 % | 0,2 % | **0,8 %** | **3,8 %** |

Note : Puisque les taxes spéciales relatives à la voirie et au financement de la contribution à l'ARTM ne font l'objet d'aucune variation en 2026, elles ne sont pas présentées dans ce tableau afin d'alléger la présentation.

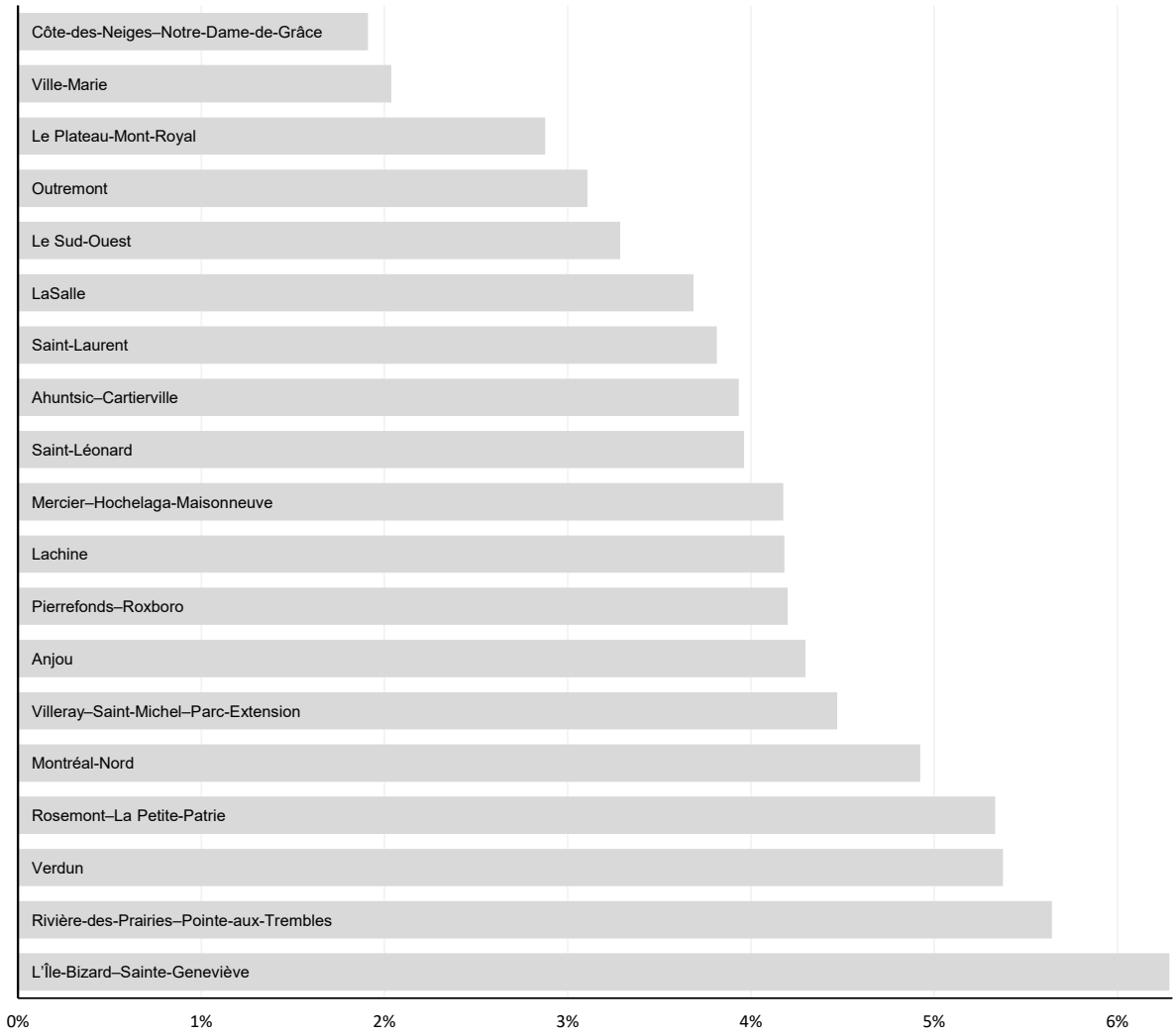
Le tableau suivant présente les variations des charges fiscales foncières pour les immeubles résidentiels, par type d'immeubles résidentiels.

**Tableau 64 – Variation moyenne des charges fiscales foncières de 2025 à 2026, immeubles résidentiels par type d'immeubles résidentiels**

| Arrondissements | Ensemble des immeubles résidentiels | Types d'immeubles résidentiels | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Unifamiliales | Condominiums | Multiplex (de 2 à 5 logements) | Six logements ou plus |
| Ahuntsic–Cartierville | **3,9 %** | 3,6 % | 5,0 % | 3,0 % | 5,8 % |
| Anjou | **4,3 %** | 3,6 % | 4,1 % | 4,2 % | 3,7 % |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | **1,9 %** | 1,4 % | 1,9 % | 1,7 % | 2,2 % |
| Lachine | **4,2 %** | 3,4 % | 4,7 % | 4,1 % | 3,9 % |
| LaSalle | **3,7 %** | 3,8 % | 4,2 % | 3,5 % | 3,3 % |
| Le Plateau-Mont-Royal | **2,9 %** | 4,3 % | 3,4 % | 1,8 % | 3,1 % |
| Le Sud-Ouest | **3,3 %** | 3,6 % | 2,6 % | 3,5 % | 3,7 % |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | **6,3 %** | 6,2 % | 7,5 % | 6,5 % | 6,8 % |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | **4,2 %** | 4,1 % | 4,9 % | 3,9 % | 3,5 % |
| Montréal-Nord | **4,9 %** | 5,5 % | 4,1 % | 5,1 % | 4,4 % |
| Outremont | **3,1 %** | 3,1 % | 3,7 % | 2,2 % | 3,0 % |
| Pierrefonds–Roxboro | **4,2 %** | 4,2 % | 5,2 % | 3,5 % | 3,6 % |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | **5,6 %** | 5,7 % | 6,8 % | 5,7 % | 3,3 % |
| Rosemont–La Petite-Patrie | **5,3 %** | 6,4 % | 5,5 % | 4,5 % | 6,3 % |
| Saint-Laurent | **3,8 %** | 4,3 % | 3,2 % | 3,0 % | 3,1 % |
| Saint-Léonard | **4,0 %** | 4,9 % | 5,0 % | 3,5 % | 3,9 % |
| Verdun | **5,4 %** | 5,0 % | 5,8 % | 4,9 % | 5,2 % |
| Ville-Marie | **2,0 %** | 2,4 % | 1,0 % | 2,9 % | 2,9 % |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | **4,5 %** | 4,3 % | 5,2 % | 4,1 % | 5,0 % |
| **VILLE DE MONTRÉAL** | **3,8 %** | **4,3 %** | **3,4 %** | **3,5 %** | **3,7 %** |

Le graphique suivant présente la variation des charges fiscales foncières des immeubles résidentiels pour chaque arrondissement.

**Graphique 11 – Variation des charges fiscales foncières résidentielles, de 2025 à 2026, par arrondissement**



Dans le tableau suivant, la résidence moyenne représente une « résidence de valeur moyenne » aux fins d'illustration[3]. L'utilisation de cet immeuble théorique permet de traduire en dollars des augmentations de charges fiscales habituellement exprimées en pourcentages afin de les rendre plus concrètes.

**Tableau 65 – Variation du compte de taxes d'une résidence moyenne**
(en dollars, sauf indication contraire)

| Variation des charges fiscales | 2025 | 2026 | Variations | |
|---|---|---|---|---|
| | | | ($) | (%) |
| **Relevant du conseil municipal** | | | | |
| Taxe foncière générale | 3 542 $ | 3 664 $ | 122 $ | 2,4 % |
| Dettes des anciennes villes | 123 $ | 113 $ | (10) $ | (0,2 %) |
| Taxe relative à l'eau | 621 $ | 657 $ | 37 $ | 0,7 % |
| Taxe relative à la voirie | 18 $ | 18 $ | - | - |
| Taxe relative à l'ARTM | 55 $ | 55 $ | - | - |
| **Relevant des conseils d'arrondissement** | | | | |
| Taxe relative aux services | 416 $ | 444 $ | 28 $ | 0,6 % |
| Taxe relative aux investissements | 234 $ | 245 $ | 11 $ | 0,2 % |
| **Charge fiscale totale** | **5 009 $** | **5 197 $** | **188 $** | **3,8 %** |

Note : Les variations sont celles d'une résidence moyenne dont la valeur ajustée est à 791 135 $ au rôle d'évaluation 2026-2027-2028. La somme des montants arrondis peut être différente du total affiché.

Les tableaux des pages suivantes visent à illustrer, par des exemples, les variations des charges fiscales totales pour différents types d'immeubles résidentiels de cinq logements et moins.

[3] La résidence moyenne n'est ni une unifamiliale, ni un condo ni un triplex : la valeur foncière de cet immeuble théorique est déduite à l'aide des charges fiscales de l'ensemble des immeubles résidentiels. Cette valeur moyenne est recalculée chaque année et tient compte des ajouts aux bâtiments (tant les rénovations que les nouveaux immeubles) réalisés depuis l'année précédente. Par conséquent, cette valeur n'est pas identique à celle de la résidence moyenne de l'exercice précédent.

Dans le tableau suivant, la résidence unifamiliale moyenne représente un immeuble résidentiel d'un logement, détaché ou en rangée. Lors du dépôt du rôle 2026-2027-2028, les valeurs des résidences unifamiliales ont augmenté légèrement plus que la moyenne des valeurs des immeubles résidentiels. C'est pourquoi les variations des charges fiscales pour ces immeubles sont légèrement supérieures à la moyenne résidentielle.

### Tableau 66 – Variation du compte de taxes d'une résidence unifamiliale moyenne

| Arrondissements | Ahuntsic–Cartierville | Anjou | Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | Lachine | LaSalle | Le Plateau-Mont-Royal | Le Sud-Ouest |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur moyenne 2026** | **832 977 $** | **606 136 $** | **1 170 274 $** | **652 773 $** | **666 613 $** | **1 131 470 $** | **779 270 $** |
| **Taxes 2025** | **5 229 $** | **4 332 $** | **7 340 $** | **4 067 $** | **4 154 $** | **7 062 $** | **4 907 $** |
| **Taxes 2026** | | | | | | | |
| Taxe foncière générale | 3 858 $ | 2 807 $ | 5 420 $ | 3 023 $ | 3 087 $ | 5 240 $ | 3 609 $ |
| Dettes anciennes villes | 163 $ | 29 $ | 229 $ | 7 $ | 19 $ | 222 $ | 153 $ |
| Taxe relative à l'eau | 692 $ | 504 $ | 972 $ | 542 $ | 554 $ | 940 $ | 648 $ |
| Taxe relative à la voirie | 20 $ | 15 $ | 28 $ | 16 $ | 16 $ | 27 $ | 19 $ |
| Taxe relative à l'ARTM | 58 $ | 42 $ | 82 $ | 46 $ | 47 $ | 79 $ | 55 $ |
| Taxe relative aux services | 373 $ | 697 $ | 460 $ | 370 $ | 375 $ | 580 $ | 397 $ |
| Taxe relative aux investissements | 252 $ | 393 $ | 250 $ | 204 $ | 213 $ | 278 $ | 205 $ |
| **Total** | **5 417 $** | **4 487 $** | **7 442 $** | **4 207 $** | **4 310 $** | **7 367 $** | **5 085 $** |
| **Variation totale** | **3,6 %**<br>**187 $** | **3,6 %**<br>**155 $** | **1,4 %**<br>**101 $** | **3,4 %**<br>**140 $** | **3,8 %**<br>**156 $** | **4,3 %**<br>**305 $** | **3,6 %**<br>**178 $** |

| Arrondissements | L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | Montréal-Nord | Outremont | Pierrefonds-Roxboro | Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | Rosemont–La Petite-Patrie |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur moyenne 2026** | **719 082 $** | **570 798 $** | **476 676 $** | **2 177 723 $** | **624 349 $** | **505 048 $** | **855 142 $** |
| **Taxes 2025** | **4 908 $** | **3 702 $** | **3 335 $** | **13 382 $** | **4 006 $** | **3 394 $** | **5 299 $** |
| **Taxes 2026** | | | | | | | |
| Taxe foncière générale | 3 330 $ | 2 643 $ | 2 207 $ | 10 085 $ | 2 891 $ | 2 339 $ | 3 960 $ |
| Dettes anciennes villes | - $ | 112 $ | 50 $ | 113 $ | - $ | 99 $ | 168 $ |
| Taxe relative à l'eau | 598 $ | 474 $ | 396 $ | 1 810 $ | 519 $ | 420 $ | 711 $ |
| Taxe relative à la voirie | 17 $ | 14 $ | 11 $ | 52 $ | 15 $ | 12 $ | 21 $ |
| Taxe relative à l'ARTM | 50 $ | 40 $ | 33 $ | 152 $ | 44 $ | 35 $ | 60 $ |
| Taxe relative aux services | 591 $ | 343 $ | 586 $ | 939 $ | 441 $ | 361 $ | 454 $ |
| Taxe relative aux investissements | 626 $ | 228 $ | 234 $ | 649 $ | 263 $ | 320 $ | 263 $ |
| **Total** | **5 212 $** | **3 855 $** | **3 518 $** | **13 800 $** | **4 173 $** | **3 586 $** | **5 636 $** |
| **Variation totale** | **6,2 %**<br>**304 $** | **4,1 %**<br>**152 $** | **5,5 %**<br>**182 $** | **3,1 %**<br>**418 $** | **4,2 %**<br>**167 $** | **5,7 %**<br>**192 $** | **6,4 %**<br>**338 $** |

| Arrondissements | Saint-Laurent | Saint-Léonard | Verdun | Ville-Marie | Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | Ville de Montréal |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur moyenne 2026** | **918 882 $** | **758 069 $** | **1 125 415 $** | **1 508 038 $** | **644 321 $** | **751 780 $** |
| **Taxes 2025** | **5 752 $** | **4 930 $** | **7 032 $** | **9 172 $** | **4 077 $** | **4 734 $** |
| **Taxes 2026** | | | | | | |
| Taxe foncière générale | 4 255 $ | 3 511 $ | 5 212 $ | 6 984 $ | 2 984 $ | 3 481 $ |
| Dettes anciennes villes | 29 $ | 44 $ | 45 $ | 296 $ | 126 $ | 104 $ |
| Taxe relative à l'eau | 764 $ | 630 $ | 935 $ | 1 253 $ | 535 $ | 625 $ |
| Taxe relative à la voirie | 22 $ | 18 $ | 27 $ | 36 $ | 15 $ | 18 $ |
| Taxe relative à l'ARTM | 64 $ | 53 $ | 79 $ | 106 $ | 45 $ | 53 $ |
| Taxe relative aux services | 555 $ | 575 $ | 706 $ | 590 $ | 353 $ | 425 $ |
| Taxe relative aux investissements | 307 $ | 340 $ | 382 $ | 130 $ | 191 $ | 233 $ |
| **Total** | **5 997 $** | **5 171 $** | **7 385 $** | **9 394 $** | **4 251 $** | **4 939 $** |
| **Variation totale** | **4,3 %**<br>**245 $** | **4,9 %**<br>**241 $** | **5,0 %**<br>**353 $** | **2,4 %**<br>**222 $** | **4,3 %**<br>**173 $** | **4,3 %**<br>**204 $** |

Note : La somme des montants arrondis peut être différente du total.

Dans le tableau suivant, le condominium moyen représente un logement situé dans un immeuble en copropriété divise. Lors du dépôt du rôle 2026-2027-2028, les valeurs des condominiums ont généralement augmenté moins que la moyenne des immeubles résidentiels. Pour cette raison, les variations des charges fiscales pour ces immeubles sont inférieures à la moyenne résidentielle.

## Tableau 67 – Variation du compte de taxes d'un condominium moyen

| Arrondissements | Ahuntsic-Cartierville | Anjou | Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | Lachine | LaSalle | Le Plateau-Mont-Royal | Le Sud-Ouest |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur moyenne 2026** | **390 537 $** | **355 957 $** | **551 253 $** | **420 894 $** | **440 168 $** | **556 407 $** | **524 373 $** |
| **Taxes 2025** | **2 419 $** | **2 532 $** | **3 439 $** | **2 592 $** | **2 732 $** | **3 504 $** | **3 333 $** |
| **Taxes 2026** | | | | | | | |
| Taxe foncière générale | 1 809 $ | 1 648 $ | 2 553 $ | 1 949 $ | 2 038 $ | 2 577 $ | 2 428 $ |
| Dettes anciennes villes | 77 $ | 17 $ | 108 $ | 4 $ | 13 $ | 109 $ | 103 $ |
| Taxe relative à l'eau | 325 $ | 296 $ | 458 $ | 350 $ | 366 $ | 462 $ | 436 $ |
| Taxe relative à la voirie | 9 $ | 9 $ | 13 $ | 10 $ | 11 $ | 13 $ | 13 $ |
| Taxe relative à l'ARTM | 27 $ | 25 $ | 39 $ | 29 $ | 31 $ | 39 $ | 37 $ |
| Taxe relative aux services | 175 $ | 409 $ | 217 $ | 238 $ | 247 $ | 285 $ | 267 $ |
| Taxe relative aux investissements | 118 $ | 231 $ | 118 $ | 131 $ | 140 $ | 137 $ | 138 $ |
| **Total** | **2 540 $** | **2 635 $** | **3 505 $** | **2 712 $** | **2 846 $** | **3 623 $** | **3 422 $** |
| **Variation totale** | **5,0 %**<br>**120 $** | **4,1 %**<br>**103 $** | **1,9 %**<br>**67 $** | **4,7 %**<br>**121 $** | **4,2 %**<br>**114 $** | **3,4 %**<br>**118 $** | **2,6 %**<br>**88 $** |

| Arrondissements | L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | Montréal-Nord | Outremont | Pierrefonds-Roxboro | Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | Rosemont–La Petite-Patrie |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur moyenne 2026** | **330 811 $** | **382 742 $** | **330 780 $** | **830 018 $** | **363 255 $** | **310 188 $** | **510 963 $** |
| **Taxes 2025** | **2 231 $** | **2 463 $** | **2 345 $** | **5 070 $** | **2 307 $** | **2 063 $** | **3 193 $** |
| **Taxes 2026** | | | | | | | |
| Taxe foncière générale | 1 532 $ | 1 772 $ | 1 532 $ | 3 844 $ | 1 682 $ | 1 436 $ | 2 366 $ |
| Dettes anciennes villes | - $ | 75 $ | 34 $ | 43 $ | - $ | 61 $ | 100 $ |
| Taxe relative à l'eau | 275 $ | 318 $ | 275 $ | 690 $ | 302 $ | 258 $ | 425 $ |
| Taxe relative à la voirie | 8 $ | 9 $ | 8 $ | 20 $ | 9 $ | 7 $ | 12 $ |
| Taxe relative à l'ARTM | 23 $ | 27 $ | 23 $ | 58 $ | 25 $ | 22 $ | 36 $ |
| Taxe relative aux services | 272 $ | 230 $ | 407 $ | 358 $ | 256 $ | 221 $ | 271 $ |
| Taxe relative aux investissements | 288 $ | 153 $ | 162 $ | 247 $ | 153 $ | 197 $ | 157 $ |
| **Total** | **2 398 $** | **2 585 $** | **2 441 $** | **5 260 $** | **2 428 $** | **2 202 $** | **3 368 $** |
| **Variation totale** | **7,5 %**<br>**167 $** | **4,9 %**<br>**122 $** | **4,1 %**<br>**96 $** | **3,7 %**<br>**190 $** | **5,2 %**<br>**121 $** | **6,8 %**<br>**140 $** | **5,5 %**<br>**175 $** |

| Arrondissements | Saint-Laurent | Saint-Léonard | Verdun | Ville-Marie | Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | Ville de Montréal |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur moyenne 2026** | **481 250 $** | **412 866 $** | **622 996 $** | **578 019 $** | **454 765 $** | **502 518 $** |
| **Taxes 2025** | **3 044 $** | **2 682 $** | **3 863 $** | **3 563 $** | **2 852 $** | **3 193 $** |
| **Taxes 2026** | | | | | | |
| Taxe foncière générale | 2 229 $ | 1 912 $ | 2 885 $ | 2 677 $ | 2 106 $ | 2 327 $ |
| Dettes anciennes villes | 15 $ | 24 $ | 25 $ | 113 $ | 89 $ | 70 $ |
| Taxe relative à l'eau | 400 $ | 343 $ | 518 $ | 480 $ | 378 $ | 418 $ |
| Taxe relative à la voirie | 12 $ | 10 $ | 15 $ | 14 $ | 11 $ | 12 $ |
| Taxe relative à l'ARTM | 34 $ | 29 $ | 44 $ | 40 $ | 32 $ | 35 $ |
| Taxe relative aux services | 291 $ | 313 $ | 391 $ | 226 $ | 249 $ | 284 $ |
| Taxe relative aux investissements | 161 $ | 185 $ | 211 $ | 50 $ | 135 $ | 156 $ |
| **Total** | **3 141 $** | **2 816 $** | **4 088 $** | **3 600 $** | **3 000 $** | **3 301 $** |
| **Variation totale** | **3,2 %**<br>**97 $** | **5,0 %**<br>**135 $** | **5,8 %**<br>**225 $** | **1,0 %**<br>**37 $** | **5,2 %**<br>**148 $** | **3,4 %**<br>**108 $** |

Note : La somme des montants arrondis peut être différente du total.

Finalement, dans le tableau suivant, le multiplex moyen représente un immeuble résidentiel comptant de deux à cinq logements. Les valeurs de ces immeubles ont généralement moins augmenté que la moyenne des immeubles résidentiels. Pour cette raison, les variations des charges fiscales pour ces immeubles sont inférieures à la moyenne résidentielle.

## Tableau 68 – Variation du compte de taxes d'un multiplex moyen

| Arrondissements | Ahuntsic-Cartierville | Anjou | Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | Lachine | LaSalle | Le Plateau-Mont-Royal | Le Sud-Ouest |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur moyenne 2026** | **846 704 $** | **748 681 $** | **979 838 $** | **647 989 $** | **765 591 $** | **1 163 985 $** | **813 030 $** |
| **Taxes 2025** | **5 343 $** | **5 317 $** | **6 127 $** | **4 011 $** | **4 784 $** | **7 448 $** | **5 124 $** |
| **Taxes 2026** | | | | | | | |
| Taxe foncière générale | 3 921 $ | 3 467 $ | 4 538 $ | 3 001 $ | 3 545 $ | 5 390 $ | 3 765 $ |
| Dettes anciennes villes | 166 $ | 36 $ | 192 $ | 6 $ | 22 $ | 228 $ | 159 $ |
| Taxe relative à l'eau | 704 $ | 622 $ | 814 $ | 538 $ | 636 $ | 967 $ | 676 $ |
| Taxe relative à la voirie | 20 $ | 18 $ | 24 $ | 16 $ | 18 $ | 28 $ | 20 $ |
| Taxe relative à l'ARTM | 59 $ | 52 $ | 69 $ | 45 $ | 54 $ | 81 $ | 57 $ |
| Taxe relative aux services | 379 $ | 861 $ | 385 $ | 367 $ | 430 $ | 597 $ | 415 $ |
| Taxe relative aux investissements | 257 $ | 486 $ | 210 $ | 202 $ | 244 $ | 286 $ | 214 $ |
| **Total** | **5 506 $** | **5 542 $** | **6 231 $** | **4 176 $** | **4 950 $** | **7 579 $** | **5 305 $** |
| **Variation totale** | **3,0 %**<br>**163 $** | **4,2 %**<br>**226 $** | **1,7 %**<br>**104 $** | **4,1 %**<br>**165 $** | **3,5 %**<br>**166 $** | **1,8 %**<br>**131 $** | **3,5 %**<br>**181 $** |

| Arrondissements | L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | Montréal-Nord | Outremont | Pierrefonds-Roxboro | Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | Rosemont–La Petite-Patrie |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur moyenne 2026** | **702 517 $** | **746 495 $** | **622 774 $** | **1 887 252 $** | **758 811 $** | **671 586 $** | **882 623 $** |
| **Taxes 2025** | **4 783 $** | **4 853 $** | **4 372 $** | **11 708 $** | **4 901 $** | **4 513 $** | **5 565 $** |
| **Taxes 2026** | | | | | | | |
| Taxe foncière générale | 3 253 $ | 3 457 $ | 2 884 $ | 8 740 $ | 3 514 $ | 3 110 $ | 4 087 $ |
| Dettes anciennes villes | - $ | 146 $ | 65 $ | 98 $ | - $ | 132 $ | 173 $ |
| Taxe relative à l'eau | 584 $ | 620 $ | 518 $ | 1 568 $ | 631 $ | 558 $ | 733 $ |
| Taxe relative à la voirie | 17 $ | 18 $ | 15 $ | 45 $ | 18 $ | 16 $ | 21 $ |
| Taxe relative à l'ARTM | 49 $ | 52 $ | 44 $ | 132 $ | 53 $ | 47 $ | 62 $ |
| Taxe relative aux services | 577 $ | 449 $ | 766 $ | 813 $ | 536 $ | 480 $ | 469 $ |
| Taxe relative aux investissements | 611 $ | 299 $ | 305 $ | 562 $ | 320 $ | 426 $ | 272 $ |
| **Total** | **5 092 $** | **5 041 $** | **4 596 $** | **11 960 $** | **5 072 $** | **4 768 $** | **5 817 $** |
| **Variation totale** | **6,5 %**<br>**309 $** | **3,9 %**<br>**188 $** | **5,1 %**<br>**224 $** | **2,2 %**<br>**252 $** | **3,5 %**<br>**171 $** | **5,7 %**<br>**256 $** | **4,5 %**<br>**252 $** |

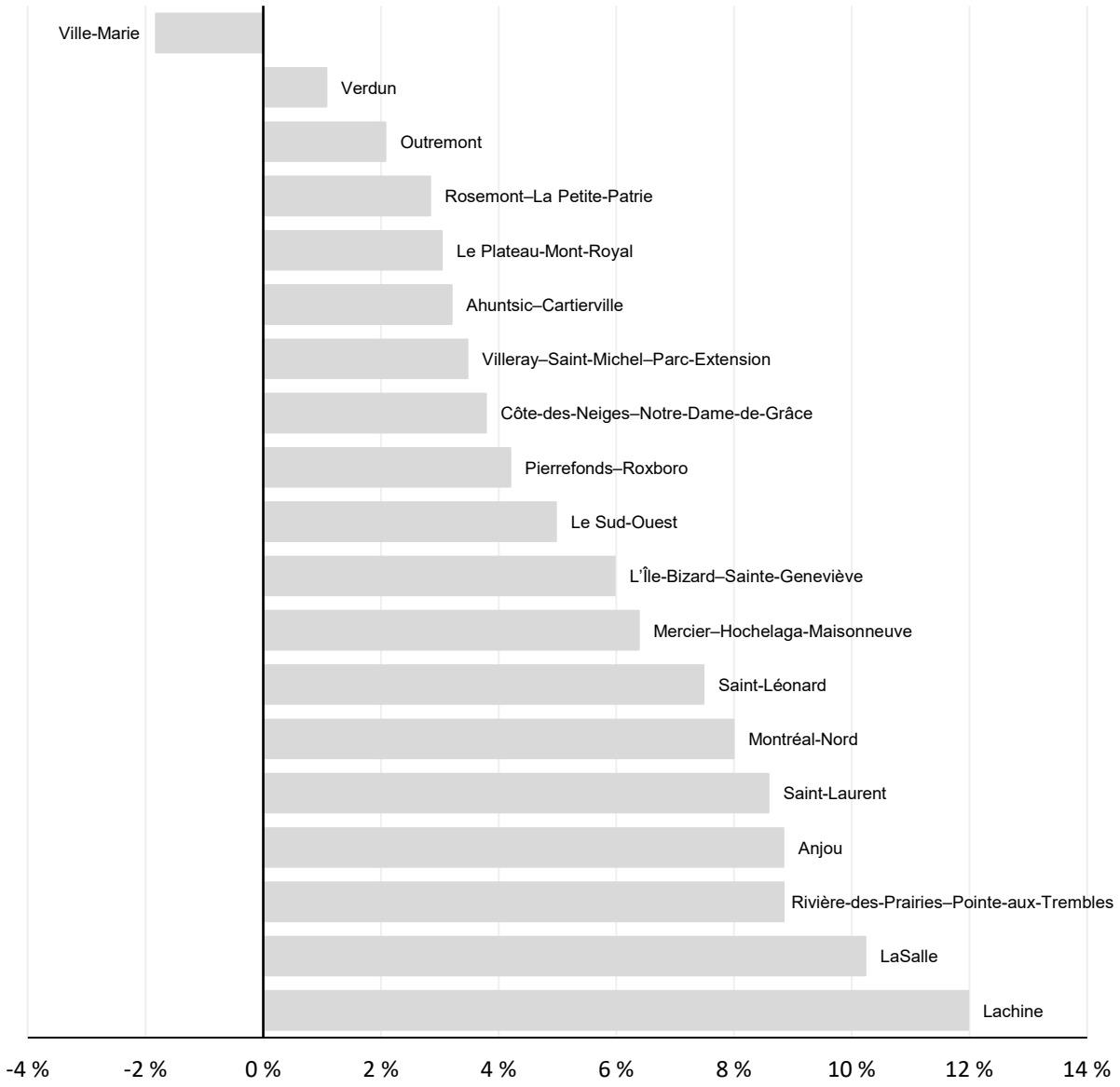
| Arrondissements | Saint-Laurent | Saint-Léonard | Verdun | Ville-Marie | Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | Ville de Montréal |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur moyenne 2026** | **840 400 $** | **932 749 $** | **857 896 $** | **924 934 $** | **752 785 $** | **843 077 $** |
| **Taxes 2025** | **5 327 $** | **6 149 $** | **5 365 $** | **5 598 $** | **4 771 $** | **5 348 $** |
| **Taxes 2026** | | | | | | |
| Taxe foncière générale | 3 892 $ | 4 320 $ | 3 973 $ | 4 283 $ | 3 486 $ | 3 904 $ |
| Dettes anciennes villes | 27 $ | 54 $ | 34 $ | 181 $ | 148 $ | 117 $ |
| Taxe relative à l'eau | 698 $ | 775 $ | 713 $ | 769 $ | 626 $ | 701 $ |
| Taxe relative à la voirie | 20 $ | 22 $ | 21 $ | 22 $ | 18 $ | 20 $ |
| Taxe relative à l'ARTM | 59 $ | 65 $ | 60 $ | 65 $ | 53 $ | 59 $ |
| Taxe relative aux services | 508 $ | 707 $ | 538 $ | 362 $ | 413 $ | 476 $ |
| Taxe relative aux investissements | 281 $ | 419 $ | 291 $ | 80 $ | 224 $ | 261 $ |
| **Total** | **5 484 $** | **6 362 $** | **5 630 $** | **5 761 $** | **4 966 $** | **5 538 $** |
| **Variation totale** | **3,0 %**<br>**158 $** | **3,5 %**<br>**213 $** | **4,9 %**<br>**264 $** | **2,9 %**<br>**163 $** | **4,1 %**<br>**195 $** | **3,5 %**<br>**190 $** |

Note : La somme des montants arrondis peut être différente du total.

### Immeubles non résidentiels

Le graphique suivant présente la variation des charges fiscales totales pour les immeubles non résidentiels dans chacun des arrondissements.

**Graphique 12 – Variation des charges fiscales foncières non résidentielles, de 2025 à 2026, par arrondissement**



Le tableau suivant présente les variations des charges fiscales foncières pour les immeubles non résidentiels.

### Tableau 69 – Variation détaillée des charges fiscales foncières de 2025 à 2026, immeubles non résidentiels

| Arrondissements | Conseil municipal | | | | Arrondissements | | | Charges fiscales foncières |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Taxe foncière générale | Taxes spéciales | | Sous-total | Taxes de services | Taxes d'investis-sement | Sous-total | |
| | | Dettes anciennes villes | Taxe relative à l'eau | | | | | |
| Ahuntsic–Cartierville | 2,6 % | (0,2 %) | 0,7 % | **3,0 %** | 0,2 % | < 0,1 % | **0,2 %** | **3,2 %** |
| Anjou | 7,2 % | 0,1 % | 1,2 % | **8,6 %** | 0,2 % | 0,1 % | **0,3 %** | **8,8 %** |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 3,1 % | (0,2 %) | 0,8 % | **3,7 %** | 0,1 % | < 0,1 % | **0,1 %** | **3,8 %** |
| Lachine | 9,9 % | < 0,1 % | 1,6 % | **11,7 %** | 0,2 % | 0,1 % | **0,3 %** | **12,0 %** |
| LaSalle | 8,3 % | < 0,1 % | 1,4 % | **9,9 %** | 0,2 % | 0,1 % | **0,3 %** | **10,2 %** |
| Le Plateau-Mont-Royal | 2,4 % | (0,2 %) | 0,7 % | **2,8 %** | 0,2 % | < 0,1 % | **0,2 %** | **3,0 %** |
| Le Sud-Ouest | 4,0 % | (0,2 %) | 0,9 % | **4,7 %** | 0,2 % | 0,1 % | **0,3 %** | **5,0 %** |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 4,4 % | - | 0,8 % | **5,2 %** | 0,3 % | 0,4 % | **0,8 %** | **6,0 %** |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 5,1 % | (0,2 %) | 1,0 % | **6,1 %** | 0,2 % | 0,2 % | **0,3 %** | **6,4 %** |
| Montréal-Nord | 6,2 % | 0,2 % | 1,2 % | **7,7 %** | 0,2 % | 0,1 % | **0,3 %** | **8,0 %** |
| Outremont | 1,4 % | 0,1 % | 0,6 % | **2,0 %** | 0,1 % | < 0,1 % | **0,1 %** | **2,1 %** |
| Pierrefonds–Roxboro | 3,2 % | - | 0,8 % | **4,0 %** | 0,2 % | 0,1 % | **0,2 %** | **4,2 %** |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 7,2 % | (0,1 %) | 1,3 % | **8,5 %** | 0,2 % | 0,1 % | **0,4 %** | **8,8 %** |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 2,0 % | (0,3 %) | 0,6 % | **2,4 %** | 0,3 % | 0,2 % | **0,5 %** | **2,8 %** |
| Saint-Laurent | 7,0 % | < 0,1 % | 1,2 % | **8,4 %** | 0,1 % | 0,1 % | **0,2 %** | **8,6 %** |
| Saint-Léonard | 6,0 % | 0,1 % | 1,1 % | **7,3 %** | 0,2 % | 0,1 % | **0,2 %** | **7,5 %** |
| Verdun | 0,3 % | < 0,1 % | 0,4 % | **0,6 %** | 0,4 % | < 0,1 % | **0,4 %** | **1,1 %** |
| Ville-Marie | (1,6 %) | (0,4 %) | 0,1 % | **(1,9 %)** | < 0,1 % | < 0,1 % | **0,1 %** | **(1,8 %)** |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 2,7 % | (0,2 %) | 0,7 % | **3,2 %** | 0,2 % | < 0,1 % | **0,3 %** | **3,5 %** |
| **VILLE DE MONTRÉAL** | 2,7 % | (0,2 %) | 0,7 % | **3,2 %** | 0,1 % | 0,1 % | **0,2 %** | **3,4 %** |

Note : Puisque les taxes spéciales relatives à la voirie et au financement de la contribution à l'ARTM ne font l'objet d'aucune variation en 2026, elles ne sont pas présentées dans ce tableau afin d'alléger la présentation.

## 8.2. Quotes-parts et fiscalité d'agglomération

Les dépenses d'agglomération sont financées par des quotes-parts exigées des municipalités liées, conformément à l'article 118.79 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, c. E-20.001). Une fois ces dépenses déterminées, les villes liées prélèvent les sommes qui leur reviennent, selon leurs propres orientations fiscales.

Les dépenses à financer par quotes-parts correspondent aux dépenses totales qui incombent à l'agglomération, moins les revenus spécifiques qui y sont associés. Selon les prévisions budgétaires de 2026, cela se présente comme suit :

| | *En milliers de dollars* |
|---|---|
| Dépenses totales de l'agglomération | 3 941 174,2 $ |
| Revenus spécifiques de l'agglomération (autres que les quotes-parts) | (598 749,0 $) |
| **Dépenses à financer par quotes-parts** | **3 342 425,2 $** |

Il existe deux grandes catégories de quotes-parts : les quotes-parts générales et les quotes-parts spécifiques, qui visent le financement d'activités précises répondant à un contexte particulier. Ensemble, ces quotes-parts totalisent 3 342,4 M$ en 2026, soit une augmentation de 7,5 % par rapport à l'exercice précédent.

Le tableau ci-dessous présente la variation budgétaire globale des différentes quotes-parts de l'agglomération de Montréal. Les deux pages suivantes détaillent la contribution de chacune des villes au financement de ces quotes-parts pour l'exercice budgétaire 2026.

**Tableau 70 – Variation budgétaire des quotes-parts de l'agglomération de Montréal, de 2025 à 2026**

| (en milliers de dollars) | Budget | | Variation | |
|---|---|---|---|---|
| | 2025 | 2026 | En valeur | En % |
| **Générales** | **2 715 111,6** | **2 898 589,5** | **183 477,9** | ***6,8*** |
| **Spécifiques** | | | | |
| Service des premiers répondants | 9 641,7 | 10 309,9 | 668,2 | *6,9* |
| Service de l'eau | 198 542,2 | 221 863,0 | 23 320,8 | *11,7* |
| Alimentation en eau potable | 110 879,0 | 121 697,9 | 10 818,9 | *9,8* |
| Compteurs d'eau | 928,1 | 875,7 | (52,4) | *(5,6)* |
| Travaux admissibles au programme TECQ | 14 348,0 | 20 035,2 | 5 687,2 | *39,6* |
| Travaux admissibles au programme FCCQ | 8 268,4 | 8 120,1 | (148,3) | *(1,8)* |
| Dettes de la voirie artérielle (2006-2008) | 4 980,7 | 4 846,8 | (133,9) | *(2,7)* |
| Déficit des exercices antérieurs | 45 391,3 | 56 087,1 | 10 695,8 | *23,6* |
| **Total** | **3 108 091,0** | **3 342 425,2** | **234 334,2** | ***7,5*** |

## Tableau 71 – Quotes-parts de 2026

(en milliers de dollars)

| Villes liées | Générales | Premiers répondants | Service de l'eau | Alimentation en eau potable | Compteurs d'eau |
|---|---|---|---|---|---|
| **Montréal** | **2 366 574,8** | **8 512,4** | **181 141,7** | **102 717,6** | **839,3** |
| **Villes reconstituées** | | | | | |
| Baie-D'Urfé | 20 603,9 | 74,1 | 1 577,0 | 498,6 | 0,2 |
| Beaconsfield | 26 424,7 | 95,0 | 2 022,6 | 1 382,3 | - |
| Côte-Saint-Luc | 32 286,7 | - | 2 471,3 | 1 916,3 | 1,6 |
| Dollard-des-Ormeaux | 51 017,0 | 183,5 | 3 904,9 | 3 486,0 | 4,1 |
| Dorval | 90 090,0 | 324,0 | 6 895,6 | 2 178,7 | 10,0 |
| Hampstead | 12 752,5 | 45,8 | 976,1 | 538,5 | - |
| Kirkland | 35 687,7 | 128,4 | 2 731,6 | 1 073,9 | 1,9 |
| L'Île-Dorval | 82,4 | 0,3 | 6,3 | 19,8 | - |
| Montréal-Est | 26 320,1 | 94,7 | 2 014,6 | 1 445,9 | 5,7 |
| Montréal-Ouest | 6 937,0 | 25,0 | 531,0 | 251,0 | 2,0 |
| Mont-Royal | 63 352,4 | 227,9 | 4 849,1 | 2 040,9 | - |
| Pointe-Claire | 90 317,8 | 324,9 | 6 913,1 | 2 315,6 | 9,9 |
| Sainte-Anne-de-Bellevue | 10 741,2 | 38,6 | 822,2 | 383,1 | 0,2 |
| Senneville | 4 856,7 | 17,5 | 371,7 | 130,6 | 0,2 |
| Westmount | 60 544,6 | 217,8 | 4 634,2 | 1 319,1 | 0,6 |
| **Total – Villes reconstituées** | **532 014,7** | **1 797,5** | **40 721,3** | **18 980,3** | **36,4** |
| **Agglomération de Montréal** | **2 898 589,5** | **10 309,9** | **221 863,0** | **121 697,9** | **875,7** |

| TECQ | FCCQ | Voirie artérielle | Déficit des exercices antérieurs | Total | | Villes liées |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En valeur | En % | |
| **10 139,0** | **4 268,1** | **4 488,6** | **45 792,7** | **2 724 474,2** | ***81,5*** | **Montréal** |
| | | | | | | **Villes reconstituées** |
| 305,3 | 112,4 | - | 398,7 | 23 570,2 | ***0,7*** | Baie-D'Urfé |
| 531,4 | 199,9 | 64,2 | 511,4 | 31 231,5 | ***0,9*** | Beaconsfield |
| 585,5 | 247,4 | 4,0 | 624,7 | 38 137,5 | ***1,1*** | Côte-Saint-Luc |
| 985,7 | 385,7 | - | 987,2 | 60 954,1 | ***1,8*** | Dollard-des-Ormeaux |
| 1 673,5 | 679,9 | 28,6 | 1 743,2 | 103 623,5 | ***3,1*** | Dorval |
| 256,7 | 96,6 | - | 246,8 | 14 913,0 | ***0,4*** | Hampstead |
| 731,0 | 285,0 | 1,1 | 690,5 | 41 331,1 | ***1,2*** | Kirkland |
| 1,6 | 0,6 | - | 1,6 | 112,6 | ***0,0*** | L'Île-Dorval |
| 432,9 | 151,1 | - | 509,3 | 30 974,3 | ***0,9*** | Montréal-Est |
| 121,5 | 52,8 | - | 134,2 | 8 054,5 | ***0,2*** | Montréal-Ouest |
| 1 233,1 | 470,1 | 62,6 | 1 225,9 | 73 462,0 | ***2,2*** | Mont-Royal |
| 1 432,3 | 528,8 | 197,5 | 1 747,6 | 103 787,5 | ***3,1*** | Pointe-Claire |
| 210,3 | 83,7 | 0,2 | 207,8 | 12 487,3 | ***0,4*** | Sainte-Anne-de-Bellevue |
| 84,1 | 32,4 | - | 94,0 | 5 587,2 | ***0,2*** | Senneville |
| 1 311,3 | 525,6 | - | 1 171,5 | 69 724,7 | ***2,1*** | Westmount |
| **9 896,2** | **3 852,0** | **358,2** | **10 294,4** | **617 951,0** | ***18,5*** | **Total – Villes reconstituées** |
| **20 035,2** | **8 120,1** | **4 846,8** | **56 087,1** | **3 342 425,2** | ***100,0*** | **Agglomération de Montréal** |

## Potentiel fiscal d'agglomération

Le potentiel fiscal d'agglomération est le critère par défaut pour la répartition de dépenses d'agglomération entre les villes liées. Il est composé de la somme de leur richesse foncière uniformisée (RFU), et de la somme des valeurs de leurs immeubles non résidentiels et industriels, pondérée par un facteur de 2,68. Ces deux sommes sont par la suite multipliées par le facteur comparatif, fixé à 1 pour l'exercice financier 2026. Cette formule est propre au calcul du potentiel fiscal aux fins de répartition des dépenses d'agglomération[1].

Le tableau suivant montre le potentiel fiscal et les pourcentages contributifs des villes liées, pour les exercices de 2025 et 2026.

Ces pourcentages sont notamment utilisés pour déterminer la contribution des villes liées au financement des quotes-parts générales, des quotes-parts pour le service donné par les premiers répondants et de celle pour le service de l'eau.

**Tableau 72 – Potentiel fiscal d'agglomération et pourcentages contributifs des villes liées, 2025 et 2026**

| Villes liées | Potentiel fiscal 2025 | | Potentiel fiscal 2026 | |
|---|---|---|---|---|
| | M$ | Pourcentages contributifs | M$ | Pourcentages contributifs |
| **Montréal** | **646 146,1** | **81,93703 %** | **687 824,7** | **81,64574 %** |
| **Villes reconstituées** | | | | |
| Baie-D'Urfé | 4 553,7 | 0,57744 % | 5 988,4 | 0,71083 % |
| Beaconsfield | 7 767,8 | 0,98503 % | 7 680,1 | 0,91164 % |
| Côte-Saint-Luc | 9 307,5 | 1,18027 % | 9 383,9 | 1,11388 % |
| Dollard-des-Ormeaux | 14 370,8 | 1,82234 % | 14 827,6 | 1,76006 % |
| Dorval | 22 311,9 | 2,82935 % | 26 183,9 | 3,10806 % |
| Hampstead | 3 701,7 | 0,46940 % | 3 706,4 | 0,43995 % |
| Kirkland | 9 952,9 | 1,26212 % | 10 372,3 | 1,23121 % |
| L'Île-Dorval | 24,9 | 0,00316 % | 23,9 | 0,00284 % |
| Montréal-Est | 6 172,4 | 0,78272 % | 7 649,7 | 0,90803 % |
| Montréal-Ouest | 1 981,5 | 0,25128 % | 2 016,2 | 0,23932 % |
| Mont-Royal | 18 072,9 | 2,29180 % | 18 412,8 | 2,18563 % |
| Pointe-Claire | 22 371,0 | 2,83684 % | 26 250,1 | 3,11592 % |
| Sainte-Anne-de-Bellevue | 2 761,6 | 0,35020 % | 3 121,8 | 0,37057 % |
| Senneville | 1 124,7 | 0,14262 % | 1 411,6 | 0,16755 % |
| Westmount | 17 967,3 | 2,27841 % | 17 596,8 | 2,08876 % |
| **Total – Villes reconstituées** | **142 442,5** | **18,06297 %** | **154 625,5** | **18,35426 %** |
| **Agglomération de Montréal** | **788 588,7** | **100,00000 %** | **842 450,2** | **100,00000 %** |

Note : Alors que le facteur comparatif est de 1 en 2026, il était de 1,08 en 2025.

Sources : Sommaires des rôles fonciers 2023-2024-2025 actualisés au 14 septembre 2024 pour le potentiel fiscal 2025, et sommaires des rôles fonciers 2026-2027-2028 en date du 10 septembre 2025 pour le potentiel fiscal de 2026.

[1] Arrêté de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation du 30 novembre 2021 concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de répartition des dépenses d'agglomération (2021, GOQ 2, 7384).

## Quotes-parts générales

Les quotes-parts générales servent à financer toutes les dépenses relevant des compétences d'agglomération, à l'exception de celles qui font déjà l'objet de quotes-parts spécifiques. Pour 2026, les quotes-parts générales totalisent 2 898,6 M$, soit 86,7 % de toutes les dépenses financées par les quotes-parts. Elles augmentent globalement de 6,8 % par rapport à l'exercice de 2025. À l'échelle de chaque ville liée, les variations entre les deux exercices suivent l'évolution de leur poids contributif au sein de l'agglomération, comme l'explique la section précédente. Le prochain tableau illustre ces variations.

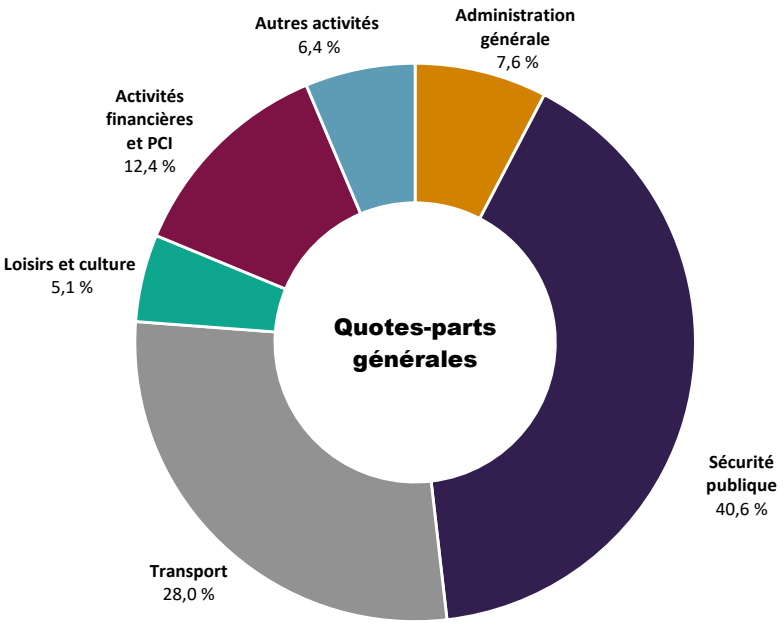
**Tableau 73 – Variation des quotes-parts générales d'agglomération, de 2025 à 2026**

| (en milliers de dollars) | Budget | | Variation | |
|---|---|---|---|---|
| | 2025 | 2026 | En valeur | En % |
| **Montréal** | **2 224 681,8** | **2 366 574,8** | **141 893,0** | ***6,4*** |
| **Villes reconstituées** | | | | |
| Baie-D'Urfé | 15 678,2 | 20 603,9 | 4 925,7 | *31,4* |
| Beaconsfield | 26 744,7 | 26 424,7 | (320,0) | *(1,2)* |
| Côte-Saint-Luc | 32 045,7 | 32 286,7 | 241,0 | *0,8* |
| Dollard-des-Ormeaux | 49 478,7 | 51 017,0 | 1 538,3 | *3,1* |
| Dorval | 76 819,9 | 90 090,0 | 13 270,1 | *17,3* |
| Hampstead | 12 744,9 | 12 752,5 | 7,6 | *0,1* |
| Kirkland | 34 267,9 | 35 687,7 | 1 419,8 | *4,1* |
| L'Île-Dorval | 85,7 | 82,4 | (3,3) | *(3,9)* |
| Montréal-Est | 21 251,7 | 26 320,1 | 5 068,4 | *23,8* |
| Montréal-Ouest | 6 822,4 | 6 937,0 | 114,6 | *1,7* |
| Mont-Royal | 62 224,9 | 63 352,4 | 1 127,5 | *1,8* |
| Pointe-Claire | 77 023,4 | 90 317,8 | 13 294,4 | *17,3* |
| Sainte-Anne-de-Bellevue | 9 508,2 | 10 741,2 | 1 233,0 | *13,0* |
| Senneville | 3 872,2 | 4 856,7 | 984,5 | *25,4* |
| Westmount | 61 861,3 | 60 544,6 | (1 316,7) | *(2,1)* |
| **Total – Villes reconstituées** | **490 429,8** | **532 014,7** | **41 584,9** | ***8,5*** |
| **Agglomération de Montréal** | **2 715 111,6** | **2 898 589,5** | **183 477,9** | ***6,8*** |

Contrairement aux quotes-parts spécifiques, qui financent des dépenses pour une activité bien précise, les quotes-parts générales couvrent un ensemble large d'activités municipales. La répartition de ces quotes-parts par activité permet aux villes liées de mesurer l'importance relative de chacune. Comme l'illustre le graphique suivant, la sécurité publique et le transport collectif regroupent 68 % des activités financées par les quotes-parts générales.

**Graphique 13 – Répartition par activités des quotes-parts générales, budget de 2026**

| Activités | Part relative |
|---|---|
| **Administration générale** | 7,6 % |
| **Sécurité publique** | |
| Police | 25,9 % |
| Sécurité incendie | 14,0 % |
| Sécurité civile et autres | 0,7 % |
| **Transport** | |
| Transport collectif | 27,4 % |
| Réseau routier et autres | 0,6 % |
| **Hygiène du milieu** | |
| Matières résiduelles | 3,2 % |
| Protection de l'environnement | 0,1 % |
| **Santé et bien-être** | |
| Logement social | 1,2 % |
| Autres | 0,7 % |
| **Aménagement, urbanisme et développement** | |
| Promotion et développement économique | 0,9 % |
| Rénovation urbaine et autres | 0,3 % |
| **Loisirs et culture** | |
| Activités récréatives | 1,6 % |
| Activités culturelles | 3,5 % |
| **Sous-total** | **87,6 %** |
| **Activités financières et PCI** | **12,4 %** |
| **Total** | **100,0 %** |




## Quotes-parts spécifiques

Les quotes-parts spécifiques totalisent 443,8 M$. Elles représentent 13,3 % de toutes les dépenses d'agglomération financées par des quotes-parts et visent le financement d'activités précises.

### Quotes-parts pour le service des premiers répondants

La sécurité publique est une compétence d'agglomération, à l'exception du service des premiers répondants sur le territoire de Côte-Saint-Luc, qui finance son propre service localement. Pour cette raison, la Ville de Côte-Saint-Luc ne contribue pas au financement de ces dépenses d'agglomération.

Les quotes-parts correspondent aux dépenses d'exploitation (équipements, formation continue et rémunération) moins la subvention anticipée provenant du gouvernement. En 2026, les quotes-parts prévues pour ce service s'élèvent à 10,3 M$, soit une augmentation de 0,7 M$ ou 6,9 % par rapport à 2025.

Cette variation s'explique notamment par une hausse de 0,7 M$ des coûts à la suite de l'indexation de la rémunération globale. Par ailleurs, la subvention anticipée demeure stable.
Ces quotes-parts sont réparties entre les villes liées selon le même critère que pour les quotes-parts générales, à savoir le potentiel fiscal d'agglomération, en excluant la Ville de Côte-Saint-Luc.

**Quotes-parts tarifaires pour l'alimentation en eau potable**

Les dépenses de fonctionnement relatives aux activités de production et de distribution de l'eau potable sont partagées entre les villes liées en fonction de leur consommation respective d'eau potable. Pour 2026, les coûts prévus s'élèvent à 121,7 M$, et le volume total de consommation à l'échelle de l'agglomération, basé sur la production de 2024, est estimé à 366,1 millions de $m^3$. Ces paramètres permettent d'établir un tarif provisoire de 0,3324 $ par $m^3$, utilisé pour déterminer la facturation provisoire de chaque ville liée.

Ces quotes-parts seront révisées au terme de l'exercice financier de 2026, une fois que les coûts réels des activités de production et de distribution de l'eau potable seront connus ainsi que la consommation réelle. Conformément au règlement annuel sur la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable, les ajustements de fin d'exercice indiqueront les villes liées qui auront soit un remboursement de quote-part, en raison d'un montant payé en trop, soit un supplément de quote-part à payer.

On observe une augmentation de ces quotes-parts de 9,8 % par rapport à 2025.

**Quotes-parts pour le financement des travaux admissibles à des programmes de subvention**

Les infrastructures d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées relèvent du conseil d'agglomération. Toutes dépenses relatives à ces activités sont donc financées par des quotes-parts. Par ailleurs, il existe plusieurs programmes gouvernementaux qui aident au financement des investissements effectués dans ces infrastructures. Toutefois, pour certains de ces programmes, les subventions sont versées aux villes en tant qu'administrations locales : c'est le cas du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) ainsi que du volet Grandes villes du Programme Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ).

Dans l'optique que chaque municipalité puisse bénéficier de ces subventions locales pour des dépenses réalisées sur des infrastructures d'agglomération, des quotes-parts spécifiques ont été créées pour financer les travaux admissibles au Programme de la TECQ et au volet Grandes villes du Programme FCCQ. Ainsi, les villes liées peuvent utiliser leurs propres subventions, en tout ou en partie, pour contribuer au financement de ces investissements effectués sous la responsabilité de l'agglomération.

Pour chaque exercice financier où des travaux d'investissement admissibles à l'un ou l'autre des deux programmes de subvention ont été réalisés, les villes liées doivent choisir entre payer comptant leur part des dépenses ou en étaler le paiement sur 20 ans. Si elles optent pour le financement à long terme, elles doivent s'acquitter des quotes-parts spécifiques à cet effet.

Les quotes-parts spécifiques facturées en 2026 concernent le financement des dépenses d'immobilisations effectuées au cours de l'exercice financier de 2024, auxquelles s'ajoutent les soldes restants des dettes antérieures des exercices financiers précédents, le cas échéant. Ces quotes-parts s'élèvent à 20 M$ pour les travaux admissibles au Programme de la TECQ et à 8,1 M$ pour les travaux admissibles au volet Grandes villes du Programme FCCQ. Pour les deux programmes combinés, les quotes-parts augmentent de 24,5 % par rapport à 2025.

**Quotes-parts tarifaires pour les compteurs d'eau**

L'alimentation en eau relève de la compétence du conseil d'agglomération, notamment la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles. Or, l'agglomération délègue aux municipalités liées les activités de mise en conformité des entrées d'eau ainsi que d'installation, de lecture, de diagnostic, de réparation et d'entretien des compteurs. Les quotes-parts tarifaires pour les compteurs d'eau couvrent donc les coûts de ces activités déléguées, ainsi que les frais à l'achat des compteurs. Ces quotes-parts seront facturées à l'automne 2026, en fonction du nombre de compteurs réellement commandés par les villes liées.

Les prévisions pour ces quotes-parts s'élèvent à 0,9 M$ pour l'exercice de 2026, soit une diminution de 5,6 %, par rapport à 2025.

**Quotes-parts pour le service de l'eau**

Les autres dépenses liées au service de l'eau sont également financées par des quotes-parts spécifiques. Elles sont réparties entre les villes liées selon le potentiel fiscal d'agglomération. Elles totalisent 221,9 M$ en 2026, soit une hausse de 11,7 % par rapport à 2025.

En résumé, les quotes-parts spécifiques pour le service de l'eau, pour l'alimentation en eau potable, pour les travaux admissibles aux programmes d'aide financière de la TECQ et du FCCQ ainsi que pour l'installation et la mise aux normes des compteurs d'eau financent l'ensemble des coûts de l'eau pour l'agglomération. En 2026, ces quotes-parts totalisent 372,6 M$, soit une augmentation de 39,6 M$, ou 11,9 %, par rapport à 2025.

**Quotes-parts pour les dettes de voirie artérielle (2006-2008)**

La *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (LQ 2008, c. 19) a restreint considérablement la compétence du conseil d'agglomération concernant le réseau artériel. Les villes liées ont en effet hérité de la responsabilité d'entretenir ce réseau. Dans cet esprit, la *Loi* prévoit que toutes les dettes relatives aux travaux d'immobilisations effectués sur les voies de circulation composant le réseau artériel, pour les exercices de 2006, 2007 et 2008, doivent être financées par des quotes-parts spécifiques des municipalités ayant bénéficié de ces travaux.

Les villes liées où des travaux de voirie artérielle ont été effectués et qui ont conservé un solde paient donc, au moyen de ces quotes-parts, les charges relatives aux frais financiers des dettes restantes. En 2026, ces dernières totalisent 4,8 M$, soit une réduction de 2,7 % par rapport à 2025. Rappelons que selon le calendrier du paiement de ces dettes, les villes liées auront terminé de rembourser ces dettes en 2028.

### Quotes-parts pour le déficit des exercices antérieurs

Des quotes-parts spécifiques pour s'acquitter du déficit des exercices antérieurs s'ajoutent annuellement lorsque nécessaire.

En ce qui concerne les prévisions budgétaires de 2026, il faut se référer aux résultats de l'exercice financier de 2024 pour établir le point de départ de l'analyse. Dans le tableau suivant, ces résultats se sont soldés par un déficit de 19,1 M$. À ce montant, il faut ajouter le déficit accumulé au terme de l'exercice financier de 2023, soit 78,2 M$, ainsi que l'impact de la norme comptable SP3400 de 4,2 M$. Le déficit accumulé après les affectations s'élève à 101,5 M$. Enfin, pour compléter ce portrait, il faut retrancher les revenus de 45,4 M$ qui avaient été prévus en 2025 pour le déficit des exercices antérieurs. Conséquemment, les quotes-parts spécifiques prévues à l'agglomération en 2026 pour combler le déficit des exercices antérieurs s'élèvent à 56,1 M$.

**Tableau 74 – Quotes-parts spécifiques pour le déficit des exercices antérieurs – Exercices réels de 2021 à 2024 et budgets de 2025 et 2026**

| (en millions de dollars) | Exercices financiers (réels) | | | | Budgets | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
| **Quotes-parts** | | | | | | |
| Générales | 2 221,8 | 2 291,2 | 2 475,9 | 2 624,8 | 2 715,1 | 2 898,6 |
| Spécifiques (sauf déficit des exercices antérieurs) | 263,4 | 279,4 | 314,5 | 335,8 | 347,6 | 387,7 |
| Déficit des exercices antérieurs | **21,3** | **211,3** | **87,9** | **32,8** | **45,4** | **56,1** |
| Autres revenus | 506,6 | 654,1 | 628,3 | 717,8 | 591,0 | 598,0 |
| **Total des revenus** | **3 013,1** | **3 436,0** | **3 506,5** | **3 711,1** | **3 699,1** | **3 940,4** |
| **Total des charges** | **2 905,6** | **2 937,9** | **3 018,3** | **3 283,4** | **3 244,6** | **3 448,0** |
| **Excédent avant le financement et les affectations** | **107,6** | **498,1** | **488,2** | **427,7** | **454,5** | **492,4** |
| Remboursement de la dette à long terme | (143,2) | (156,0) | (174,0) | (184,7) | (205,5) | (225,7) |
| Affectations | (31,0) | (163,6) | (271,7) | (262,1) | (249,1) | (266,8) |
| **Excédent (déficit) à des fins fiscales** | **(66,6)** | **178,5** | **42,5** | **(19,1)** | **-** | **-** |
| **Excédent (déficit) accumulé** | | | | | | |
| Excédent (déficit) accumulé non affecté – début d'exercice | (232,6) | (299,2) | (120,7) | (78,2) | | |
| Impact norme SP3400 | - | - | - | (4,2) | | |
| **Sous-total excédent (déficit) accumulé non affecté** | **(232,6)** | **(299,2)** | **(120,7)** | **(82,4)** | | |
| Excédent (déficit) à des fins fiscales | (66,6) | 178,5 | 42,5 | (19,1) | | |
| **Excédent (déficit) accumulé après affectations** | **(299,2)** | **(120,7)** | **(78,2)** | **(101,5)** | | |

| | |
|---|---|
| ***Somme déjà prévue au budget de 2025 à titre de quotes-parts spécifiques pour le déficit des exercices antérieurs :*** | **45,4** |
| ***Quotes-parts exigées en 2026 pour le déficit des exercices antérieurs :*** | **56,1** |

## Taxe pour le financement du service 911

La *Loi sur la sécurité civile* (RLRQ, c. S-2.3) établit que les municipalités du Québec doivent s'assurer du fonctionnement et du financement d'un centre d'appels d'urgence dûment certifié sur leur territoire. Au Québec, on compte une vingtaine de ces centres d'appels, y compris celui qui sert les villes de l'agglomération de Montréal, géré par le SPVM. Le financement des centres d'appels d'urgence est assuré par une taxe municipale, perçue par les entreprises de téléphonie au tarif mensuel de 0,54 $ et payée par toute personne cliente d'un service téléphonique, filaire ou non, dans la mesure où ce service donne accès au service 911.
Le tarif mensuel est indexé par le gouvernement selon une mesure de l'IPC. Pour 2026, ce tarif a été fixé à 0,55 $.[2].

Tous les revenus générés par cette taxe à l'échelle de la province sont acheminés à l'Agence du revenu du Québec, qui les transfère par la suite à l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 911 du Québec, chargée de remettre aux organisations municipales le produit de la taxe. Pour l'agglomération de Montréal, les prévisions s'élèvent à 16 M$ en 2026, soit une augmentation de 0,3 M$ par rapport à 2025.

[2] Avis d'indexation - Taxe municipale pour le 911, (2025) 157 GOQ 1, nº 34, p. 490.

## Contribution pour les dépenses afférentes au centre-ville

Avant 2017, les dépenses en immobilisations pour l'aménagement et le réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un périmètre situé au centre-ville, étaient à la charge de l'agglomération. Les dispositions à cet égard étaient d'ailleurs précisées par décret ministériel[3].

Toutefois, en vertu d'une entente conclue en mars 2016 entre la Ville de Montréal et les villes reconstituées, ces dépenses sont maintenant à la charge des contribuables montréalaises et montréalais seulement. De plus, le service de la dette relatif à toute dépense effectuée au centre-ville et réalisée entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2016 est également à la charge des contribuables de Montréal. En contrepartie, les villes reconstituées se sont engagées à verser à la Ville de Montréal une contribution de 8 M$ à compter de l'exercice de 2017, somme qui est indexée annuellement selon l'indice des prix à la consommation pour les exercices subséquents. Cette contribution est répartie entre les villes reconstituées en fonction de leur potentiel fiscal d'agglomération respectif.

Selon les prévisions du Conference Board du Canada pour la région métropolitaine de Montréal, le taux d'inflation est établi à 1,3 %[4], ce qui porte la contribution à 9,8 M$ en 2026.

**Tableau 75 – Contribution des villes reconstituées à l'égard des dépenses afférentes au centre-ville**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| Baie-D'Urfé | 260,4 | 267,5 | 295,2 | 302,1 | 308,8 | 308,8 | 379,0 |
| Beaconsfield | 466,6 | 476,8 | 507,6 | 515,3 | 526,8 | 526,8 | 486,1 |
| Côte-Saint-Luc | 564,0 | 575,4 | 611,7 | 622,3 | 631,2 | 631,2 | 593,9 |
| Dollard-des-Ormeaux | 839,5 | 857,4 | 941,7 | 959,4 | 974,6 | 974,6 | 938,4 |
| Dorval | 1 416,3 | 1 448,9 | 1 430,1 | 1 477,8 | 1 513,2 | 1 513,2 | 1 657,1 |
| Hampstead | 220,7 | 224,8 | 242,1 | 244,7 | 251,0 | 251,0 | 234,6 |
| Kirkland | 614,3 | 636,1 | 651,5 | 659,4 | 675,0 | 675,0 | 656,4 |
| L'Île-Dorval | 1,5 | 1,6 | 1,6 | 1,6 | 1,7 | 1,7 | 1,5 |
| Montréal-Est | 320,5 | 329,4 | 392,9 | 415,0 | 418,6 | 418,6 | 484,1 |
| Montréal-Ouest | 117,9 | 120,2 | 130,1 | 131,7 | 134,4 | 134,4 | 127,6 |
| Mont-Royal | 1 113,9 | 1 151,3 | 1 192,7 | 1 206,9 | 1 225,7 | 1 225,7 | 1 165,3 |
| Pointe-Claire | 1 291,7 | 1 329,2 | 1 389,6 | 1 455,6 | 1 517,2 | 1 517,2 | 1 661,3 |
| Sainte-Anne-de-Bellevue | 150,4 | 155,3 | 177,6 | 184,2 | 187,3 | 187,3 | 197,6 |
| Senneville | 64,5 | 66,0 | 72,4 | 74,4 | 76,3 | 76,3 | 89,3 |
| Westmount | 1 200,4 | 1 227,2 | 1 185,0 | 1 201,9 | 1 218,5 | 1 218,5 | 1 113,7 |
| **Total – Contribution pour les dépenses afférentes au centre-ville** | **8 642,4** | **8 867,1** | **9 221,8** | **9 452,4** | **9 660,3** | **9 660,3** | **9 785,9** |

[3] Décret 1229-20055 (2005) 137 GOQ 2, no 49A, p. 6923A.

[4] Chaque année, la Ville utilise la prévision de septembre du Conference Board du Canada pour l'indexation de cette contribution.

## 8.3. Analyse détaillée de l'effectif et de la rémunération globale

La rémunération globale s'élève à 2,9 G$ et représente 37,9 % des dépenses de fonctionnement, comparativement à 38,3 % en 2025. La section suivante traite particulièrement de la rémunération globale, tout en dressant le portrait de la variation de l'effectif.

### Effectif

**Variation de l'effectif**

La variation nette de l'effectif de 2025 à 2026 est une diminution de 16,6 années-personnes (a-p.). Elle est le résultat d'une diminution de 98,9 a-p. au budget de fonctionnement et d'une augmentation de 82,3 a-p. au PDI.

Cette diminution nette de 16,6 a-p. de l'effectif est le résultat combiné des nouveaux besoins spécifiques des unités d'affaires et de l'exercice de revue d'unité qu'a effectué chaque service ce printemps. Cet exercice a permis, au budget 2026, une réduction de 209,2 postes à travers les services.

Comme chaque année, des postes sont créés ou abolis afin de répondre à de nouveaux besoins et de mettre en œuvre les priorités de l'Administration. Dans le budget de 2026, cela résulte en une baisse nette de 65 postes dans les services centraux et une création nette de 40 postes dans les arrondissements. De plus, 8 postes ont été créés afin de bonifier l'escouade d'inspecteurs des locations touristiques. Ces postes sont prévus temporairement aux dépenses communes et seront transférés vers les arrondissements.

Dans les services centraux, la diminution nette des postes s'explique principalement par :

- une diminution nette de 158 postes en incluant les résultats de la revue d'unités;
- 77 postes créés pour le déploiement de la Stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034, dont 44 postes au budget de fonctionnement et 33 postes au PDI;
- 16 postes ajoutés au SIM pour le projet de décontamination des tenues de combat.

Dans une perspective d'optimisation des ressources de la Ville, en plus des efforts liés à la revue d'unité, un plan d'optimisation à venir permet d'anticiper 16 M$ d'économies récurrentes au budget 2026. À terme, cette initiative mènera à une diminution de 1 000 postes dans les services centraux.

Dans cette optique, un gel d'embauche pour le personnel de l'accréditation des cols blancs et du personnel professionnel est en vigueur jusqu'à nouvel ordre. Pour les postes cadre, s'ajoute un gel de nomination. Ces deux mesures sont en vigueur dans les services centraux.

## Tableau 76 – Répartition de l'effectif

| (en années-personnes) | Budget 2025 comparatif | | | Budget 2026 | | | Variation a-p. 2026-2025 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Fonction-nement | PDI | Total | Fonction-nement | PDI | Total | Fonction-nement | PDI | Total |
| **SECTEURS D'ACTIVITÉS** | | | | | | | | | |
| **Services administratifs** | | | | | | | | | |
| **Services de la direction générale** | | | | | | | | | |
| Direction générale | 139,3 | 0,8 | 140,1 | 137,0 | - | 137,0 | (2,3) | (0,8) | (3,1) |
| Finances et évaluation foncière | 626,6 | 25,9 | 652,5 | 606,3 | 30,0 | 636,3 | (20,3) | 4,1 | (16,2) |
| Planification stratégique et performance organisationnelle | 52,0 | 5,5 | 57,5 | 43,0 | 5,0 | 48,0 | (9,0) | (0,5) | (9,5) |
| Ressources humaines et communications | 529,0 | 37,5 | 566,5 | 507,4 | 41,1 | 548,5 | (21,6) | 3,6 | (18,0) |
| **Autres services administratifs** | | | | | | | | | |
| Bureau de l'inspecteur général | 34,0 | - | 34,0 | 34,0 | - | 34,0 | - | - | - |
| Bureau du vérificateur général | 35,0 | - | 35,0 | 36,0 | - | 36,0 | 1,0 | - | 1,0 |
| Commission de la fonction publique de Montréal | 13,0 | - | 13,0 | 13,0 | - | 13,0 | - | - | - |
| Office de consultation publique de Montréal | 12,0 | - | 12,0 | 12,0 | - | 12,0 | - | - | - |
| Secrétariat de liaison de l'agglomération de Montréal | 2,0 | - | 2,0 | 2,0 | - | 2,0 | - | - | - |
| **Total – Services administratifs** | **1 442,9** | **69,7** | **1 512,6** | **1 390,7** | **76,1** | **1 466,8** | **(52,2)** | **6,4** | **(45,8)** |
| **Habitation et économie** | | | | | | | | | |
| Approvisionnement | 319,0 | 18,0 | 337,0 | 306,0 | 27,8 | 333,8 | (13,0) | 9,8 | (3,2) |
| Développement économique | 68,0 | - | 68,0 | 65,0 | - | 65,0 | (3,0) | - | (3,0) |
| Habitation | 137,0 | 1,0 | 138,0 | 132,0 | 1,0 | 133,0 | (5,0) | - | (5,0) |
| Stratégie immobilière | 77,0 | - | 77,0 | 76,0 | - | 76,0 | (1,0) | - | (1,0) |
| **Total – Habitation et économie** | **601,0** | **19,0** | **620,0** | **579,0** | **28,8** | **607,8** | **(22,0)** | **9,8** | **(12,2)** |
| **Qualité de vie** | | | | | | | | | |
| Culture | 179,3 | 7,9 | 187,2 | 181,3 | 7,9 | 189,2 | 2,0 | - | 2,0 |
| Diversité et inclusion sociale | 79,0 | - | 79,0 | 81,0 | - | 81,0 | 2,0 | - | 2,0 |
| Environnement | 272,6 | 17,1 | 289,7 | 270,6 | 17,1 | 287,7 | (2,0) | - | (2,0) |
| Espace pour la vie | 445,2 | 4,0 | 449,2 | 444,2 | 4,0 | 448,2 | (1,0) | - | (1,0) |
| **Total – Qualité de vie** | **976,1** | **29,0** | **1 005,1** | **977,1** | **29,0** | **1 006,1** | **1,0** | **-** | **1,0** |
| **Sécurité urbaine et conformité** | | | | | | | | | |
| Affaires juridiques | 487,2 | 13,8 | 501,0 | 466,2 | 9,8 | 476,0 | (21,0) | (4,0) | (25,0) |
| Greffe | 209,5 | 3,5 | 213,0 | 208,5 | 3,5 | 212,0 | (1,0) | - | (1,0) |
| **Services de sécurité publique** | | | | | | | | | |
| Sécurité incendie | 2 787,0 | 6,4 | 2 793,4 | 2 803,0 | 7,1 | 2 810,1 | 16,0 | 0,7 | 16,7 |
| Service de police | 6 245,2 | 14,0 | 6 259,2 | 6 178,8 | 14,4 | 6 193,2 | (66,4) | 0,4 | (66,0) |
| **Total – Sécurité urbaine et conformité** | **9 728,9** | **37,7** | **9 766,6** | **9 656,5** | **34,8** | **9 691,3** | **(72,4)** | **(2,9)** | **(75,3)** |
| **Services de proximité** | | | | | | | | | |
| Concertation des arrondissements et expérience citoyenne | 288,1 | 7,3 | 295,4 | 275,1 | 7,3 | 282,4 | (13,0) | - | (13,0) |
| Grands parcs, Mont-Royal et sports | 244,6 | 99,8 | 344,4 | 245,9 | 99,8 | 345,7 | 1,3 | - | 1,3 |
| Matériel roulant et ateliers | 484,0 | 13,0 | 497,0 | 492,0 | 6,0 | 498,0 | 8,0 | (7,0) | 1,0 |
| Technologies de l'information | 488,9 | 317,0 | 805,9 | 492,4 | 317,5 | 809,9 | 3,5 | 0,5 | 4,0 |
| **Total – Services de proximité** | **1 505,6** | **437,1** | **1 942,7** | **1 505,4** | **430,6** | **1 936,0** | **(0,2)** | **(6,5)** | **(6,7)** |
| **Urbanisme, mobilité et infrastructures** | | | | | | | | | |
| Commission des services électriques | 107,0 | 79,0 | 186,0 | 118,3 | 81,0 | 199,3 | 11,3 | 2,0 | 13,3 |
| Eau | 844,8 | 168,0 | 1 012,8 | 876,4 | 211,7 | 1 088,1 | 31,6 | 43,7 | 75,3 |
| Gestion et planification des immeubles | 631,2 | 48,0 | 679,2 | 611,2 | 67,0 | 678,2 | (20,0) | 19,0 | (1,0) |
| Infrastructures du réseau routier | 231,3 | 207,5 | 438,8 | 213,4 | 213,9 | 427,3 | (17,9) | 6,4 | (11,5) |
| Urbanisme et mobilité | 320,7 | 50,9 | 371,6 | 318,7 | 50,9 | 369,6 | (2,0) | - | (2,0) |
| **Total – Urbanisme, mobilité et infrastructures** | **2 135,0** | **553,4** | **2 688,4** | **2 138,0** | **624,5** | **2 762,5** | **3,0** | **71,1** | **74,1** |
| **Total – Services** | **16 389,5** | **1 145,9** | **17 535,4** | **16 246,7** | **1 223,8** | **17 470,5** | **(142,8)** | **77,9** | **(64,9)** |

## Répartition de l'effectif (suite)

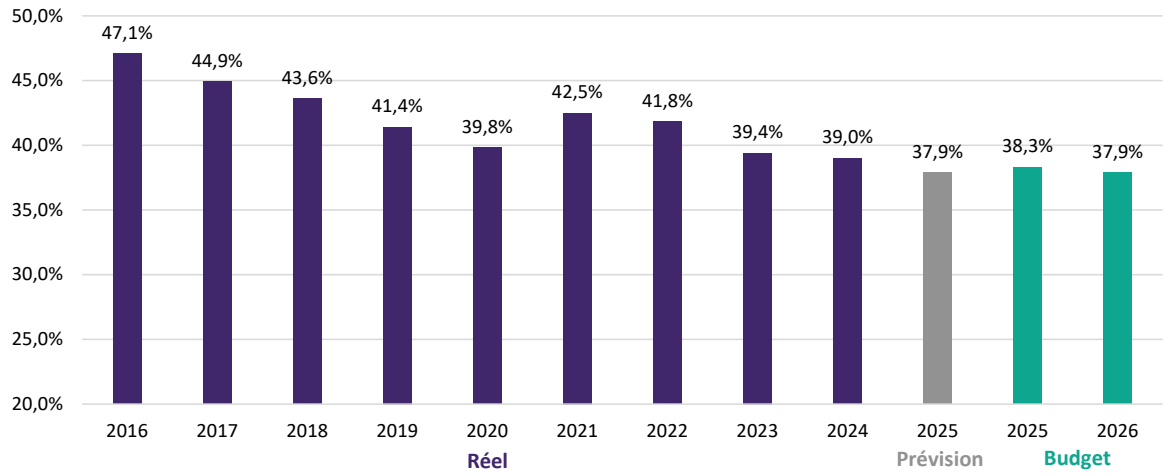
| (en années-personnes) | Budget 2025 comparatif | | | Budget 2026 | | | Variation a-p. 2026-2025 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Fonction-nement | PDI | Total | Fonction-nement | PDI | Total | Fonction-nement | PDI | Total |
| **SECTEURS D'ACTIVITÉS** | | | | | | | | | |
| **Dépenses communes** | | | | | | | | | |
| Postes dédiés aux arrondissements | - | - | - | 8,0 | - | 8,0 | 8,0 | - | 8,0 |
| **Total – Dépenses communes** | **-** | **-** | **-** | **8,0** | **-** | **8,0** | **8,0** | **-** | **8,0** |
| **Arrondissements** | | | | | | | | | |
| Ahuntsic-Cartierville | 446,8 | 6,0 | 452,8 | 445,8 | 7,0 | 452,8 | (1,0) | 1,0 | - |
| Anjou | 223,9 | - | 223,9 | 223,9 | - | 223,9 | - | - | - |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 560,1 | 1,0 | 561,1 | 573,5 | 1,0 | 574,5 | 13,4 | - | 13,4 |
| Lachine | 246,4 | 9,0 | 255,4 | 245,8 | 9,0 | 254,8 | (0,6) | - | (0,6) |
| LaSalle | 291,2 | 5,0 | 296,2 | 291,9 | 5,0 | 296,9 | 0,7 | - | 0,7 |
| Le Plateau-Mont-Royal | 460,5 | 5,0 | 465,5 | 469,4 | 5,0 | 474,4 | 8,9 | - | 8,9 |
| Le Sud-Ouest | 436,2 | 9,5 | 445,7 | 442,0 | 10,4 | 452,4 | 5,8 | 0,9 | 6,7 |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 117,2 | 6,0 | 123,2 | 118,9 | 3,5 | 122,4 | 1,7 | (2,5) | (0,8) |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 600,7 | 11,7 | 612,4 | 595,4 | 11,7 | 607,1 | (5,3) | - | (5,3) |
| Montréal-Nord | 373,3 | 3,2 | 376,5 | 375,1 | 2,2 | 377,3 | 1,8 | (1,0) | 0,8 |
| Outremont | 122,8 | 6,0 | 128,8 | 122,8 | 6,5 | 129,3 | - | 0,5 | 0,5 |
| Pierrefonds-Roxboro | 282,1 | 6,0 | 288,1 | 281,7 | 6,0 | 287,7 | (0,4) | - | (0,4) |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 454,8 | 2,0 | 456,8 | 460,6 | 2,0 | 462,6 | 5,8 | - | 5,8 |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 709,0 | 7,0 | 716,0 | 711,1 | 10,0 | 721,1 | 2,1 | 3,0 | 5,1 |
| Saint-Laurent | 592,7 | - | 592,7 | 593,6 | - | 593,6 | 0,9 | - | 0,9 |
| Saint-Léonard | 251,8 | 1,0 | 252,8 | 249,8 | 1,0 | 250,8 | (2,0) | - | (2,0) |
| Verdun | 319,6 | 7,2 | 326,8 | 319,1 | 7,7 | 326,8 | (0,5) | 0,5 | - |
| Ville-Marie | 634,4 | - | 634,4 | 639,0 | - | 639,0 | 4,6 | - | 4,6 |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 445,5 | 8,0 | 453,5 | 445,5 | 10,0 | 455,5 | - | 2,0 | 2,0 |
| **Total – Arrondissements** | **7 569,0** | **93,6** | **7 662,6** | **7 604,9** | **98,0** | **7 702,9** | **35,9** | **4,4** | **40,3** |
| **Total – Effectif** | **23 958,5** | **1 239,5** | **25 198,0** | **23 859,6** | **1 321,8** | **25 181,4** | **(98,9)** | **82,3** | **(16,6)** |

## Rémunération globale

La rémunération globale est le poste de dépenses le plus important. Il comprend la masse salariale des employées et employés ainsi que des élues et élus. Il comprend aussi les cotisations de l'employeur, c'est-à-dire le coût des différents régimes étatiques et autres avantages sociaux. En règle générale, les ajustements salariaux prévus dans les conventions collectives (indexations et progressions d'échelon) de même que l'évolution des coûts des diverses contributions qui incombent à l'employeur font en sorte que la rémunération a tendance à augmenter chaque année.

Au budget de 2026, la rémunération globale affiche une variation à la hausse de 112,7 M$, ou 4 %, passant de 2 790,2 M$ à 2 903 M$. Cette hausse s'explique principalement par la croissance normale de la rémunération régulière, prévue aux conventions collectives. Ce changement porte le poids de la rémunération globale dans les dépenses de fonctionnement à 37,9 %, comme l'illustre le graphique suivant.

**Graphique 14 – Évolution du poids de la rémunération globale par rapport aux dépenses de fonctionnement**



## Tableau 77 – Évolution de la rémunération globale

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Rémunération** | 2 008 534,5 | 2 114 514,9 | 2 173 592,2 | 2 270 765,3 | 2 359 196,8 | 2 272 379,3 | 2 317 533,4 |
| **Cotisations de l'employeur** | | | | | | | |
| Régimes de retraite | | | | | | | |
| Services courants | 237 006,0 | 242 942,5 | 196 787,3 | 201 384,5 | 228 442,9 | 198 094,8 | 226 829,5 |
| Services passés | 73 118,2 | 31 700,0 | (48 635,6) | (40 274,7) | (61 916,0) | (62 909,4) | (27 081,0) |
| **Total – Régimes de retraite** | **310 124,2** | **274 642,5** | **148 151,7** | **161 109,7** | **166 526,9** | **135 185,4** | **199 748,5** |
| Charges sociales et autres cotisations | 292 244,4 | 330 176,1 | 335 726,2 | 355 130,1 | 372 865,0 | 382 642,4 | 385 674,6 |
| **Total – Cotisations de l'employeur** | **602 368,6** | **604 818,6** | **483 877,9** | **516 239,8** | **539 391,9** | **517 827,8** | **585 423,1** |
| **Total – Rémunération globale** | **2 610 903,1** | **2 719 333,5** | **2 657 470,1** | **2 787 005,1** | **2 898 588,7** | **2 790 207,1** | **2 902 956,5** |

La rémunération augmente de 45,2 M$, ou 2 %, pour atteindre 2 317,5 M$. Cette variation s'explique par les éléments suivants :

**Services centraux**

- une hausse de 41,9 M$ découlant des indexations salariales et des progressions statutaires;
- une baisse de 16,4 M$ générée par la réduction nette de l'effectif aux services centraux.

**Arrondissements**

- une hausse de 14,9 M$ découlant des indexations salariales et des progressions statutaires;
- une hausse de 4,0 M$ en augmentations d'effectifs pour répondre à de nouveaux besoins;
- une hausse de 0,8 M$ découlant d'augmentations de paiements de banques de maladie et autres provisions.

Les cotisations de l'employeur augmentent de 67,6 M$, ou 13,1 %, pour atteindre 585,4 M$. Cette variation est attribuable aux éléments suivants :

- une hausse de 64,6 M$ associée aux régimes de retraite;
- une hausse de 8,2 M$ découlant des indexations salariales et des progressions statutaires;
- une baisse de 3 M$ découlant d'une diminution des coûts d'assurances collectives;
- une baisse de 2,2 M$ associée à la variation d'effectifs.

Par ailleurs, des économies anticipées de 16 M$ pour la mise en place du plan d'optimisation des ressources sont prévues en 2026.

## Tableau 78 – Analyse de la rémunération et des cotisations de l'employeur – Budget de fonctionnement

| (en milliers de dollars) | Structures autorisées (a-p.) | Rémunération | Cotisations de l'employeur | | Total de la rémunération globale |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Charges sociales | Avantages sociaux | |
| Élues et élus | 103,0 | 13 642,2 | 1 386,2 | 3 337,8 | 18 366,2 |
| Cadres de gestion | 1 440,0 | 217 413,9 | 22 273,8 | 37 807,1 | 277 494,8 |
| Cadres-conseils | 517,8 | 61 680,1 | 6 649,1 | 8 991,8 | 77 321,0 |
| | **1 957,8** | **279 094,0** | **28 922,9** | **46 798,9** | **354 815,8** |
| Contremaîtresses et contremaîtres | 403,3 | 45 261,1 | 5 197,3 | 9 513,3 | 59 971,7 |
| Professionnelles et professionnels | 3 037,3 | 348 793,4 | 39 700,9 | 47 767,6 | 436 261,9 |
| Cols blancs | 5 974,2 | 421 026,0 | 56 163,2 | 75 720,3 | 552 909,5 |
| Cols bleus | 4 768,3 | 363 704,0 | 47 541,5 | 62 130,0 | 473 375,5 |
| Policières et policiers | 4 939,2 | 560 815,6 | 63 528,2 | 14 555,5 | 638 899,3 |
| Pompières et pompiers | 2 406,0 | 278 309,0 | 30 834,1 | 49 149,5 | 358 292,6 |
| Préposées et préposés aux traverses d'écoliers | 270,5 | 15 380,4 | 2 083,7 | - | 17 464,1 |
| Plan d'optimisation des ressources | - | (12 349,6) | (1 640,3) | (2 010,1) | (16 000,0) |
| Gestion des postes vacants | - | (38 118,2) | (5 062,7) | (2 029,8) | (45 210,7) |
| | **23 859,6** | **2 275 557,9** | **268 655,0** | **304 933,0** | **2 849 145,9** |
| Sécurité du revenu[1] | - | 3 842,3 | 505,1 | 627,5 | 4 974,9 |
| Agence de mobilité durable[2] | - | 38 133,2 | 4 866,2 | 5 836,3 | 48 835,7 |
| **Total – Rémunération et cotisations de l'employeur** | **23 859,6** | **2 317 533,4** | **274 026,3** | **311 396,8** | **2 902 956,5** |

[1] Depuis 2008, à la suite d'une entente conclue entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec, la gestion des activités liées à la sécurité du revenu sur le territoire de l'ancienne ville de Montréal est assurée par le gouvernement du Québec. Les employées et employés municipaux affectés à ce secteur sont prêtés au gouvernement du Québec contre une compensation financière. Ce personnel ne fait pas partie de la structure d'effectifs de la Ville de Montréal, mais sa rémunération apparaît dans le budget de dépenses.

[2] Une convention de services liant la Ville et l'Agence de mobilité durable assure l'affectation d'employées et employés municipaux aux activités gérées par l'Agence. Bien que le personnel de l'Agence ne fasse pas partie de la structure d'effectifs de la Ville de Montréal, sa rémunération est prévue au budget de dépenses.

En plus de la main-d'œuvre au budget de fonctionnement, l'effectif de la Ville comprend de la main-d'œuvre capitalisable. Le PDI comprend un éventail de projets que la Ville de Montréal compte réaliser au cours des 10 prochaines années. La rémunération globale de la main-d'œuvre capitalisable augmente de 15,4 M$, ou 9,3 %, et atteint 181,2 M$. Cette augmentation s'explique principalement par la croissance de l'effectif ainsi que par la croissance normale de la rémunération régulière, prévue aux conventions collectives. L'effectif capitalisable augmente de 6,6 % et passe à 1 321,8 a-p.

Le tableau suivant présente en détail les coûts reliés à la rémunération qui sont imputés directement aux dépenses en immobilisations.

**Tableau 79 – Analyse de la rémunération et des cotisations de l'employeur et sources de financement – Main-d'œuvre capitalisée**

| (en milliers de dollars) | Structures autorisées (a-p.) | Rémunération | Cotisations de l'employeur | | Total de la rémunération globale |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Charges sociales | Avantages sociaux | |
| **Main-d'œuvre capitalisée** | | | | | |
| Cadres de gestion | 44,0 | 6 888,1 | 735,7 | 1 099,8 | 8 723,6 |
| Cadres-conseils | 30,1 | 4 053,8 | 435,6 | 647,5 | 5 136,9 |
| | **74,1** | **10 941,9** | **1 171,3** | **1 747,3** | **13 860,5** |
| Contremaîtresses et contremaîtres | 4,2 | 455,6 | 54,1 | 72,2 | 581,9 |
| Professionnelles et professionnels | 849,6 | 98 456,1 | 11 153,5 | 13 084,9 | 122 694,5 |
| Cols blancs | 382,2 | 33 327,7 | 4 290,1 | 5 266,5 | 42 884,3 |
| Cols bleus | 9,8 | 764,6 | 92,3 | 116,5 | 973,4 |
| Policières et policiers | 1,9 | 173,8 | 22,9 | 28,1 | 224,8 |
| **Total – Main-d'œuvre capitalisée** | **1 321,8** | **144 119,7** | **16 784,2** | **20 315,5** | **181 219,4** |
| **Sources de financement** | | | | | |
| Paiement au comptant | | | | | 18 973,3 |
| Emprunts | | | | | |
| Remboursés par les activités commerciales | | | | | 9 430,9 |
| À la charge des contribuables | | | | | 152 815,2 |
| **Total – Sources de financement** | | | | | **181 219,4** |

## Régimes de retraite

Les régimes de retraite de la Ville de Montréal sont des régimes à prestations déterminées. Un régime de retraite à prestations déterminées est un régime pour lequel est précisé, soit :

- le montant des prestations que recevront les employées et employés lors d'un événement (retraite, cessation, décès, etc.);
- la formule de calcul du montant de ces prestations.

Le calcul des prestations est généralement fondé sur des facteurs comme l'âge, le salaire et le nombre d'années de service de la participante ou du participant.

Un tel régime repose sur le principe de la capitalisation, c'est-à-dire que les cotisations versées dans le régime (la caisse de retraite) de même que les revenus de placement associés à l'actif de la caisse et investis selon la politique de placement du comité de retraite du régime servent à financer à long terme les prestations prévues par le régime.

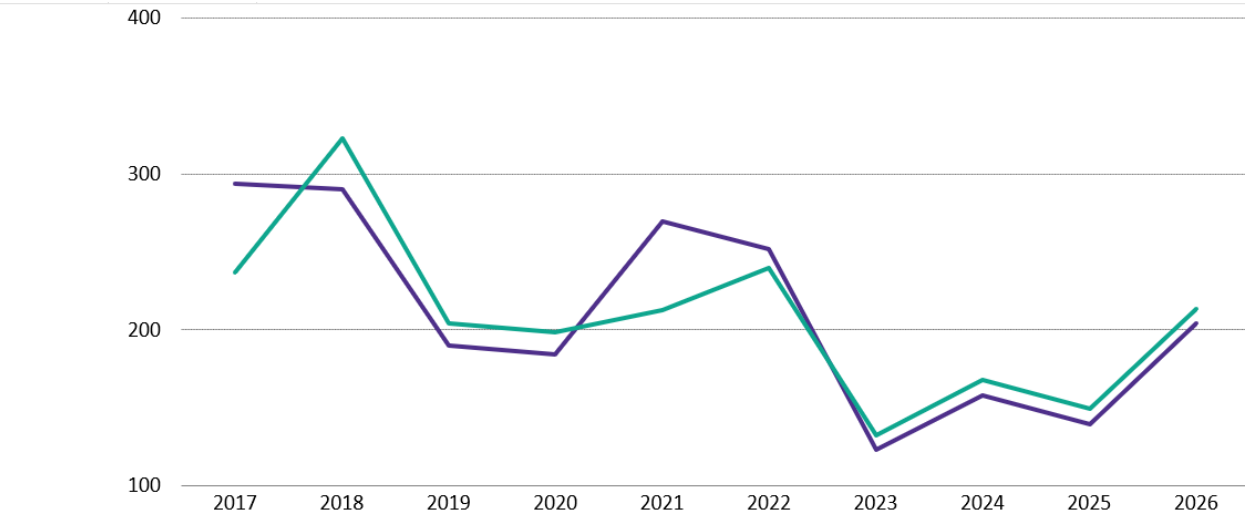
Le coût du service courant, pour une année donnée, correspond à la valeur des prestations acquises durant l'exercice financier. Il est déterminé selon les hypothèses actuarielles retenues. Si tout se passe comme prévu, ce montant permettra de faire face aux obligations du régime de retraite. Le coût du service courant est assumé par la Ville et les employées et employés participant aux régimes. Toutefois, dans cette section, nous faisons uniquement référence au coût assumé par la Ville.

À ce coût s'ajoute une charge de retraite pour financer les déficits actuariels, le cas échéant, et les autres dépenses associées (comme les intérêts). Ici aussi, nous faisons référence au coût imputé à la Ville de Montréal.

Les charges, traitées sous la rubrique Cotisations de l'employeur, représentent 199,8 M$ en 2026, comparativement à 135,2 M$ au budget de 2025. Lorsqu'on tient compte des montants à pourvoir, la charge nette est de 203,9 M$ en 2026, comparativement à 139,7 M$ en 2025, soit une augmentation de 64,2 M$.

En raison de la pandémie de COVID-19 et des risques financiers qui en ont découlé, le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation a mis en place des mesures d'allègement fiscal, applicables à compter de 2021. L'allègement fiscal permet de réduire à court et à moyen terme les répercussions financières de la COVID-19 sur les coûts associés aux régimes. Les allègements utilisés doivent être reconnus linéairement sur l'horizon restant de la mesure sans dépasser 2030. Depuis 2023, aucun allègement n'est disponible compte tenu des gains réalisés en 2021 et en 2022. En 2025 et en 2026, une charge de 9,6 M$ est ajoutée au budget de fonctionnement, en contrepartie des allègements employés en 2021 et en 2022.

**Graphique 15 – Charges de retraite – budgets de 2017 à 2026**
(en millions de dollars)




| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Charge sans allègement | 293,7 | 290,3 | 189,9 | 184,4 | 269,3 | 252,2 | 123,0 | 158,2 | 139,7 | 203,9 |
| Charge avec allègement-renversement | 236,7 | 322,9 | 204,2 | 198,7 | 213,1 | 239,7 | 132,6 | 167,8 | 149,3 | 213,5 |

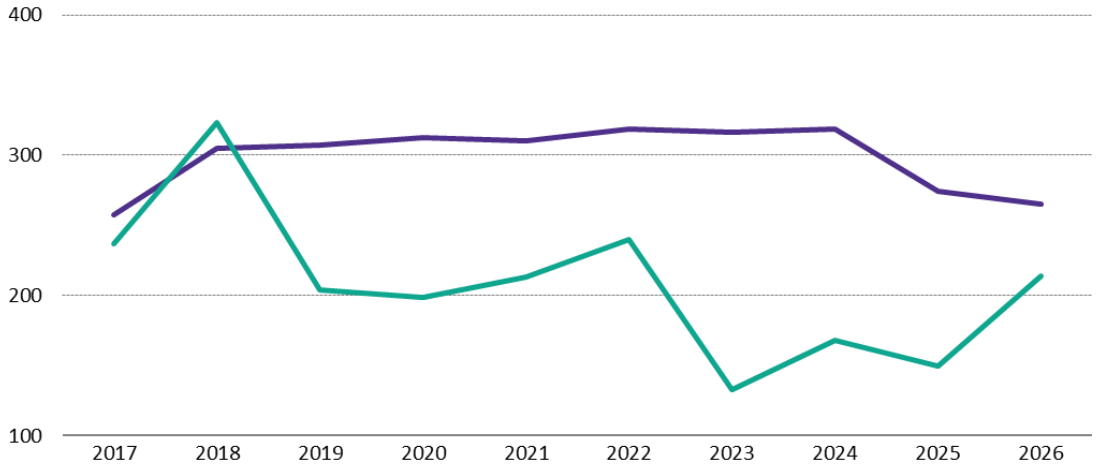
## Écart de trésorerie

Le graphique suivant compare les cotisations versées par la Ville aux différents régimes de retraite, selon les évaluations actuarielles déposées, à la charge de retraite prévue aux différents budgets de la Ville. L'écart entre ces deux valeurs s'explique par les différences suivantes :

- le lissage de la valeur marchande de l'actif sur une période de quatre ans, aux fins du calcul de la charge fiscale, comparativement à la valeur marchande de l'actif sans lissage pour les évaluations de financement;
- le délai de trois ans, en général, entre chaque évaluation aux fins de financement, alors que la charge est réévaluée annuellement;
- les périodes d'amortissement des déficits pour le calcul de la charge, différentes de celles des évaluations de financement;
- l'utilisation d'hypothèses différentes pour établir la charge et les cotisations aux fins du financement (ex. : taux d'actualisation);
- les effets à court terme de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (Loi RRSM), qui se reflètent de façon différente dans la charge et le financement.

À long terme, les deux méthodes vont donner le même résultat, c'est-à-dire que, globalement, la charge de retraite cumulative sera égale aux cotisations versées par le promoteur pour financer les régimes. Toutefois, comme il est possible de le constater dans le graphique suivant, des différences subsistent d'une année à l'autre en raison des différentes méthodologies et hypothèses (comptable ou de financement).

**Graphique 16 – Comparaison entre la charge de retraite les cotisations requises de la Ville, budgets de 2017 à 2026**
(en millions de dollars)




| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Cotisations de la Ville | 257,1 | 305,2 | 307,1 | 312,5 | 310,0 | 318,4 | 316,7 | 318,3 | 274,5 | 265,4 |
| Charge avec allègement-renversement | 236,7 | 322,9 | 204,2 | 198,7 | 213,1 | 239,7 | 132,6 | 167,8 | 149,3 | 213,5 |

## 8.4. Analyse de l'endettement et du service de la dette

L'Administration municipale a recours à l'emprunt à long terme, principalement pour financer ses immobilisations. Pour l'essentiel, le profil de l'endettement est influencé par la réalisation des projets passés et présents, inscrits au PDI. Une section particulière du PDI 2026-2035 traite de la gestion de la dette.

Le tableau suivant illustre plusieurs éléments du profil de l'endettement de la Ville de Montréal.

**Tableau 80 – Profil de l'endettement de la Ville de Montréal**

| | |
|---|---|
| **Situation au 31 décembre 2024** | |
| Dette brute en circulation (en M$) | 11 806,1 |
| Dette nette à la charge des contribuables de la ville et de l'agglomération de Montréal (en M$) | 6 848,9 |
| Nombre d'emprunts en circulation | 84 |
| Taux d'intérêt nominal pondéré (en %) | 3,55 |
| **Volume et nombre d'emprunts estimés en 2025** | |
| Nombre d'émissions | 5 |
| Nouveaux financements (en M$) | 1 408,2 |
| Refinancements (en M$) | 10,8 |
| Besoins de la STM (en M$) | 71,0 |
| Programme global (en M$) | 1 490,0 |
| **Volume et nombre d'emprunts estimés en 2026** | |
| Nombre d'émissions | 5 |
| Nouveaux financements (en M$) | 1 090,0 |
| Refinancements (en M$) | 49,3 |
| Besoins de la STM (en M$) | 179,4 |
| Programme global (en M$) | 1 318,7 |
| **Concernant la politique de gestion de la dette, entrée en vigueur en 2004** | |
| Contribution volontaire de 2026 (en M$) | 112,8 |
| Ratio de la limite d'endettement réel pour 2024 (en %) | 104 |
| Ratio de la limite d'endettement estimé pour 2025 (en %) | 103 |
| Ratio de la limite d'endettement estimé pour 2026 (en %) | 100 |
| Limite prévue à la politique (en %) [1] | 100 |
| Ratio de la limite du coût net de la dette pour 2025, excluant la dette actuarielle initiale (en %) | 12,5 |
| Limite prévue à la politique (en %) | 16 |
| **Cotes de crédit** | |
| Moody's, depuis 2006 | Aa2 |
| Standard & Poor's | |
| Depuis août 2022 | AA |
| Octobre 2015-juillet 2022 | AA- |
| 1984-2015 | A+ |

[1] Une dérogation est en vigueur jusqu'en 2027 pour porter la limite du ratio à 120 %. Malgré que la dérogation demeure en vigueur jusqu'en 2027, le budget 2026 prévoit que la Ville respectera la limite de 100 % de ses revenus dès 2026.

La répartition de l'ensemble du coût de la dette pour la période 2021-2026 est présentée ci-dessous.

## Tableau 81 – Coût de la dette

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Coût brut de la dette** | | | | | | | |
| Intérêts et autres frais | 406 616,1 | 417 120,8 | 419 984,7 | 431 203,8 | 467 027,6 | 466 338,3 | 502 453,8 |
| Remboursement de capital et contributions aux fonds d'amortissement | 568 666,5 | 595 908,9 | 634 241,7 | 638 791,4 | 658 252,2 | 668 612,5 | 721 688,1 |
| | **975 282,6** | **1 013 029,7** | **1 054 226,4** | **1 069 995,2** | **1 125 279,8** | **1 134 950,8** | **1 224 141,9** |
| Affectation au remboursement de la dette | 65 635,4 | 182 200,9 | 67 923,5 | 67 622,9 | 48 969,2 | 48 969,2 | 47 107,1 |
| Remboursement de capital par des subventions[1] | 64 727,8 | 56 361,5 | 59 239,9 | 51 398,7 | 23 421,3 | 23 421,3 | 23 511,8 |
| Remboursement de capital de la STM[2] | 92 303,2 | 27 190,9 | 30 695,7 | 87 609,4 | 30 299,2 | 24 716,3 | 119 679,8 |
| | **222 666,4** | **265 753,3** | **157 859,1** | **206 631,0** | **102 689,7** | **97 106,8** | **190 298,7** |
| **Coût brut de la dette** | **1 197 949,0** | **1 278 783,0** | **1 212 085,5** | **1 276 626,2** | **1 227 969,5** | **1 232 057,6** | **1 414 440,6** |
| **Moins :** | | | | | | | |
| Revenus de placement des fonds d'amortissement | 73 140,2 | 83 367,8 | 79 049,2 | 86 960,0 | 95 486,0 | 95 486,0 | 94 838,1 |
| Subventions à recevoir du gouvernement du Québec | | | | | | | |
| - pour la portion des intérêts | 21 499,1 | 17 933,5 | 15 452,3 | 10 585,5 | 5 729,1 | 5 158,8 | 5 796,8 |
| - pour la portion du capital[1] | 64 727,8 | 56 361,5 | 59 239,9 | 51 398,7 | 23 421,3 | 23 421,3 | 23 511,8 |
| | **159 367,1** | **157 662,8** | **153 741,4** | **148 944,2** | **124 636,4** | **124 066,1** | **124 146,7** |
| **Moins :** | | | | | | | |
| Recouvrement de la STM | | | | | | | |
| - pour la portion des intérêts | 49 965,8 | 49 661,1 | 51 829,0 | 53 792,1 | 56 279,7 | 64 692,9 | 63 564,4 |
| - pour la portion du capital[2] | 92 303,2 | 27 190,9 | 30 695,7 | 87 609,4 | 30 299,2 | 24 716,3 | 119 679,8 |
| Recouvrement sous la forme de redevances du fonds des conduits souterrains | 45 970,6 | 46 696,7 | 51 884,6 | 54 433,9 | 61 556,6 | 60 370,8 | 64 695,7 |
| | **188 239,6** | **123 548,7** | **134 409,3** | **195 835,4** | **148 135,5** | **149 780,0** | **247 939,9** |
| **Coût net de la dette à la charge des contribuables** | **850 342,3** | **997 571,5** | **923 934,8** | **931 846,6** | **955 197,6** | **958 211,5** | **1 042 354,0** |
| **Répartition de cette charge entre les contribuables** | | | | | | | |
| Contribuables de l'agglomération | 223 849,1 | 352 589,8 | 261 645,8 | 279 789,9 | 288 241,2 | 295 153,1 | 331 834,9 |
| Contribuables de la Ville de Montréal | 626 493,2 | 644 981,7 | 662 289,0 | 652 056,7 | 666 956,4 | 663 058,4 | 710 519,1 |

1 Cette dépense est annulée en contrepartie des subventions du gouvernement du Québec, portion du capital.

2 Cette dépense est annulée en contrepartie des sommes remboursées par la STM, portion du capital.

## 8.5. Excédent des activités de fonctionnement à des fins fiscales

L'excédent des activités de fonctionnement à des fins fiscales expose de façon sommaire le budget de fonctionnement selon les revenus, les charges, les quotes-parts pour le financement des activités de l'agglomération, le financement et les affectations. Les informations sont présentées conformément aux normes et conventions exigées par le MAMH, notamment en ce qui concerne les charges de fonctionnement, c'est-à-dire les dépenses, par activités.

Le tableau suivant présente des données par compétences, soit pour le compte du conseil municipal et pour le compte du conseil d'agglomération. De plus, une fois les transactions internes éliminées, on obtient le résultat global pour la Ville de Montréal dans son ensemble. À titre comparatif, les données budgétaires de 2025 figurent aussi au tableau.

**Tableau 82 – Excédent (déficit) des activités de fonctionnement à des fins fiscales, par compétences – Budgets de 2025 et 2026**

| (en milliers de dollars) | Budget comparatif 2025 | | | | Budget 2026 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Conseil municipal | Conseil d'agglomération | Transactions interentités à éliminer | Total | Conseil municipal | Conseil d'agglomération | Transactions interentités à éliminer | Total |
| **Revenus** | | | | | | | | |
| Taxes | 4 296 047,8 | 15 677,8 | - | 4 311 725,6 | 4 494 408,4 | 16 007,0 | - | 4 510 415,4 |
| Paiements tenant lieu de taxes | 285 296,1 | - | - | 285 296,1 | 294 249,3 | - | - | 294 249,3 |
| Quotes-parts | - | 3 108 091,0 | (2 540 327,0) | 567 764,0 | - | 3 342 425,2 | (2 724 474,2) | 617 951,0 |
| Transferts | 426 704,3 | 269 559,8 | - | 696 264,1 | 398 336,7 | 285 963,3 | - | 684 300,0 |
| Services rendus | 400 716,2 | 63 012,3 | (651,3) | 463 077,2 | 417 962,5 | 62 972,4 | (640,9) | 480 294,0 |
| Amendes et pénalités | 113 158,7 | 103 303,4 | - | 216 462,1 | 127 090,6 | 114 776,0 | - | 241 866,6 |
| Imposition de droits | 358 302,8 | 174,5 | - | 358 477,3 | 386 990,7 | 194,5 | - | 387 185,2 |
| Intérêts | 120 198,7 | 131 447,8 | - | 251 646,5 | 113 198,5 | 109 440,3 | - | 222 638,8 |
| Autres revenus | 28 940,2 | 7 839,1 | - | 36 779,3 | 30 295,2 | 8 668,9 | - | 38 964,1 |
| | **6 029 364,8** | **3 699 105,7** | **(2 540 978,3)** | **7 187 492,2** | **6 262 531,9** | **3 940 447,6** | **(2 725 115,1)** | **7 477 864,4** |
| **Charges de fonctionnement** | | | | | | | | |
| Administration générale | 596 928,4 | 283 798,1 | (142,4) | 880 584,1 | 587 489,0 | 320 419,7 | (168,3) | 907 740,4 |
| Sécurité publique | 14 838,8 | 1 295 766,0 | (0,9) | 1 310 603,9 | 28 078,5 | 1 343 527,8 | (0,8) | 1 371 605,5 |
| Transport | 643 281,5 | 791 116,1 | (53,2) | 1 434 344,4 | 658 100,7 | 831 969,6 | (44,5) | 1 490 025,8 |
| Hygiène du milieu | 292 821,8 | 292 968,7 | (366,8) | 585 423,7 | 284 278,7 | 320 054,5 | (365,2) | 603 968,0 |
| Santé et bien-être | 76 282,5 | 177 377,6 | (1,2) | 253 658,9 | 91 785,2 | 205 605,3 | (0,3) | 297 390,2 |
| Aménagement, urbanisme et développement | 226 323,3 | 75 833,9 | (0,1) | 302 157,1 | 227 824,7 | 72 811,8 | (0,3) | 300 636,2 |
| Loisirs et culture | 587 947,6 | 146 481,5 | (86,7) | 734 342,4 | 635 217,0 | 158 738,8 | (61,5) | 793 894,3 |
| Soutien matériel et technique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Frais de financement | 285 089,2 | 181 249,1 | - | 466 338,3 | 307 577,8 | 194 876,0 | - | 502 453,8 |
| | **2 723 513,1** | **3 244 591,0** | **(651,3)** | **5 967 452,8** | **2 820 351,6** | **3 448 003,5** | **(640,9)** | **6 267 714,2** |
| **Quotes-parts pour le financement des activités de l'agglomération** | **2 540 327,0** | **-** | **(2 540 327,0)** | **-** | **2 724 474,2** | | **(2 724 474,2)** | **-** |
| **Excédent avant financement et affectations** | **765 524,7** | **454 514,7** | **-** | **1 220 039,4** | **717 706,1** | **492 444,1** | **-** | **1 210 150,2** |
| **Financement** | | | | | | | | |
| Financement à long terme des activités de fonctionnement | - | 4 507,5 | | 4 507,5 | - | - | | - |
| Remboursement de la dette à long terme | (380 321,3) | (112 320,0) | | (492 641,3) | (390 768,2) | (358 448,0) | | (749 216,2) |
| | (380 321,3) | (107 812,5) | - | (488 133,8) | (390 768,2) | (358 448,0) | - | (749 216,2) |
| **Affectations** | | | | | | | | |
| Activités d'investissement en immobilisations et en prêts | (655,7) | (440,7) | | (1 096,4) | (152,5) | (558,4) | | (710,9) |
| Excédent accumulé | | | | | | | | |
| Excédent des activités de fonctionnement affecté | 65 087,9 | (45 391,3) | | 19 696,6 | 186 648,9 | (56 087,1) | | 130 561,8 |
| Réserves financières et fonds réservés | (315 760,7) | (188 041,3) | | (503 802,0) | (360 375,7) | (193 187,5) | | (553 563,2) |
| Charges constatées à financer ou à pourvoir | (39 478,5) | (11 712,6) | | (51 191,1) | (40 232,8) | (8 947,9) | | (49 180,7) |
| Investissement net dans les immobilisations | (94 396,4) | (101 116,3) | | (195 512,7) | (112 825,8) | 124 784,8 | | 11 959,0 |
| | **(385 203,4)** | **(346 702,2)** | **-** | **(731 905,6)** | **(326 937,9)** | **(133 996,1)** | **-** | **(460 934,0)** |
| **Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |

Note : Les lignes Remboursement de la dette à long terme et Investissement net dans les immobilisations, qui étaient auparavant ensemble, ont été distinguées pour refléter la présentation faite dans les états financiers.

Le tableau suivant expose les mêmes informations que le tableau précédent, pour les données financières réelles. Pour l'exercice de 2024, les informations sont présentées par compétences, tandis que pour les exercices de 2021 à 2023, elles sont présentées globalement. Les données de ce tableau ont été redressées pour qu'elles puissent être comparées à celles du budget de 2026.

### Tableau 83 – Excédent (déficit) des activités de fonctionnement à des fins fiscales – Réels de 2021 à 2023 (global) et réel 2024, par compétences

| (en milliers de dollars) | Réels comparatifs 2021 à 2023 – Global | | | Réel comparatif 2024 – Par compétences | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | Conseil municipal | Conseil d'agglomération | Transactions interentités à éliminer | Total |
| **Revenus** | | | | | | | |
| Taxes | 3 693 223,3 | 3 809 306,4 | 3 962 830,0 | 4 173 033,5 | 32 621,3 | - | 4 205 654,8 |
| Paiements tenant lieu de taxes | 285 843,3 | 264 410,7 | 296 764,6 | 287 922,5 | - | - | 287 922,5 |
| Quotes-parts | 438 752,6 | 487 408,5 | 524 022,1 | - | 2 993 357,6 | (2 449 120,9) | 544 236,7 |
| Transferts | 493 004,5 | 631 572,3 | 563 115,9 | 370 447,5 | 341 499,6 | - | 711 947,1 |
| Services rendus | 338 519,1 | 376 746,5 | 418 891,5 | 384 959,1 | 63 104,3 | (1 240,5) | 446 822,9 |
| Amendes et pénalités | 160 426,0 | 169 707,2 | 186 196,1 | 106 034,5 | 108 072,1 | - | 214 106,6 |
| Imposition de droits | 440 279,5 | 462 846,9 | 336 244,8 | 416 323,3 | 169,5 | - | 416 492,8 |
| Intérêts | 147 340,5 | 198 416,8 | 259 606,3 | 129 309,9 | 117 451,0 | - | 246 760,9 |
| Autres revenus | 39 138,9 | 34 817,8 | 63 001,7 | 23 891,5 | 54 859,3 | - | 78 750,8 |
| | **6 036 527,7** | **6 435 233,1** | **6 610 673,0** | **5 891 921,8** | **3 711 134,7** | **(2 450 361,4)** | **7 152 695,1** |
| **Charges de fonctionnement** | | | | | | | |
| Administration générale | 792 730,6 | 818 683,3 | 702 994,6 | 521 792,6 | 315 675,8 | (168,7) | 837 299,7 |
| Sécurité publique | 1 194 496,4 | 1 256 636,5 | 1 293 850,5 | 11 081,7 | 1 331 852,7 | - | 1 342 934,4 |
| Transport | 1 145 084,5 | 1 221 356,8 | 1 299 435,2 | 595 276,5 | 743 439,0 | (213,4) | 1 338 502,1 |
| Hygiène du milieu | 469 860,5 | 504 353,9 | 544 735,5 | 277 078,2 | 284 967,1 | (524,1) | 561 521,2 |
| Santé et bien-être | 183 766,8 | 168 002,1 | 219 558,8 | 79 728,4 | 195 536,8 | (0,8) | 275 264,4 |
| Aménagement, urbanisme et développement | 288 288,2 | 248 125,9 | 282 594,2 | 204 172,6 | 105 457,1 | (250,7) | 309 379,0 |
| Loisirs et culture | 622 131,6 | 689 211,9 | 731 106,4 | 624 453,7 | 146 664,8 | (82,8) | 771 035,7 |
| Frais de financement | 406 616,2 | 417 120,7 | 419 984,7 | 271 406,4 | 159 797,5 | - | 431 203,9 |
| | **5 102 974,8** | **5 323 491,1** | **5 494 259,9** | **2 584 990,1** | **3 283 390,8** | **(1 240,5)** | **5 867 140,4** |
| **Quotes-parts pour le financement des activités de l'agglomération** | **-** | **-** | **-** | **2 449 120,9** | **-** | **(2 449 120,9)** | **-** |
| **Excédent avant financement et affectations** | **933 552,9** | **1 111 742,0** | **1 116 413,1** | **857 810,8** | **427 743,9** | **-** | **1 285 554,7** |
| **Financement** | | | | | | | |
| Financement à long terme des activités de fonctionnement | 132 433,6 | 53 155,2 | 23 645,9 | 26 796,7 | 19 219,0 | | 46 015,7 |
| Remboursement de la dette à long terme | (459 503,7) | (211 309,4) | (826 025,0) | (501 109,6) | (116 388,5) | | (617 498,1) |
| | (327 070,1) | (158 154,2) | (802 379,1) | (474 312,9) | (97 169,5) | - | (571 482,4) |
| **Affectations** | | | | | | | |
| Activités d'investissement en immobilisations et en prêts | (2 727,2) | (20 250,6) | (105 072,4) | (3 764,9) | (4 287,0) | | (8 051,9) |
| Excédent accumulé | | | | | | | |
| Excédent des activités de fonctionnement affecté | 267 985,9 | 178 179,6 | 283 841,4 | 130 623,2 | - | | 130 623,2 |
| Réserves financières et fonds réservés | (478 734,6) | (235 303,6) | (546 234,1) | (305 347,1) | (239 632,1) | | (544 979,2) |
| Charges constatées à financer ou à pourvoir | 48 693,3 | 6 403,4 | 91 436,0 | (42 902,3) | (11 654,0) | | (54 556,3) |
| Investissement net dans les immobilisations | (148 627,4) | (538 821,5) | 149 546,3 | 33 730,2 | (94 062,3) | | (60 332,1) |
| | **(313 410,0)** | **(609 792,7)** | **(126 482,8)** | **(187 660,9)** | **(349 635,4)** | **-** | **(537 296,3)** |
| **Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales** | **293 072,8** | **343 795,1** | **187 551,2** | **195 837,0** | **(19 061,0)** | **-** | **176 776,0** |

Note : Les lignes Remboursement de la dette à long terme et Investissement net dans les immobilisations, qui étaient auparavant ensemble, ont été distinguées pour refléter la présentation faite dans les états financiers.

# PDI 2026-2035 détaillé

# 9. ORIENTATIONS DU PDI 2026-2035

## 9.1. Vision à long terme des investissements

Le PDI 2026-2035 témoigne de la volonté d'assurer une planification stratégique et intégrée sur 10 ans, dans un contexte où, notamment, les besoins en investissements attribuables au vieillissement des infrastructures sont toujours aussi importants.

Ainsi, comparativement au précédent PDI, une part plus importante des investissements sera consacrée à la protection des actifs afin de maintenir des services de qualité, tout en préservant un juste équilibre avec le développement de nouvelles infrastructures répondant à l'évolution des besoins de la population. L'apport indispensable des programmes de subventions gouvernementaux sur un horizon de 10 ans représente également un enjeu crucial pour la réalisation de nombreux projets visant à maintenir en bon état les infrastructures de la Ville et, aussi, à répondre aux nouvelles réalités liées à l'urgence climatique.

## 9.2. Investir dans les infrastructures vieillissantes

On estime la valeur de remplacement des actifs, qui se composent principalement des infrastructures de l'eau et de la voirie, à environ 95 G$.

**Tableau 84 – Valeur actualisée de remplacement par catégories d'actifs**
(en millions de dollars)

| Catégories d'actifs * | |
|---|---|
| Infrastructures - Eau potable | 16 664 |
| Infrastructures - Eaux usées et pluviales | 27 279 |
| Infrastructures routières | 30 940 |
| Bâtiments administratifs | 5 826 |
| Bâtiments communautaires | 10 505 |
| Informatiques | 1 528 |
| Parcs et espaces verts | 1 364 |
| Matériels roulants | 924 |
| Infrastructures - Environnement | 294 |
| | **95 324** |

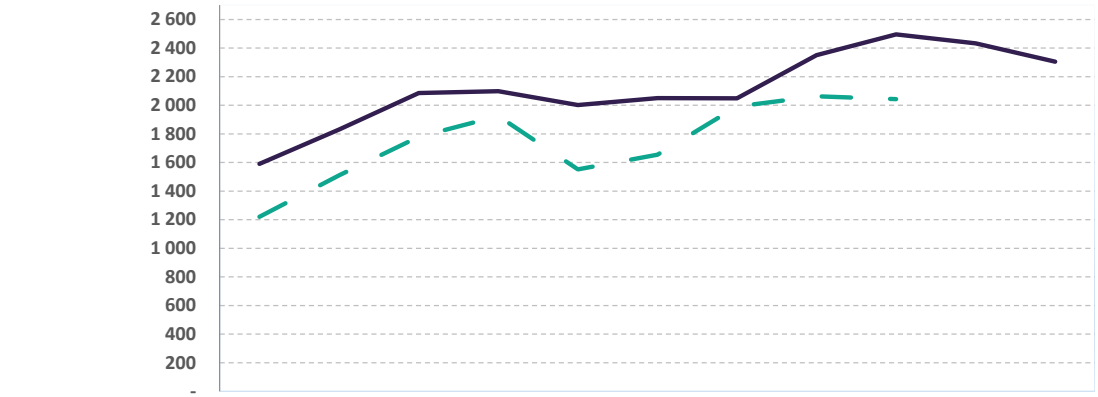
* Portrait annuel sur la connaissance de l'état des actifs de la Ville de Montréal au 31 décembre 2024.

Afin de mieux cibler les investissements nécessaires pour les infrastructures qui ont besoin d'entretien et de réfection sur une base régulière, la Ville poursuit l'objectif d'améliorer la connaissance de l'état de ses infrastructures. Cette approche permet d'éviter ou de diminuer les coûts substantiels de réfection ou de remplacement complet associés à un élément d'actif, en prolongeant la durée de vie de cet élément. Il apparaît également qu'un rattrapage est nécessaire dans le but d'éliminer prioritairement le déficit d'entretien des réseaux de voirie, d'aqueduc et d'égouts.

## 9.3. Hausses rapides des réalisations

La Ville a mis en place plusieurs mesures afin d'accroître substantiellement ses réalisations en investissements. Ainsi, la valeur des réalisations en investissements a continuellement progressé de 2016 à 2019, étant passée de 1,2 G$ à 1,9 G$. Alors que les années 2020 et 2021 ont été marquées par un important ralentissement des réalisations en raison de la pandémie de COVID-19, dont les impacts ont retardé ou repoussé les chantiers de construction, les années suivantes témoignent d'un retour à un niveau d'investissements prépandémique autour de 2 G$ annuellement.

**Graphique 17 – Investissements dans les infrastructures – Budgets adoptés et réalisations**[1]
(en millions de dollars)




| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Budgets adoptés | 1 590 | 1 831 | 2 085 | 2 099 | 2 001 | 2 050 | 2 048 | 2 350 | 2 495 | 2 433 | 2 304 |
| Réalisations | 1 220 | 1 511 | 1 779 | 1 925 | 1 552 | 1 654 | 1 991 | 2 063 | 2 043 | | |

## 9.4. Capacité financière de la Ville

Dans le cadre du PDI 2026-2035, les investissements prévus s'établissent à 25,9 G$. Cette planification témoigne de l'ampleur des besoins en investissement, d'une gestion serrée, responsable et rigoureuse des programmes et des projets afin de tenir également compte de leurs impacts sur la capacité financière de la Ville.

Dans cette perspective, la Politique de gestion de la dette encadre les décisions relatives à l'endettement, tout en protégeant la capacité d'emprunt pour les années à venir. Ainsi, la stratégie de financement des dépenses en immobilisations se doit de prendre en considération le niveau d'endettement et les diverses formes de financement disponibles. Parmi celles-ci, la Ville préconise le recours au paiement au comptant des immobilisations dans le but de limiter ses emprunts et de s'assurer d'une plus grande équité intergénérationnelle.

[1] Les valeurs des budgets adoptés et des réalisations considèrent tant les dépenses capitalisables que les dépenses non-capitalisables alors que celles présentées dans le cadre de la reddition de comptes financière présentent uniquement les dépenses capitalisables.

La section relative à la gestion de la dette aborde plus en détail les stratégies de financement utilisées par la Ville ainsi que leurs impacts sur l'endettement.

## 9.5. Programmes de subventions gouvernementaux

Des efforts sont constamment déployés auprès des instances gouvernementales afin de bonifier les programmes de subventions auxquels la Ville a recours pour ses infrastructures.

L'élaboration d'un programme d'immobilisations sur un horizon de 10 ans démontre que la réalisation de plusieurs projets est directement tributaire de l'aide financière des gouvernements canadien et québécois.

Ainsi, afin de pouvoir confectionner un budget d'immobilisations décennal avec les sources de financement qui s'y rattachent, le présent PDI prévoit des programmes de subventions qui sont déjà autorisés, mais repose également sur des hypothèses d'aide financière.

Les subventions gouvernementales inscrites dans le PDI 2026-2035 s'établissent à 3,7 G$. De ce montant, 3,1 G$ (84 %) correspondent à des programmes de subventions dont les protocoles d'entente sont déjà signés ou sont en cours d'approbation, incluant les phases subséquentes du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) sur 10 ans. Le solde de 0,6 G$ résulte des hypothèses budgétaires de financement, qui devront par la suite aboutir à des ententes avec les différentes instances gouvernementales concernées.

## 9.6. Vers l'innovation dans le financement des projets urbains d'envergure

Plusieurs secteurs de la ville sont amenés à se transformer et à devenir les nouveaux quartiers des futures décennies, dans une perspective de transition écologique, notamment ceux désignés par le PUM en tant que secteurs d'intensification élevés en lien avec le transport collectif. Partant du constat que la réalisation de ces nouveaux quartiers montréalais exerce une pression importante sur son cadre financier, la Ville innove et entame une réflexion sur la définition de nouveaux modèles d'affaires en matière de mise en œuvre de projets urbains d'envergure. Ainsi, de façon à trouver des solutions aux défis financiers et opérationnels qu'engendre la réalisation des projets urbains, une démarche a été entreprise pour élaborer de nouvelles structures de partenariat qui permettent à la Ville de saisir les opportunités de développement et de partager les risques, le financement et la maîtrise d'ouvrage avec d'autres partenaires.

Plus précisément, un premier modèle de partenariat ciblé a porté sur le projet d'écoquartier Namur-Hippodrome. Outre une analyse de cas comparables, ce modèle propose diverses avenues de structures de partenariat et un montage financier détaillé. La Ville poursuit ses réflexions en ce sens et entend impliquer ses partenaires pour conclure ce montage par une feuille de route pour l'implantation d'un nouveau modèle d'affaires. L'exercice réalisé pour le secteur Namur-Hippodrome sera ajusté pour d'autres secteurs en transformation, tels que Bridge-Bonaventure ou encore pour les projets en partenariat avec le ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD), l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Société de transport de Montréal (STM), pour les abords du prolongement de la ligne bleue du métro.

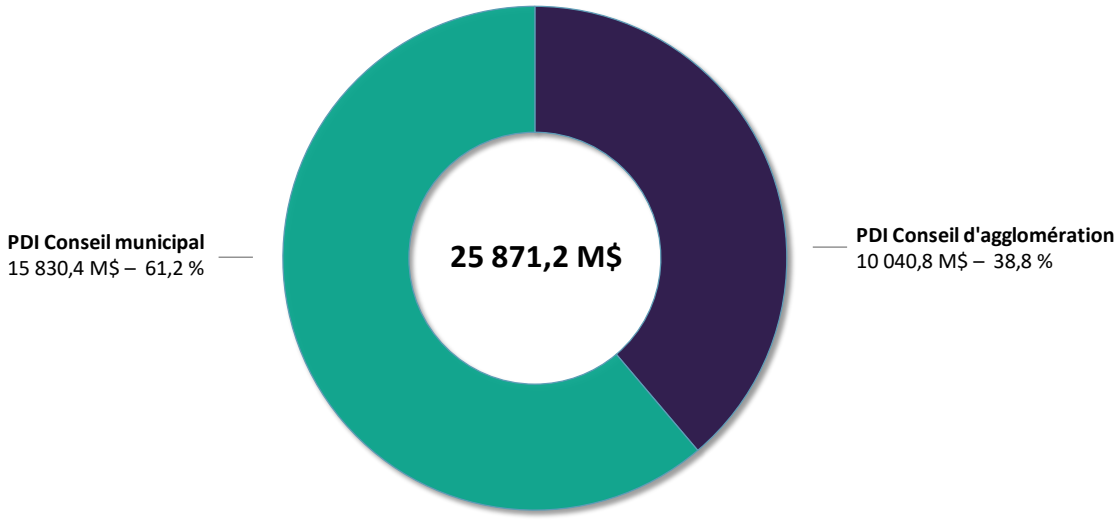
La Ville misera également la mise en place d'un nouvel outil : les fonds d'appariement. Ce type d'outil pourrait permettre à la Ville de solliciter des acteurs de la société civile pour contribuer à un fonds à parts égales avec la Ville. Les sommes recueillies de cette façon permettraient d'agir pour financer des initiatives dans la lutte à l'itinérance notamment.

# 10. PROGRAMME DÉCENNAL D'IMMOBILISATIONS 2026-2035

## 10.1. Répartition des budgets par compétences

Le Programme décennal d'immobilisations (PDI) 2026-2035 prévoit des investissements totaux de 25 871,2 M$. La part du budget qui relève du conseil municipal est de 61,2 %, pour un montant de 15 830,4 M$. Quant au budget sous le contrôle du conseil d'agglomération, sa part représente 38,8 % des investissements totaux, soit 10 040,8 M$.

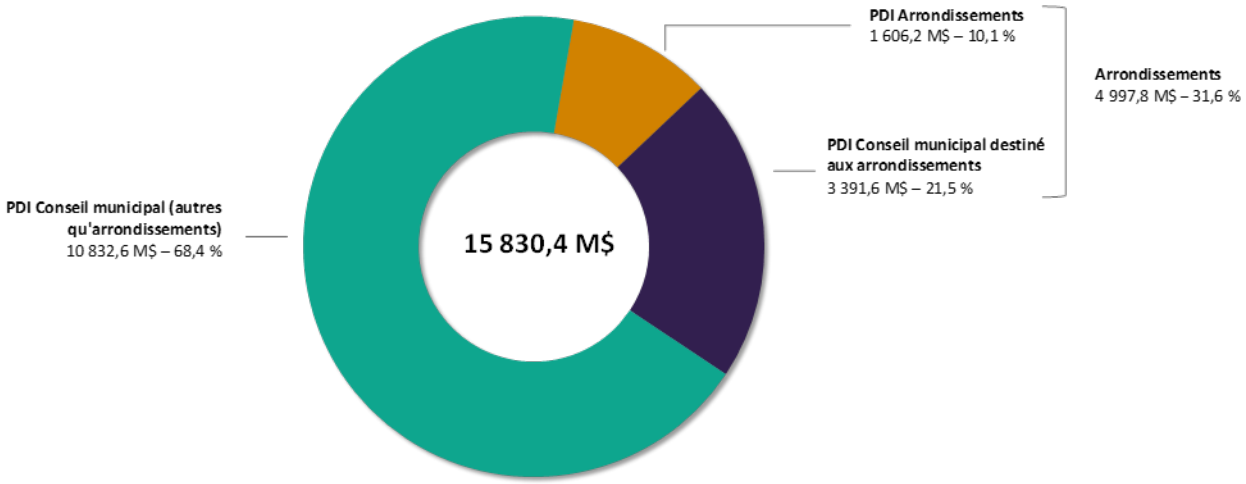
**Graphique 18 – Répartition des investissements par compétences**



Le graphique suivant illustre la part du budget de compétence municipale réservée aux arrondissements, soit 1 606,2 M$.

De plus, de nombreux programmes et projets inscrits au PDI 2026-2035 sous la responsabilité du conseil municipal viennent en appui aux activités d'immobilisations des arrondissements, pour un montant de 3 391,6 M$, portant ainsi à 4 997,8 M$ (31,6 %) la part des investissements de compétence municipale consacrée aux arrondissements.

**Graphique 19 – Répartition des investissements du conseil municipal**




Le montant du PDI municipal destiné aux arrondissements (3 391,6 M$) demeure sensiblement le même, passant de 3 433,5 M$ au PDI 2025-2034 à 3 391,6 M$ au présent PDI, soit une baisse de 41,9 M$ ou 1,2 %.

Par ailleurs, les investissements prévus dans les arrondissements augmentent de 17,4 % afin de répondre, notamment, aux besoins croissants en maintien d'actifs, passant de 1 368,4 M$ au PDI 2025-2034 à 1 606,2 M$ au présent PDI. Cette augmentation provient principalement d'une bonification de 25 M$ par année, soit 250 M$ sur 10 ans. Il est à noter que le PDI des arrondissements n'avait pas été augmenté depuis plus de 10 ans, ce qui rend cette bonification particulièrement significative.

Aux fins de comparaison avec le précédent budget, les 4 997,8 M$ en investissements consacrés aux arrondissements qui sont prévus dans le présent PDI représentent une hausse de 195,9 M$ ou 4,1 % par rapport à ceux du PDI 2025-2034, qui s'établissaient à 4 801,9 M$.

Le tableau suivant détaille les PDI consacrés aux arrondissements pour la période décennale 2026-2035.

**Tableau 85 – Comparaison du PDI 2025-2034 et du PDI 2026-2035, par arrondissements**
(en milliers de dollars)

| Arrondissements | PDI 2025-2034 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ahuntsic-Cartierville | 71 130 | 9 394 | 9 394 | 9 394 | 9 394 | 9 394 | 46 970 | 46 970 | 93 940 |
| Anjou | 56 630 | 6 245 | 6 245 | 6 245 | 6 245 | 6 245 | 31 225 | 31 225 | 62 450 |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 68 300 | 9 003 | 9 003 | 9 003 | 9 003 | 9 003 | 45 015 | 45 015 | 90 030 |
| Lachine | 36 770 | 4 453 | 4 453 | 4 453 | 4 453 | 4 453 | 22 265 | 22 265 | 44 530 |
| LaSalle | 51 320 | 6 212 | 6 212 | 6 212 | 6 212 | 6 212 | 31 060 | 31 060 | 62 120 |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 29 270 | 3 301 | 3 301 | 3 301 | 3 301 | 3 301 | 16 505 | 16 505 | 33 010 |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 86 558 | 11 233 | 11 199 | 11 199 | 11 199 | 11 199 | 56 029 | 55 995 | 112 024 |
| Montréal-Nord | 47 420 | 7 995 | 7 732 | 5 732 | 5 732 | 5 732 | 32 923 | 28 660 | 61 583 |
| Outremont | 25 610 | 3 048 | 3 048 | 3 048 | 3 048 | 3 048 | 15 240 | 15 240 | 30 480 |
| Pierrefonds-Roxboro | 57 990 | 7 102 | 7 102 | 7 102 | 7 102 | 7 102 | 35 510 | 35 510 | 71 020 |
| Plateau-Mont-Royal | 56 950 | 6 887 | 6 887 | 6 887 | 6 887 | 6 887 | 34 435 | 34 435 | 68 870 |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 131 876 | 14 521 | 14 303 | 14 303 | 14 303 | 14 303 | 71 733 | 71 515 | 143 248 |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 88 400 | 10 609 | 10 609 | 10 609 | 10 609 | 10 609 | 53 045 | 53 045 | 106 090 |
| Saint-Laurent | 150 012 | 31 717 | 15 505 | 22 187 | 27 036 | 12 539 | 108 984 | 56 558 | 165 542 |
| Saint-Léonard | 72 358 | 8 175 | 7 975 | 8 915 | 10 240 | 9 390 | 44 695 | 34 450 | 79 145 |
| Sud-Ouest | 71 190 | 8 032 | 9 397 | 13 367 | 7 072 | 7 072 | 44 940 | 35 360 | 80 300 |
| Verdun | 41 150 | 4 947 | 4 947 | 4 947 | 4 947 | 4 947 | 24 735 | 24 735 | 49 470 |
| Ville-Marie | 141 850 | 15 461 | 15 461 | 15 461 | 15 461 | 15 461 | 77 305 | 77 305 | 154 610 |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 83 600 | 16 794 | 8 998 | 8 998 | 8 998 | 8 998 | 52 786 | 44 990 | 97 776 |
| **Total – PDI des arrondissements** | **1 368 384** | **185 129** | **161 771** | **171 363** | **171 242** | **155 895** | **845 400** | **760 838** | **1 606 238** |
| PDI municipal destiné aux arrondissements | 3 433 486 | 221 295 | 261 912 | 333 317 | 365 470 | 364 884 | 1 546 878 | 1 844 766 | 3 391 643 |
| **Total – Investissements consacrés aux arrondissements** | **4 801 870** | **406 424** | **423 683** | **504 680** | **536 712** | **520 779** | **2 392 278** | **2 605 604** | **4 997 881** |

Le tableau suivant détaille les projets et les programmes d'appui aux arrondissements prévus dans les budgets corporatifs du PDI 2026-2035.

## Tableau 86 – PDI du conseil municipal des projets et des programmes destinés aux arrondissements, par services centraux

(en milliers de dollars)

| Services centraux | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Concertation des arrondissements et l'expérience citoyenne** | | | | | | | | |
| Programme d'aménagement et réaménagement des lieux d'élimination de neige et des sites pour la gestion de l'excavation des sols | 3 240 | 4 157 | 5 837 | 6 004 | 5 734 | 24 972 | 28 670 | 53 642 |
| Programme pour la réalisation de projets issus du budget participatif | 11 087 | 3 913 | 5 000 | 10 000 | 15 000 | 45 000 | 18 750 | 63 750 |
| | **14 327** | **8 070** | **10 837** | **16 004** | **20 734** | **69 972** | **47 420** | **117 392** |
| **Culture** | | | | | | | | |
| Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques | 37 618 | 34 815 | 38 614 | 38 740 | 32 809 | 182 596 | 158 393 | 340 989 |
| Acquisition et valorisation d'équipements culturels | 3 178 | 10 000 | 13 293 | 12 423 | 20 000 | 58 894 | 122 959 | 181 853 |
| Aménagement des bibliothèques pour accueillir la technologie RFID - Programme RAC | 2 363 | 749 | 6 613 | 2 043 | 2 227 | 13 995 | 53 372 | 67 367 |
| Programme de mise à niveau des Maisons de la culture | 621 | 2 993 | 4 551 | 2 667 | 1 923 | 12 755 | 7 172 | 19 927 |
| Installation de nouvelles oeuvres d'art public dans le cadre de projets d'immobilisations | 277 | 340 | 365 | 375 | 375 | 1 732 | 1 875 | 3 607 |
| Renouvellement et mise aux normes d'expositions permanentes, Équipements spécialisés | 1 397 | 593 | 2 237 | 769 | 1 121 | 6 117 | 5 613 | 11 730 |
| Restauration d'oeuvres d'art public dans le cadre de projets d'immobilisations | 198 | 636 | 645 | 510 | 530 | 2 519 | 2 621 | 5 140 |
| | **45 652** | **50 126** | **66 318** | **57 527** | **58 985** | **278 608** | **352 005** | **630 613** |
| **Diversité et inclusion sociale** | | | | | | | | |
| Programme d'aménagement urbain inclusif (PAUI) | 3 275 | 4 000 | 6 000 | 6 448 | 6 010 | 25 733 | 30 790 | 56 523 |
| | **3 275** | **4 000** | **6 000** | **6 448** | **6 010** | **25 733** | **30 790** | **56 523** |
| **Gestion et planification des immeubles** | | | | | | | | |
| Programme des cours de services | 3 373 | 22 043 | 33 716 | 16 093 | 7 290 | 82 515 | 57 003 | 139 518 |
| Programme de transition écologique pour le parc immobilier | 3 121 | 7 138 | 7 656 | 21 411 | 26 740 | 66 066 | 71 151 | 137 217 |
| Programme de protection des bâtiments de compétence locale | 2 140 | 2 580 | 8 002 | 10 723 | 15 900 | 39 345 | 40 412 | 79 757 |
| Programme d'accessibilité universelle | 354 | - | 3 103 | 3 103 | 3 129 | 9 689 | 15 621 | 25 310 |
| | **8 988** | **31 761** | **52 477** | **51 330** | **53 059** | **197 615** | **184 187** | **381 802** |
| **Grands parcs, Mont-Royal et sports** | | | | | | | | |
| Plan de la forêt urbaine | 14 012 | 14 435 | 17 928 | 23 644 | 17 852 | 87 871 | 131 921 | 219 792 |
| Programme de construction - Équipements aquatiques sportifs | 4 129 | 1 141 | 1 907 | 8 458 | 12 574 | 28 209 | 185 473 | 213 682 |
| Programme de mise aux normes - Équipements aquatiques | 20 944 | 25 000 | 20 683 | 23 087 | 19 000 | 108 714 | 63 228 | 171 942 |
| Projets de développement d'installations sportives | 2 592 | 20 082 | 41 136 | 52 233 | 61 794 | 177 837 | 178 515 | 356 352 |
| Programme des installations sportives extérieures (PISE) | 4 120 | - | 6 500 | 7 000 | 12 000 | 29 620 | 73 204 | 102 824 |
| Programme des arénas | 22 130 | 3 374 | - | - | - | 25 504 | - | 25 504 |
| Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux | 10 880 | 8 000 | 10 000 | 8 100 | 2 425 | 39 405 | - | 39 405 |
| Programme pour la mise aux normes des équipements sportifs à vocation supralocale | 8 269 | - | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 11 269 | 6 500 | 17 769 |
| | **87 076** | **72 032** | **99 154** | **123 522** | **126 645** | **508 429** | **638 841** | **1 147 270** |
| **Infrastructures du réseau routier** | | | | | | | | |
| Programme de maintien des infrastructures routières | 6 500 | 11 000 | 11 000 | 12 000 | 12 000 | 52 500 | 60 000 | 112 500 |
| Programme d'aménagement des rues - Local | 5 500 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 45 500 | 50 000 | 95 500 |
| Programme complémentaire de planage-revêtement - Local | 15 000 | 25 000 | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 47 500 | 12 500 | 60 000 |
| | **27 000** | **46 000** | **23 500** | **24 500** | **24 500** | **145 500** | **122 500** | **268 000** |
| **Matériel roulant et ateliers** | | | | | | | | |
| Programme de remplacement de véhicules - Arrondissements | 13 943 | 28 853 | 53 044 | 63 452 | 55 951 | 215 243 | 368 023 | 583 265 |
| | **13 943** | **28 853** | **53 044** | **63 452** | **55 951** | **215 243** | **368 023** | **583 265** |
| **Technologies de l'information** | | | | | | | | |
| Modernisation des TI des projets du Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne | 1 402 | 1 570 | 1 990 | 1 727 | - | 6 689 | - | 6 689 |
| Outils numériques pour optimiser le service aux citoyens pour les services de la Culture | 500 | 500 | 997 | 1 960 | - | 3 957 | - | 3 957 |
| | **1 902** | **2 070** | **2 987** | **3 687** | **-** | **10 646** | **-** | **10 646** |
| **Urbanisme et mobilité** | | | | | | | | |
| Vision Zéro : Mise en oeuvre des mesures de sécurisation | 15 000 | 15 000 | 15 000 | 15 000 | 15 000 | 75 000 | 75 000 | 150 000 |
| Secteurs stratégiques d'intervention | 3 132 | 3 000 | 3 000 | 3 000 | 3 000 | 15 132 | 21 000 | 36 132 |
| Programme d'aménagement et de réfection des jardins communautaires et collectifs publics | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 5 000 | 5 000 | 10 000 |
| | **19 132** | **19 000** | **19 000** | **19 000** | **19 000** | **95 132** | **101 000** | **196 132** |
| **Total – PDI municipal destiné aux arrondissements** | **221 295** | **261 912** | **333 317** | **365 470** | **364 884** | **1 546 878** | **1 844 766** | **3 391 643** |

## 10.2. État des activités d'immobilisations et modes de financement

Afin de soutenir les activités d'immobilisations prévues, d'une somme de 25 871,2 M$, trois modes de financement sont utilisés : le financement externe, le paiement au comptant et l'emprunt.

Le recours au financement externe permet d'alléger les montants à la charge des contribuables. Il représente, pour le PDI 2026-2035, un montant de 4 363,9 M$, soit 17 % des investissements totaux. Les sources externes de financement sont principalement des subventions des gouvernements canadien et québécois (3 657,7 M$), des revenus d'activités commerciales, notamment ceux de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) (684,7 M$), et des revenus divers (21,5 M$).

Un montant de 21 507,3 M$ sera à la charge des contribuables pour la réalisation du présent PDI. Le montant de la stratégie de paiement au comptant des immobilisations (PCI), dans le cadre du PDI 2026-2035, s'établit à 5 863 M$. Ainsi, lorsqu'on ajoute les sommes provenant des réserves des services, des arrondissements et de l'affectation initiale du Fonds des immobilisations, c'est une somme totale de 6 976,2 M$ qui sera attribuée au paiement au comptant, soit 27 % du financement global des immobilisations prévues au PDI 2026-2035. Enfin, l'emprunt pour la réalisation du PDI 2026-2035 est de 14 531,1 M$, ce qui représente 56 % du financement.

**Tableau 87 – État des activités d'immobilisations et modes de financement – Budget de la Ville de Montréal**
(en millions de dollars)

| | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Acquisitions d'immobilisations** | | | | | | | | |
| Administration générale | 353,1 | 244,5 | 336,2 | 389,4 | 377,5 | 1 700,7 | 1 526,7 | 3 227,4 |
| Sécurité publique | 129,0 | 110,1 | 85,3 | 99,5 | 82,7 | 506,6 | 442,1 | 948,7 |
| Transport | 512,8 | 624,1 | 706,5 | 676,6 | 725,6 | 3 245,6 | 3 856,1 | 7 101,7 |
| Hygiène du milieu | 640,8 | 651,3 | 796,9 | 954,0 | 872,2 | 3 915,2 | 3 419,7 | 7 334,9 |
| Aménagement, urbanisme et développement | 173,6 | 166,6 | 128,1 | 83,9 | 68,0 | 620,2 | 327,5 | 947,7 |
| Loisirs et culture | 494,4 | 479,1 | 751,2 | 719,7 | 744,4 | 3 188,8 | 3 122,0 | 6 310,8 |
| **Total – Acquisitions d'immobilisations** | **2 303,7** | **2 275,7** | **2 804,2** | **2 923,1** | **2 870,4** | **13 177,1** | **12 694,1** | **25 871,2** |
| **Sources de financement externes** | | | | | | | | |
| Subventions gouvernementales | 322,2 | 289,5 | 348,9 | 530,6 | 489,7 | 1 980,9 | 1 676,8 | 3 657,7 |
| Activités commerciales de la CSEM | 139,3 | 135,4 | 102,5 | 60,5 | 45,8 | 483,5 | 201,2 | 684,7 |
| Dépôts des promoteurs et autres | 3,2 | 3,3 | 8,0 | 1,0 | 1,0 | 16,5 | 5,0 | 21,5 |
| **Total – Sources de financement externes** | **464,7** | **428,2** | **459,4** | **592,1** | **536,5** | **2 480,9** | **1 883,0** | **4 363,9** |
| **Montant à la charge des contribuables** | **1 839,0** | **1 847,5** | **2 344,8** | **2 331,0** | **2 333,9** | **10 696,2** | **10 811,1** | **21 507,3** |
| **Paiement au comptant** | | | | | | | | |
| Services | 110,0 | 50,6 | 82,8 | 100,5 | 80,8 | 424,7 | 343,3 | 768,0 |
| Arrondissements | 22,1 | 6,4 | 13,1 | 17,7 | 4,6 | 63,9 | 4,3 | 68,2 |
| Fonds des immobilisations - Affectation initiale de 2014 | 27,7 | 27,7 | 27,7 | 27,7 | 27,7 | 138,5 | 138,5 | 277,0 |
| **Stratégie d'accroissement** | | | | | | | | |
| Fonds des immobilisations | 445,9 | | | | | | | |
| Eau | 42,1 | 597,0 | 597,0 | 597,0 | 597,0 | 2 878,0 | 2 985,0 | 5 863,0 |
| Voirie | 2,0 | | | | | | | |
| **Total – Stratégie d'accroissement** | **490,0** | **597,0** | **597,0** | **597,0** | **597,0** | **2 878,0** | **2 985,0** | **5 863,0** |
| **Total – Paiement au comptant** | **649,8** | **681,7** | **720,6** | **742,9** | **710,1** | **3 505,1** | **3 471,1** | **6 976,2** |
| **Emprunts selon la programmation** | **1 189,2** | **1 165,8** | **1 624,2** | **1 588,1** | **1 623,8** | **7 191,1** | **7 340,0** | **14 531,1** |

Les investissements relevant du conseil municipal sont de 15 830,4 M$, soit 61,2 % du PDI global. Le recours au financement externe totalise 2 160,1 M$ (13,6 % des investissements de compétence municipale). Le financement externe inclut les activités commerciales de la CSEM, pour un montant de 684,7 M$.

Par ailleurs, un montant de 4 296,1 M$ en paiement au comptant est consacré aux projets relevant du conseil municipal, tandis que le recours à l'emprunt est de 9 374,2 M$, ce qui porte le montant à la charge des contribuables à 13 670,3 M$, soit 86,4 % des investissements de compétence municipale.

**Tableau 88 – État des activités d'immobilisations et modes de financement – Budget du conseil municipal**
(en millions de dollars)

| | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Acquisitions d'immobilisations** | | | | | | | | |
| Administration générale | 210,2 | 126,3 | 206,8 | 253,1 | 243,1 | 1 039,5 | 1 017,6 | 2 057,1 |
| Sécurité publique | 0,3 | 0,3 | - | - | - | 0,6 | - | 0,6 |
| Transport | 445,3 | 539,3 | 610,3 | 596,7 | 662,4 | 2 854,0 | 3 371,4 | 6 225,4 |
| Hygiène du milieu | 187,5 | 201,1 | 224,3 | 229,7 | 230,7 | 1 073,3 | 1 065,0 | 2 138,3 |
| Aménagement, urbanisme et développement | 170,7 | 161,7 | 120,2 | 75,3 | 59,8 | 587,7 | 286,4 | 874,1 |
| Loisirs et culture | 365,2 | 357,8 | 528,7 | 518,8 | 516,1 | 2 286,6 | 2 248,3 | 4 534,9 |
| **Total – Acquisitions d'immobilisations** | **1 379,2** | **1 386,5** | **1 690,3** | **1 673,6** | **1 712,1** | **7 841,7** | **7 988,7** | **15 830,4** |
| **Sources de financement externes** | | | | | | | | |
| Subventions gouvernementales | 183,0 | 147,2 | 108,7 | 171,8 | 147,7 | 758,4 | 695,5 | 1 453,9 |
| Activités commerciales de la CSEM | 139,3 | 135,4 | 102,5 | 60,5 | 45,8 | 483,5 | 201,2 | 684,7 |
| Dépôts des promoteurs et autres | 3,2 | 3,3 | 8,0 | 1,0 | 1,0 | 16,5 | 5,0 | 21,5 |
| **Total – Sources de financement externes** | **325,5** | **285,9** | **219,2** | **233,3** | **194,5** | **1 258,4** | **901,7** | **2 160,1** |
| **Montant à la charge des contribuables** | **1 053,7** | **1 100,6** | **1 471,1** | **1 440,3** | **1 517,6** | **6 583,3** | **7 087,0** | **13 670,3** |
| **Paiement au comptant** | | | | | | | | |
| Services | 13,3 | 28,1 | 41,4 | 42,5 | 45,9 | 171,2 | 192,6 | 363,8 |
| Arrondissements | 22,1 | 6,4 | 13,1 | 17,7 | 4,6 | 63,9 | 4,3 | 68,2 |
| Fonds des immobilisations - Affectation initiale de 2014 | 23,0 | 23,0 | 23,0 | 23,0 | 23,0 | 115,0 | 115,0 | 230,0 |
| **Stratégie d'accroissement** | | | | | | | | |
| Fonds des immobilisations | 274,7 | | | | | | | |
| Eau | 42,1 | 363,7 | 359,8 | 341,8 | 356,1 | 1 740,2 | 1 893,9 | 3 634,1 |
| Voirie | 2,0 | | | | | | | |
| **Total – Stratégie d'accroissement** | **318,8** | **363,7** | **359,8** | **341,8** | **356,1** | **1 740,2** | **1 893,9** | **3 634,1** |
| **Total – Paiement au comptant** | **377,2** | **421,2** | **437,3** | **425,0** | **429,6** | **2 090,3** | **2 205,8** | **4 296,1** |
| **Emprunts selon la programmation** | **676,5** | **679,4** | **1 033,8** | **1 015,3** | **1 088,0** | **4 493,0** | **4 881,2** | **9 374,2** |

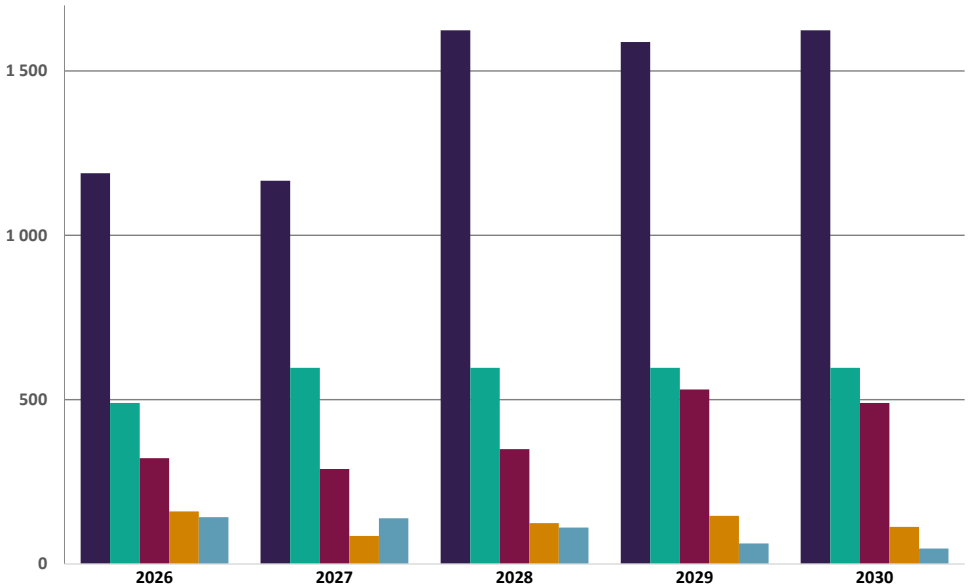
Les investissements relevant du conseil d'agglomération sont de 10 040,8 M$, soit 38,8 % du PDI global. Le recours au financement externe totalise 2 203,8 M$ (21,9 % des investissements de compétence d'agglomération). Il est important de noter que la Ville dispose d'un effet de levier financier considérable dans le domaine des infrastructures de l'eau grâce aux programmes gouvernementaux offerts pour la réhabilitation et le remplacement de ces éléments d'actifs névralgiques. De plus, un montant de 2 680,1 M$ en paiement au comptant est consacré aux projets relevant du conseil d'agglomération, tandis que le recours à l'emprunt est de 5 156,9 M$, portant ainsi le montant à la charge des contribuables à 7 837 M$, soit 78,1 % des investissements de compétence d'agglomération.

**Tableau 89 – État des activités d'immobilisations et modes de financement – Budget du conseil d'agglomération**
(en millions de dollars)

| | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Acquisitions d'immobilisations** | | | | | | | | |
| Administration générale | 142,9 | 118,2 | 129,4 | 136,3 | 134,4 | 661,2 | 509,1 | 1 170,3 |
| Sécurité publique | 128,7 | 109,8 | 85,3 | 99,5 | 82,7 | 506,0 | 442,1 | 948,1 |
| Transport | 67,5 | 84,8 | 96,2 | 79,9 | 63,2 | 391,6 | 484,7 | 876,3 |
| Hygiène du milieu | 453,3 | 450,2 | 572,6 | 724,3 | 641,5 | 2 841,9 | 2 354,7 | 5 196,6 |
| Aménagement, urbanisme et développement | 2,9 | 4,9 | 7,9 | 8,6 | 8,2 | 32,5 | 41,1 | 73,6 |
| Loisirs et culture | 129,2 | 121,3 | 222,5 | 200,9 | 228,3 | 902,2 | 873,7 | 1 775,9 |
| **Total – Acquisitions d'immobilisations** | **924,5** | **889,2** | **1 113,9** | **1 249,5** | **1 158,3** | **5 335,4** | **4 705,4** | **10 040,8** |
| **Sources de financement externes** | | | | | | | | |
| Subventions gouvernementales | 139,2 | 142,3 | 240,2 | 358,8 | 342,0 | 1 222,5 | 981,3 | 2 203,8 |
| Activités commerciales de la CSEM | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dépôts des promoteurs et autres | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total – Sources de financement externes** | **139,2** | **142,3** | **240,2** | **358,8** | **342,0** | **1 222,5** | **981,3** | **2 203,8** |
| **Montant à la charge des contribuables** | **785,3** | **746,9** | **873,7** | **890,7** | **816,3** | **4 112,9** | **3 724,1** | **7 837,0** |
| **Paiement au comptant** | | | | | | | | |
| Services | 96,7 | 22,5 | 41,4 | 58,0 | 34,9 | 253,5 | 150,7 | 404,2 |
| Arrondissements | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Fonds des immobilisations - Affectation initiale de 2014 | 4,7 | 4,7 | 4,7 | 4,7 | 4,7 | 23,5 | 23,5 | 47,0 |
| **Stratégie d'accroissement** | | | | | | | | |
| Fonds des immobilisations | 171,2 | 233,3 | 237,2 | 255,2 | 240,9 | 1 137,8 | 1 091,1 | 2 228,9 |
| Eau | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Voirie | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total – Stratégie d'accroissement** | **171,2** | **233,3** | **237,2** | **255,2** | **240,9** | **1 137,8** | **1 091,1** | **2 228,9** |
| **Total – Paiement au comptant** | **272,6** | **260,5** | **283,3** | **317,9** | **280,5** | **1 414,8** | **1 265,3** | **2 680,1** |
| **Emprunts selon la programmation** | **512,7** | **486,4** | **590,4** | **572,8** | **535,8** | **2 698,1** | **2 458,8** | **5 156,9** |

Le graphique suivant illustre, pour les cinq premières années du PDI uniquement, l'évolution des modes de financement servant au maintien des actifs et au développement de nouvelles infrastructures de la Ville de Montréal.

**Graphique 20 – Évolution des sources de financement, de 2026 à 2030**
(en millions de dollars)




| | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
|---|---|---|---|---|---|
| Emprunts selon la programmation | 1 189 | 1 166 | 1 624 | 1 588 | 1 624 |
| Stratégie d'accroissement du paiement au comptant | 490 | 597 | 597 | 597 | 597 |
| Subventions gouvernementales | 322 | 289 | 349 | 531 | 490 |
| Fonds dédiés - Paiement au comptant des immobilisations | 160 | 85 | 124 | 146 | 113 |
| Autres sources de financement | 142 | 139 | 111 | 62 | 47 |

## 10.3. Investissements par catégories d'actifs

Cette section présente les immobilisations selon les catégories d'actifs des budgets de la Ville de Montréal, et distingue les investissements de compétence municipale et ceux de compétence d'agglomération. Elle brosse également le portrait des investissements municipaux dans l'entretien et la réhabilitation des éléments d'actifs ainsi que des investissements reliés au développement.

### Profil des investissements

Dans l'ensemble du PDI, 67,7 % des investissements serviront à la protection des éléments de l'actif et 32,3 % seront destinés au développement, notamment à l'acquisition et à l'installation de nouveaux équipements, à la construction de nouvelles infrastructures ainsi qu'à la mise aux normes d'infrastructures existantes. Comparativement au précédent PDI, il s'agit d'une augmentation des investissements qui seront consacrés à la protection des éléments de l'actif (66,9 % au PDI 2025-2034).

Au cours de la période 2026-2035, la Ville de Montréal compte investir un montant total de 14 662,6 M$, dont 6 692,9 M$ dans les « infrastructures routières » ainsi que 7 969,7 M$ dans « l'environnement et les infrastructures souterraines » soit principalement les infrastructures de l'eau et les conduits souterrains de la CSEM. Près de 78 % de ces investissements seront consacrés à la protection et au maintien de ces actifs.

## Tableau 90 – Investissements par catégories d'actifs – Budget de la Ville de Montréal
(en millions de dollars)

| Catégories d'actifs - Protection | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Protection** | | | | | | | | |
| Infrastructures routières | 348,9 | 394,2 | 436,0 | 468,9 | 510,0 | 2 158,0 | 2 628,4 | 4 786,4 |
| Environnement et infrastructures souterraines | 535,1 | 569,4 | 713,6 | 837,1 | 813,4 | 3 468,6 | 3 125,7 | 6 594,3 |
| Parcs, espaces verts et terrains de jeux | 143,3 | 151,8 | 235,6 | 211,1 | 170,1 | 911,9 | 736,6 | 1 648,5 |
| Bâtiments et terrains | 204,2 | 216,7 | 330,1 | 292,8 | 243,2 | 1 287,0 | 1 219,0 | 2 506,0 |
| Véhicules | 57,8 | 78,0 | 102,2 | 121,2 | 111,9 | 471,1 | 646,0 | 1 117,1 |
| Ameublement et équipements de bureau | 60,7 | 67,5 | 69,6 | 74,2 | 78,6 | 350,6 | 208,5 | 559,1 |
| Machinerie, outillage spécialisé et équipements | 15,2 | 35,5 | 13,0 | 12,4 | 11,5 | 87,6 | 61,1 | 148,7 |
| Autres éléments de l'actif | 152,6 | - | - | - | - | 152,6 | - | 152,6 |
| **Total – Investissements** | **1 517,8** | **1 513,1** | **1 900,1** | **2 017,7** | **1 938,7** | **8 887,4** | **8 625,3** | **17 512,7** |
| **Pourcentage - Protection** | 65,9 % | 66,5 % | 67,8 % | 69,0 % | 67,5 % | 67,4 % | 67,9 % | 67,7 % |

| Catégories d'actifs - Développement | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Développement** | | | | | | | | |
| Infrastructures routières | 128,8 | 185,3 | 200,2 | 161,4 | 184,5 | 860,2 | 1 046,3 | 1 906,5 |
| Environnement et infrastructures souterraines | 246,6 | 211,3 | 175,5 | 172,1 | 88,3 | 893,8 | 481,6 | 1 375,4 |
| Parcs, espaces verts et terrains de jeux | 115,7 | 104,3 | 211,2 | 241,3 | 296,1 | 968,6 | 1 100,8 | 2 069,4 |
| Bâtiments et terrains | 206,8 | 187,6 | 244,7 | 269,7 | 314,4 | 1 223,2 | 1 302,2 | 2 525,4 |
| Véhicules | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Ameublement et équipements de bureau | 68,4 | 55,2 | 52,9 | 41,7 | 32,1 | 250,3 | 56,2 | 306,5 |
| Machinerie, outillage spécialisé et équipements | 19,5 | 19,0 | 19,5 | 19,2 | 16,4 | 93,6 | 81,7 | 175,3 |
| Autres éléments de l'actif | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total – Investissements** | **785,8** | **762,7** | **904,0** | **905,4** | **931,8** | **4 289,7** | **4 068,8** | **8 358,5** |
| **Pourcentage - Développement** | 34,1 % | 33,5 % | 32,2 % | 31,0 % | 32,5 % | 32,6 % | 32,1 % | 32,3 % |

| Catégories d'actifs - Total | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Infrastructures routières | 477,7 | 579,5 | 636,2 | 630,3 | 694,5 | 3 018,2 | 3 674,7 | 6 692,9 |
| Environnement et infrastructures souterraines | 781,7 | 780,7 | 889,1 | 1 009,2 | 901,7 | 4 362,4 | 3 607,3 | 7 969,7 |
| Parcs, espaces verts et terrains de jeux | 259,0 | 256,1 | 446,8 | 452,4 | 466,2 | 1 880,5 | 1 837,4 | 3 717,9 |
| Bâtiments et terrains | 411,0 | 404,3 | 574,8 | 562,5 | 557,6 | 2 510,2 | 2 521,2 | 5 031,4 |
| Véhicules | 57,8 | 78,0 | 102,2 | 121,2 | 111,9 | 471,1 | 646,0 | 1 117,1 |
| Ameublement et équipements de bureau | 129,1 | 122,7 | 122,5 | 115,9 | 110,7 | 600,9 | 264,7 | 865,6 |
| Machinerie, outillage spécialisé et équipements | 34,7 | 54,5 | 32,5 | 31,6 | 27,9 | 181,2 | 142,8 | 324,0 |
| Autres éléments de l'actif | 152,6 | - | - | - | - | 152,6 | - | 152,6 |
| **Total – Investissements** | **2 303,6** | **2 275,8** | **2 804,1** | **2 923,1** | **2 870,5** | **13 177,1** | **12 694,1** | **25 871,2** |

Les tableaux suivants présentent respectivement, par catégories d'actifs, les investissements relevant du conseil municipal et du conseil d'agglomération.

**Tableau 91 – Investissements par catégories d'actifs – Budget du conseil municipal**
(en millions de dollars)

| Catégories d'actifs - Protection | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Protection** | | | | | | | | |
| Infrastructures routières | 336,9 | 384,7 | 415,1 | 454,8 | 501,7 | 2 093,2 | 2 592,8 | 4 686,0 |
| Environnement et infrastructures souterraines | 326,6 | 335,3 | 326,7 | 291,0 | 279,4 | 1 559,0 | 1 285,8 | 2 844,8 |
| Parcs, espaces verts et terrains de jeux | 89,6 | 97,5 | 160,0 | 151,8 | 130,5 | 629,4 | 563,1 | 1 192,5 |
| Bâtiments et terrains | 135,7 | 170,2 | 236,7 | 206,2 | 168,9 | 917,7 | 744,6 | 1 662,3 |
| Véhicules | 17,0 | 35,2 | 64,7 | 77,4 | 68,2 | 262,5 | 448,8 | 711,3 |
| Ameublement et équipements de bureau | 27,0 | 27,0 | 27,7 | 29,2 | 27,2 | 138,1 | 57,0 | 195,1 |
| Machinerie, outillage spécialisé et équipements | 3,5 | 3,5 | 3,9 | 4,1 | 3,4 | 18,4 | 19,4 | 37,8 |
| Autres éléments de l'actif | 99,2 | - | - | - | - | 99,2 | - | 99,2 |
| **Total – Investissements** | **1 035,5** | **1 053,4** | **1 234,8** | **1 214,5** | **1 179,3** | **5 717,5** | **5 711,5** | **11 429,0** |
| **Pourcentage - Protection** | 75,1 % | 76,0 % | 73,1 % | 72,6 % | 68,9 % | 72,9 % | 71,5 % | 72,2 % |

| Catégories d'actifs - Développement | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Développement** | | | | | | | | |
| Infrastructures routières | 76,2 | 110,9 | 130,3 | 97,7 | 130,1 | 545,2 | 600,7 | 1 145,9 |
| Environnement et infrastructures souterraines | 7,8 | - | - | - | - | 7,8 | - | 7,8 |
| Parcs, espaces verts et terrains de jeux | 74,0 | 57,2 | 107,4 | 117,6 | 121,2 | 477,4 | 481,4 | 958,8 |
| Bâtiments et terrains | 138,4 | 129,8 | 179,9 | 210,1 | 254,3 | 912,5 | 1 086,6 | 1 999,1 |
| Véhicules | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Ameublement et équipements de bureau | 27,8 | 16,5 | 18,6 | 14,7 | 11,2 | 88,8 | 26,9 | 115,7 |
| Machinerie, outillage spécialisé et équipements | 19,4 | 18,8 | 19,2 | 19,0 | 16,1 | 92,5 | 81,6 | 174,1 |
| Autres éléments de l'actif | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total – Investissements** | **343,6** | **333,2** | **455,4** | **459,1** | **532,9** | **2 124,2** | **2 277,2** | **4 401,4** |
| **Pourcentage - Développement** | 24,9 % | 24,0 % | 26,9 % | 27,4 % | 31,1 % | 27,1 % | 28,5 % | 27,8 % |

| Catégories d'actifs - Total | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Infrastructures routières | 413,1 | 495,6 | 545,4 | 552,5 | 631,8 | 2 638,4 | 3 193,5 | 5 831,9 |
| Environnement et infrastructures souterraines | 334,4 | 335,3 | 326,7 | 291,0 | 279,4 | 1 566,8 | 1 285,8 | 2 852,6 |
| Parcs, espaces verts et terrains de jeux | 163,6 | 154,7 | 267,4 | 269,4 | 251,7 | 1 106,8 | 1 044,5 | 2 151,3 |
| Bâtiments et terrains | 274,1 | 300,0 | 416,6 | 416,3 | 423,2 | 1 830,2 | 1 831,2 | 3 661,4 |
| Véhicules | 17,0 | 35,2 | 64,7 | 77,4 | 68,2 | 262,5 | 448,8 | 711,3 |
| Ameublement et équipements de bureau | 54,8 | 43,5 | 46,3 | 43,9 | 38,4 | 226,9 | 83,9 | 310,8 |
| Machinerie, outillage spécialisé et équipements | 22,9 | 22,3 | 23,1 | 23,1 | 19,5 | 110,9 | 101,0 | 211,9 |
| Autres éléments de l'actif | 99,2 | - | - | - | - | 99,2 | - | 99,2 |
| **Total – Investissements** | **1 379,1** | **1 386,6** | **1 690,2** | **1 673,6** | **1 712,2** | **7 841,7** | **7 988,7** | **15 830,4** |

## Tableau 92 – Investissements par catégories d'actifs – Budget du conseil d'agglomération
(en millions de dollars)

| Catégories d'actifs - Protection | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Protection** | | | | | | | | |
| Infrastructures routières | 12,0 | 9,5 | 20,9 | 14,1 | 8,3 | 64,8 | 35,6 | 100,4 |
| Environnement et infrastructures souterraines | 208,5 | 234,1 | 386,9 | 546,1 | 534,0 | 1 909,6 | 1 839,9 | 3 749,5 |
| Parcs, espaces verts et terrains de jeux | 53,7 | 54,3 | 75,6 | 59,3 | 39,6 | 282,5 | 173,5 | 456,0 |
| Bâtiments et terrains | 68,5 | 46,5 | 93,4 | 86,6 | 74,3 | 369,3 | 474,4 | 843,7 |
| Véhicules | 40,8 | 42,8 | 37,5 | 43,8 | 43,7 | 208,6 | 197,2 | 405,8 |
| Ameublement et équipements de bureau | 33,7 | 40,5 | 41,9 | 45,0 | 51,4 | 212,5 | 151,5 | 364,0 |
| Machinerie, outillage spécialisé et équipements | 11,7 | 32,0 | 9,1 | 8,3 | 8,1 | 69,2 | 41,7 | 110,9 |
| Autres éléments de l'actif | 53,4 | - | - | - | - | 53,4 | - | 53,4 |
| **Total – Investissements** | **482,3** | **459,7** | **665,3** | **803,2** | **759,4** | **3 169,9** | **2 913,8** | **6 083,7** |
| **Pourcentage - Protection** | 52,2 % | 51,7 % | 59,7 % | 64,3 % | 65,6 % | 59,4 % | 61,9 % | 60,6 % |

| Catégories d'actifs - Développement | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Développement** | | | | | | | | |
| Infrastructures routières | 52,6 | 74,4 | 69,9 | 63,7 | 54,4 | 315,0 | 445,6 | 760,6 |
| Environnement et infrastructures souterraines | 238,8 | 211,3 | 175,5 | 172,1 | 88,3 | 886,0 | 481,6 | 1 367,6 |
| Parcs, espaces verts et terrains de jeux | 41,7 | 47,1 | 103,8 | 123,7 | 174,9 | 491,2 | 619,4 | 1 110,6 |
| Bâtiments et terrains | 68,4 | 57,8 | 64,8 | 59,6 | 60,1 | 310,7 | 215,6 | 526,3 |
| Véhicules | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Ameublement et équipements de bureau | 40,6 | 38,7 | 34,3 | 27,0 | 20,9 | 161,5 | 29,3 | 190,8 |
| Machinerie, outillage spécialisé et équipements | 0,1 | 0,2 | 0,3 | 0,2 | 0,3 | 1,1 | 0,1 | 1,2 |
| Autres éléments de l'actif | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total – Investissements** | **442,2** | **429,5** | **448,6** | **446,3** | **398,9** | **2 165,5** | **1 791,6** | **3 957,1** |
| **Pourcentage - Développement** | 47,8 % | 48,3 % | 40,3 % | 35,7 % | 34,4 % | 40,6 % | 38,1 % | 39,4 % |

| Catégories d'actifs - Total | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Infrastructures routières | 64,6 | 83,9 | 90,8 | 77,8 | 62,7 | 379,8 | 481,2 | 861,0 |
| Environnement et infrastructures souterraines | 447,3 | 445,4 | 562,4 | 718,2 | 622,3 | 2 795,6 | 2 321,5 | 5 117,1 |
| Parcs, espaces verts et terrains de jeux | 95,4 | 101,4 | 179,4 | 183,0 | 214,5 | 773,7 | 792,9 | 1 566,6 |
| Bâtiments et terrains | 136,9 | 104,3 | 158,2 | 146,2 | 134,4 | 680,0 | 690,0 | 1 370,0 |
| Véhicules | 40,8 | 42,8 | 37,5 | 43,8 | 43,7 | 208,6 | 197,2 | 405,8 |
| Ameublement et équipements de bureau | 74,3 | 79,2 | 76,2 | 72,0 | 72,3 | 374,0 | 180,8 | 554,8 |
| Machinerie, outillage spécialisé et équipements | 11,8 | 32,2 | 9,4 | 8,5 | 8,4 | 70,3 | 41,8 | 112,1 |
| Autres éléments de l'actif | 53,4 | - | - | - | - | 53,4 | - | 53,4 |
| **Total – Investissements** | **924,5** | **889,2** | **1 113,9** | **1 249,5** | **1 158,3** | **5 335,4** | **4 705,4** | **10 040,8** |

Le tableau suivant compare la planification des investissements de la Ville avec le précédent PDI, à savoir le PDI 2025-2034.

**Tableau 93 – Comparaison du PDI 2025-2034 et du PDI 2026-2035, par catégories d'actifs**
(en millions de dollars)

| Catégories d'actifs | PDI 2026-2035 | | | PDI 2025-2034 | | | Écarts | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Protec-tion | Dévelop-pement | Total | Protec-tion | Dévelop-pement | Total | Protec-tion | Dévelop-pement | Total |
| Infrastructures routières | 4 786,5 | 1 906,5 | **6 693,0** | 4 815,7 | 1 804,3 | **6 620,0** | (29,2) | 102,2 | **73,0** |
| Environnement et infrastructures souterraines | 6 594,3 | 1 375,3 | **7 969,6** | 5 795,0 | 1 486,4 | **7 281,4** | 799,3 | (111,1) | **688,2** |
| Parcs, espaces verts et terrains de jeux | 1 648,4 | 2 069,5 | **3 717,9** | 1 723,9 | 2 168,8 | **3 892,7** | (75,5) | (99,3) | **(174,8)** |
| Bâtiments et terrains | 2 506,0 | 2 525,3 | **5 031,3** | 2 507,1 | 2 250,1 | **4 757,2** | (1,1) | 275,2 | **274,1** |
| Véhicules | 1 117,1 | - | **1 117,1** | 1 083,8 | - | **1 083,8** | 33,3 | - | **33,3** |
| Ameublement et équipements de bureau | 559,1 | 306,5 | **865,6** | 574,3 | 324,9 | **899,2** | (15,2) | (18,4) | **(33,6)** |
| Machinerie, outillage spécialisé et équipements | 148,7 | 175,3 | **324,0** | 93,9 | 160,1 | **254,0** | 54,8 | 15,2 | **70,0** |
| Autres éléments de l'actif | 152,7 | - | **152,7** | - | - | **-** | 152,7 | - | **152,7** |
| **Total – Investissements** | **17 512,8** | **8 358,4** | **25 871,2** | **16 593,7** | **8 194,6** | **24 788,3** | **919,1** | **163,8** | **1 082,9** |

En comparaison avec le précédent PDI, le nouveau PDI affiche une croissance effective des investissements de 1 082,9 M$ ou 4,4 %. La majeure partie de cette croissance, soit 919,1 M$ ou 84,9 %, sera consacrée au volet protection, témoignant ainsi de la priorité accordée au rattrapage du déficit de maintien des actifs.

La principale hausse observée (688,2 M$) provient de la catégorie d'actifs « Environnement et infrastructures souterraines ». Cette hausse s'explique par la bonification de plusieurs programmes soutenant les objectifs de la Stratégie montréalaise de l'eau, afin notamment de résorber le déficit de maintien des actifs, tels que les réseaux primaires et secondaires d'aqueduc et d'égouts.

La hausse de la catégorie d'actifs « Bâtiments et terrains » (274,1 M$) s'explique principalement par le développement de nouvelles installations sportives, soit le complexe aquatique et sportif de Montréal-Nord ainsi que le centre sportif de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, afin de répondre aux besoins de la population en proposant des infrastructures collectives modernes et de qualité, favorisant la santé et le bien-être.

Par ailleurs, ce PDI introduit un montant budgété dans la catégorie « Autres éléments de l'actif » (152,7 M$) qui sera dédié, en 2026, à de nouveaux projets, aux provisions visant à couvrir les imprévus et aux risques qui pourraient survenir durant la réalisation de projets spécifiques.

Finalement, la baisse relative à la catégorie « Parcs, espaces verts et terrains de jeux » (174,8 M$) est attribuable à la révision de la planification de certains projets afin de refléter la capacité de réalisation, tant du marché que de la Ville.

## 10.4. Principaux programmes et projets d'investissements, par thèmes

### Eau et infrastructures souterraines

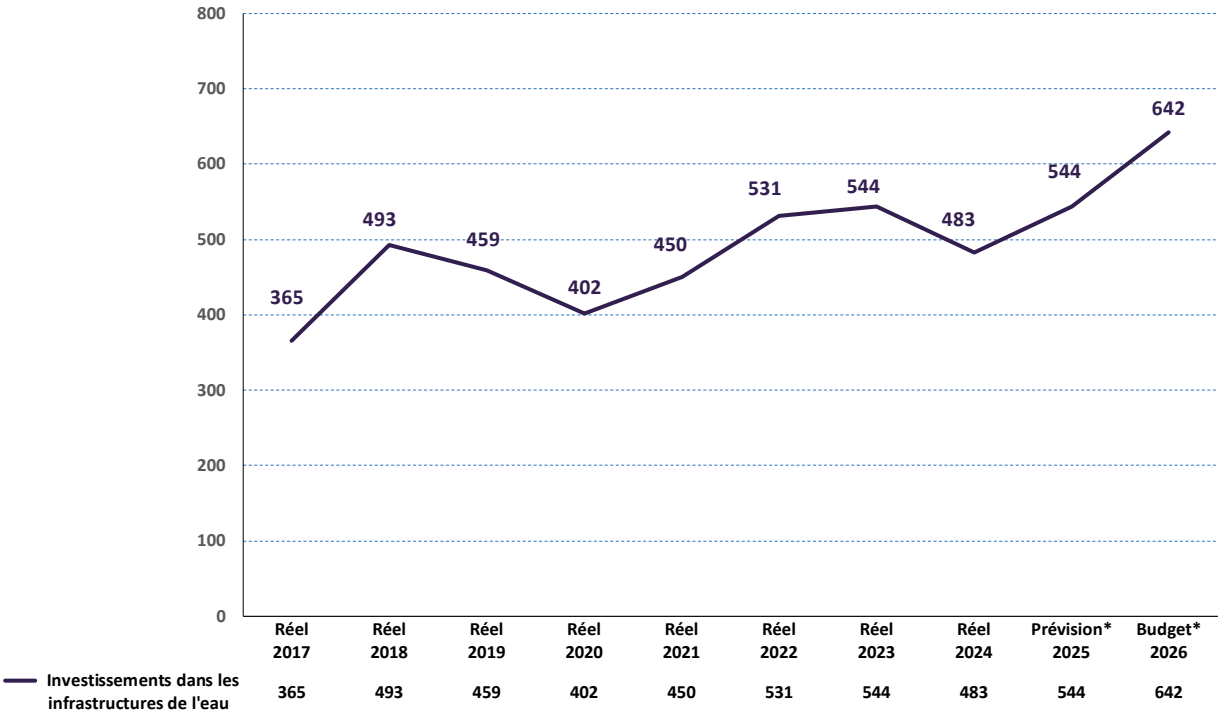
**Gestion de l'eau**

Le Service de l'eau de la Ville de Montréal chapeaute la gestion publique de l'eau et vise à offrir une gestion responsable et performante de cette ressource pour l'ensemble des usagères et usagers de l'agglomération de Montréal. Les infrastructures de la gestion de l'eau sont imposantes. Elles comprennent, entre autres, 6 usines de traitement d'eau potable, 14 réservoirs d'eau potable, près de 794 km de conduites principales d'aqueduc, 3 662 km de conduites secondaires d'aqueduc, 520 km de collecteurs d'égouts, 4 403 km de conduites secondaires d'égouts et 90 km d'intercepteurs. Enfin, deux stations d'épuration, dont l'une figure parmi les cinq plus grandes du monde (Jean-R.-Marcotte), traitent, par temps sec, environ 2,3 millions de mètres cubes d'eaux usées, et jusqu'à 8 millions de mètres cubes par journée pluvieuse (1 million de mètres cubes correspondent à 1 milliard de litres).

Conséquemment, un tel éventail d'infrastructures exige annuellement des investissements appropriés pour assurer des infrastructures robustes et une alimentation fiable en eau. Depuis 2017, les investissements dans les infrastructures de l'eau présentent une croissance soutenue. Ces investissements sont passés de 365 M$ en 2017 à près de 544 M$ prévus en 2025.

Pour la période 2026-2035, un montant de 7 363,3 M$ sera consacré aux infrastructures de l'eau, dont 642,2 M$ en 2026.

**Graphique 21 – Investissements réalisés et prévus dans les infrastructures de l'eau**
(en millions de dollars)




* Prévision et budget du Service de l'eau

Des investissements importants dans les infrastructures de l'eau demeurent nécessaires afin de :

- garantir l'accessibilité et la qualité de l'eau potable et l'épuration des eaux usées;
- permettre une gestion responsable et durable des actifs de l'eau;
- poursuivre la mise aux normes des infrastructures;
- faire face aux défis environnementaux.

**Principaux programmes**

Le programme de renouvellement des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts, pour lequel des investissements de 2 106,5 M$ sont prévus, est sans contredit le plus important du Service de l'eau. Deux techniques de renouvellement sont actuellement utilisées : la réhabilitation structurale et le remplacement des conduites. Lorsque l'état structural de la conduite le permet, le service recourt aux techniques de réhabilitation sans tranchée, qui permettent non seulement de prolonger la durée de service des conduites, mais également de réduire les perturbations sociales et environnementales liées aux travaux. En 2024, 70 % des conduites renouvelées l'ont été au moyen des techniques de réhabilitation sans tranchée. Le programme comprend également le remplacement des entrées de service en plomb. Des investissements additionnels sont prévus pour le plan directeur de drainage (836,2 M$, dont les collecteurs de l'Est et Langelier ainsi que les ouvrages de rétention Turcot et Saint-Jacques), le réseau primaire d'aqueduc (616,2 M$) et le réseau primaire d'égouts (409,6 M$).

Par ailleurs, afin d'assurer la pérennité de ses actifs, la Ville de Montréal doit investir des sommes importantes dans les autres infrastructures de l'eau (équipements, procédés et installations) en les mettant à niveau selon les normes et technologies les plus récentes ou en les remplaçant lorsqu'elles ont atteint leur fin de vie utile. Le PDI 2026-2035 comporte plusieurs programmes de maintien des actifs pour les usines d'eau potable (405,4 M$), les actifs dédiés à l'assainissement des eaux usées, dont la station d'épuration Jean-R.-Marcotte (384,7 M$), ainsi que les réservoirs et stations de pompage d'eau potable (185,6 M$).

De plus, un montant de 139,9 M$ sera consacré au développement d'aménagements de surface permettant la gestion des eaux pluviales dans des infrastructures multifonctionnelles. Celles-ci, en plus de remplir une fonction de loisirs (en faisant figure de parcs ou de places publiques par exemple), réduiront l'apport d'eau au réseau d'égouts souterrain afin d'éviter le débordement d'eaux usées dans les cours d'eau et des inondations chez les citoyennes et citoyens lors d'importants épisodes de pluie. Ces infrastructures, en tant que mesures d'adaptation aux changements climatiques, contribueront à accélérer la transition écologique et à améliorer la qualité des milieux de vie urbains.

**Principaux projets**

Afin de sécuriser l'alimentation en eau potable, un investissement de 331,5 M$ sera alloué à la mise à niveau complète du réservoir et de la station de pompage McTavish (desservant près de 1,2 million de Montréalaises et Montréalais), tandis que 146,7 M$ seront consacrés à la reconstruction des collecteurs et de la chambre d'interconnexion qui servent à acheminer la quasi-totalité de l'eau potable produite à l'usine Atwater.

Un autre montant de 5,7 M$ est prévu pour le projet d'optimisation des réseaux, qui consiste à créer des secteurs de régulation de la pression et de mesure de la distribution de l'eau. La régulation de la pression par secteurs vise à réduire le risque de bris de conduites et de bris d'entrées de service des usagères et usagers ainsi qu'à augmenter la durée de vie des conduites. Quant à la mesure de la distribution d'eau, elle permettra d'avoir une meilleure connaissance du comportement du réseau en temps réel et de faciliter le ciblage des interventions.

En ce qui concerne les eaux usées, le projet de désinfection à l'ozone de l'effluent de la station d'épuration Jean-R.-Marcotte intégrera une nouvelle phase au traitement des eaux usées pour ainsi rendre les rejets conformes aux objectifs prescrits par les instances gouvernementales. La désinfection permettra de diminuer les risques pour la santé humaine et protégera la faune et la flore aquatiques du fleuve Saint-Laurent. Le projet de désinfection représente des investissements de l'ordre de 508,8 M$ dans ce PDI.

Par ailleurs, 1 240,9 M$ seront prévus pour la construction de l'usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB) afin de remplacer les 4 incinérateurs à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, compte tenu de la fin imminente de leur vie utile. Ce projet permettra de réduire considérablement les émissions de GES. Par ailleurs, les technologies retenues afin de traiter les boues de la station viseront également à obtenir une production diversifiée de biosolides présentant un fort potentiel de valorisation agricole.

**Tableau 94 – Sommaire des investissements relatifs à la gestion de l'eau**
(en milliers de dollars)

| Programmes – Projets | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | |
| Réseau primaire d'aqueduc | 58 450,0 | 46 000,0 | 54 004,0 | 72 787,0 | 69 987,0 | 301 228,0 | 314 927,0 | 616 155,0 |
| Réhabilitation des réservoirs et des stations de pompage de l'eau potable | 8 606,0 | 21 431,0 | 22 289,0 | 19 523,0 | 22 426,0 | 94 275,0 | 91 285,0 | 185 560,0 |
| Usines de traitement de l'eau potable | 38 076,0 | 33 841,0 | 40 192,0 | 48 370,0 | 40 900,0 | 201 379,0 | 204 000,0 | 405 379,0 |
| Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts | 184 042,0 | 195 745,0 | 218 338,0 | 224 505,0 | 227 909,0 | 1 050 539,0 | 1 055 941,0 | 2 106 480,0 |
| Systèmes de mesure et de régulation de pression | 1 341,0 | 1 477,0 | 1 780,0 | 3 438,0 | 3 055,0 | 11 091,0 | 16 415,0 | 27 506,0 |
| Réseau primaire d'égouts | 26 118,0 | 39 417,0 | 38 459,0 | 39 937,0 | 43 179,0 | 187 110,0 | 222 489,0 | 409 599,0 |
| Plan directeur de drainage | 51 240,0 | 67 040,0 | 64 511,0 | 114 821,0 | 66 761,0 | 364 373,0 | 471 788,0 | 836 161,0 |
| Station d'épuration | 49 440,0 | 45 586,0 | 40 025,0 | 53 299,0 | 43 981,0 | 232 331,0 | 152 395,0 | 384 726,0 |
| Infrastructures vertes multifonctionnelles et résilience aux changements climatiques | 10 914,0 | 7 500,0 | 15 000,0 | 16 452,0 | 15 000,0 | 64 866,0 | 75 000,0 | 139 866,0 |
| **Total – Programmes** | **428 227,0** | **458 037,0** | **494 598,0** | **593 132,0** | **533 198,0** | **2 507 192,0** | **2 604 240,0** | **5 111 432,0** |
| **Projets** | | | | | | | | |
| Réservoir et station de pompage - Rosemont | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Modernisation du réservoir McTavish | 20 411,0 | 32 398,0 | 57 995,0 | 53 443,0 | 28 546,0 | 192 793,0 | 138 666,0 | 331 459,0 |
| Reconstruction des collecteurs et de la chambre d'interconnexion 1 à l'usine Atwater | 1 500,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 25 000,0 | 44 608,0 | 77 108,0 | 69 609,0 | 146 717,0 |
| Aqueduc de l'ouest | 15 034,0 | 1 936,0 | - | - | - | 16 970,0 | - | 16 970,0 |
| Optimisation des réseaux | 3 405,0 | 1 170,0 | 830,0 | 248,0 | - | 5 653,0 | - | 5 653,0 |
| Chambres de compteurs d'agglomération | 27,0 | 1 346,0 | - | - | - | 1 373,0 | - | 1 373,0 |
| Désinfection de l'effluent | 169 080,0 | 141 196,0 | 110 152,0 | 56 995,0 | 21 568,0 | 498 991,0 | 9 791,0 | 508 782,0 |
| Usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB) | 4 488,0 | 9 567,0 | 129 162,0 | 230 280,0 | 237 305,0 | 610 802,0 | 630 077,0 | 1 240 879,0 |
| **Total – Projets** | **213 945,0** | **190 613,0** | **301 139,0** | **365 966,0** | **332 027,0** | **1 403 690,0** | **848 143,0** | **2 251 833,0** |
| **Total – Gestion de l'eau** | **642 172,0** | **648 650,0** | **795 737,0** | **959 098,0** | **865 225,0** | **3 910 882,0** | **3 452 383,0** | **7 363 265,0** |

## Commission des services électriques de Montréal (CSEM)

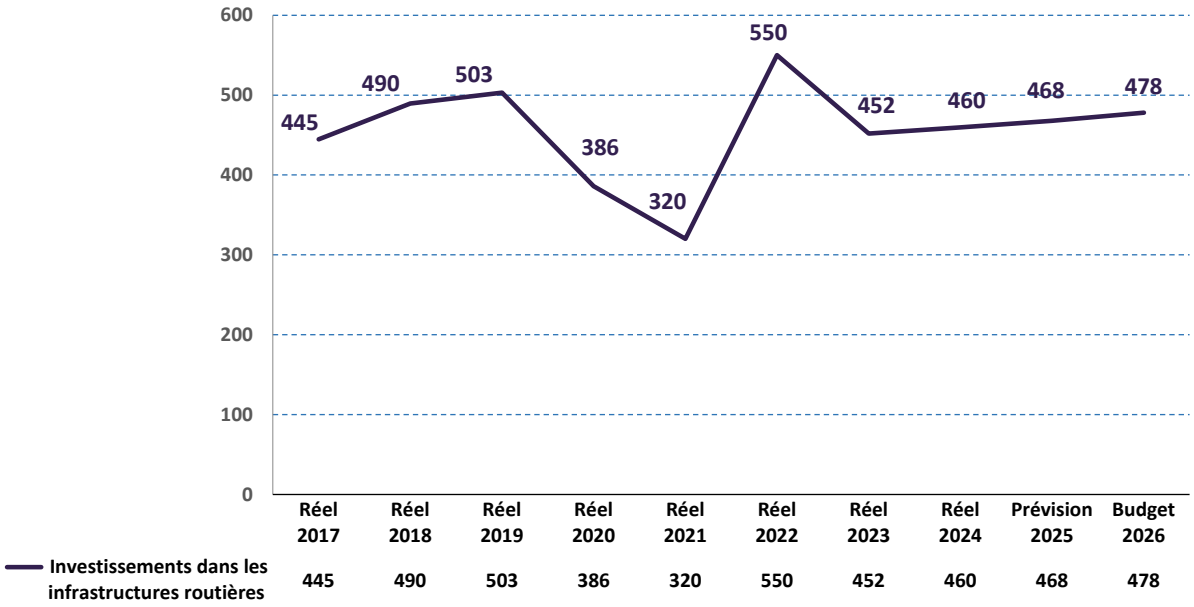
Le programme de construction et de modification de conduits souterrains, qui représente 684,8 M$ pour la période 2026-2035, correspond au réaménagement du réseau existant par l'enfouissement du réseau de fils aériens ou par l'ajout de nouveaux réseaux. La CSEM finance à 100 % ce programme, à même les redevances facturées aux usagères et usagers ainsi qu'aux utilisatrices et utilisateurs selon la portion de conduits qu'elles et ils utilisent. Quant au programme d'enfouissement de réseaux câblés, un investissement de 7,8 M$ permettra de désencombrer et embellir les voies publiques.

## Transport et voirie

Maintenir et améliorer l'état d'un réseau routier vieillissant, comprenant plus de 4 070 km de chaussées et près de 600 structures, constitue un défi majeur pour la Ville de Montréal et implique des investissements considérables.

Depuis 2017, les investissements dans les infrastructures routières présentent une croissance, étant passés de 445 M$ en 2017 à près de 468 M$ prévus en 2025. Il est à noter que le montant réel de l'année 2022 (550 M$) intègre la rétrocession d'actifs à la Ville par le MTMD d'une valeur de 227 M$, à coût nul, dans le cadre du projet de reconstruction de l'échangeur Turcot. En 2026, 478 M$ seront consacrés aux infrastructures routières.

**Graphique 22 – Investissements réalisés et prévus dans les infrastructures routières**
(en millions de dollars)




Des investissements dans les infrastructures routières permettent :

- de garantir la sécurité routière par la mise en œuvre de l'approche Vision Zéro, visant à éliminer à la source les collisions routières mortelles et les blessures graves en aménageant différemment les rues;
- d'améliorer l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises;
- d'augmenter la part des transports actifs (marche, vélo, etc.) et collectifs;
- de réduire les efforts d'entretien non planifiés et la prolifération des nids-de-poule.

Pour la période 2026-2035, la Ville investira un total de 7 166,8 M$ dans les infrastructures routières, soit 4 862,8 M$ dans la protection de l'actif et 2 304 M$ dans le développement des infrastructures. La majorité de ces investissements (60,7 %) sera consacrée à la protection des actifs relatifs aux chemins, rues, routes et trottoirs (4 349,3 M$). Un montant de 473,9 M$ (6,6 %) est prévu pour le développement et le maintien du réseau de pistes cyclables.

Le tableau suivant illustre de façon détaillée les activités d'immobilisations relatives aux infrastructures routières et aux pistes cyclables.

**Tableau 95 – Portrait consolidé des activités d'immobilisations relatives aux infrastructures routières et aux pistes cyclables**
(en millions de dollars)

| Catégories d'actifs - Protection | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Protection** | | | | | | | | |
| Chemins, rues, routes et trottoirs | 304,9 | 354,8 | 396,1 | 424,8 | 467,5 | 1 948,1 | 2 401,2 | 4 349,3 |
| Ponts, tunnels et viaducs | 39,0 | 35,0 | 35,0 | 35,0 | 35,0 | 179,0 | 175,0 | 354,0 |
| Systèmes d'éclairage et feux de circulation | 4,7 | 4,2 | 4,7 | 8,9 | 7,3 | 29,8 | 51,3 | 81,1 |
| Voirie pour projets de transport collectif | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres éléments de l'actif | 0,3 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 1,1 | 1,0 | 2,1 |
| | **348,9** | **394,2** | **436,0** | **468,9** | **510,0** | **2 158,0** | **2 628,5** | **4 786,5** |
| Pistes cyclables | 10,3 | 10,0 | 6,0 | 6,0 | 6,5 | 38,8 | 37,5 | 76,3 |
| **Total – Investissements** | **359,2** | **404,2** | **442,0** | **474,9** | **516,5** | **2 196,8** | **2 666,0** | **4 862,8** |

| Catégories d'actifs - Développement | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Développement** | | | | | | | | |
| Chemins, rues, routes et trottoirs | 99,1 | 168,7 | 172,2 | 154,9 | 180,0 | 774,9 | 1 029,8 | 1 804,7 |
| Ponts, tunnels et viaducs | 3,9 | 1,2 | 6,3 | 3,5 | 1,5 | 16,4 | 1,5 | 17,9 |
| Systèmes d'éclairage et feux de circulation | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Voirie pour projets de transport collectif | 16,7 | 9,0 | 12,4 | - | - | 38,1 | - | 38,1 |
| Autres éléments de l'actif | 9,1 | 6,4 | 9,2 | 3,0 | 3,0 | 30,7 | 15,0 | 45,7 |
| | **128,8** | **185,3** | **200,1** | **161,4** | **184,5** | **860,1** | **1 046,3** | **1 906,4** |
| Pistes cyclables | 22,5 | 27,2 | 32,1 | 39,3 | 39,8 | 160,9 | 236,7 | 397,6 |
| **Total – Investissements** | **151,3** | **212,5** | **232,2** | **200,7** | **224,3** | **1 021,0** | **1 283,0** | **2 304,0** |

| Catégories d'actifs - Total | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Chemins, rues, routes et trottoirs | 404,0 | 523,5 | 568,3 | 579,7 | 647,5 | 2 723,0 | 3 431,0 | 6 154,0 |
| Ponts, tunnels et viaducs | 42,9 | 36,2 | 41,3 | 38,5 | 36,5 | 195,4 | 176,5 | 371,9 |
| Systèmes d'éclairage et feux de circulation | 4,7 | 4,2 | 4,7 | 8,9 | 7,3 | 29,8 | 51,3 | 81,1 |
| Voirie pour projets de transport collectif | 16,7 | 9,0 | 12,4 | - | - | 38,1 | - | 38,1 |
| Autres éléments de l'actif | 9,4 | 6,6 | 9,4 | 3,2 | 3,2 | 31,8 | 16,0 | 47,8 |
| | **477,7** | **579,5** | **636,1** | **630,3** | **694,5** | **3 018,1** | **3 674,8** | **6 692,9** |
| Pistes cyclables | 32,8 | 37,2 | 38,1 | 45,3 | 46,3 | 199,7 | 274,2 | 473,9 |
| **Total – Investissements** | **510,5** | **616,7** | **674,2** | **675,6** | **740,8** | **3 217,8** | **3 949,0** | **7 166,8** |

**Principaux programmes**

Les programmes de mobilité et d'infrastructures de la Ville de Montréal ont pour objectif d'assurer la mobilité intégrée, sécuritaire et efficace pour tous les usagères et usagers.

Ainsi, la Ville de Montréal a pris, d'une part, l'orientation stratégique d'aménager les rues sur la base de la démarche Vision Zéro et de mieux répondre aux besoins accrus en déplacements actifs. La Ville souhaite repenser l'aménagement des rues pour améliorer la sécurité et le déplacement des personnes âgées, des jeunes, des cyclistes et des piétonnes et piétons afin d'offrir des aménagements de qualité tout en continuant à rattraper le déficit d'entretien des infrastructures. D'autre part, l'intégration d'éléments favorisant le drainage des eaux de ruissellement et leur rétention ainsi que le développement de la canopée, réduiront les débordements, les volumes d'eau acheminés à la station d'épuration des eaux usées ainsi que les îlots de chaleur. Ces aménagements contribueront donc à rendre le territoire plus résilient aux changements climatiques.

Conséquemment, deux programmes totalisant 1 269,4 M$ permettront de bonifier l'aménagement des rues devant être reconstruites dans le cadre de la réfection des réseaux d'aqueduc et d'égouts. Ces programmes visent notamment à améliorer la sécurité, la fonctionnalité et la convivialité des rues tout en favorisant les transports actifs et collectifs grâce à des aménagements qui répondent aux attentes de la population montréalaise.

Un montant de 429 M$ est prévu pour les programmes de réfection routière visant la réhabilitation et le maintien en bon état des infrastructures routières. Plus spécifiquement, le programme de réfection des structures routières (ponts et tunnels) prévoit des investissements de 354 M$ dans le but d'assurer leur sécurité, leur pérennité et leur fonctionnalité selon une perspective de développement durable. De plus, des investissements de 75 M$ seront consacrés à la réalisation de travaux touchant le réseau artériel dans le cadre du programme de réfection des rues.

Un investissement de 593,3 M$ dans le réseau artériel et local est planifié pour le programme complémentaire de planage-revêtement, qui consiste à prolonger la durée de vie utile des chaussées afin de maintenir un niveau de service optimal au meilleur coût. Ce programme permet également certains réaménagements mineurs en offrant aux arrondissements qui le souhaitent la possibilité de procéder préalablement à la réfection des trottoirs déficients. Cette somme s'ajoute au montant de 90,5 M$ du programme de réhabilitation de chaussée par planage-revêtement destiné au réseau artériel ainsi qu'au montant de 112,5 M$ du programme de maintien des infrastructures routières, dont les interventions visent principalement les glissières de sécurité et les zones d'arrêts d'autobus déficientes.

En accord avec l'approche Vision Zéro, la Ville poursuit la mise en œuvre des mesures de sécurisation en allouant un montant spécifique de 150 M$ à l'amélioration de la sécurité aux abords des écoles et d'autres lieux fréquentés par les enfants ainsi que par les personnes âgées, qui sont surreprésentées parmi les victimes de collisions. Par ailleurs, un montant de 71,6 M$ est consacré à la mise à niveau du mobilier et d'éléments d'éclairage de rue sur le réseau artériel afin d'améliorer la visibilité et la sécurité des usagères et usagers dans les couloirs de déplacement, particulièrement pour les déplacements des usagers les plus vulnérables. À cela s'ajoute un montant de 168 M$ dans le cadre du programme de maintien et d'amélioration des feux de circulation, ce qui permettra à la Ville, grâce à une mise à jour continue, de maintenir la gestion des déplacements au niveau optimal, en matière tant de sécurité et de mobilité que de développement durable. La mise à niveau des feux piétons augmentera le temps de traverse et facilitera la compréhension des usagères et usagers. Les feux de circulation seront également modifiés en fonction des besoins de sécurisation des déplacements, notamment aux abords des écoles et sur le trajet

pour s'y rendre, et de l'évolution des guides d'installation des feux pour les vélos ou les bus. Par conséquent, la sécurité des déplacements des usagers les plus vulnérables aux intersections, la mobilité ainsi que la fiabilité des équipements seront améliorées.

Montréal, comme de nombreuses métropoles, fait face à des défis importants de mobilité sur son territoire : la congestion routière, le temps de déplacement et la présence de chantiers privés et publics en grand nombre. Afin d'assurer une mobilité efficace et efficiente, un investissement de 36 M$ sera consacré au programme de systèmes de transport utilisant les nouvelles technologies. En poursuivant la révision et la mise en œuvre de ses plans d'action issus du Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM) et en collaboration avec ses partenaires, la Ville de Montréal se donne les moyens d'intégrer l'innovation, la connectivité et l'intelligence des systèmes pour être une ville plus agile, résiliente et profondément centrée sur les besoins de ses citoyennes et citoyens. En effet, l'intelligence artificielle est un puissant levier pour détecter les enjeux aux intersections, prévenir les collisions, renforcer la sécurité, mais aussi pour concevoir et planifier des aménagements urbains plus inclusifs.

Par ailleurs, un montant de 63 M$ est affecté à l'acquisition et à l'installation de bornes de recharge publiques pour véhicules électriques, conformément à la Stratégie d'électrification des transports. La Ville veut ainsi implanter un réseau d'envergure pour desservir l'ensemble du territoire montréalais. Déjà, près de 1 800 bornes de recharge ont été installées, l'objectif étant d'atteindre 2 000 bornes d'ici la fin de l'année 2025. Cette stratégie s'inscrit dans la vision municipale de se démarquer comme ville durable et carboneutre en misant notamment sur les nouvelles technologies et l'électrification des transports.

**Développement et optimisation du réseau cyclable – 564,6 M$**

Un investissement de 300 M$ est prévu dans le programme d'amélioration du réseau cyclable. La mise en œuvre de ce programme vise à offrir des axes cyclables confortables et sécuritaires.

Une somme additionnelle de 76 M$, provenant du programme de maintien du réseau cyclable, permettra de corriger les déficiences observées à la surface des voies cyclables, ce qui améliorera le confort et la sécurité de celles-ci.

De plus, une somme de 97,5 M$ sera consacrée aux projets de la véloroute dont la démarche proposée consiste à mettre en place un réseau métropolitain de voies cyclables qui soit intégré en partie à l'emprise du REM et relié aux réseaux cyclables existants afin d'être fonctionnel en continu. Le déploiement du Réseau prévoit la création de liens cyclables structurants connectés aux stations du REM. Les axes s'arrimeront aux réseaux locaux et régionaux des municipalités traversées par le REM et ce, en toute sécurité et de manière universellement accessible. La véloroute contribuera donc à multiplier les liens de mobilité planifiée avec les différents points d'accès au réseau de transport collectif et positionnera le grand Montréal comme une destination vélo récréotouristique incontournable du nord-est de l'Amérique du Nord.

Par ailleurs, la Ville réitère son appui au système de vélos en libre-service BIXI Montréal, qui est en exploitation depuis 2009. En 2024, il comprenait plus de 8 400 vélos standards et près de 2 600 vélos à assistance électrique, qui sont répartis dans plus de 900 stations. Étant donné la popularité de ce service, la Ville consolide et bonifie l'offre actuelle pour répondre aux besoins croissants de la clientèle. Un montant de 74 M$ est donc prévu dans ce PDI pour le développement et l'optimisation du système en libre-service BIXI Montréal. Un investissement de 17,1 M$ est aussi prévu pour l'implantation de stations électriques qui permettront de recharger les batteries lorsque les vélos à assistance électrique seront ancrés à ces stations, diminuant ainsi les coûts d'exploitation liés à la permutation des batteries. Ces

installations permanentes serviront également à implanter progressivement un service hivernal de vélos en libre-service.

**Principaux projets**

Réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest (phases 1, 2 et 3) – 418,6 M$

La Ville compte offrir à la population montréalaise un nouvel aménagement qui renforcera la vitalité de la rue Sainte-Catherine Ouest et améliorera la sécurité, la mobilité urbaine ainsi que l'expérience de la rue pour l'ensemble des usagères et usagers. Tout en reflétant le caractère unique, international et historique de cette artère emblématique, le nouvel aménagement devra permettre de relever les défis des prochaines décennies. La rue Sainte-Catherine Ouest a établi sa réputation, ici et ailleurs, de plus importante rue commerciale de Montréal, au même titre que la 5th Avenue à New York, ou que Michigan Avenue à Chicago. On y compte l'achalandage piéton le plus important de la ville. L'achèvement récent de plusieurs grands projets au centre-ville, tels que le Quartier des spectacles, appuie son statut emblématique et patrimonial pour Montréal.

Les deux premières phases du projet totalisent une longueur de 2,2 km. La première phase des travaux, sur le tronçon situé entre les rues De Bleury et Mansfield, comprend les réaménagements du square Phillips, de la place du Frère-André et des rues adjacentes. La deuxième phase vise le tronçon entre la rue Mansfield et l'avenue Atwater. En revoyant l'aménagement de la rue Sainte-Catherine, la Ville confirme son engagement à notamment augmenter l'espace réservé à la mobilité piétonne et durable, à ajouter des arbres et des plantes, à réaliser des aménagements inclusifs et universellement accessibles de même qu'à promouvoir la vie économique et la culture ainsi que les témoins historiques de cette rue.

La Ville profitera aussi des travaux générés par la construction de la station McGill du Réseau express métropolitain (REM) pour réaliser la troisième phase du projet, soit l'aménagement de l'avenue McGill College et de la future place Oscar-Peterson. Le projet prévoit également un réaménagement de plusieurs tronçons et intersections entre les rues Cathcart et Sherbrooke ainsi que le remplacement des infrastructures. La rue Cathcart, entre l'avenue Union et la rue Mansfield, fera aussi l'objet d'un réaménagement, qui mettra en valeur la qualité du domaine public aux abords de la Place Ville Marie. En plus de soutenir le développement économique, l'ensemble de ces travaux encouragera les transports actifs et collectifs.

Secteur Assomption-Souligny – 312,4 M$

Localisé dans le corridor Notre-Dame Est, le projet de réaménagement Assomption-Souligny (132,4 M$), conjointement réalisé avec le ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD), vise à canaliser le camionnage vers le réseau routier supérieur en créant un lien direct entre le Port de Montréal et l'avenue Souligny. En déplaçant le camionnage en dehors du réseau municipal, ce projet permettra d'apaiser et de sécuriser les quartiers résidentiels du secteur. La participation financière du MTMD est à confirmer au plan d'investissement du gouvernement du Québec, soit le plan québécois des infrastructures (PQI). En termes d'aménagement, la vision du secteur a fait l'objet d'une séance d'information en mars 2024, et plusieurs scénarios sont actuellement en évaluation en ce qui a trait au tracé qui sera retenu à la suite des consultations avec le public ainsi que les différents partenaires. Des interventions complémentaires s'intègreront également dans le projet, notamment la mise en place de nouveaux liens piétonniers et cyclables, la connexion et la mise en valeur d'espaces verts, dont le boisé Steinberg, ainsi que la création de réseaux de drainage séparatifs et de bassins de gestion des eaux de ruissellement afin de réduire les débordements et les surverses dans le fleuve.

Parallèlement, quatre interventions structurantes seront réalisées par la Ville grâce à la mise en place du programme d'aménagement du secteur Assomption (180 M$) : les réaménagements de la rue Hochelaga (secteur Viau à Dickson), de la rue Dickson ainsi que l'aménagement d'un belvédère et d' une partie de la gare de triage Longue-Pointe en bouclier vert reliant les boisés Vimont et Steinberg. Ces interventions permettront, entre autres, d'apaiser la circulation, de renforcer la sécurité des déplacements et d'assurer le maillage des réseaux de transport, d'aménager un réseau d'espaces publics et d'augmenter la canopée afin d'atténuer les îlots de chaleur dans le secteur.

Prolongement de la ligne bleue du métro – Accompagnement de la STM – 153,5 M$

Le démarrage de la phase de planification du prolongement de la ligne bleue du métro (PLBM) a été annoncé par le gouvernement du Québec en avril 2018. La STM agit à titre de maître d'ouvrage et de gestionnaire pour l'ensemble des activités qui mèneront à la mise en exploitation de ce nouveau tronçon de 5,8 km qui comptera cinq nouvelles stations.

Beaucoup plus qu'un projet de transport collectif, ce levier de redéveloppement urbain a un grand potentiel économique. Le PLBM figure d'ailleurs au premier rang de la dizaine d'actions inscrites à la Déclaration pour revitaliser l'Est de Montréal, par laquelle le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal se sont engagés, le 14 décembre 2018, à « consolider une vision commune, intégrée et innovante pour le développement de l'Est de Montréal et à entreprendre rapidement le grand chantier de revitalisation de l'Est dans un esprit de collaboration ».

La Ville saisit ainsi l'opportunité créée par ce chantier de la STM pour non seulement adapter le territoire à l'implantation des cinq nouvelles stations, mais aussi mettre en place des initiatives pour stimuler et encadrer le renouveau urbain et économique. Notamment, la Ville confirme son engagement à réaménager la rue Jean-Talon dans l'axe du PLBM pour améliorer la qualité du domaine public et les conditions de sécurité routière, en vue de favoriser les déplacements actifs grâce à l'ajout de pôles et de liens de mobilité vers les nouvelles stations. De plus, la Ville jouera un rôle majeur dans la gestion des répercussions pendant le chantier et devra procéder à l'entretien de chemins de détour pour assurer la qualité de vie des usagères et usagers ainsi que des riveraines et riverains.

Réaménagement de la rue Jean-Talon Est – 132,7 M$

Étant donné l'arrivée anticipée de plusieurs stations de métro en lien avec le prolongement de la ligne bleue, le secteur de la rue Jean-Talon Est connaîtra une transformation et une densification au cours des prochaines années. Ainsi, le projet de revitalisation et de redéveloppement de cette artère commerciale importante de l'arrondissement de Saint-Léonard, entre la 22e Avenue et le boulevard Langelier, permettra de revoir l'ensemble des composantes du domaine public : chaussées, trottoirs, éclairages, mobiliers et infrastructures urbaines. De plus, le projet prévoit l'ajout d'arbres, de saillies aux rues transversales ainsi que de jardins de pluie. L'intégration d'un lien cyclable structurant est également prévue.

Toutes ces interventions contribueront à l'atteinte du plein potentiel de cette artère commerciale dans un cadre où l'accessibilité, le verdissement, la sécurité de la population et la mobilité seront améliorés.

Sainte-Catherine Est – Village – 148,6 M$

Le réaménagement complet de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Berri et l'avenue De Lorimier, vise à consolider le rôle de cette artère emblématique en tant que destination commerciale et culturelle, mais également identitaire du Village. Les interventions permettront notamment d'améliorer le confort et l'expérience des piétonnes et piétons ainsi que la sécurité routière, le tout dans une perspective d'inclusivité.

Aménagement du secteur Bridge-Bonaventure – 171,6 M$

L'aménagement du secteur Bridge-Bonaventure, localisé dans un emplacement exceptionnel, en bordure du fleuve et à la frontière du Vieux-Montréal, du Vieux-Port et du canal de Lachine, représente un défi complexe en raison de la présence de sols contaminés, de nombreuses voies ferrées et de l'autoroute Bonaventure. Cette principale porte d'entrée du centre-ville, à partir des ponts Samuel-de Champlain et Victoria, fera ainsi l'objet d'un réaménagement qui comprendra les rues Bridge et des Irlandais, et qui englobera notamment un espace public en hommage à la communauté irlandaise, un verdissement massif et une offre de mobilité durable diversifiée.

Complexe Turcot – 124,2 M$

Le projet de reconstruction de l'échangeur Turcot, réalisé par le ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD), a engendré une transformation majeure du secteur. L'ensemble des travaux du MTMD s'est terminé en 2022. La participation de la Ville comprend essentiellement la coordination des interfaces entre le réseau routier municipal et le réseau autoroutier, la protection et l'optimisation des actifs municipaux (conduites, collecteurs, etc.) ainsi que l'aménagement d'espaces publics. Outre la réalisation de plusieurs nouveaux éléments de voirie municipale, les investissements prévus comprennent des projets municipaux comme l'aménagement du pôle Gadbois (espaces de sports et de loisirs) et des abords de l'autoroute 15 (parc linéaire dans le secteur De La Vérendrye) ainsi que le réaménagement de la rue Notre-Dame Ouest (élargissement de la rue en boulevard urbain largement planté et comprenant une piste cyclable). L'ensemble du projet contribuera à améliorer la mobilité et favorisera une meilleure intégration urbaine du complexe Turcot en fonction du contexte montréalais.

Revitalisation du Quartier des gares – 110,8 M$
Le PPU du Quartier des gares vise la revitalisation de la partie sud-ouest du centre-ville. Les différentes phases du projet toucheront le secteur délimité par les boulevards René-Lévesque et Robert-Bourassa ainsi que par les rues Notre-Dame et Guy.

Alors que les travaux sont déjà terminés sur certaines portions, les interventions restantes prévues dans l'arrondissement de Ville-Marie permettront de procéder à plusieurs réaménagements de surface afin d'offrir un confort piétonnier accueillant et de grande qualité ainsi que d'aménager un axe du Réseau express vélo et un nouveau parc d'importance. Des travaux sur les infrastructures souterraines seront également requis dans ce projet.

Avenue des Pins – 99,2 M$
La réfection des infrastructures souterraines d'aqueduc et d'égouts de l'avenue des Pins a donné l'occasion de revoir les aménagements réservés aux piétonnes et piétons, aux cyclistes ainsi qu'aux usagères et usagers du transport en commun. En effet, le réaménagement complet de cette artère permettra d'élargir les trottoirs et d'implanter des voies cyclables protégées afin d'améliorer la sécurité, le confort et l'expérience. Les interventions prévues comprennent également la mise à niveau de l'éclairage et des feux de circulation ainsi que l'ajout de plantations et de mobilier urbain. Ce projet, qui se divise en deux phases, consolidera le rôle de l'avenue des Pins en tant que voie d'accès au mont Royal et contribuera notamment à la mise en valeur des musées qui la bordent. La première phase, qui s'est terminée en 2024, concernait la portion de l'avenue des Pins située entre la rue Saint-Denis et l'avenue du Parc. La deuxième touchera la portion entre l'avenue du Parc et la rue Peel.

Réaménagement de la partie nord de L'Île-des-Sœurs – 97,5 M$
Adopté en 2020 après avoir fait l'objet d'une consultation publique, le PPU du secteur nord de L'Île-des-Sœurs, noyau de commerces et de services, encadrera la mise en œuvre de ce projet de revitalisation urbaine. La Ville profitera de l'implantation d'une station du REM pour créer un milieu de vie et d'emploi par le réaménagement des rues du secteur, la bonification des réseaux de transports actifs et collectifs ainsi que l'aménagement d'espaces verts et de places publiques.

Reconstruction de l'échangeur Saint-Pierre – Accompagnement du MTMD – 74 M$
Construit en 1966 et arrivant à la fin de sa durée de vie utile, l'échangeur Saint-Pierre occupe un emplacement stratégique entre le centre-ville de Montréal, l'aéroport international Montréal-Trudeau, l'ouest de l'île et la Rive-Sud. Sa reconstruction s'inscrit dans la continuité du projet du complexe Turcot.

La Ville collabore étroitement avec le MTMD afin d'anticiper les interventions nécessaires, en tenant compte des besoins de déplacement des riveraines, riverains et de l'ensemble de la population. Au-delà des enjeux de mobilité, le projet vise à améliorer l'intégration de l'échangeur dans son environnement, tant sur le plan de la sécurité routière et de la mobilité durable que sur celui de l'aménagement urbain. Cela inclut la revalorisation des espaces libres environnants et la réduction des impacts environnementaux sur les milieux de vie avoisinants.

Dans le cadre de cette reconstruction complète et de la nouvelle configuration de l'échangeur, les investissements municipaux permettront donc de planifier et de réaliser les travaux d'arrimage au réseau routier ainsi que le réaménagement du domaine public, dans le but de maximiser les retombées positives pour les citoyennes et citoyens.

Lien de transport collectif et actif de l'Ouest – Accompagnement du REM – 60,5 M$

Afin d'offrir un lien vers la station Kirkland du REM ainsi que la traversée de l'autoroute 40 et du Grand parc de l'Ouest, la Ville souhaite réaliser un corridor destiné aux transports actif et collectif. Ainsi, des liens nord-sud et est-ouest comprenant une voie réservée de transport collectif et une voie adjacente de transport seront mis en place. De plus, une passerelle cyclopédestre constituée de l'ouvrage de franchissement de l'autoroute 40 passera sous le REM et sera directement accessible aux piétonnes et piétons.

Réseau express métropolitain – Accompagnement de la Caisse de dépôt et placement du Québec – 59,1 M$

Le projet de construction du REM, réalisé par la Caisse de dépôt et placement du Québec (plus précisément par sa filiale CDPQ Infra), reliera à terme la Rive-Sud, le centre-ville, l'aéroport international Montréal-Trudeau, l'ouest de l'île et Deux-Montagnes. Le REM est constitué d'un train électrique entièrement automatisé et suit un tracé de 67 km. Sur l'île de Montréal, le projet touche directement les arrondissements de Verdun, du Sud-Ouest, de Ville-Marie, d'Outremont, de Saint-Laurent, d'Ahuntsic-Cartierville, de Pierrefonds-Roxboro et de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, ainsi que plusieurs villes reconstituées, soit Mont-Royal, Dorval, Pointe-Claire, Kirkland, Dollard-Des Ormeaux et Sainte-Anne-de-Bellevue, sur un parcours de plus de 50 km.

L'intégration d'un train électrique reliant les pôles nord et sud de l'île de Montréal permettra d'augmenter la desserte en transports collectifs, ce qui sera bénéfique pour la population montréalaise. La Ville doit s'assurer que CDPQ Infra intègre les orientations municipales au projet du REM afin de respecter les besoins de la population. Les investissements de la Ville serviront à développer des aménagements dédiés au transport actif, à sécuriser les intersections et les déplacements ainsi qu'à intégrer des infrastructures vertes.

Ce projet permettra de transformer une zone de friche en piste multifonctionnelle rejoignant le réseau de transport collectif du REM.

Réaménagement de la voie Camillien-Houde et du chemin Remembrance – 58,1 M$

Seules artères à traverser le parc du Mont-Royal, la voie Camillien-Houde et le chemin Remembrance feront l'objet d'un réaménagement complet afin d'être plus sécuritaires et plus agréables, notamment pour les déplacements à pied et à vélo, permettant ainsi l'accès au sommet de la montagne à tous les usagers, peu importe leur mode de transport. De plus, ce projet permettra d'augmenter le verdissement, de reconnecter les secteurs de biodiversité et de compléter le chemin de ceinture du mont Royal, près de l'intersection de la voie Camillien-Houde et du boulevard du Mont-Royal.

Réaménagement de la rue Peel – 54,2 M$

Un réaménagement complet de la rue Peel, l'artère reliant le canal de Lachine au mont Royal, permettra un élargissement des trottoirs et l'implantation d'un axe du REV. De plus, ces travaux donneront l'occasion d'ajouter du verdissement, d'ajuster l'éclairage ainsi que de procéder à la réfection des infrastructures souterraines. Les sections entre la rue Sherbrooke et l'avenue des Pins ainsi qu'entre la rue Smith et le boulevard René-Lévesque sont terminées. La planification inscrite à ce PDI concerne uniquement la section entre le boulevard René-Lévesque et la rue Sherbrooke.

Réaménagements aux abords du CUSM – 50,2 M$

Afin de faciliter la mobilité, d'améliorer la sécurité des déplacements et de soutenir le développement autour du Centre universitaire de santé McGill (CUSM), dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, la Ville réaménagera l'intersection du chemin Upper Lachine et des boulevards De Maisonneuve et Décarie ainsi que certains tronçons du boulevard De Maisonneuve et de l'avenue Girouard. En plus d'offrir des milieux de vie sécuritaires et confortables, ces interventions contribueront à diversifier l'offre de transport en fournissant différentes options de mobilité durable intégrées, abordables et accessibles.

Réaménagement urbain en vue de la mise en fonction du SRB sur le boulevard Pie-IX – 38,1 M$

L'implantation du système rapide par bus (SRB) est un projet codirigé par l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal, qui combinent leurs efforts pour doter le boulevard Pie-IX d'un visage plus urbain et plus convivial pour les piétonnes et piétons, la population riveraine ainsi que les usagères et usagers du transport collectif. Dans chaque direction, les autobus articulés du SRB circuleront sur des voies réservées au transport collectif. À Montréal, l'essentiel du SRB sera déployé au centre du boulevard Pie-IX. Ce projet intégré de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX vise notamment la réfection des infrastructures municipales, à savoir la voirie et les réseaux souterrains, ainsi que la bonification de l'aménagement du domaine public grâce au verdissement, à l'élargissement des trottoirs et à l'installation de mobilier urbain. La mise en service d'un premier tronçon, entre le boulevard Saint-Martin à Laval et l'avenue Pierre-De Coubertin, à Montréal, est terminée, alors que les travaux du tronçon suivant, qui s'étendra jusqu'à la rue Notre-Dame, sont prévus jusqu'en 2027.

Reconstruction du pont de l'Île-aux-Tourtes – Accompagnement du MTMD – 10,5 M$

En plus de jouer un rôle crucial dans le commerce avec l'Ontario et les États-Unis, le pont de l'Île-aux-Tourtes agit comme une voie d'entrée névralgique de l'île de Montréal. La construction d'un nouveau pont au nord de la structure actuelle, annoncée par le MTMD, permettra de maintenir la mobilité des personnes et des marchandises et favorisera les déplacements en transports collectifs et actifs. La Ville profitera de l'occasion pour s'assurer de la connectivité du futur pont vers la station Anse-à-l'Orme du REM à Sainte-Anne-de-Bellevue, notamment par le maillage des réseaux cyclables.

Mise à niveau de l'éclairage des rues – 7 M$

Ce projet consiste à effectuer la conversion de l'éclairage des 132 000 lampadaires sur toutes les rues (artérielles et locales) de la ville, en remplaçant la source lumineuse actuelle, au sodium haute pression (SHP), par une source lumineuse aux diodes électroluminescentes (DEL). La solution privilégiée par la Ville est un éclairage blanc chaud.

La réalisation de ce projet vise à offrir un éclairage plus efficace la nuit en donnant lieu à une réduction de consommation d'électricité de plus de 60 %. Le projet procure aussi la capacité d'agir de façon proactive tout en offrant un service amélioré grâce à l'implantation d'un système intelligent d'éclairage.

**Autres projets structurants – Accompagnement de la Ville de Montréal**

Plusieurs projets majeurs en matière de mobilité, sous la responsabilité des partenaires gouvernementaux de la Ville de Montréal, verront progressivement le jour au cours des prochaines années. Ces initiatives bénéficieront à l'ensemble de l'agglomération montréalaise et, pour plusieurs d'entre elles, à l'ensemble des utilisatrices et utilisateurs des réseaux de transport de la grande région métropolitaine.

En accompagnant toutes les parties prenantes, la Ville joue un rôle clé dans l'élaboration, la planification et l'intégration de ces projets afin qu'ils répondent adéquatement aux besoins actuels et futurs de la population, dans une perspective de développement durable et de cohésion régionale. Cette vision se reflète notamment dans le Plan de mobilité urbaine (PUM), qui propose un réseau de transport collectif structurant, étendu et performant, contribuant à l'atteinte des cibles métropolitaines et gouvernementales en matière de mobilité et d'environnement.

**Projets en cours de réalisation**

Certains projets sont déjà en phase de planification ou d'exécution :

- Phase de planification : prolongement de l'axe Souligny ; Reconstruction Échangeur St-Pierre.
- Phase d'exécution : prolongement de la ligne bleue du métro (STM) ; transformation de l'autoroute Bonaventure — phase 2 (PJCCI) ; réfection du tunnel L.-H.-Lafontaine et des tunnels Ville-Marie & Viger (MTMD) ; finalisation du REM (CDPQI) et du SRB Pie-IX (ARTM).

La participation financière projetée de la Ville pour ces projets, qu'ils soient en planification ou en exécution, est inscrite au besoin dans le **PDI 2026-2035**.

**Projets en phase d'élaboration**

Pour les projets en cours d'élaboration, la portée des interventions et les besoins financiers ne sont pas entièrement connus et ne sont donc pas tous inscrits dans le PDI actuel.

**Exemples de projets majeurs :**

- **Train à grande vitesse (TGV) Québec–Toronto**
  Plus de 1 000 km de voies électrifiées, vitesse pouvant atteindre 300 km/h. Ce projet devrait faire passer la demande annuelle de transport ferroviaire interurbain de 3 millions de déplacements en 2024 à 24 millions en 2055. La Ville demande que le TGV relie directement le centre-ville et assure une connexion efficace avec l'aéroport Montréal-Trudeau. Le premier tronçon Ottawa–Montréal devrait débuter au plus tard en 2030, conformément à la volonté du gouvernement fédéral de réduire le délai de planification de huit à quatre ans.

- **Projet structurant de l'Est (PSE)**
  Mandat confié à Mobilité Infra Québec (MIQ) en mars 2025 pour analyser et planifier un mode de transport collectif structurant vers l'est et le nord-est. La Ville accompagne MIQ dans les études, notamment pour l'intégration architecturale et le réaménagement des infrastructures municipales.

- **Prolongement de la ligne orange**
  Entre Côte-Vertu et Laval, via la station Bois-Franc du REM. Études en cours par l'ARTM pour déterminer la meilleure solution afin de réduire la congestion et assurer la redondance des réseaux.

- **Projet du Grand Sud-Ouest (GSO)**
  Bien que retirées du PQI 2025-2035, les études démontrent la nécessité d'un mode structurant pour ce secteur en forte croissance. La Ville poursuivra sa collaboration pour réinscrire ce projet.

- **Revitalisation de la rue Notre-Dame Est**
  Projet prioritaire pour améliorer la mobilité et revitaliser l'Est de Montréal. Travaux prévus en collaboration avec le MTMD pour la réfection des infrastructures, l'aménagement du domaine public, le verdissement et l'intégration des modes actifs et collectifs. La Ville souhaite retisser les liens avec les arrondissements de l'est et la Ville de Montréal-Est au moyen de connexions entre les différents systèmes de transport collectif (SRB Pie-IX, métro, train de l'Est). Conformément au cadre de collaboration signé en 2021 entre la Ville et le MTMD, un corridor de mobilité durable sera créé de la rue Atateken jusqu'à la pointe est de l'île. La Ville propose également de réactiver le bureau de projet conjoint MTMD/Ville pour assurer la coordination et la réussite de ce chantier.

Cette approche intégrée vise à renforcer la mobilité durable, améliorer la qualité de vie et soutenir le développement économique et social de Montréal et de sa région métropolitaine.

## Parcs et espaces verts

Le Plan nature et sports est le résultat d'une réflexion concertée sur les améliorations et les transformations souhaitées, notamment dans le réseau des grands parcs de la ville. Il propose des actions concrètes afin de protéger la biodiversité et le patrimoine naturel, et pour favoriser l'adoption par les usagères et les usagers d'un mode de vie sain et actif. Ce plan place la nature au cœur de la ville pour améliorer la qualité de vie de la population et contribuer à la lutte contre les changements climatiques. De plus, les actions prises contribueront significativement à l'embellissement et à l'attractivité de la métropole.

### Principaux programmes

Réseau des grands parcs – 445,6 M$

L'érosion accélérée des berges menace actuellement l'intégrité de plusieurs grands parcs de la ville de Montréal qui se situent en bordure du fleuve Saint-Laurent, de la rivière des Prairies et du lac des Deux Montagnes. Près de 10 km de berges seront réhabilités afin de les stabiliser et les sécuriser tout en améliorant et diversifiant les accès aux cours d'eau. Les interventions prévues permettront d'améliorer la résilience de Montréal et contribueront concrètement à la lutte contre les changements climatiques. Pour réaliser ces interventions, un montant de 128,4 M$ sera alloué au programme de réhabilitation des berges par des approches de génie végétal.

Afin d'en assurer la conservation ainsi que la mise en valeur, le programme de réhabilitation des parcs-nature permet de financer des travaux de mise aux normes, de réfection et de sécurisation des équipements. Des investissements de 46 M$ seront réservés à ce programme et serviront également au maintien d'actifs ainsi qu'à la réhabilitation des installations extérieures. Poursuivant ces mêmes orientations, un deuxième programme sera consacré plus spécifiquement à l'aménagement et à la réhabilitation des espaces riverains, notamment pour assurer une plus grande résilience tout en offrant aux Montréalaises et aux Montréalais des points d'accès aux rives grâce à la création de lieux de contact avec l'eau. Un montant de 52,8 M$ sera alloué à ce programme.

Le parc Jarry, composé de vastes espaces libres et de plateaux sportifs, nécessite des travaux pour mettre à niveau certains équipements. Les travaux à venir incluent notamment la création d'un pôle aquatique regroupant les activités de la pataugeoire et de la piscine ainsi que l'aménagement du terrain de hockey sur patins et le réaménagement de l'aire d'exercice canin. L'aménagement de jeux d'eau viendra compléter la réfection de l'aire de jeux. De plus, en concordance avec le Plan directeur, il est prévu de réaménager certains secteurs et d'améliorer des accès. Des investissements de 71 M$ sont inscrits dans le programme de réhabilitation du parc Jarry.

Le parc La Fontaine constitue un élément caractéristique prédominant de la vitalité montréalaise. Il reçoit chaque année des centaines de milliers de visiteuses et visiteurs. Une somme de 58,3 M$ est prévue dans ce PDI pour le programme de réhabilitation du parc La Fontaine. Les projets prévus comprennent, entre autres, la réfection et l'aménagement d'équipements multisports, le réaménagement des pataugeoires, la réfection du pavillon des baigneuses et baigneurs ainsi que la réhabilitation de la fontaine lumineuse et des bassins.

Faisant figure du plus grand parc de l'arrondissement du Sud-Ouest, le parc Angrignon bénéficiera d'un montant de 49,7 M$ dans le cadre de son programme de réhabilitation. Les travaux prévus permettront notamment de procéder à la réfection d'ouvrages de gestion des eaux pluviales ainsi qu'à la réhabilitation des cascades, des ponceaux et des passerelles.

Par ailleurs, le programme de réhabilitation du parc Maisonneuve prévoit 39,4 M$ afin de procéder à des travaux de mise en valeur, de maintien d'actifs et d'amélioration des services d'accueil, notamment le réaménagement du secteur du chalet, la réfection de sentiers ainsi que le développement d'infrastructures de gestion écologique des eaux pluviales.

Acquisition de milieux naturels et de terrains en zones inondables – 271,8 M$

Après s'être dotée, en 2004, de la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels, qui a permis de doubler la superficie d'espaces naturels préservés, la Ville s'est donné l'objectif de protéger 10 % de ses milieux naturels terrestres. Des investissements de 198,8 M$ sont prévus dans le programme d'acquisition de milieux naturels afin de préserver les boisés, les mosaïques d'habitats ainsi que les milieux humides et hydriques. En plus d'assurer la pérennité des écosystèmes pour les générations futures, la protection des milieux naturels permet à la population montréalaise de bénéficier de nouveaux lieux de contact avec la nature, tout en contribuant au pouvoir d'attraction de la ville. En outre, le réseau entre les différents noyaux de biodiversité est déterminant afin d'accroître la résilience de la ville face aux changements climatiques.

Le nouveau programme d'acquisition de terrains en zones inondables, d'une valeur de 73 M$, viendra également compléter les efforts de la Ville dans la mise en œuvre de mesures d'adaptation face à l'intensification et la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes. Les terrains acquis pourront être transformés en milieux naturels afin de renforcer la résilience des espaces urbains en réponse aux aléas climatiques. Ainsi, ces solutions durables basées sur la nature protégeront mieux les milieux de vie en réduisant, notamment, l'exposition de la population montréalaise aux risques d'inondation.

Plan de la forêt urbaine – 253,9 M$
La Ville de Montréal a pris l'engagement d'augmenter l'indice de canopée sur son territoire. Pour ce faire, et en concordance avec le Plan climat 2020-2030, elle propose la plantation de 500 000 arbres d'ici 2030. La forêt urbaine est une puissante infrastructure verte, capable d'assainir l'air, de contrer le phénomène des îlots de chaleur et de favoriser la biodiversité, tout en contribuant à une saine gestion des eaux pluviales.

Par ailleurs, la lutte contre l'agrile du frêne se poursuit, sur les domaines public et privé, avec les campagnes de traitement qui permettent de maintenir environ 31 000 frênes et 225 ormes dans les rues et les parterres aménagés et qui toucheront également les milieux boisés. Aussi, la valorisation du bois abattu et la lutte aux espèces envahissantes s'ajoutent à la stratégie de la Ville.

Réaménagement du parc du Mont-Royal et réhabilitation du parc Jeanne-Mance – 119,1 M$
Le mont Royal constitue un autre élément non seulement caractéristique, mais également identitaire et prédominant de Montréal, qui comporte des qualités écologiques, culturelles, paysagères et patrimoniales exceptionnelles. Le programme de réaménagement du parc du Mont-Royal se poursuit avec un investissement de 96,5 M$. Ce montant permettra d'assurer la protection et la mise en valeur du parc. De plus, cet investissement servira à rendre la montagne toujours plus accessible, sécuritaire et accueillante pour les nombreuses personnes qui en profitent chaque année.

En tant qu'importante porte d'entrée du parc du Mont-Royal, le parc Jeanne-Mance bénéficiera d'un montant de 22,6 M$ pour son programme de réhabilitation, qui prévoit notamment la réfection du chalet du parc, la mise aux normes de la pataugeoire ainsi que le réaménagement des terrains de volleyball et de l'aire d'exercice canin.

Parc Jean-Drapeau – 96,2 M$
Le parc Jean-Drapeau fait partie du réseau des grands parcs et est désigné comme un équipement d'intérêt collectif pour l'agglomération de Montréal. De ce fait, un programme d'envergure de maintien d'actif y est prévu. Bien que de nombreuses interventions aient été réalisées au cours des dernières années, plusieurs installations et infrastructures témoignent d'un déficit d'entretien important. Ainsi, le programme de protection de l'actif immobilisé, évalué à 92,3 M$, servira notamment à la sécurisation, à la mise aux normes et à la mise à niveau des bâtiments, des équipements, des aménagements et des réseaux électriques du parc Jean-Drapeau ainsi qu'à l'entretien du circuit Gilles-Villeneuve. Parmi les projets en cours et à venir figurent le fort de l'île Sainte-Hélène, de même que les pavillons 76 et de la Tunisie ainsi que la cours de voirie.

La Société du parc Jean-Drapeau investira également une somme de 3,9 M$ pour soutenir son plan maître forestier, qui vise à revitaliser la canopée des îles et à lutter contre l'agrile du frêne.

Réseau des corridors verts – 47,5 M$
Afin d'offrir aux Montréalaises et Montréalais un contact avec la nature au quotidien, la Ville prévoit mettre en place un réseau de corridors verts qui permettra de transformer les habitudes dans les déplacements quotidiens, en favorisant la mobilité récréative, et d'assurer l'expansion de la biodiversité. Ce réseau reliera notamment les parcs, espaces verts et les espaces publics montréalais, favorisant des parcours verdoyants à travers la Ville. Sa mise en œuvre sera élaborée en étroite collaboration avec les arrondissements concernés ainsi que les villes reconstituées, afin d'assurer la cohérence et l'harmonisation des interventions.

Six corridors verts ont été identifiés et sont répartis sur l'ensemble du territoire. La réalisation en priorité des corridors verts de l'Est et Saraguay-Angrignon permettra d'amorcer la concrétisation de ce réseau.

Réfection et verdissement des parcs locaux – 39,4 M$
Sur l'ensemble du territoire montréalais, la Ville détient près de 1 300 parcs locaux, dont la gestion et le développement sont sous la responsabilité des arrondissements. Soucieuse d'améliorer la qualité de ses espaces verts, la Ville a mis en place un programme de soutien aux 19 arrondissements pour la rénovation, la mise aux normes et le remplacement des différents équipements des parcs locaux. Le montant consacré à ce programme permettra d'offrir des sites conviviaux et accessibles favorisant les activités de plein air, et, par conséquent, d'améliorer la qualité de l'offre à la population.

Digues – 22 M$
Le programme des digues a pour objectif de protéger les personnes et les biens contre des périodes de crues importantes en veillant au maintien, à la réhabilitation et au développement de digues sur le territoire de la ville de Montréal. Un plan d'intervention permettra de prioriser et de définir les besoins, en collaboration avec la Sécurité civile et les arrondissements concernés.

Pour leur part, les arrondissements mettront en œuvre différents projets et programmes relatifs aux parcs et aux espaces verts, pour un montant de 376,1 M$ pour la période 2026-2035.

**Principaux projets**

Parc Jean-Drapeau – 415,6 M$
Afin d'offrir de nouvelles options de mobilité pour l'accueil des usagères et usagers des îles et d'éliminer la circulation de transit, des pôles de mobilité seront créés, entre autres : le pôle mobilité métro, le pôle mobilité Jacques-Cartier, la piétonnisation du pont du Cosmos, ainsi qu'une promenade fluviale.

Le secteur autour du mont Boullé fera également l'objet de travaux visant à préserver, à réhabiliter et à mettre en valeur ses éléments construits et paysagers à forte valeur patrimoniale afin de conserver l'intégrité écologique de sa forêt. Les interventions prévues permettront notamment l'aménagement de la surface de la plaine des jeux pour accueillir des activités libres et le réaménagement du chemin du Tour-de-l'Isle pour les transports collectifs et actifs. De plus, la tour de Lévis, les étangs ainsi que la Grande Poudrière seront restaurés.

Le projet de réaménagement de la place des Nations et du secteur sud de l'île Sainte-Hélène servira à valoriser cet élément symbolique clé de l'histoire du Canada, du Québec et de Montréal en le redonnant à la population, comme le prévoyait sa vocation initiale. Ce projet inclut notamment la réfection complète et la mise aux normes des bâtiments, la sécurisation des installations et des aménagements extérieurs de même que le développement d'infrastructures vertes et bleues.

Plusieurs projets, dont l'aménagement des berges, concourront à renforcer le positionnement du parc Jean-Drapeau en tant que grand parc urbain public, accessible, diversifié et vert. Ces projets, concrétisant le déploiement du plan directeur, permettront notamment d'assurer la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain des lieux.

Ancré dans l'esprit de l'Expo 67 et des magnifiques jardins hérités des Floralies internationales, le secteur des jardins des canaux offre des parcours avec des paysages remarquables, accompagnés de vues imprenables sur plusieurs pavillons emblématiques. Le projet des Jardins des canaux permettra notamment d'entamer la réfection ainsi que la mise aux normes du pavillon du Canada (incluant le théâtre

des îles et la Toundra 2) qui sera connecté au théâtre des Lilas grâce à des aménagements paysagers. L'aménagement d'une grande place publique intégrant des installations événementielles contribuera également à ce projet qui favorisera la réhabilitation et le prolongement du réseau des canaux comme écosystème pouvant servir d'habitat à la faune et à la flore.

Par ailleurs, la Société du parc Jean-Drapeau procédera à la réfection des bâtiments de services du secteur de la plage Jean-Doré, notamment la rénovation du chalet et du pavillon des activités nautiques, pour améliorer l'offre de services.

Afin de maintenir des infrastructures de qualité et accessibles, le complexe aquatique du parc Jean-Drapeau sera rénové et ses installations, tant sportives que récréatives, seront mises aux normes. Les interventions donneront lieu à la mise en place de mesures d'efficacité énergétique, à la réalisation d'une transition vers des énergies renouvelables et au choix de matériaux responsables.

Icône du parc Jean-Drapeau, le pavillon Hélène-de-Champlain sera restauré et rénové au cours des prochaines années afin de révéler toute sa splendeur originelle, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Les travaux prévus comprennent la mise aux normes et des aménagements intérieurs pour permettre une activation à court terme du site, la rénovation de l'enveloppe, le remplacement des fenêtres, ainsi que la révision des installations électromécaniques. Des aménagements paysagers et la réfection de la Roseraie viendront compléter ces interventions. En redonnant l'accès à ce site patrimonial emblématique, la Ville souhaite contribuer à accroître l'attractivité, la vitalité culturelle et le rayonnement de la métropole.

Parc Frédéric-Back – Aménagement des blocs 2, 3 et 4 – 112,7 M$

D'une superficie prévue de 153 hectares à terme, le parc Frédéric-Back est un parc métropolitain qui fait partie du réseau des grands parcs de Montréal. Dans le cadre de ce PDI, les investissements seront consacrés à l'aménagement de plusieurs sections du parc, dont le boisé ouest qui verra naître une nouvelle forêt afin de les rendre accessibles au public. D'ailleurs, la population du grand Montréal commence déjà à s'approprier progressivement les lieux à mesure que de nouveaux secteurs deviennent accessibles. La transformation de ce parc représente le plus vaste projet de réhabilitation environnementale jamais entrepris en milieu urbain nord-américain. En pénétrant au cœur d'un espace qui leur était jusqu'alors interdit, les citoyennes et citoyens bénéficieront d'une offre d'activités éducatives, culturelles, environnementales, sportives et de loisir.

Développement et aménagement du Grand parc de l'Ouest – 70,6 M$

En multipliant ses efforts pour offrir des milieux de vie résilients et durables, la Ville de Montréal souhaite développer des infrastructures naturelles pour assurer la pérennité de l'environnement. La création du Grand parc de l'Ouest, qui permet de rendre Montréal plus résiliente face aux catastrophes naturelles dues aux changements climatiques, démontre à nouveau la volonté municipale de protéger les milieux naturels. Ce parc, le plus grand parc urbain municipal au Canada, permet de protéger et de connecter les espaces verts de l'ouest de l'île de Montréal. Représentant un fort potentiel récréotouristique, il offre également un espace unique pour des activités de plein air, un lien privilégié avec la nature ainsi que l'occasion de créer un pôle agricole. Un grand sentier qui permettra de traverser ce parc d'envergure sera aussi aménagé.

Aménagement du parc-nature de l'écoterritoire de la falaise – 62,8 M$

La Ville de Montréal créera un tout nouveau parc-nature en plein cœur de la métropole, dans l'espace libéré par la reconstruction de l'échangeur Turcot (ancienne gare de triage) et dans la falaise Saint-Jacques. Situé dans l'écoterritoire de la falaise Saint-Jacques, ce grand parc transformera un milieu

minéralisé et inaccessible à la population en grand espace vert public. Cet espace de près de 60 hectares constitue une rare occasion de bonifier la présence des milieux naturels en pleine ville.
Ce parc permettra de se reconnecter avec la nature dans un lieu propice à la découverte, à la détente et à la pratique d'activités de loisir. Les arrondissements limitrophes bénéficieront d'un lien nord-sud qui répondra plus efficacement aux besoins grandissants du secteur en mobilité active, notamment en se connectant à la piste cyclable du canal de Lachine ainsi qu'à celle du boulevard De Maisonneuve. Ce nouveau parc-nature s'inscrit dans la mise en place du Réseau des corridors verts et constitue un projet exemplaire en matière de verdissement et d'adaptation aux changements climatiques.

### Équipements sportifs et terrains de jeux

Conformément à cet autre volet important du Plan nature et sports, la Ville souhaite offrir une plus grande variété d'activités sportives et de plein air toute l'année grâce au réseau d'installations sportives municipales.

Le réseau des équipements aquatiques montréalais bénéficie du Programme aquatique de Montréal (PAM) – volet « mise aux normes », qui a pour but de soutenir financièrement les arrondissements dans la réalisation de leurs projets de mise aux normes et d'amélioration fonctionnelle de leurs équipements aquatiques existants. L'objectif est de maintenir les équipements aquatiques municipaux en bon état et de les rendre plus attrayants afin d'assurer une offre de services de qualité. Un montant de 171,9 M$ est prévu à cet effet dans ce PDI.

En adéquation avec le PAM, plusieurs autres projets visent à soutenir financièrement les arrondissements dans la réalisation de leurs projets de construction de nouveaux équipements aquatiques intérieurs multifonctionnels. Le PDI 2026-2035 prévoit un montant de 213,7 M$ pour la réalisation de nouvelles installations dans les zones sous-dotées. Le complexe aquatique et récréatif de Pierrefonds-Roxboro est en cours de réalisation, alors que les projets à venir seront ceux des centres aquatiques et sportifs de Lachine et de Verdun.

Par ailleurs, un investissement de 356,4 M$ est prévu pour trois projets de développement d'installations sportives :

- Le complexe récréatif Gadbois (CRG) : considéré comme le troisième plus grand centre sportif de la Ville de Montréal et à vocation supralocale, le CRG sera rénové et modernisé afin d'offrir, à terme, des installations sécuritaires et de répondre adéquatement aux besoins de ses clientèles récréatives, sportives et de compétition. Le CRG est situé dans le secteur de l'échangeur Turcot, qui est en pleine transformation, et ce projet permettra notamment d'assurer une cohérence avec le réaménagement du pôle Gadbois en y créant un milieu adéquatement équipé, stimulant et attrayant pour la pratique sportive;
- Le complexe aquatique et sportif de Montréal-Nord : dédié aux activités aquatiques et sportives pour tous les âges, ce nouveau complexe offrira à la population des espaces de qualité pour bouger, se divertir et rester en santé.
- Le centre sportif de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce : ce nouveau centre permettra aux citoyennes et citoyens de bénéficier d'un espace moderne et accessible pour pratiquer des activités sportives, qu'elles soient organisées ou libres. Il répondra aux besoins de la population en proposant une infrastructure collective de qualité, favorisant la santé et le bien-être.

La Ville de Montréal compte également investir 102,8 M$ dans le Programme des installations sportives extérieures, adopté en mars 2019 et reconduit jusqu'en 2026, afin de résorber le déficit d'entretien qui

limite actuellement l'utilisation des installations extérieures. L'objectif du Programme, en soutenant financièrement les arrondissements dans la réalisation de leurs projets, est de mettre à niveau les installations sportives existantes et d'offrir des installations de qualité, sécuritaires et pérennes. Grâce à cette mise à niveau, le Programme permettra de favoriser la pratique sportive et de maintenir le statut de Montréal comme ville sportive par excellence.

Afin d'offrir à la population montréalaise des installations sportives conformes aux lois en vigueur, des investissements de 25,5 M$ sont prévus pour la mise aux normes des arénas municipaux, en soutien aux arrondissements. L'objectif principal de ce programme est de remplacer les systèmes de réfrigération au fréon tout en mettant en place des mesures d'économie d'énergie et d'accessibilité universelle.

En soutien aux arrondissements, la Ville investira 17,8 M$ dans son programme des équipements supralocaux, en lien avec l'accueil d'événements sportifs (ou l'urgence des travaux à réaliser), dont l'usage et le rayonnement dépassent largement l'arrondissement dans lequel ils sont situés, et ce, au bénéfice de l'ensemble des Montréalaises et Montréalais. Parmi les projets soutenus par ce programme, mentionnons l'aménagement d'un terrain de soccer muni d'une structure gonflable permanente au parc Hébert dans l'arrondissement de Saint-Léonard.

## Aménagement urbain et des espaces publics

Réalisation de projets en itinérance, développement du logement social et abordable – 605,7 M$

La réalisation de projets en itinérance ainsi que le développement du logement social et abordable sont une des priorités de l'administration municipale.

Conséquemment, un montant de 578,7 M$ est prévu pour les programmes d'acquisition d'immeubles afin de permettre l'augmentation de la réserve foncière d'immeubles devant servir à réaliser des projets en itinérance (dont 100 M$ y seront consacrés) ainsi que des logements sociaux et abordables. Une portion de ces immeubles (323,8 M$, soit 56 %) sera revendue, par la suite, pour la concrétisation de projets, alors que la portion restante (254,9 M$, soit 44 %) sera conservée par la Ville pour la réalisation de projets spécifiques.

De plus, un montant de 27 M$ s'ajoute afin de financer des travaux d'infrastructures et d'aménagement du domaine public nécessaires à la réalisation de projets de logements sociaux.

Programme particulier d'urbanisme des Faubourgs et requalification de l'autoroute Ville-Marie – 480,5 M$

Le secteur des Faubourgs, couvrant un territoire de près de 243 hectares à l'est du centre-ville avec les sites de l'ancienne Maison de Radio-Canada, des Portes Sainte-Marie et de l'ancienne brasserie Molson-Coors, fait l'objet d'une démarche de planification urbaine d'envergure. Résultat d'une importante consultation publique, le PPU des Faubourgs a été adopté en juin 2021. Ce nouveau quartier, à échelle humaine, aura la capacité d'accueillir près de 10 000 logements et offrira un potentiel d'environ 5 000 emplois. Il bénéficiera notamment de l'aménagement d'une trame de rue, de nouveaux parcs ainsi que d'une promenade riveraine.

De plus, le projet de requalification du boulevard Ville-Marie, visant à transformer une partie de l'autoroute en boulevard urbain, soutient l'orientation principale du PPU des Faubourgs en offrant l'opportunité de décloisonner le secteur. En effet, cette recomposition de la trame urbaine permettra de revoir les enjeux de mobilité et de développer les terrains adjacents qui seront libérés.

Quartier Namur-Hippodrome – Cavendish – 301 M$

Le quartier Namur-Hippodrome (QNH), situé aux abords du site de l'ancien hippodrome et de la station de métro Namur, couvre près de 95 hectares et représente une occasion unique de créer un milieu de vie complet. Le secteur est toutefois fragmenté par des infrastructures ferroviaires et autoroutières, ce qui pose des défis de mobilité et de désenclavement. Un plan directeur d'aménagement et de développement (PDAD) guidera cette transformation. Le projet prévoit jusqu'à 20 000 nouveaux logements, dont 10 000 sociaux et abordables sur le site municipal de l'hippodrome. La planification du projet s'inscrit également dans un contexte de projets urbains majeurs et de l'arrivée d'un transport collectif structurant sur l'axe Jean-Talon. Les interventions municipales prévues incluent la création d'un réseau de transport actif, collectif et véhiculaire, l'aménagement d'espaces verts, la construction d'équipements publics et la mise en place d'infrastructures souterraines. En 2026, les priorités seront axées sur la définition des solutions de désenclavement, l'étude du lien Cavendish-Cavendish, la planification des infrastructures de la première phase des travaux et le lancement des projets immobiliers prioritaires.

Programme particulier d'urbanisme du secteur de Griffintown – 198 M$

Le secteur de Griffintown continue sa revitalisation urbaine, passant d'une ancienne zone industrielle à un nouveau quartier doté d'un milieu de vie innovant et d'une grande diversité d'usages, y compris des activités résidentielles et commerciales. Griffintown est devenu un quartier en plein essor grâce au projet de transformation de l'autoroute Bonaventure en boulevard urbain, au développement immobilier assuré par le secteur privé et à la consolidation du rôle, dans le quartier, de l'École de technologie supérieure de Montréal.

Afin de soutenir ces efforts, la Ville investira dans l'aménagement du domaine public, qui comprend le réaménagement de diverses rues et la création de parcs. À terme, 5,3 hectares de parcs et espaces publics seront aménagés, et 10 km de rues seront réaménagés en privilégiant une circulation douce. Par ailleurs, la construction de plus de 18 000 logements est prévue, incluant plus de 1 000 logements sociaux et communautaires. La qualité des interventions publiques pour ce nouveau quartier animé sera à même de favoriser tant la mobilité durable que l'augmentation de la canopée.

Le MIL Montréal – 143,8 M$

La Ville de Montréal poursuit la réalisation du MIL Montréal, un quartier universitaire et résidentiel qui se construit sur une superficie totale de 118 hectares, au nord de l'arrondissement d'Outremont et ses abords, notamment dans les quartiers de Parc-Extension et Rosemont. Ce projet vise, à terme, à créer un quartier universitaire exemplaire, à dynamiser les secteurs d'emplois et à bonifier la qualité de vie de la population résidente. Il permettra la création de plus de 1 500 logements (dont des logements sociocommunautaires et abordables) sur le site et à ses abords. Les investissements prévus seront notamment consacrés aux travaux d'infrastructures et d'aménagement du domaine public, notamment pour le parc Irma-Levasseur et le pôle civique autour de la future école primaire qu'accueillera ce secteur, l'aménagement de près de 5 hectares de parcs et d'espaces publics, la création de 6 nouveaux liens entre les quartiers ainsi que l'aménagement ou le réaménagement de près de 10 km de rues.

Lachine-Est – 106,8 M$

Représentant un vaste territoire d'environ 70 hectares, le secteur de Lachine-Est est destiné à être transformé en un écoquartier mixte s'appuyant sur la riche histoire du secteur. Il est essentiel de préparer la transformation de l'ensemble de ce territoire en y effectuant les aménagements nécessaires à la création d'un milieu de vie attrayant. Les investissements prévus dans ce PDI rendront possibles l'implantation d'infrastructures souterraines et routières ainsi que l'aménagement de parcs. La requalification de ce secteur vise à privilégier le développement résidentiel et commercial, tout en mettant en valeur le patrimoine industriel qui est au cœur de l'histoire de l'arrondissement de Lachine.

Site Louvain-Est – 65,1 M$

En libérant le site municipal Louvain-Est, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, la Ville désire mettre en valeur un projet d'écoquartier avec une capacité d'accueil pouvant aller jusqu'à 1 000 logements hors marché, dont au moins la moitié de logements sociaux et communautaires. Ce nouveau milieu de vie inclura des parcs pour les enfants, des espaces naturalisés et des équipements collectifs (une école primaire, par exemple).

Programme d'aménagement urbain inclusif – 56,5 M$

Grâce à son Programme d'aménagement urbain inclusif (PAUI), la Ville de Montréal est fermement déterminée non seulement à ne laisser personne derrière, mais aussi à renforcer la solidarité et la résilience au sein de la communauté. Elle s'engage donc à réduire les iniquités territoriales et les écarts au sein de la population montréalaise de même qu'à mettre en place des mesures concrètes pour protéger et respecter les droits de la personne ainsi que pour lutter contre toutes formes de racisme et de discrimination systémique.

Pour y arriver, le PAUI a pour objectif que les infrastructures construites soient adaptées aux différents besoins des enfants, des personnes aînées et des personnes ayant une limitation fonctionnelle, en y intégrant l'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+) ainsi que les exigences en accessibilité universelle à toutes les étapes des projets.

Acquisitions stratégiques dans les secteurs de planification – 55,5 M$

La Ville de Montréal compte investir pour l'acquisition stratégique de terrains ou d'immeubles dans des secteurs prioritaires, afin de favoriser la réalisation de projets de développement immobilier et d'assurer la réalisation des interventions municipales d'aménagement qui sont requises pour soutenir des projets urbains à venir.

Secteurs stratégiques d'intervention – 36,1 M$

Afin d'assurer une équité territoriale et de répondre aux besoins de proximité à l'échelle des quartiers montréalais, la Ville réalisera des projets structurants complémentaires identifiés comme étant prioritaires. Ces interventions permettront d'éliminer d'importantes disparités afin d'offrir à toute la population montréalaise des milieux de vie sécuritaires et de qualité.

Quartier des spectacles – Réaménagement du secteur de la Place des Arts – 26,3 M$

Le Quartier des spectacles prend, depuis quelques années, une place de choix dans le cœur des festivalières et festivaliers venant de Montréal comme de partout ailleurs au Québec et dans le monde. Le Quartier des spectacles constitue un quartier urbain animé qui renforce le statut de Montréal comme destination culturelle de classe internationale.

Afin de finaliser ce projet, la Ville procédera ponctuellement à la réalisation d'espaces logistiques et de locaux de production lors de la tenue d'événements d'envergure. Des budgets sont également prévus pour renouveler les infrastructures technologiques et le mobilier afin de garantir la sécurité et le confort des usagères et usagers lors des festivals. Ces différentes interventions favoriseront une offre culturelle riche et variée.

Fonds de revitalisation de l'Est – 25 M$

L'Est de Montréal, qui concentre déjà près de 40 % des emplois de la métropole, est au cœur d'une transformation majeure. Ce territoire stratégique offre un potentiel unique pour créer des milieux de vie dynamiques, durables et connectés aux pôles d'emploi, dans une perspective de transition écologique. Des projets comme les prolongements du SRB Pie-IX d'ici 2027 et de la ligne bleue d'ici 2031, le projet structurant de l'Est ainsi que les interventions à venir sur la rue Notre-Dame Est amélioreront la mobilité et l'accès au centre-ville, tout en favorisant la création de quartiers attractifs.

Pour soutenir cette vision, le Fonds de revitalisation de l'Est permettra d'accélérer la décontamination et la mise en valeur de sites stratégiques, en priorisant les projets qui se retrouvent aux abords d'une infrastructure de transport collectif structurant ou offrant de meilleures connexions entre les secteurs d'emplois et les milieux de vie. Ces initiatives feront de l'Est de Montréal un véritable levier de relance économique et urbaine, au bénéfice tant des citoyennes et des citoyens que des entreprises.

## Développement durable et sauvegarde de l'environnement

En août 2020, le Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR) a été adopté par le conseil d'agglomération. Il s'inscrit dans la continuité des actions passées tout en proposant des actions nouvelles et ambitieuses.

Le PDGMR propose également des infrastructures afin d'accroître le traitement des différentes matières résiduelles de l'agglomération. Il répond de cette façon aux obligations et exigences du Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles et de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles.

Ainsi, la Ville finalisera la construction et la mise en service du centre de traitement par biométhanisation à Montréal-Est (5,3 M$) d'une capacité de traitement de 60 000 tonnes de matières organiques par année. Le début des opérations est prévu en 2026.

Par ailleurs, le programme de protection du parc immobilier (9,9 M$) du Service de l'environnement assurera la mise aux normes, la protection ainsi que la réfection des différents actifs en lien avec la gestion des matières résiduelles.

La construction d'écocentres fait également partie intégrante de la mise en œuvre du PDGMR. La Ville consacrera dans ce PDI un montant de 47,3 M$ à la conception et à la construction de deux écocentres : l'un dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et l'autre dans l'arrondissement du Sud-Ouest.

Ces nouvelles infrastructures permettront à la collectivité montréalaise de diminuer en partie son empreinte de carbone et, par conséquent, de réduire ses émissions de gaz à effet de serre.

## Culture et patrimoine

Parmi les investissements liés à la culture et au patrimoine, une enveloppe de 341 M$ est prévue afin de continuer à soutenir la consolidation et le développement du réseau des bibliothèques, par l'entremise du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction des bibliothèques de Montréal (programme RAC). Il s'agit de mettre à la disposition de la population des équipements accueillants, contemporains, novateurs et ouverts sur leur milieu, dans le but d'enrichir la vie culturelle, éducative et communautaire. En complément du programme RAC, un montant additionnel de 67,4 M$ sera investi pour l'implantation de la technologie RFID dans les bibliothèques. Cette technologie rend la circulation des usagères et usagers ainsi que des documents plus rapide et plus fluide tout en bonifiant la qualité du service.

La Ville de Montréal, avec son programme d'acquisition et de valorisation des équipements culturels, investit dans ses espaces culturels. Ainsi, une somme de 181,9 M$ sera consacrée à la rénovation ou à la construction des projets suivants afin de renforcer leur vocation culturelle : Espace Rivière (projet mixte comprenant une bibliothèque et une maison de la culture), Cœur Nomade (bibliothèque et espace culturel), le Théâtre Outremont, la bibliothèque St-Léonard (espace d'exposition et salle de médiation) et la chapelle historique du Bon-Pasteur. De plus, 19,9 M$ seront alloués au programme de mise à niveau pour douze maisons de la culture réparties dans dix arrondissements. Faciliter l'accès aux lieux culturels de proximité permettra de soutenir la vitalité culturelle de Montréal et d'assurer la pérennité de celle-ci.

Un investissement de 95,8 M$ est également prévu dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel pour la restauration, la rénovation et la conservation des immeubles municipaux patrimoniaux. Par ailleurs, le Plan lumière du Vieux-Montréal, qui contribue au rehaussement de l'identité du Vieux-Montréal, sera renouvelé avec une enveloppe de 1,4 M$. La mise en lumière architecturale permettra d'assurer le confort et la sécurité des usagères et des usagers tout en mettant en valeur les détails architecturaux exceptionnels du Vieux-Montréal.

Parmi les investissements liés au patrimoine, on compte plusieurs projets de réaménagement du domaine public qui bénéficient de subventions dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, dont les projets nommés ci-dessous.

Réaménagement du square Dorchester et de la place du Canada – 26,9 M$

Représentant le cœur symbolique de Montréal en tant que métropole du Canada au 19e siècle, le square Dorchester et la place du Canada sont au centre d'un site patrimonial exceptionnel qui accueillait les sépultures de l'ancien cimetière Saint-Antoine. Ce lieu demeure aujourd'hui l'un des plus prestigieux de Montréal, rehaussant la qualité de vie urbaine. Alors que plusieurs phases de ce projet sont déjà terminées, les investissements consacrés à la dernière phase serviront à réaménager la portion sud de la place du Canada, ce qui comprendra son extension complète jusqu'à la rue De La Gauchetière. Grâce à l'aménagement d'allées bénéficiant d'éclairage amélioré et de trottoirs élargis, les personnes pourront marcher dans des espaces sécuritaires et universellement accessibles.

Aménagement du domaine public – Vieux-Montréal – 26 M$

En tant que principale artère commerciale du Vieux-Montréal et composante emblématique majeure de Montréal, la rue Saint-Paul bénéficiera de plusieurs investissements qui découlent du Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal, adopté en 2013. Alors que plusieurs sections sont déjà complétées, les interventions prévues toucheront la section entre le boulevard Saint-Laurent et la rue McGill. Les investissements seront consacrés à la réfection de la chaussée (ce qui comprend son

revêtement en pavé de granit) et à la construction de trottoirs en agrégats de béton avec bordure en granit. En créant des espaces conviviaux et sécuritaires dans un cadre historique et patrimonial, ces aménagements consolideront la vitalité économique de la rue Saint-Paul et le statut de celle-ci comme lieu de destination.

Mise en valeur du site de Fort-Lorette – 10,5 M$

Le projet de mise en valeur de Fort-Lorette, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, comprend l'aménagement d'un nouvel espace vert ainsi que la protection et la mise en valeur du patrimoine archéologique exceptionnel du fort érigé au 17e siècle et de son paysage riverain. Ce projet bénéficiera d'une approche d'aménagement témoignant de l'importance nationale de la valeur patrimoniale du site, tout en favorisant la concertation avec les communautés autochtones et les organismes du milieu qui sont mobilisés pour sa protection.

Réaménagement du parc des Saints-Anges – 1,5 M$

À l'image de Fort-Lorette, ce site archéologique situé dans l'arrondissement de LaSalle bénéficiera d'un réaménagement complet. Celui-ci sera axé sur la conservation et la mise en valeur des vestiges grâce à la reconfiguration des circulations, à des aménagements paysagers, à l'intégration d'éclairage, au remplacement de mobilier urbain et à la mise en œuvre d'une stratégie de diffusion des connaissances.

## Sécurité publique

Afin de maximiser la sécurité des citoyennes et citoyens, de minimiser le temps de réponse sur le terrain et de veiller à ce que les milieux de travail des policières et policiers ainsi que des pompières et pompiers soient pleinement sécuritaires et fonctionnels, la Ville de Montréal procédera à d'importants investissements dans ses infrastructures et équipements de sécurité publique.

Ainsi, des investissements évalués à 439,3 M$ seront effectués pour des programmes de rénovation, de mise aux normes et de maintien des actifs immobiliers du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM). Un montant de 88,2 M$ sera également consacré à la relocalisation du centre d'appels 911 afin de répondre à l'évolution des systèmes d'urgence de la centrale ainsi qu'aux exigences réglementaires en sécurité publique. Ce projet contribuera à offrir une réponse rapide de proximité aux appels d'urgence sur l'ensemble du territoire.

De plus, la Ville procédera au maintien ainsi qu'à la modernisation des systèmes informatiques soutenant les activités du SPVM et du SIM, y compris la mise à niveau et le remplacement des services de répartition des interventions d'urgence, pour un montant de 156,5 M$.

Afin de favoriser la transparence des interventions et de consolider le lien de confiance avec la population, une somme de 40 M$ sera consacrée à l'acquisition et au déploiement technologique de caméras d'intervention (dispositifs véhiculaires et caméras portées sur l'uniforme) auprès des policières et policiers du SPVM. Grâce à un investissement additionnel de 1,7 M$, la Ville installera également des caméras de sécurité urbaine dans l'espace public afin de renforcer le sentiment de sécurité, la lutte contre la criminalité et la confiance du public envers les interventions policières.

Toujours dans le but d'offrir un milieu sécuritaire aux pompières et pompiers ainsi qu'une réponse de proximité à la population montréalaise, un investissement de 67,3 M$ permettra de remplacer les équipements du SIM ayant atteint leur durée de vie utile, comme des défibrillateurs automatiques externes (DEA), des habits de combat, de protection chimique et des appareils de détection de gaz mais

aussi ceux nécessaires au sauvetage nautique et sur glace. Les appareils respiratoires, les masques et les cylindres d'air comprimé seront également remplacés. En ce qui a trait aux équipements du SPVM, un montant de 25,4 M$ sera consacré au remplacement des équipements spécialisés destinés aux policiers.

Notons également la poursuite des programmes de remplacement de véhicules spécialisés du SPVM et du SIM, à hauteur de 252,4 M$. Les véhicules légers sont prioritairement remplacés par des modèles 100 % électriques ou hybrides, selon la catégorie visée et la disponibilité sur le marché.

## Espace pour la vie

La Ville de Montréal poursuit la réalisation de projets novateurs qui bonifieront l'offre muséale montréalaise au cours des prochaines années. Ces projets permettront de préserver et de renouveler des infrastructures patrimoniales ainsi que de donner un nouvel élan à leur fréquentation et aux revenus afférents.

Ainsi, le programme commun de maintien de l'actif d'Espace pour la vie prévoit de nombreux investissements visant la protection des éléments patrimoniaux de cet actif et, aussi, la mise en valeur de ses divers attraits, dans une approche valorisant des aménagements novateurs ainsi que l'utilisation responsable et durable des ressources.
Des investissements de 188,7 M$ divisés en quatre volets sont donc prévus dans ce programme commun :

- Restauration d'intérêt patrimonial : ce volet comprend notamment la restauration des tourelles du bâtiment Marie-Victorin et des jardins thématiques de l'ouest du Jardin botanique ainsi que la rénovation et l'agrandissement du restaurant;
- Maintien des infrastructures : ce volet comprend, entre autres, la rénovation du pavillon du Jardin japonais au Jardin botanique ainsi que le remplacement du système de traitement des eaux des écosystèmes et des systèmes de stérilisation des bassins du Biodôme;
- Sécurisation des sites et des personnes : ce volet couvre, par exemple, la sécurisation du travail en espaces clos ainsi que la mise aux normes du système de sécurité incendie au Biodôme;
- Amélioration de l'expérience de visite : ce volet comprend notamment la consolidation de la signalisation sur l'ensemble des sites et le renouvellement d'expositions permanentes.

Par ailleurs, les projets visant la construction des nouvelles serres de production et d'exposition du Jardin botanique assureront sa mission première, à savoir conserver une biodiversité mondiale et l'exposer au public. Les infrastructures des serres actuelles présentent une désuétude majeure. Par conséquent, ces nouveaux complexes, qui bénéficieront d'un investissement de 289,7 M$, satisferont les objectifs d'efficacité énergétique, de conservation du patrimoine végétal et d'attractivité grâce à son expérience éducative et muséale.

La Biosphère, musée de l'environnement intégré depuis 2021 à Espace pour la vie (en ce qui a trait à tous les actifs à l'intérieur du bâtiment), fera l'objet d'investissements de 24,5 M$ afin d'entreprendre différents travaux urgents en maintien d'actif et de revoir l'offre éducative et muséale des salles d'exposition tout en procédant à plusieurs réaménagements. Ces transformations, accompagnées d'alliances avec des centres de recherche, permettront à la Biosphère de devenir un carrefour pour la population montréalaise dans le but d'accélérer la transition écologique grâce à un véritable engagement pour la protection et la mise en valeur de la biodiversité.

## Autres projets importants

La Ville de Montréal investira dans divers autres programmes et projets, notamment comme suit :

- 884,7 M$ pour les programmes de remplacement de véhicules, y compris des équipements mécaniques et spécialisés, pour les 19 arrondissements et les services centraux. Les véhicules sont remplacés prioritairement par des modèles électriques ou hybrides, selon les catégories. L'objectif est de doter la Ville d'un parc de véhicules écoresponsables d'ici 2030;
- 653,6 M$ dans les technologies de l'information, dont 94,8 M$ pour assurer la modernisation des réseaux de télécommunication et de radiocommunication, 77,7 M$ pour couvrir les besoins en postes de travail afin de contrer la désuétude, 36,6 M$ pour renforcer la résilience et la relève des infrastructures de la Ville, 29,6 M$ pour moderniser les services de cybersécurité, 22,7 M$ pour moderniser les infrastructures et les plateformes technologiques, 15,3 M$ pour assurer le virage numérique de la cour municipale et ainsi améliorer, simplifier et optimiser ses activités, ainsi que 12,1 M$ pour implanter un nouveau système de gestion de la relation avec la population afin d'augmenter la satisfaction des citoyennes et citoyens;
- 437,7 M$ dans plusieurs programmes de protection de l'actif immobilier, dont 101 M$ pour des bâtiments administratifs et commerciaux, 79,8 M$ pour des bâtiments de compétence locale (dont les travaux de rénovation majeure du Natatorium de Verdun et du centre communautaire Hochelaga), 78,7 M$ pour des bâtiments dans les grands parcs, 70,2 M$ pour des bâtiments à vocation communautaire et 58 M$ pour des bâtiments culturels;
- 196 M$ dans le programme de transition écologique du parc immobilier de la Ville;
- 152,7 M$, en 2026, dédiés aux provisions visant à couvrir des nouveaux projets, des imprévus et aux risques qui pourraient survenir durant la réalisation de certains projets;
- 139,5 M$ dans le programme de mise à niveau des cours de services dans les arrondissements;
- 87,4 M$ dans des rénovations majeures de bâtiments, soit 68 M$ pour le complexe sportif Claude-Robillard et 19,4 M$ pour la cour municipale;
- 63,8 M$ pour la réalisation de projets issus de budgets participatifs, afin de permettre aux citoyennes et citoyens de décider de la manière de dépenser une partie du budget municipal. Il s'agit d'une occasion d'ouvrir le processus budgétaire à la population au moyen d'une démarche démocratique (les projets sont sélectionnés à l'issue d'un vote);
- 53,6 M$ pour le programme d'aménagement et de réaménagement des lieux d'élimination de la neige (afin que la capacité soit maintenue ou améliorée) ainsi que des sites de gestion des sols d'excavation;
- 25,3 M$ dans le programme d'accessibilité universelle pour faire de Montréal une ville attractive, en offrant une réponse de proximité et en permettant de maintenir les services aux citoyennes et citoyens dans des bâtiments sécuritaires, confortables et accessibles. Les immeubles municipaux feront l'objet d'améliorations en accessibilité universelle grâce aux projets priorisés conjointement avec les arrondissements afin d'assurer notamment la pérennité de services inclusifs;
- 10 M$ pour le programme d'aménagement et de réfection des jardins communautaires et collectifs publics afin de répondre à l'engouement citoyen pour une agriculture urbaine de proximité.

# 11. GESTION DE LA DETTE

## 11.1. Stratégies de financement à long terme des investissements

### Suivi de la politique de gestion de la dette

À titre d'administratrice de fonds publics, la Ville accorde une place prépondérante à la saine gestion de ses finances. Elle a notamment adopté, en 2004, la politique de gestion de la dette, qui prône l'endettement public raisonnable et qui tient compte de la capacité de payer des contribuables (coût net de la dette), tout en maintenant des services de qualité pour les citoyennes et citoyens.

Mentionnons qu'historiquement, la Ville avait recours à l'emprunt pour financer la majeure partie de ses investissements. Un tel procédé implique de faire des choix pour ne pas s'endetter outre mesure, bien qu'il n'y ait pas de limite légale au pouvoir d'emprunt de la Ville. La politique a donc pour but :

- de définir les objectifs de la gestion de la dette;
- de rendre plus systématique le processus de prise de décision;
- d'assurer la cohérence en introduisant discipline et continuité dans le processus de prise de décision en matière d'endettement;
- de doter la Ville d'un encadrement permettant de maintenir, voire d'améliorer, sa situation financière.

Avec la politique de gestion de la dette, la Ville de Montréal poursuit les objectifs suivants :

- gérer sa dette de façon responsable et prudente, ce qui implique de se donner un cadre formel balisant le recours à l'endettement;
- adopter des pratiques qui permettent d'ajuster son niveau d'endettement;
- s'assurer d'un accès stable aux marchés des capitaux et de taux avantageux;
- améliorer sa situation financière et, ainsi, maintenir sa cote de crédit.

Les pratiques de gestion adoptées en fonction de cette politique sont regroupées sous cinq énoncés généraux. Toute dérogation doit faire l'objet d'une autorisation, selon le cas, du conseil municipal ou du conseil d'agglomération. Pour obtenir plus d'information à ce sujet, le lectorat peut consulter la politique de gestion de la dette sur le site Internet de la Ville[1].

Cette politique a permis à la Ville de se doter d'un encadrement, d'objectifs et d'orientations en ce qui a trait à la gestion de la dette. Des mesures particulières sont aussi prévues afin d'améliorer la situation d'endettement de Montréal. Conformément à ces dispositions, une contribution volontaire est effectuée chaque année. Au budget de fonctionnement de 2026, cette contribution s'élève à 112,8 M$. Ainsi, depuis sa mise en place en 2004 et jusqu'à la fin de 2026, ces contributions auront eu pour résultat de diminuer l'endettement global net de 1,3 G$. Le solde de la réserve accumulée à la fin de 2024 et les contributions de 2025 et de 2026 serviront à diminuer les emprunts à émettre à des fins de refinancement (283 M$).

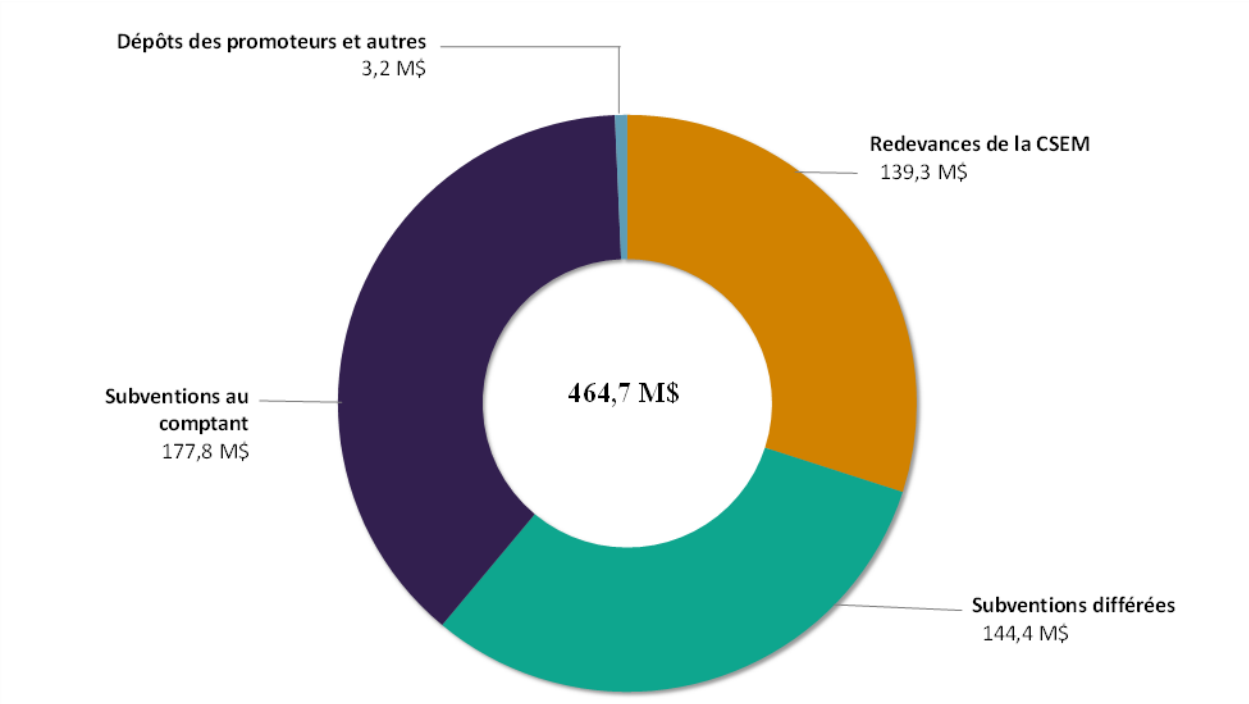
La mise en œuvre de la politique de gestion de la dette aura donc permis d'améliorer grandement le profil financier de la Ville et, ce faisant, de voir la cote de crédit de Montréal bonifiée. Cette politique fixe aussi certaines balises à respecter touchant tant l'endettement que le poids du service de la dette. L'évolution de ces ratios sera présentée ultérieurement.

[1] https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/politique_de_la_gestion_de_la_dette_0.pdf.

## Stratégie de financement des investissements de 2026

Les dépenses brutes prévues au PDI pour l'année 2026 atteignent 2 303,7M$. Différentes sources de financement serviront à couvrir ces dépenses, qui concernent majoritairement des immobilisations. Les sources de financement externes, soit celles à la charge de tiers, atteignent 464,7 M$, comme le présente le graphique suivant.

**Graphique 23 – Sources de financement externes, en 2026**




Parmi ces sources de financement externes, la Ville devra avoir recours à l'emprunt pour la dette de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM), cette dette étant remboursée en totalité par les redevances annuelles des usagères et usagers ainsi que des utilisatrices et utilisateurs du réseau des conduits souterrains. Le coût de ces emprunts est donc à la charge de tiers.

Les sources de financement internes, soit celles assumées par les contribuables, s'élèvent à 1 839,0 M$. Elles sont réparties entre la portion payée au comptant et celle financée par emprunt. Au fil des années, les contribuables assument au comptant une part de plus en plus importante des dépenses d'investissement, soit 649,8 M$ pour 2026. Le solde des dépenses, soit 1 189,2 M$, doit être financé par emprunt, et le coût des emprunts, lorsque ceux-ci seront émis, sera imposé aux contribuables de la Ville ou de l'agglomération, selon le cas.

Au-delà de ces prévisions d'investissements, il faut tenir compte de plusieurs autres paramètres pour déterminer le volume d'emprunts à effectuer au cours de l'année 2026. C'est ce volume global d'emprunts qui affectera le budget de fonctionnement de 2026. Parmi les principaux paramètres à considérer, mentionnons :

- la capacité de réalisation des investissements au cours des exercices financiers de 2024 et de 2025, le volume d'emprunts autorisés aux règlements d'emprunts déjà en vigueur ainsi que le volume d'emprunts qui sera adopté dans les nouveaux règlements d'emprunts, conformément au PDI 2026-2035;
- l'utilisation des sommes réservées conformément à la politique de gestion de la dette, en vue de réduire les emprunts de refinancement ou encore en vue de payer au comptant des dépenses en immobilisations imputées aux règlements d'emprunts;
- depuis 2011, l'émission par la Ville des emprunts à long terme nécessaires au financement des investissements non subventionnés de la Société de transport de Montréal (STM), laquelle en assume tous les frais;
- les emprunts échus au cours de l'exercice et pour lesquels des refinancements sont requis;
- la maximisation de l'utilisation de la réserve du paiement au comptant des immobilisations.

Vu l'ensemble de ces paramètres, la Ville prévoit émettre en 2026 un volume d'emprunts d'environ 1 318,7 M$, comprenant une prévision d'emprunts de 179,4 M$ pour la STM. Le solde de 1 139,3M$ servira aux refinancements (49,3 M$), aux emprunts à la charge de tiers (111,5 M$) et aux emprunts à la charge des contribuables (978,5 M$). Ces emprunts seront émis pour des termes de 5, 10 ou 20 ans, selon les besoins et occasions des marchés financiers. Un taux d'intérêt de 4,7 % a été prévu.

Pour 2027, le volume annuel d'emprunts tournera autour de 1,4 G$, ce qui inclut notamment une prévision de 189,3 M$ pour la STM et des emprunts à la charge des contribuables de 937,9M$, à un taux prévu de 4,9 %. Pour 2028, le volume prévu est de 1,7 G$, avec une prévision de 227,7 M$ pour la STM et des emprunts à la charge des contribuables de 1,2 G$ à un taux d'intérêt prévu de 5,0 %.

Au 31 décembre 2024, la dette brute de la Ville s'élevait à 11,8 G$[2] et la dette nette, à 6,8 G$. En tenant compte des dépenses d'investissement, des programmes d'emprunts et des échéances de dettes, les coûts bruts et nets de la dette qui sont estimés pour les exercices de 2025 à 2028 sont présentés dans le tableau suivant.

[2] Cette dette inclut celle émise pour la STM au 31 décembre 2024, qui s'élève à 1 662,9 M$.

## Tableau 96 – Coût estimé de la dette, de 2024 à 2027

| (en milliers de dollars) | COMPARATIF | BUDGET | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
| **Coût brut de la dette** | | | | |
| Intérêts et autres frais | 466 338 | 502 454 | 534 636 | 581 552 |
| Remboursement de capital et contributions aux fonds d'amortissement | 668 613 | 721 688 | 749 569 | 760 008 |
| | **1 134 951** | **1 224 142** | **1 284 205** | **1 341 560** |
| Affectation au remboursement de la dette | 48 969 | 47 107 | 44 429 | 42 801 |
| Remboursement de capital par des subventions[1] | 23 421 | 23 512 | 25 870 | 28 744 |
| Remboursement de capital de la STM[2] | 24 716 | 119 680 | 98 502 | 68 704 |
| | **97 107** | **190 299** | **168 801** | **140 250** |
| **Coût brut de la dette** | **1 232 058** | **1 414 441** | **1 453 006** | **1 481 810** |
| **Moins :** | | | | |
| Revenus de placement des fonds d'amortissement | 95 486 | 94 838 | 97 183 | 103 414 |
| Subventions à recevoir du gouvernement du Québec | | | | |
| - pour la portion des intérêts | 5 159 | 5 792 | 10 432 | 16 564 |
| - pour la portion du capital[1] | 23 421 | 23 512 | 25 870 | 28 744 |
| | **124 066** | **124 142** | **133 486** | **148 722** |
| **Moins :** | | | | |
| Recouvrement de la STM | | | | |
| - pour la portion des intérêts | 64 693 | 63 564 | 73 385 | 90 645 |
| - pour la portion du capital[2] | 24 716 | 119 680 | 98 502 | 68 704 |
| Recouvrement sous la forme de redevances du fonds des conduits souterrains | 60 371 | 64 696 | 69 160 | 68 603 |
| | **149 780** | **247 940** | **241 047** | **227 952** |
| | | 247 940 | | |
| **Coût net de la dette à la charge des contribuables** | **958 212** | **1 042 359** | **1 078 473** | **1 105 136** |
| **Répartition de cette charge entre les contribuables** | | | | |
| Contribuables de l'agglomération | 295 153 | 331 835 | 347 553 | 362 932 |
| Contribuables de Montréal | 663 058 | 710 524 | 730 920 | 742 204 |

[1] Cette dépense est annulée en contrepartie des subventions du gouvernement du Québec, portion du capital.

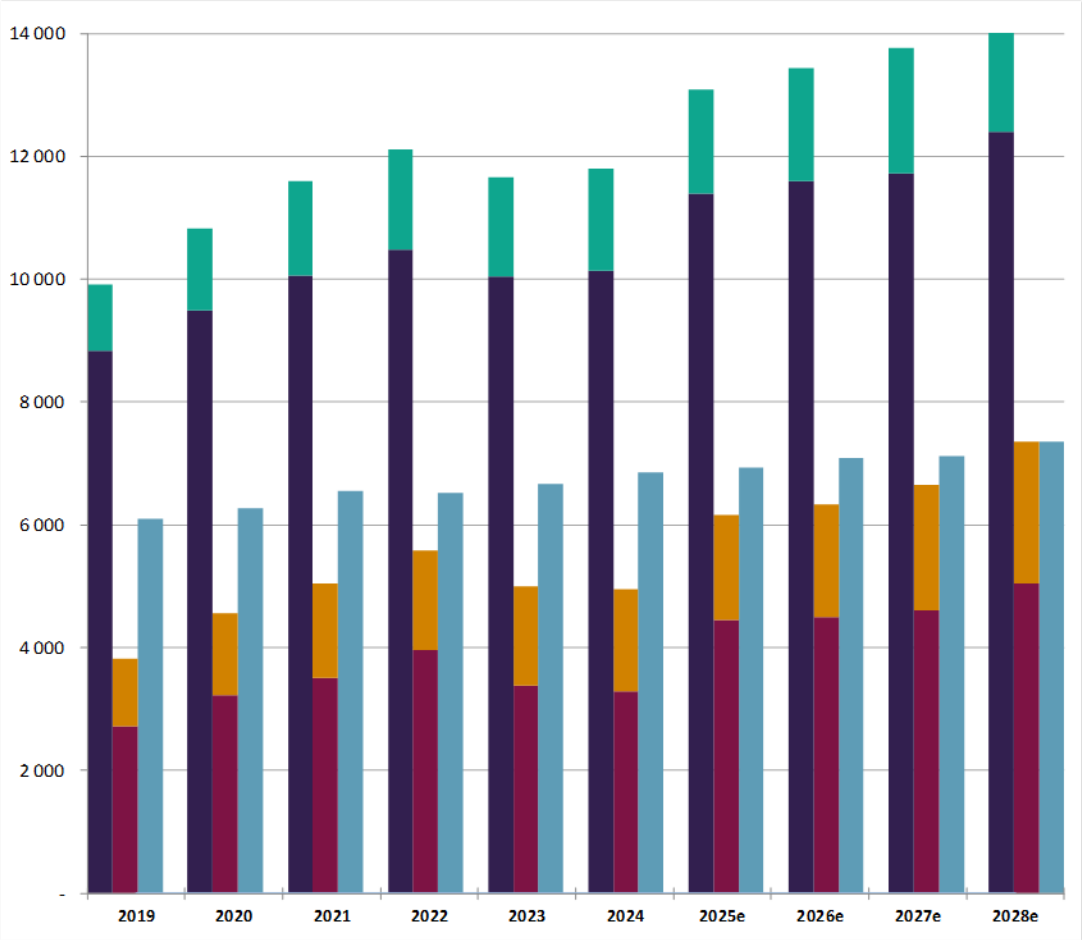
[2] Cette dépense est annulée en contrepartie des sommes remboursées par la STM, portion du capital.

## Évolution de la dette directe brute et nette

Le graphique suivant illustre l'évolution de la dette directe brute et nette depuis l'année 2019.

**Graphique 24 – Évolution de la dette directe brute et nette**

(en millions de dollars)




| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025e | 2026e | 2027e | 2028e |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dette brute (excluant la STM) | 8 828 | 9 496 | 10 062 | 10 486 | 10 035 | 10 143 | 11 391 | 11 590 | 11 718 | 12 405 |
| Dette brute de la STM [2] | 1 094 | 1 338 | 1 539 | 1 622 | 1 623 | 1 663 | 1 704 | 1 842 | 2 049 | 2 302 |
| Déductions[1] (excluant la STM) | 2 725 | 3 220 | 3 507 | 3 960 | 3 378 | 3 294 | 4 457 | 4 498 | 4 605 | 5 050 |
| Déductions de la STM | 1 094 | 1 338 | 1 539 | 1 622 | 1 623 | 1 663 | 1 704 | 1 842 | 2 049 | 2 302 |
| Dette nette (excluant la STM) | 6 103 | 6 276 | 6 555 | 6 526 | 6 657 | 6 849 | 6 934 | 7 092 | 7 113 | 7 355 |

e : estimé

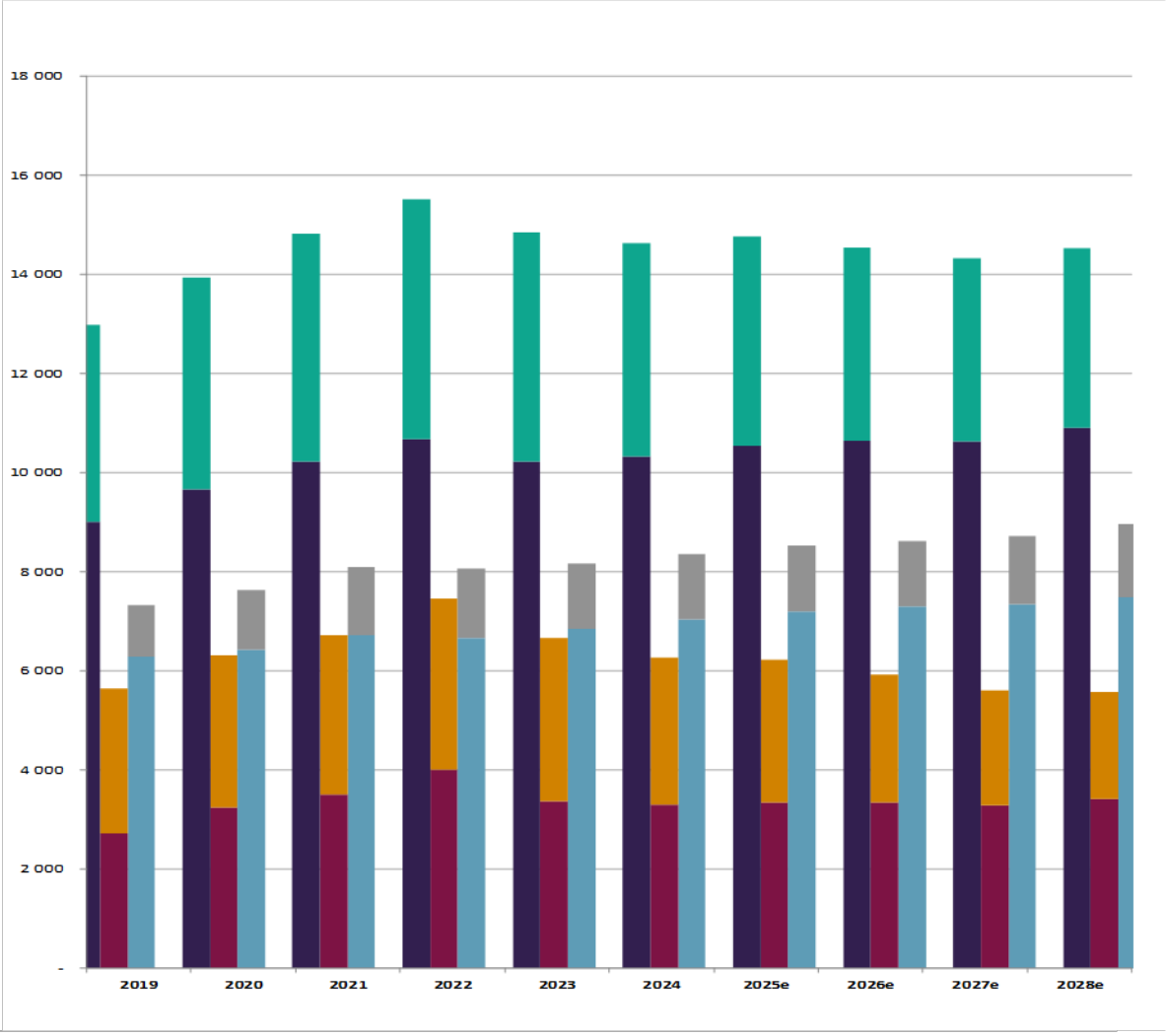
1 Ce montant correspond aux sommes à la charge du gouvernement du Québec et des usagères et usagers de la CSEM ainsi qu'aux sommes accumulées aux fonds d'amortissement.

2 Depuis 2011, l'émission par la Ville des emprunts à long terme nécessaires au financement des investissements non subventionnés de la Société de transport de Montréal (STM), laquelle en assume tous les frais.

## Évolution de la dette consolidée brute et nette

Le graphique suivant illustre l'évolution de la dette consolidée brute et nette de la Ville de Montréal, de 2019 à 2028. Cette dette consolidée comprend la dette directe de la Ville et celle de certains organismes faisant partie du périmètre comptable de la Ville, notamment la STM, la Société d'habitation et de développement de Montréal, Technoparc Montréal, Anjou 80 et l'Agence de mobilité durable de Montréal.

**Graphique 25 – Évolution de la dette consolidée brute et nette**
(en millions de dollars)




| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025e | 2026e | 2027e | 2028e |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dette brute (excluant la STM) | 9 006 | 9 666 | 10 225 | 10 675 | 10 227 | 10 334 | 10 552 | 10 646 | 10 638 | 10 913 |
| Dette brute de la STM | 3 975 | 4 275 | 4 594 | 4 849 | 4 619 | 4 307 | 4 213 | 3 905 | 3 694 | 3 627 |
| Déductions[1] (excluant la STM) | 2 725 | 3 237 | 3 507 | 4 007 | 3 378 | 3 295 | 3 351 | 3 348 | 3 293 | 3 423 |
| Déductions de la STM | 2 919 | 3 074 | 3 220 | 3 453 | 3 291 | 2 982 | 2 877 | 2 578 | 2 316 | 2 153 |
| Dette nette (excluant la STM) | 6 281 | 6 429 | 6 718 | 6 668 | 6 850 | 7 039 | 7 201 | 7 298 | 7 345 | 7 490 |
| Dette nette de la STM | 1 056 | 1 201 | 1 374 | 1 396 | 1 328 | 1 325 | 1 336 | 1 327 | 1 378 | 1 474 |

e : estimé

[1] Ce montant correspond aux sommes à la charge du gouvernement du Québec et des usagères et usagers de la CSEM ainsi qu'aux sommes accumulées dans les fonds d'amortissement.

## Ratio de la limite d'endettement

La politique de gestion de la dette, en vigueur depuis 2004, établit un certain nombre de paramètres afin de guider les actions de la Ville relativement à la gestion de sa dette. L'un de ces paramètres a pour but de limiter le niveau de la dette consolidée nette, en excluant la dette attribuable au refinancement de la dette actuarielle initiale, à un maximum équivalent à 100 % des revenus de la Ville de Montréal.

Depuis 2015, la Ville a mis en place de multiples stratégies visant à permettre d'accroître substantiellement ses réalisations relatives aux dépenses d'immobilisations. Durant cette période, de nouvelles stratégies de financement de ces investissements ont été aussi introduites, notamment l'accroissement des paiements au comptant. L'accroissement des dépenses en immobilisations a dépassé l'accroissement des paiements au comptant, ce qui implique une hausse du recours à l'emprunt. Depuis 2019, le ratio d'endettement dépasse la limite prévue à la politique de gestion de la dette.

Afin de soutenir une augmentation significative des investissements en immobilisations, le conseil municipal et le conseil d'agglomération ont accordé en 2019 une dérogation temporaire, portant ce seuil à 120 %, avec un retour prévu sous la barre des 100 % en 2027.

### Stratégies budgétaires retenues

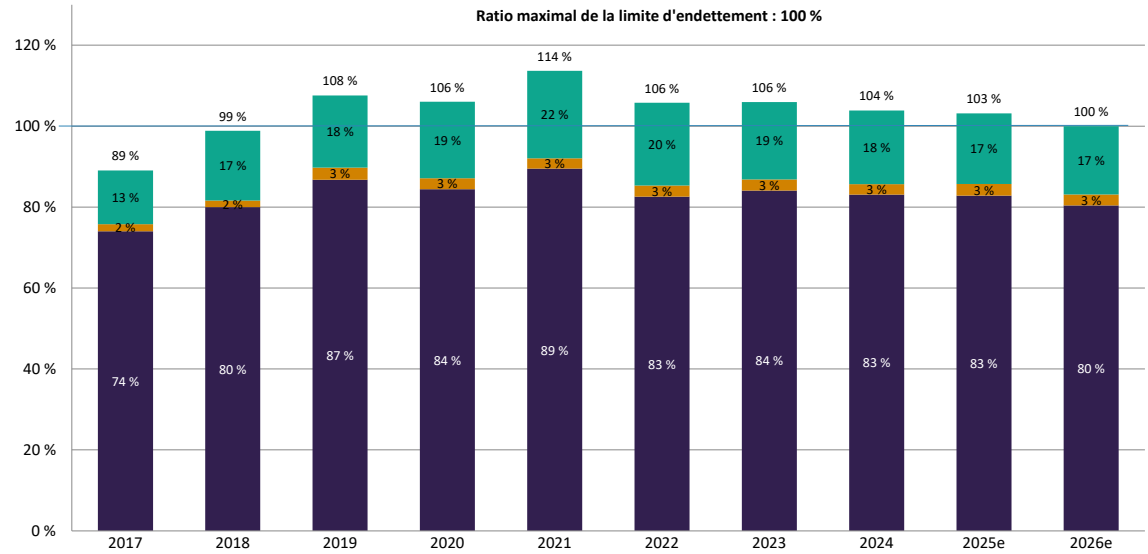
Les orientations prises depuis 2015 afin d'effectuer un incontournable rattrapage dans le déficit d'entretien des actifs de la Ville de Montréal, sans pour autant laisser le bilan financier de celle-ci se détériorer, amènent l'Administration à retenir les stratégies suivantes :

- stabiliser le programme d'immobilisations à des dépenses de l'ordre de 2 G$ par année. Un rehaussement de ce niveau devra être conditionnel à l'apport de sources de revenus additionnelles;
- maintenir la stratégie d'accroissement des paiements au comptant. Pour 2026, cela représente une hausse de 15 M$ pour atteindre 490 M$;
- exercer un suivi serré et continu de l'allocation annuelle du programme d'immobilisations;
- effectuer une revue triennale de l'ensemble de la stratégie.

Le niveau actuel et anticipé de la dette fait en sorte que le ratio d'endettement pour 2025 devrait atteindre une valeur avoisinante de 103 %.

De plus, la mise en œuvre des stratégies budgétaires et des orientations de l'administration actuelle permettra de ramener plus rapidement le ratio d'endettement à l'intérieur des balises prévues par la politique de gestion de la dette. Ainsi, dès 2026, le ratio limite sera rétabli à 100 %, soit un an plus tôt que prévu. Cela démontre la capacité de la Ville à respecter ses engagements tout en atteignant ses objectifs de développement.

**Graphique 26 – Dette directe et indirecte nette (excluant la dette actuarielle initiale) en pourcentage des revenus de la Ville**



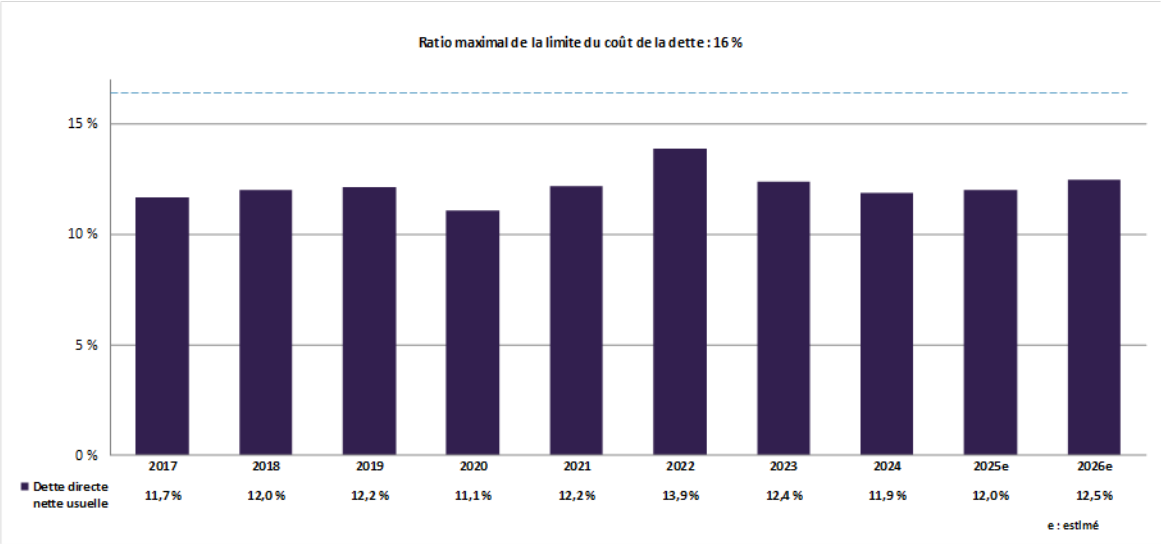

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025e | 2026e |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Total | 89 % | 99 % | 108 % | 106 % | 114 % | 106 % | 106 % | 104 % | 103 % | 100 % |
| Dette de la STM | 13 % | 17 % | 18 % | 19 % | 22 % | 20 % | 19 % | 18 % | 17 % | 17 % |
| Autres dettes | 2 % | 2 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % |
| Dette de la Ville | 74 % | 80 % | 87 % | 84 % | 89 % | 83 % | 84 % | 83 % | 83 % | 80 % |

e : estimé

## Ratio de la limite du coût de la dette

Le graphique suivant présente le coût net[3] de la dette par rapport à l'ensemble des dépenses. La politique de gestion de la dette limite le coût net de la dette – excluant le coût net de la dette émise aux fins du refinancement de la dette actuarielle initiale (DAI) – à un maximum de 16 % de l'ensemble des dépenses de la Ville. Pour 2026, ce ratio est de 12,5 %.

**Graphique 27 – Coût net du service de la dette en pourcentage des dépenses**



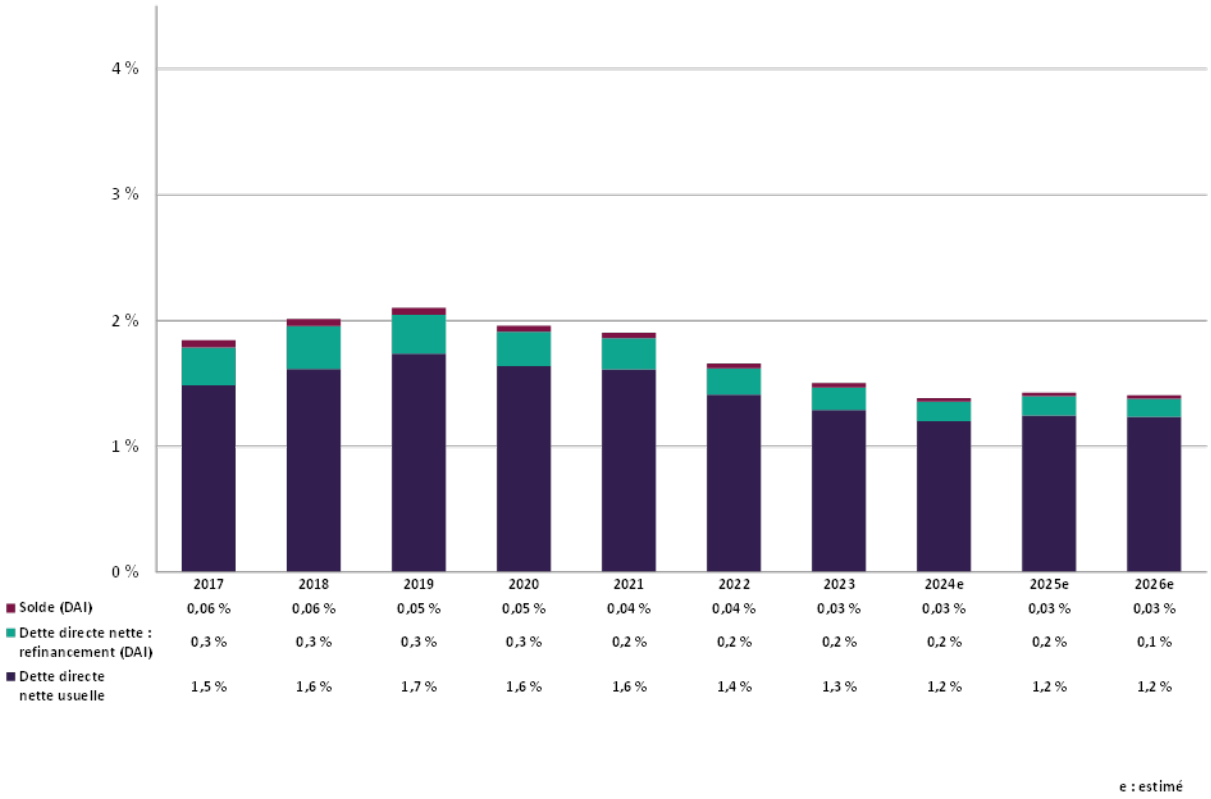

[3] Le coût net de la dette exclut le coût net de la dette émise aux fins du refinancement de la dette actuarielle initiale de cinq des six régimes de l'ancienne Ville de Montréal. Ce coût net s'élève à 83 M$.

## Le poids de la dette par rapport à la richesse foncière

Le graphique suivant présente la dette directe nette en pourcentage de l'évaluation imposable équivalente uniformisée[4]. Le poids de la dette directe nette atteindrait 1,2 % en 2026. En tenant compte du refinancement de la DAI de certains régimes de retraite, ce ratio totaliserait 1,33 % en décembre 2026. L'évolution du ratio est attribuable à quatre facteurs principaux :

- la forte appréciation de la valeur des immeubles sur le territoire de Montréal;
- l'évolution de la dette directe nette, excluant le refinancement de la DAI;
- la stratégie de refinancement de la DAI de la Ville de Montréal;
- la variation de la valeur du DAI du régime de retraite des cols bleus de l'ancienne Ville de Montréal.

**Graphique 28 – Dette directe nette et dette actuarielle initiale en pourcentage de l'évaluation imposable équivalente uniformisée**




[4] La valeur imposable équivalente uniformisée correspond à la valeur imposable plus la valeur pondérée des immeubles non imposables, assujettis à des paiements tenant lieu de taxes. La valeur imposable équivalente est redressée pour tenir compte de l'évolution du marché immobilier depuis le dépôt du rôle foncier et refléter les valeurs plus récentes (uniformisées).

# 12. SOMMAIRE DES INVESTISSEMENTS PAR UNITÉS D'AFFAIRES

## 12.1. Investissements par unités d'affaires

Cette section présente les investissements relatifs aux immobilisations par unités d'affaires. Les unités d'affaires sont les arrondissements et les services centraux. Les arrondissements sont responsables des projets d'immobilisations qui touchent les services de proximité. Les services centraux sont responsables des projets d'immobilisations qui sont destinés à la collectivité montréalaise ou qui nécessitent une expertise particulière.

Les prochaines pages présentent les sommaires d'acquisitions d'immobilisations, par unités d'affaires, pour le budget de la Ville de Montréal, le budget municipal et le budget d'agglomération.

Le détail par unités d'affaires des programmes et des projets se retrouve en annexe.

## Tableau 97 – Investissements par unités d'affaires – Budget de la Ville de Montréal
(en milliers de dollars)

| Unités d'affaires | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Arrondissements** | | | | | | | | |
| Ahuntsic-Cartierville | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 46 970,0 | 46 970,0 | 93 940,0 |
| Anjou | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 31 225,0 | 31 225,0 | 62 450,0 |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 45 015,0 | 45 015,0 | 90 030,0 |
| Lachine | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 22 265,0 | 22 265,0 | 44 530,0 |
| LaSalle | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 31 060,0 | 31 060,0 | 62 120,0 |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 16 505,0 | 16 505,0 | 33 010,0 |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 11 233,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 56 029,0 | 55 995,0 | 112 024,0 |
| Montréal-Nord | 7 995,0 | 7 732,0 | 5 732,0 | 5 732,0 | 5 732,0 | 32 923,0 | 28 660,0 | 61 583,0 |
| Outremont | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 15 240,0 | 15 240,0 | 30 480,0 |
| Pierrefonds-Roxboro | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 35 510,0 | 35 510,0 | 71 020,0 |
| Plateau-Mont-Royal | 6 887,0 | 6 887,0 | 6 887,0 | 6 887,0 | 6 887,0 | 34 435,0 | 34 435,0 | 68 870,0 |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 14 521,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 71 733,0 | 71 515,0 | 143 248,0 |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 53 045,0 | 53 045,0 | 106 090,0 |
| Saint-Laurent | 31 717,0 | 15 505,0 | 22 187,0 | 27 036,0 | 12 539,0 | 108 984,0 | 56 558,0 | 165 542,0 |
| Saint-Léonard | 8 175,0 | 7 975,0 | 8 915,0 | 10 240,0 | 9 390,0 | 44 695,0 | 34 450,0 | 79 145,0 |
| Sud-Ouest | 8 032,0 | 9 397,0 | 13 367,0 | 7 072,0 | 7 072,0 | 44 940,0 | 35 360,0 | 80 300,0 |
| Verdun | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 24 735,0 | 24 735,0 | 49 470,0 |
| Ville-Marie | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 77 305,0 | 77 305,0 | 154 610,0 |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 16 794,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 52 786,0 | 44 990,0 | 97 776,0 |
| **Total – Arrondissements** | **185 129,0** | **161 771,0** | **171 363,0** | **171 242,0** | **155 895,0** | **845 400,0** | **760 838,0** | **1 606 238,0** |
| **Services centraux** | | | | | | | | |
| Approvisionnement | 1 180,0 | - | - | - | - | 1 180,0 | - | 1 180,0 |
| Commission des services électriques | 147 078,0 | 135 425,0 | 102 545,0 | 60 501,0 | 45 801,0 | 491 350,0 | 201 192,0 | 692 542,0 |
| Concertation des arrondissements et l'expérience citoyenne | 14 327,0 | 8 070,0 | 10 837,0 | 16 004,0 | 20 734,0 | 69 972,0 | 47 420,0 | 117 392,0 |
| Culture | 63 230,0 | 56 791,0 | 72 323,0 | 61 777,0 | 65 085,0 | 319 206,0 | 376 205,0 | 695 411,0 |
| Direction générale | 152 658,0 | - | - | - | - | 152 658,0 | - | 152 658,0 |
| Diversité et inclusion sociale | 3 275,0 | 4 000,0 | 6 000,0 | 6 448,0 | 6 010,0 | 25 733,0 | 30 790,0 | 56 523,0 |
| Eau | 642 172,0 | 648 650,0 | 795 737,0 | 959 098,0 | 865 225,0 | 3 910 882,0 | 3 452 383,0 | 7 363 265,0 |
| Environnement | 9 442,0 | 10 101,0 | 16 051,0 | 11 284,0 | 22 002,0 | 68 880,0 | 42 053,0 | 110 933,0 |
| Espace pour la vie | 19 586,0 | 21 188,0 | 61 953,0 | 65 693,0 | 78 880,0 | 247 300,0 | 255 610,0 | 502 910,0 |
| Expérience citoyenne et communications | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Gestion et planification des immeubles | 123 521,0 | 108 854,0 | 178 453,0 | 181 710,0 | 154 304,0 | 746 842,0 | 722 121,0 | 1 468 963,0 |
| Grands parcs, Mont-Royal et sports | 146 858,0 | 162 409,0 | 259 516,0 | 276 672,0 | 313 510,0 | 1 158 965,0 | 1 220 036,0 | 2 379 001,0 |
| Habitation | 47 445,0 | 54 032,0 | 66 909,0 | 67 527,0 | 66 542,0 | 302 455,0 | 333 281,0 | 635 736,0 |
| Infrastructures du réseau routier | 127 017,0 | 169 338,0 | 141 791,0 | 158 478,0 | 147 630,0 | 744 254,0 | 756 150,0 | 1 500 404,0 |
| Matériel roulant et ateliers | 59 825,0 | 80 000,0 | 104 200,0 | 123 221,0 | 113 900,0 | 481 146,0 | 656 000,0 | 1 137 146,0 |
| Police | 3 575,0 | 6 689,0 | 2 606,0 | 1 740,0 | 1 585,0 | 16 195,0 | 9 179,0 | 25 374,0 |
| Sécurité incendie | 6 545,0 | 23 545,0 | 4 705,0 | 4 705,0 | 4 625,0 | 44 125,0 | 23 125,0 | 67 250,0 |
| Société du parc Jean-Drapeau | 22 563,0 | 32 409,0 | 97 993,0 | 59 490,0 | 61 157,0 | 273 612,0 | 238 194,0 | 511 806,0 |
| Technologies de l'information | 126 526,0 | 120 945,0 | 121 228,0 | 114 666,0 | 109 605,0 | 592 970,0 | 258 807,0 | 851 777,0 |
| Urbanisme et mobilité | 401 718,0 | 471 605,0 | 589 813,0 | 582 836,0 | 637 997,0 | 2 683 969,0 | 3 310 733,0 | 5 994 702,0 |
| **Total – Services centraux** | **2 118 541,0** | **2 114 051,0** | **2 632 660,0** | **2 751 850,0** | **2 714 592,0** | **12 331 694,0** | **11 933 279,0** | **24 264 973,0** |
| **Total – Investissements** | **2 303 670,0** | **2 275 822,0** | **2 804 023,0** | **2 923 092,0** | **2 870 487,0** | **13 177 094,0** | **12 694 117,0** | **25 871 211,0** |

## Tableau 98 – Investissements par unités d'affaires – Budget du conseil municipal
(en milliers de dollars)

| Unités d'affaires | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Arrondissements** | | | | | | | | |
| Ahuntsic-Cartierville | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 46 970,0 | 46 970,0 | 93 940,0 |
| Anjou | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 31 225,0 | 31 225,0 | 62 450,0 |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 45 015,0 | 45 015,0 | 90 030,0 |
| Lachine | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 22 265,0 | 22 265,0 | 44 530,0 |
| LaSalle | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 31 060,0 | 31 060,0 | 62 120,0 |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 16 505,0 | 16 505,0 | 33 010,0 |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 11 233,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 56 029,0 | 55 995,0 | 112 024,0 |
| Montréal-Nord | 7 995,0 | 7 732,0 | 5 732,0 | 5 732,0 | 5 732,0 | 32 923,0 | 28 660,0 | 61 583,0 |
| Outremont | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 15 240,0 | 15 240,0 | 30 480,0 |
| Pierrefonds-Roxboro | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 35 510,0 | 35 510,0 | 71 020,0 |
| Plateau-Mont-Royal | 6 887,0 | 6 887,0 | 6 887,0 | 6 887,0 | 6 887,0 | 34 435,0 | 34 435,0 | 68 870,0 |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 14 521,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 71 733,0 | 71 515,0 | 143 248,0 |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 53 045,0 | 53 045,0 | 106 090,0 |
| Saint-Laurent | 31 717,0 | 15 505,0 | 22 187,0 | 27 036,0 | 12 539,0 | 108 984,0 | 56 558,0 | 165 542,0 |
| Saint-Léonard | 8 175,0 | 7 975,0 | 8 915,0 | 10 240,0 | 9 390,0 | 44 695,0 | 34 450,0 | 79 145,0 |
| Sud-Ouest | 8 032,0 | 9 397,0 | 13 367,0 | 7 072,0 | 7 072,0 | 44 940,0 | 35 360,0 | 80 300,0 |
| Verdun | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 24 735,0 | 24 735,0 | 49 470,0 |
| Ville-Marie | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 77 305,0 | 77 305,0 | 154 610,0 |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 16 794,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 52 786,0 | 44 990,0 | 97 776,0 |
| **Total – Arrondissements** | **185 129,0** | **161 771,0** | **171 363,0** | **171 242,0** | **155 895,0** | **845 400,0** | **760 838,0** | **1 606 238,0** |
| **Services centraux** | | | | | | | | |
| Approvisionnement | 605,0 | - | - | - | - | 605,0 | - | 605,0 |
| Commission des services électriques | 147 078,0 | 135 425,0 | 102 545,0 | 60 501,0 | 45 801,0 | 491 350,0 | 201 192,0 | 692 542,0 |
| Concertation des arrondissements et l'expérience citoyenne | 14 327,0 | 8 070,0 | 10 837,0 | 16 004,0 | 20 734,0 | 69 972,0 | 47 420,0 | 117 392,0 |
| Culture | 50 252,0 | 54 776,0 | 70 243,0 | 61 777,0 | 65 085,0 | 302 133,0 | 376 205,0 | 678 338,0 |
| Direction générale | 99 228,0 | - | - | - | - | 99 228,0 | - | 99 228,0 |
| Diversité et inclusion sociale | 3 275,0 | 4 000,0 | 6 000,0 | 6 448,0 | 6 010,0 | 25 733,0 | 30 790,0 | 56 523,0 |
| Eau | 194 956,0 | 203 245,0 | 233 338,0 | 240 957,0 | 242 909,0 | 1 115 405,0 | 1 130 941,0 | 2 246 346,0 |
| Environnement | 3 363,0 | 5 315,0 | 5 829,0 | 5 174,0 | 2 813,0 | 22 494,0 | 8 839,0 | 31 333,0 |
| Espace pour la vie | 9 086,0 | 20 688,0 | 61 453,0 | 65 193,0 | 78 380,0 | 234 800,0 | 243 610,0 | 478 410,0 |
| Gestion et planification des immeubles | 54 528,0 | 64 611,0 | 108 880,0 | 101 196,0 | 94 966,0 | 424 181,0 | 355 337,0 | 779 518,0 |
| Grands parcs, Mont-Royal et sports | 97 038,0 | 115 358,0 | 193 787,0 | 199 835,0 | 193 936,0 | 799 954,0 | 881 881,0 | 1 681 835,0 |
| Habitation | 20 355,0 | 19 827,0 | 29 733,0 | 28 349,0 | 28 035,0 | 126 299,0 | 140 460,0 | 266 759,0 |
| Infrastructures du réseau routier | 117 017,0 | 159 338,0 | 135 791,0 | 152 478,0 | 141 130,0 | 705 754,0 | 718 650,0 | 1 424 404,0 |
| Matériel roulant et ateliers | 18 254,0 | 36 186,0 | 65 688,0 | 78 380,0 | 69 233,0 | 267 741,0 | 453 808,0 | 721 549,0 |
| Technologies de l'information | 53 135,0 | 42 330,0 | 45 658,0 | 43 203,0 | 37 520,0 | 221 846,0 | 79 367,0 | 301 213,0 |
| Urbanisme et mobilité | 311 523,0 | 355 635,0 | 449 009,0 | 442 833,0 | 529 730,0 | 2 088 730,0 | 2 559 408,0 | 4 648 138,0 |
| **Total – Services centraux** | **1 194 020,0** | **1 224 804,0** | **1 518 791,0** | **1 502 328,0** | **1 556 282,0** | **6 996 225,0** | **7 227 908,0** | **14 224 133,0** |
| **Total – Investissements** | **1 379 149,0** | **1 386 575,0** | **1 690 154,0** | **1 673 570,0** | **1 712 177,0** | **7 841 625,0** | **7 988 746,0** | **15 830 371,0** |

## Tableau 99 – Investissements par unités d'affaires – Budget du conseil d'agglomération
(en milliers de dollars)

| Unités d'affaires | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Services centraux** | | | | | | | | |
| Approvisionnement | 575,0 | - | - | - | - | 575,0 | - | 575,0 |
| Culture | 12 978,0 | 2 015,0 | 2 080,0 | - | - | 17 073,0 | - | 17 073,0 |
| Direction générale | 53 430,0 | - | - | - | - | 53 430,0 | - | 53 430,0 |
| Eau | 447 216,0 | 445 405,0 | 562 399,0 | 718 141,0 | 622 316,0 | 2 795 477,0 | 2 321 442,0 | 5 116 919,0 |
| Environnement | 6 079,0 | 4 786,0 | 10 222,0 | 6 110,0 | 19 189,0 | 46 386,0 | 33 214,0 | 79 600,0 |
| Espace pour la vie | 10 500,0 | 500,0 | 500,0 | 500,0 | 500,0 | 12 500,0 | 12 000,0 | 24 500,0 |
| Gestion et planification des immeubles | 68 993,0 | 44 243,0 | 69 573,0 | 80 514,0 | 59 338,0 | 322 661,0 | 366 784,0 | 689 445,0 |
| Grands parcs, Mont-Royal et sports | 49 820,0 | 47 051,0 | 65 729,0 | 76 837,0 | 119 574,0 | 359 011,0 | 338 155,0 | 697 166,0 |
| Habitation | 27 090,0 | 34 205,0 | 37 176,0 | 39 178,0 | 38 507,0 | 176 156,0 | 192 821,0 | 368 977,0 |
| Infrastructures du réseau routier | 10 000,0 | 10 000,0 | 6 000,0 | 6 000,0 | 6 500,0 | 38 500,0 | 37 500,0 | 76 000,0 |
| Matériel roulant et ateliers | 41 571,0 | 43 814,0 | 38 512,0 | 44 841,0 | 44 667,0 | 213 405,0 | 202 192,0 | 415 597,0 |
| Police | 3 575,0 | 6 689,0 | 2 606,0 | 1 740,0 | 1 585,0 | 16 195,0 | 9 179,0 | 25 374,0 |
| Sécurité incendie | 6 545,0 | 23 545,0 | 4 705,0 | 4 705,0 | 4 625,0 | 44 125,0 | 23 125,0 | 67 250,0 |
| Société du parc Jean-Drapeau | 22 563,0 | 32 409,0 | 97 993,0 | 59 490,0 | 61 157,0 | 273 612,0 | 238 194,0 | 511 806,0 |
| Technologies de l'information | 73 391,0 | 78 615,0 | 75 570,0 | 71 463,0 | 72 085,0 | 371 124,0 | 179 440,0 | 550 564,0 |
| Urbanisme et mobilité | 90 195,0 | 115 970,0 | 140 804,0 | 140 003,0 | 108 267,0 | 595 239,0 | 751 325,0 | 1 346 564,0 |
| **Total – Services centraux** | **924 521,0** | **889 247,0** | **1 113 869,0** | **1 249 522,0** | **1 158 310,0** | **5 335 469,0** | **4 705 371,0** | **10 040 840,0** |
| **Total – Investissements** | **924 521,0** | **889 247,0** | **1 113 869,0** | **1 249 522,0** | **1 158 310,0** | **5 335 469,0** | **4 705 371,0** | **10 040 840,0** |

## 12.2. Emprunts à la charge des contribuables par unités d'affaires

La section suivante présente les emprunts à la charge des contribuables découlant des activités d'immobilisations par unités d'affaires pour le budget de la Ville de Montréal, le budget municipal et le budget d'agglomération.

**Tableau 100 – Emprunts à la charge des contribuables découlant des activités d'immobilisations, par unités d'affaires – Budget de la Ville de Montréal**
(en milliers de dollars)

| Unités d'affaires | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Arrondissements** | | | | | | | | |
| Ahuntsic-Cartierville | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 46 970,0 | 46 970,0 | 93 940,0 |
| Anjou | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 31 225,0 | 31 225,0 | 62 450,0 |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 45 015,0 | 45 015,0 | 90 030,0 |
| Lachine | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 22 265,0 | 22 265,0 | 44 530,0 |
| LaSalle | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 31 060,0 | 31 060,0 | 62 120,0 |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 16 505,0 | 16 505,0 | 33 010,0 |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 11 199,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 55 995,0 | 55 995,0 | 111 990,0 |
| Montréal-Nord | 5 632,0 | 5 632,0 | 5 632,0 | 5 632,0 | 5 632,0 | 28 160,0 | 28 160,0 | 56 320,0 |
| Outremont | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 15 240,0 | 15 240,0 | 30 480,0 |
| Pierrefonds-Roxboro | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 35 510,0 | 35 510,0 | 71 020,0 |
| Plateau-Mont-Royal | 5 887,0 | 5 887,0 | 5 887,0 | 5 887,0 | 5 887,0 | 29 435,0 | 29 435,0 | 58 870,0 |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 14 303,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 71 515,0 | 71 515,0 | 143 030,0 |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 53 045,0 | 53 045,0 | 106 090,0 |
| Saint-Laurent | 10 559,0 | 10 559,0 | 10 559,0 | 10 559,0 | 10 559,0 | 52 795,0 | 52 795,0 | 105 590,0 |
| Saint-Léonard | 6 890,0 | 6 890,0 | 6 890,0 | 6 890,0 | 6 890,0 | 34 450,0 | 34 450,0 | 68 900,0 |
| Sud-Ouest | 7 072,0 | 7 072,0 | 7 072,0 | 7 072,0 | 7 072,0 | 35 360,0 | 35 360,0 | 70 720,0 |
| Verdun | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 24 735,0 | 24 735,0 | 49 470,0 |
| Ville-Marie | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 77 305,0 | 77 305,0 | 154 610,0 |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 8 998,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 44 990,0 | 44 990,0 | 89 980,0 |
| **Total – Emprunts des arrondissements** | **150 315,0** | **150 315,0** | **150 315,0** | **150 315,0** | **150 315,0** | **751 575,0** | **751 575,0** | **1 503 150,0** |
| **Services centraux** | | | | | | | | |
| Approvisionnement | 1 180,0 | - | - | - | - | 1 180,0 | - | 1 180,0 |
| Commission des services électriques | 7 756,0 | - | - | - | - | 7 756,0 | - | 7 756,0 |
| Concertation des arrondissements et l'experience citoyenne | 14 327,0 | 8 070,0 | 10 837,0 | 16 004,0 | 20 734,0 | 69 972,0 | 47 420,0 | 117 392,0 |
| Culture | 34 941,0 | 41 900,0 | 53 486,0 | 45 636,0 | 51 069,0 | 227 032,0 | 291 510,0 | 518 542,0 |
| Direction générale | 152 658,0 | - | - | - | - | 152 658,0 | - | 152 658,0 |
| Diversité et inclusion sociale | 3 275,0 | 4 000,0 | 6 000,0 | 6 448,0 | 6 010,0 | 25 733,0 | 30 790,0 | 56 523,0 |
| Eau | 368 532,0 | 443 600,0 | 509 905,0 | 457 061,0 | 400 748,0 | 2 179 846,0 | 2 034 578,0 | 4 214 424,0 |
| Environnement | 9 442,0 | 10 101,0 | 16 051,0 | 11 284,0 | 22 002,0 | 68 880,0 | 42 053,0 | 110 933,0 |
| Espace pour la vie | 18 986,0 | 20 588,0 | 61 953,0 | 65 693,0 | 78 880,0 | 246 100,0 | 255 610,0 | 501 710,0 |
| Gestion et planification des immeubles | 105 259,0 | 103 546,0 | 165 457,0 | 177 814,0 | 151 410,0 | 703 486,0 | 711 383,0 | 1 414 869,0 |
| Grands parcs, Mont-Royal et sports | 122 513,0 | 131 586,0 | 217 752,0 | 231 244,0 | 273 047,0 | 976 142,0 | 1 134 823,0 | 2 110 965,0 |
| Habitation | 47 445,0 | 54 032,0 | 66 909,0 | 67 527,0 | 66 542,0 | 302 455,0 | 333 281,0 | 635 736,0 |
| Infrastructures du réseau routier | 95 767,0 | 151 652,0 | 124 105,0 | 136 398,0 | 125 550,0 | 633 472,0 | 645 750,0 | 1 279 222,0 |
| Matériel roulant et ateliers | 59 825,0 | 80 000,0 | 104 200,0 | 123 221,0 | 113 900,0 | 481 146,0 | 656 000,0 | 1 137 146,0 |
| Police | 3 575,0 | 6 689,0 | 2 606,0 | 1 740,0 | 1 585,0 | 16 195,0 | 9 179,0 | 25 374,0 |
| Sécurité incendie | 6 545,0 | 23 545,0 | 4 705,0 | 4 705,0 | 4 625,0 | 44 125,0 | 23 125,0 | 67 250,0 |
| Société du parc Jean-Drapeau | 22 563,0 | 32 409,0 | 97 993,0 | 59 490,0 | 61 157,0 | 273 612,0 | 238 194,0 | 511 806,0 |
| Technologies de l'information | 126 526,0 | 120 945,0 | 121 228,0 | 114 666,0 | 109 605,0 | 592 970,0 | 258 807,0 | 851 777,0 |
| Urbanisme et mobilité | 355 514,0 | 407 464,0 | 535 268,0 | 543 505,0 | 611 354,0 | 2 453 105,0 | 2 999 553,0 | 5 452 658,0 |
| **Total – Emprunts des services centraux** | **1 556 629,0** | **1 640 127,0** | **2 098 455,0** | **2 062 436,0** | **2 098 218,0** | **9 455 865,0** | **9 712 056,0** | **19 167 921,0** |
| **Total – Emprunts des unités d'affaires** | **1 706 944,0** | **1 790 442,0** | **2 248 770,0** | **2 212 751,0** | **2 248 533,0** | **10 207 440,0** | **10 463 631,0** | **20 671 071,0** |
| Fonds des immobilisations - Affectation initiale de 2014 | 27 700,0 | 27 700,0 | 27 700,0 | 27 700,0 | 27 700,0 | 138 500,0 | 138 500,0 | 277 000,0 |
| Stratégie d'accroissement du PCI | 490 000,0 | 597 000,0 | 597 000,0 | 597 000,0 | 597 000,0 | 2 878 000,0 | 2 985 000,0 | 5 863 000,0 |
| **Total – Emprunts à la charge des contribuables** | **1 189 244,0** | **1 165 742,0** | **1 624 070,0** | **1 588 051,0** | **1 623 833,0** | **7 190 940,0** | **7 340 131,0** | **14 531 071,0** |

## Tableau 101 – Emprunts à la charge des contribuables découlant des activités d'immobilisations, par unités d'affaires – Budget du conseil municipal

(en milliers de dollars)

| Unités d'affaires | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Arrondissements** | | | | | | | | |
| Ahuntsic-Cartierville | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 46 970,0 | 46 970,0 | 93 940,0 |
| Anjou | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 31 225,0 | 31 225,0 | 62 450,0 |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 45 015,0 | 45 015,0 | 90 030,0 |
| Lachine | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 22 265,0 | 22 265,0 | 44 530,0 |
| LaSalle | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 31 060,0 | 31 060,0 | 62 120,0 |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 16 505,0 | 16 505,0 | 33 010,0 |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 11 199,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 55 995,0 | 55 995,0 | 111 990,0 |
| Montréal-Nord | 5 632,0 | 5 632,0 | 5 632,0 | 5 632,0 | 5 632,0 | 28 160,0 | 28 160,0 | 56 320,0 |
| Outremont | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 15 240,0 | 15 240,0 | 30 480,0 |
| Pierrefonds-Roxboro | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 35 510,0 | 35 510,0 | 71 020,0 |
| Plateau-Mont-Royal | 5 887,0 | 5 887,0 | 5 887,0 | 5 887,0 | 5 887,0 | 29 435,0 | 29 435,0 | 58 870,0 |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 14 303,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 71 515,0 | 71 515,0 | 143 030,0 |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 53 045,0 | 53 045,0 | 106 090,0 |
| Saint-Laurent | 10 559,0 | 10 559,0 | 10 559,0 | 10 559,0 | 10 559,0 | 52 795,0 | 52 795,0 | 105 590,0 |
| Saint-Léonard | 6 890,0 | 6 890,0 | 6 890,0 | 6 890,0 | 6 890,0 | 34 450,0 | 34 450,0 | 68 900,0 |
| Sud-Ouest | 7 072,0 | 7 072,0 | 7 072,0 | 7 072,0 | 7 072,0 | 35 360,0 | 35 360,0 | 70 720,0 |
| Verdun | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 24 735,0 | 24 735,0 | 49 470,0 |
| Ville-Marie | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 77 305,0 | 77 305,0 | 154 610,0 |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 8 998,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 44 990,0 | 44 990,0 | 89 980,0 |
| **Total – Emprunts des arrondissements** | **150 315,0** | **150 315,0** | **150 315,0** | **150 315,0** | **150 315,0** | **751 575,0** | **751 575,0** | **1 503 150,0** |
| **Services centraux** | | | | | | | | |
| Approvisionnement | 605,0 | - | - | - | - | 605,0 | - | 605,0 |
| Commission des services électriques | 7 756,0 | - | - | - | - | 7 756,0 | - | 7 756,0 |
| Concertation des arrondissements et l'expérience citoyenne | 14 327,0 | 8 070,0 | 10 837,0 | 16 004,0 | 20 734,0 | 69 972,0 | 47 420,0 | 117 392,0 |
| Culture | 34 491,0 | 40 885,0 | 52 406,0 | 45 636,0 | 51 069,0 | 224 487,0 | 291 510,0 | 515 997,0 |
| Direction générale | 99 228,0 | - | - | - | - | 99 228,0 | - | 99 228,0 |
| Diversité et inclusion sociale | 3 275,0 | 4 000,0 | 6 000,0 | 6 448,0 | 6 010,0 | 25 733,0 | 30 790,0 | 56 523,0 |
| Eau | 97 247,0 | 102 976,0 | 179 978,0 | 112 335,0 | 112 089,0 | 604 625,0 | 514 002,0 | 1 118 627,0 |
| Environnement | 3 363,0 | 5 315,0 | 5 829,0 | 5 174,0 | 2 813,0 | 22 494,0 | 8 839,0 | 31 333,0 |
| Espace pour la vie | 8 486,0 | 20 088,0 | 61 453,0 | 65 193,0 | 78 380,0 | 233 600,0 | 243 610,0 | 477 210,0 |
| Gestion et planification des immeubles | 47 344,0 | 60 416,0 | 99 022,0 | 98 778,0 | 92 759,0 | 398 319,0 | 346 668,0 | 744 987,0 |
| Grands parcs, Mont-Royal et sports | 79 392,0 | 100 496,0 | 161 513,0 | 162 469,0 | 174 078,0 | 677 948,0 | 823 687,0 | 1 501 635,0 |
| Habitation | 20 355,0 | 19 827,0 | 29 733,0 | 28 349,0 | 28 035,0 | 126 299,0 | 140 460,0 | 266 759,0 |
| Infrastructures du réseau routier | 85 767,0 | 141 652,0 | 118 105,0 | 130 398,0 | 119 050,0 | 594 972,0 | 608 250,0 | 1 203 222,0 |
| Matériel roulant et ateliers | 18 254,0 | 36 186,0 | 65 688,0 | 78 380,0 | 69 233,0 | 267 741,0 | 453 808,0 | 721 549,0 |
| Technologies de l'information | 53 135,0 | 42 330,0 | 45 658,0 | 43 203,0 | 37 520,0 | 221 846,0 | 79 367,0 | 301 213,0 |
| Urbanisme et mobilité | 294 936,0 | 333 489,0 | 429 906,0 | 437 409,0 | 525 053,0 | 2 020 793,0 | 2 550 285,0 | 4 571 078,0 |
| **Total – Emprunts des services centraux** | **867 961,0** | **915 730,0** | **1 266 128,0** | **1 229 776,0** | **1 316 823,0** | **5 596 418,0** | **6 138 696,0** | **11 735 114,0** |
| **Total – Emprunts des unités d'affaires** | **#########** | **1 066 045,0** | **1 416 443,0** | **1 380 091,0** | **1 467 138,0** | **6 347 993,0** | **6 890 271,0** | **13 238 264,0** |
| Fonds des immobilisations - Affectation initiale de 2014 | 23 000,0 | 23 000,0 | 23 000,0 | 23 000,0 | 23 000,0 | 115 000,0 | 115 000,0 | 230 000,0 |
| Stratégie d'accroissement du PCI | 318 800,0 | 363 700,0 | 359 800,0 | 341 800,0 | 356 100,0 | 1 740 200,0 | 1 893 900,0 | 3 634 100,0 |
| **Total – Emprunts à la charge des contribuables** | **676 476,0** | **679 345,0** | **1 033 643,0** | **1 015 291,0** | **1 088 038,0** | **4 492 793,0** | **4 881 371,0** | **9 374 164,0** |

## Tableau 102 – Emprunts à la charge des contribuables découlant des activités d'immobilisations, par unités d'affaires – Budget du conseil d'agglomération

(en milliers de dollars)

| Unités d'affaires | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Services centraux** | | | | | | | | |
| Approvisionnement | 575,0 | - | - | - | - | 575,0 | - | 575,0 |
| Culture | 450,0 | 1 015,0 | 1 080,0 | - | - | 2 545,0 | - | 2 545,0 |
| Direction générale | 53 430,0 | - | - | - | - | 53 430,0 | - | 53 430,0 |
| Eau | 271 285,0 | 340 624,0 | 329 927,0 | 344 726,0 | 288 659,0 | 1 575 221,0 | 1 520 576,0 | 3 095 797,0 |
| Environnement | 6 079,0 | 4 786,0 | 10 222,0 | 6 110,0 | 19 189,0 | 46 386,0 | 33 214,0 | 79 600,0 |
| Espace pour la vie | 10 500,0 | 500,0 | 500,0 | 500,0 | 500,0 | 12 500,0 | 12 000,0 | 24 500,0 |
| Gestion et planification des immeubles | 57 915,0 | 43 130,0 | 66 435,0 | 79 036,0 | 58 651,0 | 305 167,0 | 364 715,0 | 669 882,0 |
| Grands parcs, Mont-Royal et sports | 43 121,0 | 31 090,0 | 56 239,0 | 68 775,0 | 98 969,0 | 298 194,0 | 311 136,0 | 609 330,0 |
| Habitation | 27 090,0 | 34 205,0 | 37 176,0 | 39 178,0 | 38 507,0 | 176 156,0 | 192 821,0 | 368 977,0 |
| Infrastructures du réseau routier | 10 000,0 | 10 000,0 | 6 000,0 | 6 000,0 | 6 500,0 | 38 500,0 | 37 500,0 | 76 000,0 |
| Matériel roulant et ateliers | 41 571,0 | 43 814,0 | 38 512,0 | 44 841,0 | 44 667,0 | 213 405,0 | 202 192,0 | 415 597,0 |
| Police | 3 575,0 | 6 689,0 | 2 606,0 | 1 740,0 | 1 585,0 | 16 195,0 | 9 179,0 | 25 374,0 |
| Sécurité incendie | 6 545,0 | 23 545,0 | 4 705,0 | 4 705,0 | 4 625,0 | 44 125,0 | 23 125,0 | 67 250,0 |
| Société du parc Jean-Drapeau | 22 563,0 | 32 409,0 | 97 993,0 | 59 490,0 | 61 157,0 | 273 612,0 | 238 194,0 | 511 806,0 |
| Technologies de l'information | 73 391,0 | 78 615,0 | 75 570,0 | 71 463,0 | 72 085,0 | 371 124,0 | 179 440,0 | 550 564,0 |
| Urbanisme et mobilité | 60 578,0 | 73 975,0 | 105 362,0 | 106 096,0 | 86 301,0 | 432 312,0 | 449 268,0 | 881 580,0 |
| **Total – Emprunts des services centraux** | **688 668,0** | **724 397,0** | **832 327,0** | **832 660,0** | **781 395,0** | **3 859 447,0** | **3 573 360,0** | **7 432 807,0** |
| Fonds des immobilisations - Affectation initiale de 2014 | 4 700,0 | 4 700,0 | 4 700,0 | 4 700,0 | 4 700,0 | 23 500,0 | 23 500,0 | 47 000,0 |
| Stratégie d'accroissement du PCI | 171 200,0 | 233 300,0 | 237 200,0 | 255 200,0 | 240 900,0 | 1 137 800,0 | 1 091 100,0 | 2 228 900,0 |
| **Total – Emprunts à la charge des contribuables** | **512 768,0** | **486 397,0** | **590 427,0** | **572 760,0** | **535 795,0** | **2 698 147,0** | **2 458 760,0** | **5 156 907,0** |

# Section Climat 2026

# 13. SECTION CLIMAT 2026

## 13.1. Une gouvernance climatique forte

### 13.1.1. Budget climat 2026 de Montréal : en bref

Pour la troisième année consécutive, la Ville de Montréal intègre les considérations climatiques à son processus budgétaire et financier via la budgétisation climatique. Ce système de gouvernance permet d'assurer que ses cibles et objectifs climatiques sont respectés et suivis, comme dans le cas d'un budget financier[1]. Un budget climat en soi ne réduira pas les émissions de GES, mais il permet une prise de décision cohérente qui prend systématiquement en compte leur impact sur le climat.

L'édition 2026 du Budget climat franchit une nouvelle étape importante. La gouvernance climatique de Montréal s'élargit et se renforce : le Programme décennal d'immobilisations (PDI) fait désormais l'objet d'une évaluation climatique approfondie grâce à la nouvelle version du test climat. Celle-ci permet de mieux mesurer l'alignement des investissements avec les objectifs climatiques. En parallèle, la modélisation des trajectoires d'émissions de gaz à effet de serre (GES) a été actualisée pour refléter les données les plus récentes. Cette mise à jour inclut l'ajustement de certaines mesures et l'intégration d'actions issues des autres paliers gouvernementaux.

Ces avancées illustrent l'engagement de la Ville à structurer sa gouvernance climatique et à renforcer ses processus budgétaires, dans le but d'accélérer la transition écologique.

### 13.1.2. Une gouvernance alignée sur le Plan stratégique Montréal 2030 et le Plan climat

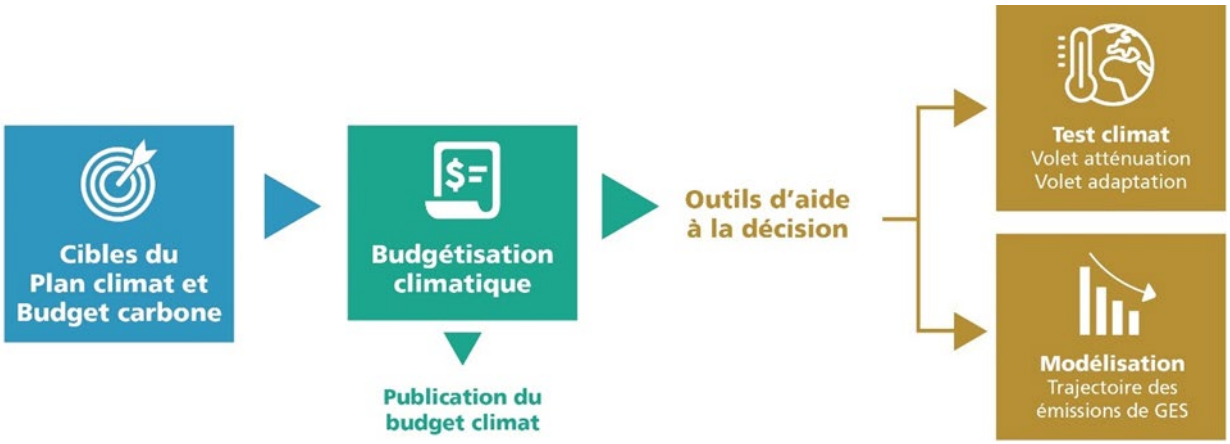
Le Plan climat 2020-2030 traduit les engagements de la Ville en matière de transition écologique. Il s'inscrit dans la vision de Montréal 2030, qui mobilise l'ensemble des acteurs pour une métropole plus résiliente et inclusive, et repose sur deux objectifs structurants :

- L'atténuation, en réduisant les émissions de GES de la collectivité d'au moins 55 % sous le niveau de 1990 d'ici 2030, en vue d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050 ;
- L'adaptation, en renforçant la résilience de l'ensemble du territoire de Montréal et la capacité d'adaptation aux impacts climatiques.

Pour concrétiser ces objectifs, un système de gouvernance climatique s'appuyant sur des outils structurants d'aide à la décision a été mis en place, soit la publication annuelle du budget climat, le test climat et la modélisation des trajectoires d'émissions de GES. Ensemble, ils permettent d'intégrer les enjeux climatiques à toutes les étapes du processus décisionnel, et de faire du climat un critère transversal dans la planification, l'évaluation et la priorisation des projets.

[1] Alors que les volumes budgétaires et financiers de la Ville de Montréal ne couvrent que les activités municipales, le budget climat couvre les émissions de l'ensemble de la collectivité montréalaise. Ainsi, le périmètre à considérer est le même périmètre que celui de l'inventaire des émissions de GES de la collectivité montréalaise, qui recense les émissions ayant lieu sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

**Graphique 29 – Gouvernance climatique de Montréal**




### 13.1.3. Trois objectifs pour structurer l'action climatique

Ce cadre de gouvernance permet de répondre à trois objectifs complémentaires et nécessaires au respect des objectifs de transition écologique et de résilience :

1. **Assurer une transparence accrue**

   La publication d'un chapitre annuel consacré au climat dans le budget de la Ville constitue un levier essentiel pour renforcer la transparence quant à la capacité d'atteindre les cibles climatiques.

2. **Identifier systématiquement l'alignement climatique des investissements**

   La nouvelle version du test climat permet de guider la priorisation et l'allocation des ressources à court terme, en cohérence avec les cibles à long terme.

3. **Cibler les mesures de réduction des émissions de GES à ajouter ou à renforcer**

   La modélisation permet d'identifier les écarts entre nos trajectoires d'émissions de GES et celles nécessaires pour respecter le budget carbone[2].

[2] Le budget carbone représente la quantité maximale de GES qui peut être émise dans l'atmosphère sans dépasser le seuil de 1,5 °C de réchauffement planétaire par rapport à la période préindustrielle. La Ville de Montréal s'est fixé un budget carbone en 2021 qui précisait la quantité maximale de GES pouvant être émise dans l'atmosphère entre 2018 (année de l'inventaire le plus récent) et 2050 (année cible de la carboneutralité).

## 13.2. Le test climat : un outil renforcé pour mieux orienter les décisions

L'intégration des enjeux climatiques dans les décisions municipales repose sur des outils structurants, dont le test climat est un pilier. Conçu comme un outil d'aide à la décision, il permet d'évaluer la cohérence des projets et programmes avec les objectifs climatiques de la Ville, tant en matière d'atténuation que d'adaptation.

La nouvelle version du test climat marque une avancée significative.[3] Alors que la première version reposait sur des questions génériques et un accompagnement individualisé, la version actuelle propose une approche plus structurée, pédagogique et automatisée. Elle rend les questions plus compréhensibles, fournit les informations clés au bon moment et présente les résultats sous forme de bilans visuels comparables, facilitant l'analyse transversale des projets.

Les résultats issus de cette nouvelle version ont été intégrés dès cette année au processus budgétaire. Ils ont permis d'éclairer les décisions en offrant une lecture rapide et comparative de l'alignement du PDI en matière d'atténuation et d'adaptation. Cette démarche marque une avancée significative vers une gouvernance climatique plus rigoureuse, transparente et pleinement opérationnelle.

### 13.2.1. Évaluation de l'alignement du PDI via le Test climat

Le Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER) a évalué dans quelle mesure les investissements prévus au PDI 2026-2035 sont alignés sur les objectifs d'atténuation et d'adaptation du Plan climat, et ce, selon les trois catégories décrites dans le tableau suivant.

**Tableau 103 – Catégories de classification des projets et programmes du PDI 2026-2035**

| Catégorie | Critères du projet ou programme | Exemples | |
|---|---|---|---|
| | | Rénovation de bâtiment | Réfection de rue |
| **Aligné** | Contribue directement à l'atteinte des cibles climatiques (atténuation et/ou adaptation), en intégrant des mesures reconnues et efficaces | Décarbonation, efficacité énergétique et mesures d'adaptation suffisantes | Augmentation de l'espace pour la mobilité active et collective et mesures d'adaptation suffisantes |
| **Partiellement aligné** | Comporte certains éléments positifs, mais la contribution globale demeure limitée ou partielle par rapport aux cibles climatiques | Décarbonation, efficacité énergétique et mesures d'adaptation insuffisantes | Augmentation de l'espace pour la mobilité active et collective et mesures d'adaptation insuffisantes |
| **Non aligné** | Nuit aux cibles climatiques, en augmentant les émissions ou la vulnérabilité aux changements climatiques, en ne prenant pas en compte les enjeux climatiques ou en manquant une opportunité d'agir | Travaux limités au maintien de l'actif | Refaire la rue à l'identique |

Près de 35 % du total du PDI 2026-2035, soit 9 G$, financent des projets et programmes dont l'impact climatique est non significatif ou ne pouvant pas être adéquatement évalués avec la version actuelle du Test climat. Une part de ces investissements sont donc aussi à considérer avec attention, car ils mobilisent des ressources sans générer de bénéfices directs pour l'atteinte de la carboneutralité ou la réduction des vulnérabilités. L'exercice a ainsi permis de conclure que 65 % du total du PDI 2026-35 présente des impacts potentiels en matière d'atténuation et d'adaptation, soit 16,9 G$. De ce montant, **14,3 G$ ont pu être évalués**.

[3] Voir l'annexe 3 pour plus de détails sur la méthodologie du Test climat.

**Tableau 104 – Projets et programmes évalués**

| (en milliards de dollars) | Total | (en %) |
|---|---|---|
| Projets et programmes ayant un impact potentiel - évalués | 14,3 | 55% |
| Projets et programmes ayant un impact potentiel - données manquantes | 2,6 | 10% |
| Projets et programmes n'ayant pas d'impact significatif ou ne pouvant être adéquatement évalués | 9,0 | 35% |
| **Total PDI 2026-2035** | **25,9** | **100%** |

## Résultats pour le PDI 2026-2035

Les projets et programmes évalués ont fait l'objet d'une analyse plus approfondie[4] et ont été répartis dans les catégories mentionnées précédemment :

### Aligné

4,35 G$ (30 % des investissements évalués) soutiennent des programmes et projets qui contribuent directement à l'atteinte des cibles climatiques, en intégrant des mesures d'adaptation et/ou d'atténuation reconnues et efficaces.

**Tableau 105 – Exemples de projets et programmes alignés sur les cibles climatiques**

| **Aligné** (en millions de dollars) | Total |
|---|---|
| 32300 - Programme d'acquisition des milieux naturels | 199 |
| 34700 - Plan de la forêt urbaine | 254 |
| 66169 - Programme de transition écologique pour le parc immobilier | 196 |

### Partiellement aligné

6,28 G$ (44 % des investissements évalués) financent des projets et programmes qui comportent certains éléments positifs, mais la contribution globale demeure limitée ou partielle par rapport aux cibles climatiques.

**Tableau 106 – Exemples de projets et programmes partiellement alignés sur les cibles climatiques**

| **Partiellement aligné** (en millions de dollars) | Total |
|---|---|
| 75035 - Réaménagement - Rue Sainte-Catherine Ouest - Phase 3: McGill Colle ge et Cathcart | 123 |
| 56540 - Usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB) | 1 241 |

### Non aligné

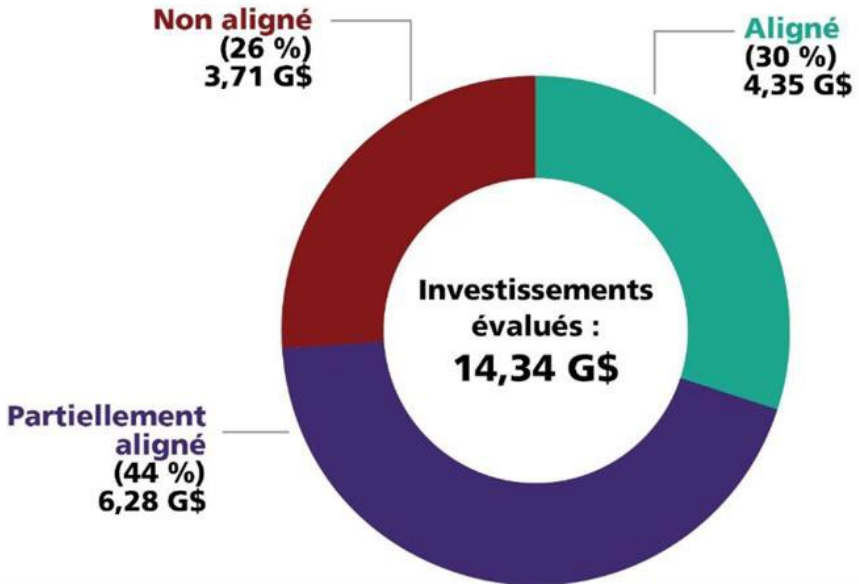
3,71 G$, soit 26 % des investissements évalués sont actuellement alloués à des projets et programmes qui nuisent à l'atteinte des cibles du Plan climat. Ces investissements, qui contribuent à l'augmentation des émissions ou des vulnérabilités climatiques, ignorent les enjeux climatiques ou manquent des opportunités d'agir. Notons toutefois que certains de ces projets et programmes peuvent être nécessaires pour des raisons de sécurité, de maintien des services à la population ou d'entretien des actifs municipaux. Par exemple, les programmes liés au planage-revêtement et la réfection des structures sont très émissifs en GES, mais demeurent essentiels pour des raisons de sécurité et de maintien de services à la population. Pour améliorer son alignement, ce type de programme devra accroître les exigences de durabilité, maximiser la circularité des matériaux et repenser la politique du plus bas soumissionnaire.

[4] La méthodologie d'évaluation est présentée à l'annexe 3.

**Tableau 107 – Exemples de projets et programmes non alignés sur les cibles climatiques**

| **Non aligné** (en millions de dollars) | **Total** |
|---|---|
| 55856 - Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel | 533 |
| 68102 - Programme de remplacement de véhicules - Ville | 865 |

**Graphique 30 – Alignement des investissements évalués du PDI 2026-2035**




### 13.2.2. Part du budget du PDI consacrée à l'adaptation aux changements climatiques

L'action 46 du Plan climat met en lumière les investissements de la Ville en matière d'adaptation aux changements climatiques, en ciblant principalement les infrastructures naturelles et hybrides. Intégrée au processus budgétaire de la Ville depuis quatre ans, cette action reflète une approche de planification à long terme, qui vise à renforcer la résilience des infrastructures municipales face aux aléas climatiques. À ce titre, la Ville s'est engagée à consacrer un minimum de 10 à 15 % de son PDI à ce type d'investissements.

Pour évaluer les investissements liés à l'adaptation aux changements climatiques, une typologie en trois catégories est utilisée :

- **Infrastructures naturelles et hybrides** : les infrastructures naturelles sont des solutions fondées sur la nature, telles que les parcs urbains, les arbres, les fosses d'arbres ou les saillies végétalisées. Les infrastructures hybrides, quant à elles, combinent des éléments naturels à des infrastructures grises pour les adapter au contexte urbain, comme les parcs ou rues éponges.
- **Infrastructures grises admissibles** : il s'agit d'infrastructures qui contribuent à réduire la vulnérabilité aux aléas climatiques et à leurs impacts, comme les ouvrages de rétention, les digues permanentes, les piscines, les jeux d'eau ou encore les toits blancs.
- **Investissements non liés à l'adaptation** : cette catégorie regroupe les investissements qui ne réduisent pas la vulnérabilité climatique ou qui relèvent d'autres objectifs, comme la réduction des émissions de GES.

## Résultats pour le PDI 2026-2035

Comme présenté dans le tableau suivant pour l'année 2026, 175,0 M$ (7,6 %) des investissements en adaptation aux changements climatiques seront consacrés aux infrastructures naturelles et hybrides et 264,2 M$ (11,5 %) iront aux infrastructures grises admissibles.

Les investissements consacrés aux infrastructures naturelles et hybrides provenant des services de l'Urbanisme et de la mobilité, des Grands parcs, Mont royal et sports, et de l'Eau représentent 71 % des investissements totaux en infrastructures naturelles et hybrides. Ceux-ci aident à consolider le déploiement et la conservation des solutions fondées sur la nature. Face à l'augmentation prévue de la fréquence et de l'intensité des canicules et des pluies torrentielles, ces investissements sont principalement destinés à la réfection et à la création de parcs et de milieux naturels et à la végétalisation et la gestion des eaux pluviales dans les milieux de vie.

Les infrastructures naturelles et hybrides jouent un rôle essentiel : elles rendent la ville plus résiliente, la protègent contre les aléas climatiques, réduisent les coûts à long terme et améliorent la qualité de vie des citoyens.

**Graphique 31 – Évolution des investissements en infrastructures naturelles et hybrides par rapport aux investissements totaux du PDI entre 2024 et 2026**

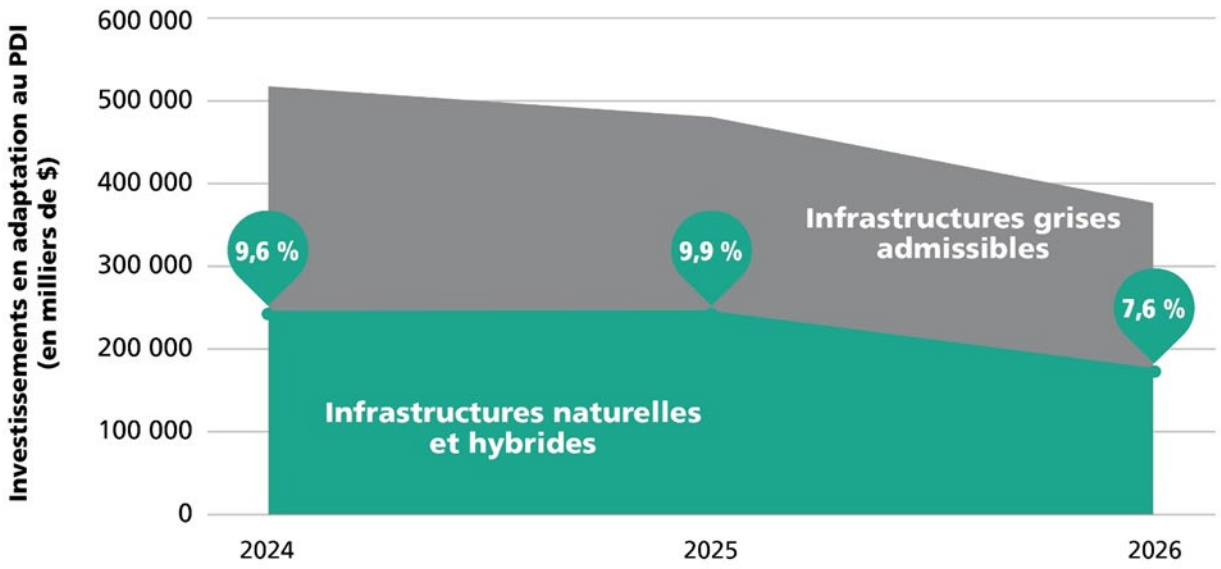


**Tableau 108 – Investissements en adaptation de la Ville de Montréal, 2026**

(en milliers de dollars)

| Unités d'affaires | Infrastructures naturelles et hybrides | Infrastructures grises admissibles | Autres investissements | Investissements bruts 2026 |
|---|---|---|---|---|
| Direction générale | - | - | 152 658,0 | 152 658,0 |
| **DG** | **-** | **-** | **152 658,0** | **152 658,0** |
| Approvisionnement | - | - | 1 180,0 | 1 180,0 |
| Habitation | 1 425,0 | 2 100,0 | 43 920,0 | 47 445,0 |
| **DGA - Habitation et Économie** | **1 425,0** | **2 100,0** | **45 100,0** | **48 625,0** |
| Culture | - | - | 63 230,0 | 63 230,0 |
| Diversité et inclusion sociale | - | - | 3 275,0 | 3 275,0 |
| Environnement | 70,6 | 187,7 | 9 183,7 | 9 442,0 |
| Espace pour la vie | 4 491,2 | 2 383,8 | 12 711,0 | 19 586,0 |
| **DGA - Qualité de vie** | **4 561,8** | **2 571,5** | **88 399,7** | **95 533,0** |
| Sécurité incendie | - | - | 6 545,0 | 6 545,0 |
| Police | - | - | 3 575,0 | 3 575,0 |
| **DGA - Sécurité urbaine et conformité** | **-** | **-** | **10 120,0** | **10 120,0** |
| Concertation des arrondissements et l'expérience citoyenne | 3 581,7 | 6 353,5 | 4 391,8 | 14 327,0 |
| Grands parcs, Mont Royal et sports | 60 960,6 | 21 216,8 | 64 680,6 | 146 858,0 |
| Matériel roulant et ateliers | - | - | 59 825,0 | 59 825,0 |
| Société du parc Jean-Drapeau | 9 052,9 | - | 13 510,1 | 22 563,0 |
| Technologies de l'information | - | - | 126 526,0 | 126 526,0 |
| **DGA - Service de proximité** | **73 595,2** | **27 570,3** | **268 933,5** | **370 099,0** |
| Comission des services électriques | - | 147 078,0 | - | 147 078,0 |
| Eau | 10 914,0 | 40 640,0 | 590 618,0 | 642 172,0 |
| Gestion et planification des immeubles | 717,8 | 18 802,5 | 104 000,7 | 123 521,0 |
| Infrastructure du réseau routier | 387,0 | 2 646,0 | 123 984,0 | 127 017,0 |
| Urbanisme et mobilité | 52 959,2 | 9 731,2 | 339 027,6 | 401 718,0 |
| **DGA Urbanisme, mobilité et infrastructures** | **64 978,0** | **218 897,7** | **1 157 630,3** | **1 441 506,0** |
| **Arrondissements** | 30 444,1 | 13 083,2 | 141 601,7 | 185 129,0 |
| **Total** | **175 004,1** | **264 222,7** | **1 864 443,2** | **2 303 670,0** |
| **Répartition du pourcentage des investissements** | **7,6%** | **11,5%** | **80,9%** | **100,0%** |

### 13.2.3. Évaluation de l'alignement des dépenses énergétiques du budget de fonctionnement

L'impact climatique des dépenses du budget de fonctionnement provient principalement de la consommation d'énergie ainsi que de l'achat de matériel, d'équipement et de services. Dans cette troisième édition du budget climat, la Ville présente une deuxième évaluation de son budget de fonctionnement, qui porte uniquement sur les dépenses énergétiques.

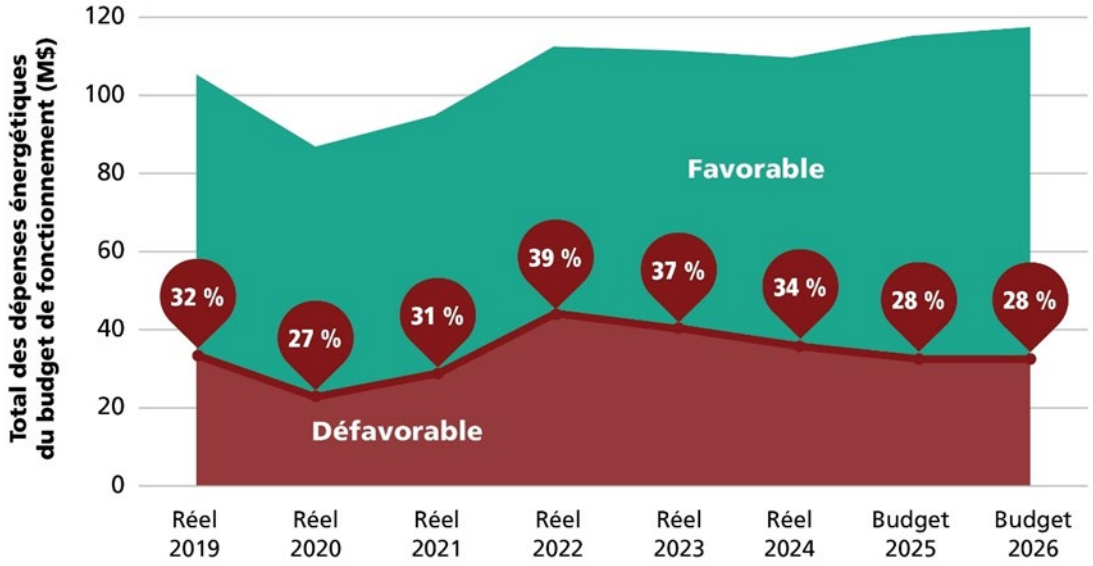
Au fil des prochaines années, cette analyse sera élargie pour inclure l'évaluation de l'alignement des dépenses liées à l'approvisionnement en biens et services pour davantage tendre vers un approvisionnement responsable. Des travaux sont d'ailleurs en cours avec le service de l'approvisionnement afin d'examiner l'impact des matières premières à forte intensité carbone, dans une perspective d'amélioration continue et de cohérence avec les objectifs climatiques de la Ville.

Entre 2019 et 2026, les dépenses énergétiques défavorables de Montréal, soit les dépenses en gaz naturel, en essence, en huile diesel et en mazout, oscillent entre 27 % (23 M$ en 2020) et 39 % (44 M$ en 2022) des dépenses énergétiques totales. Lors de la dernière année complète avec des données réelles (2024), la part des dépenses énergétiques défavorables était de 34 % (37 M$), en légère baisse par rapport au sommet de 2022, mais toujours plus élevée qu'en 2019, 2020 et 2021.

Quant aux dépenses énergétiques favorables, soit principalement les dépenses liées à l'électricité, elles devront aussi être diminuées dans un souci de réduction de la consommation énergétique de la Ville de Montréal et d'une meilleure utilisation de l'énergie disponible.

Les variations observées dans la part des dépenses énergétiques défavorables entre 2019 et 2026 s'expliquent par plusieurs facteurs. Parmi ceux-ci figurent les fluctuations des prix des différentes sources d'énergie, les écarts de température d'une année à l'autre, ainsi que les impacts économiques liés à la pandémie de COVID-19, principalement observés jusqu'en 2022. À cela s'ajoutent les effets de la conjoncture géopolitique mondiale qui ont influencé les marchés de l'énergie.

**Graphique 32 – Alignement des dépenses énergétiques par rapport aux dépenses énergétiques totales du budget de fonctionnement de Montréal entre 2019 et 2026**




Les principales dépenses énergétiques[5] défavorables du budget 2026 découleront principalement des :

- Dépenses en essence du Service du matériel roulant et ateliers (57 %)
- Dépenses en combustibles du Service de la gestion et planification des immeubles (20 %)
- Dépenses en gaz naturel du Service de l'eau (13 %).

[5] Il est important de noter que certaines dépenses énergétiques liées à la sous-traitance, telles que le diesel utilisé pour le déneigement et la collecte des matières résiduelles, ne sont pas comprises dans l'analyse puisque les données évaluées ne permettaient pas de faire cette distinction.

**Projets et programmes permettant de réduire la part de dépenses énergétiques défavorables**

La Ville met en place des projets et programmes afin de réduire la part de dépenses énergétiques défavorables, et ainsi d'améliorer l'alignement de son budget de fonctionnement en matière d'atténuation des changements climatiques. Parmi ces investissements, on retrouve :

- **66169 — Programme de transition écologique pour le parc immobilier — 196,0 M$**

  Ce programme contribue à réduire les émissions de GES et à rendre la Ville carboneutre en éliminant l'utilisation d'énergies fossiles et les fuites d'halocarbures, en améliorant la performance énergétique des bâtiments, de même qu'en électrifiant et mutualisant la flotte de véhicules du service.

- **56540 — Usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB) – 1 240,9 M$**

  La station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte génère des boues déshydratées qui sont brûlées dans quatre incinérateurs. Ceux-ci s'approchent de la fin de leur vie utile et produisent une quantité importante d'émissions atmosphériques et de GES. Le projet de construction de l'Usine de Traitement et de Valorisation des Boues réduira la consommation de gaz naturel, réduira les rejets atmosphériques, augmentera la valorisation des résidus et permettra d'améliorer son efficacité énergétique.

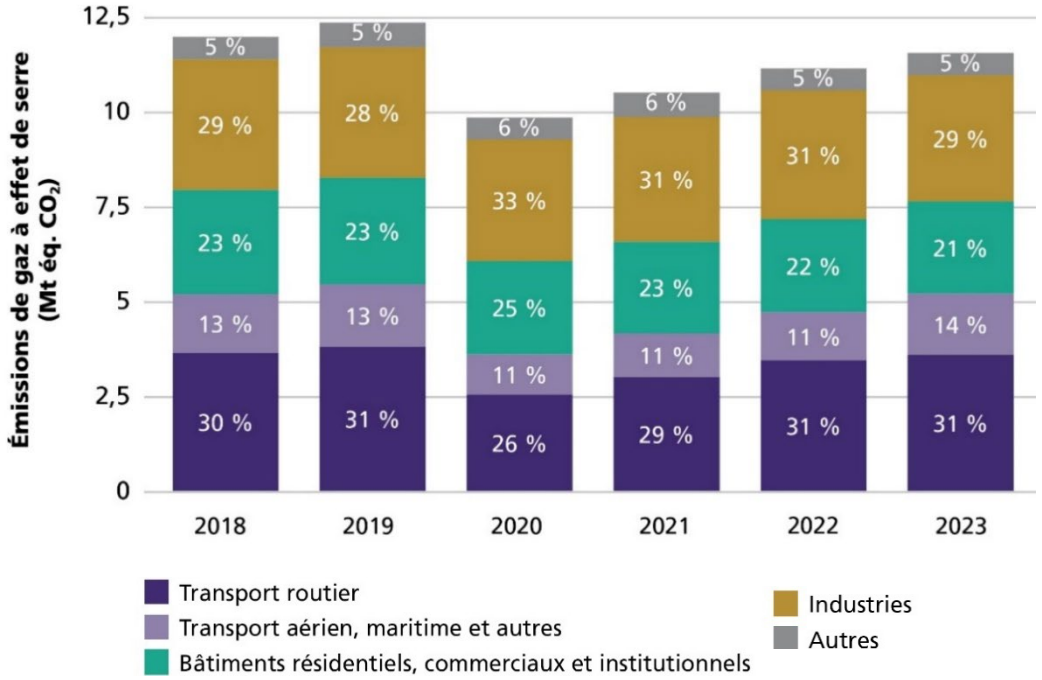
## 13.3. Le défi du respect du budget carbone

### 13.3.1. L'état des émissions de GES : 67 mégatonnes d'équivalent $CO_2$ émis entre 2018 et 2023

Chaque année, la Ville de Montréal publie un inventaire mis à jour des émissions de GES de la collectivité montréalaise. Le territoire couvert correspond à l'ensemble de l'agglomération, incluant les 19 arrondissements de la Ville de Montréal ainsi que les 15 villes liées situées sur l'île.

En 2023, les émissions de GES ont atteint 11,5 mégatonnes d'équivalent $CO_2$ (Mt éq. $CO_2$), en hausse de 3 % par rapport à 2022. Les principales sources d'émissions restent les bâtiments, l'industrie et le transport. Les émissions de 2023 présentent une réduction de 24 % par rapport à 1990, ce qui indique que Montréal n'a pas atteint son objectif de réduction de 30 % en 2020.

**Graphique 33 – Distribution des émissions de GES de la collectivité montréalaise, 2018-2023**[6, 7, 8]




[6] Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[7] Le secteur des industries inclut les émissions de sources fixes associées aux industries manufacturières, de la construction et énergétiques ainsi que les émissions liées aux procédés industrielles et à l'utilisation de produits.

[8] Autres : inclut les émissions fugitives ainsi que les émissions liées aux matières résiduelles et à l'agriculture

### 13.3.2. Le budget carbone : 118 Mt éq. $CO_2$ restant entre 2024 et 2050

En cohérence avec les recommandations scientifiques les plus récentes, la Ville de Montréal s'est dotée en 2021 d'un budget carbone qui s'applique au territoire couvert par l'inventaire des émissions de GES de l'ensemble de l'agglomération[9]. Un budget carbone représente la quantité maximale de GES pouvant être émise dans l'atmosphère sans dépasser le seuil de 1,5 °C de réchauffement planétaire par rapport à l'ère préindustrielle. Pour respecter cette limite, des plafonds annuels d'émissions ont été établis, définissant la trajectoire de réduction nécessaire au fil du temps.

Si la collectivité montréalaise dépasse le plafond d'émissions prévu pour une année donnée, elle devra compenser cet excédent en réduisant davantage ses émissions les années suivantes, afin de rester dans les limites du budget global. Étant donné que ce dernier est limité, et que les plafonds deviennent de plus en plus stricts avec le temps, il est dans l'intérêt de la Ville de réduire ses émissions le plus tôt possible.

Entre 2018 et 2023, la collectivité montréalaise a émis environ 67 Mt éq. $CO_2$. Cela signifie qu'en cinq ans, 36 % du total du budget carbone disponible jusqu'en 2050 a été épuisé, équivalent à un déficit de près de 2,2 Mt éq. $CO_2$ en 2023 par rapport à la trajectoire idéale pour respecter le budget carbone. **Le budget carbone restant entre 2024 et 2050 est donc maintenant de 118 Mt éq. $CO_2$.**

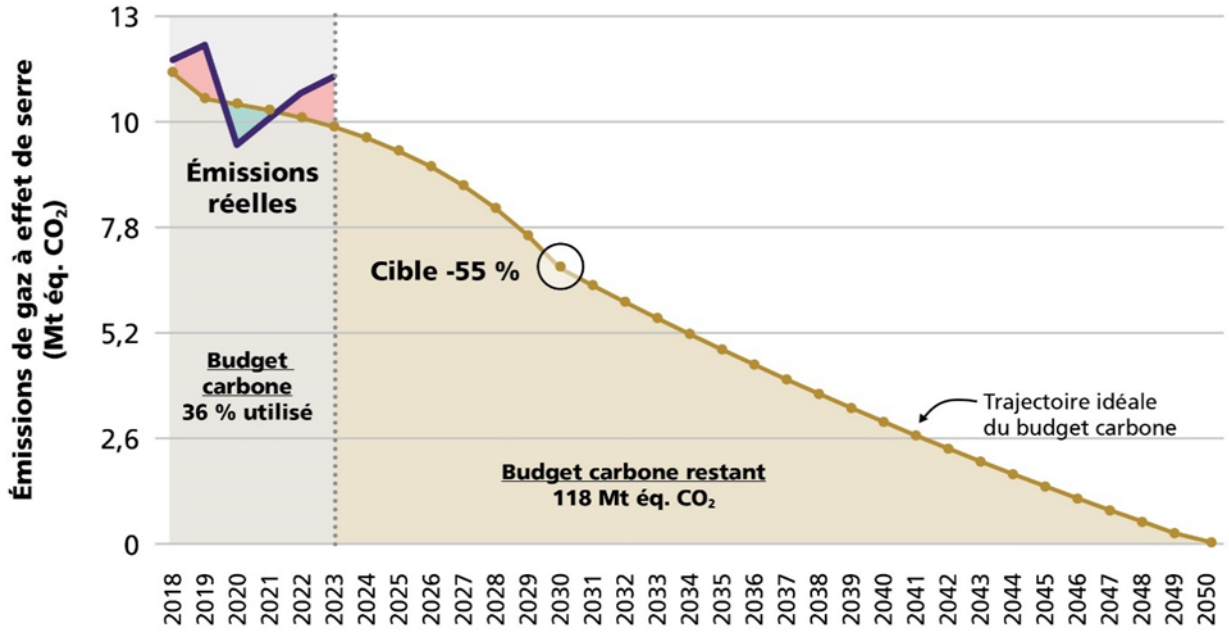
**Tableau 109 – État du budget carbone entre 2018 et 2023**

| (en Mt éq. $CO_2$) | Émissions réelles | Budget carbone | |
|---|---|---|---|
| | | Plafonds annuels | Solde cumulatif |
| 2018 | 11,93 | 11,61 | (0,31) |
| 2019 | 12,30 | 10,97 | (1,64) |
| 2020 | 9,81 | 10,84 | (0,61) |
| 2021 | 10,46 | 10,69 | (0,39) |
| 2022 | 11,10 | 10,50 | (0,98) |
| 2023 | 11,50 | 10,28 | (2,21) |

Au cours des six dernières années, les émissions de GES sont demeurées au-dessus des plafonds annuels fixés par le budget carbone, à l'exception de 2020 et 2021, deux années marquées par la pandémie de COVID-19.

[9] Voir l'annexe 2 pour plus de détails sur la méthodologie.

**Graphique 34 – Budget carbone de Montréal, de 2018 à 2050 (en kt éq. $CO_2$)**



## 13.4. Prévision des émissions de GES de l'agglomération de Montréal

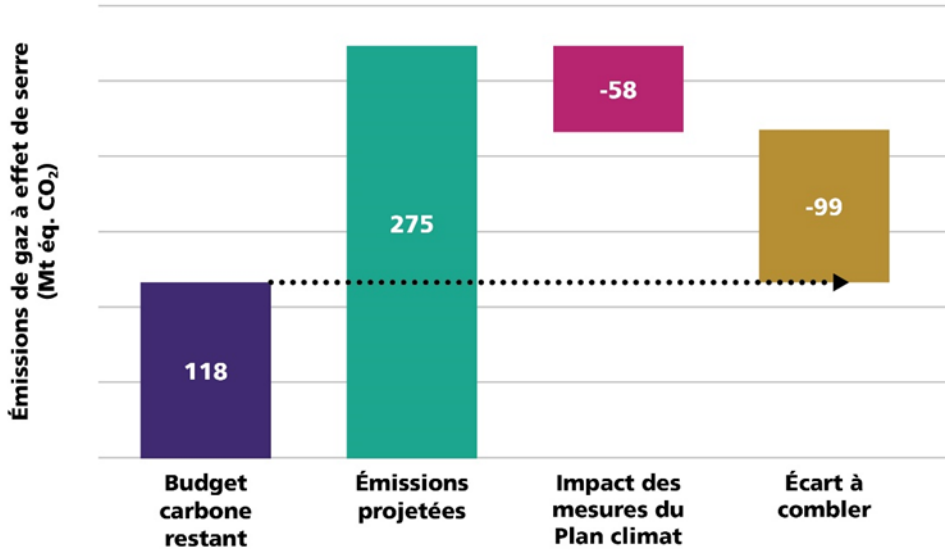
Afin d'évaluer la capacité de l'agglomération de Montréal à respecter son budget carbone et à atteindre ses cibles climatiques, le budget climat repose sur une modélisation des trajectoires d'émissions de GES[10]. Cette approche permet d'estimer l'impact potentiel des mesures d'atténuation, d'identifier les écarts à combler pour respecter le budget carbone et de guider les priorités d'action. Elle fait du budget climat un outil stratégique pour orienter les décisions vers les mesures les plus efficaces.

Avec un budget carbone restant de 118 Mt éq. $CO_2$ d'ici 2050, il est estimé que la Ville de Montréal émettrait 275 Mt éq. $CO_2$ en l'absence d'actions climatiques supplémentaires à celles qui sont prévues par les gouvernements fédéral et provincial. Il existe donc un écart à combler de 157 Mt éq. $CO_2$. Or, cet écart n'est comblé qu'en partie par les mesures du Plan climat

### 13.4.1. Les mesures du Plan climat peuvent réduire les émissions de 58 Mt éq. $CO_2$ si elles sont pleinement mises en œuvre

La prévision des émissions de GES intègre les mesures climatiques actuelles et planifiées ainsi que les mesures supplémentaires à l'étude. Les trajectoires sont régulièrement mises à jour afin de refléter les données les plus récentes, les changements aux politiques et les efforts réels déployés par la collectivité.

**Graphique 35 – Évaluation des écarts par rapport au budget carbone (en Mt éq. $CO_2$)**




[10] La Ville reconnaît les incertitudes qui entourent les trajectoires d'émissions de GES, la qualité des inventaires et l'efficacité des mesures. Les résultats présentés reposent sur les meilleures données disponibles et des hypothèses crédibles, mais peuvent varier d'une année à l'autre.

## Les mesures actuelles et planifiées peuvent réduire les émissions de 28,7 Mt éq. $CO_2$

Les mesures actuelles et planifiées représentent les actions climatiques déjà mises en œuvre et dotées d'un financement ou d'un plan de mise en œuvre en 2025, et ce, à tous les niveaux de gouvernement. Ces mesures permettent d'accélérer la réduction des émissions, mais demeurent insuffisantes pour atteindre les cibles de réduction ou respecter le budget carbone. Si elles sont pleinement mises en œuvre, ces politiques et engagements devraient permettre une réduction cumulative de 28,7 Mt éq. $CO_2$ d'ici 2050. Les résultats sont présentés ci-dessous par secteur d'émissions, incluant le transport routier, les bâtiments, ainsi que les autres secteurs.

## Mesures actuelles et planifiées — transport routier

Alors que la Ville s'est engagée en mai 2023 à atteindre la carboneutralité des transports d'ici 2040, les émissions du secteur des transports ont augmenté de 44 % depuis le début de la pandémie en 2020, retrouvant d'ailleurs en 2023 un niveau équivalent à celui de 2018. Le transport routier représentait près du tiers des GES émis par la collectivité montréalaise en 2023 et l'auto solo demeure le mode de transport le plus émetteur de Montréal. À cela s'ajoute, une hausse marquée de 41 % des émissions liées au transport aérien en un an, qui devient le deuxième plus grand émetteur du secteur du transport. Face à ces constats, il est primordial d'accélérer les actions visant à réduire les émissions de GES liées au transport routier.

Avec les mesures actuelles et planifiées liées au secteur du transport routier, la Ville pourrait atteindre une réduction de plus de 7 Mt éq. $CO_2$ des émissions totales estimées d'ici 2050. Cette réduction représente 12,6 % du total des réductions potentielles des actions du Plan climat.

**Tableau 110 – Impact des mesures actuelles et planifiées du transport routier**

| (en Mt éq. $CO_2$) | Réduction du budget carbone | Part des réductions totales d'ici 2050 |
|---|---|---|
| Dans tous les quartiers, développer le transport collectif et actif, et favoriser l'autopartage, le taxi, et le covoiturage (action 11) | (2,1) | 3,7% |
| Privilégier et augmenter la proportion de véhicules électriques au centre-ville de Montréal (action 13) | (0,6) | 1,0% |
| Électrifier 100 % des autobus de la STM (action 14) | (3,7) | 6,3% |
| Encourager le verdissement et stimuler la densification de la ville par la conversion de stationnements à ciel ouvert (action 18) | (0,9) | 1,6% |
| **Total des mesures actuelles et planifiées du transport routier** | **(7,3)** | **12,6%** |

Selon les projections modélisées, les émissions de ce secteur passeraient de 3,6 Mt éq. $CO_2$ à 2,3 Mt éq. $CO_2$ entre 2023 et 2040 avec les mesures actuelles et planifiées.

## Mesures actuelles et planifiées — bâtiments résidentiels, commerciaux et institutionnels

Avec les mesures actuelles et planifiées liées aux bâtiments, la Ville prévoit une réduction de près de 18 Mt éq. $CO_2$ dans les émissions provenant des secteurs des bâtiments résidentiels, commerciaux et institutionnels d'ici 2050. Cette réduction représente 30,2 % du total des réductions potentielles des actions du Plan climat. La mise en œuvre du système de divulgation, cotation et performance des grands bâtiments représente à elle seule plus du quart des réductions potentielles, ce qui en fait l'action avec le plus grand potentiel de réduction des émissions parmi les mesures actuelles et planifiées du Plan climat.

**Tableau 111 – Impact des mesures actuelles et planifiées dans le secteur des bâtiments**

| (en Mt éq. $CO_2$) | Réduction du budget carbone | Part des réductions totales d'ici 2050 |
|---|---|---|
| Adapter les règlements afin d'améliorer l'efficacité énergétique de tous les types de bâtiments (action 25) | (2,7) | 4,6% |
| Système de divulgation, cotation et performance des grands bâtiments (action 27) | (15,0) | 25,6% |
| **Total des mesures actuelles et planifiées des bâtiments** | **(17,7)** | **30,2%** |

En 2023, les émissions annuelles de GES provenant des bâtiments résidentiels, commerciaux et institutionnels représentaient 21 % du total des GES émis par la collectivité montréalaise. En complément des cibles établies dans le Plan climat, la Ville s'est engagée, dès 2022, à atteindre zéro émission de GES pour l'ensemble des bâtiments sur son territoire d'ici 2040.

Selon les projections modélisées, les émissions de ce secteur passeraient de 2,4 Mt éq. $CO_2$ à 1 Mt éq. $CO_2$ entre 2023 et 2040 avec les mesures actuelles et planifiées. Puisque l'objectif est d'atteindre zéro émission de GES en 2040, la Ville devra combler cet écart en renforçant les mesures actuelles et planifiées ou en ajoutant de nouvelles mesures structurantes, notamment au niveau des bâtiments résidentiels qui émettraient la majorité[11] des GES à l'horizon 2040.

## Mesures actuelles et planifiées — autres secteurs

Avec les mesures actuelles et planifiées liées aux autres secteurs, la Ville prévoit une réduction de près de 4 Mt éq. $CO_2$. Cette réduction représente 6,4 % du total des réductions potentielles des actions du Plan climat.

**Tableau 112 – Impact des mesures actuelles et planifiées dans les autres secteurs**

| (en Mt éq. $CO_2$) | Réduction du budget carbone | Part des réductions totales d'ici 2050 |
|---|---|---|
| Planter, entretenir et protéger 500 000 arbres (action 20) | (0,27) | 0,5% |
| Remplacer les incinérateurs de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (action 37) | (1,47) | 2,5% |
| Réaliser les actions du Plan directeur de gestion des matières résiduelles (action 40) | (2,0) | 3,4% |
| **Total des mesures actuelles et planifiées des autres secteurs** | **(3,74)** | **6,4%** |

[11] 72 %.

En 2023, les émissions annuelles de GES provenant des autres secteurs[12] représentaient 48 % du total des GES émis par la collectivité montréalaise. Les sous-secteurs les plus émissifs des autres secteurs étaient les sources fixes des industries (22 %), le transport aérien (10 %) et l'utilisation de produits par les industries (7 %).

Selon les projections modélisées, les émissions de ce secteur ne diminueraient pas significativement, passant de 5,5 Mt éq. $CO_2$ à 5,2 Mt éq. $CO_2$ entre 2023 et 2050 avec les mesures actuelles et planifiées. Afin de respecter son engagement envers la carboneutralité à l'horizon 2050, la Ville devra notamment travailler avec les autres paliers gouvernementaux, particulièrement en ce qui a trait aux secteurs du transport aérien et industriel.

### Les mesures supplémentaires à l'étude peuvent réduire les émissions de 29,7 Mt éq. $CO_2$

Malgré les efforts déjà planifiés, la prévision des émissions indique que la collectivité montréalaise ne parviendrait pas à atteindre ses cibles climatiques ni à respecter son budget carbone sans l'ajout de nouvelles mesures ou sans le renforcement soutenu des mesures actuelles. Les mesures supplémentaires à l'étude constituent de nouvelles initiatives ou bonifications aux politiques existantes. Bien qu'elles soient prévues dans le Plan climat, ces mesures n'ont pas encore été accompagnées d'un plan de mise en œuvre précis ou d'un financement suffisant.

Ces mesures permettraient de repousser l'épuisement du budget carbone à 2035 et de réduire l'écart entre les émissions projetées et les plafonds fixés de près de 30 Mt éq. $CO_2$ d'ici 2050. Cette réduction représente plus de la moitié du total des réductions potentielles des actions du Plan climat.

La mise en œuvre de la nouvelle action du Plan climat qui consiste à établir une stratégie d'écofiscalité pour financer la mobilité montréalaise représente un potentiel important de réduction des émissions parmi l'ensemble des mesures du Plan climat.

[12] Les autres secteurs incluent les émissions du transport aérien, maritime, ferroviaire et hors route, les émissions de sources fixes associées aux industries manufacturières et à la construction, aux industries énergétiques et aux émissions fugitives, les émissions liées aux matières résiduelles, les émissions liées aux procédés industriels et aux utilisations de produits, et les émissions associées à l'agriculture.

### 13.4.2. Analyse des écarts GES à combler

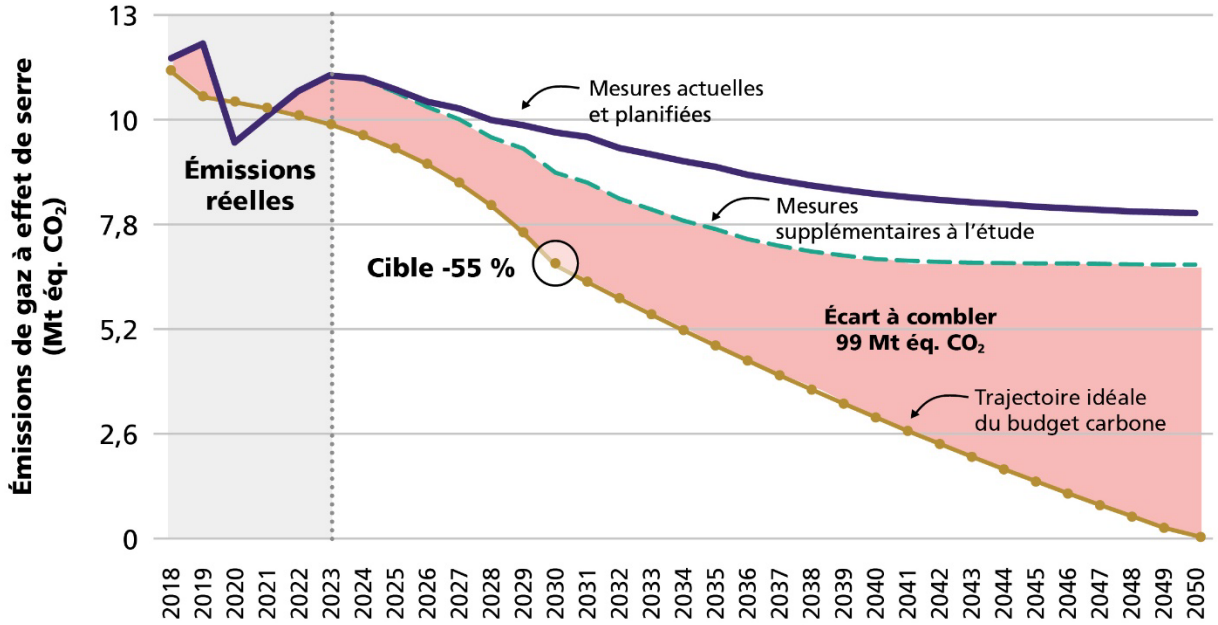
Au total, les mesures actuelles, planifiées et supplémentaires à l'étude pourraient mener à une réduction de la consommation du budget carbone de 58 Mt éq. $CO_2$.

**Tableau 113 – Impact GES des actions du Plan climat**

| (en Mt éq. $CO_2$) | Réduction du budget carbone | Part des réductions totales d'ici 2050 |
|---|---|---|
| Mesures actuelles et planifiées | (28,7) | 49,2% |
| Mesures supplémentaires à l'étude | (29,7) | 50,8% |
| **Impact GES total des actions du Plan climat** | **(58,4)** | **100,0%** |

Cet effort significatif lié aux nombreuses mesures d'atténuation découlant du Plan climat de Montréal ne serait toutefois pas suffisant pour respecter la cible de carboneutralité 2050 et le budget carbone. En effet, la Ville émettrait toujours environ 100 Mt éq. $CO_2$ de plus que la limite de son budget carbone et aurait épuisé son budget carbone en 2035.

**Graphique 36 – Trajectoires des émissions de GES de l'action climatique de Montréal (en Mt éq. $CO_2$)**



## 13.5. Perspectives et ajustements futurs

Montréal poursuit avec détermination sa transition climatique. La Ville renforce sa planification et affine ses outils pour réduire l'écart entre les émissions projetées et les plafonds fixés par son budget carbone.

Le **test climat** deviendra un outil central du système de gouvernance climatique montréalais. Intégré au processus budgétaire, il guidera la conception des projets et des programmes vers une meilleure cohérence avec les objectifs climatiques, et ce, à toutes les étapes du processus décisionnel.

La **modélisation** des trajectoires d'émissions continuera d'être actualisée annuellement. Une attention croissante sera aussi portée à l'intégration d'actions structurantes dans les secteurs qui ne relèvent pas directement de la compétence municipale, mais sur lesquels la Ville de Montréal peut exercer un pouvoir d'influence, notamment auprès des gouvernements provincial et fédéral.

Parallèlement, la Ville intensifiera ses efforts pour réduire sa consommation énergétique et encourager une mobilité plus durable auprès des citoyennes et citoyens. Ces actions seront menées en collaboration avec les citoyennes et citoyens et les partenaires institutionnels, communautaires et gouvernementaux.

Enfin, Montréal demeure en veille active sur les avancées climatiques à l'échelle nationale et internationale. Elle s'inspire des meilleures pratiques mises en œuvre dans d'autres villes du monde, notamment celles qui innovent dans la gestion de leur budget carbone, l'adaptation aux changements climatiques et la réduction des GES. Cette ouverture permet de bonifier ses propres stratégies, d'anticiper les tendances émergentes et de renforcer sa capacité d'action. En cultivant une posture d'apprentissage continu et de collaboration, Montréal s'engage à rester à l'avant-garde de la transition climatique urbaine.

# Annexes

# Annexe 1 – Sommaire des dépenses du budget de fonctionnement des services et des arrondissements

## Services administratifs

### Tableau 114 – Services administratifs – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Services administratifs** | | | | | | | |
| **Services de la direction générale** | | | | | | | |
| Direction générale | 20 401,5 | 20 199,1 | 25 949,5 | 25 241,6 | 27 368,3 | 24 132,4 | 23 985,3 |
| Finances et évaluation foncière | 73 433,0 | 76 904,6 | 80 132,4 | 81 194,2 | 93 451,3 | 88 700,3 | 86 135,8 |
| Planification stratégique et performance organisationnelle | 13 280,4 | 15 814,7 | 15 100,0 | 15 615,8 | 16 481,0 | 8 764,8 | 7 562,6 |
| Ressources humaines et communications | 69 523,6 | 73 267,7 | 75 036,5 | 77 767,1 | 80 639,5 | 79 481,6 | 79 315,3 |
| **Autres services administratifs** | 11 251,4 | 11 192,2 | 12 250,3 | 14 807,9 | 17 801,6 | 21 571,5 | 22 355,6 |
| **Total – Services administratifs** | **187 889,9** | **197 378,3** | **208 468,7** | **214 626,6** | **235 741,7** | **222 650,6** | **219 354,6** |

### Tableau 115 – Autres services administratifs

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Autres services administratifs** | | | | | | | |
| Bureau de l'inspecteur général | 4 274,3 | 4 505,0 | 4 828,0 | 4 452,1 | 5 409,9 | 7 527,9 | 7 915,6 |
| Bureau du vérificateur général | 5 941,7 | 5 579,8 | 6 276,5 | 5 813,5 | 7 673,3 | 7 673,3 | 8 061,0 |
| Commission de la fonction publique de Montréal | 948,2 | 1 016,8 | 1 080,5 | 2 148,8 | 2 412,5 | 2 412,5 | 2 522,2 |
| Office de consultation publique de Montréal | - | - | - | 2 303,1 | 2 168,6 | 3 095,6 | 2 938,8 |
| Secrétariat de liaison de l'agglomération de Montréal | 87,2 | 90,6 | 65,3 | 90,4 | 137,3 | 862,2 | 918,0 |
| **Total – Autres services administratifs** | **11 251,4** | **11 192,2** | **12 250,3** | **14 807,9** | **17 801,6** | **21 571,5** | **22 355,6** |

### Tableau 116 – Direction générale – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 12 148,8 | 12 274,4 | 16 642,4 | 15 949,3 | 16 311,6 | 16 012,2 | 15 968,6 |
| Cotisations de l'employeur | 2 946,2 | 3 155,3 | 4 157,3 | 4 107,0 | 4 093,4 | 4 007,5 | 4 066,2 |
| Transport et communications | 360,6 | 446,6 | 591,6 | 376,6 | 347,4 | 378,1 | 348,9 |
| Services professionnels | 734,6 | 614,5 | 462,3 | 793,8 | 920,8 | 322,5 | 423,9 |
| Services techniques et autres | 2 136,8 | 1 995,0 | 1 987,9 | 2 256,4 | 3 358,2 | 2 417,2 | 2 269,1 |
| Location, entretien et réparation | 49,3 | 79,1 | 80,9 | 53,1 | 65,5 | 64,2 | 56,1 |
| Biens non durables | 53,8 | 423,4 | 89,4 | 113,3 | 223,6 | 221,0 | 279,9 |
| Biens durables | 18,8 | 33,6 | 22,4 | 17,9 | 6,6 | 11,0 | 11,0 |
| Contributions à des organismes | 2 068,5 | 1 159,4 | 1 897,5 | 1 536,0 | 1 998,4 | 659,4 | 549,4 |
| Autres | (115,9) | 17,8 | 17,8 | 38,2 | 42,8 | 39,3 | 12,2 |
| **Total** | **20 401,5** | **20 199,1** | **25 949,5** | **25 241,6** | **27 368,3** | **24 132,4** | **23 985,3** |

## Tableau 117 – Finances et évaluation foncière – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 47 294,1 | 49 417,7 | 50 177,0 | 51 163,9 | 53 011,9 | 54 248,3 | 53 506,9 |
| Cotisations de l'employeur | 12 052,0 | 13 246,2 | 13 597,4 | 14 041,8 | 13 755,5 | 14 068,0 | 14 213,4 |
| Transport et communications | 1 323,4 | 1 888,0 | 1 499,9 | 1 631,0 | 2 035,2 | 2 091,6 | 2 103,8 |
| Services professionnels | 1 862,3 | 1 800,0 | 2 453,1 | 3 006,4 | 3 683,6 | 3 641,4 | 3 876,5 |
| Services techniques et autres | 5 456,7 | 6 721,1 | 8 218,8 | 7 364,0 | 13 842,4 | 7 203,7 | 7 847,1 |
| Location, entretien et réparation | 91,2 | 87,8 | 69,5 | 57,8 | 84,9 | 105,5 | 105,5 |
| Biens non durables | 127,9 | 122,8 | 113,9 | 116,5 | 107,2 | 130,5 | 131,0 |
| Biens durables | 67,2 | 89,2 | 44,0 | 17,7 | 80,2 | 84,2 | 84,2 |
| Autres | 5 158,2 | 3 531,8 | 3 958,8 | 3 795,1 | 6 850,4 | 7 127,1 | 4 267,4 |
| **Total** | **73 433,0** | **76 904,6** | **80 132,4** | **81 194,2** | **93 451,3** | **88 700,3** | **86 135,8** |

## Tableau 118 – Planification stratégique et performance organisationnelle – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 4 365,8 | 4 680,1 | 5 438,3 | 5 376,8 | 5 686,6 | 5 774,4 | 4 991,2 |
| Cotisations de l'employeur | 997,7 | 1 135,5 | 1 339,6 | 1 417,5 | 1 399,6 | 1 417,3 | 1 238,0 |
| Transport et communications | 54,8 | 62,3 | 38,6 | 33,4 | 60,1 | 22,0 | 19,7 |
| Services professionnels | 1 390,9 | 1 388,0 | 1 441,2 | 3 305,9 | 2 636,6 | 1 050,9 | 988,7 |
| Services techniques et autres | 115,7 | 114,4 | 49,9 | 108,1 | 777,0 | 395,4 | 225,2 |
| Location, entretien et réparation | 0,1 | 3,8 | 1,0 | 25,3 | 6,0 | - | - |
| Biens non durables | 16,9 | 19,5 | 29,1 | 27,5 | 34,7 | 34,8 | 29,8 |
| Biens durables | 3,9 | 0,9 | 0,5 | 0,4 | 12,8 | - | - |
| Contributions à des organismes | 6 334,6 | 8 410,2 | 6 761,8 | 5 320,9 | 5 867,6 | 70,0 | 70,0 |
| **Total** | **13 280,4** | **15 814,7** | **15 100,0** | **15 615,8** | **16 481,0** | **8 764,8** | **7 562,6** |

## Tableau 119 – Ressources humaines et communications – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 48 648,7 | 50 732,8 | 51 343,6 | 53 844,7 | 55 185,8 | 54 121,7 | 53 992,5 |
| Cotisations de l'employeur | 12 355,5 | 13 276,0 | 13 745,2 | 14 205,5 | 14 371,1 | 14 059,1 | 14 295,7 |
| Transport et communications | 3 300,6 | 3 209,0 | 3 166,9 | 3 522,0 | 4 034,3 | 2 941,0 | 3 484,2 |
| Services professionnels | 2 860,9 | 3 034,8 | 3 446,9 | 3 145,8 | 3 431,0 | 4 427,0 | 3 976,9 |
| Services techniques et autres | 1 414,4 | 1 490,8 | 1 776,5 | 1 518,4 | 1 967,3 | 2 228,0 | 3 192,2 |
| Location, entretien et réparation | 17,8 | 25,2 | 93,2 | 77,6 | 150,1 | 151,1 | 148,1 |
| Biens non durables | 1 391,6 | 1 439,0 | 1 402,2 | 1 352,6 | 1 330,0 | 1 474,1 | 156,9 |
| Biens durables | 34,1 | 60,0 | 52,0 | 1,2 | 54,8 | 79,6 | 68,8 |
| Contributions à des organismes | - | - | - | 99,3 | 115,1 | - | - |
| Autres | (500,0) | 0,1 | 10,0 | - | - | - | - |
| **Total** | **69 523,6** | **73 267,7** | **75 036,5** | **77 767,1** | **80 639,5** | **79 481,6** | **79 315,3** |

## Tableau 120 – Bureau de l'inspecteur général – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 3 014,8 | 3 252,0 | 3 490,0 | 3 346,1 | 3 620,0 | 4 189,0 | 4 270,5 |
| Cotisations de l'employeur | 711,3 | 794,4 | 847,6 | 782,0 | 905,1 | 1 054,2 | 1 079,9 |
| Transport et communications | 41,9 | 74,1 | 66,6 | 25,1 | 102,5 | 101,5 | 101,5 |
| Services professionnels | 231,7 | 141,0 | 165,9 | 87,8 | 365,4 | 1 802,8 | 2 042,8 |
| Services techniques et autres | 92,2 | 109,9 | 94,5 | 65,6 | 213,4 | 212,6 | 213,1 |
| Location, entretien et réparation | 17,0 | 22,3 | 39,3 | 36,6 | 50,3 | 50,3 | 50,3 |
| Biens non durables | 43,8 | 33,1 | 74,3 | 80,7 | 118,2 | 87,5 | 127,5 |
| Biens durables | 121,6 | 78,2 | 49,8 | 28,2 | 35,0 | 30,0 | 30,0 |
| **Total** | **4 274,3** | **4 505,0** | **4 828,0** | **4 452,1** | **5 409,9** | **7 527,9** | **7 915,6** |

## Tableau 121 – Bureau du vérificateur général – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 4 177,1 | 3 965,8 | 4 491,3 | 4 187,4 | 4 683,1 | 4 683,1 | 4 995,9 |
| Cotisations de l'employeur | 942,1 | 964,0 | 1 064,1 | 1 010,0 | 1 077,4 | 1 077,4 | 1 174,8 |
| Transport et communications | 17,6 | 20,5 | 20,0 | 15,9 | 23,0 | 23,0 | 23,5 |
| Services professionnels | 621,4 | 422,9 | 401,4 | 464,9 | 1 537,1 | 1 547,8 | 1 443,8 |
| Services techniques et autres | 65,3 | 67,7 | 111,4 | 75,2 | 156,7 | 146,0 | 147,0 |
| Location, entretien et réparation | 12,3 | 26,7 | 13,0 | 13,2 | 38,0 | 38,0 | 118,0 |
| Biens non durables | 105,9 | 112,2 | 175,3 | 46,9 | 158,0 | 158,0 | 158,0 |
| **Total** | **5 941,7** | **5 579,8** | **6 276,5** | **5 813,5** | **7 673,3** | **7 673,3** | **8 061,0** |

## Tableau 122 – Commission de la fonction publique de Montréal – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 453,1 | 506,6 | 550,0 | 1 234,2 | 1 371,4 | 1 482,3 | 1 555,4 |
| Cotisations de l'employeur | 107,0 | 130,4 | 139,4 | 311,4 | 351,3 | 380,4 | 406,6 |
| Transport et communications | 56,8 | 19,6 | 25,9 | 31,0 | 52,1 | 52,1 | 32,8 |
| Services professionnels | 302,2 | 324,2 | 320,4 | 486,6 | 536,3 | 398,0 | 414,0 |
| Services techniques et autres | 24,7 | 26,8 | 24,5 | 48,7 | 70,2 | 70,2 | 79,0 |
| Location, entretien et réparation | 1,1 | 1,6 | 3,9 | 15,6 | 9,0 | 11,5 | 1,0 |
| Biens non durables | (0,2) | 0,6 | 6,6 | 1,7 | 12,2 | 8,0 | 8,4 |
| Biens durables | 3,5 | 7,0 | 9,8 | 19,6 | 10,0 | 10,0 | 25,0 |
| **Total** | **948,2** | **1 016,8** | **1 080,5** | **2 148,8** | **2 412,5** | **2 412,5** | **2 522,2** |

## Tableau 123 – Office de consultation publique de Montréal – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | - | - | - | 1 177,0 | 1 090,4 | 1 090,4 | 1 155,9 |
| Cotisations de l'employeur | - | - | - | 213,4 | 279,7 | 279,7 | 301,6 |
| Transport et communications | - | - | - | 127,0 | 91,5 | 241,5 | 241,5 |
| Services professionnels | - | - | - | 472,0 | 373,9 | 713,9 | 713,9 |
| Services techniques et autres | - | - | - | 253,6 | 246,2 | 396,2 | 429,4 |
| Location, entretien et réparation | - | - | - | 30,2 | 40,9 | 317,9 | 40,5 |
| Biens non durables | - | - | - | 29,1 | 36,0 | 36,0 | 36,0 |
| Biens durables | - | - | - | 0,8 | - | 20,0 | 20,0 |
| Autres | - | - | - | - | 10,0 | - | - |
| **Total** | **-** | **-** | **-** | **2 303,1** | **2 168,6** | **3 095,6** | **2 938,8** |

Note : En date du 8 juin 2024, administrativement, l'OCPM est devenu un service de la ville.

## Tableau 124 – Secrétariat de liaison de l'agglomération de Montréal – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 71,4 | 72,7 | 48,7 | 67,6 | 92,8 | 218,0 | 223,2 |
| Cotisations de l'employeur | 15,8 | 17,1 | 14,7 | 21,5 | 22,3 | 57,5 | 59,7 |
| Transport et communications | - | - | - | - | - | 8,7 | 8,7 |
| Services professionnels | - | - | - | - | - | 150,7 | 150,7 |
| Services techniques et autres | - | 0,8 | 1,9 | 1,2 | 7,4 | 14,9 | 14,9 |
| Location, entretien et réparation | - | - | - | - | - | 4,0 | 4,0 |
| Biens non durables | - | - | - | 0,1 | 14,8 | 386,8 | 435,2 |
| Biens durables | - | - | - | - | - | 21,6 | 21,6 |
| **Total** | **87,2** | **90,6** | **65,3** | **90,4** | **137,3** | **862,2** | **918,0** |

## Habitation et économie

### Tableau 125 – Habitation et économie – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Habitation et économie** | | | | | | | |
| Approvisionnement | 27 772,5 | 31 605,8 | 33 886,0 | 36 430,8 | 38 308,6 | 38 206,9 | 38 193,5 |
| Développement économique | 121 437,5 | 84 735,6 | 113 260,0 | 122 515,8 | 179 787,5 | 82 812,9 | 78 156,6 |
| Habitation | 145 850,5 | 118 358,9 | 161 160,0 | 224 104,8 | 305 225,3 | 228 726,1 | 248 031,8 |
| Stratégie immobilière | 60 782,2 | 62 042,8 | 57 917,7 | 61 199,8 | 63 324,8 | 63 446,9 | 61 216,2 |
| **Total – Habitation et économie** | **355 842,7** | **296 743,1** | **366 223,7** | **444 251,2** | **586 646,2** | **413 192,8** | **425 598,1** |

### Tableau 126 – Approvisionnement – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 20 846,0 | 21 919,4 | 23 261,5 | 25 107,3 | 26 647,7 | 26 412,9 | 26 296,3 |
| Cotisations de l'employeur | 5 385,3 | 6 154,9 | 6 514,5 | 7 124,2 | 7 108,9 | 7 043,3 | 7 196,2 |
| Transport et communications | 200,7 | 221,3 | 252,7 | 195,4 | 282,0 | 262,0 | 491,7 |
| Services professionnels | 319,0 | 377,7 | 317,4 | 73,2 | 205,8 | 190,2 | 351,8 |
| Services techniques et autres | 1 385,1 | 2 347,8 | 3 263,2 | 3 233,4 | 3 526,8 | 3 772,3 | 3 324,8 |
| Location, entretien et réparation | 6,6 | 16,5 | 30,7 | 26,4 | 26,5 | 31,6 | 18,5 |
| Biens non durables | 113,0 | 225,9 | 161,1 | 150,6 | 177,1 | 184,0 | 193,6 |
| Biens durables | 23,8 | 55,2 | 20,5 | 95,3 | 44,7 | 21,5 | 31,5 |
| Autres | (507,0) | 287,1 | 64,4 | 425,0 | 289,1 | 289,1 | 289,1 |
| **Total** | **27 772,5** | **31 605,8** | **33 886,0** | **36 430,8** | **38 308,6** | **38 206,9** | **38 193,5** |

### Tableau 127 – Développement économique – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 8 489,9 | 8 206,3 | 8 609,9 | 7 830,0 | 7 475,3 | 7 182,6 | 7 259,2 |
| Cotisations de l'employeur | 2 006,9 | 2 078,8 | 2 148,8 | 2 021,2 | 1 818,0 | 1 784,1 | 1 829,1 |
| Transport et communications | 718,6 | 879,7 | 549,5 | 599,6 | 536,9 | 180,9 | 123,5 |
| Services professionnels | 5 287,7 | 4 019,6 | 3 585,8 | 3 908,9 | 3 211,2 | 2 156,8 | 983,8 |
| Services techniques et autres | 804,3 | 633,9 | 929,9 | 14 577,8 | 1 307,9 | 730,5 | 191,3 |
| Location, entretien et réparation | 0,1 | 28,4 | 35,0 | 73,2 | 36,9 | 4,0 | 2,0 |
| Biens non durables | 34,6 | 329,5 | 78,7 | 29,1 | 47,9 | 9,5 | 6,0 |
| Biens durables | (17,5) | 158,5 | 269,9 | 245,7 | 214,8 | 10,0 | - |
| Contributions à des organismes | 104 112,9 | 68 400,9 | 97 052,5 | 93 230,3 | 165 138,6 | 70 754,5 | 67 761,7 |
| **Total** | **121 437,5** | **84 735,6** | **113 260,0** | **122 515,8** | **179 787,5** | **82 812,9** | **78 156,6** |

## Tableau 128 – Habitation – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 9 503,5 | 9 862,3 | 10 965,8 | 11 852,2 | 12 846,2 | 13 616,4 | 13 635,3 |
| Cotisations de l'employeur | 2 383,9 | 2 643,6 | 2 880,3 | 3 158,5 | 3 333,7 | 3 521,2 | 3 611,9 |
| Transport et communications | 98,2 | 83,9 | 77,1 | 75,1 | 386,8 | 386,8 | 386,8 |
| Services professionnels | 797,6 | 666,0 | 869,4 | 621,3 | 1 600,5 | 1 666,6 | 1 656,9 |
| Services techniques et autres | 117,6 | 78,3 | 134,2 | 816,2 | 964,5 | 155,4 | 160,4 |
| Location, entretien et réparation | 18,8 | 0,5 | 79,2 | 207,7 | 7 513,9 | 13,9 | 6,4 |
| Biens non durables | 39,8 | 28,6 | 27,4 | 37,4 | 36,0 | 41,0 | 41,0 |
| Biens durables | 18,1 | 7,9 | 2 605,1 | 11 197,3 | 246,1 | 30,0 | 32,5 |
| Contributions à des organismes | 132 875,6 | 104 987,8 | 141 789,5 | 194 277,9 | 278 297,6 | 209 294,8 | 228 500,6 |
| Autres | (2,6) | - | 1 732,0 | 1 861,2 | - | - | - |
| **Total** | **145 850,5** | **118 358,9** | **161 160,0** | **224 104,8** | **305 225,3** | **228 726,1** | **248 031,8** |

## Tableau 129 – Stratégie immobilière – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 7 724,3 | 6 519,0 | 6 109,1 | 6 540,7 | 7 203,8 | 7 495,6 | 7 683,0 |
| Cotisations de l'employeur | 1 992,4 | 1 723,2 | 1 639,8 | 1 706,7 | 1 810,5 | 1 899,3 | 1 988,1 |
| Transport et communications | 10,2 | 37,0 | 55,1 | 57,6 | 71,7 | 93,7 | 78,4 |
| Services professionnels | 97,8 | 105,9 | 56,7 | 215,5 | 668,1 | 866,1 | 1 015,5 |
| Services techniques et autres | 180,6 | 73,6 | 183,9 | 254,6 | 342,3 | 146,1 | 373,3 |
| Location, entretien et réparation | 49 681,6 | 47 247,0 | 49 658,6 | 50 642,4 | 51 376,4 | 51 090,8 | 47 710,2 |
| Biens non durables | 784,5 | 0,5 | 9,1 | 22,0 | 20,7 | 24,0 | 16,6 |
| Biens durables | 17,6 | 4,7 | 4,3 | 1,2 | 38,4 | 38,4 | 30,0 |
| Frais de financement | - | - | 201,0 | 1 637,2 | 1 792,9 | 1 792,9 | 2 321,1 |
| Remboursement de la dette à long terme | - | - | 0,1 | 121,9 | - | - | - |
| Contributions à des organismes | - | 6 331,9 | - | - | - | - | - |
| Autres | 293,2 | - | - | - | - | - | - |
| **Total** | **60 782,2** | **62 042,8** | **57 917,7** | **61 199,8** | **63 324,8** | **63 446,9** | **61 216,2** |

## Qualité de vie

### Tableau 130 – Qualité de vie – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Qualité de vie** | | | | | | | |
| Culture | 62 804,5 | 64 495,5 | 68 531,6 | 75 573,2 | 78 471,5 | 73 778,2 | 80 035,1 |
| Diversité et inclusion sociale | 34 268,0 | 42 581,8 | 47 182,6 | 44 250,7 | 68 298,8 | 43 196,9 | 68 741,2 |
| Environnement | 149 070,8 | 173 066,3 | 206 751,3 | 198 315,7 | 214 847,6 | 223 416,7 | 216 652,8 |
| Espace pour la vie | 69 444,6 | 81 227,9 | 82 694,2 | 88 039,0 | 94 539,1 | 90 648,5 | 95 174,2 |
| **Total – Qualité de vie** | **315 587,9** | **361 371,5** | **405 159,7** | **406 178,6** | **456 157,0** | **431 040,3** | **460 603,3** |

### Tableau 131 – Culture – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 13 180,7 | 14 101,5 | 14 870,0 | 15 401,0 | 15 771,6 | 15 394,4 | 16 111,9 |
| Cotisations de l'employeur | 3 314,4 | 3 753,8 | 3 930,3 | 4 194,8 | 4 040,7 | 3 997,0 | 4 271,0 |
| Transport et communications | 139,3 | 334,3 | 235,5 | 271,7 | 393,8 | 336,7 | 327,5 |
| Services professionnels | 3 986,0 | 3 777,0 | 4 213,5 | 1 072,2 | 1 294,5 | 1 235,6 | 1 048,8 |
| Services techniques et autres | 2 941,0 | 3 460,8 | 4 534,8 | 9 391,5 | 8 551,1 | 8 235,3 | 15 068,9 |
| Location, entretien et réparation | 72,7 | 169,7 | 225,5 | 453,4 | 565,5 | 595,7 | 510,5 |
| Biens non durables | 9 277,1 | 7 980,5 | 7 937,2 | 8 227,5 | 9 952,4 | 7 918,1 | 8 149,0 |
| Biens durables | 215,7 | 124,8 | 188,3 | 2 473,0 | 140,3 | 108,3 | 112,2 |
| Contributions à des organismes | 29 677,6 | 30 722,4 | 32 396,6 | 34 090,8 | 37 761,6 | 35 957,1 | 34 435,3 |
| Autres | - | 70,7 | (0,1) | (2,7) | - | - | - |
| **Total** | **62 804,5** | **64 495,5** | **68 531,6** | **75 573,2** | **78 471,5** | **73 778,2** | **80 035,1** |

### Tableau 132 – Diversité et inclusion sociale – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 5 343,1 | 5 999,3 | 6 969,6 | 6 756,4 | 6 838,6 | 7 023,6 | 7 229,5 |
| Cotisations de l'employeur | 1 296,6 | 1 548,2 | 1 760,0 | 1 749,4 | 1 686,6 | 1 732,6 | 1 795,2 |
| Transport et communications | 79,1 | 62,9 | 359,5 | 191,3 | 163,7 | 82,4 | 372,4 |
| Services professionnels | 2 321,5 | 4 285,4 | 6 457,8 | 6 502,2 | 7 552,5 | 2 623,1 | 3 104,8 |
| Services techniques et autres | 535,5 | 449,4 | 1 150,8 | 234,0 | 5 620,7 | 8 102,2 | 8 577,5 |
| Location, entretien et réparation | - | 35,7 | 161,4 | 10,7 | 67,5 | 52,6 | - |
| Biens non durables | 45,1 | 62,6 | 84,3 | 22,6 | 182,5 | 72,7 | 45,9 |
| Biens durables | (0,1) | - | - | 2,7 | 20,0 | 20,0 | - |
| Contributions à des organismes | 24 295,8 | 30 138,3 | 30 243,3 | 28 781,4 | 46 166,7 | 23 487,7 | 47 615,9 |
| Autres | 351,4 | - | (4,1) | - | - | - | - |
| **Total** | **34 268,0** | **42 581,8** | **47 182,6** | **44 250,7** | **68 298,8** | **43 196,9** | **68 741,2** |

## Tableau 133 – Environnement – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 18 393,4 | 19 513,9 | 19 862,2 | 21 372,2 | 23 693,5 | 24 129,8 | 24 500,6 |
| Cotisations de l'employeur | 4 705,0 | 5 383,0 | 5 459,3 | 5 906,0 | 6 209,2 | 6 368,4 | 6 659,0 |
| Transport et communications | 423,3 | 324,2 | 333,0 | 312,4 | 1 949,9 | 3 488,9 | 3 450,0 |
| Services professionnels | 1 264,3 | 393,6 | 580,1 | 399,6 | 897,0 | 809,1 | 681,2 |
| Services techniques et autres | 126 204,5 | 136 644,2 | 169 145,9 | 179 865,7 | 177 308,5 | 186 234,9 | 181 050,9 |
| Location, entretien et réparation | 960,6 | 1 314,6 | 1 425,4 | 1 632,8 | 3 020,9 | 2 988,1 | 1 820,4 |
| Biens non durables | 1 301,7 | 1 291,5 | 1 356,9 | 1 701,2 | 4 567,6 | 4 729,3 | 2 789,0 |
| Biens durables | 5 898,5 | 5 619,0 | 2 997,5 | 4 045,3 | 4 774,1 | 2 235,0 | 2 172,8 |
| Contributions à des organismes | 28,0 | 82,8 | 45,9 | 63,8 | 158,0 | 164,3 | 73,8 |
| Autres | (10 108,5) | 2 499,5 | 5 545,1 | (16 983,3) | (7 731,1) | (7 731,1) | (6 544,9) |
| **Total** | **149 070,8** | **173 066,3** | **206 751,3** | **198 315,7** | **214 847,6** | **223 416,7** | **216 652,8** |

## Tableau 134 – Espace pour la vie – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 26 472,5 | 30 922,5 | 32 371,8 | 33 719,0 | 33 965,0 | 32 178,8 | 33 615,2 |
| Cotisations de l'employeur | 6 758,6 | 8 238,3 | 8 597,2 | 8 929,5 | 9 166,9 | 10 055,7 | 10 643,2 |
| Transport et communications | 1 459,1 | 2 065,2 | 2 019,0 | 2 495,9 | 3 100,5 | 2 201,2 | 2 165,2 |
| Services professionnels | 3 293,2 | 3 409,3 | 2 188,0 | 1 163,4 | 1 427,9 | 1 046,1 | 1 029,1 |
| Services techniques et autres | 9 828,1 | 12 201,7 | 12 830,6 | 16 856,6 | 17 268,0 | 15 675,6 | 16 653,3 |
| Location, entretien et réparation | 238,1 | 241,8 | 261,3 | 271,4 | 394,7 | 177,4 | 182,4 |
| Biens non durables | 3 622,0 | 4 923,6 | 4 643,2 | 4 762,5 | 5 123,8 | 5 574,1 | 5 915,9 |
| Biens durables | 463,9 | 783,1 | 722,6 | 812,0 | 792,8 | 703,6 | 715,1 |
| Frais de financement | 6 530,7 | 6 610,0 | 6 471,5 | 6 231,4 | 8 101,9 | 8 101,9 | 8 107,9 |
| Remboursement de la dette à long terme | 10 435,9 | 11 358,1 | 11 895,6 | 12 116,1 | 14 351,1 | 14 351,1 | 15 538,9 |
| Contributions à des organismes | 457,0 | 517,0 | 621,8 | 702,0 | 846,5 | 583,0 | 608,0 |
| Autres | (114,5) | (42,7) | 71,6 | (20,8) | - | - | - |
| **Total** | **69 444,6** | **81 227,9** | **82 694,2** | **88 039,0** | **94 539,1** | **90 648,5** | **95 174,2** |

## Sécurité urbaine et conformité

### Tableau 135 – Sécurité urbaine et conformité – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Sécurité urbaine et conformité** | | | | | | | |
| Affaires juridiques | 67 101,9 | 68 616,4 | 69 521,1 | 74 882,2 | 78 179,4 | 75 308,5 | 80 123,3 |
| Greffe | 47 359,7 | 30 067,4 | 32 430,8 | 32 095,7 | 54 873,9 | 54 883,1 | 35 545,3 |
| | **114 461,6** | **98 683,8** | **101 951,9** | **106 977,9** | **133 053,3** | **130 191,6** | **115 668,6** |
| **Services de sécurité publique** | | | | | | | |
| Police | 745 917,3 | 805 439,8 | 819 370,7 | 869 021,1 | 884 664,3 | 824 074,3 | 860 286,4 |
| Sécurité incendie | 391 002,4 | 389 421,2 | 408 843,2 | 405 100,9 | 441 445,5 | 408 693,7 | 419 484,3 |
| | **1 136 919,7** | **1 194 861,0** | **1 228 213,9** | **1 274 122,0** | **1 326 109,8** | **1 232 768,0** | **1 279 770,7** |
| **Total – Sécurité urbaine et conformité** | **1 251 381,3** | **1 293 544,8** | **1 330 165,8** | **1 381 099,9** | **1 459 163,1** | **1 362 959,6** | **1 395 439,3** |

### Tableau 136 – Affaires juridiques – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 46 485,7 | 46 083,7 | 47 911,1 | 45 681,0 | 42 371,7 | 42 336,2 | 42 159,6 |
| Cotisations de l'employeur | 10 971,9 | 11 768,4 | 11 739,1 | 11 456,4 | 10 354,1 | 10 341,9 | 10 663,5 |
| Transport et communications | 1 706,5 | 2 186,2 | 1 752,2 | 2 394,4 | 2 840,2 | 1 932,1 | 1 932,1 |
| Services professionnels | 2 275,1 | 2 500,3 | 2 037,0 | 7 899,4 | 15 400,0 | 14 475,9 | 16 405,0 |
| Services techniques et autres | 4 755,5 | 5 222,5 | 5 322,5 | 6 205,5 | 6 385,9 | 5 528,4 | 8 269,1 |
| Location, entretien et réparation | 250,0 | 204,9 | 177,2 | 305,3 | 205,2 | 129,8 | 129,8 |
| Biens non durables | 452,1 | 471,9 | 417,1 | 492,7 | 423,5 | 378,1 | 378,1 |
| Biens durables | 169,4 | 156,1 | 143,1 | 438,5 | 188,8 | 176,1 | 176,1 |
| Contributions à des organismes | 10,0 | 15,0 | 17,7 | 20,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 |
| Autres | 25,7 | 7,4 | 4,1 | (11,0) | - | - | - |
| **Total** | **67 101,9** | **68 616,4** | **69 521,1** | **74 882,2** | **78 179,4** | **75 308,5** | **80 123,3** |

### Tableau 137 – Greffe – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 26 466,0 | 22 068,1 | 24 110,9 | 24 318,6 | 31 120,9 | 31 531,0 | 25 407,2 |
| Cotisations de l'employeur | 6 728,3 | 6 696,0 | 6 804,2 | 6 183,6 | 8 225,7 | 8 326,8 | 7 308,5 |
| Transport et communications | 2 462,5 | 258,3 | 255,7 | 239,6 | 3 002,4 | 3 057,6 | 395,6 |
| Services professionnels | 614,9 | 299,3 | 308,4 | 283,7 | 1 573,1 | 1 060,5 | 698,1 |
| Services techniques et autres | 7 794,0 | 352,7 | 533,2 | 600,3 | 8 491,2 | 8 536,2 | 1 140,9 |
| Location, entretien et réparation | 2 368,1 | 245,8 | 316,4 | 342,1 | 1 689,0 | 1 727,8 | 322,8 |
| Biens non durables | 563,2 | 93,0 | 69,1 | 76,6 | 653,9 | 522,1 | 221,1 |
| Biens durables | 362,7 | 39,2 | 31,5 | 32,0 | 70,7 | 81,1 | 11,1 |
| Contributions à des organismes | - | 5,0 | - | 10,0 | 45,0 | 40,0 | 40,0 |
| Autres | - | 10,0 | 1,4 | 9,2 | 2,0 | - | - |
| **Total** | **47 359,7** | **30 067,4** | **32 430,8** | **32 095,7** | **54 873,9** | **54 883,1** | **35 545,3** |

## Tableau 138 – Police – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 570 820,1 | 614 070,0 | 635 711,6 | 670 593,5 | 680 001,0 | 637 764,9 | 660 707,8 |
| Cotisations de l'employeur | 150 850,7 | 157 701,3 | 150 873,5 | 160 324,4 | 162 994,8 | 150 162,1 | 161 224,6 |
| Transport et communications | 2 704,2 | 3 776,9 | 3 657,7 | 4 115,2 | 3 730,2 | 2 824,0 | 3 105,0 |
| Services professionnels | 1 097,4 | 1 175,0 | 1 055,6 | 999,9 | 1 340,4 | 1 363,3 | 1 431,3 |
| Services techniques et autres | 5 188,6 | 6 837,4 | 8 164,0 | 10 922,9 | 12 947,5 | 9 632,6 | 10 300,5 |
| Location, entretien et réparation | 2 111,5 | 3 370,1 | 2 947,2 | 3 235,7 | 4 120,8 | 3 157,8 | 3 829,4 |
| Biens non durables | 7 612,6 | 9 352,0 | 9 297,0 | 10 961,6 | 10 633,0 | 10 733,3 | 11 181,2 |
| Biens durables | 1 736,1 | 4 317,5 | 2 658,2 | 2 682,3 | 3 065,0 | 2 624,7 | 2 476,0 |
| Contributions à des organismes | 4 769,7 | 4 796,6 | 4 992,4 | 5 175,1 | 5 811,6 | 5 811,6 | 6 030,6 |
| Autres | (973,6) | 43,0 | 13,5 | 10,5 | 20,0 | - | - |
| **Total** | **745 917,3** | **805 439,8** | **819 370,7** | **869 021,1** | **884 664,3** | **824 074,3** | **860 286,4** |

## Tableau 139 – Sécurité incendie – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 282 255,0 | 287 397,7 | 303 877,7 | 301 501,1 | 328 057,0 | 310 418,5 | 318 609,4 |
| Cotisations de l'employeur | 68 226,6 | 75 683,7 | 78 611,8 | 80 706,1 | 81 477,1 | 80 148,8 | 85 861,8 |
| Transport et communications | 676,7 | 790,8 | 817,3 | 721,1 | 1 093,5 | 987,4 | 1 013,1 |
| Services professionnels | 1 267,6 | 2 246,2 | 3 239,3 | 2 745,8 | 5 146,6 | 1 278,7 | 1 279,3 |
| Services techniques et autres | 9 139,6 | 4 711,0 | 6 574,6 | 7 667,5 | 4 560,6 | 3 943,5 | 3 719,5 |
| Location, entretien et réparation | 13 544,5 | 6 860,0 | 4 864,7 | 2 950,1 | 2 112,6 | 992,2 | 991,7 |
| Biens non durables | 6 592,5 | 8 153,6 | 6 472,5 | 3 176,8 | 5 896,9 | 5 063,7 | 5 031,2 |
| Biens durables | 2 122,0 | 3 679,9 | 4 277,7 | 5 577,5 | 12 988,7 | 5 660,9 | 2 778,3 |
| Contributions à des organismes | 43,9 | 39,5 | 30,0 | 54,9 | 112,5 | 200,0 | 200,0 |
| Autres | 7 134,0 | (141,2) | 77,6 | - | - | - | - |
| **Total** | **391 002,4** | **389 421,2** | **408 843,2** | **405 100,9** | **441 445,5** | **408 693,7** | **419 484,3** |

## Services de proximité

### Tableau 140 – Service de proximité – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Services de proximité** | | | | | | | |
| Concertation des arrondissements et expérience citoyenne | 122 735,3 | 141 130,7 | 168 791,3 | 133 098,1 | 206 903,1 | 149 524,8 | 158 771,8 |
| Expérience citoyenne et communications | (18,4) | 206,7 | (540,6) | 639,8 | - | - | - |
| Grands parcs, Mont-Royal et sports | 53 045,8 | 64 715,2 | 69 091,9 | 75 893,2 | 75 654,9 | 45 399,9 | 55 810,1 |
| Matériel roulant et ateliers | 109 937,9 | 135 957,0 | 144 772,4 | 147 538,5 | 153 878,5 | 148 659,1 | 152 170,5 |
| Technologies de l'information | 81 652,9 | 88 266,9 | 99 635,9 | 128 425,0 | 147 935,3 | 132 713,9 | 143 336,2 |
| **Total – Services de proximité** | **367 353,5** | **430 276,5** | **481 750,9** | **485 594,6** | **584 371,8** | **476 297,7** | **510 088,6** |

Note : En date du 13 mai 2024, administrativement, une réorganisation des services centraux s'est traduite par l'abolition du Service de l'expérience citoyenne et des communications dont les activités ont été déplacées vers d'autres services. Pour concilier le réel des exercices antérieurs, l'information est présentée à ce tableau. Cependant, aucun tableau spécifique à cet ancien service n'est présenté par la suite.

### Tableau 141 – Concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 21 342,8 | 22 154,6 | 23 412,9 | 25 892,9 | 26 780,2 | 24 473,1 | 24 106,3 |
| Cotisations de l'employeur | 5 526,9 | 5 885,7 | 6 284,3 | 7 066,3 | 7 164,1 | 6 471,2 | 6 530,5 |
| Transport et communications | 423,7 | 596,1 | 378,9 | 161,7 | 390,9 | 382,0 | 382,0 |
| Services professionnels | 696,7 | 635,3 | 652,2 | 837,3 | 650,1 | 1 234,5 | 548,5 |
| Services techniques et autres | 93 302,3 | 109 825,1 | 136 262,7 | 96 649,5 | 168 262,4 | 115 541,3 | 125 783,8 |
| Location, entretien et réparation | 700,2 | 930,2 | 968,9 | 740,5 | 1 967,3 | 559,3 | 557,3 |
| Biens non durables | 347,0 | 570,1 | 411,4 | 1 349,3 | 1 325,8 | 420,6 | 420,6 |
| Biens durables | 83,6 | 196,6 | 90,3 | 25,1 | 32,1 | 67,8 | 67,8 |
| Contributions à des organismes | 312,1 | 337,0 | 329,6 | 318,9 | 300,2 | 375,0 | 375,0 |
| Autres | - | - | 0,1 | 56,6 | 30,0 | - | - |
| **Total** | **122 735,3** | **141 130,7** | **168 791,3** | **133 098,1** | **206 903,1** | **149 524,8** | **158 771,8** |

### Tableau 142 – Grands parcs, du Mont-Royal et des sports – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 16 433,1 | 18 433,7 | 19 991,5 | 20 784,0 | 19 479,2 | 18 693,1 | 18 966,1 |
| Cotisations de l'employeur | 4 074,0 | 4 808,1 | 5 262,9 | 5 675,4 | 5 177,0 | 4 964,8 | 5 145,1 |
| Transport et communications | 202,0 | 177,6 | 199,4 | 145,9 | 181,6 | 208,8 | 208,8 |
| Services professionnels | 1 798,5 | 2 444,6 | 2 606,0 | 2 634,2 | 3 298,5 | 1 193,3 | 1 011,8 |
| Services techniques et autres | 12 972,3 | 17 052,4 | 21 376,3 | 27 543,2 | 24 959,2 | 8 763,6 | 11 638,2 |
| Location, entretien et réparation | 3 073,2 | 3 611,1 | 4 945,8 | 4 553,7 | 4 856,8 | 4 698,5 | 11 889,4 |
| Biens non durables | 1 560,3 | 3 809,9 | 3 561,5 | 5 337,0 | 5 841,4 | 558,8 | 555,5 |
| Biens durables | 5 068,0 | 5 191,9 | 3 512,1 | 2 459,2 | 3 060,1 | 105,4 | 99,4 |
| Contributions à des organismes | 7 901,8 | 9 121,0 | 7 571,1 | 9 261,0 | 8 676,9 | 6 095,7 | 6 162,2 |
| Autres | (37,4) | 64,9 | 65,3 | (2 500,4) | 124,2 | 117,9 | 133,6 |
| **Total** | **53 045,8** | **64 715,2** | **69 091,9** | **75 893,2** | **75 654,9** | **45 399,9** | **55 810,1** |

## Tableau 143 – Matériel roulant et ateliers – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 34 280,9 | 38 974,8 | 40 600,3 | 42 362,3 | 43 255,3 | 43 422,7 | 44 897,1 |
| Cotisations de l'employeur | 9 629,8 | 11 185,0 | 11 599,0 | 11 700,4 | 11 240,6 | 11 317,3 | 12 098,9 |
| Transport et communications | 86,7 | 136,0 | 126,3 | 91,3 | 147,7 | 23,1 | 107,7 |
| Services professionnels | 31,8 | 24,4 | 32,0 | 53,7 | 54,7 | 51,3 | 51,3 |
| Services techniques et autres | 3 180,7 | 5 015,3 | 4 537,3 | 3 467,5 | 7 263,4 | 5 978,6 | 8 664,6 |
| Location, entretien et réparation | 20 480,3 | 24 739,4 | 28 665,8 | 30 898,8 | 36 528,0 | 33 375,7 | 34 840,5 |
| Biens non durables | 43 581,3 | 57 927,4 | 60 917,0 | 60 649,2 | 58 052,0 | 57 958,5 | 54 988,5 |
| Biens durables | 35,7 | 57,7 | 4,5 | 13,3 | 36,8 | 31,9 | 21,9 |
| Autres | (1 369,3) | (2 103,0) | (1 709,8) | (1 698,0) | (2 700,0) | (3 500,0) | (3 500,0) |
| **Total** | **109 937,9** | **135 957,0** | **144 772,4** | **147 538,5** | **153 878,5** | **148 659,1** | **152 170,5** |

## Tableau 144 – Technologies de l'information – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 37 015,3 | 39 125,5 | 40 609,2 | 50 306,1 | 57 296,0 | 47 472,2 | 49 706,0 |
| Cotisations de l'employeur | 8 406,5 | 9 643,4 | 9 853,1 | 13 622,0 | 14 263,2 | 11 498,4 | 12 242,2 |
| Transport et communications | 8 169,1 | 7 714,2 | 8 556,7 | 8 664,3 | 8 371,9 | 8 371,9 | 8 434,8 |
| Services professionnels | 1 017,1 | 788,3 | 1 108,4 | 3 997,9 | 8 579,8 | 1 235,6 | 1 026,5 |
| Services techniques et autres | 1 497,2 | 28 883,6 | 37 151,8 | 49 920,5 | 57 014,4 | 61 725,8 | 69 516,7 |
| Location, entretien et réparation | 24 875,6 | 902,8 | 794,2 | 941,8 | 900,0 | 900,0 | 900,0 |
| Biens non durables | 150,6 | 140,7 | 153,3 | 73,6 | 45,0 | 45,0 | 45,0 |
| Biens durables | 582,1 | 1 068,4 | 1 429,7 | 1 032,0 | 1 465,0 | 1 465,0 | 1 465,0 |
| Contributions à des organismes | 0,5 | - | 5,0 | 5,0 | - | - | - |
| Autres | (61,1) | - | (25,5) | (138,2) | - | - | - |
| **Total** | **81 652,9** | **88 266,9** | **99 635,9** | **128 425,0** | **147 935,3** | **132 713,9** | **143 336,2** |

## Urbanisme, mobilité et infrastructures

### Tableau 145 – Urbanisme, mobilité et infrastructures – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Urbanisme, mobilité et infrastructures** | | | | | | | |
| Commission des services électriques | 72 935,0 | 69 783,9 | 82 292,6 | 87 050,4 | 95 610,4 | 95 610,4 | 105 361,7 |
| Eau | 289 490,4 | 299 053,6 | 318 958,2 | 347 926,7 | 369 099,8 | 366 037,7 | 409 249,5 |
| Gestion et planification des immeubles | 113 266,1 | 127 112,1 | 136 023,3 | 135 693,0 | 149 489,6 | 140 759,8 | 137 933,8 |
| Infrastructures du réseau routier | 71 992,3 | 31 130,6 | 40 810,0 | 37 787,1 | 40 636,1 | 38 416,6 | 38 880,2 |
| Urbanisme et mobilité | 54 052,3 | 73 314,1 | 76 620,3 | 93 795,0 | 119 396,7 | 100 618,8 | 95 392,7 |
| **Total – Urbanisme, mobilité et infrastructures** | **601 736,1** | **600 394,3** | **654 704,4** | **702 252,2** | **774 232,6** | **741 443,3** | **786 817,9** |

### Tableau 146 – Commission des services électriques – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 6 958,8 | 6 267,4 | 7 309,2 | 8 195,1 | 10 352,9 | 10 352,9 | 11 283,0 |
| Cotisations de l'employeur | 1 519,8 | 1 846,6 | 1 870,1 | 1 882,4 | 2 716,0 | 2 716,0 | 2 783,5 |
| Transport et communications | 190,4 | 213,8 | 220,0 | 199,7 | 258,2 | 258,2 | 259,6 |
| Services professionnels | 413,7 | 366,2 | 550,0 | 225,2 | 1 075,6 | 1 067,8 | 992,7 |
| Services techniques et autres | 2 569,4 | (1 514,9) | 3 999,5 | 3 302,1 | 7 624,0 | 7 606,8 | 8 749,1 |
| Location, entretien et réparation | 1 842,7 | 1 717,5 | 1 964,8 | 1 783,8 | 2 247,8 | 2 247,8 | 2 379,9 |
| Biens non durables | 560,8 | 531,7 | 630,6 | 470,3 | 608,7 | 633,7 | 658,2 |
| Biens durables | 60,5 | 80,9 | 21,9 | 99,1 | 73,0 | 73,0 | 86,0 |
| Frais de financement | 22 938,3 | 20 970,1 | 24 070,4 | 26 892,0 | 27 326,1 | 27 326,1 | 30 778,6 |
| Remboursement de la dette à long terme | 35 648,2 | 38 797,4 | 41 132,1 | 43 760,7 | 41 078,1 | 41 078,1 | 45 391,1 |
| Contributions à des organismes | 232,4 | 507,2 | 524,0 | 240,0 | 2 250,0 | 2 250,0 | 2 000,0 |
| **Total** | **72 935,0** | **69 783,9** | **82 292,6** | **87 050,4** | **95 610,4** | **95 610,4** | **105 361,7** |

### Tableau 147 – Eau – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 68 478,2 | 71 408,6 | 72 403,0 | 76 375,8 | 74 211,4 | 75 718,2 | 81 318,0 |
| Cotisations de l'employeur | 17 847,5 | 19 571,9 | 20 220,6 | 21 420,1 | 19 591,2 | 20 042,2 | 21 915,4 |
| Transport et communications | 718,1 | 570,3 | 485,2 | 506,0 | 955,3 | 780,1 | 816,4 |
| Services professionnels | 7 414,6 | 7 990,9 | 5 560,6 | 6 061,7 | 9 456,5 | 8 275,6 | 11 769,9 |
| Services techniques et autres | 8 987,9 | 10 508,3 | 9 915,0 | 12 445,7 | 15 012,1 | 14 107,9 | 20 369,3 |
| Location, entretien et réparation | 10 693,5 | 10 497,7 | 9 647,4 | 9 100,3 | 11 066,4 | 11 473,3 | 17 378,9 |
| Biens non durables | 58 769,7 | 62 527,5 | 66 654,2 | 72 186,2 | 75 886,3 | 76 625,6 | 77 334,6 |
| Biens durables | 612,6 | 506,8 | 642,2 | 549,9 | 556,2 | 708,7 | 692,0 |
| Frais de financement | 37 287,9 | 38 299,4 | 44 943,8 | 51 546,0 | 55 296,1 | 54 715,2 | 61 488,4 |
| Remboursement de la dette à long terme | 78 708,9 | 77 006,1 | 86 966,9 | 96 517,6 | 103 858,7 | 102 958,9 | 115 119,3 |
| Contributions à des organismes | 115,7 | 479,7 | 1 394,8 | 1 257,7 | 616,5 | 561,3 | 618,3 |
| Autres | (144,2) | (313,6) | 124,5 | (40,3) | 2 593,1 | 70,7 | 429,0 |
| **Total** | **289 490,4** | **299 053,6** | **318 958,2** | **347 926,7** | **369 099,8** | **366 037,7** | **409 249,5** |

## Tableau 148 – Gestion et planification des immeubles – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 44 555,4 | 48 795,8 | 51 345,5 | 52 496,7 | 55 122,3 | 54 492,6 | 53 831,2 |
| Cotisations de l'employeur | 11 813,3 | 13 684,5 | 14 384,6 | 14 756,2 | 14 685,0 | 14 542,5 | 14 701,7 |
| Transport et communications | 405,7 | 451,8 | 459,0 | 420,8 | 1 082,6 | 470,9 | 509,5 |
| Services professionnels | 1 009,0 | 444,3 | 663,8 | 543,7 | 3 677,3 | 1 230,2 | 1 299,7 |
| Services techniques et autres | 7 700,5 | 8 208,1 | 8 319,7 | 9 148,4 | 9 755,1 | 8 692,6 | 8 191,4 |
| Location, entretien et réparation | 22 183,0 | 28 219,2 | 29 445,0 | 31 111,1 | 33 066,3 | 34 047,7 | 31 084,8 |
| Biens non durables | 25 907,0 | 27 241,2 | 27 254,1 | 26 691,3 | 29 951,9 | 27 240,7 | 28 309,9 |
| Biens durables | 34,2 | 67,2 | 50,4 | 44,8 | 2 207,8 | 42,6 | 5,6 |
| Autres | (342,0) | - | 4 101,2 | 480,0 | (58,7) | - | - |
| **Total** | **113 266,1** | **127 112,1** | **136 023,3** | **135 693,0** | **149 489,6** | **140 759,8** | **137 933,8** |

## Tableau 149 – Infrastructures du réseau routier – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 52 851,1 | 19 935,6 | 18 895,9 | 21 353,8 | 21 933,6 | 21 518,6 | 21 129,7 |
| Cotisations de l'employeur | 6 208,9 | 4 875,5 | 4 844,3 | 6 313,0 | 5 594,0 | 5 511,9 | 5 565,7 |
| Transport et communications | 387,3 | 284,9 | 257,1 | 252,6 | 447,0 | 489,1 | 325,4 |
| Services professionnels | 450,2 | 1 031,5 | 957,2 | 1 354,2 | 2 141,3 | 1 480,5 | 1 437,2 |
| Services techniques et autres | 749,9 | 720,0 | 3 618,7 | 1 391,5 | 2 542,4 | 1 086,2 | 1 341,9 |
| Location, entretien et réparation | 7 971,4 | 857,0 | 8 414,8 | 6 767,3 | 7 459,6 | 7 858,8 | 8 695,4 |
| Biens non durables | 3 148,0 | 3 253,0 | 3 745,0 | 209,0 | 370,5 | 349,5 | 264,3 |
| Biens durables | 150,5 | 88,1 | 35,4 | 64,9 | 69,5 | 50,2 | 69,2 |
| Contributions à des organismes | 75,0 | 85,0 | 38,3 | 81,8 | 78,2 | 71,8 | 51,4 |
| Autres | - | - | 3,3 | (1,0) | - | - | - |
| **Total** | **71 992,3** | **31 130,6** | **40 810,0** | **37 787,1** | **40 636,1** | **38 416,6** | **38 880,2** |

## Tableau 150 – Urbanisme et de la mobilité – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 24 967,4 | 26 388,6 | 26 037,4 | 30 030,0 | 34 772,9 | 34 399,7 | 35 036,2 |
| Cotisations de l'employeur | 6 007,0 | 6 781,5 | 6 764,2 | 7 985,3 | 8 606,6 | 8 518,1 | 8 871,1 |
| Transport et communications | 453,0 | 330,8 | 260,1 | 573,1 | 588,6 | 15,0 | 58,7 |
| Services professionnels | 9 489,9 | 8 682,8 | 7 402,3 | 11 122,8 | 23 280,9 | 10 217,9 | 5 425,5 |
| Services techniques et autres | 3 389,8 | 3 095,6 | 29 928,0 | 36 134,7 | 40 875,2 | 39 993,9 | 41 224,3 |
| Location, entretien et réparation | 1 397,3 | 8 330,6 | 2 526,8 | 2 607,3 | 2 650,9 | 2 644,1 | 2 645,6 |
| Biens non durables | (1 026,1) | 405,8 | 520,1 | 410,8 | 3 949,5 | 1 324,2 | 360,3 |
| Biens durables | 19,7 | 145,9 | 247,5 | 2 050,3 | 103,2 | - | - |
| Contributions à des organismes | 9 347,1 | 19 152,5 | 2 933,9 | 2 880,7 | 4 568,9 | 3 505,9 | 1 771,0 |
| Autres | 7,2 | - | - | - | - | - | - |
| **Total** | **54 052,3** | **73 314,1** | **76 620,3** | **93 795,0** | **119 396,7** | **100 618,8** | **95 392,7** |

## Arrondissements

### Tableau 151 – Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 31 671,6 | 33 136,5 | 34 998,2 | 34 989,7 | 35 280,5 | 34 970,9 | 36 082,2 |
| Cotisations de l'employeur | 8 276,5 | 9 127,7 | 9 675,0 | 9 681,5 | 9 534,8 | 9 413,9 | 9 899,0 |
| Transport et communications | 283,6 | 226,3 | 259,1 | 232,8 | 400,2 | 378,3 | 396,8 |
| Services professionnels | 397,3 | 483,7 | 383,9 | 506,7 | 532,1 | 312,9 | 313,6 |
| Services techniques et autres | 4 263,8 | 4 168,1 | 5 469,0 | 4 230,3 | 7 152,0 | 4 033,8 | 4 124,5 |
| Location, entretien et réparation | 5 789,8 | 6 153,4 | 7 786,8 | 7 590,7 | 8 409,1 | 7 415,2 | 7 431,4 |
| Biens non durables | 4 063,1 | 3 868,2 | 4 038,0 | 4 501,5 | 4 672,8 | 5 006,9 | 5 169,0 |
| Biens durables | 363,4 | 242,5 | 338,3 | 363,9 | 592,6 | 274,1 | 274,1 |
| Contributions à des organismes | 1 788,4 | 1 833,7 | 2 500,9 | 2 178,2 | 2 440,8 | 1 609,3 | 1 636,1 |
| Autres | 2 851,7 | 3 072,3 | 3 240,3 | 3 977,3 | 3 603,8 | 3 600,8 | 3 745,2 |
| **Total** | **59 749,2** | **62 312,4** | **68 689,5** | **68 252,6** | **72 618,7** | **67 016,1** | **69 071,9** |

### Tableau 152 – Arrondissement d'Anjou – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 14 747,2 | 16 109,4 | 16 652,7 | 16 930,9 | 17 690,7 | 17 688,7 | 18 036,0 |
| Cotisations de l'employeur | 3 804,9 | 4 365,2 | 4 523,4 | 4 601,3 | 4 661,1 | 4 661,1 | 4 836,5 |
| Transport et communications | 238,9 | 250,3 | 274,9 | 214,0 | 316,3 | 270,6 | 292,7 |
| Services professionnels | 253,6 | 166,5 | 224,0 | 116,0 | 250,9 | 228,0 | 211,2 |
| Services techniques et autres | 1 951,4 | 2 202,9 | 2 499,4 | 2 659,4 | 3 943,5 | 4 376,0 | 3 513,6 |
| Location, entretien et réparation | 2 591,1 | 2 682,1 | 2 786,7 | 2 887,3 | 2 864,3 | 1 686,9 | 2 847,9 |
| Biens non durables | 2 279,7 | 2 608,5 | 2 625,4 | 2 626,4 | 2 857,7 | 2 867,1 | 2 995,3 |
| Biens durables | 202,0 | 771,8 | 164,0 | 135,4 | 166,9 | 47,7 | 49,9 |
| Frais de financement | 42,1 | 33,2 | 23,8 | 13,8 | 3,2 | 13,9 | 13,9 |
| Remboursement de la dette à long terme | 140,9 | 149,7 | 159,2 | 169,2 | 179,9 | 169,2 | 169,2 |
| Contributions à des organismes | 281,4 | 226,8 | 264,2 | 146,2 | 152,3 | 160,0 | 151,3 |
| Autres | (84,6) | 1 067,8 | 5,1 | (2,3) | 603,8 | 1 115,5 | 1 103,1 |
| **Total** | **26 448,6** | **30 634,2** | **30 202,8** | **30 497,6** | **33 690,6** | **33 284,7** | **34 220,6** |

### Tableau 153 – Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 34 346,3 | 37 893,3 | 39 803,9 | 42 289,0 | 42 666,4 | 41 990,3 | 42 969,3 |
| Cotisations de l'employeur | 8 974,3 | 10 205,1 | 10 982,2 | 11 519,2 | 11 283,0 | 11 233,4 | 11 756,7 |
| Transport et communications | 303,3 | 363,8 | 294,0 | 296,9 | 428,9 | 433,7 | 451,0 |
| Services professionnels | 559,7 | 655,7 | 725,2 | 882,3 | 864,3 | 783,1 | 792,0 |
| Services techniques et autres | 4 413,3 | 5 119,4 | 5 535,3 | 5 133,7 | 5 049,3 | 6 021,6 | 5 099,8 |
| Location, entretien et réparation | 5 660,1 | 5 668,1 | 4 272,9 | 5 515,1 | 6 355,1 | 5 911,4 | 6 819,3 |
| Biens non durables | 3 979,6 | 4 611,1 | 4 714,6 | 4 886,6 | 5 385,0 | 5 619,7 | 5 793,3 |
| Biens durables | 606,2 | 498,8 | 552,5 | 519,2 | 872,0 | 396,0 | 401,1 |
| Frais de financement | - | - | 730,5 | 111,9 | - | - | - |
| Remboursement de la dette à long terme | - | - | 1 132,6 | 362,0 | - | - | - |
| Contributions à des organismes | 3 810,9 | 4 151,1 | 3 996,0 | 5 321,7 | 6 905,5 | 4 593,3 | 5 939,6 |
| Autres | 1 908,1 | 3 291,9 | 2 772,4 | 3 092,6 | 2 837,0 | 2 734,2 | 2 770,1 |
| **Total** | **64 561,8** | **72 458,3** | **75 512,1** | **79 930,2** | **82 646,5** | **79 716,7** | **82 792,2** |

## Tableau 154 – Arrondissement de Lachine – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 16 611,5 | 17 920,2 | 18 742,9 | 20 607,1 | 20 862,5 | 19 430,8 | 20 099,3 |
| Cotisations de l'employeur | 4 257,7 | 4 927,2 | 5 063,3 | 5 445,7 | 5 549,4 | 5 247,7 | 5 527,7 |
| Transport et communications | 251,7 | 223,6 | 237,8 | 201,1 | 259,3 | 264,2 | 264,2 |
| Services professionnels | 182,8 | 271,7 | 145,7 | 152,5 | 376,1 | 168,8 | 168,8 |
| Services techniques et autres | 2 084,1 | 2 139,5 | 2 427,1 | 2 092,6 | 3 263,7 | 2 292,5 | 2 417,7 |
| Location, entretien et réparation | 1 555,2 | 1 537,9 | 2 101,7 | 1 699,2 | 2 189,1 | 1 674,4 | 1 796,3 |
| Biens non durables | 2 627,6 | 2 954,7 | 2 920,0 | 2 563,9 | 2 521,6 | 3 178,4 | 3 178,8 |
| Biens durables | 201,3 | 179,5 | 100,7 | 175,4 | 165,6 | 103,1 | 103,1 |
| Contributions à des organismes | 1 113,8 | 906,7 | 1 030,9 | 1 155,5 | 1 392,6 | 882,2 | 882,2 |
| Autres | 82,9 | 43,6 | 54,7 | 15,8 | 48,2 | 718,3 | 761,2 |
| **Total** | **28 968,6** | **31 104,6** | **32 824,8** | **34 108,8** | **36 628,1** | **33 960,4** | **35 199,3** |

## Tableau 155 – Arrondissement de LaSalle – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 20 570,8 | 21 559,6 | 22 108,2 | 22 826,2 | 23 802,2 | 24 049,8 | 24 844,8 |
| Cotisations de l'employeur | 5 297,3 | 5 889,6 | 6 031,8 | 6 066,8 | 6 243,4 | 6 326,9 | 6 663,2 |
| Transport et communications | 529,3 | 576,1 | 538,5 | 440,6 | 639,4 | 619,1 | 606,4 |
| Services professionnels | 515,3 | 465,8 | 492,6 | 837,6 | 825,6 | 521,0 | 448,9 |
| Services techniques et autres | 3 978,6 | 4 722,0 | 5 307,4 | 4 494,0 | 5 607,0 | 5 085,9 | 5 639,7 |
| Location, entretien et réparation | 2 442,9 | 3 173,4 | 2 827,8 | 3 073,1 | 3 420,1 | 3 433,5 | 3 569,7 |
| Biens non durables | 3 388,4 | 3 564,8 | 3 536,0 | 3 591,7 | 3 510,2 | 3 723,2 | 3 900,2 |
| Biens durables | 338,9 | 588,9 | 293,5 | 242,9 | 191,2 | 626,4 | 389,2 |
| Contributions à des organismes | 1 030,1 | 948,4 | 1 206,4 | 2 365,7 | 1 673,5 | 920,8 | 1 005,9 |
| Autres | (193,8) | 136,5 | 23,5 | 79,9 | 402,7 | 2 156,1 | 2 008,3 |
| **Total** | **37 897,8** | **41 625,1** | **42 365,7** | **44 018,5** | **46 315,3** | **47 462,7** | **49 076,3** |

## Tableau 156 – Arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 6 953,5 | 7 480,2 | 7 567,4 | 8 781,9 | 9 080,2 | 8 271,2 | 8 783,1 |
| Cotisations de l'employeur | 1 834,4 | 2 059,8 | 2 162,9 | 2 402,0 | 2 442,0 | 2 242,9 | 2 402,4 |
| Transport et communications | 157,5 | 175,4 | 169,7 | 172,1 | 185,7 | 180,9 | 141,3 |
| Services professionnels | 86,5 | 206,6 | 99,4 | 86,4 | 48,0 | 78,0 | 114,3 |
| Services techniques et autres | 526,4 | 584,2 | 668,6 | 630,5 | 677,6 | 650,5 | 673,2 |
| Location, entretien et réparation | 1 302,9 | 1 287,3 | 1 268,0 | 1 483,0 | 1 638,6 | 1 446,0 | 1 491,9 |
| Biens non durables | 896,3 | 766,2 | 908,9 | 976,6 | 1 169,9 | 934,2 | 955,4 |
| Biens durables | 186,7 | 37,6 | 4,3 | 0,2 | (35,3) | 3,9 | 0,1 |
| Contributions à des organismes | 126,4 | 131,1 | 117,3 | 71,7 | 100,4 | 102,2 | 19,1 |
| Autres | 37,0 | 42,1 | 6,4 | 39,5 | 59,7 | 109,7 | 50,0 |
| **Total** | **12 107,6** | **12 770,5** | **12 972,9** | **14 643,9** | **15 366,8** | **14 019,5** | **14 630,8** |

## Tableau 157 – Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 37 359,5 | 40 532,6 | 42 696,7 | 45 710,4 | 47 097,8 | 45 943,9 | 46 885,6 |
| Cotisations de l'employeur | 9 761,7 | 11 070,5 | 11 826,3 | 12 477,2 | 12 418,4 | 12 201,4 | 12 703,6 |
| Transport et communications | 295,7 | 204,0 | 250,5 | 329,9 | 561,1 | 324,9 | 311,0 |
| Services professionnels | 539,5 | 369,4 | 364,6 | 679,4 | 704,0 | 98,6 | 114,6 |
| Services techniques et autres | 4 985,8 | 5 056,5 | 6 477,1 | 7 080,0 | 9 686,4 | 8 190,0 | 7 736,0 |
| Location, entretien et réparation | 5 541,2 | 5 465,6 | 5 876,0 | 6 825,2 | 6 792,0 | 6 562,9 | 6 467,4 |
| Biens non durables | 4 532,9 | 4 566,1 | 4 648,0 | 5 143,5 | 5 789,7 | 5 521,3 | 5 529,0 |
| Biens durables | 521,9 | 735,9 | 563,1 | 576,5 | 610,9 | 270,4 | 243,3 |
| Contributions à des organismes | 3 343,8 | 2 961,7 | 3 313,5 | 3 164,9 | 3 312,2 | 2 498,7 | 2 351,5 |
| Autres | (352,8) | (1 457,6) | (668,6) | (147,1) | (985,0) | (581,3) | (697,9) |
| **Total** | **66 529,2** | **69 504,7** | **75 347,2** | **81 839,9** | **85 987,5** | **81 030,8** | **81 644,1** |

## Tableau 158 – Arrondissement de Montréal-Nord – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 25 297,7 | 27 466,1 | 27 376,6 | 28 986,7 | 29 494,9 | 29 464,2 | 30 271,7 |
| Cotisations de l'employeur | 6 580,0 | 7 483,8 | 7 498,4 | 7 833,0 | 8 002,2 | 7 931,2 | 8 272,1 |
| Transport et communications | 317,7 | 285,6 | 258,7 | 255,8 | 264,4 | 354,3 | 439,2 |
| Services professionnels | 275,0 | 311,9 | 300,3 | 288,4 | 473,6 | 439,2 | 404,1 |
| Services techniques et autres | 1 812,5 | 2 193,3 | 2 174,7 | 2 679,3 | 3 824,0 | 2 867,0 | 3 302,1 |
| Location, entretien et réparation | 1 385,5 | 1 341,4 | 1 267,9 | 1 345,6 | 2 295,6 | 1 450,5 | 1 444,5 |
| Biens non durables | 3 116,4 | 3 332,0 | 3 024,3 | 3 323,0 | 3 568,6 | 3 416,1 | 3 448,4 |
| Biens durables | 253,7 | 167,9 | 114,2 | 189,1 | 220,4 | 151,1 | 156,1 |
| Contributions à des organismes | 1 995,7 | 1 949,6 | 2 204,3 | 1 927,2 | 2 381,5 | 1 604,7 | 1 605,6 |
| Autres | 27,1 | 73,2 | 16,5 | 23,5 | 45,0 | 45,0 | 45,0 |
| **Total** | **41 061,3** | **44 604,8** | **44 235,9** | **46 851,6** | **50 570,2** | **47 723,3** | **49 388,8** |

## Tableau 159 – Arrondissement d'Outremont – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 7 934,5 | 8 727,3 | 9 173,8 | 9 974,9 | 10 015,9 | 9 320,6 | 9 532,3 |
| Cotisations de l'employeur | 1 991,6 | 2 316,5 | 2 544,9 | 2 673,2 | 2 639,2 | 2 528,2 | 2 641,7 |
| Transport et communications | 148,5 | 185,1 | 141,5 | 89,2 | 230,0 | 219,3 | 219,3 |
| Services professionnels | 222,7 | 254,3 | 685,8 | 815,7 | 647,8 | 379,1 | 389,1 |
| Services techniques et autres | 1 872,5 | 1 691,1 | 1 543,1 | 1 660,3 | 1 857,9 | 2 078,1 | 2 192,9 |
| Location, entretien et réparation | 777,8 | 1 225,2 | 921,9 | 2 172,5 | 4 236,9 | 1 563,1 | 1 616,3 |
| Biens non durables | 1 519,3 | 1 333,1 | 1 280,7 | 1 344,8 | 1 724,4 | 1 475,5 | 1 478,6 |
| Biens durables | - | - | - | 85,0 | 55,5 | - | - |
| Contributions à des organismes | 339,3 | 636,5 | 743,0 | 798,1 | 912,9 | 373,0 | 378,0 |
| Autres | 489,5 | 497,9 | 351,0 | 408,0 | 425,2 | 425,2 | 426,2 |
| **Total** | **15 295,7** | **16 867,0** | **17 385,7** | **20 021,7** | **22 745,7** | **18 362,1** | **18 874,4** |

## Tableau 160 – Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 19 162,1 | 20 369,4 | 20 327,7 | 22 216,2 | 23 063,8 | 23 080,0 | 23 785,3 |
| Cotisations de l'employeur | 5 007,8 | 5 556,7 | 5 797,1 | 6 003,9 | 6 134,2 | 6 146,1 | 6 450,8 |
| Transport et communications | 249,0 | 234,1 | 285,1 | 239,2 | 302,3 | 324,9 | 326,9 |
| Services professionnels | 153,9 | 270,2 | 203,3 | 134,7 | 546,3 | 313,3 | 245,1 |
| Services techniques et autres | 1 437,7 | 1 939,0 | 1 358,8 | 2 027,2 | 2 552,3 | 1 483,6 | 1 992,9 |
| Location, entretien et réparation | 2 797,4 | 2 830,9 | 2 919,8 | 3 234,1 | 3 705,8 | 3 089,1 | 3 205,7 |
| Biens non durables | 2 716,2 | 3 063,9 | 2 954,7 | 2 958,4 | 3 072,7 | 3 193,5 | 3 206,6 |
| Biens durables | 109,7 | 343,8 | 208,4 | 277,7 | 378,9 | 50,1 | 53,1 |
| Contributions à des organismes | 314,8 | 403,8 | 709,6 | 637,0 | 691,9 | 441,0 | 323,0 |
| Autres | 36,3 | 186,0 | 105,6 | 484,9 | 344,9 | 409,4 | 408,5 |
| **Total** | **31 984,9** | **35 197,8** | **34 870,1** | **38 213,3** | **40 793,1** | **38 531,0** | **39 997,9** |

## Tableau 161 – Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 30 103,1 | 33 903,7 | 34 319,3 | 35 717,2 | 36 852,1 | 36 121,6 | 38 020,3 |
| Cotisations de l'employeur | 7 814,9 | 9 133,8 | 9 572,7 | 9 603,9 | 9 931,4 | 9 669,7 | 10 369,0 |
| Transport et communications | 192,6 | 175,8 | 252,7 | 187,9 | 222,5 | 258,5 | 209,6 |
| Services professionnels | 249,4 | 506,5 | 654,0 | 652,2 | 1 163,9 | 1 421,2 | 1 487,3 |
| Services techniques et autres | 3 063,9 | 3 412,0 | 3 512,6 | 3 103,7 | 5 453,8 | 3 114,9 | 3 854,3 |
| Location, entretien et réparation | 4 405,3 | 3 821,2 | 3 909,5 | 4 697,8 | 4 455,9 | 4 789,4 | 4 874,3 |
| Biens non durables | 2 921,3 | 3 232,6 | 3 227,4 | 3 422,3 | 3 541,8 | 3 525,7 | 3 535,6 |
| Biens durables | 681,2 | 345,3 | 449,6 | 419,4 | 1 065,9 | 207,5 | 277,1 |
| Contributions à des organismes | 1 948,1 | 1 239,9 | 1 495,6 | 2 437,2 | 3 367,7 | 1 355,8 | 1 355,8 |
| Autres | 2 775,5 | 3 348,6 | 2 911,8 | 2 175,8 | 3 139,6 | 3 044,6 | 3 245,5 |
| **Total** | **54 155,3** | **59 119,4** | **60 305,2** | **62 417,4** | **69 194,6** | **63 508,9** | **67 228,8** |

## Tableau 162 – Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 31 283,6 | 34 214,5 | 35 122,3 | 36 485,4 | 37 356,4 | 35 899,8 | 37 303,8 |
| Cotisations de l'employeur | 8 111,9 | 9 264,9 | 9 618,3 | 9 905,0 | 10 195,4 | 9 675,0 | 10 259,1 |
| Transport et communications | 483,5 | 346,8 | 348,8 | 304,8 | 455,7 | 443,7 | 444,4 |
| Services professionnels | 1 177,4 | 1 178,8 | 1 210,9 | 1 234,5 | 1 388,0 | 1 543,2 | 1 670,6 |
| Services techniques et autres | 2 842,2 | 4 093,7 | 4 063,4 | 4 233,3 | 4 348,6 | 4 250,7 | 4 455,2 |
| Location, entretien et réparation | 5 785,4 | 5 969,9 | 6 691,4 | 6 798,4 | 7 607,1 | 6 933,9 | 7 572,0 |
| Biens non durables | 4 490,8 | 4 715,3 | 4 971,3 | 4 842,0 | 5 309,7 | 5 712,0 | 5 681,9 |
| Biens durables | 903,1 | 416,3 | 582,9 | 756,3 | 650,3 | 225,3 | 222,8 |
| Contributions à des organismes | 2 260,0 | 2 273,6 | 2 714,2 | 2 690,4 | 3 175,3 | 2 165,5 | 2 202,2 |
| Autres | 2 495,8 | 2 469,8 | 2 755,6 | 3 183,2 | 2 954,7 | 2 954,1 | 3 021,2 |
| **Total** | **59 833,7** | **64 943,6** | **68 079,1** | **70 433,3** | **73 441,2** | **69 803,2** | **72 833,2** |

## Tableau 163 – Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 50 695,3 | 54 415,2 | 56 242,6 | 60 955,9 | 62 041,4 | 55 436,0 | 57 706,3 |
| Cotisations de l'employeur | 13 052,3 | 14 768,8 | 15 345,1 | 16 161,0 | 15 986,9 | 14 869,2 | 15 728,6 |
| Transport et communications | 385,0 | 474,6 | 527,2 | 303,9 | 445,0 | 422,5 | 413,0 |
| Services professionnels | 1 066,5 | 828,1 | 920,8 | 1 102,8 | 1 209,7 | 644,3 | 469,0 |
| Services techniques et autres | 4 365,5 | 3 816,3 | 4 104,2 | 4 513,1 | 6 648,0 | 4 007,7 | 4 931,9 |
| Location, entretien et réparation | 4 253,6 | 5 811,1 | 6 252,4 | 6 253,9 | 6 518,7 | 5 898,4 | 6 031,0 |
| Biens non durables | 4 974,0 | 5 014,7 | 5 698,6 | 6 813,5 | 8 664,6 | 9 759,3 | 9 896,7 |
| Biens durables | 1 042,1 | 2 565,6 | 2 321,3 | 1 905,1 | 1 835,0 | 2 946,9 | 4 512,0 |
| Contributions à des organismes | 1 991,7 | 2 132,7 | 2 438,0 | 2 769,9 | 2 846,8 | 1 567,3 | 1 543,6 |
| Autres | (17 340,8) | (18 342,9) | (19 374,2) | (20 299,4) | (22 244,3) | (21 894,9) | (22 604,9) |
| **Total** | **64 485,2** | **71 484,2** | **74 476,0** | **80 479,7** | **83 951,8** | **73 656,7** | **78 627,2** |

## Tableau 164 – Arrondissement de Saint-Laurent – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 36 553,5 | 39 945,2 | 41 782,9 | 43 132,5 | 44 911,1 | 44 530,8 | 45 955,8 |
| Cotisations de l'employeur | 9 332,5 | 10 786,0 | 11 455,7 | 11 651,2 | 12 276,4 | 12 163,0 | 12 817,6 |
| Transport et communications | 528,6 | 592,5 | 601,2 | 651,0 | 935,7 | 783,0 | 778,0 |
| Services professionnels | 411,2 | 223,4 | 455,7 | 2 173,8 | 1 599,6 | 1 248,9 | 1 266,9 |
| Services techniques et autres | 5 739,9 | 5 881,9 | 5 899,2 | 6 571,1 | 7 835,1 | 7 406,1 | 7 824,9 |
| Location, entretien et réparation | 4 397,7 | 4 831,2 | 5 473,4 | 4 831,5 | 6 179,4 | 5 668,2 | 5 981,9 |
| Biens non durables | 5 610,8 | 5 914,6 | 6 442,0 | 6 600,1 | 8 285,0 | 9 500,9 | 9 252,8 |
| Biens durables | 249,6 | 384,1 | 234,4 | 182,6 | 212,4 | 205,7 | 205,7 |
| Contributions à des organismes | 2 421,7 | 2 408,1 | 2 619,9 | 1 606,2 | 1 595,4 | 1 060,3 | 1 071,3 |
| Autres | (73,0) | 178,2 | 184,3 | (204,2) | 164,3 | 160,7 | 160,7 |
| **Total** | **65 172,5** | **71 145,2** | **75 148,7** | **77 195,8** | **83 994,4** | **82 727,6** | **85 315,6** |

## Tableau 165 – Arrondissement de Saint-Léonard – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 17 794,9 | 19 664,4 | 19 778,4 | 20 163,1 | 20 995,0 | 21 109,7 | 21 691,0 |
| Cotisations de l'employeur | 4 616,6 | 5 272,7 | 5 356,9 | 5 410,9 | 5 573,9 | 5 655,2 | 5 905,4 |
| Transport et communications | 340,4 | 334,0 | 305,1 | 276,7 | 320,9 | 325,5 | 326,2 |
| Services professionnels | 277,2 | 366,9 | 190,1 | 222,6 | 220,9 | 284,1 | 356,0 |
| Services techniques et autres | 5 414,4 | 6 366,1 | 6 737,5 | 7 357,2 | 8 273,2 | 7 724,5 | 9 216,0 |
| Location, entretien et réparation | 2 818,6 | 2 737,2 | 2 729,1 | 1 846,8 | 2 550,7 | 2 420,9 | 2 203,4 |
| Biens non durables | 2 745,9 | 3 178,2 | 3 191,2 | 3 289,9 | 3 731,8 | 3 380,8 | 3 693,1 |
| Biens durables | 258,6 | 194,0 | 196,3 | 350,8 | 287,2 | 121,8 | 119,6 |
| Frais de financement | 208,5 | 157,8 | 104,2 | 66,1 | 34,8 | 34,8 | 5,0 |
| Remboursement de la dette à long terme | 730,9 | 781,6 | 737,9 | 484,0 | 515,6 | 515,6 | 270,3 |
| Contributions à des organismes | 528,7 | 797,1 | 778,1 | 979,9 | 1 293,6 | 283,8 | 281,7 |
| Autres | (308,1) | 75,3 | (273,7) | (102,6) | 118,1 | 117,9 | 121,0 |
| **Total** | **35 426,6** | **39 925,3** | **39 831,1** | **40 345,4** | **43 915,7** | **41 974,6** | **44 188,7** |

## Tableau 166 – Arrondissement Le Sud-Ouest – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 31 289,2 | 34 181,5 | 36 157,5 | 35 817,1 | 36 204,1 | 35 951,9 | 36 960,6 |
| Cotisations de l'employeur | 8 087,9 | 9 320,9 | 9 901,3 | 9 889,0 | 9 949,1 | 9 606,0 | 10 059,1 |
| Transport et communications | 253,5 | 332,5 | 332,1 | 352,0 | 445,5 | 441,2 | 437,5 |
| Services professionnels | 454,7 | 597,4 | 486,3 | 348,9 | 456,6 | 505,0 | 510,7 |
| Services techniques et autres | 2 617,6 | 2 890,0 | 3 541,3 | 2 808,0 | 4 013,0 | 3 539,5 | 4 110,4 |
| Location, entretien et réparation | 4 593,2 | 4 824,1 | 4 793,5 | 5 124,2 | 5 486,7 | 6 230,9 | 6 887,4 |
| Biens non durables | 3 728,6 | 4 125,5 | 4 485,6 | 4 351,6 | 4 827,9 | 5 367,7 | 5 455,8 |
| Biens durables | 234,0 | 101,1 | 146,0 | 245,9 | 141,2 | 76,7 | 76,7 |
| Contributions à des organismes | 2 720,5 | 2 625,9 | 2 857,8 | 3 062,4 | 3 341,9 | 2 239,5 | 2 324,5 |
| Autres | 1 038,4 | 1 773,8 | 1 782,8 | 2 010,4 | 2 492,6 | 2 515,9 | 2 691,6 |
| **Total** | **55 017,6** | **60 772,7** | **64 484,2** | **64 009,5** | **67 358,6** | **66 474,3** | **69 514,3** |

## Tableau 167 – Arrondissement de Verdun – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 22 275,2 | 22 855,6 | 24 050,8 | 24 944,1 | 24 781,9 | 24 486,1 | 25 646,4 |
| Cotisations de l'employeur | 5 836,9 | 6 313,4 | 6 591,3 | 6 834,0 | 6 704,6 | 6 682,5 | 7 044,6 |
| Transport et communications | 289,3 | 267,3 | 351,7 | 318,9 | 351,4 | 435,3 | 384,5 |
| Services professionnels | 375,3 | 221,8 | 455,1 | 328,0 | 541,9 | 581,4 | 412,7 |
| Services techniques et autres | 1 821,2 | 1 715,0 | 2 346,3 | 2 543,4 | 3 731,1 | 2 868,9 | 3 007,9 |
| Location, entretien et réparation | 1 827,9 | 2 054,3 | 2 079,1 | 2 313,7 | 1 843,4 | 1 927,3 | 1 855,1 |
| Biens non durables | 3 957,1 | 3 424,7 | 3 641,7 | 3 359,3 | 3 616,1 | 3 743,9 | 3 796,7 |
| Biens durables | 488,7 | 172,9 | 88,4 | 30,5 | 84,0 | 164,0 | 158,6 |
| Contributions à des organismes | 896,2 | 645,7 | 849,7 | 934,6 | 1 005,3 | 612,6 | 608,0 |
| Autres | (616,6) | (93,2) | 68,0 | 346,6 | 1,9 | 0,5 | 500,5 |
| **Total** | **37 151,2** | **37 577,5** | **40 522,1** | **41 953,1** | **42 661,6** | **41 502,5** | **43 415,0** |

## Tableau 168 – Arrondissement de Ville-Marie – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 43 770,9 | 47 745,4 | 50 812,1 | 54 151,0 | 56 799,2 | 53 026,0 | 54 812,6 |
| Cotisations de l'employeur | 11 462,3 | 13 005,3 | 13 845,6 | 14 484,2 | 15 031,8 | 13 891,3 | 14 670,5 |
| Transport et communications | 343,5 | 444,1 | 555,9 | 450,3 | 482,7 | 583,6 | 540,1 |
| Services professionnels | 1 270,1 | 1 044,5 | 1 373,2 | 1 669,2 | 2 594,9 | 1 567,8 | 1 195,6 |
| Services techniques et autres | 11 323,9 | 13 425,2 | 14 995,9 | 16 863,0 | 21 460,8 | 14 256,0 | 16 957,8 |
| Location, entretien et réparation | 6 629,4 | 7 689,0 | 8 208,1 | 8 572,5 | 10 171,1 | 8 079,4 | 10 589,8 |
| Biens non durables | 6 641,7 | 6 740,4 | 7 230,1 | 6 753,7 | 6 676,4 | 6 223,2 | 7 118,2 |
| Biens durables | 1 057,8 | 2 367,8 | 784,3 | 1 511,4 | 1 519,1 | 370,5 | 498,6 |
| Frais de financement | - | 982,0 | 1 188,0 | 1 187,7 | - | 1 100,0 | - |
| Remboursement de la dette à long terme | - | 193,0 | 0,8 | 11,3 | - | 371,0 | - |
| Contributions à des organismes | 6 189,9 | 6 016,3 | 6 423,4 | 6 765,1 | 8 535,5 | 4 401,7 | 5 076,2 |
| Autres | 4 052,1 | 3 264,6 | 3 356,6 | 3 558,3 | 5 063,8 | 6 741,2 | 6 040,6 |
| **Total** | **92 741,6** | **102 917,6** | **108 774,0** | **115 977,7** | **128 335,3** | **110 611,7** | **117 500,0** |

## Tableau 169 – Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 31 293,1 | 33 727,5 | 34 373,2 | 35 540,1 | 36 102,0 | 35 050,3 | 36 264,7 |
| Cotisations de l'employeur | 8 205,6 | 9 214,4 | 9 738,9 | 9 843,0 | 9 840,6 | 9 357,4 | 9 862,9 |
| Transport et communications | 177,2 | 207,3 | 198,4 | 231,2 | 253,3 | 446,7 | 446,7 |
| Services professionnels | 1 129,5 | 970,3 | 1 119,3 | 1 290,1 | 1 530,9 | 1 399,2 | 1 399,2 |
| Services techniques et autres | 2 131,7 | 2 855,3 | 3 054,2 | 3 564,9 | 4 757,0 | 3 394,3 | 4 855,7 |
| Location, entretien et réparation | 5 359,7 | 5 243,2 | 6 174,9 | 6 205,8 | 6 323,7 | 6 586,5 | 6 464,9 |
| Biens non durables | 4 387,6 | 4 818,5 | 4 866,2 | 4 973,2 | 5 010,4 | 5 340,7 | 5 609,6 |
| Biens durables | 293,9 | 512,7 | 382,4 | 396,4 | 700,4 | 150,7 | 150,7 |
| Contributions à des organismes | 2 244,1 | 2 744,1 | 2 972,6 | 3 415,2 | 3 462,1 | 2 242,5 | 2 243,3 |
| Autres | 2 370,5 | 2 553,4 | 2 758,5 | 3 038,8 | 3 041,5 | 3 047,0 | 3 222,3 |
| **Total** | **57 592,9** | **62 846,7** | **65 638,6** | **68 498,7** | **71 021,9** | **67 015,3** | **70 520,0** |

# Annexe 2 – Portrait des arrondissements

Les 19 arrondissements de Montréal présentent leur budget respectif fournissant des services de proximité à la population et pour répondre aux besoins d'investissement locaux.

Ils consacrent une part importante de leur budget à la prestation de services au quotidien, comme le maintien de la propreté, les collectes de déchets ou encore le déneigement. Ils appuient également le développement économique local et soutiennent les organismes locaux dans l'offre d'activités culturelles, sportives, de loisir et de développement social. En 2026, 1 124 M$ seront alloués aux budgets de fonctionnement des arrondissements.

En matière d'investissement, les actions sont diversifiées : modernisation et mise aux normes des installations culturelles et sportives, réaménagement de parcs locaux, réfection des rues et des trottoirs, apaisement de la circulation et développement des modes de transport actifs. De 2026 à 2035, le PDI des arrondissements s'élève à 1 606,2 M$ et celui du conseil municipal destiné aux arrondissements est de 3 391,6 M$.

### Tableau 170 – Portrait des arrondissements

| Arrondissement | Population (habitants) | Superficie | Unifamiliale : valeur moyenne ajustée | Condominium : valeur moyenne ajustée | Budget de fonctionnement 2026 (en millions) | PDI 2026-2035 (en millions) | Effectifs années-personnes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ahuntsic-Cartierville | 147 290 | 24,2 km$^2$ | 832 977 $ | 390 537 $ | 69,1 | 93,9 | 452,8 |
| Anjou | 46 688 | 13,7 km$^2$ | 606 136 $ | 355 957 $ | 34,2 | 62,5 | 223,9 |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 191 349 | 21,4 km$^2$ | 1 170 274 $ | 551 253 $ | 82,8 | 90,0 | 574,5 |
| Lachine | 51 397 | 17,7 km$^2$ | 652 773 $ | 420 894 $ | 35,2 | 44,5 | 254,8 |
| LaSalle | 94 487 | 16,3 km$^2$ | 666 613 $ | 440 168 $ | 49,1 | 62,1 | 296,9 |
| Le Plateau-Mont-Royal | 115 597 | 8,1 km$^2$ | 1 131 470 $ | 556 407 $ | 67,2 | 68,9 | 474,4 |
| Le Sud-Ouest | 95 988 | 15,7 km$^2$ | 779 270 $ | 524 373 $ | 69,5 | 80,3 | 452,4 |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 20 442 | 23,6 km$^2$ | 719 082 $ | 330 811 $ | 14,6 | 33,0 | 122,4 |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 154 036 | 25,4 km$^2$ | 570 798 $ | 382 742 $ | 81,6 | 112,0 | 607,1 |
| Montréal-Nord | 94 899 | 11,1 km$^2$ | 476 676 $ | 330 780 $ | 49,4 | 61,6 | 377,3 |
| Outremont | 28 462 | 3,9 km$^2$ | 2 177 723 $ | 830 018 $ | 18,9 | 30,5 | 129,3 |
| Pierrefonds–Roxboro | 76 066 | 27,1 km$^2$ | 624 349 $ | 363 255 $ | 40,0 | 71,0 | 287,7 |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 117 175 | 42,3 km$^2$ | 505 048 $ | 310 188 $ | 72,8 | 143,2 | 462,6 |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 155 023 | 15,9 km$^2$ | 855 142 $ | 510 963 $ | 78,6 | 106,1 | 721,1 |
| Saint-Laurent | 114 188 | 42,8 km$^2$ | 918 882 $ | 481 250 $ | 85,3 | 165,5 | 593,6 |
| Saint-Léonard | 85 366 | 13,5 km$^2$ | 758 069 $ | 412 866 $ | 44,2 | 79,1 | 250,8 |
| Verdun | 77 655 | 9,7 km$^2$ | 1 125 415 $ | 622 996 $ | 43,4 | 49,5 | 326,8 |
| Ville-Marie | 124 878 | 16,5 km$^2$ | 1 508 038 $ | 578 019 $ | 117,5 | 154,6 | 639,0 |
| Villeray–St-Michel–Parc-Extension | 157 761 | 16,5 km$^2$ | 644 321 $ | 454 765 $ | 70,5 | 97,8 | 455,5 |

1 La population provient du dernier décret de population du MAMH.

2 Les valeurs moyennes sont les valeurs imposables et compensables à 100 % ajustées du rôle d'évaluation foncière 2026-2027-2028.

# Annexe 3 – Détail du PDI par services et arrondissements

## Détail des projets et des programmes par services centraux

### Tableau 171 – Approvisionnement

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projets** | | | | | | | | | | |
| 09001 | Chantier d'amélioration du réseau logistique et de la gestion des stocks - Suite du projet P9000 | M | 605,0 | - | - | - | - | 605,0 | - | 605,0 |
| | | A | 575,0 | - | - | - | - | 575,0 | - | 575,0 |
| **Total des projets** | | | **1 180,0** | **-** | **-** | **-** | **-** | **1 180,0** | **-** | **1 180,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **605,0** | **-** | **-** | **-** | **-** | **605,0** | **-** | **605,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **575,0** | **-** | **-** | **-** | **-** | **575,0** | **-** | **575,0** |
| **Total des investissements** | | | **1 180,0** | **-** | **-** | **-** | **-** | **1 180,0** | **-** | **1 180,0** |

### Tableau 172 – Commission des services électriques de Montréal

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 69097 | Programme de construction et de modification de conduits souterrains | M | 139 322,0 | 135 425,0 | 102 545,0 | 60 501,0 | 45 801,0 | 483 594,0 | 201 192,0 | 684 786,0 |
| 69900 | Conversion - Enfouissement des fils | M | 1 800,0 | - | - | - | - | 1 800,0 | - | 1 800,0 |
| 69903 | Enfouissement des réseaux câblés sur 7,8 km | M | 5 956,0 | - | - | - | - | 5 956,0 | - | 5 956,0 |
| **Total des programmes** | | | **147 078,0** | **135 425,0** | **102 545,0** | **60 501,0** | **45 801,0** | **491 350,0** | **201 192,0** | **692 542,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **147 078,0** | **135 425,0** | **102 545,0** | **60 501,0** | **45 801,0** | **491 350,0** | **201 192,0** | **692 542,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **147 078,0** | **135 425,0** | **102 545,0** | **60 501,0** | **45 801,0** | **491 350,0** | **201 192,0** | **692 542,0** |

### Tableau 173 – Concertation des arrondissements et l'expérience citoyenne

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 76002 | Programme d'aménagement et réaménagement des lieux d'élimination de neige et des sites pour la gestion de l'excavation des sols | M | 3 240,0 | 4 157,0 | 5 837,0 | 6 004,0 | 5 734,0 | 24 972,0 | 28 670,0 | 53 642,0 |
| 76012 | Programme pour la réalisation de projets issus du budget participatif | M | 11 087,0 | 3 913,0 | 5 000,0 | 10 000,0 | 15 000,0 | 45 000,0 | 18 750,0 | 63 750,0 |
| **Total des programmes** | | | **14 327,0** | **8 070,0** | **10 837,0** | **16 004,0** | **20 734,0** | **69 972,0** | **47 420,0** | **117 392,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **14 327,0** | **8 070,0** | **10 837,0** | **16 004,0** | **20 734,0** | **69 972,0** | **47 420,0** | **117 392,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **14 327,0** | **8 070,0** | **10 837,0** | **16 004,0** | **20 734,0** | **69 972,0** | **47 420,0** | **117 392,0** |

## Tableau 174 – Culture

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 36170 | Pointe-à-Callière - Renouvellement des expositions | M | 1 300,0 | 1 300,0 | 1 100,0 | 1 100,0 | 1 100,0 | 5 900,0 | 5 500,0 | 11 400,0 |
| 36180 | Renouvellement et mise aux normes d'expositions permanentes, équipements spécialisés | M | 1 397,0 | 593,0 | 2 237,0 | 769,0 | 1 121,0 | 6 117,0 | 5 613,0 | 11 730,0 |
| 36206 | Installation de nouvelles oeuvres d'art public dans le cadre de projets d'immobilisations | M | 277,0 | 340,0 | 365,0 | 375,0 | 375,0 | 1 732,0 | 1 875,0 | 3 607,0 |
| | | A | - | 15,0 | 10,0 | - | - | 25,0 | - | 25,0 |
| 36615 | Aménagement des bibliothèques pour accueillir la technologie RFID - Programme RAC | M | 2 363,0 | 749,0 | 6 613,0 | 2 043,0 | 2 227,0 | 13 995,0 | 53 372,0 | 67 367,0 |
| 38120 | Acquisition et valorisation d'équipements culturels | M | 3 178,0 | 10 000,0 | 13 293,0 | 12 423,0 | 20 000,0 | 58 894,0 | 122 959,0 | 181 853,0 |
| 38160 | Programme de mise à niveau des Maisons de la culture | M | 621,0 | 2 993,0 | 4 551,0 | 2 667,0 | 1 923,0 | 12 755,0 | 7 172,0 | 19 927,0 |
| 39601 | Restauration d'oeuvres d'art public dans le cadre de projets d'immobilisations | M | 198,0 | 636,0 | 645,0 | 510,0 | 530,0 | 2 519,0 | 2 621,0 | 5 140,0 |
| | | A | 450,0 | - | 70,0 | - | - | 520,0 | - | 520,0 |
| **Total des programmes** | | | **9 784,0** | **16 626,0** | **28 884,0** | **19 887,0** | **27 276,0** | **102 457,0** | **199 112,0** | **301 569,0** |
| **Projets** | | | | | | | | | | |
| 35010 | Quartier des spectacles - Projets complémentaires | M | 250,0 | 250,0 | 250,0 | 150,0 | 150,0 | 1 050,0 | 1 200,0 | 2 250,0 |
| 35014 | Quartier des spectacles - Réaménagement du secteur Place des Arts - Bonification de l'esplanade Tranquille | M | 400,0 | 2 250,0 | 1 325,0 | - | - | 3 975,0 | 4 500,0 | 8 475,0 |
| 35018 | Quartier des spectacles - Espaces logistiques | M | 2 250,0 | 500,0 | - | - | - | 2 750,0 | 6 750,0 | 9 500,0 |
| 35022 | Quartier des spectacles - Maintien des actifs | M | 400,0 | 350,0 | 750,0 | 1 000,0 | 350,0 | 2 850,0 | 3 250,0 | 6 100,0 |
| 36177 | Requalification de la Caserne 1 | M | - | - | 500,0 | 2 000,0 | 4 500,0 | 7 000,0 | 3 000,0 | 10 000,0 |
| 36610 | Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques | M | 37 618,0 | 34 815,0 | 38 614,0 | 38 740,0 | 32 809,0 | 182 596,0 | 158 393,0 | 340 989,0 |
| 36630 | Contribution BANQ | A | 12 528,0 | 2 000,0 | 2 000,0 | - | - | 16 528,0 | - | 16 528,0 |
| **Total des projets** | | | **53 446,0** | **40 165,0** | **43 439,0** | **41 890,0** | **37 809,0** | **216 749,0** | **177 093,0** | **393 842,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **50 252,0** | **54 776,0** | **70 243,0** | **61 777,0** | **65 085,0** | **302 133,0** | **376 205,0** | **678 338,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **12 978,0** | **2 015,0** | **2 080,0** | - | - | **17 073,0** | - | **17 073,0** |
| **Total des investissements** | | | **63 230,0** | **56 791,0** | **72 323,0** | **61 777,0** | **65 085,0** | **319 206,0** | **376 205,0** | **695 411,0** |

## Tableau 175 – Direction générale

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 31500 | Provisions - Programmes/projets d'immobilisations | M | 99 228,0 | - | - | - | - | 99 228,0 | - | 99 228,0 |
| | | A | 53 430,0 | - | - | - | - | 53 430,0 | - | 53 430,0 |
| **Total des programmes** | | | **152 658,0** | **-** | **-** | **-** | **-** | **152 658,0** | **-** | **152 658,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **99 228,0** | **-** | **-** | **-** | **-** | **99 228,0** | **-** | **99 228,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **53 430,0** | **-** | **-** | **-** | **-** | **53 430,0** | **-** | **53 430,0** |
| **Total des investissements** | | | **152 658,0** | **-** | **-** | **-** | **-** | **152 658,0** | **-** | **152 658,0** |

## Tableau 176 – Diversité et inclusion sociale

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 38398 | Programme d'aménagement urbain inclusif (PAUI) | M | 3 275,0 | 4 000,0 | 6 000,0 | 6 448,0 | 6 010,0 | 25 733,0 | 30 790,0 | 56 523,0 |
| **Total des programmes** | | | **3 275,0** | **4 000,0** | **6 000,0** | **6 448,0** | **6 010,0** | **25 733,0** | 30 790,0 | 56 523,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **3 275,0** | **4 000,0** | **6 000,0** | **6 448,0** | **6 010,0** | **25 733,0** | **30 790,0** | **56 523,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **3 275,0** | **4 000,0** | **6 000,0** | **6 448,0** | **6 010,0** | **25 733,0** | **30 790,0** | **56 523,0** |

## Tableau 177 – Eau

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 18100 | Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts | M | 184 042,0 | 195 745,0 | 218 338,0 | 224 505,0 | 227 909,0 | 1 050 539,0 | 1 055 941,0 | 2 106 480,0 |
| 18300 | Infrastructures vertes multifonctionnelles et résilience aux changements climatiques | M | 10 914,0 | 7 500,0 | 15 000,0 | 16 452,0 | 15 000,0 | 64 866,0 | 75 000,0 | 139 866,0 |
| 50011 | Systèmes de mesure et de régulation de pression | A | 1 341,0 | 1 477,0 | 1 780,0 | 3 438,0 | 3 055,0 | 11 091,0 | 16 415,0 | 27 506,0 |
| 53010 | Réseau primaire d'égouts | A | 26 118,0 | 39 417,0 | 38 459,0 | 39 937,0 | 43 179,0 | 187 110,0 | 222 489,0 | 409 599,0 |
| 56088 | Réseau primaire d'aqueduc | A | 58 450,0 | 46 000,0 | 54 004,0 | 72 787,0 | 69 987,0 | 301 228,0 | 314 927,0 | 616 155,0 |
| 56527 | Plan directeur de drainage | A | 51 240,0 | 67 040,0 | 64 511,0 | 114 821,0 | 66 761,0 | 364 373,0 | 471 788,0 | 836 161,0 |
| 56529 | Station d'épuration | A | 49 440,0 | 45 586,0 | 40 025,0 | 53 299,0 | 43 981,0 | 232 331,0 | 152 395,0 | 384 726,0 |
| 58026 | Usines de traitement de l'eau potable | A | 38 076,0 | 33 841,0 | 40 192,0 | 48 370,0 | 40 900,0 | 201 379,0 | 204 000,0 | 405 379,0 |
| 58027 | Réhabilitation réservoirs et stations de pompage d'eau potable | A | 8 606,0 | 21 431,0 | 22 289,0 | 19 523,0 | 22 426,0 | 94 275,0 | 91 285,0 | 185 560,0 |
| **Total des programmes** | | | **428 227,0** | **458 037,0** | **494 598,0** | **593 132,0** | **533 198,0** | **2 507 192,0** | **2 604 240,0** | **5 111 432,0** |
| **Projets** | | | | | | | | | | |
| 56032 | Chambres de compteurs d'agglomération | A | 27,0 | 1 346,0 | - | - | - | 1 373,0 | - | 1 373,0 |
| 56038 | Aqueduc de l'ouest | A | 15 034,0 | 1 936,0 | - | - | - | 16 970,0 | - | 16 970,0 |
| 56530 | Désinfection de l'effluent | A | 169 080,0 | 141 196,0 | 110 152,0 | 56 995,0 | 21 568,0 | 498 991,0 | 9 791,0 | 508 782,0 |
| 56540 | Usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB) | A | 4 488,0 | 9 567,0 | 129 162,0 | 230 280,0 | 237 305,0 | 610 802,0 | 630 077,0 | 1 240 879,0 |
| 56800 | Optimisation des réseaux | A | 3 405,0 | 1 170,0 | 830,0 | 248,0 | - | 5 653,0 | - | 5 653,0 |
| 58083 | Modernisation du réservoir McTavish | A | 20 411,0 | 32 398,0 | 57 995,0 | 53 443,0 | 28 546,0 | 192 793,0 | 138 666,0 | 331 459,0 |
| 58500 | Reconstruction des collecteurs et de la chambre d'interconnexion 1 à l'usine Atwater | A | 1 500,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 25 000,0 | 44 608,0 | 77 108,0 | 69 609,0 | 146 717,0 |
| **Total des projets** | | | **213 945,0** | **190 613,0** | **301 139,0** | **365 966,0** | **332 027,0** | **1 403 690,0** | **848 143,0** | **2 251 833,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **194 956,0** | **203 245,0** | **233 338,0** | **240 957,0** | **242 909,0** | **1 115 405,0** | **1 130 941,0** | **2 246 346,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **447 216,0** | **445 405,0** | **562 399,0** | **718 141,0** | **622 316,0** | **2 795 477,0** | **2 321 442,0** | **5 116 919,0** |
| **Total des investissements** | | | **642 172,0** | **648 650,0** | **795 737,0** | **959 098,0** | **865 225,0** | **3 910 882,0** | **3 452 383,0** | **7 363 265,0** |

## Tableau 178 – Environnement

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 50013 | Acquisition, construction et rénovation des stations de qualité de l'air | A | 100,0 | 50,0 | 50,0 | 50,0 | 50,0 | 300,0 | 250,0 | 550,0 |
| 50031 | Acquisition et installation d'équipements d'échantillonnage et de mesures environnementales | A | 685,0 | 645,0 | 670,0 | 670,0 | 695,0 | 3 365,0 | 3 625,0 | 6 990,0 |
| 52100 | Protection du parc immobilier | A | 234,0 | 961,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 4 195,0 | 5 666,0 | 9 861,0 |
| 55555 | Mise aux normes, protection et réfection des écocentres | A | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 500,0 | 500,0 | 1 000,0 |
| 55605 | Outils de collecte des matières résiduelles (renouvellement) | M | 990,0 | 1 224,0 | 1 379,0 | 1 469,0 | 1 496,0 | 6 558,0 | 8 003,0 | 14 561,0 |
| **Total des programmes** | | | **2 109,0** | **2 980,0** | **3 199,0** | **3 289,0** | **3 341,0** | **14 918,0** | **18 044,0** | **32 962,0** |
| **Projets** | | | | | | | | | | |
| 50010 | Centre de compostage - Saint-Laurent | A | 76,0 | 100,0 | 178,0 | 52,0 | 231,0 | 637,0 | - | 637,0 |
| 50030 | Outils de collecte hors foyer (déploiement) | M | 683,0 | 1 300,0 | 1 300,0 | 1 305,0 | 1 317,0 | 5 905,0 | 836,0 | 6 741,0 |
| 50035 | Agrandissement du bâtiment adm. du CESM/Relocalisation des unités du service de l'ENV du 827 Crémazie | A | - | - | 807,0 | 3 083,0 | 3 347,0 | 7 237,0 | 335,0 | 7 572,0 |
| 51212 | Centre de biométhanisation - LaSalle | A | 287,0 | 150,0 | - | - | - | 437,0 | - | 437,0 |
| 51313 | Centre de biométhanisation - Montréal-Est | A | 4 597,0 | 261,0 | 103,0 | 191,0 | 52,0 | 5 204,0 | 93,0 | 5 297,0 |
| 51515 | Conception et construction d'écocentres | A | - | 2 519,0 | 7 314,0 | 964,0 | 13 714,0 | 24 511,0 | 22 745,0 | 47 256,0 |
| 52500 | Outils de collecte des matières résiduelles (optimisation des collectes d'ordures) | M | 1 690,0 | 2 791,0 | 3 150,0 | 2 400,0 | - | 10 031,0 | - | 10 031,0 |
| **Total des projets** | | | **7 333,0** | **7 121,0** | **12 852,0** | **7 995,0** | **18 661,0** | **53 962,0** | **24 009,0** | **77 971,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **3 363,0** | **5 315,0** | **5 829,0** | **5 174,0** | **2 813,0** | **22 494,0** | **8 839,0** | **31 333,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **6 079,0** | **4 786,0** | **10 222,0** | **6 110,0** | **19 189,0** | **46 386,0** | **33 214,0** | **79 600,0** |
| **Total des investissements** | | | **9 442,0** | **10 101,0** | **16 051,0** | **11 284,0** | **22 002,0** | **68 880,0** | **42 053,0** | **110 933,0** |

## Tableau 179 – Espace pour la vie

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 37011 | Espace pour la vie - Programme commun de maintien d'actifs | M | 8 637,0 | 17 600,0 | 43 000,0 | 28 000,0 | 12 450,0 | 109 687,0 | 78 978,0 | 188 665,0 |
| 37013 | Espace pour la vie - Biosphère | A | 10 500,0 | 500,0 | 500,0 | 500,0 | 500,0 | 12 500,0 | 12 000,0 | 24 500,0 |
| **Total des programmes** | | | **19 137,0** | **18 100,0** | **43 500,0** | **28 500,0** | **12 950,0** | **122 187,0** | **90 978,0** | **213 165,0** |
| **Projets** | | | | | | | | | | |
| 37014 | Construction des nouvelles serres d'exposition du Jardin botanique | M | 349,0 | 88,0 | 3 453,0 | 7 193,0 | 30 930,0 | 42 013,0 | 107 932,0 | 149 945,0 |
| 37015 | Construction des serres de production du Jardin botanique | M | 100,0 | 3 000,0 | 15 000,0 | 30 000,0 | 35 000,0 | 83 100,0 | 56 700,0 | 139 800,0 |
| **Total des projets** | | | **449,0** | **3 088,0** | **18 453,0** | **37 193,0** | **65 930,0** | **125 113,0** | **164 632,0** | **289 745,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **9 086,0** | **20 688,0** | **61 453,0** | **65 193,0** | **78 380,0** | **234 800,0** | **243 610,0** | **478 410,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **10 500,0** | **500,0** | **500,0** | **500,0** | **500,0** | **12 500,0** | **12 000,0** | **24 500,0** |
| **Total des investissements** | | | **19 586,0** | **21 188,0** | **61 953,0** | **65 693,0** | **78 880,0** | **247 300,0** | **255 610,0** | **502 910,0** |

## Tableau 180 – Gestion et planification des immeubles

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 30910 | Programme d'optimisation des espaces administratifs | M | 3 321,0 | 3 514,0 | 2 834,0 | 818,0 | 1 287,0 | 11 774,0 | 7 066,0 | 18 840,0 |
| | | A | 3 571,0 | 4 565,0 | 3 434,0 | 819,0 | 1 288,0 | 13 677,0 | 7 070,0 | 20 747,0 |
| 38009 | Programme de protection des bâtiments culturels | M | 4 499,0 | 12 483,0 | 14 545,0 | 2 115,0 | - | 33 642,0 | 18 592,0 | 52 234,0 |
| | | A | 500,0 | 1 387,0 | 1 616,0 | 236,0 | - | 3 739,0 | 2 065,0 | 5 804,0 |
| 42200 | Programme de protection des bâtiments à vocation communautaire | M | 705,0 | 5 830,0 | 8 161,0 | 6 331,0 | 6 564,0 | 27 591,0 | 42 590,0 | 70 181,0 |
| 42211 | Programme de protection des bâtiments dans les grands parcs | M | 148,0 | 1 091,0 | 9 644,0 | 6 331,0 | 4 858,0 | 22 072,0 | 25 148,0 | 47 220,0 |
| | | A | 99,0 | 728,0 | 6 430,0 | 4 221,0 | 3 239,0 | 14 717,0 | 16 765,0 | 31 482,0 |
| 42290 | Programme de protection du complexe sportif Claude-Robillard | M | 29 625,0 | 6 770,0 | 1 566,0 | 14 639,0 | 15 429,0 | 68 029,0 | - | 68 029,0 |
| 42306 | Programme de protection des bâtiments sportifs | M | 687,0 | 140,0 | 2 344,0 | 1 034,0 | - | 4 205,0 | - | 4 205,0 |
| 64021 | Programme de protection des bâtiments du SPVM | A | 19 174,0 | 1 836,0 | 12 598,0 | 6 672,0 | 11 133,0 | 51 413,0 | 85 385,0 | 136 798,0 |
| 64023 | Programme de protection des bâtiments du SIM | A | 17 163,0 | 9 904,0 | 12 318,0 | 28 998,0 | 21 344,0 | 89 727,0 | 212 804,0 | 302 531,0 |
| 66030 | Programme de protection de bâtiments administratifs et commerciaux | M | - | 463,0 | 7 205,0 | 12 237,0 | 10 302,0 | 30 207,0 | 60 650,0 | 90 857,0 |
| | | A | - | 52,0 | 801,0 | 1 359,0 | 1 145,0 | 3 357,0 | 6 739,0 | 10 096,0 |
| 66032 | Programme de protection des bâtiments vacants | M | 146,0 | - | - | 301,0 | 1 909,0 | 2 356,0 | 7 442,0 | 9 798,0 |
| 66033 | Programme de protection des bâtiments de compétence locale | M | 2 140,0 | 2 580,0 | 8 002,0 | 10 723,0 | 15 900,0 | 39 345,0 | 40 412,0 | 79 757,0 |
| 66050 | Programme de mise aux normes des systèmes | M | - | 264,0 | 258,0 | 258,0 | 260,0 | 1 040,0 | 1 301,0 | 2 341,0 |
| | | A | - | 265,0 | 259,0 | 259,0 | 261,0 | 1 044,0 | 1 303,0 | 2 347,0 |
| 66130 | Programme d'accessibilité universelle | M | 354,0 | - | 3 103,0 | 3 103,0 | 3 129,0 | 9 689,0 | 15 621,0 | 25 310,0 |
| 66169 | Programme de transition écologique pour le parc immobilier | M | 3 121,0 | 7 138,0 | 7 656,0 | 21 411,0 | 26 740,0 | 66 066,0 | 71 151,0 | 137 217,0 |
| | | A | 1 337,0 | 3 060,0 | 3 282,0 | 9 176,0 | 11 461,0 | 28 316,0 | 30 493,0 | 58 809,0 |
| 66190 | Programme des cours de services | M | 3 373,0 | 22 043,0 | 33 716,0 | 16 093,0 | 7 290,0 | 82 515,0 | 57 003,0 | 139 518,0 |
| 66460 | Programme de protection des bâtiments industriels | M | 6 354,0 | 1 973,0 | 9 275,0 | 5 006,0 | 1 173,0 | 23 781,0 | 8 294,0 | 32 075,0 |
| | | A | 2 723,0 | 846,0 | 3 975,0 | 2 145,0 | 503,0 | 10 192,0 | 3 556,0 | 13 748,0 |
| 68097 | Programme de mise à niveau des postes de carburants | A | - | - | 1 416,0 | - | - | 1 416,0 | - | 1 416,0 |
| **Total des programmes** | | | **99 040,0** | **86 932,0** | **154 438,0** | **154 285,0** | **145 215,0** | **639 910,0** | **721 450,0** | **1 361 360,0** |
| **Projets** | | | | | | | | | | |
| 64028 | Projet de relocalisation du centre d'appel 911 | A | 23 928,0 | 18 703,0 | 18 303,0 | 19 463,0 | 7 839,0 | 88 236,0 | - | 88 236,0 |
| 66670 | Rénovation du bâtiment de la cour municipale | M | 55,0 | 322,0 | 571,0 | 796,0 | 125,0 | 1 869,0 | 67,0 | 1 936,0 |
| | | A | 498,0 | 2 897,0 | 5 141,0 | 7 166,0 | 1 125,0 | 16 827,0 | 604,0 | 17 431,0 |
| **Total des projets** | | | **24 481,0** | **21 922,0** | **24 015,0** | **27 425,0** | **9 089,0** | **106 932,0** | **671,0** | **107 603,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **54 528,0** | **64 611,0** | **108 880,0** | **101 196,0** | **94 966,0** | **424 181,0** | **355 337,0** | **779 518,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **68 993,0** | **44 243,0** | **69 573,0** | **80 514,0** | **59 338,0** | **322 661,0** | **366 784,0** | **689 445,0** |
| **Total des investissements** | | | **123 521,0** | **108 854,0** | **178 453,0** | **181 710,0** | **154 304,0** | **746 842,0** | **722 121,0** | **1 468 963,0** |

## Tableau 181 – Grands parcs, Mont-Royal et sports

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 32300 | Programme d'acquisition des milieux naturels | M | - | 1 000,0 | 1 200,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 8 200,0 | 33 120,0 | 41 320,0 |
| | | A | 1 000,0 | 2 000,0 | 11 800,0 | 14 000,0 | 27 000,0 | 55 800,0 | 101 691,0 | 157 491,0 |
| 32301 | Programme d'acquisitions en zones inondables | M | 250,0 | 4 000,0 | 4 000,0 | 5 000,0 | 5 000,0 | 18 250,0 | 54 750,0 | 73 000,0 |
| 32311 | Développement et aménagement du Grand parc de l'Ouest | A | 3 000,0 | 5 520,0 | 15 000,0 | 20 480,0 | 9 000,0 | 53 000,0 | 17 571,0 | 70 571,0 |
| 34250 | Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal | A | 14 487,0 | 16 031,0 | 14 616,0 | 6 501,0 | 8 700,0 | 60 335,0 | 36 185,0 | 96 520,0 |
| 34251 | Programme de réhabilitation du parc Jeanne Mance | A | 7 580,0 | 216,0 | 425,0 | 1 855,0 | 4 129,0 | 14 205,0 | 8 425,0 | 22 630,0 |
| 34316 | Programme de réhabilitation du parc Angrignon | M | 125,0 | 125,0 | 2 125,0 | 6 425,0 | 5 500,0 | 14 300,0 | 35 350,0 | 49 650,0 |
| 34317 | Programme de réhabilitation du parc Jarry | M | 3 798,0 | 7 000,0 | 24 000,0 | 13 711,0 | 8 389,0 | 56 898,0 | 14 144,0 | 71 042,0 |
| 34318 | Programme de réhabilitation du parc Maisonneuve | M | 375,0 | 800,0 | 11 731,0 | 2 600,0 | 3 741,0 | 19 247,0 | 20 117,0 | 39 364,0 |
| 34330 | Programme de réhabilitation des berges | M | 1 587,0 | 1 083,0 | 14 777,0 | 19 166,0 | 24 952,0 | 61 565,0 | 42 529,0 | 104 094,0 |
| | | A | 4 686,0 | 11 116,0 | 2 760,0 | 4 958,0 | 223,0 | 23 743,0 | 557,0 | 24 300,0 |
| 34333 | Programme de réhabilitation des parcs-nature | A | 5 295,0 | 4 169,0 | 8 596,0 | 5 570,0 | 5 256,0 | 28 886,0 | 17 137,0 | 46 023,0 |
| 34335 | Programme de réhabilitation des espaces riverains | M | 1 344,0 | 3 000,0 | 7 000,0 | 6 715,0 | 5 634,0 | 23 693,0 | 29 140,0 | 52 833,0 |
| 34375 | Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux | M | 10 880,0 | 8 000,0 | 10 000,0 | 8 100,0 | 2 425,0 | 39 405,0 | - | 39 405,0 |
| 34700 | Plan de la forêt urbaine | M | 14 012,0 | 14 435,0 | 17 928,0 | 23 644,0 | 17 852,0 | 87 871,0 | 131 921,0 | 219 792,0 |
| | | A | 4 030,0 | 4 130,0 | 3 780,0 | 3 035,0 | 3 169,0 | 18 144,0 | 15 922,0 | 34 066,0 |
| 34800 | Programme de réhabilitation du parc La Fontaine | M | 1 372,0 | 6 318,0 | 14 195,0 | 14 296,0 | 9 675,0 | 45 856,0 | 12 490,0 | 58 346,0 |
| 36700 | Programme du Réseau des corridors verts | A | 120,0 | 120,0 | 4 000,0 | 4 080,0 | 4 386,0 | 12 706,0 | 34 832,0 | 47 538,0 |
| 38330 | Programme pour la mise aux normes des équipements sportifs à vocation supralocale | M | 8 269,0 | - | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 11 269,0 | 6 500,0 | 17 769,0 |
| 38340 | Programme de construction - Équipements aquatiques sportifs | M | 4 129,0 | 1 141,0 | 1 907,0 | 8 458,0 | 12 574,0 | 28 209,0 | 185 473,0 | 213 682,0 |
| 38360 | Programme des arénas | M | 22 130,0 | 3 374,0 | - | - | - | 25 504,0 | - | 25 504,0 |
| 38375 | Programme des installations sportives extérieures (PISE) | M | 4 120,0 | - | 6 500,0 | 7 000,0 | 12 000,0 | 29 620,0 | 73 204,0 | 102 824,0 |
| 38380 | Programme de mise aux normes - Équipements aquatiques | M | 20 944,0 | 25 000,0 | 20 683,0 | 23 087,0 | 19 000,0 | 108 714,0 | 63 228,0 | 171 942,0 |
| 38390 | Protection des équipements sportifs corporatifs | M | 1 111,0 | 20 000,0 | 15 605,0 | 5 400,0 | 1 400,0 | 43 516,0 | 1 400,0 | 44 916,0 |
| **Total des programmes** | | | **134 644,0** | **138 578,0** | **213 628,0** | **208 081,0** | **194 005,0** | **888 936,0** | **935 686,0** | **1 824 622,0** |
| **Projets** | | | | | | | | | | |
| 32130 | Parc Frédéric-Back - Aménagement des blocs 2, 3 et 4 | A | 9 472,0 | 3 599,0 | 3 772,0 | 13 878,0 | 14 081,0 | 44 802,0 | 67 925,0 | 112 727,0 |
| 32312 | Développement et aménagement du Grand parc de l'Est | A | - | - | 830,0 | 2 330,0 | 3 630,0 | 6 790,0 | 15 760,0 | 22 550,0 |
| 34376 | Aménagement du parc-nature de l'Écoterritoire de la falaise | A | 150,0 | 150,0 | 150,0 | 150,0 | 40 000,0 | 40 600,0 | 22 150,0 | 62 750,0 |
| 38370 | Projets de développement d'installations sportives | M | 2 592,0 | 20 082,0 | 41 136,0 | 52 233,0 | 61 794,0 | 177 837,0 | 178 515,0 | 356 352,0 |
| **Total des projets** | | | **12 214,0** | **23 831,0** | **45 888,0** | **68 591,0** | **119 505,0** | **270 029,0** | **284 350,0** | **554 379,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **97 038,0** | **115 358,0** | **193 787,0** | **199 835,0** | **193 936,0** | **799 954,0** | **881 881,0** | **1 681 835,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **49 820,0** | **47 051,0** | **65 729,0** | **76 837,0** | **119 574,0** | **359 011,0** | **338 155,0** | **697 166,0** |
| **Total des investissements** | | | **146 858,0** | **162 409,0** | **259 516,0** | **276 672,0** | **313 510,0** | **1 158 965,0** | **1 220 036,0** | **2 379 001,0** |

## Tableau 182 – Habitation

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 13003 | Acquisition et conservation d'immeubles à des fins de réalisation de projets en itinérance, de logements sociaux et abordables et pour la préparation de site | M | 9 745,0 | 9 780,0 | 19 553,0 | 12 984,0 | 12 567,0 | 64 629,0 | 62 835,0 | 127 464,0 |
| | | A | 9 745,0 | 9 780,0 | 19 553,0 | 12 984,0 | 12 567,0 | 64 629,0 | 62 835,0 | 127 464,0 |
| 40130 | Programme d'investissements nécessaires au développement immobilier | M | 3 000,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 15 000,0 | 15 000,0 | 30 000,0 |
| 48007 | Développement du logement social - infrastructures | A | 2 700,0 | 2 700,0 | 2 700,0 | 2 700,0 | 2 700,0 | 13 500,0 | 13 500,0 | 27 000,0 |
| 48009 | Acquisition d'immeubles à des fins de réalisation de projets en itinérance, de logements sociaux et abordables et pour la préparation de site | M | 7 610,0 | 7 047,0 | 7 180,0 | 12 365,0 | 12 468,0 | 46 670,0 | 62 625,0 | 109 295,0 |
| | | A | 14 645,0 | 21 725,0 | 14 923,0 | 23 494,0 | 23 240,0 | 98 027,0 | 116 486,0 | 214 513,0 |
| **Total des programmes** | | | **47 445,0** | **54 032,0** | **66 909,0** | **67 527,0** | **66 542,0** | **302 455,0** | **333 281,0** | **635 736,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **20 355,0** | **19 827,0** | **29 733,0** | **28 349,0** | **28 035,0** | **126 299,0** | **140 460,0** | **266 759,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **27 090,0** | **34 205,0** | **37 176,0** | **39 178,0** | **38 507,0** | **176 156,0** | **192 821,0** | **368 977,0** |
| **Total des investissements** | | | **47 445,0** | **54 032,0** | **66 909,0** | **67 527,0** | **66 542,0** | **302 455,0** | **333 281,0** | **635 736,0** |

## Tableau 183 – Infrastructures du réseau routier

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 45009 | Vélo - Programme de maintien du réseau cyclable | A | 10 000,0 | 10 000,0 | 6 000,0 | 6 000,0 | 6 500,0 | 38 500,0 | 37 500,0 | 76 000,0 |
| 46000 | Programme de réfection des structures routières | M | 39 000,0 | 35 000,0 | 35 000,0 | 35 000,0 | 35 000,0 | 179 000,0 | 175 000,0 | 354 000,0 |
| 55845 | Programme de réfection routière - Artériel | M | - | 6 000,0 | 6 000,0 | 9 000,0 | 9 000,0 | 30 000,0 | 45 000,0 | 75 000,0 |
| 55856 | Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel | M | 43 117,0 | 56 120,0 | 53 052,0 | 63 046,0 | 53 330,0 | 268 665,0 | 264 650,0 | 533 315,0 |
| 55857 | Programme complémentaire de planage-revêtement - Local | M | 15 000,0 | 25 000,0 | 2 500,0 | 2 500,0 | 2 500,0 | 47 500,0 | 12 500,0 | 60 000,0 |
| 55859 | Programme de maintien des infrastructures routières | M | 6 500,0 | 11 000,0 | 11 000,0 | 12 000,0 | 12 000,0 | 52 500,0 | 60 000,0 | 112 500,0 |
| 55861 | Programme de réhabilitation de chaussées par planage-revêtement - Artériel | M | 2 500,0 | 8 500,0 | 9 500,0 | 10 000,0 | 10 000,0 | 40 500,0 | 50 000,0 | 90 500,0 |
| 55863 | Programme d'aménagement des rues - Local | M | 5 500,0 | 10 000,0 | 10 000,0 | 10 000,0 | 10 000,0 | 45 500,0 | 50 000,0 | 95 500,0 |
| 58002 | Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage | M | 1 500,0 | 2 000,0 | 2 500,0 | 8 600,0 | 7 000,0 | 21 600,0 | 50 000,0 | 71 600,0 |
| 66000 | Digues | M | 500,0 | 3 500,0 | 4 000,0 | 2 000,0 | 2 000,0 | 12 000,0 | 10 000,0 | 22 000,0 |
| **Total des programmes** | | | **123 617,0** | **167 120,0** | **139 552,0** | **158 146,0** | **147 330,0** | **735 765,0** | **754 650,0** | **1 490 415,0** |
| **Projets** | | | | | | | | | | |
| 59028 | Mise à niveau de l'éclairage des rues | M | 3 000,0 | 2 000,0 | 2 000,0 | - | - | 7 000,0 | - | 7 000,0 |
| 75056 | Acquisition et installation d'équipements spécialisés et mise en place de nouveaux procédés | M | 400,0 | 218,0 | 239,0 | 332,0 | 300,0 | 1 489,0 | 1 500,0 | 2 989,0 |
| **Total des projets** | | | **3 400,0** | **2 218,0** | **2 239,0** | **332,0** | **300,0** | **8 489,0** | **1 500,0** | **9 989,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **117 017,0** | **159 338,0** | **135 791,0** | **152 478,0** | **141 130,0** | **705 754,0** | **718 650,0** | **1 424 404,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **10 000,0** | **10 000,0** | **6 000,0** | **6 000,0** | **6 500,0** | **38 500,0** | **37 500,0** | **76 000,0** |
| **Total des investissements** | | | **127 017,0** | **169 338,0** | **141 791,0** | **158 478,0** | **147 630,0** | **744 254,0** | **756 150,0** | **1 500 404,0** |

## Tableau 184 – Matériel roulant et ateliers

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 68102 | Programme de remplacement de véhicules - Ville | M | 17 004,0 | 35 186,0 | 64 688,0 | 77 380,0 | 68 233,0 | 262 491,0 | 448 808,0 | 711 299,0 |
| | | A | 1 000,0 | 8 951,0 | 13 864,0 | 16 641,0 | 16 767,0 | 57 223,0 | 96 192,0 | 153 415,0 |
| 68103 | Programme de remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés | M | 1 250,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 5 250,0 | 5 000,0 | 10 250,0 |
| | | A | 750,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 4 750,0 | 5 000,0 | 9 750,0 |
| 71076 | Programme de remplacement de véhicules - SPVM | A | 12 195,0 | 8 169,0 | 5 000,0 | 6 000,0 | 6 000,0 | 37 364,0 | 30 000,0 | 67 364,0 |
| 71080 | Programme de remplacement de véhicules - SIM | A | 27 626,0 | 25 694,0 | 18 648,0 | 21 200,0 | 20 900,0 | 114 068,0 | 71 000,0 | 185 068,0 |
| **Total des programmes** | | | **59 825,0** | **80 000,0** | **104 200,0** | **123 221,0** | **113 900,0** | **481 146,0** | **656 000,0** | **1 137 146,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **18 254,0** | **36 186,0** | **65 688,0** | **78 380,0** | **69 233,0** | **267 741,0** | **453 808,0** | **721 549,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **41 571,0** | **43 814,0** | **38 512,0** | **44 841,0** | **44 667,0** | **213 405,0** | **202 192,0** | **415 597,0** |
| **Total des investissements** | | | **59 825,0** | **80 000,0** | **104 200,0** | **123 221,0** | **113 900,0** | **481 146,0** | **656 000,0** | **1 137 146,0** |

## Tableau 185 – Police

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 71082 | Remplacement et harmonisation des équipements liés à la sécurité publique (SPVM) | A | 3 575,0 | 6 689,0 | 2 606,0 | 1 740,0 | 1 585,0 | 16 195,0 | 9 179,0 | 25 374,0 |
| **Total des programmes** | | | **3 575,0** | **6 689,0** | **2 606,0** | **1 740,0** | **1 585,0** | **16 195,0** | 9 179,0 | 25 374,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **3 575,0** | **6 689,0** | **2 606,0** | **1 740,0** | **1 585,0** | **16 195,0** | **9 179,0** | **25 374,0** |
| **Total des investissements** | | | **3 575,0** | **6 689,0** | **2 606,0** | **1 740,0** | **1 585,0** | **16 195,0** | **9 179,0** | **25 374,0** |

## Tableau 186 – Sécurité incendie

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 62600 | Remplacement et harmonisation des équipements liés à la sécurité incendie | A | 6 545,0 | 23 545,0 | 4 705,0 | 4 705,0 | 4 625,0 | 44 125,0 | 23 125,0 | 67 250,0 |
| **Total des programmes** | | | **6 545,0** | **23 545,0** | **4 705,0** | **4 705,0** | **4 625,0** | **44 125,0** | 23 125,0 | 67 250,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **6 545,0** | **23 545,0** | **4 705,0** | **4 705,0** | **4 625,0** | **44 125,0** | **23 125,0** | **67 250,0** |
| **Total des investissements** | | | **6 545,0** | **23 545,0** | **4 705,0** | **4 705,0** | **4 625,0** | **44 125,0** | **23 125,0** | **67 250,0** |

## Tableau 187 – Société du parc Jean-Drapeau

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 43010 | Programme de protection de l'actif immobilisé - Parc Jean-Drapeau | A | 7 807,0 | 9 000,0 | 13 990,0 | 9 606,0 | 7 584,0 | 47 987,0 | 44 297,0 | 92 284,0 |
| 43012 | Revitalisation de la canopée | A | 272,0 | 360,0 | 419,0 | 427,0 | 400,0 | 1 878,0 | 2 000,0 | 3 878,0 |
| 43018 | Projets de développement - Infrastructures et gestion du territoire | A | - | - | 969,0 | 5 839,0 | 10 051,0 | 16 859,0 | 61 517,0 | 78 376,0 |
| **Total des programmes** | | | **8 079,0** | **9 360,0** | **15 378,0** | **15 872,0** | **18 035,0** | **66 724,0** | **107 814,0** | **174 538,0** |
| **Projets** | | | | | | | | | | |
| 43016 | Place des Nations et secteur sud de l'île Sainte-Hélène | A | 3 849,0 | 6 000,0 | 30 743,0 | 18 581,0 | 11 667,0 | 70 840,0 | 2 170,0 | 73 010,0 |
| 43017 | Plage Jean-Doré | A | 735,0 | 4 000,0 | 13 288,0 | - | 280,0 | 18 303,0 | 2 693,0 | 20 996,0 |
| 43019 | Secteur du mont Boullé | A | 2 900,0 | 1 880,0 | 4 580,0 | 3 289,0 | 218,0 | 12 867,0 | - | 12 867,0 |
| 43020 | Complexe aquatique | A | 1 554,0 | 2 246,0 | 5 259,0 | 3 322,0 | 2 173,0 | 14 554,0 | 2 953,0 | 17 507,0 |
| 43021 | Pavillon Hélène de Champlain | A | 946,0 | 923,0 | 5 231,0 | - | - | 7 100,0 | - | 7 100,0 |
| 43022 | Mobilité | A | 3 110,0 | 5 000,0 | 7 560,0 | 10 755,0 | 17 972,0 | 44 397,0 | 66 744,0 | 111 141,0 |
| 43023 | Les Jardins des canaux | A | 1 390,0 | 3 000,0 | 15 954,0 | 7 671,0 | 10 812,0 | 38 827,0 | 55 820,0 | 94 647,0 |
| **Total des projets** | | | **14 484,0** | **23 049,0** | **82 615,0** | **43 618,0** | **43 122,0** | **206 888,0** | **130 380,0** | **337 268,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **22 563,0** | **32 409,0** | **97 993,0** | **59 490,0** | **61 157,0** | **273 612,0** | **238 194,0** | **511 806,0** |
| **Total des investissements** | | | **22 563,0** | **32 409,0** | **97 993,0** | **59 490,0** | **61 157,0** | **273 612,0** | **238 194,0** | **511 806,0** |

## Tableau 188 – Technologies de l'information

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projets** | | | | | | | | | | |
| 60095 | Outils corporatifs de gestion de projets | M | 351,0 | 492,0 | - | 322,0 | 254,0 | 1 419,0 | - | 1 419,0 |
| | | A | 334,0 | 468,0 | - | 305,0 | 241,0 | 1 348,0 | - | 1 348,0 |
| 60115 | Modernisation des services de cybersécurité | M | 1 808,0 | 1 528,0 | 1 651,0 | 3 875,0 | 1 924,0 | 10 786,0 | 4 409,0 | 15 195,0 |
| | | A | 1 717,0 | 1 450,0 | 1 567,0 | 3 678,0 | 1 826,0 | 10 238,0 | 4 185,0 | 14 423,0 |
| 60116 | Programme de cyberdéfense | M | - | - | - | - | - | - | 8 401,0 | 8 401,0 |
| | | A | - | - | - | - | - | - | 7 974,0 | 7 974,0 |
| 68011 | Modernisation des réseaux de radiocommunications | A | 1 800,0 | 10 950,0 | 10 999,0 | 8 167,0 | 8 727,0 | 40 643,0 | 16 108,0 | 56 751,0 |
| 68088 | Approvisionnement III | M | 1 791,0 | 412,0 | - | - | - | 2 203,0 | - | 2 203,0 |
| | | A | 1 701,0 | 391,0 | - | - | - | 2 092,0 | - | 2 092,0 |
| 68092 | Système financier, budgétaire et d'approvisionnement | M | 7 933,0 | 2 817,0 | 2 059,0 | - | - | 12 809,0 | - | 12 809,0 |
| | | A | 7 530,0 | 2 674,0 | 1 955,0 | - | - | 12 159,0 | - | 12 159,0 |
| 68111 | Modernisation des réseaux de télécommunications | M | 2 164,0 | 2 169,0 | 2 518,0 | 2 052,0 | 2 421,0 | 11 324,0 | 8 173,0 | 19 497,0 |
| | | A | 2 054,0 | 2 059,0 | 2 391,0 | 1 948,0 | 2 298,0 | 10 750,0 | 7 759,0 | 18 509,0 |
| 68122 | Gestion des services aux utilisateurs | M | 767,0 | - | - | - | - | 767,0 | - | 767,0 |
| | | A | 728,0 | - | - | - | - | 728,0 | - | 728,0 |
| 68123 | Déploiement corporatif de gestion de services d'entreprises | M | 918,0 | 801,0 | 818,0 | 254,0 | 103,0 | 2 894,0 | - | 2 894,0 |
| | | A | 872,0 | 760,0 | 776,0 | 241,0 | 97,0 | 2 746,0 | - | 2 746,0 |
| 68144 | Systèmes informatiques pour l'habitation | M | 449,0 | 373,0 | 1 184,0 | - | - | 2 006,0 | - | 2 006,0 |
| | | A | 426,0 | 355,0 | 1 124,0 | - | - | 1 905,0 | - | 1 905,0 |
| 68147 | Nouveau système de subventions générique | M | 537,0 | 540,0 | - | - | - | 1 077,0 | - | 1 077,0 |
| | | A | 510,0 | 513,0 | - | - | - | 1 023,0 | - | 1 023,0 |
| 68275 | Modernisation des TI des systèmes des immeubles | M | - | - | 1 214,0 | 2 807,0 | 2 851,0 | 6 872,0 | - | 6 872,0 |
| 68305 | Modernisation des opérations policières | A | 4 776,0 | 1 661,0 | 4 428,0 | 5 790,0 | 4 400,0 | 21 055,0 | 2 229,0 | 23 284,0 |
| 68315 | Évolution des opérations policières du SPVM | A | 4 783,0 | 3 340,0 | 4 328,0 | 6 450,0 | 3 585,0 | 22 486,0 | 7 134,0 | 29 620,0 |
| 68325 | Système de caméras d'interventions policières | A | - | 8 120,0 | 8 560,0 | 8 560,0 | 8 560,0 | 33 800,0 | 6 200,0 | 40 000,0 |
| 68326 | Caméras de sécurité urbaine | A | 1 260,0 | 440,0 | - | - | - | 1 700,0 | - | 1 700,0 |
| 68420 | Systèmes intégrés de soutien aux opérations et à la prévention du SIM | A | 2 401,0 | 2 519,0 | 2 525,0 | 4 635,0 | 4 882,0 | 16 962,0 | 8 347,0 | 25 309,0 |
| 69205 | Modernisation de la plateforme géomatique | M | 201,0 | - | - | - | - | 201,0 | - | 201,0 |
| | | A | 191,0 | - | - | - | - | 191,0 | - | 191,0 |
| 69206 | Évolution des outils géomatiques | M | 273,0 | 560,0 | 923,0 | 923,0 | 1 328,0 | 4 007,0 | 4 970,0 | 8 977,0 |
| | | A | 260,0 | 532,0 | 877,0 | 877,0 | 1 261,0 | 3 807,0 | 4 722,0 | 8 529,0 |

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projets (suite)** | | | | | | | | | | |
| 70025 | Cour municipale numérique | A | 4 087,0 | 4 505,0 | 3 874,0 | 2 826,0 | - | 15 292,0 | - | 15 292,0 |
| 70027 | Maintien des actifs de la cour municipale | A | - | - | 341,0 | 1 744,0 | 1 774,0 | 3 859,0 | 10 478,0 | 14 337,0 |
| 70029 | Sanctions administratives et Pécuniaires (SAP) | A | 1 061,0 | 3 980,0 | 1 599,0 | - | - | 6 640,0 | - | 6 640,0 |
| 70120 | Refonte numérique d'Espace pour la vie | M | 700,0 | 700,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 4 400,0 | 2 366,0 | 6 766,0 |
| 70152 | Plateformes de fondation numérique | M | 1 255,0 | 287,0 | - | - | - | 1 542,0 | - | 1 542,0 |
| | | A | 1 192,0 | 272,0 | - | - | - | 1 464,0 | - | 1 464,0 |
| 70153 | Programme de développement de sites web satellites | M | - | 920,0 | 1 282,0 | 1 179,0 | 2 227,0 | 5 608,0 | 2 342,0 | 7 950,0 |
| | | A | - | 873,0 | 1 218,0 | 1 120,0 | 2 115,0 | 5 326,0 | 2 224,0 | 7 550,0 |
| 70155 | Gestion de la relation client | M | 1 019,0 | 895,0 | 1 118,0 | 1 118,0 | 1 118,0 | 5 268,0 | 958,0 | 6 226,0 |
| | | A | 967,0 | 850,0 | 1 062,0 | 1 062,0 | 1 062,0 | 5 003,0 | 910,0 | 5 913,0 |
| 70160 | Refonte du portail intranet | M | 491,0 | - | - | - | - | 491,0 | - | 491,0 |
| | | A | 466,0 | - | - | - | - | 466,0 | - | 466,0 |
| 70191 | Infrastructures des usines de l'eau | A | 2 400,0 | 2 000,0 | 2 675,0 | 3 000,0 | 6 169,0 | 16 244,0 | - | 16 244,0 |
| 70192 | Mise à jour des infrastructures des usines de l'eau | A | - | - | - | - | - | - | 18 295,0 | 18 295,0 |
| 70250 | Refonte des systèmes de gestion du processus décisionnel | M | 349,0 | 256,0 | - | - | - | 605,0 | - | 605,0 |
| | | A | 331,0 | 244,0 | - | - | - | 575,0 | - | 575,0 |
| 70255 | Gestion des processus juridiques | M | 195,0 | 11,0 | - | - | - | 206,0 | - | 206,0 |
| | | A | 185,0 | 10,0 | - | - | - | 195,0 | - | 195,0 |
| 70335 | Refonte des données, des plateformes d'infrastructure et des outils d'intelligence d'affaires | M | 718,0 | 606,0 | 506,0 | 321,0 | 272,0 | 2 423,0 | 124,0 | 2 547,0 |
| | | A | 682,0 | 576,0 | 481,0 | 304,0 | 258,0 | 2 301,0 | 118,0 | 2 419,0 |
| 70501 | Environnement de travail | M | 558,0 | 77,0 | 366,0 | 503,0 | 324,0 | 1 828,0 | - | 1 828,0 |
| | | A | 530,0 | 73,0 | 348,0 | 477,0 | 308,0 | 1 736,0 | - | 1 736,0 |
| 70503 | Modernisation de la suite bureautique | M | - | 949,0 | 1 439,0 | 1 221,0 | 972,0 | 4 581,0 | - | 4 581,0 |
| | | A | - | 901,0 | 1 367,0 | 1 159,0 | 923,0 | 4 350,0 | - | 4 350,0 |
| 70505 | Modernisation des espaces de travail informatiques | M | - | - | - | 2 786,0 | 2 590,0 | 5 376,0 | 2 319,0 | 7 695,0 |
| | | A | - | - | - | 2 645,0 | 2 459,0 | 5 104,0 | 2 201,0 | 7 305,0 |
| 70542 | Plateforme de l'intelligence économique | M | - | - | 513,0 | - | - | 513,0 | - | 513,0 |
| | | A | - | - | 487,0 | - | - | 487,0 | - | 487,0 |
| 70750 | Intelligence d'affaires - Migration Bureau d'affaires | M | 249,0 | 158,0 | - | - | - | 407,0 | - | 407,0 |
| | | A | 237,0 | 150,0 | - | - | - | 387,0 | - | 387,0 |

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projets (suite)** | | | | | | | | | | |
| 70751 | Solutions en intelligence d'affaires des services et arrondissements (SIASA) | M | 514,0 | 769,0 | 1 653,0 | 1 901,0 | 2 233,0 | 7 070,0 | - | 7 070,0 |
| | | A | 488,0 | 731,0 | 1 569,0 | 1 805,0 | 2 119,0 | 6 712,0 | - | 6 712,0 |
| 70905 | Modernisation des infrastructures et plateformes TI | M | 3 359,0 | 3 310,0 | 2 213,0 | 2 783,0 | - | 11 665,0 | - | 11 665,0 |
| | | A | 3 188,0 | 3 142,0 | 2 101,0 | 2 642,0 | - | 11 073,0 | - | 11 073,0 |
| 70907 | Résilience et relève des infrastructures technologiques de la Ville | M | 585,0 | 769,0 | 2 879,0 | 2 279,0 | 4 320,0 | 10 832,0 | 7 962,0 | 18 794,0 |
| | | A | 555,0 | 731,0 | 2 733,0 | 2 163,0 | 4 101,0 | 10 283,0 | 7 559,0 | 17 842,0 |
| 71050 | Modernisation des TI des projets du Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne | M | 1 402,0 | 1 570,0 | 1 990,0 | 1 727,0 | - | 6 689,0 | - | 6 689,0 |
| 71051 | Services numériques d'interaction avec les systèmes métiers | M | - | - | 1 878,0 | 2 658,0 | 2 732,0 | 7 268,0 | 4 663,0 | 11 931,0 |
| 71350 | Gestionnaire électronique de documents | M | 1 099,0 | 401,0 | 323,0 | - | - | 1 823,0 | - | 1 823,0 |
| | | A | 1 043,0 | 381,0 | 306,0 | - | - | 1 730,0 | - | 1 730,0 |
| 71550 | Système de gestion des actifs municipaux | M | 4 300,0 | 4 500,0 | 4 100,0 | 4 100,0 | 1 225,0 | 18 225,0 | - | 18 225,0 |
| 72050 | 9-1-1 Prochaine génération | A | 8 969,0 | 8 650,0 | 3 901,0 | - | - | 21 520,0 | - | 21 520,0 |
| 72080 | Systèmes de soutien aux interventions du SIM | A | 2 327,0 | 2 419,0 | 275,0 | 285,0 | - | 5 306,0 | - | 5 306,0 |
| 72090 | Maintien des actifs du SIM | A | - | - | 2 169,0 | 2 104,0 | 1 847,0 | 6 120,0 | 8 895,0 | 15 015,0 |
| 72091 | Maintien des actifs du SPVM | A | - | - | 450,0 | 658,0 | 3 365,0 | 4 473,0 | 31 943,0 | 36 416,0 |
| 72740 | Outils numériques pour optimiser le service aux citoyens pour le service de la Culture | M | 500,0 | 500,0 | 997,0 | 1 960,0 | - | 3 957,0 | - | 3 957,0 |
| 74015 | Systèmes informatiques pour l'environnement | A | 1 901,0 | 1 470,0 | 570,0 | 570,0 | 570,0 | 5 081,0 | 1 133,0 | 6 214,0 |
| 74250 | Système de gestion des ressources humaines | M | 2 520,0 | 2 419,0 | 2 780,0 | 3 036,0 | 2 898,0 | 13 653,0 | 3 010,0 | 16 663,0 |
| | | A | 2 392,0 | 2 296,0 | 2 640,0 | 2 883,0 | 2 752,0 | 12 963,0 | 2 858,0 | 15 821,0 |
| 74255 | Gestion de temps | M | 1 277,0 | 1 062,0 | 312,0 | 332,0 | 3 547,0 | 6 530,0 | 2 613,0 | 9 143,0 |
| | | A | 1 212,0 | 1 009,0 | 296,0 | 316,0 | 3 367,0 | 6 200,0 | 2 480,0 | 8 680,0 |
| 74551 | Système de taxation et d'évaluation foncière | M | 4 875,0 | 5 241,0 | - | - | - | 10 116,0 | - | 10 116,0 |
| | | A | 4 628,0 | 4 975,0 | - | - | - | 9 603,0 | - | 9 603,0 |
| 74562 | Évolution du parc de postes de travail | M | 2 130,0 | 1 475,0 | 4 872,0 | 2 195,0 | 2 155,0 | 12 827,0 | 27 057,0 | 39 884,0 |
| | | A | 2 023,0 | 1 400,0 | 4 626,0 | 2 083,0 | 2 045,0 | 12 177,0 | 25 688,0 | 37 865,0 |
| 74840 | Gestion des parcours génériques (suivi véhiculaire) et refonte des systèmes de déneigement | M | 2 118,0 | 687,0 | 645,0 | - | - | 3 450,0 | - | 3 450,0 |
| 74926 | Assistant à la gestion des interventions dans les rues (AGIR Plus) | M | 2 414,0 | 2 400,0 | 2 850,0 | - | - | 7 664,0 | - | 7 664,0 |
| 74993 | Services numériques transactionnels aux citoyens et entreprises | M | 1 500,0 | 1 321,0 | - | - | - | 2 821,0 | - | 2 821,0 |
| 74994 | Gestion administrative du processus électoral | M | 570,0 | 570,0 | 572,0 | 853,0 | - | 2 565,0 | - | 2 565,0 |

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projets (suite)** | | | | | | | | | | |
| 78045 | Aménagements et rehaussements Télécom | M | 413,0 | - | - | - | - | 413,0 | - | 413,0 |
| | | A | 393,0 | - | - | - | - | 393,0 | - | 393,0 |
| 78046 | Rehaussements des infrastructures en télécommunications | M | 833,0 | 785,0 | 1 003,0 | 1 018,0 | 1 026,0 | 4 665,0 | - | 4 665,0 |
| | | A | 791,0 | 745,0 | 952,0 | 966,0 | 974,0 | 4 428,0 | - | 4 428,0 |
| **Total des projets** | | | **126 526,0** | **120 945,0** | **121 228,0** | **114 666,0** | **109 605,0** | **592 970,0** | **258 807,0** | **851 777,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **53 135,0** | **42 330,0** | **45 658,0** | **43 203,0** | **37 520,0** | **221 846,0** | **79 367,0** | **301 213,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **73 391,0** | **78 615,0** | **75 570,0** | **71 463,0** | **72 085,0** | **371 124,0** | **179 440,0** | **550 564,0** |
| **Total des investissements** | | | **126 526,0** | **120 945,0** | **121 228,0** | **114 666,0** | **109 605,0** | **592 970,0** | **258 807,0** | **851 777,0** |

## Tableau 189 – Urbanisme et mobilité

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 28040 | Vélo : Développement et optimisation du système de vélo en libre-service BIXI | M | 5 500,0 | 5 500,0 | 5 500,0 | 5 500,0 | 5 500,0 | 27 500,0 | 46 500,0 | 74 000,0 |
| 36209 | Vieux-Montréal : Plan lumière | A | 350,0 | 350,0 | 350,0 | 350,0 | - | 1 400,0 | - | 1 400,0 |
| 36300 | Mise en valeur des immeubles patrimoniaux municipaux | M | 6 785,0 | 6 949,0 | 3 800,0 | 875,0 | 875,0 | 19 284,0 | 4 375,0 | 23 659,0 |
| | | A | 2 542,0 | 4 528,0 | 7 500,0 | 8 225,0 | 8 225,0 | 31 020,0 | 41 125,0 | 72 145,0 |
| 40176 | Acquisitions stratégiques dans les secteurs de planification | M | 7 000,0 | 9 500,0 | 5 000,0 | 5 000,0 | 4 000,0 | 30 500,0 | 25 000,0 | 55 500,0 |
| 40183 | Secteurs stratégiques d'intervention | M | 3 132,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 15 132,0 | 21 000,0 | 36 132,0 |
| 45000 | Amélioration et développement du réseau cyclable | A | 18 000,0 | 18 000,0 | 18 000,0 | 20 000,0 | 20 000,0 | 94 000,0 | 206 000,0 | 300 000,0 |
| 48043 | Domaine public Samuel-De Champlain / REM | M | 3 000,0 | 350,0 | - | - | - | 3 350,0 | 3 100,0 | 6 450,0 |
| | | A | 800,0 | 500,0 | 3 500,0 | 1 250,0 | - | 6 050,0 | 22 950,0 | 29 000,0 |
| 48046 | Véloroutes - Accompagnement REM | M | 1 433,0 | 2 938,0 | 4 517,0 | 6 173,0 | 6 327,0 | 21 388,0 | 9 810,0 | 31 198,0 |
| | | A | 3 045,0 | 6 243,0 | 9 598,0 | 13 118,0 | 13 446,0 | 45 450,0 | 20 844,0 | 66 294,0 |
| 54100 | Programme de systèmes de transport utilisant les nouvelles technologies | M | 3 000,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 4 000,0 | 16 000,0 | 20 000,0 | 36 000,0 |
| 59000 | Maintien et amélioration de l'actif de feux de circulation | M | 15 000,0 | 15 000,0 | 15 000,0 | 15 000,0 | 18 000,0 | 78 000,0 | 90 000,0 | 168 000,0 |
| 59070 | Programme d'aménagement des rues - Artériel | M | 78 351,0 | 56 000,0 | 65 000,0 | 64 999,0 | 66 179,0 | 330 529,0 | 838 346,0 | 1 168 875,0 |
| | | A | 5 000,0 | - | - | - | - | 5 000,0 | - | 5 000,0 |
| 59071 | Vision Zéro : Mise en oeuvre des mesures de sécurisation | M | 15 000,0 | 15 000,0 | 15 000,0 | 15 000,0 | 15 000,0 | 75 000,0 | 75 000,0 | 150 000,0 |
| 75100 | Acquisition et installation de bornes de recharge pour véhicules électriques | M | 6 000,0 | 6 000,0 | 6 000,0 | 6 500,0 | 6 000,0 | 30 500,0 | 32 500,0 | 63 000,0 |
| 75110 | Travaux d'électrification des stations de vélo en libre-service BIXI sur le domaine public | M | 5 100,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 17 100,0 | - | 17 100,0 |
| 76013 | Programme d'aménagement et de réfection des jardins communautaires et collectifs | M | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 5 000,0 | 5 000,0 | 10 000,0 |
| 97000 | Programme de conversion et réfection de terrains (AMD) | M | 9 145,0 | 6 418,0 | 9 223,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 30 786,0 | 15 000,0 | 45 786,0 |
| **Total des programmes** | | | **189 183,0** | **163 276,0** | **177 988,0** | **174 990,0** | **177 552,0** | **882 989,0** | **1 476 550,0** | **2 359 539,0** |
| **Projets** | | | | | | | | | | |
| 28039 | Réaménagement de la rue Jean-Talon, entre la 22e avenue et le boul evard Langelier | M | 8 200,0 | 10 800,0 | 12 300,0 | 17 000,0 | 27 300,0 | 75 600,0 | 57 135,0 | 132 735,0 |
| 34265 | Réaménagement de la voie Camillien-Houde et du chemin Remembrance | M | - | - | - | 14 149,0 | 23 039,0 | 37 188,0 | 20 888,0 | 58 076,0 |
| 36200 | Vieux-Montréal : Aménagement du domaine public | A | 1 630,0 | 3 330,0 | 10 378,0 | 8 695,0 | 2 010,0 | 26 043,0 | - | 26 043,0 |
| 36201 | Réaménagement du square Dorchester et de la place du Canada | A | 800,0 | 1 938,0 | 8 498,0 | 15 496,0 | 172,0 | 26 904,0 | - | 26 904,0 |
| 36211 | Vieux-Montréal : Réaménagement de la rue de la Commune | A | - | - | - | - | 350,0 | 350,0 | 700,0 | 1 050,0 |
| 36212 | Parc des Saints-Anges | A | - | 490,0 | 490,0 | 490,0 | - | 1 470,0 | - | 1 470,0 |

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projets (suite)** | | | | | | | | | | |
| 36213 | Vieux-Montréal : Mise en valeur de la Cité administrative | M | 383,0 | 2 235,0 | - | - | - | 2 618,0 | - | 2 618,0 |
| 39001 | Le MIL Montréal | M | 14 000,0 | 10 000,0 | 20 944,0 | 19 901,0 | 17 000,0 | 81 845,0 | 62 004,0 | 143 849,0 |
| 39710 | Complexe Turcot | M | 11 859,0 | 24 228,0 | 18 307,0 | - | - | 54 394,0 | 360,0 | 54 754,0 |
| | | A | 27 194,0 | 33 904,0 | 7 302,0 | 1 018,0 | - | 69 418,0 | - | 69 418,0 |
| 40139 | PPU Griffintown | M | 12 000,0 | 13 000,0 | 20 492,0 | 20 677,0 | 20 000,0 | 86 169,0 | 111 799,0 | 197 968,0 |
| 40155 | Namur-Hippodrome - Cavendish | M | 1 000,0 | 8 000,0 | 20 000,0 | 20 000,0 | 36 000,0 | 85 000,0 | 184 000,0 | 269 000,0 |
| | | A | 2 000,0 | 2 000,0 | 4 000,0 | 4 000,0 | 4 000,0 | 16 000,0 | 16 000,0 | 32 000,0 |
| 40170 | Places des Montréalaises et Marie-Josèphe-Angélique ainsi que leurs abords | M | 5 921,0 | - | - | - | - | 5 921,0 | - | 5 921,0 |
| 40171 | Lachine-Est | M | 6 158,0 | 5 448,0 | 8 000,0 | 8 000,0 | 12 000,0 | 39 606,0 | 67 148,0 | 106 754,0 |
| 40174 | Louvain Est | M | 4 388,0 | 10 785,0 | 2 594,0 | 1 335,0 | 1 094,0 | 20 196,0 | 3 798,0 | 23 994,0 |
| | | A | 5 512,0 | 6 215,0 | 4 573,0 | 5 864,0 | 6 579,0 | 28 743,0 | 12 358,0 | 41 101,0 |
| 40177 | Pôle Gérald-Godin | M | 1 200,0 | 2 000,0 | 9 908,0 | 4 246,0 | - | 17 354,0 | - | 17 354,0 |
| 40178 | Partie nord de L'Île-des-Soeurs | M | - | - | 1 000,0 | 4 000,0 | 7 500,0 | 12 500,0 | 85 000,0 | 97 500,0 |
| 40179 | Mise en valeur du site de Fort-Lorette | A | 866,0 | 501,0 | 4 648,0 | 4 523,0 | - | 10 538,0 | - | 10 538,0 |
| 40182 | Ateliers du CN (Cours Saint-Charles) | M | 2 551,0 | 2 213,0 | 190,0 | - | - | 4 954,0 | - | 4 954,0 |
| 40202 | Bridge-Bonaventure | M | 2 600,0 | 14 000,0 | 14 000,0 | 10 000,0 | 20 000,0 | 60 600,0 | 111 000,0 | 171 600,0 |
| 40203 | PPU des Faubourgs - réaménagements des Faubourgs | M | - | - | 2 000,0 | 10 000,0 | 24 000,0 | 36 000,0 | 195 000,0 | 231 000,0 |
| 40210 | Requalification du boulevard Ville-Marie (PPU des Faubourgs) | A | - | 798,0 | 1 536,0 | 1 000,0 | 1 260,0 | 4 594,0 | 244 922,0 | 249 516,0 |
| 40504 | Réaménagement de l'intersection Côte-des-Neiges-Remembrance | M | 1 000,0 | - | - | - | - | 1 000,0 | - | 1 000,0 |
| | | A | 100,0 | - | - | - | - | 100,0 | - | 100,0 |
| 46101 | Remplacement du pont Jacques-Bizard | M | 3 822,0 | 600,0 | 2 870,0 | - | - | 7 292,0 | - | 7 292,0 |
| 48042 | Reconstruction du Pont de l'île-aux-Tourtes - Accompagnement MTMD (Lien cyclable) | A | 50,0 | 550,0 | 3 449,0 | 3 500,0 | 1 500,0 | 9 049,0 | 1 500,0 | 10 549,0 |
| 48045 | Lien transport collectif et actif de l'Ouest - Accompagnement REM (Emprise de l'A440) | M | 200,0 | 1 100,0 | 2 300,0 | 1 200,0 | 450,0 | 5 250,0 | - | 5 250,0 |
| | | A | 1 800,0 | 9 900,0 | 22 700,0 | 10 800,0 | 10 050,0 | 55 250,0 | - | 55 250,0 |
| 48047 | Réfection des tunnels Ville-Marie et Viger - Accompagnement MTMD | A | - | 20,0 | 20,0 | 20,0 | 20,0 | 80,0 | - | 80,0 |
| 48048 | Reconstruction Échangeur St-Pierre / Accompagnement MTMD | M | - | 10,0 | 100,0 | 150,0 | 250,0 | 510,0 | 36 500,0 | 37 010,0 |
| | | A | - | 10,0 | 100,0 | 150,0 | 250,0 | 510,0 | 36 500,0 | 37 010,0 |
| 59027 | Réaménagement Assomption/Souligny | A | - | 500,0 | 10 500,0 | 18 664,0 | 13 664,0 | 43 328,0 | 89 039,0 | 132 367,0 |
| 59040 | Aménagement Assomption - programme d'investissement | M | - | 12 000,0 | 11 000,0 | 14 000,0 | 28 000,0 | 65 000,0 | 106 000,0 | 171 000,0 |
| | | A | - | - | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 3 000,0 | 6 000,0 | 9 000,0 |
| 68030 | PPU Quartier des gares - Aménagement du domaine public | M | 11 000,0 | 13 800,0 | - | - | - | 24 800,0 | 86 016,0 | 110 816,0 |

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projets (suite)** | | | | | | | | | | |
| 68031 | PPU du Quartier latin (UQAM Pasteur-Boisbriand-Sanguinet) | M | - | 5 580,0 | 4 980,0 | - | - | 10 560,0 | - | 10 560,0 |
| 68067 | Réaménagement de l'avenue des Pins | M | 1 600,0 | 11 750,0 | 4 050,0 | 13 300,0 | 10 800,0 | 41 500,0 | 29 700,0 | 71 200,0 |
| | | A | 100,0 | 250,0 | 250,0 | 600,0 | - | 1 200,0 | 26 800,0 | 28 000,0 |
| 75007 | Reconstruction du boulevard Pie-IX pour SRB - Portion Ville | M | 16 674,0 | 9 047,0 | 12 427,0 | - | - | 38 148,0 | - | 38 148,0 |
| 75015 | Réaménagement - Rue Sainte-Catherine Ouest - Phase 1: De Bleury à Mansfield et Square Phillips | M | 1 271,0 | 13 892,0 | 17 072,0 | 3 379,0 | - | 35 614,0 | - | 35 614,0 |
| | | A | 141,0 | 1 896,0 | 1 896,0 | 21,0 | - | 3 954,0 | - | 3 954,0 |
| 75021 | Rue Sainte-Catherine Ouest - Phase 2: Réaménagement - Mansfield à Atwater | M | 22 200,0 | 22 524,0 | 27 058,0 | 30 026,0 | 46 827,0 | 148 635,0 | 85 920,0 | 234 555,0 |
| | | A | 1 830,0 | 1 686,0 | 2 020,0 | 2 308,0 | 5 456,0 | 13 300,0 | 8 115,0 | 21 415,0 |
| 75029 | Abords du CUSM (Intersection Décarie/Maisonneuve) | M | - | 2 005,0 | 16 930,0 | 15 680,0 | 15 580,0 | 50 195,0 | - | 50 195,0 |
| 75035 | Réaménagement - Rue Sainte-Catherine Ouest - Phase 3: McGill College et Cathcart | M | - | - | 17 815,0 | 25 296,0 | 26 321,0 | 69 432,0 | 46 805,0 | 116 237,0 |
| | | A | - | - | 900,0 | - | 3 700,0 | 4 600,0 | 2 180,0 | 6 780,0 |
| 75036 | Sainte-Catherine Est - village | M | 5 500,0 | 9 574,0 | 33 885,0 | 28 100,0 | 38 100,0 | 115 159,0 | 32 921,0 | 148 080,0 |
| | | A | - | - | - | - | 520,0 | 520,0 | - | 520,0 |
| 75040 | Corridor pont Samuel-De Champlain - Accompagnement d'Infrastructure Canada - Travaux incidents | M | 5 769,0 | 1 640,0 | 1 016,0 | 470,0 | - | 8 895,0 | - | 8 895,0 |
| | | A | 3 231,0 | 2 360,0 | 4 447,0 | 622,0 | - | 10 660,0 | - | 10 660,0 |
| 75050 | Réseau express métropolitain (REM) - Accompagnement de la Caisse de dépôt et de placement - Travaux incidents | M | 5 097,0 | 5 889,0 | 3 462,0 | 1 200,0 | - | 15 648,0 | 20,0 | 15 668,0 |
| | | A | 14 903,0 | 17 111,0 | 8 538,0 | 2 800,0 | - | 43 352,0 | 44,0 | 43 396,0 |
| 75055 | Prolongement de la ligne bleue du métro - accompagnement STM | M | 5 000,0 | 4 000,0 | 6 026,0 | 28 587,0 | 21 935,0 | 65 548,0 | 39 763,0 | 105 311,0 |
| | | A | - | 1 000,0 | 1 312,0 | 13 598,0 | 16 065,0 | 31 975,0 | 16 248,0 | 48 223,0 |
| 75059 | Déconstruction du pont Champlain - Lien cyclable du secteur Héritage - Accompagnement PJCCI | M | 184,0 | 1 110,0 | 834,0 | 30,0 | - | 2 158,0 | - | 2 158,0 |
| | | A | 301,0 | 1 890,0 | 1 361,0 | 50,0 | - | 3 602,0 | - | 3 602,0 |
| 75101 | Réaménagement de la rue Peel | M | - | 2 250,0 | 15 909,0 | 17 560,0 | 14 653,0 | 50 372,0 | - | 50 372,0 |
| | | A | - | - | 1 938,0 | 1 841,0 | - | 3 779,0 | - | 3 779,0 |
| 98150 | Fonds de revitalisation de l'EST | M | 2 500,0 | 2 500,0 | 2 500,0 | 2 500,0 | 3 000,0 | 13 000,0 | 12 000,0 | 25 000,0 |
| **Total des projets** | | | **212 535,0** | **308 329,0** | **411 825,0** | **407 846,0** | **460 445,0** | **1 800 980,0** | **1 834 183,0** | **3 635 163,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **311 523,0** | **355 635,0** | **449 009,0** | **442 833,0** | **529 730,0** | **2 088 730,0** | **2 559 408,0** | **4 648 138,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **90 195,0** | **115 970,0** | **140 804,0** | **140 003,0** | **108 267,0** | **595 239,0** | **751 325,0** | **1 346 564,0** |
| **Total des investissements** | | | **401 718,0** | **471 605,0** | **589 813,0** | **582 836,0** | **637 997,0** | **2 683 969,0** | **3 310 733,0** | **5 994 702,0** |

## Détail des projets et des programmes par arrondissements

Cette section présente le détail des investissements prévus au PDI 2026-2035 pour chaque arrondissement.

Les projets sont également reliés à l'instance responsable : le conseil municipal (M) ou le conseil d'agglomération (A).

### Tableau 190 – Ahuntsic-Cartierville

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34224 | Programme de réaménagement de parcs anciens | M | 3 081,0 | 3 081,0 | 3 081,0 | 3 081,0 | 3 081,0 | 15 405,0 | 15 405,0 | 30 810,0 |
| 55733 | Programme de réfection routière | M | 3 082,0 | 3 082,0 | 3 082,0 | 3 082,0 | 3 082,0 | 15 410,0 | 15 410,0 | 30 820,0 |
| 57105 | Programme de remplacement de mobilier urbain | M | 150,0 | 150,0 | 150,0 | 150,0 | 150,0 | 750,0 | 750,0 | 1 500,0 |
| 66056 | Programme de protection des bâtiments | M | 3 081,0 | 3 081,0 | 3 081,0 | 3 081,0 | 3 081,0 | 15 405,0 | 15 405,0 | 30 810,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **9 394,0** | **9 394,0** | **9 394,0** | **9 394,0** | **9 394,0** | **46 970,0** | **46 970,0** | **93 940,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total des investissements** | | | **9 394,0** | **9 394,0** | **9 394,0** | **9 394,0** | **9 394,0** | **46 970,0** | **46 970,0** | **93 940,0** |

### Tableau 191 – Anjou

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34909 | Programme de réaménagement de parcs | M | 280,0 | 750,0 | 838,0 | 832,0 | 838,0 | 3 538,0 | 4 212,0 | 7 750,0 |
| 42509 | Programme de protection des bâtiments | M | 3 433,0 | 3 775,0 | 3 266,0 | 3 217,0 | 3 210,0 | 16 901,0 | 15 961,0 | 32 862,0 |
| 55510 | Programme de réfection routière et d'infrastructures | M | 2 332,0 | 1 600,0 | 2 043,0 | 2 094,0 | 2 044,0 | 10 113,0 | 10 454,0 | 20 567,0 |
| 68509 | Acquisition d'équipements et développement de systèmes informatiques | M | 200,0 | 120,0 | 98,0 | 102,0 | 153,0 | 673,0 | 598,0 | 1 271,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **6 245,0** | **6 245,0** | **6 245,0** | **6 245,0** | **6 245,0** | **31 225,0** | **31 225,0** | **62 450,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total des investissements** | | | **6 245,0** | **6 245,0** | **6 245,0** | **6 245,0** | **6 245,0** | **31 225,0** | **31 225,0** | **62 450,0** |

## Tableau 192 – Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34227 | Programme de réaménagement de parcs anciens | M | 1 675,0 | 2 069,0 | 1 643,0 | 1 143,0 | 1 693,0 | 8 223,0 | 11 467,0 | 19 690,0 |
| 42320 | Programme de mise aux normes des arénas - Développement | M | 200,0 | 304,0 | 850,0 | 840,0 | - | 2 194,0 | - | 2 194,0 |
| 55734 | Programme de réfection routière | M | 3 025,0 | 3 025,0 | 3 025,0 | 3 025,0 | 3 025,0 | 15 125,0 | 15 121,0 | 30 246,0 |
| 55744 | Programme de réfections mineures de trottoirs | M | 550,0 | 550,0 | 550,0 | 550,0 | 550,0 | 2 750,0 | 2 750,0 | 5 500,0 |
| 55754 | Mesures d'apaisement de la circulation-Arrondissement CDN - NDG | M | 412,0 | 412,0 | 412,0 | 412,0 | 412,0 | 2 060,0 | 2 060,0 | 4 120,0 |
| 57101 | Programme de remplacement de mobilier urbain | M | 250,0 | 250,0 | - | - | 100,0 | 600,0 | 500,0 | 1 100,0 |
| 67851 | Programme de réfection d'enveloppes de bâtiments | M | 2 891,0 | 2 393,0 | 2 523,0 | 3 033,0 | 3 223,0 | 14 063,0 | 13 117,0 | 27 180,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **9 003,0** | **9 003,0** | **9 003,0** | **9 003,0** | **9 003,0** | **45 015,0** | **45 015,0** | **90 030,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total des investissements** | | | **9 003,0** | **9 003,0** | **9 003,0** | **9 003,0** | **9 003,0** | **45 015,0** | **45 015,0** | **90 030,0** |

## Tableau 193 – Lachine

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 32517 | Programme de réaménagement de parcs anciens | M | 550,0 | 550,0 | 550,0 | 550,0 | 550,0 | 2 750,0 | 2 750,0 | 5 500,0 |
| 42517 | Programme de réfection de bâtiments sportifs et communautaires | M | 1 503,0 | 1 503,0 | 1 503,0 | 1 503,0 | 1 503,0 | 7 515,0 | 7 515,0 | 15 030,0 |
| 55717 | Programme de réfection routière | M | 2 400,0 | 2 400,0 | 2 400,0 | 2 400,0 | 2 400,0 | 12 000,0 | 12 000,0 | 24 000,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **4 453,0** | **4 453,0** | **4 453,0** | **4 453,0** | **4 453,0** | **22 265,0** | **22 265,0** | **44 530,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total des investissements** | | | **4 453,0** | **4 453,0** | **4 453,0** | **4 453,0** | **4 453,0** | **22 265,0** | **22 265,0** | **44 530,0** |

## Tableau 194 – LaSalle

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34210 | Programme de réaménagement de parcs anciens | M | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 5 000,0 | 5 000,0 | 10 000,0 |
| 55700 | Programme de réfection routière | M | 2 132,0 | 2 132,0 | 2 132,0 | 2 132,0 | 2 132,0 | 10 660,0 | 10 660,0 | 21 320,0 |
| 56700 | Programme de réfection de bâtiments | M | 3 080,0 | 3 080,0 | 3 080,0 | 3 080,0 | 3 080,0 | 15 400,0 | 15 400,0 | 30 800,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **6 212,0** | **6 212,0** | **6 212,0** | **6 212,0** | **6 212,0** | **31 060,0** | **31 060,0** | **62 120,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total des investissements** | | | **6 212,0** | **6 212,0** | **6 212,0** | **6 212,0** | **6 212,0** | **31 060,0** | **31 060,0** | **62 120,0** |

## Tableau 195 – L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34506 | Programme de réaménagement de parcs anciens | M | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 5 000,0 | 5 000,0 | 10 000,0 |
| 44506 | Programme de réfection des bâtiments de l'arrondissement | M | 900,0 | 900,0 | 900,0 | 900,0 | 900,0 | 4 500,0 | 4 500,0 | 9 000,0 |
| 55706 | Programme de réfection routière | M | 1 351,0 | 1 351,0 | 1 351,0 | 1 351,0 | 1 351,0 | 6 755,0 | 6 755,0 | 13 510,0 |
| 68606 | Programme de développement informatique | M | 50,0 | 50,0 | 50,0 | 50,0 | 50,0 | 250,0 | 250,0 | 500,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **3 301,0** | **3 301,0** | **3 301,0** | **3 301,0** | **3 301,0** | **16 505,0** | **16 505,0** | **33 010,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total des investissements** | | | **3 301,0** | **3 301,0** | **3 301,0** | **3 301,0** | **3 301,0** | **16 505,0** | **16 505,0** | **33 010,0** |

## Tableau 196 – Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34223 | Programme de réaménagement des parcs | M | 1 792,0 | 1 792,0 | 1 792,0 | 1 792,0 | 1 792,0 | 8 960,0 | 8 960,0 | 17 920,0 |
| 55729 | Programme de réfection de la voirie | M | 4 815,0 | 4 815,0 | 4 815,0 | 4 815,0 | 4 815,0 | 24 075,0 | 24 075,0 | 48 150,0 |
| 66055 | Programme de protection des bâtiments | M | 4 368,0 | 4 368,0 | 4 368,0 | 4 368,0 | 4 368,0 | 21 840,0 | 21 840,0 | 43 680,0 |
| 68723 | Programme d'acquisition d'équipements | M | 258,0 | 224,0 | 224,0 | 224,0 | 224,0 | 1 154,0 | 1 120,0 | 2 274,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **11 233,0** | **11 199,0** | **11 199,0** | **11 199,0** | **11 199,0** | **56 029,0** | **55 995,0** | **112 024,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total des investissements** | | | **11 233,0** | **11 199,0** | **11 199,0** | **11 199,0** | **11 199,0** | **56 029,0** | **55 995,0** | **112 024,0** |

## Tableau 197 – Montréal-Nord

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 25850 | Programme de développement | M | 1 800,0 | 2 000,0 | - | - | - | 3 800,0 | - | 3 800,0 |
| 34616 | Programme de réaménagement de parcs anciens | M | 4 353,0 | 1 700,0 | 1 700,0 | 1 700,0 | 1 700,0 | 11 153,0 | 8 500,0 | 19 653,0 |
| 55716 | Programme de réfection routière | M | 1 000,0 | 1 750,0 | 1 750,0 | 1 750,0 | 1 750,0 | 8 000,0 | 8 750,0 | 16 750,0 |
| 66016 | Programme de protection des bâtiments administratifs, sportifs et culturels | M | 742,0 | 2 182,0 | 2 182,0 | 2 182,0 | 2 182,0 | 9 470,0 | 10 910,0 | 20 380,0 |
| 68078 | Programme de gestion de la désuétude informatique | M | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 500,0 | 500,0 | 1 000,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **7 995,0** | **7 732,0** | **5 732,0** | **5 732,0** | **5 732,0** | **32 923,0** | **28 660,0** | **61 583,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total des investissements** | | | **7 995,0** | **7 732,0** | **5 732,0** | **5 732,0** | **5 732,0** | **32 923,0** | **28 660,0** | **61 583,0** |

## Tableau 198 – Outremont

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 32005 | Programme d'aménagement de parcs - Arrondissement d'Outremont | M | 200,0 | 400,0 | 200,0 | 200,0 | 200,0 | 1 200,0 | 1 000,0 | 2 200,0 |
| 50021 | Programme de réaménagement des infrastructures | M | 1 025,0 | 900,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 4 925,0 | 5 000,0 | 9 925,0 |
| 55705 | Programme de réfection routière | M | 700,0 | 800,0 | 850,0 | 850,0 | 850,0 | 4 050,0 | 4 250,0 | 8 300,0 |
| 66040 | Programme de protection des bâtiments administratifs | M | 1 000,0 | 800,0 | 800,0 | 800,0 | 800,0 | 4 200,0 | 4 000,0 | 8 200,0 |
| 68115 | Programme d'acquisition de petits équipements | M | 123,0 | 148,0 | 198,0 | 198,0 | 198,0 | 865,0 | 990,0 | 1 855,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **3 048,0** | **3 048,0** | **3 048,0** | **3 048,0** | **3 048,0** | **15 240,0** | **15 240,0** | **30 480,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **3 048,0** | **3 048,0** | **3 048,0** | **3 048,0** | **3 048,0** | **15 240,0** | **15 240,0** | **30 480,0** |

## Tableau 199 – Pierrefonds-Roxboro

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34513 | Programme de réaménagement de parcs anciens | M | 1 800,0 | 4 933,0 | 4 752,0 | 4 752,0 | 4 752,0 | 20 989,0 | 23 760,0 | 44 749,0 |
| 55713 | Programme de réfection routière | M | 4 254,0 | 1 350,0 | 1 450,0 | 1 450,0 | 1 450,0 | 9 954,0 | 7 250,0 | 17 204,0 |
| 66513 | Programme de protection des bâtiments administratifs | M | 1 048,0 | 819,0 | 900,0 | 900,0 | 900,0 | 4 567,0 | 4 500,0 | 9 067,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **7 102,0** | **7 102,0** | **7 102,0** | **7 102,0** | **7 102,0** | **35 510,0** | **35 510,0** | **71 020,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **7 102,0** | **7 102,0** | **7 102,0** | **7 102,0** | **7 102,0** | **35 510,0** | **35 510,0** | **71 020,0** |

## Tableau 200 – Plateau-Mont-Royal

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34222 | Programme de réaménagement de parcs | M | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 5 000,0 | 5 000,0 | 10 000,0 |
| 50020 | Programme de réaménagement des infrastructures | M | 1 450,0 | 1 450,0 | 1 700,0 | 1 700,0 | 1 700,0 | 8 000,0 | 8 500,0 | 16 500,0 |
| 66180 | Programme de protection des bâtiments | M | 4 437,0 | 4 437,0 | 4 187,0 | 4 187,0 | 4 187,0 | 21 435,0 | 20 935,0 | 42 370,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **6 887,0** | **6 887,0** | **6 887,0** | **6 887,0** | **6 887,0** | **34 435,0** | **34 435,0** | **68 870,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **6 887,0** | **6 887,0** | **6 887,0** | **6 887,0** | **6 887,0** | **34 435,0** | **34 435,0** | **68 870,0** |

## Tableau 201 – Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 30056 | Mise en valeur du Vieux-Pointe-aux-Trembles | M | 1 568,0 | 382,0 | - | - | - | 1 950,0 | - | 1 950,0 |
| 30059 | Espace Rivière | M | 1 300,0 | 3 943,0 | 300,0 | 100,0 | - | 5 643,0 | - | 5 643,0 |
| 32019 | Programme d'aménagement et de réaménagement de parcs | M | 1 805,0 | 2 240,0 | 5 030,0 | 4 437,0 | 7 273,0 | 20 785,0 | 19 250,0 | 40 035,0 |
| 35001 | Programme d'acquisition de mobilier urbain | M | 50,0 | 50,0 | 150,0 | 50,0 | - | 300,0 | 250,0 | 550,0 |
| 35002 | Programme d'acquisition d'équipements de loisirs et de culture | M | - | - | - | - | - | - | 300,0 | 300,0 |
| 55731 | Programme de réfection routière | M | 4 400,0 | 4 500,0 | 4 950,0 | 4 975,0 | 5 007,0 | 23 832,0 | 27 300,0 | 51 132,0 |
| 66519 | Programme de protection des bâtiments | M | 5 398,0 | 3 188,0 | 3 873,0 | 4 741,0 | 2 023,0 | 19 223,0 | 24 415,0 | 43 638,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **14 521,0** | **14 303,0** | **14 303,0** | **14 303,0** | **14 303,0** | **71 733,0** | **71 515,0** | **143 248,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **14 521,0** | **14 303,0** | **14 303,0** | **14 303,0** | **14 303,0** | **71 733,0** | **71 515,0** | **143 248,0** |

## Tableau 202 – Rosemont–La Petite-Patrie

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 32025 | Aménagement de nouveaux parcs locaux | M | 920,0 | - | - | - | - | 920,0 | - | 920,0 |
| 34225 | Programme de réaménagement de parcs anciens | M | 725,0 | 1 035,0 | 1 545,0 | 1 145,0 | 1 375,0 | 5 825,0 | 11 425,0 | 17 250,0 |
| 55732 | Programme de réfection routière | M | 4 675,0 | 7 065,0 | 8 595,0 | 8 875,0 | 6 595,0 | 35 805,0 | 32 865,0 | 68 670,0 |
| 67852 | Programme de réfection d'enveloppes de bâtiments | M | 4 289,0 | 2 509,0 | 469,0 | 589,0 | 2 639,0 | 10 495,0 | 8 755,0 | 19 250,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **10 609,0** | **10 609,0** | **10 609,0** | **10 609,0** | **10 609,0** | **53 045,0** | **53 045,0** | **106 090,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **10 609,0** | **10 609,0** | **10 609,0** | **10 609,0** | **10 609,0** | **53 045,0** | **53 045,0** | **106 090,0** |

## Tableau 203 – Saint-Laurent

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 11615 | Développement résidentiel - Projet Bois-Franc | M | 5 387,0 | 3 124,0 | 2 560,0 | 1 144,0 | 3 821,0 | 16 036,0 | 5 302,0 | 21 338,0 |
| 11617 | Développement de nouveaux parcs et espaces verts dans les secteurs résidentiels et industriels | M | 1 000,0 | - | - | - | - | 1 000,0 | - | 1 000,0 |
| 30085 | Construction d'un complexe sportif | M | 13 439,0 | 939,0 | 939,0 | 939,0 | 939,0 | 17 195,0 | 4 695,0 | 21 890,0 |
| 30089 | Programme de protection des bâtiments administratifs | M | 265,0 | 1 000,0 | 10 986,0 | 11 013,0 | 1 182,0 | 24 446,0 | 8 538,0 | 32 984,0 |
| 32515 | Programme de réaménagement de parcs anciens | M | 8 789,0 | 5 907,0 | 3 077,0 | 8 811,0 | 798,0 | 27 382,0 | 12 924,0 | 40 306,0 |
| 42212 | Programme de protection des bâtiments sportifs, loisirs et communautaires | M | 1 602,0 | 2 195,0 | 2 004,0 | 2 734,0 | 2 811,0 | 11 346,0 | 8 851,0 | 20 197,0 |
| 44715 | Programme de remplacement de mobilier d'éclairage | M | 50,0 | 1 570,0 | 423,0 | 735,0 | 735,0 | 3 513,0 | 1 883,0 | 5 396,0 |
| 55714 | Programme de réfection routière | M | 25,0 | - | 1 698,0 | 1 160,0 | 1 753,0 | 4 636,0 | 12 277,0 | 16 913,0 |
| 55721 | Mesures découlant du Plan de transport - Arrondissement de Saint-Laurent | M | 845,0 | 500,0 | 500,0 | 500,0 | 500,0 | 2 845,0 | 1 500,0 | 4 345,0 |
| 68086 | Programme de gestion de la désuétude informatique | M | 315,0 | 270,0 | - | - | - | 585,0 | 588,0 | 1 173,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **31 717,0** | **15 505,0** | **22 187,0** | **27 036,0** | **12 539,0** | **108 984,0** | **56 558,0** | **165 542,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **31 717,0** | **15 505,0** | **22 187,0** | **27 036,0** | **12 539,0** | **108 984,0** | **56 558,0** | **165 542,0** |

## Tableau 204 – Saint-Léonard

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34614 | Programme d'amélioration des aires de jeux | M | 3 580,0 | 2 815,0 | 2 615,0 | 3 775,0 | 1 400,0 | 14 185,0 | 5 150,0 | 19 335,0 |
| 42514 | Programme de protection des centres de loisirs, communautaires et administratifs | M | 700,0 | 2 110,0 | 2 750,0 | 2 600,0 | 3 940,0 | 12 100,0 | 8 925,0 | 21 025,0 |
| 55718 | Programme de réfection routière | M | 2 385,0 | 2 950,0 | 3 450,0 | 3 765,0 | 3 950,0 | 16 500,0 | 19 750,0 | 36 250,0 |
| 66514 | Programme de protection des bâtiments administratifs | M | 1 380,0 | - | - | - | - | 1 380,0 | - | 1 380,0 |
| 68614 | Acquisition d'équipements et mise à niveau de systèmes informatiques | M | 130,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 530,0 | 625,0 | 1 155,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **8 175,0** | **7 975,0** | **8 915,0** | **10 240,0** | **9 390,0** | **44 695,0** | **34 450,0** | **79 145,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **8 175,0** | **7 975,0** | **8 915,0** | **10 240,0** | **9 390,0** | **44 695,0** | **34 450,0** | **79 145,0** |

## Tableau 205 – Sud-Ouest

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 16006 | Programme de travaux d'infrastructures dans les nouveaux secteurs résidentiels | M | - | - | 3 295,0 | - | - | 3 295,0 | - | 3 295,0 |
| 34331 | Programme de mise à niveau des parcs | M | 1 422,0 | 4 612,0 | 2 397,0 | 747,0 | 747,0 | 9 925,0 | 3 735,0 | 13 660,0 |
| 34334 | Programme de développement des parcs | M | 960,0 | - | 2 500,0 | - | - | 3 460,0 | - | 3 460,0 |
| 55736 | Programme de réfection routière | M | 2 989,0 | 1 793,0 | 1 797,0 | 2 143,0 | 1 987,0 | 10 709,0 | 9 785,0 | 20 494,0 |
| 55747 | Programme de mesures d'apaisement de la circulation | M | 400,0 | 400,0 | 400,0 | 400,0 | 400,0 | 2 000,0 | 2 000,0 | 4 000,0 |
| 55748 | Programme d'agriculture urbaine | M | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 125,0 | 125,0 | 250,0 |
| 55749 | Programme de création des îlots de fraîcheur | M | 350,0 | 334,0 | 300,0 | 350,0 | 350,0 | 1 684,0 | 1 750,0 | 3 434,0 |
| 57023 | Programme d'installation de mobilier d'éclairage | M | 75,0 | 75,0 | 75,0 | 100,0 | 100,0 | 425,0 | 500,0 | 925,0 |
| 67861 | Programme de mise à niveau des immeubles | M | 1 397,0 | 1 993,0 | 2 393,0 | 2 118,0 | 2 193,0 | 10 094,0 | 16 515,0 | 26 609,0 |
| 67862 | Développement immobilier | M | 250,0 | - | - | 999,0 | 1 080,0 | 2 329,0 | - | 2 329,0 |
| 68053 | Programme de gestion de la désuétude informatique | M | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 150,0 | 150,0 | 300,0 |
| 68721 | Programme d'acquisition de mobilier urbain | M | 74,0 | 75,0 | 75,0 | 100,0 | 100,0 | 424,0 | 500,0 | 924,0 |
| 68731 | Programme d'acquisition de petits équipements | M | 60,0 | 60,0 | 80,0 | 60,0 | 60,0 | 320,0 | 300,0 | 620,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **8 032,0** | **9 397,0** | **13 367,0** | **7 072,0** | **7 072,0** | **44 940,0** | **35 360,0** | **80 300,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **8 032,0** | **9 397,0** | **13 367,0** | **7 072,0** | **7 072,0** | **44 940,0** | **35 360,0** | **80 300,0** |

## Tableau 206 – Verdun

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34512 | Programme d'amélioration des aires de jeux et des places publiques | M | 740,0 | 740,0 | 740,0 | 740,0 | 750,0 | 3 710,0 | 5 005,0 | 8 715,0 |
| 42612 | Programme de réfection des bâtiments administratifs, sportifs et communautaires | M | 1 366,0 | 1 366,0 | 1 366,0 | 1 366,0 | 1 366,0 | 6 830,0 | 6 830,0 | 13 660,0 |
| 42812 | Aménagement d'un centre aquatique | M | 1 207,0 | 1 207,0 | 1 207,0 | 1 207,0 | 1 207,0 | 6 035,0 | 4 658,0 | 10 693,0 |
| 55719 | Programme de réfection routière | M | 1 259,0 | 1 284,0 | 1 284,0 | 1 284,0 | 1 274,0 | 6 385,0 | 6 990,0 | 13 375,0 |
| 69212 | Natatorium | M | 75,0 | 150,0 | 150,0 | 150,0 | 150,0 | 675,0 | 252,0 | 927,0 |
| 83022 | Programme local d'apaisement de la circulation | M | 300,0 | 200,0 | 200,0 | 200,0 | 200,0 | 1 100,0 | 1 000,0 | 2 100,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **4 947,0** | **4 947,0** | **4 947,0** | **4 947,0** | **4 947,0** | **24 735,0** | **24 735,0** | **49 470,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **4 947,0** | **4 947,0** | **4 947,0** | **4 947,0** | **4 947,0** | **24 735,0** | **24 735,0** | **49 470,0** |

## Tableau 207 – Ville-Marie

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34220 | Programme d'aménagement et de réaménagement de parcs et espaces verts | M | 4 799,0 | 5 124,0 | 4 621,0 | 5 403,0 | 5 242,0 | 25 189,0 | 13 910,0 | 39 099,0 |
| 44220 | Programme Accès Jardins | M | 144,0 | 87,0 | 2 679,0 | 1 571,0 | 843,0 | 5 324,0 | 5 000,0 | 10 324,0 |
| 55737 | Programme de réfection routière | M | 6 877,0 | 7 100,0 | 6 034,0 | 2 265,0 | 4 315,0 | 26 591,0 | 27 575,0 | 54 166,0 |
| 66553 | Programme de protection des bâtiments | M | 3 641,0 | 3 150,0 | 2 127,0 | 6 222,0 | 5 061,0 | 20 201,0 | 30 820,0 | 51 021,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **15 461,0** | **15 461,0** | **15 461,0** | **15 461,0** | **15 461,0** | **77 305,0** | **77 305,0** | **154 610,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total des investissements** | | | **15 461,0** | **15 461,0** | **15 461,0** | **15 461,0** | **15 461,0** | **77 305,0** | **77 305,0** | **154 610,0** |

## Tableau 208 – Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34226 | Programme de réaménagement de parcs anciens | M | 1 627,0 | 1 987,0 | 1 487,0 | 1 320,0 | 1 711,0 | 8 132,0 | 6 219,0 | 14 351,0 |
| 42305 | Programme de protection des bâtiments | M | 9 051,0 | 2 230,0 | 2 230,0 | 3 426,0 | 3 507,0 | 20 444,0 | 19 176,0 | 39 620,0 |
| 55310 | Construction de la nouvelle bibliothèque de Villeray | M | 1 586,0 | 1 901,0 | 2 701,0 | - | 47,0 | 6 235,0 | - | 6 235,0 |
| 55730 | Programme de réfection routière | M | 3 450,0 | 1 900,0 | 1 600,0 | 2 929,0 | 2 383,0 | 12 262,0 | 12 178,0 | 24 440,0 |
| 55738 | Programme de réfection routière - Travaux publics | M | 1 080,0 | 980,0 | 980,0 | 1 323,0 | 1 350,0 | 5 713,0 | 7 417,0 | 13 130,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **16 794,0** | **8 998,0** | **8 998,0** | **8 998,0** | **8 998,0** | **52 786,0** | **44 990,0** | **97 776,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total des investissements** | | | **16 794,0** | **8 998,0** | **8 998,0** | **8 998,0** | **8 998,0** | **52 786,0** | **44 990,0** | **97 776,0** |

# Annexe 4 – Structure de la présentation de l'information budgétaire

Aux fins de l'établissement du budget, la Ville de Montréal applique les principes comptables généralement reconnus (PCGR), contenus dans le *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Les données financières sont présentées par catégories pour les revenus et pour les dépenses :

- au budget du conseil municipal, pour les activités de compétences locales;
- au budget du conseil d'agglomération, pour les activités de compétences d'agglomération.

Les données financières sont également présentées par secteurs d'activités, selon la structure organisationnelle de la Ville. Par ailleurs, un état des revenus et des dépenses lié aux activités du Fonds de l'eau est présenté dans une annexe distincte du présent document.

## Structure de présentation des revenus et des dépenses

Les revenus sont regroupés dans cinq catégories :

- les **taxes** regroupent l'ensemble des revenus de la taxation, de la tarification de l'eau et de la taxe municipale pour le 911 notamment;
- les **paiements tenant lieu de taxes** regroupent les revenus prélevés auprès des propriétaires d'immeubles non imposables qui sont assujettis à des compensations tenant lieu de taxes. La *Loi sur la fiscalité municipale* liste ces immeubles et précise les diverses compensations qui leur sont applicables;
- les **quotes-parts** regroupent les sommes versées par les municipalités liées pour le financement des activités relevant du conseil d'agglomération;
- les **services rendus et autres revenus** regroupent les revenus des services facturés à des citoyennes et citoyens, à d'autres organismes municipaux, à des gouvernements ou à des entreprises privées ainsi que d'autres types de revenus comme ceux des amendes et des pénalités, de l'imposition de droits, d'intérêts, de la cession d'éléments d'actifs, etc.;
- les **transferts** regroupent l'ensemble des subventions des gouvernements et des autres organismes publics.

Les dépenses sont généralement présentées par objets :

- la **rémunération**, qui comprend les salaires du personnel et des élues et élus ainsi que les avantages qui s'y rattachent;
- les **cotisations de l'employeur**, qui incluent les charges sociales obligatoires (RRQ, RQAP, etc.) et les autres dépenses relatives aux avantages sociaux des élues et élus ainsi que du personnel de la Ville;
- le **transport** et les **communications**;
- les **services professionnels**, les **services techniques et autres**;
- la **location**, l'**entretien** et la **réparation**;
- les **biens non durables**, soit des biens consommés pour le fonctionnement des activités municipales tels que les carburants, les pièces et les accessoires, les articles de nettoyage et autres;
- les **biens durables** non capitalisés;
- les **frais de financement**;
- le **remboursement de la dette à long terme**;
- les **contributions à des organismes**.

Dans la section traitant de l'excédent des activités de fonctionnement à des fins fiscales, les dépenses sont présentées par activités :

- l'activité **administration générale** comprend l'ensemble des activités relatives à l'administration et à la gestion municipales. Les dépenses sont notamment liées au fonctionnement des conseils municipal et d'agglomération et des 19 arrondissements, à l'application de la loi ainsi qu'à la gestion des ressources financières, administratives et humaines;
- l'activité **sécurité publique** inclut les activités liées à la protection des personnes et de la propriété. Elle comporte toutes les dépenses relatives à la surveillance, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile;
- l'activité **transport** contient l'ensemble des activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers destinés au transport des personnes, y compris par transport collectif, et au transport des marchandises. Elle comprend également la gestion de la neige;
- l'activité **hygiène du milieu** englobe la planification, l'organisation et l'entretien des infrastructures de production et de distribution de l'eau potable, des réseaux d'égouts et de traitement des eaux usées ainsi que la gestion des matières résiduelles et la protection de l'environnement;
- l'activité **santé et bien-être** renferme l'ensemble des services d'hygiène publique et de bien-être destinés aux personnes, notamment en matière de logement hors marché;
- l'activité **aménagement, urbanisme et développement** regroupe l'ensemble des activités relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement et de développement ou du plan d'urbanisme ainsi qu'au financement des programmes de développement économique et touristique;
- l'activité **loisirs et culture** intègre l'ensemble des activités de planification, d'organisation et de gestion des programmes liés aux loisirs et à la culture favorisant la qualité de vie des citoyennes et citoyens et l'intégration des communautés culturelles;
- l'activité **frais de financement** englobe les frais d'intérêts et autres frais liés aux emprunts.

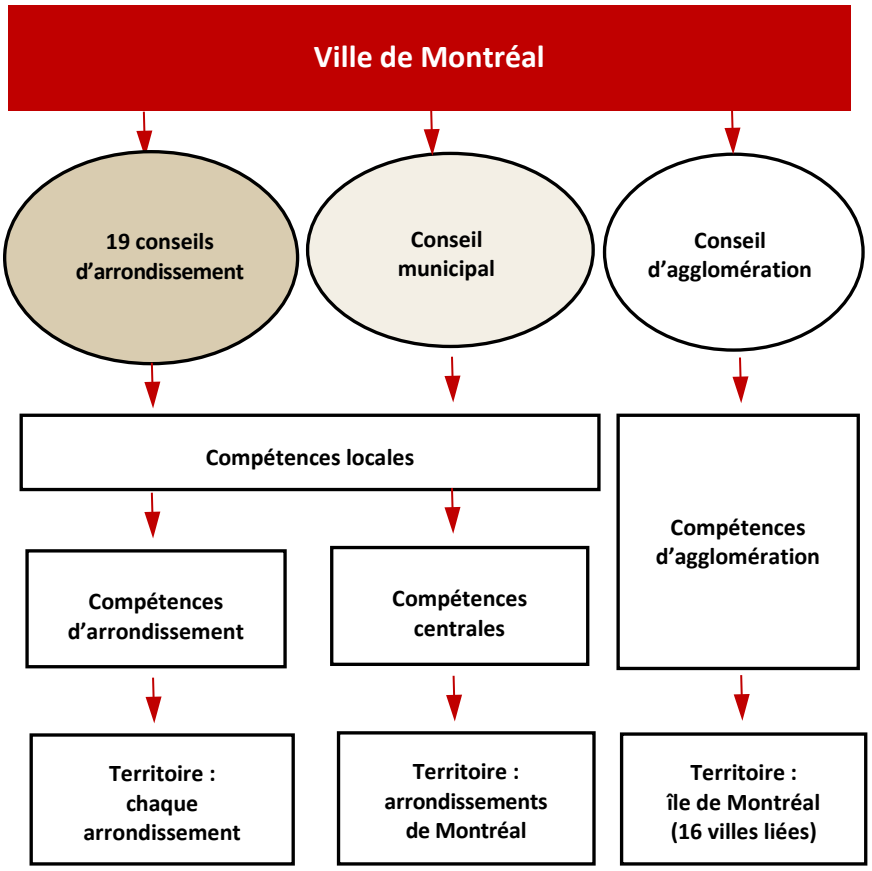
# Annexe 5 – Partage des compétences et confection du budget

Comme le prescrit l'encadrement juridique de la Ville de Montréal, les pouvoirs d'administrer la Ville sont partagés en compétences d'agglomération et en compétences locales. La Ville de Montréal, en sa qualité de Ville centrale, fournit des services et gère les équipements communs pour l'ensemble des citoyennes et citoyens de l'île de Montréal, à la fois sur son territoire et sur celui des 15 villes reconstituées.

## Instances politiques et champs de compétences

La figure ci-dessous illustre le partage des compétences à la Ville de Montréal, les instances politiques qui en sont responsables ainsi que leurs territoires d'application.

**Figure 2 – Partage des compétences – Instances politiques et territoires d'application**



## Le conseil d'agglomération de Montréal

Les compétences d'agglomération, soit les pouvoirs relatifs aux services fournis à l'ensemble des citoyennes et citoyens de l'île de Montréal, sont exercées au sein du conseil d'agglomération. La prestation des services communs est assurée par les employées et employés de la Ville de Montréal.

Cette instance politique de la Ville de Montréal détient, à l'égard des services communs, le pouvoir d'adopter tout règlement, d'autoriser toute charge et d'imposer toute quote-part sur l'ensemble du territoire de l'île de Montréal. En effet, depuis 2009, les 16 villes liées de l'île de Montréal financent au moyen de quotes-parts l'ensemble des services communs placés sous l'autorité du conseil d'agglomération.

La structure du conseil d'agglomération se veut transparente et démocratique. La mairesse de Montréal choisit pour l'accompagner au conseil d'agglomération des représentantes et représentants, qui tiennent leurs mandats du conseil municipal; celui-ci détermine les orientations que prennent les élues et élus au conseil d'agglomération. Il en est de même pour les mairesses et maires des villes reconstituées, qui sont liés aux orientations de leur conseil municipal respectif. Au total, le conseil d'agglomération est composé de 31 personnes élues, soit :

- la mairesse de Montréal;
- 15 personnes élues du conseil municipal de Montréal, que désigne la mairesse;
- 14 mairesses et maires des villes reconstituées (il n'y a que 1 représentante ou représentant pour L'Île-Dorval et Dorval) – l'une de ces personnes est à la vice-présidence;
- 1 représentante ou représentant supplémentaire pour Dollard-des-Ormeaux (en raison de la taille de sa population), que désigne la mairesse ou le maire de cette municipalité.

Au sein de ce conseil, les 16 villes liées possèdent une représentation proportionnelle à leur poids démographique, soit environ 88 % pour la Ville de Montréal et environ 12 % pour les 15 municipalités reconstituées.

## Le conseil municipal et les conseils d'arrondissement

Les compétences locales de la Ville, conformément aux différents domaines d'activité énoncés dans la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*, sont partagées entre le conseil municipal et les conseils d'arrondissement.

Le conseil municipal de la Ville de Montréal assume ses responsabilités à l'égard des compétences locales sur le territoire de Montréal, qui compte 19 arrondissements. Le conseil municipal est composé de la mairesse de Montréal, qui est d'office mairesse de l'arrondissement de Ville-Marie, et des 64 conseillères et conseillers municipaux, dont 18 sont des mairesses ou maires d'arrondissement.

Les conseils d'arrondissement assurent, quant à eux, la prestation des services locaux sur leur territoire respectif. Un conseil d'arrondissement compte un minimum de cinq membres, soit la mairesse ou le maire d'arrondissement, la, le ou les conseillères et conseillers municipaux et, selon le cas, les conseillères et conseillers d'arrondissement représentant cet arrondissement. Au total, les 19 arrondissements comprennent 46 conseillères et conseillers, qui siègent également au conseil municipal, et 38 conseillères et conseillers d'arrondissement.

**Tableau 209 – Résumé des principales compétences relevant soit du conseil d'agglomération, soit des conseils municipal et d'arrondissement**

| Compétences d'agglomération | Compétences locales |
|---|---|
| ▪ L'évaluation foncière<br>▪ Les services de police et de sécurité incendie et civile<br>▪ Les services de premiers répondants et répondantes, à l'exception de ceux de la Ville de Côte-Saint-Luc<br>▪ Le centre d'urgence 911<br>▪ La mise en œuvre des schémas de couverture de risques en sécurité incendie<br>▪ La cour municipale<br>▪ Le logement social<br>▪ L'aide destinée aux sans-abris<br>▪ La prévention de la toxicomanie et de la prostitution, et la lutte contre celles-ci<br>▪ L'élimination et la valorisation des matières résiduelles ainsi que tout autre élément relatif à la gestion de celles-ci, si elles sont dangereuses<br>▪ L'élaboration et l'adoption du plan de gestion des matières résiduelles<br>▪ La gestion des cours d'eau municipaux<br>▪ Les équipements et les infrastructures d'alimentation en eau et d'assainissement des eaux usées, sauf les conduites locales<br>▪ Le transport collectif des personnes<br>▪ La détermination de normes minimales de gestion et la planification générale du réseau artériel ainsi que les travaux concernant certaines voies énumérées<br>▪ L'accueil touristique<br>▪ Les parcs industriels<br>▪ Le Conseil des arts de Montréal<br>▪ Les équipements, les infrastructures et les activités d'intérêt collectif nommés à l'annexe du *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (n° 1229-2005 et modifications)<br>▪ La contribution au financement du déficit d'Espace pour la vie<br>▪ Toute autre compétence anciennement accordée à la Communauté urbaine de Montréal, dans le cas où la Ville a succédé à celle-ci | ▪ L'adoption du plan d'urbanisme et les modifications qui y sont apportées<br>▪ La réglementation en matière de construction, de nuisance et de salubrité<br>▪ L'habitation<br>▪ La collecte et le transport des matières résiduelles<br>▪ La gestion des rues locales et artérielles<br>▪ Les conduites qui, au sein des réseaux d'aqueduc et d'égouts, sont de nature locale<br>▪ Les équipements locaux de sport et de loisirs<br>▪ Les bibliothèques locales<br>▪ Les parcs locaux<br>▪ La promotion économique locale, communautaire, culturelle et sociale<br>▪ Le patrimoine<br>▪ La Commission des services électriques de Montréal<br>▪ Les sociétés de développement commercial<br>▪ Les parcs industriels énumérés au règlement RCG 06-020<br>▪ L'organisation des élections |

## Confection du budget

D'après sa structure organisationnelle, la Ville de Montréal produit un budget global, conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* du MAMH.

Les pouvoirs d'administrer la Ville étant partagés en compétences d'agglomération et en compétences locales, la Ville de Montréal confectionne le budget sur la base des compétences d'agglomération et des compétences locales, à savoir le budget du conseil d'agglomération et le budget du conseil municipal.

### Cadre juridique

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ c. E-20.001), ci-après la *Loi* établit des obligations concrètes pour la municipalité centrale en ce qui concerne les dépenses que celle-ci réalise dans l'exercice des compétences d'agglomération.

Entre autres, la *Loi* prévoit que :

- les dépenses que la municipalité centrale fait dans l'exercice des compétences d'agglomération sont traitées distinctement de celles qu'elle fait dans l'exercice des compétences locales;
- les dépenses faites par la municipalité centrale à la fois dans l'exercice des compétences d'agglomération et dans celui des compétences locales constituent des dépenses mixtes;
- le conseil d'agglomération établit, par règlement, les critères permettant de déterminer quelle partie d'une dépense mixte constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération;
- les revenus suivent le même cheminement que les charges. Ainsi, les revenus de la municipalité centrale qui sont produits par l'exercice d'une compétence d'agglomération doivent être affectés au financement des dépenses effectuées aux fins de cette compétence.

### Approche souple, efficace et efficiente

En sa qualité de municipalité centrale, la Ville de Montréal s'acquitte de ses responsabilités liées à l'exercice des compétences d'agglomération, tout en fournissant aux citoyennes et citoyens de son territoire des services relevant de ses compétences locales. Tous ces services, qu'ils soient associés à l'exercice des compétences d'agglomération ou à l'exercice des compétences locales, sont assurés par les employées et employés de la Ville de Montréal[1].

Dans ce contexte, toutes les charges réalisées par la Ville de Montréal nécessitent d'être analysées et réparties entre le budget du conseil d'agglomération et le budget du conseil municipal. Cette répartition s'effectue conformément aux compétences déterminées par la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*.

[1] Certains services offerts par la Ville de Montréal peuvent être réalisés, par contrat, à l'externe. Ils demeurent gérés par les employées et employés de la Ville et sont considérés au même titre. Par ailleurs, certains services relatifs à l'exercice des compétences d'agglomération peuvent également être délégués aux municipalités liées par le conseil d'agglomération.

Les dépenses mixtes, c'est-à-dire celles qui relèvent à la fois du conseil d'agglomération et du conseil municipal, sont réparties en fonction de différents critères prédéterminés qui imposent l'équité, l'efficacité et l'efficience. Il n'y a pas deux fonctions publiques distinctes à l'intérieur de la Ville de Montréal, mais une seule. Conforme à la loi, cette approche se veut souple, efficace et, surtout, efficiente; elle permet à la Ville de Montréal de fournir à l'ensemble des citoyennes et citoyens les services communs – c'est-à-dire ceux qui relèvent du conseil d'agglomération – à moindre coût.

### Répartition du budget global : une analyse précise et détaillée

Le budget global de la Ville de Montréal est donc partagé entre le budget du conseil municipal et le budget du conseil d'agglomération. Ce partage repose sur les éléments suivants :

- le partage des compétences, selon la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;
- la répartition des dépenses mixtes.

### Partage selon les compétences

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, complétée par le décret du gouvernement du Québec concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) tel qu'il a été modifié, précise l'ensemble des compétences qui relèvent du conseil d'agglomération.

Au sein de la Ville de Montréal, les compétences d'agglomération, soit les services communs, sont assumées par différentes unités d'affaires, qui fournissent également aux citoyennes et citoyens de Montréal les services relevant des compétences locales de la Ville. En fait, la plupart des unités d'affaires de la Ville de Montréal fournissent des services liés à l'exercice des compétences d'agglomération et des services liés à l'exercice des compétences locales.

Il est à noter que les dépenses administratives relatives à l'exercice des compétences d'agglomération sont également imputables au budget du conseil d'agglomération.

Tous les services fournis par les unités d'affaires de la Ville sont analysés afin de déterminer s'il s'agit d'une dépense attribuable à l'exercice d'une compétence locale ou d'une compétence d'agglomération, et, selon le cas, cette dépense sera associée au budget du conseil municipal ou au budget du conseil d'agglomération. Cette analyse peut, par ailleurs, déterminer qu'il s'agit d'une dépense mixte. Dans ce cas, une deuxième analyse s'impose pour établir sa répartition.

### Répartition des dépenses mixtes

Certaines dépenses réalisées par les différentes unités d'affaires de la Ville relèvent à la fois du budget du conseil d'agglomération et du budget du conseil municipal. Ces dépenses mixtes sont réparties entre les deux budgets et sont regroupées en deux catégories distinctes :

- les dépenses liées aux services à la population (par exemple, les activités du Service de l'urbanisme et de la mobilité);
- les dépenses liées aux activités d'administration générale (par exemple, les activités du Service des finances et de l'évaluation foncière).

## Répartition des dépenses mixtes liées aux services à la population

La répartition des dépenses mixtes liées aux services à la population est déterminée par les unités d'affaires offrant ces services, en fonction d'un ou de plusieurs des critères établis au *Règlement sur les dépenses mixtes* (RCG 06-054), qui est adopté par le conseil d'agglomération, soit :

- les données quantitatives factuelles;
- l'évaluation quantitative des ressources humaines qui y sont consacrées;
- l'évaluation quantitative des ressources financières qui y sont consacrées.

Une fois les dépenses mixtes liées aux services à la population analysées et réparties, abstraction faite de celles liées aux activités d'administration générale, il en résulte :

- des dépenses d'agglomération spécifiquement déterminées;
- des dépenses locales spécifiquement déterminées.

## Répartition des dépenses mixtes liées aux activités d'administration générale

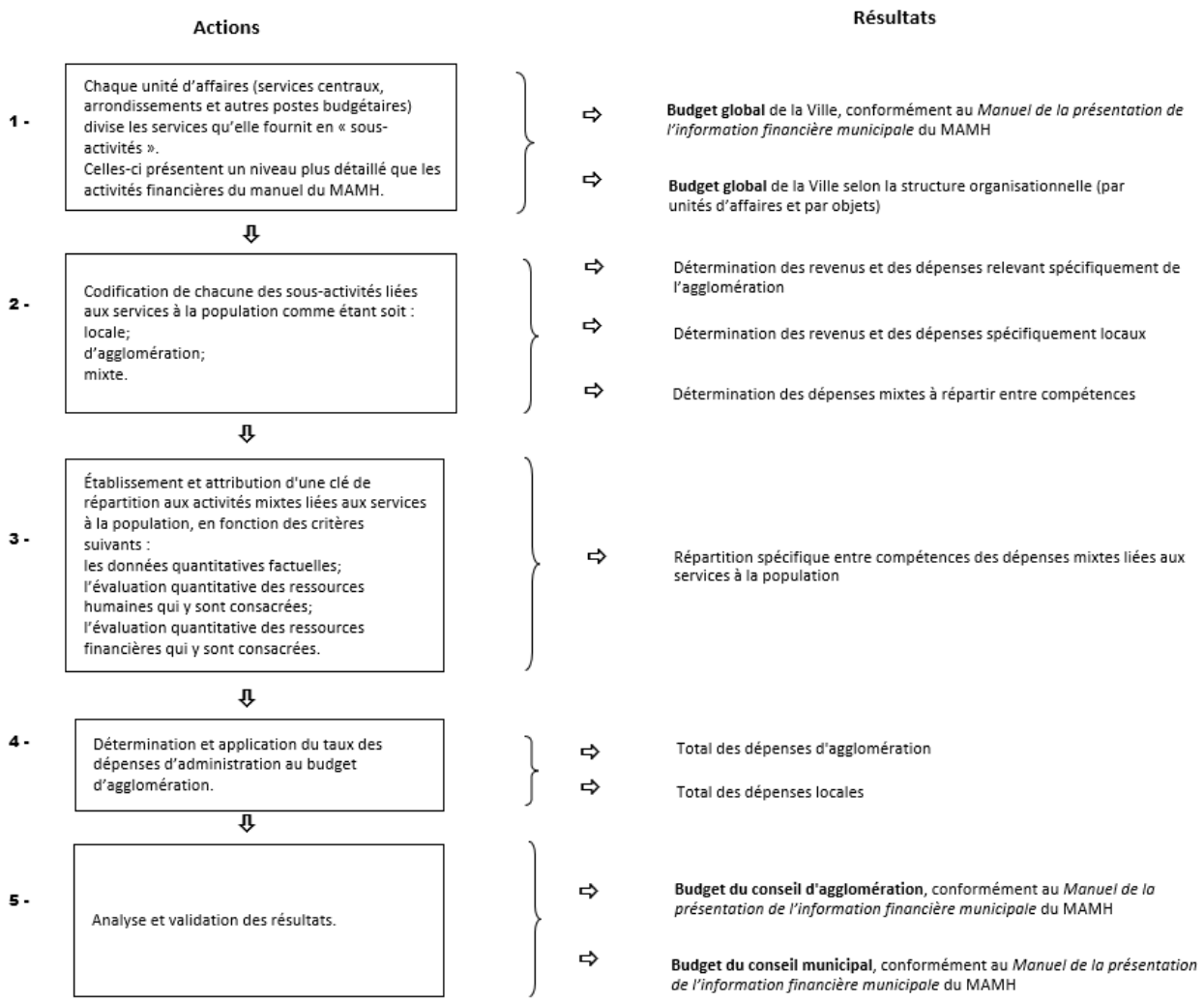
En vertu du *Règlement sur les dépenses mixtes*, les dépenses mixtes de la catégorie « Administration générale » sont calculées pour le budget du conseil d'agglomération au moyen d'un taux. Pour 2026, ce taux des dépenses d'administration s'établit à 10,01 %, en fonction de la méthodologie définie dans ce règlement. Ce pourcentage s'applique au budget des dépenses d'agglomération, desquelles ont été retranchées, à des fins de calcul, les dépenses mixtes d'administration générale qui sont sous la responsabilité de l'agglomération, les dépenses liées au service de la dette, les dépenses de contributions ainsi que les dépenses contingentes.

Conséquemment, les unités d'affaires touchées par cette mesure (Affaires juridiques, Approvisionnement, Bureau de l'inspecteur général, Commission de la fonction publique de Montréal, Direction générale, Finances et évaluation foncière, Greffe, Matériel roulant et ateliers, Planification stratégique et performance organisationnelle, Ressources humaines et communications, Technologies de l'information, Concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne, et Bureau du vérificateur général) n'ont pas à prévoir, pour l'agglomération, de répartition budgétaire de leurs dépenses de fonctionnement, à l'exception de celles qui sont liées à des compétences d'agglomération (par exemple, les dépenses de la Direction des poursuites pénales et criminelles du Service des affaires juridiques) et de celles qui sont réparties spécifiquement.

## Processus par étapes

Le schéma qui suit résume l'ensemble des étapes qui sous-tendent la confection du budget de la Ville ainsi que les répartitions des dépenses nécessaires entre le budget du conseil d'agglomération et le budget du conseil municipal.

**Figure 3 – Étapes de la confection du budget et répartition des revenus et des dépenses**



# Annexe 6 – Équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif

## Annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal

(*Décret numéro 1229-2005* et modifications subséquentes, notamment L'Entente pour améliorer le fonctionnement de l'agglomération de Montréal, de 2008)

### Équipements et infrastructures

- Parc du mont Royal;
- Parc Jean-Drapeau;
- Parc Frédéric-Back (Complexe environnemental de Saint-Michel);
- ensemble des parcs-nature : Anse-à-l'Orme, Bois-d'Anjou, Bois-de-l'Île-Bizard, Bois-de-Liesse, Bois-de-Saraguay, Cap-Saint-Jacques, Île-de-la-Visitation, Pointe-aux-Prairies, Ruisseau-De Montigny et Rapides-du-Cheval-Blanc;
- les écoterritoires suivants : la forêt de Senneville, le corridor écoforestier de la rivière à l'Orme, le corridor écoforestier de l'Île Bizard, les rapides du Cheval Blanc, la coulée verte du ruisseau Bertrand, les sommets et les flancs du mont Royal, la coulée verte du ruisseau De Montigny, la trame verte de l'Est, les rapides de Lachine et la falaise Saint-Jacques.

### Activités et objets d'activités

- Culture Montréal;
- Cité des arts du cirque;
- Tour de l'Île;
- aide à l'élite sportive et aux événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale;
- mise en œuvre de l'entente-cadre conclue entre la Ville de Montréal, le ministère de la Culture et des Communications et la Bibliothèque nationale du Québec;
- réseau cyclable actuel et projeté de l'île de Montréal, tel que l'établit le Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération, daté du 18 juin 2008 (CG08 0362);
- contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la lutte contre la pauvreté;
- contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, des sites et des arrondissements reconnus par la *Loi sur les biens culturels;*
- contributions municipales aux programmes gouvernementaux ou à ceux de la Communauté métropolitaine de Montréal qui visent l'amélioration de la protection et des conditions d'utilisation des rives des cours d'eau entourant l'agglomération de Montréal ou qui visent la création de parcs riverains dans l'agglomération.

# Annexe 7 – Compétences des arrondissements et des services centraux

En vertu du partage des compétences, les pouvoirs du conseil municipal et des 19 conseils d'arrondissement sont associés aux décisions reliées aux compétences locales. Ce partage signifie que ces 20 instances, en excluant le comité exécutif, agissent sur le territoire de la ville dans des domaines qui relèvent tantôt de l'autorité du conseil municipal, tantôt de l'autorité des conseils d'arrondissement.

Le tableau suivant présente le partage des compétences locales inhérentes à la gestion de la Ville, selon les domaines énoncés dans la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*.

**Tableau 210 – Résumé des compétences, des pouvoirs et des obligations respectifs des arrondissements et des services centraux**

| Arrondissements | Services centraux |
|---|---|
| **Urbanisme** – Adoption de tous les règlements relatifs à leur territoire selon la procédure de consultation publique prévue à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme,* à l'exception du contrôle des animaux. | **Urbanisme** – Élaboration du plan d'urbanisme et encadrement assurant la conformité des arrondissements avec ce plan; protection du patrimoine bâti, des lieux publics et des immeubles municipaux, y compris le contrôle des animaux. |
| **Conversion d'un immeuble en propriété divise** – Autorisation d'une dérogation à l'interdiction de convertir un immeuble en propriété divise afin de favoriser l'augmentation du nombre de logements disponibles. | **Habitation** – Élaboration des politiques d'habitation; conception, planification opérationnelle et évaluation des programmes touchant les subventions résidentielles. |
| **Prévention en sécurité incendie et sécurité civile** – Participation et recommandation à l'élaboration des schémas de couverture de risques et de sécurité civile. | **Prévention en sécurité incendie et sécurité civile** – Élaboration de la réglementation en matière de protection incendie, de nuisance et de salubrité publique. |
| **Voirie locale** – Entretien du réseau local, à l'exception du déneigement et de l'élimination de la neige; contrôle de la circulation et du stationnement sur les voies locales. | **Voirie artérielle** – Entretien du réseau artériel, des feux de circulation et des structures routières, contrôle de la circulation et du stationnement, gestion du stationnement tarifé (y compris celui du réseau local).<br>**Voirie locale** – Déneigement et élimination de la neige. |
| **Matières résiduelles** – Gestion des activités liées à l'enlèvement des matières résiduelles, par délégation du conseil municipal. | **Environnement et matières résiduelles** – Enlèvement, transport et dépôt des matières résiduelles (y compris les matières recyclables); élaboration des programmes assurant la qualité de l'environnement; gestion du traitement des matières résiduelles. |
| **Développement économique local, communautaire, culturel et social** – Soutien financier aux organismes qui exercent une mission de développement local. | **Développement économique, communautaire, culturel et social** – Élaboration du plan institutionnel de développement économique, culturel et social. |
| **Culture, sports, loisirs et parcs** – Responsabilité à l'égard des parcs et des équipements culturels et de loisirs à vocation locale. | **Culture, sports, loisirs et parcs** – Élaboration d'une vision commune en matière de culture, de sports et de loisirs. |

# Annexe 8 – Synthèse des politiques financières

La Ville de Montréal a adopté en 2002 des politiques financières afin d'assurer une saine gestion des fonds publics. Ces politiques énoncent des pratiques de gestion financière pour l'ensemble des affaires de la Ville et servent de guides à la prise de décision pour le comité exécutif, pour les conseils municipal, d'agglomération et d'arrondissement ainsi que pour l'ensemble des gestionnaires et des sociétés paramunicipales.

Ces politiques ont évolué année après année afin de tenir compte, notamment, des modifications apportées au cadre légal et aux obligations administratives et financières, de même que de l'évolution des pratiques.

Voici la liste des politiques financières :

- Politique de l'équilibre budgétaire;
- Politique de gestion des excédents de fonctionnement (surplus affectés et non affectés);
- Politique des sources de revenus;
- Politique des équipements et des infrastructures;
- Politique de gestion de la dette;
- Politique de gestion des dépenses;
- Politique de capitalisation et d'amortissement des dépenses en immobilisations.

Ci-après se trouve une synthèse des politiques financières présentement en vigueur, lesquelles ont été adoptées par les conseils municipal et d'agglomération. Les versions complètes des politiques financières peuvent être consultées à la page Internet[1] des politiques.

[1] https://montreal.ca/sujets/politiques-financieres

## La politique de l'équilibre budgétaire

La *Loi sur les cités et villes* exige que les administrations municipales atteignent l'équilibre budgétaire sur une base annuelle. Pour obtenir et maintenir cet équilibre, le conseil municipal, le conseil d'agglomération et les conseils d'arrondissement peuvent notamment avoir recours à diverses sources de revenus, notamment à la taxation foncière et à la tarification. Ils peuvent également utiliser leurs surplus accumulés. Si, en raison de circonstances exceptionnelles, ils déclarent, pour une année donnée, un excédent des dépenses sur les revenus, ils doivent prendre des mesures correctives dès l'année suivante.

Ces mesures peuvent consister à imposer une taxe spéciale pour couvrir cet excédent de dépenses ou à préparer un budget supplémentaire pour combler un déficit anticipé ou encore à porter ce déficit au budget de l'exercice financier suivant, sauf si le conseil prévoit que, lors de cet exercice, il consolidera le déficit par un règlement d'emprunt. Ces dispositions de la loi montrent à quel point il est important pour la Ville d'équilibrer son budget sur une base annuelle.

Compte tenu de la rareté des ressources et des besoins qui sont quasi illimités, il importe que la Ville se donne un cadre et des pratiques de gestion afin d'éviter de se trouver dans une situation où elle ne pourrait respecter l'exigence de la *Loi sur les cités et villes* en ce qui a trait à l'équilibre budgétaire.

### Objet de la politique

L'objet de la politique de l'équilibre budgétaire est de faire en sorte que la Ville respecte ses obligations légales d'équilibre en déterminant à la fois les mécanismes d'encadrement et les outils qui sont nécessaires au maintien de cet équilibre, et ce, sur une base annuelle et pluriannuelle.

### Objectifs

Par la politique de l'équilibre budgétaire, la Ville de Montréal poursuit les objectifs suivants :

- assurer une gestion responsable de ses ressources financières;
- gérer de telle sorte que la situation budgétaire de l'ensemble de la Ville soit saine en tout temps;
- optimiser l'affectation des fonds de la Ville;
- définir un cadre informationnel utile à la prise de décision budgétaire;
- veiller au suivi des budgets de la Ville.

### Pratiques de gestion

La politique prévoit des pratiques de gestion, regroupées sous les trois énoncés généraux suivants :

- l'équilibre budgétaire annuel;
- l'équilibre budgétaire à moyen et long terme;
- le suivi budgétaire.

## La politique de gestion des excédents de fonctionnement (surplus affectés et non affectés)

Une gestion financière prudente implique que la Ville doit prévoir des réserves suffisantes pour faire face aux situations exceptionnelles ou imprévues.

C'est pour cette raison que la Ville de Montréal prévoit à même son budget annuel un montant suffisant pour couvrir les dépenses non prévues, le règlement des réclamations et le paiement des condamnations judiciaires.

Également, au cours des dernières années, le conseil municipal et le conseil d'agglomération ont autorisé la création de réserves financières, notamment les réserves financières de l'eau, de la voirie, des immobilisations et celle des dépenses liées à la tenue des élections. Ces réserves ont été créées en vertu de règlements spécifiques et de dispositions propres à chacune.

### Objet de la politique

L'objet de la présente politique est de définir les mécanismes de constitution et d'utilisation des excédents de fonctionnement (surplus affectés et non affectés).

### Objectifs

Par cette politique, la Ville de Montréal entend poursuivre les objectifs suivants :

- gérer adéquatement les finances de la Ville, en ayant les marges de manœuvre nécessaires pour résoudre des situations exceptionnelles ou imprévues;
- assurer la stabilité financière de la Ville en lissant certaines catégories de dépenses non tributaires des décisions des autorités municipales;
- éviter de réduire abruptement la dotation des services aux citoyennes et citoyens;
- financer des dépenses ou des événements non récurrents;
- définir des mécanismes de constitution, de dotation et d'utilisation des surplus affectés;
- veiller à ce que les surplus affectés et non affectés soient utilisés d'une façon adéquate.

### Pratiques de gestion

La politique prévoit des pratiques de gestion, regroupées sous les deux énoncés généraux suivants :

- l'identification et la constitution des surplus affectés et non affectés;
- l'utilisation des surplus affectés et non affectés.

## La politique des sources de revenus

Parmi les lois qui régissent la Ville de Montréal, la *Loi sur la fiscalité municipale, la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* et la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* prévoient les principales sources de fonds que la Ville peut utiliser pour financer les services municipaux.

La Ville de Montréal et les arrondissements doivent faire des choix adéquats pour financer leurs activités. Afin de prendre des décisions éclairées en la matière, ils doivent avoir une très bonne connaissance de leurs sources de revenus. Cette information leur permettra de prendre des décisions qui respectent les principes de bonne gestion des fonds publics.

### Objet de la politique

L'objet de la présente politique est de définir les principes devant guider la Ville dans ses décisions touchant le financement de ses services et de ses activités.

### Objectifs

Par sa politique des sources de revenus, la Ville de Montréal entend poursuivre les objectifs suivants :

- faire des choix de financement qui lui assurent une situation budgétaire saine en tout temps;
- optimiser les choix de financement des services publics pour assurer une prestation stable de ces services;
- voir à ce qu'une information claire et précise soit disponible au moment de faire les choix de financement.

### Pratiques de gestion

La politique prévoit des pratiques de gestion, regroupées sous les cinq énoncés généraux suivants :

- le financement des services publics;
- la diversification des revenus;
- les frais d'utilisation des services;
- les revenus difficiles à prévoir;
- les revenus ponctuels.

## La politique des équipements et des infrastructures

Une planification rigoureuse en matière d'équipements et d'infrastructures aide l'ensemble de la Ville à déterminer ses besoins financiers, tant immédiats que futurs, en vue de maintenir son actif immobilier en bon état ou d'en remplacer certains éléments au moment opportun pour ainsi préserver la qualité des services aux citoyennes et citoyens.

### Objet de la politique

L'objet de la présente politique est de déterminer les activités de planification nécessaires pour maintenir les équipements et les infrastructures de la Ville de Montréal en bon état de fonctionnement et les remplacer au moment opportun.

### Objectifs

Par cette politique, la Ville de Montréal poursuit les objectifs suivants :

- se donner un programme décennal d'immobilisations de qualité qui propose une planification sur 10 ans, c'est-à-dire qui s'appuie sur des analyses bien documentées;
- gérer de façon économique les équipements et les infrastructures;
- faire l'inventaire des équipements et des infrastructures dans le but de connaître l'envergure, la qualité et l'état de son actif immobilier;
- connaître les facteurs qui peuvent détériorer les divers éléments de l'actif immobilier;
- s'assurer que sa situation budgétaire ne sera pas déstabilisée par des dépenses non planifiées.

### Pratiques de gestion

La politique prévoit des pratiques de gestion, regroupées sous les trois énoncés généraux suivants :

- la Ville de Montréal doit avoir une information stratégique sur son actif immobilier;
- la Ville de Montréal doit analyser les éléments de l'actif immobilier dans le but de les maintenir en bonne condition;
- la Ville de Montréal doit élaborer une stratégie d'allocation des ressources.

## La politique de gestion de la dette

La gestion de la dette implique à la fois que l'endettement soit raisonnable, qu'il soit à la mesure de la capacité de payer des contribuables et qu'il permette d'offrir des services de qualité aux citoyennes et citoyens.

Les dépenses financées par l'endettement à long terme doivent faire l'objet d'une attention particulière, puisque l'on se trouve à emprunter sur la fiscalité future. Il est donc évident que l'emprunt doit être utilisé de façon responsable et surtout circonspecte.

### Objet de la politique

L'objet de la politique de gestion de la dette est de constituer un guide qui encadrera les décisions relatives à l'endettement dans le but de maintenir une situation financière saine qui non seulement ne dépasse pas la capacité de payer de la Ville, mais qui protège également sa capacité d'emprunt dans l'avenir.

### Objectifs

Par la politique de gestion de la dette, la Ville de Montréal entend poursuivre les objectifs suivants :

- gérer de façon responsable et prudente la dette de la Ville, ce qui implique de se donner un cadre formel balisant le recours à l'endettement;
- se donner des pratiques qui permettent de corriger la situation d'endettement élevé de la Ville;
- s'assurer un accès aux marchés des capitaux qui est stable et, surtout, à un coût avantageux;
- s'assurer d'une amélioration de la situation financière et ainsi maintenir la cote de crédit de la Ville ou encore l'améliorer, si possible.

### Pratiques de gestion

La politique prévoit des pratiques de gestion, regroupées sous les cinq énoncés généraux suivants :

- la Ville doit se donner une stratégie de financement des dépenses en immobilisations;
- la Ville doit gérer sa dette avec prudence;
- la Ville doit régler le déficit actuariel initial des régimes de retraite de l'ancienne Ville de Montréal;
- la Ville doit administrer sa dette de façon responsable;
- la Ville doit réduire au minimum ses risques financiers.

## La politique de gestion des dépenses

Le conseil municipal, le conseil d'agglomération, les conseils d'arrondissement et le comité exécutif de Montréal, à titre d'administrateurs de fonds publics, ainsi que l'ensemble des gestionnaires de la Ville doivent accorder une place prépondérante à la saine gestion financière des affaires de la Ville. Cette préoccupation doit être particulièrement présente en regard de la gestion des dépenses.

### Objet de la politique

L'objet de cette politique est de définir les principes qui doivent guider les gestionnaires de la Ville dans leurs décisions touchant les dépenses relatives au personnel et à l'acquisition de biens et services.

### Objectifs

Par la politique de gestion des dépenses, la Ville entend poursuivre les objectifs suivants :

- assurer le respect des principes d'une saine gestion;
- veiller à ce que les valeurs de transparence et d'équité soient respectées;
- garantir une gestion décentralisée des dépenses.

### Pratiques de gestion

La politique prévoit des pratiques de gestion, regroupées sous les deux énoncés généraux suivants :

- la Ville doit gérer avec rigueur les dépenses de personnel, et ce, en tenant compte des facteurs humains;
- les dépenses qui résultent des transactions que la Ville réalise dans divers marchés doivent être effectuées et gérées avec un souci constant d'efficacité, d'efficience et d'économie.

## La politique de capitalisation et d’amortissement des dépenses en immobilisations

### Objectif de la politique

Cette politique a pour objectif d’établir des critères complémentaires de comptabilisation des immobilisations corporelles à ceux mentionnés dans le manuel de comptabilité de Comptables professionnels agréés Canada pour le secteur public. L’établissement de ces critères permet ainsi la comptabilisation des acquisitions, des ajouts et des dispositions des immobilisations corporelles ainsi que de leur période d’amortissement respective. Toute ambiguïté quant à l’application de la présente politique sera interprétée par le Service des finances, en collaboration avec le service concerné.

### Portée de la politique

Cette politique comprend les principes généraux, les modalités d’application et, en annexe, la grille de la politique d’amortissement des immobilisations corporelles par catégories d’actifs ainsi que les directives portant sur les fouilles archéologiques, les frais de décontamination, les modifications aux immeubles liées à l’accessibilité des personnes handicapées, le système intégré de gestion, le programme de réfection routière (PRR), la radiation des immobilisations corporelles, les immobilisations corporelles louées, les obligations liées à la mise hors service des immobilisations ainsi que le développement informatique d’une solution infonuagique.

# Annexe 9 – Fonds de l'eau

Le Fonds de l'eau est un outil comptable qui permet de regrouper l'information financière relative à l'eau et de faire le suivi des réserves financières.

Le tableau suivant présente l'état prévisionnel des revenus et des dépenses liés à la gestion de l'eau pour l'exercice 2026. Il comporte deux volets distincts, soit le budget du conseil municipal et celui du conseil d'agglomération.

Les revenus totaux du Fonds de l'eau en 2026, en hausse de 7,7 % par rapport à l'exercice budgétaire de 2025, s'élèvent à 629,5 M$. Le total des dépenses, du financement et des quotes-parts du Fonds de l'eau s'élève à 574,3 M$. Les dépenses du Fonds de l'eau sont présentées de manière à comprendre l'ensemble des champs d'activités de la gestion de l'eau. Le budget du conseil municipal inclut un montant de 299,1 M$ pour assurer le financement des quotes-parts liées aux activités d'agglomération.

Le budget 2026 marque le déploiement de la Stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034. Celle-ci repose sur trois grands chantiers : la qualité de l'eau, la fiabilité des équipements ainsi que l'adaptation et la résilience. Dans la perspective d'atteindre les résultats visés par cette stratégie, l'Administration a décidé d'augmenter le financement de l'eau de 38 M$ en 2026, soit 23 M$ pour le budget de fonctionnement et 15 M$ de paiement au comptant des investissements dans les infrastructures de l'eau.

Un montant de 642,2 M$ a été inscrit pour les acquisitions d'immobilisations en 2026. Ces acquisitions seront financées, entre autres, par des programmes de subvention de 164,3 M$ et des paiements au comptant de 109,3 M$. Ainsi, les emprunts à la charge de la population se limiteront à 368,5 M$.

Au budget 2026, le Fonds de l'eau a exceptionnellement des surplus affectés en provenance du Fonds général pour la gestion de la dette (16,3 M$) et l'urgence climatique (0,9 M$). À la fin de l'exercice financier 2026, un rapprochement des dépenses réelles et des surplus affectés sera effectué et l'excédent non utilisé sera retourné dans les surplus affectés respectifs.

Le PDI 2026-2035 relatif à l'eau, dont le détail est présenté à la section *PDI 2026-2035* du volume budgétaire, s'élève à 7 363,3 M$. Pour l'année 2026, les principaux programmes prévus sont : les réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts (184 M$), le réseau primaire d'aqueduc (58,5 M$), le plan directeur de drainage (51,2 M$), la station d'épuration (49,4 M$), les usines de traitement d'eau potable (38,1 M$) et le réseau primaire d'égouts (26,1 M$). Les principaux projets prévus au budget 2026 sont : la désinfection de l'effluent (169,1 M$) et la modernisation du réservoir McTavish (20,4 M$).

## Tableau 211 – État prévisionnel des revenus et des dépenses reliés à la gestion de l'eau

| (en milliers de dollars) | Budget du conseil municipal | Budget du conseil d'agglomération | Transactions interentités à éliminer | Budget global 2026 |
|---|---|---|---|---|
| **Revenus** | | | | |
| Quotes-parts – Service de l'eau | | 221 863,0 | (181 141,7) | 40 721,3 |
| Quotes-parts – Alimentation en eau potable | | 121 697,9 | (102 717,6) | 18 980,3 |
| Quotes-parts – Financement des investissements TECQ | | 20 035,2 | (10 139,0) | 9 896,2 |
| Quotes-parts – Financement des investissements FCCQ | | 8 120,1 | (4 268,2) | 3 851,9 |
| Quotes-parts – Tarifaire (compteurs d'eau) | | 875,7 | (839,3) | 36,4 |
| Taxation relative à l'eau | 527 983,5 | | | 527 983,5 |
| Tarification au compteur | 11 093,1 | | | 11 093,1 |
| Tarification des eaux usées | | 9 577,1 | | 9 577,1 |
| Tarification pour la vente d'eau potable à Charlemagne | | 338,9 | | 338,9 |
| Revenus pour activités déléguées d'agglomération | 351,8 | | (351,8) | - |
| Transferts | 3 100,0 | | | 3 100,0 |
| Autres revenus | 1 226,4 | 2 670,4 | | 3 896,8 |
| | **543 754,8** | **385 178,3** | **(299 457,6)** | **629 475,5** |
| **Dépenses** | | | | |
| Direction – Service de l'eau | 480,4 | 3 809,4 | | 4 289,8 |
| Direction de l'eau potable | - | 70 574,5 | | 70 574,5 |
| Direction de l'épuration des eaux usées | - | 81 497,0 | | 81 497,0 |
| Direction des réseaux d'eau | 11 302,3 | 22 573,9 | | 33 876,2 |
| Direction de la gestion des actifs | 20 601,6 | 14 535,6 | (351,8) | 34 785,4 |
| Direction des projets majeurs | - | 1 264,9 | | 1 264,9 |
| Direction des stratégies et de la performance | 2 040,3 | 3 961,9 | | 6 002,2 |
| Dotation des arrondissements pour l'entretien des réseaux | 79 615,1 | | | 79 615,1 |
| Autres unités (s.profess. et tech., laboratoire, géomatique, etc.) | 16 333,5 | 18 925,9 | | 35 259,4 |
| Frais généraux d'administration | 18 983,2 | 31 594,3 | | 50 577,5 |
| Frais de financement | 20 283,0 | 41 205,4 | | 61 488,4 |
| **Total – Dépenses** | **169 639,4** | **289 942,8** | **(351,8)** | **459 230,4** |
| **Financement** | | | | |
| Remboursement de la dette à long terme | 37 126,3 | 77 993,0 | - | 115 119,3 |
| **Total – Financement** | **37 126,3** | **77 993,0** | **-** | **115 119,3** |
| Quotes-parts pour le financement des activités de l'agglomération | 299 105,8 | - | (299 105,8) | - |
| **Total – Dépenses, financement et quotes-parts** | **505 871,5** | **367 935,8** | **(299 457,6)** | **574 349,7** |
| **Excédent (déficit) avant affectations** | **37 883,3** | **17 242,5** | **-** | **55 125,8** |
| **Affectations** | | | | |
| Réserves financières - EAU | | | | |
| - Quote-part tarifaire pour les compteurs | 245,4 | (340,6) | - | (95,2) |
| - Stratégie d'accroissement de paiement au comptant - Eau | (42 100,0) | | - | (42 100,0) |
| - Paiement au comptant - Stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034 | (10 255,0) | (4 745,0) | | (15 000,0) |
| - Autres affectations à la réserve | (3 557,4) | (12 883,5) | - | (16 440,9) |
| - Autres affectations de la réserve | 655,4 | 726,6 | | 1 382,0 |
| Surplus affectés - AUTRES | | | | |
| - Gestion de la dette | 16 260,4 | | | 16 260,4 |
| - Urgence climatique | 867,9 | | | 867,9 |
| **Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales** | **0,0** | **0,0** | **-** | **0,0** |

## Tableau 212 – Acquisitions d'immobilisations prévues et sources de financement

| (en milliers de dollars) | Budget du conseil municipal | Budget du conseil d'agglomération | Transactions interentités à éliminer | Budget global 2026 |
|---|---|---|---|---|
| **Acquisitions d'immobilisations** | | | | |
| Direction de la gestion des actifs | 184 701,0 | 51 240,0 | | 235 941,0 |
| Direction de l'eau potable | | 46 475,0 | | 46 475,0 |
| Direction des réseaux d'eau | | 102 911,0 | | 102 911,0 |
| Direction de l'épuration des eaux usées | | 48 440,0 | | 48 440,0 |
| Direction des projets majeurs | | 193 405,0 | | 193 405,0 |
| Stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034 | 10 255,0 | 4 745,0 | | 15 000,0 |
| **Total des acquisitions d'immobilisations** | **194 956,0** | **447 216,0** | **-** | **642 172,0** |
| | | | | |
| **Sources de financement** | | | | |
| Transferts (subventions) | 84 543,0 | 79 755,0 | | 164 298,0 |
| Affectations - Réserves financières | 13 166,0 | 96 175,0 | | 109 341,0 |
| Emprunt à la charge des contribuables | 97 247,0 | 271 286,0 | | 368 533,0 |
| **Total des sources de financement** | **194 956,0** | **447 216,0** | **-** | **642 172,0** |

# Annexe 10 – Modélisation des émissions de GES

En croisant les données d'inventaire, les projections démographiques et économiques, ainsi que les politiques en vigueur ou en développement, la modélisation offre une projection de l'évolution des émissions de GES jusqu'en 2050. L'ensemble des calculs ont été réalisés par le Bureau de la transition écologique et de la résilience, accompagné par une firme spécialisée dans la modélisation climatique.

Développé par la firme Sustainability Solutions Group, le modèle utilisé est un modèle intégré et géographiquement désagrégé spécialisé dans l'énergie, les émissions et les finances. Ce modèle permet une comptabilité de bas en haut pour l'offre et la demande en énergie ainsi que pour les stocks de technologies consommatrices d'énergie (véhicules, systèmes de chauffage, logements et bâtiments) et tous les flux d'énergie intermédiaires (comme l'électricité et la chaleur). L'énergie et les émissions de GES sont déduites d'une série de modèles interconnectés de stocks et de flux.

- Le modèle utilise 94 zones géographiques, formées à partir des secteurs municipaux de l'enquête Origine-Destination 2018 et situées à l'intérieur des limites de l'agglomération de Montréal, et permet de répartir spatialement la consommation d'énergie et les émissions de GES ;
- Le modèle est calibré à partir de l'année de base de l'inventaire le plus récent (2023) et couvre les années jusqu'en 2050. Chacune des années s'étendant de 2024 à 2050 est simulée en fonction des variables du modèle (calibrées en fonction des données observées de l'année de base) et des modifications apportées à ces variables (tableau 1), ce qui a permis de créer le scénario des mesures actuelles et planifiées ainsi que le scénario des mesures supplémentaires à l'étude ;
- L'inventaire de GES, estimé par le modèle pour chaque année, englobe les émissions de GES de la portée 1 (provenant de sources situées à l'intérieur de la limite municipale) et 2 (résultant de l'utilisation d'électricité, de chaleur, de vapeur et/ou de refroidissement) du Protocole mondial pour les inventaires d'émissions de GES à l'échelle communautaire (GPC)[1] ainsi qu'une part des autres émissions de GES qui ont lieu à l'extérieur de la limite municipale en conséquence des activités se déroulant à l'intérieur de cette limite.

**Tableau 213 – Hypothèses et paramètres selon les scénarios modélisés**

| Catégorie | Mesures actuelles et planifiées | Mesures supplémentaires à l'étude |
|---|---|---|
| **Population** | Croissance de la population suit la tendance des 15 dernières années (2041 = 2 337 014) | |
| **Distribution géographique des nouveaux bâtiments** | Les nouveaux bâtiments sont construits selon la distribution géographique des permis de construction des cinq dernières années | 100 % de la croissance démographique se fait dans les quartiers centraux ou les corridors de transport structurants |
| **Comportement de mobilité** | Les déplacements des résidents de la région métropolitaine de Montréal sont répartis spatialement en fonction de l'enquête métropolitaine 2023 Perspectives mobilité (auparavant nommée enquête Origine-Destination) | |

[1] https://ghgprotocol.org/ghg-protocol-cities

| | |
|---|---|
| **Demande énergétique des bâtiments** | La croissance en nombre et en superficie des bâtiments est fondée sur la demande associée à ces bâtiments. Cette demande est générée par l'accroissement anticipé de la population et de l'emploi dans chacune des zones modélisées.<br>L'augmentation de la superficie des bâtiments entraîne une hausse de la consommation d'énergie et des émissions de GES en fonction du type de nouveaux bâtiments et de leur profil de consommation d'énergie. |
| **Performance énergétique des nouveaux bâtiments** | Atteinte du palier de performance énergétique de niveau 4 du Code national du Bâtiment (CNB) 2020 d'ici 2032 (40 % d'amélioration de la performance énergétique) et de niveau 5 d'ici 2047 (70 % d'amélioration de la performance énergétique)<br>• 100 % de thermopompes dans les nouveaux bâtiments résidentiels |
| **Bâtiments résidentiels existants et nouveaux** | 1,5 % des bâtiments sont rénovés annuellement entre 2023 et 2050, ce qui représente la tendance observée des 5 dernières années grâce aux programmes de subventions existants<br>• 10 % d'économie thermale par bâtiment rénové et 50 % d'entre eux installent des thermopompes<br>• 15 % de GNR dans le mix résidentiel d'ici 2040, tel que la réglementation l'oblige |
| **Bâtiments commerciaux et institutionnels existants et nouveaux** | Les programmes actuels, tels que Écoperformance, réduisent la demande énergétique des bâtiments existants entre 2023 et 2050 selon la tendance observée entre 2018 et 2023 :<br>• 0,4 % des bâtiments sont rénovés chaque année<br>• 10 % d'économie thermale par bâtiment rénové et réduction de 25 % du gaz naturel pour répondre aux besoins en chauffage et climatisation<br><br>La part des bâtiments utilisant des thermopompes pour répondre à leurs besoins en chauffage et climatisation suit les scénarios de carboneutralité du rapport Avenir énergétique 2023 :<br>• 13 % en 2030<br>• 30 % en 2040<br>• 50 % en 2050 |
| **Bâtiments commerciaux et résidentiels existants** (Règlement 21-042) | Pour les grands bâtiments commerciaux soumis au système de cotation, divulgation et performance :<br>• gain d'efficacité énergétique de 1,5 % à partir de 2026 est attribuée aux effets de la **divulgation**, selon les résultats observés dans d'autres villes en Amérique du Nord<br>• 80 % des besoins en chauffage des bâtiments visés par la réglementation sont satisfaits par des technologies décarbonées d'ici 2040 grâce aux effets du système de **performance** |
| **Bâtiments industriels existants** | Les programmes de subvention réduisent la demande énergétique des bâtiments existants selon la tendance observée :<br>• 0,1 % de bâtiments industriels existants sont soumis à des rétrofits chaque année<br>Gains d'efficacité énergétique de 0,15 % par année découlant des mesures du scénario de référence du gouvernement du Canada ajustée aux industries présentes sur le territoire montréalais |

| | | |
|---|---|---|
| **Bâtiments municipaux existants** | Paramètres constants entre 2023 et 2050 | 100 % des bâtiments sont décarbonés d'ici 2030. Les bâtiments rénovés subissent une amélioration de la performance énergétique de 40 % et une économie de l'énergie thermale de 24 % |
| **Transport en commun** | Mise en service du SRB PIE-IX en 2023, du REM de l'ouest en 2024 et du REM de l'est en 2032. Prolongement de la ligne bleue du métro en 2031 et électrification progressive des autobus de la STM jusqu'en 2040<br>• 22 % des nouveaux utilisateurs étaient des automobilistes | Aucune mesure additionnelle considérée |
| **Transport actif** | 2 347 kilomètres de pistes cyclables en 2050 conformément aux plans établis par la Vision Vélo et aux objectifs du Plan d'urbanisme<br>• Les nouveaux cyclistes délaissent 40 % de leurs déplacements motorisés | Aucune mesure additionnelle |
| **Taux de motorisation** | Le taux de motorisation augmente de 0,5 % par année suivant la tendance historique | Aucune mesure additionnelle considérée |
| **Véhicules personnels** | Norme VZE : 90 % des nouveaux véhicules légers seront électriques ou hybrides à partir de 2035<br><br>80 % des nouveaux véhicules personnels sont des camions légers de 2022 à 2050<br><br>Au centre-ville et dans le Vieux-Montréal : 100 % des déplacements en véhicules zéro émission et 10 % de réduction des déplacements en véhicules<br><br>Augmentation annuelle des tarifs de la taxe sur les parcs de stationnement :<br>• Zones A, B, C : 3,4 %<br>• Zone D : 10 % | La stratégie d'écofiscalité génère une réduction croissante des déplacements entre 2024 et 2050.<br>• En moyenne, la baisse est de près de 13 %.<br>• En 2050, la baisse des déplacements est d'environ 16,5 %. |
| **Efficacité énergétique des véhicules légers** | L'efficacité énergétique des véhicules à combustion interne s'améliore selon les normes CAFE (119 g éq. $CO_2$/km en 2025). Les véhicules électriques sont jusqu'à 30 % plus efficaces en 2040, alors que les camions légers sont 10 % plus efficaces. | |
| **Autopartage** | Augmentation des abonnées de services d'autopartage de 10 % par an | |

| | | |
|---|---|---|
| **Véhicules municipaux** | **La courbe d'électrification des véhicules municipaux suit celle des véhicules personnels (selon la norme des véhicules zéro émission).** | **100 % des véhicules municipaux seront électriques d'ici 2035 et 25 % de réduction des déplacements** |
| **Transport routier de marchandises** | Paramètres constants entre 2023 et 2050 | Augmentation des livraisons de marchandises par véhicules zéro émission (VZE) de 10 % entre 2023 et 2030 |
| **Verdissement** | 500 000 arbres plantés d'ici 2030 (action 20), avec 1 t éq. $CO_2$ séquestrée par arbre au cours de sa vie entre 2023 et 2050 | |
| **Incinérateurs** | Les incinérateurs seront remplacés d'ici 2035. L'impact sur les émissions de GES est basé sur le scénario 3 d'une étude de l'UQAC | |
| **Matières résiduelles** | D'ici 2050, réduction de 25 % de la production de déchets par personne et augmentation de 50 % du taux de recyclage. | |
| **Hydrofluorocarbure (HFC)** | Réduction graduelle afin d'arriver à une réduction de 85 % d'ici 2036, tel que dicté par règlement[1]. | |

**Énergie des bâtiments**

La consommation d'énergie des bâtiments est étroitement liée à la désignation de l'utilisation du sol qu'il reçoit, tributaire de l'emplacement, de l'archétype et de la date de construction des bâtiments.

**Transport**

Le sous-modèle de transport de passagères et passagers réagit aux modifications concernant l'utilisation du sol, l'infrastructure de transit, la technologie des véhicules, les comportements de déplacement et d'autres facteurs. La consommation d'énergie et les émissions associées aux véhicules personnels sont calculées par les véhicules-kilomètres parcourus du parc de véhicules personnels et les caractéristiques de type, de carburant et d'efficacité de ces véhicules.

[1] Ministère de la Justice du Canada. (2020). Règlement sur les substances appauvrissant la couche d'ozone et les halocarbures de remplacement. Récupéré de : https://laws-lois.justice.gc.ca/PDF/SOR-2016-137.pdf

## Exemples d'améliorations méthodologiques potentielles

### Longueur des voies disponibles pour les déplacements en voiture

La longueur totale des voies disponibles pour la circulation des véhicules au sein de la ville est une variable significative influençant le nombre total de déplacements en voiture. Cependant, elle n'a pas été intégrée dans la modélisation en raison de contraintes de temps et de données. Il serait pertinent d'inclure une variable physique dans le modèle représentant la longueur des routes et des voies de circulation, et de déterminer une élasticité qui la lierait à un effet potentiel de réduction des déplacements en voiture en fonction de la longueur totale dans une zone donnée.

### Transport de marchandises

Les réductions d'émissions liées au transport de marchandises sont directement établies par des cibles d'électrification pour les véhicules de ce sous-secteur dans le modèle. Il serait judicieux d'approfondir le modèle afin de fonder les réductions d'émissions dans ce secteur sur des mesures que la Ville peut maîtriser de manière plus directe, comme la mise en place de mesures d'écofiscalité, la mise en place de centres de distribution exigeant des livraisons de dernier kilomètre sans émissions ou une prise en charge par les clients.

# Annexe 11 – Calcul du budget carbone de la collectivité montréalaise

Limiter le réchauffement climatique planétaire à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels est essentiel pour réduire les impacts négatifs des changements climatiques. Montréal a d'ailleurs réaffirmé cet engagement lors du Sommet Action Climat des Nations unies en 2019 et par les objectifs d'atténuation climatique inscrits dans son Plan Climat 2020-2030 pour la collectivité montréalaise.

Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), dépasser ce seuil accentuerait les pressions sur les systèmes sociaux, environnementaux et économiques, notamment dans les villes, déjà vulnérables face à l'intensification des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les vagues de chaleur, les inondations et les sécheresses.

Le rapport spécial du GIEC sur le réchauffement climatique de 1,5 °C, publié en 2019, souligne que pour avoir une chance de respecter cet objectif, les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) doivent rester sous un seuil critique d'ici 2050. Le concept de « budget carbone restant[1] » est utilisé par le GIEC pour estimer la **quantité maximale de GES que l'humanité peut émettre tout en ayant une probabilité raisonnable de limiter le réchauffement**. Bien que ces estimations soient soumises à des incertitudes, le budget carbone mondial[2] entre 2018 et 2050 devrait être de :

- 420 Gt éq. $CO_2$ pour une probabilité de 66 % de ne pas dépasser 1,5 °C ;
- 580 Gt éq. $CO_2$ pour une probabilité de 50 % de ne pas dépasser 1,5 °C.

Si ces estimations fournissent un cadre de référence, de nombreuses villes se sont approprié le concept de budget carbone restant pour évaluer leurs contributions à la lutte contre les changements climatiques. Afin d'intégrer cette approche dans sa planification climatique et respecter son engagement dans le Plan climat 2020-2030 (action 44), l'agglomération de Montréal doit estimer un budget carbone restant pour les émissions de la collectivité montréalaise.

Établir un budget carbone restant à l'échelle locale implique toutefois des choix méthodologiques complexes, en raison des incertitudes liées à la répartition du budget mondial entre les villes à travers les pays. L'estimation du budget carbone restant pour Montréal repose donc sur plusieurs hypothèses scientifiques. Considérant que :

- la part de ce budget alloué au Canada correspond à 1,1 % du total mondial[3], soit une limite d'émissions nationales comprise entre 4,6 et 6,4 Gt éq. $CO_2$ pour la période 2018-2050 ;
- la part du budget carbone canadien attribuée à la collectivité montréalaise est estimée à 3,5 %[4].

**Cela signifie que la collectivité montréalaise devrait limiter ses émissions à un niveau compris entre 161 700 et 227 500 kt éq. $CO_2$ sur la même période.**

Dans ce cadre, le budget carbone restant pour la collectivité montréalaise fixe une limite maximale d'émissions pour la période allant de 2018 à 2050. Il repose sur des plafonds annuels de GES, qui

---

1 GIEC. (2019). Réchauffement planétaire de 1,5 °C : Résumé à l'intention des décideurs. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Disponible sur https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/SR15_Summary_Volume_french.pdf

2 Idem, p. 12.

3 Raupach, M. R., Davis, S. J., Peters, G. P., Andrew, R. M., Canadell, J. G., Ciais, P., Friedlingstein, P., Jotzo, F., van Vuuren, D. P., & Le Quéré, C. (2014). Sharing a quota on cumulative carbon emissions. In Nature Climate Change, 4(10), 873–879. https://doi.org/10.1038/nclimate2384.

4 Matthews. D. (2019). Montréal's emissions targets for 1.5°C and 2°C global warming. Disponible sur https://ocpm.qc.ca/sites/defaul/files/pdf/P80/7.2.19_damon_matthews.pdf.

deviennent progressivement plus contraignants afin de respecter l'objectif de réduction de 55 % des émissions d'ici 2030 par rapport à 1990, et d'atteindre la carboneutralité en 2050.

Pour établir ces plafonds annuels, le budget carbone a été conçu en adoptant les principes du C40[5] et du *Science-Based Targets Network*[6] concernant les trajectoires des villes vers la carboneutralité. Ces principes établissent que les villes prennent en considération des facteurs d'équité, de responsabilisation dans la contribution aux changements climatiques, ainsi que leur capacité à contribuer aux efforts mondiaux d'atténuation.

Basé sur ces principes, le budget carbone restant de la collectivité montréalaise adopte une trajectoire en forme de « S » inversé avec un déclin progressif[7] des émissions vers l'objectif de carboneutralité en 2050. Dans cette approche, les réductions d'émissions démarrent de façon modérée et s'accélèrent à partir de 2025, ce qui représente le début de la période prévue où la plupart des actions du Plan climat 2020-2030 contribueront à une réduction des émissions de GES de la collectivité montréalaise.

Ainsi, les plafonds annuels du budget carbone de la collectivité montréalaise permettent une réduction plus progressive des émissions entre 2018 et 2025. Après 2025, ces réductions s'accélèrent pour atteindre un rythme plus soutenu jusqu'en 2050.

En fonction de cette trajectoire et afin de respecter les principes mentionnés, **le budget carbone restant de la collectivité montréalaise est établi à 184 714 kt éq. $CO_2$ entre 2018 et 2050**, respectant les limites supérieures et inférieures préalablement établies.

[5] C40 (2016). Deadline 2020 : How cities will get the job done. Disponible sur : https://www.c40.org/wp-content/uploads/2021/07/Deadline_2020.pdf

[6] Science Based Targets Network (2020). Science-based targets for cities: A guide. Disponible sur : https://sciencebasedtargetsnetwork.org/wp-content/uploads/2020/11/SBTs-for-cities-guide-nov-2020.pdf

[7] Dans la méthodologie formulée par le C40 pour déterminer les efforts requis par les villes, Montréal est classée comme une ville à PIB par habitant élevé et à faibles émissions de GES par habitant. La trajectoire recommandée vers la carboneutralité se caractérise par une diminution progressive des émissions. Dans le langage adopté par le C40, la typologie assignée à Montréal est celle de « steady decline » (C40, 2016, p. 104).

# Annexe 12 – Description et méthodologie du Test climat

Dans le cadre de la préparation du budget 2026, la version 2.0 du Test Climat a été déployée auprès des unités d'affaires pour permettre d'intégrer systématiquement l'impact climatique au sein du processus budgétaire. À l'aide de questions adaptées au langage des unités d'affaires concernées et simples à répondre, il permet d'évaluer la cohérence des projets, programmes et décisions avec les engagements climatiques de la Ville.

## Contexte et objectifs

Le Test Climat 2.0, développé par le BTER et accompagné par un consultant externe, est un outil web interactif qui automatise l'accompagnement des responsables de projets/programmes. L'outil est conçu pour être intuitif et autonome, intégrant directement les explications, exemples et ressources nécessaires à la compréhension des questions.

Il évalue la cohérence des caractéristiques des projets, programmes et décisions municipales avec les engagements climatiques du Plan Climat 2020–2030, notamment :

- Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise d'ici 2030 par rapport à 1990 et atteinte de la carboneutralité en 2050
- Atteinte de la carboneutralité des activités municipales d'ici 2040
- Diminution des vulnérabilités aux aléas climatiques sur le territoire

L'outil permet une analyse systématique et standardisée des impacts potentiels des actions municipales sur les grands enjeux de la transition écologique, en automatisant le processus auparavant réalisé manuellement par le BTER.

## Fonctionnalités principales de l'outil

### *Interface*

Deux interfaces sont développées :

- **Utilisateur :** accès au formulaire dynamique, visualisation des résultats, sauvegarde et modification des tests en cours, consultation des tests terminés.
- **Administrateur :** gestion des questions, des réponses proposées, des pointages, et extraction des données pour analyse.

### *Questionnaire et impacts dynamiques*

Une fois le test démarré, le formulaire s'adapte aux réponses de l'utilisateur en temps réel. Chaque question est définie par :

- Domaine d'intervention
- Applicabilité selon le service, le niveau de vulnérabilité, le type de test
- Dépendances logiques (questions parentes)

Les questions ont été regroupées par 3 grands domaines d'intervention :

- Bâtiments
- Infrastructures urbaines
- Activités municipales

Selon le domaine d'intervention et le type de question, un pointage est attribué à la réponse selon 11 catégories d'impact :

**Tableau 214 – Catégories d'impact**

| Adaptation | Atténuation |
|---|---|
| Vagues de chaleur | Mobilité décarbonée |
| Pluies abondantes | |
| Biodiversité renforcée | Bâtiments décarbonés |
| Tempêtes destructrices | |
| Adaptation aux crues | Exemplarité municipale |
| Augmentation des températures moyennes | |
| Adaptation aux sécheresses | Consommation responsable |

***Visualisation des résultats***

À mesure que l'utilisateur répond, un diagramme permet de suivre en continu l'alignement du projet/programme selon 6 des 11 critères d'évaluation. Les critères visibles sont ceux jugés comme prioritaires pour cette année, soient :

1) Mobilité décarbonée
2) Bâtiments décarbonés
3) Exemplarité municipale
4) Vagues de chaleur
5) Pluies abondantes
6) Biodiversité renforcée

Une fois l'ensemble des questions répondues, la mention finale et le diagramme final sont générés automatiquement. Grâce à ce processus dynamique et pédagogique, l'outil offre à l'utilisateur une bonne compréhension des défis à relever pour s'aligner davantage avec le Plan climat et l'occasion de repenser ainsi certains aspects du projet/programme.

## Méthodologie d'évaluation des résultats dans le cadre du PDI 2026-2035

Le Test Climat repose sur une architecture modulaire de questions, chacune pouvant être activée ou désactivée selon les réponses précédentes. Les réponses sont associées à des pointages définis par le BTER, permettant une évaluation quantitative et qualitative.

Pour chaque projet ou programme, plusieurs informations sont utilisées pour calculer la mention globale et les sous-mentions en atténuation et en adaptation :

- Le pourcentage d'investissement en infrastructures naturelles en 2025 et en 2026,
- L'évaluation des projets et programmes de plus de 50 M$ effectués lors du dernier budget,
- L'évaluation des experts du BTER qui ont suivi ou accompagné certains des projets,
- L'analyse des réponses aux questions du Test Climat et commentaires fournis par les unités responsables,
- L'évaluation du Test Climat 2.0 (note globale, note atténuation, note adaptation et notes des 11 catégories d'impact le cas échéant),
- Description du projet ou programme de la fiche PDI.

# Annexe 13 – Glossaire

**Acquisitions d'immobilisations**
Poste qui représente les sommes destinées aux dépenses en immobilisations prévues dans le Programme décennal d'immobilisations.

**Activités municipales**
Système uniformisé de classification des activités municipales qui s'applique à tous les organismes municipaux et qui est défini dans le *Manuel de la présentation de l'information financière municipale*. Les activités sont regroupées sous les thèmes suivants : administration générale; sécurité publique; transport; hygiène du milieu; santé et bien-être; aménagement, urbanisme et développement; loisirs et culture; frais de financement.

**Adaptation aux changements climatiques**
L'adaptation aux changements climatiques est un processus par lequel une communauté et les écosystèmes qui la composent s'ajustent et se préparent aux changements climatiques afin d'en limiter les conséquences négatives et d'en tirer les bénéfices potentiels.

**Affectation**
Poste qui renvoie aux montants provenant des excédents accumulés et des réserves financières ou fonds réservés et qui permet de financer certaines dépenses de fonctionnement de l'exercice courant. Ce poste renvoie également aux montants affectés au renflouement des réserves financières et des fonds réservés ainsi qu'au financement des acquisitions d'immobilisations prévues dans le Programme décennal d'immobilisations.

**Agglomération**
L'agglomération de Montréal est le regroupement de l'ensemble des villes situées sur l'île de Montréal. Elle a été créée le 1er janvier 2006. Elle sert à administrer les services municipaux qui ont été nommés dans la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (2004), comme relevant du regroupement des municipalités plutôt que de chacune individuellement. Les services concernés comprennent la police et la sécurité incendie, l'aqueduc et le traitement des eaux usées, le transport en commun, les grandes voies de circulation, le développement économique et les équipements régionaux.

**Amortissement**
(Comptabilité) Dépense comptabilisée en résultat pour rendre compte du fait que les immobilisations ont une durée de vie limitée et pour répartir, d'une manière logique et systématique, le coût de ces biens sur les périodes au cours desquelles on s'attend à consommer leur potentiel de service. Il ne s'agit pas d'une dépense réelle.

(Finance) Remboursement graduel d'une dette suivant un plan d'amortissement prévoyant l'extinction du capital et le paiement des intérêts s'y rapportant.

**Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)**
L'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle est un outil d'analyse qui guide la prise de décision. Cela permet de mettre en place des programmes plus accessibles, plus sécuritaires et plus inclusifs. Cette analyse peut être appliquée dans la mise en œuvre de tout projet d'intervention.

**Année-personne (a-p.)**
Unité de mesure correspondant au nombre d'employées et employés que l'on convertit en équivalent à temps complet. Pour calculer des années-personnes, on divise le nombre d'heures travaillées par le nombre d'heures normalement contenues dans une année de travail en fonction du groupe d'emplois.

**Arrondissement**
Division territoriale, administrative et politique. La Ville de Montréal est divisée, pour l'exercice de certaines compétences, en 19 arrondissements considérés comme des unités d'affaires.

**Budget climat**
Un budget climat est un système de gouvernance qui intègre les considérations climatiques dans la prise de décisions sur les politiques, les actions et le budget en tenant en compte des objectifs climatiques au sein même du processus budgétaire et financier. De plus, le budget climat permet d'attribuer la responsabilité de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques et des actions.

**Budget carbone**
Un budget carbone[1] consiste à fixer une quantité maximale de gaz à effet de serre (GES) qui peut être émise dans l'atmosphère en fonction de l'atteinte d'une cible relative au réchauffement climatique.

Le budget climat servira à exposer les solutions qui permettront d'atteindre les cibles fixées par le budget carbone de Montréal, soit les plafonds annuels d'émissions de GES. Il intègre les émissions de GES de l'ensemble de la collectivité montréalaise, y compris de la Ville de Montréal elle-même.

**Budget de fonctionnement**
Le budget de fonctionnement assure la gestion des affaires courantes : il permet de couvrir les frais liés aux services offerts à la population, tels que le déneigement, la sécurité publique, les loisirs et l'alimentation en eau potable. La principale source de financement du budget provient des taxes municipales.

**Capital**
Somme empruntée, par opposition aux intérêts qui s'y rapportent.

**Catégorie d'immeubles**
Aux fins de l'imposition de la taxe foncière générale, ensemble d'immeubles auxquels s'applique un taux particulier. L'Administration montréalaise impose les immeubles selon quatre groupes d'immeubles : les immeubles non résidentiels, les terrains vagues, les immeubles de six logements ou plus et, enfin, la catégorie résiduelle.

**Catégorie résiduelle**
Ensemble d'immeubles comprenant principalement les immeubles de cinq logements et moins. Ils sont assujettis au taux de base de la taxe foncière générale. Les terrains vagues sur lesquels la construction est interdite en font également partie.

---

[1] À titre d'exemple, un rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat de 2018 estime que, pour respecter l'objectif de non-dépassement de 1,5 C par rapport à la période préindustrielle, le budget carbone planétaire disponible se situerait entre 420 et 580 milliards de tonnes de CO2 à partir de 2018. Si la mise en œuvre de mesures de réduction des émissions de GES est retardée ou si l'effet de ces mesures est plus faible que nécessaire, une quantité supplémentaire de $CO_2$ sera émise dans l'atmosphère. Cela signifie que des mesures encore plus strictes devront être prises plus tard pour compenser et ainsi respecter le budget carbone.

**Charges fiscales foncières**
Pour un exercice donné, ensemble des revenus fiscaux provenant des taxes foncières imposées par le conseil municipal ou les conseils d'arrondissement. Les charges fiscales sont estimées sur la base des données ajustées du rôle d'évaluation foncière, au 10 septembre 2025.

***Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec***
Loi québécoise qui contient les dispositions ayant trait à la constitution, à l'organisation, aux compétences et aux pouvoirs de cette Municipalité. S'y trouvent notamment les règles régissant l'harmonisation de la fiscalité municipale.

**Contribution des promoteurs**
La contribution des promoteurs représente la participation financière des promoteurs à des projets d'immobilisations.

**Cotisations de l'employeur**
Poste de dépenses formé des avantages sociaux (divers programmes d'assurance, cotisations à un régime de retraite, etc.) et des charges sociales (cotisations à la RRQ, à l'assurance-emploi, à la CNESST, au Fonds des services de santé, etc.) accordés aux employées et employés et aux élues et élus.

**Coûts des régimes de retraite**
Les coûts des régimes de retraite se regroupent en deux grandes catégories :
- les coûts des services courants, qui représentent la part de l'employeur aux services rendus au cours de l'exercice;
- les coûts des services passés ou autres composantes liés aux régimes de retraite qui incorporent les coûts relatifs aux répercussions des modifications de régimes, de l'amortissement des gains et pertes actuariels, de la variation de la provision pour moins-value et de la charge d'intérêts à ces régimes.

**Dépense contingente**
Montant prévu au budget de l'exercice en vue de pourvoir à des dépenses imprévues (éventualités).

**Dépense corporative**
Dépense qui n'est pas précisément attribuable à un service ou à un arrondissement et qui concerne l'ensemble de la Ville.

**Dépense d'investissement**
Dépense comprenant les éléments qui peuvent être achetés, construits, conçus ou mis en valeur. De plus, ces éléments de l'actif doivent répondre aux critères suivants :
- ils sont destinés à être utilisés pour la production de biens, la prestation de services ou le fonctionnement de l'Administration municipale;
- ils ont été acquis, construits, conçus ou mis en valeur en vue d'être utilisés de façon durable;
- ils ne sont pas destinés à être vendus dans le cours normal des activités de l'entité municipale.

**Dépenses par objets**
Système de classification des dépenses établi en fonction de la nature économique des biens et des services et défini dans le *Manuel de la présentation de l'information financière municipale*.

**Dette**
Somme due à un ou plusieurs créanciers.

**Dette brute**
Ensemble des emprunts contractés par la Ville de Montréal.

**Dette nette**
Ensemble des emprunts contractés par la Ville de Montréal, déduction faite des sommes accumulées dans le fonds d'amortissement ainsi que de la portion remboursable par le gouvernement du Québec et d'autres tiers et organismes.

**Dettes et surplus des anciennes villes**
En conformité avec la loi, chacune des villes qui ont été regroupées en 2002 pour former la ville de Montréal a conservé ses dettes et ses surplus. Les dettes qui ont été contractées avant la fusion demeurent à la charge exclusive des contribuables de ces anciennes villes et leur sont taxées annuellement sur leur avis d'imposition. Ces anciennes dettes vont diminuer petit à petit, au fil des ans, jusqu'à l'échéance en 2041.

**Développement (ou bonification de l'offre de service)**
Il s'agit d'un objectif d'investissement lié à la bonification de l'offre de service. La mise aux normes, l'amélioration ou l'agrandissement d'installations, l'ajout de nouvelles infrastructures ou l'augmentation du nombre d'équipements (ajout de la valeur totale des actifs) sont considérés comme du développement.

**Droits sur les mutations immobilières**
Revenus provenant des droits imposés à l'acquéreuse ou l'acquéreur à la suite d'une transaction immobilière.

**Écocentre**
Infrastructure aménagée pour le dépôt des matières recyclables et réutilisables. L'écocentre sert également de lieu communautaire où les citoyennes et les citoyens peuvent obtenir de l'information et participer à des activités éducatives ou autres touchant l'environnement.

**Économie circulaire**
L'économie circulaire est un système de production, d'échange et de consommation visant à optimiser l'utilisation des ressources à toutes les étapes du cycle de vie d'un bien ou d'un service, dans une logique circulaire, tout en réduisant l'empreinte environnementale et en contribuant au bien-être des individus et des collectivités.

**Émission**
Ensemble de titres d'une catégorie donnée, émis par la Ville de Montréal. Il s'agit d'un contrat d'emprunt.

**Emprunt remboursé par les activités commerciales**
Ce type d'emprunt, lié aux travaux de la Commission des services électriques de Montréal, est remboursé à même le produit des activités commerciales de cette dernière. Ce mode de financement relève exclusivement du budget du conseil municipal.

**Emprunt à la charge des contribuables**
Ce type d'emprunt est celui dont la charge financière revient en totalité aux contribuables. La charge financière des projets de la Ville comporte deux volets :

- les projets d'immobilisations des arrondissements sont payés, dans leur très grande partie, par les contribuables de Montréal qui habitent les arrondissements où sont réalisés les projets relevant de la compétence du conseil municipal;
- les projets d'immobilisations de compétence centrale sont soit à la charge des contribuables de l'agglomération si les projets relèvent de la compétence de l'agglomération, soit à la charge des contribuables de Montréal si les projets sont de compétence municipale.

**Équivalent en dioxyde de carbone (éq. $CO_2$)**
Il s'agit de l'unité de mesure universelle qui indique le potentiel de réchauffement planétaire des GES. L'éq. $CO_2$ sert à évaluer les effets du rejet (ou de l'absence de rejet) de différents GES. Les émissions de GES sont calculées en éq. $CO_2$. En effet, le $CO_2$ est le gaz de référence auquel les autres gaz sont comparés au chapitre de leur potentiel de réchauffement planétaire (PRP) respectif. Le PRP est une mesure relative à la capacité de chaque GES à retenir la chaleur dans l'atmosphère pour une période déterminée.

**Étalement de la variation des valeurs foncières**
Mesure fiscale qui permet de lisser les effets d'un nouveau rôle d'évaluation foncière en introduisant, sur une période déterminée, la variation de la valeur foncière des immeubles qui découle de l'entrée en vigueur de ce nouveau rôle.

**Financement (mode de, source de)**
Véhicule utilisé pour financer une dépense d'immobilisation (emprunt, subvention, paiement comptant, etc.).

**Financement (durée du)**
Période pendant laquelle un remboursement de capital ou une contribution au fonds d'amortissement sera effectué pour éteindre la dette contractée.

**Immobilisations**
Éléments corporels identifiables de l'actif qui satisfont à tous les critères suivants :

- ils sont destinés à être utilisés pour la prestation de services, à des fins administratives ou pour la production de biens ou encore à servir à l'entretien, à la réparation, au développement, à la mise en valeur ou à la construction d'autres immobilisations;
- ils ont été acquis, construits, développés ou mis en valeur en vue d'être utilisés de façon durable;
- ils ne sont pas destinés à être vendus dans le cours normal des activités.

**Immobilisations (amélioration des)**
Dépense faite en vue de prolonger la vie utile d'une immobilisation, d'accroître sa capacité de production ou d'en réduire les frais d'exploitation, mais excluant les dépenses courantes d'entretien et de réparation.

**Immobilisations (charge d')**
Coût d'acquisition ou d'amélioration de biens corporels.

**Infrastructures**
Installations publiques telles que routes, ponts, rues, conduites d'eau, ports, bâtiments, installations et équipements technologiques.

**Infrastructure naturelle et hybride**
Une infrastructure naturelle est un système naturel ou naturalisé, pouvant impliquer de l'ingénierie, qui apporte de multiples avantages pour l'environnement ou le bien-être humain. C'est une solution basée sur la nature, comme les parcs urbains, les arbres, les fosses d'arbres et les saillies végétalisées. Une infrastructure hybride combine des éléments fondés sur la nature à une infrastructure grise afin d'adapter les infrastructures naturelles au contexte urbain.

**Infrastructure grise**
Une infrastructure grise est une infrastructure traditionnelle basée sur des techniques d'ingénierie ou des équipements mécaniques et n'impliquant pas la nature. Dans le cadre de l'application de la méthodologie retenue par la Ville pour catégoriser les investissements, les infrastructures grises considérées comme admissibles représentent celles qui contribuent à diminuer la vulnérabilité aux aléas climatiques et à leurs effets (p. ex. : ouvrages de rétention, digues permanentes, piscines et jeux d'eau, toits blancs, etc.).

**Inventaire des émissions de GES de la collectivité montréalaise**
L'inventaire des émissions de la collectivité montréalaise comprend le calcul des émissions directes et indirectes dues à l'énergie importée et des autres émissions indirectes ayant lieu sur le territoire de l'agglomération pour les secteurs et sous-secteurs suivants :

- sources fixes;
- transport;
- matières résiduelles;
- procédés industriels et utilisation de produits;
- agriculture, foresterie et autres affectations des terres.

Le budget climat utilise l'inventaire des émissions de GES de la collectivité montréalaise comme point de référence principal.

**Inventaire des émissions de GES des activités municipales**
Les émissions de GES recensées dans cet inventaire concernent les activités sur lesquelles les 16 villes liées de l'agglomération exercent un contrôle direct, soit les bâtiments, le matériel roulant, la production et la distribution d'eau potable, le traitement des eaux usées, la production de biogaz au complexe environnemental de Saint-Michel, l'éclairage de rues, les feux de circulation ainsi que les émissions fugitives de réfrigérant.

**Investissements**
Dépenses effectuées par la Ville de Montréal en vue d'acquérir, de construire, de développer, de mettre en valeur ou d'améliorer une immobilisation qui lui procurera des avantages au cours d'un certain nombre d'exercices.

**Maintien de la pérennité des infrastructures**
Action de maintenir en bon état de fonctionnement du matériel, des installations, des locaux, etc., par un entretien courant ou préventif. On entend par entretien courant l'ensemble des réparations de faible importance effectuées, à la demande des utilisatrices et utilisateurs, sur du matériel ou des installations afin que celles-ci et ceux-ci puissent les utiliser jusqu'à la fin de la période prévue. L'entretien préventif est constitué de l'ensemble des méthodes et des techniques mises en œuvre pour éviter une avarie ou une panne.

**Montréal International**
Organisme qui a pour mission de contribuer au développement économique du grand Montréal et d'en accroître le rayonnement international.

**Mutation immobilière**
Transfert du droit de propriété d'un immeuble.

**Occupation du domaine public**
Installation de certaines constructions, en tout ou en partie, sur un territoire qui est normalement réservé à l'usage public. Il peut s'agir d'escaliers, de balcons, de passerelles ou de souterrains. Un loyer est facturé au ou à la propriétaire pour cet usage. Le loyer peut correspondre à un montant symbolique ou à un taux fixé par contrat ou encore être calculé en fonction de la valeur établie par la Ville.

**Organisme paramunicipal**
Entité à but non lucratif qui est dotée, dans les conditions prévues par la loi, d'une personnalité juridique et qui entretient des liens d'affaires avec la Ville.

**Paiement au comptant des immobilisations (PCI)**
Véhicule utilisé pour payer comptant des immobilisations à même le budget de fonctionnement, les affectations de surplus, les réserves financières ou les sommes accumulées dans le fonds d'amortissement à la suite des contributions effectuées en vertu de la politique de gestion de la dette. Dans ce dernier cas, les sommes utilisées privilégient le paiement au comptant d'actifs dont la période de financement est la plus courte.

**Paiements tenant lieu de taxes**
Sommes payées par les propriétaires d'immeubles non imposables en remplacement de taxes et tarifs. La forme et la hauteur des compensations varient selon le propriétaire (gouvernement, hôpital, organisme à but non lucratif, lieux de culte, etc.).

**Phases de réalisation d'un projet d'immobilisations**
Un projet d'immobilisations est constitué de quatre phases de réalisation :

- **la justification** : cette phase comprend les études ayant pour objectifs d'évaluer le projet sous différents angles (technique, économique, financier, organisationnel, environnemental, commercial, juridique, etc.) et de déterminer la pertinence de poursuivre le projet;
- **le démarrage** : cette phase comprend les études et les travaux de différentes natures (technique, économique, commerciale, juridique, etc.) visant à vérifier la possibilité de réaliser le projet et à définir les principaux paramètres du projet;
- **la planification** : lors de cette phase, on réalise un Programme fonctionnel et technique (PFT) et/ou une étude d'avant-projet. On se concentre sur la conception de variantes permettant d'optimiser l'ensemble des composantes du plan d'aménagement et du scénario retenu. L'avant-projet approfondit la conception par des spécifications techniques et détaillées ainsi que par l'intégration des besoins connexes;
- **l'exécution** : lors de l'exécution des travaux, toutes les dépenses sont capitalisées à l'état des immobilisations. Cette phase comprend la réalisation des plans et devis, les processus d'appels d'offres et les octrois de contrats.

**Plan climat**
Le Plan climat 2020-2030, rendu public en décembre 2020, constitue l'un des outils prévus par la Ville de Montréal pour atteindre la carboneutralité d'ici 2050, conformément à la *One Planet Charter*, à laquelle elle souscrit. Le Plan climat contient 46 mesures.

Le budget climat permet notamment de modéliser les mesures d'atténuation prévues dans le Plan climat.

**Programme**
Un programme consiste en un regroupement de projets de même nature, gérés de manière coordonnée et répondant à une stratégie spécifique pour l'atteinte de bénéfices et objectifs communs, dans un contexte d'optimisation des ressources (financières, humaines, etc.) et d'une capacité de réalisation uniforme et soutenue.

**Programme décennal d'immobilisations (PDI)**
Il regroupe les projets d'investissements que la Ville prévoit d'effectuer sur son territoire au cours des 10 prochaines années pour entretenir ses infrastructures, favoriser le développement économique, culturel et social et améliorer la qualité de vie par un meilleur aménagement urbain. Différentes sources de financement sont requises pour ces investissements, notamment des emprunts à long terme. L'ensemble des emprunts ainsi contractés constitue la dette de la Ville. Une portion de celle-ci est remboursée annuellement et est incorporée dans les dépenses prévues au budget de fonctionnement. C'est ce que l'on appelle le service de la dette.

**Projet**
Un projet se définit comme un ensemble d'activités non récurrentes, entreprises afin de répondre à un besoin défini dans les délais fixés. Il est destiné à atteindre des objectifs spécifiques dans un certain laps de temps, dans une zone géographique déterminée ou non et moyennant un budget déterminé.

**Projet non capitalisable**
Élément d'actif qui n'appartient pas à la Ville de Montréal ou qui ne répond pas à la définition d'une immobilisation, mais qui est tout de même prévu au PDI et financé par l'emprunt à long terme (p. ex. : achat de bacs de recyclage, de matériel informatique, d'armes à feu, etc.). Dans la plupart des cas, ces projets s'inscrivent dans différents programmes de subventions (p. ex. : rénovation des façades commerciales, stabilisation des falaises, aménagement des ruelles, aide à la stabilisation des rives) ou dans des ententes de contribution.

**Protection (ou maintien de l'offre de service)**
Objectif d'investissement lié au maintien de l'offre de service tant sur le plan du maintien régulier d'actifs que sur le plan du rattrapage du déficit de maintien afin de conserver ou de rétablir l'offre de service attendu. Ainsi, le remplacement d'éléments importants d'actif dans le but de maintenir une activité à un niveau de service satisfaisant est considéré comme de la protection.

**Proximité (compétence par service de)**
Un conseil municipal local, formé de représentants élus et représentantes élues, possède les pouvoirs de décision, de taxation et de tarification pour les services de proximité (urbanisme, enlèvement des matières résiduelles, développement économique local, communautaire et social, culture, loisirs, parcs d'arrondissement et voirie locale).

**Redevance (conduits souterrains)**

Loyer imposé aux utilisatrices et utilisateurs du réseau de conduits souterrains de la Commission des services électriques de Montréal en fonction de l'espace que leurs conduits occupent dans le réseau.

**Refinancement**

Lorsque l'emprunt est contracté pour un terme plus court que la période d'amortissement de certaines sommes, un nouvel emprunt sera requis pour poursuivre le financement par emprunt jusqu'à la fin du terme de l'amortissement. Ces emprunts qui poursuivent le financement pour le reste du terme d'amortissement sont appelés refinancements.

**Régime de retraite à prestations déterminées**

Régime de retraite dans lequel est précisé soit le montant des prestations que recevront les participants et participantes, soit le mode de calcul du montant de ces prestations; ce calcul est basé sur des facteurs comme l'âge, le salaire et le nombre d'années de service du participant ou de la participante. Dans ce type de régime, la cotisation sert à assurer l'équilibre financier du régime.

**Règlement**

Acte juridique par lequel le conseil d'arrondissement, le conseil municipal ou le conseil d'agglomération fait état des décisions, donne des directives ou établit des normes, des contraintes et parfois des sanctions.

**Règlement d'emprunt**

Règlement qui autorise à financer par emprunt certaines dépenses d'investissement, de fonctionnement ou autres. Généralement, le règlement prévoit le terme maximal de l'emprunt ainsi que la clause de taxation. Lorsqu'un emprunt est émis, les charges fiscales sont imposées aux contribuables (capital et intérêts) et, par conséquent, réparties sur plusieurs exercices financiers, selon le terme le plus court : la période prévue au règlement ou la période d'amortissement de l'actif.

**Rémunération**

Rubrique qui comprend les salaires et les indemnités des employées et employés et des élues et élus.

**Rôle d'évaluation foncière**

Registre préparé par le Service des finances et de l'évaluation foncière de la Ville de Montréal et comprenant toutes les données nécessaires à l'élaboration du rôle de taxation.

**Scénario de référence**

Le scénario de référence *business as usual* (également appelé cours normal des affaires) évalue la trajectoire la plus probable, sans action ou effort politique supplémentaire que ce qui est déjà annoncé ou prévu par les différents ordres de gouvernement, du niveau d'émissions de GES de la collectivité montréalaise, et ce, pour l'ensemble des secteurs inclus dans l'inventaire des émissions de GES de Montréal.

**Secteur**

En matière de fiscalité, territoire d'une ancienne municipalité. Les dettes des anciennes villes sont à la charge des immeubles situés sur leur territoire respectif.

**Service central**
Entité administrative ou unité d'affaires qui assure des fonctions de planification et de soutien à l'Administration et aux arrondissements. Un service central peut également cumuler des responsabilités opérationnelles.

**Service de la dette**
Le service, ou coût, brut de la dette comprend les dépenses d'intérêts, les frais d'escompte et d'émission d'emprunts, les remboursements de capital et les contributions au fonds d'amortissement pour l'ensemble des emprunts en circulation. Le coût net est celui qui demeure à la charge des contribuables, déductions faites des revenus de placements du fonds d'amortissement, des sommes à la charge du gouvernement du Québec et autres tiers ou organismes, et de l'amortissement des revenus reportés liés aux primes à l'émission d'emprunts, selon le cas.

**Tarification**
En matière de fiscalité, somme exigée en contrepartie d'un service fourni à l'immeuble ou à son occupante ou occupant. Le tarif est payé par le ou la propriétaire ou l'occupant ou l'occupante de l'immeuble.

**Taxe foncière générale**
Taxe basée sur la valeur foncière des immeubles et dont les revenus servent à financer les dépenses de la municipalité dans son ensemble. Les taux de cette taxe varient selon la catégorie d'immeubles, parmi quatre catégories.

**Transferts**
Subventions des gouvernements, des autres organismes publics, des entreprises privées et des personnes, sans aucun service en contrepartie. Les revenus de transferts sont regroupés en fonction de leur finalité. Ils peuvent financer les dépenses de fonctionnement, le service de la dette ou les investissements.

**Unité d'affaires**
Entité qui désigne un arrondissement ou un service central.

**Vie utile (durée de)**
Période estimative au cours de laquelle un bien est censé servir à la Ville de Montréal.

# Annexe 14 – Idiomes

## Territoires

### Agglomération de Montréal

Le territoire des 16 villes constituant l'île de Montréal ou (tout simplement) l'île de Montréal.

### Municipalité locale

- les municipalités locales n'ont pas toutes les mêmes désignations : le même terme désigne aussi bien une ville, une municipalité, un village, une paroisse ou un canton (source : MAMH).
- la municipalité locale est administrée par un conseil municipal (source : MAMH).

### Ville centrale (ou Ville centre)

- la Ville de Montréal, en relation avec les autres municipalités locales de l'agglomération de Montréal.
- la Ville centrale exerce les compétences d'agglomération sur le territoire de l'île de Montréal et les compétences locales sur le territoire de Montréal, au moyen d'une instance officielle, selon le cas : le conseil d'agglomération, le conseil municipal ou le conseil d'arrondissement.

### Villes reconstituées

- les 15 territoires de l'île de Montréal qui ont retrouvé leur statut de municipalité au 1er janvier 2006, excluant le territoire de la ville résiduaire.
- les villes reconstituées sont responsables des services locaux (aussi appelés services de proximité) sur leur territoire respectif.

### Villes liées

Les 16 municipalités constituant le territoire de l'île de Montréal (soit les 15 villes reconstituées et Montréal) et siégeant au conseil d'agglomération de Montréal.

## Compétences et services rendus

### Compétences d'agglomération

Le conseil d'agglomération ou le comité exécutif exerce les compétences d'agglomération prescrites par la loi, c'est-à-dire qu'il est responsable des services d'agglomération offerts à l'ensemble de la population de l'île de Montréal par la Ville centrale, c'est-à-dire la Ville de Montréal.

### Services d'agglomération

L'ensemble des services communs fournis par la Ville de Montréal aux résidents et résidentes de l'île de Montréal.

**Compétences locales**

- le conseil municipal de chaque ville de l'île de Montréal exerce les compétences locales prescrites par la loi, c'est-à-dire qu'il est responsable des services locaux offerts sur le territoire de sa municipalité.
- les responsabilités exercées par les municipalités locales sont aussi appelées services de proximité.
- dans le cas de Montréal, la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* prévoit que ces compétences locales sont partagées entre le conseil municipal et les conseils d'arrondissement. Celles-ci sont donc :
    - soit des compétences locales gérées par les arrondissements;
    - soit des compétences locales gérées par le conseil municipal.

## Programme décennal d'immobilisations

**Programme décennal d'immobilisations de la Ville de Montréal**
Le programme décennal d'immobilisations (PDI) de la Ville de Montréal comprend, à la fois, les sommes liées aux compétences d'agglomération et celles liées aux compétences locales de la Ville de Montréal.

**Programme décennal d'immobilisations du conseil municipal**
Le PDI du conseil municipal est adopté par le conseil municipal de Montréal pour exercer les compétences locales sur le territoire de Montréal. À la Ville de Montréal, les compétences locales sont exercées, à la fois, par les arrondissements et les services centraux.

**Programme décennal d'immobilisations du conseil d'agglomération**
Le PDI du conseil d'agglomération est adopté par le conseil d'agglomération pour exercer les compétences d'agglomération sur le territoire de l'île de Montréal. Les compétences d'agglomération sont exercées par les services centraux de la Ville de Montréal.

# Annexe 15 – Index des sigles, des acronymes et des autres abréviations

| | |
|---|---|
| ADS+ | Analyse différenciée selon les sexes et intersectorielle |
| a-p. | Année-personne |
| ARTM | Autorité régionale de transport métropolitain |
| AU | Accessibilité universelle |
| BIXI | Système de vélos en libre-service de Montréal |
| BTER | Bureau de la transition écologique et de la résilience |
| CAFE | Corporate Average Fuel Economy |
| CCI | Centre communautaire intergénérationnel |
| CDPQ Infra | Caisse de dépôt et placement du Québec, filiale Infra |
| CHUM | Centre hospitalier universitaire de Montréal |
| CMM | Communauté métropolitaine de Montréal |
| CNESST | Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail |
| $CO_2$ | Dioxyde de carbone |
| COP 15 | Conférence des Nations unies sur la biodiversité |
| CRCHUM | Centre de recherche du CHUM |
| CRG | Complexe récréatif Gadbois |
| CSEM | Commission des services électriques de Montréal |
| CUSM | Centre universitaire de santé McGill |
| DAI | Dette actuarielle initiale |
| DEL | Diode électroluminescente |
| DGA | Direction générale adjointe |
| ÉEQ | Éco Entreprises Québec |
| FCCQ | Fonds Chantiers Canada-Québec |
| G ÉQ. $CO_2$ | Gramme d'équivalent dioxyde de carbone |
| GES | Gaz à effet de serre |
| GPC | Protocole mondial pour les inventaires d'émissions de gaz à effet de serre à l'échelle communautaire |
| IPC | Indice des prix à la consommation |
| ISQ | Institut de la statistique du Québec |
| KT ÉQ. $CO_2$ | Kilotonne d'équivalent de dioxyde de carbone |
| LEED | Leadership in Energy and Environmental Design |
| MADA | Municipalité amie des aînés |
| MAMH | Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation |
| MAPAQ | Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation |
| MCC | Ministère de la Culture et des Communications |
| MESS | Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale |
| MT | Million de tonnes |
| MT ÉQ. $CO_2$ | Million de tonnes d'équivalents en dioxyde de carbone |
| MTMD | Ministère des Transports et de la Mobilité durable |
| OBNL | Organisme à but non lucratif |
| ONU | Organisation des Nations Unies |
| PAM | Programme aquatique de Montréal |
| PCGR | Principes comptables généralement reconnus |

| | |
|---|---|
| PCI | Paiements au comptant des immobilisations |
| PDI | Programme décennal d'immobilisations |
| PDGMR | Plan directeur de gestion des matières résiduelles |
| PHAQ | Programme d'habitation abordable Québec |
| PIB | Produit intérieur brut |
| PPU | Programme particulier d'urbanisme |
| PRR | Programme de réfection routière |
| PRHLM | Programme de rénovation des habitations à loyer modique |
| PRQ | Programme Rénovation Québec |
| PTI | Programme triennal d'immobilisations |
| RAC | Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques |
| RBC | Banque Royale du Canada |
| REM | Réseau express métropolitain |
| REV | Réseau express vélo |
| RFID | Radio Frequency Identification (Identification par radiofréquence) |
| RFU | Richesse foncière uniformisée |
| RMR | Région métropolitaine de recensement |
| RQAP | Régime québécois d'assurance parentale |
| RRQ | Régie des rentes du Québec |
| SHP | Sodium haute pression |
| SOFIL | Société de financement des infrastructures locales du Québec |
| SPVM | Service de police de la Ville de Montréal |
| SRB | Service rapide par bus |
| SHQ | Société d'habitation du Québec |
| SIM | Service de sécurité incendie de Montréal |
| SME | Stratégie montréalaise de l'eau |
| SQI | Société québécoise des infrastructures |
| STM | Société de transport de Montréal |
| TECQ | Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec |
| T DE $CO_2$ | Tonne de dioxyde de carbone |
| TFG | Taxe foncière générale |
| TGT | Taux global de taxation |
| TGS v4 | Toronto Green Standard version 4 |
| TVQ | Taxe de vente du Québec |

**Publié par la Ville de Montréal**

**Service des finances et de l'évaluation foncière**
630, boulevard
René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3B 1S6

**Crédit photo de couverture :**
Getty Images Mustafa Hacalaki

**Design graphique :**
Ville de Montréal
Service des ressources humaines
et des communications
2398-10 Budget 2026

Dépôt légal
1er trimestre 2026
Bibliothèque et Archives nationales
du Québec
Bibliothèque et Archives Canada

978-2-7647-2062-2
Faits saillants
Budget de fonctionnement 2026
Programme décennal
d'immobilisations 2026-2035
PDF, Français

Montréal

Montréal

Montréal.ca

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CM : 30.02

2026/01/12
13:00

(2)

**Dossier # : 1253074008**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le programme décennal d'immobilisations 2026-2035 du conseil municipal |

Il est recommandé d'adopter le Programme décennal d'immobilisations 2026-2035 du conseil municipal.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2026-01-09 14:16

**Signataire :** Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1253074008**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le programme décennal d'immobilisations 2026-2035 du conseil municipal |

## CONTENU

### CONTEXTE

Les arrondissements ont dressé et déposé au comité exécutif leur Programme d'immobilisations comme prévu aux articles 143.2 et 144.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec. Également, tel qu'il est stipulé à l'article 144.4 de la Charte, le comité exécutif a dressé et soumet au conseil de la Ville, par le présent dossier, le Programme décennal d'immobilisations de la Ville pour les années 2026-2035 qui inclut celui de chacun des arrondissements. Ce programme dresse l'ensemble des dépenses d'investissement et le mode de financement des projets d'immobilisations relevant de la compétence du conseil municipal.
Le Programme triennal d'immobilisations 2026-2028 (PTI) au sens de l'article 473 de la Loi sur les cités et villes (LRQR c. 19) est constitué des prévisions d'investissements pour les trois premiers exercices du Programme décennal d'immobilisations 2026-2035.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM24 1316 – 9 décembre 2024 – Adoption du programme décennal d'immobilisations 2025-2034 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM23 1319 – 11 décembre 2023 – Adoption du programme décennal d'immobilisations 2024-2033 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM22 1379 – 15 décembre 2022 – Adoption du Programme décennal d'immobilisations 2023-2032 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM22 0005 – 20 janvier 2022 – Adoption du Programme décennal d'immobilisations 2022-2031 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM20 1219 – 9 décembre 2020 – Adoption du Programme décennal d'immobilisations 2021-2030 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM19 1251 – 11 décembre 2019 – Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM18 1403 – 28 novembre 2018 – Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM18 0157 – 13 février 2018 – Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM16 1298 – 28 novembre 2016 – Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)

### DESCRIPTION

Le Programme décennal d'immobilisations 2026-2035 du conseil municipal prévoit des investissements de l'ordre de **15 830,4 M$** dont **1 379,2 M$** pour 2026. Par ailleurs, il est prévu en 2026, des investissements de **185,1 M$** au PDI des arrondissements et **1 194 M$** au PDI des services corporatifs.
Il est à noter que le montant à la charge des contribuables se chiffre à **1 053,7 M$** pour 2026 et totalise **13 670,3 M$** pour la période de 2026-2035.

**JUSTIFICATION**

s/o

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

s/o

**MONTRÉAL 2030**

Le programme décennal d'immobilisations est aligné sur le Plan stratégique Montréal 2030.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

s/o

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

s/o

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

s/o

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

| RESPONSABLE DU DOSSIER | ENDOSSÉ PAR Le : 2026-01-08 |
|---|---|
| Marie-Natacha SAINT-JEAN<br>Conseillère budgétaire | Philippe BRILLANT<br>Chef de division - Plan de l'investissement |
| **Tél :** 514-872-5864<br>**Télécop. :** s/o | **Tél :** 514 887- 4009<br>**Télécop. :** s/o |

| APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION | APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE |
|---|---|
| Gildas S. GBAGUIDI<br>Directeur du budget, de la planification financière et fiscale<br>**Tél :** 514 240-5192<br>**Approuvé le :** 2026-01-08 | Francine LAVERDIÈRE<br>Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière<br>**Tél :** 514 872-6630<br>**Approuvé le :** 2026-01-09 |

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1253074008
Unité administrative responsable : *Service des finances et de l'évaluation foncière*
Projet : Adopter le programme décennal d'immobilisations 2026-2035 du conseil municipal

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | *X* |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*s.o.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*s.o.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

# Budget 2026
# PDI 2026-2035

Approuvé
par le comité exécutif
de la Ville de Montréal,
le 12 janvier 2026

Préparé par
la Direction générale
et le Service des finances et
de l'évaluation foncière

**NOTES**

- À moins d'indications contraires :
  - toutes les données budgétaires de ce document sont en milliers de dollars;
  - les données réelles de 2021 à 2024 ainsi que les données du budget 2025 ont été ajustées afin de les rendre, dans la mesure du possible, comparables à celles du budget 2026. Elles sont présentées à titre indicatif;
  - les données du réel prévu de 2025 sont basées sur l'évolution budgétaire au 31 août 2025 et ajustées afin de les rendre comparables au budget de 2026.
- L'arrondissement des données peut faire en sorte que le montant total diffère des sommes;
- Le Programme triennal d'immobilisations 2026-2028 (PTI), au sens de l'article 473 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), est constitué des prévisions d'investissements pour les trois premiers exercices du Programme décennal d'immobilisations 2026-2035 (PDI).

# Sommaire exécutif

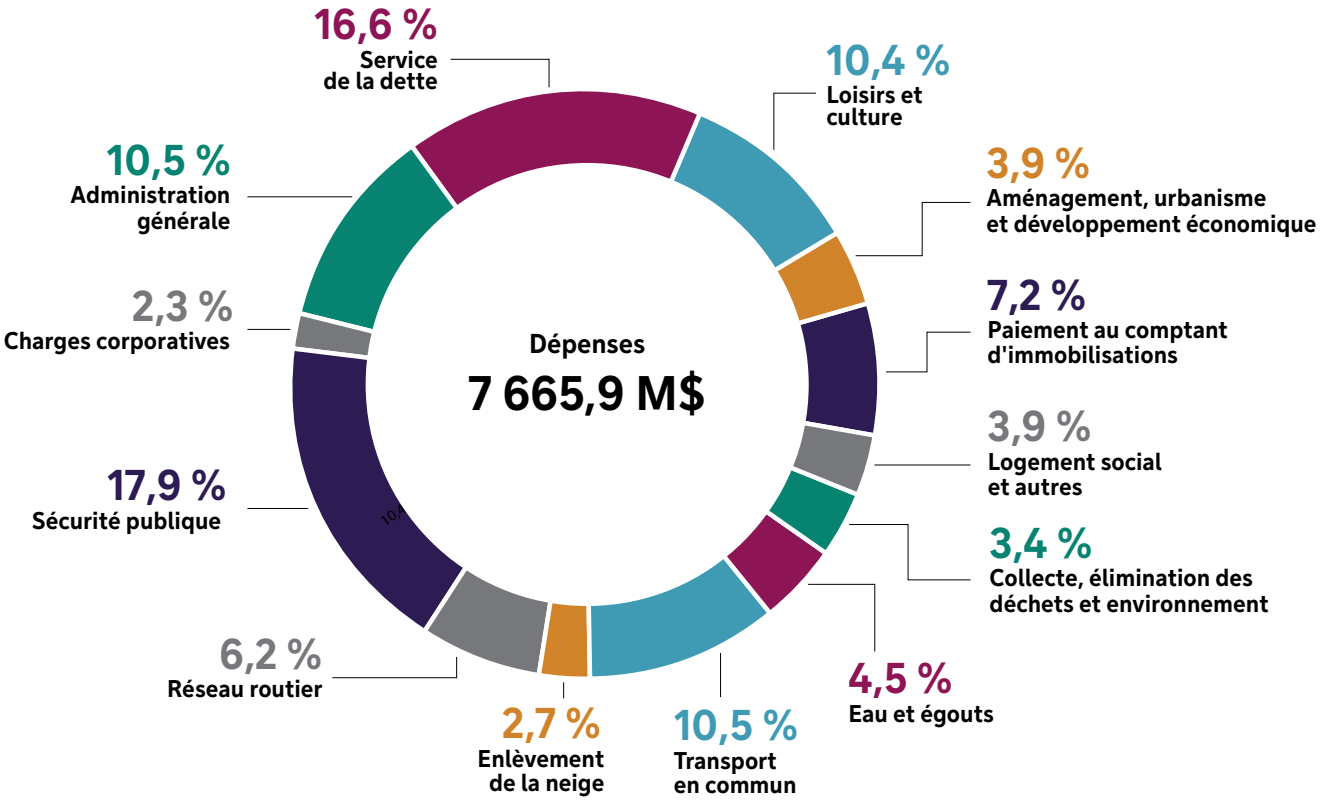
## Budget 2026 et PDI 2026-2035 : Montréal, au cœur de vos priorités

La Ville de Montréal dépose un budget de fonctionnement équilibré de 7,67 G$ pour 2026 et un programme décennal d'immobilisations (PDI) 2026-2035 de 25,9 G$.

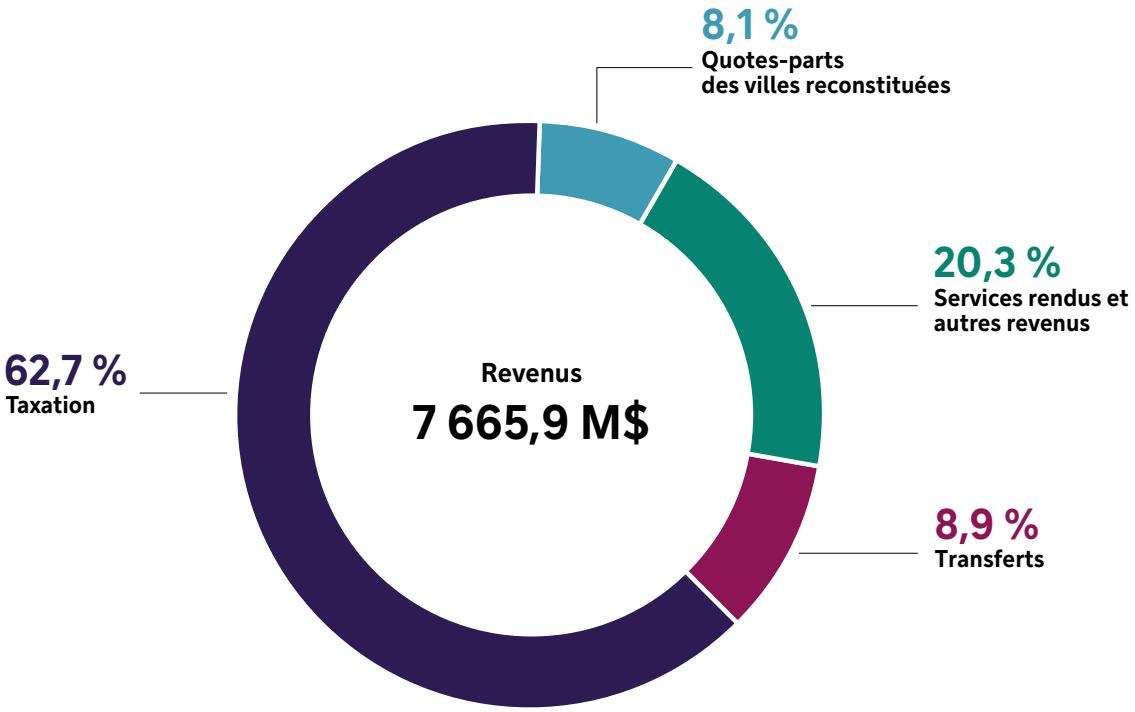
## Un budget équilibré de 7,67 G$

Le budget de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses courantes de la Ville pour un exercice financier. Le budget 2026 permettra à l'administration municipale de déployer diverses mesures pour servir les priorités des Montréalaises et des Montréalais, à travers huit thématiques prioritaires : la gestion rigoureuse et responsable des finances publiques, la lutte contre l'itinérance, l'habitation, la sécurité, la qualité de vie et la culture, la mobilité planifiée et les infrastructures routières, l'Est de Montréal, et la résilience climatique.

### Répartition des dépenses par activités



## Provenance des revenus




## Fiscalité locale

Pour l'année 2026, le conseil municipal limite la hausse des charges fiscales sous son contrôle à 3,4 %, tant pour les immeubles résidentiels que non résidentiels, ce qui correspond au niveau de l'inflation observée pour la région métropolitaine de Montréal.

### Immeubles résidentiels

| | | | |
|---|---|---|---|
| 3,0 % Décisions du conseil municipal | ↑ | 2,4 % | Taxe foncière générale |
| | ↑ | 0,7 % | Taxe relative à l'eau |
| | | 0,0 % | Taxe relative à l'ARTM |
| | ↓ | 0,2 % | Taxe relative aux dettes |
| | | 0,0 % | Taxe relative à la voirie |
| 0,8 % Décisions des conseils d'arrondis-sement | ↑ | 0,6 % | Taxes de services |
| | ↑ | 0,2 % | Taxes d'investissements |
| Hausse des charges fiscales foncières 3,8 % | | | |

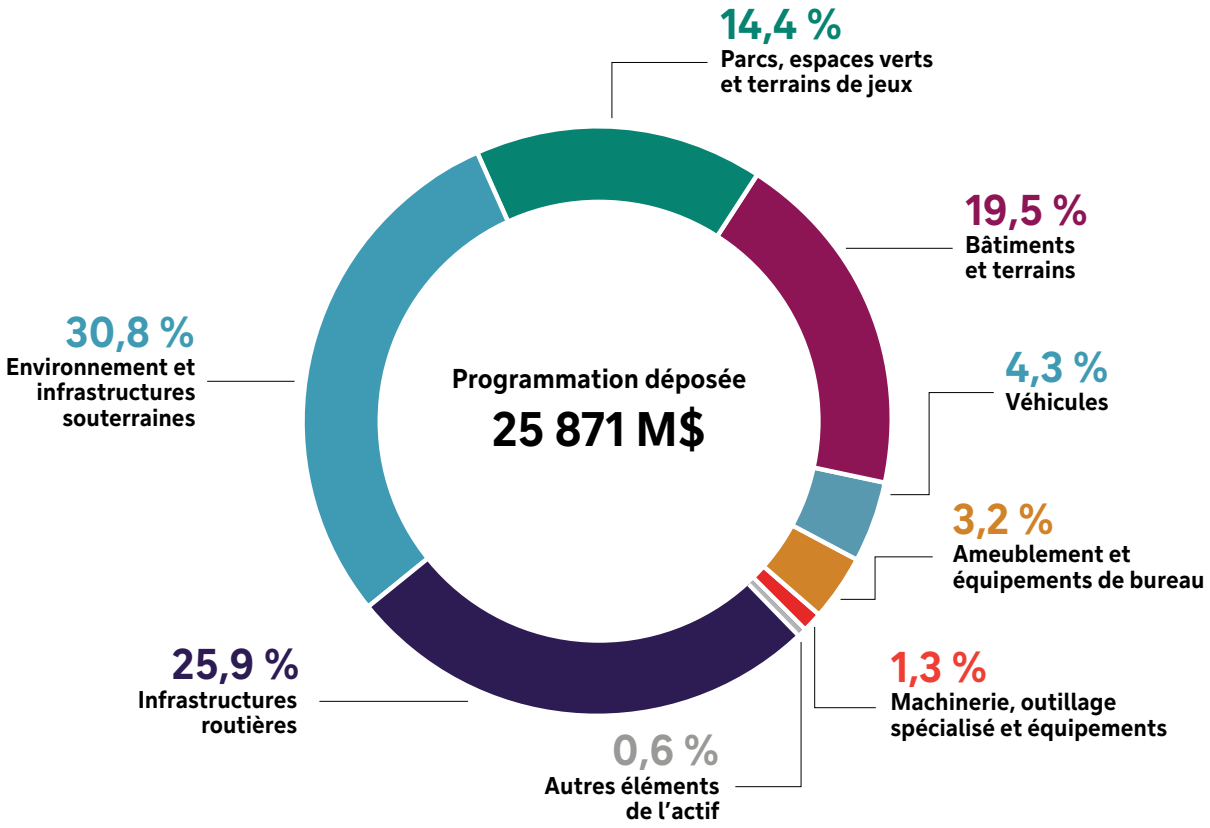
### Immeubles non résidentiels

| | | | |
|---|---|---|---|
| 3,2 % Décisions du conseil municipal | ↑ | 2,7 % | Taxe foncière générale |
| | ↑ | 0,7 % | Taxe relative à l'eau |
| | | 0,0 % | Taxe relative à l'ARTM |
| | ↓ | 0,2 % | Taxe relative aux dettes |
| | | 0,0 % | Taxe relative à la voirie |
| 0,2 % Décisions des conseils d'arrondis-sement | ↑ | 0,1 % | Taxes de services |
| | ↑ | 0,1 % | Taxes d'investissements |
| Hausse des charges fiscales foncières 3,4 % | | | |

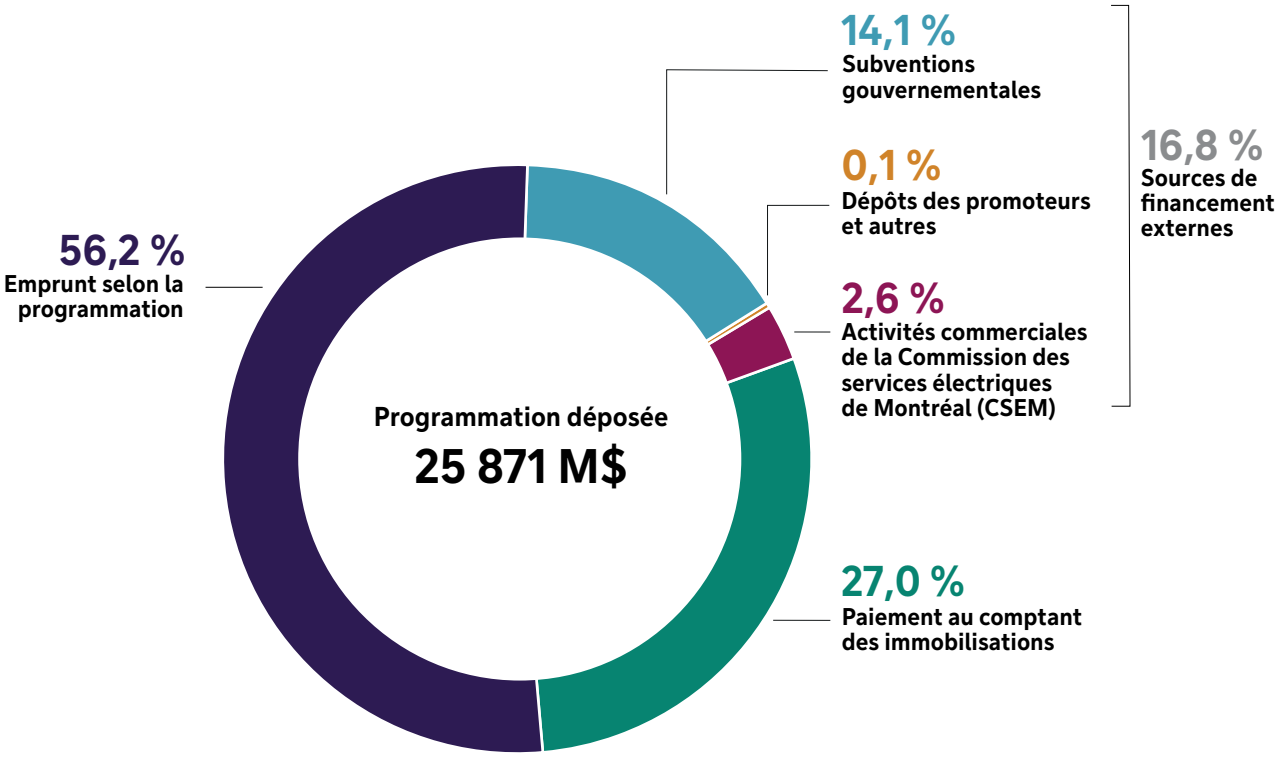
## Un PDI de 25,9 G$

Le programme décennal d'immobilisations (PDI) regroupe un ensemble de projets et de programmes d'investissements que la Ville compte réaliser ou entreprendre au cours des 10 prochaines années, particulièrement pour ses infrastructures vieillissantes. La protection des éléments des actifs représente 67,7 % des investissements, alors que le développement, l'acquisition et l'installation de nouveaux équipements, la construction de nouvelles infrastructures, ainsi que la mise aux normes d'infrastructures existantes comptent pour 32,3 %.

### Investissements par catégories d'actifs



## Modes de financement



Budget 2026 et
PDI 2026-2035

Faits
saillants

# Montréal, au cœur de vos priorités

# Table des matières

**Mot de la mairesse** ..... **4**

**Mot du président du comité exécutif** ..... **6**

**Mot du directeur général** ..... **8**

**1. Les priorités du budget** ..... **11**

Budget 2026 et PDI 2026-2035 : Montréal, au cœur de vos priorités ..... 12
Gestion rigoureuse et responsable ..... 13
Itinérance ..... 15
Habitation ..... 17
Sécurité ..... 20
Qualité de vie et culture ..... 24
Mobilité planifiée et infrastructures routières ..... 30
Développement de l'Est ..... 34
Résilience climatique ..... 37

**2. Budget de fonctionnement 2026** ..... **40**

Un budget équilibré de 7,67 G$ ..... 41
Fiscalité locale ..... 43

**3. Programme décennal d'immobilisations 2026-2035** ..... **48**

**4. Gestion de la dette** ..... **51**

# Mot de la mairesse

Chères Montréalaises, chers Montréalais,

C'est avec détermination et un profond sens des responsabilités que je présente aujourd'hui le budget 2026 et le programme décennal d'immobilisations 2026-2035 de la Ville de Montréal, les premiers de notre administration. J'ai le sentiment que nous avons accompli un travail minutieux et responsable, en phase avec les besoins de la population et nos engagements annoncés au cours des derniers mois.

Le budget 2026 marque un changement de cap important dans les priorités de la Ville, incarnant celles des Montréalaises et des Montréalais. Vous nous avez demandé de revoir les façons de faire et d'orienter les missions de l'appareil municipal vers vos besoins. Ce premier budget de notre administration en est le reflet.

Comme promis, ce premier budget rigoureux vise à offrir des services de qualité et à améliorer le quotidien des résidentes et résidents de la métropole, tout en limitant la hausse de taxes à l'inflation. Nous y avons travaillé avec la volonté de planifier intelligemment, d'investir judicieusement et de veiller à ce que chaque dollar dépensé serve l'intérêt collectif.

Nous investissons des sommes importantes, qui ont triplé, afin de réduire l'itinérance et favoriser une cohabitation harmonieuse. C'est la grande priorité de mon administration. Nous finançons des initiatives pour faciliter et préserver l'accès au logement, et notre équipe travaille activement à accélérer le développement de six secteurs stratégiques qui, d'ici 2050, accueilleront près de 75 000 logements.

Comme plusieurs Montréalaises et Montréalais se sentent moins en sécurité dans leur ville, nous posons des gestes concrets en matière de prévention de la violence chez les jeunes, de rapprochement avec les communautés, d'amélioration de la sécurité dans les espaces publics et de prévention des incendies.

Nous soutiendrons le développement de l'Est de Montréal afin de faire de ce secteur un moteur de croissance pour la métropole. Le développement de l'Est est une de mes grandes priorités. C'est pourquoi nous créerons le bureau de l'Est, qui travaillera directement sous ma responsabilité. Nous investissons massivement pour dynamiser l'Est, grâce à un nouveau Fonds de revitalisation de l'Est et à des projets d'envergure.

La Ville de Montréal doit se préparer aux défis environnementaux, notamment les pluies intenses. Nous améliorerons notre soutien aux arrondissements et aux résidents, tout en consacrant plus d'argent que jamais au maintien et au développement des infrastructures de l'eau.

Notre métropole doit se permettre de rêver grand et notre administration croit que la culture joue un rôle clé pour y parvenir. C'est pourquoi notre premier budget mise aussi sur les créateurs, les institutions et les communautés qui la font vivre. Nous bonifions ainsi de 2,5 millions de dollars notre contribution au Conseil des arts de Montréal.

Ensemble, nous allons gérer les finances de la Ville autrement pour répondre rapidement aux besoins essentiels des citoyennes et citoyens de la métropole, et surtout améliorer leur qualité de vie et les services qu'ils reçoivent.

La mairesse de Montréal,

**Soraya Martinez Ferrada**

# Mot du président du comité exécutif

Chères Montréalaises, chers Montréalais,

En quelques semaines, notre administration a déployé toutes les énergies nécessaires pour s'attaquer aux enjeux et aux défis de notre métropole. Le dépôt de ce premier budget marque un nouveau départ pour Montréal : celui de l'écoute et de l'action.

Le budget de fonctionnement 2026 et le programme décennal d'immobilisations 2026-2035 reposent sur des choix financiers rigoureux. Réalisé avec sérieux et discipline, cet exercice constitue le premier jalon de changements importants et nécessaires dans la manière d'administrer la Ville de Montréal, en réponse aux attentes des Montréalaises et des Montréalais.

D'emblée, nous recentrons les activités de la Ville sur les services aux citoyennes et citoyens. Pour y arriver, nous avons, dès notre arrivée, augmenté de façon importante les transferts aux arrondissements afin de soutenir les services directs à la population. Leurs budgets d'investissement ont également été bonifiés pour maintenir et développer les infrastructures selon les besoins locaux.

Le budget 2026 marque aussi le retour de la prudence financière. Nous avons travaillé avec rigueur pour ramener le ratio de la limite d'endettement de Montréal à 100%, une cible prévue pour 2027 que nous atteindrons avec un an d'avance. Il était impératif pour notre équipe de revenir, dès cette année, à la capacité de payer de la Ville de Montréal. Ce travail se poursuivra tout au long du mandat pour ralentir la croissance des dépenses de la Ville.

En plus de soutenir vigoureusement les priorités de notre administration, notamment s'attaquer aux crises de l'itinérance et du logement et favoriser le développement de l'Est de Montréal, ce budget accorde une attention particulière à la propreté, aux infrastructures culturelles et aux loisirs. La Ville intensifie ses efforts afin d'assurer une mobilité planifiée et sécuritaire pour tout le monde, d'entretenir adéquatement le réseau routier et de limiter les impacts négatifs des chantiers.

Nous travaillerons conjointement avec la Table des maires que nous avons créée pour améliorer la qualité des services aux citoyens, leur accessibilité, leur efficacité et leur pertinence. Ce budget a été pensé pour apporter des solutions concrètes à vos priorités, grâce à la collaboration avec tous les partenaires, dans tous les quartiers.

Notre approche financière est responsable et nous permettra de répondre rapidement aux enjeux prioritaires de la ville, tout en contribuant concrètement à l'amélioration de la qualité de vie des Montréalaises et des Montréalais.

Pour nous aider à atteindre ces objectifs, nous mettrons en place un plan d'intégration rapide et sécuritaire de l'intelligence artificielle pour améliorer les services directs à la population.

Et, comme notre équipe s'y est engagée, tout cela se fait avec une hausse des taxes limitée à l'inflation, parce que les Montréalaises et les Montréalais ont besoin d'une administration qui agit dans leur intérêt, à leur service.

Le président du comité exécutif,

**Claude Pinard**

# Mot du directeur général

C'est à la fois guidés par notre mission de servir la population et par le respect de sa capacité de payer que nous déposons un budget équilibré qui permet de répondre aux défis auxquels la métropole est confrontée, tout en préparant son avenir.

En 2026, nous poursuivrons la révision de nos activités et programmes pour identifier de nouvelles pistes d'économies et d'amélioration. L'exercice réalisé en 2025, ainsi que le plan d'optimisation à venir, permettront de générer des économies annuelles récurrentes de 79 M$, dès cette année.

Au-delà des chiffres, ce budget et le programme décennal d'immobilisations traduisent l'engagement quotidien et le travail rigoureux accompli par les équipes de la Ville pour améliorer la qualité de vie des Montréalaises et Montréalais, dont les personnes les plus vulnérables. Je pense notamment à l'augmentation des budgets pour lutter contre l'itinérance et à notre investissement pour acquérir et rénover des bâtiments qui accueilleront de nouvelles places d'hébergement d'urgence.

Nos équipes seront également mobilisées pour entretenir, rénover et développer les infrastructures dans lesquelles la Ville investira d'importantes sommes. Grâce à un budget dédié, elles déploieront la Stratégie montréalaise de l'eau, visant à gérer et préserver cette ressource vitale. Résolues à favoriser l'accès à la culture, aux loisirs et aux sports, elles se consacreront également à la construction, à l'agrandissement et au réaménagement de bibliothèques, espaces culturels mixtes, maisons de la culture et complexes sportifs, au sein desquels elles offriront des activités variées au bénéfice de toutes et tous.

Soucieuse d'offrir des environnements de travail sains, de protéger la santé et assurer la sécurité de ses effectifs, la Ville réalisera d'importants investissements pour remplacer les équipements d'urgence, rénover des casernes et décontaminer les habits de combat contre les incendies de son personnel pompier.

En terminant, je tiens à souligner le travail exemplaire du personnel qui a appuyé la nouvelle administration dans le dépôt de son tout premier budget. Je remercie également l'ensemble de la fonction publique municipale montréalaise, qui demeure en tout point engagée à toujours mieux servir la population et à améliorer sa qualité de vie.

Le directeur général de la Ville de Montréal,

**Benoit Dagenais**

Photo : Ville de Montréal, Mathieu Sparks

# Les priorités du budget

1

# Budget 2026 et PDI 2026-2035 : Montréal, au cœur de vos priorités

## La Ville de Montréal dépose un budget de fonctionnement équilibré de 7,67 G$ pour 2026 et un programme décennal d'immobilisations (PDI) 2026-2035 de 25,9 G$.

### Huit thématiques prioritaires

- **La gestion rigoureuse et responsable des finances publiques,** pour offrir des services de qualité, au meilleur coût possible.
- **La lutte contre l'itinérance,** pour accompagner les personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir, et assurer une cohabitation harmonieuse.
- **L'habitation,** pour s'attaquer à la crise du logement, appuyer la construction et la protection de logements abordables et sociaux, et stimuler les mises en chantier.
- **La sécurité,** pour renforcer le sentiment de sécurité en ville.
- **La qualité de vie et la culture,** avec une attention particulière à la propreté, aux infrastructures culturelles et aux loisirs, et à la relance du centre-ville.
- **La mobilité planifiée et les infrastructures routières,** pour protéger les actifs et en développer de nouveaux.
- **L'Est de Montréal,** pour prioriser le développement de ce territoire.
- **La résilience climatique,** pour renforcer notre capacité à nous adapter, tout en protégeant la population et nos infrastructures.

# Gestion rigoureuse et responsable

## La Ville de Montréal est plus que jamais engagée à protéger ses infrastructures, à moderniser ses services et à optimiser ses ressources, pour répondre efficacement aux besoins de la population, tout en assurant une gestion rigoureuse et responsable des finances publiques.

De nombreux efforts ont été réalisés pour déposer un budget équilibré, tout en priorisant les services aux citoyennes et citoyens, et en respectant leur capacité de payer, dont :

- une augmentation importante des sommes transférées aux arrondissements
- l'augmentation des budgets d'investissement dédiés aux arrondissements
- la limitation de la hausse des taxes foncières sous la responsabilité du conseil municipal au niveau de l'inflation
- le retour au ratio d'endettement à l'intérieur des balises de la politique de gestion de la dette, un an avant l'échéance prévue
- l'augmentation du paiement au comptant, pour diminuer notre recours aux emprunts

La politique de gestion de la dette, en vigueur depuis 2004, limite la dette consolidée nette à 100 % des revenus de la Ville. Une dérogation accordée en 2019 a temporairement porté ce seuil à 120 %, avec un retour prévu en 2027. **Grâce à nos efforts de rigueur et de gestion responsable, le ratio d'endettement devrait revenir à 100 % dès 2026, soit un an avant l'échéance. Il s'agit d'un ajustement significatif par rapport au précédent budget.**

Photo: Ville de Montréal, Mathieu Sparks

## Se recentrer sur les services à la population et optimiser les activités

- Mobilisation des effectifs sur les services prioritaires offerts aux citoyennes et aux citoyens
- Amélioration des pratiques, dans le souci d'offrir le meilleur service possible à la population, tout en respectant sa capacité de payer
- Déploiement d'une revue d'activités approfondie, afin d'identifier de nouvelles pistes d'optimisation et générer des gains d'efficacité, notamment par le biais de l'intelligence artificielle

## Optimiser les ressources

- Économies récurrentes annuelles de 79 M$, provenant notamment de la revue des activités de chaque service central et d'un plan d'optimisation à venir, qui mènera à la diminution de 1 000 postes dans les services centraux au cours du mandat
- Gel d'embauche pour les postes des accréditations de cols blancs et du personnel professionnel, et gel de nomination pour les postes cadres dans les services centraux

# Itinérance

Consciente des besoins croissants et déterminée à réduire l'itinérance, la Ville investira des sommes historiques pour répondre à cet enjeu, en misant sur une approche humaine et responsable. Elle se mobilisera pour accompagner les personnes en situation d'itinérance, tout en assurant une cohabitation harmonieuse, afin d'offrir à chaque Montréalaise et Montréalais des conditions de vie dignes et sécuritaires.

### Renforcer l'inclusion et la cohabitation sociale

- Soutien de 29,9 M$ à des initiatives et des organismes communautaires engagés auprès des personnes en situation d'itinérance ou œuvrant en cohabitation sociale
- Augmentation du nombre d'équipes multidisciplinaires, formées de personnel policier et d'intervenantes et intervenants sociaux, afin d'offrir des réponses humaines aux réalités du terrain

### Sortir les gens de la rue

- Investissement de 100 M$ d'ici 2035 pour acquérir et rénover des bâtiments, qui accueilleront de nouvelles places d'hébergement d'urgence
- Protection de maisons de chambres, qui représentent souvent le dernier rempart des personnes à risque de se retrouver sans logis
- Mise en place d'un plan des mesures hivernales planifié et prévisible
- Collaboration avec les milieux philanthropiques et privés pour la création d'un fonds d'appariement en itinérance

## Chiffres clés :

**Acquisition et rénovation de bâtiments pour des projets en itinérance**
100 M$ au PDI 2026-2035

**Entente contre la pauvreté et l'exclusion sociale**
11 M$ au budget 2026

**Appui aux initiatives et organismes œuvrant en itinérance**
29,9 M$ au budget 2026, dont 20 M$ d'ajout au budget 2026

### Mise en place du Groupe d'intervention tactique en itinérance

Persuadée de la nécessité de regrouper les efforts et de miser sur une approche collaborative pour répondre aux enjeux liés à l'itinérance, la Ville mettra en place le Groupe d'intervention tactique en itinérance. Il coordonnera les interventions sur le terrain et planifiera les actions à mettre en place auprès des populations vulnérables, en collaboration avec les différents partenaires, y compris le gouvernement du Québec et des organismes de première ligne. Une cellule de crise d'urgence a déjà été mise en place en décembre 2025.

La Ville déploiera aussi un protocole sur les campements, avec l'objectif de les encadrer de manière humaine et de maintenir des sites propres et sécuritaires, en concertation avec les mairesses et maires d'arrondissement.

Photo : Ville de Montréal, Mathieu Sparks

# Habitation

Désireuse de sortir Montréal de la crise du logement, la Ville multipliera les initiatives pour accélérer les mises en chantier, pour augmenter l'offre de logements abordables et sociaux, et pour protéger les droits des locataires. Elle investira d'importantes sommes pour développer de nouveaux quartiers qui offriront un accès équitable au logement, au travail, à la mobilité et à des services de qualité.

**S'attaquer à la crise du logement**

- Investissement de 578,7 M$ dans les 10 prochaines années pour acquérir des immeubles stratégiques, afin d'accroître l'offre de logements abordables et sociaux
- Remplacement du Règlement pour une métropole mixte par des incitatifs financiers et création d'un vrai partenariat avec les acteurs immobiliers, OBNL et privés, afin de construire rapidement des logements abordables et sociaux
- Travaux pour trouver de nouveaux leviers de financement pour accélérer le développement de projets d'habitation
- Priorisation de six secteurs de développement qui accueilleront, d'ici 2050, près de 75 000 logements : Lachine-Est, Namur-Hippodrome–Cavendish, Louvain-Est, des Faubourgs, le Corridor de la ligne bleue et Bridge-Bonaventure, qui bénéficiera par ailleurs d'une augmentation de 47,6 M$ en investissements
- Accélération du traitement des émissions de permis de construction et de rénovation

- Collaboration étroite avec la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) pour des initiatives de logements sociaux et abordables, par l'intermédiaire du Fonds du logement social métropolitain
- Mise à disposition d'une somme de 2,4 M$ à la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) pour les années 2026 et 2027, visant à financer le pré-développement de projets de logements sociaux et abordables

Photo: Ville de Montréal, Mathieu Sparks

### Chiffres clés :

**Acquisition d'immeubles pour logements sociaux et abordables**
578,7 M$ au PDI 2026-2035, incluant 100 M$ consacrés à l'itinérance

**Lachine-Est**
106,8 M$ au PDI 2026-2035

**Namur-Hippodrome–Cavendish**
301 M$ au PDI 2026-2035

**Louvain-Est**
65,1 M$ au PDI 2026-2035

**Secteur des Faubourgs**
480,5 M$ au PDI 2026-2035

**Corridor de la ligne bleue**
286,2 M$ au PDI 2026-2035

**Bridge-Bonaventure**
171,6 M$ au PDI 2026-2035

## Préserver l'accès au logement et protéger les locataires et les plus vulnérables

- Amélioration du parc immobilier et de la qualité de vie des locataires, en intensifiant l'inspection préventive de salubrité de 1 600 bâtiments en 2026
- Soutien à différents organismes de défense des droits des locataires
- Poursuite de l'Opération 1er juillet, en proposant des services d'aide aux personnes et aux familles en difficulté, qui n'auront pas réussi à se reloger
- Embauche de personnel supplémentaire pour encadrer les locations touristiques

La Ville pose des gestes concrets face aux enjeux d'évictions, de reprises de logement, d'insalubrité, de prix et d'augmentation des loyers, ou encore de travaux.

### Chiffres clés :

**Inspections préventives pour prévenir l'insalubrité**
3 M$ d'ici 2027

**Opération 1er juillet**
5,5 M$ au budget 2026

**Appui aux organismes de défense des droits des locataires**
1,5 M$ sur 3 ans, dont 0,5 M$ au budget 2026

**Embauche de personnel d'inspection supplémentaire pour encadrer les locations touristiques**
1,6 M$ au budget 2026, dont 0,5 M$ d'ajout au budget 2026

# Sécurité

Soucieuse de renforcer le sentiment de sécurité dans la métropole, la Ville posera des gestes concrets en matière de prévention de la violence chez les jeunes, de rapprochement avec les communautés, d'amélioration de la sécurité dans les espaces publics, et de prévention des incendies.

### Miser sur la collaboration et la prévention

- Création de comités de vigie réunissant des membres du SPVM, des organismes et des leaders communautaires, ainsi que des résidentes et résidents des quartiers
- Bonification du budget consacré à la prévention de la violence chez les jeunes

### Renforcer la sécurité dans l'espace public

- Installation de caméras dans l'espace public
- Réserve d'un budget dédié aux caméras corporelles pour les équipes de police, pour un déploiement avec l'appui du gouvernement du Québec

### Sécuriser les trajets vers les écoles

- Augmentation du budget consacré à l'embauche de brigadières et brigadiers
- Sécurisation de traverses piétonnes sur le chemin des écoles

Photo : Service de Police de la Ville de Montréal

Photo: Service de sécurité incendie de Montréal

## Appuyer le personnel pompier et améliorer les équipements d'urgence

- Optimisation du processus de décontamination des tenues de combat contre les incendies, pour protéger la santé et la sécurité du personnel pompier
- Rénovation de casernes, pour en faire des environnements de travail plus inclusifs et sécuritaires
- Modernisation des véhicules et équipements d'urgence, pour réduire les délais d'intervention

### Chiffres clés :

**Sécurisation aux abords des écoles**
17,4 M$ au budget 2026, dont 0,3 M$ d'ajout au budget 2026

**Prévention de la violence chez les jeunes**
15,8 M$ au budget 2026, dont 3,1 M$ d'ajout au budget 2026

**Remplacement des équipements du personnel pompier, incluant les habits de combat**
67,3 M$ au PDI 2026-2035

**Programme de remplacement des véhicules du SIM**
185,1 M$ au PDI 2026-2035

**Caméras dans l'espace public**
1,7 M$ au PDI 2026-2035

**Acquisition et déploiement de caméras d'intervention, incluant des caméras corporelles pour les policières et policiers**
40 M$ au PDI 2026-2035

# Qualité de vie et culture

## La Ville est engagée à offrir des quartiers inclusifs et accueillants, dans le but d'améliorer la vie de quartier et de dynamiser le commerce local. Elle consacrera des investissements majeurs pour améliorer la vie urbaine et inverser l'exode des Montréalaises et Montréalais.

### Améliorer la vie de quartier

- Rénovation et entretien d'infrastructures culturelles, sportives et de loisirs, comme des installations aquatiques, des bibliothèques, des centres culturels, des marchés publics et des arénas
- Renforcement des équipes de propreté, en se concentrant sur les secteurs les plus problématiques
- Augmentation des sommes consacrées aux festivals et fêtes de quartier, afin d'offrir à la population une programmation culturelle riche et diversifiée
- Amélioration de la propreté du centre-ville et des principales artères, grâce à un budget de 6,6 M$, en plus du budget des arrondissements dédié à la propreté

**Augmentation de 2,5 M$ de la contribution de la Ville au Conseil des arts de Montréal, pour un total de 24,4 M$ au budget 2026**

Photo: Ville de Montréal, Maxime Sparks

**Projets phares :**

- l'agrandissement ou le réaménagement des bibliothèques Saint-Charles dans le Sud-Ouest, Père-Ambroise à Ville-Marie, et de celle de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, ainsi que la construction de la bibliothèque Caroline-Dawson à Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
- la mise à niveau de plusieurs maisons de la culture, notamment à Ahuntsic-Cartierville et Lachine
- la construction de deux projets d'espaces culturels mixtes : Espace-Rivière, à Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, et Cœur-Nomade, à la croisée des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Montréal-Nord
- la rénovation du Complexe sportif Claude Robillard et du Complexe récréatif Gadbois, de trois arénas dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal, de Lachine et de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, ainsi que du Natatorium de Verdun
- la livraison du complexe sportif de Pierrefonds-Roxboro, et la construction des complexes sportifs de Montréal-Nord et de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

## Chiffres clés :

**Bonification du budget des bibliothèques et des maisons de la culture**
2,5 M$ au budget 2026

**Réseau des bibliothèques et des maisons de la culture**
610,1 M$ au PDI 2026-2035

**Mise aux normes d'installations aquatiques**
171,9 M$ au PDI 2026-2035

**Mise aux normes d'arénas**
25,5 M$ au PDI 2026-2035

**Construction de nouvelles installations sportives, dont le complexe aquatique et sportif de Montréal-Nord et le centre sportif de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce**
570 M$ au PDI 2026-2035

## Stimuler la vitalité économique locale

- Investissement de près de 10 M$ pour des mesures de soutien et d'accompagnement aux commerces montréalais
- Appui à la rénovation de locaux commerciaux, avec un accent sur des projets d'occupation de locaux vacants, accessibles universellement ou axés sur l'économie sociale, circulaire et écoresponsable, dans le cadre du programme Commerce-Montréal
- Appui aux commerces affectés par les chantiers
- Bonification des programmes de soutien aux sociétés de développement commercial (SDC) et aux artères commerciales hors-SDC
- Renouvellement des partenariats stratégiques pour renforcer l'accompagnement offert aux commerces montréalais

### Chiffres clés :

**Soutien aux SDC et aux commerces affectés par les chantiers**
6 M$ au budget 2026

**Partenariats pour renforcer l'accompagnement offert aux commerces**
0,3 M$ au budget 2026

**Soutien aux SDC et aux artères commerciales hors-SDC**
7,4 M$ au budget 2026

Photo : Ville de Montréal, Mathieu Sparks

Photo: Ville de Montréal, Mathieu Sparks

## Stimuler l'attractivité et la relance du centre-ville

Le centre-ville de Montréal est le cœur économique, culturel et académique du Québec. Pour renforcer sa vitalité et inciter les gens à y vivre, y travailler, y étudier et s'y divertir, la Ville intensifie ses interventions. Cet engagement se concrétise notamment par la mise à jour de la Stratégie centre-ville.

**Mesures phares :**

- **Dynamisme économique :** soutien à l'attractivité des investissements directs étrangers, dont l'accueil de la nouvelle banque de défense de l'OTAN
- **Cadre de vie et sécurité :** renforcement de la propreté, de la sécurité, et appui à des initiatives de cohabitation sociale, pour un climat d'affaires sain
- **Gestion des chantiers :** réduction de l'impact des entraves et déploiement de solutions technologiques et réglementaires, pour optimiser la gestion des travaux
- **Culture et commerce :** appui direct aux commerces et acteurs culturels, pour stimuler l'achalandage
- **Infrastructures stratégiques :** réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest et maintien des investissements de mise à niveau de l'infrastructure souterraine
- **Expérience urbaine :** pérennisation de la piétonnisation dans le Quartier des spectacles, plan d'animation hivernale et mise en valeur du Montréal souterrain (RÉSO)

**1 G$ au cours des 10 prochaines années pour propulser le centre-ville**

### Chiffres clés :

**Stratégie centre-ville**
14,7 M$ au budget 2026

**Sainte-Catherine Ouest**
418,6 M$ au PDI 2026-2035

**Sainte-Catherine Est**
148,6 M$ au PDI 2026-2035

**Les Faubourgs**
231 M$ au PDI 2026-2035

**Rue Peel**
54,2 M$ au PDI 2026-2035

**Soutien aux festivals**
8,6 M$ au budget 2026

**Quartier des spectacles**
26,3 M$ au PDI 2026-2035

# Mobilité planifiée et infrastructures routières

La Ville investira des sommes importantes pour assurer une mobilité sécuritaire pour toutes et tous, ainsi que pour entretenir son réseau et ses infrastructures routières, tout en limitant les impacts des chantiers de construction.

**Propulser la mobilité planifiée**

- Bonification de l'offre de transport collectif, actif et partagé, universellement accessible et adaptée aux réalités des quartiers et des déplacements quotidiens
- Avancée des projets structurants de transport collectif, offrant des solutions performantes et favorisant l'interconnexion avec l'ensemble du réseau de transport collectif, le tout en collaboration avec les partenaires concernés
- Ajout de mesures préférentielles pour les bus, comme l'ajustement de feux de signalisation et de voies réservées
- Déploiement d'initiatives du programme Vision zéro décès et blessures graves, pour renforcer la sécurité routière, comme des mesures d'apaisement de la circulation et l'aménagement d'intersections protégées
- Sécurisation de près de 140 intersections et 22 km de rues

**Projets phares :**

- Accompagnement des travaux de la ligne bleue, du SRB Pie-IX et du REM
- Amélioration et sécurisation de pistes cyclables

Photo: Ville de Montréal, Mathieu Sparks

### Chiffres clés :

**Vision Zéro**
1,6 G$ au PDI 2026-2035, dont 150 M$ pour la sécurisation de rues et d'intersections

**Développement, amélioration et maintien du réseau cyclable**
473,5 M$ au PDI 2026-2035

## Réduire les impacts des chantiers

- Améliorer la planification des chantiers, afin de limiter la circulation et faciliter les déplacements, en collaboration avec les arrondissements et les donneurs d'ordres
- Innovation dans la gestion et la coordination des chantiers, notamment dans l'arrondissement de Ville-Marie, en tirant partie de l'intelligence artificielle
- Analyse pour la création d'un jumeau numérique

**La Ville misera sur la plateforme AGIR, une solution informatique multi-fonction, collaborative et interactive**, qui regroupe les renseignements sur toutes les entraves à la circulation sur la voie publique. Le but : suivre le cycle de vie d'une intervention dans la rue, de sa programmation jusqu'à sa réalisation et, sur la base de ces données, amorcer des analyses, afin de développer une cartographie virtuelle en temps réel.

## Améliorer l'état des rues

- Investissement de 683,8 M$ dans le réseau artériel et local, y compris des programmes de planage-revêtement, pour prolonger la durée de vie utile des chaussées en attente d'une réhabilitation majeure, tout en sécurisant les déplacements

**La Ville repense l'espace public :** elle ne reconstruit plus systématiquement les rues à l'identique, elle profite des travaux pour bonifier l'aménagement de l'espace public, en tenant compte de l'évolution des besoins de la population.

### Chiffre clé :

**Infrastructures routières**
6,7 G$ au PDI 2026-2035

Photo : Ville de Montréal, Mathieu Sparks

# Développement de l’Est

## Consciente qu’il s’agit d’un moment charnière pour ce secteur, la Ville assumera un leadership renforcé, afin de donner l’impulsion nécessaire à sa transformation. Elle déploiera d’importantes sommes et misera sur des mesures clés pour réaliser le plein potentiel de l’Est de Montréal, en collaboration avec des partenaires publics et privés.

Parmi ces initiatives, citons :

- La mise en place du bureau de l’Est et du bureau de projet de la rue Notre-Dame, pour coordonner les actions à prioriser, notamment sur le plan de la mobilité et des infrastructures structurantes
- La mise en valeur et la revitalisation de terrains municipaux, grâce à des investissement dans un Fonds de revitalisation et à des efforts accrus de décontamination, afin de rendre disponibles ces sites stratégiques pour des projets innovants et durables, notamment par la vente de terrains et la priorisation de projets à proximité d’une infrastructure de transport collectif structurant ou offrant de meilleures connexions entre les secteurs d’emplois et les milieux de vie
- L’attraction d’entreprises locales et internationales, pour les inciter à s’y implanter
- L’accompagnement du gouvernement du Québec dans la poursuite des études portant sur le Projet structurant de transport collectif dans l’Est de Montréal

Photo : STM, Julien Perron-Gagné

## Chiffres clés :

**Fonds de revitalisation de l'Est**
25 M$ au PDI 2026-2035

**Collecteur Langelier**
151,6 M$ au PDI 2026-2035

**Accompagnement des travaux de la ligne bleue**
153,5 M$ au PDI 2026-2035

**Entente pour décontamination de terrains**
72 M$ au budget d'ici 2027

**Aménagement et verdissement du secteur Assomption, dont le Belvédère de l'Est et du Bouclier vert, un parc linéaire qui reliera la gare de triage Longue-Pointe aux boisés Vimont et Steinberg**
312,4 M$ au PDI 2026-2035

**Construction de serres au Jardin botanique**
290 M$ au PDI 2026-2035

**La transformation de l'Est de Montréal** représente le plus important projet de revitalisation industrielle au Canada et la plus grande opportunité stratégique de développement de la métropole. Ce vaste chantier de 30 km$^2$ s'appuiera sur l'innovation, la revitalisation d'espaces industriels et l'implication de partenaires publics et privés.

Photo: Getty Images

# Résilience climatique

La Ville améliorera la résilience de son territoire face aux événements climatiques extrêmes, en intégrant l'impact environnemental à toutes ses décisions, en créant un fonds de réserve d'urgence climatique pour les arrondissements, ou encore en aménageant des infrastructures naturelles pour absorber les eaux de pluie, ainsi que des corridors de biodiversité.

**Atténuer les effets des pluies intenses**

- Création d'un nouveau fonds de réserve d'urgence climatique pour les arrondissements, pour les soutenir lors d'épisodes de verglas, d'inondations ou de canicule
- Bonification du programme Rénoplex, qui aide les propriétaires d'immeubles de 1 à 5 logements dans leurs travaux de rénovation ou de protection contre les inondations
- Poursuite du plan d'action sur la résilience face aux inondations et ajout d'aménagements de surface pour drainer les eaux de pluie
- Construction d'infrastructures vertes, multifonctionnelles et résilientes
- Lancement du programme d'acquisition de terrains en zones inondables, pour renforcer la résilience des espaces urbains et réduire les risques d'inondation

**Les bénéfices économiques, sociaux et écologiques des parcs et rues résilientes :** ils ajoutent de nouvelles fonctions à des infrastructures existantes ou prévues, comme des espaces verts, des terrains de loisirs ou des places publiques. Ils représentent une stratégie d'adaptation innovante qui a permis à Montréal de rejoindre le peloton de tête des villes leaders en matière de gestion intégrée et durable des eaux pluviales.

### Chiffres clés :

**Programme Rénoplex**
10,3 M$ au budget 2026, dont 2 M$ d'ajout au budget 2026

**Infrastructures vertes, multifonctionnelles et résilientes**
139,9 M$ au PDI 2026-2035

**Plan directeur de drainage, y compris le collecteur Langelier**
836,2 M$ au PDI 2026-3035

**Acquisition de terrains en milieux inondables**
73 M$ au PDI 2026-2035

**Fonds de réserve d'urgence climatique pour les arrondissements**
2 M$ au budget 2026

## Rattraper le déficit de maintien des infrastructures de l'eau

- Entretien des usines d'eau potable, et de réservoirs et stations de pompage
- Entretien de l'usine de traitement des eaux usées et de bassins de rétention
- Poursuite des travaux de la station d'épuration Jean-R.-Marcotte, pour construire la plus grande unité d'ozonation au monde
- Mise à niveau des réseaux d'approvisionnement en eau potable, et des réseaux de collecte des eaux usées et des eaux de pluie

**7,4 G$ d'ici 10 ans pour optimiser les infrastructures de l'eau**

**La Stratégie montréalaise de l'eau**

Elle définit la vision de la Ville pour une gestion durable de l'eau sur son territoire. Elle établit les principes d'utilisation, de protection et de conservation de l'eau dans la métropole.

Un engagement pour l'avenir de l'eau de Montréal

Cinq orientations ambitieuses :

- Réduire le gaspillage d'eau potable pour favoriser un usage responsable
- Assurer l'accès et la sécurité de l'approvisionnement en eau potable de qualité
- Réduire les impacts des pluies et de la hausse des niveaux des cours d'eau sur la collectivité et l'environnement
- Réduire en quantité et en variété les contaminants issus des eaux usées et pluviales
- Atteindre un équilibre durable et équitable pour financer les besoins en gestion de l'eau

## Chiffres clés :

**Stratégie montréalaise de l'eau**
38 M$ au budget 2026

**Réseaux d'aqueduc et d'égouts**
3,1 G$ au PDI 2026-2035

**Station d'épuration**
384,7 M$ au PDI 2026-2035

**Usines d'eau potable**
405,4 M$ au PDI 2026-2035

**Unité d'ozonation (station Jean-R.-Marcotte)**
508,8 M$ au PDI 2026-2035

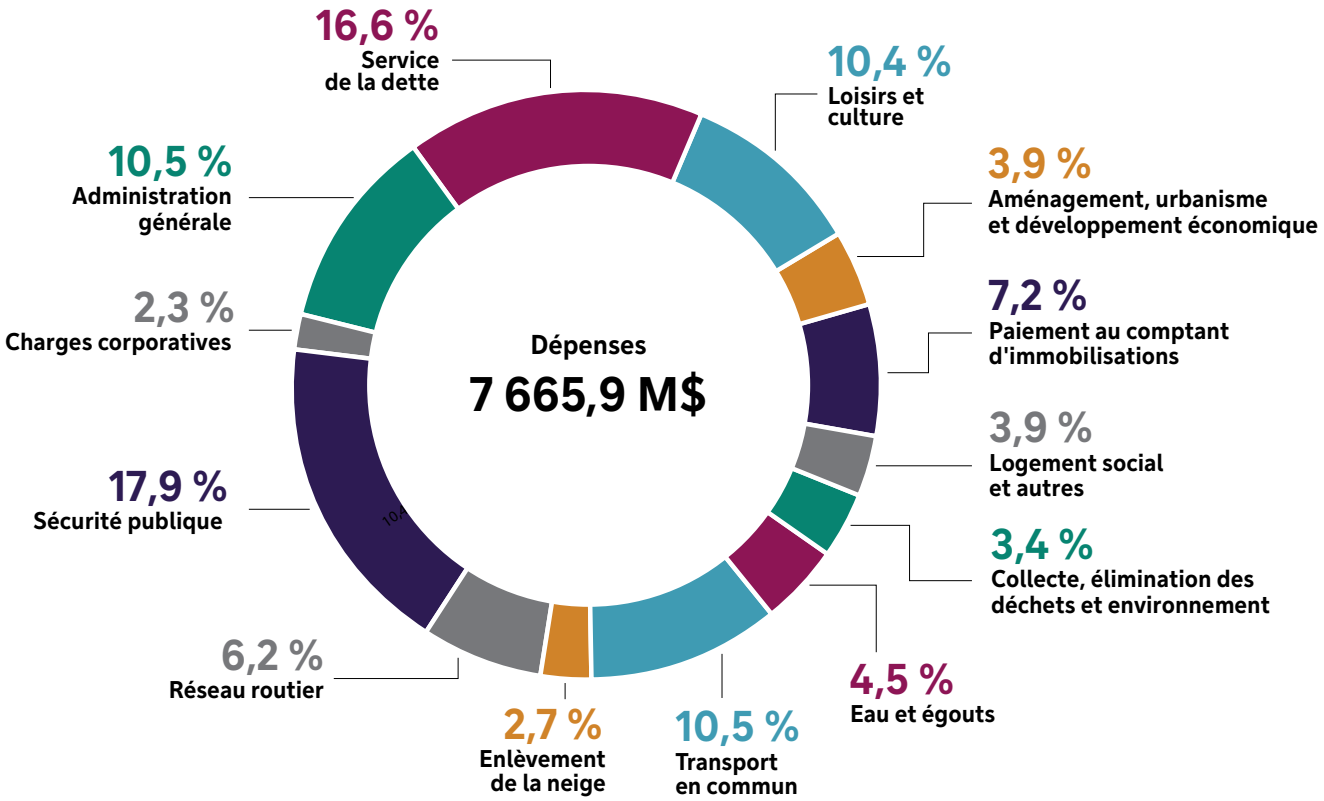
# Budget de fonctionnement 2026

2

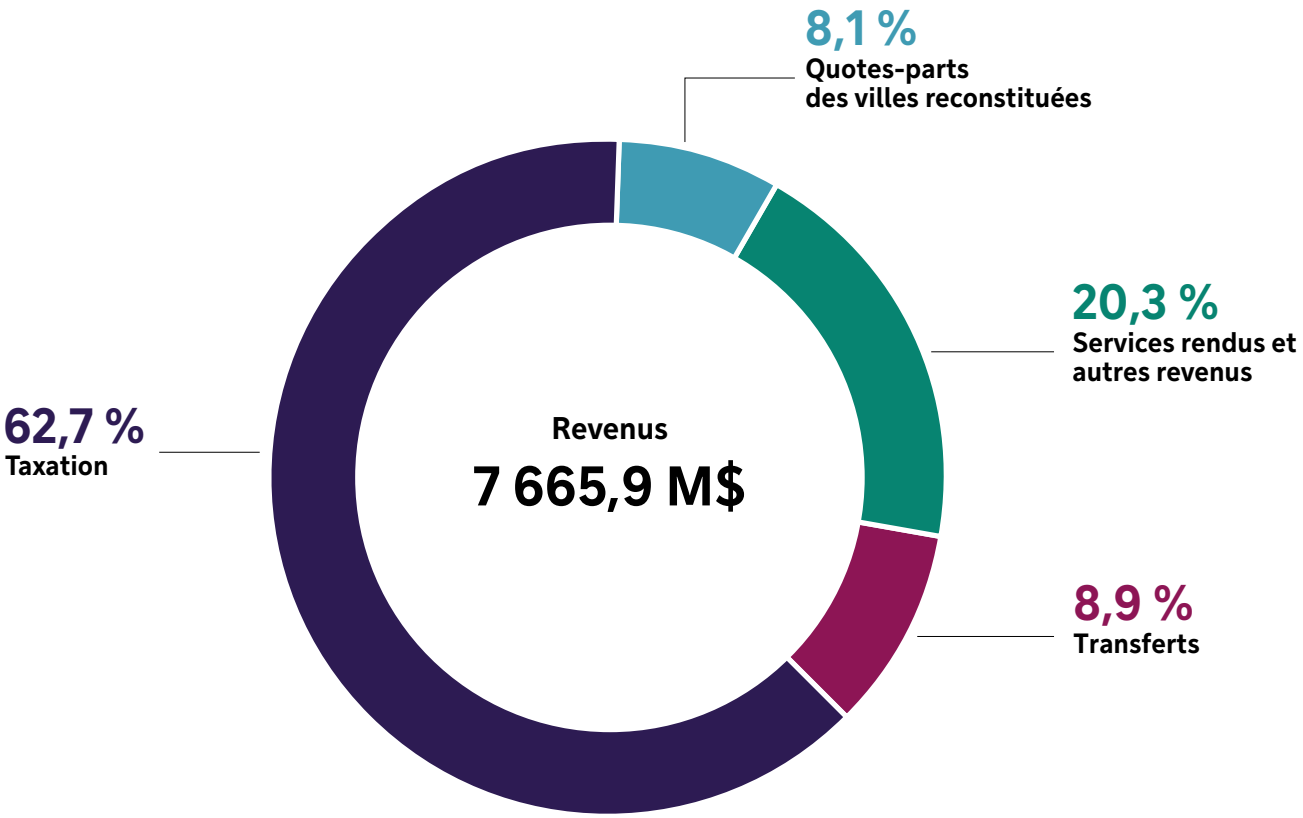
# Un budget équilibré de 7,67 G$

Le budget de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses courantes de la Ville pour un exercice financier. Ces dépenses sont financées majoritairement par les taxes et les autres revenus de l'année en cours.

## Répartition des dépenses par activités



## Provenance des revenus



# Fiscalité locale

## Une hausse des taxes foncières sous la responsabilité du conseil municipal en cohérence avec l'inflation observée.

Pour l'année 2026, le **conseil municipal** limite la hausse des charges fiscales sous son contrôle à 3,4 %, tant pour les immeubles résidentiels que non résidentiels, ce qui correspond au niveau de l'inflation observée pour la région métropolitaine de Montréal[1].

- Environ le quart de cette hausse est dirigé vers la taxe relative à l'eau, pour notamment permettre le financement de la Stratégie montréalaise de l'eau.
- Les charges fiscales sous le contrôle du conseil municipal représentent respectivement 87 % et 97 % des charges fiscales foncières des immeubles résidentiels et non résidentiels.

Globalement, les **conseils d'arrondissement** haussent leurs taxes relatives aux services de 7,4 % et leurs taxes relatives aux investissements de 5 %.

- Les charges fiscales sous le contrôle des conseils d'arrondissement représentent respectivement 13 % et 3 % des charges fiscales foncières des immeubles résidentiels et non résidentiels.

En raison des proportions différentes que représentent les charges fiscales du conseil municipal et celles des taxes d'arrondissement dans les charges totales des immeubles résidentiels et non résidentiels, les décisions des différents conseils ont des effets différents sur les variations de charges totales de chacune de ces catégories d'immeubles.

**Ainsi, en combinant les décisions du conseil municipal et des conseils d'arrondissement, les hausses des charges fiscales foncières totales pour 2026 sont de 3,8 % pour les immeubles résidentiels et de 3,4 % pour les immeubles non résidentiels.**

1. Inflation annuelle observée de septembre 2024 à septembre 2025, Institut de la statistique du Québec.

## Effets des décisions du conseil municipal et des conseils d'arrondissement sur les charges fiscales des immeubles résidentiels et non résidentiels

### Immeubles résidentiels

| | | | |
|---|---|---|---|
| 3,0 % Décisions du conseil municipal | ↑ | 2,4 % | Taxe foncière générale |
| | ↑ | 0,7 % | Taxe relative à l'eau |
| | | 0,0 % | Taxe relative à l'ARTM |
| | ↓ | 0,2 % | Taxe relative aux dettes |
| | | 0,0 % | Taxe relative à la voirie |
| 0,8 % Décisions des conseils d'arrondissement | ↑ | 0,6 % | Taxes de services |
| | ↑ | 0,2 % | Taxes d'investissements |
| **Hausse des charges fiscales foncières 3,8 %** | | | |

### Immeubles non résidentiels

| | | | |
|---|---|---|---|
| 3,2 % Décisions du conseil municipal | ↑ | 2,7 % | Taxe foncière générale |
| | ↑ | 0,7 % | Taxe relative à l'eau |
| | | 0,0 % | Taxe relative à l'ARTM |
| | ↓ | 0,2 % | Taxe relative aux dettes |
| | | 0,0 % | Taxe relative à la voirie |
| 0,2 % Décisions des conseils d'arrondissement | ↑ | 0,1 % | Taxes de services |
| | ↑ | 0,1 % | Taxes d'investissements |
| **Hausse des charges fiscales foncières 3,4 %** | | | |

## Mesure des taux différenciés pour les immeubles non résidentiels

Le conseil municipal maintient la mesure des taux différenciés pour les immeubles non résidentiels, introduite en 2019. Cette mesure permet d'imposer un taux moins élevé à la partie non résidentielle de leur immeuble sur les premiers 900 000 $ de leur valeur foncière.

La différenciation des taux s'applique à la taxe foncière générale ainsi qu'à la taxe relative au financement de la contribution à l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM). Elle s'applique également à la taxe relative aux dettes des anciennes villes.

Pour 70 % des immeubles non résidentiels, soit ceux dont la valeur foncière est de 900 000 $ ou moins, la mesure des taux différenciés a pour effet cumulatif d'alléger de 16 % leurs charges fiscales totales. En tout, les propriétaires de plus de 90 % des immeubles non résidentiels bénéficient de cette mesure.

## Effet cumulatif de la mesure des taux différenciés sur un immeuble d'une valeur non résidentielle de 900 000 $

| Types de taxes | Sans la mesure | Avec la mesure |
|---|---|---|
| Taxe foncière générale | 22 194 $ | 18 076 $ |
| Taxes à des fins spécifiques | 4 302 $ | 4 091 $ |
| Taxes d'arrondissement | 429 $ | 429 $ |
| **Total** | **26 925 $** | **22 596 $** |
| **Effet cumulatif de la mesure** | **(4 329 $)<br>(16 %)** | |

## Rôle d'évaluation

Le rôle d'évaluation reflète la valeur marchande des propriétés foncières et ces valeurs sont remises à jour tous les trois ans pour refléter l'évolution du marché. La valeur foncière inscrite au rôle d'évaluation est celle qui est utilisée pour le calcul des taxes foncières.

Le rôle d'évaluation 2026-2027-2028 de la Ville de Montréal a été déposé le 10 septembre 2025. Celui-ci consigne de nombreux renseignements sur les propriétés du territoire montréalais, dont leur valeur foncière.

Ce nouveau rôle présente des valeurs foncières en hausse de 11,3 %. Toutefois, l'évolution des valeurs foncières est très différente d'un secteur à l'autre de la ville. Des différences marquées existent également selon le type de propriété. Les moyennes des variations des valeurs foncières sont moins importantes au rôle 2026-2027-2028 qu'au rôle précédent, alors qu'on observait une augmentation moyenne de 32,3 %. L'étalement de la variation des valeurs lissera les effets des indexations sur la durée du rôle 2026-2027-2028.

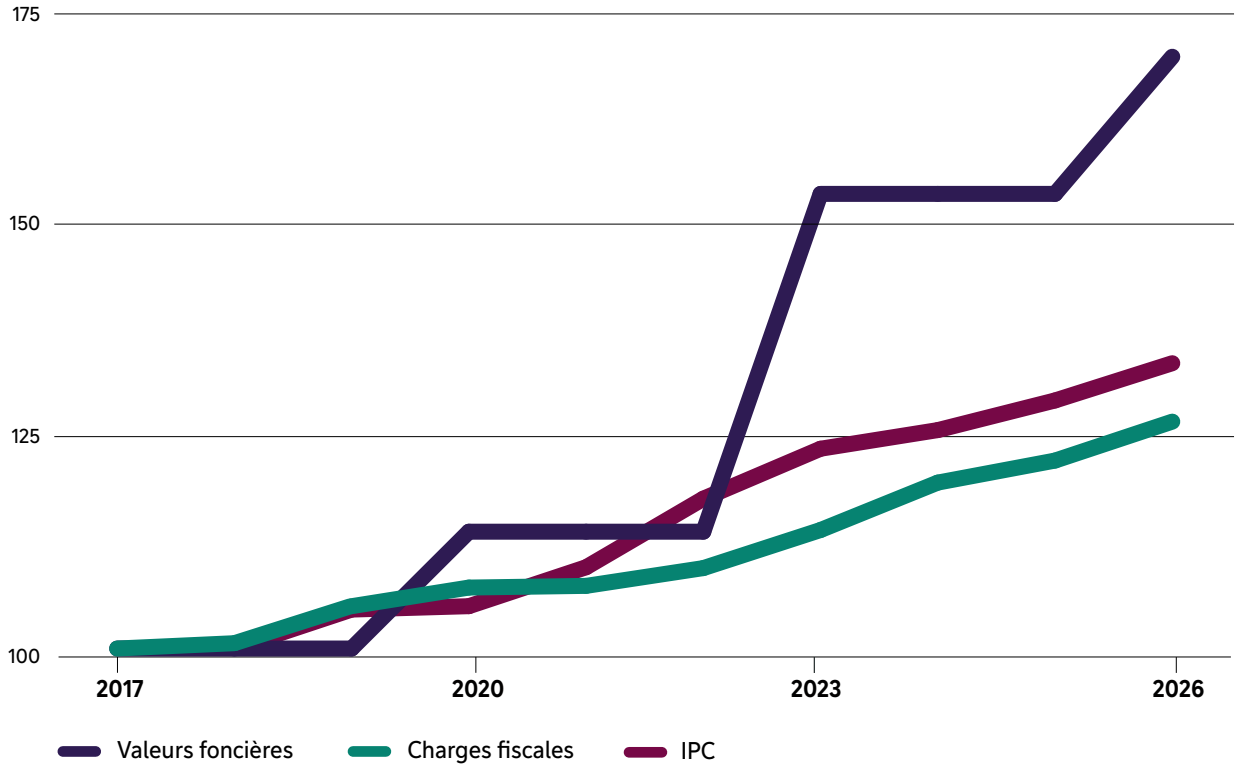
## Croissance des valeurs foncières des immeubles imposables et compensables à 100 % lors des deux derniers rôles d'évaluation foncière

| Catégories | Indexation 2023-2024-2025 | Indexation 2026-2027-2028 |
|---|---|---|
| Résidentielle | 35,2 % | 10,0 % |
| Non résidentielle | 20,9 % | 15,5 % |
| **Total** | **32,3 %** | **11,3 %** |

La Ville ne s'enrichit pas lors d'un dépôt de rôle. Elle ajuste ses taux de taxes pour tenir compte des nouvelles valeurs. Ainsi, lorsque les valeurs augmentent, la Ville ajuste ses taux à la baisse. Puisque la Ville étale la variation des valeurs due à l'entrée en vigueur du rôle, cet ajustement à la baisse des taux est fait annuellement. Ensuite, le conseil municipal augmente ses charges fiscales du pourcentage fixé pour l'année, habituellement fixé en relation avec l'inflation.

Le graphique suivant présente l'augmentation des charges fiscales totales en relation avec l'augmentation des valeurs foncières et l'inflation pour les dix derniers budgets, incluant le budget 2026.

**Évolution des indices des charges fiscales totales, des prix à la consommation et des valeurs foncières, immeubles résidentiels, 2017 à 2026**
*Indice (2017=100)*

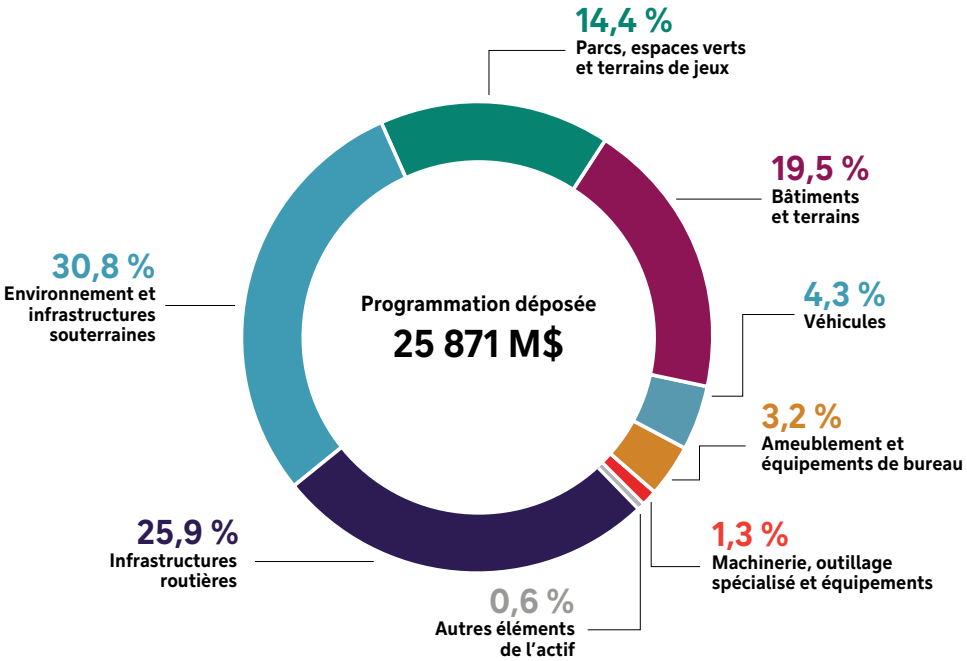


# Programme décennal d'immobilisations 2026-2035

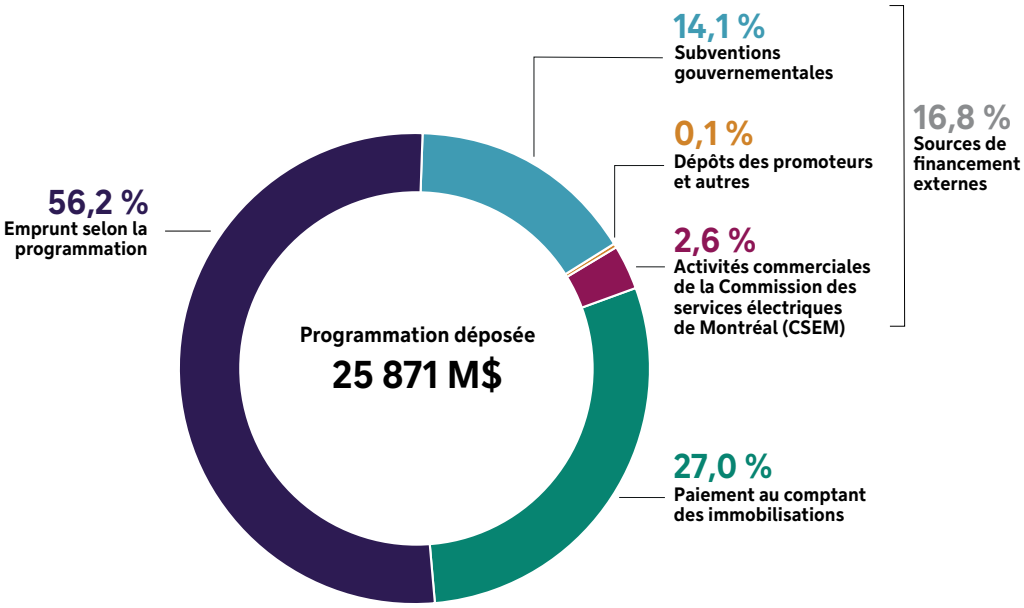
3

# Programme décennal d'immobilisations 2026-2035

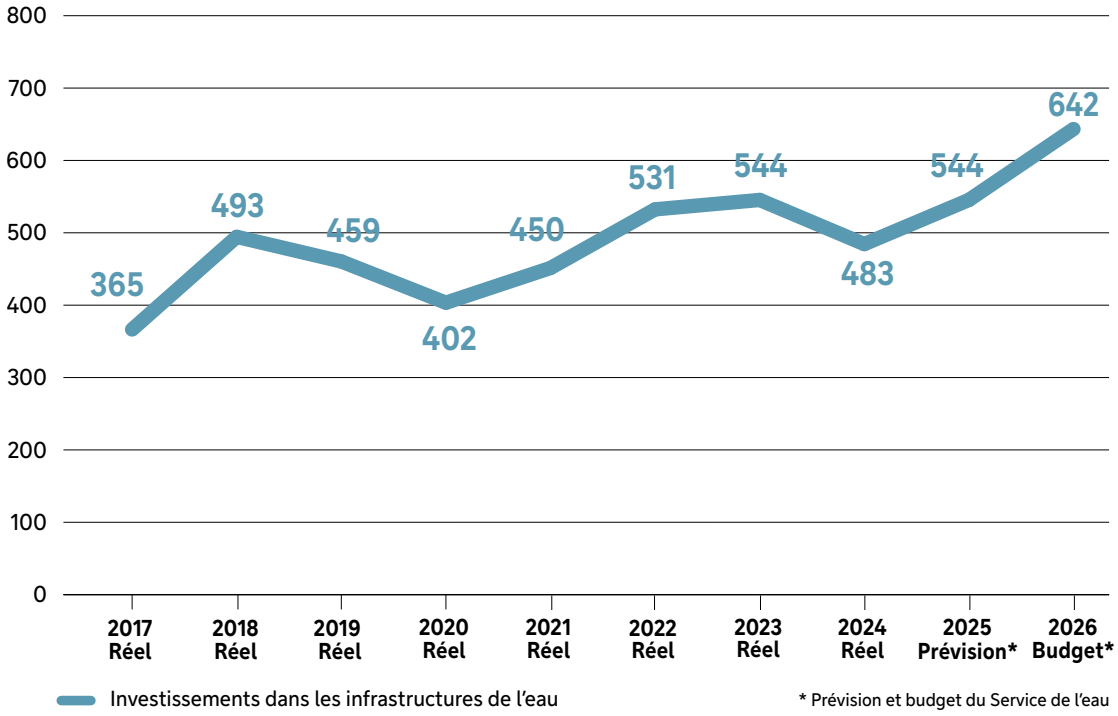
## Investissements par catégories d'actifs




## Modes de financement

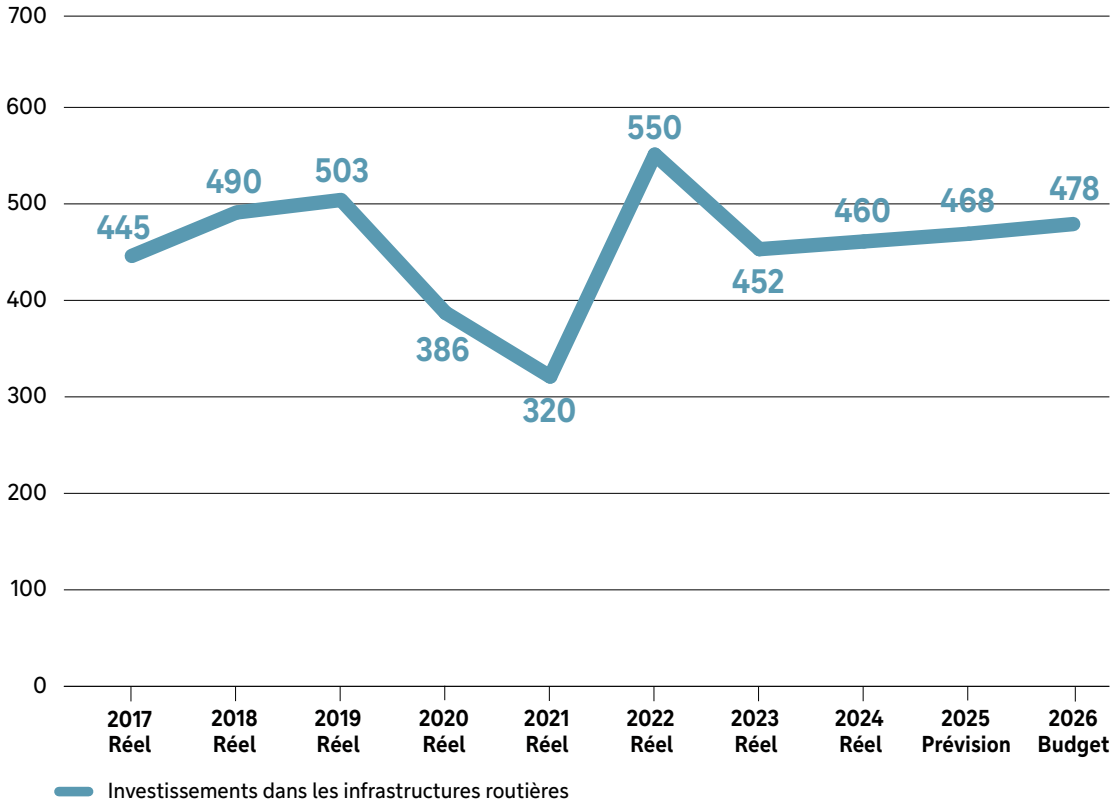


## Investissements dans les infrastructures de l'eau




* Prévision et budget du Service de l'eau

## Investissements dans les infrastructures routières



# Gestion de la dette

# 4

# Gestion de la dette

## Ratio de la limite d'endettement

Depuis 2004, la politique de gestion de la dette de la Ville de Montréal encadre les actions en matière d'endettement en fixant des paramètres précis, dont celui limitant la dette consolidée nette, en excluant la dette attribuable au refinancement de la dette actuarielle initiale, à un maximum équivalent à 100 % des revenus de la Ville.

Afin de soutenir une augmentation significative des investissements en immobilisations, le conseil municipal et le conseil d'agglomération ont accordé en 2019 une dérogation temporaire, portant ce seuil à 120 %, avec un retour prévu sous la barre des 100 % en 2027. Grâce aux stratégies mises en place depuis 2015 et aux décisions de l'administration actuelle, le niveau actuel et anticipé de la dette permettra d'atteindre ce ratio dès 2026, soit un an avant l'échéance fixée, démontrant ainsi la capacité de la Ville à respecter ses engagements tout en réalisant ses objectifs de développement.

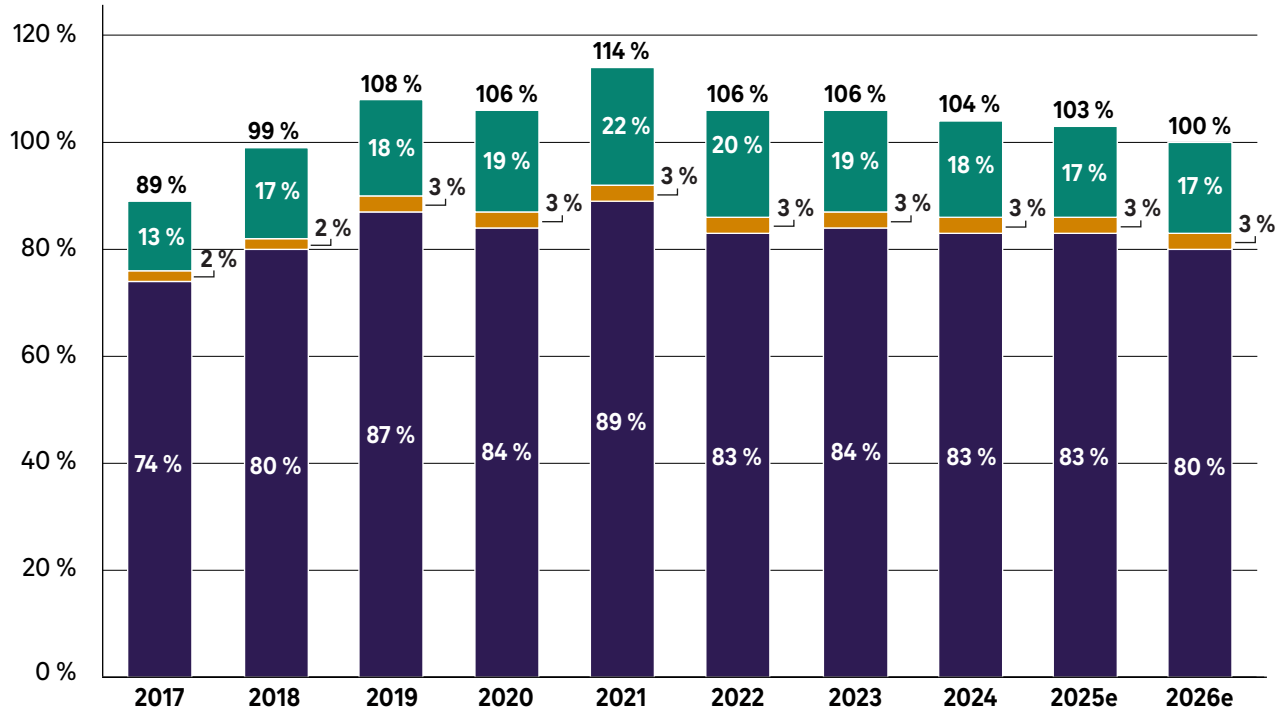
## Stratégies budgétaires retenues

Les orientations prises depuis 2015 afin d'effectuer un incontournable rattrapage dans le déficit d'entretien des actifs de la Ville de Montréal, sans pour autant laisser le bilan financier de celle-ci se détériorer, amènent l'administration à retenir les stratégies suivantes :

- stabiliser le programme d'immobilisations à des dépenses de l'ordre de 2 G$ par année. Un rehaussement de ce niveau devra être conditionnel à l'apport de sources de revenus additionnelles;
- maintenir la stratégie d'accroissement des paiements au comptant. Pour 2026, cela représente une hausse de 15 M$ pour atteindre 490 M$;
- exercer un suivi serré et continu de l'allocation annuelle du programme d'immobilisations;
- effectuer une revue triennale de l'ensemble de la stratégie.

La mise en œuvre de ces orientations et stratégies budgétaires permettra le retour du ratio d'endettement à l'intérieur des balises de la politique de gestion de la dette sur un horizon maximal d'un an. Dès 2026, le ratio limite sera rétabli à 100 %.

## Dette directe et indirecte nette (excluant la dette actuarielle initiale) en pourcentage des revenus de la Ville

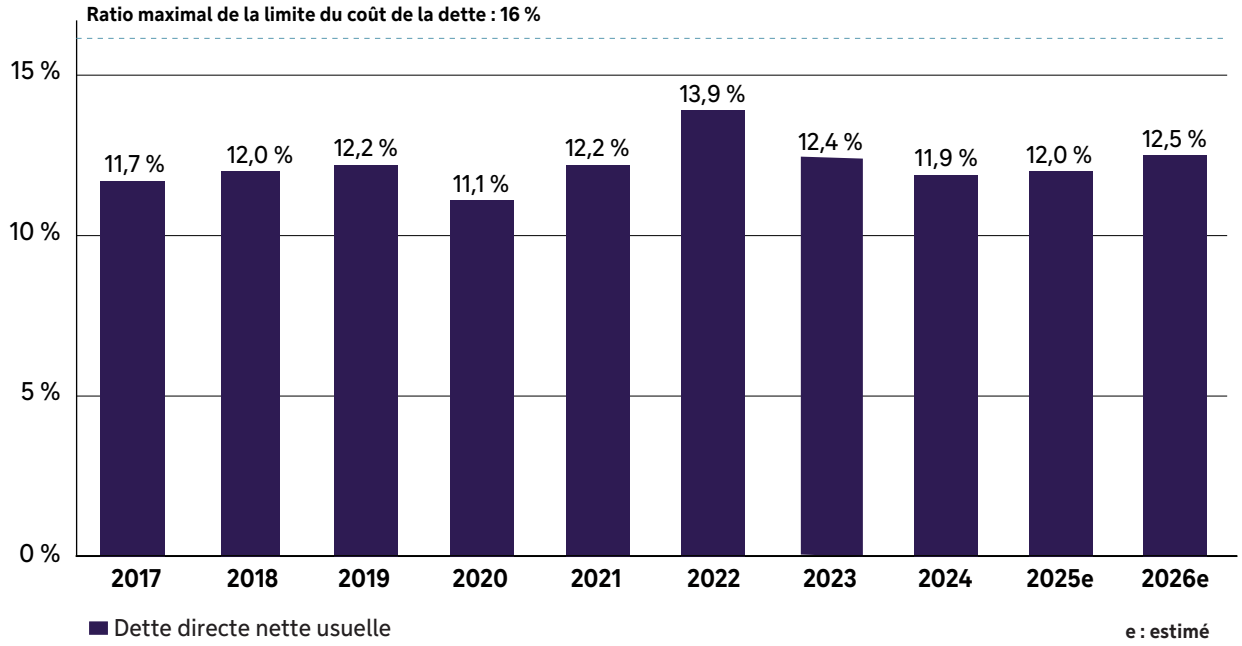



| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025e | 2026e |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total** | 89 % | 99 % | 108 % | 106 % | 114 % | 106 % | 106 % | 104 % | 103 % | 100 % |
| **Dette de la STM** | 13 % | 17 % | 18 % | 19 % | 22 % | 20 % | 19 % | 18 % | 17 % | 17 % |
| **Autres dettes** | 2 % | 2 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % |
| **Dette de la Ville** | 74 % | 80 % | 87 % | 84 % | 89 % | 83 % | 84 % | 83 % | 83 % | 80 % |

**e : estimé**

## Ratio de la limite du coût de la dette

Le graphique suivant présente le coût net de la dette par rapport à l'ensemble des dépenses. La politique de gestion de la dette limite le coût net de la dette – excluant le coût net de la dette émise aux fins du refinancement de la dette actuarielle initiale (DAI) – à un maximum de 16 % de l'ensemble des dépenses de la Ville. Pour 2026, ce ratio sera de 12,5 %.



# Budget de fonctionnement 2026 et PDI 2026-2035 détaillés

## Certificat de la trésorière

J'atteste, comme trésorière de la Ville de Montréal et responsable du dépôt d'un certificat selon l'article 93 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), que les crédits budgétaires seront disponibles pour les charges prévues au budget sous la responsabilité du conseil municipal et pour celles prévues au budget sous la responsabilité du conseil d'agglomération, selon leurs compétences respectives.

(en milliers de dollars)

| | | Budget du conseil municipal | Budget du conseil d'agglomération |
|---|---|---|---|
| **a)** | **Pour le service de la dette** | | |
| | Répartition du coût total du service de la dette | | |
| | ▪ Frais de financement | 307 577,8 | 194 876,0 |
| | ▪ Remboursement de la dette à long terme | 536 814,0 | 375 172,8 |
| **b)** | **Pour les obligations découlant des lois et des décisions qui ont été ou seront prises** | | |
| | ▪ Signature de baux et octroi de contrats pour la fourniture de biens et de services | 814 136,4 | 348 269,6 |
| | ▪ Octroi de contributions financières et d'aide municipale | 219 208,3 | 1 135 304,5 |
| | ▪ Traitements, gages et contributions de l'employeur | 1 497 823,9 | 1 405 132,6 |

La trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière,

Francine Laverdière

Le 12 janvier 2026

# Table des matières

# TABLE DES MATIÈRES

## Mise en contexte


1. Plan stratégique Montréal 2030 ____ 1
2. Processus budgétaire ____ 3
3. Perspectives économiques de 2026 ____ 5


## Budget de fonctionnement 2026 détaillé


4. Sommaire des revenus et des dépenses ____ 11
5. Analyse des revenus ____ 17
   - 5.1. Taxes et paiements tenant lieu de taxes ____ 17
   - 5.2. Quotes-parts ____ 19
   - 5.3. Transferts ____ 21
   - 5.4. Services rendus ____ 24
   - 5.5. Amendes et pénalités ____ 26
   - 5.6. Imposition de droits ____ 27
   - 5.7. Intérêts ____ 28
   - 5.8. Autres revenus ____ 29
   - 5.9. Affectations de revenus ____ 30
6. Analyse des dépenses corporatives ____ 33
   - 6.1. Service de la dette brute ____ 33
   - 6.2. Paiement au comptant des immobilisations ____ 38
   - 6.3. Dépenses communes ____ 40
   - 6.4. Dépenses de contributions ____ 43
   - 6.5. Élimination des transactions internes et interentités ____ 44
7. Sommaire des dépenses des services et des arrondissements ____ 45
   - 7.1. Sommaire des dépenses des services ____ 45
   - 7.2. Sommaire des dépenses des arrondissements ____ 46
8. Renseignements complémentaires ____ 49
   - 8.1. Fiscalité locale ____ 49
   - 8.2. Quotes-parts et fiscalité d'agglomération ____ 77
   - 8.3. Analyse détaillée de l'effectif et de la rémunération globale ____ 88
   - 8.4. Analyse de l'endettement et du service de la dette ____ 98
   - 8.5. Excédent des activités de fonctionnement à des fins fiscales ____ 100


## PDI 2026-2035 détaillé


9. Orientations du PDI 2026-2035 ____ 103
   - 9.1. Vision à long terme des investissements ____ 103
   - 9.2. Investir dans les infrastructures vieillissantes ____ 103
   - 9.3. Hausses rapides des réalisations ____ 104
   - 9.4. Capacité financière de la Ville ____ 104
   - 9.5. Programmes de subventions gouvernementaux ____ 105
   - 9.6. Vers l'innovation dans le financement des projets urbains d'envergure ____ 106

10. Programme décennal d'immobilisations 2026-2035 ____ 107
10.1. Répartition des budgets par compétences ____ 107
10.2. État des activités d'immobilisations et modes de financement ____ 111
10.3. Investissements par catégories d'actifs ____ 115
10.4. Principaux programmes et projets d'investissements, par thèmes ____ 120
11. Gestion de la dette ____ 149
11.1. Stratégies de financement à long terme des investissements ____ 149
12. Sommaire des investissements par unités d'affaires ____ 159
12.1. Investissements par unités d'affaires ____ 159
12.2. Emprunts à la charge des contribuables par unités d'affaires ____ 163

## Budget climat 2026

13. Section climat 2026 ____ 167
13.1. Une gouvernance climatique forte ____ 167
13.2. Le test climat : un outil renforcé pour mieux orienter les décisions ____ 169
13.3. Le défi du respect du budget carbone ____ 176
13.4. Prévision des émissions de GES de l'agglomération de Montréal ____ 179
13.5. Perspectives et ajustements futurs ____ 184

## Annexes

Annexe 1 – Sommaire des dépenses du budget de fonctionnement des services et des arrondissements ____ 185
Annexe 2 – Portrait des arrondissements ____ 207
Annexe 3 – Détail du PDI par services et arrondissements ____ 209
Annexe 4 – Structure de la présentation de l'information budgétaire ____ 233
Annexe 5 – Partage des compétences et confection du budget ____ 235
Annexe 6 – Équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif ____ 243
Annexe 7 – Compétences des arrondissements et des services centraux ____ 245
Annexe 8 – Synthèse des politiques financières ____ 247
Annexe 9 – Fonds de l'eau ____ 255
Annexe 10 – Modélisation des émissions de GES ____ 259
Annexe 11 – Calcul du budget carbone de la collectivité montréalaise ____ 265
Annexe 12 – Description et méthodologie du Test climat ____ 267
Annexe 13 – Glossaire ____ 269
Annexe 14 – Idiomes ____ 279
Annexe 15 – Index des sigles, des acronymes et des autres abréviations ____ 281

# INDEX DES TABLEAUX


Tableau 1 – Inflation annuelle observée au 30 septembre 2025 _____ 9
Tableau 2 – Sommaire des prévisions budgétaires de 2026 – Budget de la Ville de Montréal _____ 13
Tableau 3 – Sommaire des prévisions budgétaires de 2026 – Budget du conseil municipal _____ 14
Tableau 4 – Sommaire des prévisions budgétaires de 2026 – Budget du conseil d'agglomération _____ 15
Tableau 5 – Taxes et paiements tenant lieu de taxes – Budget de la Ville de Montréal _____ 17
Tableau 6 – Taxes et paiements tenant lieu de taxes – Budget du conseil municipal _____ 18
Tableau 7 – Taxes et paiements tenant lieu de taxes – Budget du conseil d'agglomération _____ 18
Tableau 8 – Quotes-parts – Budget de la Ville de Montréal _____ 19
Tableau 9 – Quotes-parts – Budget du conseil d'agglomération _____ 19
Tableau 10 – Quotes-parts des villes liées _____ 20
Tableau 11 – Transferts – Budget de la Ville de Montréal _____ 21
Tableau 12 – Transferts – Budget du conseil municipal _____ 22
Tableau 13 – Transferts – Budget du conseil d'agglomération _____ 23
Tableau 14 – Services rendus – Budget de la Ville de Montréal _____ 24
Tableau 15 – Services rendus – Budget du conseil municipal _____ 24
Tableau 16 – Services rendus – Budget du conseil d'agglomération _____ 25
Tableau 17 – Amendes et pénalités – Budget de la Ville de Montréal _____ 26
Tableau 18 – Imposition de droits – Budget de la Ville de Montréal _____ 27
Tableau 19 – Imposition de droits – Budget du conseil municipal _____ 27
Tableau 20 – Imposition de droits – Budget du conseil d'agglomération _____ 27
Tableau 21 – Intérêts – Budget de la Ville de Montréal _____ 28
Tableau 22 – Intérêts – Budget du conseil municipal _____ 28
Tableau 23 – Intérêts – Budget du conseil d'agglomération _____ 28
Tableau 24 – Autres revenus – Budget de la Ville de Montréal _____ 29
Tableau 25 – Autres revenus – Budget du conseil municipal _____ 29
Tableau 26 – Autres revenus – Budget du conseil d'agglomération _____ 29
Tableau 27 – Affectations de revenus – Budget de la Ville de Montréal _____ 30
Tableau 28 – Affectations de revenus – Budget du conseil municipal _____ 31
Tableau 29 – Affectations de revenus – Budget du conseil d'agglomération _____ 32
Tableau 30 – Service de la dette brute – Budget de la Ville de Montréal _____ 33
Tableau 31 – Service de la dette brute – Budget du conseil municipal _____ 34
Tableau 32 – Frais de financement – Budget du conseil municipal _____ 34
Tableau 33 – Remboursement de la dette à long terme – Budget du conseil municipal _____ 35
Tableau 34 – Service de la dette brute – Budget du conseil d'agglomération _____ 36
Tableau 35 – Frais de financement – Budget du conseil d'agglomération _____ 36
Tableau 36 – Remboursement de la dette à long terme – Budget du conseil d'agglomération _____ 37
Tableau 37 – Affectations pour le paiement au comptant des immobilisations – Budget de la Ville de Montréal _____ 38
Tableau 38 – Affectations pour le paiement au comptant des immobilisations – Budget du conseil municipal _____ 38
Tableau 39 – Affectations pour le paiement au comptant des immobilisations – Budget du conseil d'agglomération _____ 39
Tableau 40 – Dépenses communes – Budget de la Ville de Montréal _____ 41
Tableau 41 – Contributions aux organismes – Budget de la Ville de Montréal _____ 43
Tableau 42 – Élimination des transactions internes et interentités – Budget de la Ville de Montréal _____ 44
Tableau 43 – Sommaire des dépenses des services _____ 45
Tableau 44 – Sommaire des budgets des arrondissements _____ 46
Tableau 45 – Sommaire des sources de financement des arrondissements – Budget de la Ville de Montréal _____ 47
Tableau 46 – Taxes foncières imposées par le conseil municipal et les conseils d'arrondissement _____ 49
Tableau 47 – Taux de taxation de 2026 – Taxe foncière générale _____ 50
Tableau 48 – Effet de la mesure des taux différenciés pour trois immeubles non résidentiels, 2026 _____ 51

Tableau 49 – Taux de taxation de 2026 – Taxe relative aux dettes des anciennes villes (secteurs) 52
Tableau 50 – Taux de taxation de 2026 – Taxe spéciale relative au service de l'eau 52
Tableau 51 – Taux de tarification de 2026 – Tarification volumétrique pour le service d'eau 53
Tableau 52 – Taux de taxation de 2026 – Taxe relative au financement de la contribution à l'ARTM 53
Tableau 53 – Taux de taxation de 2026 – Taxe relative au service de la voirie 54
Tableau 54 – Taux de taxation de 2026 – Taxe sur les parcs de stationnement 55
Tableau 55 – Revenus provenant des taxes relatives aux services, en 2025 et en 2026, et taux applicables en 2026 57
Tableau 56 – Taux de taxation de 2026 – Taxe relative aux investissements 58
Tableau 57 – Croissance des valeurs foncières des immeubles imposables et compensables à 100 % lors des deux derniers rôles d'évaluation foncière 59
Tableau 58 – Indexation des valeurs foncières entre le rôle 2023-2024-2025 et le rôle 2026-2027-2028, par catégories d'immeubles, valeurs imposables et compensables à 100 % 61
Tableau 59 – Calcul de la valeur foncière ajustée pour 2026, 2027 et 2028 62
Tableau 60 – Taux de taxation de 2026 – Immeubles de la sous-catégorie résiduelle 63
Tableau 61 – Taux de taxation de 2026 – Immeubles de la sous-catégorie six logements ou plus 64
Tableau 62 – Taux de taxation de 2026 – Immeubles de la catégorie des immeubles non résidentiels 65
Tableau 63 – Variation moyenne détaillée des charges fiscales foncières de 2025 à 2026, immeubles résidentiels 67
Tableau 64 – Variation moyenne des charges fiscales foncières de 2025 à 2026, immeubles résidentiels par type d'immeubles résidentiels 68
Tableau 65 – Variation du compte de taxes d'une résidence moyenne 70
Tableau 66 – Variation du compte de taxes d'une résidence unifamiliale moyenne 71
Tableau 67 – Variation du compte de taxes d'un condominium moyen 72
Tableau 68 – Variation du compte de taxes d'un multiplex moyen 73
Tableau 69 – Variation détaillée des charges fiscales foncières de 2025 à 2026, immeubles non résidentiels 75
Tableau 70 – Variation budgétaire des quotes-parts de l'agglomération de Montréal, de 2025 à 2026 77
Tableau 71 – Quotes-parts de 2026 78
Tableau 72 – Potentiel fiscal d'agglomération et pourcentages contributifs des villes liées, 2025 et 2026 80
Tableau 73 – Variation des quotes-parts générales d'agglomération, de 2025 à 2026 81
Tableau 74 – Quotes-parts spécifiques pour le déficit des exercices antérieurs – Exercices réels de 2021 à 2024 et budgets de 2025 et 2026 85
Tableau 75 – Contribution des villes reconstituées à l'égard des dépenses afférentes au centre-ville 87
Tableau 76 – Répartition de l'effectif 89
Tableau 77 – Évolution de la rémunération globale 92
Tableau 78 – Analyse de la rémunération et des cotisations de l'employeur – Budget de fonctionnement 93
Tableau 79 – Analyse de la rémunération et des cotisations de l'employeur et sources de financement – Main-d'œuvre capitalisée 94
Tableau 80 – Profil de l'endettement de la Ville de Montréal 98
Tableau 81 – Coût de la dette 99
Tableau 82 – Excédent (déficit) des activités de fonctionnement à des fins fiscales, par compétences – Budgets de 2025 et 2026 100
Tableau 83 – Excédent (déficit) des activités de fonctionnement à des fins fiscales – Réels de 2021 à 2023 (global) et réel 2024, par compétences 101
Tableau 84 – Valeur actualisée de remplacement par catégories d'actifs 103
Tableau 85 – Comparaison du PDI 2025-2034 et du PDI 2026-2035, par arrondissements 109
Tableau 86 – PDI du conseil municipal des projets et des programmes destinés aux arrondissements, par services centraux 110
Tableau 87 – État des activités d'immobilisations et modes de financement – Budget de la Ville de Montréal 111
Tableau 88 – État des activités d'immobilisations et modes de financement – Budget du conseil municipal 112
Tableau 89 – État des activités d'immobilisations et modes de financement – Budget du conseil d'agglomération 113
Tableau 90 – Investissements par catégories d'actifs – Budget de la Ville de Montréal 116

Tableau 91 – Investissements par catégories d'actifs – Budget du conseil municipal 117
Tableau 92 – Investissements par catégories d'actifs – Budget du conseil d'agglomération 118
Tableau 93 – Comparaison du PDI 2025-2034 et du PDI 2026-2035, par catégories d'actifs 119
Tableau 94 – Sommaire des investissements relatifs à la gestion de l'eau 122
Tableau 95 – Portrait consolidé des activités d'immobilisations relatives aux infrastructures routières et aux pistes cyclables 124
Tableau 96 – Coût estimé de la dette, de 2024 à 2027 152
Tableau 97 – Investissements par unités d'affaires – Budget de la Ville de Montréal 160
Tableau 98 – Investissements par unités d'affaires – Budget du conseil municipal 161
Tableau 99 – Investissements par unités d'affaires – Budget du conseil d'agglomération 162
Tableau 100 – Emprunts à la charge des contribuables découlant des activités d'immobilisations, par unités d'affaires – Budget de la Ville de Montréal 163
Tableau 101 – Emprunts à la charge des contribuables découlant des activités d'immobilisations, par unités d'affaires – Budget du conseil municipal 164
Tableau 102 – Emprunts à la charge des contribuables découlant des activités d'immobilisations, par unités d'affaires – Budget du conseil d'agglomération 165
Tableau 103 – Catégories de classification des projets et programmes du PDI 2026-2035 169
Tableau 104 – Projets et programmes évalués 170
Tableau 105 – Exemples de projets et programmes alignés sur les cibles climatiques 170
Tableau 106 – Exemples de projets et programmes partiellement alignés sur les cibles climatiques 170
Tableau 107 – Exemples de projets et programmes non alignés sur les cibles climatiques 171
Tableau 108 – Investissements en adaptation de la Ville de Montréal, 2026 173
Tableau 109 – État du budget carbone entre 2018 et 2023 177
Tableau 110 – Impact des mesures actuelles et planifiées du transport routier 180
Tableau 111 – Impact des mesures actuelles et planifiées dans le secteur des bâtiments 181
Tableau 112 – Impact des mesures actuelles et planifiées dans les autres secteurs 181
Tableau 113 – Impact GES des actions du Plan climat 183
Tableau 114 – Services administratifs – Budget de la Ville de Montréal 185
Tableau 115 – Autres services administratifs 185
Tableau 116 – Direction générale – Dépenses par objets 185
Tableau 117 – Finances et évaluation foncière – Dépenses par objets 186
Tableau 118 – Planification stratégique et performance organisationnelle – Dépenses par objets 186
Tableau 119 – Ressources humaines et communications – Dépenses par objets 186
Tableau 120 – Bureau de l'inspecteur général – Dépenses par objets 187
Tableau 121 – Bureau du vérificateur général – Dépenses par objets 187
Tableau 122 – Commission de la fonction publique de Montréal – Dépenses par objets 187
Tableau 123 – Office de consultation publique de Montréal – Dépenses par objets 188
Tableau 124 – Secrétariat de liaison de l'agglomération de Montréal – Dépenses par objets 188
Tableau 125 – Habitation et économie – Budget de la Ville de Montréal 189
Tableau 126 – Approvisionnement – Dépenses par objets 189
Tableau 127 – Développement économique – Dépenses par objets 189
Tableau 128 – Habitation – Dépenses par objets 190
Tableau 129 – Stratégie immobilière – Dépenses par objets 190
Tableau 130 – Qualité de vie – Budget de la Ville de Montréal 191
Tableau 131 – Culture – Dépenses par objets 191
Tableau 132 – Diversité et inclusion sociale – Dépenses par objets 191
Tableau 133 – Environnement – Dépenses par objets 192
Tableau 134 – Espace pour la vie – Dépenses par objets 192
Tableau 135 – Sécurité urbaine et conformité – Budget de la Ville de Montréal 193
Tableau 136 – Affaires juridiques – Dépenses par objets 193
Tableau 137 – Greffe – Dépenses par objets 193
Tableau 138 – Police – Dépenses par objets 194
Tableau 139 – Sécurité incendie – Dépenses par objets 194

Tableau 140 – Service de proximité – Budget de la Ville de Montréal 195
Tableau 141 – Concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne – Dépenses par objets 195
Tableau 142 – Grands parcs, du Mont-Royal et des sports – Dépenses par objets 195
Tableau 143 – Matériel roulant et ateliers – Dépenses par objets 196
Tableau 144 – Technologies de l'information – Dépenses par objets 196
Tableau 145 – Urbanisme, mobilité et infrastructures – Budget de la Ville de Montréal 197
Tableau 146 – Commission des services électriques – Dépenses par objets 197
Tableau 147 – Eau – Dépenses par objets 197
Tableau 148 – Gestion et planification des immeubles – Dépenses par objets 198
Tableau 149 – Infrastructures du réseau routier – Dépenses par objets 198
Tableau 150 – Urbanisme et de la mobilité – Dépenses par objets 198
Tableau 151 – Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville – Dépenses par objets 199
Tableau 152 – Arrondissement d'Anjou – Dépenses par objets 199
Tableau 153 – Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce – Dépenses par objets 199
Tableau 154 – Arrondissement de Lachine – Dépenses par objets 200
Tableau 155 – Arrondissement de LaSalle – Dépenses par objets 200
Tableau 156 – Arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève – Dépenses par objets 200
Tableau 157 – Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve – Dépenses par objets 201
Tableau 158 – Arrondissement de Montréal-Nord – Dépenses par objets 201
Tableau 159 – Arrondissement d'Outremont – Dépenses par objets 201
Tableau 160 – Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro – Dépenses par objets 202
Tableau 161 – Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal – Dépenses par objets 202
Tableau 162 – Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles – Dépenses par objets 202
Tableau 163 – Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie – Dépenses par objets 203
Tableau 164 – Arrondissement de Saint-Laurent – Dépenses par objets 203
Tableau 165 – Arrondissement de Saint-Léonard – Dépenses par objets 203
Tableau 166 – Arrondissement Le Sud-Ouest – Dépenses par objets 204
Tableau 167 – Arrondissement de Verdun – Dépenses par objets 204
Tableau 168 – Arrondissement de Ville-Marie – Dépenses par objets 204
Tableau 169 – Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension – Dépenses par objets 205
Tableau 170 – Portrait des arrondissements 207
Tableau 171 – Approvisionnement 209
Tableau 172 – Commission des services électriques de Montréal 209
Tableau 173 – Concertation des arrondissements et l'expérience citoyenne 209
Tableau 174 – Culture 210
Tableau 175 – Direction générale 210
Tableau 176 – Diversité et inclusion sociale 211
Tableau 177 – Eau 211
Tableau 178 – Environnement 212
Tableau 179 – Espace pour la vie 212
Tableau 180 – Gestion et planification des immeubles 213
Tableau 181 – Grands parcs, Mont-Royal et sports 214
Tableau 182 – Habitation 215
Tableau 183 – Infrastructures du réseau routier 215
Tableau 184 – Matériel roulant et ateliers 216
Tableau 185 – Police 216
Tableau 186 – Sécurité incendie 216
Tableau 187 – Société du parc Jean-Drapeau 217
Tableau 188 – Technologies de l'information 218
Tableau 189 – Urbanisme et mobilité 222
Tableau 190 – Ahuntsic-Cartierville 225
Tableau 191 – Anjou 225
Tableau 192 – Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 226

Tableau 193 – Lachine 226
Tableau 194 – LaSalle 226
Tableau 195 – L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève 227
Tableau 196 – Mercier–Hochelaga-Maisonneuve 227
Tableau 197 – Montréal-Nord 227
Tableau 198 – Outremont 228
Tableau 199 – Pierrefonds-Roxboro 228
Tableau 200 – Plateau-Mont-Royal 228
Tableau 201 – Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles 229
Tableau 202 – Rosemont–La Petite-Patrie 229
Tableau 203 – Saint-Laurent 230
Tableau 204 – Saint-Léonard 230
Tableau 205 – Sud-Ouest 231
Tableau 206 – Verdun 231
Tableau 207 – Ville-Marie 232
Tableau 208 – Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension 232
Tableau 209 – Résumé des principales compétences relevant soit du conseil d'agglomération, soit des conseils municipal et d'arrondissement 237
Tableau 210 – Résumé des compétences, des pouvoirs et des obligations respectifs des arrondissements et des services centraux 245
Tableau 211 – État prévisionnel des revenus et des dépenses reliés à la gestion de l'eau 256
Tableau 212 – Acquisitions d'immobilisations prévues et sources de financement 257
Tableau 213 – Hypothèses et paramètres selon les scénarios modélisés 259
Tableau 214 – Catégories d'impact 268

# INDEX DES GRAPHIQUES


Graphique 1 – Taux de croissance du PIB aux prix de base, Montréal (RMR), Québec et Canada, 2022-2026 _____ 6
Graphique 2 – Taux de chômage, Montréal (RMR), Québec et Canada, 2022-2026 _____ 6
Graphique 3 – Évolution démographique passée et anticipée, RMR de Montréal, 2001-2051 _____ 7
Graphique 4 – Variation démographique, RMR de Montréal, 2001-2025 et 2025-2051 _____ 7
Graphique 5 – Nombre de mises en chantier, RMR de Montréal, 2016-2026 _____ 8
Graphique 6 – Taux de croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC), RMR de Montréal, données mensuelles non désaisonnalisées, janvier 2024 – septembre 2025 _____ 9
Graphique 7 – Évolution estimée de l'Indice des prix à la consommation, 2026 _____ 10
Graphique 8 – Hausse annuelle des transferts centraux _____ 46
Graphique 9 – Distribution des variations de valeurs des immeubles résidentiels, imposables et compensables à 100 %, rôles 2023-2024-2025 et 2026-2027-2028 _____ 59
Graphique 10 – Distribution des valeurs des immeubles non résidentiels, imposables et compensables à 100 %, rôles 2023-2024-2025 et 2026-2027-2028 _____ 60
Graphique 11 – Variation des charges fiscales foncières résidentielles, de 2025 à 2026, par arrondissement ____ 69
Graphique 12 – Variation des charges fiscales foncières non résidentielles, de 2025 à 2026, par arrondissement 74
Graphique 13 – Répartition par activités des quotes-parts générales, budget de 2026 _____ 82
Graphique 14 – Évolution du poids de la rémunération globale par rapport aux dépenses de fonctionnement ___ 91
Graphique 15 – Charges de retraite – budgets de 2017 à 2026 _____ 96
Graphique 16 – Comparaison entre la charge de retraite les cotisations requises de la Ville, budgets de 2017 à 2026 _____ 97
Graphique 17 – Investissements dans les infrastructures – Budgets adoptés et réalisations _____ 104
Graphique 18 – Répartition des investissements par compétences _____ 107
Graphique 19 – Répartition des investissements du conseil municipal _____ 108
Graphique 20 – Évolution des sources de financement, de 2026 à 2030 _____ 114
Graphique 21 – Investissements réalisés et prévus dans les infrastructures de l'eau _____ 120
Graphique 22 – Investissements réalisés et prévus dans les infrastructures routières _____ 123
Graphique 23 – Sources de financement externes, en 2026 _____ 150
Graphique 24 – Évolution de la dette directe brute et nette _____ 153
Graphique 25 – Évolution de la dette consolidée brute et nette _____ 154
Graphique 26 – Dette directe et indirecte nette (excluant la dette actuarielle initiale) en pourcentage des revenus de la Ville _____ 156
Graphique 27 – Coût net du service de la dette en pourcentage des dépenses _____ 157
Graphique 28 – Dette directe nette et dette actuarielle initiale en pourcentage de l'évaluation imposable équivalente uniformisée _____ 158
Graphique 29 – Gouvernance climatique de Montréal _____ 168
Graphique 30 – Alignement des investissements évalués du PDI 2026-2035 _____ 171
Graphique 31 – Évolution des investissements en infrastructures naturelles et hybrides par rapport aux investissements totaux du PDI entre 2024 et 2026 _____ 172
Graphique 32 – Alignement des dépenses énergétiques par rapport aux dépenses énergétiques totales du budget de fonctionnement de Montréal entre 2019 et 2026 _____ 174
Graphique 33 – Distribution des émissions de GES de la collectivité montréalaise, 2018-2023'' _____ 176
Graphique 34 – Budget carbone de Montréal, de 2018 à 2050 (en kt éq. $CO_2$) _____ 178
Graphique 35 – Évaluation des écarts par rapport au budget carbone (en Mt éq. $CO_2$) _____ 179
Graphique 36 – Trajectoires des émissions de GES de l'action climatique de Montréal (en Mt éq. $CO_2$) _____ 183

# INDEX DES FIGURES

Figure 1 – Secteurs A, B et C d'application de la taxe sur les parcs de stationnement _____ 55
Figure 2 – Partage des compétences – Instances politiques et territoires d'application _____ 235
Figure 3 – Étapes de la confection du budget et répartition des revenus et des dépenses _____ 241

# Mise en contexte 2026

## 1. PLAN STRATÉGIQUE MONTRÉAL 2030

Le plan stratégique Montréal 2030 a été le premier plan stratégique de la Ville. Il visait à renforcer la cohérence et l'impact de l'action municipale sur une période de dix ans, en s'appuyant sur quatre orientations majeures pour offrir des services de qualité et des milieux de vie sains, favorisant le bien-être et l'épanouissement des citoyennes et citoyens. Ce plan a également lancé un appel à la mobilisation de l'ensemble des partenaires et de la communauté montréalaise pour bâtir une ville plus verte, inclusive et innovante.

En 2025, un bilan mi-parcours a permis de mettre en lumière les réalisations concrètes et les résultats obtenus.

Compte tenu de l'évolution rapide du contexte externe et interne, la Ville entreprendra dès 2026 la mise à jour du plan stratégique pour la période 2026-2030. Cette démarche visera à préciser les objectifs, indicateurs et cibles à atteindre d'ici 2030, tout en assurant l'alignement des politiques publiques, des plans et des processus. Cet exercice de mise à jour de la planification stratégique pourrait mener à l'ajustement de certains plans qui découlent de celle-ci.

Toutefois, le budget 2026 et le PDI 2026-2035 reflètent d'ores et déjà plusieurs ambitions de l'Administration en finançant des initiatives structurantes alignées sur les priorités de la population montréalaise.

# 2. PROCESSUS BUDGÉTAIRE

## Description générale

**Qu'est-ce que le budget de fonctionnement et le Programme décennal d'immobilisations (PDI)?**

Le budget est la résultante finale d'un long processus de planification, de collaboration, de réflexion, de recherche, d'analyses et de choix de stratégies afin que l'ensemble des ressources de la Ville soit orienté vers les objectifs d'amélioration du service à la clientèle, et ce, selon la capacité de payer de la population. La rigueur, le contrôle, l'efficacité et l'efficience constituent les bases de ce processus.

Le budget de la Ville comprend deux volets : le budget de fonctionnement et le PDI. Le budget de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses liées aux services à la population pour un exercice financier, tels que la collecte et le traitement des déchets, le déneigement, la production et le traitement de l'eau potable, etc. Ces dépenses, dites « de fonctionnement », sont financées majoritairement par les taxes et les autres revenus de l'année en cours. Le PDI regroupe les projets d'investissements que la Ville prévoit d'effectuer sur son territoire pour entretenir ses infrastructures, favoriser le développement économique, culturel et social, et améliorer la qualité de vie par un meilleur aménagement urbain. Ces investissements exigent différentes sources de financement, notamment des emprunts à long terme.

En guise d'illustration, l'achat d'une maison équivaudrait à un investissement en immobilisations, tandis que toutes les dépenses liées à l'entretien du terrain, à l'électricité et au chauffage seraient présentées dans un budget de fonctionnement.

**Qu'est-ce que le budget climat?**

Chaque année, la Ville de Montréal publie un budget climat qui permet d'intégrer les enjeux climatiques dans ses décisions budgétaires. Grâce à des outils comme le test climat et la modélisation des émissions de gaz à effet de serre, la Ville peut mieux aligner ses investissements avec ses engagements en termes de transition écologique et de résilience. Ce processus s'applique autant au budget de fonctionnement qu'au Programme décennal d'immobilisations, et vise à faire du climat un critère central dans la planification municipale.

## Processus budgétaire annuel

La Ville doit préparer et adopter un budget équilibré, c'est-à-dire qu'elle doit générer des revenus aux moins égaux à ses dépenses[1]. Ce processus commence dès le début de mars par la détermination des grandes orientations budgétaires et une priorisation des enjeux budgétaires. En parallèle, une consultation prébudgétaire auprès de la population et des organismes a lieu, entre autres, pour confirmer l'établissement de ces orientations. À la fin de ces étapes, vers la fin de juin, des enveloppes budgétaires sont envoyées aux services et aux arrondissements de la Ville. Pendant l'été, ces derniers préparent leurs budgets en respectant les priorités de la Ville et en s'alignant sur le plan stratégique Montréal 2030. Une fois les budgets des services et des arrondissements définis, un dernier exercice d'arbitrage du budget de la Ville est effectué au début de l'automne.

[1] Article 474 de la Loi sur les cités et villes, RLRQ, c. C-19.

Entre la mi-automne et la fin de l'année[2], le comité exécutif dépose au conseil municipal un budget équilibré pour étude par la Commission sur les finances et l'administration (CFA). À la fin de cette étape, le conseil municipal et le conseil d'agglomération adoptent le budget sur recommandation de la CFA.

Lors d'une année d'élection générale, les travaux budgétaires sont complétés avec la nouvelle administration en place après l'élection, qui revoit le cadre budgétaire en fonction de ses orientations. L'encadrement juridique prolonge d'ailleurs à la fin janvier la date limite d'adoption du budget municipal. Cette situation s'applique au budget 2026, tant pour le PDI que pour le budget de fonctionnement.

## Consultation prébudgétaire

Dans son plan stratégique Montréal 2030, la Ville s'engage à amplifier la démocratie et la participation citoyenne en devenant plus ouverte et transparente, de façon à ce que les citoyennes et citoyens, dans toute leur diversité et de façon inclusive, aient la possibilité et les moyens de contribuer à la prise de décision publique, à l'amélioration de leur milieu de vie et au développement de la métropole.

Constituant l'une des premières phases du processus budgétaire annuel, la consultation prébudgétaire est un outil de participation citoyenne qui permet à la population montréalaise et aux organismes d'échanger sur les orientations budgétaires de l'Administration avec les élues et élus ainsi que les fonctionnaires responsables de la préparation du budget. Cette année, les travaux de la Commission ont été concentrés sur un seul thème, soit le défi budgétaire récurrent, dans la mesure où les dépenses croissent plus rapidement que les revenus.

La consultation prébudgétaire a été lancée le 17 avril 2025. La Commission a reçu les mémoires et opinions du 17 avril au 21 mai 2025, puis a tenu deux audiences d'audition des opinions, les 16 et 21 mai 2025. La CFA a ensuite adopté ses recommandations et déposé son rapport de consultation aux conseils municipal et d'agglomération le 16 et le 19 juin respectivement.

[2] La date du dépôt varie d'année en année. Elle se situe généralement au cours du mois de novembre ou au début de décembre puisque l'échéance pour l'adoption du budget est fixée au 31 décembre. Notons toutefois qu'en année électorale, cette échéance est repoussée jusqu'à la fin du mois de janvier.

# 3. Perspectives économiques de 2026 [1,2]

## Regard sur le monde

L'actualité économique mondiale a récemment été dominée par la série de mesures protectionnistes instaurées par l'administration Trump. Les répercussions de ces dernières commencent à se faire sentir aux États-Unis alors que le taux de chômage y atteint un sommet en huit ans (hors période pandémique). Les tarifs douaniers imposés à de nombreux partenaires commerciaux sont pour l'instant en bonne partie absorbés par les entreprises, mais il est attendu qu'ils se traduisent sous peu en augmentations des prix à la consommation aux États-Unis. Malgré tout, l'économie mondiale semble pour l'instant résister mieux que prévu à cette vague protectionniste de l'administration américaine. La majorité des pays a d'ailleurs choisi de ne pas riposter à ces hausses tarifaires par des mesures similaires, ce qui a permis d'éviter une spirale inflationniste. Des difficultés se profilent néanmoins aux quatre coins du globe. Dans l'Union européenne, l'Italie et l'Allemagne ont été particulièrement affectées par les mesures américaines, mais leur situation semble se stabiliser. La France connaît également des difficultés économiques, mais ce sont surtout les tensions politiques internes qui y retiennent l'attention. Les économies chinoises et nipponnes affichent de la résilience, mais devraient croître de façon plus modeste en 2026.

Les guerres et conflits qui affligent l'Ukraine et le Moyen-Orient ainsi que la montée récente des tensions entre la Chine et certains pays voisins sont des sources d'instabilité pour l'ensemble de l'économie. De plus, les événements climatiques majeurs qui se multiplient (feux, inondations, sécheresses, ouragans, etc.) causent d'importants dégâts et accentuent la rareté de certains biens, entraînant une pression supplémentaire sur les prix.

L'année 2026 s'annonce complexe, marquée par des arbitrages difficiles : les États devront concilier la protection du pouvoir d'achat de leurs citoyens, la nécessité d'investissements massifs pour faire face aux changements climatiques, et des défis budgétaires croissants, notamment en matière de dépenses militaires. Dans ce contexte, la croissance du PIB réel mondial est estimée à 3,2 % en 2025 et à 3,0 % en 2026.

## Le Québec et le Canada

Le Canada s'adapte progressivement aux mesures protectionnistes mises en œuvre par l'administration Trump. Pour y renforcer la résilience économique, plusieurs barrières au commerce interprovincial ont été levées et les exportateurs se tournent vers de nouveaux marchés. Malgré ces efforts, l'économie subit

---

[1] Sources : APCIQ. « Abordabilité au Québec : un portrait différent d'une région à l'autre », Sous la loupe, 27 novembre 2025.
APCIQ. « Baromètre résidentiel, 3e trimestre 2025 », 20 novembre 2025;
APCIQ. « Immobilier à Montréal : un premier essoufflement des ventes ouvre la porte à davantage d'options pour les acheteurs », Statistiques mensuelles – novembre 2025, 4 décembre 2025.
Conference Board du Canada. Décembre 2025;
Économique RBC. « Mise à jour trimestrielle canadienne : une croissance faible, mais positive attendue », Perspectives macroéconomiques, 15 septembre 2025;
Études économiques Desjardins. « Un peu plus des mêmes thèmes en 2026 », Prévisions économiques et financières, 11 décembre 2025;
Groupe Altus. « Mise à jour du marché immobilier commercial de Montréal – T3 2025 », 20 novembre 2025;
JLL. « Aperçu du marché des bureaux à Montréal », T3 2025;
JLL. « Aperçu du marché industriel à Montréal », T3 2025;
Montréal en statistiques. Chantiers de construction en cours – agglomération de Montréal, mai 2025;
Services économiques TD. « Ramper avant de marcher », Perspectives économiques provinciales, 22 septembre 2025.

[2] Les projections de PIB et de taux de chômage correspondent à la médiane des prévisions des institutions suivantes, lorsque disponibles : BMO, Desjardins, FMI, RBC, TD et Conference Board du Canada.

des contrecoups dont de nombreuses pertes d'emplois. Toutefois, les entreprises exportatrices ont rapidement entrepris de se conformer aux exigences de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM), ce qui a contribué à restaurer la confiance du milieu des affaires. La révision de l'ACEUM est prévue pour le 1er juillet 2026, ce qui alimentera une certaine volatilité pendant les six premiers mois de 2026. Dans ce contexte, la croissance du PIB réel canadien est estimée à 1,2 % en 2025 et à 1,4 % en 2026.

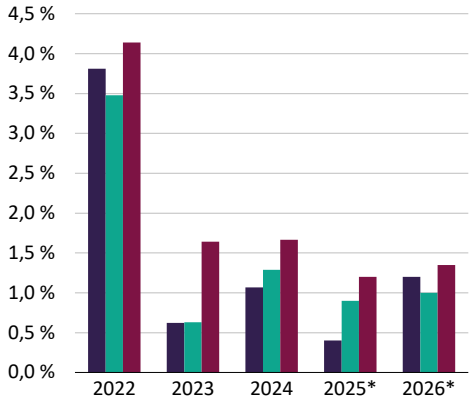
L'économie québécoise demeure fortement tributaire du marché américain, ce qui la rend sensible aux mesures adoptées chez son principal partenaire commercial. Malgré ce contexte, elle fait preuve de résilience. Qui plus est, l'accélération de certains investissements gouvernementaux pourrait soutenir la croissance. Par ailleurs, à part certains signes de ralentissement sur l'île de Montréal, le dynamisme soutenu du marché immobilier québécois continue de jouer un rôle moteur pour l'économie. Dans ce contexte, la croissance du PIB réel du Québec est estimée à 0,9 % en 2025 et à 1,0 % en 2026.

## Montréal

### La croissance économique et l'emploi

Selon le Conference Board du Canada, le PIB de la région métropolitaine de Montréal devrait croître de 0,4 % en 2025 et de 1,2 % en 2026. Cette croissance sera soutenue par de nombreux projets d'envergure dans les secteurs public, privé et institutionnel, notamment le Réseau express métropolitain (REM), le prolongement de la ligne bleue du métro, des travaux majeurs à l'aéroport de Montréal, ainsi que la réfection du pont-tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine. En mai 2025, on recensait 53 chantiers de 25 millions de dollars et plus en cours sur l'île de Montréal, totalisant une valeur de 39,4 milliards de dollars. Par ailleurs, le taux de chômage dans la région devrait reculer à 6,0 % en 2026, après avoir atteint 6,6 % en 2025.

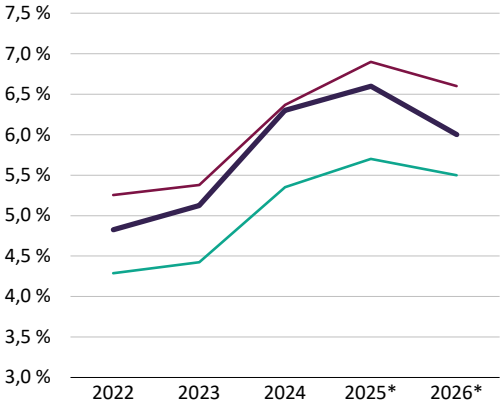
**Graphique 1 – Taux de croissance du PIB aux prix de base, Montréal (RMR), Québec et Canada, 2022-2026**




| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025* | 2026* |
|---|---|---|---|---|---|
| Mtl | 3,8 % | 0,6 % | 1,1 % | 0,4 % | 1,2 % |
| Qc | 3,5 % | 0,6 % | 1,3 % | 0,9 % | 1,0 % |
| Can | 4,1 % | 1,6 % | 1,7 % | 1,2 % | 1,4 % |

*Prévisions.

**Graphique 2 – Taux de chômage, Montréal (RMR), Québec et Canada, 2022-2026**




| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025* | 2026* |
|---|---|---|---|---|---|
| Mtl | 4,8 % | 5,1 % | 6,3 % | 6,6 % | 6,0 % |
| Qc | 4,3 % | 4,4 % | 5,3 % | 5,7 % | 5,5 % |
| Can | 5,3 % | 5,4 % | 6,4 % | 6,9 % | 6,6 % |

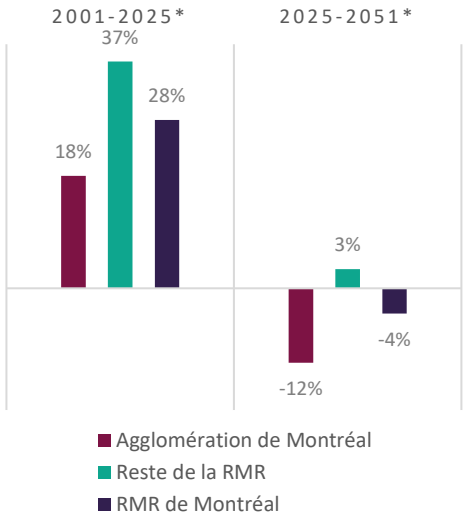
*Prévisions.

## La démographie

En 2025, la ville de Montréal compte 1,9 millions d'habitants. Ensemble, les 16 municipalités composant l'agglomération de Montréal regroupent 2,2 millions d'habitants. Il s'agit du cœur de la vaste RMR de Montréal, qui compte un total de 4,6 millions d'habitants.

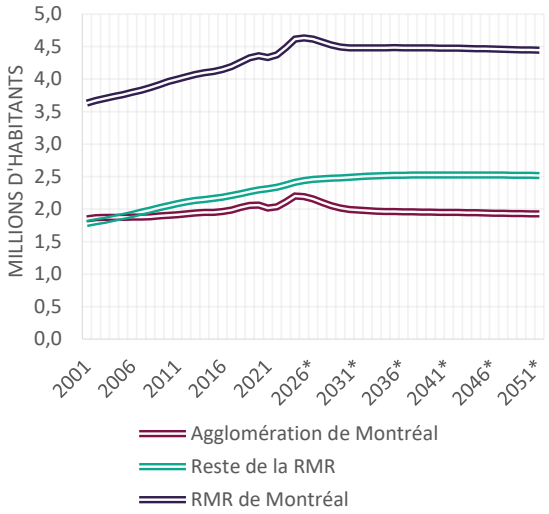
L'évolution démographique[1] récente montre une croissance de 18 % de la population de l'agglomération entre 2001 et 2025 — une hausse significative, mais inférieure à celle observée dans le reste de la RMR, qui atteint 37 % sur la même période. Selon les dernières projections de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), la population de l'agglomération pourrait diminuer de 12 % entre 2025 et 2051, tandis que celle du reste de la RMR connaîtrait une légère augmentation de 3 %. Ces tendances démographiques, passées et projetées annoncent des défis importants pour l'agglomération de Montréal.

**Graphique 3 – Évolution démographique passée et anticipée, RMR de Montréal, 2001-2051**




*Projections.

**Graphique 4 – Variation démographique, RMR de Montréal, 2001-2025 et 2025-2051**[2]




*Projections.

[3] Source : Institut de la statistique du Québec, juil. 2025

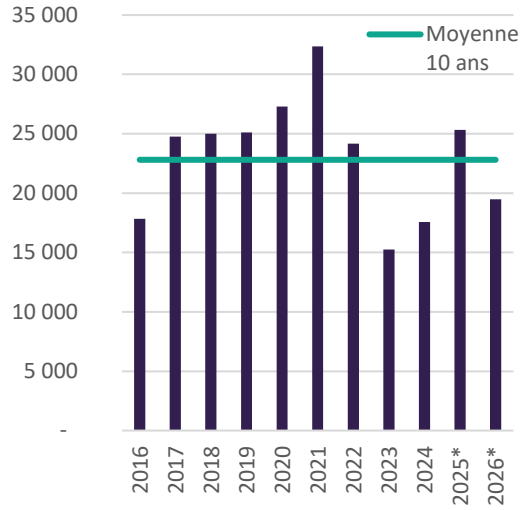
## Le marché immobilier

### Le marché immobilier résidentiel

Les ménages répondent à la baisse des taux hypothécaires. Au 3e trimestre de 2025, le nombre de ventes dans la RMR de Montréal était de 11 % supérieur à celui du 3e trimestre de 2024. Le nombre d'inscriptions en vigueur était en hausse pour les copropriétés (+11 %), mais en baisse pour les résidences unifamiliales (-1 %) et les immeubles à plusieurs logements (-10 %). Les prix sont en croissance et le nombre de jours moyen sur le marché en baisse alors que les conditions de marché demeurent à l'avantage des vendeuses et vendeurs dans les trois catégories de propriétés mentionnées. Les coûts d'accession à la propriété ont considérablement augmenté au cours des dernières années et l'abordabilité demeure un enjeu majeur.

Pour sa part, toujours selon les prévisions, le nombre de mises en chantier résidentielles dans la région métropolitaine devrait fléchir en 2026 et repasser nettement sous la moyenne des 10 dernières années.

**Graphique 5 – Nombre de mises en chantier, RMR de Montréal, 2016-2026** [4]




*Prévisions.

### Le marché immobilier non résidentiel

*Le marché des locaux pour le commerce de détail*

L'inflation élevée des dernières années incite les consommatrices et consommateurs à réduire leurs dépenses non essentielles, ce qui affecte négativement certains secteurs du commerce de détail. En revanche, les commerces alimentaires, moins sensibles aux fluctuations économiques, parviennent à tirer leur épingle du jeu dans ce contexte. Les investissements dans le commerce de détail étaient d'ailleurs en hausse au 3e trimestre de 2025 dans la région de Montréal. La fermeture de grands magasins, comme celui de La Baie d'Hudson sur la rue Sainte-Catherine Ouest, représente à la fois un défi et une occasion de repenser le dynamisme de plusieurs pôles commerciaux.

*Le marché des locaux pour les bureaux*

En dépit d'un contexte difficile caractérisé par des taux de disponibilité très élevés, le secteur montre des signes de stabilisation, notamment du côté des immeubles de classes AAA et A. Il bénéficie

[4] Source : Conference Board du Canada, décembre 2025.

d'investissements importants, tandis que les projets de redéveloppement se multiplient et que l'inventaire en sous-location atteint son niveau le plus bas depuis cinq ans.

*Le marché des locaux industriels*
Les tarifs douaniers récemment imposés par le gouvernement américain ont fragilisé plusieurs secteurs industriels au Canada, ce qui a entraîné des répercussions sur le marché des locaux industriels dans la région métropolitaine de Montréal. Avec des taux de disponibilité et d'inoccupation en hausse, les conditions demeurent avantageuses pour les locataires.

## Inflation

La Banque du Canada vise à maintenir l'inflation dans une fourchette de 1 % à 3 % et ajuste sa politique monétaire en fonction de cet objectif. En septembre 2025, l'inflation annuelle observée au Canada se situait à l'intérieur de cette plage, comme le montre l'encadré ci-dessous. Il convient toutefois de souligner que l'inflation au Québec s'est récemment écartée de celle observée dans le reste du Canada. Cette divergence s'explique principalement par le maintien de la taxe carbone appliquée aux consommateurs au Québec, alors qu'elle a été suspendue dans les autres provinces au printemps 2025. Cet écart devrait s'estomper en 2026.

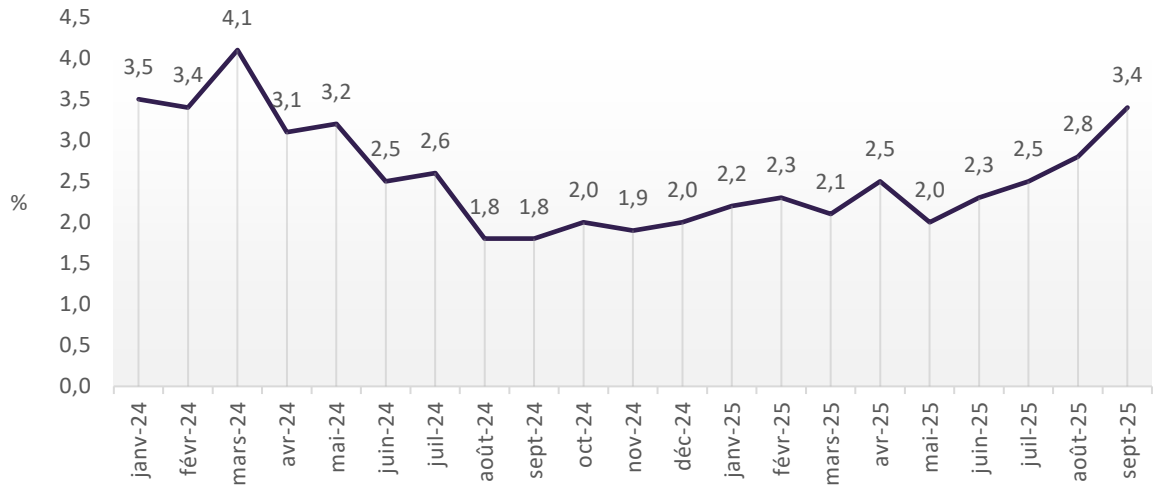
**Tableau 1 – Inflation annuelle observée au 30 septembre 2025**

| RMR de Montréal | Québec (prov.) | Canada |
|---|---|---|
| 3,4 % | 3,3 % | 2,4 % |

Source : Institut de la statistique du Québec.

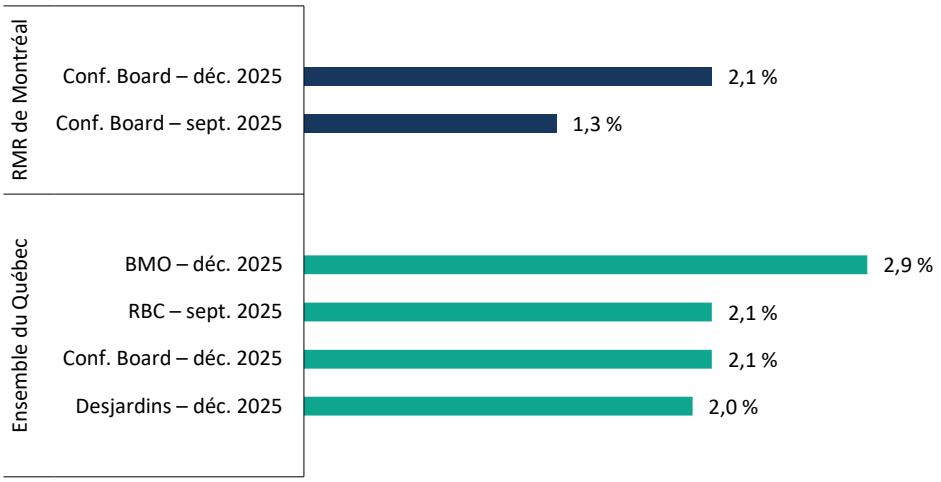
L'évolution de l'inflation annuelle observée ces derniers mois révèle des pressions à la hausse, tant à Montréal que dans le reste du Québec. En septembre 2025, la hausse annuelle des prix dans la région métropolitaine de Montréal a atteint 3,4 %, soit son niveau le plus élevé depuis le printemps 2024.

**Graphique 6 – Taux de croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC), RMR de Montréal, données mensuelles non désaisonnalisées, janvier 2024 – septembre 2025**



Les institutions financières s'attendent à ce que l'inflation se situe dans la fourchette cible en 2026. Le Conference Board du Canada, seul organisme à publier des prévisions spécifiques pour la région métropolitaine de Montréal, estime en décembre 2025 que l'inflation y atteindra 2,1 % en 2026, soit une hausse notable par rapport à son estimation de septembre (1,3 %). Pour l'ensemble du Québec, les grandes institutions financières et le Conference Board anticipent une inflation variant entre 2,0 % et 2,9 %.

**Graphique 7 – Évolution estimée de l'Indice des prix à la consommation, 2026**



# Budget de fonctionnement 2026 détaillé

## 4. SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES

Le budget de fonctionnement assure le financement des activités municipales et permet de couvrir les frais liés aux services offerts à la population tels que la sécurité publique, le déneigement, les loisirs et l'alimentation en eau potable. Les taxes municipales constituent sa principale source de revenus.

Le budget de fonctionnement 2026 de la Ville de Montréal s'élève à 7 665,9 M$, soit une hausse de 389,8 M$, ou 5,4 %, par rapport au budget de 2025.

Certains éléments particuliers expliquent 157,4 M$ de cette variation, soit 2,2 % :

- une croissance du service de dette de 87,3 M$, et la croissance du paiement au comptant, pour 15 M$;
- une croissance de 25,7 M$ des dépenses financées par le Programme de rénovation des habitations à loyer modique (PRHLM), un programme financé par la Société d'habitation du Québec;
- la tenue de l'événement Championnats du monde Route UCI 2026 à Montréal, qui encoure des dépenses non récurrentes de 18,7 M$ en 2026;
- le financement du déficit d'agglomération cumulé au 31 décembre 2024 qui se traduit par une augmentation de 10,7 M$ dans le budget 2026.

Sans ces éléments particuliers, la croissance du budget 2026 est de 3,2 %, ou 232,3 M$.

Puisque le budget est équilibré, la variation des dépenses est équivalente à celle des revenus.

**Principales variations des revenus**

Les principales variations de revenus par rapport au budget de 2025 sont :

- une hausse des charges fiscales relevant du conseil municipal de 3,4 %, générant 133,8 M$ de revenus additionnels pour la Ville;
    - environ le quart de cette hausse servira à financer le déploiement de la Stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034.
- un accroissement de 99,4 M$ d'affectation de revenus principalement pour financer la croissance du service de la dette et du paiement comptant des immobilisations (PCI), ainsi que la tenue de l'événement Championnats du monde Route UCI 2026 à Montréal;
- une hausse des quotes-parts provenant des villes reconstituées, générant 50,2 M$;
- une augmentation de 28 M$ des revenus de droits de mutation reflétant la réalité du marché immobilier;
- une croissance de 25,8 M$ des revenus provenant des contraventions de circulation et stationnement reflétant notamment une augmentation du nombre de constats émis ainsi que l'indexation des amendes en matière de stationnement;
- un ajout de 25,7 M$ pour le Programme de rénovation des habitations à loyer modique (PRHLM);
- une hausse de 25,2 M$ des revenus des taxes d'arrondissements;
- une hausse de 9,9 M$ des revenus d'intérêts sur arriérés de taxes principalement due à l'évaluation des comptes à recevoir et à l'historique des intérêts perçus;
- une hausse de 6,3 M$ provenant du partage de la croissance d'un point de la TVQ;
- une diminution de 43,5 M$ des revenus de transfert associés à la gestion des matières recyclables, dont 35,7 M$ est associée à la fin de la transition du régime de compensation.

**Principales variations des dépenses**

Les principales variations de dépenses par rapport au budget de 2025 sont :

- une augmentation de 177,3 M$ des dépenses corporatives, soit une hausse de 7,1 %. Les dépenses corporatives sont des dépenses qui ne figurent ni dans les services, ni dans les arrondissements. Cette hausse s'explique notamment par :
    - une hausse de 60,6 M$ du service de la dette brute;
    - une augmentation nette de 45,6 M$ de la contribution versée à l'ARTM;
    - une augmentation de 15 M$ de la stratégie d'accroissement du paiement au comptant des immobilisations (PCI);
    - une hausse de 10,7 M$ pour le financement du déficit de l'agglomération à la suite des résultats de l'exercice 2024;
    - une hausse de 8,1 M$ des frais de gestion et de la rémunération des employés prêtés à l'Agence de mobilité durable attribuable principalement à la bonification et la modernisation des services de surveillance;
    - l'ajout d'un budget de 4,6 M$ pour les priorités de l'administration, qui comprend notamment le financement d'un fonds de réserve pour l'urgence climatique pour les projets en arrondissement ainsi que la création de postes additionnels d'inspecteurs pour la surveillance de l'hébergement touristique de courte durée;
    - des économies anticipées de 16 M$ générées par le plan d'optimisation des ressources qui sera mis en œuvre dès 2026.

- une augmentation de 48,6 M$ pour certains éléments particuliers dans les budgets des services centraux, qui représentent à eux seuls une croissance de 1,3 % des dépenses des services :
    - une croissance du service de dette de 26,7 M$ inclus dans les budgets des services, principalement pour le financement des infrastructures de l'eau;
    - une croissance de 25,7 M$ des dépenses financées par le Programme de rénovation des habitations à loyer modique (PRHLM);
    - une somme non récurrente de 18,7 M$ pour soutenir la tenue de l'événement Championnats du monde Route UCI 2026 à Montréal, dont 11,6 M$ de dépenses en sécurité publique;
    - le retrait, en 2026, des sommes prévues pour la tenue de l'élection générale de 2025, soit une diminution de 22,5 M$.

- une augmentation nette de 118,3 M$ des budgets opérationnels des services centraux ou 3,2%, qui s'explique notamment par :
    - une hausse de 70,2 M$ pour l'indexation de la rémunération globale du personnel;
    - une hausse de 38 M$ pour le déploiement de la Stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034;
    - une bonification de 20 M$ dédiée à lutte contre l'itinérance, triplant ainsi l'aide financière qui lui est consacrée;
    - une hausse de 13,8 M$ pour la fourniture de services de gestion animalière sur le territoire de la Ville de Montréal;
    - une hausse de 14,4 M$ pour les technologies de l'information;
    - des efforts d'optimisation faits par les services, totalisant 62,6 M$ d'économies récurrentes : 52,2 M$ par le biais des revues d'unité réalisées par chaque service municipal, et 10,4 M$ par le biais d'autres mesures.
- une augmentation de 45,7 M$ des budgets des arrondissements, qui représente une croissance de 4,2 % de leurs budgets.

## Tableau 2 – Sommaire des prévisions budgétaires de 2026 – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **REVENUS** | | | | | | | |
| Taxes | 3 693 223,3 | 3 809 306,4 | 3 962 830,0 | 4 205 654,8 | 4 320 162,6 | 4 311 725,6 | 4 510 415,4 |
| Paiements tenant lieu de taxes | 285 843,3 | 264 410,7 | 296 764,6 | 287 922,5 | 285 296,1 | 285 296,1 | 294 249,3 |
| Quotes-parts | 438 752,6 | 487 408,5 | 524 022,1 | 544 236,7 | 567 764,0 | 567 764,0 | 617 951,0 |
| Transferts | 493 004,5 | 631 572,3 | 563 115,9 | 711 947,3 | 946 876,8 | 696 264,1 | 684 300,0 |
| Services rendus | 338 519,1 | 376 746,5 | 418 891,5 | 446 822,8 | 449 360,7 | 463 077,2 | 480 294,0 |
| Amendes et pénalités | 160 426,0 | 169 707,2 | 186 196,1 | 214 106,6 | 236 444,5 | 216 462,1 | 241 866,6 |
| Imposition de droits | 440 279,5 | 462 846,9 | 336 244,8 | 416 492,8 | 386 277,3 | 358 477,3 | 387 185,2 |
| Intérêts | 147 340,5 | 198 416,8 | 259 606,3 | 246 761,0 | 218 092,5 | 251 646,5 | 222 638,8 |
| Autres revenus | 39 138,9 | 34 817,8 | 63 001,7 | 78 750,8 | 132 380,4 | 36 779,3 | 38 964,1 |
| Affectation de revenus | 403 278,0 | 406 971,3 | 318 735,2 | 176 664,4 | 274 854,6 | 88 595,4 | 188 030,9 |
| **Total – Revenus** | **6 439 805,7** | **6 842 204,4** | **6 929 408,2** | **7 329 359,7** | **7 817 509,5** | **7 276 087,6** | **7 665 895,3** |
| | | | | | | | |
| **DÉPENSES** | | | | | | | |
| **Dépenses par secteurs d'activités** | | | | | | | |
| Services administratifs | 187 889,9 | 197 378,3 | 208 468,7 | 214 626,6 | 235 741,7 | 222 650,6 | 219 354,6 |
| Habitation et économie | 355 842,7 | 296 743,1 | 366 223,7 | 444 251,2 | 586 646,2 | 413 192,8 | 425 598,1 |
| Qualité de vie | 315 587,9 | 361 371,5 | 405 159,7 | 406 178,6 | 456 157,0 | 431 040,3 | 460 603,3 |
| Sécurité urbaine et conformité | 1 251 381,3 | 1 293 544,8 | 1 330 165,8 | 1 381 099,9 | 1 459 163,1 | 1 362 959,6 | 1 395 439,3 |
| Services de proximité | 367 353,5 | 430 276,5 | 481 750,9 | 485 594,6 | 584 371,8 | 476 297,7 | 510 088,6 |
| Urbanisme, mobilité et infrastructures | 601 736,1 | 600 394,3 | 654 704,4 | 702 252,2 | 774 232,6 | 741 443,3 | 786 817,9 |
| Arrondissements | 906 181,3 | 987 811,6 | 1 031 665,7 | 1 079 688,7 | 1 151 237,6 | 1 078 382,1 | 1 124 039,1 |
| **Total – Dépenses par secteurs d'activités** | **3 985 972,7** | **4 167 520,1** | **4 478 138,9** | **4 713 691,8** | **5 247 550,0** | **4 725 966,4** | **4 921 940,9** |
| | | | | | | | |
| **Dépenses de financement corporatives** | | | | | | | |
| Service de la dette brute | 848 245,8 | 999 892,1 | 902 391,5 | 896 389,3 | 921 710,6 | 931 391,3 | 992 045,3 |
| Paiement au comptant d'immobilisations | 484 320,2 | 431 190,5 | 657 184,4 | 547 476,1 | 514 407,8 | 518 898,4 | 550 031,1 |
| **Total – Dépenses de financement** | **1 332 566,0** | **1 431 082,6** | **1 559 575,9** | **1 443 865,4** | **1 436 118,4** | **1 450 289,7** | **1 542 076,4** |
| | | | | | | | |
| **Autres dépenses corporatives** | | | | | | | |
| Dépenses communes | 139 435,4 | 187 659,3 | (23 645,8) | 214 089,5 | 140 547,8 | 269 096,6 | 326 572,9 |
| Dépenses de contributions | 731 610,6 | 757 878,0 | 776 462,6 | 832 357,2 | 878 732,3 | 878 072,6 | 927 326,5 |
| **Total – Autres dépenses corporatives** | **871 046,0** | **945 537,3** | **752 816,8** | **1 046 446,7** | **1 019 280,1** | **1 147 169,2** | **1 253 899,4** |
| | | | | | | | |
| **Élimination des transactions internes et interentités[1]** | **(42 851,8)** | **(45 730,7)** | **(48 674,6)** | **(51 420,2)** | **(50 320,6)** | **(47 337,7)** | **(52 021,4)** |
| | | | | | | | |
| **Total – Dépenses[2]** | **6 146 732,9** | **6 498 409,3** | **6 741 857,0** | **7 152 583,7** | **7 652 627,9** | **7 276 087,6** | **7 665 895,3** |
| **SURPLUS DE L'EXERCICE** | **293 072,8** | **343 795,1** | **187 551,2** | **176 776,0** | **164 881,6** | **-** | **-** |

1 Les transactions internes résultent d'échanges de services facturés entre unités d'affaires au sein d'une même entité comptable. Ces transactions totalisent 46,7 M$ en 2025 et 51,4 M$ en 2026. Les transactions interentités résultent d'échanges entre unités d'affaires dont le fournisseur est dans une entité comptable différente de celle du client (municipal et agglomération). Les transactions interentités sont de l'ordre de 0,7 M$ au budget de 2025 et de 0,6 M$ au budget de 2026.

2 Les budgets des conseils municipal et d'agglomération (tels qu'ils sont présentés aux tableaux 3 et 4) ne peuvent pas être additionnés pour rendre compte du budget de la Ville de Montréal, en raison des transactions interentités (0,6 M$ en 2026) et des quotes-parts de la Ville de Montréal pour le financement des dépenses d'agglomération (2 724,5 M$ en 2026).

## Tableau 3 – Sommaire des prévisions budgétaires de 2026 – Budget du conseil municipal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **REVENUS** | | | | | | | |
| Taxes | 3 642 463,8 | 3 759 158,8 | 3 914 170,9 | 4 173 033,5 | 4 304 294,8 | 4 296 047,8 | 4 494 408,4 |
| Paiements tenant lieu de taxes | 285 843,3 | 264 410,7 | 296 764,6 | 287 922,5 | 285 296,1 | 285 296,1 | 294 249,3 |
| Transferts | 256 920,0 | 283 707,5 | 298 176,1 | 370 447,5 | 506 131,1 | 426 704,3 | 398 336,7 |
| Services rendus | 283 359,7 | 320 658,6 | 359 203,6 | 384 959,1 | 393 072,3 | 400 716,2 | 417 962,5 |
| Amendes et pénalités | 79 237,6 | 80 619,4 | 95 736,2 | 106 034,5 | 128 376,2 | 113 158,7 | 127 090,6 |
| Imposition de droits | 440 118,4 | 462 271,1 | 336 063,3 | 416 323,3 | 386 136,3 | 358 302,8 | 386 990,7 |
| Intérêts | 76 491,3 | 106 129,7 | 143 764,4 | 129 309,9 | 107 407,2 | 120 198,7 | 113 198,5 |
| Autres revenus | 28 908,2 | 18 949,0 | 16 049,3 | 23 891,5 | 56 891,0 | 28 940,2 | 30 295,2 |
| Affectation de revenus | 291 414,9 | 364 894,6 | 310 833,3 | 157 445,4 | 255 680,6 | 84 087,9 | 187 304,3 |
| **Total – Revenus** | **5 384 757,2** | **5 660 799,4** | **5 770 761,7** | **6 049 367,2** | **6 423 285,6** | **6 113 452,7** | **6 449 836,2** |
| **DÉPENSES** | | | | | | | |
| **Dépenses par secteurs d'activités** | | | | | | | |
| Services administratifs | 169 705,5 | 177 681,6 | 188 856,0 | 195 012,0 | 212 805,9 | 202 399,4 | 199 014,3 |
| Habitation et économie | 134 640,7 | 129 138,9 | 141 597,0 | 158 803,1 | 204 629,1 | 171 407,5 | 166 794,0 |
| Qualité de vie | 201 670,1 | 231 417,2 | 256 013,8 | 253 779,9 | 300 616,7 | 293 382,7 | 301 586,2 |
| Sécurité urbaine et conformité | 66 209,3 | 49 426,0 | 53 097,2 | 54 608,4 | 78 337,7 | 76 971,7 | 58 415,1 |
| Services de proximité | 313 254,2 | 366 059,0 | 412 249,3 | 405 612,0 | 490 627,6 | 395 514,1 | 427 832,7 |
| Urbanisme, mobilité et infrastructures | 332 706,4 | 317 164,8 | 358 673,6 | 382 141,2 | 419 536,5 | 397 156,0 | 413 102,5 |
| Arrondissements | 902 486,3 | 983 848,4 | 1 027 267,6 | 1 075 568,6 | 1 147 389,3 | 1 074 533,9 | 1 120 109,5 |
| **Total – Dépenses par secteurs d'activités** | **2 120 672,5** | **2 254 735,9** | **2 437 754,5** | **2 525 525,2** | **2 853 942,8** | **2 611 365,3** | **2 686 854,3** |
| **Quotes-parts pour le financement des activités de l'agglomération** | **2 067 728,2** | **2 294 430,3** | **2 354 180,9** | **2 449 120,9** | **2 540 327,0** | **2 540 327,0** | **2 724 474,2** |
| **Dépenses de financement corporatives** | | | | | | | |
| Service de la dette brute | 610 697,3 | 645 040,1 | 650 178,7 | 625 092,3 | 648 305,9 | 642 824,6 | 684 670,1 |
| Paiement au comptant d'immobilisations | 296 895,0 | 319 602,3 | 362 743,0 | 303 556,9 | 327 673,1 | 330 416,4 | 355 558,6 |
| **Total – Dépenses de financement** | **907 592,3** | **964 642,4** | **1 012 921,7** | **928 649,2** | **975 979,0** | **973 241,0** | **1 040 228,7** |
| **Autres dépenses corporatives** | | | | | | | |
| Dépenses communes | (88 541,2) | (34 066,6) | (192 815,4) | (58 877,4) | (72 658,3) | (28 503,2) | (14 927,5) |
| Dépenses de contributions | 58 285,0 | 59 266,4 | 60 729,5 | 59 293,4 | 61 690,2 | 63 709,0 | 64 587,0 |
| **Total – Autres dépenses corporatives** | **(30 256,2)** | **25 199,8** | **(132 085,9)** | **416,0** | **(10 968,1)** | **35 205,8** | **49 659,5** |
| **Élimination des transactions internes** | **(40 639,9)** | **(43 505,2)** | **(47 071,5)** | **(50 180,1)** | **(49 503,0)** | **(46 686,4)** | **(51 380,5)** |
| **Total – Dépenses** | **5 025 096,9** | **5 495 503,2** | **5 625 699,7** | **5 853 531,2** | **6 309 777,7** | **6 113 452,7** | **6 449 836,2** |
| **SURPLUS DE L'EXERCICE** | **359 660,3** | **165 296,2** | **145 062,0** | **195 836,0** | **113 507,9** | **-** | **-** |

## Tableau 4 – Sommaire des prévisions budgétaires de 2026 – Budget du conseil d'agglomération

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **REVENUS** | | | | | | | |
| Taxes | 50 759,5 | 50 147,6 | 48 659,1 | 32 621,3 | 15 867,8 | 15 677,8 | 16 007,0 |
| Quotes-parts | 2 506 480,8 | 2 781 838,8 | 2 878 203,0 | 2 993 357,6 | 3 108 091,0 | 3 108 091,0 | 3 342 425,2 |
| Transferts | 236 084,4 | 347 864,8 | 264 939,9 | 341 499,6 | 440 745,9 | 269 559,8 | 285 963,3 |
| Services rendus | 57 370,7 | 58 313,2 | 61 291,1 | 63 104,3 | 57 105,3 | 63 012,3 | 62 972,4 |
| Amendes et pénalités | 81 188,4 | 89 087,8 | 90 459,8 | 108 072,1 | 108 068,3 | 103 303,4 | 114 776,0 |
| Imposition de droits | 161,1 | 575,8 | 181,5 | 169,5 | 141,0 | 174,5 | 194,5 |
| Intérêts | 70 849,3 | 92 287,1 | 115 841,8 | 117 451,0 | 110 685,3 | 131 447,8 | 109 440,3 |
| Autres revenus | 10 230,7 | 15 868,8 | 46 952,4 | 54 859,3 | 75 489,4 | 7 839,1 | 8 668,9 |
| Affectation de revenus | 111 863,1 | 42 076,8 | 7 902,0 | 19 219,0 | 19 174,0 | 4 507,5 | 726,6 |
| **Total – Revenus** | **3 124 988,0** | **3 478 060,7** | **3 514 430,6** | **3 730 353,7** | **3 935 368,0** | **3 703 613,2** | **3 941 174,2** |
| | | | | | | | |
| **DÉPENSES** | | | | | | | |
| **Dépenses par secteurs d'activités** | | | | | | | |
| Services administratifs | 18 184,3 | 19 696,4 | 19 613,1 | 19 615,0 | 22 935,8 | 20 251,2 | 20 340,3 |
| Habitation et économie | 221 202,1 | 167 604,2 | 224 626,7 | 285 448,1 | 382 017,1 | 241 785,3 | 258 804,1 |
| Qualité de vie | 113 917,8 | 129 954,5 | 149 145,6 | 152 398,8 | 155 540,2 | 137 657,6 | 159 017,1 |
| Sécurité urbaine et conformité | 1 185 172,0 | 1 244 119,0 | 1 277 068,6 | 1 326 491,3 | 1 380 825,4 | 1 285 987,9 | 1 337 024,2 |
| Services de proximité | 54 099,7 | 64 217,2 | 69 501,9 | 79 983,2 | 93 743,9 | 80 783,6 | 82 255,9 |
| Urbanisme, mobilité et infrastructures | 269 029,6 | 283 229,4 | 296 030,4 | 320 111,4 | 354 696,0 | 344 287,3 | 373 715,4 |
| Arrondissements | 3 693,8 | 3 963,3 | 4 398,0 | 4 118,9 | 3 848,2 | 3 848,2 | 3 929,6 |
| **Total – Dépenses par secteurs d'activités** | **1 865 299,3** | **1 912 784,0** | **2 040 384,3** | **2 188 166,7** | **2 393 606,6** | **2 114 601,1** | **2 235 086,6** |
| | | | | | | | |
| **Dépenses de financement corporatives** | | | | | | | |
| Service de la dette brute | 237 548,6 | 354 852,0 | 252 212,8 | 271 297,1 | 273 404,7 | 288 566,7 | 307 375,2 |
| Paiement au comptant d'immobilisations | 187 425,4 | 111 588,3 | 294 441,5 | 243 919,1 | 186 734,7 | 188 482,0 | 194 472,5 |
| **Total – Dépenses de financement** | **424 974,0** | **466 440,3** | **546 654,3** | **515 216,2** | **460 139,4** | **477 048,7** | **501 847,7** |
| | | | | | | | |
| **Autres dépenses corporatives** | | | | | | | |
| Dépenses communes | 227 976,6 | 221 725,9 | 169 169,7 | 272 967,0 | 213 206,1 | 297 599,8 | 341 500,4 |
| Dépenses de contributions | 673 325,6 | 698 611,6 | 715 733,1 | 773 063,8 | 817 042,2 | 814 363,6 | 862 739,5 |
| **Total – Autres dépenses corporatives** | **901 302,2** | **920 337,5** | **884 902,8** | **1 046 030,8** | **1 030 248,3** | **1 111 963,4** | **1 204 239,9** |
| | | | | | | | |
| **Total – Dépenses** | **3 191 575,5** | **3 299 561,8** | **3 471 941,4** | **3 749 413,7** | **3 883 994,3** | **3 703 613,2** | **3 941 174,2** |
| **SURPLUS DE L'EXERCICE** | **(66 587,5)** | **178 498,9** | **42 489,2** | **(19 060,0)** | **51 373,7** | **-** | **-** |

# 5. ANALYSE DES REVENUS

## 5.1. Taxes et paiements tenant lieu de taxes

Les taxes municipales constituent la principale source de revenus de la Ville de Montréal. Elles sont composées de la taxe foncière générale, de la taxe spéciale relative au service de l'eau, de la taxe spéciale relative au service de la voirie, de la taxe relative au financement de la contribution à l'ARTM ainsi que des taxes d'arrondissement relatives aux services et aux investissements. Il existe aussi d'autres taxes, notamment la taxe sur les parcs de stationnement et la tarification volumétrique pour le service d'eau, appliquées aux immeubles non résidentiels.

Les paiements tenant lieu de taxes regroupent les revenus provenant des propriétaires d'immeubles qui sont non imposables, mais qui sont assujettis au paiement de montants compensatoires. Ces immeubles sont, entre autres, détenus par les gouvernements du Canada et du Québec et leurs entreprises respectives. Ils incluent les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

**Tableau 5 – Taxes et paiements tenant lieu de taxes – Budget de la Ville de Montréal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Taxes** | | | | | | | |
| Taxes foncières générales | 3 066 382,3 | 3 076 663,8 | 3 185 911,2 | 3 370 615,4 | 3 469 572,0 | 3 461 572,0 | 3 622 594,6 |
| Gestion de l'eau potable et des eaux usées | 400 622,3 | 414 768,2 | 447 843,9 | 474 651,9 | 493 039,7 | 492 789,7 | 528 912,9 |
| Gestion des matières résiduelles | 18,9 | (0,1) | 0,2 | - | - | - | - |
| Contributions au service de la dette | 110 572,1 | 202 675,1 | 209 911,0 | 215 101,6 | 218 267,1 | 218 267,1 | 217 854,3 |
| Centre d'urgence 911 | 13 565,2 | 13 593,9 | 13 053,1 | 15 175,4 | 15 677,8 | 15 677,8 | 16 007,0 |
| Taxe sur l'immatriculation | 37 194,3 | 36 553,7 | 35 606,0 | 17 445,9 | 190,0 | - | - |
| Taxe sur les parcs de stationnement | 19 284,5 | 18 829,9 | 23 320,1 | 26 405,3 | 35 625,0 | 35 625,0 | 35 153,7 |
| Taxe relative à la voirie | 19 224,3 | 19 409,2 | 19 536,1 | 19 777,9 | 19 752,6 | 19 752,6 | 20 332,4 |
| Taxe relative au financement de la contribution ARTM | 11 307,0 | 11 604,7 | 11 462,1 | 49 484,1 | 50 161,8 | 50 161,8 | 51 036,0 |
| Autres | 15 052,4 | 15 208,0 | 16 186,3 | 16 997,3 | 17 876,6 | 17 879,6 | 18 524,5 |
| **Total – Taxes** | **3 693 223,3** | **3 809 306,4** | **3 962 830,0** | **4 205 654,8** | **4 320 162,6** | **4 311 725,6** | **4 510 415,4** |
| **Paiements tenant lieu de taxes** | | | | | | | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | 36 693,2 | 33 841,3 | 35 312,0 | 46 027,0 | 42 115,8 | 42 115,8 | 42 305,0 |
| Réseaux de la santé, des services sociaux et de l'éducation | 190 087,7 | 166 410,9 | 176 741,1 | 169 697,1 | 179 135,8 | 179 135,8 | 184 205,3 |
| Gouvernements étrangers et organismes internationaux | 1 862,8 | 1 672,8 | 1 768,7 | 1 453,6 | 1 515,3 | 1 515,3 | 1 565,6 |
| Gouvernement du Canada et ses entreprises | 40 348,3 | 43 588,8 | 62 755,1 | 49 566,9 | 51 713,5 | 51 713,5 | 54 703,3 |
| Organismes municipaux | 14 837,5 | 16 876,7 | 18 125,9 | 19 069,4 | 8 884,4 | 8 884,4 | 9 461,9 |
| Autres | 2 013,8 | 2 020,2 | 2 061,8 | 2 108,5 | 1 931,3 | 1 931,3 | 2 008,2 |
| **Total – Paiements tenant lieu de taxes** | **285 843,3** | **264 410,7** | **296 764,6** | **287 922,5** | **285 296,1** | **285 296,1** | **294 249,3** |

## Budget du conseil municipal

### Tableau 6 – Taxes et paiements tenant lieu de taxes – Budget du conseil municipal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Taxes** | | | | | | | |
| Taxes foncières générales | 3 066 382,3 | 3 076 663,8 | 3 185 911,2 | 3 370 615,4 | 3 469 572,0 | 3 461 572,0 | 3 622 594,6 |
| Gestion de l'eau potable et des eaux usées | 400 622,3 | 414 768,2 | 447 843,9 | 474 651,9 | 493 039,7 | 492 789,7 | 528 912,9 |
| Gestion des matières résiduelles | 18,9 | (0,1) | 0,2 | - | - | - | - |
| Contributions au service de la dette | 110 572,1 | 202 675,1 | 209 911,0 | 215 101,6 | 218 267,1 | 218 267,1 | 217 854,3 |
| Taxe sur les parcs de stationnement | 19 284,5 | 18 829,9 | 23 320,1 | 26 405,3 | 35 625,0 | 35 625,0 | 35 153,7 |
| Taxe relative à la voirie | 19 224,3 | 19 409,2 | 19 536,1 | 19 777,9 | 19 752,6 | 19 752,6 | 20 332,4 |
| Taxe relative au financement de la contribution ARTM | 11 307,0 | 11 604,7 | 11 462,1 | 49 484,1 | 50 161,8 | 50 161,8 | 51 036,0 |
| Autres | 15 052,4 | 15 208,0 | 16 186,3 | 16 997,3 | 17 876,6 | 17 879,6 | 18 524,5 |
| **Total – Taxes** | **3 642 463,8** | **3 759 158,8** | **3 914 170,9** | **4 173 033,5** | **4 304 294,8** | **4 296 047,8** | **4 494 408,4** |
| **Paiements tenant lieu de taxes** | | | | | | | |
| Gouvernement du Québec et ses entreprises | 36 693,2 | 33 841,3 | 35 312,0 | 46 027,0 | 42 115,8 | 42 115,8 | 42 305,0 |
| Réseaux de la santé, des services sociaux et de l'éducation | 190 087,7 | 166 410,9 | 176 741,1 | 169 697,1 | 179 135,8 | 179 135,8 | 184 205,3 |
| Gouvernements étrangers et organismes internationaux | 1 862,8 | 1 672,8 | 1 768,7 | 1 453,6 | 1 515,3 | 1 515,3 | 1 565,6 |
| Gouvernement du Canada et ses entreprises | 40 348,3 | 43 588,8 | 62 755,1 | 49 566,9 | 51 713,5 | 51 713,5 | 54 703,3 |
| Organismes municipaux | 14 837,5 | 16 876,7 | 18 125,9 | 19 069,4 | 8 884,4 | 8 884,4 | 9 461,9 |
| Autres | 2 013,8 | 2 020,2 | 2 061,8 | 2 108,5 | 1 931,3 | 1 931,3 | 2 008,2 |
| **Total – Paiements tenant lieu de taxes** | **285 843,3** | **264 410,7** | **296 764,6** | **287 922,5** | **285 296,1** | **285 296,1** | **294 249,3** |

### Variations budgétaires

Les revenus de taxes et de paiements tenant lieu de taxes sont en hausse de 207,3 M$, soit 4,5 %. Cette hausse s'explique principalement par :

- une hausse des charges fiscales relevant du conseil municipal de 3,4 % générant des revenus additionnels de 133,8 M$. Environ le quart de cette hausse servira à financer le déploiement de la Stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034;
- une croissance immobilière qui devrait rapporter près de 45 M$;
- une hausse de 25,2 M$ des revenus des taxes d'arrondissement.

La structure fiscale de la Ville de Montréal et ses nouveautés sont expliquées plus en détail dans la sous-section *Fiscalité locale*, de la section *Renseignements complémentaires*.

## Budget du conseil d'agglomération

### Tableau 7 – Taxes et paiements tenant lieu de taxes – Budget du conseil d'agglomération

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Taxes** | | | | | | | |
| Centre d'urgence 911 | 13 565,2 | 13 593,9 | 13 053,1 | 15 175,4 | 15 677,8 | 15 677,8 | 16 007,0 |
| Taxe sur l'immatriculation | 37 194,3 | 36 553,7 | 35 606,0 | 17 445,9 | 190,0 | - | - |
| **Total – Taxes** | **50 759,5** | **50 147,6** | **48 659,1** | **32 621,3** | **15 867,8** | **15 677,8** | **16 007,0** |

### Variations budgétaires

En 2026, les revenus de taxes du budget du conseil d'agglomération totalisent 16 M$, soit une hausse de 0,3 M$ par rapport au budget de 2025 en raison de l'indexation du taux de la taxe pour le financement du service 911.

## 5.2. Quotes-parts

Les revenus de quotes-parts représentent les sommes exigées des municipalités liées afin de financer les dépenses nettes de l'agglomération. Par « dépenses nettes », on entend les dépenses à couvrir une fois déduits les autres revenus de l'agglomération (transferts, taxes, etc.).

Dans le tableau ci-dessous, les revenus de quotes-parts sont ceux provenant uniquement des 15 villes reconstituées. En 2026, ces revenus totalisent à 618 M$.

**Tableau 8 – Quotes-parts – Budget de la Ville de Montréal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Quotes-parts** | | | | | | | |
| Dépenses générales | 386 127,7 | 397 637,9 | 447 099,6 | 474 300,5 | 490 429,8 | 490 429,8 | 532 014,7 |
| Service de l'eau | 24 465,3 | 25 736,5 | 33 080,4 | 35 723,9 | 35 862,6 | 35 862,6 | 40 721,3 |
| Alimentation en eau potable | 14 145,7 | 16 369,3 | 16 344,9 | 15 390,7 | 18 629,2 | 18 629,2 | 18 980,3 |
| Dettes de la voirie artérielle (2006-2008) | 407,6 | 397,7 | 387,8 | 377,9 | 368,1 | 368,1 | 358,2 |
| Service des premiers répondants | 1 465,9 | 1 778,4 | 2 025,6 | 2 180,1 | 1 647,2 | 1 647,2 | 1 797,5 |
| Tarifaire (compteurs d'eau) | 330,1 | 215,8 | 172,3 | 122,7 | 41,1 | 41,1 | 36,4 |
| Déficit - Exercices antérieurs | 3 700,8 | 36 667,6 | 15 870,0 | 5 923,1 | 8 199,0 | 8 199,0 | 10 294,4 |
| Financement des investissements admissibles à la TECQ | 4 128,8 | 4 542,0 | 5 008,1 | 6 229,0 | 8 664,8 | 8 664,8 | 9 896,2 |
| Financement des investissements admissibles au FCCQ | 3 980,7 | 4 063,3 | 4 033,4 | 3 988,8 | 3 922,2 | 3 922,2 | 3 852,0 |
| **Total – Quotes-parts** | **438 752,6** | **487 408,5** | **524 022,1** | **544 236,7** | **567 764,0** | **567 764,0** | **617 951,0** |

Pour le budget du conseil d'agglomération, les revenus de quotes-parts proviennent de l'ensemble des 16 villes liées de l'agglomération, soit les 15 villes reconstituées et la Ville de Montréal. Ces revenus servent à financer les services communs placés sous l'autorité du conseil d'agglomération. En 2026, ces revenus totalisent 3 342,4 M$.

**Tableau 9 – Quotes-parts – Budget du conseil d'agglomération**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Quotes-parts** | | | | | | | |
| Dépenses générales | 2 221 753,8 | 2 291 161,3 | 2 475 854,0 | 2 624 750,6 | 2 715 111,6 | 2 715 111,6 | 2 898 589,5 |
| Service de l'eau | 140 772,0 | 148 291,6 | 183 185,9 | 197 693,7 | 198 542,2 | 198 542,2 | 221 863,0 |
| Alimentation en eau potable | 93 677,1 | 99 420,7 | 96 429,7 | 100 506,1 | 110 879,0 | 110 879,0 | 121 697,9 |
| Dettes de la voirie artérielle (2006-2008) | 5 516,2 | 5 382,3 | 5 248,4 | 5 114,5 | 4 980,7 | 4 980,7 | 4 846,8 |
| Service des premiers répondants | 8 921,5 | 10 834,5 | 11 869,9 | 12 761,3 | 9 641,7 | 9 641,7 | 10 309,9 |
| Tarifaire (compteurs d'eau) | 1 743,8 | 1 490,0 | 1 766,2 | 1 339,6 | 928,1 | 928,1 | 875,7 |
| Déficit - Exercices antérieurs | 21 294,0 | 211 276,0 | 87 881,4 | 32 778,0 | 45 391,3 | 45 391,3 | 56 087,1 |
| Financement des investissements admissibles à la TECQ | 5 718,1 | 6 101,1 | 7 936,1 | 10 052,7 | 14 348,0 | 14 348,0 | 20 035,2 |
| Financement des investissements admissibles au FCCQ | 7 084,3 | 7 881,3 | 8 031,4 | 8 361,1 | 8 268,4 | 8 268,4 | 8 120,1 |
| **Total – Quotes-parts** | **2 506 480,8** | **2 781 838,8** | **2 878 203,0** | **2 993 357,6** | **3 108 091,0** | **3 108 091,0** | **3 342 425,2** |

**Variations budgétaires**

Il existe en tout neuf quotes-parts différentes. Outre celle destinée au financement des dépenses générales, plusieurs quotes-parts servent à financer des activités spécifiques, notamment les dépenses liées à la gestion de l'eau. En 2026, les quotes-parts demandées par l'agglomération de Montréal pour le financement des dépenses augmentent de 234,3 M$, soit une hausse de 7,5 % par rapport à l'exercice précédent.

## Tableau 10 – Quotes-parts des villes liées

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Quotes-parts des villes liées** | | | | | | | |
| Baie-D'Urfé | 13 115,9 | 14 545,8 | 16 717,7 | 17 287,7 | 18 099,9 | 18 099,9 | 23 570,2 |
| Beaconsfield | 24 049,1 | 26 553,8 | 29 209,6 | 29 982,7 | 31 373,6 | 31 373,6 | 31 231,5 |
| Côte-Saint-Luc | 28 993,7 | 31 979,5 | 34 973,6 | 36 128,0 | 37 443,2 | 37 443,2 | 38 137,5 |
| Dollard-des-Ormeaux | 43 480,5 | 48 576,6 | 55 030,3 | 56 515,5 | 59 012,7 | 59 012,7 | 60 954,1 |
| Dorval | 71 601,6 | 79 124,7 | 80 741,6 | 84 640,4 | 88 255,3 | 88 255,3 | 103 623,5 |
| Hampstead | 11 158,2 | 12 372,2 | 13 799,5 | 14 121,5 | 14 815,0 | 14 815,0 | 14 913,0 |
| Kirkland | 31 139,1 | 34 844,6 | 36 996,4 | 37 808,1 | 39 585,9 | 39 585,9 | 41 331,1 |
| L'Île-Dorval | 90,5 | 114,8 | 101,8 | 98,1 | 120,8 | 120,8 | 112,6 |
| Montréal-Est | 17 122,7 | 19 126,9 | 23 040,1 | 24 356,9 | 25 404,1 | 25 404,1 | 30 974,3 |
| Montréal-Ouest | 5 960,6 | 6 570,7 | 7 348,1 | 7 553,0 | 7 857,4 | 7 857,4 | 8 054,5 |
| Mont-Royal | 56 108,7 | 62 666,5 | 67 127,7 | 69 148,7 | 71 397,3 | 71 397,3 | 73 462,0 |
| Pointe-Claire | 65 056,1 | 72 434,1 | 78 451,9 | 83 332,6 | 88 421,7 | 88 421,7 | 103 787,5 |
| Sainte-Anne-de-Bellevue | 7 722,2 | 8 664,2 | 10 085,4 | 10 632,6 | 10 992,6 | 10 992,6 | 12 487,3 |
| Senneville | 3 241,9 | 3 592,9 | 4 095,5 | 4 275,6 | 4 458,2 | 4 458,2 | 5 587,2 |
| Westmount | 59 911,9 | 66 241,2 | 66 302,8 | 68 355,4 | 70 526,3 | 70 526,3 | 69 724,7 |
| Ville de Montréal | 2 067 728,2 | 2 294 430,4 | 2 354 180,9 | 2 449 120,9 | 2 540 327,0 | 2 540 327,0 | 2 724 474,2 |
| **Total – Quotes-parts des villes liées** | **2 506 480,9** | **2 781 838,9** | **2 878 202,9** | **2 993 357,7** | **3 108 091,0** | **3 108 091,0** | **3 342 425,2** |

Le potentiel fiscal d'agglomération demeure le principal critère de répartition des quotes-parts entre les villes liées. Les variations observées dans chaque ville s'expliquent donc en grande partie par les variations dans leur potentiel fiscal respectif.

Les quotes-parts sont expliquées plus en détail dans la sous-section *Quotes-parts et fiscalité d'agglomération* de la section *Renseignements complémentaires* du présent document.

## 5.3. Transferts

Les revenus de transferts sont des sommes reçues des gouvernements supérieurs sous forme de subventions. En règle générale, ces subventions sont liées à des ententes de partage de frais et sont donc destinées à des fins précises. Cependant, il existe aussi des transferts de droits, qui sont des sommes versées à la Ville en fonction des dispositions d'une loi ou d'un règlement constitutif.

**Tableau 11 – Transferts – Budget de la Ville de Montréal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Transferts** | | | | | | | |
| Contribution au service de la dette | 21 499,1 | 17 933,5 | 15 452,3 | 10 585,5 | 6 887,0 | 5 158,8 | 5 796,8 |
| Partage de la croissance d'un point de TVQ | 14 204,4 | 23 170,4 | 27 961,4 | 91 995,5 | 134 531,0 | 134 389,9 | 140 718,6 |
| CMM | 38 774,0 | 37 983,2 | 39 764,9 | 68 275,5 | 116 176,3 | 115 933,5 | 138 025,2 |
| AccèsLogis | 53 386,1 | 31 557,7 | 80 169,3 | 81 245,1 | 82 688,3 | 29 425,0 | 35 555,1 |
| Gestion des matières résiduelles | 47 254,7 | 48 256,4 | 50 672,8 | 66 296,0 | 114 257,0 | 108 008,0 | 64 990,5 |
| Rénovation urbaine | 15 238,8 | 12 347,9 | 11 450,7 | 11 065,9 | 12 029,5 | 15 204,0 | 11 204,0 |
| Développement économique | 34 161,5 | 130 125,2 | 34 339,7 | 38 511,8 | 106 840,9 | - | - |
| Sécurité publique (police) | 20 046,7 | 56 747,4 | 42 400,5 | 74 645,2 | 73 002,5 | 71 005,6 | 66 496,5 |
| Lutte contre la pauvreté | 9 689,3 | 11 195,6 | 14 730,7 | 9 945,4 | 21 224,3 | 5 000,0 | 5 000,0 |
| Projet des premiers répondants | 8 445,1 | 8 799,8 | 6 627,2 | 7 832,7 | 8 000,0 | 11 200,0 | 11 200,0 |
| Loisirs et culture | 9 816,1 | 22 142,5 | 16 932,6 | 4 283,0 | 11 533,0 | 4 518,0 | 4 518,0 |
| Violence conjugale | 1 479,7 | 1 483,6 | 1 238,0 | 2 223,6 | 3 275,0 | 2 106,3 | 3 750,0 |
| Programmes de financements pluriannuels | 33 150,2 | 26 708,8 | 15 623,0 | 29 930,8 | 24 459,2 | 24 099,3 | 22 394,1 |
| Réflexe Montréal – Volet « Inconditionnel » | 97 721,9 | 102 608,0 | 102 608,0 | 107 738,4 | 113 125,3 | 109 562,5 | 113 125,3 |
| Réflexe Montréal – Développement économique | 28 548,4 | 28 316,2 | 47 962,8 | 51 618,8 | 47 725,0 | 50 000,0 | 50 000,0 |
| Aide gouvernementale COVID-19 | 761,5 | - | - | - | - | - | - |
| Autres | 58 827,0 | 72 196,1 | 55 182,0 | 55 754,1 | 71 122,5 | 10 653,2 | 11 525,9 |
| **Total – Transferts** | **493 004,5** | **631 572,3** | **563 115,9** | **711 947,3** | **946 876,8** | **696 264,1** | **684 300,0** |

## Budget du conseil municipal

### Tableau 12 – Transferts – Budget du conseil municipal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Transferts** | | | | | | | |
| Contribution au service de la dette | 9 894,4 | 9 573,6 | 8 233,5 | 4 768,5 | 618,6 | 618,6 | 828,0 |
| Partage de la croissance d'un point de TVQ | 14 204,4 | 23 170,4 | 27 961,4 | 91 995,5 | 134 531,0 | 134 389,9 | 140 718,6 |
| CMM | 24 603,2 | 25 500,0 | 24 546,0 | 24 723,3 | 24 783,5 | 24 783,5 | 24 783,5 |
| Gestion des matières résiduelles | 37 386,1 | 44 243,7 | 42 294,0 | 49 042,0 | 102 624,5 | 99 588,0 | 64 990,5 |
| Rénovation urbaine | 14 040,5 | 11 813,7 | 11 442,0 | 11 127,1 | 12 029,5 | 15 204,0 | 11 204,0 |
| Développement économique | 12 489,1 | 5 118,3 | 16 151,6 | 12 496,7 | 38 337,9 | - | - |
| Lutte contre la pauvreté | - | - | 2 123,3 | 2 802,7 | 6 000,0 | 5 000,0 | 5 000,0 |
| Loisirs et culture | 9 805,4 | 21 819,7 | 16 058,3 | 4 235,5 | 11 490,1 | 4 518,0 | 4 518,0 |
| Programmes de financements pluriannuels | 22 264,4 | 18 710,2 | 15 609,3 | 18 784,1 | 13 458,8 | 13 388,9 | 12 524,6 |
| Réflexe Montréal – Volet « Inconditionnel » | 97 721,9 | 102 608,0 | 102 608,0 | 107 738,4 | 113 125,3 | 109 562,5 | 113 125,3 |
| Réflexe Montréal – Développement économique | 1 635,9 | 9 186,5 | 10 495,9 | 11 295,6 | 11 528,1 | 15 000,0 | 15 000,0 |
| Autres | 12 874,7 | 11 963,4 | 20 652,8 | 31 438,1 | 37 603,8 | 4 650,9 | 5 644,2 |
| **Total – Transferts** | **256 920,0** | **283 707,5** | **298 176,1** | **370 447,5** | **506 131,1** | **426 704,3** | **398 336,7** |

### Variations budgétaires

En 2026, les revenus de transferts sont en baisse de 28,4 M$. Cette variation s'explique principalement par :

- une augmentation de 6,3 M$ provenant du partage de la croissance d'un point de la TVQ. Cette hausse est attribuable à la croissance des revenus de la TVQ perçus par le gouvernement du Québec;
- une diminution de 34,6 M$ pour les transferts associés à la gestion des matières résiduelles, principalement liée à la gestion des matières recyclables :
  - À partir de 2025, les municipalités sont entièrement compensées pour l'ensemble des coûts afférents à la gestion des matières recyclables. Ainsi, la Ville de Montréal reçoit une compensation pour l'ensemble des dépenses réelles liées aux matières recyclables à la suite de la mise en œuvre du projet de loi 65 en remplacement du régime de compensation précédent. Les sommes sont dorénavant versées l'année où la dépense est réalisée;
  - Dans l'ancien régime de compensation, celle-ci était versée l'année suivant la dépense. Ainsi, dans le budget 2025, une somme non récurrente de 27,3 M$, associée au précédent régime de compensation était prévue. Cette somme n'est plus au budget 2026
  - Des diminutions de coûts dans les contrats externes, combinées au transfert de l'activité de la fourniture des bacs de recyclage vers Éco Entreprises Québec expliquent l'écart résiduel.
- une diminution de 4 M$ des transferts destinés à la rénovation urbaine, attribuable à la suspension du Programme Rénovation Québec (PRQ) par la SHQ;
- une indexation de 3,6 M$ des transferts découlant de l'entente Réflexe Montréal – Volet « Inconditionnel ». Cette indexation est basée sur la variation du produit intérieur brut nominal de la région de Montréal;
- une hausse de 1 M$ de la rubrique *Autres* associée principalement à l'Escouade dédiée aux hébergements touristiques de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal.

## Budget du conseil d'agglomération

### Tableau 13 – Transferts – Budget du conseil d'agglomération

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Transferts** | | | | | | | |
| Contribution au service de la dette | 11 604,7 | 8 359,9 | 7 218,8 | 5 817,0 | 6 268,4 | 4 540,2 | 4 968,8 |
| CMM | 14 170,8 | 12 483,2 | 15 218,9 | 43 552,2 | 91 392,8 | 91 150,0 | 113 241,7 |
| AccèsLogis | 53 386,1 | 31 557,7 | 80 169,3 | 81 245,1 | 82 688,3 | 29 425,0 | 35 555,1 |
| Gestion des matières résiduelles | 9 868,6 | 4 012,6 | 8 378,8 | 17 254,0 | 11 632,5 | 8 420,0 | - |
| Rénovation urbaine | 1 198,2 | 534,2 | 8,7 | (61,3) | - | - | - |
| Développement économique | 21 672,4 | 125 006,9 | 18 188,1 | 26 015,1 | 68 503,0 | - | - |
| Sécurité publique (police) | 20 046,7 | 56 747,4 | 42 400,5 | 74 645,2 | 73 002,5 | 71 005,6 | 66 496,5 |
| Lutte contre la pauvreté | 9 689,3 | 11 195,6 | 12 607,4 | 7 142,7 | 15 224,3 | - | - |
| Projet des premiers répondants | 8 445,1 | 8 799,8 | 6 627,2 | 7 832,7 | 8 000,0 | 11 200,0 | 11 200,0 |
| Loisirs et culture | 10,7 | 322,9 | 874,4 | 47,4 | 43,0 | - | - |
| Violence conjugale | 1 479,7 | 1 483,6 | 1 238,0 | 2 223,6 | 3 275,0 | 2 106,3 | 3 750,0 |
| Programmes de financements pluriannuels | 10 885,8 | 7 998,6 | 13,7 | 11 146,7 | 11 000,4 | 10 710,4 | 9 869,5 |
| Réflexe Montréal – Développement économique | 26 912,5 | 19 129,7 | 37 466,9 | 40 323,2 | 36 196,9 | 35 000,0 | 35 000,0 |
| Aide gouvernementale COVID-19 | 761,5 | - | - | - | - | - | - |
| Autres | 45 952,3 | 60 232,7 | 34 529,2 | 24 316,0 | 33 518,8 | 6 002,3 | 5 881,7 |
| **Total – Transferts** | **236 084,4** | **347 864,8** | **264 939,9** | **341 499,6** | **440 745,9** | **269 559,8** | **285 963,3** |

### Variations budgétaires

En 2026, les revenus de transferts de l'agglomération de Montréal sont en hausse de 16,4 M$. Cette variation s'explique principalement par :

- une hausse de 22,1 M$ des revenus de transferts en provenance de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) principalement pour le Programme de rénovation des habitations à loyer modique (PRHLM);
- une hausse de 6,1 M$ des transferts de la SHQ pour le programme AccèsLogis Montréal attribuable à l'avancement des travaux de certains projets;
- une diminution de 8,4 M$ des transferts associés à la gestion des matières résiduelles en raison de la fin du régime de compensation lié au projet de loi 88 pour les matières recyclables;
- une diminution de 4,5 M$ des transferts du ministère de la Sécurité publique au Service de police de la Ville de Montréal pour des équipes spécialisées dont les mandats se sont terminés;
- une hausse de 1,6 M$ des transferts pour le traitement des causes en justice liées à la violence conjugale, conformément à l'entente conclue entre la Ville de Montréal et le ministère de la Justice du Québec.

## 5.4. Services rendus

Les *Services rendus aux organismes municipaux* comprennent l'ensemble des montants provenant d'organismes municipaux pour des services rendus sur une base contractuelle ou ponctuelle, en vertu d'ententes intermunicipales et pour des cas d'urgence.

Les *Autres services rendus* comprennent l'ensemble des revenus associés aux services rendus à des gouvernements, à leurs entreprises et à des tiers.

### Tableau 14 – Services rendus – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Services rendus** | | | | | | | |
| Services rendus aux organismes municipaux | 8 903,4 | 8 944,4 | 9 445,6 | 9 734,7 | 9 961,8 | 9 961,8 | 10 124,8 |
| Autres services rendus | 329 615,7 | 367 802,1 | 409 445,9 | 437 088,1 | 439 398,9 | 453 115,4 | 470 169,2 |
| **Total – Services rendus**[1] | **338 519,1** | **376 746,5** | **418 891,5** | **446 822,8** | **449 360,7** | **463 077,2** | **480 294,0** |

[1] Les budgets des conseils municipal et d'agglomération (tels qu'ils sont présentés aux deux tableaux suivants) ne peuvent pas être additionnés pour obtenir le budget de la Ville de Montréal, en raison des transactions interentités (0,6 M$ en 2026).

### Budget du conseil municipal

### Tableau 15 – Services rendus – Budget du conseil municipal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Services rendus** | | | | | | | |
| Services rendus aux organismes municipaux | 8 642,4 | 8 867,1 | 9 221,8 | 9 452,4 | 9 660,3 | 9 660,3 | 9 785,9 |
| Autres services rendus | 274 717,3 | 311 791,5 | 349 981,8 | 375 506,7 | 383 412,0 | 391 055,9 | 408 176,6 |
| **Total – Services rendus** | **283 359,7** | **320 658,6** | **359 203,6** | **384 959,1** | **393 072,3** | **400 716,2** | **417 962,5** |

**Variations budgétaires**

En 2026, les revenus des services rendus sont en hausse de 17,2 M$. Les principaux éléments de variation sont :

- une augmentation de 8,6 M$ des revenus de redevances de la Commission des services électriques;
- une augmentation de 5,7 M$ des revenus autonomes des arrondissements provenant principalement des permis d'occupation du domaine public, des vignettes de stationnement ainsi que des tarifications dans les services culturels et récréatifs, notamment en raison du nouveau contrat de gestion du complexe aquatique et du Stade Hébert à Saint-Léonard;
- une augmentation de 3,2 M$ des revenus d'Espace pour la vie, étroitement liée aux stratégies de promotion et de diversification de la clientèle.

## Budget du conseil d'agglomération

### Tableau 16 – Services rendus – Budget du conseil d'agglomération

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Services rendus** | | | | | | | |
| Services rendus aux organismes municipaux | 260,9 | 77,3 | 223,7 | 282,4 | 301,5 | 301,5 | 338,9 |
| Autres services rendus | 57 109,8 | 58 235,9 | 61 067,4 | 62 821,9 | 56 803,8 | 62 710,8 | 62 633,5 |
| **Total – Services rendus** | **57 370,7** | **58 313,2** | **61 291,1** | **63 104,3** | **57 105,3** | **63 012,3** | **62 972,4** |

**Variations budgétaires**

Ce poste budgétaire se maintient à 63 M$. Les principaux éléments de variation sont :

- une hausse de 2 M$ relative à la tarification des eaux usées en raison, essentiellement, de la mise à jour des tarifs;
- une hausse des revenus de 1,8 M$ relatifs aux demandes de révision du nouveau rôle foncier;
- une diminution de 3,6 M$ au SPVM due à la fin des déploiements d'effectifs pour les missions internationales.

## 5.5. Amendes et pénalités

Les revenus d'amendes et de pénalités s'élèvent à 241,9 M$ en 2026, ce qui représente une hausse de 25,4 M$ par rapport au budget de 2025. Ces revenus se déclinent en deux grands groupes. Le premier, le plus important en valeur, concerne les constats d'infraction en matière de circulation et de stationnement. Les prévisions pour cette rubrique sont de 217,3 M$, en hausse de 25,8 M$.

Le deuxième groupe est constitué des revenus des autres types d'infractions, à savoir les contraventions à la réglementation municipale (urbanisme, nuisance, prévention des incendies, fausses alarmes, etc.), à diverses lois provinciales ainsi qu'au Code criminel. Les prévisions pour cette rubrique sont de 24,6 M$, en baisse de 0,4 M$.

En règle générale, la portion « amende » d'un constat d'infraction relève de la compétence locale, tandis que tous les frais qui lui sont associés (frais de greffe et autres frais de procédure) sont du ressort de l'agglomération. Néanmoins, puisque cette portion est étroitement associée aux autres frais, il est d'usage de considérer l'ensemble de ces revenus sans égard à la compétence dans l'analyse des principaux écarts budgétaires.

**Tableau 17 – Amendes et pénalités – Budget de la Ville de Montréal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| Contraventions – Circulation et stationnement | 149 903,6 | 155 340,6 | 167 845,1 | 191 298,0 | 216 952,7 | 191 490,4 | 217 263,6 |
| Autres – Amendes et pénalités | 10 522,5 | 14 366,5 | 18 351,0 | 22 808,6 | 19 491,8 | 24 971,7 | 24 603,0 |
| **Total – Amendes et pénalités** | **160 426,0** | **169 707,2** | **186 196,1** | **214 106,6** | **236 444,5** | **216 462,1** | **241 866,6** |

**Variations budgétaires**

La hausse de 25,4 M$ s'explique principalement par :

- une hausse de 21,6 M$ reflétant une augmentation du nombre de constats émis par les agents de stationnement et de la police,
- une augmentation de 2,2 M$ résultant de l'indexation des montants d'amendes en matière de stationnement. Selon la catégorie d'infraction, l'indexation des amendes varie entre 1,9 % et 2,8 %, soit sous l'inflation annuelle de 3,4 % observée en septembre;
- une hausse de 2 M$ provenant de la hausse de 22 $ à 42 $ du tarif par dossier de la SAAQ en application du Code de la sécurité routière.

## 5.6. Imposition de droits

Ces revenus proviennent essentiellement du paiement des droits sur les mutations immobilières et de divers permis et licences.

### Tableau 18 – Imposition de droits – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Imposition de droits** | | | | | | | |
| Droits sur les mutations immobilières | 383 466,7 | 410 852,5 | 286 086,2 | 363 842,2 | 334 958,7 | 314 958,7 | 342 958,7 |
| Licences et permis | 56 812,8 | 51 994,4 | 50 158,6 | 52 650,6 | 51 318,6 | 43 518,6 | 44 226,5 |
| **Total – Imposition de droits** | **440 279,5** | **462 846,9** | **336 244,8** | **416 492,8** | **386 277,3** | **358 477,3** | **387 185,2** |

### Budget du conseil municipal

### Tableau 19 – Imposition de droits – Budget du conseil municipal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Imposition de droits** | | | | | | | |
| Droits sur les mutations immobilières | 383 466,7 | 410 852,5 | 286 086,2 | 363 842,2 | 334 958,7 | 314 958,7 | 342 958,7 |
| Licences et permis | 56 651,7 | 51 418,6 | 49 977,1 | 52 481,1 | 51 177,6 | 43 344,1 | 44 032,0 |
| **Total – Imposition de droits** | **440 118,4** | **462 271,1** | **336 063,3** | **416 323,3** | **386 136,3** | **358 302,8** | **386 990,7** |

**Variations budgétaires**

Ce poste budgétaire est en hausse de 28,7 M$, ce qui s'explique principalement par :

- une hausse de 28 M$ des revenus de droits sur les mutations immobilières pour tenir compte de l'évolution du marché immobilier montréalais;
- une augmentation de 0,5 M$ des revenus de permis de construction projetés par les arrondissements pour l'année 2026;
- une hausse de 0,2 M$ du budget des autres licences et permis des arrondissements en fonction de l'historique des revenus et du contexte économique, notamment pour l'abattage d'arbres.

### Budget du conseil d'agglomération

### Tableau 20 – Imposition de droits – Budget du conseil d'agglomération

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Imposition de droits** | | | | | | | |
| Licences et permis | 161,1 | 575,8 | 181,5 | 169,5 | 141,0 | 174,5 | 194,5 |
| **Total – Imposition de droits** | **161,1** | **575,8** | **181,5** | **169,5** | **141,0** | **174,5** | **194,5** |

**Variations budgétaires**

En 2026, les revenus d'imposition de droits relevant de l'agglomération de Montréal se maintiennent à 0,2 M$.

## 5.7. Intérêts

Les revenus d'intérêts proviennent des placements de la Ville et des arrérages qui lui sont dus.

**Tableau 21 – Intérêts – Budget de la Ville de Montréal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Intérêts** | | | | | | | |
| Arriérés de taxes | 20 702,3 | 21 557,7 | 32 854,5 | 32 677,8 | 24 500,0 | 16 529,0 | 26 429,0 |
| Fonds d'amortissement | 73 140,2 | 83 367,9 | 79 049,2 | 86 960,0 | 95 486,0 | 95 486,0 | 94 838,1 |
| Encaisse et autres intérêts | 53 498,0 | 93 491,2 | 147 702,6 | 127 123,2 | 98 106,5 | 139 631,5 | 101 371,7 |
| **Total – Intérêts** | **147 340,5** | **198 416,8** | **259 606,3** | **246 761,0** | **218 092,5** | **251 646,5** | **222 638,8** |

### Budget du conseil municipal

**Tableau 22 – Intérêts – Budget du conseil municipal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Intérêts** | | | | | | | |
| Arriérés de taxes | 20 698,1 | 21 512,2 | 32 850,0 | 32 677,4 | 24 500,0 | 16 529,0 | 26 429,0 |
| Fonds d'amortissement | 51 985,2 | 61 315,7 | 58 353,6 | 55 976,8 | 65 054,9 | 65 054,9 | 66 533,1 |
| Encaisse et autres intérêts | 3 808,0 | 23 301,8 | 52 560,8 | 40 655,7 | 17 852,3 | 38 614,8 | 20 236,4 |
| **Total – Intérêts** | **76 491,3** | **106 129,7** | **143 764,4** | **129 309,9** | **107 407,2** | **120 198,7** | **113 198,5** |

**Variations budgétaires**

La baisse de 7 M$ s'explique principalement par :

- une hausse de 9,9 M$ des revenus d'intérêts sur arriérés de taxes principalement due à l'évaluation des comptes à recevoir et à l'historique des intérêts perçus;
- une hausse de 1,5 M$ des intérêts liés au fonds d'amortissement, attribuable à la croissance du fonds d'amortissement ainsi que par une légère hausse des taux d'intérêt à moyen terme sur les marchés;
- une diminution de 18,4 M$ des intérêts liés à l'encaisse et autres intérêts, qui s'explique d'une part par la diminution des taux d'intérêt à court terme et d'autre part par la fluctuation du solde disponible.

### Budget du conseil d'agglomération

**Tableau 23 – Intérêts – Budget du conseil d'agglomération**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Intérêts** | | | | | | | |
| Arriérés de taxes | 4,3 | 45,6 | 4,5 | 0,4 | - | - | - |
| Fonds d'amortissement | 21 155,0 | 22 052,0 | 20 695,4 | 30 983,2 | 30 431,1 | 30 431,1 | 28 305,0 |
| Encaisse et autres intérêts | 49 690,0 | 70 189,5 | 95 141,9 | 86 467,4 | 80 254,2 | 101 016,7 | 81 135,3 |
| **Total – Intérêts** | **70 849,3** | **92 287,1** | **115 841,8** | **117 451,0** | **110 685,3** | **131 447,8** | **109 440,3** |

**Variations budgétaires**

La baisse de 22 M$ s'explique principalement par :

- une diminution de 2,1 M$ des intérêts liés au fonds d'amortissement, attribuable à une diminution des revenus de placement en raison d'une baisse du volume de placements, et ce, malgré la hausse des taux d'intérêt à moyen terme sur le marché;
- une diminution de 19,9 M$ des intérêts liés à l'encaisse et autres intérêts, qui s'explique d'une part par la diminution des taux d'intérêt à court terme et d'autre part par la fluctuation du solde disponible.

## 5.8. Autres revenus

Les autres revenus comprennent notamment les revenus de cession d'éléments d'actif et les contributions des organismes municipaux.

**Tableau 24 – Autres revenus – Budget de la Ville de Montréal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Autres revenus** | | | | | | | |
| Cession d'éléments d'actif | 16 869,7 | 3 547,6 | 5 952,9 | 16 664,6 | 77 690,0 | 13 620,0 | 16 396,9 |
| Autres | 22 269,2 | 31 270,2 | 57 048,8 | 62 086,2 | 54 690,4 | 23 159,3 | 22 567,2 |
| **Total – Autres revenus** | **39 138,9** | **34 817,8** | **63 001,7** | **78 750,8** | **132 380,4** | **36 779,3** | **38 964,1** |

### Budget du conseil municipal

**Tableau 25 – Autres revenus – Budget du conseil municipal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Autres revenus** | | | | | | | |
| Cession d'éléments d'actif | 15 045,4 | 3 606,1 | 4 214,2 | 14 468,6 | 21 067,1 | 13 620,0 | 16 396,9 |
| Autres | 13 862,8 | 15 342,9 | 11 835,1 | 9 422,9 | 35 823,9 | 15 320,2 | 13 898,3 |
| **Total – Autres revenus** | **28 908,2** | **18 949,0** | **16 049,3** | **23 891,5** | **56 891,0** | **28 940,2** | **30 295,2** |

**Variations budgétaires**

Ce poste budgétaire est en hausse de 1,4 M$, ce qui s'explique principalement par :

- une hausse de 1,9 M$ pour la location des installations municipales aux centres de services scolaires et aux commissions scolaires du territoire de la Ville de Montréal;
- un revenu de 1 M$ en raison de nouveaux frais de perception appliqués lors de défaut de paiement;
- une diminution de 4,4 M$ de l'utilisation des revenus destinés à la réalisation de projets de logements sociaux, provenant de sommes accumulées dans le cadre de l'application du Règlement pour une métropole mixte (RMM).

### Budget du conseil d'agglomération

**Tableau 26 – Autres revenus – Budget du conseil d'agglomération**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Autres revenus** | | | | | | | |
| Cession d'éléments d'actif | 1 824,3 | (58,5) | 1 738,7 | 2 196,0 | 56 622,9 | - | - |
| Autres | 8 406,4 | 15 927,3 | 45 213,7 | 52 663,3 | 18 866,5 | 7 839,1 | 8 668,9 |
| **Total – Autres revenus** | **10 230,7** | **15 868,8** | **46 952,4** | **54 859,3** | **75 489,4** | **7 839,1** | **8 668,9** |

**Variations budgétaires**

En 2026, les autres revenus relevant de l'agglomération de Montréal sont en hausse de 0,8 M$, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des transferts en provenance des gouvernements du Canada et du Québec, reflétant les besoins opérationnels de la Biosphère, versés à la Fondation Espace pour la vie et finalement, à la Ville de Montréal.

## 5.9. Affectations de revenus

Les affectations de revenus représentent l'utilisation spécifique de certaines sources de fonds provenant généralement des excédents accumulés et des réserves financières.

**Tableau 27 – Affectations de revenus – Budget de la Ville de Montréal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Affectations de revenus** | | | | | | | |
| Financement à long terme – SOFIL-STM | 19 466,8 | 21 764,8 | 4 425,9 | 6 803,0 | 4 507,5 | 4 507,5 | - |
| Financement à long terme – Autres | 112 966,8 | 31 390,4 | 19 220,0 | 39 212,7 | 47 328,6 | - | - |
| Excédent de fonctionnement - Dette | - | - | 65 795,3 | - | - | - | 91 779,3 |
| Excédent de fonctionnement - Deficit antérieur | - | - | 72 680,5 | 26 858,8 | 37 188,9 | 37 188,9 | 45 956,1 |
| Excédent de fonctionnement - Championnats UCI | - | - | - | - | - | - | 15 628,8 |
| Excédent de fonctionnement - Habitation | - | - | - | - | - | - | 11 000,0 |
| Excédent de fonctionnement - Urgence climatique | - | - | - | - | - | - | 867,9 |
| Excédent de fonctionnement - Autres | 267 985,9 | 178 179,6 | 145 365,6 | 103 764,4 | 166 829,6 | 27 899,0 | 21 416,8 |
| Affectation réserve financière – Eau | - | - | - | - | - | - | 1 382,0 |
| Affectation des réserves – Immobilisations | - | 172 778,0 | 11 189,5 | - | - | - | - |
| Affectation des réserves et des fonds | 2 858,5 | 2 858,5 | 58,4 | 25,5 | 19 000,0 | 19 000,0 | - |
| **Total – Affectations de revenus** | **403 278,0** | **406 971,3** | **318 735,2** | **176 664,4** | **274 854,6** | **88 595,4** | **188 030,9** |

### Financement à long terme – SOFIL-STM

La Ville de Montréal versait une contribution pour financer sa part des projets d'investissements de la STM dans le cadre du Programme d'aide aux immobilisations en transport en commun de la Société de financement des infrastructures locales (SOFIL), relevant du gouvernement du Québec. Cette somme correspondait à des dépenses d'investissement prévues par la STM et était financée par emprunt. À partir de 2026, l'emprunt est dorénavant effectué par la STM.

### Affectation – Excédent de fonctionnement

Aux fins de l'équilibre budgétaire, la Ville prévoit utiliser une partie des excédents cumulés des exercices antérieurs.

### Affectation des réserves et des fonds

À titre de source de financement supplémentaire, la Ville prévoit utiliser une partie des réserves financières et des fonds réservés, notamment les réserves de l'eau, la réserve pour les infrastructures de la voirie et le fonds réservé pour le financement des élections lors d'une année électorale.

## Budget du conseil municipal

### Tableau 28 – Affectations de revenus – Budget du conseil municipal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Affectations de revenus** | | | | | | | |
| Financement à long terme – Autres | 22 274,9 | 11 078,5 | 15 744,0 | 26 796,7 | 32 662,1 | - | - |
| Excédent de fonctionnement - Dette | - | - | 65 795,3 | - | - | - | 91 779,3 |
| Excédent de fonctionnement - Deficit antérieur | - | - | 72 680,5 | 26 858,8 | 37 188,9 | 37 188,9 | 45 956,1 |
| Excédent de fonctionnement - Championnats UCI | - | - | - | - | - | - | 15 628,8 |
| Excédent de fonctionnement - Habitation | - | - | - | - | - | - | 11 000,0 |
| Excédent de fonctionnement - Urgence climatique | - | - | - | - | - | - | 867,9 |
| Excédent de fonctionnement - Autres | 266 281,5 | 178 179,6 | 145 365,6 | 103 764,4 | 166 829,6 | 27 899,0 | 21 416,8 |
| Affectation réserve financière – Eau | - | - | - | - | - | - | 655,4 |
| Affectation des réserves – Immobilisations | - | 172 778,0 | 11 189,5 | - | - | - | - |
| Affectation des réserves et des fonds | 2 858,5 | 2 858,5 | 58,4 | 25,5 | 19 000,0 | 19 000,0 | - |
| **Total – Affectations de revenus** | **291 414,9** | **364 894,6** | **310 833,3** | **157 445,4** | **255 680,6** | **84 087,9** | **187 304,3** |

### Variations budgétaires

En 2026, les affectations augmentent de 103,2 M$, pour atteindre 187,3 M$. Cette variation s'explique par :

- l'ajout d'une affectation de 91,8 M$ en provenance des surplus affectés de la gestion de l'endettement, dont 16,3 M$ spécifiquement pour le service de dette lié aux activités de l'eau et 15 M$ pour la stratégie d'accroissement du paiement au comptant des immobilisations;
- une hausse de 8,8 M$ du financement de la portion locale du déficit cumulé 2024 de l'agglomération, dont le total s'élève à 46 M$;
- l'emploi d'une affectation de 15,6 M$ pour financer les dépenses non récurrentes associées aux Championnats du Monde Route UCI 2026 en provenance des excédents de fonctionnement non affectés au 31 décembre 2024;
- l'utilisation de 11 M$ pour financer les mesures d'habitation Loger+ en provenance de l'excédent de fonctionnement affecté pour le financement des projets ou programmes en habitation;
- une nouvelle affectation de 0,9 M$ financée par l'excédent de fonctionnement affecté en réponse à l'urgence climatique pour la réalisation de projets d'infrastructures vertes et du plan d'action inondation;
- une diminution de 6,5 M$ des surplus affectés par les arrondissements, dont le total s'élève à 21,4 M$.
- l'ajout d'une affectation de 0,7 M$ en provenance de la réserve financière de l'eau;
- le retrait de l'affectation de 19 M$ en 2026 pour le financement des dépenses liées à la tenue des élections en provenance du fonds réservé prévu à cet effet.

## Budget du conseil d'agglomération

### Tableau 29 – Affectations de revenus – Budget du conseil d'agglomération

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Affectations de revenus** | | | | | | | |
| Financement à long terme – SOFIL-STM | 19 466,8 | 21 764,8 | 4 425,9 | 6 803,0 | 4 507,5 | 4 507,5 | - |
| Financement à long terme – Autres | 90 691,9 | 20 312,0 | 3 476,1 | 12 416,0 | 14 666,5 | - | - |
| Excédent de fonctionnement - Autres | 1 704,4 | - | - | - | - | - | - |
| Affectation réserve financière – Eau | - | - | - | - | - | - | 726,6 |
| **Total – Affectations de revenus** | **111 863,1** | **42 076,8** | **7 902,0** | **19 219,0** | **19 174,0** | **4 507,5** | **726,6** |

### Variations budgétaires

En 2026, les affectations diminuent de 3,8 M$, pour atteindre 0,7 M$. Cette variation s'explique par :

- le retrait en 2026 de l'affectation relative au financement par emprunt de la contribution versée à l'ARTM, dans le cadre du programme de la SOFIL, puisque l'emprunt sera dorénavant effectué directement par la STM;
- l'ajout d'une affectation de 0,7 M$ en provenance de la réserve financière de l'eau.

# 6. ANALYSE DES DÉPENSES CORPORATIVES

## 6.1. Service de la dette brute

Le service de la dette brute comprend les remboursements de la dette ainsi que les intérêts et autres frais sur la dette à long terme. En 2026, le service de la dette brute atteint 1 271,3 M$, soit une hausse de 87,3 M$ par rapport au budget de 2025. Il est composé du service de la dette corporative, à hauteur de 992 M$, et d'un montant de 279,2 M$ qui se trouve dans les budgets des unités d'affaires.

**Tableau 30 – Service de la dette brute – Budget de la Ville de Montréal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Service de la dette brute** | | | | | | | |
| Frais de financement | 406 616,1 | 417 120,8 | 419 984,7 | 431 203,8 | 467 027,6 | 466 338,3 | 502 453,8 |
| Remboursement de la dette à long terme | 568 666,5 | 595 908,9 | 634 241,7 | 638 791,5 | 658 252,2 | 668 612,5 | 721 688,1 |
| Affectation – Remboursement de capital | 65 635,4 | 182 200,9 | 67 923,5 | 67 622,9 | 48 969,2 | 48 969,2 | 47 107,1 |
| **Total – Service de la dette brute** | **1 040 918,0** | **1 195 230,6** | **1 122 149,9** | **1 137 618,2** | **1 174 249,0** | **1 183 920,0** | **1 271 249,0** |

Les frais de financement correspondent aux intérêts et aux autres frais relatifs au financement à long terme des acquisitions d'immobilisations. Ils comprennent aussi les frais relatifs au financement à long terme de la dette actuarielle initiale de certains régimes de retraite des employées et employés de l'ancienne Ville de Montréal.

Le remboursement de la dette à long terme cumule les remboursements de capital et les contributions au fonds d'amortissement lorsque les emprunts sont reliés au financement des dépenses en immobilisations. Il inclut la contribution à la réserve financière pour le remboursement accéléré de la dette.

Lorsque les emprunts servent à financer des dépenses de fonctionnement, notamment le refinancement de la dette actuarielle initiale, l'information est présentée dans la rubrique *Affectation – Remboursement de capital*.

Le budget du service de la dette brute est présenté en grande partie dans les dépenses corporatives. Toutefois, une portion est intégrée aux dépenses par secteurs d'activités, comme indiqué aux tableaux suivants.

## Budget du conseil municipal

### Tableau 31 – Service de la dette brute – Budget du conseil municipal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Service de la dette brute** | | | | | | | |
| Frais de financement | 268 870,2 | 279 654,2 | 276 943,6 | 271 406,3 | 295 178,5 | 285 089,2 | 307 577,8 |
| Remboursement de la dette à long terme | 425 485,4 | 439 904,1 | 460 237,2 | 454 069,8 | 458 195,5 | 463 155,8 | 496 004,4 |
| Affectation – Remboursement de capital | 39 987,8 | 43 863,0 | 43 580,1 | 41 759,9 | 40 855,6 | 40 855,6 | 38 993,6 |
| **Total – Service de la dette brute** | **734 343,4** | **763 421,3** | **780 760,9** | **767 236,0** | **794 229,6** | **789 100,6** | **842 575,8** |

### Tableau 32 – Frais de financement – Budget du conseil municipal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Frais de financement corporatifs** | **224 046,7** | **237 255,9** | **228 391,7** | **218 433,0** | **240 305,6** | **229 565,9** | **248 167,9** |
| **Frais de financement additionnels** | | | | | | | |
| Habitation et économie | - | - | 201,0 | 201,4 | 174,0 | 174,0 | 221,5 |
| Qualité de vie | 6 530,7 | 6 610,0 | 6 471,5 | 6 231,4 | 8 101,9 | 8 101,9 | 8 107,9 |
| Urbanisme, mobilité et infrastructures | 38 042,2 | 34 615,2 | 39 832,9 | 45 161,0 | 46 559,0 | 46 098,7 | 51 061,6 |
| Arrondissements | 250,6 | 1 173,1 | 2 046,5 | 1 379,5 | 38,0 | 1 148,7 | 18,9 |
| **Total – Frais de financement additionnels** | **44 823,5** | **42 398,3** | **48 551,9** | **52 973,3** | **54 872,9** | **55 523,3** | **59 409,9** |
| **Total – Frais de financement** | **268 870,2** | **279 654,2** | **276 943,6** | **271 406,3** | **295 178,5** | **285 089,2** | **307 577,8** |

### Variations budgétaires

Les dépenses relatives aux frais de financement présentent une hausse de 22,5 M$ qui s'explique principalement par :

- une hausse de 30,6 M$ attribuable à l'augmentation du niveau des emprunts pour le financement à long terme de nouvelles dépenses en immobilisations;
- une baisse de 10,1 M$ attribuable à l'arrivée à échéance de plusieurs emprunts.

## Tableau 33 – Remboursement de la dette à long terme – Budget du conseil municipal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Remboursement de la dette à long terme corporative** | **346 662,8** | **363 921,2** | **378 206,9** | **364 899,4** | **367 144,7** | **372 403,1** | **397 508,6** |
| **Affectation – Remboursement de capital** | **39 987,8** | **43 863,0** | **43 580,1** | **41 759,9** | **40 855,6** | **40 855,6** | **38 993,6** |
| **Remboursement additionnel de la dette à long terme** | | | | | | | |
| Habitation et économie | - | - | 0,1 | 1,9 | - | - | - |
| Qualité de vie | 10 435,9 | 11 358,1 | 11 895,6 | 12 116,1 | 14 351,1 | 14 351,1 | 15 538,9 |
| Urbanisme, mobilité et infrastructures | 67 515,0 | 63 500,5 | 68 104,1 | 76 025,9 | 76 004,2 | 75 345,8 | 82 517,4 |
| Arrondissements | 871,7 | 1 124,3 | 2 030,5 | 1 026,5 | 695,5 | 1 055,8 | 439,5 |
| **Total – Remboursement additionnel de la dette à long terme** | **78 822,6** | **75 982,9** | **82 030,3** | **89 170,4** | **91 050,8** | **90 752,7** | **98 495,8** |
| **Total – Remboursement de la dette à long terme** | **465 473,2** | **483 767,1** | **503 817,3** | **495 829,7** | **499 051,1** | **504 011,4** | **534 998,0** |

### Variations budgétaires

Les sommes consacrées au remboursement de la dette à long terme présentent une augmentation de 31 M$, principalement attribuable aux éléments suivants :

- une hausse de 29,6 M$ attribuable à l'effet net de l'ajout d'emprunts nécessaires au financement à long terme de nouvelles dépenses en immobilisations et à l'arrivée à échéance d'autres emprunts;
- une augmentation de 2,9 M$ des contributions au remboursement accéléré de la dette, conformément aux dispositions de la politique de gestion de la dette;
- une diminution de 1,9 M$ de l'affectation pour le remboursement du capital qui reflète la baisse des échéances liées aux emprunts contractés pour financer les dépenses de fonctionnement.

## Budget du conseil d'agglomération

### Tableau 34 – Service de la dette brute – Budget du conseil d'agglomération

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Service de la dette brute** | | | | | | | |
| Frais de financement | 137 745,9 | 137 466,6 | 143 041,2 | 159 797,5 | 171 849,1 | 181 249,1 | 194 876,0 |
| Remboursement de la dette à long terme | 143 181,1 | 156 004,8 | 174 004,4 | 184 721,6 | 200 056,7 | 205 456,7 | 225 683,7 |
| Affectation – Remboursement de capital | 25 647,7 | 138 337,9 | 24 343,4 | 25 863,1 | 8 113,6 | 8 113,6 | 8 113,5 |
| **Total – Service de la dette brute** | **306 574,7** | **431 809,3** | **341 389,0** | **370 382,2** | **380 019,4** | **394 819,4** | **428 673,2** |

### Tableau 35 – Frais de financement – Budget du conseil d'agglomération

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Frais de financement corporatifs** | **115 561,9** | **112 812,3** | **113 859,9** | **125 084,7** | **134 167,0** | **143 687,6** | **151 571,0** |
| **Frais de financement additionnels** | | | | | | | |
| Habitation et économie | - | - | - | 1 435,8 | 1 618,9 | 1 618,9 | 2 099,6 |
| Urbanisme, mobilité et infrastructures | 22 184,0 | 24 654,3 | 29 181,3 | 33 277,0 | 36 063,2 | 35 942,6 | 41 205,4 |
| **Total – Frais de financement additionnels** | **22 184,0** | **24 654,3** | **29 181,3** | **34 712,8** | **37 682,1** | **37 561,5** | **43 305,0** |
| **Total – Frais de financement** | **137 745,9** | **137 466,6** | **143 041,2** | **159 797,5** | **171 849,1** | **181 249,1** | **194 876,0** |

### Variations budgétaires

Les dépenses reliées aux frais de financement présentent une hausse de 13,6 M$, qui s'explique principalement par :

- une hausse de 15,1 M$ attribuable à l'augmentation du niveau des emprunts pour le financement à long terme de nouvelles dépenses en immobilisations;
- une baisse de 3,5 M$ attribuable à l'arrivée à échéance de plusieurs emprunts.

## Tableau 36 – Remboursement de la dette à long terme – Budget du conseil d'agglomération

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Remboursement de la dette à long terme corporative** | **96 339,0** | **103 701,8** | **114 009,5** | **120 349,3** | **131 124,1** | **136 765,5** | **147 690,7** |
| **Affectation – Remboursement de capital** | **25 647,7** | **138 337,9** | **24 343,4** | **25 863,1** | **8 113,6** | **8 113,6** | **8 113,5** |
| **Remboursement additionnel de la dette à long terme** | | | | | | | |
| Habitation et économie | - | - | - | 119,9 | - | - | - |
| Urbanisme, mobilité et infrastructures | 46 842,1 | 52 303,0 | 59 994,9 | 64 252,4 | 68 932,6 | 68 691,2 | 77 993,0 |
| **Total – Remboursement additionnel de la dette à long terme** | **46 842,1** | **52 303,0** | **59 994,9** | **64 372,3** | **68 932,6** | **68 691,2** | **77 993,0** |
| **Total – Remboursement de la dette à long terme** | **168 828,8** | **294 342,7** | **198 347,8** | **210 584,7** | **208 170,3** | **213 570,3** | **233 797,2** |

### Variations budgétaires

Les sommes consacrées au remboursement de la dette à long terme présentent une augmentation de 20,2 M$, principalement en raison des éléments suivants :

- une hausse de 18,4 M$ attribuable à l'effet net de l'ajout d'emprunts nécessaires au financement à long terme de nouvelles dépenses en immobilisations et à l'arrivée à échéance d'autres emprunts;
- une augmentation de 1,8 M$ des contributions au remboursement accéléré de la dette, conformément aux dispositions de la politique de gestion de la dette.

## 6.2. Paiement au comptant des immobilisations

Cette section présente les crédits versés aux réserves financières et aux fonds réservés au financement au comptant des dépenses en immobilisations.

### Tableau 37 – Affectations pour le paiement au comptant des immobilisations – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Paiement au comptant des immobilisations** | | | | | | | |
| Paiement au comptant et réserves – Immobilisations | 339 760,4 | 362 835,0 | 571 649,1 | 467 831,4 | 458 868,4 | 458 600,0 | 473 600,0 |
| Paiement au comptant – Eau | 42 100,0 | 42 100,0 | 42 100,0 | 42 100,0 | 42 100,0 | 42 100,0 | 42 100,0 |
| Paiement au comptant – Eau SME | - | - | - | - | - | - | 15 000,0 |
| Paiement au comptant – Main-d'œuvre capitalisable | 1 949,4 | 5 072,9 | 770,5 | 562,7 | 1 096,4 | 1 096,4 | 710,9 |
| Réserves – Eau | 13 911,5 | 11 036,3 | 22 467,9 | 22 964,8 | 13 830,2 | 15 007,3 | 16 536,1 |
| Paiement au comptant et réserves – Voirie | (882,2) | (106,2) | (605,0) | 1 333,4 | (1 581,9) | 2 000,0 | 2 000,0 |
| Fonds réservés | 87 481,1 | 10 252,5 | 20 801,9 | 12 683,8 | 94,7 | 94,7 | 84,1 |
| **Total – Paiement au comptant des immobilisations** | **484 320,2** | **431 190,5** | **657 184,4** | **547 476,1** | **514 407,8** | **518 898,4** | **550 031,1** |

## Budget du conseil municipal

### Tableau 38 – Affectations pour le paiement au comptant des immobilisations – Budget du conseil municipal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Paiement au comptant des immobilisations** | | | | | | | |
| Paiement au comptant et réserves – Immobilisations | 250 164,8 | 275 253,2 | 314 069,0 | 258 001,6 | 282 923,4 | 282 655,0 | 297 655,0 |
| Paiement au comptant – Eau | 42 100,0 | 42 100,0 | 42 100,0 | 42 100,0 | 42 100,0 | 42 100,0 | 42 100,0 |
| Paiement au comptant – Eau SME | - | - | - | - | - | - | 10 255,0 |
| Paiement au comptant – Main-d'œuvre capitalisable | 1 949,4 | 4 603,4 | 303,0 | 152,9 | 655,7 | 655,7 | 152,5 |
| Réserves – Eau | 2 947,2 | 2 879,0 | 6 334,5 | 1 152,4 | 2 998,6 | 2 911,0 | 3 312,0 |
| Paiement au comptant et réserves – Voirie | (447,5) | 325,2 | (314,3) | 1 284,4 | (1 099,3) | 2 000,0 | 2 000,0 |
| Fonds réservés | 181,1 | (5 558,5) | 250,8 | 865,6 | 94,7 | 94,7 | 84,1 |
| **Total – Paiement au comptant des immobilisations** | **296 895,0** | **319 602,3** | **362 743,0** | **303 556,9** | **327 673,1** | **330 416,4** | **355 558,6** |

**Variations budgétaires**

Ces affectations sont en hausse de 25,1 M$ et s'établissent à 355,6 M$, principalement attribuable aux éléments suivants :

- une hausse de 15 M$ pour la poursuite de la stratégie d'accroissement du paiement au comptant des immobilisations (PCI);
- une hausse de 10,3 M$ pour le déploiement de la Stratégie montréalaise de l'eau (SME) 2025-2034 afin d'accroître les investissements dans les actifs de l'eau.

## Budget du conseil d'agglomération

### Tableau 39 – Affectations pour le paiement au comptant des immobilisations – Budget du conseil d'agglomération

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Paiement au comptant des immobilisations** | | | | | | | |
| Paiement au comptant et réserves – Immobilisations | 89 595,6 | 87 581,8 | 257 580,1 | 209 829,8 | 175 945,0 | 175 945,0 | 175 945,0 |
| Paiement au comptant – Eau SME | - | - | - | - | - | - | 4 745,0 |
| Paiement au comptant – Main-d'œuvre capitalisable | - | 469,6 | 467,5 | 409,8 | 440,7 | 440,7 | 558,4 |
| Réserves – Eau | 10 964,4 | 8 157,3 | 16 133,4 | 21 812,4 | 10 831,6 | 12 096,3 | 13 224,1 |
| Paiement au comptant et réserves – Voirie | (434,6) | (431,4) | (290,6) | 49,0 | (482,6) | - | - |
| Fonds réservés | 87 300,0 | 15 811,0 | 20 551,1 | 11 818,1 | - | - | - |
| **Total – Paiement au comptant des immobilisations** | **187 425,4** | **111 588,3** | **294 441,5** | **243 919,1** | **186 734,7** | **188 482,0** | **194 472,5** |

### Variations budgétaires

Ces affectations sont en hausse de 6 M$ et s'établissent à 194,5 M$. Cette augmentation reflète principalement le déploiement de la SME 2025-2034 afin d'accroître les investissements dans les actifs de l'eau.

## 6.3. Dépenses communes

Les dépenses communes sont constituées de différents postes budgétaires de nature corporative qui ne peuvent être répartis dans les services municipaux ou dans les arrondissements. À ceux-ci s'ajoutent certains postes d'affectation qui sont principalement liés aux mesures d'allègement fiscal permises par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

**Affectation – Montants à pourvoir – Régimes de retraite – Mesures d'allègement**

Il s'agit de la mesure d'allègement permettant de reporter aux exercices futurs l'impact de la crise financière sur la charge fiscale des contribuables, dont la Ville s'est prévalue en 2016 et en 2017. Également, la mesure d'allègement en raison de la crise sanitaire, que la Ville a utilisé en 2021 et 2022, se trouve à cette rubrique.

**Affectation – Régimes de retraite**

Cette rubrique reflète l'amortissement des mesures d'allègement fiscal mentionnées ci-dessus.

**Affectation – Montants à pourvoir – Régimes de retraite – Autres**

Cette affectation est déterminée par l'actuaire et comprend les charges à constater et les montants à pourvoir dans l'avenir, en vertu des normes comptables du secteur public sur différents paramètres financiers des régimes de retraite, notamment le rachat d'obligations et la limite des actifs, ainsi que les modifications aux régimes de retraite.

**Affectation – Sites contaminés**

Cette affectation permet à la Ville de respecter ses obligations financières quant à la décontamination de ses terrains, selon les normes de comptabilité municipale du Québec.

**Affectation – Montant à pourvoir – TVQ**

Cette rubrique reflète l'amortissement de la mesure d'allègement fiscal relative au régime fiscal de la TVQ du secteur municipal.

**Affectation – Comblement de déficit ou autres**

Cette affectation permet de résorber les déficits antérieurs de l'agglomération de Montréal à même le budget de l'année en cours.

**Affectation – Réserve – Élections**

La *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, c. E-2.2) oblige les municipalités à prévoir un fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection alimenté par les sommes qui y sont affectées annuellement et des intérêts qu'elles produisent. Conséquemment, le conseil doit affecter annuellement les sommes nécessaires afin de disposer, l'année de la tenue de la prochaine élection générale, du budget requis pour couvrir le coût de celle-ci.

**Affectation – Montants à pourvoir – Obligations de mise hors service**

Cette affectation vise, selon les normes comptables utilisées par les municipalités du Québec, à ventiler sur la durée de vie restante des immobilisations le financement des dépenses relatives à la mise hors service de ces immobilisations, telles que les coûts de décontamination.

## Tableau 40 – Dépenses communes – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses communes** | | | | | | | |
| Redéploiement des ressources, dépenses relatives aux régimes de retraite et autres | 118 347,9 | 108 111,0 | (84 882,2) | (73 934,8) | (45 115,6) | 3 693,5 | 54 575,2 |
| Crédits pour dépenses contingentes | 6 941,2 | 44 596,2 | 41 723,5 | 124 340,3 | 13 748,3 | 38 118,6 | 38 118,6 |
| Plan d'optimisation des ressources | - | - | - | - | - | - | (16 000,0) |
| Priorités de l'administration | - | - | - | - | - | - | 4 628,9 |
| Pertes possibles dans la perception | 14 387,8 | (15 674,3) | 31 966,4 | 23 344,0 | 17 450,0 | 17 450,0 | 17 850,0 |
| Prêt de personnel au MESS | 12 637,7 | 11 026,9 | 10 306,6 | 9 248,1 | 7 150,7 | 6 514,4 | 4 989,9 |
| Infrastructures socioculturelles et sportives | - | - | - | - | - | 2 093,2 | 5 843,6 |
| Prêt de personnel au Bureau du taxi de Montréal | 2 350,6 | 2 390,3 | 670,4 | 1,9 | - | - | - |
| Agence de mobilité durable – Entente et prêt de personnel | 59 634,4 | 71 591,6 | 88 322,1 | 99 537,2 | 120 313,0 | 129 072,2 | 137 211,9 |
| Affectation – Montants à pourvoir – Régimes de retraite – Mesures d'allègement | (58 600,0) | (25 000,0) | - | - | - | - | - |
| Affectation – Régimes de retraite | 14 300,0 | 20 611,1 | 9 631,1 | 9 631,1 | 9 631,1 | 9 631,1 | 9 631,1 |
| Affectation – Montants à pourvoir – Régimes de retraite – Autres | (34 364,2) | (33 933,5) | (26 008,7) | 7 243,1 | 4 532,3 | 4 532,3 | 4 111,6 |
| Affectation – Sites contaminés | 1 600,0 | 1 600,0 | (100 745,0) | 1 600,0 | 1 600,0 | 1 600,0 | 1 600,0 |
| Affectation – Montants à pourvoir – TVQ | 2 200,0 | 2 340,0 | - | - | - | - | - |
| Affectation – Comblement de déficit ou autres | - | - | - | - | - | 45 391,3 | 56 087,1 |
| Affectation – Fonds réservé – Élections | - | - | 5 370,0 | 5 580,6 | 5 238,0 | 5 000,0 | 5 625,0 |
| Affectation – Montants à pourvoir – Obligations de mise hors service | - | - | - | 7 498,0 | 6 000,0 | 6 000,0 | 2 300,0 |
| **Total – Dépenses communes** | **139 435,4** | **187 659,3** | **(23 645,8)** | **214 089,5** | **140 547,8** | **269 096,6** | **326 572,9** |

### Variations budgétaires

Le budget des dépenses communes en 2026 affiche une augmentation de 57,5 M$ par rapport à l'exercice précédent. Cette variation est principalement attribuable aux éléments suivants :

- une augmentation nette de 50,9 M$ à la rubrique de *Redéploiement des ressources et dépenses relatives aux régimes de retraite et autres*, découlant principalement d'une augmentation des charges de retraite touchant les services passés;
- des économies anticipées de 16 M$ grâce à la mise en œuvre du plan d'optimisation des ressources;
- l'ajout d'un budget de 4,6 M$ pour les priorités de l'administration, dont :
  - 2 M$ pour le financement d'un fonds de réserve pour l'urgence climatique pour les projets en arrondissements;
  - 0,5 M$ pour la création de 8 postes d'inspecteur pour la surveillance de l'hébergement touristique de courte durée;
  - 0,1 M$ pour le prolongement des heures d'ouverture des installations socioculturelles et sportives pour les jeunes;
  - 2 M$ pour les autres priorités à venir au courant de l'année 2026.
- une diminution de 1,5 M$ du budget consacré à la rémunération du personnel de la Ville prêté au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS);
- une augmentation de 3,8 M$ pour les infrastructures socioculturelles et sportives, qui permettra le financement de la mise en service des opérations en 2026 de l'Espace du Cœur-Nomade, du Bassin-à-Bois ainsi que du Complexe aquatique de Pierrefonds-Roxboro;

- une augmentation de 8,1 M$ des dépenses pour l'Agence de mobilité durable en raison de l'accroissement des frais de gestion qui lui sont versés par la Ville et de l'effectif qui lui est prêté;
- une augmentation de 10,7 M$ de l'affectation spécifiquement prévue pour combler le déficit accumulé de l'agglomération;
- une augmentation de 0,6 M$ de l'affectation pour alimenter le fonds réservé au financement des prochaines élections municipales;
- une diminution de 3,7 M$ de l'affectation des montants à pourvoir concernant les obligations de mise hors services.

## 6.4. Dépenses de contributions

Ce poste prévoit les budgets nécessaires au respect des engagements et des obligations de la Ville relativement au soutien financier versé à des organismes relevant de sa compétence, au paiement des quotes-parts à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) ainsi qu'à la contribution à l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM).

**Tableau 41 – Contributions aux organismes – Budget de la Ville de Montréal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Contributions corporatives aux organismes** | | | | | | | |
| Autorité régionale de transport métropolitain | 622 644,3 | 648 958,0 | 665 146,4 | 722 174,2 | 766 289,8 | 762 819,1 | 808 379,2 |
| Communauté métropolitaine de Montréal | 42 690,5 | 42 918,7 | 42 437,4 | 42 414,9 | 43 513,7 | 46 225,1 | 46 225,1 |
| Conseil des arts | 20 427,2 | 20 835,7 | 21 506,6 | 22 086,7 | 21 936,7 | 21 936,7 | 24 436,7 |
| Sociétés de développement commercial | 14 477,6 | 14 630,0 | 15 664,0 | 16 479,6 | 17 383,1 | 17 383,1 | 18 034,9 |
| Société du parc Jean-Drapeau | 14 214,6 | 15 808,8 | 16 372,5 | 16 696,4 | 16 723,7 | 16 723,7 | 17 039,5 |
| Bureau du taxi de Montréal | 3 381,3 | - | - | - | - | - | - |
| Pointe-à-Callière | 8 880,6 | 9 130,6 | 9 358,9 | 9 592,9 | 9 832,7 | 9 832,7 | 10 019,5 |
| Office de consultation publique de Montréal | 2 327,0 | 3 008,0 | 3 243,0 | - | - | - | - |
| Ombudsman | 1 545,6 | 1 646,7 | 1 820,8 | 1 885,6 | 2 075,2 | 2 075,2 | 2 114,6 |
| Montréal international – FODIM | 510,0 | 515,0 | 515,0 | 515,0 | 515,0 | 515,0 | 515,0 |
| Office municipal d'habitation de Montréal | 500,0 | 414,5 | 386,1 | 500,0 | 450,4 | 550,0 | 550,0 |
| Corporation d'habitation Jeanne-Mance | 12,0 | 12,0 | 12,0 | 12,0 | 12,0 | 12,0 | 12,0 |
| Autres | (0,1) | - | (0,1) | (0,1) | - | - | - |
| **Total – Contributions corporatives aux organismes** | **731 610,6** | **757 878,0** | **776 462,6** | **832 357,2** | **878 732,3** | **878 072,6** | **927 326,5** |

**Variations budgétaires**

Pour l'exercice de 2026, les contributions aux organismes augmentent de 49,3 M$ et atteignent 927,3 M$. Reflétant les priorités de l'Administration, cette augmentation s'explique par les éléments suivants :

- une augmentation de 45,6 M$ de la contribution versée à l'ARTM pour le transport collectif, une hausse incluant l'indexation de la contribution globale et le financement de la gratuité tarifaire offerte aux personnes âgées de 65 ans et plus sur l'ensemble du réseau de l'ARTM du territoire de l'agglomération;
- une augmentation de 2,5 M$ de la contribution au Conseil des arts de Montréal;
- une augmentation de l'ordre de 1,2 M$ des contributions principalement versées à des organismes des secteurs culturel, sportif et économique, notamment aux sociétés de développement commercial, à la Société du parc Jean-Drapeau et au musée Pointe-à-Callière, Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal.

Dans ce tableau, il est question des dépenses de contribution corporatives, soient celles qui ne sont pas incluses dans les budgets des services centraux ou des arrondissements. Le budget de la Ville comprend également plusieurs contributions à des partenaires qui sont incluses dans les budgets des unités d'affaires. Certaines contributions se voient bonifiées au budget 2026, comme par exemple, les contributions aux organismes communautaires LGBTQ2+ de première ligne, pour 1 M$, et ainsi que le soutien aux tables de quartier, pour 0,6 M$.

## 6.5. Élimination des transactions internes et interentités

Conformément à la loi, le budget du conseil municipal et le budget du conseil d'agglomération sont présentés dans deux entités comptables distinctes.

Les transactions à éliminer résultent d'échanges de services facturés entre unités d'affaires. Ces éliminations portent sur deux types de transactions, soit :

- les transactions internes résultant d'échanges de services facturés entre unités d'affaires au sein d'une même entité comptable;
- les transactions interentités résultant d'échanges de services facturés entre unités d'affaires dont le fournisseur est dans une compétence différente de celle du client.

**Tableau 42 – Élimination des transactions internes et interentités – Budget de la Ville de Montréal**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Transactions à éliminer** | | | | | | | |
| Élimination des transactions internes | 40 639,9 | 43 505,2 | 47 071,5 | 50 180,1 | 49 503,0 | 46 686,4 | 51 380,5 |
| Élimination des transactions interentités | 2 211,9 | 2 225,5 | 1 603,1 | 1 240,1 | 817,6 | 651,3 | 640,9 |
| **Total – Transactions à éliminer** | **42 851,8** | **45 730,7** | **48 674,6** | **51 420,2** | **50 320,6** | **47 337,7** | **52 021,4** |

# 7. SOMMAIRE DES DÉPENSES DES SERVICES ET DES ARRONDISSEMENTS

Les prochaines pages présentent les sommaires des dépenses par unités d'affaires. Le détail par unité d'affaires des dépenses se retrouve en annexe.

## 7.1. Sommaire des dépenses des services

Afin d'éviter les répétitions dans les documents budgétaires, les informations détaillées sur le budget de 2026 et les réalisations de 2025 des services municipaux sont dorénavant comprises dans les présentations bonifiées préparées et déposées à la Commission sur les finances et l'administration (CFA). Ces documents peuvent être consultés directement sur le site de la CFA[1].

### Tableau 43 – Sommaire des dépenses des services

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Services centraux** | | | | | | | |
| Direction générale | 20 401,5 | 20 199,1 | 25 949,5 | 25 241,6 | 27 368,3 | 24 132,4 | 23 985,3 |
| Finances et évaluation foncière | 73 433,0 | 76 904,6 | 80 132,4 | 81 194,2 | 93 451,3 | 88 700,3 | 86 135,8 |
| Planification stratégique et performance organisationnelle | 13 280,4 | 15 814,7 | 15 100,0 | 15 615,8 | 16 481,0 | 8 764,8 | 7 562,6 |
| Ressources humaines et communications | 69 523,6 | 73 267,7 | 75 036,5 | 77 767,1 | 80 639,5 | 79 481,6 | 79 315,3 |
| Bureau de l'inspecteur général | 4 274,3 | 4 505,0 | 4 828,0 | 4 452,1 | 5 409,9 | 7 527,9 | 7 915,6 |
| Bureau du vérificateur général | 5 941,7 | 5 579,8 | 6 276,5 | 5 813,5 | 7 673,3 | 7 673,3 | 8 061,0 |
| Commission de la fonction publique de Montréal | 948,2 | 1 016,8 | 1 080,5 | 2 148,8 | 2 412,5 | 2 412,5 | 2 522,2 |
| Office de consultation publique de Montréal | - | - | - | 2 303,1 | 2 168,6 | 3 095,6 | 2 938,8 |
| Secrétariat de liaison de l'agglomération de Montréal | 87,2 | 90,6 | 65,3 | 90,4 | 137,3 | 862,2 | 918,0 |
| **Total – Services administratifs** | **187 889,9** | **197 378,3** | **208 468,7** | **214 626,6** | **235 741,7** | **222 650,6** | **219 354,6** |
| | | | | | | | |
| Approvisionnement | 27 772,5 | 31 605,8 | 33 886,0 | 36 430,8 | 38 308,6 | 38 206,9 | 38 193,5 |
| Développement économique | 121 437,5 | 84 735,6 | 113 260,0 | 122 515,8 | 179 787,5 | 82 812,9 | 78 156,6 |
| Habitation | 145 850,5 | 118 358,9 | 161 160,0 | 224 104,8 | 305 225,3 | 228 726,1 | 248 031,8 |
| Stratégie immobilière | 60 782,2 | 62 042,8 | 57 917,7 | 61 199,8 | 63 324,8 | 63 446,9 | 61 216,2 |
| **Total – Habitation et économie** | **355 842,7** | **296 743,1** | **366 223,7** | **444 251,2** | **586 646,2** | **413 192,8** | **425 598,1** |
| | | | | | | | |
| Culture | 62 804,5 | 64 495,5 | 68 531,6 | 75 573,2 | 78 471,5 | 73 778,2 | 80 035,1 |
| Diversité et inclusion sociale | 34 268,0 | 42 581,8 | 47 182,6 | 44 250,7 | 68 298,8 | 43 196,9 | 68 741,2 |
| Environnement | 149 070,8 | 173 066,3 | 206 751,3 | 198 315,7 | 214 847,6 | 223 416,7 | 216 652,8 |
| Espace pour la vie | 69 444,6 | 81 227,9 | 82 694,2 | 88 039,0 | 94 539,1 | 90 648,5 | 95 174,2 |
| **Total – Qualité de vie** | **315 587,9** | **361 371,5** | **405 159,7** | **406 178,6** | **456 157,0** | **431 040,3** | **460 603,3** |
| | | | | | | | |
| Affaires juridiques | 67 101,9 | 68 616,4 | 69 521,1 | 74 882,2 | 78 179,4 | 75 308,5 | 80 123,3 |
| Greffe | 47 359,7 | 30 067,4 | 32 430,8 | 32 095,7 | 54 873,9 | 54 883,1 | 35 545,3 |
| Police | 745 917,3 | 805 439,8 | 819 370,7 | 869 021,1 | 884 664,3 | 824 074,3 | 860 286,4 |
| Sécurité incendie | 391 002,4 | 389 421,2 | 408 843,2 | 405 100,9 | 441 445,5 | 408 693,7 | 419 484,3 |
| **Total – Sécurité urbaine et conformité** | **1 251 381,3** | **1 293 544,8** | **1 330 165,8** | **1 381 099,9** | **1 459 163,1** | **1 362 959,6** | **1 395 439,3** |
| | | | | | | | |
| Concertation des arrondissements et expérience citoyenne | 122 735,3 | 141 130,7 | 168 791,3 | 133 098,1 | 206 903,1 | 149 524,8 | 158 771,8 |
| Expérience citoyenne et communications | (18,4) | 206,7 | (540,6) | 639,8 | - | - | - |
| Grands parcs, Mont-Royal et sports | 53 045,8 | 64 715,2 | 69 091,9 | 75 893,2 | 75 654,9 | 45 399,9 | 55 810,1 |
| Matériel roulant et ateliers | 109 937,9 | 135 957,0 | 144 772,4 | 147 538,5 | 153 878,5 | 148 659,1 | 152 170,5 |
| Technologies de l'information | 81 652,9 | 88 266,9 | 99 635,9 | 128 425,0 | 147 935,3 | 132 713,9 | 143 336,2 |
| **Total – Services de proximité** | **367 353,5** | **430 276,5** | **481 750,9** | **485 594,6** | **584 371,8** | **476 297,7** | **510 088,6** |
| | | | | | | | |
| Commission des services électriques | 72 935,0 | 69 783,9 | 82 292,6 | 87 050,4 | 95 610,4 | 95 610,4 | 105 361,7 |
| Eau | 289 490,4 | 299 053,6 | 318 958,2 | 347 926,7 | 369 099,8 | 366 037,7 | 409 249,5 |
| Gestion et planification des immeubles | 113 266,1 | 127 112,1 | 136 023,3 | 135 693,0 | 149 489,6 | 140 759,8 | 137 933,8 |
| Infrastructures du réseau routier | 71 992,3 | 31 130,6 | 40 810,0 | 37 787,1 | 40 636,1 | 38 416,6 | 38 880,2 |
| Urbanisme et mobilité | 54 052,3 | 73 314,1 | 76 620,3 | 93 795,0 | 119 396,7 | 100 618,8 | 95 392,7 |
| **Total – Urbanisme, mobilité et infrastructures** | **601 736,1** | **600 394,3** | **654 704,4** | **702 252,2** | **774 232,6** | **741 443,3** | **786 817,9** |
| | | | | | | | |
| **Total – Dépenses par services centraux** | **3 079 791,4** | **3 179 708,5** | **3 446 473,2** | **3 634 003,1** | **4 096 312,4** | **3 647 584,3** | **3 797 901,8** |

[1] https://montreal.ca/commissions-permanentes/commission-sur-les-finances-et-ladministration

## 7.2. Sommaire des dépenses des arrondissements

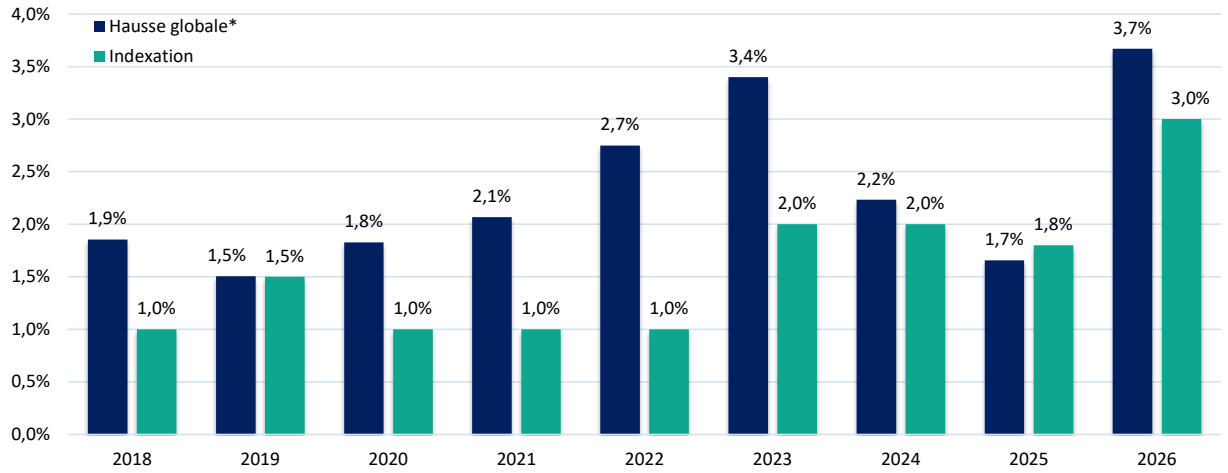
En 2026, les informations détaillées sur le budget 2026 de fonctionnement et les réalisations 2025 des arrondissements sont disponibles sur le portail internet de chaque arrondissement.

### Tableau 44 – Sommaire des budgets des arrondissements

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Arrondissements** | | | | | | | |
| Ahuntsic-Cartierville | 59 749,2 | 62 312,4 | 68 689,5 | 68 252,6 | 72 618,7 | 67 016,1 | 69 071,9 |
| Anjou | 26 448,6 | 30 634,2 | 30 202,8 | 30 497,6 | 33 690,6 | 33 284,7 | 34 220,6 |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 64 561,8 | 72 458,3 | 75 512,1 | 79 930,2 | 82 646,5 | 79 716,7 | 82 792,2 |
| Lachine | 28 968,6 | 31 104,6 | 32 824,8 | 34 108,8 | 36 628,1 | 33 960,4 | 35 199,3 |
| LaSalle | 37 897,8 | 41 625,1 | 42 365,7 | 44 018,5 | 46 315,3 | 47 462,7 | 49 076,3 |
| Le Plateau-Mont-Royal | 54 155,3 | 59 119,4 | 60 305,2 | 62 417,4 | 69 194,6 | 63 508,9 | 67 228,8 |
| Le Sud-Ouest | 55 017,6 | 60 772,7 | 64 484,2 | 64 009,5 | 67 358,6 | 66 474,3 | 69 514,3 |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 12 107,6 | 12 770,5 | 12 972,9 | 14 643,9 | 15 366,8 | 14 019,5 | 14 630,8 |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 66 529,2 | 69 504,7 | 75 347,2 | 81 839,9 | 85 987,5 | 81 030,8 | 81 644,1 |
| Montréal-Nord | 41 061,3 | 44 604,8 | 44 235,9 | 46 851,6 | 50 570,2 | 47 723,3 | 49 388,8 |
| Outremont | 15 295,7 | 16 867,0 | 17 385,7 | 20 021,7 | 22 745,7 | 18 362,1 | 18 874,4 |
| Pierrefonds-Roxboro | 31 984,9 | 35 197,8 | 34 870,1 | 38 213,3 | 40 793,1 | 38 531,0 | 39 997,9 |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 59 833,7 | 64 943,6 | 68 079,1 | 70 433,3 | 73 441,2 | 69 803,2 | 72 833,2 |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 64 485,2 | 71 484,2 | 74 476,0 | 80 479,7 | 83 951,8 | 73 656,7 | 78 627,2 |
| Saint-Laurent | 65 172,5 | 71 145,2 | 75 148,7 | 77 195,8 | 83 994,4 | 82 727,6 | 85 315,6 |
| Saint-Léonard | 35 426,6 | 39 925,3 | 39 831,1 | 40 345,4 | 43 915,7 | 41 974,6 | 44 188,7 |
| Verdun | 37 151,2 | 37 577,5 | 40 522,1 | 41 953,1 | 42 661,6 | 41 502,5 | 43 415,0 |
| Ville-Marie | 92 741,6 | 102 917,6 | 108 774,0 | 115 977,7 | 128 335,3 | 110 611,7 | 117 500,0 |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 57 592,9 | 62 846,7 | 65 638,6 | 68 498,7 | 71 021,9 | 67 015,3 | 70 520,0 |
| **Total – Arrondissements** | **906 181,3** | **987 811,6** | **1 031 665,7** | **1 079 688,7** | **1 151 237,6** | **1 078 382,1** | **1 124 039,1** |

Plus des deux tiers des budgets des arrondissements sont financés par des transferts centraux attribués par le conseil municipal. Ces transferts varient d'une année à l'autre, en fonction de l'indexation consentie par le conseil municipal et de multiples autres facteurs, notamment l'ouverture de nouvelles installations (ex. : centres sportifs, bibliothèques, etc.) L'indexation consentie et la hausse globale des transferts centraux atteignent respectivement 3,0 % et 3,7 % en 2026.

### Graphique 8 – Hausse annuelle des transferts centraux




* Les hausses globales des transferts sont présentées par rapport au budget comparatif de l'année précédente.

## Tableau 45 – Sommaire des sources de financement des arrondissements – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Budget 2025 | Sources de financement | | | | Budget 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Taxes | Autres Revenus | Affectations | Transferts | |
| **Arrondissements** | | | | | | |
| Ahuntsic-Cartierville | 67 016,1 | 11 767,0 | 2 299,5 | - | 55 005,4 | 69 071,9 |
| Anjou | 33 284,7 | 11 106,2 | 1 962,7 | - | 21 151,7 | 34 220,6 |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 79 716,7 | 13 730,9 | 5 219,6 | 751,1 | 63 090,6 | 82 792,2 |
| Lachine | 33 960,4 | 6 295,3 | 2 424,0 | 1 498,0 | 24 982,0 | 35 199,3 |
| LaSalle | 47 462,7 | 8 771,7 | 1 601,3 | - | 38 703,3 | 49 076,3 |
| Le Plateau-Mont-Royal | 63 508,9 | 14 215,5 | 12 717,5 | - | 40 295,8 | 67 228,8 |
| Le Sud-Ouest | 66 474,3 | 12 071,3 | 7 261,8 | 2 500,0 | 47 681,2 | 69 514,3 |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 14 019,5 | 3 583,0 | 645,1 | 107,1 | 10 295,6 | 14 630,8 |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 81 030,8 | 14 940,0 | 4 667,3 | 814,3 | 61 222,5 | 81 644,1 |
| Montréal-Nord | 47 723,3 | 12 485,6 | 910,9 | 1 079,6 | 34 912,7 | 49 388,8 |
| Outremont | 18 362,1 | 4 461,6 | 3 547,8 | 43,5 | 10 821,5 | 18 874,4 |
| Pierrefonds-Roxboro | 38 531,0 | 9 386,8 | 1 487,7 | 1 174,7 | 27 948,7 | 39 997,9 |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 69 803,2 | 13 631,7 | 2 829,6 | 186,0 | 56 185,9 | 72 833,2 |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 73 656,7 | 15 512,1 | 8 310,1 | - | 54 805,0 | 78 627,2 |
| Saint-Laurent | 82 727,6 | 18 996,4 | 4 995,9 | 1 000,0 | 60 323,3 | 85 315,6 |
| Saint-Léonard | 41 974,6 | 10 337,9 | 2 940,3 | 975,0 | 29 935,5 | 44 188,7 |
| Verdun | 41 502,5 | 10 755,6 | 3 673,9 | 578,7 | 28 406,8 | 43 415,0 |
| Ville-Marie | 110 611,7 | 25 235,5 | 25 805,6 | 10 624,7 | 55 834,2 | 117 500,0 |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 67 015,3 | 12 389,7 | 4 113,4 | - | 54 016,9 | 70 520,0 |
| **Total – Arrondissements** | **1 078 382,1** | **229 673,8** | **97 414,0** | **21 332,7** | **775 618,6** | **1 124 039,1** |
| Montant présenté dans le budget des arrondissements et également dans les revenus corporatifs | (959 183,3) | (229 184,2) | - | - | (775 618,6) | (1 004 802,8) |
| **Total – Arrondissements** | **119 198,8** | **489,6** | **97 414,0** | **21 332,7** | **-** | **119 236,3** |

# 8. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

## 8.1. Fiscalité locale

Les faits saillants du budget de 2026 et du PDI 2026-2035 présentent les décisions relatives à la fiscalité de 2026 et les variations des charges fiscales totales des propriétaires de Montréal. Les pages qui suivent détaillent les différentes taxes imposées par la Ville de Montréal, leurs paramètres ainsi que les revenus qu'elles génèrent. Également, les sommaires des charges fiscales totales afférentes aux immeubles résidentiels et aux immeubles non résidentiels sont présentés à la fin de la section.

Les charges fiscales totales sont composées des taxes foncières imposées par le conseil municipal et les conseils d'arrondissement. Le tableau suivant rappelle les principales taxes prélevées par le conseil municipal et les conseils d'arrondissement.

**Tableau 46 – Taxes foncières imposées par le conseil municipal et les conseils d'arrondissement**

| Conseil | Taxe | Que financent les revenus? |
|---|---|---|
| Conseil municipal | **Taxe foncière générale** | Ensemble des services offerts par la Ville de Montréal |
| | **Taxes à des fins spécifiques** | |
| | Taxe relative aux dettes des anciennes villes | Financement des dettes des villes existantes avant les fusions de 2002 |
| | Taxe spéciale relative au service de l'eau | Services d'alimentation en eau potable et d'assainissement des eaux usées |
| | Taxe relative au financement de la contribution à l'ARTM | Contribution versée à l'ARTM pour les services de transport collectif |
| | Taxe spéciale relative au service de la voirie | Infrastructures de la voirie |
| Conseils d'arrondissement | **Taxe relative aux services** | Financement général de l'ensemble des services offerts par chaque arrondissement |
| | **Taxe relative aux investissements** | Dépenses d'investissement de chaque arrondissement |

### Fiscalité du conseil municipal

Le conseil municipal de la Ville de Montréal impose des taxes ainsi que des tarifs sur l'ensemble de son territoire. Ces taxes et tarifs sont notamment établis en fonction de la valeur foncière de l'immeuble, de la consommation d'eau de l'immeuble ou de la superficie, selon le cas.

#### Taxe foncière générale

La taxe foncière générale (TFG) est destinée au financement des dépenses associées aux compétences locales de la Ville de Montréal ainsi qu'aux quotes-parts de la Ville à l'égard des compétences d'agglomération. Il s'agit d'une taxe foncière à taux variés qui est prélevée par le conseil municipal de Montréal. Elle s'applique à tous les immeubles imposables sur le territoire de la Ville de Montréal, en fonction de leur catégorie et de leur sous-catégorie.

La Ville calcule la charge fiscale afférente à la TFG en multipliant la base d'imposition, soit la valeur foncière ajustée, par le taux de la taxe.

Les taux de la TFG varient selon les catégories d'immeubles suivantes :
- celle des immeubles non résidentiels;
- celle des terrains vagues desservis;
- celle qui se décline dans les sous-catégories suivantes :
  - des immeubles de six logements ou plus;
  - qui est dite résiduelle et qui englobe les immeubles de cinq logements et moins.

Pour les immeubles non résidentiels, les taux varient également selon la valeur foncière, en raison de la mesure des taux différenciés expliquée plus bas.

**Tableau 47 – Taux de taxation de 2026 – Taxe foncière générale**
($ par tranche de 100$ d'évaluation foncière)

| Tous les arrondissements | Immeubles résidentiels | | Immeubles non résidentiels | | Terrains vagues desservis |
|---|---|---|---|---|---|
| | Résiduelle | Six logements ou plus | Valeur n'excédant pas 900 000 $ | Valeur excédant 900 000 $ | |
| Taxe foncière générale | 0,4631 | 0,4631 | 2,0084 | 2,5719 | 1,8524 |

Terrains vagues
Il est à noter que les terrains vagues desservis et non desservis sont assujettis à l'équivalent de quatre fois le taux de base; toutefois, les taux qui leur sont appliqués ne sont pas les mêmes selon que ces terrains soient desservis ou non :
- les terrains vagues desservis sont imposés en fonction de leur catégorie, à un taux spécifique équivalant à quatre fois le taux de base;
- les terrains vagues non desservis se voient imposer le taux de base ainsi que la taxe sur les terrains vagues non desservis, dont le taux est équivalent à trois fois celui du taux de base.

Mesure des taux différenciés selon la valeur foncière – immeubles non résidentiels
La Ville de Montréal utilise la mesure des taux différenciés selon la valeur foncière pour les immeubles non résidentiels.

Cette mesure permet à la Ville de Montréal d'utiliser une taxe structurée en deux tranches de valeur foncière pour les immeubles non résidentiels. Le premier taux s'applique à la tranche de valeur foncière de 900 000 $ et moins. La deuxième tranche de valeur foncière, soit la valeur foncière au-delà de 900 000 $, est imposée à un taux de taxe supérieur à celui de la première tranche.

En 2026, l'écart entre le taux de la première tranche et le taux de la deuxième tranche de la valeur foncière demeure stable, à près de 30 %. Cet écart entre les deux tranches s'applique à la TFG, à la taxe relative aux dettes des anciennes villes ainsi qu'à la taxe relative au financement de l'ARTM.

De façon cumulative, la mesure a pour effet d'alléger globalement de 16 % les charges fiscales totales de plus de 70 % des immeubles non résidentiels, soit ceux dont la valeur foncière est de 900 000 $ ou moins. Au total, ce sont plus de 90 % des immeubles non résidentiels qui bénéficient des taux par tranche de valeur foncière.

Le tableau suivant présente l'effet cumulatif de la mesure et de ses bonifications, depuis son introduction en 2019, pour trois immeubles théoriques.

**Tableau 48 – Effet de la mesure des taux différenciés pour trois immeubles non résidentiels, 2026**

| Types de taxes | Immeuble de 450 000 $ | | Immeuble de 900 000 $ | | Immeuble de 1,5 M$ | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Sans la mesure | Avec la mesure | Sans la mesure | Avec la mesure | Sans la mesure | Avec la mesure |
| Taxe foncière générale | 11 097 $ | 9 038 $ | 22 194 $ | 18 076 $ | 36 990 $ | 33 507 $ |
| Taxes à des fins spécifiques | 2 151 $ | 2 046 $ | 4 302 $ | 4 091 $ | 7 170 $ | 6 978 $ |
| Taxes d'arrondissement | 215 $ | 215 $ | 429 $ | 429 $ | 716 $ | 716 $ |
| | **13 463 $** | **11 299 $** | **26 925 $** | **22 596 $** | **44 876 $** | **41 201 $** |
| **Effet cumulatif** | **(2 164 $)** | | **(4 329 $)** | | **(3 675 $)** | |
| | **(16 %)** | | **(16 %)** | | **(8 %)** | |

**Taxe relative aux dettes des anciennes villes**

Lors des fusions municipales de 2002, les municipalités présentaient des bilans financiers différents. L'encadrement juridique des fusions municipales prévoit que le financement des passifs de chacune des municipalités demeure à la charge exclusive des propriétaires de chacun de ces territoires.

Depuis 2002, la Ville de Montréal a intégré ce financement à même les taux de la TFG. À compter de 2022, cela se fait par le biais de la taxe relative aux dettes des anciennes villes.

Les taux de cette taxe s'appliquent selon les mêmes catégories et sous-catégories que celles de la TFG. Ainsi, pour les immeubles non résidentiels, les taux s'appliquent selon les tranches de la valeur foncière non résidentielle comme pour la TFG.

Pour les secteurs de l'Île-Bizard, de Pierrefonds, de Roxboro et de Sainte-Geneviève, les dettes ont été complètement remboursées. Il n'y a donc pas de taux pour cette taxe.

**Tableau 49 – Taux de taxation de 2026 – Taxe relative aux dettes des anciennes villes (secteurs)**
($ par tranche de 100 $ d'évaluation foncière)

| Secteurs | Immeubles résidentiels | | Immeubles non résidentiels | | Terrains vagues desservis |
|---|---|---|---|---|---|
| | Résiduelle | Six logements ou plus | Valeur n'excédant pas 900 000 $ | Valeur excédant 900 000 $ | |
| Anjou | 0,0048 | 0,0048 | 0,0155 | 0,0198 | 0,0192 |
| Lachine | 0,0010 | 0,0010 | 0,0030 | 0,0039 | 0,0040 |
| LaSalle | 0,0029 | 0,0029 | 0,0098 | 0,0126 | 0,0116 |
| Montréal | 0,0196 | 0,0196 | 0,0644 | 0,0825 | 0,0784 |
| Montréal-Nord | 0,0104 | 0,0104 | 0,0374 | 0,0479 | 0,0416 |
| Outremont | 0,0052 | 0,0052 | 0,0200 | 0,0256 | 0,0208 |
| Saint-Laurent | 0,0032 | 0,0032 | 0,0097 | 0,0124 | 0,0128 |
| Saint-Léonard | 0,0058 | 0,0058 | 0,0199 | 0,0255 | 0,0232 |
| Verdun | 0,0040 | 0,0040 | 0,0145 | 0,0186 | 0,0160 |

**Fiscalité de l'eau**

En 2026, les revenus fiscaux versés à la réserve financière locale de l'eau augmentent de 36,9 M$, pour un total de 539,1 M$. De ces revenus, 528 M$ proviennent de la taxe spéciale relative au service de l'eau et 11,1 M$ sont des revenus de la tarification volumétrique.

La taxe spéciale relative au service de l'eau

La taxe spéciale relative au service de l'eau génère 528 M$ en 2026, en hausse de 36,5 M$.

Les taux de cette taxe foncière varient selon deux catégories d'immeubles : les immeubles résidentiels et les immeubles non résidentiels. Alors que les terrains vagues desservis sont assujettis à cette taxe, les terrains vagues non desservis ne le sont pas.

Pour les immeubles non résidentiels, la taxe est imposée en fonction d'un taux de taxation variant selon la présence ou non d'un compteur d'eau dans l'immeuble. Cette différence fait suite à l'entrée en vigueur, le 1er janvier 2023, de la tarification volumétrique pour le financement de l'eau sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal.

**Tableau 50 – Taux de taxation de 2026 – Taxe spéciale relative au service de l'eau**
($ par tranche de 100 $ d'évaluation foncière)

| Tous les arrondissements | Immeubles résidentiels | | Immeubles non résidentiels | |
|---|---|---|---|---|
| | Résiduelle | Six logements ou plus | Avec compteur | Sans compteur |
| Taxe relative à l'eau | 0,0831 | 0,0831 | 0,3270 | 0,3433 |

La tarification volumétrique pour le service d'eau

Les revenus de la tarification volumétrique s'élèvent à 11,1 M$ en 2026, ce qui représente une hausse de 0,3 M$ par rapport à 2025.

La tarification volumétrique s'applique comme mesure écofiscale depuis 2023 aux immeubles non résidentiels avec compteur sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal pour le financement des services de l'eau.

La structure du tarif est composée de quatre tranches selon le volume d'eau consommé durant l'année. Les taux applicables pour l'année 2026 sont indexés de 5 % pour toutes les tranches de consommation d'eau. Par ailleurs, l'allocation de 1 000 $m^3$ demeure inchangée.

**Tableau 51 – Taux de tarification de 2026 – Tarification volumétrique pour le service d'eau**
($ par mètre cube d'eau consommée par année)

| Consommation | Tarif / $m^3$ |
|---|---|
| Jusqu'à 1 000 $m^3$ | s. o. |
| De plus de 1 000 $m^3$ à 10 000 $m^3$ | 0,110 |
| De plus de 10 000 $m^3$ à 100 000 $m^3$ | 0,225 |
| De plus de 100 000 $m^3$ | 0,690 |

**Taxe relative au financement de la contribution à l'ARTM**

La taxe relative au financement de la contribution à l'ARTM génère des revenus de 52,2 M$ en 2026. Ces revenus servent à financer une partie de la contribution de la Ville de Montréal au transport collectif.

Les taux de cette taxe diffèrent selon la même structure que la TFG. Ainsi, pour les immeubles non résidentiels, des taux différenciés par tranche de valeur foncière sont appliqués, comme pour la TFG.

**Tableau 52 – Taux de taxation de 2026 – Taxe relative au financement de la contribution à l'ARTM**
($ par tranche de 100 $ d'évaluation foncière)

| Tous les arrondissements | Immeubles résidentiels | | Immeubles non résidentiels | | Terrains vagues desservis |
|---|---|---|---|---|---|
| | Résiduelle | Six logements ou plus | Valeur n'excédant pas 900 000 $ | Valeur excédant 900 000 $ | |
| Taxe relative à l'ARTM | 0,0070 | 0,0070 | 0,0301 | 0,0385 | 0,0280 |

**Taxe spéciale relative au service de la voirie**

La taxe relative à la voirie génère des revenus de 20,8 M$ en 2026. Ces revenus sont consacrés aux dépenses relatives à la voirie municipale.

Les taux de cette taxe diffèrent selon les catégories d'immeubles, soit les immeubles résidentiels et les immeubles non résidentiels. Alors que les terrains vagues desservis sont sujets à la taxe relative à la voirie, les terrains vagues non desservis ne le sont pas.

**Tableau 53 – Taux de taxation de 2026 – Taxe relative au service de la voirie**
($ par tranche de 100 $ d'évaluation foncière)

| Tous les arrondissements | Immeubles résidentiels | Immeubles non résidentiels |
|---|---|---|
| Taxe relative à la voirie | 0,0024 | 0,0168 |

**Taxe sur les parcs de stationnement**

Les revenus de cette taxe sont de 38,1 M$ en 2026, en baisse de 0,6 M$. Malgré l'indexation des taux de la taxe, la diminution des superficies des parcs de stationnement explique la baisse de revenus. Ces revenus servent à financer une partie de la contribution de la Ville de Montréal au transport collectif. La taxe sur les parcs de stationnement prend la forme d'un taux au mètre carré, appliqué à la superficie des parcs de stationnement.

Une exonération pour les 390 premiers mètres carrés est accordée à tous les parcs de stationnement des secteurs A, B et C, à l'exception de ceux qui sont situés sur des terrains vagues desservis où sont exploités des commerces de stationnement. Dans le secteur D, le seuil à partir duquel les stationnements extérieurs sont assujettis à la taxe est de 5 000 mètres carrés.

Le taux applicable dépend des caractéristiques du parc de stationnement, soit si celui-ci se trouve à l'intérieur ou à l'extérieur, et le secteur où celui-ci est situé :

- Le secteur A, qui correspond au centre des affaires de Montréal[1];
- Le secteur B, qui correspond au centre-ville de Montréal[2], en excluant les secteurs A et C;
- Le secteur C, dont le périmètre est illustré à la figure [2];
- Le secteur D, qui correspond au territoire de l'ensemble de la Ville de Montréal, en excluant les secteurs A, B et C.

Pour l'exercice financier 2026, les taux des secteurs A, B et C sont indexés de 3,4 %. Le taux du secteur D augmente de 0,25 $ par mètre carré.

Il est estimé qu'une réduction supplémentaire annuelle de 3 765 tonnes d'éq. $CO_2$ découlera de cette augmentation du taux de la taxe. Vous trouverez plus d'information sur l'impact des interventions de la Ville de Montréal dans la section *Climat 2026*.

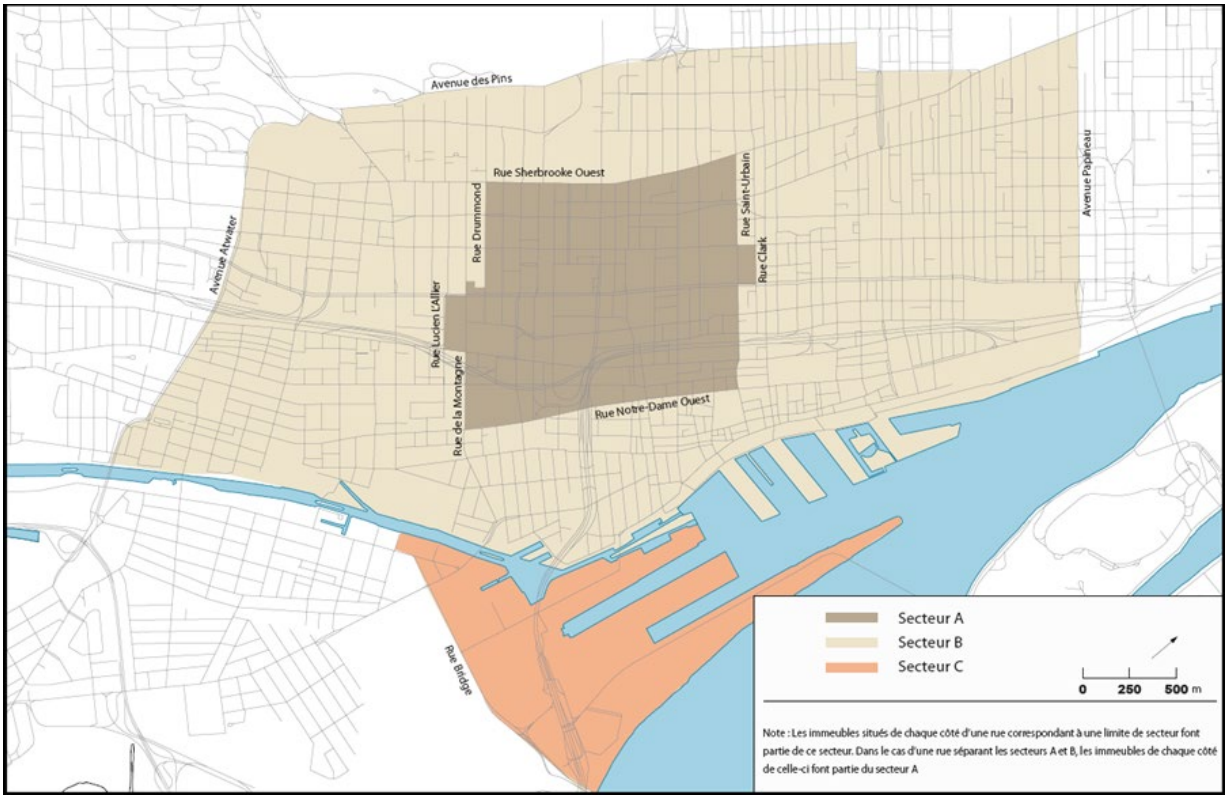
[1] Tel que le définit l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4).

[2] Tel que le définit l'article 8 du Recueil des tarifs du transport privé par taxi, décision MPTC08-00275, 080804 ([2008] 140 G.O. II 4862).

**Tableau 54 – Taux de taxation de 2026 – Taxe sur les parcs de stationnement**

| Secteurs | Intérieurs $/m² | Extérieurs $/m² |
|---|---|---|
| Secteur A | 14,25 | 57,50 |
| Secteur B | 7,20 | 43,20 |
| Secteur C | 7,20 | 21,60 |
| Secteur D | s. o. | 2,75 |

**Figure 1 – Secteurs A, B et C d'application de la taxe sur les parcs de stationnement**



**Traitement des immeubles non imposables**

La *Loi sur la fiscalité municipale* indique que les immeubles non imposables sont assujettis à diverses compensations de taxes. Ces compensations permettent aux gouvernements de participer au financement des services municipaux dont bénéficient leurs immeubles, dans les villes où ils sont situés.

Les immeubles du gouvernement du Canada sont généralement assujettis à des compensations équivalentes au plein montant des taxes imposées par la Ville de Montréal.

Depuis la refonte des compensations en 2022, ce n'est plus le cas pour bon nombre d'immeubles du gouvernement du Québec. Seuls les immeubles de la Société québécoise des infrastructures (SQI) et la Place des Arts demeurent assujettis à des compensations équivalant au plein montant des taxes imposées par la Ville de Montréal.

Pour les autres immeubles du gouvernement du Québec, les compensations versées sont basées sur le taux global de taxation (TGT). Le TGT est ensuite multiplié par un pourcentage pour l'établissement des compensations versées pour les différents immeubles du gouvernement du Québec :

- 100 % pour les immeubles des réseaux de la santé (hôpitaux), des services sociaux et de l'enseignement supérieur (cégeps et universités);
- 82 % pour les écoles primaires ainsi que pour les autres immeubles du réseau scolaire primaire et secondaire;
- 135 % pour les immeubles du gouvernement du Québec (à l'exception des immeubles de la SQI, notamment);
- 370 % pour les immeubles des gouvernements étrangers et des organismes internationaux.

**Autres immeubles exempts**

Les lieux de culte, les immeubles appartenant à la Régie des installations olympiques et ceux appartenant à l'ARTM, à Exo ainsi que les immeubles nécessaires à l'exploitation du Réseau express métropolitain (REM) ne sont assujettis à aucune compensation de taxes.

Depuis l'exercice financier 2025, la compensation des OBNL propriétaires détenant une reconnaissance de la Commission municipale du Québec n'est plus exigée.

## Fiscalité des conseils d'arrondissement

Les arrondissements imposent deux taxes : une taxe relative aux services et une taxe relative aux investissements. Ces taxes sont imposées à un taux unique dans chaque arrondissement, sans distinction entre les catégories et sous-catégories d'immeubles.

Globalement, les décisions des 19 conseils d'arrondissement ont pour effet d'augmenter de 0,8 % les charges fiscales totales pour les immeubles résidentiels et de 0,2 % celles des immeubles non résidentiels.

### Taxe relative aux services

Dans le but d'augmenter son niveau de services, un conseil d'arrondissement peut imposer une taxe foncière aux immeubles imposables de son arrondissement ou exiger une compensation pour les immeubles non imposables assujettis.

Le tableau suivant présente l'évolution des revenus provenant des taxes relatives aux services par rapport au dernier budget, en redressant les montants de 2025 pour tenir compte de la croissance immobilière. À l'écart de 15,5 M$ entre les revenus de 2025 et ceux de 2026, reflétant les décisions des conseils d'arrondissement, s'ajoutent les revenus attribuables à la croissance immobilière, ce qui porte à 18,2 M$ l'écart total entre les revenus budgétés en 2025 et 2026.

**Tableau 55 – Revenus provenant des taxes relatives aux services, en 2025 et en 2026, et taux applicables en 2026**

| Arrondissements | Revenus 2025[1] | Revenus 2026[2] | Écart | | Effet sur les charges fiscales résidentielles | Taux |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | (000 $) | (000 $) | (000 $) | (%) | (%) | ($/100 $) |
| Ahuntsic–Cartierville | 10 504 | 11 628 | 1 124 | 10,7 | 0,7 | 0,0448 |
| Anjou | 10 791 | 11 090 | 299 | 2,8 | 0,2 | 0,1150 |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 13 075 | 13 519 | 445 | 3,4 | 0,2 | 0,0393 |
| Lachine | 5 813 | 6 220 | 407 | 7,0 | 0,4 | 0,0565 |
| LaSalle | 8 148 | 8 621 | 473 | 5,8 | 0,3 | 0,0562 |
| Le Plateau-Mont-Royal | 12 994 | 14 163 | 1 169 | 9,0 | 0,6 | 0,0513 |
| Le Sud-Ouest | 10 626 | 11 561 | 935 | 8,8 | 0,5 | 0,0510 |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 3 243 | 3 561 | 318 | 9,8 | 1,1 | 0,0822 |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 13 897 | 14 730 | 834 | 6,0 | 0,4 | 0,0601 |
| Montréal-Nord | 12 063 | 12 398 | 336 | 2,8 | 0,4 | 0,1230 |
| Outremont | 4 199 | 4 367 | 168 | 4,0 | 0,3 | 0,0431 |
| Pierrefonds–Roxboro | 8 818 | 9 347 | 529 | 6,0 | 0,6 | 0,0706 |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 12 662 | 13 535 | 874 | 6,9 | 0,6 | 0,0714 |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 12 757 | 15 327 | 2 570 | 20,1 | 1,4 | 0,0531 |
| Saint-Laurent | 18 113 | 18 710 | 598 | 3,3 | 0,1 | 0,0604 |
| Saint-Léonard | 9 960 | 10 251 | 291 | 2,9 | 0,2 | 0,0758 |
| Verdun | 8 580 | 10 639 | 2 059 | 24,0 | 1,9 | 0,0627 |
| Ville-Marie | 23 703 | 24 414 | 711 | 3,0 | 0,2 | 0,0391 |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 10 822 | 12 229 | 1 407 | 13,0 | 1,0 | 0,0548 |
| **Ville de Montréal** | **210 766** | **226 311** | **15 546** | **7,4** | **0,6** | **s. o.** |

[1] Les revenus des taxes relatives aux services des arrondissements pour 2025 ont été actualisés pour tenir compte de la croissance immobilière entre le 14 septembre et le 31 décembre 2024.

[2] Les taux présentés dans le tableau correspondent à la somme des taux appliqués dans les arrondissements. Dans le cas de l'arrondissement de Lachine, il s'agit d'un équivalent foncier puisque l'une des taxes de services de l'arrondissement est un tarif par unité et l'autre un taux foncier de 0,0434 $ / 100 $.

### Taxe relative aux investissements

Depuis 2005, les conseils d'arrondissement ont le pouvoir d'adopter des règlements d'emprunt pour des dépenses de compétence locale inscrites à leur programme triennal d'immobilisations. Le paiement des emprunts doit être assumé par les propriétaires des immeubles imposables situés dans l'arrondissement.

Une taxe d'arrondissement relative aux investissements est donc imposée, conformément aux règlements d'emprunt déjà adoptés par les différents conseils d'arrondissement et aux dépenses d'investissement effectuées à même ces règlements. En 2026, ces taxes génèrent des revenus de 124,7 M$, soit 7 M$ de plus qu'en 2025, et permettent le remboursement des emprunts liés aux travaux d'immobilisations effectués de 2005 à 2024.

**Tableau 56 – Taux de taxation de 2026 – Taxe relative aux investissements**
($ par tranche de 100 $ d'évaluation foncière)

| Arrondissements | Taux | Arrondissements | Taux |
|---|---|---|---|
| Ahuntsic–Cartierville | 0,0303 | Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 0,0400 |
| Anjou | 0,0649 | Montréal-Nord | 0,0490 |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 0,0214 | Outremont | 0,0298 |
| Lachine | 0,0312 | Pierrefonds–Roxboro | 0,0422 |
| LaSalle | 0,0319 | Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 0,0634 |
| Le Plateau-Mont-Royal | 0,0246 | Rosemont–La Petite-Patrie | 0,0308 |
| Le Sud-Ouest | 0,0263 | Saint-Laurent | 0,0334 |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | | Saint-Léonard | 0,0449 |
| L'Île-Bizard | 0,0870 | Verdun | 0,0339 |
| Sainte-Geneviève | 0,0869 | Ville-Marie | 0,0086 |
| | | Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 0,0297 |

### Dépôt du rôle 2026-2027-2028

Le rôle d'évaluation 2026-2027-2028 de la Ville de Montréal a été déposé le 10 septembre 2025. Il contient de nombreux renseignements sur les propriétés du territoire montréalais, notamment leur valeur foncière, laquelle sert au calcul des taxes foncières.

La Ville de Montréal ne s'enrichit pas lors d'un dépôt de rôle. Elle ajuste ses taux de taxes pour tenir compte des valeurs mises à jour. Ainsi, lorsque les valeurs augmentent, la Ville de Montréal ajuste ses taux à la baisse.

Ce nouveau rôle présente une hausse moyenne de 11,3 % des valeurs foncières. Toutefois, cette évolution varie considérablement d'un secteur à l'autre de la ville et selon le type de propriété. Les écarts sont moins marqués que lors du rôle précédent, où l'augmentation moyenne atteignait 32,3 %.

L'étalement de la variation des valeurs permettra de lisser les effets des indexations sur la durée du rôle 2026-2027-2028.

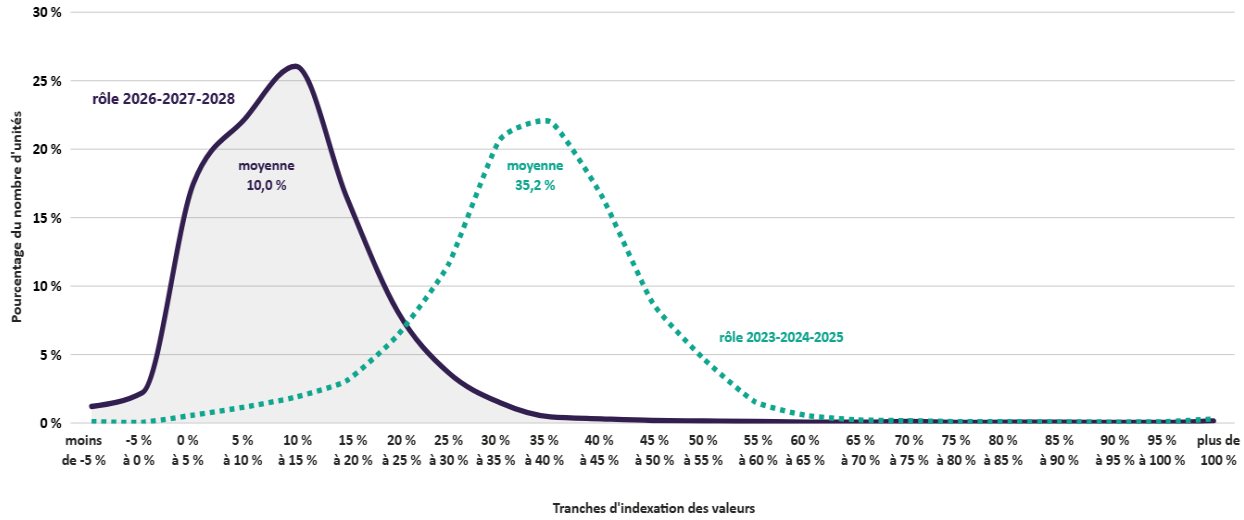
**Tableau 57 – Croissance des valeurs foncières des immeubles imposables et compensables à 100 % lors des deux derniers rôles d'évaluation foncière**

| Catégories | Indexation 2023-2024-2025 | Indexation 2026-2027-2028 |
|---|---|---|
| Résidentielle | 35,2 % | 10,0 % |
| Non résidentielle | 20,9 % | 15,5 % |
| **Total** | **32,3 %** | **11,3 %** |

**Immeubles résidentiels imposables et compensables à 100 %**

Avec le dépôt du nouveau rôle, la variation moyenne de la valeur des immeubles résidentiels est de 10,0 %, comparativement à 35,2 % lors du rôle précédent. La distribution des variations des valeurs résidentielles au rôle 2026-2027-2028 est plus concentrée autour de la moyenne que celle du rôle 2023-2024-2025 : on constate qu'il y a moins d'unités d'évaluations avec de forts écarts par rapport à la moyenne qu'au rôle précédent.

**Graphique 9 – Distribution des variations de valeurs des immeubles résidentiels, imposables et compensables à 100 %, rôles 2023-2024-2025 et 2026-2027-2028**

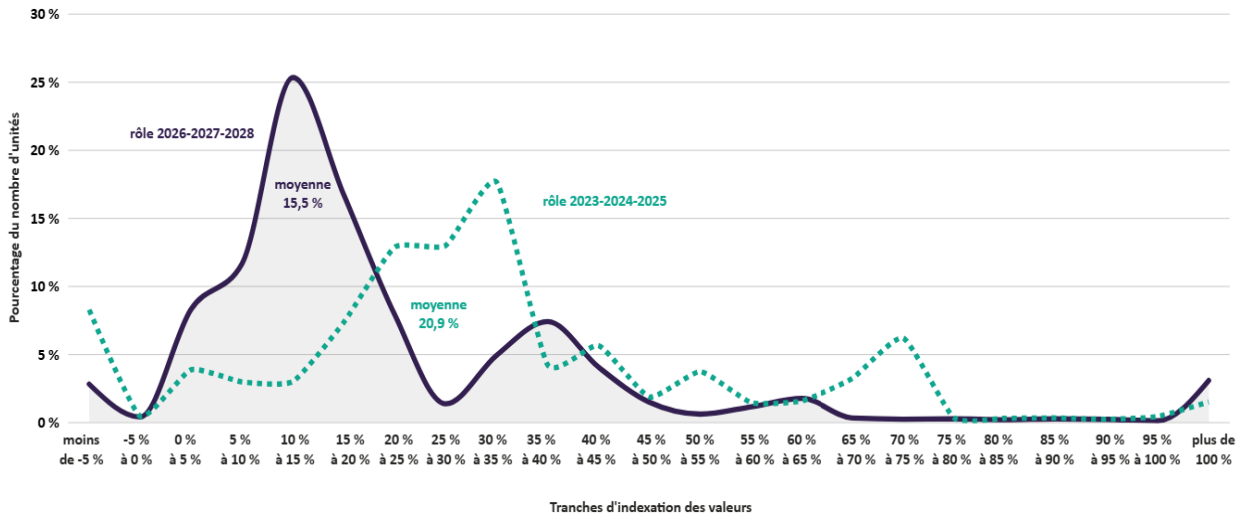



**Immeubles non résidentiels imposables et compensables à 100 %**

Pour ce qui est des immeubles non résidentiels, la variation moyenne des valeurs foncières au dépôt du rôle 2026-2027-2028 est de 15,5 %. La distribution des variations demeure très étendue, comme au rôle précédent. Un petit nombre d'unités de grande valeur affiche des diminutions ou des hausses très modestes de valeurs foncières, tandis qu'un plus grand nombre d'unités d'évaluation de moindre taille connaissent une forte hausse de leurs valeurs foncières.

Cette distribution est en partie tributaire d'une diminution des valeurs foncières des tours de bureaux du centre-ville, ainsi que par la hausse plus marquée des valeurs foncières des immeubles industriels et des terrains vagues.

**Graphique 10 – Distribution des valeurs des immeubles non résidentiels, imposables et compensables à 100 %, rôles 2023-2024-2025 et 2026-2027-2028**




### Variations selon les arrondissements

On observe des augmentations de valeurs foncières plus importantes dans les arrondissements situés à plus grande distance du centre-ville. Ainsi, les immeubles résidentiels des arrondissements de Ville-Marie, Le Sud-Ouest et Le Plateau–Mont-Royal sont sujets à des augmentations moins importantes des valeurs foncières. À l'inverse, dans les arrondissements plus excentrés, tels que Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Montréal-Nord et L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, les valeurs augmentent plus fortement.

Au niveau des immeubles non résidentiels, les arrondissements comportant une forte proportion d'immeubles industriels constatent une hausse plus importante du total de leurs valeurs foncières non résidentielles, tels que les arrondissements de Lachine, LaSalle et Saint-Laurent. Cela reflète la composition du parc immobilier dans ces arrondissements.

**Tableau 58 – Indexation des valeurs foncières entre le rôle 2023-2024-2025 et le rôle 2026-2027-2028, par catégories d'immeubles, valeurs imposables et compensables à 100 %**

| Arrondissements | Immeubles résidentiels | | Immeubles non résidentiels | Tous les immeubles |
|---|---|---|---|---|
| | 5 logements et moins | 6 logements ou plus | | |
| Ahuntsic–Cartierville | 9,8 % | 17,0 % | 14,6 % | 11,4 % |
| Anjou | 15,7 % | 15,2 % | 31,5 % | 21,0 % |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 5,5 % | 7,1 % | 16,4 % | 7,1 % |
| Lachine | 11,9 % | 11,6 % | 40,2 % | 19,3 % |
| LaSalle | 10,1 % | 9,6 % | 34,6 % | 13,3 % |
| Le Plateau-Mont-Royal | 7,2 % | 8,9 % | 14,0 % | 8,5 % |
| Le Sud-Ouest | 6,8 % | 10,3 % | 21,3 % | 9,8 % |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 14,1 % | 15,7 % | 21,0 % | 14,4 % |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 12,1 % | 10,2 % | 24,0 % | 13,4 % |
| Montréal-Nord | 18,3 % | 16,4 % | 28,0 % | 19,1 % |
| Outremont | 9,0 % | 8,8 % | 10,1 % | 9,0 % |
| Pierrefonds–Roxboro | 11,7 % | 10,1 % | 16,3 % | 11,7 % |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 19,1 % | 11,9 % | 31,6 % | 20,2 % |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 10,5 % | 14,9 % | 13,0 % | 11,7 % |
| Saint-Laurent | 10,0 % | 10,3 % | 30,1 % | 17,6 % |
| Saint-Léonard | 13,2 % | 13,7 % | 26,6 % | 15,9 % |
| Verdun | 9,0 % | 10,0 % | 6,7 % | 9,0 % |
| Ville-Marie | 3,2 % | 8,7 % | 0,2 % | 3,4 % |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 11,5 % | 14,1 % | 15,3 % | 12,6 % |
| **Ville de Montréal** | **9,8 %** | **10,7 %** | **15,5 %** | **11,3 %** |

## Étalement des variations de valeurs au rôle d'évaluation foncière

Lors du dépôt d'un nouveau rôle, presque tous les propriétaires voient la valeur de leur propriété varier, que ce soit à la hausse ou à la baisse.

Généralement, le propriétaire d'un immeuble dont la valeur foncière a augmenté plus que la moyenne lors du dépôt du dernier rôle verra sa charge fiscale augmenter, toutes choses étant égales par ailleurs. Inversement, le propriétaire d'un immeuble dont la valeur foncière a augmenté moins que la moyenne verra sa charge fiscale diminuer. Afin d'atténuer ces déplacements fiscaux, les variations de valeurs foncières observées à Montréal entre le rôle d'évaluation précédent et le rôle actuel sont étalées sur trois ans.

Ainsi, pour établir les taxes foncières de chacune des années 2026, 2027 et 2028, le tiers de la variation entre la valeur foncière au rôle précédent et celle au rôle actuel est successivement ajouté (ou retranché, selon le cas) à la valeur foncière inscrite au rôle précédent. La valeur ainsi obtenue est appelée valeur ajustée. L'année 2026 constitue la première année d'application du rôle d'évaluation actuel et les valeurs ajustées 2026 servent de base d'imposition pour le budget 2026.

À titre d'exemple, le tableau suivant présente le calcul de la valeur ajustée de deux propriétés théoriques, dont la valeur au rôle évolue différemment.

**Tableau 59 – Calcul de la valeur foncière ajustée pour 2026, 2027 et 2028**

| | Propriété A | Propriété B |
|---|---|---|
| **Données de base** | | |
| Valeur au rôle 2023-2024-2025 (3 ans) | 650 000 $ | 550 000 $ |
| Valeur au rôle 2026-2027-2028 (3 ans) | 635 000 $ | 580 000 $ |
| Variation de la valeur au rôle | (15 000) $ | 30 000 $ |
| **Calcul de la valeur ajustée** | | |
| Valeur au rôle 2026-2027-2028 | 650 000 $ | 550 000 $ |
| +/– le tiers de la variation de valeur | (5 000) $ | 10 000 $ |
| **Valeur ajustée pour 2026** | **645 000 $** | **560 000 $** |
| **Valeur ajustée pour 2027** | **640 000 $** | **570 000 $** |
| **Valeur ajustée pour 2028** | **635 000 $** | **580 000 $** |

## Taux moyens cumulés

### Tableau 60 – Taux de taxation de 2026 – Immeubles de la sous-catégorie résiduelle

($ par tranche de 100 $ d'évaluation foncière)

| Arrondissements | Taxe foncière générale | Taxe relative aux dettes des anciennes villes | Taxe relative à l'eau | Taxe relative à la voirie | Taxe relative au financement de l'ARTM | Arrondissements | | | TAUX MOYEN CUMULÉ TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taxe relative aux services[1] | Taxe relative aux investissements[2] | Taux moyen cumulé de l'arrondissement | |
| Ahuntsic–Cartierville | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0448 | 0,0303 | **0,0751** | **0,6503** |
| Anjou | 0,4631 | 0,0048 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,1150 | 0,0649 | **0,1799** | **0,7403** |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0393 | 0,0214 | **0,0607** | **0,6359** |
| Lachine | 0,4631 | 0,0010 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0567 | 0,0312 | **0,0879** | **0,6445** |
| LaSalle | 0,4631 | 0,0029 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0562 | 0,0319 | **0,0881** | **0,6466** |
| Le Plateau-Mont-Royal | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0513 | 0,0246 | **0,0759** | **0,6511** |
| Le Sud-Ouest | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0510 | 0,0263 | **0,0773** | **0,6525** |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 0,4631 | s. o. | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0822 | 0,0870 | **0,1692** | **0,7248** |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0601 | 0,0400 | **0,1001** | **0,6753** |
| Montréal-Nord | 0,4631 | 0,0104 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,1230 | 0,0490 | **0,1720** | **0,7380** |
| Outremont | 0,4631 | 0,0052 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0431 | 0,0298 | **0,0729** | **0,6337** |
| Pierrefonds–Roxboro | 0,4631 | s. o. | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0706 | 0,0422 | **0,1128** | **0,6684** |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0714 | 0,0634 | **0,1348** | **0,7100** |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0531 | 0,0308 | **0,0839** | **0,6591** |
| Saint-Laurent | 0,4631 | 0,0032 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0604 | 0,0334 | **0,0938** | **0,6526** |
| Saint-Léonard | 0,4631 | 0,0058 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0758 | 0,0449 | **0,1207** | **0,6821** |
| Verdun | 0,4631 | 0,0040 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0627 | 0,0339 | **0,0966** | **0,6562** |
| Ville-Marie | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0391 | 0,0086 | **0,0477** | **0,6229** |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0548 | 0,0297 | **0,0845** | **0,6597** |
| **VILLE DE MONTRÉAL** | **0,4631** | **0,0139** | **0,0831** | **0,0024** | **0,0070** | **0,0562** | **0,0310** | **0,0871** | **0,6566** |

1 L'arrondissement de Lachine impose un tarif de 57,91 $ par logement, ce qui correspond à un équivalent foncier de 0,0133.

2 L'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève comporte un taux relatif aux investissements de 0,0870 pour le secteur de l'Île-Bizard et de 0,0869 pour le secteur Sainte-Geneviève.

## Tableau 61 – Taux de taxation de 2026 – Immeubles de la sous-catégorie six logements ou plus

($ par tranche de 100 $ d'évaluation foncière)

| Arrondissements | Taxe foncière générale | Taxe relative aux dettes des anciennes villes | Taxe relative à l'eau | Taxe relative à la voirie | Taxe relative au financement de l'ARTM | Arrondissements | | | TAUX MOYEN CUMULÉ TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taxe relative aux services[1] | Taxe relative aux investissements[2] | Taux moyen cumulé de l'arrondissement | |
| Ahuntsic–Cartierville | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0448 | 0,0303 | **0,0751** | **0,6503** |
| Anjou | 0,4631 | 0,0048 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,1150 | 0,0649 | **0,1799** | **0,7403** |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0393 | 0,0214 | **0,0607** | **0,6359** |
| Lachine | 0,4631 | 0,0010 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0773 | 0,0312 | **0,1085** | **0,6651** |
| LaSalle | 0,4631 | 0,0029 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0562 | 0,0319 | **0,0881** | **0,6466** |
| Le Plateau-Mont-Royal | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0513 | 0,0246 | **0,0759** | **0,6511** |
| Le Sud-Ouest | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0510 | 0,0263 | **0,0773** | **0,6525** |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 0,4631 | s. o. | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0822 | 0,0870 | **0,1692** | **0,7248** |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0601 | 0,0400 | **0,1001** | **0,6753** |
| Montréal-Nord | 0,4631 | 0,0104 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,1230 | 0,0490 | **0,1720** | **0,7380** |
| Outremont | 0,4631 | 0,0052 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0431 | 0,0298 | **0,0729** | **0,6337** |
| Pierrefonds–Roxboro | 0,4631 | s. o. | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0706 | 0,0422 | **0,1128** | **0,6684** |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0714 | 0,0634 | **0,1348** | **0,7100** |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0531 | 0,0308 | **0,0839** | **0,6591** |
| Saint-Laurent | 0,4631 | 0,0032 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0604 | 0,0334 | **0,0938** | **0,6526** |
| Saint-Léonard | 0,4631 | 0,0058 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0758 | 0,0449 | **0,1207** | **0,6821** |
| Verdun | 0,4631 | 0,0040 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0627 | 0,0339 | **0,0966** | **0,6562** |
| Ville-Marie | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0391 | 0,0086 | **0,0477** | **0,6229** |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 0,4631 | 0,0196 | 0,0831 | 0,0024 | 0,0070 | 0,0548 | 0,0297 | **0,0845** | **0,6597** |
| **VILLE DE MONTRÉAL** | **0,4631** | **0,0160** | **0,0831** | **0,0024** | **0,0070** | **0,0562** | **0,0310** | **0,0871** | **0,6587** |

1 L'arrondissement de Lachine impose un tarif de 57,91 $ par logement, ce qui correspond à un équivalent foncier de 0,0339.

2 L'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève comporte un taux relatif aux investissements de 0,0870 pour le secteur de l'Île-Bizard et de 0,0869 pour le secteur Sainte-Geneviève.

## Tableau 62 – Taux de taxation de 2026 – Immeubles de la catégorie des immeubles non résidentiels

($ par tranche de 100 $ d'évaluation foncière)

| Arrondissements | Taxe foncière générale[1] | Taxe relative aux dettes des anciennes villes[1] | Taxe relative à l'eau[2] | Taxe relative à la voirie | Taxe relative au financement de l'ARTM[1] | Arrondissements | | | TAUX MOYEN CUMULÉ TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Taxe relative aux services[3] | Taxe relative aux inves-tissements[4] | Taux moyen cumulé de l'arrondis-sement | |
| Ahuntsic–Cartierville | 2,4391 | 0,0782 | 0,3285 | 0,0168 | 0,0365 | 0,0448 | 0,0303 | **0,0751** | **2,9742** |
| Anjou | 2,4951 | 0,0192 | 0,3277 | 0,0168 | 0,0374 | 0,1150 | 0,0649 | **0,1799** | **3,0760** |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 2,4214 | 0,0777 | 0,3308 | 0,0168 | 0,0363 | 0,0393 | 0,0214 | **0,0607** | **2,9436** |
| Lachine | 2,4937 | 0,0038 | 0,3287 | 0,0168 | 0,0373 | 0,0462 | 0,0312 | **0,0774** | **2,9576** |
| LaSalle | 2,4606 | 0,0120 | 0,3279 | 0,0168 | 0,0368 | 0,0562 | 0,0319 | **0,0881** | **2,9423** |
| Le Plateau-Mont-Royal | 2,3132 | 0,0742 | 0,3307 | 0,0168 | 0,0346 | 0,0513 | 0,0246 | **0,0759** | **2,8455** |
| Le Sud-Ouest | 2,4200 | 0,0776 | 0,3327 | 0,0168 | 0,0362 | 0,0510 | 0,0263 | **0,0773** | **2,9606** |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 2,2798 | s. o. | 0,3313 | 0,0168 | 0,0341 | 0,0822 | 0,0870 | **0,1692** | **2,8312** |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 2,4645 | 0,0791 | 0,3320 | 0,0168 | 0,0369 | 0,0601 | 0,0400 | **0,1001** | **3,0295** |
| Montréal-Nord | 2,3111 | 0,0430 | 0,3286 | 0,0168 | 0,0346 | 0,1230 | 0,0490 | **0,1720** | **2,9061** |
| Outremont | 2,3105 | 0,0230 | 0,3300 | 0,0168 | 0,0346 | 0,0431 | 0,0298 | **0,0729** | **2,7878** |
| Pierrefonds–Roxboro | 2,3455 | s. o. | 0,3282 | 0,0168 | 0,0351 | 0,0706 | 0,0422 | **0,1128** | **2,8384** |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 2,4187 | 0,0776 | 0,3287 | 0,0168 | 0,0362 | 0,0714 | 0,0634 | **0,1348** | **3,0128** |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 2,3408 | 0,0751 | 0,3304 | 0,0168 | 0,0351 | 0,0531 | 0,0308 | **0,0839** | **2,8821** |
| Saint-Laurent | 2,5024 | 0,0121 | 0,3280 | 0,0168 | 0,0375 | 0,0604 | 0,0334 | **0,0938** | **2,9906** |
| Saint-Léonard | 2,4302 | 0,0241 | 0,3281 | 0,0168 | 0,0364 | 0,0758 | 0,0449 | **0,1207** | **2,9563** |
| Verdun | 2,4164 | 0,0175 | 0,3284 | 0,0168 | 0,0362 | 0,0627 | 0,0339 | **0,0966** | **2,9119** |
| Ville-Marie | 2,5240 | 0,0810 | 0,3301 | 0,0168 | 0,0378 | 0,0391 | 0,0086 | **0,0477** | **3,0374** |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 2,3756 | 0,0762 | 0,3294 | 0,0168 | 0,0356 | 0,0548 | 0,0297 | **0,0845** | **2,9181** |
| **VILLE DE MONTRÉAL** | **2,4660** | **0,0575** | **0,3295** | **0,0168** | **0,0369** | **0,0562** | **0,0310** | **0,0871** | **2,9939** |

1 Les taux présentés pour la TFG, la taxe relative aux dettes des anciennes villes et la taxe relative à l'ARTM le sont à titre indicatif puisque ce sont des taux moyens établis à partir des revenus générés par les deux taux applicables selon la valeur foncière non résidentielle de l'unité.

2 Ces taux, présentés à titre indicatif, sont des taux moyens résultant de la division des revenus générés par les deux taux applicables selon la présence ou non de compteur, par les valeurs foncières des immeubles concernés.

3 L'arrondissement de Lachine impose un tarif de 57,91 $ par unité commerciale, ce qui correspond à un équivalent foncier de 0,0028.

4 L'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève comporte un taux relatif aux investissements de 0,0870 pour le secteur de l'Île-Bizard et de 0,0869 pour le secteur Sainte-Geneviève.

## Variation détaillée des charges fiscales foncières

### Immeubles résidentiels

Les décisions du conseil municipal font varier les charges fiscales des propriétaires d'immeubles sur l'ensemble du territoire de Montréal. Quant aux décisions d'un conseil d'arrondissement, elles se répercutent seulement sur les immeubles situés sur le territoire de cet arrondissement.

Le dépôt du rôle 2026-2027-2028 constitue l'un des principaux éléments expliquant que les variations de charges fiscales diffèrent selon l'arrondissement ou le type d'immeubles. Les « effets de rôle » correspondent aux déplacements fiscaux entre les immeubles, causés par la prise en compte des nouvelles valeurs. Afin d'atténuer ces déplacements fiscaux, la Ville a adopté une résolution pour étaler la variation des valeurs foncières. Ainsi, ces effets se reproduisent chaque année d'application du rôle, en raison de cette mesure d'étalement de la variation des valeurs : les effets sont étalés sur les trois années d'application du rôle.

Le tableau suivant présente les variations des charges fiscales foncières pour les immeubles résidentiels.

### Tableau 63 – Variation moyenne détaillée des charges fiscales foncières de 2025 à 2026, immeubles résidentiels

| Arrondissements | Conseil municipal | | | | Arrondissements | | | Charges fiscales foncières |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Taxe foncière générale | Taxes spéciales | | Sous-total | Taxes de services | Taxes d'investis-sement | Sous-total | |
| | | Dettes anciennes villes | Taxe relative à l'eau | | | | | |
| Ahuntsic–Cartierville | 2,6 % | (0,3 %) | 0,8 % | **3,1 %** | 0,7 % | 0,1 % | **0,8 %** | **3,9 %** |
| Anjou | 3,4 % | (0,1 %) | 0,9 % | **4,3 %** | 0,2 % | (0,2 %) | **< 0,1 %** | **4,3 %** |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 1,4 % | (0,3 %) | 0,6 % | **1,7 %** | 0,2 % | < 0,1 % | **0,2 %** | **1,9 %** |
| Lachine | 3,0 % | (< 0,1 %) | 0,8 % | **3,8 %** | 0,4 % | (< 0,1 %) | **0,4 %** | **4,2 %** |
| LaSalle | 2,5 % | (< 0,1 %) | 0,7 % | **3,2 %** | 0,3 % | 0,2 % | **0,5 %** | **3,7 %** |
| Le Plateau-Mont-Royal | 1,8 % | (0,3 %) | 0,6 % | **2,1 %** | 0,6 % | 0,1 % | **0,7 %** | **2,9 %** |
| Le Sud-Ouest | 2,1 % | (0,3 %) | 0,7 % | **2,4 %** | 0,5 % | 0,3 % | **0,8 %** | **3,3 %** |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 3,0 % | - | 0,7 % | **3,8 %** | 1,1 % | 1,4 % | **2,5 %** | **6,3 %** |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 2,7 % | (0,3 %) | 0,8 % | **3,3 %** | 0,4 % | 0,5 % | **0,9 %** | **4,2 %** |
| Montréal-Nord | 3,6 % | (0,1 %) | 0,9 % | **4,4 %** | 0,4 % | 0,1 % | **0,5 %** | **4,9 %** |
| Outremont | 2,1 % | (< 0,1 %) | 0,7 % | **2,8 %** | 0,3 % | < 0,1 % | **0,3 %** | **3,1 %** |
| Pierrefonds–Roxboro | 2,6 % | - | 0,8 % | **3,4 %** | 0,6 % | 0,2 % | **0,8 %** | **4,2 %** |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 4,0 % | (0,2 %) | 1,0 % | **4,9 %** | 0,6 % | 0,2 % | **0,8 %** | **5,6 %** |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 2,7 % | (0,3 %) | 0,8 % | **3,3 %** | 1,4 % | 0,7 % | **2,1 %** | **5,3 %** |
| Saint-Laurent | 2,8 % | (< 0,1 %) | 0,8 % | **3,6 %** | 0,1 % | 0,1 % | **0,2 %** | **3,8 %** |
| Saint-Léonard | 3,0 % | (0,1 %) | 0,8 % | **3,8 %** | 0,2 % | (< 0,1 %) | **0,2 %** | **4,0 %** |
| Verdun | 2,4 % | (< 0,1 %) | 0,7 % | **3,2 %** | 1,9 % | 0,3 % | **2,2 %** | **5,4 %** |
| Ville-Marie | 1,4 % | (0,3 %) | 0,6 % | **1,6 %** | 0,2 % | 0,2 % | **0,4 %** | **2,0 %** |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 2,8 % | (0,3 %) | 0,8 % | **3,4 %** | 1,0 % | 0,1 % | **1,1 %** | **4,5 %** |
| **VILLE DE MONTRÉAL** | 2,4 % | (0,2 %) | 0,7 % | **3,0 %** | 0,6 % | 0,2 % | **0,8 %** | **3,8 %** |

Note : Puisque les taxes spéciales relatives à la voirie et au financement de la contribution à l'ARTM ne font l'objet d'aucune variation en 2026, elles ne sont pas présentées dans ce tableau afin d'alléger la présentation.

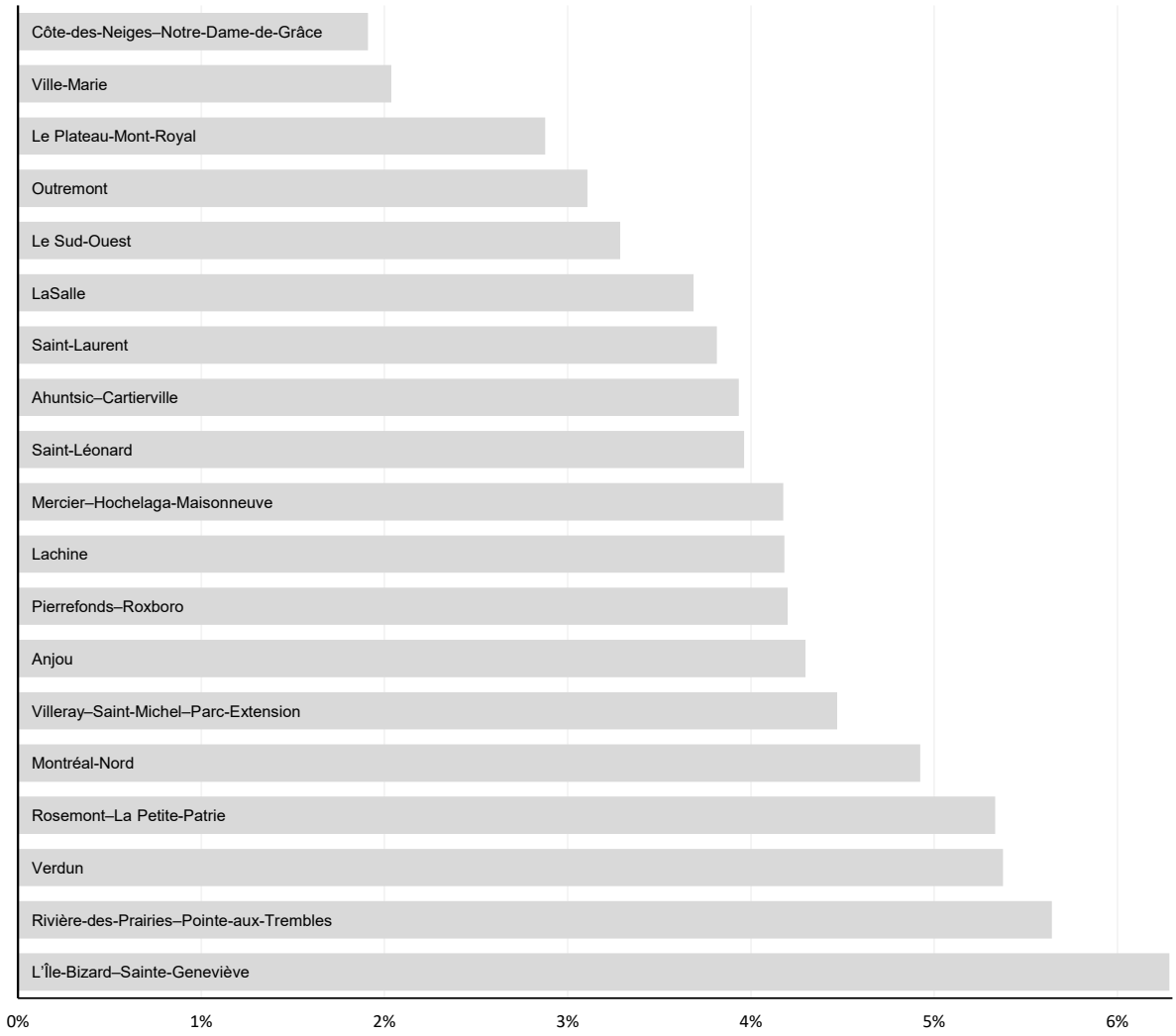
Le tableau suivant présente les variations des charges fiscales foncières pour les immeubles résidentiels, par type d'immeubles résidentiels.

**Tableau 64 – Variation moyenne des charges fiscales foncières de 2025 à 2026, immeubles résidentiels par type d'immeubles résidentiels**

| Arrondissements | Ensemble des immeubles résidentiels | Types d'immeubles résidentiels | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Unifamiliales | Condominiums | Multiplex (de 2 à 5 logements) | Six logements ou plus |
| Ahuntsic–Cartierville | **3,9 %** | 3,6 % | 5,0 % | 3,0 % | 5,8 % |
| Anjou | **4,3 %** | 3,6 % | 4,1 % | 4,2 % | 3,7 % |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | **1,9 %** | 1,4 % | 1,9 % | 1,7 % | 2,2 % |
| Lachine | **4,2 %** | 3,4 % | 4,7 % | 4,1 % | 3,9 % |
| LaSalle | **3,7 %** | 3,8 % | 4,2 % | 3,5 % | 3,3 % |
| Le Plateau-Mont-Royal | **2,9 %** | 4,3 % | 3,4 % | 1,8 % | 3,1 % |
| Le Sud-Ouest | **3,3 %** | 3,6 % | 2,6 % | 3,5 % | 3,7 % |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | **6,3 %** | 6,2 % | 7,5 % | 6,5 % | 6,8 % |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | **4,2 %** | 4,1 % | 4,9 % | 3,9 % | 3,5 % |
| Montréal-Nord | **4,9 %** | 5,5 % | 4,1 % | 5,1 % | 4,4 % |
| Outremont | **3,1 %** | 3,1 % | 3,7 % | 2,2 % | 3,0 % |
| Pierrefonds–Roxboro | **4,2 %** | 4,2 % | 5,2 % | 3,5 % | 3,6 % |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | **5,6 %** | 5,7 % | 6,8 % | 5,7 % | 3,3 % |
| Rosemont–La Petite-Patrie | **5,3 %** | 6,4 % | 5,5 % | 4,5 % | 6,3 % |
| Saint-Laurent | **3,8 %** | 4,3 % | 3,2 % | 3,0 % | 3,1 % |
| Saint-Léonard | **4,0 %** | 4,9 % | 5,0 % | 3,5 % | 3,9 % |
| Verdun | **5,4 %** | 5,0 % | 5,8 % | 4,9 % | 5,2 % |
| Ville-Marie | **2,0 %** | 2,4 % | 1,0 % | 2,9 % | 2,9 % |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | **4,5 %** | 4,3 % | 5,2 % | 4,1 % | 5,0 % |
| **VILLE DE MONTRÉAL** | **3,8 %** | **4,3 %** | **3,4 %** | **3,5 %** | **3,7 %** |

Le graphique suivant présente la variation des charges fiscales foncières des immeubles résidentiels pour chaque arrondissement.

**Graphique 11 – Variation des charges fiscales foncières résidentielles, de 2025 à 2026, par arrondissement**



Dans le tableau suivant, la résidence moyenne représente une « résidence de valeur moyenne » aux fins d'illustration[3]. L'utilisation de cet immeuble théorique permet de traduire en dollars des augmentations de charges fiscales habituellement exprimées en pourcentages afin de les rendre plus concrètes.

**Tableau 65 – Variation du compte de taxes d'une résidence moyenne**
(en dollars, sauf indication contraire)

| Variation des charges fiscales | 2025 | 2026 | Variations | |
|---|---|---|---|---|
| | | | ($) | (%) |
| **Relevant du conseil municipal** | | | | |
| Taxe foncière générale | 3 542 $ | 3 664 $ | 122 $ | 2,4 % |
| Dettes des anciennes villes | 123 $ | 113 $ | (10) $ | (0,2 %) |
| Taxe relative à l'eau | 621 $ | 657 $ | 37 $ | 0,7 % |
| Taxe relative à la voirie | 18 $ | 18 $ | - | - |
| Taxe relative à l'ARTM | 55 $ | 55 $ | - | - |
| **Relevant des conseils d'arrondissement** | | | | |
| Taxe relative aux services | 416 $ | 444 $ | 28 $ | 0,6 % |
| Taxe relative aux investissements | 234 $ | 245 $ | 11 $ | 0,2 % |
| **Charge fiscale totale** | **5 009 $** | **5 197 $** | **188 $** | **3,8 %** |

Note : Les variations sont celles d'une résidence moyenne dont la valeur ajustée est à 791 135 $ au rôle d'évaluation 2026-2027-2028. La somme des montants arrondis peut être différente du total affiché.

Les tableaux des pages suivantes visent à illustrer, par des exemples, les variations des charges fiscales totales pour différents types d'immeubles résidentiels de cinq logements et moins.

[3] La résidence moyenne n'est ni une unifamiliale, ni un condo ni un triplex : la valeur foncière de cet immeuble théorique est déduite à l'aide des charges fiscales de l'ensemble des immeubles résidentiels. Cette valeur moyenne est recalculée chaque année et tient compte des ajouts aux bâtiments (tant les rénovations que les nouveaux immeubles) réalisés depuis l'année précédente. Par conséquent, cette valeur n'est pas identique à celle de la résidence moyenne de l'exercice précédent.

Dans le tableau suivant, la résidence unifamiliale moyenne représente un immeuble résidentiel d'un logement, détaché ou en rangée. Lors du dépôt du rôle 2026-2027-2028, les valeurs des résidences unifamiliales ont augmenté légèrement plus que la moyenne des valeurs des immeubles résidentiels. C'est pourquoi les variations des charges fiscales pour ces immeubles sont légèrement supérieures à la moyenne résidentielle.

### Tableau 66 – Variation du compte de taxes d'une résidence unifamiliale moyenne

| Arrondissements | Ahuntsic–Cartierville | Anjou | Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | Lachine | LaSalle | Le Plateau-Mont-Royal | Le Sud-Ouest |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur moyenne 2026** | **832 977 $** | **606 136 $** | **1 170 274 $** | **652 773 $** | **666 613 $** | **1 131 470 $** | **779 270 $** |
| **Taxes 2025** | **5 229 $** | **4 332 $** | **7 340 $** | **4 067 $** | **4 154 $** | **7 062 $** | **4 907 $** |
| **Taxes 2026** | | | | | | | |
| Taxe foncière générale | 3 858 $ | 2 807 $ | 5 420 $ | 3 023 $ | 3 087 $ | 5 240 $ | 3 609 $ |
| Dettes anciennes villes | 163 $ | 29 $ | 229 $ | 7 $ | 19 $ | 222 $ | 153 $ |
| Taxe relative à l'eau | 692 $ | 504 $ | 972 $ | 542 $ | 554 $ | 940 $ | 648 $ |
| Taxe relative à la voirie | 20 $ | 15 $ | 28 $ | 16 $ | 16 $ | 27 $ | 19 $ |
| Taxe relative à l'ARTM | 58 $ | 42 $ | 82 $ | 46 $ | 47 $ | 79 $ | 55 $ |
| Taxe relative aux services | 373 $ | 697 $ | 460 $ | 370 $ | 375 $ | 580 $ | 397 $ |
| Taxe relative aux investissements | 252 $ | 393 $ | 250 $ | 204 $ | 213 $ | 278 $ | 205 $ |
| **Total** | **5 417 $** | **4 487 $** | **7 442 $** | **4 207 $** | **4 310 $** | **7 367 $** | **5 085 $** |
| **Variation totale** | **3,6 %**<br>**187 $** | **3,6 %**<br>**155 $** | **1,4 %**<br>**101 $** | **3,4 %**<br>**140 $** | **3,8 %**<br>**156 $** | **4,3 %**<br>**305 $** | **3,6 %**<br>**178 $** |

| Arrondissements | L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | Montréal-Nord | Outremont | Pierrefonds-Roxboro | Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | Rosemont–La Petite-Patrie |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur moyenne 2026** | **719 082 $** | **570 798 $** | **476 676 $** | **2 177 723 $** | **624 349 $** | **505 048 $** | **855 142 $** |
| **Taxes 2025** | **4 908 $** | **3 702 $** | **3 335 $** | **13 382 $** | **4 006 $** | **3 394 $** | **5 299 $** |
| **Taxes 2026** | | | | | | | |
| Taxe foncière générale | 3 330 $ | 2 643 $ | 2 207 $ | 10 085 $ | 2 891 $ | 2 339 $ | 3 960 $ |
| Dettes anciennes villes | - $ | 112 $ | 50 $ | 113 $ | - $ | 99 $ | 168 $ |
| Taxe relative à l'eau | 598 $ | 474 $ | 396 $ | 1 810 $ | 519 $ | 420 $ | 711 $ |
| Taxe relative à la voirie | 17 $ | 14 $ | 11 $ | 52 $ | 15 $ | 12 $ | 21 $ |
| Taxe relative à l'ARTM | 50 $ | 40 $ | 33 $ | 152 $ | 44 $ | 35 $ | 60 $ |
| Taxe relative aux services | 591 $ | 343 $ | 586 $ | 939 $ | 441 $ | 361 $ | 454 $ |
| Taxe relative aux investissements | 626 $ | 228 $ | 234 $ | 649 $ | 263 $ | 320 $ | 263 $ |
| **Total** | **5 212 $** | **3 855 $** | **3 518 $** | **13 800 $** | **4 173 $** | **3 586 $** | **5 636 $** |
| **Variation totale** | **6,2 %**<br>**304 $** | **4,1 %**<br>**152 $** | **5,5 %**<br>**182 $** | **3,1 %**<br>**418 $** | **4,2 %**<br>**167 $** | **5,7 %**<br>**192 $** | **6,4 %**<br>**338 $** |

| Arrondissements | Saint-Laurent | Saint-Léonard | Verdun | Ville-Marie | Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | Ville de Montréal |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur moyenne 2026** | **918 882 $** | **758 069 $** | **1 125 415 $** | **1 508 038 $** | **644 321 $** | **751 780 $** |
| **Taxes 2025** | **5 752 $** | **4 930 $** | **7 032 $** | **9 172 $** | **4 077 $** | **4 734 $** |
| **Taxes 2026** | | | | | | |
| Taxe foncière générale | 4 255 $ | 3 511 $ | 5 212 $ | 6 984 $ | 2 984 $ | 3 481 $ |
| Dettes anciennes villes | 29 $ | 44 $ | 45 $ | 296 $ | 126 $ | 104 $ |
| Taxe relative à l'eau | 764 $ | 630 $ | 935 $ | 1 253 $ | 535 $ | 625 $ |
| Taxe relative à la voirie | 22 $ | 18 $ | 27 $ | 36 $ | 15 $ | 18 $ |
| Taxe relative à l'ARTM | 64 $ | 53 $ | 79 $ | 106 $ | 45 $ | 53 $ |
| Taxe relative aux services | 555 $ | 575 $ | 706 $ | 590 $ | 353 $ | 425 $ |
| Taxe relative aux investissements | 307 $ | 340 $ | 382 $ | 130 $ | 191 $ | 233 $ |
| **Total** | **5 997 $** | **5 171 $** | **7 385 $** | **9 394 $** | **4 251 $** | **4 939 $** |
| **Variation totale** | **4,3 %**<br>**245 $** | **4,9 %**<br>**241 $** | **5,0 %**<br>**353 $** | **2,4 %**<br>**222 $** | **4,3 %**<br>**173 $** | **4,3 %**<br>**204 $** |

Note : La somme des montants arrondis peut être différente du total.

Dans le tableau suivant, le condominium moyen représente un logement situé dans un immeuble en copropriété divise. Lors du dépôt du rôle 2026-2027-2028, les valeurs des condominiums ont généralement augmenté moins que la moyenne des immeubles résidentiels. Pour cette raison, les variations des charges fiscales pour ces immeubles sont inférieures à la moyenne résidentielle.

## Tableau 67 – Variation du compte de taxes d'un condominium moyen

| Arrondissements | Ahuntsic-Cartierville | Anjou | Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | Lachine | LaSalle | Le Plateau-Mont-Royal | Le Sud-Ouest |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur moyenne 2026** | **390 537 $** | **355 957 $** | **551 253 $** | **420 894 $** | **440 168 $** | **556 407 $** | **524 373 $** |
| **Taxes 2025** | **2 419 $** | **2 532 $** | **3 439 $** | **2 592 $** | **2 732 $** | **3 504 $** | **3 333 $** |
| **Taxes 2026** | | | | | | | |
| Taxe foncière générale | 1 809 $ | 1 648 $ | 2 553 $ | 1 949 $ | 2 038 $ | 2 577 $ | 2 428 $ |
| Dettes anciennes villes | 77 $ | 17 $ | 108 $ | 4 $ | 13 $ | 109 $ | 103 $ |
| Taxe relative à l'eau | 325 $ | 296 $ | 458 $ | 350 $ | 366 $ | 462 $ | 436 $ |
| Taxe relative à la voirie | 9 $ | 9 $ | 13 $ | 10 $ | 11 $ | 13 $ | 13 $ |
| Taxe relative à l'ARTM | 27 $ | 25 $ | 39 $ | 29 $ | 31 $ | 39 $ | 37 $ |
| Taxe relative aux services | 175 $ | 409 $ | 217 $ | 238 $ | 247 $ | 285 $ | 267 $ |
| Taxe relative aux investissements | 118 $ | 231 $ | 118 $ | 131 $ | 140 $ | 137 $ | 138 $ |
| **Total** | **2 540 $** | **2 635 $** | **3 505 $** | **2 712 $** | **2 846 $** | **3 623 $** | **3 422 $** |
| **Variation totale** | **5,0 %**<br>**120 $** | **4,1 %**<br>**103 $** | **1,9 %**<br>**67 $** | **4,7 %**<br>**121 $** | **4,2 %**<br>**114 $** | **3,4 %**<br>**118 $** | **2,6 %**<br>**88 $** |

| Arrondissements | L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | Montréal-Nord | Outremont | Pierrefonds-Roxboro | Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | Rosemont–La Petite-Patrie |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur moyenne 2026** | **330 811 $** | **382 742 $** | **330 780 $** | **830 018 $** | **363 255 $** | **310 188 $** | **510 963 $** |
| **Taxes 2025** | **2 231 $** | **2 463 $** | **2 345 $** | **5 070 $** | **2 307 $** | **2 063 $** | **3 193 $** |
| **Taxes 2026** | | | | | | | |
| Taxe foncière générale | 1 532 $ | 1 772 $ | 1 532 $ | 3 844 $ | 1 682 $ | 1 436 $ | 2 366 $ |
| Dettes anciennes villes | - $ | 75 $ | 34 $ | 43 $ | - $ | 61 $ | 100 $ |
| Taxe relative à l'eau | 275 $ | 318 $ | 275 $ | 690 $ | 302 $ | 258 $ | 425 $ |
| Taxe relative à la voirie | 8 $ | 9 $ | 8 $ | 20 $ | 9 $ | 7 $ | 12 $ |
| Taxe relative à l'ARTM | 23 $ | 27 $ | 23 $ | 58 $ | 25 $ | 22 $ | 36 $ |
| Taxe relative aux services | 272 $ | 230 $ | 407 $ | 358 $ | 256 $ | 221 $ | 271 $ |
| Taxe relative aux investissements | 288 $ | 153 $ | 162 $ | 247 $ | 153 $ | 197 $ | 157 $ |
| **Total** | **2 398 $** | **2 585 $** | **2 441 $** | **5 260 $** | **2 428 $** | **2 202 $** | **3 368 $** |
| **Variation totale** | **7,5 %**<br>**167 $** | **4,9 %**<br>**122 $** | **4,1 %**<br>**96 $** | **3,7 %**<br>**190 $** | **5,2 %**<br>**121 $** | **6,8 %**<br>**140 $** | **5,5 %**<br>**175 $** |

| Arrondissements | Saint-Laurent | Saint-Léonard | Verdun | Ville-Marie | Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | Ville de Montréal |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur moyenne 2026** | **481 250 $** | **412 866 $** | **622 996 $** | **578 019 $** | **454 765 $** | **502 518 $** |
| **Taxes 2025** | **3 044 $** | **2 682 $** | **3 863 $** | **3 563 $** | **2 852 $** | **3 193 $** |
| **Taxes 2026** | | | | | | |
| Taxe foncière générale | 2 229 $ | 1 912 $ | 2 885 $ | 2 677 $ | 2 106 $ | 2 327 $ |
| Dettes anciennes villes | 15 $ | 24 $ | 25 $ | 113 $ | 89 $ | 70 $ |
| Taxe relative à l'eau | 400 $ | 343 $ | 518 $ | 480 $ | 378 $ | 418 $ |
| Taxe relative à la voirie | 12 $ | 10 $ | 15 $ | 14 $ | 11 $ | 12 $ |
| Taxe relative à l'ARTM | 34 $ | 29 $ | 44 $ | 40 $ | 32 $ | 35 $ |
| Taxe relative aux services | 291 $ | 313 $ | 391 $ | 226 $ | 249 $ | 284 $ |
| Taxe relative aux investissements | 161 $ | 185 $ | 211 $ | 50 $ | 135 $ | 156 $ |
| **Total** | **3 141 $** | **2 816 $** | **4 088 $** | **3 600 $** | **3 000 $** | **3 301 $** |
| **Variation totale** | **3,2 %**<br>**97 $** | **5,0 %**<br>**135 $** | **5,8 %**<br>**225 $** | **1,0 %**<br>**37 $** | **5,2 %**<br>**148 $** | **3,4 %**<br>**108 $** |

Note : La somme des montants arrondis peut être différente du total.

Finalement, dans le tableau suivant, le multiplex moyen représente un immeuble résidentiel comptant de deux à cinq logements. Les valeurs de ces immeubles ont généralement moins augmenté que la moyenne des immeubles résidentiels. Pour cette raison, les variations des charges fiscales pour ces immeubles sont inférieures à la moyenne résidentielle.

## Tableau 68 – Variation du compte de taxes d'un multiplex moyen

| Arrondissements | Ahuntsic-Cartierville | Anjou | Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | Lachine | LaSalle | Le Plateau-Mont-Royal | Le Sud-Ouest |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur moyenne 2026** | **846 704 $** | **748 681 $** | **979 838 $** | **647 989 $** | **765 591 $** | **1 163 985 $** | **813 030 $** |
| **Taxes 2025** | **5 343 $** | **5 317 $** | **6 127 $** | **4 011 $** | **4 784 $** | **7 448 $** | **5 124 $** |
| **Taxes 2026** | | | | | | | |
| Taxe foncière générale | 3 921 $ | 3 467 $ | 4 538 $ | 3 001 $ | 3 545 $ | 5 390 $ | 3 765 $ |
| Dettes anciennes villes | 166 $ | 36 $ | 192 $ | 6 $ | 22 $ | 228 $ | 159 $ |
| Taxe relative à l'eau | 704 $ | 622 $ | 814 $ | 538 $ | 636 $ | 967 $ | 676 $ |
| Taxe relative à la voirie | 20 $ | 18 $ | 24 $ | 16 $ | 18 $ | 28 $ | 20 $ |
| Taxe relative à l'ARTM | 59 $ | 52 $ | 69 $ | 45 $ | 54 $ | 81 $ | 57 $ |
| Taxe relative aux services | 379 $ | 861 $ | 385 $ | 367 $ | 430 $ | 597 $ | 415 $ |
| Taxe relative aux investissements | 257 $ | 486 $ | 210 $ | 202 $ | 244 $ | 286 $ | 214 $ |
| **Total** | **5 506 $** | **5 542 $** | **6 231 $** | **4 176 $** | **4 950 $** | **7 579 $** | **5 305 $** |
| **Variation totale** | **3,0 %**<br>**163 $** | **4,2 %**<br>**226 $** | **1,7 %**<br>**104 $** | **4,1 %**<br>**165 $** | **3,5 %**<br>**166 $** | **1,8 %**<br>**131 $** | **3,5 %**<br>**181 $** |

| Arrondissements | L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | Montréal-Nord | Outremont | Pierrefonds-Roxboro | Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | Rosemont–La Petite-Patrie |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur moyenne 2026** | **702 517 $** | **746 495 $** | **622 774 $** | **1 887 252 $** | **758 811 $** | **671 586 $** | **882 623 $** |
| **Taxes 2025** | **4 783 $** | **4 853 $** | **4 372 $** | **11 708 $** | **4 901 $** | **4 513 $** | **5 565 $** |
| **Taxes 2026** | | | | | | | |
| Taxe foncière générale | 3 253 $ | 3 457 $ | 2 884 $ | 8 740 $ | 3 514 $ | 3 110 $ | 4 087 $ |
| Dettes anciennes villes | - $ | 146 $ | 65 $ | 98 $ | - $ | 132 $ | 173 $ |
| Taxe relative à l'eau | 584 $ | 620 $ | 518 $ | 1 568 $ | 631 $ | 558 $ | 733 $ |
| Taxe relative à la voirie | 17 $ | 18 $ | 15 $ | 45 $ | 18 $ | 16 $ | 21 $ |
| Taxe relative à l'ARTM | 49 $ | 52 $ | 44 $ | 132 $ | 53 $ | 47 $ | 62 $ |
| Taxe relative aux services | 577 $ | 449 $ | 766 $ | 813 $ | 536 $ | 480 $ | 469 $ |
| Taxe relative aux investissements | 611 $ | 299 $ | 305 $ | 562 $ | 320 $ | 426 $ | 272 $ |
| **Total** | **5 092 $** | **5 041 $** | **4 596 $** | **11 960 $** | **5 072 $** | **4 768 $** | **5 817 $** |
| **Variation totale** | **6,5 %**<br>**309 $** | **3,9 %**<br>**188 $** | **5,1 %**<br>**224 $** | **2,2 %**<br>**252 $** | **3,5 %**<br>**171 $** | **5,7 %**<br>**256 $** | **4,5 %**<br>**252 $** |

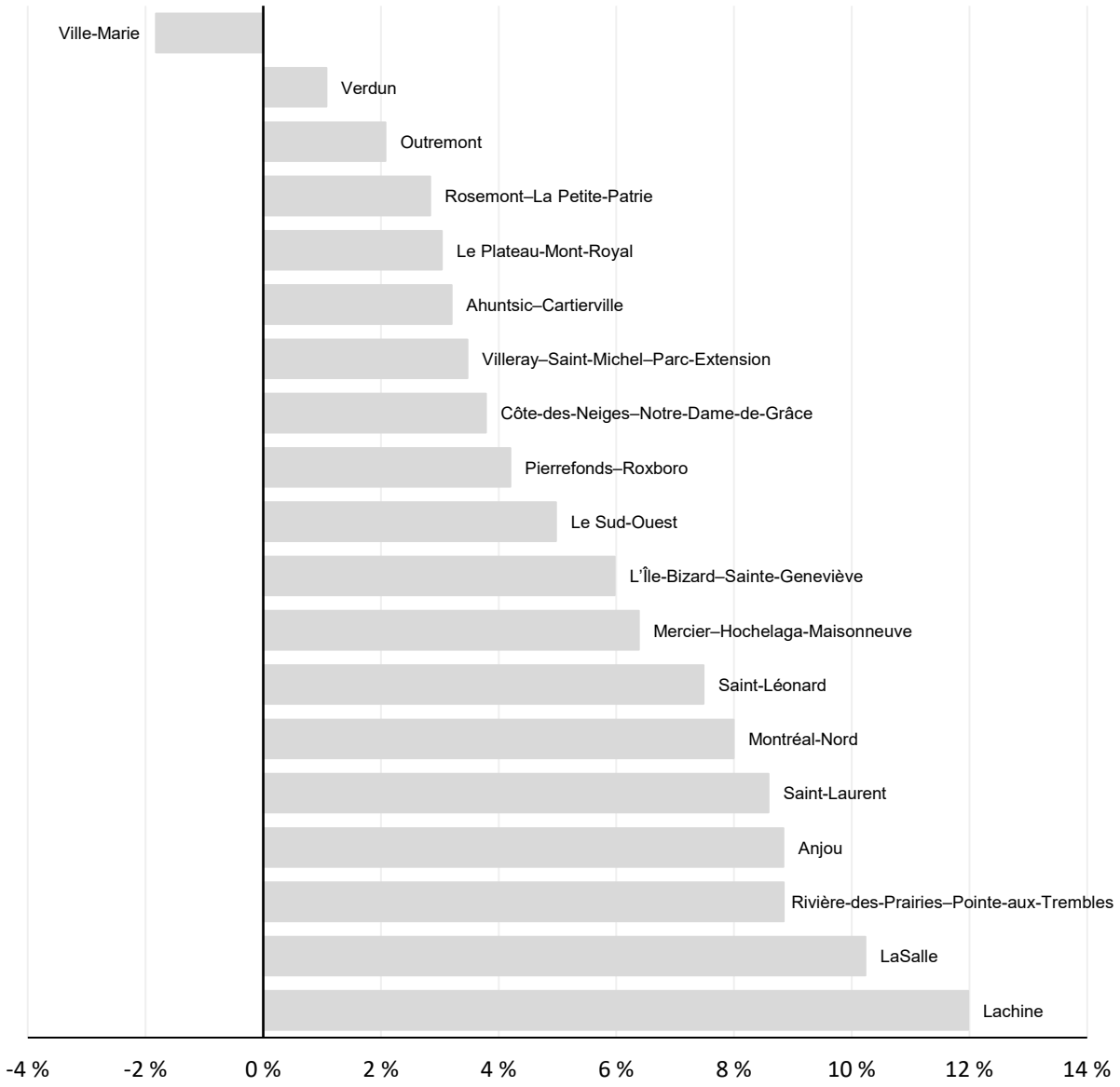
| Arrondissements | Saint-Laurent | Saint-Léonard | Verdun | Ville-Marie | Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | Ville de Montréal |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur moyenne 2026** | **840 400 $** | **932 749 $** | **857 896 $** | **924 934 $** | **752 785 $** | **843 077 $** |
| **Taxes 2025** | **5 327 $** | **6 149 $** | **5 365 $** | **5 598 $** | **4 771 $** | **5 348 $** |
| **Taxes 2026** | | | | | | |
| Taxe foncière générale | 3 892 $ | 4 320 $ | 3 973 $ | 4 283 $ | 3 486 $ | 3 904 $ |
| Dettes anciennes villes | 27 $ | 54 $ | 34 $ | 181 $ | 148 $ | 117 $ |
| Taxe relative à l'eau | 698 $ | 775 $ | 713 $ | 769 $ | 626 $ | 701 $ |
| Taxe relative à la voirie | 20 $ | 22 $ | 21 $ | 22 $ | 18 $ | 20 $ |
| Taxe relative à l'ARTM | 59 $ | 65 $ | 60 $ | 65 $ | 53 $ | 59 $ |
| Taxe relative aux services | 508 $ | 707 $ | 538 $ | 362 $ | 413 $ | 476 $ |
| Taxe relative aux investissements | 281 $ | 419 $ | 291 $ | 80 $ | 224 $ | 261 $ |
| **Total** | **5 484 $** | **6 362 $** | **5 630 $** | **5 761 $** | **4 966 $** | **5 538 $** |
| **Variation totale** | **3,0 %**<br>**158 $** | **3,5 %**<br>**213 $** | **4,9 %**<br>**264 $** | **2,9 %**<br>**163 $** | **4,1 %**<br>**195 $** | **3,5 %**<br>**190 $** |

Note : La somme des montants arrondis peut être différente du total.

### Immeubles non résidentiels

Le graphique suivant présente la variation des charges fiscales totales pour les immeubles non résidentiels dans chacun des arrondissements.

**Graphique 12 – Variation des charges fiscales foncières non résidentielles, de 2025 à 2026, par arrondissement**



Le tableau suivant présente les variations des charges fiscales foncières pour les immeubles non résidentiels.

### Tableau 69 – Variation détaillée des charges fiscales foncières de 2025 à 2026, immeubles non résidentiels

| Arrondissements | Conseil municipal | | | | Arrondissements | | | Charges fiscales foncières |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Taxe foncière générale | Taxes spéciales | | Sous-total | Taxes de services | Taxes d'investis-sement | Sous-total | |
| | | Dettes anciennes villes | Taxe relative à l'eau | | | | | |
| Ahuntsic–Cartierville | 2,6 % | (0,2 %) | 0,7 % | **3,0 %** | 0,2 % | < 0,1 % | **0,2 %** | **3,2 %** |
| Anjou | 7,2 % | 0,1 % | 1,2 % | **8,6 %** | 0,2 % | 0,1 % | **0,3 %** | **8,8 %** |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 3,1 % | (0,2 %) | 0,8 % | **3,7 %** | 0,1 % | < 0,1 % | **0,1 %** | **3,8 %** |
| Lachine | 9,9 % | < 0,1 % | 1,6 % | **11,7 %** | 0,2 % | 0,1 % | **0,3 %** | **12,0 %** |
| LaSalle | 8,3 % | < 0,1 % | 1,4 % | **9,9 %** | 0,2 % | 0,1 % | **0,3 %** | **10,2 %** |
| Le Plateau-Mont-Royal | 2,4 % | (0,2 %) | 0,7 % | **2,8 %** | 0,2 % | < 0,1 % | **0,2 %** | **3,0 %** |
| Le Sud-Ouest | 4,0 % | (0,2 %) | 0,9 % | **4,7 %** | 0,2 % | 0,1 % | **0,3 %** | **5,0 %** |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 4,4 % | - | 0,8 % | **5,2 %** | 0,3 % | 0,4 % | **0,8 %** | **6,0 %** |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 5,1 % | (0,2 %) | 1,0 % | **6,1 %** | 0,2 % | 0,2 % | **0,3 %** | **6,4 %** |
| Montréal-Nord | 6,2 % | 0,2 % | 1,2 % | **7,7 %** | 0,2 % | 0,1 % | **0,3 %** | **8,0 %** |
| Outremont | 1,4 % | 0,1 % | 0,6 % | **2,0 %** | 0,1 % | < 0,1 % | **0,1 %** | **2,1 %** |
| Pierrefonds–Roxboro | 3,2 % | - | 0,8 % | **4,0 %** | 0,2 % | 0,1 % | **0,2 %** | **4,2 %** |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 7,2 % | (0,1 %) | 1,3 % | **8,5 %** | 0,2 % | 0,1 % | **0,4 %** | **8,8 %** |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 2,0 % | (0,3 %) | 0,6 % | **2,4 %** | 0,3 % | 0,2 % | **0,5 %** | **2,8 %** |
| Saint-Laurent | 7,0 % | < 0,1 % | 1,2 % | **8,4 %** | 0,1 % | 0,1 % | **0,2 %** | **8,6 %** |
| Saint-Léonard | 6,0 % | 0,1 % | 1,1 % | **7,3 %** | 0,2 % | 0,1 % | **0,2 %** | **7,5 %** |
| Verdun | 0,3 % | < 0,1 % | 0,4 % | **0,6 %** | 0,4 % | < 0,1 % | **0,4 %** | **1,1 %** |
| Ville-Marie | (1,6 %) | (0,4 %) | 0,1 % | **(1,9 %)** | < 0,1 % | < 0,1 % | **0,1 %** | **(1,8 %)** |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 2,7 % | (0,2 %) | 0,7 % | **3,2 %** | 0,2 % | < 0,1 % | **0,3 %** | **3,5 %** |
| **VILLE DE MONTRÉAL** | 2,7 % | (0,2 %) | 0,7 % | **3,2 %** | 0,1 % | 0,1 % | **0,2 %** | **3,4 %** |

Note : Puisque les taxes spéciales relatives à la voirie et au financement de la contribution à l'ARTM ne font l'objet d'aucune variation en 2026, elles ne sont pas présentées dans ce tableau afin d'alléger la présentation.

## 8.2. Quotes-parts et fiscalité d'agglomération

Les dépenses d'agglomération sont financées par des quotes-parts exigées des municipalités liées, conformément à l'article 118.79 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, c. E-20.001). Une fois ces dépenses déterminées, les villes liées prélèvent les sommes qui leur reviennent, selon leurs propres orientations fiscales.

Les dépenses à financer par quotes-parts correspondent aux dépenses totales qui incombent à l'agglomération, moins les revenus spécifiques qui y sont associés. Selon les prévisions budgétaires de 2026, cela se présente comme suit :

| | *En milliers de dollars* |
|---|---|
| Dépenses totales de l'agglomération | 3 941 174,2 $ |
| Revenus spécifiques de l'agglomération (autres que les quotes-parts) | (598 749,0 $) |
| **Dépenses à financer par quotes-parts** | **3 342 425,2 $** |

Il existe deux grandes catégories de quotes-parts : les quotes-parts générales et les quotes-parts spécifiques, qui visent le financement d'activités précises répondant à un contexte particulier. Ensemble, ces quotes-parts totalisent 3 342,4 M$ en 2026, soit une augmentation de 7,5 % par rapport à l'exercice précédent.

Le tableau ci-dessous présente la variation budgétaire globale des différentes quotes-parts de l'agglomération de Montréal. Les deux pages suivantes détaillent la contribution de chacune des villes au financement de ces quotes-parts pour l'exercice budgétaire 2026.

**Tableau 70 – Variation budgétaire des quotes-parts de l'agglomération de Montréal, de 2025 à 2026**

| (en milliers de dollars) | Budget | | Variation | |
|---|---|---|---|---|
| | 2025 | 2026 | En valeur | En % |
| **Générales** | **2 715 111,6** | **2 898 589,5** | **183 477,9** | ***6,8*** |
| **Spécifiques** | | | | |
| Service des premiers répondants | 9 641,7 | 10 309,9 | 668,2 | *6,9* |
| Service de l'eau | 198 542,2 | 221 863,0 | 23 320,8 | *11,7* |
| Alimentation en eau potable | 110 879,0 | 121 697,9 | 10 818,9 | *9,8* |
| Compteurs d'eau | 928,1 | 875,7 | (52,4) | *(5,6)* |
| Travaux admissibles au programme TECQ | 14 348,0 | 20 035,2 | 5 687,2 | *39,6* |
| Travaux admissibles au programme FCCQ | 8 268,4 | 8 120,1 | (148,3) | *(1,8)* |
| Dettes de la voirie artérielle (2006-2008) | 4 980,7 | 4 846,8 | (133,9) | *(2,7)* |
| Déficit des exercices antérieurs | 45 391,3 | 56 087,1 | 10 695,8 | *23,6* |
| **Total** | **3 108 091,0** | **3 342 425,2** | **234 334,2** | ***7,5*** |

## Tableau 71 – Quotes-parts de 2026

(en milliers de dollars)

| Villes liées | Générales | Premiers répondants | Service de l'eau | Alimentation en eau potable | Compteurs d'eau |
|---|---|---|---|---|---|
| **Montréal** | **2 366 574,8** | **8 512,4** | **181 141,7** | **102 717,6** | **839,3** |
| **Villes reconstituées** | | | | | |
| Baie-D'Urfé | 20 603,9 | 74,1 | 1 577,0 | 498,6 | 0,2 |
| Beaconsfield | 26 424,7 | 95,0 | 2 022,6 | 1 382,3 | - |
| Côte-Saint-Luc | 32 286,7 | - | 2 471,3 | 1 916,3 | 1,6 |
| Dollard-des-Ormeaux | 51 017,0 | 183,5 | 3 904,9 | 3 486,0 | 4,1 |
| Dorval | 90 090,0 | 324,0 | 6 895,6 | 2 178,7 | 10,0 |
| Hampstead | 12 752,5 | 45,8 | 976,1 | 538,5 | - |
| Kirkland | 35 687,7 | 128,4 | 2 731,6 | 1 073,9 | 1,9 |
| L'Île-Dorval | 82,4 | 0,3 | 6,3 | 19,8 | - |
| Montréal-Est | 26 320,1 | 94,7 | 2 014,6 | 1 445,9 | 5,7 |
| Montréal-Ouest | 6 937,0 | 25,0 | 531,0 | 251,0 | 2,0 |
| Mont-Royal | 63 352,4 | 227,9 | 4 849,1 | 2 040,9 | - |
| Pointe-Claire | 90 317,8 | 324,9 | 6 913,1 | 2 315,6 | 9,9 |
| Sainte-Anne-de-Bellevue | 10 741,2 | 38,6 | 822,2 | 383,1 | 0,2 |
| Senneville | 4 856,7 | 17,5 | 371,7 | 130,6 | 0,2 |
| Westmount | 60 544,6 | 217,8 | 4 634,2 | 1 319,1 | 0,6 |
| **Total – Villes reconstituées** | **532 014,7** | **1 797,5** | **40 721,3** | **18 980,3** | **36,4** |
| **Agglomération de Montréal** | **2 898 589,5** | **10 309,9** | **221 863,0** | **121 697,9** | **875,7** |

| TECQ | FCCQ | Voirie artérielle | Déficit des exercices antérieurs | Total | | Villes liées |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En valeur | En % | |
| **10 139,0** | **4 268,1** | **4 488,6** | **45 792,7** | **2 724 474,2** | ***81,5*** | **Montréal** |
| | | | | | | **Villes reconstituées** |
| 305,3 | 112,4 | - | 398,7 | 23 570,2 | ***0,7*** | Baie-D'Urfé |
| 531,4 | 199,9 | 64,2 | 511,4 | 31 231,5 | ***0,9*** | Beaconsfield |
| 585,5 | 247,4 | 4,0 | 624,7 | 38 137,5 | ***1,1*** | Côte-Saint-Luc |
| 985,7 | 385,7 | - | 987,2 | 60 954,1 | ***1,8*** | Dollard-des-Ormeaux |
| 1 673,5 | 679,9 | 28,6 | 1 743,2 | 103 623,5 | ***3,1*** | Dorval |
| 256,7 | 96,6 | - | 246,8 | 14 913,0 | ***0,4*** | Hampstead |
| 731,0 | 285,0 | 1,1 | 690,5 | 41 331,1 | ***1,2*** | Kirkland |
| 1,6 | 0,6 | - | 1,6 | 112,6 | ***0,0*** | L'Île-Dorval |
| 432,9 | 151,1 | - | 509,3 | 30 974,3 | ***0,9*** | Montréal-Est |
| 121,5 | 52,8 | - | 134,2 | 8 054,5 | ***0,2*** | Montréal-Ouest |
| 1 233,1 | 470,1 | 62,6 | 1 225,9 | 73 462,0 | ***2,2*** | Mont-Royal |
| 1 432,3 | 528,8 | 197,5 | 1 747,6 | 103 787,5 | ***3,1*** | Pointe-Claire |
| 210,3 | 83,7 | 0,2 | 207,8 | 12 487,3 | ***0,4*** | Sainte-Anne-de-Bellevue |
| 84,1 | 32,4 | - | 94,0 | 5 587,2 | ***0,2*** | Senneville |
| 1 311,3 | 525,6 | - | 1 171,5 | 69 724,7 | ***2,1*** | Westmount |
| **9 896,2** | **3 852,0** | **358,2** | **10 294,4** | **617 951,0** | ***18,5*** | **Total – Villes reconstituées** |
| **20 035,2** | **8 120,1** | **4 846,8** | **56 087,1** | **3 342 425,2** | ***100,0*** | **Agglomération de Montréal** |

## Potentiel fiscal d'agglomération

Le potentiel fiscal d'agglomération est le critère par défaut pour la répartition de dépenses d'agglomération entre les villes liées. Il est composé de la somme de leur richesse foncière uniformisée (RFU), et de la somme des valeurs de leurs immeubles non résidentiels et industriels, pondérée par un facteur de 2,68. Ces deux sommes sont par la suite multipliées par le facteur comparatif, fixé à 1 pour l'exercice financier 2026. Cette formule est propre au calcul du potentiel fiscal aux fins de répartition des dépenses d'agglomération[1].

Le tableau suivant montre le potentiel fiscal et les pourcentages contributifs des villes liées, pour les exercices de 2025 et 2026.

Ces pourcentages sont notamment utilisés pour déterminer la contribution des villes liées au financement des quotes-parts générales, des quotes-parts pour le service donné par les premiers répondants et de celle pour le service de l'eau.

**Tableau 72 – Potentiel fiscal d'agglomération et pourcentages contributifs des villes liées, 2025 et 2026**

| Villes liées | Potentiel fiscal 2025 | | Potentiel fiscal 2026 | |
|---|---|---|---|---|
| | M$ | Pourcentages contributifs | M$ | Pourcentages contributifs |
| **Montréal** | **646 146,1** | **81,93703 %** | **687 824,7** | **81,64574 %** |
| **Villes reconstituées** | | | | |
| Baie-D'Urfé | 4 553,7 | 0,57744 % | 5 988,4 | 0,71083 % |
| Beaconsfield | 7 767,8 | 0,98503 % | 7 680,1 | 0,91164 % |
| Côte-Saint-Luc | 9 307,5 | 1,18027 % | 9 383,9 | 1,11388 % |
| Dollard-des-Ormeaux | 14 370,8 | 1,82234 % | 14 827,6 | 1,76006 % |
| Dorval | 22 311,9 | 2,82935 % | 26 183,9 | 3,10806 % |
| Hampstead | 3 701,7 | 0,46940 % | 3 706,4 | 0,43995 % |
| Kirkland | 9 952,9 | 1,26212 % | 10 372,3 | 1,23121 % |
| L'Île-Dorval | 24,9 | 0,00316 % | 23,9 | 0,00284 % |
| Montréal-Est | 6 172,4 | 0,78272 % | 7 649,7 | 0,90803 % |
| Montréal-Ouest | 1 981,5 | 0,25128 % | 2 016,2 | 0,23932 % |
| Mont-Royal | 18 072,9 | 2,29180 % | 18 412,8 | 2,18563 % |
| Pointe-Claire | 22 371,0 | 2,83684 % | 26 250,1 | 3,11592 % |
| Sainte-Anne-de-Bellevue | 2 761,6 | 0,35020 % | 3 121,8 | 0,37057 % |
| Senneville | 1 124,7 | 0,14262 % | 1 411,6 | 0,16755 % |
| Westmount | 17 967,3 | 2,27841 % | 17 596,8 | 2,08876 % |
| **Total – Villes reconstituées** | **142 442,5** | **18,06297 %** | **154 625,5** | **18,35426 %** |
| **Agglomération de Montréal** | **788 588,7** | **100,00000 %** | **842 450,2** | **100,00000 %** |

Note : Alors que le facteur comparatif est de 1 en 2026, il était de 1,08 en 2025.

Sources : Sommaires des rôles fonciers 2023-2024-2025 actualisés au 14 septembre 2024 pour le potentiel fiscal 2025, et sommaires des rôles fonciers 2026-2027-2028 en date du 10 septembre 2025 pour le potentiel fiscal de 2026.

[1] Arrêté de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation du 30 novembre 2021 concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de répartition des dépenses d'agglomération (2021, GOQ 2, 7384).

## Quotes-parts générales

Les quotes-parts générales servent à financer toutes les dépenses relevant des compétences d'agglomération, à l'exception de celles qui font déjà l'objet de quotes-parts spécifiques. Pour 2026, les quotes-parts générales totalisent 2 898,6 M$, soit 86,7 % de toutes les dépenses financées par les quotes-parts. Elles augmentent globalement de 6,8 % par rapport à l'exercice de 2025. À l'échelle de chaque ville liée, les variations entre les deux exercices suivent l'évolution de leur poids contributif au sein de l'agglomération, comme l'explique la section précédente. Le prochain tableau illustre ces variations.

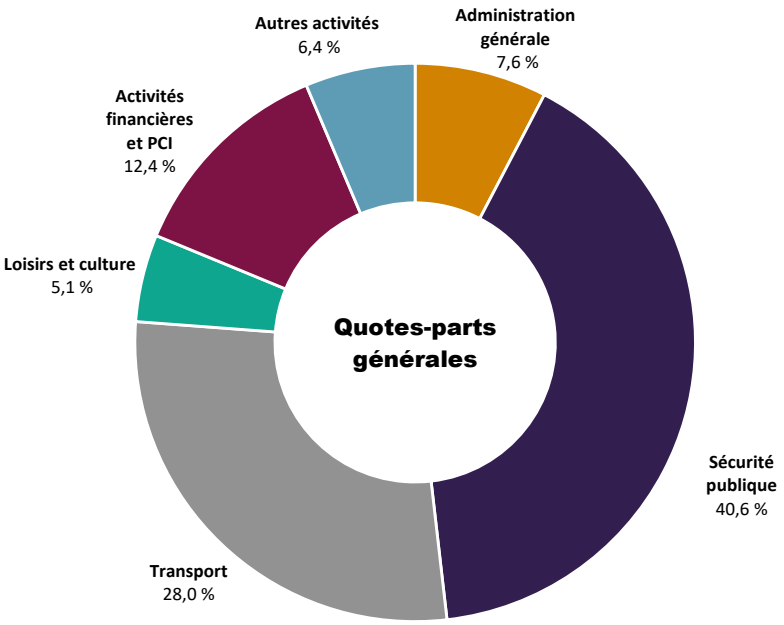
**Tableau 73 – Variation des quotes-parts générales d'agglomération, de 2025 à 2026**

| (en milliers de dollars) | Budget | | Variation | |
|---|---|---|---|---|
| | 2025 | 2026 | En valeur | En % |
| **Montréal** | **2 224 681,8** | **2 366 574,8** | **141 893,0** | ***6,4*** |
| **Villes reconstituées** | | | | |
| Baie-D'Urfé | 15 678,2 | 20 603,9 | 4 925,7 | *31,4* |
| Beaconsfield | 26 744,7 | 26 424,7 | (320,0) | *(1,2)* |
| Côte-Saint-Luc | 32 045,7 | 32 286,7 | 241,0 | *0,8* |
| Dollard-des-Ormeaux | 49 478,7 | 51 017,0 | 1 538,3 | *3,1* |
| Dorval | 76 819,9 | 90 090,0 | 13 270,1 | *17,3* |
| Hampstead | 12 744,9 | 12 752,5 | 7,6 | *0,1* |
| Kirkland | 34 267,9 | 35 687,7 | 1 419,8 | *4,1* |
| L'Île-Dorval | 85,7 | 82,4 | (3,3) | *(3,9)* |
| Montréal-Est | 21 251,7 | 26 320,1 | 5 068,4 | *23,8* |
| Montréal-Ouest | 6 822,4 | 6 937,0 | 114,6 | *1,7* |
| Mont-Royal | 62 224,9 | 63 352,4 | 1 127,5 | *1,8* |
| Pointe-Claire | 77 023,4 | 90 317,8 | 13 294,4 | *17,3* |
| Sainte-Anne-de-Bellevue | 9 508,2 | 10 741,2 | 1 233,0 | *13,0* |
| Senneville | 3 872,2 | 4 856,7 | 984,5 | *25,4* |
| Westmount | 61 861,3 | 60 544,6 | (1 316,7) | *(2,1)* |
| **Total – Villes reconstituées** | **490 429,8** | **532 014,7** | **41 584,9** | ***8,5*** |
| **Agglomération de Montréal** | **2 715 111,6** | **2 898 589,5** | **183 477,9** | ***6,8*** |

Contrairement aux quotes-parts spécifiques, qui financent des dépenses pour une activité bien précise, les quotes-parts générales couvrent un ensemble large d'activités municipales. La répartition de ces quotes-parts par activité permet aux villes liées de mesurer l'importance relative de chacune. Comme l'illustre le graphique suivant, la sécurité publique et le transport collectif regroupent 68 % des activités financées par les quotes-parts générales.

**Graphique 13 – Répartition par activités des quotes-parts générales, budget de 2026**

| Activités | Part relative |
|---|---|
| **Administration générale** | 7,6 % |
| **Sécurité publique** | |
| Police | 25,9 % |
| Sécurité incendie | 14,0 % |
| Sécurité civile et autres | 0,7 % |
| **Transport** | |
| Transport collectif | 27,4 % |
| Réseau routier et autres | 0,6 % |
| **Hygiène du milieu** | |
| Matières résiduelles | 3,2 % |
| Protection de l'environnement | 0,1 % |
| **Santé et bien-être** | |
| Logement social | 1,2 % |
| Autres | 0,7 % |
| **Aménagement, urbanisme et développement** | |
| Promotion et développement économique | 0,9 % |
| Rénovation urbaine et autres | 0,3 % |
| **Loisirs et culture** | |
| Activités récréatives | 1,6 % |
| Activités culturelles | 3,5 % |
| **Sous-total** | **87,6 %** |
| **Activités financières et PCI** | **12,4 %** |
| **Total** | **100,0 %** |




## Quotes-parts spécifiques

Les quotes-parts spécifiques totalisent 443,8 M$. Elles représentent 13,3 % de toutes les dépenses d'agglomération financées par des quotes-parts et visent le financement d'activités précises.

### Quotes-parts pour le service des premiers répondants

La sécurité publique est une compétence d'agglomération, à l'exception du service des premiers répondants sur le territoire de Côte-Saint-Luc, qui finance son propre service localement. Pour cette raison, la Ville de Côte-Saint-Luc ne contribue pas au financement de ces dépenses d'agglomération.

Les quotes-parts correspondent aux dépenses d'exploitation (équipements, formation continue et rémunération) moins la subvention anticipée provenant du gouvernement. En 2026, les quotes-parts prévues pour ce service s'élèvent à 10,3 M$, soit une augmentation de 0,7 M$ ou 6,9 % par rapport à 2025.

Cette variation s'explique notamment par une hausse de 0,7 M$ des coûts à la suite de l'indexation de la rémunération globale. Par ailleurs, la subvention anticipée demeure stable.
Ces quotes-parts sont réparties entre les villes liées selon le même critère que pour les quotes-parts générales, à savoir le potentiel fiscal d'agglomération, en excluant la Ville de Côte-Saint-Luc.

**Quotes-parts tarifaires pour l'alimentation en eau potable**

Les dépenses de fonctionnement relatives aux activités de production et de distribution de l'eau potable sont partagées entre les villes liées en fonction de leur consommation respective d'eau potable. Pour 2026, les coûts prévus s'élèvent à 121,7 M$, et le volume total de consommation à l'échelle de l'agglomération, basé sur la production de 2024, est estimé à 366,1 millions de $m^3$. Ces paramètres permettent d'établir un tarif provisoire de 0,3324 $ par $m^3$, utilisé pour déterminer la facturation provisoire de chaque ville liée.

Ces quotes-parts seront révisées au terme de l'exercice financier de 2026, une fois que les coûts réels des activités de production et de distribution de l'eau potable seront connus ainsi que la consommation réelle. Conformément au règlement annuel sur la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable, les ajustements de fin d'exercice indiqueront les villes liées qui auront soit un remboursement de quote-part, en raison d'un montant payé en trop, soit un supplément de quote-part à payer.

On observe une augmentation de ces quotes-parts de 9,8 % par rapport à 2025.

**Quotes-parts pour le financement des travaux admissibles à des programmes de subvention**

Les infrastructures d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées relèvent du conseil d'agglomération. Toutes dépenses relatives à ces activités sont donc financées par des quotes-parts. Par ailleurs, il existe plusieurs programmes gouvernementaux qui aident au financement des investissements effectués dans ces infrastructures. Toutefois, pour certains de ces programmes, les subventions sont versées aux villes en tant qu'administrations locales : c'est le cas du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) ainsi que du volet Grandes villes du Programme Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ).

Dans l'optique que chaque municipalité puisse bénéficier de ces subventions locales pour des dépenses réalisées sur des infrastructures d'agglomération, des quotes-parts spécifiques ont été créées pour financer les travaux admissibles au Programme de la TECQ et au volet Grandes villes du Programme FCCQ. Ainsi, les villes liées peuvent utiliser leurs propres subventions, en tout ou en partie, pour contribuer au financement de ces investissements effectués sous la responsabilité de l'agglomération.

Pour chaque exercice financier où des travaux d'investissement admissibles à l'un ou l'autre des deux programmes de subvention ont été réalisés, les villes liées doivent choisir entre payer comptant leur part des dépenses ou en étaler le paiement sur 20 ans. Si elles optent pour le financement à long terme, elles doivent s'acquitter des quotes-parts spécifiques à cet effet.

Les quotes-parts spécifiques facturées en 2026 concernent le financement des dépenses d'immobilisations effectuées au cours de l'exercice financier de 2024, auxquelles s'ajoutent les soldes restants des dettes antérieures des exercices financiers précédents, le cas échéant. Ces quotes-parts s'élèvent à 20 M$ pour les travaux admissibles au Programme de la TECQ et à 8,1 M$ pour les travaux admissibles au volet Grandes villes du Programme FCCQ. Pour les deux programmes combinés, les quotes-parts augmentent de 24,5 % par rapport à 2025.

**Quotes-parts tarifaires pour les compteurs d'eau**

L'alimentation en eau relève de la compétence du conseil d'agglomération, notamment la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles. Or, l'agglomération délègue aux municipalités liées les activités de mise en conformité des entrées d'eau ainsi que d'installation, de lecture, de diagnostic, de réparation et d'entretien des compteurs. Les quotes-parts tarifaires pour les compteurs d'eau couvrent donc les coûts de ces activités déléguées, ainsi que les frais à l'achat des compteurs. Ces quotes-parts seront facturées à l'automne 2026, en fonction du nombre de compteurs réellement commandés par les villes liées.

Les prévisions pour ces quotes-parts s'élèvent à 0,9 M$ pour l'exercice de 2026, soit une diminution de 5,6 %, par rapport à 2025.

**Quotes-parts pour le service de l'eau**

Les autres dépenses liées au service de l'eau sont également financées par des quotes-parts spécifiques. Elles sont réparties entre les villes liées selon le potentiel fiscal d'agglomération. Elles totalisent 221,9 M$ en 2026, soit une hausse de 11,7 % par rapport à 2025.

En résumé, les quotes-parts spécifiques pour le service de l'eau, pour l'alimentation en eau potable, pour les travaux admissibles aux programmes d'aide financière de la TECQ et du FCCQ ainsi que pour l'installation et la mise aux normes des compteurs d'eau financent l'ensemble des coûts de l'eau pour l'agglomération. En 2026, ces quotes-parts totalisent 372,6 M$, soit une augmentation de 39,6 M$, ou 11,9 %, par rapport à 2025.

**Quotes-parts pour les dettes de voirie artérielle (2006-2008)**

La *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (LQ 2008, c. 19) a restreint considérablement la compétence du conseil d'agglomération concernant le réseau artériel. Les villes liées ont en effet hérité de la responsabilité d'entretenir ce réseau. Dans cet esprit, la *Loi* prévoit que toutes les dettes relatives aux travaux d'immobilisations effectués sur les voies de circulation composant le réseau artériel, pour les exercices de 2006, 2007 et 2008, doivent être financées par des quotes-parts spécifiques des municipalités ayant bénéficié de ces travaux.

Les villes liées où des travaux de voirie artérielle ont été effectués et qui ont conservé un solde paient donc, au moyen de ces quotes-parts, les charges relatives aux frais financiers des dettes restantes. En 2026, ces dernières totalisent 4,8 M$, soit une réduction de 2,7 % par rapport à 2025. Rappelons que selon le calendrier du paiement de ces dettes, les villes liées auront terminé de rembourser ces dettes en 2028.

### Quotes-parts pour le déficit des exercices antérieurs

Des quotes-parts spécifiques pour s'acquitter du déficit des exercices antérieurs s'ajoutent annuellement lorsque nécessaire.

En ce qui concerne les prévisions budgétaires de 2026, il faut se référer aux résultats de l'exercice financier de 2024 pour établir le point de départ de l'analyse. Dans le tableau suivant, ces résultats se sont soldés par un déficit de 19,1 M$. À ce montant, il faut ajouter le déficit accumulé au terme de l'exercice financier de 2023, soit 78,2 M$, ainsi que l'impact de la norme comptable SP3400 de 4,2 M$. Le déficit accumulé après les affectations s'élève à 101,5 M$. Enfin, pour compléter ce portrait, il faut retrancher les revenus de 45,4 M$ qui avaient été prévus en 2025 pour le déficit des exercices antérieurs. Conséquemment, les quotes-parts spécifiques prévues à l'agglomération en 2026 pour combler le déficit des exercices antérieurs s'élèvent à 56,1 M$.

**Tableau 74 – Quotes-parts spécifiques pour le déficit des exercices antérieurs – Exercices réels de 2021 à 2024 et budgets de 2025 et 2026**

| (en millions de dollars) | Exercices financiers (réels) | | | | Budgets | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
| **Quotes-parts** | | | | | | |
| Générales | 2 221,8 | 2 291,2 | 2 475,9 | 2 624,8 | 2 715,1 | 2 898,6 |
| Spécifiques (sauf déficit des exercices antérieurs) | 263,4 | 279,4 | 314,5 | 335,8 | 347,6 | 387,7 |
| Déficit des exercices antérieurs | **21,3** | **211,3** | **87,9** | **32,8** | **45,4** | **56,1** |
| Autres revenus | 506,6 | 654,1 | 628,3 | 717,8 | 591,0 | 598,0 |
| **Total des revenus** | **3 013,1** | **3 436,0** | **3 506,5** | **3 711,1** | **3 699,1** | **3 940,4** |
| **Total des charges** | **2 905,6** | **2 937,9** | **3 018,3** | **3 283,4** | **3 244,6** | **3 448,0** |
| **Excédent avant le financement et les affectations** | **107,6** | **498,1** | **488,2** | **427,7** | **454,5** | **492,4** |
| Remboursement de la dette à long terme | (143,2) | (156,0) | (174,0) | (184,7) | (205,5) | (225,7) |
| Affectations | (31,0) | (163,6) | (271,7) | (262,1) | (249,1) | (266,8) |
| **Excédent (déficit) à des fins fiscales** | **(66,6)** | **178,5** | **42,5** | **(19,1)** | **-** | **-** |
| **Excédent (déficit) accumulé** | | | | | | |
| Excédent (déficit) accumulé non affecté – début d'exercice | (232,6) | (299,2) | (120,7) | (78,2) | | |
| Impact norme SP3400 | - | - | - | (4,2) | | |
| **Sous-total excédent (déficit) accumulé non affecté** | **(232,6)** | **(299,2)** | **(120,7)** | **(82,4)** | | |
| Excédent (déficit) à des fins fiscales | (66,6) | 178,5 | 42,5 | (19,1) | | |
| **Excédent (déficit) accumulé après affectations** | **(299,2)** | **(120,7)** | **(78,2)** | **(101,5)** | | |

| | |
|---|---|
| ***Somme déjà prévue au budget de 2025 à titre de quotes-parts spécifiques pour le déficit des exercices antérieurs :*** | **45,4** |
| ***Quotes-parts exigées en 2026 pour le déficit des exercices antérieurs :*** | **56,1** |

## Taxe pour le financement du service 911

La *Loi sur la sécurité civile* (RLRQ, c. S-2.3) établit que les municipalités du Québec doivent s'assurer du fonctionnement et du financement d'un centre d'appels d'urgence dûment certifié sur leur territoire. Au Québec, on compte une vingtaine de ces centres d'appels, y compris celui qui sert les villes de l'agglomération de Montréal, géré par le SPVM. Le financement des centres d'appels d'urgence est assuré par une taxe municipale, perçue par les entreprises de téléphonie au tarif mensuel de 0,54 $ et payée par toute personne cliente d'un service téléphonique, filaire ou non, dans la mesure où ce service donne accès au service 911.
Le tarif mensuel est indexé par le gouvernement selon une mesure de l'IPC. Pour 2026, ce tarif a été fixé à 0,55 $.[2].

Tous les revenus générés par cette taxe à l'échelle de la province sont acheminés à l'Agence du revenu du Québec, qui les transfère par la suite à l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 911 du Québec, chargée de remettre aux organisations municipales le produit de la taxe. Pour l'agglomération de Montréal, les prévisions s'élèvent à 16 M$ en 2026, soit une augmentation de 0,3 M$ par rapport à 2025.

[2] Avis d'indexation - Taxe municipale pour le 911, (2025) 157 GOQ 1, nº 34, p. 490.

## Contribution pour les dépenses afférentes au centre-ville

Avant 2017, les dépenses en immobilisations pour l'aménagement et le réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructures, dans un périmètre situé au centre-ville, étaient à la charge de l'agglomération. Les dispositions à cet égard étaient d'ailleurs précisées par décret ministériel[3].

Toutefois, en vertu d'une entente conclue en mars 2016 entre la Ville de Montréal et les villes reconstituées, ces dépenses sont maintenant à la charge des contribuables montréalaises et montréalais seulement. De plus, le service de la dette relatif à toute dépense effectuée au centre-ville et réalisée entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2016 est également à la charge des contribuables de Montréal. En contrepartie, les villes reconstituées se sont engagées à verser à la Ville de Montréal une contribution de 8 M$ à compter de l'exercice de 2017, somme qui est indexée annuellement selon l'indice des prix à la consommation pour les exercices subséquents. Cette contribution est répartie entre les villes reconstituées en fonction de leur potentiel fiscal d'agglomération respectif.

Selon les prévisions du Conference Board du Canada pour la région métropolitaine de Montréal, le taux d'inflation est établi à 1,3 %[4], ce qui porte la contribution à 9,8 M$ en 2026.

**Tableau 75 – Contribution des villes reconstituées à l'égard des dépenses afférentes au centre-ville**

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| Baie-D'Urfé | 260,4 | 267,5 | 295,2 | 302,1 | 308,8 | 308,8 | 379,0 |
| Beaconsfield | 466,6 | 476,8 | 507,6 | 515,3 | 526,8 | 526,8 | 486,1 |
| Côte-Saint-Luc | 564,0 | 575,4 | 611,7 | 622,3 | 631,2 | 631,2 | 593,9 |
| Dollard-des-Ormeaux | 839,5 | 857,4 | 941,7 | 959,4 | 974,6 | 974,6 | 938,4 |
| Dorval | 1 416,3 | 1 448,9 | 1 430,1 | 1 477,8 | 1 513,2 | 1 513,2 | 1 657,1 |
| Hampstead | 220,7 | 224,8 | 242,1 | 244,7 | 251,0 | 251,0 | 234,6 |
| Kirkland | 614,3 | 636,1 | 651,5 | 659,4 | 675,0 | 675,0 | 656,4 |
| L'Île-Dorval | 1,5 | 1,6 | 1,6 | 1,6 | 1,7 | 1,7 | 1,5 |
| Montréal-Est | 320,5 | 329,4 | 392,9 | 415,0 | 418,6 | 418,6 | 484,1 |
| Montréal-Ouest | 117,9 | 120,2 | 130,1 | 131,7 | 134,4 | 134,4 | 127,6 |
| Mont-Royal | 1 113,9 | 1 151,3 | 1 192,7 | 1 206,9 | 1 225,7 | 1 225,7 | 1 165,3 |
| Pointe-Claire | 1 291,7 | 1 329,2 | 1 389,6 | 1 455,6 | 1 517,2 | 1 517,2 | 1 661,3 |
| Sainte-Anne-de-Bellevue | 150,4 | 155,3 | 177,6 | 184,2 | 187,3 | 187,3 | 197,6 |
| Senneville | 64,5 | 66,0 | 72,4 | 74,4 | 76,3 | 76,3 | 89,3 |
| Westmount | 1 200,4 | 1 227,2 | 1 185,0 | 1 201,9 | 1 218,5 | 1 218,5 | 1 113,7 |
| **Total – Contribution pour les dépenses afférentes au centre-ville** | **8 642,4** | **8 867,1** | **9 221,8** | **9 452,4** | **9 660,3** | **9 660,3** | **9 785,9** |

[3] Décret 1229-20055 (2005) 137 GOQ 2, no 49A, p. 6923A.

[4] Chaque année, la Ville utilise la prévision de septembre du Conference Board du Canada pour l'indexation de cette contribution.

## 8.3. Analyse détaillée de l'effectif et de la rémunération globale

La rémunération globale s'élève à 2,9 G$ et représente 37,9 % des dépenses de fonctionnement, comparativement à 38,3 % en 2025. La section suivante traite particulièrement de la rémunération globale, tout en dressant le portrait de la variation de l'effectif.

### Effectif

**Variation de l'effectif**

La variation nette de l'effectif de 2025 à 2026 est une diminution de 16,6 années-personnes (a-p.). Elle est le résultat d'une diminution de 98,9 a-p. au budget de fonctionnement et d'une augmentation de 82,3 a-p. au PDI.

Cette diminution nette de 16,6 a-p. de l'effectif est le résultat combiné des nouveaux besoins spécifiques des unités d'affaires et de l'exercice de revue d'unité qu'a effectué chaque service ce printemps. Cet exercice a permis, au budget 2026, une réduction de 209,2 postes à travers les services.

Comme chaque année, des postes sont créés ou abolis afin de répondre à de nouveaux besoins et de mettre en œuvre les priorités de l'Administration. Dans le budget de 2026, cela résulte en une baisse nette de 65 postes dans les services centraux et une création nette de 40 postes dans les arrondissements. De plus, 8 postes ont été créés afin de bonifier l'escouade d'inspecteurs des locations touristiques. Ces postes sont prévus temporairement aux dépenses communes et seront transférés vers les arrondissements.

Dans les services centraux, la diminution nette des postes s'explique principalement par :

- une diminution nette de 158 postes en incluant les résultats de la revue d'unités;
- 77 postes créés pour le déploiement de la Stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034, dont 44 postes au budget de fonctionnement et 33 postes au PDI;
- 16 postes ajoutés au SIM pour le projet de décontamination des tenues de combat.

Dans une perspective d'optimisation des ressources de la Ville, en plus des efforts liés à la revue d'unité, un plan d'optimisation à venir permet d'anticiper 16 M$ d'économies récurrentes au budget 2026. À terme, cette initiative mènera à une diminution de 1 000 postes dans les services centraux.

Dans cette optique, un gel d'embauche pour le personnel de l'accréditation des cols blancs et du personnel professionnel est en vigueur jusqu'à nouvel ordre. Pour les postes cadre, s'ajoute un gel de nomination. Ces deux mesures sont en vigueur dans les services centraux.

## Tableau 76 – Répartition de l'effectif

| (en années-personnes) | Budget 2025 comparatif | | | Budget 2026 | | | Variation a-p. 2026-2025 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Fonction-nement | PDI | Total | Fonction-nement | PDI | Total | Fonction-nement | PDI | Total |
| **SECTEURS D'ACTIVITÉS** | | | | | | | | | |
| **Services administratifs** | | | | | | | | | |
| **Services de la direction générale** | | | | | | | | | |
| Direction générale | 139,3 | 0,8 | 140,1 | 137,0 | - | 137,0 | (2,3) | (0,8) | (3,1) |
| Finances et évaluation foncière | 626,6 | 25,9 | 652,5 | 606,3 | 30,0 | 636,3 | (20,3) | 4,1 | (16,2) |
| Planification stratégique et performance organisationnelle | 52,0 | 5,5 | 57,5 | 43,0 | 5,0 | 48,0 | (9,0) | (0,5) | (9,5) |
| Ressources humaines et communications | 529,0 | 37,5 | 566,5 | 507,4 | 41,1 | 548,5 | (21,6) | 3,6 | (18,0) |
| **Autres services administratifs** | | | | | | | | | |
| Bureau de l'inspecteur général | 34,0 | - | 34,0 | 34,0 | - | 34,0 | - | - | - |
| Bureau du vérificateur général | 35,0 | - | 35,0 | 36,0 | - | 36,0 | 1,0 | - | 1,0 |
| Commission de la fonction publique de Montréal | 13,0 | - | 13,0 | 13,0 | - | 13,0 | - | - | - |
| Office de consultation publique de Montréal | 12,0 | - | 12,0 | 12,0 | - | 12,0 | - | - | - |
| Secrétariat de liaison de l'agglomération de Montréal | 2,0 | - | 2,0 | 2,0 | - | 2,0 | - | - | - |
| **Total – Services administratifs** | **1 442,9** | **69,7** | **1 512,6** | **1 390,7** | **76,1** | **1 466,8** | **(52,2)** | **6,4** | **(45,8)** |
| **Habitation et économie** | | | | | | | | | |
| Approvisionnement | 319,0 | 18,0 | 337,0 | 306,0 | 27,8 | 333,8 | (13,0) | 9,8 | (3,2) |
| Développement économique | 68,0 | - | 68,0 | 65,0 | - | 65,0 | (3,0) | - | (3,0) |
| Habitation | 137,0 | 1,0 | 138,0 | 132,0 | 1,0 | 133,0 | (5,0) | - | (5,0) |
| Stratégie immobilière | 77,0 | - | 77,0 | 76,0 | - | 76,0 | (1,0) | - | (1,0) |
| **Total – Habitation et économie** | **601,0** | **19,0** | **620,0** | **579,0** | **28,8** | **607,8** | **(22,0)** | **9,8** | **(12,2)** |
| **Qualité de vie** | | | | | | | | | |
| Culture | 179,3 | 7,9 | 187,2 | 181,3 | 7,9 | 189,2 | 2,0 | - | 2,0 |
| Diversité et inclusion sociale | 79,0 | - | 79,0 | 81,0 | - | 81,0 | 2,0 | - | 2,0 |
| Environnement | 272,6 | 17,1 | 289,7 | 270,6 | 17,1 | 287,7 | (2,0) | - | (2,0) |
| Espace pour la vie | 445,2 | 4,0 | 449,2 | 444,2 | 4,0 | 448,2 | (1,0) | - | (1,0) |
| **Total – Qualité de vie** | **976,1** | **29,0** | **1 005,1** | **977,1** | **29,0** | **1 006,1** | **1,0** | **-** | **1,0** |
| **Sécurité urbaine et conformité** | | | | | | | | | |
| Affaires juridiques | 487,2 | 13,8 | 501,0 | 466,2 | 9,8 | 476,0 | (21,0) | (4,0) | (25,0) |
| Greffe | 209,5 | 3,5 | 213,0 | 208,5 | 3,5 | 212,0 | (1,0) | - | (1,0) |
| **Services de sécurité publique** | | | | | | | | | |
| Sécurité incendie | 2 787,0 | 6,4 | 2 793,4 | 2 803,0 | 7,1 | 2 810,1 | 16,0 | 0,7 | 16,7 |
| Service de police | 6 245,2 | 14,0 | 6 259,2 | 6 178,8 | 14,4 | 6 193,2 | (66,4) | 0,4 | (66,0) |
| **Total – Sécurité urbaine et conformité** | **9 728,9** | **37,7** | **9 766,6** | **9 656,5** | **34,8** | **9 691,3** | **(72,4)** | **(2,9)** | **(75,3)** |
| **Services de proximité** | | | | | | | | | |
| Concertation des arrondissements et expérience citoyenne | 288,1 | 7,3 | 295,4 | 275,1 | 7,3 | 282,4 | (13,0) | - | (13,0) |
| Grands parcs, Mont-Royal et sports | 244,6 | 99,8 | 344,4 | 245,9 | 99,8 | 345,7 | 1,3 | - | 1,3 |
| Matériel roulant et ateliers | 484,0 | 13,0 | 497,0 | 492,0 | 6,0 | 498,0 | 8,0 | (7,0) | 1,0 |
| Technologies de l'information | 488,9 | 317,0 | 805,9 | 492,4 | 317,5 | 809,9 | 3,5 | 0,5 | 4,0 |
| **Total – Services de proximité** | **1 505,6** | **437,1** | **1 942,7** | **1 505,4** | **430,6** | **1 936,0** | **(0,2)** | **(6,5)** | **(6,7)** |
| **Urbanisme, mobilité et infrastructures** | | | | | | | | | |
| Commission des services électriques | 107,0 | 79,0 | 186,0 | 118,3 | 81,0 | 199,3 | 11,3 | 2,0 | 13,3 |
| Eau | 844,8 | 168,0 | 1 012,8 | 876,4 | 211,7 | 1 088,1 | 31,6 | 43,7 | 75,3 |
| Gestion et planification des immeubles | 631,2 | 48,0 | 679,2 | 611,2 | 67,0 | 678,2 | (20,0) | 19,0 | (1,0) |
| Infrastructures du réseau routier | 231,3 | 207,5 | 438,8 | 213,4 | 213,9 | 427,3 | (17,9) | 6,4 | (11,5) |
| Urbanisme et mobilité | 320,7 | 50,9 | 371,6 | 318,7 | 50,9 | 369,6 | (2,0) | - | (2,0) |
| **Total – Urbanisme, mobilité et infrastructures** | **2 135,0** | **553,4** | **2 688,4** | **2 138,0** | **624,5** | **2 762,5** | **3,0** | **71,1** | **74,1** |
| **Total – Services** | **16 389,5** | **1 145,9** | **17 535,4** | **16 246,7** | **1 223,8** | **17 470,5** | **(142,8)** | **77,9** | **(64,9)** |

## Répartition de l'effectif (suite)

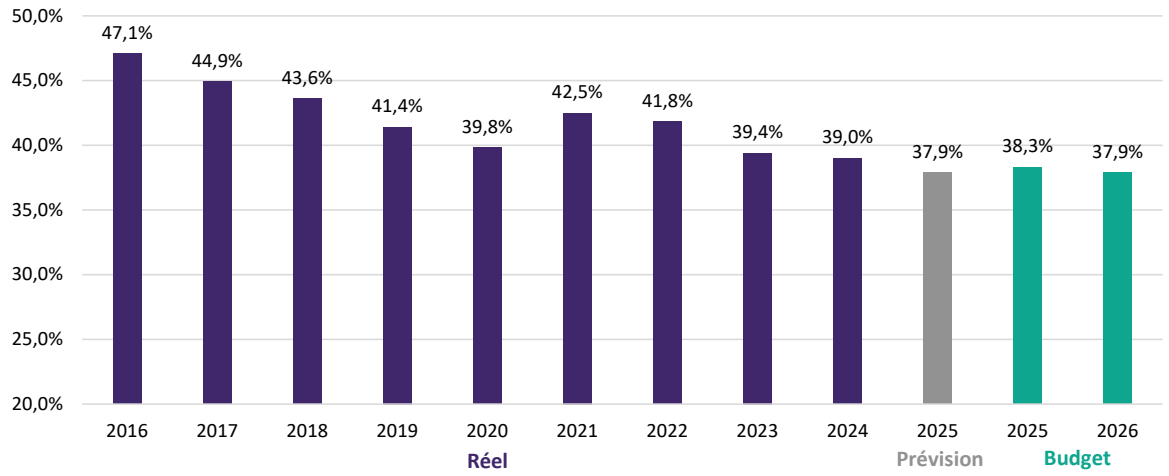
| (en années-personnes) | Budget 2025 comparatif | | | Budget 2026 | | | Variation a-p. 2026-2025 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Fonction-nement | PDI | Total | Fonction-nement | PDI | Total | Fonction-nement | PDI | Total |
| **SECTEURS D'ACTIVITÉS** | | | | | | | | | |
| **Dépenses communes** | | | | | | | | | |
| Postes dédiés aux arrondissements | - | - | - | 8,0 | - | 8,0 | 8,0 | - | 8,0 |
| **Total – Dépenses communes** | **-** | **-** | **-** | **8,0** | **-** | **8,0** | **8,0** | **-** | **8,0** |
| **Arrondissements** | | | | | | | | | |
| Ahuntsic-Cartierville | 446,8 | 6,0 | 452,8 | 445,8 | 7,0 | 452,8 | (1,0) | 1,0 | - |
| Anjou | 223,9 | - | 223,9 | 223,9 | - | 223,9 | - | - | - |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 560,1 | 1,0 | 561,1 | 573,5 | 1,0 | 574,5 | 13,4 | - | 13,4 |
| Lachine | 246,4 | 9,0 | 255,4 | 245,8 | 9,0 | 254,8 | (0,6) | - | (0,6) |
| LaSalle | 291,2 | 5,0 | 296,2 | 291,9 | 5,0 | 296,9 | 0,7 | - | 0,7 |
| Le Plateau-Mont-Royal | 460,5 | 5,0 | 465,5 | 469,4 | 5,0 | 474,4 | 8,9 | - | 8,9 |
| Le Sud-Ouest | 436,2 | 9,5 | 445,7 | 442,0 | 10,4 | 452,4 | 5,8 | 0,9 | 6,7 |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 117,2 | 6,0 | 123,2 | 118,9 | 3,5 | 122,4 | 1,7 | (2,5) | (0,8) |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 600,7 | 11,7 | 612,4 | 595,4 | 11,7 | 607,1 | (5,3) | - | (5,3) |
| Montréal-Nord | 373,3 | 3,2 | 376,5 | 375,1 | 2,2 | 377,3 | 1,8 | (1,0) | 0,8 |
| Outremont | 122,8 | 6,0 | 128,8 | 122,8 | 6,5 | 129,3 | - | 0,5 | 0,5 |
| Pierrefonds-Roxboro | 282,1 | 6,0 | 288,1 | 281,7 | 6,0 | 287,7 | (0,4) | - | (0,4) |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 454,8 | 2,0 | 456,8 | 460,6 | 2,0 | 462,6 | 5,8 | - | 5,8 |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 709,0 | 7,0 | 716,0 | 711,1 | 10,0 | 721,1 | 2,1 | 3,0 | 5,1 |
| Saint-Laurent | 592,7 | - | 592,7 | 593,6 | - | 593,6 | 0,9 | - | 0,9 |
| Saint-Léonard | 251,8 | 1,0 | 252,8 | 249,8 | 1,0 | 250,8 | (2,0) | - | (2,0) |
| Verdun | 319,6 | 7,2 | 326,8 | 319,1 | 7,7 | 326,8 | (0,5) | 0,5 | - |
| Ville-Marie | 634,4 | - | 634,4 | 639,0 | - | 639,0 | 4,6 | - | 4,6 |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 445,5 | 8,0 | 453,5 | 445,5 | 10,0 | 455,5 | - | 2,0 | 2,0 |
| **Total – Arrondissements** | **7 569,0** | **93,6** | **7 662,6** | **7 604,9** | **98,0** | **7 702,9** | **35,9** | **4,4** | **40,3** |
| **Total – Effectif** | **23 958,5** | **1 239,5** | **25 198,0** | **23 859,6** | **1 321,8** | **25 181,4** | **(98,9)** | **82,3** | **(16,6)** |

## Rémunération globale

La rémunération globale est le poste de dépenses le plus important. Il comprend la masse salariale des employées et employés ainsi que des élues et élus. Il comprend aussi les cotisations de l'employeur, c'est-à-dire le coût des différents régimes étatiques et autres avantages sociaux. En règle générale, les ajustements salariaux prévus dans les conventions collectives (indexations et progressions d'échelon) de même que l'évolution des coûts des diverses contributions qui incombent à l'employeur font en sorte que la rémunération a tendance à augmenter chaque année.

Au budget de 2026, la rémunération globale affiche une variation à la hausse de 112,7 M$, ou 4 %, passant de 2 790,2 M$ à 2 903 M$. Cette hausse s'explique principalement par la croissance normale de la rémunération régulière, prévue aux conventions collectives. Ce changement porte le poids de la rémunération globale dans les dépenses de fonctionnement à 37,9 %, comme l'illustre le graphique suivant.

**Graphique 14 – Évolution du poids de la rémunération globale par rapport aux dépenses de fonctionnement**



## Tableau 77 – Évolution de la rémunération globale

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Rémunération** | 2 008 534,5 | 2 114 514,9 | 2 173 592,2 | 2 270 765,3 | 2 359 196,8 | 2 272 379,3 | 2 317 533,4 |
| **Cotisations de l'employeur** | | | | | | | |
| Régimes de retraite | | | | | | | |
| Services courants | 237 006,0 | 242 942,5 | 196 787,3 | 201 384,5 | 228 442,9 | 198 094,8 | 226 829,5 |
| Services passés | 73 118,2 | 31 700,0 | (48 635,6) | (40 274,7) | (61 916,0) | (62 909,4) | (27 081,0) |
| **Total – Régimes de retraite** | **310 124,2** | **274 642,5** | **148 151,7** | **161 109,7** | **166 526,9** | **135 185,4** | **199 748,5** |
| Charges sociales et autres cotisations | 292 244,4 | 330 176,1 | 335 726,2 | 355 130,1 | 372 865,0 | 382 642,4 | 385 674,6 |
| **Total – Cotisations de l'employeur** | **602 368,6** | **604 818,6** | **483 877,9** | **516 239,8** | **539 391,9** | **517 827,8** | **585 423,1** |
| **Total – Rémunération globale** | **2 610 903,1** | **2 719 333,5** | **2 657 470,1** | **2 787 005,1** | **2 898 588,7** | **2 790 207,1** | **2 902 956,5** |

La rémunération augmente de 45,2 M$, ou 2 %, pour atteindre 2 317,5 M$. Cette variation s'explique par les éléments suivants :

**Services centraux**

- une hausse de 41,9 M$ découlant des indexations salariales et des progressions statutaires;
- une baisse de 16,4 M$ générée par la réduction nette de l'effectif aux services centraux.

**Arrondissements**

- une hausse de 14,9 M$ découlant des indexations salariales et des progressions statutaires;
- une hausse de 4,0 M$ en augmentations d'effectifs pour répondre à de nouveaux besoins;
- une hausse de 0,8 M$ découlant d'augmentations de paiements de banques de maladie et autres provisions.

Les cotisations de l'employeur augmentent de 67,6 M$, ou 13,1 %, pour atteindre 585,4 M$. Cette variation est attribuable aux éléments suivants :

- une hausse de 64,6 M$ associée aux régimes de retraite;
- une hausse de 8,2 M$ découlant des indexations salariales et des progressions statutaires;
- une baisse de 3 M$ découlant d'une diminution des coûts d'assurances collectives;
- une baisse de 2,2 M$ associée à la variation d'effectifs.

Par ailleurs, des économies anticipées de 16 M$ pour la mise en place du plan d'optimisation des ressources sont prévues en 2026.

## Tableau 78 – Analyse de la rémunération et des cotisations de l'employeur – Budget de fonctionnement

| (en milliers de dollars) | Structures autorisées (a-p.) | Rémunération | Cotisations de l'employeur | | Total de la rémunération globale |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Charges sociales | Avantages sociaux | |
| Élues et élus | 103,0 | 13 642,2 | 1 386,2 | 3 337,8 | 18 366,2 |
| Cadres de gestion | 1 440,0 | 217 413,9 | 22 273,8 | 37 807,1 | 277 494,8 |
| Cadres-conseils | 517,8 | 61 680,1 | 6 649,1 | 8 991,8 | 77 321,0 |
| | **1 957,8** | **279 094,0** | **28 922,9** | **46 798,9** | **354 815,8** |
| Contremaîtresses et contremaîtres | 403,3 | 45 261,1 | 5 197,3 | 9 513,3 | 59 971,7 |
| Professionnelles et professionnels | 3 037,3 | 348 793,4 | 39 700,9 | 47 767,6 | 436 261,9 |
| Cols blancs | 5 974,2 | 421 026,0 | 56 163,2 | 75 720,3 | 552 909,5 |
| Cols bleus | 4 768,3 | 363 704,0 | 47 541,5 | 62 130,0 | 473 375,5 |
| Policières et policiers | 4 939,2 | 560 815,6 | 63 528,2 | 14 555,5 | 638 899,3 |
| Pompières et pompiers | 2 406,0 | 278 309,0 | 30 834,1 | 49 149,5 | 358 292,6 |
| Préposées et préposés aux traverses d'écoliers | 270,5 | 15 380,4 | 2 083,7 | - | 17 464,1 |
| Plan d'optimisation des ressources | - | (12 349,6) | (1 640,3) | (2 010,1) | (16 000,0) |
| Gestion des postes vacants | - | (38 118,2) | (5 062,7) | (2 029,8) | (45 210,7) |
| | **23 859,6** | **2 275 557,9** | **268 655,0** | **304 933,0** | **2 849 145,9** |
| Sécurité du revenu[1] | - | 3 842,3 | 505,1 | 627,5 | 4 974,9 |
| Agence de mobilité durable[2] | - | 38 133,2 | 4 866,2 | 5 836,3 | 48 835,7 |
| **Total – Rémunération et cotisations de l'employeur** | **23 859,6** | **2 317 533,4** | **274 026,3** | **311 396,8** | **2 902 956,5** |

[1] Depuis 2008, à la suite d'une entente conclue entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec, la gestion des activités liées à la sécurité du revenu sur le territoire de l'ancienne ville de Montréal est assurée par le gouvernement du Québec. Les employées et employés municipaux affectés à ce secteur sont prêtés au gouvernement du Québec contre une compensation financière. Ce personnel ne fait pas partie de la structure d'effectifs de la Ville de Montréal, mais sa rémunération apparaît dans le budget de dépenses.

[2] Une convention de services liant la Ville et l'Agence de mobilité durable assure l'affectation d'employées et employés municipaux aux activités gérées par l'Agence. Bien que le personnel de l'Agence ne fasse pas partie de la structure d'effectifs de la Ville de Montréal, sa rémunération est prévue au budget de dépenses.

En plus de la main-d'œuvre au budget de fonctionnement, l'effectif de la Ville comprend de la main-d'œuvre capitalisable. Le PDI comprend un éventail de projets que la Ville de Montréal compte réaliser au cours des 10 prochaines années. La rémunération globale de la main-d'œuvre capitalisable augmente de 15,4 M$, ou 9,3 %, et atteint 181,2 M$. Cette augmentation s'explique principalement par la croissance de l'effectif ainsi que par la croissance normale de la rémunération régulière, prévue aux conventions collectives. L'effectif capitalisable augmente de 6,6 % et passe à 1 321,8 a-p.

Le tableau suivant présente en détail les coûts reliés à la rémunération qui sont imputés directement aux dépenses en immobilisations.

**Tableau 79 – Analyse de la rémunération et des cotisations de l'employeur et sources de financement – Main-d'œuvre capitalisée**

| (en milliers de dollars) | Structures autorisées (a-p.) | Rémunération | Cotisations de l'employeur | | Total de la rémunération globale |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Charges sociales | Avantages sociaux | |
| **Main-d'œuvre capitalisée** | | | | | |
| Cadres de gestion | 44,0 | 6 888,1 | 735,7 | 1 099,8 | 8 723,6 |
| Cadres-conseils | 30,1 | 4 053,8 | 435,6 | 647,5 | 5 136,9 |
| | **74,1** | **10 941,9** | **1 171,3** | **1 747,3** | **13 860,5** |
| Contremaîtresses et contremaîtres | 4,2 | 455,6 | 54,1 | 72,2 | 581,9 |
| Professionnelles et professionnels | 849,6 | 98 456,1 | 11 153,5 | 13 084,9 | 122 694,5 |
| Cols blancs | 382,2 | 33 327,7 | 4 290,1 | 5 266,5 | 42 884,3 |
| Cols bleus | 9,8 | 764,6 | 92,3 | 116,5 | 973,4 |
| Policières et policiers | 1,9 | 173,8 | 22,9 | 28,1 | 224,8 |
| **Total – Main-d'œuvre capitalisée** | **1 321,8** | **144 119,7** | **16 784,2** | **20 315,5** | **181 219,4** |
| **Sources de financement** | | | | | |
| Paiement au comptant | | | | | 18 973,3 |
| Emprunts | | | | | |
| Remboursés par les activités commerciales | | | | | 9 430,9 |
| À la charge des contribuables | | | | | 152 815,2 |
| **Total – Sources de financement** | | | | | **181 219,4** |

## Régimes de retraite

Les régimes de retraite de la Ville de Montréal sont des régimes à prestations déterminées. Un régime de retraite à prestations déterminées est un régime pour lequel est précisé, soit :

- le montant des prestations que recevront les employées et employés lors d'un événement (retraite, cessation, décès, etc.);
- la formule de calcul du montant de ces prestations.

Le calcul des prestations est généralement fondé sur des facteurs comme l'âge, le salaire et le nombre d'années de service de la participante ou du participant.

Un tel régime repose sur le principe de la capitalisation, c'est-à-dire que les cotisations versées dans le régime (la caisse de retraite) de même que les revenus de placement associés à l'actif de la caisse et investis selon la politique de placement du comité de retraite du régime servent à financer à long terme les prestations prévues par le régime.

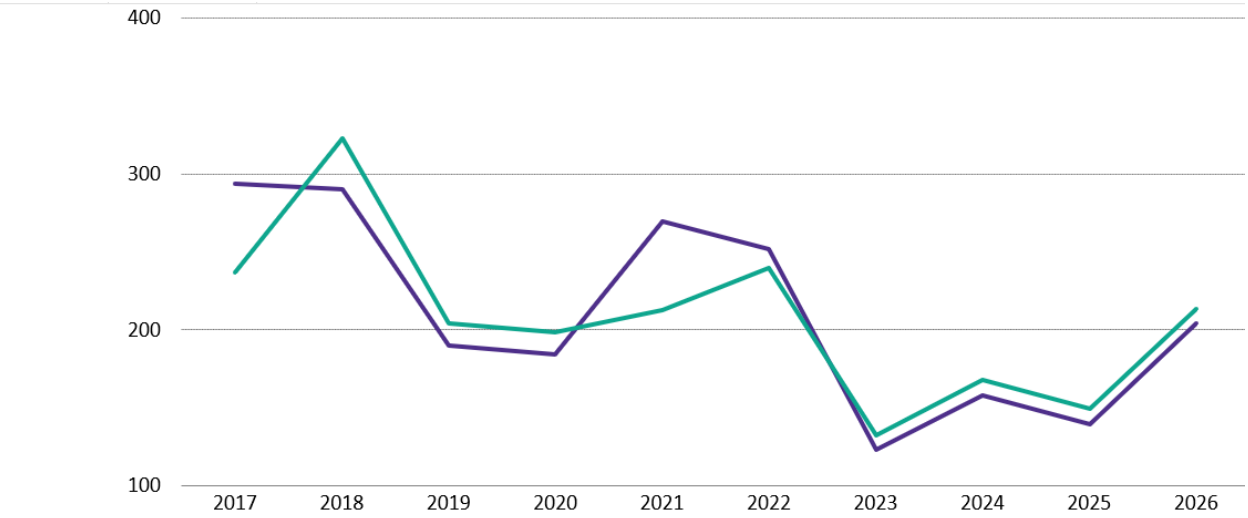
Le coût du service courant, pour une année donnée, correspond à la valeur des prestations acquises durant l'exercice financier. Il est déterminé selon les hypothèses actuarielles retenues. Si tout se passe comme prévu, ce montant permettra de faire face aux obligations du régime de retraite. Le coût du service courant est assumé par la Ville et les employées et employés participant aux régimes. Toutefois, dans cette section, nous faisons uniquement référence au coût assumé par la Ville.

À ce coût s'ajoute une charge de retraite pour financer les déficits actuariels, le cas échéant, et les autres dépenses associées (comme les intérêts). Ici aussi, nous faisons référence au coût imputé à la Ville de Montréal.

Les charges, traitées sous la rubrique Cotisations de l'employeur, représentent 199,8 M$ en 2026, comparativement à 135,2 M$ au budget de 2025. Lorsqu'on tient compte des montants à pourvoir, la charge nette est de 203,9 M$ en 2026, comparativement à 139,7 M$ en 2025, soit une augmentation de 64,2 M$.

En raison de la pandémie de COVID-19 et des risques financiers qui en ont découlé, le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation a mis en place des mesures d'allègement fiscal, applicables à compter de 2021. L'allègement fiscal permet de réduire à court et à moyen terme les répercussions financières de la COVID-19 sur les coûts associés aux régimes. Les allègements utilisés doivent être reconnus linéairement sur l'horizon restant de la mesure sans dépasser 2030. Depuis 2023, aucun allègement n'est disponible compte tenu des gains réalisés en 2021 et en 2022. En 2025 et en 2026, une charge de 9,6 M$ est ajoutée au budget de fonctionnement, en contrepartie des allègements employés en 2021 et en 2022.

**Graphique 15 – Charges de retraite – budgets de 2017 à 2026**
(en millions de dollars)




| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Charge sans allègement | 293,7 | 290,3 | 189,9 | 184,4 | 269,3 | 252,2 | 123,0 | 158,2 | 139,7 | 203,9 |
| Charge avec allègement-renversement | 236,7 | 322,9 | 204,2 | 198,7 | 213,1 | 239,7 | 132,6 | 167,8 | 149,3 | 213,5 |

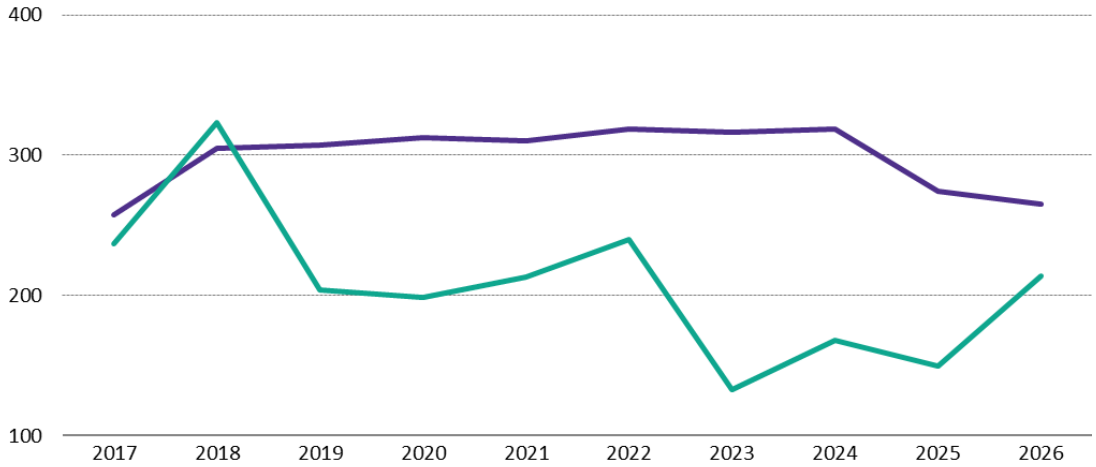
## Écart de trésorerie

Le graphique suivant compare les cotisations versées par la Ville aux différents régimes de retraite, selon les évaluations actuarielles déposées, à la charge de retraite prévue aux différents budgets de la Ville. L'écart entre ces deux valeurs s'explique par les différences suivantes :

- le lissage de la valeur marchande de l'actif sur une période de quatre ans, aux fins du calcul de la charge fiscale, comparativement à la valeur marchande de l'actif sans lissage pour les évaluations de financement;
- le délai de trois ans, en général, entre chaque évaluation aux fins de financement, alors que la charge est réévaluée annuellement;
- les périodes d'amortissement des déficits pour le calcul de la charge, différentes de celles des évaluations de financement;
- l'utilisation d'hypothèses différentes pour établir la charge et les cotisations aux fins du financement (ex. : taux d'actualisation);
- les effets à court terme de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (Loi RRSM), qui se reflètent de façon différente dans la charge et le financement.

À long terme, les deux méthodes vont donner le même résultat, c'est-à-dire que, globalement, la charge de retraite cumulative sera égale aux cotisations versées par le promoteur pour financer les régimes. Toutefois, comme il est possible de le constater dans le graphique suivant, des différences subsistent d'une année à l'autre en raison des différentes méthodologies et hypothèses (comptable ou de financement).

**Graphique 16 – Comparaison entre la charge de retraite les cotisations requises de la Ville, budgets de 2017 à 2026**
(en millions de dollars)




| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Cotisations de la Ville | 257,1 | 305,2 | 307,1 | 312,5 | 310,0 | 318,4 | 316,7 | 318,3 | 274,5 | 265,4 |
| Charge avec allègement-renversement | 236,7 | 322,9 | 204,2 | 198,7 | 213,1 | 239,7 | 132,6 | 167,8 | 149,3 | 213,5 |

## 8.4. Analyse de l'endettement et du service de la dette

L'Administration municipale a recours à l'emprunt à long terme, principalement pour financer ses immobilisations. Pour l'essentiel, le profil de l'endettement est influencé par la réalisation des projets passés et présents, inscrits au PDI. Une section particulière du PDI 2026-2035 traite de la gestion de la dette.

Le tableau suivant illustre plusieurs éléments du profil de l'endettement de la Ville de Montréal.

**Tableau 80 – Profil de l'endettement de la Ville de Montréal**

| | |
|---|---|
| **Situation au 31 décembre 2024** | |
| Dette brute en circulation (en M$) | 11 806,1 |
| Dette nette à la charge des contribuables de la ville et de l'agglomération de Montréal (en M$) | 6 848,9 |
| Nombre d'emprunts en circulation | 84 |
| Taux d'intérêt nominal pondéré (en %) | 3,55 |
| **Volume et nombre d'emprunts estimés en 2025** | |
| Nombre d'émissions | 5 |
| Nouveaux financements (en M$) | 1 408,2 |
| Refinancements (en M$) | 10,8 |
| Besoins de la STM (en M$) | 71,0 |
| Programme global (en M$) | 1 490,0 |
| **Volume et nombre d'emprunts estimés en 2026** | |
| Nombre d'émissions | 5 |
| Nouveaux financements (en M$) | 1 090,0 |
| Refinancements (en M$) | 49,3 |
| Besoins de la STM (en M$) | 179,4 |
| Programme global (en M$) | 1 318,7 |
| **Concernant la politique de gestion de la dette, entrée en vigueur en 2004** | |
| Contribution volontaire de 2026 (en M$) | 112,8 |
| Ratio de la limite d'endettement réel pour 2024 (en %) | 104 |
| Ratio de la limite d'endettement estimé pour 2025 (en %) | 103 |
| Ratio de la limite d'endettement estimé pour 2026 (en %) | 100 |
| Limite prévue à la politique (en %) [1] | 100 |
| Ratio de la limite du coût net de la dette pour 2025, excluant la dette actuarielle initiale (en %) | 12,5 |
| Limite prévue à la politique (en %) | 16 |
| **Cotes de crédit** | |
| Moody's, depuis 2006 | Aa2 |
| Standard & Poor's | |
| Depuis août 2022 | AA |
| Octobre 2015-juillet 2022 | AA- |
| 1984-2015 | A+ |

[1] Une dérogation est en vigueur jusqu'en 2027 pour porter la limite du ratio à 120 %. Malgré que la dérogation demeure en vigueur jusqu'en 2027, le budget 2026 prévoit que la Ville respectera la limite de 100 % de ses revenus dès 2026.

La répartition de l'ensemble du coût de la dette pour la période 2021-2026 est présentée ci-dessous.

## Tableau 81 – Coût de la dette

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Coût brut de la dette** | | | | | | | |
| Intérêts et autres frais | 406 616,1 | 417 120,8 | 419 984,7 | 431 203,8 | 467 027,6 | 466 338,3 | 502 453,8 |
| Remboursement de capital et contributions aux fonds d'amortissement | 568 666,5 | 595 908,9 | 634 241,7 | 638 791,4 | 658 252,2 | 668 612,5 | 721 688,1 |
| | **975 282,6** | **1 013 029,7** | **1 054 226,4** | **1 069 995,2** | **1 125 279,8** | **1 134 950,8** | **1 224 141,9** |
| Affectation au remboursement de la dette | 65 635,4 | 182 200,9 | 67 923,5 | 67 622,9 | 48 969,2 | 48 969,2 | 47 107,1 |
| Remboursement de capital par des subventions[1] | 64 727,8 | 56 361,5 | 59 239,9 | 51 398,7 | 23 421,3 | 23 421,3 | 23 511,8 |
| Remboursement de capital de la STM[2] | 92 303,2 | 27 190,9 | 30 695,7 | 87 609,4 | 30 299,2 | 24 716,3 | 119 679,8 |
| | **222 666,4** | **265 753,3** | **157 859,1** | **206 631,0** | **102 689,7** | **97 106,8** | **190 298,7** |
| **Coût brut de la dette** | **1 197 949,0** | **1 278 783,0** | **1 212 085,5** | **1 276 626,2** | **1 227 969,5** | **1 232 057,6** | **1 414 440,6** |
| **Moins :** | | | | | | | |
| Revenus de placement des fonds d'amortissement | 73 140,2 | 83 367,8 | 79 049,2 | 86 960,0 | 95 486,0 | 95 486,0 | 94 838,1 |
| Subventions à recevoir du gouvernement du Québec | | | | | | | |
| - pour la portion des intérêts | 21 499,1 | 17 933,5 | 15 452,3 | 10 585,5 | 5 729,1 | 5 158,8 | 5 796,8 |
| - pour la portion du capital[1] | 64 727,8 | 56 361,5 | 59 239,9 | 51 398,7 | 23 421,3 | 23 421,3 | 23 511,8 |
| | **159 367,1** | **157 662,8** | **153 741,4** | **148 944,2** | **124 636,4** | **124 066,1** | **124 146,7** |
| **Moins :** | | | | | | | |
| Recouvrement de la STM | | | | | | | |
| - pour la portion des intérêts | 49 965,8 | 49 661,1 | 51 829,0 | 53 792,1 | 56 279,7 | 64 692,9 | 63 564,4 |
| - pour la portion du capital[2] | 92 303,2 | 27 190,9 | 30 695,7 | 87 609,4 | 30 299,2 | 24 716,3 | 119 679,8 |
| Recouvrement sous la forme de redevances du fonds des conduits souterrains | 45 970,6 | 46 696,7 | 51 884,6 | 54 433,9 | 61 556,6 | 60 370,8 | 64 695,7 |
| | **188 239,6** | **123 548,7** | **134 409,3** | **195 835,4** | **148 135,5** | **149 780,0** | **247 939,9** |
| **Coût net de la dette à la charge des contribuables** | **850 342,3** | **997 571,5** | **923 934,8** | **931 846,6** | **955 197,6** | **958 211,5** | **1 042 354,0** |
| **Répartition de cette charge entre les contribuables** | | | | | | | |
| Contribuables de l'agglomération | 223 849,1 | 352 589,8 | 261 645,8 | 279 789,9 | 288 241,2 | 295 153,1 | 331 834,9 |
| Contribuables de la Ville de Montréal | 626 493,2 | 644 981,7 | 662 289,0 | 652 056,7 | 666 956,4 | 663 058,4 | 710 519,1 |

1 Cette dépense est annulée en contrepartie des subventions du gouvernement du Québec, portion du capital.

2 Cette dépense est annulée en contrepartie des sommes remboursées par la STM, portion du capital.

## 8.5. Excédent des activités de fonctionnement à des fins fiscales

L'excédent des activités de fonctionnement à des fins fiscales expose de façon sommaire le budget de fonctionnement selon les revenus, les charges, les quotes-parts pour le financement des activités de l'agglomération, le financement et les affectations. Les informations sont présentées conformément aux normes et conventions exigées par le MAMH, notamment en ce qui concerne les charges de fonctionnement, c'est-à-dire les dépenses, par activités.

Le tableau suivant présente des données par compétences, soit pour le compte du conseil municipal et pour le compte du conseil d'agglomération. De plus, une fois les transactions internes éliminées, on obtient le résultat global pour la Ville de Montréal dans son ensemble. À titre comparatif, les données budgétaires de 2025 figurent aussi au tableau.

**Tableau 82 – Excédent (déficit) des activités de fonctionnement à des fins fiscales, par compétences – Budgets de 2025 et 2026**

| (en milliers de dollars) | Budget comparatif 2025 | | | | Budget 2026 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Conseil municipal | Conseil d'agglomération | Transactions interentités à éliminer | Total | Conseil municipal | Conseil d'agglomération | Transactions interentités à éliminer | Total |
| **Revenus** | | | | | | | | |
| Taxes | 4 296 047,8 | 15 677,8 | - | 4 311 725,6 | 4 494 408,4 | 16 007,0 | - | 4 510 415,4 |
| Paiements tenant lieu de taxes | 285 296,1 | - | - | 285 296,1 | 294 249,3 | - | - | 294 249,3 |
| Quotes-parts | - | 3 108 091,0 | (2 540 327,0) | 567 764,0 | - | 3 342 425,2 | (2 724 474,2) | 617 951,0 |
| Transferts | 426 704,3 | 269 559,8 | - | 696 264,1 | 398 336,7 | 285 963,3 | - | 684 300,0 |
| Services rendus | 400 716,2 | 63 012,3 | (651,3) | 463 077,2 | 417 962,5 | 62 972,4 | (640,9) | 480 294,0 |
| Amendes et pénalités | 113 158,7 | 103 303,4 | - | 216 462,1 | 127 090,6 | 114 776,0 | - | 241 866,6 |
| Imposition de droits | 358 302,8 | 174,5 | - | 358 477,3 | 386 990,7 | 194,5 | - | 387 185,2 |
| Intérêts | 120 198,7 | 131 447,8 | - | 251 646,5 | 113 198,5 | 109 440,3 | - | 222 638,8 |
| Autres revenus | 28 940,2 | 7 839,1 | - | 36 779,3 | 30 295,2 | 8 668,9 | - | 38 964,1 |
| | **6 029 364,8** | **3 699 105,7** | **(2 540 978,3)** | **7 187 492,2** | **6 262 531,9** | **3 940 447,6** | **(2 725 115,1)** | **7 477 864,4** |
| **Charges de fonctionnement** | | | | | | | | |
| Administration générale | 596 928,4 | 283 798,1 | (142,4) | 880 584,1 | 587 489,0 | 320 419,7 | (168,3) | 907 740,4 |
| Sécurité publique | 14 838,8 | 1 295 766,0 | (0,9) | 1 310 603,9 | 28 078,5 | 1 343 527,8 | (0,8) | 1 371 605,5 |
| Transport | 643 281,5 | 791 116,1 | (53,2) | 1 434 344,4 | 658 100,7 | 831 969,6 | (44,5) | 1 490 025,8 |
| Hygiène du milieu | 292 821,8 | 292 968,7 | (366,8) | 585 423,7 | 284 278,7 | 320 054,5 | (365,2) | 603 968,0 |
| Santé et bien-être | 76 282,5 | 177 377,6 | (1,2) | 253 658,9 | 91 785,2 | 205 605,3 | (0,3) | 297 390,2 |
| Aménagement, urbanisme et développement | 226 323,3 | 75 833,9 | (0,1) | 302 157,1 | 227 824,7 | 72 811,8 | (0,3) | 300 636,2 |
| Loisirs et culture | 587 947,6 | 146 481,5 | (86,7) | 734 342,4 | 635 217,0 | 158 738,8 | (61,5) | 793 894,3 |
| Soutien matériel et technique | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Frais de financement | 285 089,2 | 181 249,1 | - | 466 338,3 | 307 577,8 | 194 876,0 | - | 502 453,8 |
| | **2 723 513,1** | **3 244 591,0** | **(651,3)** | **5 967 452,8** | **2 820 351,6** | **3 448 003,5** | **(640,9)** | **6 267 714,2** |
| **Quotes-parts pour le financement des activités de l'agglomération** | **2 540 327,0** | **-** | **(2 540 327,0)** | **-** | **2 724 474,2** | | **(2 724 474,2)** | **-** |
| **Excédent avant financement et affectations** | **765 524,7** | **454 514,7** | **-** | **1 220 039,4** | **717 706,1** | **492 444,1** | **-** | **1 210 150,2** |
| **Financement** | | | | | | | | |
| Financement à long terme des activités de fonctionnement | - | 4 507,5 | | 4 507,5 | - | - | | - |
| Remboursement de la dette à long terme | (380 321,3) | (112 320,0) | | (492 641,3) | (390 768,2) | (358 448,0) | | (749 216,2) |
| | (380 321,3) | (107 812,5) | - | (488 133,8) | (390 768,2) | (358 448,0) | - | (749 216,2) |
| **Affectations** | | | | | | | | |
| Activités d'investissement en immobilisations et en prêts | (655,7) | (440,7) | | (1 096,4) | (152,5) | (558,4) | | (710,9) |
| Excédent accumulé | | | | | | | | |
| Excédent des activités de fonctionnement affecté | 65 087,9 | (45 391,3) | | 19 696,6 | 186 648,9 | (56 087,1) | | 130 561,8 |
| Réserves financières et fonds réservés | (315 760,7) | (188 041,3) | | (503 802,0) | (360 375,7) | (193 187,5) | | (553 563,2) |
| Charges constatées à financer ou à pourvoir | (39 478,5) | (11 712,6) | | (51 191,1) | (40 232,8) | (8 947,9) | | (49 180,7) |
| Investissement net dans les immobilisations | (94 396,4) | (101 116,3) | | (195 512,7) | (112 825,8) | 124 784,8 | | 11 959,0 |
| | **(385 203,4)** | **(346 702,2)** | **-** | **(731 905,6)** | **(326 937,9)** | **(133 996,1)** | **-** | **(460 934,0)** |
| **Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |

Note : Les lignes Remboursement de la dette à long terme et Investissement net dans les immobilisations, qui étaient auparavant ensemble, ont été distinguées pour refléter la présentation faite dans les états financiers.

Le tableau suivant expose les mêmes informations que le tableau précédent, pour les données financières réelles. Pour l'exercice de 2024, les informations sont présentées par compétences, tandis que pour les exercices de 2021 à 2023, elles sont présentées globalement. Les données de ce tableau ont été redressées pour qu'elles puissent être comparées à celles du budget de 2026.

### Tableau 83 – Excédent (déficit) des activités de fonctionnement à des fins fiscales – Réels de 2021 à 2023 (global) et réel 2024, par compétences

| (en milliers de dollars) | Réels comparatifs 2021 à 2023 – Global | | | Réel comparatif 2024 – Par compétences | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | Conseil municipal | Conseil d'agglomération | Transactions interentités à éliminer | Total |
| **Revenus** | | | | | | | |
| Taxes | 3 693 223,3 | 3 809 306,4 | 3 962 830,0 | 4 173 033,5 | 32 621,3 | - | 4 205 654,8 |
| Paiements tenant lieu de taxes | 285 843,3 | 264 410,7 | 296 764,6 | 287 922,5 | - | - | 287 922,5 |
| Quotes-parts | 438 752,6 | 487 408,5 | 524 022,1 | - | 2 993 357,6 | (2 449 120,9) | 544 236,7 |
| Transferts | 493 004,5 | 631 572,3 | 563 115,9 | 370 447,5 | 341 499,6 | - | 711 947,1 |
| Services rendus | 338 519,1 | 376 746,5 | 418 891,5 | 384 959,1 | 63 104,3 | (1 240,5) | 446 822,9 |
| Amendes et pénalités | 160 426,0 | 169 707,2 | 186 196,1 | 106 034,5 | 108 072,1 | - | 214 106,6 |
| Imposition de droits | 440 279,5 | 462 846,9 | 336 244,8 | 416 323,3 | 169,5 | - | 416 492,8 |
| Intérêts | 147 340,5 | 198 416,8 | 259 606,3 | 129 309,9 | 117 451,0 | - | 246 760,9 |
| Autres revenus | 39 138,9 | 34 817,8 | 63 001,7 | 23 891,5 | 54 859,3 | - | 78 750,8 |
| | **6 036 527,7** | **6 435 233,1** | **6 610 673,0** | **5 891 921,8** | **3 711 134,7** | **(2 450 361,4)** | **7 152 695,1** |
| **Charges de fonctionnement** | | | | | | | |
| Administration générale | 792 730,6 | 818 683,3 | 702 994,6 | 521 792,6 | 315 675,8 | (168,7) | 837 299,7 |
| Sécurité publique | 1 194 496,4 | 1 256 636,5 | 1 293 850,5 | 11 081,7 | 1 331 852,7 | - | 1 342 934,4 |
| Transport | 1 145 084,5 | 1 221 356,8 | 1 299 435,2 | 595 276,5 | 743 439,0 | (213,4) | 1 338 502,1 |
| Hygiène du milieu | 469 860,5 | 504 353,9 | 544 735,5 | 277 078,2 | 284 967,1 | (524,1) | 561 521,2 |
| Santé et bien-être | 183 766,8 | 168 002,1 | 219 558,8 | 79 728,4 | 195 536,8 | (0,8) | 275 264,4 |
| Aménagement, urbanisme et développement | 288 288,2 | 248 125,9 | 282 594,2 | 204 172,6 | 105 457,1 | (250,7) | 309 379,0 |
| Loisirs et culture | 622 131,6 | 689 211,9 | 731 106,4 | 624 453,7 | 146 664,8 | (82,8) | 771 035,7 |
| Frais de financement | 406 616,2 | 417 120,7 | 419 984,7 | 271 406,4 | 159 797,5 | - | 431 203,9 |
| | **5 102 974,8** | **5 323 491,1** | **5 494 259,9** | **2 584 990,1** | **3 283 390,8** | **(1 240,5)** | **5 867 140,4** |
| **Quotes-parts pour le financement des activités de l'agglomération** | **-** | **-** | **-** | **2 449 120,9** | **-** | **(2 449 120,9)** | **-** |
| **Excédent avant financement et affectations** | **933 552,9** | **1 111 742,0** | **1 116 413,1** | **857 810,8** | **427 743,9** | **-** | **1 285 554,7** |
| **Financement** | | | | | | | |
| Financement à long terme des activités de fonctionnement | 132 433,6 | 53 155,2 | 23 645,9 | 26 796,7 | 19 219,0 | | 46 015,7 |
| Remboursement de la dette à long terme | (459 503,7) | (211 309,4) | (826 025,0) | (501 109,6) | (116 388,5) | | (617 498,1) |
| | (327 070,1) | (158 154,2) | (802 379,1) | (474 312,9) | (97 169,5) | - | (571 482,4) |
| **Affectations** | | | | | | | |
| Activités d'investissement en immobilisations et en prêts | (2 727,2) | (20 250,6) | (105 072,4) | (3 764,9) | (4 287,0) | | (8 051,9) |
| Excédent accumulé | | | | | | | |
| Excédent des activités de fonctionnement affecté | 267 985,9 | 178 179,6 | 283 841,4 | 130 623,2 | - | | 130 623,2 |
| Réserves financières et fonds réservés | (478 734,6) | (235 303,6) | (546 234,1) | (305 347,1) | (239 632,1) | | (544 979,2) |
| Charges constatées à financer ou à pourvoir | 48 693,3 | 6 403,4 | 91 436,0 | (42 902,3) | (11 654,0) | | (54 556,3) |
| Investissement net dans les immobilisations | (148 627,4) | (538 821,5) | 149 546,3 | 33 730,2 | (94 062,3) | | (60 332,1) |
| | **(313 410,0)** | **(609 792,7)** | **(126 482,8)** | **(187 660,9)** | **(349 635,4)** | **-** | **(537 296,3)** |
| **Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales** | **293 072,8** | **343 795,1** | **187 551,2** | **195 837,0** | **(19 061,0)** | **-** | **176 776,0** |

Note : Les lignes Remboursement de la dette à long terme et Investissement net dans les immobilisations, qui étaient auparavant ensemble, ont été distinguées pour refléter la présentation faite dans les états financiers.

# PDI 2026-2035 détaillé

# 9. ORIENTATIONS DU PDI 2026-2035

## 9.1. Vision à long terme des investissements

Le PDI 2026-2035 témoigne de la volonté d'assurer une planification stratégique et intégrée sur 10 ans, dans un contexte où, notamment, les besoins en investissements attribuables au vieillissement des infrastructures sont toujours aussi importants.

Ainsi, comparativement au précédent PDI, une part plus importante des investissements sera consacrée à la protection des actifs afin de maintenir des services de qualité, tout en préservant un juste équilibre avec le développement de nouvelles infrastructures répondant à l'évolution des besoins de la population. L'apport indispensable des programmes de subventions gouvernementaux sur un horizon de 10 ans représente également un enjeu crucial pour la réalisation de nombreux projets visant à maintenir en bon état les infrastructures de la Ville et, aussi, à répondre aux nouvelles réalités liées à l'urgence climatique.

## 9.2. Investir dans les infrastructures vieillissantes

On estime la valeur de remplacement des actifs, qui se composent principalement des infrastructures de l'eau et de la voirie, à environ 95 G$.

**Tableau 84 – Valeur actualisée de remplacement par catégories d'actifs**
(en millions de dollars)

| Catégories d'actifs * | |
|---|---|
| Infrastructures - Eau potable | 16 664 |
| Infrastructures - Eaux usées et pluviales | 27 279 |
| Infrastructures routières | 30 940 |
| Bâtiments administratifs | 5 826 |
| Bâtiments communautaires | 10 505 |
| Informatiques | 1 528 |
| Parcs et espaces verts | 1 364 |
| Matériels roulants | 924 |
| Infrastructures - Environnement | 294 |
| | **95 324** |

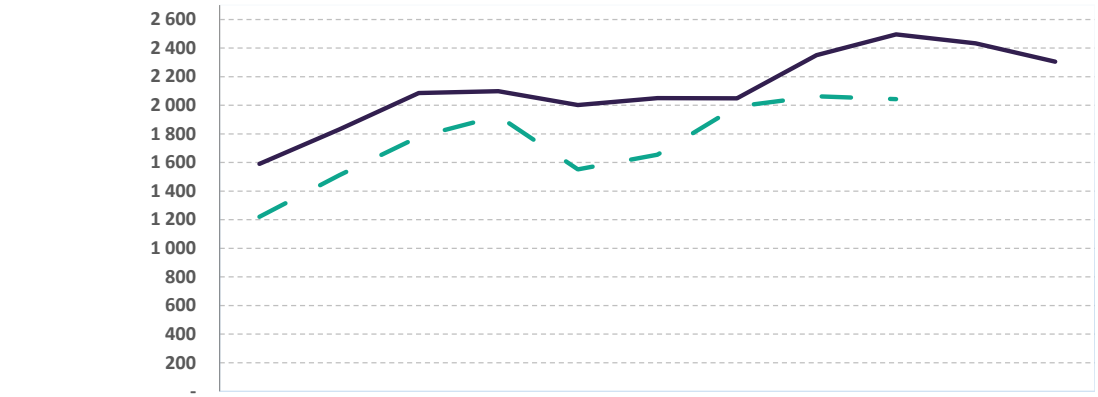
* Portrait annuel sur la connaissance de l'état des actifs de la Ville de Montréal au 31 décembre 2024.

Afin de mieux cibler les investissements nécessaires pour les infrastructures qui ont besoin d'entretien et de réfection sur une base régulière, la Ville poursuit l'objectif d'améliorer la connaissance de l'état de ses infrastructures. Cette approche permet d'éviter ou de diminuer les coûts substantiels de réfection ou de remplacement complet associés à un élément d'actif, en prolongeant la durée de vie de cet élément. Il apparaît également qu'un rattrapage est nécessaire dans le but d'éliminer prioritairement le déficit d'entretien des réseaux de voirie, d'aqueduc et d'égouts.

## 9.3. Hausses rapides des réalisations

La Ville a mis en place plusieurs mesures afin d'accroître substantiellement ses réalisations en investissements. Ainsi, la valeur des réalisations en investissements a continuellement progressé de 2016 à 2019, étant passée de 1,2 G$ à 1,9 G$. Alors que les années 2020 et 2021 ont été marquées par un important ralentissement des réalisations en raison de la pandémie de COVID-19, dont les impacts ont retardé ou repoussé les chantiers de construction, les années suivantes témoignent d'un retour à un niveau d'investissements prépandémique autour de 2 G$ annuellement.

**Graphique 17 – Investissements dans les infrastructures – Budgets adoptés et réalisations**[1]
(en millions de dollars)




| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Budgets adoptés | 1 590 | 1 831 | 2 085 | 2 099 | 2 001 | 2 050 | 2 048 | 2 350 | 2 495 | 2 433 | 2 304 |
| Réalisations | 1 220 | 1 511 | 1 779 | 1 925 | 1 552 | 1 654 | 1 991 | 2 063 | 2 043 | | |

## 9.4. Capacité financière de la Ville

Dans le cadre du PDI 2026-2035, les investissements prévus s'établissent à 25,9 G$. Cette planification témoigne de l'ampleur des besoins en investissement, d'une gestion serrée, responsable et rigoureuse des programmes et des projets afin de tenir également compte de leurs impacts sur la capacité financière de la Ville.

Dans cette perspective, la Politique de gestion de la dette encadre les décisions relatives à l'endettement, tout en protégeant la capacité d'emprunt pour les années à venir. Ainsi, la stratégie de financement des dépenses en immobilisations se doit de prendre en considération le niveau d'endettement et les diverses formes de financement disponibles. Parmi celles-ci, la Ville préconise le recours au paiement au comptant des immobilisations dans le but de limiter ses emprunts et de s'assurer d'une plus grande équité intergénérationnelle.

[1] Les valeurs des budgets adoptés et des réalisations considèrent tant les dépenses capitalisables que les dépenses non-capitalisables alors que celles présentées dans le cadre de la reddition de comptes financière présentent uniquement les dépenses capitalisables.

La section relative à la gestion de la dette aborde plus en détail les stratégies de financement utilisées par la Ville ainsi que leurs impacts sur l'endettement.

## 9.5. Programmes de subventions gouvernementaux

Des efforts sont constamment déployés auprès des instances gouvernementales afin de bonifier les programmes de subventions auxquels la Ville a recours pour ses infrastructures.

L'élaboration d'un programme d'immobilisations sur un horizon de 10 ans démontre que la réalisation de plusieurs projets est directement tributaire de l'aide financière des gouvernements canadien et québécois.

Ainsi, afin de pouvoir confectionner un budget d'immobilisations décennal avec les sources de financement qui s'y rattachent, le présent PDI prévoit des programmes de subventions qui sont déjà autorisés, mais repose également sur des hypothèses d'aide financière.

Les subventions gouvernementales inscrites dans le PDI 2026-2035 s'établissent à 3,7 G$. De ce montant, 3,1 G$ (84 %) correspondent à des programmes de subventions dont les protocoles d'entente sont déjà signés ou sont en cours d'approbation, incluant les phases subséquentes du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) sur 10 ans. Le solde de 0,6 G$ résulte des hypothèses budgétaires de financement, qui devront par la suite aboutir à des ententes avec les différentes instances gouvernementales concernées.

## 9.6. Vers l'innovation dans le financement des projets urbains d'envergure

Plusieurs secteurs de la ville sont amenés à se transformer et à devenir les nouveaux quartiers des futures décennies, dans une perspective de transition écologique, notamment ceux désignés par le PUM en tant que secteurs d'intensification élevés en lien avec le transport collectif. Partant du constat que la réalisation de ces nouveaux quartiers montréalais exerce une pression importante sur son cadre financier, la Ville innove et entame une réflexion sur la définition de nouveaux modèles d'affaires en matière de mise en œuvre de projets urbains d'envergure. Ainsi, de façon à trouver des solutions aux défis financiers et opérationnels qu'engendre la réalisation des projets urbains, une démarche a été entreprise pour élaborer de nouvelles structures de partenariat qui permettent à la Ville de saisir les opportunités de développement et de partager les risques, le financement et la maîtrise d'ouvrage avec d'autres partenaires.

Plus précisément, un premier modèle de partenariat ciblé a porté sur le projet d'écoquartier Namur-Hippodrome. Outre une analyse de cas comparables, ce modèle propose diverses avenues de structures de partenariat et un montage financier détaillé. La Ville poursuit ses réflexions en ce sens et entend impliquer ses partenaires pour conclure ce montage par une feuille de route pour l'implantation d'un nouveau modèle d'affaires. L'exercice réalisé pour le secteur Namur-Hippodrome sera ajusté pour d'autres secteurs en transformation, tels que Bridge-Bonaventure ou encore pour les projets en partenariat avec le ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD), l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Société de transport de Montréal (STM), pour les abords du prolongement de la ligne bleue du métro.

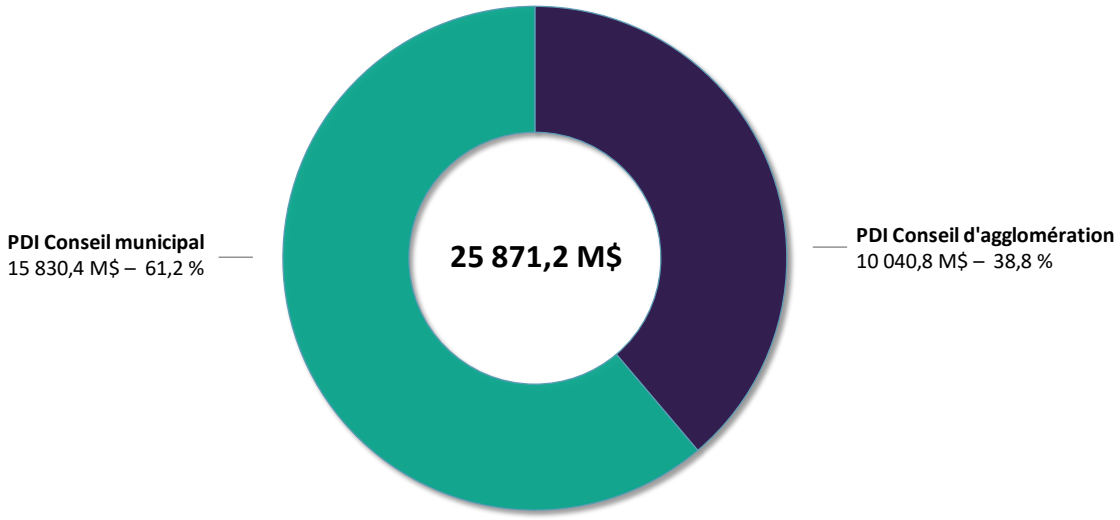
La Ville misera également la mise en place d'un nouvel outil : les fonds d'appariement. Ce type d'outil pourrait permettre à la Ville de solliciter des acteurs de la société civile pour contribuer à un fonds à parts égales avec la Ville. Les sommes recueillies de cette façon permettraient d'agir pour financer des initiatives dans la lutte à l'itinérance notamment.

# 10. PROGRAMME DÉCENNAL D'IMMOBILISATIONS 2026-2035

## 10.1. Répartition des budgets par compétences

Le Programme décennal d'immobilisations (PDI) 2026-2035 prévoit des investissements totaux de 25 871,2 M$. La part du budget qui relève du conseil municipal est de 61,2 %, pour un montant de 15 830,4 M$. Quant au budget sous le contrôle du conseil d'agglomération, sa part représente 38,8 % des investissements totaux, soit 10 040,8 M$.

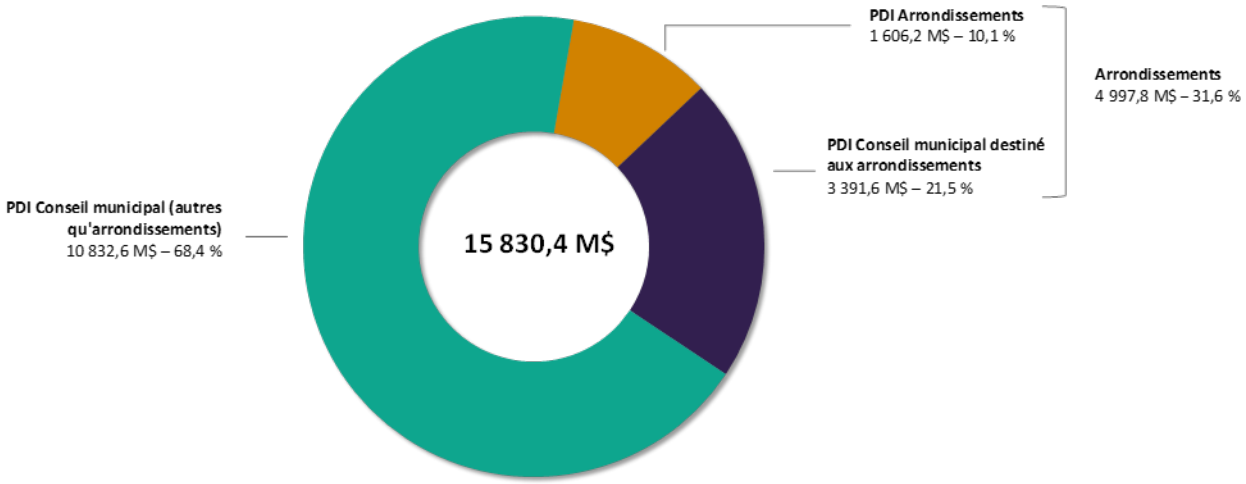
**Graphique 18 – Répartition des investissements par compétences**



Le graphique suivant illustre la part du budget de compétence municipale réservée aux arrondissements, soit 1 606,2 M$.

De plus, de nombreux programmes et projets inscrits au PDI 2026-2035 sous la responsabilité du conseil municipal viennent en appui aux activités d'immobilisations des arrondissements, pour un montant de 3 391,6 M$, portant ainsi à 4 997,8 M$ (31,6 %) la part des investissements de compétence municipale consacrée aux arrondissements.

**Graphique 19 – Répartition des investissements du conseil municipal**




Le montant du PDI municipal destiné aux arrondissements (3 391,6 M$) demeure sensiblement le même, passant de 3 433,5 M$ au PDI 2025-2034 à 3 391,6 M$ au présent PDI, soit une baisse de 41,9 M$ ou 1,2 %.

Par ailleurs, les investissements prévus dans les arrondissements augmentent de 17,4 % afin de répondre, notamment, aux besoins croissants en maintien d'actifs, passant de 1 368,4 M$ au PDI 2025-2034 à 1 606,2 M$ au présent PDI. Cette augmentation provient principalement d'une bonification de 25 M$ par année, soit 250 M$ sur 10 ans. Il est à noter que le PDI des arrondissements n'avait pas été augmenté depuis plus de 10 ans, ce qui rend cette bonification particulièrement significative.

Aux fins de comparaison avec le précédent budget, les 4 997,8 M$ en investissements consacrés aux arrondissements qui sont prévus dans le présent PDI représentent une hausse de 195,9 M$ ou 4,1 % par rapport à ceux du PDI 2025-2034, qui s'établissaient à 4 801,9 M$.

Le tableau suivant détaille les PDI consacrés aux arrondissements pour la période décennale 2026-2035.

**Tableau 85 – Comparaison du PDI 2025-2034 et du PDI 2026-2035, par arrondissements**
(en milliers de dollars)

| Arrondissements | PDI 2025-2034 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ahuntsic-Cartierville | 71 130 | 9 394 | 9 394 | 9 394 | 9 394 | 9 394 | 46 970 | 46 970 | 93 940 |
| Anjou | 56 630 | 6 245 | 6 245 | 6 245 | 6 245 | 6 245 | 31 225 | 31 225 | 62 450 |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 68 300 | 9 003 | 9 003 | 9 003 | 9 003 | 9 003 | 45 015 | 45 015 | 90 030 |
| Lachine | 36 770 | 4 453 | 4 453 | 4 453 | 4 453 | 4 453 | 22 265 | 22 265 | 44 530 |
| LaSalle | 51 320 | 6 212 | 6 212 | 6 212 | 6 212 | 6 212 | 31 060 | 31 060 | 62 120 |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 29 270 | 3 301 | 3 301 | 3 301 | 3 301 | 3 301 | 16 505 | 16 505 | 33 010 |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 86 558 | 11 233 | 11 199 | 11 199 | 11 199 | 11 199 | 56 029 | 55 995 | 112 024 |
| Montréal-Nord | 47 420 | 7 995 | 7 732 | 5 732 | 5 732 | 5 732 | 32 923 | 28 660 | 61 583 |
| Outremont | 25 610 | 3 048 | 3 048 | 3 048 | 3 048 | 3 048 | 15 240 | 15 240 | 30 480 |
| Pierrefonds-Roxboro | 57 990 | 7 102 | 7 102 | 7 102 | 7 102 | 7 102 | 35 510 | 35 510 | 71 020 |
| Plateau-Mont-Royal | 56 950 | 6 887 | 6 887 | 6 887 | 6 887 | 6 887 | 34 435 | 34 435 | 68 870 |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 131 876 | 14 521 | 14 303 | 14 303 | 14 303 | 14 303 | 71 733 | 71 515 | 143 248 |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 88 400 | 10 609 | 10 609 | 10 609 | 10 609 | 10 609 | 53 045 | 53 045 | 106 090 |
| Saint-Laurent | 150 012 | 31 717 | 15 505 | 22 187 | 27 036 | 12 539 | 108 984 | 56 558 | 165 542 |
| Saint-Léonard | 72 358 | 8 175 | 7 975 | 8 915 | 10 240 | 9 390 | 44 695 | 34 450 | 79 145 |
| Sud-Ouest | 71 190 | 8 032 | 9 397 | 13 367 | 7 072 | 7 072 | 44 940 | 35 360 | 80 300 |
| Verdun | 41 150 | 4 947 | 4 947 | 4 947 | 4 947 | 4 947 | 24 735 | 24 735 | 49 470 |
| Ville-Marie | 141 850 | 15 461 | 15 461 | 15 461 | 15 461 | 15 461 | 77 305 | 77 305 | 154 610 |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 83 600 | 16 794 | 8 998 | 8 998 | 8 998 | 8 998 | 52 786 | 44 990 | 97 776 |
| **Total – PDI des arrondissements** | **1 368 384** | **185 129** | **161 771** | **171 363** | **171 242** | **155 895** | **845 400** | **760 838** | **1 606 238** |
| PDI municipal destiné aux arrondissements | 3 433 486 | 221 295 | 261 912 | 333 317 | 365 470 | 364 884 | 1 546 878 | 1 844 766 | 3 391 643 |
| **Total – Investissements consacrés aux arrondissements** | **4 801 870** | **406 424** | **423 683** | **504 680** | **536 712** | **520 779** | **2 392 278** | **2 605 604** | **4 997 881** |

Le tableau suivant détaille les projets et les programmes d'appui aux arrondissements prévus dans les budgets corporatifs du PDI 2026-2035.

## Tableau 86 – PDI du conseil municipal des projets et des programmes destinés aux arrondissements, par services centraux

(en milliers de dollars)

| Services centraux | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Concertation des arrondissements et l'expérience citoyenne** | | | | | | | | |
| Programme d'aménagement et réaménagement des lieux d'élimination de neige et des sites pour la gestion de l'excavation des sols | 3 240 | 4 157 | 5 837 | 6 004 | 5 734 | 24 972 | 28 670 | 53 642 |
| Programme pour la réalisation de projets issus du budget participatif | 11 087 | 3 913 | 5 000 | 10 000 | 15 000 | 45 000 | 18 750 | 63 750 |
| | **14 327** | **8 070** | **10 837** | **16 004** | **20 734** | **69 972** | **47 420** | **117 392** |
| **Culture** | | | | | | | | |
| Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques | 37 618 | 34 815 | 38 614 | 38 740 | 32 809 | 182 596 | 158 393 | 340 989 |
| Acquisition et valorisation d'équipements culturels | 3 178 | 10 000 | 13 293 | 12 423 | 20 000 | 58 894 | 122 959 | 181 853 |
| Aménagement des bibliothèques pour accueillir la technologie RFID - Programme RAC | 2 363 | 749 | 6 613 | 2 043 | 2 227 | 13 995 | 53 372 | 67 367 |
| Programme de mise à niveau des Maisons de la culture | 621 | 2 993 | 4 551 | 2 667 | 1 923 | 12 755 | 7 172 | 19 927 |
| Installation de nouvelles oeuvres d'art public dans le cadre de projets d'immobilisations | 277 | 340 | 365 | 375 | 375 | 1 732 | 1 875 | 3 607 |
| Renouvellement et mise aux normes d'expositions permanentes, Équipements spécialisés | 1 397 | 593 | 2 237 | 769 | 1 121 | 6 117 | 5 613 | 11 730 |
| Restauration d'oeuvres d'art public dans le cadre de projets d'immobilisations | 198 | 636 | 645 | 510 | 530 | 2 519 | 2 621 | 5 140 |
| | **45 652** | **50 126** | **66 318** | **57 527** | **58 985** | **278 608** | **352 005** | **630 613** |
| **Diversité et inclusion sociale** | | | | | | | | |
| Programme d'aménagement urbain inclusif (PAUI) | 3 275 | 4 000 | 6 000 | 6 448 | 6 010 | 25 733 | 30 790 | 56 523 |
| | **3 275** | **4 000** | **6 000** | **6 448** | **6 010** | **25 733** | **30 790** | **56 523** |
| **Gestion et planification des immeubles** | | | | | | | | |
| Programme des cours de services | 3 373 | 22 043 | 33 716 | 16 093 | 7 290 | 82 515 | 57 003 | 139 518 |
| Programme de transition écologique pour le parc immobilier | 3 121 | 7 138 | 7 656 | 21 411 | 26 740 | 66 066 | 71 151 | 137 217 |
| Programme de protection des bâtiments de compétence locale | 2 140 | 2 580 | 8 002 | 10 723 | 15 900 | 39 345 | 40 412 | 79 757 |
| Programme d'accessibilité universelle | 354 | - | 3 103 | 3 103 | 3 129 | 9 689 | 15 621 | 25 310 |
| | **8 988** | **31 761** | **52 477** | **51 330** | **53 059** | **197 615** | **184 187** | **381 802** |
| **Grands parcs, Mont-Royal et sports** | | | | | | | | |
| Plan de la forêt urbaine | 14 012 | 14 435 | 17 928 | 23 644 | 17 852 | 87 871 | 131 921 | 219 792 |
| Programme de construction - Équipements aquatiques sportifs | 4 129 | 1 141 | 1 907 | 8 458 | 12 574 | 28 209 | 185 473 | 213 682 |
| Programme de mise aux normes - Équipements aquatiques | 20 944 | 25 000 | 20 683 | 23 087 | 19 000 | 108 714 | 63 228 | 171 942 |
| Projets de développement d'installations sportives | 2 592 | 20 082 | 41 136 | 52 233 | 61 794 | 177 837 | 178 515 | 356 352 |
| Programme des installations sportives extérieures (PISE) | 4 120 | - | 6 500 | 7 000 | 12 000 | 29 620 | 73 204 | 102 824 |
| Programme des arénas | 22 130 | 3 374 | - | - | - | 25 504 | - | 25 504 |
| Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux | 10 880 | 8 000 | 10 000 | 8 100 | 2 425 | 39 405 | - | 39 405 |
| Programme pour la mise aux normes des équipements sportifs à vocation supralocale | 8 269 | - | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 11 269 | 6 500 | 17 769 |
| | **87 076** | **72 032** | **99 154** | **123 522** | **126 645** | **508 429** | **638 841** | **1 147 270** |
| **Infrastructures du réseau routier** | | | | | | | | |
| Programme de maintien des infrastructures routières | 6 500 | 11 000 | 11 000 | 12 000 | 12 000 | 52 500 | 60 000 | 112 500 |
| Programme d'aménagement des rues - Local | 5 500 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 45 500 | 50 000 | 95 500 |
| Programme complémentaire de planage-revêtement - Local | 15 000 | 25 000 | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 47 500 | 12 500 | 60 000 |
| | **27 000** | **46 000** | **23 500** | **24 500** | **24 500** | **145 500** | **122 500** | **268 000** |
| **Matériel roulant et ateliers** | | | | | | | | |
| Programme de remplacement de véhicules - Arrondissements | 13 943 | 28 853 | 53 044 | 63 452 | 55 951 | 215 243 | 368 023 | 583 265 |
| | **13 943** | **28 853** | **53 044** | **63 452** | **55 951** | **215 243** | **368 023** | **583 265** |
| **Technologies de l'information** | | | | | | | | |
| Modernisation des TI des projets du Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne | 1 402 | 1 570 | 1 990 | 1 727 | - | 6 689 | - | 6 689 |
| Outils numériques pour optimiser le service aux citoyens pour les services de la Culture | 500 | 500 | 997 | 1 960 | - | 3 957 | - | 3 957 |
| | **1 902** | **2 070** | **2 987** | **3 687** | **-** | **10 646** | **-** | **10 646** |
| **Urbanisme et mobilité** | | | | | | | | |
| Vision Zéro : Mise en oeuvre des mesures de sécurisation | 15 000 | 15 000 | 15 000 | 15 000 | 15 000 | 75 000 | 75 000 | 150 000 |
| Secteurs stratégiques d'intervention | 3 132 | 3 000 | 3 000 | 3 000 | 3 000 | 15 132 | 21 000 | 36 132 |
| Programme d'aménagement et de réfection des jardins communautaires et collectifs publics | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 5 000 | 5 000 | 10 000 |
| | **19 132** | **19 000** | **19 000** | **19 000** | **19 000** | **95 132** | **101 000** | **196 132** |
| **Total – PDI municipal destiné aux arrondissements** | **221 295** | **261 912** | **333 317** | **365 470** | **364 884** | **1 546 878** | **1 844 766** | **3 391 643** |

## 10.2. État des activités d'immobilisations et modes de financement

Afin de soutenir les activités d'immobilisations prévues, d'une somme de 25 871,2 M$, trois modes de financement sont utilisés : le financement externe, le paiement au comptant et l'emprunt.

Le recours au financement externe permet d'alléger les montants à la charge des contribuables. Il représente, pour le PDI 2026-2035, un montant de 4 363,9 M$, soit 17 % des investissements totaux. Les sources externes de financement sont principalement des subventions des gouvernements canadien et québécois (3 657,7 M$), des revenus d'activités commerciales, notamment ceux de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) (684,7 M$), et des revenus divers (21,5 M$).

Un montant de 21 507,3 M$ sera à la charge des contribuables pour la réalisation du présent PDI. Le montant de la stratégie de paiement au comptant des immobilisations (PCI), dans le cadre du PDI 2026-2035, s'établit à 5 863 M$. Ainsi, lorsqu'on ajoute les sommes provenant des réserves des services, des arrondissements et de l'affectation initiale du Fonds des immobilisations, c'est une somme totale de 6 976,2 M$ qui sera attribuée au paiement au comptant, soit 27 % du financement global des immobilisations prévues au PDI 2026-2035. Enfin, l'emprunt pour la réalisation du PDI 2026-2035 est de 14 531,1 M$, ce qui représente 56 % du financement.

**Tableau 87 – État des activités d'immobilisations et modes de financement – Budget de la Ville de Montréal**
(en millions de dollars)

| | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Acquisitions d'immobilisations** | | | | | | | | |
| Administration générale | 353,1 | 244,5 | 336,2 | 389,4 | 377,5 | 1 700,7 | 1 526,7 | 3 227,4 |
| Sécurité publique | 129,0 | 110,1 | 85,3 | 99,5 | 82,7 | 506,6 | 442,1 | 948,7 |
| Transport | 512,8 | 624,1 | 706,5 | 676,6 | 725,6 | 3 245,6 | 3 856,1 | 7 101,7 |
| Hygiène du milieu | 640,8 | 651,3 | 796,9 | 954,0 | 872,2 | 3 915,2 | 3 419,7 | 7 334,9 |
| Aménagement, urbanisme et développement | 173,6 | 166,6 | 128,1 | 83,9 | 68,0 | 620,2 | 327,5 | 947,7 |
| Loisirs et culture | 494,4 | 479,1 | 751,2 | 719,7 | 744,4 | 3 188,8 | 3 122,0 | 6 310,8 |
| **Total – Acquisitions d'immobilisations** | **2 303,7** | **2 275,7** | **2 804,2** | **2 923,1** | **2 870,4** | **13 177,1** | **12 694,1** | **25 871,2** |
| **Sources de financement externes** | | | | | | | | |
| Subventions gouvernementales | 322,2 | 289,5 | 348,9 | 530,6 | 489,7 | 1 980,9 | 1 676,8 | 3 657,7 |
| Activités commerciales de la CSEM | 139,3 | 135,4 | 102,5 | 60,5 | 45,8 | 483,5 | 201,2 | 684,7 |
| Dépôts des promoteurs et autres | 3,2 | 3,3 | 8,0 | 1,0 | 1,0 | 16,5 | 5,0 | 21,5 |
| **Total – Sources de financement externes** | **464,7** | **428,2** | **459,4** | **592,1** | **536,5** | **2 480,9** | **1 883,0** | **4 363,9** |
| **Montant à la charge des contribuables** | **1 839,0** | **1 847,5** | **2 344,8** | **2 331,0** | **2 333,9** | **10 696,2** | **10 811,1** | **21 507,3** |
| **Paiement au comptant** | | | | | | | | |
| Services | 110,0 | 50,6 | 82,8 | 100,5 | 80,8 | 424,7 | 343,3 | 768,0 |
| Arrondissements | 22,1 | 6,4 | 13,1 | 17,7 | 4,6 | 63,9 | 4,3 | 68,2 |
| Fonds des immobilisations - Affectation initiale de 2014 | 27,7 | 27,7 | 27,7 | 27,7 | 27,7 | 138,5 | 138,5 | 277,0 |
| **Stratégie d'accroissement** | | | | | | | | |
| Fonds des immobilisations | 445,9 | | | | | | | |
| Eau | 42,1 | 597,0 | 597,0 | 597,0 | 597,0 | 2 878,0 | 2 985,0 | 5 863,0 |
| Voirie | 2,0 | | | | | | | |
| **Total – Stratégie d'accroissement** | **490,0** | **597,0** | **597,0** | **597,0** | **597,0** | **2 878,0** | **2 985,0** | **5 863,0** |
| **Total – Paiement au comptant** | **649,8** | **681,7** | **720,6** | **742,9** | **710,1** | **3 505,1** | **3 471,1** | **6 976,2** |
| **Emprunts selon la programmation** | **1 189,2** | **1 165,8** | **1 624,2** | **1 588,1** | **1 623,8** | **7 191,1** | **7 340,0** | **14 531,1** |

Les investissements relevant du conseil municipal sont de 15 830,4 M$, soit 61,2 % du PDI global. Le recours au financement externe totalise 2 160,1 M$ (13,6 % des investissements de compétence municipale). Le financement externe inclut les activités commerciales de la CSEM, pour un montant de 684,7 M$.

Par ailleurs, un montant de 4 296,1 M$ en paiement au comptant est consacré aux projets relevant du conseil municipal, tandis que le recours à l'emprunt est de 9 374,2 M$, ce qui porte le montant à la charge des contribuables à 13 670,3 M$, soit 86,4 % des investissements de compétence municipale.

**Tableau 88 – État des activités d'immobilisations et modes de financement – Budget du conseil municipal**
(en millions de dollars)

| | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Acquisitions d'immobilisations** | | | | | | | | |
| Administration générale | 210,2 | 126,3 | 206,8 | 253,1 | 243,1 | 1 039,5 | 1 017,6 | 2 057,1 |
| Sécurité publique | 0,3 | 0,3 | - | - | - | 0,6 | - | 0,6 |
| Transport | 445,3 | 539,3 | 610,3 | 596,7 | 662,4 | 2 854,0 | 3 371,4 | 6 225,4 |
| Hygiène du milieu | 187,5 | 201,1 | 224,3 | 229,7 | 230,7 | 1 073,3 | 1 065,0 | 2 138,3 |
| Aménagement, urbanisme et développement | 170,7 | 161,7 | 120,2 | 75,3 | 59,8 | 587,7 | 286,4 | 874,1 |
| Loisirs et culture | 365,2 | 357,8 | 528,7 | 518,8 | 516,1 | 2 286,6 | 2 248,3 | 4 534,9 |
| **Total – Acquisitions d'immobilisations** | **1 379,2** | **1 386,5** | **1 690,3** | **1 673,6** | **1 712,1** | **7 841,7** | **7 988,7** | **15 830,4** |
| **Sources de financement externes** | | | | | | | | |
| Subventions gouvernementales | 183,0 | 147,2 | 108,7 | 171,8 | 147,7 | 758,4 | 695,5 | 1 453,9 |
| Activités commerciales de la CSEM | 139,3 | 135,4 | 102,5 | 60,5 | 45,8 | 483,5 | 201,2 | 684,7 |
| Dépôts des promoteurs et autres | 3,2 | 3,3 | 8,0 | 1,0 | 1,0 | 16,5 | 5,0 | 21,5 |
| **Total – Sources de financement externes** | **325,5** | **285,9** | **219,2** | **233,3** | **194,5** | **1 258,4** | **901,7** | **2 160,1** |
| **Montant à la charge des contribuables** | **1 053,7** | **1 100,6** | **1 471,1** | **1 440,3** | **1 517,6** | **6 583,3** | **7 087,0** | **13 670,3** |
| **Paiement au comptant** | | | | | | | | |
| Services | 13,3 | 28,1 | 41,4 | 42,5 | 45,9 | 171,2 | 192,6 | 363,8 |
| Arrondissements | 22,1 | 6,4 | 13,1 | 17,7 | 4,6 | 63,9 | 4,3 | 68,2 |
| Fonds des immobilisations - Affectation initiale de 2014 | 23,0 | 23,0 | 23,0 | 23,0 | 23,0 | 115,0 | 115,0 | 230,0 |
| **Stratégie d'accroissement** | | | | | | | | |
| Fonds des immobilisations | 274,7 | | | | | | | |
| Eau | 42,1 | 363,7 | 359,8 | 341,8 | 356,1 | 1 740,2 | 1 893,9 | 3 634,1 |
| Voirie | 2,0 | | | | | | | |
| **Total – Stratégie d'accroissement** | **318,8** | **363,7** | **359,8** | **341,8** | **356,1** | **1 740,2** | **1 893,9** | **3 634,1** |
| **Total – Paiement au comptant** | **377,2** | **421,2** | **437,3** | **425,0** | **429,6** | **2 090,3** | **2 205,8** | **4 296,1** |
| **Emprunts selon la programmation** | **676,5** | **679,4** | **1 033,8** | **1 015,3** | **1 088,0** | **4 493,0** | **4 881,2** | **9 374,2** |

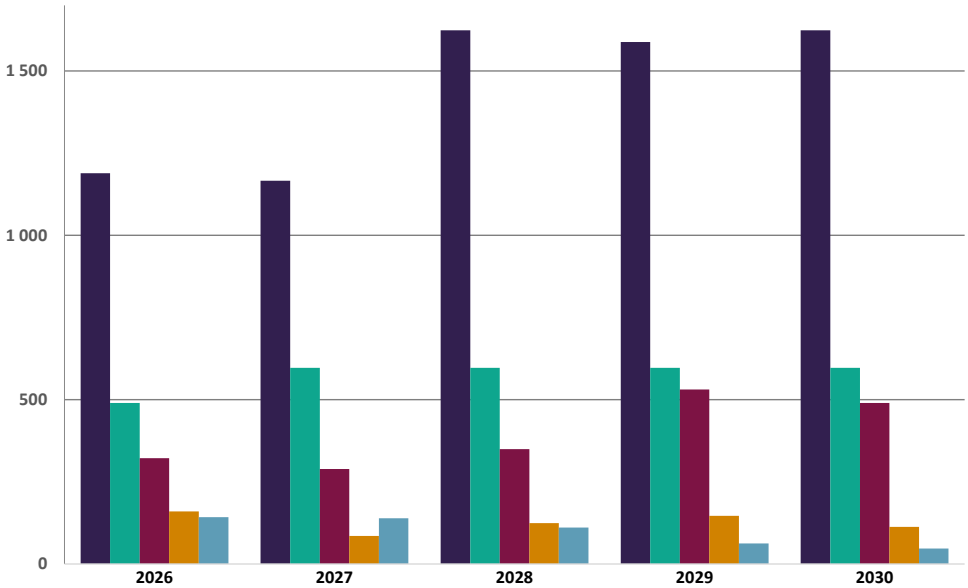
Les investissements relevant du conseil d'agglomération sont de 10 040,8 M$, soit 38,8 % du PDI global. Le recours au financement externe totalise 2 203,8 M$ (21,9 % des investissements de compétence d'agglomération). Il est important de noter que la Ville dispose d'un effet de levier financier considérable dans le domaine des infrastructures de l'eau grâce aux programmes gouvernementaux offerts pour la réhabilitation et le remplacement de ces éléments d'actifs névralgiques. De plus, un montant de 2 680,1 M$ en paiement au comptant est consacré aux projets relevant du conseil d'agglomération, tandis que le recours à l'emprunt est de 5 156,9 M$, portant ainsi le montant à la charge des contribuables à 7 837 M$, soit 78,1 % des investissements de compétence d'agglomération.

**Tableau 89 – État des activités d'immobilisations et modes de financement – Budget du conseil d'agglomération**
(en millions de dollars)

| | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Acquisitions d'immobilisations** | | | | | | | | |
| Administration générale | 142,9 | 118,2 | 129,4 | 136,3 | 134,4 | 661,2 | 509,1 | 1 170,3 |
| Sécurité publique | 128,7 | 109,8 | 85,3 | 99,5 | 82,7 | 506,0 | 442,1 | 948,1 |
| Transport | 67,5 | 84,8 | 96,2 | 79,9 | 63,2 | 391,6 | 484,7 | 876,3 |
| Hygiène du milieu | 453,3 | 450,2 | 572,6 | 724,3 | 641,5 | 2 841,9 | 2 354,7 | 5 196,6 |
| Aménagement, urbanisme et développement | 2,9 | 4,9 | 7,9 | 8,6 | 8,2 | 32,5 | 41,1 | 73,6 |
| Loisirs et culture | 129,2 | 121,3 | 222,5 | 200,9 | 228,3 | 902,2 | 873,7 | 1 775,9 |
| **Total – Acquisitions d'immobilisations** | **924,5** | **889,2** | **1 113,9** | **1 249,5** | **1 158,3** | **5 335,4** | **4 705,4** | **10 040,8** |
| **Sources de financement externes** | | | | | | | | |
| Subventions gouvernementales | 139,2 | 142,3 | 240,2 | 358,8 | 342,0 | 1 222,5 | 981,3 | 2 203,8 |
| Activités commerciales de la CSEM | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dépôts des promoteurs et autres | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total – Sources de financement externes** | **139,2** | **142,3** | **240,2** | **358,8** | **342,0** | **1 222,5** | **981,3** | **2 203,8** |
| **Montant à la charge des contribuables** | **785,3** | **746,9** | **873,7** | **890,7** | **816,3** | **4 112,9** | **3 724,1** | **7 837,0** |
| **Paiement au comptant** | | | | | | | | |
| Services | 96,7 | 22,5 | 41,4 | 58,0 | 34,9 | 253,5 | 150,7 | 404,2 |
| Arrondissements | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Fonds des immobilisations - Affectation initiale de 2014 | 4,7 | 4,7 | 4,7 | 4,7 | 4,7 | 23,5 | 23,5 | 47,0 |
| **Stratégie d'accroissement** | | | | | | | | |
| Fonds des immobilisations | 171,2 | 233,3 | 237,2 | 255,2 | 240,9 | 1 137,8 | 1 091,1 | 2 228,9 |
| Eau | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Voirie | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total – Stratégie d'accroissement** | **171,2** | **233,3** | **237,2** | **255,2** | **240,9** | **1 137,8** | **1 091,1** | **2 228,9** |
| **Total – Paiement au comptant** | **272,6** | **260,5** | **283,3** | **317,9** | **280,5** | **1 414,8** | **1 265,3** | **2 680,1** |
| **Emprunts selon la programmation** | **512,7** | **486,4** | **590,4** | **572,8** | **535,8** | **2 698,1** | **2 458,8** | **5 156,9** |

Le graphique suivant illustre, pour les cinq premières années du PDI uniquement, l'évolution des modes de financement servant au maintien des actifs et au développement de nouvelles infrastructures de la Ville de Montréal.

**Graphique 20 – Évolution des sources de financement, de 2026 à 2030**
(en millions de dollars)




| | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
|---|---|---|---|---|---|
| Emprunts selon la programmation | 1 189 | 1 166 | 1 624 | 1 588 | 1 624 |
| Stratégie d'accroissement du paiement au comptant | 490 | 597 | 597 | 597 | 597 |
| Subventions gouvernementales | 322 | 289 | 349 | 531 | 490 |
| Fonds dédiés - Paiement au comptant des immobilisations | 160 | 85 | 124 | 146 | 113 |
| Autres sources de financement | 142 | 139 | 111 | 62 | 47 |

## 10.3. Investissements par catégories d'actifs

Cette section présente les immobilisations selon les catégories d'actifs des budgets de la Ville de Montréal, et distingue les investissements de compétence municipale et ceux de compétence d'agglomération. Elle brosse également le portrait des investissements municipaux dans l'entretien et la réhabilitation des éléments d'actifs ainsi que des investissements reliés au développement.

### Profil des investissements

Dans l'ensemble du PDI, 67,7 % des investissements serviront à la protection des éléments de l'actif et 32,3 % seront destinés au développement, notamment à l'acquisition et à l'installation de nouveaux équipements, à la construction de nouvelles infrastructures ainsi qu'à la mise aux normes d'infrastructures existantes. Comparativement au précédent PDI, il s'agit d'une augmentation des investissements qui seront consacrés à la protection des éléments de l'actif (66,9 % au PDI 2025-2034).

Au cours de la période 2026-2035, la Ville de Montréal compte investir un montant total de 14 662,6 M$, dont 6 692,9 M$ dans les « infrastructures routières » ainsi que 7 969,7 M$ dans « l'environnement et les infrastructures souterraines » soit principalement les infrastructures de l'eau et les conduits souterrains de la CSEM. Près de 78 % de ces investissements seront consacrés à la protection et au maintien de ces actifs.

## Tableau 90 – Investissements par catégories d'actifs – Budget de la Ville de Montréal
(en millions de dollars)

| Catégories d'actifs - Protection | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Protection** | | | | | | | | |
| Infrastructures routières | 348,9 | 394,2 | 436,0 | 468,9 | 510,0 | 2 158,0 | 2 628,4 | 4 786,4 |
| Environnement et infrastructures souterraines | 535,1 | 569,4 | 713,6 | 837,1 | 813,4 | 3 468,6 | 3 125,7 | 6 594,3 |
| Parcs, espaces verts et terrains de jeux | 143,3 | 151,8 | 235,6 | 211,1 | 170,1 | 911,9 | 736,6 | 1 648,5 |
| Bâtiments et terrains | 204,2 | 216,7 | 330,1 | 292,8 | 243,2 | 1 287,0 | 1 219,0 | 2 506,0 |
| Véhicules | 57,8 | 78,0 | 102,2 | 121,2 | 111,9 | 471,1 | 646,0 | 1 117,1 |
| Ameublement et équipements de bureau | 60,7 | 67,5 | 69,6 | 74,2 | 78,6 | 350,6 | 208,5 | 559,1 |
| Machinerie, outillage spécialisé et équipements | 15,2 | 35,5 | 13,0 | 12,4 | 11,5 | 87,6 | 61,1 | 148,7 |
| Autres éléments de l'actif | 152,6 | - | - | - | - | 152,6 | - | 152,6 |
| **Total – Investissements** | **1 517,8** | **1 513,1** | **1 900,1** | **2 017,7** | **1 938,7** | **8 887,4** | **8 625,3** | **17 512,7** |
| **Pourcentage - Protection** | 65,9 % | 66,5 % | 67,8 % | 69,0 % | 67,5 % | 67,4 % | 67,9 % | 67,7 % |

| Catégories d'actifs - Développement | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Développement** | | | | | | | | |
| Infrastructures routières | 128,8 | 185,3 | 200,2 | 161,4 | 184,5 | 860,2 | 1 046,3 | 1 906,5 |
| Environnement et infrastructures souterraines | 246,6 | 211,3 | 175,5 | 172,1 | 88,3 | 893,8 | 481,6 | 1 375,4 |
| Parcs, espaces verts et terrains de jeux | 115,7 | 104,3 | 211,2 | 241,3 | 296,1 | 968,6 | 1 100,8 | 2 069,4 |
| Bâtiments et terrains | 206,8 | 187,6 | 244,7 | 269,7 | 314,4 | 1 223,2 | 1 302,2 | 2 525,4 |
| Véhicules | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Ameublement et équipements de bureau | 68,4 | 55,2 | 52,9 | 41,7 | 32,1 | 250,3 | 56,2 | 306,5 |
| Machinerie, outillage spécialisé et équipements | 19,5 | 19,0 | 19,5 | 19,2 | 16,4 | 93,6 | 81,7 | 175,3 |
| Autres éléments de l'actif | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total – Investissements** | **785,8** | **762,7** | **904,0** | **905,4** | **931,8** | **4 289,7** | **4 068,8** | **8 358,5** |
| **Pourcentage - Développement** | 34,1 % | 33,5 % | 32,2 % | 31,0 % | 32,5 % | 32,6 % | 32,1 % | 32,3 % |

| Catégories d'actifs - Total | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Infrastructures routières | 477,7 | 579,5 | 636,2 | 630,3 | 694,5 | 3 018,2 | 3 674,7 | 6 692,9 |
| Environnement et infrastructures souterraines | 781,7 | 780,7 | 889,1 | 1 009,2 | 901,7 | 4 362,4 | 3 607,3 | 7 969,7 |
| Parcs, espaces verts et terrains de jeux | 259,0 | 256,1 | 446,8 | 452,4 | 466,2 | 1 880,5 | 1 837,4 | 3 717,9 |
| Bâtiments et terrains | 411,0 | 404,3 | 574,8 | 562,5 | 557,6 | 2 510,2 | 2 521,2 | 5 031,4 |
| Véhicules | 57,8 | 78,0 | 102,2 | 121,2 | 111,9 | 471,1 | 646,0 | 1 117,1 |
| Ameublement et équipements de bureau | 129,1 | 122,7 | 122,5 | 115,9 | 110,7 | 600,9 | 264,7 | 865,6 |
| Machinerie, outillage spécialisé et équipements | 34,7 | 54,5 | 32,5 | 31,6 | 27,9 | 181,2 | 142,8 | 324,0 |
| Autres éléments de l'actif | 152,6 | - | - | - | - | 152,6 | - | 152,6 |
| **Total – Investissements** | **2 303,6** | **2 275,8** | **2 804,1** | **2 923,1** | **2 870,5** | **13 177,1** | **12 694,1** | **25 871,2** |

Les tableaux suivants présentent respectivement, par catégories d'actifs, les investissements relevant du conseil municipal et du conseil d'agglomération.

**Tableau 91 – Investissements par catégories d'actifs – Budget du conseil municipal**
(en millions de dollars)

| Catégories d'actifs - Protection | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Protection** | | | | | | | | |
| Infrastructures routières | 336,9 | 384,7 | 415,1 | 454,8 | 501,7 | 2 093,2 | 2 592,8 | 4 686,0 |
| Environnement et infrastructures souterraines | 326,6 | 335,3 | 326,7 | 291,0 | 279,4 | 1 559,0 | 1 285,8 | 2 844,8 |
| Parcs, espaces verts et terrains de jeux | 89,6 | 97,5 | 160,0 | 151,8 | 130,5 | 629,4 | 563,1 | 1 192,5 |
| Bâtiments et terrains | 135,7 | 170,2 | 236,7 | 206,2 | 168,9 | 917,7 | 744,6 | 1 662,3 |
| Véhicules | 17,0 | 35,2 | 64,7 | 77,4 | 68,2 | 262,5 | 448,8 | 711,3 |
| Ameublement et équipements de bureau | 27,0 | 27,0 | 27,7 | 29,2 | 27,2 | 138,1 | 57,0 | 195,1 |
| Machinerie, outillage spécialisé et équipements | 3,5 | 3,5 | 3,9 | 4,1 | 3,4 | 18,4 | 19,4 | 37,8 |
| Autres éléments de l'actif | 99,2 | - | - | - | - | 99,2 | - | 99,2 |
| **Total – Investissements** | **1 035,5** | **1 053,4** | **1 234,8** | **1 214,5** | **1 179,3** | **5 717,5** | **5 711,5** | **11 429,0** |
| **Pourcentage - Protection** | 75,1 % | 76,0 % | 73,1 % | 72,6 % | 68,9 % | 72,9 % | 71,5 % | 72,2 % |

| Catégories d'actifs - Développement | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Développement** | | | | | | | | |
| Infrastructures routières | 76,2 | 110,9 | 130,3 | 97,7 | 130,1 | 545,2 | 600,7 | 1 145,9 |
| Environnement et infrastructures souterraines | 7,8 | - | - | - | - | 7,8 | - | 7,8 |
| Parcs, espaces verts et terrains de jeux | 74,0 | 57,2 | 107,4 | 117,6 | 121,2 | 477,4 | 481,4 | 958,8 |
| Bâtiments et terrains | 138,4 | 129,8 | 179,9 | 210,1 | 254,3 | 912,5 | 1 086,6 | 1 999,1 |
| Véhicules | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Ameublement et équipements de bureau | 27,8 | 16,5 | 18,6 | 14,7 | 11,2 | 88,8 | 26,9 | 115,7 |
| Machinerie, outillage spécialisé et équipements | 19,4 | 18,8 | 19,2 | 19,0 | 16,1 | 92,5 | 81,6 | 174,1 |
| Autres éléments de l'actif | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total – Investissements** | **343,6** | **333,2** | **455,4** | **459,1** | **532,9** | **2 124,2** | **2 277,2** | **4 401,4** |
| **Pourcentage - Développement** | 24,9 % | 24,0 % | 26,9 % | 27,4 % | 31,1 % | 27,1 % | 28,5 % | 27,8 % |

| Catégories d'actifs - Total | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Infrastructures routières | 413,1 | 495,6 | 545,4 | 552,5 | 631,8 | 2 638,4 | 3 193,5 | 5 831,9 |
| Environnement et infrastructures souterraines | 334,4 | 335,3 | 326,7 | 291,0 | 279,4 | 1 566,8 | 1 285,8 | 2 852,6 |
| Parcs, espaces verts et terrains de jeux | 163,6 | 154,7 | 267,4 | 269,4 | 251,7 | 1 106,8 | 1 044,5 | 2 151,3 |
| Bâtiments et terrains | 274,1 | 300,0 | 416,6 | 416,3 | 423,2 | 1 830,2 | 1 831,2 | 3 661,4 |
| Véhicules | 17,0 | 35,2 | 64,7 | 77,4 | 68,2 | 262,5 | 448,8 | 711,3 |
| Ameublement et équipements de bureau | 54,8 | 43,5 | 46,3 | 43,9 | 38,4 | 226,9 | 83,9 | 310,8 |
| Machinerie, outillage spécialisé et équipements | 22,9 | 22,3 | 23,1 | 23,1 | 19,5 | 110,9 | 101,0 | 211,9 |
| Autres éléments de l'actif | 99,2 | - | - | - | - | 99,2 | - | 99,2 |
| **Total – Investissements** | **1 379,1** | **1 386,6** | **1 690,2** | **1 673,6** | **1 712,2** | **7 841,7** | **7 988,7** | **15 830,4** |

## Tableau 92 – Investissements par catégories d'actifs – Budget du conseil d'agglomération
(en millions de dollars)

| Catégories d'actifs - Protection | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Protection** | | | | | | | | |
| Infrastructures routières | 12,0 | 9,5 | 20,9 | 14,1 | 8,3 | 64,8 | 35,6 | 100,4 |
| Environnement et infrastructures souterraines | 208,5 | 234,1 | 386,9 | 546,1 | 534,0 | 1 909,6 | 1 839,9 | 3 749,5 |
| Parcs, espaces verts et terrains de jeux | 53,7 | 54,3 | 75,6 | 59,3 | 39,6 | 282,5 | 173,5 | 456,0 |
| Bâtiments et terrains | 68,5 | 46,5 | 93,4 | 86,6 | 74,3 | 369,3 | 474,4 | 843,7 |
| Véhicules | 40,8 | 42,8 | 37,5 | 43,8 | 43,7 | 208,6 | 197,2 | 405,8 |
| Ameublement et équipements de bureau | 33,7 | 40,5 | 41,9 | 45,0 | 51,4 | 212,5 | 151,5 | 364,0 |
| Machinerie, outillage spécialisé et équipements | 11,7 | 32,0 | 9,1 | 8,3 | 8,1 | 69,2 | 41,7 | 110,9 |
| Autres éléments de l'actif | 53,4 | - | - | - | - | 53,4 | - | 53,4 |
| **Total – Investissements** | **482,3** | **459,7** | **665,3** | **803,2** | **759,4** | **3 169,9** | **2 913,8** | **6 083,7** |
| **Pourcentage - Protection** | 52,2 % | 51,7 % | 59,7 % | 64,3 % | 65,6 % | 59,4 % | 61,9 % | 60,6 % |

| Catégories d'actifs - Développement | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Développement** | | | | | | | | |
| Infrastructures routières | 52,6 | 74,4 | 69,9 | 63,7 | 54,4 | 315,0 | 445,6 | 760,6 |
| Environnement et infrastructures souterraines | 238,8 | 211,3 | 175,5 | 172,1 | 88,3 | 886,0 | 481,6 | 1 367,6 |
| Parcs, espaces verts et terrains de jeux | 41,7 | 47,1 | 103,8 | 123,7 | 174,9 | 491,2 | 619,4 | 1 110,6 |
| Bâtiments et terrains | 68,4 | 57,8 | 64,8 | 59,6 | 60,1 | 310,7 | 215,6 | 526,3 |
| Véhicules | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Ameublement et équipements de bureau | 40,6 | 38,7 | 34,3 | 27,0 | 20,9 | 161,5 | 29,3 | 190,8 |
| Machinerie, outillage spécialisé et équipements | 0,1 | 0,2 | 0,3 | 0,2 | 0,3 | 1,1 | 0,1 | 1,2 |
| Autres éléments de l'actif | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total – Investissements** | **442,2** | **429,5** | **448,6** | **446,3** | **398,9** | **2 165,5** | **1 791,6** | **3 957,1** |
| **Pourcentage - Développement** | 47,8 % | 48,3 % | 40,3 % | 35,7 % | 34,4 % | 40,6 % | 38,1 % | 39,4 % |

| Catégories d'actifs - Total | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Infrastructures routières | 64,6 | 83,9 | 90,8 | 77,8 | 62,7 | 379,8 | 481,2 | 861,0 |
| Environnement et infrastructures souterraines | 447,3 | 445,4 | 562,4 | 718,2 | 622,3 | 2 795,6 | 2 321,5 | 5 117,1 |
| Parcs, espaces verts et terrains de jeux | 95,4 | 101,4 | 179,4 | 183,0 | 214,5 | 773,7 | 792,9 | 1 566,6 |
| Bâtiments et terrains | 136,9 | 104,3 | 158,2 | 146,2 | 134,4 | 680,0 | 690,0 | 1 370,0 |
| Véhicules | 40,8 | 42,8 | 37,5 | 43,8 | 43,7 | 208,6 | 197,2 | 405,8 |
| Ameublement et équipements de bureau | 74,3 | 79,2 | 76,2 | 72,0 | 72,3 | 374,0 | 180,8 | 554,8 |
| Machinerie, outillage spécialisé et équipements | 11,8 | 32,2 | 9,4 | 8,5 | 8,4 | 70,3 | 41,8 | 112,1 |
| Autres éléments de l'actif | 53,4 | - | - | - | - | 53,4 | - | 53,4 |
| **Total – Investissements** | **924,5** | **889,2** | **1 113,9** | **1 249,5** | **1 158,3** | **5 335,4** | **4 705,4** | **10 040,8** |

Le tableau suivant compare la planification des investissements de la Ville avec le précédent PDI, à savoir le PDI 2025-2034.

**Tableau 93 – Comparaison du PDI 2025-2034 et du PDI 2026-2035, par catégories d'actifs**
(en millions de dollars)

| Catégories d'actifs | PDI 2026-2035 | | | PDI 2025-2034 | | | Écarts | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Protec-tion | Dévelop-pement | Total | Protec-tion | Dévelop-pement | Total | Protec-tion | Dévelop-pement | Total |
| Infrastructures routières | 4 786,5 | 1 906,5 | **6 693,0** | 4 815,7 | 1 804,3 | **6 620,0** | (29,2) | 102,2 | **73,0** |
| Environnement et infrastructures souterraines | 6 594,3 | 1 375,3 | **7 969,6** | 5 795,0 | 1 486,4 | **7 281,4** | 799,3 | (111,1) | **688,2** |
| Parcs, espaces verts et terrains de jeux | 1 648,4 | 2 069,5 | **3 717,9** | 1 723,9 | 2 168,8 | **3 892,7** | (75,5) | (99,3) | **(174,8)** |
| Bâtiments et terrains | 2 506,0 | 2 525,3 | **5 031,3** | 2 507,1 | 2 250,1 | **4 757,2** | (1,1) | 275,2 | **274,1** |
| Véhicules | 1 117,1 | - | **1 117,1** | 1 083,8 | - | **1 083,8** | 33,3 | - | **33,3** |
| Ameublement et équipements de bureau | 559,1 | 306,5 | **865,6** | 574,3 | 324,9 | **899,2** | (15,2) | (18,4) | **(33,6)** |
| Machinerie, outillage spécialisé et équipements | 148,7 | 175,3 | **324,0** | 93,9 | 160,1 | **254,0** | 54,8 | 15,2 | **70,0** |
| Autres éléments de l'actif | 152,7 | - | **152,7** | - | - | **-** | 152,7 | - | **152,7** |
| **Total – Investissements** | **17 512,8** | **8 358,4** | **25 871,2** | **16 593,7** | **8 194,6** | **24 788,3** | **919,1** | **163,8** | **1 082,9** |

En comparaison avec le précédent PDI, le nouveau PDI affiche une croissance effective des investissements de 1 082,9 M$ ou 4,4 %. La majeure partie de cette croissance, soit 919,1 M$ ou 84,9 %, sera consacrée au volet protection, témoignant ainsi de la priorité accordée au rattrapage du déficit de maintien des actifs.

La principale hausse observée (688,2 M$) provient de la catégorie d'actifs « Environnement et infrastructures souterraines ». Cette hausse s'explique par la bonification de plusieurs programmes soutenant les objectifs de la Stratégie montréalaise de l'eau, afin notamment de résorber le déficit de maintien des actifs, tels que les réseaux primaires et secondaires d'aqueduc et d'égouts.

La hausse de la catégorie d'actifs « Bâtiments et terrains » (274,1 M$) s'explique principalement par le développement de nouvelles installations sportives, soit le complexe aquatique et sportif de Montréal-Nord ainsi que le centre sportif de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, afin de répondre aux besoins de la population en proposant des infrastructures collectives modernes et de qualité, favorisant la santé et le bien-être.

Par ailleurs, ce PDI introduit un montant budgété dans la catégorie « Autres éléments de l'actif » (152,7 M$) qui sera dédié, en 2026, à de nouveaux projets, aux provisions visant à couvrir les imprévus et aux risques qui pourraient survenir durant la réalisation de projets spécifiques.

Finalement, la baisse relative à la catégorie « Parcs, espaces verts et terrains de jeux » (174,8 M$) est attribuable à la révision de la planification de certains projets afin de refléter la capacité de réalisation, tant du marché que de la Ville.

## 10.4. Principaux programmes et projets d'investissements, par thèmes

### Eau et infrastructures souterraines

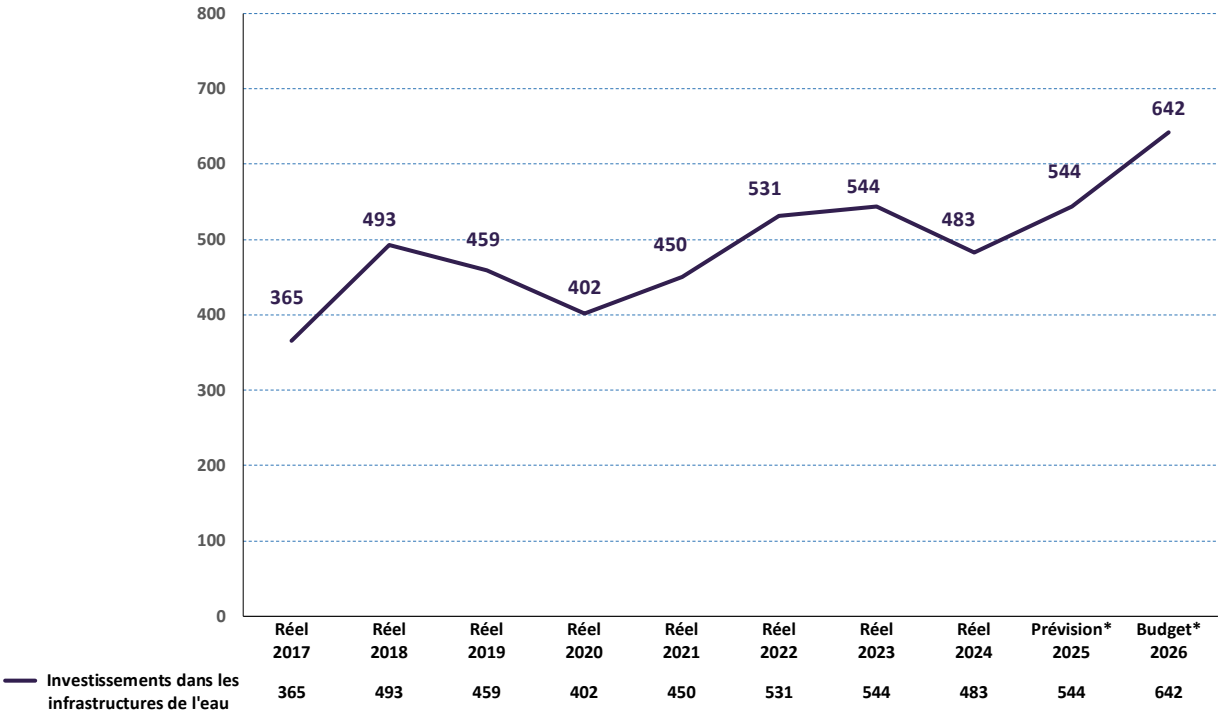
**Gestion de l'eau**

Le Service de l'eau de la Ville de Montréal chapeaute la gestion publique de l'eau et vise à offrir une gestion responsable et performante de cette ressource pour l'ensemble des usagères et usagers de l'agglomération de Montréal. Les infrastructures de la gestion de l'eau sont imposantes. Elles comprennent, entre autres, 6 usines de traitement d'eau potable, 14 réservoirs d'eau potable, près de 794 km de conduites principales d'aqueduc, 3 662 km de conduites secondaires d'aqueduc, 520 km de collecteurs d'égouts, 4 403 km de conduites secondaires d'égouts et 90 km d'intercepteurs. Enfin, deux stations d'épuration, dont l'une figure parmi les cinq plus grandes du monde (Jean-R.-Marcotte), traitent, par temps sec, environ 2,3 millions de mètres cubes d'eaux usées, et jusqu'à 8 millions de mètres cubes par journée pluvieuse (1 million de mètres cubes correspondent à 1 milliard de litres).

Conséquemment, un tel éventail d'infrastructures exige annuellement des investissements appropriés pour assurer des infrastructures robustes et une alimentation fiable en eau. Depuis 2017, les investissements dans les infrastructures de l'eau présentent une croissance soutenue. Ces investissements sont passés de 365 M$ en 2017 à près de 544 M$ prévus en 2025.

Pour la période 2026-2035, un montant de 7 363,3 M$ sera consacré aux infrastructures de l'eau, dont 642,2 M$ en 2026.

**Graphique 21 – Investissements réalisés et prévus dans les infrastructures de l'eau**
(en millions de dollars)




* Prévision et budget du Service de l'eau

Des investissements importants dans les infrastructures de l'eau demeurent nécessaires afin de :

- garantir l'accessibilité et la qualité de l'eau potable et l'épuration des eaux usées;
- permettre une gestion responsable et durable des actifs de l'eau;
- poursuivre la mise aux normes des infrastructures;
- faire face aux défis environnementaux.

**Principaux programmes**

Le programme de renouvellement des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts, pour lequel des investissements de 2 106,5 M$ sont prévus, est sans contredit le plus important du Service de l'eau. Deux techniques de renouvellement sont actuellement utilisées : la réhabilitation structurale et le remplacement des conduites. Lorsque l'état structural de la conduite le permet, le service recourt aux techniques de réhabilitation sans tranchée, qui permettent non seulement de prolonger la durée de service des conduites, mais également de réduire les perturbations sociales et environnementales liées aux travaux. En 2024, 70 % des conduites renouvelées l'ont été au moyen des techniques de réhabilitation sans tranchée. Le programme comprend également le remplacement des entrées de service en plomb. Des investissements additionnels sont prévus pour le plan directeur de drainage (836,2 M$, dont les collecteurs de l'Est et Langelier ainsi que les ouvrages de rétention Turcot et Saint-Jacques), le réseau primaire d'aqueduc (616,2 M$) et le réseau primaire d'égouts (409,6 M$).

Par ailleurs, afin d'assurer la pérennité de ses actifs, la Ville de Montréal doit investir des sommes importantes dans les autres infrastructures de l'eau (équipements, procédés et installations) en les mettant à niveau selon les normes et technologies les plus récentes ou en les remplaçant lorsqu'elles ont atteint leur fin de vie utile. Le PDI 2026-2035 comporte plusieurs programmes de maintien des actifs pour les usines d'eau potable (405,4 M$), les actifs dédiés à l'assainissement des eaux usées, dont la station d'épuration Jean-R.-Marcotte (384,7 M$), ainsi que les réservoirs et stations de pompage d'eau potable (185,6 M$).

De plus, un montant de 139,9 M$ sera consacré au développement d'aménagements de surface permettant la gestion des eaux pluviales dans des infrastructures multifonctionnelles. Celles-ci, en plus de remplir une fonction de loisirs (en faisant figure de parcs ou de places publiques par exemple), réduiront l'apport d'eau au réseau d'égouts souterrain afin d'éviter le débordement d'eaux usées dans les cours d'eau et des inondations chez les citoyennes et citoyens lors d'importants épisodes de pluie. Ces infrastructures, en tant que mesures d'adaptation aux changements climatiques, contribueront à accélérer la transition écologique et à améliorer la qualité des milieux de vie urbains.

**Principaux projets**

Afin de sécuriser l'alimentation en eau potable, un investissement de 331,5 M$ sera alloué à la mise à niveau complète du réservoir et de la station de pompage McTavish (desservant près de 1,2 million de Montréalaises et Montréalais), tandis que 146,7 M$ seront consacrés à la reconstruction des collecteurs et de la chambre d'interconnexion qui servent à acheminer la quasi-totalité de l'eau potable produite à l'usine Atwater.

Un autre montant de 5,7 M$ est prévu pour le projet d'optimisation des réseaux, qui consiste à créer des secteurs de régulation de la pression et de mesure de la distribution de l'eau. La régulation de la pression par secteurs vise à réduire le risque de bris de conduites et de bris d'entrées de service des usagères et usagers ainsi qu'à augmenter la durée de vie des conduites. Quant à la mesure de la distribution d'eau, elle permettra d'avoir une meilleure connaissance du comportement du réseau en temps réel et de faciliter le ciblage des interventions.

En ce qui concerne les eaux usées, le projet de désinfection à l'ozone de l'effluent de la station d'épuration Jean-R.-Marcotte intégrera une nouvelle phase au traitement des eaux usées pour ainsi rendre les rejets conformes aux objectifs prescrits par les instances gouvernementales. La désinfection permettra de diminuer les risques pour la santé humaine et protégera la faune et la flore aquatiques du fleuve Saint-Laurent. Le projet de désinfection représente des investissements de l'ordre de 508,8 M$ dans ce PDI.

Par ailleurs, 1 240,9 M$ seront prévus pour la construction de l'usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB) afin de remplacer les 4 incinérateurs à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, compte tenu de la fin imminente de leur vie utile. Ce projet permettra de réduire considérablement les émissions de GES. Par ailleurs, les technologies retenues afin de traiter les boues de la station viseront également à obtenir une production diversifiée de biosolides présentant un fort potentiel de valorisation agricole.

**Tableau 94 – Sommaire des investissements relatifs à la gestion de l'eau**
(en milliers de dollars)

| Programmes – Projets | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | |
| Réseau primaire d'aqueduc | 58 450,0 | 46 000,0 | 54 004,0 | 72 787,0 | 69 987,0 | 301 228,0 | 314 927,0 | 616 155,0 |
| Réhabilitation des réservoirs et des stations de pompage de l'eau potable | 8 606,0 | 21 431,0 | 22 289,0 | 19 523,0 | 22 426,0 | 94 275,0 | 91 285,0 | 185 560,0 |
| Usines de traitement de l'eau potable | 38 076,0 | 33 841,0 | 40 192,0 | 48 370,0 | 40 900,0 | 201 379,0 | 204 000,0 | 405 379,0 |
| Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts | 184 042,0 | 195 745,0 | 218 338,0 | 224 505,0 | 227 909,0 | 1 050 539,0 | 1 055 941,0 | 2 106 480,0 |
| Systèmes de mesure et de régulation de pression | 1 341,0 | 1 477,0 | 1 780,0 | 3 438,0 | 3 055,0 | 11 091,0 | 16 415,0 | 27 506,0 |
| Réseau primaire d'égouts | 26 118,0 | 39 417,0 | 38 459,0 | 39 937,0 | 43 179,0 | 187 110,0 | 222 489,0 | 409 599,0 |
| Plan directeur de drainage | 51 240,0 | 67 040,0 | 64 511,0 | 114 821,0 | 66 761,0 | 364 373,0 | 471 788,0 | 836 161,0 |
| Station d'épuration | 49 440,0 | 45 586,0 | 40 025,0 | 53 299,0 | 43 981,0 | 232 331,0 | 152 395,0 | 384 726,0 |
| Infrastructures vertes multifonctionnelles et résilience aux changements climatiques | 10 914,0 | 7 500,0 | 15 000,0 | 16 452,0 | 15 000,0 | 64 866,0 | 75 000,0 | 139 866,0 |
| **Total – Programmes** | **428 227,0** | **458 037,0** | **494 598,0** | **593 132,0** | **533 198,0** | **2 507 192,0** | **2 604 240,0** | **5 111 432,0** |
| **Projets** | | | | | | | | |
| Réservoir et station de pompage - Rosemont | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Modernisation du réservoir McTavish | 20 411,0 | 32 398,0 | 57 995,0 | 53 443,0 | 28 546,0 | 192 793,0 | 138 666,0 | 331 459,0 |
| Reconstruction des collecteurs et de la chambre d'interconnexion 1 à l'usine Atwater | 1 500,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 25 000,0 | 44 608,0 | 77 108,0 | 69 609,0 | 146 717,0 |
| Aqueduc de l'ouest | 15 034,0 | 1 936,0 | - | - | - | 16 970,0 | - | 16 970,0 |
| Optimisation des réseaux | 3 405,0 | 1 170,0 | 830,0 | 248,0 | - | 5 653,0 | - | 5 653,0 |
| Chambres de compteurs d'agglomération | 27,0 | 1 346,0 | - | - | - | 1 373,0 | - | 1 373,0 |
| Désinfection de l'effluent | 169 080,0 | 141 196,0 | 110 152,0 | 56 995,0 | 21 568,0 | 498 991,0 | 9 791,0 | 508 782,0 |
| Usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB) | 4 488,0 | 9 567,0 | 129 162,0 | 230 280,0 | 237 305,0 | 610 802,0 | 630 077,0 | 1 240 879,0 |
| **Total – Projets** | **213 945,0** | **190 613,0** | **301 139,0** | **365 966,0** | **332 027,0** | **1 403 690,0** | **848 143,0** | **2 251 833,0** |
| **Total – Gestion de l'eau** | **642 172,0** | **648 650,0** | **795 737,0** | **959 098,0** | **865 225,0** | **3 910 882,0** | **3 452 383,0** | **7 363 265,0** |

## Commission des services électriques de Montréal (CSEM)

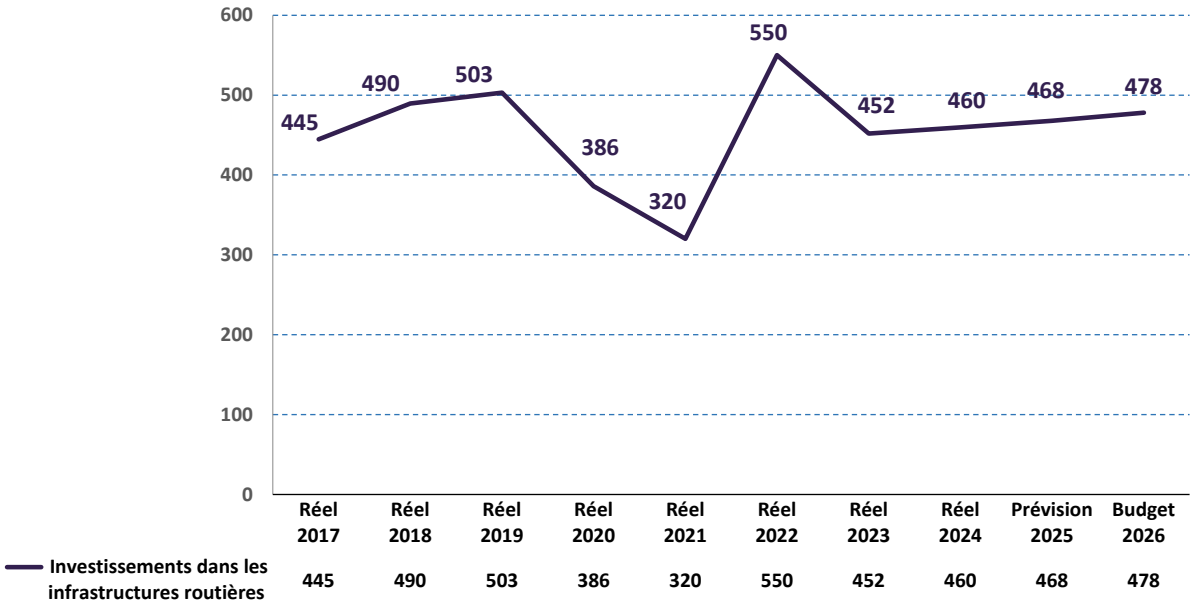
Le programme de construction et de modification de conduits souterrains, qui représente 684,8 M$ pour la période 2026-2035, correspond au réaménagement du réseau existant par l'enfouissement du réseau de fils aériens ou par l'ajout de nouveaux réseaux. La CSEM finance à 100 % ce programme, à même les redevances facturées aux usagères et usagers ainsi qu'aux utilisatrices et utilisateurs selon la portion de conduits qu'elles et ils utilisent. Quant au programme d'enfouissement de réseaux câblés, un investissement de 7,8 M$ permettra de désencombrer et embellir les voies publiques.

## Transport et voirie

Maintenir et améliorer l'état d'un réseau routier vieillissant, comprenant plus de 4 070 km de chaussées et près de 600 structures, constitue un défi majeur pour la Ville de Montréal et implique des investissements considérables.

Depuis 2017, les investissements dans les infrastructures routières présentent une croissance, étant passés de 445 M$ en 2017 à près de 468 M$ prévus en 2025. Il est à noter que le montant réel de l'année 2022 (550 M$) intègre la rétrocession d'actifs à la Ville par le MTMD d'une valeur de 227 M$, à coût nul, dans le cadre du projet de reconstruction de l'échangeur Turcot. En 2026, 478 M$ seront consacrés aux infrastructures routières.

**Graphique 22 – Investissements réalisés et prévus dans les infrastructures routières**
(en millions de dollars)




Des investissements dans les infrastructures routières permettent :

- de garantir la sécurité routière par la mise en œuvre de l'approche Vision Zéro, visant à éliminer à la source les collisions routières mortelles et les blessures graves en aménageant différemment les rues;
- d'améliorer l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises;
- d'augmenter la part des transports actifs (marche, vélo, etc.) et collectifs;
- de réduire les efforts d'entretien non planifiés et la prolifération des nids-de-poule.

Pour la période 2026-2035, la Ville investira un total de 7 166,8 M$ dans les infrastructures routières, soit 4 862,8 M$ dans la protection de l'actif et 2 304 M$ dans le développement des infrastructures. La majorité de ces investissements (60,7 %) sera consacrée à la protection des actifs relatifs aux chemins, rues, routes et trottoirs (4 349,3 M$). Un montant de 473,9 M$ (6,6 %) est prévu pour le développement et le maintien du réseau de pistes cyclables.

Le tableau suivant illustre de façon détaillée les activités d'immobilisations relatives aux infrastructures routières et aux pistes cyclables.

**Tableau 95 – Portrait consolidé des activités d'immobilisations relatives aux infrastructures routières et aux pistes cyclables**
(en millions de dollars)

| Catégories d'actifs - Protection | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Protection** | | | | | | | | |
| Chemins, rues, routes et trottoirs | 304,9 | 354,8 | 396,1 | 424,8 | 467,5 | 1 948,1 | 2 401,2 | 4 349,3 |
| Ponts, tunnels et viaducs | 39,0 | 35,0 | 35,0 | 35,0 | 35,0 | 179,0 | 175,0 | 354,0 |
| Systèmes d'éclairage et feux de circulation | 4,7 | 4,2 | 4,7 | 8,9 | 7,3 | 29,8 | 51,3 | 81,1 |
| Voirie pour projets de transport collectif | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres éléments de l'actif | 0,3 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 1,1 | 1,0 | 2,1 |
| | **348,9** | **394,2** | **436,0** | **468,9** | **510,0** | **2 158,0** | **2 628,5** | **4 786,5** |
| Pistes cyclables | 10,3 | 10,0 | 6,0 | 6,0 | 6,5 | 38,8 | 37,5 | 76,3 |
| **Total – Investissements** | **359,2** | **404,2** | **442,0** | **474,9** | **516,5** | **2 196,8** | **2 666,0** | **4 862,8** |

| Catégories d'actifs - Développement | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Développement** | | | | | | | | |
| Chemins, rues, routes et trottoirs | 99,1 | 168,7 | 172,2 | 154,9 | 180,0 | 774,9 | 1 029,8 | 1 804,7 |
| Ponts, tunnels et viaducs | 3,9 | 1,2 | 6,3 | 3,5 | 1,5 | 16,4 | 1,5 | 17,9 |
| Systèmes d'éclairage et feux de circulation | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Voirie pour projets de transport collectif | 16,7 | 9,0 | 12,4 | - | - | 38,1 | - | 38,1 |
| Autres éléments de l'actif | 9,1 | 6,4 | 9,2 | 3,0 | 3,0 | 30,7 | 15,0 | 45,7 |
| | **128,8** | **185,3** | **200,1** | **161,4** | **184,5** | **860,1** | **1 046,3** | **1 906,4** |
| Pistes cyclables | 22,5 | 27,2 | 32,1 | 39,3 | 39,8 | 160,9 | 236,7 | 397,6 |
| **Total – Investissements** | **151,3** | **212,5** | **232,2** | **200,7** | **224,3** | **1 021,0** | **1 283,0** | **2 304,0** |

| Catégories d'actifs - Total | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Chemins, rues, routes et trottoirs | 404,0 | 523,5 | 568,3 | 579,7 | 647,5 | 2 723,0 | 3 431,0 | 6 154,0 |
| Ponts, tunnels et viaducs | 42,9 | 36,2 | 41,3 | 38,5 | 36,5 | 195,4 | 176,5 | 371,9 |
| Systèmes d'éclairage et feux de circulation | 4,7 | 4,2 | 4,7 | 8,9 | 7,3 | 29,8 | 51,3 | 81,1 |
| Voirie pour projets de transport collectif | 16,7 | 9,0 | 12,4 | - | - | 38,1 | - | 38,1 |
| Autres éléments de l'actif | 9,4 | 6,6 | 9,4 | 3,2 | 3,2 | 31,8 | 16,0 | 47,8 |
| | **477,7** | **579,5** | **636,1** | **630,3** | **694,5** | **3 018,1** | **3 674,8** | **6 692,9** |
| Pistes cyclables | 32,8 | 37,2 | 38,1 | 45,3 | 46,3 | 199,7 | 274,2 | 473,9 |
| **Total – Investissements** | **510,5** | **616,7** | **674,2** | **675,6** | **740,8** | **3 217,8** | **3 949,0** | **7 166,8** |

**Principaux programmes**

Les programmes de mobilité et d'infrastructures de la Ville de Montréal ont pour objectif d'assurer la mobilité intégrée, sécuritaire et efficace pour tous les usagères et usagers.

Ainsi, la Ville de Montréal a pris, d'une part, l'orientation stratégique d'aménager les rues sur la base de la démarche Vision Zéro et de mieux répondre aux besoins accrus en déplacements actifs. La Ville souhaite repenser l'aménagement des rues pour améliorer la sécurité et le déplacement des personnes âgées, des jeunes, des cyclistes et des piétonnes et piétons afin d'offrir des aménagements de qualité tout en continuant à rattraper le déficit d'entretien des infrastructures. D'autre part, l'intégration d'éléments favorisant le drainage des eaux de ruissellement et leur rétention ainsi que le développement de la canopée, réduiront les débordements, les volumes d'eau acheminés à la station d'épuration des eaux usées ainsi que les îlots de chaleur. Ces aménagements contribueront donc à rendre le territoire plus résilient aux changements climatiques.

Conséquemment, deux programmes totalisant 1 269,4 M$ permettront de bonifier l'aménagement des rues devant être reconstruites dans le cadre de la réfection des réseaux d'aqueduc et d'égouts. Ces programmes visent notamment à améliorer la sécurité, la fonctionnalité et la convivialité des rues tout en favorisant les transports actifs et collectifs grâce à des aménagements qui répondent aux attentes de la population montréalaise.

Un montant de 429 M$ est prévu pour les programmes de réfection routière visant la réhabilitation et le maintien en bon état des infrastructures routières. Plus spécifiquement, le programme de réfection des structures routières (ponts et tunnels) prévoit des investissements de 354 M$ dans le but d'assurer leur sécurité, leur pérennité et leur fonctionnalité selon une perspective de développement durable. De plus, des investissements de 75 M$ seront consacrés à la réalisation de travaux touchant le réseau artériel dans le cadre du programme de réfection des rues.

Un investissement de 593,3 M$ dans le réseau artériel et local est planifié pour le programme complémentaire de planage-revêtement, qui consiste à prolonger la durée de vie utile des chaussées afin de maintenir un niveau de service optimal au meilleur coût. Ce programme permet également certains réaménagements mineurs en offrant aux arrondissements qui le souhaitent la possibilité de procéder préalablement à la réfection des trottoirs déficients. Cette somme s'ajoute au montant de 90,5 M$ du programme de réhabilitation de chaussée par planage-revêtement destiné au réseau artériel ainsi qu'au montant de 112,5 M$ du programme de maintien des infrastructures routières, dont les interventions visent principalement les glissières de sécurité et les zones d'arrêts d'autobus déficientes.

En accord avec l'approche Vision Zéro, la Ville poursuit la mise en œuvre des mesures de sécurisation en allouant un montant spécifique de 150 M$ à l'amélioration de la sécurité aux abords des écoles et d'autres lieux fréquentés par les enfants ainsi que par les personnes âgées, qui sont surreprésentées parmi les victimes de collisions. Par ailleurs, un montant de 71,6 M$ est consacré à la mise à niveau du mobilier et d'éléments d'éclairage de rue sur le réseau artériel afin d'améliorer la visibilité et la sécurité des usagères et usagers dans les couloirs de déplacement, particulièrement pour les déplacements des usagers les plus vulnérables. À cela s'ajoute un montant de 168 M$ dans le cadre du programme de maintien et d'amélioration des feux de circulation, ce qui permettra à la Ville, grâce à une mise à jour continue, de maintenir la gestion des déplacements au niveau optimal, en matière tant de sécurité et de mobilité que de développement durable. La mise à niveau des feux piétons augmentera le temps de traverse et facilitera la compréhension des usagères et usagers. Les feux de circulation seront également modifiés en fonction des besoins de sécurisation des déplacements, notamment aux abords des écoles et sur le trajet

pour s'y rendre, et de l'évolution des guides d'installation des feux pour les vélos ou les bus. Par conséquent, la sécurité des déplacements des usagers les plus vulnérables aux intersections, la mobilité ainsi que la fiabilité des équipements seront améliorées.

Montréal, comme de nombreuses métropoles, fait face à des défis importants de mobilité sur son territoire : la congestion routière, le temps de déplacement et la présence de chantiers privés et publics en grand nombre. Afin d'assurer une mobilité efficace et efficiente, un investissement de 36 M$ sera consacré au programme de systèmes de transport utilisant les nouvelles technologies. En poursuivant la révision et la mise en œuvre de ses plans d'action issus du Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM) et en collaboration avec ses partenaires, la Ville de Montréal se donne les moyens d'intégrer l'innovation, la connectivité et l'intelligence des systèmes pour être une ville plus agile, résiliente et profondément centrée sur les besoins de ses citoyennes et citoyens. En effet, l'intelligence artificielle est un puissant levier pour détecter les enjeux aux intersections, prévenir les collisions, renforcer la sécurité, mais aussi pour concevoir et planifier des aménagements urbains plus inclusifs.

Par ailleurs, un montant de 63 M$ est affecté à l'acquisition et à l'installation de bornes de recharge publiques pour véhicules électriques, conformément à la Stratégie d'électrification des transports. La Ville veut ainsi implanter un réseau d'envergure pour desservir l'ensemble du territoire montréalais. Déjà, près de 1 800 bornes de recharge ont été installées, l'objectif étant d'atteindre 2 000 bornes d'ici la fin de l'année 2025. Cette stratégie s'inscrit dans la vision municipale de se démarquer comme ville durable et carboneutre en misant notamment sur les nouvelles technologies et l'électrification des transports.

**Développement et optimisation du réseau cyclable – 564,6 M$**

Un investissement de 300 M$ est prévu dans le programme d'amélioration du réseau cyclable. La mise en œuvre de ce programme vise à offrir des axes cyclables confortables et sécuritaires.

Une somme additionnelle de 76 M$, provenant du programme de maintien du réseau cyclable, permettra de corriger les déficiences observées à la surface des voies cyclables, ce qui améliorera le confort et la sécurité de celles-ci.

De plus, une somme de 97,5 M$ sera consacrée aux projets de la véloroute dont la démarche proposée consiste à mettre en place un réseau métropolitain de voies cyclables qui soit intégré en partie à l'emprise du REM et relié aux réseaux cyclables existants afin d'être fonctionnel en continu. Le déploiement du Réseau prévoit la création de liens cyclables structurants connectés aux stations du REM. Les axes s'arrimeront aux réseaux locaux et régionaux des municipalités traversées par le REM et ce, en toute sécurité et de manière universellement accessible. La véloroute contribuera donc à multiplier les liens de mobilité planifiée avec les différents points d'accès au réseau de transport collectif et positionnera le grand Montréal comme une destination vélo récréotouristique incontournable du nord-est de l'Amérique du Nord.

Par ailleurs, la Ville réitère son appui au système de vélos en libre-service BIXI Montréal, qui est en exploitation depuis 2009. En 2024, il comprenait plus de 8 400 vélos standards et près de 2 600 vélos à assistance électrique, qui sont répartis dans plus de 900 stations. Étant donné la popularité de ce service, la Ville consolide et bonifie l'offre actuelle pour répondre aux besoins croissants de la clientèle. Un montant de 74 M$ est donc prévu dans ce PDI pour le développement et l'optimisation du système en libre-service BIXI Montréal. Un investissement de 17,1 M$ est aussi prévu pour l'implantation de stations électriques qui permettront de recharger les batteries lorsque les vélos à assistance électrique seront ancrés à ces stations, diminuant ainsi les coûts d'exploitation liés à la permutation des batteries. Ces

installations permanentes serviront également à implanter progressivement un service hivernal de vélos en libre-service.

**Principaux projets**

Réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest (phases 1, 2 et 3) – 418,6 M$

La Ville compte offrir à la population montréalaise un nouvel aménagement qui renforcera la vitalité de la rue Sainte-Catherine Ouest et améliorera la sécurité, la mobilité urbaine ainsi que l'expérience de la rue pour l'ensemble des usagères et usagers. Tout en reflétant le caractère unique, international et historique de cette artère emblématique, le nouvel aménagement devra permettre de relever les défis des prochaines décennies. La rue Sainte-Catherine Ouest a établi sa réputation, ici et ailleurs, de plus importante rue commerciale de Montréal, au même titre que la 5th Avenue à New York, ou que Michigan Avenue à Chicago. On y compte l'achalandage piéton le plus important de la ville. L'achèvement récent de plusieurs grands projets au centre-ville, tels que le Quartier des spectacles, appuie son statut emblématique et patrimonial pour Montréal.

Les deux premières phases du projet totalisent une longueur de 2,2 km. La première phase des travaux, sur le tronçon situé entre les rues De Bleury et Mansfield, comprend les réaménagements du square Phillips, de la place du Frère-André et des rues adjacentes. La deuxième phase vise le tronçon entre la rue Mansfield et l'avenue Atwater. En revoyant l'aménagement de la rue Sainte-Catherine, la Ville confirme son engagement à notamment augmenter l'espace réservé à la mobilité piétonne et durable, à ajouter des arbres et des plantes, à réaliser des aménagements inclusifs et universellement accessibles de même qu'à promouvoir la vie économique et la culture ainsi que les témoins historiques de cette rue.

La Ville profitera aussi des travaux générés par la construction de la station McGill du Réseau express métropolitain (REM) pour réaliser la troisième phase du projet, soit l'aménagement de l'avenue McGill College et de la future place Oscar-Peterson. Le projet prévoit également un réaménagement de plusieurs tronçons et intersections entre les rues Cathcart et Sherbrooke ainsi que le remplacement des infrastructures. La rue Cathcart, entre l'avenue Union et la rue Mansfield, fera aussi l'objet d'un réaménagement, qui mettra en valeur la qualité du domaine public aux abords de la Place Ville Marie. En plus de soutenir le développement économique, l'ensemble de ces travaux encouragera les transports actifs et collectifs.

Secteur Assomption-Souligny – 312,4 M$

Localisé dans le corridor Notre-Dame Est, le projet de réaménagement Assomption-Souligny (132,4 M$), conjointement réalisé avec le ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD), vise à canaliser le camionnage vers le réseau routier supérieur en créant un lien direct entre le Port de Montréal et l'avenue Souligny. En déplaçant le camionnage en dehors du réseau municipal, ce projet permettra d'apaiser et de sécuriser les quartiers résidentiels du secteur. La participation financière du MTMD est à confirmer au plan d'investissement du gouvernement du Québec, soit le plan québécois des infrastructures (PQI). En termes d'aménagement, la vision du secteur a fait l'objet d'une séance d'information en mars 2024, et plusieurs scénarios sont actuellement en évaluation en ce qui a trait au tracé qui sera retenu à la suite des consultations avec le public ainsi que les différents partenaires. Des interventions complémentaires s'intègreront également dans le projet, notamment la mise en place de nouveaux liens piétonniers et cyclables, la connexion et la mise en valeur d'espaces verts, dont le boisé Steinberg, ainsi que la création de réseaux de drainage séparatifs et de bassins de gestion des eaux de ruissellement afin de réduire les débordements et les surverses dans le fleuve.

Parallèlement, quatre interventions structurantes seront réalisées par la Ville grâce à la mise en place du programme d'aménagement du secteur Assomption (180 M$) : les réaménagements de la rue Hochelaga (secteur Viau à Dickson), de la rue Dickson ainsi que l'aménagement d'un belvédère et d' une partie de la gare de triage Longue-Pointe en bouclier vert reliant les boisés Vimont et Steinberg. Ces interventions permettront, entre autres, d'apaiser la circulation, de renforcer la sécurité des déplacements et d'assurer le maillage des réseaux de transport, d'aménager un réseau d'espaces publics et d'augmenter la canopée afin d'atténuer les îlots de chaleur dans le secteur.

Prolongement de la ligne bleue du métro – Accompagnement de la STM – 153,5 M$

Le démarrage de la phase de planification du prolongement de la ligne bleue du métro (PLBM) a été annoncé par le gouvernement du Québec en avril 2018. La STM agit à titre de maître d'ouvrage et de gestionnaire pour l'ensemble des activités qui mèneront à la mise en exploitation de ce nouveau tronçon de 5,8 km qui comptera cinq nouvelles stations.

Beaucoup plus qu'un projet de transport collectif, ce levier de redéveloppement urbain a un grand potentiel économique. Le PLBM figure d'ailleurs au premier rang de la dizaine d'actions inscrites à la Déclaration pour revitaliser l'Est de Montréal, par laquelle le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal se sont engagés, le 14 décembre 2018, à « consolider une vision commune, intégrée et innovante pour le développement de l'Est de Montréal et à entreprendre rapidement le grand chantier de revitalisation de l'Est dans un esprit de collaboration ».

La Ville saisit ainsi l'opportunité créée par ce chantier de la STM pour non seulement adapter le territoire à l'implantation des cinq nouvelles stations, mais aussi mettre en place des initiatives pour stimuler et encadrer le renouveau urbain et économique. Notamment, la Ville confirme son engagement à réaménager la rue Jean-Talon dans l'axe du PLBM pour améliorer la qualité du domaine public et les conditions de sécurité routière, en vue de favoriser les déplacements actifs grâce à l'ajout de pôles et de liens de mobilité vers les nouvelles stations. De plus, la Ville jouera un rôle majeur dans la gestion des répercussions pendant le chantier et devra procéder à l'entretien de chemins de détour pour assurer la qualité de vie des usagères et usagers ainsi que des riveraines et riverains.

Réaménagement de la rue Jean-Talon Est – 132,7 M$

Étant donné l'arrivée anticipée de plusieurs stations de métro en lien avec le prolongement de la ligne bleue, le secteur de la rue Jean-Talon Est connaîtra une transformation et une densification au cours des prochaines années. Ainsi, le projet de revitalisation et de redéveloppement de cette artère commerciale importante de l'arrondissement de Saint-Léonard, entre la 22e Avenue et le boulevard Langelier, permettra de revoir l'ensemble des composantes du domaine public : chaussées, trottoirs, éclairages, mobiliers et infrastructures urbaines. De plus, le projet prévoit l'ajout d'arbres, de saillies aux rues transversales ainsi que de jardins de pluie. L'intégration d'un lien cyclable structurant est également prévue.

Toutes ces interventions contribueront à l'atteinte du plein potentiel de cette artère commerciale dans un cadre où l'accessibilité, le verdissement, la sécurité de la population et la mobilité seront améliorés.

Sainte-Catherine Est – Village – 148,6 M$

Le réaménagement complet de la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Berri et l'avenue De Lorimier, vise à consolider le rôle de cette artère emblématique en tant que destination commerciale et culturelle, mais également identitaire du Village. Les interventions permettront notamment d'améliorer le confort et l'expérience des piétonnes et piétons ainsi que la sécurité routière, le tout dans une perspective d'inclusivité.

Aménagement du secteur Bridge-Bonaventure – 171,6 M$

L'aménagement du secteur Bridge-Bonaventure, localisé dans un emplacement exceptionnel, en bordure du fleuve et à la frontière du Vieux-Montréal, du Vieux-Port et du canal de Lachine, représente un défi complexe en raison de la présence de sols contaminés, de nombreuses voies ferrées et de l'autoroute Bonaventure. Cette principale porte d'entrée du centre-ville, à partir des ponts Samuel-de Champlain et Victoria, fera ainsi l'objet d'un réaménagement qui comprendra les rues Bridge et des Irlandais, et qui englobera notamment un espace public en hommage à la communauté irlandaise, un verdissement massif et une offre de mobilité durable diversifiée.

Complexe Turcot – 124,2 M$

Le projet de reconstruction de l'échangeur Turcot, réalisé par le ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD), a engendré une transformation majeure du secteur. L'ensemble des travaux du MTMD s'est terminé en 2022. La participation de la Ville comprend essentiellement la coordination des interfaces entre le réseau routier municipal et le réseau autoroutier, la protection et l'optimisation des actifs municipaux (conduites, collecteurs, etc.) ainsi que l'aménagement d'espaces publics. Outre la réalisation de plusieurs nouveaux éléments de voirie municipale, les investissements prévus comprennent des projets municipaux comme l'aménagement du pôle Gadbois (espaces de sports et de loisirs) et des abords de l'autoroute 15 (parc linéaire dans le secteur De La Vérendrye) ainsi que le réaménagement de la rue Notre-Dame Ouest (élargissement de la rue en boulevard urbain largement planté et comprenant une piste cyclable). L'ensemble du projet contribuera à améliorer la mobilité et favorisera une meilleure intégration urbaine du complexe Turcot en fonction du contexte montréalais.

Revitalisation du Quartier des gares – 110,8 M$
Le PPU du Quartier des gares vise la revitalisation de la partie sud-ouest du centre-ville. Les différentes phases du projet toucheront le secteur délimité par les boulevards René-Lévesque et Robert-Bourassa ainsi que par les rues Notre-Dame et Guy.

Alors que les travaux sont déjà terminés sur certaines portions, les interventions restantes prévues dans l'arrondissement de Ville-Marie permettront de procéder à plusieurs réaménagements de surface afin d'offrir un confort piétonnier accueillant et de grande qualité ainsi que d'aménager un axe du Réseau express vélo et un nouveau parc d'importance. Des travaux sur les infrastructures souterraines seront également requis dans ce projet.

Avenue des Pins – 99,2 M$
La réfection des infrastructures souterraines d'aqueduc et d'égouts de l'avenue des Pins a donné l'occasion de revoir les aménagements réservés aux piétonnes et piétons, aux cyclistes ainsi qu'aux usagères et usagers du transport en commun. En effet, le réaménagement complet de cette artère permettra d'élargir les trottoirs et d'implanter des voies cyclables protégées afin d'améliorer la sécurité, le confort et l'expérience. Les interventions prévues comprennent également la mise à niveau de l'éclairage et des feux de circulation ainsi que l'ajout de plantations et de mobilier urbain. Ce projet, qui se divise en deux phases, consolidera le rôle de l'avenue des Pins en tant que voie d'accès au mont Royal et contribuera notamment à la mise en valeur des musées qui la bordent. La première phase, qui s'est terminée en 2024, concernait la portion de l'avenue des Pins située entre la rue Saint-Denis et l'avenue du Parc. La deuxième touchera la portion entre l'avenue du Parc et la rue Peel.

Réaménagement de la partie nord de L'Île-des-Sœurs – 97,5 M$
Adopté en 2020 après avoir fait l'objet d'une consultation publique, le PPU du secteur nord de L'Île-des-Sœurs, noyau de commerces et de services, encadrera la mise en œuvre de ce projet de revitalisation urbaine. La Ville profitera de l'implantation d'une station du REM pour créer un milieu de vie et d'emploi par le réaménagement des rues du secteur, la bonification des réseaux de transports actifs et collectifs ainsi que l'aménagement d'espaces verts et de places publiques.

Reconstruction de l'échangeur Saint-Pierre – Accompagnement du MTMD – 74 M$
Construit en 1966 et arrivant à la fin de sa durée de vie utile, l'échangeur Saint-Pierre occupe un emplacement stratégique entre le centre-ville de Montréal, l'aéroport international Montréal-Trudeau, l'ouest de l'île et la Rive-Sud. Sa reconstruction s'inscrit dans la continuité du projet du complexe Turcot.

La Ville collabore étroitement avec le MTMD afin d'anticiper les interventions nécessaires, en tenant compte des besoins de déplacement des riveraines, riverains et de l'ensemble de la population. Au-delà des enjeux de mobilité, le projet vise à améliorer l'intégration de l'échangeur dans son environnement, tant sur le plan de la sécurité routière et de la mobilité durable que sur celui de l'aménagement urbain. Cela inclut la revalorisation des espaces libres environnants et la réduction des impacts environnementaux sur les milieux de vie avoisinants.

Dans le cadre de cette reconstruction complète et de la nouvelle configuration de l'échangeur, les investissements municipaux permettront donc de planifier et de réaliser les travaux d'arrimage au réseau routier ainsi que le réaménagement du domaine public, dans le but de maximiser les retombées positives pour les citoyennes et citoyens.

Lien de transport collectif et actif de l'Ouest – Accompagnement du REM – 60,5 M$

Afin d'offrir un lien vers la station Kirkland du REM ainsi que la traversée de l'autoroute 40 et du Grand parc de l'Ouest, la Ville souhaite réaliser un corridor destiné aux transports actif et collectif. Ainsi, des liens nord-sud et est-ouest comprenant une voie réservée de transport collectif et une voie adjacente de transport seront mis en place. De plus, une passerelle cyclopédestre constituée de l'ouvrage de franchissement de l'autoroute 40 passera sous le REM et sera directement accessible aux piétonnes et piétons.

Réseau express métropolitain – Accompagnement de la Caisse de dépôt et placement du Québec – 59,1 M$

Le projet de construction du REM, réalisé par la Caisse de dépôt et placement du Québec (plus précisément par sa filiale CDPQ Infra), reliera à terme la Rive-Sud, le centre-ville, l'aéroport international Montréal-Trudeau, l'ouest de l'île et Deux-Montagnes. Le REM est constitué d'un train électrique entièrement automatisé et suit un tracé de 67 km. Sur l'île de Montréal, le projet touche directement les arrondissements de Verdun, du Sud-Ouest, de Ville-Marie, d'Outremont, de Saint-Laurent, d'Ahuntsic-Cartierville, de Pierrefonds-Roxboro et de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, ainsi que plusieurs villes reconstituées, soit Mont-Royal, Dorval, Pointe-Claire, Kirkland, Dollard-Des Ormeaux et Sainte-Anne-de-Bellevue, sur un parcours de plus de 50 km.

L'intégration d'un train électrique reliant les pôles nord et sud de l'île de Montréal permettra d'augmenter la desserte en transports collectifs, ce qui sera bénéfique pour la population montréalaise. La Ville doit s'assurer que CDPQ Infra intègre les orientations municipales au projet du REM afin de respecter les besoins de la population. Les investissements de la Ville serviront à développer des aménagements dédiés au transport actif, à sécuriser les intersections et les déplacements ainsi qu'à intégrer des infrastructures vertes.

Ce projet permettra de transformer une zone de friche en piste multifonctionnelle rejoignant le réseau de transport collectif du REM.

Réaménagement de la voie Camillien-Houde et du chemin Remembrance – 58,1 M$

Seules artères à traverser le parc du Mont-Royal, la voie Camillien-Houde et le chemin Remembrance feront l'objet d'un réaménagement complet afin d'être plus sécuritaires et plus agréables, notamment pour les déplacements à pied et à vélo, permettant ainsi l'accès au sommet de la montagne à tous les usagers, peu importe leur mode de transport. De plus, ce projet permettra d'augmenter le verdissement, de reconnecter les secteurs de biodiversité et de compléter le chemin de ceinture du mont Royal, près de l'intersection de la voie Camillien-Houde et du boulevard du Mont-Royal.

Réaménagement de la rue Peel – 54,2 M$

Un réaménagement complet de la rue Peel, l'artère reliant le canal de Lachine au mont Royal, permettra un élargissement des trottoirs et l'implantation d'un axe du REV. De plus, ces travaux donneront l'occasion d'ajouter du verdissement, d'ajuster l'éclairage ainsi que de procéder à la réfection des infrastructures souterraines. Les sections entre la rue Sherbrooke et l'avenue des Pins ainsi qu'entre la rue Smith et le boulevard René-Lévesque sont terminées. La planification inscrite à ce PDI concerne uniquement la section entre le boulevard René-Lévesque et la rue Sherbrooke.

Réaménagements aux abords du CUSM – 50,2 M$

Afin de faciliter la mobilité, d'améliorer la sécurité des déplacements et de soutenir le développement autour du Centre universitaire de santé McGill (CUSM), dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, la Ville réaménagera l'intersection du chemin Upper Lachine et des boulevards De Maisonneuve et Décarie ainsi que certains tronçons du boulevard De Maisonneuve et de l'avenue Girouard. En plus d'offrir des milieux de vie sécuritaires et confortables, ces interventions contribueront à diversifier l'offre de transport en fournissant différentes options de mobilité durable intégrées, abordables et accessibles.

Réaménagement urbain en vue de la mise en fonction du SRB sur le boulevard Pie-IX – 38,1 M$

L'implantation du système rapide par bus (SRB) est un projet codirigé par l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal, qui combinent leurs efforts pour doter le boulevard Pie-IX d'un visage plus urbain et plus convivial pour les piétonnes et piétons, la population riveraine ainsi que les usagères et usagers du transport collectif. Dans chaque direction, les autobus articulés du SRB circuleront sur des voies réservées au transport collectif. À Montréal, l'essentiel du SRB sera déployé au centre du boulevard Pie-IX. Ce projet intégré de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX vise notamment la réfection des infrastructures municipales, à savoir la voirie et les réseaux souterrains, ainsi que la bonification de l'aménagement du domaine public grâce au verdissement, à l'élargissement des trottoirs et à l'installation de mobilier urbain. La mise en service d'un premier tronçon, entre le boulevard Saint-Martin à Laval et l'avenue Pierre-De Coubertin, à Montréal, est terminée, alors que les travaux du tronçon suivant, qui s'étendra jusqu'à la rue Notre-Dame, sont prévus jusqu'en 2027.

Reconstruction du pont de l'Île-aux-Tourtes – Accompagnement du MTMD – 10,5 M$

En plus de jouer un rôle crucial dans le commerce avec l'Ontario et les États-Unis, le pont de l'Île-aux-Tourtes agit comme une voie d'entrée névralgique de l'île de Montréal. La construction d'un nouveau pont au nord de la structure actuelle, annoncée par le MTMD, permettra de maintenir la mobilité des personnes et des marchandises et favorisera les déplacements en transports collectifs et actifs. La Ville profitera de l'occasion pour s'assurer de la connectivité du futur pont vers la station Anse-à-l'Orme du REM à Sainte-Anne-de-Bellevue, notamment par le maillage des réseaux cyclables.

Mise à niveau de l'éclairage des rues – 7 M$

Ce projet consiste à effectuer la conversion de l'éclairage des 132 000 lampadaires sur toutes les rues (artérielles et locales) de la ville, en remplaçant la source lumineuse actuelle, au sodium haute pression (SHP), par une source lumineuse aux diodes électroluminescentes (DEL). La solution privilégiée par la Ville est un éclairage blanc chaud.

La réalisation de ce projet vise à offrir un éclairage plus efficace la nuit en donnant lieu à une réduction de consommation d'électricité de plus de 60 %. Le projet procure aussi la capacité d'agir de façon proactive tout en offrant un service amélioré grâce à l'implantation d'un système intelligent d'éclairage.

**Autres projets structurants – Accompagnement de la Ville de Montréal**

Plusieurs projets majeurs en matière de mobilité, sous la responsabilité des partenaires gouvernementaux de la Ville de Montréal, verront progressivement le jour au cours des prochaines années. Ces initiatives bénéficieront à l'ensemble de l'agglomération montréalaise et, pour plusieurs d'entre elles, à l'ensemble des utilisatrices et utilisateurs des réseaux de transport de la grande région métropolitaine.

En accompagnant toutes les parties prenantes, la Ville joue un rôle clé dans l'élaboration, la planification et l'intégration de ces projets afin qu'ils répondent adéquatement aux besoins actuels et futurs de la population, dans une perspective de développement durable et de cohésion régionale. Cette vision se reflète notamment dans le Plan de mobilité urbaine (PUM), qui propose un réseau de transport collectif structurant, étendu et performant, contribuant à l'atteinte des cibles métropolitaines et gouvernementales en matière de mobilité et d'environnement.

**Projets en cours de réalisation**

Certains projets sont déjà en phase de planification ou d'exécution :

- Phase de planification : prolongement de l'axe Souligny ; Reconstruction Échangeur St-Pierre.
- Phase d'exécution : prolongement de la ligne bleue du métro (STM) ; transformation de l'autoroute Bonaventure — phase 2 (PJCCI) ; réfection du tunnel L.-H.-Lafontaine et des tunnels Ville-Marie & Viger (MTMD) ; finalisation du REM (CDPQI) et du SRB Pie-IX (ARTM).

La participation financière projetée de la Ville pour ces projets, qu'ils soient en planification ou en exécution, est inscrite au besoin dans le **PDI 2026-2035**.

**Projets en phase d'élaboration**

Pour les projets en cours d'élaboration, la portée des interventions et les besoins financiers ne sont pas entièrement connus et ne sont donc pas tous inscrits dans le PDI actuel.

**Exemples de projets majeurs :**

- **Train à grande vitesse (TGV) Québec–Toronto**
  Plus de 1 000 km de voies électrifiées, vitesse pouvant atteindre 300 km/h. Ce projet devrait faire passer la demande annuelle de transport ferroviaire interurbain de 3 millions de déplacements en 2024 à 24 millions en 2055. La Ville demande que le TGV relie directement le centre-ville et assure une connexion efficace avec l'aéroport Montréal-Trudeau. Le premier tronçon Ottawa–Montréal devrait débuter au plus tard en 2030, conformément à la volonté du gouvernement fédéral de réduire le délai de planification de huit à quatre ans.

- **Projet structurant de l'Est (PSE)**
  Mandat confié à Mobilité Infra Québec (MIQ) en mars 2025 pour analyser et planifier un mode de transport collectif structurant vers l'est et le nord-est. La Ville accompagne MIQ dans les études, notamment pour l'intégration architecturale et le réaménagement des infrastructures municipales.

- **Prolongement de la ligne orange**
  Entre Côte-Vertu et Laval, via la station Bois-Franc du REM. Études en cours par l'ARTM pour déterminer la meilleure solution afin de réduire la congestion et assurer la redondance des réseaux.

- **Projet du Grand Sud-Ouest (GSO)**
  Bien que retirées du PQI 2025-2035, les études démontrent la nécessité d'un mode structurant pour ce secteur en forte croissance. La Ville poursuivra sa collaboration pour réinscrire ce projet.

- **Revitalisation de la rue Notre-Dame Est**
  Projet prioritaire pour améliorer la mobilité et revitaliser l'Est de Montréal. Travaux prévus en collaboration avec le MTMD pour la réfection des infrastructures, l'aménagement du domaine public, le verdissement et l'intégration des modes actifs et collectifs. La Ville souhaite retisser les liens avec les arrondissements de l'est et la Ville de Montréal-Est au moyen de connexions entre les différents systèmes de transport collectif (SRB Pie-IX, métro, train de l'Est). Conformément au cadre de collaboration signé en 2021 entre la Ville et le MTMD, un corridor de mobilité durable sera créé de la rue Atateken jusqu'à la pointe est de l'île. La Ville propose également de réactiver le bureau de projet conjoint MTMD/Ville pour assurer la coordination et la réussite de ce chantier.

Cette approche intégrée vise à renforcer la mobilité durable, améliorer la qualité de vie et soutenir le développement économique et social de Montréal et de sa région métropolitaine.

## Parcs et espaces verts

Le Plan nature et sports est le résultat d'une réflexion concertée sur les améliorations et les transformations souhaitées, notamment dans le réseau des grands parcs de la ville. Il propose des actions concrètes afin de protéger la biodiversité et le patrimoine naturel, et pour favoriser l'adoption par les usagères et les usagers d'un mode de vie sain et actif. Ce plan place la nature au cœur de la ville pour améliorer la qualité de vie de la population et contribuer à la lutte contre les changements climatiques. De plus, les actions prises contribueront significativement à l'embellissement et à l'attractivité de la métropole.

### Principaux programmes

Réseau des grands parcs – 445,6 M$

L'érosion accélérée des berges menace actuellement l'intégrité de plusieurs grands parcs de la ville de Montréal qui se situent en bordure du fleuve Saint-Laurent, de la rivière des Prairies et du lac des Deux Montagnes. Près de 10 km de berges seront réhabilités afin de les stabiliser et les sécuriser tout en améliorant et diversifiant les accès aux cours d'eau. Les interventions prévues permettront d'améliorer la résilience de Montréal et contribueront concrètement à la lutte contre les changements climatiques. Pour réaliser ces interventions, un montant de 128,4 M$ sera alloué au programme de réhabilitation des berges par des approches de génie végétal.

Afin d'en assurer la conservation ainsi que la mise en valeur, le programme de réhabilitation des parcs-nature permet de financer des travaux de mise aux normes, de réfection et de sécurisation des équipements. Des investissements de 46 M$ seront réservés à ce programme et serviront également au maintien d'actifs ainsi qu'à la réhabilitation des installations extérieures. Poursuivant ces mêmes orientations, un deuxième programme sera consacré plus spécifiquement à l'aménagement et à la réhabilitation des espaces riverains, notamment pour assurer une plus grande résilience tout en offrant aux Montréalaises et aux Montréalais des points d'accès aux rives grâce à la création de lieux de contact avec l'eau. Un montant de 52,8 M$ sera alloué à ce programme.

Le parc Jarry, composé de vastes espaces libres et de plateaux sportifs, nécessite des travaux pour mettre à niveau certains équipements. Les travaux à venir incluent notamment la création d'un pôle aquatique regroupant les activités de la pataugeoire et de la piscine ainsi que l'aménagement du terrain de hockey sur patins et le réaménagement de l'aire d'exercice canin. L'aménagement de jeux d'eau viendra compléter la réfection de l'aire de jeux. De plus, en concordance avec le Plan directeur, il est prévu de réaménager certains secteurs et d'améliorer des accès. Des investissements de 71 M$ sont inscrits dans le programme de réhabilitation du parc Jarry.

Le parc La Fontaine constitue un élément caractéristique prédominant de la vitalité montréalaise. Il reçoit chaque année des centaines de milliers de visiteuses et visiteurs. Une somme de 58,3 M$ est prévue dans ce PDI pour le programme de réhabilitation du parc La Fontaine. Les projets prévus comprennent, entre autres, la réfection et l'aménagement d'équipements multisports, le réaménagement des pataugeoires, la réfection du pavillon des baigneuses et baigneurs ainsi que la réhabilitation de la fontaine lumineuse et des bassins.

Faisant figure du plus grand parc de l'arrondissement du Sud-Ouest, le parc Angrignon bénéficiera d'un montant de 49,7 M$ dans le cadre de son programme de réhabilitation. Les travaux prévus permettront notamment de procéder à la réfection d'ouvrages de gestion des eaux pluviales ainsi qu'à la réhabilitation des cascades, des ponceaux et des passerelles.

Par ailleurs, le programme de réhabilitation du parc Maisonneuve prévoit 39,4 M$ afin de procéder à des travaux de mise en valeur, de maintien d'actifs et d'amélioration des services d'accueil, notamment le réaménagement du secteur du chalet, la réfection de sentiers ainsi que le développement d'infrastructures de gestion écologique des eaux pluviales.

Acquisition de milieux naturels et de terrains en zones inondables – 271,8 M$

Après s'être dotée, en 2004, de la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels, qui a permis de doubler la superficie d'espaces naturels préservés, la Ville s'est donné l'objectif de protéger 10 % de ses milieux naturels terrestres. Des investissements de 198,8 M$ sont prévus dans le programme d'acquisition de milieux naturels afin de préserver les boisés, les mosaïques d'habitats ainsi que les milieux humides et hydriques. En plus d'assurer la pérennité des écosystèmes pour les générations futures, la protection des milieux naturels permet à la population montréalaise de bénéficier de nouveaux lieux de contact avec la nature, tout en contribuant au pouvoir d'attraction de la ville. En outre, le réseau entre les différents noyaux de biodiversité est déterminant afin d'accroître la résilience de la ville face aux changements climatiques.

Le nouveau programme d'acquisition de terrains en zones inondables, d'une valeur de 73 M$, viendra également compléter les efforts de la Ville dans la mise en œuvre de mesures d'adaptation face à l'intensification et la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes. Les terrains acquis pourront être transformés en milieux naturels afin de renforcer la résilience des espaces urbains en réponse aux aléas climatiques. Ainsi, ces solutions durables basées sur la nature protégeront mieux les milieux de vie en réduisant, notamment, l'exposition de la population montréalaise aux risques d'inondation.

Plan de la forêt urbaine – 253,9 M$
La Ville de Montréal a pris l'engagement d'augmenter l'indice de canopée sur son territoire. Pour ce faire, et en concordance avec le Plan climat 2020-2030, elle propose la plantation de 500 000 arbres d'ici 2030. La forêt urbaine est une puissante infrastructure verte, capable d'assainir l'air, de contrer le phénomène des îlots de chaleur et de favoriser la biodiversité, tout en contribuant à une saine gestion des eaux pluviales.

Par ailleurs, la lutte contre l'agrile du frêne se poursuit, sur les domaines public et privé, avec les campagnes de traitement qui permettent de maintenir environ 31 000 frênes et 225 ormes dans les rues et les parterres aménagés et qui toucheront également les milieux boisés. Aussi, la valorisation du bois abattu et la lutte aux espèces envahissantes s'ajoutent à la stratégie de la Ville.

Réaménagement du parc du Mont-Royal et réhabilitation du parc Jeanne-Mance – 119,1 M$
Le mont Royal constitue un autre élément non seulement caractéristique, mais également identitaire et prédominant de Montréal, qui comporte des qualités écologiques, culturelles, paysagères et patrimoniales exceptionnelles. Le programme de réaménagement du parc du Mont-Royal se poursuit avec un investissement de 96,5 M$. Ce montant permettra d'assurer la protection et la mise en valeur du parc. De plus, cet investissement servira à rendre la montagne toujours plus accessible, sécuritaire et accueillante pour les nombreuses personnes qui en profitent chaque année.

En tant qu'importante porte d'entrée du parc du Mont-Royal, le parc Jeanne-Mance bénéficiera d'un montant de 22,6 M$ pour son programme de réhabilitation, qui prévoit notamment la réfection du chalet du parc, la mise aux normes de la pataugeoire ainsi que le réaménagement des terrains de volleyball et de l'aire d'exercice canin.

Parc Jean-Drapeau – 96,2 M$
Le parc Jean-Drapeau fait partie du réseau des grands parcs et est désigné comme un équipement d'intérêt collectif pour l'agglomération de Montréal. De ce fait, un programme d'envergure de maintien d'actif y est prévu. Bien que de nombreuses interventions aient été réalisées au cours des dernières années, plusieurs installations et infrastructures témoignent d'un déficit d'entretien important. Ainsi, le programme de protection de l'actif immobilisé, évalué à 92,3 M$, servira notamment à la sécurisation, à la mise aux normes et à la mise à niveau des bâtiments, des équipements, des aménagements et des réseaux électriques du parc Jean-Drapeau ainsi qu'à l'entretien du circuit Gilles-Villeneuve. Parmi les projets en cours et à venir figurent le fort de l'île Sainte-Hélène, de même que les pavillons 76 et de la Tunisie ainsi que la cours de voirie.

La Société du parc Jean-Drapeau investira également une somme de 3,9 M$ pour soutenir son plan maître forestier, qui vise à revitaliser la canopée des îles et à lutter contre l'agrile du frêne.

Réseau des corridors verts – 47,5 M$
Afin d'offrir aux Montréalaises et Montréalais un contact avec la nature au quotidien, la Ville prévoit mettre en place un réseau de corridors verts qui permettra de transformer les habitudes dans les déplacements quotidiens, en favorisant la mobilité récréative, et d'assurer l'expansion de la biodiversité. Ce réseau reliera notamment les parcs, espaces verts et les espaces publics montréalais, favorisant des parcours verdoyants à travers la Ville. Sa mise en œuvre sera élaborée en étroite collaboration avec les arrondissements concernés ainsi que les villes reconstituées, afin d'assurer la cohérence et l'harmonisation des interventions.

Six corridors verts ont été identifiés et sont répartis sur l'ensemble du territoire. La réalisation en priorité des corridors verts de l'Est et Saraguay-Angrignon permettra d'amorcer la concrétisation de ce réseau.

Réfection et verdissement des parcs locaux – 39,4 M$
Sur l'ensemble du territoire montréalais, la Ville détient près de 1 300 parcs locaux, dont la gestion et le développement sont sous la responsabilité des arrondissements. Soucieuse d'améliorer la qualité de ses espaces verts, la Ville a mis en place un programme de soutien aux 19 arrondissements pour la rénovation, la mise aux normes et le remplacement des différents équipements des parcs locaux. Le montant consacré à ce programme permettra d'offrir des sites conviviaux et accessibles favorisant les activités de plein air, et, par conséquent, d'améliorer la qualité de l'offre à la population.

Digues – 22 M$
Le programme des digues a pour objectif de protéger les personnes et les biens contre des périodes de crues importantes en veillant au maintien, à la réhabilitation et au développement de digues sur le territoire de la ville de Montréal. Un plan d'intervention permettra de prioriser et de définir les besoins, en collaboration avec la Sécurité civile et les arrondissements concernés.

Pour leur part, les arrondissements mettront en œuvre différents projets et programmes relatifs aux parcs et aux espaces verts, pour un montant de 376,1 M$ pour la période 2026-2035.

**Principaux projets**

Parc Jean-Drapeau – 415,6 M$
Afin d'offrir de nouvelles options de mobilité pour l'accueil des usagères et usagers des îles et d'éliminer la circulation de transit, des pôles de mobilité seront créés, entre autres : le pôle mobilité métro, le pôle mobilité Jacques-Cartier, la piétonnisation du pont du Cosmos, ainsi qu'une promenade fluviale.

Le secteur autour du mont Boullé fera également l'objet de travaux visant à préserver, à réhabiliter et à mettre en valeur ses éléments construits et paysagers à forte valeur patrimoniale afin de conserver l'intégrité écologique de sa forêt. Les interventions prévues permettront notamment l'aménagement de la surface de la plaine des jeux pour accueillir des activités libres et le réaménagement du chemin du Tour-de-l'Isle pour les transports collectifs et actifs. De plus, la tour de Lévis, les étangs ainsi que la Grande Poudrière seront restaurés.

Le projet de réaménagement de la place des Nations et du secteur sud de l'île Sainte-Hélène servira à valoriser cet élément symbolique clé de l'histoire du Canada, du Québec et de Montréal en le redonnant à la population, comme le prévoyait sa vocation initiale. Ce projet inclut notamment la réfection complète et la mise aux normes des bâtiments, la sécurisation des installations et des aménagements extérieurs de même que le développement d'infrastructures vertes et bleues.

Plusieurs projets, dont l'aménagement des berges, concourront à renforcer le positionnement du parc Jean-Drapeau en tant que grand parc urbain public, accessible, diversifié et vert. Ces projets, concrétisant le déploiement du plan directeur, permettront notamment d'assurer la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain des lieux.

Ancré dans l'esprit de l'Expo 67 et des magnifiques jardins hérités des Floralies internationales, le secteur des jardins des canaux offre des parcours avec des paysages remarquables, accompagnés de vues imprenables sur plusieurs pavillons emblématiques. Le projet des Jardins des canaux permettra notamment d'entamer la réfection ainsi que la mise aux normes du pavillon du Canada (incluant le théâtre

des îles et la Toundra 2) qui sera connecté au théâtre des Lilas grâce à des aménagements paysagers. L'aménagement d'une grande place publique intégrant des installations événementielles contribuera également à ce projet qui favorisera la réhabilitation et le prolongement du réseau des canaux comme écosystème pouvant servir d'habitat à la faune et à la flore.

Par ailleurs, la Société du parc Jean-Drapeau procédera à la réfection des bâtiments de services du secteur de la plage Jean-Doré, notamment la rénovation du chalet et du pavillon des activités nautiques, pour améliorer l'offre de services.

Afin de maintenir des infrastructures de qualité et accessibles, le complexe aquatique du parc Jean-Drapeau sera rénové et ses installations, tant sportives que récréatives, seront mises aux normes. Les interventions donneront lieu à la mise en place de mesures d'efficacité énergétique, à la réalisation d'une transition vers des énergies renouvelables et au choix de matériaux responsables.

Icône du parc Jean-Drapeau, le pavillon Hélène-de-Champlain sera restauré et rénové au cours des prochaines années afin de révéler toute sa splendeur originelle, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Les travaux prévus comprennent la mise aux normes et des aménagements intérieurs pour permettre une activation à court terme du site, la rénovation de l'enveloppe, le remplacement des fenêtres, ainsi que la révision des installations électromécaniques. Des aménagements paysagers et la réfection de la Roseraie viendront compléter ces interventions. En redonnant l'accès à ce site patrimonial emblématique, la Ville souhaite contribuer à accroître l'attractivité, la vitalité culturelle et le rayonnement de la métropole.

Parc Frédéric-Back – Aménagement des blocs 2, 3 et 4 – 112,7 M$

D'une superficie prévue de 153 hectares à terme, le parc Frédéric-Back est un parc métropolitain qui fait partie du réseau des grands parcs de Montréal. Dans le cadre de ce PDI, les investissements seront consacrés à l'aménagement de plusieurs sections du parc, dont le boisé ouest qui verra naître une nouvelle forêt afin de les rendre accessibles au public. D'ailleurs, la population du grand Montréal commence déjà à s'approprier progressivement les lieux à mesure que de nouveaux secteurs deviennent accessibles. La transformation de ce parc représente le plus vaste projet de réhabilitation environnementale jamais entrepris en milieu urbain nord-américain. En pénétrant au cœur d'un espace qui leur était jusqu'alors interdit, les citoyennes et citoyens bénéficieront d'une offre d'activités éducatives, culturelles, environnementales, sportives et de loisir.

Développement et aménagement du Grand parc de l'Ouest – 70,6 M$

En multipliant ses efforts pour offrir des milieux de vie résilients et durables, la Ville de Montréal souhaite développer des infrastructures naturelles pour assurer la pérennité de l'environnement. La création du Grand parc de l'Ouest, qui permet de rendre Montréal plus résiliente face aux catastrophes naturelles dues aux changements climatiques, démontre à nouveau la volonté municipale de protéger les milieux naturels. Ce parc, le plus grand parc urbain municipal au Canada, permet de protéger et de connecter les espaces verts de l'ouest de l'île de Montréal. Représentant un fort potentiel récréotouristique, il offre également un espace unique pour des activités de plein air, un lien privilégié avec la nature ainsi que l'occasion de créer un pôle agricole. Un grand sentier qui permettra de traverser ce parc d'envergure sera aussi aménagé.

Aménagement du parc-nature de l'écoterritoire de la falaise – 62,8 M$

La Ville de Montréal créera un tout nouveau parc-nature en plein cœur de la métropole, dans l'espace libéré par la reconstruction de l'échangeur Turcot (ancienne gare de triage) et dans la falaise Saint-Jacques. Situé dans l'écoterritoire de la falaise Saint-Jacques, ce grand parc transformera un milieu

minéralisé et inaccessible à la population en grand espace vert public. Cet espace de près de 60 hectares constitue une rare occasion de bonifier la présence des milieux naturels en pleine ville.
Ce parc permettra de se reconnecter avec la nature dans un lieu propice à la découverte, à la détente et à la pratique d'activités de loisir. Les arrondissements limitrophes bénéficieront d'un lien nord-sud qui répondra plus efficacement aux besoins grandissants du secteur en mobilité active, notamment en se connectant à la piste cyclable du canal de Lachine ainsi qu'à celle du boulevard De Maisonneuve. Ce nouveau parc-nature s'inscrit dans la mise en place du Réseau des corridors verts et constitue un projet exemplaire en matière de verdissement et d'adaptation aux changements climatiques.

### Équipements sportifs et terrains de jeux

Conformément à cet autre volet important du Plan nature et sports, la Ville souhaite offrir une plus grande variété d'activités sportives et de plein air toute l'année grâce au réseau d'installations sportives municipales.

Le réseau des équipements aquatiques montréalais bénéficie du Programme aquatique de Montréal (PAM) – volet « mise aux normes », qui a pour but de soutenir financièrement les arrondissements dans la réalisation de leurs projets de mise aux normes et d'amélioration fonctionnelle de leurs équipements aquatiques existants. L'objectif est de maintenir les équipements aquatiques municipaux en bon état et de les rendre plus attrayants afin d'assurer une offre de services de qualité. Un montant de 171,9 M$ est prévu à cet effet dans ce PDI.

En adéquation avec le PAM, plusieurs autres projets visent à soutenir financièrement les arrondissements dans la réalisation de leurs projets de construction de nouveaux équipements aquatiques intérieurs multifonctionnels. Le PDI 2026-2035 prévoit un montant de 213,7 M$ pour la réalisation de nouvelles installations dans les zones sous-dotées. Le complexe aquatique et récréatif de Pierrefonds-Roxboro est en cours de réalisation, alors que les projets à venir seront ceux des centres aquatiques et sportifs de Lachine et de Verdun.

Par ailleurs, un investissement de 356,4 M$ est prévu pour trois projets de développement d'installations sportives :

- Le complexe récréatif Gadbois (CRG) : considéré comme le troisième plus grand centre sportif de la Ville de Montréal et à vocation supralocale, le CRG sera rénové et modernisé afin d'offrir, à terme, des installations sécuritaires et de répondre adéquatement aux besoins de ses clientèles récréatives, sportives et de compétition. Le CRG est situé dans le secteur de l'échangeur Turcot, qui est en pleine transformation, et ce projet permettra notamment d'assurer une cohérence avec le réaménagement du pôle Gadbois en y créant un milieu adéquatement équipé, stimulant et attrayant pour la pratique sportive;
- Le complexe aquatique et sportif de Montréal-Nord : dédié aux activités aquatiques et sportives pour tous les âges, ce nouveau complexe offrira à la population des espaces de qualité pour bouger, se divertir et rester en santé.
- Le centre sportif de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce : ce nouveau centre permettra aux citoyennes et citoyens de bénéficier d'un espace moderne et accessible pour pratiquer des activités sportives, qu'elles soient organisées ou libres. Il répondra aux besoins de la population en proposant une infrastructure collective de qualité, favorisant la santé et le bien-être.

La Ville de Montréal compte également investir 102,8 M$ dans le Programme des installations sportives extérieures, adopté en mars 2019 et reconduit jusqu'en 2026, afin de résorber le déficit d'entretien qui

limite actuellement l'utilisation des installations extérieures. L'objectif du Programme, en soutenant financièrement les arrondissements dans la réalisation de leurs projets, est de mettre à niveau les installations sportives existantes et d'offrir des installations de qualité, sécuritaires et pérennes. Grâce à cette mise à niveau, le Programme permettra de favoriser la pratique sportive et de maintenir le statut de Montréal comme ville sportive par excellence.

Afin d'offrir à la population montréalaise des installations sportives conformes aux lois en vigueur, des investissements de 25,5 M$ sont prévus pour la mise aux normes des arénas municipaux, en soutien aux arrondissements. L'objectif principal de ce programme est de remplacer les systèmes de réfrigération au fréon tout en mettant en place des mesures d'économie d'énergie et d'accessibilité universelle.

En soutien aux arrondissements, la Ville investira 17,8 M$ dans son programme des équipements supralocaux, en lien avec l'accueil d'événements sportifs (ou l'urgence des travaux à réaliser), dont l'usage et le rayonnement dépassent largement l'arrondissement dans lequel ils sont situés, et ce, au bénéfice de l'ensemble des Montréalaises et Montréalais. Parmi les projets soutenus par ce programme, mentionnons l'aménagement d'un terrain de soccer muni d'une structure gonflable permanente au parc Hébert dans l'arrondissement de Saint-Léonard.

## Aménagement urbain et des espaces publics

Réalisation de projets en itinérance, développement du logement social et abordable – 605,7 M$

La réalisation de projets en itinérance ainsi que le développement du logement social et abordable sont une des priorités de l'administration municipale.

Conséquemment, un montant de 578,7 M$ est prévu pour les programmes d'acquisition d'immeubles afin de permettre l'augmentation de la réserve foncière d'immeubles devant servir à réaliser des projets en itinérance (dont 100 M$ y seront consacrés) ainsi que des logements sociaux et abordables. Une portion de ces immeubles (323,8 M$, soit 56 %) sera revendue, par la suite, pour la concrétisation de projets, alors que la portion restante (254,9 M$, soit 44 %) sera conservée par la Ville pour la réalisation de projets spécifiques.

De plus, un montant de 27 M$ s'ajoute afin de financer des travaux d'infrastructures et d'aménagement du domaine public nécessaires à la réalisation de projets de logements sociaux.

Programme particulier d'urbanisme des Faubourgs et requalification de l'autoroute Ville-Marie – 480,5 M$

Le secteur des Faubourgs, couvrant un territoire de près de 243 hectares à l'est du centre-ville avec les sites de l'ancienne Maison de Radio-Canada, des Portes Sainte-Marie et de l'ancienne brasserie Molson-Coors, fait l'objet d'une démarche de planification urbaine d'envergure. Résultat d'une importante consultation publique, le PPU des Faubourgs a été adopté en juin 2021. Ce nouveau quartier, à échelle humaine, aura la capacité d'accueillir près de 10 000 logements et offrira un potentiel d'environ 5 000 emplois. Il bénéficiera notamment de l'aménagement d'une trame de rue, de nouveaux parcs ainsi que d'une promenade riveraine.

De plus, le projet de requalification du boulevard Ville-Marie, visant à transformer une partie de l'autoroute en boulevard urbain, soutient l'orientation principale du PPU des Faubourgs en offrant l'opportunité de décloisonner le secteur. En effet, cette recomposition de la trame urbaine permettra de revoir les enjeux de mobilité et de développer les terrains adjacents qui seront libérés.

Quartier Namur-Hippodrome – Cavendish – 301 M$

Le quartier Namur-Hippodrome (QNH), situé aux abords du site de l'ancien hippodrome et de la station de métro Namur, couvre près de 95 hectares et représente une occasion unique de créer un milieu de vie complet. Le secteur est toutefois fragmenté par des infrastructures ferroviaires et autoroutières, ce qui pose des défis de mobilité et de désenclavement. Un plan directeur d'aménagement et de développement (PDAD) guidera cette transformation. Le projet prévoit jusqu'à 20 000 nouveaux logements, dont 10 000 sociaux et abordables sur le site municipal de l'hippodrome. La planification du projet s'inscrit également dans un contexte de projets urbains majeurs et de l'arrivée d'un transport collectif structurant sur l'axe Jean-Talon. Les interventions municipales prévues incluent la création d'un réseau de transport actif, collectif et véhiculaire, l'aménagement d'espaces verts, la construction d'équipements publics et la mise en place d'infrastructures souterraines. En 2026, les priorités seront axées sur la définition des solutions de désenclavement, l'étude du lien Cavendish-Cavendish, la planification des infrastructures de la première phase des travaux et le lancement des projets immobiliers prioritaires.

Programme particulier d'urbanisme du secteur de Griffintown – 198 M$

Le secteur de Griffintown continue sa revitalisation urbaine, passant d'une ancienne zone industrielle à un nouveau quartier doté d'un milieu de vie innovant et d'une grande diversité d'usages, y compris des activités résidentielles et commerciales. Griffintown est devenu un quartier en plein essor grâce au projet de transformation de l'autoroute Bonaventure en boulevard urbain, au développement immobilier assuré par le secteur privé et à la consolidation du rôle, dans le quartier, de l'École de technologie supérieure de Montréal.

Afin de soutenir ces efforts, la Ville investira dans l'aménagement du domaine public, qui comprend le réaménagement de diverses rues et la création de parcs. À terme, 5,3 hectares de parcs et espaces publics seront aménagés, et 10 km de rues seront réaménagés en privilégiant une circulation douce. Par ailleurs, la construction de plus de 18 000 logements est prévue, incluant plus de 1 000 logements sociaux et communautaires. La qualité des interventions publiques pour ce nouveau quartier animé sera à même de favoriser tant la mobilité durable que l'augmentation de la canopée.

Le MIL Montréal – 143,8 M$

La Ville de Montréal poursuit la réalisation du MIL Montréal, un quartier universitaire et résidentiel qui se construit sur une superficie totale de 118 hectares, au nord de l'arrondissement d'Outremont et ses abords, notamment dans les quartiers de Parc-Extension et Rosemont. Ce projet vise, à terme, à créer un quartier universitaire exemplaire, à dynamiser les secteurs d'emplois et à bonifier la qualité de vie de la population résidente. Il permettra la création de plus de 1 500 logements (dont des logements sociocommunautaires et abordables) sur le site et à ses abords. Les investissements prévus seront notamment consacrés aux travaux d'infrastructures et d'aménagement du domaine public, notamment pour le parc Irma-Levasseur et le pôle civique autour de la future école primaire qu'accueillera ce secteur, l'aménagement de près de 5 hectares de parcs et d'espaces publics, la création de 6 nouveaux liens entre les quartiers ainsi que l'aménagement ou le réaménagement de près de 10 km de rues.

Lachine-Est – 106,8 M$

Représentant un vaste territoire d'environ 70 hectares, le secteur de Lachine-Est est destiné à être transformé en un écoquartier mixte s'appuyant sur la riche histoire du secteur. Il est essentiel de préparer la transformation de l'ensemble de ce territoire en y effectuant les aménagements nécessaires à la création d'un milieu de vie attrayant. Les investissements prévus dans ce PDI rendront possibles l'implantation d'infrastructures souterraines et routières ainsi que l'aménagement de parcs. La requalification de ce secteur vise à privilégier le développement résidentiel et commercial, tout en mettant en valeur le patrimoine industriel qui est au cœur de l'histoire de l'arrondissement de Lachine.

Site Louvain-Est – 65,1 M$

En libérant le site municipal Louvain-Est, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, la Ville désire mettre en valeur un projet d'écoquartier avec une capacité d'accueil pouvant aller jusqu'à 1 000 logements hors marché, dont au moins la moitié de logements sociaux et communautaires. Ce nouveau milieu de vie inclura des parcs pour les enfants, des espaces naturalisés et des équipements collectifs (une école primaire, par exemple).

Programme d'aménagement urbain inclusif – 56,5 M$

Grâce à son Programme d'aménagement urbain inclusif (PAUI), la Ville de Montréal est fermement déterminée non seulement à ne laisser personne derrière, mais aussi à renforcer la solidarité et la résilience au sein de la communauté. Elle s'engage donc à réduire les iniquités territoriales et les écarts au sein de la population montréalaise de même qu'à mettre en place des mesures concrètes pour protéger et respecter les droits de la personne ainsi que pour lutter contre toutes formes de racisme et de discrimination systémique.

Pour y arriver, le PAUI a pour objectif que les infrastructures construites soient adaptées aux différents besoins des enfants, des personnes aînées et des personnes ayant une limitation fonctionnelle, en y intégrant l'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+) ainsi que les exigences en accessibilité universelle à toutes les étapes des projets.

Acquisitions stratégiques dans les secteurs de planification – 55,5 M$

La Ville de Montréal compte investir pour l'acquisition stratégique de terrains ou d'immeubles dans des secteurs prioritaires, afin de favoriser la réalisation de projets de développement immobilier et d'assurer la réalisation des interventions municipales d'aménagement qui sont requises pour soutenir des projets urbains à venir.

Secteurs stratégiques d'intervention – 36,1 M$

Afin d'assurer une équité territoriale et de répondre aux besoins de proximité à l'échelle des quartiers montréalais, la Ville réalisera des projets structurants complémentaires identifiés comme étant prioritaires. Ces interventions permettront d'éliminer d'importantes disparités afin d'offrir à toute la population montréalaise des milieux de vie sécuritaires et de qualité.

Quartier des spectacles – Réaménagement du secteur de la Place des Arts – 26,3 M$

Le Quartier des spectacles prend, depuis quelques années, une place de choix dans le cœur des festivalières et festivaliers venant de Montréal comme de partout ailleurs au Québec et dans le monde. Le Quartier des spectacles constitue un quartier urbain animé qui renforce le statut de Montréal comme destination culturelle de classe internationale.

Afin de finaliser ce projet, la Ville procédera ponctuellement à la réalisation d'espaces logistiques et de locaux de production lors de la tenue d'événements d'envergure. Des budgets sont également prévus pour renouveler les infrastructures technologiques et le mobilier afin de garantir la sécurité et le confort des usagères et usagers lors des festivals. Ces différentes interventions favoriseront une offre culturelle riche et variée.

Fonds de revitalisation de l'Est – 25 M$

L'Est de Montréal, qui concentre déjà près de 40 % des emplois de la métropole, est au cœur d'une transformation majeure. Ce territoire stratégique offre un potentiel unique pour créer des milieux de vie dynamiques, durables et connectés aux pôles d'emploi, dans une perspective de transition écologique. Des projets comme les prolongements du SRB Pie-IX d'ici 2027 et de la ligne bleue d'ici 2031, le projet structurant de l'Est ainsi que les interventions à venir sur la rue Notre-Dame Est amélioreront la mobilité et l'accès au centre-ville, tout en favorisant la création de quartiers attractifs.

Pour soutenir cette vision, le Fonds de revitalisation de l'Est permettra d'accélérer la décontamination et la mise en valeur de sites stratégiques, en priorisant les projets qui se retrouvent aux abords d'une infrastructure de transport collectif structurant ou offrant de meilleures connexions entre les secteurs d'emplois et les milieux de vie. Ces initiatives feront de l'Est de Montréal un véritable levier de relance économique et urbaine, au bénéfice tant des citoyennes et des citoyens que des entreprises.

## Développement durable et sauvegarde de l'environnement

En août 2020, le Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR) a été adopté par le conseil d'agglomération. Il s'inscrit dans la continuité des actions passées tout en proposant des actions nouvelles et ambitieuses.

Le PDGMR propose également des infrastructures afin d'accroître le traitement des différentes matières résiduelles de l'agglomération. Il répond de cette façon aux obligations et exigences du Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles et de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles.

Ainsi, la Ville finalisera la construction et la mise en service du centre de traitement par biométhanisation à Montréal-Est (5,3 M$) d'une capacité de traitement de 60 000 tonnes de matières organiques par année. Le début des opérations est prévu en 2026.

Par ailleurs, le programme de protection du parc immobilier (9,9 M$) du Service de l'environnement assurera la mise aux normes, la protection ainsi que la réfection des différents actifs en lien avec la gestion des matières résiduelles.

La construction d'écocentres fait également partie intégrante de la mise en œuvre du PDGMR. La Ville consacrera dans ce PDI un montant de 47,3 M$ à la conception et à la construction de deux écocentres : l'un dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et l'autre dans l'arrondissement du Sud-Ouest.

Ces nouvelles infrastructures permettront à la collectivité montréalaise de diminuer en partie son empreinte de carbone et, par conséquent, de réduire ses émissions de gaz à effet de serre.

## Culture et patrimoine

Parmi les investissements liés à la culture et au patrimoine, une enveloppe de 341 M$ est prévue afin de continuer à soutenir la consolidation et le développement du réseau des bibliothèques, par l'entremise du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction des bibliothèques de Montréal (programme RAC). Il s'agit de mettre à la disposition de la population des équipements accueillants, contemporains, novateurs et ouverts sur leur milieu, dans le but d'enrichir la vie culturelle, éducative et communautaire. En complément du programme RAC, un montant additionnel de 67,4 M$ sera investi pour l'implantation de la technologie RFID dans les bibliothèques. Cette technologie rend la circulation des usagères et usagers ainsi que des documents plus rapide et plus fluide tout en bonifiant la qualité du service.

La Ville de Montréal, avec son programme d'acquisition et de valorisation des équipements culturels, investit dans ses espaces culturels. Ainsi, une somme de 181,9 M$ sera consacrée à la rénovation ou à la construction des projets suivants afin de renforcer leur vocation culturelle : Espace Rivière (projet mixte comprenant une bibliothèque et une maison de la culture), Cœur Nomade (bibliothèque et espace culturel), le Théâtre Outremont, la bibliothèque St-Léonard (espace d'exposition et salle de médiation) et la chapelle historique du Bon-Pasteur. De plus, 19,9 M$ seront alloués au programme de mise à niveau pour douze maisons de la culture réparties dans dix arrondissements. Faciliter l'accès aux lieux culturels de proximité permettra de soutenir la vitalité culturelle de Montréal et d'assurer la pérennité de celle-ci.

Un investissement de 95,8 M$ est également prévu dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel pour la restauration, la rénovation et la conservation des immeubles municipaux patrimoniaux. Par ailleurs, le Plan lumière du Vieux-Montréal, qui contribue au rehaussement de l'identité du Vieux-Montréal, sera renouvelé avec une enveloppe de 1,4 M$. La mise en lumière architecturale permettra d'assurer le confort et la sécurité des usagères et des usagers tout en mettant en valeur les détails architecturaux exceptionnels du Vieux-Montréal.

Parmi les investissements liés au patrimoine, on compte plusieurs projets de réaménagement du domaine public qui bénéficient de subventions dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, dont les projets nommés ci-dessous.

Réaménagement du square Dorchester et de la place du Canada – 26,9 M$

Représentant le cœur symbolique de Montréal en tant que métropole du Canada au 19e siècle, le square Dorchester et la place du Canada sont au centre d'un site patrimonial exceptionnel qui accueillait les sépultures de l'ancien cimetière Saint-Antoine. Ce lieu demeure aujourd'hui l'un des plus prestigieux de Montréal, rehaussant la qualité de vie urbaine. Alors que plusieurs phases de ce projet sont déjà terminées, les investissements consacrés à la dernière phase serviront à réaménager la portion sud de la place du Canada, ce qui comprendra son extension complète jusqu'à la rue De La Gauchetière. Grâce à l'aménagement d'allées bénéficiant d'éclairage amélioré et de trottoirs élargis, les personnes pourront marcher dans des espaces sécuritaires et universellement accessibles.

Aménagement du domaine public – Vieux-Montréal – 26 M$

En tant que principale artère commerciale du Vieux-Montréal et composante emblématique majeure de Montréal, la rue Saint-Paul bénéficiera de plusieurs investissements qui découlent du Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal, adopté en 2013. Alors que plusieurs sections sont déjà complétées, les interventions prévues toucheront la section entre le boulevard Saint-Laurent et la rue McGill. Les investissements seront consacrés à la réfection de la chaussée (ce qui comprend son

revêtement en pavé de granit) et à la construction de trottoirs en agrégats de béton avec bordure en granit. En créant des espaces conviviaux et sécuritaires dans un cadre historique et patrimonial, ces aménagements consolideront la vitalité économique de la rue Saint-Paul et le statut de celle-ci comme lieu de destination.

Mise en valeur du site de Fort-Lorette – 10,5 M$

Le projet de mise en valeur de Fort-Lorette, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, comprend l'aménagement d'un nouvel espace vert ainsi que la protection et la mise en valeur du patrimoine archéologique exceptionnel du fort érigé au 17e siècle et de son paysage riverain. Ce projet bénéficiera d'une approche d'aménagement témoignant de l'importance nationale de la valeur patrimoniale du site, tout en favorisant la concertation avec les communautés autochtones et les organismes du milieu qui sont mobilisés pour sa protection.

Réaménagement du parc des Saints-Anges – 1,5 M$

À l'image de Fort-Lorette, ce site archéologique situé dans l'arrondissement de LaSalle bénéficiera d'un réaménagement complet. Celui-ci sera axé sur la conservation et la mise en valeur des vestiges grâce à la reconfiguration des circulations, à des aménagements paysagers, à l'intégration d'éclairage, au remplacement de mobilier urbain et à la mise en œuvre d'une stratégie de diffusion des connaissances.

## Sécurité publique

Afin de maximiser la sécurité des citoyennes et citoyens, de minimiser le temps de réponse sur le terrain et de veiller à ce que les milieux de travail des policières et policiers ainsi que des pompières et pompiers soient pleinement sécuritaires et fonctionnels, la Ville de Montréal procédera à d'importants investissements dans ses infrastructures et équipements de sécurité publique.

Ainsi, des investissements évalués à 439,3 M$ seront effectués pour des programmes de rénovation, de mise aux normes et de maintien des actifs immobiliers du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM). Un montant de 88,2 M$ sera également consacré à la relocalisation du centre d'appels 911 afin de répondre à l'évolution des systèmes d'urgence de la centrale ainsi qu'aux exigences réglementaires en sécurité publique. Ce projet contribuera à offrir une réponse rapide de proximité aux appels d'urgence sur l'ensemble du territoire.

De plus, la Ville procédera au maintien ainsi qu'à la modernisation des systèmes informatiques soutenant les activités du SPVM et du SIM, y compris la mise à niveau et le remplacement des services de répartition des interventions d'urgence, pour un montant de 156,5 M$.

Afin de favoriser la transparence des interventions et de consolider le lien de confiance avec la population, une somme de 40 M$ sera consacrée à l'acquisition et au déploiement technologique de caméras d'intervention (dispositifs véhiculaires et caméras portées sur l'uniforme) auprès des policières et policiers du SPVM. Grâce à un investissement additionnel de 1,7 M$, la Ville installera également des caméras de sécurité urbaine dans l'espace public afin de renforcer le sentiment de sécurité, la lutte contre la criminalité et la confiance du public envers les interventions policières.

Toujours dans le but d'offrir un milieu sécuritaire aux pompières et pompiers ainsi qu'une réponse de proximité à la population montréalaise, un investissement de 67,3 M$ permettra de remplacer les équipements du SIM ayant atteint leur durée de vie utile, comme des défibrillateurs automatiques externes (DEA), des habits de combat, de protection chimique et des appareils de détection de gaz mais

aussi ceux nécessaires au sauvetage nautique et sur glace. Les appareils respiratoires, les masques et les cylindres d'air comprimé seront également remplacés. En ce qui a trait aux équipements du SPVM, un montant de 25,4 M$ sera consacré au remplacement des équipements spécialisés destinés aux policiers.

Notons également la poursuite des programmes de remplacement de véhicules spécialisés du SPVM et du SIM, à hauteur de 252,4 M$. Les véhicules légers sont prioritairement remplacés par des modèles 100 % électriques ou hybrides, selon la catégorie visée et la disponibilité sur le marché.

## Espace pour la vie

La Ville de Montréal poursuit la réalisation de projets novateurs qui bonifieront l'offre muséale montréalaise au cours des prochaines années. Ces projets permettront de préserver et de renouveler des infrastructures patrimoniales ainsi que de donner un nouvel élan à leur fréquentation et aux revenus afférents.

Ainsi, le programme commun de maintien de l'actif d'Espace pour la vie prévoit de nombreux investissements visant la protection des éléments patrimoniaux de cet actif et, aussi, la mise en valeur de ses divers attraits, dans une approche valorisant des aménagements novateurs ainsi que l'utilisation responsable et durable des ressources.
Des investissements de 188,7 M$ divisés en quatre volets sont donc prévus dans ce programme commun :

- Restauration d'intérêt patrimonial : ce volet comprend notamment la restauration des tourelles du bâtiment Marie-Victorin et des jardins thématiques de l'ouest du Jardin botanique ainsi que la rénovation et l'agrandissement du restaurant;
- Maintien des infrastructures : ce volet comprend, entre autres, la rénovation du pavillon du Jardin japonais au Jardin botanique ainsi que le remplacement du système de traitement des eaux des écosystèmes et des systèmes de stérilisation des bassins du Biodôme;
- Sécurisation des sites et des personnes : ce volet couvre, par exemple, la sécurisation du travail en espaces clos ainsi que la mise aux normes du système de sécurité incendie au Biodôme;
- Amélioration de l'expérience de visite : ce volet comprend notamment la consolidation de la signalisation sur l'ensemble des sites et le renouvellement d'expositions permanentes.

Par ailleurs, les projets visant la construction des nouvelles serres de production et d'exposition du Jardin botanique assureront sa mission première, à savoir conserver une biodiversité mondiale et l'exposer au public. Les infrastructures des serres actuelles présentent une désuétude majeure. Par conséquent, ces nouveaux complexes, qui bénéficieront d'un investissement de 289,7 M$, satisferont les objectifs d'efficacité énergétique, de conservation du patrimoine végétal et d'attractivité grâce à son expérience éducative et muséale.

La Biosphère, musée de l'environnement intégré depuis 2021 à Espace pour la vie (en ce qui a trait à tous les actifs à l'intérieur du bâtiment), fera l'objet d'investissements de 24,5 M$ afin d'entreprendre différents travaux urgents en maintien d'actif et de revoir l'offre éducative et muséale des salles d'exposition tout en procédant à plusieurs réaménagements. Ces transformations, accompagnées d'alliances avec des centres de recherche, permettront à la Biosphère de devenir un carrefour pour la population montréalaise dans le but d'accélérer la transition écologique grâce à un véritable engagement pour la protection et la mise en valeur de la biodiversité.

## Autres projets importants

La Ville de Montréal investira dans divers autres programmes et projets, notamment comme suit :

- 884,7 M$ pour les programmes de remplacement de véhicules, y compris des équipements mécaniques et spécialisés, pour les 19 arrondissements et les services centraux. Les véhicules sont remplacés prioritairement par des modèles électriques ou hybrides, selon les catégories. L'objectif est de doter la Ville d'un parc de véhicules écoresponsables d'ici 2030;
- 653,6 M$ dans les technologies de l'information, dont 94,8 M$ pour assurer la modernisation des réseaux de télécommunication et de radiocommunication, 77,7 M$ pour couvrir les besoins en postes de travail afin de contrer la désuétude, 36,6 M$ pour renforcer la résilience et la relève des infrastructures de la Ville, 29,6 M$ pour moderniser les services de cybersécurité, 22,7 M$ pour moderniser les infrastructures et les plateformes technologiques, 15,3 M$ pour assurer le virage numérique de la cour municipale et ainsi améliorer, simplifier et optimiser ses activités, ainsi que 12,1 M$ pour implanter un nouveau système de gestion de la relation avec la population afin d'augmenter la satisfaction des citoyennes et citoyens;
- 437,7 M$ dans plusieurs programmes de protection de l'actif immobilier, dont 101 M$ pour des bâtiments administratifs et commerciaux, 79,8 M$ pour des bâtiments de compétence locale (dont les travaux de rénovation majeure du Natatorium de Verdun et du centre communautaire Hochelaga), 78,7 M$ pour des bâtiments dans les grands parcs, 70,2 M$ pour des bâtiments à vocation communautaire et 58 M$ pour des bâtiments culturels;
- 196 M$ dans le programme de transition écologique du parc immobilier de la Ville;
- 152,7 M$, en 2026, dédiés aux provisions visant à couvrir des nouveaux projets, des imprévus et aux risques qui pourraient survenir durant la réalisation de certains projets;
- 139,5 M$ dans le programme de mise à niveau des cours de services dans les arrondissements;
- 87,4 M$ dans des rénovations majeures de bâtiments, soit 68 M$ pour le complexe sportif Claude-Robillard et 19,4 M$ pour la cour municipale;
- 63,8 M$ pour la réalisation de projets issus de budgets participatifs, afin de permettre aux citoyennes et citoyens de décider de la manière de dépenser une partie du budget municipal. Il s'agit d'une occasion d'ouvrir le processus budgétaire à la population au moyen d'une démarche démocratique (les projets sont sélectionnés à l'issue d'un vote);
- 53,6 M$ pour le programme d'aménagement et de réaménagement des lieux d'élimination de la neige (afin que la capacité soit maintenue ou améliorée) ainsi que des sites de gestion des sols d'excavation;
- 25,3 M$ dans le programme d'accessibilité universelle pour faire de Montréal une ville attractive, en offrant une réponse de proximité et en permettant de maintenir les services aux citoyennes et citoyens dans des bâtiments sécuritaires, confortables et accessibles. Les immeubles municipaux feront l'objet d'améliorations en accessibilité universelle grâce aux projets priorisés conjointement avec les arrondissements afin d'assurer notamment la pérennité de services inclusifs;
- 10 M$ pour le programme d'aménagement et de réfection des jardins communautaires et collectifs publics afin de répondre à l'engouement citoyen pour une agriculture urbaine de proximité.

# 11. GESTION DE LA DETTE

## 11.1. Stratégies de financement à long terme des investissements

### Suivi de la politique de gestion de la dette

À titre d'administratrice de fonds publics, la Ville accorde une place prépondérante à la saine gestion de ses finances. Elle a notamment adopté, en 2004, la politique de gestion de la dette, qui prône l'endettement public raisonnable et qui tient compte de la capacité de payer des contribuables (coût net de la dette), tout en maintenant des services de qualité pour les citoyennes et citoyens.

Mentionnons qu'historiquement, la Ville avait recours à l'emprunt pour financer la majeure partie de ses investissements. Un tel procédé implique de faire des choix pour ne pas s'endetter outre mesure, bien qu'il n'y ait pas de limite légale au pouvoir d'emprunt de la Ville. La politique a donc pour but :

- de définir les objectifs de la gestion de la dette;
- de rendre plus systématique le processus de prise de décision;
- d'assurer la cohérence en introduisant discipline et continuité dans le processus de prise de décision en matière d'endettement;
- de doter la Ville d'un encadrement permettant de maintenir, voire d'améliorer, sa situation financière.

Avec la politique de gestion de la dette, la Ville de Montréal poursuit les objectifs suivants :

- gérer sa dette de façon responsable et prudente, ce qui implique de se donner un cadre formel balisant le recours à l'endettement;
- adopter des pratiques qui permettent d'ajuster son niveau d'endettement;
- s'assurer d'un accès stable aux marchés des capitaux et de taux avantageux;
- améliorer sa situation financière et, ainsi, maintenir sa cote de crédit.

Les pratiques de gestion adoptées en fonction de cette politique sont regroupées sous cinq énoncés généraux. Toute dérogation doit faire l'objet d'une autorisation, selon le cas, du conseil municipal ou du conseil d'agglomération. Pour obtenir plus d'information à ce sujet, le lectorat peut consulter la politique de gestion de la dette sur le site Internet de la Ville[1].

Cette politique a permis à la Ville de se doter d'un encadrement, d'objectifs et d'orientations en ce qui a trait à la gestion de la dette. Des mesures particulières sont aussi prévues afin d'améliorer la situation d'endettement de Montréal. Conformément à ces dispositions, une contribution volontaire est effectuée chaque année. Au budget de fonctionnement de 2026, cette contribution s'élève à 112,8 M$. Ainsi, depuis sa mise en place en 2004 et jusqu'à la fin de 2026, ces contributions auront eu pour résultat de diminuer l'endettement global net de 1,3 G$. Le solde de la réserve accumulée à la fin de 2024 et les contributions de 2025 et de 2026 serviront à diminuer les emprunts à émettre à des fins de refinancement (283 M$).

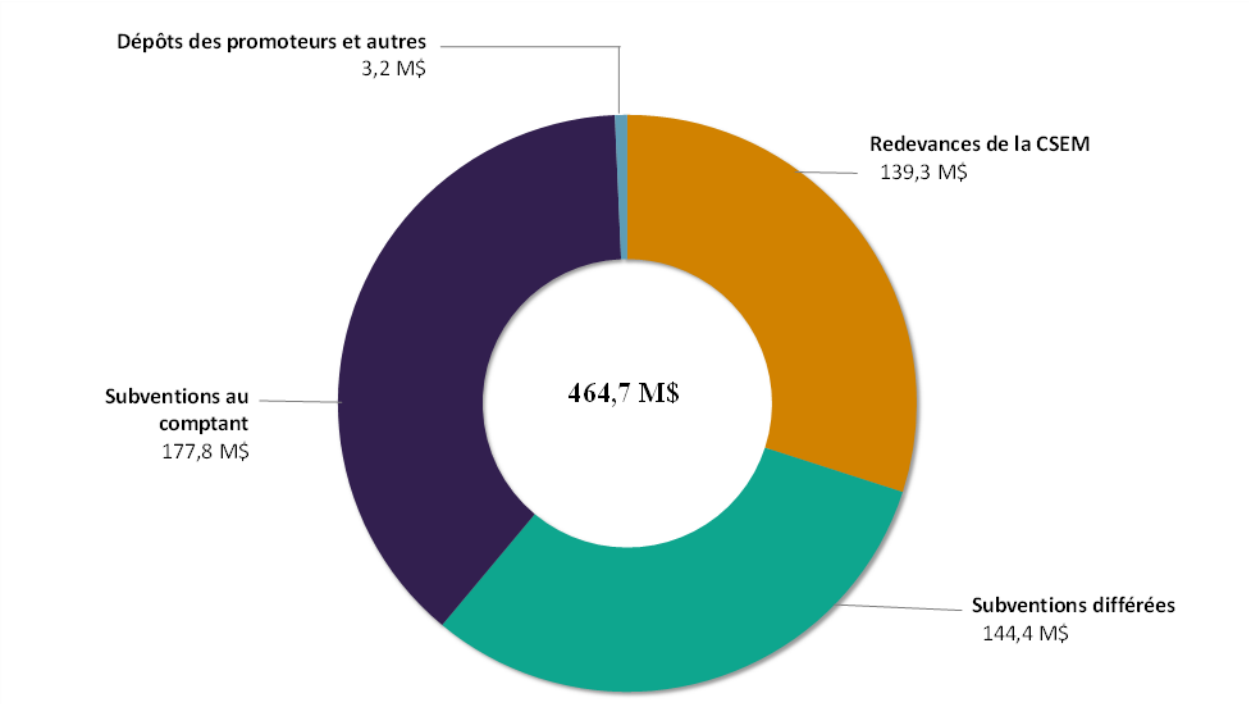
La mise en œuvre de la politique de gestion de la dette aura donc permis d'améliorer grandement le profil financier de la Ville et, ce faisant, de voir la cote de crédit de Montréal bonifiée. Cette politique fixe aussi certaines balises à respecter touchant tant l'endettement que le poids du service de la dette. L'évolution de ces ratios sera présentée ultérieurement.

[1] https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/politique_de_la_gestion_de_la_dette_0.pdf.

## Stratégie de financement des investissements de 2026

Les dépenses brutes prévues au PDI pour l'année 2026 atteignent 2 303,7M$. Différentes sources de financement serviront à couvrir ces dépenses, qui concernent majoritairement des immobilisations. Les sources de financement externes, soit celles à la charge de tiers, atteignent 464,7 M$, comme le présente le graphique suivant.

**Graphique 23 – Sources de financement externes, en 2026**




Parmi ces sources de financement externes, la Ville devra avoir recours à l'emprunt pour la dette de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM), cette dette étant remboursée en totalité par les redevances annuelles des usagères et usagers ainsi que des utilisatrices et utilisateurs du réseau des conduits souterrains. Le coût de ces emprunts est donc à la charge de tiers.

Les sources de financement internes, soit celles assumées par les contribuables, s'élèvent à 1 839,0 M$. Elles sont réparties entre la portion payée au comptant et celle financée par emprunt. Au fil des années, les contribuables assument au comptant une part de plus en plus importante des dépenses d'investissement, soit 649,8 M$ pour 2026. Le solde des dépenses, soit 1 189,2 M$, doit être financé par emprunt, et le coût des emprunts, lorsque ceux-ci seront émis, sera imposé aux contribuables de la Ville ou de l'agglomération, selon le cas.

Au-delà de ces prévisions d'investissements, il faut tenir compte de plusieurs autres paramètres pour déterminer le volume d'emprunts à effectuer au cours de l'année 2026. C'est ce volume global d'emprunts qui affectera le budget de fonctionnement de 2026. Parmi les principaux paramètres à considérer, mentionnons :

- la capacité de réalisation des investissements au cours des exercices financiers de 2024 et de 2025, le volume d'emprunts autorisés aux règlements d'emprunts déjà en vigueur ainsi que le volume d'emprunts qui sera adopté dans les nouveaux règlements d'emprunts, conformément au PDI 2026-2035;
- l'utilisation des sommes réservées conformément à la politique de gestion de la dette, en vue de réduire les emprunts de refinancement ou encore en vue de payer au comptant des dépenses en immobilisations imputées aux règlements d'emprunts;
- depuis 2011, l'émission par la Ville des emprunts à long terme nécessaires au financement des investissements non subventionnés de la Société de transport de Montréal (STM), laquelle en assume tous les frais;
- les emprunts échus au cours de l'exercice et pour lesquels des refinancements sont requis;
- la maximisation de l'utilisation de la réserve du paiement au comptant des immobilisations.

Vu l'ensemble de ces paramètres, la Ville prévoit émettre en 2026 un volume d'emprunts d'environ 1 318,7 M$, comprenant une prévision d'emprunts de 179,4 M$ pour la STM. Le solde de 1 139,3M$ servira aux refinancements (49,3 M$), aux emprunts à la charge de tiers (111,5 M$) et aux emprunts à la charge des contribuables (978,5 M$). Ces emprunts seront émis pour des termes de 5, 10 ou 20 ans, selon les besoins et occasions des marchés financiers. Un taux d'intérêt de 4,7 % a été prévu.

Pour 2027, le volume annuel d'emprunts tournera autour de 1,4 G$, ce qui inclut notamment une prévision de 189,3 M$ pour la STM et des emprunts à la charge des contribuables de 937,9M$, à un taux prévu de 4,9 %. Pour 2028, le volume prévu est de 1,7 G$, avec une prévision de 227,7 M$ pour la STM et des emprunts à la charge des contribuables de 1,2 G$ à un taux d'intérêt prévu de 5,0 %.

Au 31 décembre 2024, la dette brute de la Ville s'élevait à 11,8 G$[2] et la dette nette, à 6,8 G$. En tenant compte des dépenses d'investissement, des programmes d'emprunts et des échéances de dettes, les coûts bruts et nets de la dette qui sont estimés pour les exercices de 2025 à 2028 sont présentés dans le tableau suivant.

[2] Cette dette inclut celle émise pour la STM au 31 décembre 2024, qui s'élève à 1 662,9 M$.

## Tableau 96 – Coût estimé de la dette, de 2024 à 2027

| (en milliers de dollars) | COMPARATIF | BUDGET | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
| **Coût brut de la dette** | | | | |
| Intérêts et autres frais | 466 338 | 502 454 | 534 636 | 581 552 |
| Remboursement de capital et contributions aux fonds d'amortissement | 668 613 | 721 688 | 749 569 | 760 008 |
| | **1 134 951** | **1 224 142** | **1 284 205** | **1 341 560** |
| Affectation au remboursement de la dette | 48 969 | 47 107 | 44 429 | 42 801 |
| Remboursement de capital par des subventions[1] | 23 421 | 23 512 | 25 870 | 28 744 |
| Remboursement de capital de la STM[2] | 24 716 | 119 680 | 98 502 | 68 704 |
| | **97 107** | **190 299** | **168 801** | **140 250** |
| **Coût brut de la dette** | **1 232 058** | **1 414 441** | **1 453 006** | **1 481 810** |
| **Moins :** | | | | |
| Revenus de placement des fonds d'amortissement | 95 486 | 94 838 | 97 183 | 103 414 |
| Subventions à recevoir du gouvernement du Québec | | | | |
| - pour la portion des intérêts | 5 159 | 5 792 | 10 432 | 16 564 |
| - pour la portion du capital[1] | 23 421 | 23 512 | 25 870 | 28 744 |
| | **124 066** | **124 142** | **133 486** | **148 722** |
| **Moins :** | | | | |
| Recouvrement de la STM | | | | |
| - pour la portion des intérêts | 64 693 | 63 564 | 73 385 | 90 645 |
| - pour la portion du capital[2] | 24 716 | 119 680 | 98 502 | 68 704 |
| Recouvrement sous la forme de redevances du fonds des conduits souterrains | 60 371 | 64 696 | 69 160 | 68 603 |
| | **149 780** | **247 940** | **241 047** | **227 952** |
| | | 247 940 | | |
| **Coût net de la dette à la charge des contribuables** | **958 212** | **1 042 359** | **1 078 473** | **1 105 136** |
| **Répartition de cette charge entre les contribuables** | | | | |
| Contribuables de l'agglomération | 295 153 | 331 835 | 347 553 | 362 932 |
| Contribuables de Montréal | 663 058 | 710 524 | 730 920 | 742 204 |

[1] Cette dépense est annulée en contrepartie des subventions du gouvernement du Québec, portion du capital.

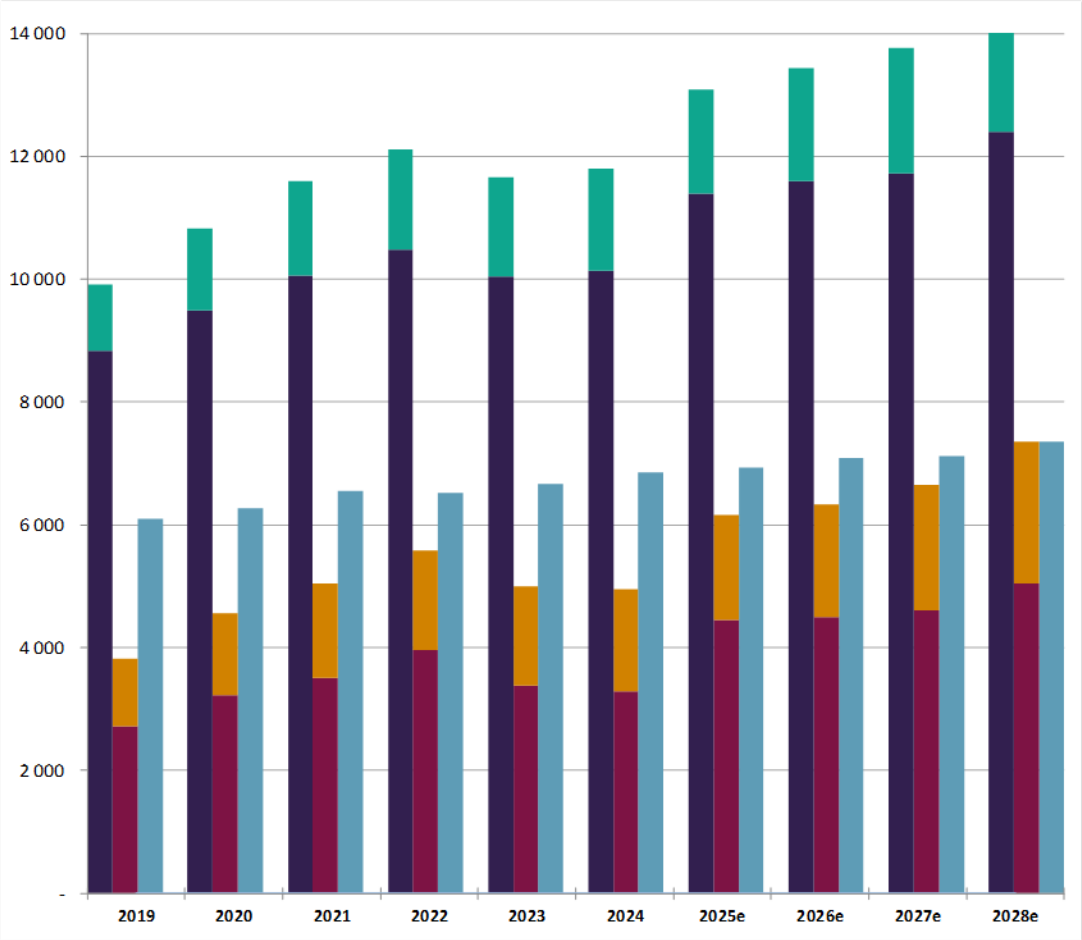
[2] Cette dépense est annulée en contrepartie des sommes remboursées par la STM, portion du capital.

## Évolution de la dette directe brute et nette

Le graphique suivant illustre l'évolution de la dette directe brute et nette depuis l'année 2019.

**Graphique 24 – Évolution de la dette directe brute et nette**

(en millions de dollars)




| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025e | 2026e | 2027e | 2028e |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dette brute (excluant la STM) | 8 828 | 9 496 | 10 062 | 10 486 | 10 035 | 10 143 | 11 391 | 11 590 | 11 718 | 12 405 |
| Dette brute de la STM [2] | 1 094 | 1 338 | 1 539 | 1 622 | 1 623 | 1 663 | 1 704 | 1 842 | 2 049 | 2 302 |
| Déductions[1] (excluant la STM) | 2 725 | 3 220 | 3 507 | 3 960 | 3 378 | 3 294 | 4 457 | 4 498 | 4 605 | 5 050 |
| Déductions de la STM | 1 094 | 1 338 | 1 539 | 1 622 | 1 623 | 1 663 | 1 704 | 1 842 | 2 049 | 2 302 |
| Dette nette (excluant la STM) | 6 103 | 6 276 | 6 555 | 6 526 | 6 657 | 6 849 | 6 934 | 7 092 | 7 113 | 7 355 |

e : estimé

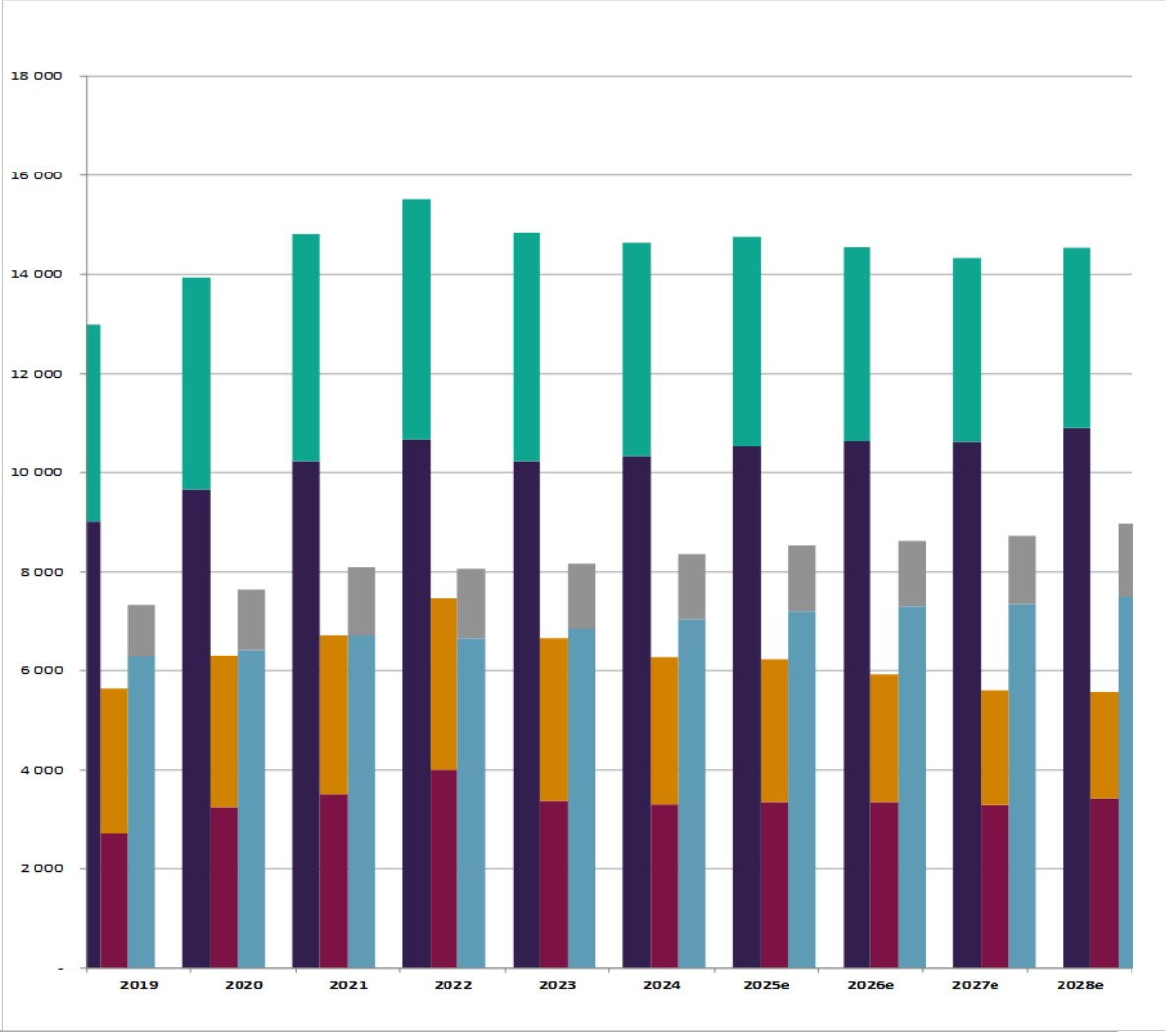
1 Ce montant correspond aux sommes à la charge du gouvernement du Québec et des usagères et usagers de la CSEM ainsi qu'aux sommes accumulées aux fonds d'amortissement.

2 Depuis 2011, l'émission par la Ville des emprunts à long terme nécessaires au financement des investissements non subventionnés de la Société de transport de Montréal (STM), laquelle en assume tous les frais.

## Évolution de la dette consolidée brute et nette

Le graphique suivant illustre l'évolution de la dette consolidée brute et nette de la Ville de Montréal, de 2019 à 2028. Cette dette consolidée comprend la dette directe de la Ville et celle de certains organismes faisant partie du périmètre comptable de la Ville, notamment la STM, la Société d'habitation et de développement de Montréal, Technoparc Montréal, Anjou 80 et l'Agence de mobilité durable de Montréal.

**Graphique 25 – Évolution de la dette consolidée brute et nette**
(en millions de dollars)




| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025e | 2026e | 2027e | 2028e |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dette brute (excluant la STM) | 9 006 | 9 666 | 10 225 | 10 675 | 10 227 | 10 334 | 10 552 | 10 646 | 10 638 | 10 913 |
| Dette brute de la STM | 3 975 | 4 275 | 4 594 | 4 849 | 4 619 | 4 307 | 4 213 | 3 905 | 3 694 | 3 627 |
| Déductions[1] (excluant la STM) | 2 725 | 3 237 | 3 507 | 4 007 | 3 378 | 3 295 | 3 351 | 3 348 | 3 293 | 3 423 |
| Déductions de la STM | 2 919 | 3 074 | 3 220 | 3 453 | 3 291 | 2 982 | 2 877 | 2 578 | 2 316 | 2 153 |
| Dette nette (excluant la STM) | 6 281 | 6 429 | 6 718 | 6 668 | 6 850 | 7 039 | 7 201 | 7 298 | 7 345 | 7 490 |
| Dette nette de la STM | 1 056 | 1 201 | 1 374 | 1 396 | 1 328 | 1 325 | 1 336 | 1 327 | 1 378 | 1 474 |

e : estimé

[1] Ce montant correspond aux sommes à la charge du gouvernement du Québec et des usagères et usagers de la CSEM ainsi qu'aux sommes accumulées dans les fonds d'amortissement.

## Ratio de la limite d'endettement

La politique de gestion de la dette, en vigueur depuis 2004, établit un certain nombre de paramètres afin de guider les actions de la Ville relativement à la gestion de sa dette. L'un de ces paramètres a pour but de limiter le niveau de la dette consolidée nette, en excluant la dette attribuable au refinancement de la dette actuarielle initiale, à un maximum équivalent à 100 % des revenus de la Ville de Montréal.

Depuis 2015, la Ville a mis en place de multiples stratégies visant à permettre d'accroître substantiellement ses réalisations relatives aux dépenses d'immobilisations. Durant cette période, de nouvelles stratégies de financement de ces investissements ont été aussi introduites, notamment l'accroissement des paiements au comptant. L'accroissement des dépenses en immobilisations a dépassé l'accroissement des paiements au comptant, ce qui implique une hausse du recours à l'emprunt. Depuis 2019, le ratio d'endettement dépasse la limite prévue à la politique de gestion de la dette.

Afin de soutenir une augmentation significative des investissements en immobilisations, le conseil municipal et le conseil d'agglomération ont accordé en 2019 une dérogation temporaire, portant ce seuil à 120 %, avec un retour prévu sous la barre des 100 % en 2027.

### Stratégies budgétaires retenues

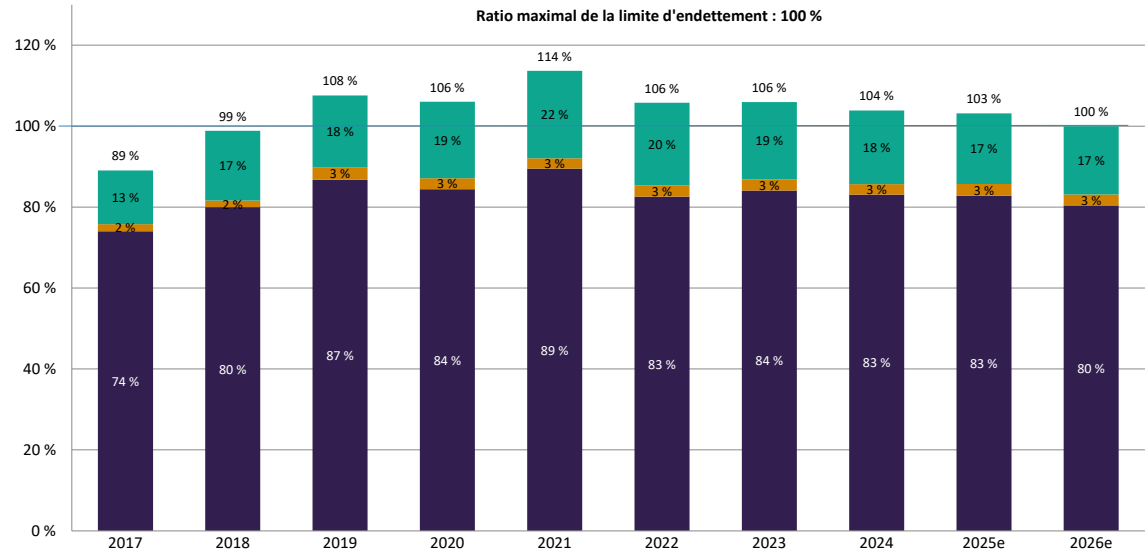
Les orientations prises depuis 2015 afin d'effectuer un incontournable rattrapage dans le déficit d'entretien des actifs de la Ville de Montréal, sans pour autant laisser le bilan financier de celle-ci se détériorer, amènent l'Administration à retenir les stratégies suivantes :

- stabiliser le programme d'immobilisations à des dépenses de l'ordre de 2 G$ par année. Un rehaussement de ce niveau devra être conditionnel à l'apport de sources de revenus additionnelles;
- maintenir la stratégie d'accroissement des paiements au comptant. Pour 2026, cela représente une hausse de 15 M$ pour atteindre 490 M$;
- exercer un suivi serré et continu de l'allocation annuelle du programme d'immobilisations;
- effectuer une revue triennale de l'ensemble de la stratégie.

Le niveau actuel et anticipé de la dette fait en sorte que le ratio d'endettement pour 2025 devrait atteindre une valeur avoisinante de 103 %.

De plus, la mise en œuvre des stratégies budgétaires et des orientations de l'administration actuelle permettra de ramener plus rapidement le ratio d'endettement à l'intérieur des balises prévues par la politique de gestion de la dette. Ainsi, dès 2026, le ratio limite sera rétabli à 100 %, soit un an plus tôt que prévu. Cela démontre la capacité de la Ville à respecter ses engagements tout en atteignant ses objectifs de développement.

**Graphique 26 – Dette directe et indirecte nette (excluant la dette actuarielle initiale) en pourcentage des revenus de la Ville**



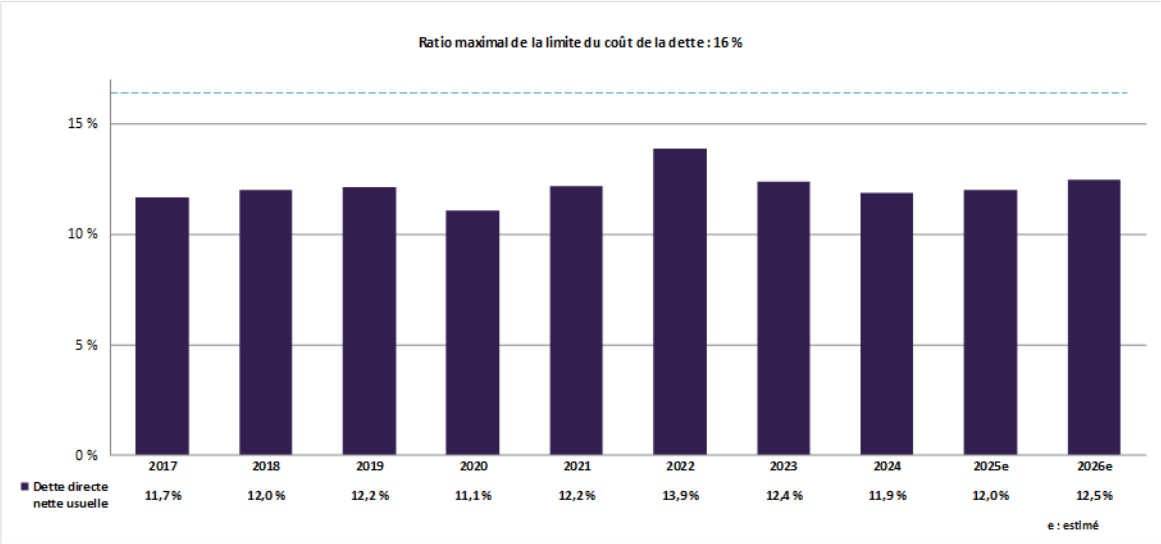

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025e | 2026e |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Total | 89 % | 99 % | 108 % | 106 % | 114 % | 106 % | 106 % | 104 % | 103 % | 100 % |
| Dette de la STM | 13 % | 17 % | 18 % | 19 % | 22 % | 20 % | 19 % | 18 % | 17 % | 17 % |
| Autres dettes | 2 % | 2 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % | 3 % |
| Dette de la Ville | 74 % | 80 % | 87 % | 84 % | 89 % | 83 % | 84 % | 83 % | 83 % | 80 % |

e : estimé

## Ratio de la limite du coût de la dette

Le graphique suivant présente le coût net[3] de la dette par rapport à l'ensemble des dépenses. La politique de gestion de la dette limite le coût net de la dette – excluant le coût net de la dette émise aux fins du refinancement de la dette actuarielle initiale (DAI) – à un maximum de 16 % de l'ensemble des dépenses de la Ville. Pour 2026, ce ratio est de 12,5 %.

**Graphique 27 – Coût net du service de la dette en pourcentage des dépenses**



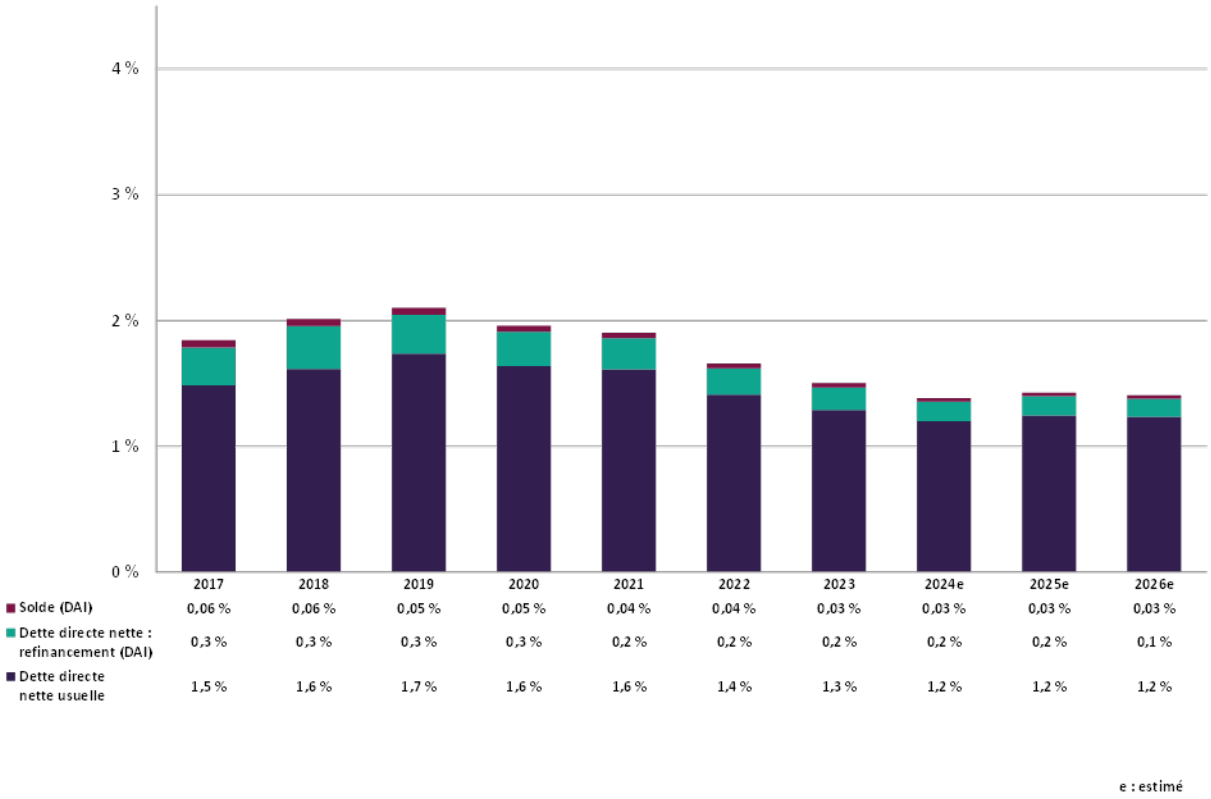

[3] Le coût net de la dette exclut le coût net de la dette émise aux fins du refinancement de la dette actuarielle initiale de cinq des six régimes de l'ancienne Ville de Montréal. Ce coût net s'élève à 83 M$.

## Le poids de la dette par rapport à la richesse foncière

Le graphique suivant présente la dette directe nette en pourcentage de l'évaluation imposable équivalente uniformisée[4]. Le poids de la dette directe nette atteindrait 1,2 % en 2026. En tenant compte du refinancement de la DAI de certains régimes de retraite, ce ratio totaliserait 1,33 % en décembre 2026. L'évolution du ratio est attribuable à quatre facteurs principaux :

- la forte appréciation de la valeur des immeubles sur le territoire de Montréal;
- l'évolution de la dette directe nette, excluant le refinancement de la DAI;
- la stratégie de refinancement de la DAI de la Ville de Montréal;
- la variation de la valeur du DAI du régime de retraite des cols bleus de l'ancienne Ville de Montréal.

**Graphique 28 – Dette directe nette et dette actuarielle initiale en pourcentage de l'évaluation imposable équivalente uniformisée**




[4] La valeur imposable équivalente uniformisée correspond à la valeur imposable plus la valeur pondérée des immeubles non imposables, assujettis à des paiements tenant lieu de taxes. La valeur imposable équivalente est redressée pour tenir compte de l'évolution du marché immobilier depuis le dépôt du rôle foncier et refléter les valeurs plus récentes (uniformisées).

# 12. SOMMAIRE DES INVESTISSEMENTS PAR UNITÉS D'AFFAIRES

## 12.1. Investissements par unités d'affaires

Cette section présente les investissements relatifs aux immobilisations par unités d'affaires. Les unités d'affaires sont les arrondissements et les services centraux. Les arrondissements sont responsables des projets d'immobilisations qui touchent les services de proximité. Les services centraux sont responsables des projets d'immobilisations qui sont destinés à la collectivité montréalaise ou qui nécessitent une expertise particulière.

Les prochaines pages présentent les sommaires d'acquisitions d'immobilisations, par unités d'affaires, pour le budget de la Ville de Montréal, le budget municipal et le budget d'agglomération.

Le détail par unités d'affaires des programmes et des projets se retrouve en annexe.

## Tableau 97 – Investissements par unités d'affaires – Budget de la Ville de Montréal
(en milliers de dollars)

| Unités d'affaires | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Arrondissements** | | | | | | | | |
| Ahuntsic-Cartierville | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 46 970,0 | 46 970,0 | 93 940,0 |
| Anjou | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 31 225,0 | 31 225,0 | 62 450,0 |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 45 015,0 | 45 015,0 | 90 030,0 |
| Lachine | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 22 265,0 | 22 265,0 | 44 530,0 |
| LaSalle | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 31 060,0 | 31 060,0 | 62 120,0 |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 16 505,0 | 16 505,0 | 33 010,0 |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 11 233,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 56 029,0 | 55 995,0 | 112 024,0 |
| Montréal-Nord | 7 995,0 | 7 732,0 | 5 732,0 | 5 732,0 | 5 732,0 | 32 923,0 | 28 660,0 | 61 583,0 |
| Outremont | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 15 240,0 | 15 240,0 | 30 480,0 |
| Pierrefonds-Roxboro | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 35 510,0 | 35 510,0 | 71 020,0 |
| Plateau-Mont-Royal | 6 887,0 | 6 887,0 | 6 887,0 | 6 887,0 | 6 887,0 | 34 435,0 | 34 435,0 | 68 870,0 |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 14 521,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 71 733,0 | 71 515,0 | 143 248,0 |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 53 045,0 | 53 045,0 | 106 090,0 |
| Saint-Laurent | 31 717,0 | 15 505,0 | 22 187,0 | 27 036,0 | 12 539,0 | 108 984,0 | 56 558,0 | 165 542,0 |
| Saint-Léonard | 8 175,0 | 7 975,0 | 8 915,0 | 10 240,0 | 9 390,0 | 44 695,0 | 34 450,0 | 79 145,0 |
| Sud-Ouest | 8 032,0 | 9 397,0 | 13 367,0 | 7 072,0 | 7 072,0 | 44 940,0 | 35 360,0 | 80 300,0 |
| Verdun | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 24 735,0 | 24 735,0 | 49 470,0 |
| Ville-Marie | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 77 305,0 | 77 305,0 | 154 610,0 |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 16 794,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 52 786,0 | 44 990,0 | 97 776,0 |
| **Total – Arrondissements** | **185 129,0** | **161 771,0** | **171 363,0** | **171 242,0** | **155 895,0** | **845 400,0** | **760 838,0** | **1 606 238,0** |
| **Services centraux** | | | | | | | | |
| Approvisionnement | 1 180,0 | - | - | - | - | 1 180,0 | - | 1 180,0 |
| Commission des services électriques | 147 078,0 | 135 425,0 | 102 545,0 | 60 501,0 | 45 801,0 | 491 350,0 | 201 192,0 | 692 542,0 |
| Concertation des arrondissements et l'expérience citoyenne | 14 327,0 | 8 070,0 | 10 837,0 | 16 004,0 | 20 734,0 | 69 972,0 | 47 420,0 | 117 392,0 |
| Culture | 63 230,0 | 56 791,0 | 72 323,0 | 61 777,0 | 65 085,0 | 319 206,0 | 376 205,0 | 695 411,0 |
| Direction générale | 152 658,0 | - | - | - | - | 152 658,0 | - | 152 658,0 |
| Diversité et inclusion sociale | 3 275,0 | 4 000,0 | 6 000,0 | 6 448,0 | 6 010,0 | 25 733,0 | 30 790,0 | 56 523,0 |
| Eau | 642 172,0 | 648 650,0 | 795 737,0 | 959 098,0 | 865 225,0 | 3 910 882,0 | 3 452 383,0 | 7 363 265,0 |
| Environnement | 9 442,0 | 10 101,0 | 16 051,0 | 11 284,0 | 22 002,0 | 68 880,0 | 42 053,0 | 110 933,0 |
| Espace pour la vie | 19 586,0 | 21 188,0 | 61 953,0 | 65 693,0 | 78 880,0 | 247 300,0 | 255 610,0 | 502 910,0 |
| Expérience citoyenne et communications | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Gestion et planification des immeubles | 123 521,0 | 108 854,0 | 178 453,0 | 181 710,0 | 154 304,0 | 746 842,0 | 722 121,0 | 1 468 963,0 |
| Grands parcs, Mont-Royal et sports | 146 858,0 | 162 409,0 | 259 516,0 | 276 672,0 | 313 510,0 | 1 158 965,0 | 1 220 036,0 | 2 379 001,0 |
| Habitation | 47 445,0 | 54 032,0 | 66 909,0 | 67 527,0 | 66 542,0 | 302 455,0 | 333 281,0 | 635 736,0 |
| Infrastructures du réseau routier | 127 017,0 | 169 338,0 | 141 791,0 | 158 478,0 | 147 630,0 | 744 254,0 | 756 150,0 | 1 500 404,0 |
| Matériel roulant et ateliers | 59 825,0 | 80 000,0 | 104 200,0 | 123 221,0 | 113 900,0 | 481 146,0 | 656 000,0 | 1 137 146,0 |
| Police | 3 575,0 | 6 689,0 | 2 606,0 | 1 740,0 | 1 585,0 | 16 195,0 | 9 179,0 | 25 374,0 |
| Sécurité incendie | 6 545,0 | 23 545,0 | 4 705,0 | 4 705,0 | 4 625,0 | 44 125,0 | 23 125,0 | 67 250,0 |
| Société du parc Jean-Drapeau | 22 563,0 | 32 409,0 | 97 993,0 | 59 490,0 | 61 157,0 | 273 612,0 | 238 194,0 | 511 806,0 |
| Technologies de l'information | 126 526,0 | 120 945,0 | 121 228,0 | 114 666,0 | 109 605,0 | 592 970,0 | 258 807,0 | 851 777,0 |
| Urbanisme et mobilité | 401 718,0 | 471 605,0 | 589 813,0 | 582 836,0 | 637 997,0 | 2 683 969,0 | 3 310 733,0 | 5 994 702,0 |
| **Total – Services centraux** | **2 118 541,0** | **2 114 051,0** | **2 632 660,0** | **2 751 850,0** | **2 714 592,0** | **12 331 694,0** | **11 933 279,0** | **24 264 973,0** |
| **Total – Investissements** | **2 303 670,0** | **2 275 822,0** | **2 804 023,0** | **2 923 092,0** | **2 870 487,0** | **13 177 094,0** | **12 694 117,0** | **25 871 211,0** |

## Tableau 98 – Investissements par unités d'affaires – Budget du conseil municipal
(en milliers de dollars)

| Unités d'affaires | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Arrondissements** | | | | | | | | |
| Ahuntsic-Cartierville | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 46 970,0 | 46 970,0 | 93 940,0 |
| Anjou | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 31 225,0 | 31 225,0 | 62 450,0 |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 45 015,0 | 45 015,0 | 90 030,0 |
| Lachine | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 22 265,0 | 22 265,0 | 44 530,0 |
| LaSalle | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 31 060,0 | 31 060,0 | 62 120,0 |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 16 505,0 | 16 505,0 | 33 010,0 |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 11 233,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 56 029,0 | 55 995,0 | 112 024,0 |
| Montréal-Nord | 7 995,0 | 7 732,0 | 5 732,0 | 5 732,0 | 5 732,0 | 32 923,0 | 28 660,0 | 61 583,0 |
| Outremont | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 15 240,0 | 15 240,0 | 30 480,0 |
| Pierrefonds-Roxboro | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 35 510,0 | 35 510,0 | 71 020,0 |
| Plateau-Mont-Royal | 6 887,0 | 6 887,0 | 6 887,0 | 6 887,0 | 6 887,0 | 34 435,0 | 34 435,0 | 68 870,0 |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 14 521,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 71 733,0 | 71 515,0 | 143 248,0 |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 53 045,0 | 53 045,0 | 106 090,0 |
| Saint-Laurent | 31 717,0 | 15 505,0 | 22 187,0 | 27 036,0 | 12 539,0 | 108 984,0 | 56 558,0 | 165 542,0 |
| Saint-Léonard | 8 175,0 | 7 975,0 | 8 915,0 | 10 240,0 | 9 390,0 | 44 695,0 | 34 450,0 | 79 145,0 |
| Sud-Ouest | 8 032,0 | 9 397,0 | 13 367,0 | 7 072,0 | 7 072,0 | 44 940,0 | 35 360,0 | 80 300,0 |
| Verdun | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 24 735,0 | 24 735,0 | 49 470,0 |
| Ville-Marie | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 77 305,0 | 77 305,0 | 154 610,0 |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 16 794,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 52 786,0 | 44 990,0 | 97 776,0 |
| **Total – Arrondissements** | **185 129,0** | **161 771,0** | **171 363,0** | **171 242,0** | **155 895,0** | **845 400,0** | **760 838,0** | **1 606 238,0** |
| **Services centraux** | | | | | | | | |
| Approvisionnement | 605,0 | - | - | - | - | 605,0 | - | 605,0 |
| Commission des services électriques | 147 078,0 | 135 425,0 | 102 545,0 | 60 501,0 | 45 801,0 | 491 350,0 | 201 192,0 | 692 542,0 |
| Concertation des arrondissements et l'expérience citoyenne | 14 327,0 | 8 070,0 | 10 837,0 | 16 004,0 | 20 734,0 | 69 972,0 | 47 420,0 | 117 392,0 |
| Culture | 50 252,0 | 54 776,0 | 70 243,0 | 61 777,0 | 65 085,0 | 302 133,0 | 376 205,0 | 678 338,0 |
| Direction générale | 99 228,0 | - | - | - | - | 99 228,0 | - | 99 228,0 |
| Diversité et inclusion sociale | 3 275,0 | 4 000,0 | 6 000,0 | 6 448,0 | 6 010,0 | 25 733,0 | 30 790,0 | 56 523,0 |
| Eau | 194 956,0 | 203 245,0 | 233 338,0 | 240 957,0 | 242 909,0 | 1 115 405,0 | 1 130 941,0 | 2 246 346,0 |
| Environnement | 3 363,0 | 5 315,0 | 5 829,0 | 5 174,0 | 2 813,0 | 22 494,0 | 8 839,0 | 31 333,0 |
| Espace pour la vie | 9 086,0 | 20 688,0 | 61 453,0 | 65 193,0 | 78 380,0 | 234 800,0 | 243 610,0 | 478 410,0 |
| Gestion et planification des immeubles | 54 528,0 | 64 611,0 | 108 880,0 | 101 196,0 | 94 966,0 | 424 181,0 | 355 337,0 | 779 518,0 |
| Grands parcs, Mont-Royal et sports | 97 038,0 | 115 358,0 | 193 787,0 | 199 835,0 | 193 936,0 | 799 954,0 | 881 881,0 | 1 681 835,0 |
| Habitation | 20 355,0 | 19 827,0 | 29 733,0 | 28 349,0 | 28 035,0 | 126 299,0 | 140 460,0 | 266 759,0 |
| Infrastructures du réseau routier | 117 017,0 | 159 338,0 | 135 791,0 | 152 478,0 | 141 130,0 | 705 754,0 | 718 650,0 | 1 424 404,0 |
| Matériel roulant et ateliers | 18 254,0 | 36 186,0 | 65 688,0 | 78 380,0 | 69 233,0 | 267 741,0 | 453 808,0 | 721 549,0 |
| Technologies de l'information | 53 135,0 | 42 330,0 | 45 658,0 | 43 203,0 | 37 520,0 | 221 846,0 | 79 367,0 | 301 213,0 |
| Urbanisme et mobilité | 311 523,0 | 355 635,0 | 449 009,0 | 442 833,0 | 529 730,0 | 2 088 730,0 | 2 559 408,0 | 4 648 138,0 |
| **Total – Services centraux** | **1 194 020,0** | **1 224 804,0** | **1 518 791,0** | **1 502 328,0** | **1 556 282,0** | **6 996 225,0** | **7 227 908,0** | **14 224 133,0** |
| **Total – Investissements** | **1 379 149,0** | **1 386 575,0** | **1 690 154,0** | **1 673 570,0** | **1 712 177,0** | **7 841 625,0** | **7 988 746,0** | **15 830 371,0** |

## Tableau 99 – Investissements par unités d'affaires – Budget du conseil d'agglomération
(en milliers de dollars)

| Unités d'affaires | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Services centraux** | | | | | | | | |
| Approvisionnement | 575,0 | - | - | - | - | 575,0 | - | 575,0 |
| Culture | 12 978,0 | 2 015,0 | 2 080,0 | - | - | 17 073,0 | - | 17 073,0 |
| Direction générale | 53 430,0 | - | - | - | - | 53 430,0 | - | 53 430,0 |
| Eau | 447 216,0 | 445 405,0 | 562 399,0 | 718 141,0 | 622 316,0 | 2 795 477,0 | 2 321 442,0 | 5 116 919,0 |
| Environnement | 6 079,0 | 4 786,0 | 10 222,0 | 6 110,0 | 19 189,0 | 46 386,0 | 33 214,0 | 79 600,0 |
| Espace pour la vie | 10 500,0 | 500,0 | 500,0 | 500,0 | 500,0 | 12 500,0 | 12 000,0 | 24 500,0 |
| Gestion et planification des immeubles | 68 993,0 | 44 243,0 | 69 573,0 | 80 514,0 | 59 338,0 | 322 661,0 | 366 784,0 | 689 445,0 |
| Grands parcs, Mont-Royal et sports | 49 820,0 | 47 051,0 | 65 729,0 | 76 837,0 | 119 574,0 | 359 011,0 | 338 155,0 | 697 166,0 |
| Habitation | 27 090,0 | 34 205,0 | 37 176,0 | 39 178,0 | 38 507,0 | 176 156,0 | 192 821,0 | 368 977,0 |
| Infrastructures du réseau routier | 10 000,0 | 10 000,0 | 6 000,0 | 6 000,0 | 6 500,0 | 38 500,0 | 37 500,0 | 76 000,0 |
| Matériel roulant et ateliers | 41 571,0 | 43 814,0 | 38 512,0 | 44 841,0 | 44 667,0 | 213 405,0 | 202 192,0 | 415 597,0 |
| Police | 3 575,0 | 6 689,0 | 2 606,0 | 1 740,0 | 1 585,0 | 16 195,0 | 9 179,0 | 25 374,0 |
| Sécurité incendie | 6 545,0 | 23 545,0 | 4 705,0 | 4 705,0 | 4 625,0 | 44 125,0 | 23 125,0 | 67 250,0 |
| Société du parc Jean-Drapeau | 22 563,0 | 32 409,0 | 97 993,0 | 59 490,0 | 61 157,0 | 273 612,0 | 238 194,0 | 511 806,0 |
| Technologies de l'information | 73 391,0 | 78 615,0 | 75 570,0 | 71 463,0 | 72 085,0 | 371 124,0 | 179 440,0 | 550 564,0 |
| Urbanisme et mobilité | 90 195,0 | 115 970,0 | 140 804,0 | 140 003,0 | 108 267,0 | 595 239,0 | 751 325,0 | 1 346 564,0 |
| **Total – Services centraux** | **924 521,0** | **889 247,0** | **1 113 869,0** | **1 249 522,0** | **1 158 310,0** | **5 335 469,0** | **4 705 371,0** | **10 040 840,0** |
| **Total – Investissements** | **924 521,0** | **889 247,0** | **1 113 869,0** | **1 249 522,0** | **1 158 310,0** | **5 335 469,0** | **4 705 371,0** | **10 040 840,0** |

## 12.2. Emprunts à la charge des contribuables par unités d'affaires

La section suivante présente les emprunts à la charge des contribuables découlant des activités d'immobilisations par unités d'affaires pour le budget de la Ville de Montréal, le budget municipal et le budget d'agglomération.

**Tableau 100 – Emprunts à la charge des contribuables découlant des activités d'immobilisations, par unités d'affaires – Budget de la Ville de Montréal**
(en milliers de dollars)

| Unités d'affaires | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Arrondissements** | | | | | | | | |
| Ahuntsic-Cartierville | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 46 970,0 | 46 970,0 | 93 940,0 |
| Anjou | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 31 225,0 | 31 225,0 | 62 450,0 |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 45 015,0 | 45 015,0 | 90 030,0 |
| Lachine | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 22 265,0 | 22 265,0 | 44 530,0 |
| LaSalle | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 31 060,0 | 31 060,0 | 62 120,0 |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 16 505,0 | 16 505,0 | 33 010,0 |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 11 199,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 55 995,0 | 55 995,0 | 111 990,0 |
| Montréal-Nord | 5 632,0 | 5 632,0 | 5 632,0 | 5 632,0 | 5 632,0 | 28 160,0 | 28 160,0 | 56 320,0 |
| Outremont | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 15 240,0 | 15 240,0 | 30 480,0 |
| Pierrefonds-Roxboro | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 35 510,0 | 35 510,0 | 71 020,0 |
| Plateau-Mont-Royal | 5 887,0 | 5 887,0 | 5 887,0 | 5 887,0 | 5 887,0 | 29 435,0 | 29 435,0 | 58 870,0 |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 14 303,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 71 515,0 | 71 515,0 | 143 030,0 |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 53 045,0 | 53 045,0 | 106 090,0 |
| Saint-Laurent | 10 559,0 | 10 559,0 | 10 559,0 | 10 559,0 | 10 559,0 | 52 795,0 | 52 795,0 | 105 590,0 |
| Saint-Léonard | 6 890,0 | 6 890,0 | 6 890,0 | 6 890,0 | 6 890,0 | 34 450,0 | 34 450,0 | 68 900,0 |
| Sud-Ouest | 7 072,0 | 7 072,0 | 7 072,0 | 7 072,0 | 7 072,0 | 35 360,0 | 35 360,0 | 70 720,0 |
| Verdun | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 24 735,0 | 24 735,0 | 49 470,0 |
| Ville-Marie | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 77 305,0 | 77 305,0 | 154 610,0 |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 8 998,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 44 990,0 | 44 990,0 | 89 980,0 |
| **Total – Emprunts des arrondissements** | **150 315,0** | **150 315,0** | **150 315,0** | **150 315,0** | **150 315,0** | **751 575,0** | **751 575,0** | **1 503 150,0** |
| **Services centraux** | | | | | | | | |
| Approvisionnement | 1 180,0 | - | - | - | - | 1 180,0 | - | 1 180,0 |
| Commission des services électriques | 7 756,0 | - | - | - | - | 7 756,0 | - | 7 756,0 |
| Concertation des arrondissements et l'experience citoyenne | 14 327,0 | 8 070,0 | 10 837,0 | 16 004,0 | 20 734,0 | 69 972,0 | 47 420,0 | 117 392,0 |
| Culture | 34 941,0 | 41 900,0 | 53 486,0 | 45 636,0 | 51 069,0 | 227 032,0 | 291 510,0 | 518 542,0 |
| Direction générale | 152 658,0 | - | - | - | - | 152 658,0 | - | 152 658,0 |
| Diversité et inclusion sociale | 3 275,0 | 4 000,0 | 6 000,0 | 6 448,0 | 6 010,0 | 25 733,0 | 30 790,0 | 56 523,0 |
| Eau | 368 532,0 | 443 600,0 | 509 905,0 | 457 061,0 | 400 748,0 | 2 179 846,0 | 2 034 578,0 | 4 214 424,0 |
| Environnement | 9 442,0 | 10 101,0 | 16 051,0 | 11 284,0 | 22 002,0 | 68 880,0 | 42 053,0 | 110 933,0 |
| Espace pour la vie | 18 986,0 | 20 588,0 | 61 953,0 | 65 693,0 | 78 880,0 | 246 100,0 | 255 610,0 | 501 710,0 |
| Gestion et planification des immeubles | 105 259,0 | 103 546,0 | 165 457,0 | 177 814,0 | 151 410,0 | 703 486,0 | 711 383,0 | 1 414 869,0 |
| Grands parcs, Mont-Royal et sports | 122 513,0 | 131 586,0 | 217 752,0 | 231 244,0 | 273 047,0 | 976 142,0 | 1 134 823,0 | 2 110 965,0 |
| Habitation | 47 445,0 | 54 032,0 | 66 909,0 | 67 527,0 | 66 542,0 | 302 455,0 | 333 281,0 | 635 736,0 |
| Infrastructures du réseau routier | 95 767,0 | 151 652,0 | 124 105,0 | 136 398,0 | 125 550,0 | 633 472,0 | 645 750,0 | 1 279 222,0 |
| Matériel roulant et ateliers | 59 825,0 | 80 000,0 | 104 200,0 | 123 221,0 | 113 900,0 | 481 146,0 | 656 000,0 | 1 137 146,0 |
| Police | 3 575,0 | 6 689,0 | 2 606,0 | 1 740,0 | 1 585,0 | 16 195,0 | 9 179,0 | 25 374,0 |
| Sécurité incendie | 6 545,0 | 23 545,0 | 4 705,0 | 4 705,0 | 4 625,0 | 44 125,0 | 23 125,0 | 67 250,0 |
| Société du parc Jean-Drapeau | 22 563,0 | 32 409,0 | 97 993,0 | 59 490,0 | 61 157,0 | 273 612,0 | 238 194,0 | 511 806,0 |
| Technologies de l'information | 126 526,0 | 120 945,0 | 121 228,0 | 114 666,0 | 109 605,0 | 592 970,0 | 258 807,0 | 851 777,0 |
| Urbanisme et mobilité | 355 514,0 | 407 464,0 | 535 268,0 | 543 505,0 | 611 354,0 | 2 453 105,0 | 2 999 553,0 | 5 452 658,0 |
| **Total – Emprunts des services centraux** | **1 556 629,0** | **1 640 127,0** | **2 098 455,0** | **2 062 436,0** | **2 098 218,0** | **9 455 865,0** | **9 712 056,0** | **19 167 921,0** |
| **Total – Emprunts des unités d'affaires** | **1 706 944,0** | **1 790 442,0** | **2 248 770,0** | **2 212 751,0** | **2 248 533,0** | **10 207 440,0** | **10 463 631,0** | **20 671 071,0** |
| Fonds des immobilisations - Affectation initiale de 2014 | 27 700,0 | 27 700,0 | 27 700,0 | 27 700,0 | 27 700,0 | 138 500,0 | 138 500,0 | 277 000,0 |
| Stratégie d'accroissement du PCI | 490 000,0 | 597 000,0 | 597 000,0 | 597 000,0 | 597 000,0 | 2 878 000,0 | 2 985 000,0 | 5 863 000,0 |
| **Total – Emprunts à la charge des contribuables** | **1 189 244,0** | **1 165 742,0** | **1 624 070,0** | **1 588 051,0** | **1 623 833,0** | **7 190 940,0** | **7 340 131,0** | **14 531 071,0** |

## Tableau 101 – Emprunts à la charge des contribuables découlant des activités d'immobilisations, par unités d'affaires – Budget du conseil municipal

(en milliers de dollars)

| Unités d'affaires | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Arrondissements** | | | | | | | | |
| Ahuntsic-Cartierville | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 9 394,0 | 46 970,0 | 46 970,0 | 93 940,0 |
| Anjou | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 6 245,0 | 31 225,0 | 31 225,0 | 62 450,0 |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 9 003,0 | 45 015,0 | 45 015,0 | 90 030,0 |
| Lachine | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 4 453,0 | 22 265,0 | 22 265,0 | 44 530,0 |
| LaSalle | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 6 212,0 | 31 060,0 | 31 060,0 | 62 120,0 |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 3 301,0 | 16 505,0 | 16 505,0 | 33 010,0 |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 11 199,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 11 199,0 | 55 995,0 | 55 995,0 | 111 990,0 |
| Montréal-Nord | 5 632,0 | 5 632,0 | 5 632,0 | 5 632,0 | 5 632,0 | 28 160,0 | 28 160,0 | 56 320,0 |
| Outremont | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 3 048,0 | 15 240,0 | 15 240,0 | 30 480,0 |
| Pierrefonds-Roxboro | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 7 102,0 | 35 510,0 | 35 510,0 | 71 020,0 |
| Plateau-Mont-Royal | 5 887,0 | 5 887,0 | 5 887,0 | 5 887,0 | 5 887,0 | 29 435,0 | 29 435,0 | 58 870,0 |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 14 303,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 14 303,0 | 71 515,0 | 71 515,0 | 143 030,0 |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 10 609,0 | 53 045,0 | 53 045,0 | 106 090,0 |
| Saint-Laurent | 10 559,0 | 10 559,0 | 10 559,0 | 10 559,0 | 10 559,0 | 52 795,0 | 52 795,0 | 105 590,0 |
| Saint-Léonard | 6 890,0 | 6 890,0 | 6 890,0 | 6 890,0 | 6 890,0 | 34 450,0 | 34 450,0 | 68 900,0 |
| Sud-Ouest | 7 072,0 | 7 072,0 | 7 072,0 | 7 072,0 | 7 072,0 | 35 360,0 | 35 360,0 | 70 720,0 |
| Verdun | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 4 947,0 | 24 735,0 | 24 735,0 | 49 470,0 |
| Ville-Marie | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 15 461,0 | 77 305,0 | 77 305,0 | 154 610,0 |
| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | 8 998,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 8 998,0 | 44 990,0 | 44 990,0 | 89 980,0 |
| **Total – Emprunts des arrondissements** | **150 315,0** | **150 315,0** | **150 315,0** | **150 315,0** | **150 315,0** | **751 575,0** | **751 575,0** | **1 503 150,0** |
| **Services centraux** | | | | | | | | |
| Approvisionnement | 605,0 | - | - | - | - | 605,0 | - | 605,0 |
| Commission des services électriques | 7 756,0 | - | - | - | - | 7 756,0 | - | 7 756,0 |
| Concertation des arrondissements et l'expérience citoyenne | 14 327,0 | 8 070,0 | 10 837,0 | 16 004,0 | 20 734,0 | 69 972,0 | 47 420,0 | 117 392,0 |
| Culture | 34 491,0 | 40 885,0 | 52 406,0 | 45 636,0 | 51 069,0 | 224 487,0 | 291 510,0 | 515 997,0 |
| Direction générale | 99 228,0 | - | - | - | - | 99 228,0 | - | 99 228,0 |
| Diversité et inclusion sociale | 3 275,0 | 4 000,0 | 6 000,0 | 6 448,0 | 6 010,0 | 25 733,0 | 30 790,0 | 56 523,0 |
| Eau | 97 247,0 | 102 976,0 | 179 978,0 | 112 335,0 | 112 089,0 | 604 625,0 | 514 002,0 | 1 118 627,0 |
| Environnement | 3 363,0 | 5 315,0 | 5 829,0 | 5 174,0 | 2 813,0 | 22 494,0 | 8 839,0 | 31 333,0 |
| Espace pour la vie | 8 486,0 | 20 088,0 | 61 453,0 | 65 193,0 | 78 380,0 | 233 600,0 | 243 610,0 | 477 210,0 |
| Gestion et planification des immeubles | 47 344,0 | 60 416,0 | 99 022,0 | 98 778,0 | 92 759,0 | 398 319,0 | 346 668,0 | 744 987,0 |
| Grands parcs, Mont-Royal et sports | 79 392,0 | 100 496,0 | 161 513,0 | 162 469,0 | 174 078,0 | 677 948,0 | 823 687,0 | 1 501 635,0 |
| Habitation | 20 355,0 | 19 827,0 | 29 733,0 | 28 349,0 | 28 035,0 | 126 299,0 | 140 460,0 | 266 759,0 |
| Infrastructures du réseau routier | 85 767,0 | 141 652,0 | 118 105,0 | 130 398,0 | 119 050,0 | 594 972,0 | 608 250,0 | 1 203 222,0 |
| Matériel roulant et ateliers | 18 254,0 | 36 186,0 | 65 688,0 | 78 380,0 | 69 233,0 | 267 741,0 | 453 808,0 | 721 549,0 |
| Technologies de l'information | 53 135,0 | 42 330,0 | 45 658,0 | 43 203,0 | 37 520,0 | 221 846,0 | 79 367,0 | 301 213,0 |
| Urbanisme et mobilité | 294 936,0 | 333 489,0 | 429 906,0 | 437 409,0 | 525 053,0 | 2 020 793,0 | 2 550 285,0 | 4 571 078,0 |
| **Total – Emprunts des services centraux** | **867 961,0** | **915 730,0** | **1 266 128,0** | **1 229 776,0** | **1 316 823,0** | **5 596 418,0** | **6 138 696,0** | **11 735 114,0** |
| **Total – Emprunts des unités d'affaires** | **#########** | **1 066 045,0** | **1 416 443,0** | **1 380 091,0** | **1 467 138,0** | **6 347 993,0** | **6 890 271,0** | **13 238 264,0** |
| Fonds des immobilisations - Affectation initiale de 2014 | 23 000,0 | 23 000,0 | 23 000,0 | 23 000,0 | 23 000,0 | 115 000,0 | 115 000,0 | 230 000,0 |
| Stratégie d'accroissement du PCI | 318 800,0 | 363 700,0 | 359 800,0 | 341 800,0 | 356 100,0 | 1 740 200,0 | 1 893 900,0 | 3 634 100,0 |
| **Total – Emprunts à la charge des contribuables** | **676 476,0** | **679 345,0** | **1 033 643,0** | **1 015 291,0** | **1 088 038,0** | **4 492 793,0** | **4 881 371,0** | **9 374 164,0** |

## Tableau 102 – Emprunts à la charge des contribuables découlant des activités d'immobilisations, par unités d'affaires – Budget du conseil d'agglomération

(en milliers de dollars)

| Unités d'affaires | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Services centraux** | | | | | | | | |
| Approvisionnement | 575,0 | - | - | - | - | 575,0 | - | 575,0 |
| Culture | 450,0 | 1 015,0 | 1 080,0 | - | - | 2 545,0 | - | 2 545,0 |
| Direction générale | 53 430,0 | - | - | - | - | 53 430,0 | - | 53 430,0 |
| Eau | 271 285,0 | 340 624,0 | 329 927,0 | 344 726,0 | 288 659,0 | 1 575 221,0 | 1 520 576,0 | 3 095 797,0 |
| Environnement | 6 079,0 | 4 786,0 | 10 222,0 | 6 110,0 | 19 189,0 | 46 386,0 | 33 214,0 | 79 600,0 |
| Espace pour la vie | 10 500,0 | 500,0 | 500,0 | 500,0 | 500,0 | 12 500,0 | 12 000,0 | 24 500,0 |
| Gestion et planification des immeubles | 57 915,0 | 43 130,0 | 66 435,0 | 79 036,0 | 58 651,0 | 305 167,0 | 364 715,0 | 669 882,0 |
| Grands parcs, Mont-Royal et sports | 43 121,0 | 31 090,0 | 56 239,0 | 68 775,0 | 98 969,0 | 298 194,0 | 311 136,0 | 609 330,0 |
| Habitation | 27 090,0 | 34 205,0 | 37 176,0 | 39 178,0 | 38 507,0 | 176 156,0 | 192 821,0 | 368 977,0 |
| Infrastructures du réseau routier | 10 000,0 | 10 000,0 | 6 000,0 | 6 000,0 | 6 500,0 | 38 500,0 | 37 500,0 | 76 000,0 |
| Matériel roulant et ateliers | 41 571,0 | 43 814,0 | 38 512,0 | 44 841,0 | 44 667,0 | 213 405,0 | 202 192,0 | 415 597,0 |
| Police | 3 575,0 | 6 689,0 | 2 606,0 | 1 740,0 | 1 585,0 | 16 195,0 | 9 179,0 | 25 374,0 |
| Sécurité incendie | 6 545,0 | 23 545,0 | 4 705,0 | 4 705,0 | 4 625,0 | 44 125,0 | 23 125,0 | 67 250,0 |
| Société du parc Jean-Drapeau | 22 563,0 | 32 409,0 | 97 993,0 | 59 490,0 | 61 157,0 | 273 612,0 | 238 194,0 | 511 806,0 |
| Technologies de l'information | 73 391,0 | 78 615,0 | 75 570,0 | 71 463,0 | 72 085,0 | 371 124,0 | 179 440,0 | 550 564,0 |
| Urbanisme et mobilité | 60 578,0 | 73 975,0 | 105 362,0 | 106 096,0 | 86 301,0 | 432 312,0 | 449 268,0 | 881 580,0 |
| **Total – Emprunts des services centraux** | **688 668,0** | **724 397,0** | **832 327,0** | **832 660,0** | **781 395,0** | **3 859 447,0** | **3 573 360,0** | **7 432 807,0** |
| Fonds des immobilisations - Affectation initiale de 2014 | 4 700,0 | 4 700,0 | 4 700,0 | 4 700,0 | 4 700,0 | 23 500,0 | 23 500,0 | 47 000,0 |
| Stratégie d'accroissement du PCI | 171 200,0 | 233 300,0 | 237 200,0 | 255 200,0 | 240 900,0 | 1 137 800,0 | 1 091 100,0 | 2 228 900,0 |
| **Total – Emprunts à la charge des contribuables** | **512 768,0** | **486 397,0** | **590 427,0** | **572 760,0** | **535 795,0** | **2 698 147,0** | **2 458 760,0** | **5 156 907,0** |

# Section Climat 2026

# 13. SECTION CLIMAT 2026

## 13.1. Une gouvernance climatique forte

### 13.1.1. Budget climat 2026 de Montréal : en bref

Pour la troisième année consécutive, la Ville de Montréal intègre les considérations climatiques à son processus budgétaire et financier via la budgétisation climatique. Ce système de gouvernance permet d'assurer que ses cibles et objectifs climatiques sont respectés et suivis, comme dans le cas d'un budget financier[1]. Un budget climat en soi ne réduira pas les émissions de GES, mais il permet une prise de décision cohérente qui prend systématiquement en compte leur impact sur le climat.

L'édition 2026 du Budget climat franchit une nouvelle étape importante. La gouvernance climatique de Montréal s'élargit et se renforce : le Programme décennal d'immobilisations (PDI) fait désormais l'objet d'une évaluation climatique approfondie grâce à la nouvelle version du test climat. Celle-ci permet de mieux mesurer l'alignement des investissements avec les objectifs climatiques. En parallèle, la modélisation des trajectoires d'émissions de gaz à effet de serre (GES) a été actualisée pour refléter les données les plus récentes. Cette mise à jour inclut l'ajustement de certaines mesures et l'intégration d'actions issues des autres paliers gouvernementaux.

Ces avancées illustrent l'engagement de la Ville à structurer sa gouvernance climatique et à renforcer ses processus budgétaires, dans le but d'accélérer la transition écologique.

### 13.1.2. Une gouvernance alignée sur le Plan stratégique Montréal 2030 et le Plan climat

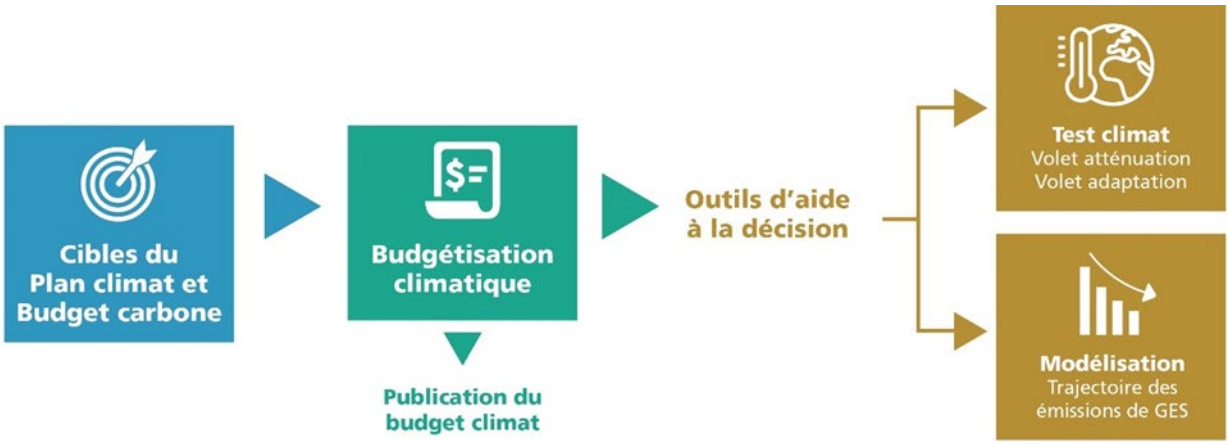
Le Plan climat 2020-2030 traduit les engagements de la Ville en matière de transition écologique. Il s'inscrit dans la vision de Montréal 2030, qui mobilise l'ensemble des acteurs pour une métropole plus résiliente et inclusive, et repose sur deux objectifs structurants :

- L'atténuation, en réduisant les émissions de GES de la collectivité d'au moins 55 % sous le niveau de 1990 d'ici 2030, en vue d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050 ;
- L'adaptation, en renforçant la résilience de l'ensemble du territoire de Montréal et la capacité d'adaptation aux impacts climatiques.

Pour concrétiser ces objectifs, un système de gouvernance climatique s'appuyant sur des outils structurants d'aide à la décision a été mis en place, soit la publication annuelle du budget climat, le test climat et la modélisation des trajectoires d'émissions de GES. Ensemble, ils permettent d'intégrer les enjeux climatiques à toutes les étapes du processus décisionnel, et de faire du climat un critère transversal dans la planification, l'évaluation et la priorisation des projets.

[1] Alors que les volumes budgétaires et financiers de la Ville de Montréal ne couvrent que les activités municipales, le budget climat couvre les émissions de l'ensemble de la collectivité montréalaise. Ainsi, le périmètre à considérer est le même périmètre que celui de l'inventaire des émissions de GES de la collectivité montréalaise, qui recense les émissions ayant lieu sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

**Graphique 29 – Gouvernance climatique de Montréal**




### 13.1.3. Trois objectifs pour structurer l'action climatique

Ce cadre de gouvernance permet de répondre à trois objectifs complémentaires et nécessaires au respect des objectifs de transition écologique et de résilience :

1. **Assurer une transparence accrue**

   La publication d'un chapitre annuel consacré au climat dans le budget de la Ville constitue un levier essentiel pour renforcer la transparence quant à la capacité d'atteindre les cibles climatiques.

2. **Identifier systématiquement l'alignement climatique des investissements**

   La nouvelle version du test climat permet de guider la priorisation et l'allocation des ressources à court terme, en cohérence avec les cibles à long terme.

3. **Cibler les mesures de réduction des émissions de GES à ajouter ou à renforcer**

   La modélisation permet d'identifier les écarts entre nos trajectoires d'émissions de GES et celles nécessaires pour respecter le budget carbone[2].

[2] Le budget carbone représente la quantité maximale de GES qui peut être émise dans l'atmosphère sans dépasser le seuil de 1,5 °C de réchauffement planétaire par rapport à la période préindustrielle. La Ville de Montréal s'est fixé un budget carbone en 2021 qui précisait la quantité maximale de GES pouvant être émise dans l'atmosphère entre 2018 (année de l'inventaire le plus récent) et 2050 (année cible de la carboneutralité).

## 13.2. Le test climat : un outil renforcé pour mieux orienter les décisions

L'intégration des enjeux climatiques dans les décisions municipales repose sur des outils structurants, dont le test climat est un pilier. Conçu comme un outil d'aide à la décision, il permet d'évaluer la cohérence des projets et programmes avec les objectifs climatiques de la Ville, tant en matière d'atténuation que d'adaptation.

La nouvelle version du test climat marque une avancée significative.[3] Alors que la première version reposait sur des questions génériques et un accompagnement individualisé, la version actuelle propose une approche plus structurée, pédagogique et automatisée. Elle rend les questions plus compréhensibles, fournit les informations clés au bon moment et présente les résultats sous forme de bilans visuels comparables, facilitant l'analyse transversale des projets.

Les résultats issus de cette nouvelle version ont été intégrés dès cette année au processus budgétaire. Ils ont permis d'éclairer les décisions en offrant une lecture rapide et comparative de l'alignement du PDI en matière d'atténuation et d'adaptation. Cette démarche marque une avancée significative vers une gouvernance climatique plus rigoureuse, transparente et pleinement opérationnelle.

### 13.2.1. Évaluation de l'alignement du PDI via le Test climat

Le Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER) a évalué dans quelle mesure les investissements prévus au PDI 2026-2035 sont alignés sur les objectifs d'atténuation et d'adaptation du Plan climat, et ce, selon les trois catégories décrites dans le tableau suivant.

**Tableau 103 – Catégories de classification des projets et programmes du PDI 2026-2035**

| Catégorie | Critères du projet ou programme | Exemples | |
|---|---|---|---|
| | | Rénovation de bâtiment | Réfection de rue |
| **Aligné** | Contribue directement à l'atteinte des cibles climatiques (atténuation et/ou adaptation), en intégrant des mesures reconnues et efficaces | Décarbonation, efficacité énergétique et mesures d'adaptation suffisantes | Augmentation de l'espace pour la mobilité active et collective et mesures d'adaptation suffisantes |
| **Partiellement aligné** | Comporte certains éléments positifs, mais la contribution globale demeure limitée ou partielle par rapport aux cibles climatiques | Décarbonation, efficacité énergétique et mesures d'adaptation insuffisantes | Augmentation de l'espace pour la mobilité active et collective et mesures d'adaptation insuffisantes |
| **Non aligné** | Nuit aux cibles climatiques, en augmentant les émissions ou la vulnérabilité aux changements climatiques, en ne prenant pas en compte les enjeux climatiques ou en manquant une opportunité d'agir | Travaux limités au maintien de l'actif | Refaire la rue à l'identique |

Près de 35 % du total du PDI 2026-2035, soit 9 G$, financent des projets et programmes dont l'impact climatique est non significatif ou ne pouvant pas être adéquatement évalués avec la version actuelle du Test climat. Une part de ces investissements sont donc aussi à considérer avec attention, car ils mobilisent des ressources sans générer de bénéfices directs pour l'atteinte de la carboneutralité ou la réduction des vulnérabilités. L'exercice a ainsi permis de conclure que 65 % du total du PDI 2026-35 présente des impacts potentiels en matière d'atténuation et d'adaptation, soit 16,9 G$. De ce montant, **14,3 G$ ont pu être évalués**.

[3] Voir l'annexe 3 pour plus de détails sur la méthodologie du Test climat.

**Tableau 104 – Projets et programmes évalués**

| (en milliards de dollars) | Total | (en %) |
|---|---|---|
| Projets et programmes ayant un impact potentiel - évalués | 14,3 | 55% |
| Projets et programmes ayant un impact potentiel - données manquantes | 2,6 | 10% |
| Projets et programmes n'ayant pas d'impact significatif ou ne pouvant être adéquatement évalués | 9,0 | 35% |
| **Total PDI 2026-2035** | **25,9** | **100%** |

## Résultats pour le PDI 2026-2035

Les projets et programmes évalués ont fait l'objet d'une analyse plus approfondie[4] et ont été répartis dans les catégories mentionnées précédemment :

### Aligné

4,35 G$ (30 % des investissements évalués) soutiennent des programmes et projets qui contribuent directement à l'atteinte des cibles climatiques, en intégrant des mesures d'adaptation et/ou d'atténuation reconnues et efficaces.

**Tableau 105 – Exemples de projets et programmes alignés sur les cibles climatiques**

| **Aligné** (en millions de dollars) | Total |
|---|---|
| 32300 - Programme d'acquisition des milieux naturels | 199 |
| 34700 - Plan de la forêt urbaine | 254 |
| 66169 - Programme de transition écologique pour le parc immobilier | 196 |

### Partiellement aligné

6,28 G$ (44 % des investissements évalués) financent des projets et programmes qui comportent certains éléments positifs, mais la contribution globale demeure limitée ou partielle par rapport aux cibles climatiques.

**Tableau 106 – Exemples de projets et programmes partiellement alignés sur les cibles climatiques**

| **Partiellement aligné** (en millions de dollars) | Total |
|---|---|
| 75035 - Réaménagement - Rue Sainte-Catherine Ouest - Phase 3: McGill Colle ge et Cathcart | 123 |
| 56540 - Usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB) | 1 241 |

### Non aligné

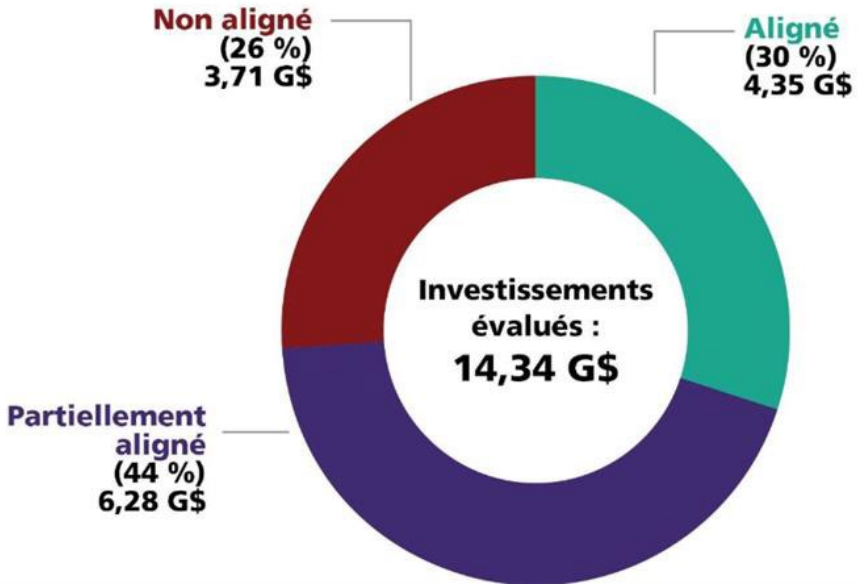
3,71 G$, soit 26 % des investissements évalués sont actuellement alloués à des projets et programmes qui nuisent à l'atteinte des cibles du Plan climat. Ces investissements, qui contribuent à l'augmentation des émissions ou des vulnérabilités climatiques, ignorent les enjeux climatiques ou manquent des opportunités d'agir. Notons toutefois que certains de ces projets et programmes peuvent être nécessaires pour des raisons de sécurité, de maintien des services à la population ou d'entretien des actifs municipaux. Par exemple, les programmes liés au planage-revêtement et la réfection des structures sont très émissifs en GES, mais demeurent essentiels pour des raisons de sécurité et de maintien de services à la population. Pour améliorer son alignement, ce type de programme devra accroître les exigences de durabilité, maximiser la circularité des matériaux et repenser la politique du plus bas soumissionnaire.

[4] La méthodologie d'évaluation est présentée à l'annexe 3.

**Tableau 107 – Exemples de projets et programmes non alignés sur les cibles climatiques**

| **Non aligné** (en millions de dollars) | **Total** |
|---|---|
| 55856 - Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel | 533 |
| 68102 - Programme de remplacement de véhicules - Ville | 865 |

**Graphique 30 – Alignement des investissements évalués du PDI 2026-2035**




### 13.2.2. Part du budget du PDI consacrée à l'adaptation aux changements climatiques

L'action 46 du Plan climat met en lumière les investissements de la Ville en matière d'adaptation aux changements climatiques, en ciblant principalement les infrastructures naturelles et hybrides. Intégrée au processus budgétaire de la Ville depuis quatre ans, cette action reflète une approche de planification à long terme, qui vise à renforcer la résilience des infrastructures municipales face aux aléas climatiques. À ce titre, la Ville s'est engagée à consacrer un minimum de 10 à 15 % de son PDI à ce type d'investissements.

Pour évaluer les investissements liés à l'adaptation aux changements climatiques, une typologie en trois catégories est utilisée :

- **Infrastructures naturelles et hybrides** : les infrastructures naturelles sont des solutions fondées sur la nature, telles que les parcs urbains, les arbres, les fosses d'arbres ou les saillies végétalisées. Les infrastructures hybrides, quant à elles, combinent des éléments naturels à des infrastructures grises pour les adapter au contexte urbain, comme les parcs ou rues éponges.
- **Infrastructures grises admissibles** : il s'agit d'infrastructures qui contribuent à réduire la vulnérabilité aux aléas climatiques et à leurs impacts, comme les ouvrages de rétention, les digues permanentes, les piscines, les jeux d'eau ou encore les toits blancs.
- **Investissements non liés à l'adaptation** : cette catégorie regroupe les investissements qui ne réduisent pas la vulnérabilité climatique ou qui relèvent d'autres objectifs, comme la réduction des émissions de GES.

## Résultats pour le PDI 2026-2035

Comme présenté dans le tableau suivant pour l'année 2026, 175,0 M$ (7,6 %) des investissements en adaptation aux changements climatiques seront consacrés aux infrastructures naturelles et hybrides et 264,2 M$ (11,5 %) iront aux infrastructures grises admissibles.

Les investissements consacrés aux infrastructures naturelles et hybrides provenant des services de l'Urbanisme et de la mobilité, des Grands parcs, Mont royal et sports, et de l'Eau représentent 71 % des investissements totaux en infrastructures naturelles et hybrides. Ceux-ci aident à consolider le déploiement et la conservation des solutions fondées sur la nature. Face à l'augmentation prévue de la fréquence et de l'intensité des canicules et des pluies torrentielles, ces investissements sont principalement destinés à la réfection et à la création de parcs et de milieux naturels et à la végétalisation et la gestion des eaux pluviales dans les milieux de vie.

Les infrastructures naturelles et hybrides jouent un rôle essentiel : elles rendent la ville plus résiliente, la protègent contre les aléas climatiques, réduisent les coûts à long terme et améliorent la qualité de vie des citoyens.

**Graphique 31 – Évolution des investissements en infrastructures naturelles et hybrides par rapport aux investissements totaux du PDI entre 2024 et 2026**

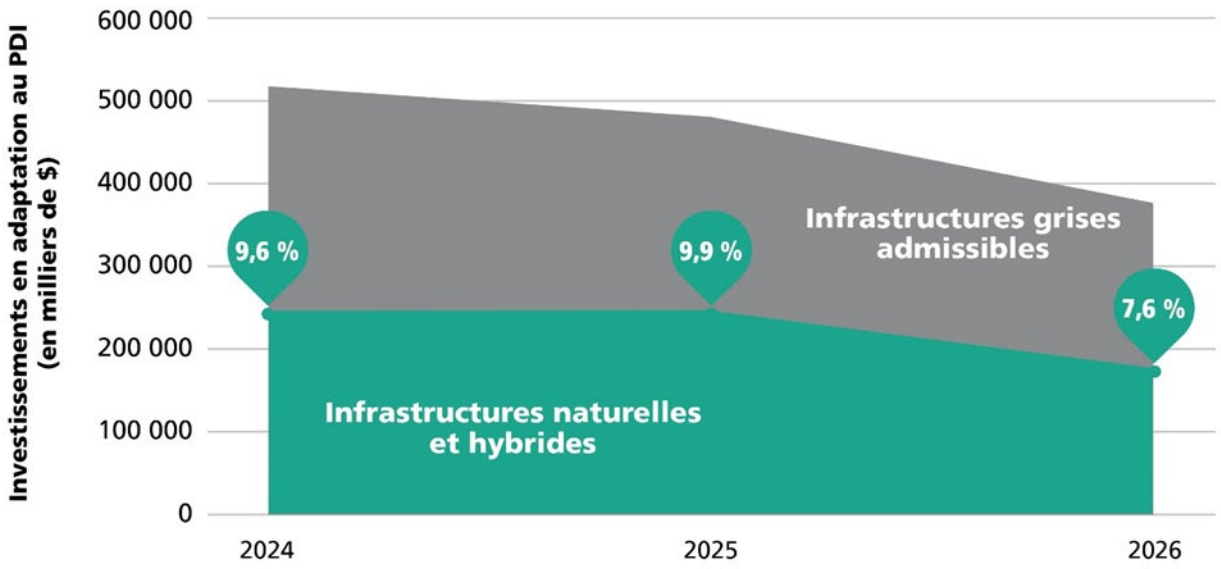


**Tableau 108 – Investissements en adaptation de la Ville de Montréal, 2026**

(en milliers de dollars)

| Unités d'affaires | Infrastructures naturelles et hybrides | Infrastructures grises admissibles | Autres investissements | Investissements bruts 2026 |
|---|---|---|---|---|
| Direction générale | - | - | 152 658,0 | 152 658,0 |
| **DG** | **-** | **-** | **152 658,0** | **152 658,0** |
| Approvisionnement | - | - | 1 180,0 | 1 180,0 |
| Habitation | 1 425,0 | 2 100,0 | 43 920,0 | 47 445,0 |
| **DGA - Habitation et Économie** | **1 425,0** | **2 100,0** | **45 100,0** | **48 625,0** |
| Culture | - | - | 63 230,0 | 63 230,0 |
| Diversité et inclusion sociale | - | - | 3 275,0 | 3 275,0 |
| Environnement | 70,6 | 187,7 | 9 183,7 | 9 442,0 |
| Espace pour la vie | 4 491,2 | 2 383,8 | 12 711,0 | 19 586,0 |
| **DGA - Qualité de vie** | **4 561,8** | **2 571,5** | **88 399,7** | **95 533,0** |
| Sécurité incendie | - | - | 6 545,0 | 6 545,0 |
| Police | - | - | 3 575,0 | 3 575,0 |
| **DGA - Sécurité urbaine et conformité** | **-** | **-** | **10 120,0** | **10 120,0** |
| Concertation des arrondissements et l'expérience citoyenne | 3 581,7 | 6 353,5 | 4 391,8 | 14 327,0 |
| Grands parcs, Mont Royal et sports | 60 960,6 | 21 216,8 | 64 680,6 | 146 858,0 |
| Matériel roulant et ateliers | - | - | 59 825,0 | 59 825,0 |
| Société du parc Jean-Drapeau | 9 052,9 | - | 13 510,1 | 22 563,0 |
| Technologies de l'information | - | - | 126 526,0 | 126 526,0 |
| **DGA - Service de proximité** | **73 595,2** | **27 570,3** | **268 933,5** | **370 099,0** |
| Comission des services électriques | - | 147 078,0 | - | 147 078,0 |
| Eau | 10 914,0 | 40 640,0 | 590 618,0 | 642 172,0 |
| Gestion et planification des immeubles | 717,8 | 18 802,5 | 104 000,7 | 123 521,0 |
| Infrastructure du réseau routier | 387,0 | 2 646,0 | 123 984,0 | 127 017,0 |
| Urbanisme et mobilité | 52 959,2 | 9 731,2 | 339 027,6 | 401 718,0 |
| **DGA Urbanisme, mobilité et infrastructures** | **64 978,0** | **218 897,7** | **1 157 630,3** | **1 441 506,0** |
| **Arrondissements** | 30 444,1 | 13 083,2 | 141 601,7 | 185 129,0 |
| **Total** | **175 004,1** | **264 222,7** | **1 864 443,2** | **2 303 670,0** |
| **Répartition du pourcentage des investissements** | **7,6%** | **11,5%** | **80,9%** | **100,0%** |

### 13.2.3. Évaluation de l'alignement des dépenses énergétiques du budget de fonctionnement

L'impact climatique des dépenses du budget de fonctionnement provient principalement de la consommation d'énergie ainsi que de l'achat de matériel, d'équipement et de services. Dans cette troisième édition du budget climat, la Ville présente une deuxième évaluation de son budget de fonctionnement, qui porte uniquement sur les dépenses énergétiques.

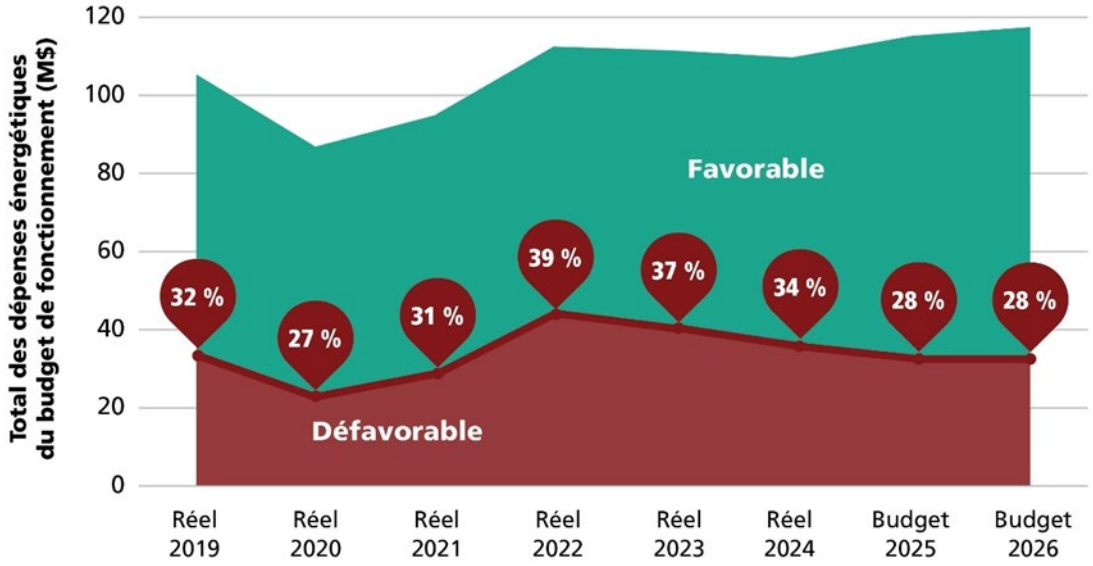
Au fil des prochaines années, cette analyse sera élargie pour inclure l'évaluation de l'alignement des dépenses liées à l'approvisionnement en biens et services pour davantage tendre vers un approvisionnement responsable. Des travaux sont d'ailleurs en cours avec le service de l'approvisionnement afin d'examiner l'impact des matières premières à forte intensité carbone, dans une perspective d'amélioration continue et de cohérence avec les objectifs climatiques de la Ville.

Entre 2019 et 2026, les dépenses énergétiques défavorables de Montréal, soit les dépenses en gaz naturel, en essence, en huile diesel et en mazout, oscillent entre 27 % (23 M$ en 2020) et 39 % (44 M$ en 2022) des dépenses énergétiques totales. Lors de la dernière année complète avec des données réelles (2024), la part des dépenses énergétiques défavorables était de 34 % (37 M$), en légère baisse par rapport au sommet de 2022, mais toujours plus élevée qu'en 2019, 2020 et 2021.

Quant aux dépenses énergétiques favorables, soit principalement les dépenses liées à l'électricité, elles devront aussi être diminuées dans un souci de réduction de la consommation énergétique de la Ville de Montréal et d'une meilleure utilisation de l'énergie disponible.

Les variations observées dans la part des dépenses énergétiques défavorables entre 2019 et 2026 s'expliquent par plusieurs facteurs. Parmi ceux-ci figurent les fluctuations des prix des différentes sources d'énergie, les écarts de température d'une année à l'autre, ainsi que les impacts économiques liés à la pandémie de COVID-19, principalement observés jusqu'en 2022. À cela s'ajoutent les effets de la conjoncture géopolitique mondiale qui ont influencé les marchés de l'énergie.

**Graphique 32 – Alignement des dépenses énergétiques par rapport aux dépenses énergétiques totales du budget de fonctionnement de Montréal entre 2019 et 2026**




Les principales dépenses énergétiques[5] défavorables du budget 2026 découleront principalement des :

- Dépenses en essence du Service du matériel roulant et ateliers (57 %)
- Dépenses en combustibles du Service de la gestion et planification des immeubles (20 %)
- Dépenses en gaz naturel du Service de l'eau (13 %).

[5] Il est important de noter que certaines dépenses énergétiques liées à la sous-traitance, telles que le diesel utilisé pour le déneigement et la collecte des matières résiduelles, ne sont pas comprises dans l'analyse puisque les données évaluées ne permettaient pas de faire cette distinction.

**Projets et programmes permettant de réduire la part de dépenses énergétiques défavorables**

La Ville met en place des projets et programmes afin de réduire la part de dépenses énergétiques défavorables, et ainsi d'améliorer l'alignement de son budget de fonctionnement en matière d'atténuation des changements climatiques. Parmi ces investissements, on retrouve :

- **66169 — Programme de transition écologique pour le parc immobilier — 196,0 M$**

  Ce programme contribue à réduire les émissions de GES et à rendre la Ville carboneutre en éliminant l'utilisation d'énergies fossiles et les fuites d'halocarbures, en améliorant la performance énergétique des bâtiments, de même qu'en électrifiant et mutualisant la flotte de véhicules du service.

- **56540 — Usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB) – 1 240,9 M$**

  La station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte génère des boues déshydratées qui sont brûlées dans quatre incinérateurs. Ceux-ci s'approchent de la fin de leur vie utile et produisent une quantité importante d'émissions atmosphériques et de GES. Le projet de construction de l'Usine de Traitement et de Valorisation des Boues réduira la consommation de gaz naturel, réduira les rejets atmosphériques, augmentera la valorisation des résidus et permettra d'améliorer son efficacité énergétique.

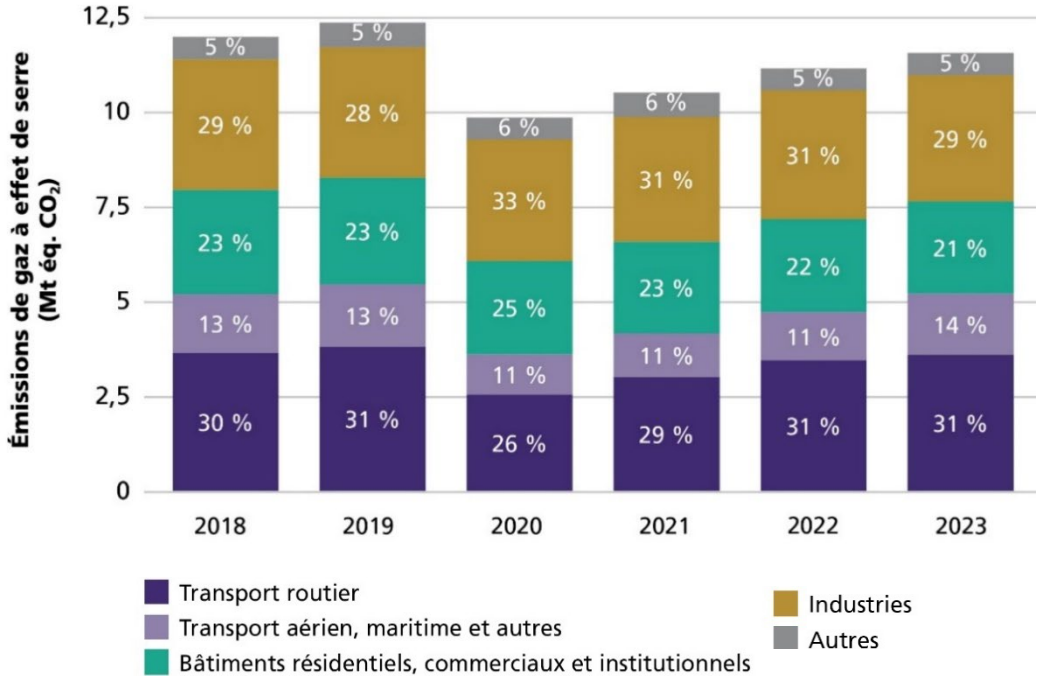
## 13.3. Le défi du respect du budget carbone

### 13.3.1. L'état des émissions de GES : 67 mégatonnes d'équivalent $CO_2$ émis entre 2018 et 2023

Chaque année, la Ville de Montréal publie un inventaire mis à jour des émissions de GES de la collectivité montréalaise. Le territoire couvert correspond à l'ensemble de l'agglomération, incluant les 19 arrondissements de la Ville de Montréal ainsi que les 15 villes liées situées sur l'île.

En 2023, les émissions de GES ont atteint 11,5 mégatonnes d'équivalent $CO_2$ (Mt éq. $CO_2$), en hausse de 3 % par rapport à 2022. Les principales sources d'émissions restent les bâtiments, l'industrie et le transport. Les émissions de 2023 présentent une réduction de 24 % par rapport à 1990, ce qui indique que Montréal n'a pas atteint son objectif de réduction de 30 % en 2020.

**Graphique 33 – Distribution des émissions de GES de la collectivité montréalaise, 2018-2023**[6, 7, 8]




[6] Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[7] Le secteur des industries inclut les émissions de sources fixes associées aux industries manufacturières, de la construction et énergétiques ainsi que les émissions liées aux procédés industrielles et à l'utilisation de produits.

[8] Autres : inclut les émissions fugitives ainsi que les émissions liées aux matières résiduelles et à l'agriculture

### 13.3.2. Le budget carbone : 118 Mt éq. $CO_2$ restant entre 2024 et 2050

En cohérence avec les recommandations scientifiques les plus récentes, la Ville de Montréal s'est dotée en 2021 d'un budget carbone qui s'applique au territoire couvert par l'inventaire des émissions de GES de l'ensemble de l'agglomération[9]. Un budget carbone représente la quantité maximale de GES pouvant être émise dans l'atmosphère sans dépasser le seuil de 1,5 °C de réchauffement planétaire par rapport à l'ère préindustrielle. Pour respecter cette limite, des plafonds annuels d'émissions ont été établis, définissant la trajectoire de réduction nécessaire au fil du temps.

Si la collectivité montréalaise dépasse le plafond d'émissions prévu pour une année donnée, elle devra compenser cet excédent en réduisant davantage ses émissions les années suivantes, afin de rester dans les limites du budget global. Étant donné que ce dernier est limité, et que les plafonds deviennent de plus en plus stricts avec le temps, il est dans l'intérêt de la Ville de réduire ses émissions le plus tôt possible.

Entre 2018 et 2023, la collectivité montréalaise a émis environ 67 Mt éq. $CO_2$. Cela signifie qu'en cinq ans, 36 % du total du budget carbone disponible jusqu'en 2050 a été épuisé, équivalent à un déficit de près de 2,2 Mt éq. $CO_2$ en 2023 par rapport à la trajectoire idéale pour respecter le budget carbone. **Le budget carbone restant entre 2024 et 2050 est donc maintenant de 118 Mt éq. $CO_2$.**

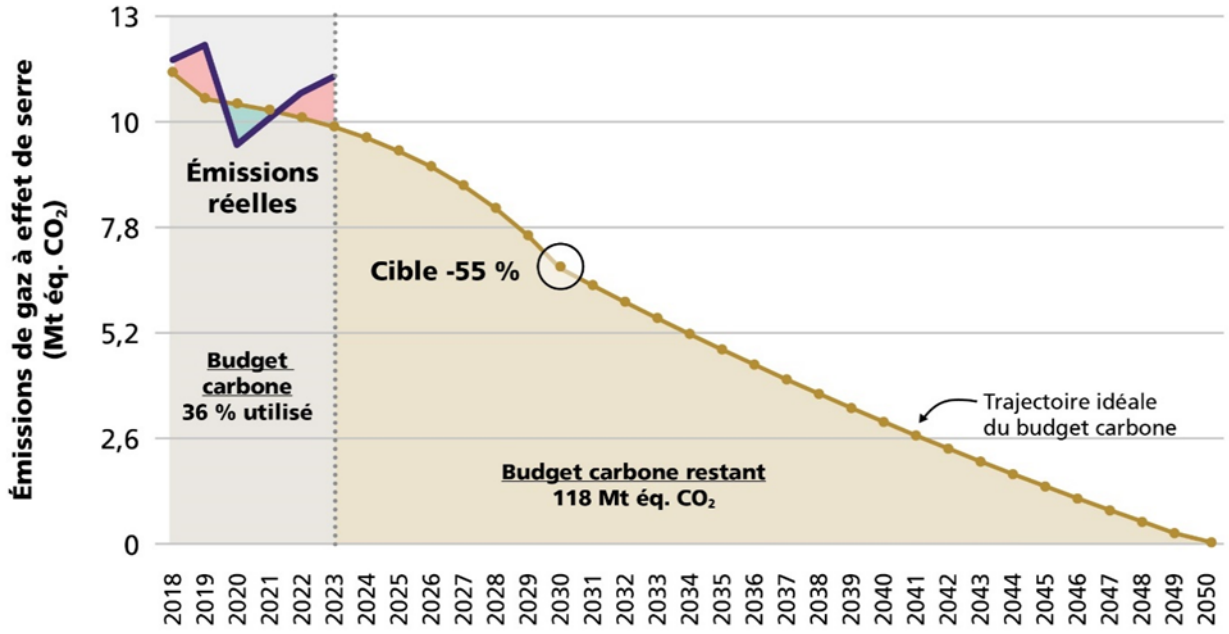
**Tableau 109 – État du budget carbone entre 2018 et 2023**

| (en Mt éq. $CO_2$) | Émissions réelles | Budget carbone | |
|---|---|---|---|
| | | Plafonds annuels | Solde cumulatif |
| 2018 | 11,93 | 11,61 | (0,31) |
| 2019 | 12,30 | 10,97 | (1,64) |
| 2020 | 9,81 | 10,84 | (0,61) |
| 2021 | 10,46 | 10,69 | (0,39) |
| 2022 | 11,10 | 10,50 | (0,98) |
| 2023 | 11,50 | 10,28 | (2,21) |

Au cours des six dernières années, les émissions de GES sont demeurées au-dessus des plafonds annuels fixés par le budget carbone, à l'exception de 2020 et 2021, deux années marquées par la pandémie de COVID-19.

[9] Voir l'annexe 2 pour plus de détails sur la méthodologie.

**Graphique 34 – Budget carbone de Montréal, de 2018 à 2050 (en kt éq. $CO_2$)**



## 13.4. Prévision des émissions de GES de l'agglomération de Montréal

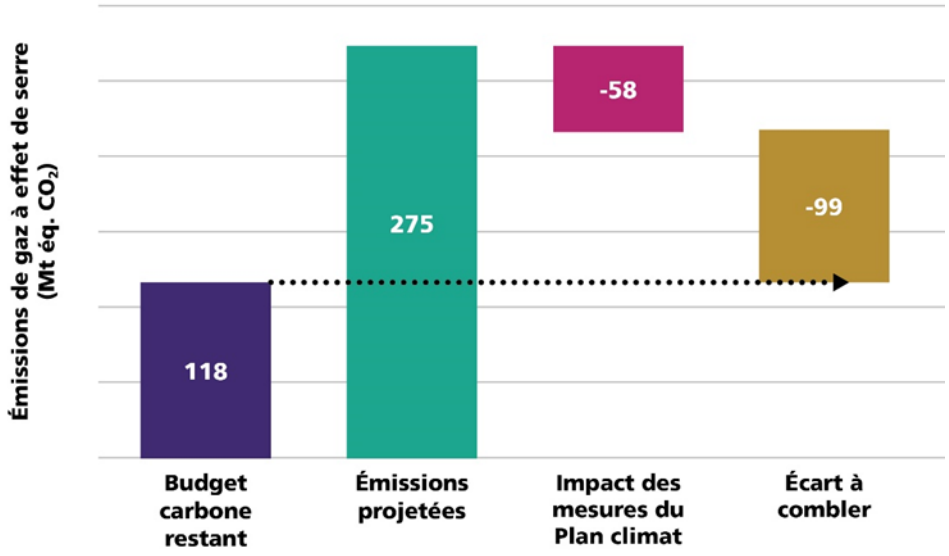
Afin d'évaluer la capacité de l'agglomération de Montréal à respecter son budget carbone et à atteindre ses cibles climatiques, le budget climat repose sur une modélisation des trajectoires d'émissions de GES[10]. Cette approche permet d'estimer l'impact potentiel des mesures d'atténuation, d'identifier les écarts à combler pour respecter le budget carbone et de guider les priorités d'action. Elle fait du budget climat un outil stratégique pour orienter les décisions vers les mesures les plus efficaces.

Avec un budget carbone restant de 118 Mt éq. $CO_2$ d'ici 2050, il est estimé que la Ville de Montréal émettrait 275 Mt éq. $CO_2$ en l'absence d'actions climatiques supplémentaires à celles qui sont prévues par les gouvernements fédéral et provincial. Il existe donc un écart à combler de 157 Mt éq. $CO_2$. Or, cet écart n'est comblé qu'en partie par les mesures du Plan climat

### 13.4.1. Les mesures du Plan climat peuvent réduire les émissions de 58 Mt éq. $CO_2$ si elles sont pleinement mises en œuvre

La prévision des émissions de GES intègre les mesures climatiques actuelles et planifiées ainsi que les mesures supplémentaires à l'étude. Les trajectoires sont régulièrement mises à jour afin de refléter les données les plus récentes, les changements aux politiques et les efforts réels déployés par la collectivité.

**Graphique 35 – Évaluation des écarts par rapport au budget carbone (en Mt éq. $CO_2$)**




[10] La Ville reconnaît les incertitudes qui entourent les trajectoires d'émissions de GES, la qualité des inventaires et l'efficacité des mesures. Les résultats présentés reposent sur les meilleures données disponibles et des hypothèses crédibles, mais peuvent varier d'une année à l'autre.

## Les mesures actuelles et planifiées peuvent réduire les émissions de 28,7 Mt éq. $CO_2$

Les mesures actuelles et planifiées représentent les actions climatiques déjà mises en œuvre et dotées d'un financement ou d'un plan de mise en œuvre en 2025, et ce, à tous les niveaux de gouvernement. Ces mesures permettent d'accélérer la réduction des émissions, mais demeurent insuffisantes pour atteindre les cibles de réduction ou respecter le budget carbone. Si elles sont pleinement mises en œuvre, ces politiques et engagements devraient permettre une réduction cumulative de 28,7 Mt éq. $CO_2$ d'ici 2050. Les résultats sont présentés ci-dessous par secteur d'émissions, incluant le transport routier, les bâtiments, ainsi que les autres secteurs.

## Mesures actuelles et planifiées — transport routier

Alors que la Ville s'est engagée en mai 2023 à atteindre la carboneutralité des transports d'ici 2040, les émissions du secteur des transports ont augmenté de 44 % depuis le début de la pandémie en 2020, retrouvant d'ailleurs en 2023 un niveau équivalent à celui de 2018. Le transport routier représentait près du tiers des GES émis par la collectivité montréalaise en 2023 et l'auto solo demeure le mode de transport le plus émetteur de Montréal. À cela s'ajoute, une hausse marquée de 41 % des émissions liées au transport aérien en un an, qui devient le deuxième plus grand émetteur du secteur du transport. Face à ces constats, il est primordial d'accélérer les actions visant à réduire les émissions de GES liées au transport routier.

Avec les mesures actuelles et planifiées liées au secteur du transport routier, la Ville pourrait atteindre une réduction de plus de 7 Mt éq. $CO_2$ des émissions totales estimées d'ici 2050. Cette réduction représente 12,6 % du total des réductions potentielles des actions du Plan climat.

**Tableau 110 – Impact des mesures actuelles et planifiées du transport routier**

| (en Mt éq. $CO_2$) | Réduction du budget carbone | Part des réductions totales d'ici 2050 |
|---|---|---|
| Dans tous les quartiers, développer le transport collectif et actif, et favoriser l'autopartage, le taxi, et le covoiturage (action 11) | (2,1) | 3,7% |
| Privilégier et augmenter la proportion de véhicules électriques au centre-ville de Montréal (action 13) | (0,6) | 1,0% |
| Électrifier 100 % des autobus de la STM (action 14) | (3,7) | 6,3% |
| Encourager le verdissement et stimuler la densification de la ville par la conversion de stationnements à ciel ouvert (action 18) | (0,9) | 1,6% |
| **Total des mesures actuelles et planifiées du transport routier** | **(7,3)** | **12,6%** |

Selon les projections modélisées, les émissions de ce secteur passeraient de 3,6 Mt éq. $CO_2$ à 2,3 Mt éq. $CO_2$ entre 2023 et 2040 avec les mesures actuelles et planifiées.

## Mesures actuelles et planifiées — bâtiments résidentiels, commerciaux et institutionnels

Avec les mesures actuelles et planifiées liées aux bâtiments, la Ville prévoit une réduction de près de 18 Mt éq. $CO_2$ dans les émissions provenant des secteurs des bâtiments résidentiels, commerciaux et institutionnels d'ici 2050. Cette réduction représente 30,2 % du total des réductions potentielles des actions du Plan climat. La mise en œuvre du système de divulgation, cotation et performance des grands bâtiments représente à elle seule plus du quart des réductions potentielles, ce qui en fait l'action avec le plus grand potentiel de réduction des émissions parmi les mesures actuelles et planifiées du Plan climat.

**Tableau 111 – Impact des mesures actuelles et planifiées dans le secteur des bâtiments**

| (en Mt éq. $CO_2$) | Réduction du budget carbone | Part des réductions totales d'ici 2050 |
|---|---|---|
| Adapter les règlements afin d'améliorer l'efficacité énergétique de tous les types de bâtiments (action 25) | (2,7) | 4,6% |
| Système de divulgation, cotation et performance des grands bâtiments (action 27) | (15,0) | 25,6% |
| **Total des mesures actuelles et planifiées des bâtiments** | **(17,7)** | **30,2%** |

En 2023, les émissions annuelles de GES provenant des bâtiments résidentiels, commerciaux et institutionnels représentaient 21 % du total des GES émis par la collectivité montréalaise. En complément des cibles établies dans le Plan climat, la Ville s'est engagée, dès 2022, à atteindre zéro émission de GES pour l'ensemble des bâtiments sur son territoire d'ici 2040.

Selon les projections modélisées, les émissions de ce secteur passeraient de 2,4 Mt éq. $CO_2$ à 1 Mt éq. $CO_2$ entre 2023 et 2040 avec les mesures actuelles et planifiées. Puisque l'objectif est d'atteindre zéro émission de GES en 2040, la Ville devra combler cet écart en renforçant les mesures actuelles et planifiées ou en ajoutant de nouvelles mesures structurantes, notamment au niveau des bâtiments résidentiels qui émettraient la majorité[11] des GES à l'horizon 2040.

## Mesures actuelles et planifiées — autres secteurs

Avec les mesures actuelles et planifiées liées aux autres secteurs, la Ville prévoit une réduction de près de 4 Mt éq. $CO_2$. Cette réduction représente 6,4 % du total des réductions potentielles des actions du Plan climat.

**Tableau 112 – Impact des mesures actuelles et planifiées dans les autres secteurs**

| (en Mt éq. $CO_2$) | Réduction du budget carbone | Part des réductions totales d'ici 2050 |
|---|---|---|
| Planter, entretenir et protéger 500 000 arbres (action 20) | (0,27) | 0,5% |
| Remplacer les incinérateurs de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (action 37) | (1,47) | 2,5% |
| Réaliser les actions du Plan directeur de gestion des matières résiduelles (action 40) | (2,0) | 3,4% |
| **Total des mesures actuelles et planifiées des autres secteurs** | **(3,74)** | **6,4%** |

[11] 72 %.

En 2023, les émissions annuelles de GES provenant des autres secteurs[12] représentaient 48 % du total des GES émis par la collectivité montréalaise. Les sous-secteurs les plus émissifs des autres secteurs étaient les sources fixes des industries (22 %), le transport aérien (10 %) et l'utilisation de produits par les industries (7 %).

Selon les projections modélisées, les émissions de ce secteur ne diminueraient pas significativement, passant de 5,5 Mt éq. $CO_2$ à 5,2 Mt éq. $CO_2$ entre 2023 et 2050 avec les mesures actuelles et planifiées. Afin de respecter son engagement envers la carboneutralité à l'horizon 2050, la Ville devra notamment travailler avec les autres paliers gouvernementaux, particulièrement en ce qui a trait aux secteurs du transport aérien et industriel.

### Les mesures supplémentaires à l'étude peuvent réduire les émissions de 29,7 Mt éq. $CO_2$

Malgré les efforts déjà planifiés, la prévision des émissions indique que la collectivité montréalaise ne parviendrait pas à atteindre ses cibles climatiques ni à respecter son budget carbone sans l'ajout de nouvelles mesures ou sans le renforcement soutenu des mesures actuelles. Les mesures supplémentaires à l'étude constituent de nouvelles initiatives ou bonifications aux politiques existantes. Bien qu'elles soient prévues dans le Plan climat, ces mesures n'ont pas encore été accompagnées d'un plan de mise en œuvre précis ou d'un financement suffisant.

Ces mesures permettraient de repousser l'épuisement du budget carbone à 2035 et de réduire l'écart entre les émissions projetées et les plafonds fixés de près de 30 Mt éq. $CO_2$ d'ici 2050. Cette réduction représente plus de la moitié du total des réductions potentielles des actions du Plan climat.

La mise en œuvre de la nouvelle action du Plan climat qui consiste à établir une stratégie d'écofiscalité pour financer la mobilité montréalaise représente un potentiel important de réduction des émissions parmi l'ensemble des mesures du Plan climat.

[12] Les autres secteurs incluent les émissions du transport aérien, maritime, ferroviaire et hors route, les émissions de sources fixes associées aux industries manufacturières et à la construction, aux industries énergétiques et aux émissions fugitives, les émissions liées aux matières résiduelles, les émissions liées aux procédés industriels et aux utilisations de produits, et les émissions associées à l'agriculture.

### 13.4.2. Analyse des écarts GES à combler

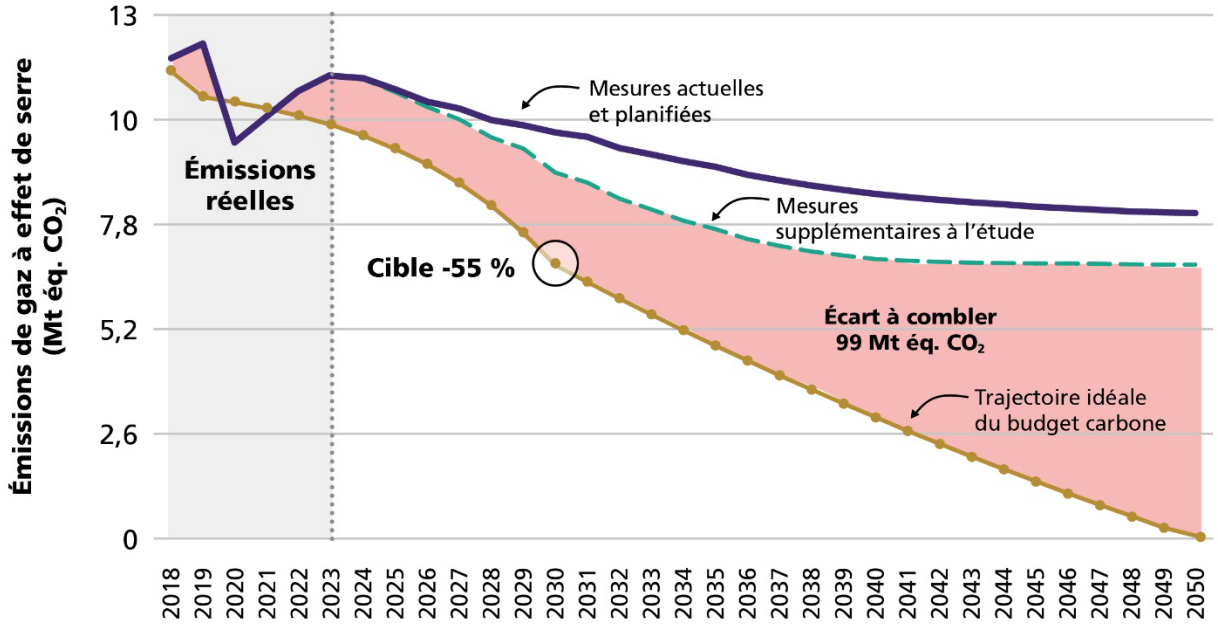
Au total, les mesures actuelles, planifiées et supplémentaires à l'étude pourraient mener à une réduction de la consommation du budget carbone de 58 Mt éq. $CO_2$.

**Tableau 113 – Impact GES des actions du Plan climat**

| (en Mt éq. $CO_2$) | Réduction du budget carbone | Part des réductions totales d'ici 2050 |
|---|---|---|
| Mesures actuelles et planifiées | (28,7) | 49,2% |
| Mesures supplémentaires à l'étude | (29,7) | 50,8% |
| **Impact GES total des actions du Plan climat** | **(58,4)** | **100,0%** |

Cet effort significatif lié aux nombreuses mesures d'atténuation découlant du Plan climat de Montréal ne serait toutefois pas suffisant pour respecter la cible de carboneutralité 2050 et le budget carbone. En effet, la Ville émettrait toujours environ 100 Mt éq. $CO_2$ de plus que la limite de son budget carbone et aurait épuisé son budget carbone en 2035.

**Graphique 36 – Trajectoires des émissions de GES de l'action climatique de Montréal (en Mt éq. $CO_2$)**



## 13.5. Perspectives et ajustements futurs

Montréal poursuit avec détermination sa transition climatique. La Ville renforce sa planification et affine ses outils pour réduire l'écart entre les émissions projetées et les plafonds fixés par son budget carbone.

Le **test climat** deviendra un outil central du système de gouvernance climatique montréalais. Intégré au processus budgétaire, il guidera la conception des projets et des programmes vers une meilleure cohérence avec les objectifs climatiques, et ce, à toutes les étapes du processus décisionnel.

La **modélisation** des trajectoires d'émissions continuera d'être actualisée annuellement. Une attention croissante sera aussi portée à l'intégration d'actions structurantes dans les secteurs qui ne relèvent pas directement de la compétence municipale, mais sur lesquels la Ville de Montréal peut exercer un pouvoir d'influence, notamment auprès des gouvernements provincial et fédéral.

Parallèlement, la Ville intensifiera ses efforts pour réduire sa consommation énergétique et encourager une mobilité plus durable auprès des citoyennes et citoyens. Ces actions seront menées en collaboration avec les citoyennes et citoyens et les partenaires institutionnels, communautaires et gouvernementaux.

Enfin, Montréal demeure en veille active sur les avancées climatiques à l'échelle nationale et internationale. Elle s'inspire des meilleures pratiques mises en œuvre dans d'autres villes du monde, notamment celles qui innovent dans la gestion de leur budget carbone, l'adaptation aux changements climatiques et la réduction des GES. Cette ouverture permet de bonifier ses propres stratégies, d'anticiper les tendances émergentes et de renforcer sa capacité d'action. En cultivant une posture d'apprentissage continu et de collaboration, Montréal s'engage à rester à l'avant-garde de la transition climatique urbaine.

# Annexes

# Annexe 1 – Sommaire des dépenses du budget de fonctionnement des services et des arrondissements

## Services administratifs

### Tableau 114 – Services administratifs – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Services administratifs** | | | | | | | |
| **Services de la direction générale** | | | | | | | |
| Direction générale | 20 401,5 | 20 199,1 | 25 949,5 | 25 241,6 | 27 368,3 | 24 132,4 | 23 985,3 |
| Finances et évaluation foncière | 73 433,0 | 76 904,6 | 80 132,4 | 81 194,2 | 93 451,3 | 88 700,3 | 86 135,8 |
| Planification stratégique et performance organisationnelle | 13 280,4 | 15 814,7 | 15 100,0 | 15 615,8 | 16 481,0 | 8 764,8 | 7 562,6 |
| Ressources humaines et communications | 69 523,6 | 73 267,7 | 75 036,5 | 77 767,1 | 80 639,5 | 79 481,6 | 79 315,3 |
| **Autres services administratifs** | 11 251,4 | 11 192,2 | 12 250,3 | 14 807,9 | 17 801,6 | 21 571,5 | 22 355,6 |
| **Total – Services administratifs** | **187 889,9** | **197 378,3** | **208 468,7** | **214 626,6** | **235 741,7** | **222 650,6** | **219 354,6** |

### Tableau 115 – Autres services administratifs

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Autres services administratifs** | | | | | | | |
| Bureau de l'inspecteur général | 4 274,3 | 4 505,0 | 4 828,0 | 4 452,1 | 5 409,9 | 7 527,9 | 7 915,6 |
| Bureau du vérificateur général | 5 941,7 | 5 579,8 | 6 276,5 | 5 813,5 | 7 673,3 | 7 673,3 | 8 061,0 |
| Commission de la fonction publique de Montréal | 948,2 | 1 016,8 | 1 080,5 | 2 148,8 | 2 412,5 | 2 412,5 | 2 522,2 |
| Office de consultation publique de Montréal | - | - | - | 2 303,1 | 2 168,6 | 3 095,6 | 2 938,8 |
| Secrétariat de liaison de l'agglomération de Montréal | 87,2 | 90,6 | 65,3 | 90,4 | 137,3 | 862,2 | 918,0 |
| **Total – Autres services administratifs** | **11 251,4** | **11 192,2** | **12 250,3** | **14 807,9** | **17 801,6** | **21 571,5** | **22 355,6** |

### Tableau 116 – Direction générale – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 12 148,8 | 12 274,4 | 16 642,4 | 15 949,3 | 16 311,6 | 16 012,2 | 15 968,6 |
| Cotisations de l'employeur | 2 946,2 | 3 155,3 | 4 157,3 | 4 107,0 | 4 093,4 | 4 007,5 | 4 066,2 |
| Transport et communications | 360,6 | 446,6 | 591,6 | 376,6 | 347,4 | 378,1 | 348,9 |
| Services professionnels | 734,6 | 614,5 | 462,3 | 793,8 | 920,8 | 322,5 | 423,9 |
| Services techniques et autres | 2 136,8 | 1 995,0 | 1 987,9 | 2 256,4 | 3 358,2 | 2 417,2 | 2 269,1 |
| Location, entretien et réparation | 49,3 | 79,1 | 80,9 | 53,1 | 65,5 | 64,2 | 56,1 |
| Biens non durables | 53,8 | 423,4 | 89,4 | 113,3 | 223,6 | 221,0 | 279,9 |
| Biens durables | 18,8 | 33,6 | 22,4 | 17,9 | 6,6 | 11,0 | 11,0 |
| Contributions à des organismes | 2 068,5 | 1 159,4 | 1 897,5 | 1 536,0 | 1 998,4 | 659,4 | 549,4 |
| Autres | (115,9) | 17,8 | 17,8 | 38,2 | 42,8 | 39,3 | 12,2 |
| **Total** | **20 401,5** | **20 199,1** | **25 949,5** | **25 241,6** | **27 368,3** | **24 132,4** | **23 985,3** |

## Tableau 117 – Finances et évaluation foncière – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 47 294,1 | 49 417,7 | 50 177,0 | 51 163,9 | 53 011,9 | 54 248,3 | 53 506,9 |
| Cotisations de l'employeur | 12 052,0 | 13 246,2 | 13 597,4 | 14 041,8 | 13 755,5 | 14 068,0 | 14 213,4 |
| Transport et communications | 1 323,4 | 1 888,0 | 1 499,9 | 1 631,0 | 2 035,2 | 2 091,6 | 2 103,8 |
| Services professionnels | 1 862,3 | 1 800,0 | 2 453,1 | 3 006,4 | 3 683,6 | 3 641,4 | 3 876,5 |
| Services techniques et autres | 5 456,7 | 6 721,1 | 8 218,8 | 7 364,0 | 13 842,4 | 7 203,7 | 7 847,1 |
| Location, entretien et réparation | 91,2 | 87,8 | 69,5 | 57,8 | 84,9 | 105,5 | 105,5 |
| Biens non durables | 127,9 | 122,8 | 113,9 | 116,5 | 107,2 | 130,5 | 131,0 |
| Biens durables | 67,2 | 89,2 | 44,0 | 17,7 | 80,2 | 84,2 | 84,2 |
| Autres | 5 158,2 | 3 531,8 | 3 958,8 | 3 795,1 | 6 850,4 | 7 127,1 | 4 267,4 |
| **Total** | **73 433,0** | **76 904,6** | **80 132,4** | **81 194,2** | **93 451,3** | **88 700,3** | **86 135,8** |

## Tableau 118 – Planification stratégique et performance organisationnelle – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 4 365,8 | 4 680,1 | 5 438,3 | 5 376,8 | 5 686,6 | 5 774,4 | 4 991,2 |
| Cotisations de l'employeur | 997,7 | 1 135,5 | 1 339,6 | 1 417,5 | 1 399,6 | 1 417,3 | 1 238,0 |
| Transport et communications | 54,8 | 62,3 | 38,6 | 33,4 | 60,1 | 22,0 | 19,7 |
| Services professionnels | 1 390,9 | 1 388,0 | 1 441,2 | 3 305,9 | 2 636,6 | 1 050,9 | 988,7 |
| Services techniques et autres | 115,7 | 114,4 | 49,9 | 108,1 | 777,0 | 395,4 | 225,2 |
| Location, entretien et réparation | 0,1 | 3,8 | 1,0 | 25,3 | 6,0 | - | - |
| Biens non durables | 16,9 | 19,5 | 29,1 | 27,5 | 34,7 | 34,8 | 29,8 |
| Biens durables | 3,9 | 0,9 | 0,5 | 0,4 | 12,8 | - | - |
| Contributions à des organismes | 6 334,6 | 8 410,2 | 6 761,8 | 5 320,9 | 5 867,6 | 70,0 | 70,0 |
| **Total** | **13 280,4** | **15 814,7** | **15 100,0** | **15 615,8** | **16 481,0** | **8 764,8** | **7 562,6** |

## Tableau 119 – Ressources humaines et communications – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 48 648,7 | 50 732,8 | 51 343,6 | 53 844,7 | 55 185,8 | 54 121,7 | 53 992,5 |
| Cotisations de l'employeur | 12 355,5 | 13 276,0 | 13 745,2 | 14 205,5 | 14 371,1 | 14 059,1 | 14 295,7 |
| Transport et communications | 3 300,6 | 3 209,0 | 3 166,9 | 3 522,0 | 4 034,3 | 2 941,0 | 3 484,2 |
| Services professionnels | 2 860,9 | 3 034,8 | 3 446,9 | 3 145,8 | 3 431,0 | 4 427,0 | 3 976,9 |
| Services techniques et autres | 1 414,4 | 1 490,8 | 1 776,5 | 1 518,4 | 1 967,3 | 2 228,0 | 3 192,2 |
| Location, entretien et réparation | 17,8 | 25,2 | 93,2 | 77,6 | 150,1 | 151,1 | 148,1 |
| Biens non durables | 1 391,6 | 1 439,0 | 1 402,2 | 1 352,6 | 1 330,0 | 1 474,1 | 156,9 |
| Biens durables | 34,1 | 60,0 | 52,0 | 1,2 | 54,8 | 79,6 | 68,8 |
| Contributions à des organismes | - | - | - | 99,3 | 115,1 | - | - |
| Autres | (500,0) | 0,1 | 10,0 | - | - | - | - |
| **Total** | **69 523,6** | **73 267,7** | **75 036,5** | **77 767,1** | **80 639,5** | **79 481,6** | **79 315,3** |

## Tableau 120 – Bureau de l'inspecteur général – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 3 014,8 | 3 252,0 | 3 490,0 | 3 346,1 | 3 620,0 | 4 189,0 | 4 270,5 |
| Cotisations de l'employeur | 711,3 | 794,4 | 847,6 | 782,0 | 905,1 | 1 054,2 | 1 079,9 |
| Transport et communications | 41,9 | 74,1 | 66,6 | 25,1 | 102,5 | 101,5 | 101,5 |
| Services professionnels | 231,7 | 141,0 | 165,9 | 87,8 | 365,4 | 1 802,8 | 2 042,8 |
| Services techniques et autres | 92,2 | 109,9 | 94,5 | 65,6 | 213,4 | 212,6 | 213,1 |
| Location, entretien et réparation | 17,0 | 22,3 | 39,3 | 36,6 | 50,3 | 50,3 | 50,3 |
| Biens non durables | 43,8 | 33,1 | 74,3 | 80,7 | 118,2 | 87,5 | 127,5 |
| Biens durables | 121,6 | 78,2 | 49,8 | 28,2 | 35,0 | 30,0 | 30,0 |
| **Total** | **4 274,3** | **4 505,0** | **4 828,0** | **4 452,1** | **5 409,9** | **7 527,9** | **7 915,6** |

## Tableau 121 – Bureau du vérificateur général – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 4 177,1 | 3 965,8 | 4 491,3 | 4 187,4 | 4 683,1 | 4 683,1 | 4 995,9 |
| Cotisations de l'employeur | 942,1 | 964,0 | 1 064,1 | 1 010,0 | 1 077,4 | 1 077,4 | 1 174,8 |
| Transport et communications | 17,6 | 20,5 | 20,0 | 15,9 | 23,0 | 23,0 | 23,5 |
| Services professionnels | 621,4 | 422,9 | 401,4 | 464,9 | 1 537,1 | 1 547,8 | 1 443,8 |
| Services techniques et autres | 65,3 | 67,7 | 111,4 | 75,2 | 156,7 | 146,0 | 147,0 |
| Location, entretien et réparation | 12,3 | 26,7 | 13,0 | 13,2 | 38,0 | 38,0 | 118,0 |
| Biens non durables | 105,9 | 112,2 | 175,3 | 46,9 | 158,0 | 158,0 | 158,0 |
| **Total** | **5 941,7** | **5 579,8** | **6 276,5** | **5 813,5** | **7 673,3** | **7 673,3** | **8 061,0** |

## Tableau 122 – Commission de la fonction publique de Montréal – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 453,1 | 506,6 | 550,0 | 1 234,2 | 1 371,4 | 1 482,3 | 1 555,4 |
| Cotisations de l'employeur | 107,0 | 130,4 | 139,4 | 311,4 | 351,3 | 380,4 | 406,6 |
| Transport et communications | 56,8 | 19,6 | 25,9 | 31,0 | 52,1 | 52,1 | 32,8 |
| Services professionnels | 302,2 | 324,2 | 320,4 | 486,6 | 536,3 | 398,0 | 414,0 |
| Services techniques et autres | 24,7 | 26,8 | 24,5 | 48,7 | 70,2 | 70,2 | 79,0 |
| Location, entretien et réparation | 1,1 | 1,6 | 3,9 | 15,6 | 9,0 | 11,5 | 1,0 |
| Biens non durables | (0,2) | 0,6 | 6,6 | 1,7 | 12,2 | 8,0 | 8,4 |
| Biens durables | 3,5 | 7,0 | 9,8 | 19,6 | 10,0 | 10,0 | 25,0 |
| **Total** | **948,2** | **1 016,8** | **1 080,5** | **2 148,8** | **2 412,5** | **2 412,5** | **2 522,2** |

## Tableau 123 – Office de consultation publique de Montréal – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | - | - | - | 1 177,0 | 1 090,4 | 1 090,4 | 1 155,9 |
| Cotisations de l'employeur | - | - | - | 213,4 | 279,7 | 279,7 | 301,6 |
| Transport et communications | - | - | - | 127,0 | 91,5 | 241,5 | 241,5 |
| Services professionnels | - | - | - | 472,0 | 373,9 | 713,9 | 713,9 |
| Services techniques et autres | - | - | - | 253,6 | 246,2 | 396,2 | 429,4 |
| Location, entretien et réparation | - | - | - | 30,2 | 40,9 | 317,9 | 40,5 |
| Biens non durables | - | - | - | 29,1 | 36,0 | 36,0 | 36,0 |
| Biens durables | - | - | - | 0,8 | - | 20,0 | 20,0 |
| Autres | - | - | - | - | 10,0 | - | - |
| **Total** | **-** | **-** | **-** | **2 303,1** | **2 168,6** | **3 095,6** | **2 938,8** |

Note : En date du 8 juin 2024, administrativement, l'OCPM est devenu un service de la ville.

## Tableau 124 – Secrétariat de liaison de l'agglomération de Montréal – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 71,4 | 72,7 | 48,7 | 67,6 | 92,8 | 218,0 | 223,2 |
| Cotisations de l'employeur | 15,8 | 17,1 | 14,7 | 21,5 | 22,3 | 57,5 | 59,7 |
| Transport et communications | - | - | - | - | - | 8,7 | 8,7 |
| Services professionnels | - | - | - | - | - | 150,7 | 150,7 |
| Services techniques et autres | - | 0,8 | 1,9 | 1,2 | 7,4 | 14,9 | 14,9 |
| Location, entretien et réparation | - | - | - | - | - | 4,0 | 4,0 |
| Biens non durables | - | - | - | 0,1 | 14,8 | 386,8 | 435,2 |
| Biens durables | - | - | - | - | - | 21,6 | 21,6 |
| **Total** | **87,2** | **90,6** | **65,3** | **90,4** | **137,3** | **862,2** | **918,0** |

## Habitation et économie

### Tableau 125 – Habitation et économie – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Habitation et économie** | | | | | | | |
| Approvisionnement | 27 772,5 | 31 605,8 | 33 886,0 | 36 430,8 | 38 308,6 | 38 206,9 | 38 193,5 |
| Développement économique | 121 437,5 | 84 735,6 | 113 260,0 | 122 515,8 | 179 787,5 | 82 812,9 | 78 156,6 |
| Habitation | 145 850,5 | 118 358,9 | 161 160,0 | 224 104,8 | 305 225,3 | 228 726,1 | 248 031,8 |
| Stratégie immobilière | 60 782,2 | 62 042,8 | 57 917,7 | 61 199,8 | 63 324,8 | 63 446,9 | 61 216,2 |
| **Total – Habitation et économie** | **355 842,7** | **296 743,1** | **366 223,7** | **444 251,2** | **586 646,2** | **413 192,8** | **425 598,1** |

### Tableau 126 – Approvisionnement – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 20 846,0 | 21 919,4 | 23 261,5 | 25 107,3 | 26 647,7 | 26 412,9 | 26 296,3 |
| Cotisations de l'employeur | 5 385,3 | 6 154,9 | 6 514,5 | 7 124,2 | 7 108,9 | 7 043,3 | 7 196,2 |
| Transport et communications | 200,7 | 221,3 | 252,7 | 195,4 | 282,0 | 262,0 | 491,7 |
| Services professionnels | 319,0 | 377,7 | 317,4 | 73,2 | 205,8 | 190,2 | 351,8 |
| Services techniques et autres | 1 385,1 | 2 347,8 | 3 263,2 | 3 233,4 | 3 526,8 | 3 772,3 | 3 324,8 |
| Location, entretien et réparation | 6,6 | 16,5 | 30,7 | 26,4 | 26,5 | 31,6 | 18,5 |
| Biens non durables | 113,0 | 225,9 | 161,1 | 150,6 | 177,1 | 184,0 | 193,6 |
| Biens durables | 23,8 | 55,2 | 20,5 | 95,3 | 44,7 | 21,5 | 31,5 |
| Autres | (507,0) | 287,1 | 64,4 | 425,0 | 289,1 | 289,1 | 289,1 |
| **Total** | **27 772,5** | **31 605,8** | **33 886,0** | **36 430,8** | **38 308,6** | **38 206,9** | **38 193,5** |

### Tableau 127 – Développement économique – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 8 489,9 | 8 206,3 | 8 609,9 | 7 830,0 | 7 475,3 | 7 182,6 | 7 259,2 |
| Cotisations de l'employeur | 2 006,9 | 2 078,8 | 2 148,8 | 2 021,2 | 1 818,0 | 1 784,1 | 1 829,1 |
| Transport et communications | 718,6 | 879,7 | 549,5 | 599,6 | 536,9 | 180,9 | 123,5 |
| Services professionnels | 5 287,7 | 4 019,6 | 3 585,8 | 3 908,9 | 3 211,2 | 2 156,8 | 983,8 |
| Services techniques et autres | 804,3 | 633,9 | 929,9 | 14 577,8 | 1 307,9 | 730,5 | 191,3 |
| Location, entretien et réparation | 0,1 | 28,4 | 35,0 | 73,2 | 36,9 | 4,0 | 2,0 |
| Biens non durables | 34,6 | 329,5 | 78,7 | 29,1 | 47,9 | 9,5 | 6,0 |
| Biens durables | (17,5) | 158,5 | 269,9 | 245,7 | 214,8 | 10,0 | - |
| Contributions à des organismes | 104 112,9 | 68 400,9 | 97 052,5 | 93 230,3 | 165 138,6 | 70 754,5 | 67 761,7 |
| **Total** | **121 437,5** | **84 735,6** | **113 260,0** | **122 515,8** | **179 787,5** | **82 812,9** | **78 156,6** |

## Tableau 128 – Habitation – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 9 503,5 | 9 862,3 | 10 965,8 | 11 852,2 | 12 846,2 | 13 616,4 | 13 635,3 |
| Cotisations de l'employeur | 2 383,9 | 2 643,6 | 2 880,3 | 3 158,5 | 3 333,7 | 3 521,2 | 3 611,9 |
| Transport et communications | 98,2 | 83,9 | 77,1 | 75,1 | 386,8 | 386,8 | 386,8 |
| Services professionnels | 797,6 | 666,0 | 869,4 | 621,3 | 1 600,5 | 1 666,6 | 1 656,9 |
| Services techniques et autres | 117,6 | 78,3 | 134,2 | 816,2 | 964,5 | 155,4 | 160,4 |
| Location, entretien et réparation | 18,8 | 0,5 | 79,2 | 207,7 | 7 513,9 | 13,9 | 6,4 |
| Biens non durables | 39,8 | 28,6 | 27,4 | 37,4 | 36,0 | 41,0 | 41,0 |
| Biens durables | 18,1 | 7,9 | 2 605,1 | 11 197,3 | 246,1 | 30,0 | 32,5 |
| Contributions à des organismes | 132 875,6 | 104 987,8 | 141 789,5 | 194 277,9 | 278 297,6 | 209 294,8 | 228 500,6 |
| Autres | (2,6) | - | 1 732,0 | 1 861,2 | - | - | - |
| **Total** | **145 850,5** | **118 358,9** | **161 160,0** | **224 104,8** | **305 225,3** | **228 726,1** | **248 031,8** |

## Tableau 129 – Stratégie immobilière – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 7 724,3 | 6 519,0 | 6 109,1 | 6 540,7 | 7 203,8 | 7 495,6 | 7 683,0 |
| Cotisations de l'employeur | 1 992,4 | 1 723,2 | 1 639,8 | 1 706,7 | 1 810,5 | 1 899,3 | 1 988,1 |
| Transport et communications | 10,2 | 37,0 | 55,1 | 57,6 | 71,7 | 93,7 | 78,4 |
| Services professionnels | 97,8 | 105,9 | 56,7 | 215,5 | 668,1 | 866,1 | 1 015,5 |
| Services techniques et autres | 180,6 | 73,6 | 183,9 | 254,6 | 342,3 | 146,1 | 373,3 |
| Location, entretien et réparation | 49 681,6 | 47 247,0 | 49 658,6 | 50 642,4 | 51 376,4 | 51 090,8 | 47 710,2 |
| Biens non durables | 784,5 | 0,5 | 9,1 | 22,0 | 20,7 | 24,0 | 16,6 |
| Biens durables | 17,6 | 4,7 | 4,3 | 1,2 | 38,4 | 38,4 | 30,0 |
| Frais de financement | - | - | 201,0 | 1 637,2 | 1 792,9 | 1 792,9 | 2 321,1 |
| Remboursement de la dette à long terme | - | - | 0,1 | 121,9 | - | - | - |
| Contributions à des organismes | - | 6 331,9 | - | - | - | - | - |
| Autres | 293,2 | - | - | - | - | - | - |
| **Total** | **60 782,2** | **62 042,8** | **57 917,7** | **61 199,8** | **63 324,8** | **63 446,9** | **61 216,2** |

## Qualité de vie

### Tableau 130 – Qualité de vie – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Qualité de vie** | | | | | | | |
| Culture | 62 804,5 | 64 495,5 | 68 531,6 | 75 573,2 | 78 471,5 | 73 778,2 | 80 035,1 |
| Diversité et inclusion sociale | 34 268,0 | 42 581,8 | 47 182,6 | 44 250,7 | 68 298,8 | 43 196,9 | 68 741,2 |
| Environnement | 149 070,8 | 173 066,3 | 206 751,3 | 198 315,7 | 214 847,6 | 223 416,7 | 216 652,8 |
| Espace pour la vie | 69 444,6 | 81 227,9 | 82 694,2 | 88 039,0 | 94 539,1 | 90 648,5 | 95 174,2 |
| **Total – Qualité de vie** | **315 587,9** | **361 371,5** | **405 159,7** | **406 178,6** | **456 157,0** | **431 040,3** | **460 603,3** |

### Tableau 131 – Culture – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 13 180,7 | 14 101,5 | 14 870,0 | 15 401,0 | 15 771,6 | 15 394,4 | 16 111,9 |
| Cotisations de l'employeur | 3 314,4 | 3 753,8 | 3 930,3 | 4 194,8 | 4 040,7 | 3 997,0 | 4 271,0 |
| Transport et communications | 139,3 | 334,3 | 235,5 | 271,7 | 393,8 | 336,7 | 327,5 |
| Services professionnels | 3 986,0 | 3 777,0 | 4 213,5 | 1 072,2 | 1 294,5 | 1 235,6 | 1 048,8 |
| Services techniques et autres | 2 941,0 | 3 460,8 | 4 534,8 | 9 391,5 | 8 551,1 | 8 235,3 | 15 068,9 |
| Location, entretien et réparation | 72,7 | 169,7 | 225,5 | 453,4 | 565,5 | 595,7 | 510,5 |
| Biens non durables | 9 277,1 | 7 980,5 | 7 937,2 | 8 227,5 | 9 952,4 | 7 918,1 | 8 149,0 |
| Biens durables | 215,7 | 124,8 | 188,3 | 2 473,0 | 140,3 | 108,3 | 112,2 |
| Contributions à des organismes | 29 677,6 | 30 722,4 | 32 396,6 | 34 090,8 | 37 761,6 | 35 957,1 | 34 435,3 |
| Autres | - | 70,7 | (0,1) | (2,7) | - | - | - |
| **Total** | **62 804,5** | **64 495,5** | **68 531,6** | **75 573,2** | **78 471,5** | **73 778,2** | **80 035,1** |

### Tableau 132 – Diversité et inclusion sociale – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 5 343,1 | 5 999,3 | 6 969,6 | 6 756,4 | 6 838,6 | 7 023,6 | 7 229,5 |
| Cotisations de l'employeur | 1 296,6 | 1 548,2 | 1 760,0 | 1 749,4 | 1 686,6 | 1 732,6 | 1 795,2 |
| Transport et communications | 79,1 | 62,9 | 359,5 | 191,3 | 163,7 | 82,4 | 372,4 |
| Services professionnels | 2 321,5 | 4 285,4 | 6 457,8 | 6 502,2 | 7 552,5 | 2 623,1 | 3 104,8 |
| Services techniques et autres | 535,5 | 449,4 | 1 150,8 | 234,0 | 5 620,7 | 8 102,2 | 8 577,5 |
| Location, entretien et réparation | - | 35,7 | 161,4 | 10,7 | 67,5 | 52,6 | - |
| Biens non durables | 45,1 | 62,6 | 84,3 | 22,6 | 182,5 | 72,7 | 45,9 |
| Biens durables | (0,1) | - | - | 2,7 | 20,0 | 20,0 | - |
| Contributions à des organismes | 24 295,8 | 30 138,3 | 30 243,3 | 28 781,4 | 46 166,7 | 23 487,7 | 47 615,9 |
| Autres | 351,4 | - | (4,1) | - | - | - | - |
| **Total** | **34 268,0** | **42 581,8** | **47 182,6** | **44 250,7** | **68 298,8** | **43 196,9** | **68 741,2** |

## Tableau 133 – Environnement – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 18 393,4 | 19 513,9 | 19 862,2 | 21 372,2 | 23 693,5 | 24 129,8 | 24 500,6 |
| Cotisations de l'employeur | 4 705,0 | 5 383,0 | 5 459,3 | 5 906,0 | 6 209,2 | 6 368,4 | 6 659,0 |
| Transport et communications | 423,3 | 324,2 | 333,0 | 312,4 | 1 949,9 | 3 488,9 | 3 450,0 |
| Services professionnels | 1 264,3 | 393,6 | 580,1 | 399,6 | 897,0 | 809,1 | 681,2 |
| Services techniques et autres | 126 204,5 | 136 644,2 | 169 145,9 | 179 865,7 | 177 308,5 | 186 234,9 | 181 050,9 |
| Location, entretien et réparation | 960,6 | 1 314,6 | 1 425,4 | 1 632,8 | 3 020,9 | 2 988,1 | 1 820,4 |
| Biens non durables | 1 301,7 | 1 291,5 | 1 356,9 | 1 701,2 | 4 567,6 | 4 729,3 | 2 789,0 |
| Biens durables | 5 898,5 | 5 619,0 | 2 997,5 | 4 045,3 | 4 774,1 | 2 235,0 | 2 172,8 |
| Contributions à des organismes | 28,0 | 82,8 | 45,9 | 63,8 | 158,0 | 164,3 | 73,8 |
| Autres | (10 108,5) | 2 499,5 | 5 545,1 | (16 983,3) | (7 731,1) | (7 731,1) | (6 544,9) |
| **Total** | **149 070,8** | **173 066,3** | **206 751,3** | **198 315,7** | **214 847,6** | **223 416,7** | **216 652,8** |

## Tableau 134 – Espace pour la vie – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 26 472,5 | 30 922,5 | 32 371,8 | 33 719,0 | 33 965,0 | 32 178,8 | 33 615,2 |
| Cotisations de l'employeur | 6 758,6 | 8 238,3 | 8 597,2 | 8 929,5 | 9 166,9 | 10 055,7 | 10 643,2 |
| Transport et communications | 1 459,1 | 2 065,2 | 2 019,0 | 2 495,9 | 3 100,5 | 2 201,2 | 2 165,2 |
| Services professionnels | 3 293,2 | 3 409,3 | 2 188,0 | 1 163,4 | 1 427,9 | 1 046,1 | 1 029,1 |
| Services techniques et autres | 9 828,1 | 12 201,7 | 12 830,6 | 16 856,6 | 17 268,0 | 15 675,6 | 16 653,3 |
| Location, entretien et réparation | 238,1 | 241,8 | 261,3 | 271,4 | 394,7 | 177,4 | 182,4 |
| Biens non durables | 3 622,0 | 4 923,6 | 4 643,2 | 4 762,5 | 5 123,8 | 5 574,1 | 5 915,9 |
| Biens durables | 463,9 | 783,1 | 722,6 | 812,0 | 792,8 | 703,6 | 715,1 |
| Frais de financement | 6 530,7 | 6 610,0 | 6 471,5 | 6 231,4 | 8 101,9 | 8 101,9 | 8 107,9 |
| Remboursement de la dette à long terme | 10 435,9 | 11 358,1 | 11 895,6 | 12 116,1 | 14 351,1 | 14 351,1 | 15 538,9 |
| Contributions à des organismes | 457,0 | 517,0 | 621,8 | 702,0 | 846,5 | 583,0 | 608,0 |
| Autres | (114,5) | (42,7) | 71,6 | (20,8) | - | - | - |
| **Total** | **69 444,6** | **81 227,9** | **82 694,2** | **88 039,0** | **94 539,1** | **90 648,5** | **95 174,2** |

## Sécurité urbaine et conformité

### Tableau 135 – Sécurité urbaine et conformité – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Sécurité urbaine et conformité** | | | | | | | |
| Affaires juridiques | 67 101,9 | 68 616,4 | 69 521,1 | 74 882,2 | 78 179,4 | 75 308,5 | 80 123,3 |
| Greffe | 47 359,7 | 30 067,4 | 32 430,8 | 32 095,7 | 54 873,9 | 54 883,1 | 35 545,3 |
| | **114 461,6** | **98 683,8** | **101 951,9** | **106 977,9** | **133 053,3** | **130 191,6** | **115 668,6** |
| **Services de sécurité publique** | | | | | | | |
| Police | 745 917,3 | 805 439,8 | 819 370,7 | 869 021,1 | 884 664,3 | 824 074,3 | 860 286,4 |
| Sécurité incendie | 391 002,4 | 389 421,2 | 408 843,2 | 405 100,9 | 441 445,5 | 408 693,7 | 419 484,3 |
| | **1 136 919,7** | **1 194 861,0** | **1 228 213,9** | **1 274 122,0** | **1 326 109,8** | **1 232 768,0** | **1 279 770,7** |
| **Total – Sécurité urbaine et conformité** | **1 251 381,3** | **1 293 544,8** | **1 330 165,8** | **1 381 099,9** | **1 459 163,1** | **1 362 959,6** | **1 395 439,3** |

### Tableau 136 – Affaires juridiques – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 46 485,7 | 46 083,7 | 47 911,1 | 45 681,0 | 42 371,7 | 42 336,2 | 42 159,6 |
| Cotisations de l'employeur | 10 971,9 | 11 768,4 | 11 739,1 | 11 456,4 | 10 354,1 | 10 341,9 | 10 663,5 |
| Transport et communications | 1 706,5 | 2 186,2 | 1 752,2 | 2 394,4 | 2 840,2 | 1 932,1 | 1 932,1 |
| Services professionnels | 2 275,1 | 2 500,3 | 2 037,0 | 7 899,4 | 15 400,0 | 14 475,9 | 16 405,0 |
| Services techniques et autres | 4 755,5 | 5 222,5 | 5 322,5 | 6 205,5 | 6 385,9 | 5 528,4 | 8 269,1 |
| Location, entretien et réparation | 250,0 | 204,9 | 177,2 | 305,3 | 205,2 | 129,8 | 129,8 |
| Biens non durables | 452,1 | 471,9 | 417,1 | 492,7 | 423,5 | 378,1 | 378,1 |
| Biens durables | 169,4 | 156,1 | 143,1 | 438,5 | 188,8 | 176,1 | 176,1 |
| Contributions à des organismes | 10,0 | 15,0 | 17,7 | 20,0 | 10,0 | 10,0 | 10,0 |
| Autres | 25,7 | 7,4 | 4,1 | (11,0) | - | - | - |
| **Total** | **67 101,9** | **68 616,4** | **69 521,1** | **74 882,2** | **78 179,4** | **75 308,5** | **80 123,3** |

### Tableau 137 – Greffe – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 26 466,0 | 22 068,1 | 24 110,9 | 24 318,6 | 31 120,9 | 31 531,0 | 25 407,2 |
| Cotisations de l'employeur | 6 728,3 | 6 696,0 | 6 804,2 | 6 183,6 | 8 225,7 | 8 326,8 | 7 308,5 |
| Transport et communications | 2 462,5 | 258,3 | 255,7 | 239,6 | 3 002,4 | 3 057,6 | 395,6 |
| Services professionnels | 614,9 | 299,3 | 308,4 | 283,7 | 1 573,1 | 1 060,5 | 698,1 |
| Services techniques et autres | 7 794,0 | 352,7 | 533,2 | 600,3 | 8 491,2 | 8 536,2 | 1 140,9 |
| Location, entretien et réparation | 2 368,1 | 245,8 | 316,4 | 342,1 | 1 689,0 | 1 727,8 | 322,8 |
| Biens non durables | 563,2 | 93,0 | 69,1 | 76,6 | 653,9 | 522,1 | 221,1 |
| Biens durables | 362,7 | 39,2 | 31,5 | 32,0 | 70,7 | 81,1 | 11,1 |
| Contributions à des organismes | - | 5,0 | - | 10,0 | 45,0 | 40,0 | 40,0 |
| Autres | - | 10,0 | 1,4 | 9,2 | 2,0 | - | - |
| **Total** | **47 359,7** | **30 067,4** | **32 430,8** | **32 095,7** | **54 873,9** | **54 883,1** | **35 545,3** |

## Tableau 138 – Police – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 570 820,1 | 614 070,0 | 635 711,6 | 670 593,5 | 680 001,0 | 637 764,9 | 660 707,8 |
| Cotisations de l'employeur | 150 850,7 | 157 701,3 | 150 873,5 | 160 324,4 | 162 994,8 | 150 162,1 | 161 224,6 |
| Transport et communications | 2 704,2 | 3 776,9 | 3 657,7 | 4 115,2 | 3 730,2 | 2 824,0 | 3 105,0 |
| Services professionnels | 1 097,4 | 1 175,0 | 1 055,6 | 999,9 | 1 340,4 | 1 363,3 | 1 431,3 |
| Services techniques et autres | 5 188,6 | 6 837,4 | 8 164,0 | 10 922,9 | 12 947,5 | 9 632,6 | 10 300,5 |
| Location, entretien et réparation | 2 111,5 | 3 370,1 | 2 947,2 | 3 235,7 | 4 120,8 | 3 157,8 | 3 829,4 |
| Biens non durables | 7 612,6 | 9 352,0 | 9 297,0 | 10 961,6 | 10 633,0 | 10 733,3 | 11 181,2 |
| Biens durables | 1 736,1 | 4 317,5 | 2 658,2 | 2 682,3 | 3 065,0 | 2 624,7 | 2 476,0 |
| Contributions à des organismes | 4 769,7 | 4 796,6 | 4 992,4 | 5 175,1 | 5 811,6 | 5 811,6 | 6 030,6 |
| Autres | (973,6) | 43,0 | 13,5 | 10,5 | 20,0 | - | - |
| **Total** | **745 917,3** | **805 439,8** | **819 370,7** | **869 021,1** | **884 664,3** | **824 074,3** | **860 286,4** |

## Tableau 139 – Sécurité incendie – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 282 255,0 | 287 397,7 | 303 877,7 | 301 501,1 | 328 057,0 | 310 418,5 | 318 609,4 |
| Cotisations de l'employeur | 68 226,6 | 75 683,7 | 78 611,8 | 80 706,1 | 81 477,1 | 80 148,8 | 85 861,8 |
| Transport et communications | 676,7 | 790,8 | 817,3 | 721,1 | 1 093,5 | 987,4 | 1 013,1 |
| Services professionnels | 1 267,6 | 2 246,2 | 3 239,3 | 2 745,8 | 5 146,6 | 1 278,7 | 1 279,3 |
| Services techniques et autres | 9 139,6 | 4 711,0 | 6 574,6 | 7 667,5 | 4 560,6 | 3 943,5 | 3 719,5 |
| Location, entretien et réparation | 13 544,5 | 6 860,0 | 4 864,7 | 2 950,1 | 2 112,6 | 992,2 | 991,7 |
| Biens non durables | 6 592,5 | 8 153,6 | 6 472,5 | 3 176,8 | 5 896,9 | 5 063,7 | 5 031,2 |
| Biens durables | 2 122,0 | 3 679,9 | 4 277,7 | 5 577,5 | 12 988,7 | 5 660,9 | 2 778,3 |
| Contributions à des organismes | 43,9 | 39,5 | 30,0 | 54,9 | 112,5 | 200,0 | 200,0 |
| Autres | 7 134,0 | (141,2) | 77,6 | - | - | - | - |
| **Total** | **391 002,4** | **389 421,2** | **408 843,2** | **405 100,9** | **441 445,5** | **408 693,7** | **419 484,3** |

## Services de proximité

### Tableau 140 – Service de proximité – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Services de proximité** | | | | | | | |
| Concertation des arrondissements et expérience citoyenne | 122 735,3 | 141 130,7 | 168 791,3 | 133 098,1 | 206 903,1 | 149 524,8 | 158 771,8 |
| Expérience citoyenne et communications | (18,4) | 206,7 | (540,6) | 639,8 | - | - | - |
| Grands parcs, Mont-Royal et sports | 53 045,8 | 64 715,2 | 69 091,9 | 75 893,2 | 75 654,9 | 45 399,9 | 55 810,1 |
| Matériel roulant et ateliers | 109 937,9 | 135 957,0 | 144 772,4 | 147 538,5 | 153 878,5 | 148 659,1 | 152 170,5 |
| Technologies de l'information | 81 652,9 | 88 266,9 | 99 635,9 | 128 425,0 | 147 935,3 | 132 713,9 | 143 336,2 |
| **Total – Services de proximité** | **367 353,5** | **430 276,5** | **481 750,9** | **485 594,6** | **584 371,8** | **476 297,7** | **510 088,6** |

Note : En date du 13 mai 2024, administrativement, une réorganisation des services centraux s'est traduite par l'abolition du Service de l'expérience citoyenne et des communications dont les activités ont été déplacées vers d'autres services. Pour concilier le réel des exercices antérieurs, l'information est présentée à ce tableau. Cependant, aucun tableau spécifique à cet ancien service n'est présenté par la suite.

### Tableau 141 – Concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 21 342,8 | 22 154,6 | 23 412,9 | 25 892,9 | 26 780,2 | 24 473,1 | 24 106,3 |
| Cotisations de l'employeur | 5 526,9 | 5 885,7 | 6 284,3 | 7 066,3 | 7 164,1 | 6 471,2 | 6 530,5 |
| Transport et communications | 423,7 | 596,1 | 378,9 | 161,7 | 390,9 | 382,0 | 382,0 |
| Services professionnels | 696,7 | 635,3 | 652,2 | 837,3 | 650,1 | 1 234,5 | 548,5 |
| Services techniques et autres | 93 302,3 | 109 825,1 | 136 262,7 | 96 649,5 | 168 262,4 | 115 541,3 | 125 783,8 |
| Location, entretien et réparation | 700,2 | 930,2 | 968,9 | 740,5 | 1 967,3 | 559,3 | 557,3 |
| Biens non durables | 347,0 | 570,1 | 411,4 | 1 349,3 | 1 325,8 | 420,6 | 420,6 |
| Biens durables | 83,6 | 196,6 | 90,3 | 25,1 | 32,1 | 67,8 | 67,8 |
| Contributions à des organismes | 312,1 | 337,0 | 329,6 | 318,9 | 300,2 | 375,0 | 375,0 |
| Autres | - | - | 0,1 | 56,6 | 30,0 | - | - |
| **Total** | **122 735,3** | **141 130,7** | **168 791,3** | **133 098,1** | **206 903,1** | **149 524,8** | **158 771,8** |

### Tableau 142 – Grands parcs, du Mont-Royal et des sports – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 16 433,1 | 18 433,7 | 19 991,5 | 20 784,0 | 19 479,2 | 18 693,1 | 18 966,1 |
| Cotisations de l'employeur | 4 074,0 | 4 808,1 | 5 262,9 | 5 675,4 | 5 177,0 | 4 964,8 | 5 145,1 |
| Transport et communications | 202,0 | 177,6 | 199,4 | 145,9 | 181,6 | 208,8 | 208,8 |
| Services professionnels | 1 798,5 | 2 444,6 | 2 606,0 | 2 634,2 | 3 298,5 | 1 193,3 | 1 011,8 |
| Services techniques et autres | 12 972,3 | 17 052,4 | 21 376,3 | 27 543,2 | 24 959,2 | 8 763,6 | 11 638,2 |
| Location, entretien et réparation | 3 073,2 | 3 611,1 | 4 945,8 | 4 553,7 | 4 856,8 | 4 698,5 | 11 889,4 |
| Biens non durables | 1 560,3 | 3 809,9 | 3 561,5 | 5 337,0 | 5 841,4 | 558,8 | 555,5 |
| Biens durables | 5 068,0 | 5 191,9 | 3 512,1 | 2 459,2 | 3 060,1 | 105,4 | 99,4 |
| Contributions à des organismes | 7 901,8 | 9 121,0 | 7 571,1 | 9 261,0 | 8 676,9 | 6 095,7 | 6 162,2 |
| Autres | (37,4) | 64,9 | 65,3 | (2 500,4) | 124,2 | 117,9 | 133,6 |
| **Total** | **53 045,8** | **64 715,2** | **69 091,9** | **75 893,2** | **75 654,9** | **45 399,9** | **55 810,1** |

## Tableau 143 – Matériel roulant et ateliers – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 34 280,9 | 38 974,8 | 40 600,3 | 42 362,3 | 43 255,3 | 43 422,7 | 44 897,1 |
| Cotisations de l'employeur | 9 629,8 | 11 185,0 | 11 599,0 | 11 700,4 | 11 240,6 | 11 317,3 | 12 098,9 |
| Transport et communications | 86,7 | 136,0 | 126,3 | 91,3 | 147,7 | 23,1 | 107,7 |
| Services professionnels | 31,8 | 24,4 | 32,0 | 53,7 | 54,7 | 51,3 | 51,3 |
| Services techniques et autres | 3 180,7 | 5 015,3 | 4 537,3 | 3 467,5 | 7 263,4 | 5 978,6 | 8 664,6 |
| Location, entretien et réparation | 20 480,3 | 24 739,4 | 28 665,8 | 30 898,8 | 36 528,0 | 33 375,7 | 34 840,5 |
| Biens non durables | 43 581,3 | 57 927,4 | 60 917,0 | 60 649,2 | 58 052,0 | 57 958,5 | 54 988,5 |
| Biens durables | 35,7 | 57,7 | 4,5 | 13,3 | 36,8 | 31,9 | 21,9 |
| Autres | (1 369,3) | (2 103,0) | (1 709,8) | (1 698,0) | (2 700,0) | (3 500,0) | (3 500,0) |
| **Total** | **109 937,9** | **135 957,0** | **144 772,4** | **147 538,5** | **153 878,5** | **148 659,1** | **152 170,5** |

## Tableau 144 – Technologies de l'information – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 37 015,3 | 39 125,5 | 40 609,2 | 50 306,1 | 57 296,0 | 47 472,2 | 49 706,0 |
| Cotisations de l'employeur | 8 406,5 | 9 643,4 | 9 853,1 | 13 622,0 | 14 263,2 | 11 498,4 | 12 242,2 |
| Transport et communications | 8 169,1 | 7 714,2 | 8 556,7 | 8 664,3 | 8 371,9 | 8 371,9 | 8 434,8 |
| Services professionnels | 1 017,1 | 788,3 | 1 108,4 | 3 997,9 | 8 579,8 | 1 235,6 | 1 026,5 |
| Services techniques et autres | 1 497,2 | 28 883,6 | 37 151,8 | 49 920,5 | 57 014,4 | 61 725,8 | 69 516,7 |
| Location, entretien et réparation | 24 875,6 | 902,8 | 794,2 | 941,8 | 900,0 | 900,0 | 900,0 |
| Biens non durables | 150,6 | 140,7 | 153,3 | 73,6 | 45,0 | 45,0 | 45,0 |
| Biens durables | 582,1 | 1 068,4 | 1 429,7 | 1 032,0 | 1 465,0 | 1 465,0 | 1 465,0 |
| Contributions à des organismes | 0,5 | - | 5,0 | 5,0 | - | - | - |
| Autres | (61,1) | - | (25,5) | (138,2) | - | - | - |
| **Total** | **81 652,9** | **88 266,9** | **99 635,9** | **128 425,0** | **147 935,3** | **132 713,9** | **143 336,2** |

## Urbanisme, mobilité et infrastructures

### Tableau 145 – Urbanisme, mobilité et infrastructures – Budget de la Ville de Montréal

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Urbanisme, mobilité et infrastructures** | | | | | | | |
| Commission des services électriques | 72 935,0 | 69 783,9 | 82 292,6 | 87 050,4 | 95 610,4 | 95 610,4 | 105 361,7 |
| Eau | 289 490,4 | 299 053,6 | 318 958,2 | 347 926,7 | 369 099,8 | 366 037,7 | 409 249,5 |
| Gestion et planification des immeubles | 113 266,1 | 127 112,1 | 136 023,3 | 135 693,0 | 149 489,6 | 140 759,8 | 137 933,8 |
| Infrastructures du réseau routier | 71 992,3 | 31 130,6 | 40 810,0 | 37 787,1 | 40 636,1 | 38 416,6 | 38 880,2 |
| Urbanisme et mobilité | 54 052,3 | 73 314,1 | 76 620,3 | 93 795,0 | 119 396,7 | 100 618,8 | 95 392,7 |
| **Total – Urbanisme, mobilité et infrastructures** | **601 736,1** | **600 394,3** | **654 704,4** | **702 252,2** | **774 232,6** | **741 443,3** | **786 817,9** |

### Tableau 146 – Commission des services électriques – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 6 958,8 | 6 267,4 | 7 309,2 | 8 195,1 | 10 352,9 | 10 352,9 | 11 283,0 |
| Cotisations de l'employeur | 1 519,8 | 1 846,6 | 1 870,1 | 1 882,4 | 2 716,0 | 2 716,0 | 2 783,5 |
| Transport et communications | 190,4 | 213,8 | 220,0 | 199,7 | 258,2 | 258,2 | 259,6 |
| Services professionnels | 413,7 | 366,2 | 550,0 | 225,2 | 1 075,6 | 1 067,8 | 992,7 |
| Services techniques et autres | 2 569,4 | (1 514,9) | 3 999,5 | 3 302,1 | 7 624,0 | 7 606,8 | 8 749,1 |
| Location, entretien et réparation | 1 842,7 | 1 717,5 | 1 964,8 | 1 783,8 | 2 247,8 | 2 247,8 | 2 379,9 |
| Biens non durables | 560,8 | 531,7 | 630,6 | 470,3 | 608,7 | 633,7 | 658,2 |
| Biens durables | 60,5 | 80,9 | 21,9 | 99,1 | 73,0 | 73,0 | 86,0 |
| Frais de financement | 22 938,3 | 20 970,1 | 24 070,4 | 26 892,0 | 27 326,1 | 27 326,1 | 30 778,6 |
| Remboursement de la dette à long terme | 35 648,2 | 38 797,4 | 41 132,1 | 43 760,7 | 41 078,1 | 41 078,1 | 45 391,1 |
| Contributions à des organismes | 232,4 | 507,2 | 524,0 | 240,0 | 2 250,0 | 2 250,0 | 2 000,0 |
| **Total** | **72 935,0** | **69 783,9** | **82 292,6** | **87 050,4** | **95 610,4** | **95 610,4** | **105 361,7** |

### Tableau 147 – Eau – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 68 478,2 | 71 408,6 | 72 403,0 | 76 375,8 | 74 211,4 | 75 718,2 | 81 318,0 |
| Cotisations de l'employeur | 17 847,5 | 19 571,9 | 20 220,6 | 21 420,1 | 19 591,2 | 20 042,2 | 21 915,4 |
| Transport et communications | 718,1 | 570,3 | 485,2 | 506,0 | 955,3 | 780,1 | 816,4 |
| Services professionnels | 7 414,6 | 7 990,9 | 5 560,6 | 6 061,7 | 9 456,5 | 8 275,6 | 11 769,9 |
| Services techniques et autres | 8 987,9 | 10 508,3 | 9 915,0 | 12 445,7 | 15 012,1 | 14 107,9 | 20 369,3 |
| Location, entretien et réparation | 10 693,5 | 10 497,7 | 9 647,4 | 9 100,3 | 11 066,4 | 11 473,3 | 17 378,9 |
| Biens non durables | 58 769,7 | 62 527,5 | 66 654,2 | 72 186,2 | 75 886,3 | 76 625,6 | 77 334,6 |
| Biens durables | 612,6 | 506,8 | 642,2 | 549,9 | 556,2 | 708,7 | 692,0 |
| Frais de financement | 37 287,9 | 38 299,4 | 44 943,8 | 51 546,0 | 55 296,1 | 54 715,2 | 61 488,4 |
| Remboursement de la dette à long terme | 78 708,9 | 77 006,1 | 86 966,9 | 96 517,6 | 103 858,7 | 102 958,9 | 115 119,3 |
| Contributions à des organismes | 115,7 | 479,7 | 1 394,8 | 1 257,7 | 616,5 | 561,3 | 618,3 |
| Autres | (144,2) | (313,6) | 124,5 | (40,3) | 2 593,1 | 70,7 | 429,0 |
| **Total** | **289 490,4** | **299 053,6** | **318 958,2** | **347 926,7** | **369 099,8** | **366 037,7** | **409 249,5** |

## Tableau 148 – Gestion et planification des immeubles – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 44 555,4 | 48 795,8 | 51 345,5 | 52 496,7 | 55 122,3 | 54 492,6 | 53 831,2 |
| Cotisations de l'employeur | 11 813,3 | 13 684,5 | 14 384,6 | 14 756,2 | 14 685,0 | 14 542,5 | 14 701,7 |
| Transport et communications | 405,7 | 451,8 | 459,0 | 420,8 | 1 082,6 | 470,9 | 509,5 |
| Services professionnels | 1 009,0 | 444,3 | 663,8 | 543,7 | 3 677,3 | 1 230,2 | 1 299,7 |
| Services techniques et autres | 7 700,5 | 8 208,1 | 8 319,7 | 9 148,4 | 9 755,1 | 8 692,6 | 8 191,4 |
| Location, entretien et réparation | 22 183,0 | 28 219,2 | 29 445,0 | 31 111,1 | 33 066,3 | 34 047,7 | 31 084,8 |
| Biens non durables | 25 907,0 | 27 241,2 | 27 254,1 | 26 691,3 | 29 951,9 | 27 240,7 | 28 309,9 |
| Biens durables | 34,2 | 67,2 | 50,4 | 44,8 | 2 207,8 | 42,6 | 5,6 |
| Autres | (342,0) | - | 4 101,2 | 480,0 | (58,7) | - | - |
| **Total** | **113 266,1** | **127 112,1** | **136 023,3** | **135 693,0** | **149 489,6** | **140 759,8** | **137 933,8** |

## Tableau 149 – Infrastructures du réseau routier – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 52 851,1 | 19 935,6 | 18 895,9 | 21 353,8 | 21 933,6 | 21 518,6 | 21 129,7 |
| Cotisations de l'employeur | 6 208,9 | 4 875,5 | 4 844,3 | 6 313,0 | 5 594,0 | 5 511,9 | 5 565,7 |
| Transport et communications | 387,3 | 284,9 | 257,1 | 252,6 | 447,0 | 489,1 | 325,4 |
| Services professionnels | 450,2 | 1 031,5 | 957,2 | 1 354,2 | 2 141,3 | 1 480,5 | 1 437,2 |
| Services techniques et autres | 749,9 | 720,0 | 3 618,7 | 1 391,5 | 2 542,4 | 1 086,2 | 1 341,9 |
| Location, entretien et réparation | 7 971,4 | 857,0 | 8 414,8 | 6 767,3 | 7 459,6 | 7 858,8 | 8 695,4 |
| Biens non durables | 3 148,0 | 3 253,0 | 3 745,0 | 209,0 | 370,5 | 349,5 | 264,3 |
| Biens durables | 150,5 | 88,1 | 35,4 | 64,9 | 69,5 | 50,2 | 69,2 |
| Contributions à des organismes | 75,0 | 85,0 | 38,3 | 81,8 | 78,2 | 71,8 | 51,4 |
| Autres | - | - | 3,3 | (1,0) | - | - | - |
| **Total** | **71 992,3** | **31 130,6** | **40 810,0** | **37 787,1** | **40 636,1** | **38 416,6** | **38 880,2** |

## Tableau 150 – Urbanisme et de la mobilité – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 24 967,4 | 26 388,6 | 26 037,4 | 30 030,0 | 34 772,9 | 34 399,7 | 35 036,2 |
| Cotisations de l'employeur | 6 007,0 | 6 781,5 | 6 764,2 | 7 985,3 | 8 606,6 | 8 518,1 | 8 871,1 |
| Transport et communications | 453,0 | 330,8 | 260,1 | 573,1 | 588,6 | 15,0 | 58,7 |
| Services professionnels | 9 489,9 | 8 682,8 | 7 402,3 | 11 122,8 | 23 280,9 | 10 217,9 | 5 425,5 |
| Services techniques et autres | 3 389,8 | 3 095,6 | 29 928,0 | 36 134,7 | 40 875,2 | 39 993,9 | 41 224,3 |
| Location, entretien et réparation | 1 397,3 | 8 330,6 | 2 526,8 | 2 607,3 | 2 650,9 | 2 644,1 | 2 645,6 |
| Biens non durables | (1 026,1) | 405,8 | 520,1 | 410,8 | 3 949,5 | 1 324,2 | 360,3 |
| Biens durables | 19,7 | 145,9 | 247,5 | 2 050,3 | 103,2 | - | - |
| Contributions à des organismes | 9 347,1 | 19 152,5 | 2 933,9 | 2 880,7 | 4 568,9 | 3 505,9 | 1 771,0 |
| Autres | 7,2 | - | - | - | - | - | - |
| **Total** | **54 052,3** | **73 314,1** | **76 620,3** | **93 795,0** | **119 396,7** | **100 618,8** | **95 392,7** |

## Arrondissements

### Tableau 151 – Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 31 671,6 | 33 136,5 | 34 998,2 | 34 989,7 | 35 280,5 | 34 970,9 | 36 082,2 |
| Cotisations de l'employeur | 8 276,5 | 9 127,7 | 9 675,0 | 9 681,5 | 9 534,8 | 9 413,9 | 9 899,0 |
| Transport et communications | 283,6 | 226,3 | 259,1 | 232,8 | 400,2 | 378,3 | 396,8 |
| Services professionnels | 397,3 | 483,7 | 383,9 | 506,7 | 532,1 | 312,9 | 313,6 |
| Services techniques et autres | 4 263,8 | 4 168,1 | 5 469,0 | 4 230,3 | 7 152,0 | 4 033,8 | 4 124,5 |
| Location, entretien et réparation | 5 789,8 | 6 153,4 | 7 786,8 | 7 590,7 | 8 409,1 | 7 415,2 | 7 431,4 |
| Biens non durables | 4 063,1 | 3 868,2 | 4 038,0 | 4 501,5 | 4 672,8 | 5 006,9 | 5 169,0 |
| Biens durables | 363,4 | 242,5 | 338,3 | 363,9 | 592,6 | 274,1 | 274,1 |
| Contributions à des organismes | 1 788,4 | 1 833,7 | 2 500,9 | 2 178,2 | 2 440,8 | 1 609,3 | 1 636,1 |
| Autres | 2 851,7 | 3 072,3 | 3 240,3 | 3 977,3 | 3 603,8 | 3 600,8 | 3 745,2 |
| **Total** | **59 749,2** | **62 312,4** | **68 689,5** | **68 252,6** | **72 618,7** | **67 016,1** | **69 071,9** |

### Tableau 152 – Arrondissement d'Anjou – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 14 747,2 | 16 109,4 | 16 652,7 | 16 930,9 | 17 690,7 | 17 688,7 | 18 036,0 |
| Cotisations de l'employeur | 3 804,9 | 4 365,2 | 4 523,4 | 4 601,3 | 4 661,1 | 4 661,1 | 4 836,5 |
| Transport et communications | 238,9 | 250,3 | 274,9 | 214,0 | 316,3 | 270,6 | 292,7 |
| Services professionnels | 253,6 | 166,5 | 224,0 | 116,0 | 250,9 | 228,0 | 211,2 |
| Services techniques et autres | 1 951,4 | 2 202,9 | 2 499,4 | 2 659,4 | 3 943,5 | 4 376,0 | 3 513,6 |
| Location, entretien et réparation | 2 591,1 | 2 682,1 | 2 786,7 | 2 887,3 | 2 864,3 | 1 686,9 | 2 847,9 |
| Biens non durables | 2 279,7 | 2 608,5 | 2 625,4 | 2 626,4 | 2 857,7 | 2 867,1 | 2 995,3 |
| Biens durables | 202,0 | 771,8 | 164,0 | 135,4 | 166,9 | 47,7 | 49,9 |
| Frais de financement | 42,1 | 33,2 | 23,8 | 13,8 | 3,2 | 13,9 | 13,9 |
| Remboursement de la dette à long terme | 140,9 | 149,7 | 159,2 | 169,2 | 179,9 | 169,2 | 169,2 |
| Contributions à des organismes | 281,4 | 226,8 | 264,2 | 146,2 | 152,3 | 160,0 | 151,3 |
| Autres | (84,6) | 1 067,8 | 5,1 | (2,3) | 603,8 | 1 115,5 | 1 103,1 |
| **Total** | **26 448,6** | **30 634,2** | **30 202,8** | **30 497,6** | **33 690,6** | **33 284,7** | **34 220,6** |

### Tableau 153 – Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 34 346,3 | 37 893,3 | 39 803,9 | 42 289,0 | 42 666,4 | 41 990,3 | 42 969,3 |
| Cotisations de l'employeur | 8 974,3 | 10 205,1 | 10 982,2 | 11 519,2 | 11 283,0 | 11 233,4 | 11 756,7 |
| Transport et communications | 303,3 | 363,8 | 294,0 | 296,9 | 428,9 | 433,7 | 451,0 |
| Services professionnels | 559,7 | 655,7 | 725,2 | 882,3 | 864,3 | 783,1 | 792,0 |
| Services techniques et autres | 4 413,3 | 5 119,4 | 5 535,3 | 5 133,7 | 5 049,3 | 6 021,6 | 5 099,8 |
| Location, entretien et réparation | 5 660,1 | 5 668,1 | 4 272,9 | 5 515,1 | 6 355,1 | 5 911,4 | 6 819,3 |
| Biens non durables | 3 979,6 | 4 611,1 | 4 714,6 | 4 886,6 | 5 385,0 | 5 619,7 | 5 793,3 |
| Biens durables | 606,2 | 498,8 | 552,5 | 519,2 | 872,0 | 396,0 | 401,1 |
| Frais de financement | - | - | 730,5 | 111,9 | - | - | - |
| Remboursement de la dette à long terme | - | - | 1 132,6 | 362,0 | - | - | - |
| Contributions à des organismes | 3 810,9 | 4 151,1 | 3 996,0 | 5 321,7 | 6 905,5 | 4 593,3 | 5 939,6 |
| Autres | 1 908,1 | 3 291,9 | 2 772,4 | 3 092,6 | 2 837,0 | 2 734,2 | 2 770,1 |
| **Total** | **64 561,8** | **72 458,3** | **75 512,1** | **79 930,2** | **82 646,5** | **79 716,7** | **82 792,2** |

## Tableau 154 – Arrondissement de Lachine – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 16 611,5 | 17 920,2 | 18 742,9 | 20 607,1 | 20 862,5 | 19 430,8 | 20 099,3 |
| Cotisations de l'employeur | 4 257,7 | 4 927,2 | 5 063,3 | 5 445,7 | 5 549,4 | 5 247,7 | 5 527,7 |
| Transport et communications | 251,7 | 223,6 | 237,8 | 201,1 | 259,3 | 264,2 | 264,2 |
| Services professionnels | 182,8 | 271,7 | 145,7 | 152,5 | 376,1 | 168,8 | 168,8 |
| Services techniques et autres | 2 084,1 | 2 139,5 | 2 427,1 | 2 092,6 | 3 263,7 | 2 292,5 | 2 417,7 |
| Location, entretien et réparation | 1 555,2 | 1 537,9 | 2 101,7 | 1 699,2 | 2 189,1 | 1 674,4 | 1 796,3 |
| Biens non durables | 2 627,6 | 2 954,7 | 2 920,0 | 2 563,9 | 2 521,6 | 3 178,4 | 3 178,8 |
| Biens durables | 201,3 | 179,5 | 100,7 | 175,4 | 165,6 | 103,1 | 103,1 |
| Contributions à des organismes | 1 113,8 | 906,7 | 1 030,9 | 1 155,5 | 1 392,6 | 882,2 | 882,2 |
| Autres | 82,9 | 43,6 | 54,7 | 15,8 | 48,2 | 718,3 | 761,2 |
| **Total** | **28 968,6** | **31 104,6** | **32 824,8** | **34 108,8** | **36 628,1** | **33 960,4** | **35 199,3** |

## Tableau 155 – Arrondissement de LaSalle – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 20 570,8 | 21 559,6 | 22 108,2 | 22 826,2 | 23 802,2 | 24 049,8 | 24 844,8 |
| Cotisations de l'employeur | 5 297,3 | 5 889,6 | 6 031,8 | 6 066,8 | 6 243,4 | 6 326,9 | 6 663,2 |
| Transport et communications | 529,3 | 576,1 | 538,5 | 440,6 | 639,4 | 619,1 | 606,4 |
| Services professionnels | 515,3 | 465,8 | 492,6 | 837,6 | 825,6 | 521,0 | 448,9 |
| Services techniques et autres | 3 978,6 | 4 722,0 | 5 307,4 | 4 494,0 | 5 607,0 | 5 085,9 | 5 639,7 |
| Location, entretien et réparation | 2 442,9 | 3 173,4 | 2 827,8 | 3 073,1 | 3 420,1 | 3 433,5 | 3 569,7 |
| Biens non durables | 3 388,4 | 3 564,8 | 3 536,0 | 3 591,7 | 3 510,2 | 3 723,2 | 3 900,2 |
| Biens durables | 338,9 | 588,9 | 293,5 | 242,9 | 191,2 | 626,4 | 389,2 |
| Contributions à des organismes | 1 030,1 | 948,4 | 1 206,4 | 2 365,7 | 1 673,5 | 920,8 | 1 005,9 |
| Autres | (193,8) | 136,5 | 23,5 | 79,9 | 402,7 | 2 156,1 | 2 008,3 |
| **Total** | **37 897,8** | **41 625,1** | **42 365,7** | **44 018,5** | **46 315,3** | **47 462,7** | **49 076,3** |

## Tableau 156 – Arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 6 953,5 | 7 480,2 | 7 567,4 | 8 781,9 | 9 080,2 | 8 271,2 | 8 783,1 |
| Cotisations de l'employeur | 1 834,4 | 2 059,8 | 2 162,9 | 2 402,0 | 2 442,0 | 2 242,9 | 2 402,4 |
| Transport et communications | 157,5 | 175,4 | 169,7 | 172,1 | 185,7 | 180,9 | 141,3 |
| Services professionnels | 86,5 | 206,6 | 99,4 | 86,4 | 48,0 | 78,0 | 114,3 |
| Services techniques et autres | 526,4 | 584,2 | 668,6 | 630,5 | 677,6 | 650,5 | 673,2 |
| Location, entretien et réparation | 1 302,9 | 1 287,3 | 1 268,0 | 1 483,0 | 1 638,6 | 1 446,0 | 1 491,9 |
| Biens non durables | 896,3 | 766,2 | 908,9 | 976,6 | 1 169,9 | 934,2 | 955,4 |
| Biens durables | 186,7 | 37,6 | 4,3 | 0,2 | (35,3) | 3,9 | 0,1 |
| Contributions à des organismes | 126,4 | 131,1 | 117,3 | 71,7 | 100,4 | 102,2 | 19,1 |
| Autres | 37,0 | 42,1 | 6,4 | 39,5 | 59,7 | 109,7 | 50,0 |
| **Total** | **12 107,6** | **12 770,5** | **12 972,9** | **14 643,9** | **15 366,8** | **14 019,5** | **14 630,8** |

## Tableau 157 – Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 37 359,5 | 40 532,6 | 42 696,7 | 45 710,4 | 47 097,8 | 45 943,9 | 46 885,6 |
| Cotisations de l'employeur | 9 761,7 | 11 070,5 | 11 826,3 | 12 477,2 | 12 418,4 | 12 201,4 | 12 703,6 |
| Transport et communications | 295,7 | 204,0 | 250,5 | 329,9 | 561,1 | 324,9 | 311,0 |
| Services professionnels | 539,5 | 369,4 | 364,6 | 679,4 | 704,0 | 98,6 | 114,6 |
| Services techniques et autres | 4 985,8 | 5 056,5 | 6 477,1 | 7 080,0 | 9 686,4 | 8 190,0 | 7 736,0 |
| Location, entretien et réparation | 5 541,2 | 5 465,6 | 5 876,0 | 6 825,2 | 6 792,0 | 6 562,9 | 6 467,4 |
| Biens non durables | 4 532,9 | 4 566,1 | 4 648,0 | 5 143,5 | 5 789,7 | 5 521,3 | 5 529,0 |
| Biens durables | 521,9 | 735,9 | 563,1 | 576,5 | 610,9 | 270,4 | 243,3 |
| Contributions à des organismes | 3 343,8 | 2 961,7 | 3 313,5 | 3 164,9 | 3 312,2 | 2 498,7 | 2 351,5 |
| Autres | (352,8) | (1 457,6) | (668,6) | (147,1) | (985,0) | (581,3) | (697,9) |
| **Total** | **66 529,2** | **69 504,7** | **75 347,2** | **81 839,9** | **85 987,5** | **81 030,8** | **81 644,1** |

## Tableau 158 – Arrondissement de Montréal-Nord – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 25 297,7 | 27 466,1 | 27 376,6 | 28 986,7 | 29 494,9 | 29 464,2 | 30 271,7 |
| Cotisations de l'employeur | 6 580,0 | 7 483,8 | 7 498,4 | 7 833,0 | 8 002,2 | 7 931,2 | 8 272,1 |
| Transport et communications | 317,7 | 285,6 | 258,7 | 255,8 | 264,4 | 354,3 | 439,2 |
| Services professionnels | 275,0 | 311,9 | 300,3 | 288,4 | 473,6 | 439,2 | 404,1 |
| Services techniques et autres | 1 812,5 | 2 193,3 | 2 174,7 | 2 679,3 | 3 824,0 | 2 867,0 | 3 302,1 |
| Location, entretien et réparation | 1 385,5 | 1 341,4 | 1 267,9 | 1 345,6 | 2 295,6 | 1 450,5 | 1 444,5 |
| Biens non durables | 3 116,4 | 3 332,0 | 3 024,3 | 3 323,0 | 3 568,6 | 3 416,1 | 3 448,4 |
| Biens durables | 253,7 | 167,9 | 114,2 | 189,1 | 220,4 | 151,1 | 156,1 |
| Contributions à des organismes | 1 995,7 | 1 949,6 | 2 204,3 | 1 927,2 | 2 381,5 | 1 604,7 | 1 605,6 |
| Autres | 27,1 | 73,2 | 16,5 | 23,5 | 45,0 | 45,0 | 45,0 |
| **Total** | **41 061,3** | **44 604,8** | **44 235,9** | **46 851,6** | **50 570,2** | **47 723,3** | **49 388,8** |

## Tableau 159 – Arrondissement d'Outremont – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 7 934,5 | 8 727,3 | 9 173,8 | 9 974,9 | 10 015,9 | 9 320,6 | 9 532,3 |
| Cotisations de l'employeur | 1 991,6 | 2 316,5 | 2 544,9 | 2 673,2 | 2 639,2 | 2 528,2 | 2 641,7 |
| Transport et communications | 148,5 | 185,1 | 141,5 | 89,2 | 230,0 | 219,3 | 219,3 |
| Services professionnels | 222,7 | 254,3 | 685,8 | 815,7 | 647,8 | 379,1 | 389,1 |
| Services techniques et autres | 1 872,5 | 1 691,1 | 1 543,1 | 1 660,3 | 1 857,9 | 2 078,1 | 2 192,9 |
| Location, entretien et réparation | 777,8 | 1 225,2 | 921,9 | 2 172,5 | 4 236,9 | 1 563,1 | 1 616,3 |
| Biens non durables | 1 519,3 | 1 333,1 | 1 280,7 | 1 344,8 | 1 724,4 | 1 475,5 | 1 478,6 |
| Biens durables | - | - | - | 85,0 | 55,5 | - | - |
| Contributions à des organismes | 339,3 | 636,5 | 743,0 | 798,1 | 912,9 | 373,0 | 378,0 |
| Autres | 489,5 | 497,9 | 351,0 | 408,0 | 425,2 | 425,2 | 426,2 |
| **Total** | **15 295,7** | **16 867,0** | **17 385,7** | **20 021,7** | **22 745,7** | **18 362,1** | **18 874,4** |

## Tableau 160 – Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 19 162,1 | 20 369,4 | 20 327,7 | 22 216,2 | 23 063,8 | 23 080,0 | 23 785,3 |
| Cotisations de l'employeur | 5 007,8 | 5 556,7 | 5 797,1 | 6 003,9 | 6 134,2 | 6 146,1 | 6 450,8 |
| Transport et communications | 249,0 | 234,1 | 285,1 | 239,2 | 302,3 | 324,9 | 326,9 |
| Services professionnels | 153,9 | 270,2 | 203,3 | 134,7 | 546,3 | 313,3 | 245,1 |
| Services techniques et autres | 1 437,7 | 1 939,0 | 1 358,8 | 2 027,2 | 2 552,3 | 1 483,6 | 1 992,9 |
| Location, entretien et réparation | 2 797,4 | 2 830,9 | 2 919,8 | 3 234,1 | 3 705,8 | 3 089,1 | 3 205,7 |
| Biens non durables | 2 716,2 | 3 063,9 | 2 954,7 | 2 958,4 | 3 072,7 | 3 193,5 | 3 206,6 |
| Biens durables | 109,7 | 343,8 | 208,4 | 277,7 | 378,9 | 50,1 | 53,1 |
| Contributions à des organismes | 314,8 | 403,8 | 709,6 | 637,0 | 691,9 | 441,0 | 323,0 |
| Autres | 36,3 | 186,0 | 105,6 | 484,9 | 344,9 | 409,4 | 408,5 |
| **Total** | **31 984,9** | **35 197,8** | **34 870,1** | **38 213,3** | **40 793,1** | **38 531,0** | **39 997,9** |

## Tableau 161 – Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 30 103,1 | 33 903,7 | 34 319,3 | 35 717,2 | 36 852,1 | 36 121,6 | 38 020,3 |
| Cotisations de l'employeur | 7 814,9 | 9 133,8 | 9 572,7 | 9 603,9 | 9 931,4 | 9 669,7 | 10 369,0 |
| Transport et communications | 192,6 | 175,8 | 252,7 | 187,9 | 222,5 | 258,5 | 209,6 |
| Services professionnels | 249,4 | 506,5 | 654,0 | 652,2 | 1 163,9 | 1 421,2 | 1 487,3 |
| Services techniques et autres | 3 063,9 | 3 412,0 | 3 512,6 | 3 103,7 | 5 453,8 | 3 114,9 | 3 854,3 |
| Location, entretien et réparation | 4 405,3 | 3 821,2 | 3 909,5 | 4 697,8 | 4 455,9 | 4 789,4 | 4 874,3 |
| Biens non durables | 2 921,3 | 3 232,6 | 3 227,4 | 3 422,3 | 3 541,8 | 3 525,7 | 3 535,6 |
| Biens durables | 681,2 | 345,3 | 449,6 | 419,4 | 1 065,9 | 207,5 | 277,1 |
| Contributions à des organismes | 1 948,1 | 1 239,9 | 1 495,6 | 2 437,2 | 3 367,7 | 1 355,8 | 1 355,8 |
| Autres | 2 775,5 | 3 348,6 | 2 911,8 | 2 175,8 | 3 139,6 | 3 044,6 | 3 245,5 |
| **Total** | **54 155,3** | **59 119,4** | **60 305,2** | **62 417,4** | **69 194,6** | **63 508,9** | **67 228,8** |

## Tableau 162 – Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 31 283,6 | 34 214,5 | 35 122,3 | 36 485,4 | 37 356,4 | 35 899,8 | 37 303,8 |
| Cotisations de l'employeur | 8 111,9 | 9 264,9 | 9 618,3 | 9 905,0 | 10 195,4 | 9 675,0 | 10 259,1 |
| Transport et communications | 483,5 | 346,8 | 348,8 | 304,8 | 455,7 | 443,7 | 444,4 |
| Services professionnels | 1 177,4 | 1 178,8 | 1 210,9 | 1 234,5 | 1 388,0 | 1 543,2 | 1 670,6 |
| Services techniques et autres | 2 842,2 | 4 093,7 | 4 063,4 | 4 233,3 | 4 348,6 | 4 250,7 | 4 455,2 |
| Location, entretien et réparation | 5 785,4 | 5 969,9 | 6 691,4 | 6 798,4 | 7 607,1 | 6 933,9 | 7 572,0 |
| Biens non durables | 4 490,8 | 4 715,3 | 4 971,3 | 4 842,0 | 5 309,7 | 5 712,0 | 5 681,9 |
| Biens durables | 903,1 | 416,3 | 582,9 | 756,3 | 650,3 | 225,3 | 222,8 |
| Contributions à des organismes | 2 260,0 | 2 273,6 | 2 714,2 | 2 690,4 | 3 175,3 | 2 165,5 | 2 202,2 |
| Autres | 2 495,8 | 2 469,8 | 2 755,6 | 3 183,2 | 2 954,7 | 2 954,1 | 3 021,2 |
| **Total** | **59 833,7** | **64 943,6** | **68 079,1** | **70 433,3** | **73 441,2** | **69 803,2** | **72 833,2** |

## Tableau 163 – Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 50 695,3 | 54 415,2 | 56 242,6 | 60 955,9 | 62 041,4 | 55 436,0 | 57 706,3 |
| Cotisations de l'employeur | 13 052,3 | 14 768,8 | 15 345,1 | 16 161,0 | 15 986,9 | 14 869,2 | 15 728,6 |
| Transport et communications | 385,0 | 474,6 | 527,2 | 303,9 | 445,0 | 422,5 | 413,0 |
| Services professionnels | 1 066,5 | 828,1 | 920,8 | 1 102,8 | 1 209,7 | 644,3 | 469,0 |
| Services techniques et autres | 4 365,5 | 3 816,3 | 4 104,2 | 4 513,1 | 6 648,0 | 4 007,7 | 4 931,9 |
| Location, entretien et réparation | 4 253,6 | 5 811,1 | 6 252,4 | 6 253,9 | 6 518,7 | 5 898,4 | 6 031,0 |
| Biens non durables | 4 974,0 | 5 014,7 | 5 698,6 | 6 813,5 | 8 664,6 | 9 759,3 | 9 896,7 |
| Biens durables | 1 042,1 | 2 565,6 | 2 321,3 | 1 905,1 | 1 835,0 | 2 946,9 | 4 512,0 |
| Contributions à des organismes | 1 991,7 | 2 132,7 | 2 438,0 | 2 769,9 | 2 846,8 | 1 567,3 | 1 543,6 |
| Autres | (17 340,8) | (18 342,9) | (19 374,2) | (20 299,4) | (22 244,3) | (21 894,9) | (22 604,9) |
| **Total** | **64 485,2** | **71 484,2** | **74 476,0** | **80 479,7** | **83 951,8** | **73 656,7** | **78 627,2** |

## Tableau 164 – Arrondissement de Saint-Laurent – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 36 553,5 | 39 945,2 | 41 782,9 | 43 132,5 | 44 911,1 | 44 530,8 | 45 955,8 |
| Cotisations de l'employeur | 9 332,5 | 10 786,0 | 11 455,7 | 11 651,2 | 12 276,4 | 12 163,0 | 12 817,6 |
| Transport et communications | 528,6 | 592,5 | 601,2 | 651,0 | 935,7 | 783,0 | 778,0 |
| Services professionnels | 411,2 | 223,4 | 455,7 | 2 173,8 | 1 599,6 | 1 248,9 | 1 266,9 |
| Services techniques et autres | 5 739,9 | 5 881,9 | 5 899,2 | 6 571,1 | 7 835,1 | 7 406,1 | 7 824,9 |
| Location, entretien et réparation | 4 397,7 | 4 831,2 | 5 473,4 | 4 831,5 | 6 179,4 | 5 668,2 | 5 981,9 |
| Biens non durables | 5 610,8 | 5 914,6 | 6 442,0 | 6 600,1 | 8 285,0 | 9 500,9 | 9 252,8 |
| Biens durables | 249,6 | 384,1 | 234,4 | 182,6 | 212,4 | 205,7 | 205,7 |
| Contributions à des organismes | 2 421,7 | 2 408,1 | 2 619,9 | 1 606,2 | 1 595,4 | 1 060,3 | 1 071,3 |
| Autres | (73,0) | 178,2 | 184,3 | (204,2) | 164,3 | 160,7 | 160,7 |
| **Total** | **65 172,5** | **71 145,2** | **75 148,7** | **77 195,8** | **83 994,4** | **82 727,6** | **85 315,6** |

## Tableau 165 – Arrondissement de Saint-Léonard – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 17 794,9 | 19 664,4 | 19 778,4 | 20 163,1 | 20 995,0 | 21 109,7 | 21 691,0 |
| Cotisations de l'employeur | 4 616,6 | 5 272,7 | 5 356,9 | 5 410,9 | 5 573,9 | 5 655,2 | 5 905,4 |
| Transport et communications | 340,4 | 334,0 | 305,1 | 276,7 | 320,9 | 325,5 | 326,2 |
| Services professionnels | 277,2 | 366,9 | 190,1 | 222,6 | 220,9 | 284,1 | 356,0 |
| Services techniques et autres | 5 414,4 | 6 366,1 | 6 737,5 | 7 357,2 | 8 273,2 | 7 724,5 | 9 216,0 |
| Location, entretien et réparation | 2 818,6 | 2 737,2 | 2 729,1 | 1 846,8 | 2 550,7 | 2 420,9 | 2 203,4 |
| Biens non durables | 2 745,9 | 3 178,2 | 3 191,2 | 3 289,9 | 3 731,8 | 3 380,8 | 3 693,1 |
| Biens durables | 258,6 | 194,0 | 196,3 | 350,8 | 287,2 | 121,8 | 119,6 |
| Frais de financement | 208,5 | 157,8 | 104,2 | 66,1 | 34,8 | 34,8 | 5,0 |
| Remboursement de la dette à long terme | 730,9 | 781,6 | 737,9 | 484,0 | 515,6 | 515,6 | 270,3 |
| Contributions à des organismes | 528,7 | 797,1 | 778,1 | 979,9 | 1 293,6 | 283,8 | 281,7 |
| Autres | (308,1) | 75,3 | (273,7) | (102,6) | 118,1 | 117,9 | 121,0 |
| **Total** | **35 426,6** | **39 925,3** | **39 831,1** | **40 345,4** | **43 915,7** | **41 974,6** | **44 188,7** |

## Tableau 166 – Arrondissement Le Sud-Ouest – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 31 289,2 | 34 181,5 | 36 157,5 | 35 817,1 | 36 204,1 | 35 951,9 | 36 960,6 |
| Cotisations de l'employeur | 8 087,9 | 9 320,9 | 9 901,3 | 9 889,0 | 9 949,1 | 9 606,0 | 10 059,1 |
| Transport et communications | 253,5 | 332,5 | 332,1 | 352,0 | 445,5 | 441,2 | 437,5 |
| Services professionnels | 454,7 | 597,4 | 486,3 | 348,9 | 456,6 | 505,0 | 510,7 |
| Services techniques et autres | 2 617,6 | 2 890,0 | 3 541,3 | 2 808,0 | 4 013,0 | 3 539,5 | 4 110,4 |
| Location, entretien et réparation | 4 593,2 | 4 824,1 | 4 793,5 | 5 124,2 | 5 486,7 | 6 230,9 | 6 887,4 |
| Biens non durables | 3 728,6 | 4 125,5 | 4 485,6 | 4 351,6 | 4 827,9 | 5 367,7 | 5 455,8 |
| Biens durables | 234,0 | 101,1 | 146,0 | 245,9 | 141,2 | 76,7 | 76,7 |
| Contributions à des organismes | 2 720,5 | 2 625,9 | 2 857,8 | 3 062,4 | 3 341,9 | 2 239,5 | 2 324,5 |
| Autres | 1 038,4 | 1 773,8 | 1 782,8 | 2 010,4 | 2 492,6 | 2 515,9 | 2 691,6 |
| **Total** | **55 017,6** | **60 772,7** | **64 484,2** | **64 009,5** | **67 358,6** | **66 474,3** | **69 514,3** |

## Tableau 167 – Arrondissement de Verdun – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 22 275,2 | 22 855,6 | 24 050,8 | 24 944,1 | 24 781,9 | 24 486,1 | 25 646,4 |
| Cotisations de l'employeur | 5 836,9 | 6 313,4 | 6 591,3 | 6 834,0 | 6 704,6 | 6 682,5 | 7 044,6 |
| Transport et communications | 289,3 | 267,3 | 351,7 | 318,9 | 351,4 | 435,3 | 384,5 |
| Services professionnels | 375,3 | 221,8 | 455,1 | 328,0 | 541,9 | 581,4 | 412,7 |
| Services techniques et autres | 1 821,2 | 1 715,0 | 2 346,3 | 2 543,4 | 3 731,1 | 2 868,9 | 3 007,9 |
| Location, entretien et réparation | 1 827,9 | 2 054,3 | 2 079,1 | 2 313,7 | 1 843,4 | 1 927,3 | 1 855,1 |
| Biens non durables | 3 957,1 | 3 424,7 | 3 641,7 | 3 359,3 | 3 616,1 | 3 743,9 | 3 796,7 |
| Biens durables | 488,7 | 172,9 | 88,4 | 30,5 | 84,0 | 164,0 | 158,6 |
| Contributions à des organismes | 896,2 | 645,7 | 849,7 | 934,6 | 1 005,3 | 612,6 | 608,0 |
| Autres | (616,6) | (93,2) | 68,0 | 346,6 | 1,9 | 0,5 | 500,5 |
| **Total** | **37 151,2** | **37 577,5** | **40 522,1** | **41 953,1** | **42 661,6** | **41 502,5** | **43 415,0** |

## Tableau 168 – Arrondissement de Ville-Marie – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 43 770,9 | 47 745,4 | 50 812,1 | 54 151,0 | 56 799,2 | 53 026,0 | 54 812,6 |
| Cotisations de l'employeur | 11 462,3 | 13 005,3 | 13 845,6 | 14 484,2 | 15 031,8 | 13 891,3 | 14 670,5 |
| Transport et communications | 343,5 | 444,1 | 555,9 | 450,3 | 482,7 | 583,6 | 540,1 |
| Services professionnels | 1 270,1 | 1 044,5 | 1 373,2 | 1 669,2 | 2 594,9 | 1 567,8 | 1 195,6 |
| Services techniques et autres | 11 323,9 | 13 425,2 | 14 995,9 | 16 863,0 | 21 460,8 | 14 256,0 | 16 957,8 |
| Location, entretien et réparation | 6 629,4 | 7 689,0 | 8 208,1 | 8 572,5 | 10 171,1 | 8 079,4 | 10 589,8 |
| Biens non durables | 6 641,7 | 6 740,4 | 7 230,1 | 6 753,7 | 6 676,4 | 6 223,2 | 7 118,2 |
| Biens durables | 1 057,8 | 2 367,8 | 784,3 | 1 511,4 | 1 519,1 | 370,5 | 498,6 |
| Frais de financement | - | 982,0 | 1 188,0 | 1 187,7 | - | 1 100,0 | - |
| Remboursement de la dette à long terme | - | 193,0 | 0,8 | 11,3 | - | 371,0 | - |
| Contributions à des organismes | 6 189,9 | 6 016,3 | 6 423,4 | 6 765,1 | 8 535,5 | 4 401,7 | 5 076,2 |
| Autres | 4 052,1 | 3 264,6 | 3 356,6 | 3 558,3 | 5 063,8 | 6 741,2 | 6 040,6 |
| **Total** | **92 741,6** | **102 917,6** | **108 774,0** | **115 977,7** | **128 335,3** | **110 611,7** | **117 500,0** |

## Tableau 169 – Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension – Dépenses par objets

| (en milliers de dollars) | Réel | | | | Réel prévu | Budget | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 |
| **Dépenses par objets** | | | | | | | |
| Rémunération | 31 293,1 | 33 727,5 | 34 373,2 | 35 540,1 | 36 102,0 | 35 050,3 | 36 264,7 |
| Cotisations de l'employeur | 8 205,6 | 9 214,4 | 9 738,9 | 9 843,0 | 9 840,6 | 9 357,4 | 9 862,9 |
| Transport et communications | 177,2 | 207,3 | 198,4 | 231,2 | 253,3 | 446,7 | 446,7 |
| Services professionnels | 1 129,5 | 970,3 | 1 119,3 | 1 290,1 | 1 530,9 | 1 399,2 | 1 399,2 |
| Services techniques et autres | 2 131,7 | 2 855,3 | 3 054,2 | 3 564,9 | 4 757,0 | 3 394,3 | 4 855,7 |
| Location, entretien et réparation | 5 359,7 | 5 243,2 | 6 174,9 | 6 205,8 | 6 323,7 | 6 586,5 | 6 464,9 |
| Biens non durables | 4 387,6 | 4 818,5 | 4 866,2 | 4 973,2 | 5 010,4 | 5 340,7 | 5 609,6 |
| Biens durables | 293,9 | 512,7 | 382,4 | 396,4 | 700,4 | 150,7 | 150,7 |
| Contributions à des organismes | 2 244,1 | 2 744,1 | 2 972,6 | 3 415,2 | 3 462,1 | 2 242,5 | 2 243,3 |
| Autres | 2 370,5 | 2 553,4 | 2 758,5 | 3 038,8 | 3 041,5 | 3 047,0 | 3 222,3 |
| **Total** | **57 592,9** | **62 846,7** | **65 638,6** | **68 498,7** | **71 021,9** | **67 015,3** | **70 520,0** |

# Annexe 2 – Portrait des arrondissements

Les 19 arrondissements de Montréal présentent leur budget respectif fournissant des services de proximité à la population et pour répondre aux besoins d'investissement locaux.

Ils consacrent une part importante de leur budget à la prestation de services au quotidien, comme le maintien de la propreté, les collectes de déchets ou encore le déneigement. Ils appuient également le développement économique local et soutiennent les organismes locaux dans l'offre d'activités culturelles, sportives, de loisir et de développement social. En 2026, 1 124 M$ seront alloués aux budgets de fonctionnement des arrondissements.

En matière d'investissement, les actions sont diversifiées : modernisation et mise aux normes des installations culturelles et sportives, réaménagement de parcs locaux, réfection des rues et des trottoirs, apaisement de la circulation et développement des modes de transport actifs. De 2026 à 2035, le PDI des arrondissements s'élève à 1 606,2 M$ et celui du conseil municipal destiné aux arrondissements est de 3 391,6 M$.

### Tableau 170 – Portrait des arrondissements

| Arrondissement | Population (habitants) | Superficie | Unifamiliale : valeur moyenne ajustée | Condominium : valeur moyenne ajustée | Budget de fonctionnement 2026 (en millions) | PDI 2026-2035 (en millions) | Effectifs années-personnes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ahuntsic-Cartierville | 147 290 | 24,2 km$^2$ | 832 977 $ | 390 537 $ | 69,1 | 93,9 | 452,8 |
| Anjou | 46 688 | 13,7 km$^2$ | 606 136 $ | 355 957 $ | 34,2 | 62,5 | 223,9 |
| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | 191 349 | 21,4 km$^2$ | 1 170 274 $ | 551 253 $ | 82,8 | 90,0 | 574,5 |
| Lachine | 51 397 | 17,7 km$^2$ | 652 773 $ | 420 894 $ | 35,2 | 44,5 | 254,8 |
| LaSalle | 94 487 | 16,3 km$^2$ | 666 613 $ | 440 168 $ | 49,1 | 62,1 | 296,9 |
| Le Plateau-Mont-Royal | 115 597 | 8,1 km$^2$ | 1 131 470 $ | 556 407 $ | 67,2 | 68,9 | 474,4 |
| Le Sud-Ouest | 95 988 | 15,7 km$^2$ | 779 270 $ | 524 373 $ | 69,5 | 80,3 | 452,4 |
| L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève | 20 442 | 23,6 km$^2$ | 719 082 $ | 330 811 $ | 14,6 | 33,0 | 122,4 |
| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | 154 036 | 25,4 km$^2$ | 570 798 $ | 382 742 $ | 81,6 | 112,0 | 607,1 |
| Montréal-Nord | 94 899 | 11,1 km$^2$ | 476 676 $ | 330 780 $ | 49,4 | 61,6 | 377,3 |
| Outremont | 28 462 | 3,9 km$^2$ | 2 177 723 $ | 830 018 $ | 18,9 | 30,5 | 129,3 |
| Pierrefonds–Roxboro | 76 066 | 27,1 km$^2$ | 624 349 $ | 363 255 $ | 40,0 | 71,0 | 287,7 |
| Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles | 117 175 | 42,3 km$^2$ | 505 048 $ | 310 188 $ | 72,8 | 143,2 | 462,6 |
| Rosemont–La Petite-Patrie | 155 023 | 15,9 km$^2$ | 855 142 $ | 510 963 $ | 78,6 | 106,1 | 721,1 |
| Saint-Laurent | 114 188 | 42,8 km$^2$ | 918 882 $ | 481 250 $ | 85,3 | 165,5 | 593,6 |
| Saint-Léonard | 85 366 | 13,5 km$^2$ | 758 069 $ | 412 866 $ | 44,2 | 79,1 | 250,8 |
| Verdun | 77 655 | 9,7 km$^2$ | 1 125 415 $ | 622 996 $ | 43,4 | 49,5 | 326,8 |
| Ville-Marie | 124 878 | 16,5 km$^2$ | 1 508 038 $ | 578 019 $ | 117,5 | 154,6 | 639,0 |
| Villeray–St-Michel–Parc-Extension | 157 761 | 16,5 km$^2$ | 644 321 $ | 454 765 $ | 70,5 | 97,8 | 455,5 |

1 La population provient du dernier décret de population du MAMH.

2 Les valeurs moyennes sont les valeurs imposables et compensables à 100 % ajustées du rôle d'évaluation foncière 2026-2027-2028.

# Annexe 3 – Détail du PDI par services et arrondissements

## Détail des projets et des programmes par services centraux

### Tableau 171 – Approvisionnement

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projets** | | | | | | | | | | |
| 09001 | Chantier d'amélioration du réseau logistique et de la gestion des stocks - Suite du projet P9000 | M | 605,0 | - | - | - | - | 605,0 | - | 605,0 |
| | | A | 575,0 | - | - | - | - | 575,0 | - | 575,0 |
| **Total des projets** | | | **1 180,0** | **-** | **-** | **-** | **-** | **1 180,0** | **-** | **1 180,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **605,0** | **-** | **-** | **-** | **-** | **605,0** | **-** | **605,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **575,0** | **-** | **-** | **-** | **-** | **575,0** | **-** | **575,0** |
| **Total des investissements** | | | **1 180,0** | **-** | **-** | **-** | **-** | **1 180,0** | **-** | **1 180,0** |

### Tableau 172 – Commission des services électriques de Montréal

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 69097 | Programme de construction et de modification de conduits souterrains | M | 139 322,0 | 135 425,0 | 102 545,0 | 60 501,0 | 45 801,0 | 483 594,0 | 201 192,0 | 684 786,0 |
| 69900 | Conversion - Enfouissement des fils | M | 1 800,0 | - | - | - | - | 1 800,0 | - | 1 800,0 |
| 69903 | Enfouissement des réseaux câblés sur 7,8 km | M | 5 956,0 | - | - | - | - | 5 956,0 | - | 5 956,0 |
| **Total des programmes** | | | **147 078,0** | **135 425,0** | **102 545,0** | **60 501,0** | **45 801,0** | **491 350,0** | **201 192,0** | **692 542,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **147 078,0** | **135 425,0** | **102 545,0** | **60 501,0** | **45 801,0** | **491 350,0** | **201 192,0** | **692 542,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **147 078,0** | **135 425,0** | **102 545,0** | **60 501,0** | **45 801,0** | **491 350,0** | **201 192,0** | **692 542,0** |

### Tableau 173 – Concertation des arrondissements et l'expérience citoyenne

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 76002 | Programme d'aménagement et réaménagement des lieux d'élimination de neige et des sites pour la gestion de l'excavation des sols | M | 3 240,0 | 4 157,0 | 5 837,0 | 6 004,0 | 5 734,0 | 24 972,0 | 28 670,0 | 53 642,0 |
| 76012 | Programme pour la réalisation de projets issus du budget participatif | M | 11 087,0 | 3 913,0 | 5 000,0 | 10 000,0 | 15 000,0 | 45 000,0 | 18 750,0 | 63 750,0 |
| **Total des programmes** | | | **14 327,0** | **8 070,0** | **10 837,0** | **16 004,0** | **20 734,0** | **69 972,0** | **47 420,0** | **117 392,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **14 327,0** | **8 070,0** | **10 837,0** | **16 004,0** | **20 734,0** | **69 972,0** | **47 420,0** | **117 392,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **14 327,0** | **8 070,0** | **10 837,0** | **16 004,0** | **20 734,0** | **69 972,0** | **47 420,0** | **117 392,0** |

## Tableau 174 – Culture

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 36170 | Pointe-à-Callière - Renouvellement des expositions | M | 1 300,0 | 1 300,0 | 1 100,0 | 1 100,0 | 1 100,0 | 5 900,0 | 5 500,0 | 11 400,0 |
| 36180 | Renouvellement et mise aux normes d'expositions permanentes, équipements spécialisés | M | 1 397,0 | 593,0 | 2 237,0 | 769,0 | 1 121,0 | 6 117,0 | 5 613,0 | 11 730,0 |
| 36206 | Installation de nouvelles oeuvres d'art public dans le cadre de projets d'immobilisations | M | 277,0 | 340,0 | 365,0 | 375,0 | 375,0 | 1 732,0 | 1 875,0 | 3 607,0 |
| | | A | - | 15,0 | 10,0 | - | - | 25,0 | - | 25,0 |
| 36615 | Aménagement des bibliothèques pour accueillir la technologie RFID - Programme RAC | M | 2 363,0 | 749,0 | 6 613,0 | 2 043,0 | 2 227,0 | 13 995,0 | 53 372,0 | 67 367,0 |
| 38120 | Acquisition et valorisation d'équipements culturels | M | 3 178,0 | 10 000,0 | 13 293,0 | 12 423,0 | 20 000,0 | 58 894,0 | 122 959,0 | 181 853,0 |
| 38160 | Programme de mise à niveau des Maisons de la culture | M | 621,0 | 2 993,0 | 4 551,0 | 2 667,0 | 1 923,0 | 12 755,0 | 7 172,0 | 19 927,0 |
| 39601 | Restauration d'oeuvres d'art public dans le cadre de projets d'immobilisations | M | 198,0 | 636,0 | 645,0 | 510,0 | 530,0 | 2 519,0 | 2 621,0 | 5 140,0 |
| | | A | 450,0 | - | 70,0 | - | - | 520,0 | - | 520,0 |
| **Total des programmes** | | | **9 784,0** | **16 626,0** | **28 884,0** | **19 887,0** | **27 276,0** | **102 457,0** | **199 112,0** | **301 569,0** |
| **Projets** | | | | | | | | | | |
| 35010 | Quartier des spectacles - Projets complémentaires | M | 250,0 | 250,0 | 250,0 | 150,0 | 150,0 | 1 050,0 | 1 200,0 | 2 250,0 |
| 35014 | Quartier des spectacles - Réaménagement du secteur Place des Arts - Bonification de l'esplanade Tranquille | M | 400,0 | 2 250,0 | 1 325,0 | - | - | 3 975,0 | 4 500,0 | 8 475,0 |
| 35018 | Quartier des spectacles - Espaces logistiques | M | 2 250,0 | 500,0 | - | - | - | 2 750,0 | 6 750,0 | 9 500,0 |
| 35022 | Quartier des spectacles - Maintien des actifs | M | 400,0 | 350,0 | 750,0 | 1 000,0 | 350,0 | 2 850,0 | 3 250,0 | 6 100,0 |
| 36177 | Requalification de la Caserne 1 | M | - | - | 500,0 | 2 000,0 | 4 500,0 | 7 000,0 | 3 000,0 | 10 000,0 |
| 36610 | Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques | M | 37 618,0 | 34 815,0 | 38 614,0 | 38 740,0 | 32 809,0 | 182 596,0 | 158 393,0 | 340 989,0 |
| 36630 | Contribution BANQ | A | 12 528,0 | 2 000,0 | 2 000,0 | - | - | 16 528,0 | - | 16 528,0 |
| **Total des projets** | | | **53 446,0** | **40 165,0** | **43 439,0** | **41 890,0** | **37 809,0** | **216 749,0** | **177 093,0** | **393 842,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **50 252,0** | **54 776,0** | **70 243,0** | **61 777,0** | **65 085,0** | **302 133,0** | **376 205,0** | **678 338,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **12 978,0** | **2 015,0** | **2 080,0** | - | - | **17 073,0** | - | **17 073,0** |
| **Total des investissements** | | | **63 230,0** | **56 791,0** | **72 323,0** | **61 777,0** | **65 085,0** | **319 206,0** | **376 205,0** | **695 411,0** |

## Tableau 175 – Direction générale

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 31500 | Provisions - Programmes/projets d'immobilisations | M | 99 228,0 | - | - | - | - | 99 228,0 | - | 99 228,0 |
| | | A | 53 430,0 | - | - | - | - | 53 430,0 | - | 53 430,0 |
| **Total des programmes** | | | **152 658,0** | **-** | **-** | **-** | **-** | **152 658,0** | **-** | **152 658,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **99 228,0** | **-** | **-** | **-** | **-** | **99 228,0** | **-** | **99 228,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **53 430,0** | **-** | **-** | **-** | **-** | **53 430,0** | **-** | **53 430,0** |
| **Total des investissements** | | | **152 658,0** | **-** | **-** | **-** | **-** | **152 658,0** | **-** | **152 658,0** |

## Tableau 176 – Diversité et inclusion sociale

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 38398 | Programme d'aménagement urbain inclusif (PAUI) | M | 3 275,0 | 4 000,0 | 6 000,0 | 6 448,0 | 6 010,0 | 25 733,0 | 30 790,0 | 56 523,0 |
| **Total des programmes** | | | **3 275,0** | **4 000,0** | **6 000,0** | **6 448,0** | **6 010,0** | **25 733,0** | 30 790,0 | 56 523,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **3 275,0** | **4 000,0** | **6 000,0** | **6 448,0** | **6 010,0** | **25 733,0** | **30 790,0** | **56 523,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **3 275,0** | **4 000,0** | **6 000,0** | **6 448,0** | **6 010,0** | **25 733,0** | **30 790,0** | **56 523,0** |

## Tableau 177 – Eau

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 18100 | Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts | M | 184 042,0 | 195 745,0 | 218 338,0 | 224 505,0 | 227 909,0 | 1 050 539,0 | 1 055 941,0 | 2 106 480,0 |
| 18300 | Infrastructures vertes multifonctionnelles et résilience aux changements climatiques | M | 10 914,0 | 7 500,0 | 15 000,0 | 16 452,0 | 15 000,0 | 64 866,0 | 75 000,0 | 139 866,0 |
| 50011 | Systèmes de mesure et de régulation de pression | A | 1 341,0 | 1 477,0 | 1 780,0 | 3 438,0 | 3 055,0 | 11 091,0 | 16 415,0 | 27 506,0 |
| 53010 | Réseau primaire d'égouts | A | 26 118,0 | 39 417,0 | 38 459,0 | 39 937,0 | 43 179,0 | 187 110,0 | 222 489,0 | 409 599,0 |
| 56088 | Réseau primaire d'aqueduc | A | 58 450,0 | 46 000,0 | 54 004,0 | 72 787,0 | 69 987,0 | 301 228,0 | 314 927,0 | 616 155,0 |
| 56527 | Plan directeur de drainage | A | 51 240,0 | 67 040,0 | 64 511,0 | 114 821,0 | 66 761,0 | 364 373,0 | 471 788,0 | 836 161,0 |
| 56529 | Station d'épuration | A | 49 440,0 | 45 586,0 | 40 025,0 | 53 299,0 | 43 981,0 | 232 331,0 | 152 395,0 | 384 726,0 |
| 58026 | Usines de traitement de l'eau potable | A | 38 076,0 | 33 841,0 | 40 192,0 | 48 370,0 | 40 900,0 | 201 379,0 | 204 000,0 | 405 379,0 |
| 58027 | Réhabilitation réservoirs et stations de pompage d'eau potable | A | 8 606,0 | 21 431,0 | 22 289,0 | 19 523,0 | 22 426,0 | 94 275,0 | 91 285,0 | 185 560,0 |
| **Total des programmes** | | | **428 227,0** | **458 037,0** | **494 598,0** | **593 132,0** | **533 198,0** | **2 507 192,0** | **2 604 240,0** | **5 111 432,0** |
| **Projets** | | | | | | | | | | |
| 56032 | Chambres de compteurs d'agglomération | A | 27,0 | 1 346,0 | - | - | - | 1 373,0 | - | 1 373,0 |
| 56038 | Aqueduc de l'ouest | A | 15 034,0 | 1 936,0 | - | - | - | 16 970,0 | - | 16 970,0 |
| 56530 | Désinfection de l'effluent | A | 169 080,0 | 141 196,0 | 110 152,0 | 56 995,0 | 21 568,0 | 498 991,0 | 9 791,0 | 508 782,0 |
| 56540 | Usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB) | A | 4 488,0 | 9 567,0 | 129 162,0 | 230 280,0 | 237 305,0 | 610 802,0 | 630 077,0 | 1 240 879,0 |
| 56800 | Optimisation des réseaux | A | 3 405,0 | 1 170,0 | 830,0 | 248,0 | - | 5 653,0 | - | 5 653,0 |
| 58083 | Modernisation du réservoir McTavish | A | 20 411,0 | 32 398,0 | 57 995,0 | 53 443,0 | 28 546,0 | 192 793,0 | 138 666,0 | 331 459,0 |
| 58500 | Reconstruction des collecteurs et de la chambre d'interconnexion 1 à l'usine Atwater | A | 1 500,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 25 000,0 | 44 608,0 | 77 108,0 | 69 609,0 | 146 717,0 |
| **Total des projets** | | | **213 945,0** | **190 613,0** | **301 139,0** | **365 966,0** | **332 027,0** | **1 403 690,0** | **848 143,0** | **2 251 833,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **194 956,0** | **203 245,0** | **233 338,0** | **240 957,0** | **242 909,0** | **1 115 405,0** | **1 130 941,0** | **2 246 346,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **447 216,0** | **445 405,0** | **562 399,0** | **718 141,0** | **622 316,0** | **2 795 477,0** | **2 321 442,0** | **5 116 919,0** |
| **Total des investissements** | | | **642 172,0** | **648 650,0** | **795 737,0** | **959 098,0** | **865 225,0** | **3 910 882,0** | **3 452 383,0** | **7 363 265,0** |

## Tableau 178 – Environnement

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 50013 | Acquisition, construction et rénovation des stations de qualité de l'air | A | 100,0 | 50,0 | 50,0 | 50,0 | 50,0 | 300,0 | 250,0 | 550,0 |
| 50031 | Acquisition et installation d'équipements d'échantillonnage et de mesures environnementales | A | 685,0 | 645,0 | 670,0 | 670,0 | 695,0 | 3 365,0 | 3 625,0 | 6 990,0 |
| 52100 | Protection du parc immobilier | A | 234,0 | 961,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 4 195,0 | 5 666,0 | 9 861,0 |
| 55555 | Mise aux normes, protection et réfection des écocentres | A | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 500,0 | 500,0 | 1 000,0 |
| 55605 | Outils de collecte des matières résiduelles (renouvellement) | M | 990,0 | 1 224,0 | 1 379,0 | 1 469,0 | 1 496,0 | 6 558,0 | 8 003,0 | 14 561,0 |
| **Total des programmes** | | | **2 109,0** | **2 980,0** | **3 199,0** | **3 289,0** | **3 341,0** | **14 918,0** | **18 044,0** | **32 962,0** |
| **Projets** | | | | | | | | | | |
| 50010 | Centre de compostage - Saint-Laurent | A | 76,0 | 100,0 | 178,0 | 52,0 | 231,0 | 637,0 | - | 637,0 |
| 50030 | Outils de collecte hors foyer (déploiement) | M | 683,0 | 1 300,0 | 1 300,0 | 1 305,0 | 1 317,0 | 5 905,0 | 836,0 | 6 741,0 |
| 50035 | Agrandissement du bâtiment adm. du CESM/Relocalisation des unités du service de l'ENV du 827 Crémazie | A | - | - | 807,0 | 3 083,0 | 3 347,0 | 7 237,0 | 335,0 | 7 572,0 |
| 51212 | Centre de biométhanisation - LaSalle | A | 287,0 | 150,0 | - | - | - | 437,0 | - | 437,0 |
| 51313 | Centre de biométhanisation - Montréal-Est | A | 4 597,0 | 261,0 | 103,0 | 191,0 | 52,0 | 5 204,0 | 93,0 | 5 297,0 |
| 51515 | Conception et construction d'écocentres | A | - | 2 519,0 | 7 314,0 | 964,0 | 13 714,0 | 24 511,0 | 22 745,0 | 47 256,0 |
| 52500 | Outils de collecte des matières résiduelles (optimisation des collectes d'ordures) | M | 1 690,0 | 2 791,0 | 3 150,0 | 2 400,0 | - | 10 031,0 | - | 10 031,0 |
| **Total des projets** | | | **7 333,0** | **7 121,0** | **12 852,0** | **7 995,0** | **18 661,0** | **53 962,0** | **24 009,0** | **77 971,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **3 363,0** | **5 315,0** | **5 829,0** | **5 174,0** | **2 813,0** | **22 494,0** | **8 839,0** | **31 333,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **6 079,0** | **4 786,0** | **10 222,0** | **6 110,0** | **19 189,0** | **46 386,0** | **33 214,0** | **79 600,0** |
| **Total des investissements** | | | **9 442,0** | **10 101,0** | **16 051,0** | **11 284,0** | **22 002,0** | **68 880,0** | **42 053,0** | **110 933,0** |

## Tableau 179 – Espace pour la vie

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 37011 | Espace pour la vie - Programme commun de maintien d'actifs | M | 8 637,0 | 17 600,0 | 43 000,0 | 28 000,0 | 12 450,0 | 109 687,0 | 78 978,0 | 188 665,0 |
| 37013 | Espace pour la vie - Biosphère | A | 10 500,0 | 500,0 | 500,0 | 500,0 | 500,0 | 12 500,0 | 12 000,0 | 24 500,0 |
| **Total des programmes** | | | **19 137,0** | **18 100,0** | **43 500,0** | **28 500,0** | **12 950,0** | **122 187,0** | **90 978,0** | **213 165,0** |
| **Projets** | | | | | | | | | | |
| 37014 | Construction des nouvelles serres d'exposition du Jardin botanique | M | 349,0 | 88,0 | 3 453,0 | 7 193,0 | 30 930,0 | 42 013,0 | 107 932,0 | 149 945,0 |
| 37015 | Construction des serres de production du Jardin botanique | M | 100,0 | 3 000,0 | 15 000,0 | 30 000,0 | 35 000,0 | 83 100,0 | 56 700,0 | 139 800,0 |
| **Total des projets** | | | **449,0** | **3 088,0** | **18 453,0** | **37 193,0** | **65 930,0** | **125 113,0** | **164 632,0** | **289 745,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **9 086,0** | **20 688,0** | **61 453,0** | **65 193,0** | **78 380,0** | **234 800,0** | **243 610,0** | **478 410,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **10 500,0** | **500,0** | **500,0** | **500,0** | **500,0** | **12 500,0** | **12 000,0** | **24 500,0** |
| **Total des investissements** | | | **19 586,0** | **21 188,0** | **61 953,0** | **65 693,0** | **78 880,0** | **247 300,0** | **255 610,0** | **502 910,0** |

## Tableau 180 – Gestion et planification des immeubles

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 30910 | Programme d'optimisation des espaces administratifs | M | 3 321,0 | 3 514,0 | 2 834,0 | 818,0 | 1 287,0 | 11 774,0 | 7 066,0 | 18 840,0 |
| | | A | 3 571,0 | 4 565,0 | 3 434,0 | 819,0 | 1 288,0 | 13 677,0 | 7 070,0 | 20 747,0 |
| 38009 | Programme de protection des bâtiments culturels | M | 4 499,0 | 12 483,0 | 14 545,0 | 2 115,0 | - | 33 642,0 | 18 592,0 | 52 234,0 |
| | | A | 500,0 | 1 387,0 | 1 616,0 | 236,0 | - | 3 739,0 | 2 065,0 | 5 804,0 |
| 42200 | Programme de protection des bâtiments à vocation communautaire | M | 705,0 | 5 830,0 | 8 161,0 | 6 331,0 | 6 564,0 | 27 591,0 | 42 590,0 | 70 181,0 |
| 42211 | Programme de protection des bâtiments dans les grands parcs | M | 148,0 | 1 091,0 | 9 644,0 | 6 331,0 | 4 858,0 | 22 072,0 | 25 148,0 | 47 220,0 |
| | | A | 99,0 | 728,0 | 6 430,0 | 4 221,0 | 3 239,0 | 14 717,0 | 16 765,0 | 31 482,0 |
| 42290 | Programme de protection du complexe sportif Claude-Robillard | M | 29 625,0 | 6 770,0 | 1 566,0 | 14 639,0 | 15 429,0 | 68 029,0 | - | 68 029,0 |
| 42306 | Programme de protection des bâtiments sportifs | M | 687,0 | 140,0 | 2 344,0 | 1 034,0 | - | 4 205,0 | - | 4 205,0 |
| 64021 | Programme de protection des bâtiments du SPVM | A | 19 174,0 | 1 836,0 | 12 598,0 | 6 672,0 | 11 133,0 | 51 413,0 | 85 385,0 | 136 798,0 |
| 64023 | Programme de protection des bâtiments du SIM | A | 17 163,0 | 9 904,0 | 12 318,0 | 28 998,0 | 21 344,0 | 89 727,0 | 212 804,0 | 302 531,0 |
| 66030 | Programme de protection de bâtiments administratifs et commerciaux | M | - | 463,0 | 7 205,0 | 12 237,0 | 10 302,0 | 30 207,0 | 60 650,0 | 90 857,0 |
| | | A | - | 52,0 | 801,0 | 1 359,0 | 1 145,0 | 3 357,0 | 6 739,0 | 10 096,0 |
| 66032 | Programme de protection des bâtiments vacants | M | 146,0 | - | - | 301,0 | 1 909,0 | 2 356,0 | 7 442,0 | 9 798,0 |
| 66033 | Programme de protection des bâtiments de compétence locale | M | 2 140,0 | 2 580,0 | 8 002,0 | 10 723,0 | 15 900,0 | 39 345,0 | 40 412,0 | 79 757,0 |
| 66050 | Programme de mise aux normes des systèmes | M | - | 264,0 | 258,0 | 258,0 | 260,0 | 1 040,0 | 1 301,0 | 2 341,0 |
| | | A | - | 265,0 | 259,0 | 259,0 | 261,0 | 1 044,0 | 1 303,0 | 2 347,0 |
| 66130 | Programme d'accessibilité universelle | M | 354,0 | - | 3 103,0 | 3 103,0 | 3 129,0 | 9 689,0 | 15 621,0 | 25 310,0 |
| 66169 | Programme de transition écologique pour le parc immobilier | M | 3 121,0 | 7 138,0 | 7 656,0 | 21 411,0 | 26 740,0 | 66 066,0 | 71 151,0 | 137 217,0 |
| | | A | 1 337,0 | 3 060,0 | 3 282,0 | 9 176,0 | 11 461,0 | 28 316,0 | 30 493,0 | 58 809,0 |
| 66190 | Programme des cours de services | M | 3 373,0 | 22 043,0 | 33 716,0 | 16 093,0 | 7 290,0 | 82 515,0 | 57 003,0 | 139 518,0 |
| 66460 | Programme de protection des bâtiments industriels | M | 6 354,0 | 1 973,0 | 9 275,0 | 5 006,0 | 1 173,0 | 23 781,0 | 8 294,0 | 32 075,0 |
| | | A | 2 723,0 | 846,0 | 3 975,0 | 2 145,0 | 503,0 | 10 192,0 | 3 556,0 | 13 748,0 |
| 68097 | Programme de mise à niveau des postes de carburants | A | - | - | 1 416,0 | - | - | 1 416,0 | - | 1 416,0 |
| **Total des programmes** | | | **99 040,0** | **86 932,0** | **154 438,0** | **154 285,0** | **145 215,0** | **639 910,0** | **721 450,0** | **1 361 360,0** |
| **Projets** | | | | | | | | | | |
| 64028 | Projet de relocalisation du centre d'appel 911 | A | 23 928,0 | 18 703,0 | 18 303,0 | 19 463,0 | 7 839,0 | 88 236,0 | - | 88 236,0 |
| 66670 | Rénovation du bâtiment de la cour municipale | M | 55,0 | 322,0 | 571,0 | 796,0 | 125,0 | 1 869,0 | 67,0 | 1 936,0 |
| | | A | 498,0 | 2 897,0 | 5 141,0 | 7 166,0 | 1 125,0 | 16 827,0 | 604,0 | 17 431,0 |
| **Total des projets** | | | **24 481,0** | **21 922,0** | **24 015,0** | **27 425,0** | **9 089,0** | **106 932,0** | **671,0** | **107 603,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **54 528,0** | **64 611,0** | **108 880,0** | **101 196,0** | **94 966,0** | **424 181,0** | **355 337,0** | **779 518,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **68 993,0** | **44 243,0** | **69 573,0** | **80 514,0** | **59 338,0** | **322 661,0** | **366 784,0** | **689 445,0** |
| **Total des investissements** | | | **123 521,0** | **108 854,0** | **178 453,0** | **181 710,0** | **154 304,0** | **746 842,0** | **722 121,0** | **1 468 963,0** |

## Tableau 181 – Grands parcs, Mont-Royal et sports

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 32300 | Programme d'acquisition des milieux naturels | M | - | 1 000,0 | 1 200,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 8 200,0 | 33 120,0 | 41 320,0 |
| | | A | 1 000,0 | 2 000,0 | 11 800,0 | 14 000,0 | 27 000,0 | 55 800,0 | 101 691,0 | 157 491,0 |
| 32301 | Programme d'acquisitions en zones inondables | M | 250,0 | 4 000,0 | 4 000,0 | 5 000,0 | 5 000,0 | 18 250,0 | 54 750,0 | 73 000,0 |
| 32311 | Développement et aménagement du Grand parc de l'Ouest | A | 3 000,0 | 5 520,0 | 15 000,0 | 20 480,0 | 9 000,0 | 53 000,0 | 17 571,0 | 70 571,0 |
| 34250 | Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal | A | 14 487,0 | 16 031,0 | 14 616,0 | 6 501,0 | 8 700,0 | 60 335,0 | 36 185,0 | 96 520,0 |
| 34251 | Programme de réhabilitation du parc Jeanne Mance | A | 7 580,0 | 216,0 | 425,0 | 1 855,0 | 4 129,0 | 14 205,0 | 8 425,0 | 22 630,0 |
| 34316 | Programme de réhabilitation du parc Angrignon | M | 125,0 | 125,0 | 2 125,0 | 6 425,0 | 5 500,0 | 14 300,0 | 35 350,0 | 49 650,0 |
| 34317 | Programme de réhabilitation du parc Jarry | M | 3 798,0 | 7 000,0 | 24 000,0 | 13 711,0 | 8 389,0 | 56 898,0 | 14 144,0 | 71 042,0 |
| 34318 | Programme de réhabilitation du parc Maisonneuve | M | 375,0 | 800,0 | 11 731,0 | 2 600,0 | 3 741,0 | 19 247,0 | 20 117,0 | 39 364,0 |
| 34330 | Programme de réhabilitation des berges | M | 1 587,0 | 1 083,0 | 14 777,0 | 19 166,0 | 24 952,0 | 61 565,0 | 42 529,0 | 104 094,0 |
| | | A | 4 686,0 | 11 116,0 | 2 760,0 | 4 958,0 | 223,0 | 23 743,0 | 557,0 | 24 300,0 |
| 34333 | Programme de réhabilitation des parcs-nature | A | 5 295,0 | 4 169,0 | 8 596,0 | 5 570,0 | 5 256,0 | 28 886,0 | 17 137,0 | 46 023,0 |
| 34335 | Programme de réhabilitation des espaces riverains | M | 1 344,0 | 3 000,0 | 7 000,0 | 6 715,0 | 5 634,0 | 23 693,0 | 29 140,0 | 52 833,0 |
| 34375 | Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux | M | 10 880,0 | 8 000,0 | 10 000,0 | 8 100,0 | 2 425,0 | 39 405,0 | - | 39 405,0 |
| 34700 | Plan de la forêt urbaine | M | 14 012,0 | 14 435,0 | 17 928,0 | 23 644,0 | 17 852,0 | 87 871,0 | 131 921,0 | 219 792,0 |
| | | A | 4 030,0 | 4 130,0 | 3 780,0 | 3 035,0 | 3 169,0 | 18 144,0 | 15 922,0 | 34 066,0 |
| 34800 | Programme de réhabilitation du parc La Fontaine | M | 1 372,0 | 6 318,0 | 14 195,0 | 14 296,0 | 9 675,0 | 45 856,0 | 12 490,0 | 58 346,0 |
| 36700 | Programme du Réseau des corridors verts | A | 120,0 | 120,0 | 4 000,0 | 4 080,0 | 4 386,0 | 12 706,0 | 34 832,0 | 47 538,0 |
| 38330 | Programme pour la mise aux normes des équipements sportifs à vocation supralocale | M | 8 269,0 | - | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 11 269,0 | 6 500,0 | 17 769,0 |
| 38340 | Programme de construction - Équipements aquatiques sportifs | M | 4 129,0 | 1 141,0 | 1 907,0 | 8 458,0 | 12 574,0 | 28 209,0 | 185 473,0 | 213 682,0 |
| 38360 | Programme des arénas | M | 22 130,0 | 3 374,0 | - | - | - | 25 504,0 | - | 25 504,0 |
| 38375 | Programme des installations sportives extérieures (PISE) | M | 4 120,0 | - | 6 500,0 | 7 000,0 | 12 000,0 | 29 620,0 | 73 204,0 | 102 824,0 |
| 38380 | Programme de mise aux normes - Équipements aquatiques | M | 20 944,0 | 25 000,0 | 20 683,0 | 23 087,0 | 19 000,0 | 108 714,0 | 63 228,0 | 171 942,0 |
| 38390 | Protection des équipements sportifs corporatifs | M | 1 111,0 | 20 000,0 | 15 605,0 | 5 400,0 | 1 400,0 | 43 516,0 | 1 400,0 | 44 916,0 |
| **Total des programmes** | | | **134 644,0** | **138 578,0** | **213 628,0** | **208 081,0** | **194 005,0** | **888 936,0** | **935 686,0** | **1 824 622,0** |
| **Projets** | | | | | | | | | | |
| 32130 | Parc Frédéric-Back - Aménagement des blocs 2, 3 et 4 | A | 9 472,0 | 3 599,0 | 3 772,0 | 13 878,0 | 14 081,0 | 44 802,0 | 67 925,0 | 112 727,0 |
| 32312 | Développement et aménagement du Grand parc de l'Est | A | - | - | 830,0 | 2 330,0 | 3 630,0 | 6 790,0 | 15 760,0 | 22 550,0 |
| 34376 | Aménagement du parc-nature de l'Écoterritoire de la falaise | A | 150,0 | 150,0 | 150,0 | 150,0 | 40 000,0 | 40 600,0 | 22 150,0 | 62 750,0 |
| 38370 | Projets de développement d'installations sportives | M | 2 592,0 | 20 082,0 | 41 136,0 | 52 233,0 | 61 794,0 | 177 837,0 | 178 515,0 | 356 352,0 |
| **Total des projets** | | | **12 214,0** | **23 831,0** | **45 888,0** | **68 591,0** | **119 505,0** | **270 029,0** | **284 350,0** | **554 379,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **97 038,0** | **115 358,0** | **193 787,0** | **199 835,0** | **193 936,0** | **799 954,0** | **881 881,0** | **1 681 835,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **49 820,0** | **47 051,0** | **65 729,0** | **76 837,0** | **119 574,0** | **359 011,0** | **338 155,0** | **697 166,0** |
| **Total des investissements** | | | **146 858,0** | **162 409,0** | **259 516,0** | **276 672,0** | **313 510,0** | **1 158 965,0** | **1 220 036,0** | **2 379 001,0** |

## Tableau 182 – Habitation

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 13003 | Acquisition et conservation d'immeubles à des fins de réalisation de projets en itinérance, de logements sociaux et abordables et pour la préparation de site | M | 9 745,0 | 9 780,0 | 19 553,0 | 12 984,0 | 12 567,0 | 64 629,0 | 62 835,0 | 127 464,0 |
| | | A | 9 745,0 | 9 780,0 | 19 553,0 | 12 984,0 | 12 567,0 | 64 629,0 | 62 835,0 | 127 464,0 |
| 40130 | Programme d'investissements nécessaires au développement immobilier | M | 3 000,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 15 000,0 | 15 000,0 | 30 000,0 |
| 48007 | Développement du logement social - infrastructures | A | 2 700,0 | 2 700,0 | 2 700,0 | 2 700,0 | 2 700,0 | 13 500,0 | 13 500,0 | 27 000,0 |
| 48009 | Acquisition d'immeubles à des fins de réalisation de projets en itinérance, de logements sociaux et abordables et pour la préparation de site | M | 7 610,0 | 7 047,0 | 7 180,0 | 12 365,0 | 12 468,0 | 46 670,0 | 62 625,0 | 109 295,0 |
| | | A | 14 645,0 | 21 725,0 | 14 923,0 | 23 494,0 | 23 240,0 | 98 027,0 | 116 486,0 | 214 513,0 |
| **Total des programmes** | | | **47 445,0** | **54 032,0** | **66 909,0** | **67 527,0** | **66 542,0** | **302 455,0** | **333 281,0** | **635 736,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **20 355,0** | **19 827,0** | **29 733,0** | **28 349,0** | **28 035,0** | **126 299,0** | **140 460,0** | **266 759,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **27 090,0** | **34 205,0** | **37 176,0** | **39 178,0** | **38 507,0** | **176 156,0** | **192 821,0** | **368 977,0** |
| **Total des investissements** | | | **47 445,0** | **54 032,0** | **66 909,0** | **67 527,0** | **66 542,0** | **302 455,0** | **333 281,0** | **635 736,0** |

## Tableau 183 – Infrastructures du réseau routier

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 45009 | Vélo - Programme de maintien du réseau cyclable | A | 10 000,0 | 10 000,0 | 6 000,0 | 6 000,0 | 6 500,0 | 38 500,0 | 37 500,0 | 76 000,0 |
| 46000 | Programme de réfection des structures routières | M | 39 000,0 | 35 000,0 | 35 000,0 | 35 000,0 | 35 000,0 | 179 000,0 | 175 000,0 | 354 000,0 |
| 55845 | Programme de réfection routière - Artériel | M | - | 6 000,0 | 6 000,0 | 9 000,0 | 9 000,0 | 30 000,0 | 45 000,0 | 75 000,0 |
| 55856 | Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel | M | 43 117,0 | 56 120,0 | 53 052,0 | 63 046,0 | 53 330,0 | 268 665,0 | 264 650,0 | 533 315,0 |
| 55857 | Programme complémentaire de planage-revêtement - Local | M | 15 000,0 | 25 000,0 | 2 500,0 | 2 500,0 | 2 500,0 | 47 500,0 | 12 500,0 | 60 000,0 |
| 55859 | Programme de maintien des infrastructures routières | M | 6 500,0 | 11 000,0 | 11 000,0 | 12 000,0 | 12 000,0 | 52 500,0 | 60 000,0 | 112 500,0 |
| 55861 | Programme de réhabilitation de chaussées par planage-revêtement - Artériel | M | 2 500,0 | 8 500,0 | 9 500,0 | 10 000,0 | 10 000,0 | 40 500,0 | 50 000,0 | 90 500,0 |
| 55863 | Programme d'aménagement des rues - Local | M | 5 500,0 | 10 000,0 | 10 000,0 | 10 000,0 | 10 000,0 | 45 500,0 | 50 000,0 | 95 500,0 |
| 58002 | Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage | M | 1 500,0 | 2 000,0 | 2 500,0 | 8 600,0 | 7 000,0 | 21 600,0 | 50 000,0 | 71 600,0 |
| 66000 | Digues | M | 500,0 | 3 500,0 | 4 000,0 | 2 000,0 | 2 000,0 | 12 000,0 | 10 000,0 | 22 000,0 |
| **Total des programmes** | | | **123 617,0** | **167 120,0** | **139 552,0** | **158 146,0** | **147 330,0** | **735 765,0** | **754 650,0** | **1 490 415,0** |
| **Projets** | | | | | | | | | | |
| 59028 | Mise à niveau de l'éclairage des rues | M | 3 000,0 | 2 000,0 | 2 000,0 | - | - | 7 000,0 | - | 7 000,0 |
| 75056 | Acquisition et installation d'équipements spécialisés et mise en place de nouveaux procédés | M | 400,0 | 218,0 | 239,0 | 332,0 | 300,0 | 1 489,0 | 1 500,0 | 2 989,0 |
| **Total des projets** | | | **3 400,0** | **2 218,0** | **2 239,0** | **332,0** | **300,0** | **8 489,0** | **1 500,0** | **9 989,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **117 017,0** | **159 338,0** | **135 791,0** | **152 478,0** | **141 130,0** | **705 754,0** | **718 650,0** | **1 424 404,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **10 000,0** | **10 000,0** | **6 000,0** | **6 000,0** | **6 500,0** | **38 500,0** | **37 500,0** | **76 000,0** |
| **Total des investissements** | | | **127 017,0** | **169 338,0** | **141 791,0** | **158 478,0** | **147 630,0** | **744 254,0** | **756 150,0** | **1 500 404,0** |

## Tableau 184 – Matériel roulant et ateliers

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 68102 | Programme de remplacement de véhicules - Ville | M | 17 004,0 | 35 186,0 | 64 688,0 | 77 380,0 | 68 233,0 | 262 491,0 | 448 808,0 | 711 299,0 |
| | | A | 1 000,0 | 8 951,0 | 13 864,0 | 16 641,0 | 16 767,0 | 57 223,0 | 96 192,0 | 153 415,0 |
| 68103 | Programme de remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés | M | 1 250,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 5 250,0 | 5 000,0 | 10 250,0 |
| | | A | 750,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 4 750,0 | 5 000,0 | 9 750,0 |
| 71076 | Programme de remplacement de véhicules - SPVM | A | 12 195,0 | 8 169,0 | 5 000,0 | 6 000,0 | 6 000,0 | 37 364,0 | 30 000,0 | 67 364,0 |
| 71080 | Programme de remplacement de véhicules - SIM | A | 27 626,0 | 25 694,0 | 18 648,0 | 21 200,0 | 20 900,0 | 114 068,0 | 71 000,0 | 185 068,0 |
| **Total des programmes** | | | **59 825,0** | **80 000,0** | **104 200,0** | **123 221,0** | **113 900,0** | **481 146,0** | **656 000,0** | **1 137 146,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **18 254,0** | **36 186,0** | **65 688,0** | **78 380,0** | **69 233,0** | **267 741,0** | **453 808,0** | **721 549,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **41 571,0** | **43 814,0** | **38 512,0** | **44 841,0** | **44 667,0** | **213 405,0** | **202 192,0** | **415 597,0** |
| **Total des investissements** | | | **59 825,0** | **80 000,0** | **104 200,0** | **123 221,0** | **113 900,0** | **481 146,0** | **656 000,0** | **1 137 146,0** |

## Tableau 185 – Police

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 71082 | Remplacement et harmonisation des équipements liés à la sécurité publique (SPVM) | A | 3 575,0 | 6 689,0 | 2 606,0 | 1 740,0 | 1 585,0 | 16 195,0 | 9 179,0 | 25 374,0 |
| **Total des programmes** | | | **3 575,0** | **6 689,0** | **2 606,0** | **1 740,0** | **1 585,0** | **16 195,0** | 9 179,0 | 25 374,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **3 575,0** | **6 689,0** | **2 606,0** | **1 740,0** | **1 585,0** | **16 195,0** | **9 179,0** | **25 374,0** |
| **Total des investissements** | | | **3 575,0** | **6 689,0** | **2 606,0** | **1 740,0** | **1 585,0** | **16 195,0** | **9 179,0** | **25 374,0** |

## Tableau 186 – Sécurité incendie

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 62600 | Remplacement et harmonisation des équipements liés à la sécurité incendie | A | 6 545,0 | 23 545,0 | 4 705,0 | 4 705,0 | 4 625,0 | 44 125,0 | 23 125,0 | 67 250,0 |
| **Total des programmes** | | | **6 545,0** | **23 545,0** | **4 705,0** | **4 705,0** | **4 625,0** | **44 125,0** | 23 125,0 | 67 250,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **6 545,0** | **23 545,0** | **4 705,0** | **4 705,0** | **4 625,0** | **44 125,0** | **23 125,0** | **67 250,0** |
| **Total des investissements** | | | **6 545,0** | **23 545,0** | **4 705,0** | **4 705,0** | **4 625,0** | **44 125,0** | **23 125,0** | **67 250,0** |

## Tableau 187 – Société du parc Jean-Drapeau

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 43010 | Programme de protection de l'actif immobilisé - Parc Jean-Drapeau | A | 7 807,0 | 9 000,0 | 13 990,0 | 9 606,0 | 7 584,0 | 47 987,0 | 44 297,0 | 92 284,0 |
| 43012 | Revitalisation de la canopée | A | 272,0 | 360,0 | 419,0 | 427,0 | 400,0 | 1 878,0 | 2 000,0 | 3 878,0 |
| 43018 | Projets de développement - Infrastructures et gestion du territoire | A | - | - | 969,0 | 5 839,0 | 10 051,0 | 16 859,0 | 61 517,0 | 78 376,0 |
| **Total des programmes** | | | **8 079,0** | **9 360,0** | **15 378,0** | **15 872,0** | **18 035,0** | **66 724,0** | **107 814,0** | **174 538,0** |
| **Projets** | | | | | | | | | | |
| 43016 | Place des Nations et secteur sud de l'île Sainte-Hélène | A | 3 849,0 | 6 000,0 | 30 743,0 | 18 581,0 | 11 667,0 | 70 840,0 | 2 170,0 | 73 010,0 |
| 43017 | Plage Jean-Doré | A | 735,0 | 4 000,0 | 13 288,0 | - | 280,0 | 18 303,0 | 2 693,0 | 20 996,0 |
| 43019 | Secteur du mont Boullé | A | 2 900,0 | 1 880,0 | 4 580,0 | 3 289,0 | 218,0 | 12 867,0 | - | 12 867,0 |
| 43020 | Complexe aquatique | A | 1 554,0 | 2 246,0 | 5 259,0 | 3 322,0 | 2 173,0 | 14 554,0 | 2 953,0 | 17 507,0 |
| 43021 | Pavillon Hélène de Champlain | A | 946,0 | 923,0 | 5 231,0 | - | - | 7 100,0 | - | 7 100,0 |
| 43022 | Mobilité | A | 3 110,0 | 5 000,0 | 7 560,0 | 10 755,0 | 17 972,0 | 44 397,0 | 66 744,0 | 111 141,0 |
| 43023 | Les Jardins des canaux | A | 1 390,0 | 3 000,0 | 15 954,0 | 7 671,0 | 10 812,0 | 38 827,0 | 55 820,0 | 94 647,0 |
| **Total des projets** | | | **14 484,0** | **23 049,0** | **82 615,0** | **43 618,0** | **43 122,0** | **206 888,0** | **130 380,0** | **337 268,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **22 563,0** | **32 409,0** | **97 993,0** | **59 490,0** | **61 157,0** | **273 612,0** | **238 194,0** | **511 806,0** |
| **Total des investissements** | | | **22 563,0** | **32 409,0** | **97 993,0** | **59 490,0** | **61 157,0** | **273 612,0** | **238 194,0** | **511 806,0** |

## Tableau 188 – Technologies de l'information

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projets** | | | | | | | | | | |
| 60095 | Outils corporatifs de gestion de projets | M | 351,0 | 492,0 | - | 322,0 | 254,0 | 1 419,0 | - | 1 419,0 |
| | | A | 334,0 | 468,0 | - | 305,0 | 241,0 | 1 348,0 | - | 1 348,0 |
| 60115 | Modernisation des services de cybersécurité | M | 1 808,0 | 1 528,0 | 1 651,0 | 3 875,0 | 1 924,0 | 10 786,0 | 4 409,0 | 15 195,0 |
| | | A | 1 717,0 | 1 450,0 | 1 567,0 | 3 678,0 | 1 826,0 | 10 238,0 | 4 185,0 | 14 423,0 |
| 60116 | Programme de cyberdéfense | M | - | - | - | - | - | - | 8 401,0 | 8 401,0 |
| | | A | - | - | - | - | - | - | 7 974,0 | 7 974,0 |
| 68011 | Modernisation des réseaux de radiocommunications | A | 1 800,0 | 10 950,0 | 10 999,0 | 8 167,0 | 8 727,0 | 40 643,0 | 16 108,0 | 56 751,0 |
| 68088 | Approvisionnement III | M | 1 791,0 | 412,0 | - | - | - | 2 203,0 | - | 2 203,0 |
| | | A | 1 701,0 | 391,0 | - | - | - | 2 092,0 | - | 2 092,0 |
| 68092 | Système financier, budgétaire et d'approvisionnement | M | 7 933,0 | 2 817,0 | 2 059,0 | - | - | 12 809,0 | - | 12 809,0 |
| | | A | 7 530,0 | 2 674,0 | 1 955,0 | - | - | 12 159,0 | - | 12 159,0 |
| 68111 | Modernisation des réseaux de télécommunications | M | 2 164,0 | 2 169,0 | 2 518,0 | 2 052,0 | 2 421,0 | 11 324,0 | 8 173,0 | 19 497,0 |
| | | A | 2 054,0 | 2 059,0 | 2 391,0 | 1 948,0 | 2 298,0 | 10 750,0 | 7 759,0 | 18 509,0 |
| 68122 | Gestion des services aux utilisateurs | M | 767,0 | - | - | - | - | 767,0 | - | 767,0 |
| | | A | 728,0 | - | - | - | - | 728,0 | - | 728,0 |
| 68123 | Déploiement corporatif de gestion de services d'entreprises | M | 918,0 | 801,0 | 818,0 | 254,0 | 103,0 | 2 894,0 | - | 2 894,0 |
| | | A | 872,0 | 760,0 | 776,0 | 241,0 | 97,0 | 2 746,0 | - | 2 746,0 |
| 68144 | Systèmes informatiques pour l'habitation | M | 449,0 | 373,0 | 1 184,0 | - | - | 2 006,0 | - | 2 006,0 |
| | | A | 426,0 | 355,0 | 1 124,0 | - | - | 1 905,0 | - | 1 905,0 |
| 68147 | Nouveau système de subventions générique | M | 537,0 | 540,0 | - | - | - | 1 077,0 | - | 1 077,0 |
| | | A | 510,0 | 513,0 | - | - | - | 1 023,0 | - | 1 023,0 |
| 68275 | Modernisation des TI des systèmes des immeubles | M | - | - | 1 214,0 | 2 807,0 | 2 851,0 | 6 872,0 | - | 6 872,0 |
| 68305 | Modernisation des opérations policières | A | 4 776,0 | 1 661,0 | 4 428,0 | 5 790,0 | 4 400,0 | 21 055,0 | 2 229,0 | 23 284,0 |
| 68315 | Évolution des opérations policières du SPVM | A | 4 783,0 | 3 340,0 | 4 328,0 | 6 450,0 | 3 585,0 | 22 486,0 | 7 134,0 | 29 620,0 |
| 68325 | Système de caméras d'interventions policières | A | - | 8 120,0 | 8 560,0 | 8 560,0 | 8 560,0 | 33 800,0 | 6 200,0 | 40 000,0 |
| 68326 | Caméras de sécurité urbaine | A | 1 260,0 | 440,0 | - | - | - | 1 700,0 | - | 1 700,0 |
| 68420 | Systèmes intégrés de soutien aux opérations et à la prévention du SIM | A | 2 401,0 | 2 519,0 | 2 525,0 | 4 635,0 | 4 882,0 | 16 962,0 | 8 347,0 | 25 309,0 |
| 69205 | Modernisation de la plateforme géomatique | M | 201,0 | - | - | - | - | 201,0 | - | 201,0 |
| | | A | 191,0 | - | - | - | - | 191,0 | - | 191,0 |
| 69206 | Évolution des outils géomatiques | M | 273,0 | 560,0 | 923,0 | 923,0 | 1 328,0 | 4 007,0 | 4 970,0 | 8 977,0 |
| | | A | 260,0 | 532,0 | 877,0 | 877,0 | 1 261,0 | 3 807,0 | 4 722,0 | 8 529,0 |

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projets (suite)** | | | | | | | | | | |
| 70025 | Cour municipale numérique | A | 4 087,0 | 4 505,0 | 3 874,0 | 2 826,0 | - | 15 292,0 | - | 15 292,0 |
| 70027 | Maintien des actifs de la cour municipale | A | - | - | 341,0 | 1 744,0 | 1 774,0 | 3 859,0 | 10 478,0 | 14 337,0 |
| 70029 | Sanctions administratives et Pécuniaires (SAP) | A | 1 061,0 | 3 980,0 | 1 599,0 | - | - | 6 640,0 | - | 6 640,0 |
| 70120 | Refonte numérique d'Espace pour la vie | M | 700,0 | 700,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 4 400,0 | 2 366,0 | 6 766,0 |
| 70152 | Plateformes de fondation numérique | M | 1 255,0 | 287,0 | - | - | - | 1 542,0 | - | 1 542,0 |
| | | A | 1 192,0 | 272,0 | - | - | - | 1 464,0 | - | 1 464,0 |
| 70153 | Programme de développement de sites web satellites | M | - | 920,0 | 1 282,0 | 1 179,0 | 2 227,0 | 5 608,0 | 2 342,0 | 7 950,0 |
| | | A | - | 873,0 | 1 218,0 | 1 120,0 | 2 115,0 | 5 326,0 | 2 224,0 | 7 550,0 |
| 70155 | Gestion de la relation client | M | 1 019,0 | 895,0 | 1 118,0 | 1 118,0 | 1 118,0 | 5 268,0 | 958,0 | 6 226,0 |
| | | A | 967,0 | 850,0 | 1 062,0 | 1 062,0 | 1 062,0 | 5 003,0 | 910,0 | 5 913,0 |
| 70160 | Refonte du portail intranet | M | 491,0 | - | - | - | - | 491,0 | - | 491,0 |
| | | A | 466,0 | - | - | - | - | 466,0 | - | 466,0 |
| 70191 | Infrastructures des usines de l'eau | A | 2 400,0 | 2 000,0 | 2 675,0 | 3 000,0 | 6 169,0 | 16 244,0 | - | 16 244,0 |
| 70192 | Mise à jour des infrastructures des usines de l'eau | A | - | - | - | - | - | - | 18 295,0 | 18 295,0 |
| 70250 | Refonte des systèmes de gestion du processus décisionnel | M | 349,0 | 256,0 | - | - | - | 605,0 | - | 605,0 |
| | | A | 331,0 | 244,0 | - | - | - | 575,0 | - | 575,0 |
| 70255 | Gestion des processus juridiques | M | 195,0 | 11,0 | - | - | - | 206,0 | - | 206,0 |
| | | A | 185,0 | 10,0 | - | - | - | 195,0 | - | 195,0 |
| 70335 | Refonte des données, des plateformes d'infrastructure et des outils d'intelligence d'affaires | M | 718,0 | 606,0 | 506,0 | 321,0 | 272,0 | 2 423,0 | 124,0 | 2 547,0 |
| | | A | 682,0 | 576,0 | 481,0 | 304,0 | 258,0 | 2 301,0 | 118,0 | 2 419,0 |
| 70501 | Environnement de travail | M | 558,0 | 77,0 | 366,0 | 503,0 | 324,0 | 1 828,0 | - | 1 828,0 |
| | | A | 530,0 | 73,0 | 348,0 | 477,0 | 308,0 | 1 736,0 | - | 1 736,0 |
| 70503 | Modernisation de la suite bureautique | M | - | 949,0 | 1 439,0 | 1 221,0 | 972,0 | 4 581,0 | - | 4 581,0 |
| | | A | - | 901,0 | 1 367,0 | 1 159,0 | 923,0 | 4 350,0 | - | 4 350,0 |
| 70505 | Modernisation des espaces de travail informatiques | M | - | - | - | 2 786,0 | 2 590,0 | 5 376,0 | 2 319,0 | 7 695,0 |
| | | A | - | - | - | 2 645,0 | 2 459,0 | 5 104,0 | 2 201,0 | 7 305,0 |
| 70542 | Plateforme de l'intelligence économique | M | - | - | 513,0 | - | - | 513,0 | - | 513,0 |
| | | A | - | - | 487,0 | - | - | 487,0 | - | 487,0 |
| 70750 | Intelligence d'affaires - Migration Bureau d'affaires | M | 249,0 | 158,0 | - | - | - | 407,0 | - | 407,0 |
| | | A | 237,0 | 150,0 | - | - | - | 387,0 | - | 387,0 |

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projets (suite)** | | | | | | | | | | |
| 70751 | Solutions en intelligence d'affaires des services et arrondissements (SIASA) | M | 514,0 | 769,0 | 1 653,0 | 1 901,0 | 2 233,0 | 7 070,0 | - | 7 070,0 |
| | | A | 488,0 | 731,0 | 1 569,0 | 1 805,0 | 2 119,0 | 6 712,0 | - | 6 712,0 |
| 70905 | Modernisation des infrastructures et plateformes TI | M | 3 359,0 | 3 310,0 | 2 213,0 | 2 783,0 | - | 11 665,0 | - | 11 665,0 |
| | | A | 3 188,0 | 3 142,0 | 2 101,0 | 2 642,0 | - | 11 073,0 | - | 11 073,0 |
| 70907 | Résilience et relève des infrastructures technologiques de la Ville | M | 585,0 | 769,0 | 2 879,0 | 2 279,0 | 4 320,0 | 10 832,0 | 7 962,0 | 18 794,0 |
| | | A | 555,0 | 731,0 | 2 733,0 | 2 163,0 | 4 101,0 | 10 283,0 | 7 559,0 | 17 842,0 |
| 71050 | Modernisation des TI des projets du Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne | M | 1 402,0 | 1 570,0 | 1 990,0 | 1 727,0 | - | 6 689,0 | - | 6 689,0 |
| 71051 | Services numériques d'interaction avec les systèmes métiers | M | - | - | 1 878,0 | 2 658,0 | 2 732,0 | 7 268,0 | 4 663,0 | 11 931,0 |
| 71350 | Gestionnaire électronique de documents | M | 1 099,0 | 401,0 | 323,0 | - | - | 1 823,0 | - | 1 823,0 |
| | | A | 1 043,0 | 381,0 | 306,0 | - | - | 1 730,0 | - | 1 730,0 |
| 71550 | Système de gestion des actifs municipaux | M | 4 300,0 | 4 500,0 | 4 100,0 | 4 100,0 | 1 225,0 | 18 225,0 | - | 18 225,0 |
| 72050 | 9-1-1 Prochaine génération | A | 8 969,0 | 8 650,0 | 3 901,0 | - | - | 21 520,0 | - | 21 520,0 |
| 72080 | Systèmes de soutien aux interventions du SIM | A | 2 327,0 | 2 419,0 | 275,0 | 285,0 | - | 5 306,0 | - | 5 306,0 |
| 72090 | Maintien des actifs du SIM | A | - | - | 2 169,0 | 2 104,0 | 1 847,0 | 6 120,0 | 8 895,0 | 15 015,0 |
| 72091 | Maintien des actifs du SPVM | A | - | - | 450,0 | 658,0 | 3 365,0 | 4 473,0 | 31 943,0 | 36 416,0 |
| 72740 | Outils numériques pour optimiser le service aux citoyens pour le service de la Culture | M | 500,0 | 500,0 | 997,0 | 1 960,0 | - | 3 957,0 | - | 3 957,0 |
| 74015 | Systèmes informatiques pour l'environnement | A | 1 901,0 | 1 470,0 | 570,0 | 570,0 | 570,0 | 5 081,0 | 1 133,0 | 6 214,0 |
| 74250 | Système de gestion des ressources humaines | M | 2 520,0 | 2 419,0 | 2 780,0 | 3 036,0 | 2 898,0 | 13 653,0 | 3 010,0 | 16 663,0 |
| | | A | 2 392,0 | 2 296,0 | 2 640,0 | 2 883,0 | 2 752,0 | 12 963,0 | 2 858,0 | 15 821,0 |
| 74255 | Gestion de temps | M | 1 277,0 | 1 062,0 | 312,0 | 332,0 | 3 547,0 | 6 530,0 | 2 613,0 | 9 143,0 |
| | | A | 1 212,0 | 1 009,0 | 296,0 | 316,0 | 3 367,0 | 6 200,0 | 2 480,0 | 8 680,0 |
| 74551 | Système de taxation et d'évaluation foncière | M | 4 875,0 | 5 241,0 | - | - | - | 10 116,0 | - | 10 116,0 |
| | | A | 4 628,0 | 4 975,0 | - | - | - | 9 603,0 | - | 9 603,0 |
| 74562 | Évolution du parc de postes de travail | M | 2 130,0 | 1 475,0 | 4 872,0 | 2 195,0 | 2 155,0 | 12 827,0 | 27 057,0 | 39 884,0 |
| | | A | 2 023,0 | 1 400,0 | 4 626,0 | 2 083,0 | 2 045,0 | 12 177,0 | 25 688,0 | 37 865,0 |
| 74840 | Gestion des parcours génériques (suivi véhiculaire) et refonte des systèmes de déneigement | M | 2 118,0 | 687,0 | 645,0 | - | - | 3 450,0 | - | 3 450,0 |
| 74926 | Assistant à la gestion des interventions dans les rues (AGIR Plus) | M | 2 414,0 | 2 400,0 | 2 850,0 | - | - | 7 664,0 | - | 7 664,0 |
| 74993 | Services numériques transactionnels aux citoyens et entreprises | M | 1 500,0 | 1 321,0 | - | - | - | 2 821,0 | - | 2 821,0 |
| 74994 | Gestion administrative du processus électoral | M | 570,0 | 570,0 | 572,0 | 853,0 | - | 2 565,0 | - | 2 565,0 |

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projets (suite)** | | | | | | | | | | |
| 78045 | Aménagements et rehaussements Télécom | M | 413,0 | - | - | - | - | 413,0 | - | 413,0 |
| | | A | 393,0 | - | - | - | - | 393,0 | - | 393,0 |
| 78046 | Rehaussements des infrastructures en télécommunications | M | 833,0 | 785,0 | 1 003,0 | 1 018,0 | 1 026,0 | 4 665,0 | - | 4 665,0 |
| | | A | 791,0 | 745,0 | 952,0 | 966,0 | 974,0 | 4 428,0 | - | 4 428,0 |
| **Total des projets** | | | **126 526,0** | **120 945,0** | **121 228,0** | **114 666,0** | **109 605,0** | **592 970,0** | **258 807,0** | **851 777,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **53 135,0** | **42 330,0** | **45 658,0** | **43 203,0** | **37 520,0** | **221 846,0** | **79 367,0** | **301 213,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **73 391,0** | **78 615,0** | **75 570,0** | **71 463,0** | **72 085,0** | **371 124,0** | **179 440,0** | **550 564,0** |
| **Total des investissements** | | | **126 526,0** | **120 945,0** | **121 228,0** | **114 666,0** | **109 605,0** | **592 970,0** | **258 807,0** | **851 777,0** |

## Tableau 189 – Urbanisme et mobilité

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Programmes** | | | | | | | | | | |
| 28040 | Vélo : Développement et optimisation du système de vélo en libre-service BIXI | M | 5 500,0 | 5 500,0 | 5 500,0 | 5 500,0 | 5 500,0 | 27 500,0 | 46 500,0 | 74 000,0 |
| 36209 | Vieux-Montréal : Plan lumière | A | 350,0 | 350,0 | 350,0 | 350,0 | - | 1 400,0 | - | 1 400,0 |
| 36300 | Mise en valeur des immeubles patrimoniaux municipaux | M | 6 785,0 | 6 949,0 | 3 800,0 | 875,0 | 875,0 | 19 284,0 | 4 375,0 | 23 659,0 |
| | | A | 2 542,0 | 4 528,0 | 7 500,0 | 8 225,0 | 8 225,0 | 31 020,0 | 41 125,0 | 72 145,0 |
| 40176 | Acquisitions stratégiques dans les secteurs de planification | M | 7 000,0 | 9 500,0 | 5 000,0 | 5 000,0 | 4 000,0 | 30 500,0 | 25 000,0 | 55 500,0 |
| 40183 | Secteurs stratégiques d'intervention | M | 3 132,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 15 132,0 | 21 000,0 | 36 132,0 |
| 45000 | Amélioration et développement du réseau cyclable | A | 18 000,0 | 18 000,0 | 18 000,0 | 20 000,0 | 20 000,0 | 94 000,0 | 206 000,0 | 300 000,0 |
| 48043 | Domaine public Samuel-De Champlain / REM | M | 3 000,0 | 350,0 | - | - | - | 3 350,0 | 3 100,0 | 6 450,0 |
| | | A | 800,0 | 500,0 | 3 500,0 | 1 250,0 | - | 6 050,0 | 22 950,0 | 29 000,0 |
| 48046 | Véloroutes - Accompagnement REM | M | 1 433,0 | 2 938,0 | 4 517,0 | 6 173,0 | 6 327,0 | 21 388,0 | 9 810,0 | 31 198,0 |
| | | A | 3 045,0 | 6 243,0 | 9 598,0 | 13 118,0 | 13 446,0 | 45 450,0 | 20 844,0 | 66 294,0 |
| 54100 | Programme de systèmes de transport utilisant les nouvelles technologies | M | 3 000,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 4 000,0 | 16 000,0 | 20 000,0 | 36 000,0 |
| 59000 | Maintien et amélioration de l'actif de feux de circulation | M | 15 000,0 | 15 000,0 | 15 000,0 | 15 000,0 | 18 000,0 | 78 000,0 | 90 000,0 | 168 000,0 |
| 59070 | Programme d'aménagement des rues - Artériel | M | 78 351,0 | 56 000,0 | 65 000,0 | 64 999,0 | 66 179,0 | 330 529,0 | 838 346,0 | 1 168 875,0 |
| | | A | 5 000,0 | - | - | - | - | 5 000,0 | - | 5 000,0 |
| 59071 | Vision Zéro : Mise en oeuvre des mesures de sécurisation | M | 15 000,0 | 15 000,0 | 15 000,0 | 15 000,0 | 15 000,0 | 75 000,0 | 75 000,0 | 150 000,0 |
| 75100 | Acquisition et installation de bornes de recharge pour véhicules électriques | M | 6 000,0 | 6 000,0 | 6 000,0 | 6 500,0 | 6 000,0 | 30 500,0 | 32 500,0 | 63 000,0 |
| 75110 | Travaux d'électrification des stations de vélo en libre-service BIXI sur le domaine public | M | 5 100,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 17 100,0 | - | 17 100,0 |
| 76013 | Programme d'aménagement et de réfection des jardins communautaires et collectifs | M | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 5 000,0 | 5 000,0 | 10 000,0 |
| 97000 | Programme de conversion et réfection de terrains (AMD) | M | 9 145,0 | 6 418,0 | 9 223,0 | 3 000,0 | 3 000,0 | 30 786,0 | 15 000,0 | 45 786,0 |
| **Total des programmes** | | | **189 183,0** | **163 276,0** | **177 988,0** | **174 990,0** | **177 552,0** | **882 989,0** | **1 476 550,0** | **2 359 539,0** |
| **Projets** | | | | | | | | | | |
| 28039 | Réaménagement de la rue Jean-Talon, entre la 22e avenue et le boul evard Langelier | M | 8 200,0 | 10 800,0 | 12 300,0 | 17 000,0 | 27 300,0 | 75 600,0 | 57 135,0 | 132 735,0 |
| 34265 | Réaménagement de la voie Camillien-Houde et du chemin Remembrance | M | - | - | - | 14 149,0 | 23 039,0 | 37 188,0 | 20 888,0 | 58 076,0 |
| 36200 | Vieux-Montréal : Aménagement du domaine public | A | 1 630,0 | 3 330,0 | 10 378,0 | 8 695,0 | 2 010,0 | 26 043,0 | - | 26 043,0 |
| 36201 | Réaménagement du square Dorchester et de la place du Canada | A | 800,0 | 1 938,0 | 8 498,0 | 15 496,0 | 172,0 | 26 904,0 | - | 26 904,0 |
| 36211 | Vieux-Montréal : Réaménagement de la rue de la Commune | A | - | - | - | - | 350,0 | 350,0 | 700,0 | 1 050,0 |
| 36212 | Parc des Saints-Anges | A | - | 490,0 | 490,0 | 490,0 | - | 1 470,0 | - | 1 470,0 |

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projets (suite)** | | | | | | | | | | |
| 36213 | Vieux-Montréal : Mise en valeur de la Cité administrative | M | 383,0 | 2 235,0 | - | - | - | 2 618,0 | - | 2 618,0 |
| 39001 | Le MIL Montréal | M | 14 000,0 | 10 000,0 | 20 944,0 | 19 901,0 | 17 000,0 | 81 845,0 | 62 004,0 | 143 849,0 |
| 39710 | Complexe Turcot | M | 11 859,0 | 24 228,0 | 18 307,0 | - | - | 54 394,0 | 360,0 | 54 754,0 |
| | | A | 27 194,0 | 33 904,0 | 7 302,0 | 1 018,0 | - | 69 418,0 | - | 69 418,0 |
| 40139 | PPU Griffintown | M | 12 000,0 | 13 000,0 | 20 492,0 | 20 677,0 | 20 000,0 | 86 169,0 | 111 799,0 | 197 968,0 |
| 40155 | Namur-Hippodrome - Cavendish | M | 1 000,0 | 8 000,0 | 20 000,0 | 20 000,0 | 36 000,0 | 85 000,0 | 184 000,0 | 269 000,0 |
| | | A | 2 000,0 | 2 000,0 | 4 000,0 | 4 000,0 | 4 000,0 | 16 000,0 | 16 000,0 | 32 000,0 |
| 40170 | Places des Montréalaises et Marie-Josèphe-Angélique ainsi que leurs abords | M | 5 921,0 | - | - | - | - | 5 921,0 | - | 5 921,0 |
| 40171 | Lachine-Est | M | 6 158,0 | 5 448,0 | 8 000,0 | 8 000,0 | 12 000,0 | 39 606,0 | 67 148,0 | 106 754,0 |
| 40174 | Louvain Est | M | 4 388,0 | 10 785,0 | 2 594,0 | 1 335,0 | 1 094,0 | 20 196,0 | 3 798,0 | 23 994,0 |
| | | A | 5 512,0 | 6 215,0 | 4 573,0 | 5 864,0 | 6 579,0 | 28 743,0 | 12 358,0 | 41 101,0 |
| 40177 | Pôle Gérald-Godin | M | 1 200,0 | 2 000,0 | 9 908,0 | 4 246,0 | - | 17 354,0 | - | 17 354,0 |
| 40178 | Partie nord de L'Île-des-Soeurs | M | - | - | 1 000,0 | 4 000,0 | 7 500,0 | 12 500,0 | 85 000,0 | 97 500,0 |
| 40179 | Mise en valeur du site de Fort-Lorette | A | 866,0 | 501,0 | 4 648,0 | 4 523,0 | - | 10 538,0 | - | 10 538,0 |
| 40182 | Ateliers du CN (Cours Saint-Charles) | M | 2 551,0 | 2 213,0 | 190,0 | - | - | 4 954,0 | - | 4 954,0 |
| 40202 | Bridge-Bonaventure | M | 2 600,0 | 14 000,0 | 14 000,0 | 10 000,0 | 20 000,0 | 60 600,0 | 111 000,0 | 171 600,0 |
| 40203 | PPU des Faubourgs - réaménagements des Faubourgs | M | - | - | 2 000,0 | 10 000,0 | 24 000,0 | 36 000,0 | 195 000,0 | 231 000,0 |
| 40210 | Requalification du boulevard Ville-Marie (PPU des Faubourgs) | A | - | 798,0 | 1 536,0 | 1 000,0 | 1 260,0 | 4 594,0 | 244 922,0 | 249 516,0 |
| 40504 | Réaménagement de l'intersection Côte-des-Neiges-Remembrance | M | 1 000,0 | - | - | - | - | 1 000,0 | - | 1 000,0 |
| | | A | 100,0 | - | - | - | - | 100,0 | - | 100,0 |
| 46101 | Remplacement du pont Jacques-Bizard | M | 3 822,0 | 600,0 | 2 870,0 | - | - | 7 292,0 | - | 7 292,0 |
| 48042 | Reconstruction du Pont de l'île-aux-Tourtes - Accompagnement MTMD (Lien cyclable) | A | 50,0 | 550,0 | 3 449,0 | 3 500,0 | 1 500,0 | 9 049,0 | 1 500,0 | 10 549,0 |
| 48045 | Lien transport collectif et actif de l'Ouest - Accompagnement REM (Emprise de l'A440) | M | 200,0 | 1 100,0 | 2 300,0 | 1 200,0 | 450,0 | 5 250,0 | - | 5 250,0 |
| | | A | 1 800,0 | 9 900,0 | 22 700,0 | 10 800,0 | 10 050,0 | 55 250,0 | - | 55 250,0 |
| 48047 | Réfection des tunnels Ville-Marie et Viger - Accompagnement MTMD | A | - | 20,0 | 20,0 | 20,0 | 20,0 | 80,0 | - | 80,0 |
| 48048 | Reconstruction Échangeur St-Pierre / Accompagnement MTMD | M | - | 10,0 | 100,0 | 150,0 | 250,0 | 510,0 | 36 500,0 | 37 010,0 |
| | | A | - | 10,0 | 100,0 | 150,0 | 250,0 | 510,0 | 36 500,0 | 37 010,0 |
| 59027 | Réaménagement Assomption/Souligny | A | - | 500,0 | 10 500,0 | 18 664,0 | 13 664,0 | 43 328,0 | 89 039,0 | 132 367,0 |
| 59040 | Aménagement Assomption - programme d'investissement | M | - | 12 000,0 | 11 000,0 | 14 000,0 | 28 000,0 | 65 000,0 | 106 000,0 | 171 000,0 |
| | | A | - | - | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 3 000,0 | 6 000,0 | 9 000,0 |
| 68030 | PPU Quartier des gares - Aménagement du domaine public | M | 11 000,0 | 13 800,0 | - | - | - | 24 800,0 | 86 016,0 | 110 816,0 |

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Projets (suite)** | | | | | | | | | | |
| 68031 | PPU du Quartier latin (UQAM Pasteur-Boisbriand-Sanguinet) | M | - | 5 580,0 | 4 980,0 | - | - | 10 560,0 | - | 10 560,0 |
| 68067 | Réaménagement de l'avenue des Pins | M | 1 600,0 | 11 750,0 | 4 050,0 | 13 300,0 | 10 800,0 | 41 500,0 | 29 700,0 | 71 200,0 |
| | | A | 100,0 | 250,0 | 250,0 | 600,0 | - | 1 200,0 | 26 800,0 | 28 000,0 |
| 75007 | Reconstruction du boulevard Pie-IX pour SRB - Portion Ville | M | 16 674,0 | 9 047,0 | 12 427,0 | - | - | 38 148,0 | - | 38 148,0 |
| 75015 | Réaménagement - Rue Sainte-Catherine Ouest - Phase 1: De Bleury à Mansfield et Square Phillips | M | 1 271,0 | 13 892,0 | 17 072,0 | 3 379,0 | - | 35 614,0 | - | 35 614,0 |
| | | A | 141,0 | 1 896,0 | 1 896,0 | 21,0 | - | 3 954,0 | - | 3 954,0 |
| 75021 | Rue Sainte-Catherine Ouest - Phase 2: Réaménagement - Mansfield à Atwater | M | 22 200,0 | 22 524,0 | 27 058,0 | 30 026,0 | 46 827,0 | 148 635,0 | 85 920,0 | 234 555,0 |
| | | A | 1 830,0 | 1 686,0 | 2 020,0 | 2 308,0 | 5 456,0 | 13 300,0 | 8 115,0 | 21 415,0 |
| 75029 | Abords du CUSM (Intersection Décarie/Maisonneuve) | M | - | 2 005,0 | 16 930,0 | 15 680,0 | 15 580,0 | 50 195,0 | - | 50 195,0 |
| 75035 | Réaménagement - Rue Sainte-Catherine Ouest - Phase 3: McGill College et Cathcart | M | - | - | 17 815,0 | 25 296,0 | 26 321,0 | 69 432,0 | 46 805,0 | 116 237,0 |
| | | A | - | - | 900,0 | - | 3 700,0 | 4 600,0 | 2 180,0 | 6 780,0 |
| 75036 | Sainte-Catherine Est - village | M | 5 500,0 | 9 574,0 | 33 885,0 | 28 100,0 | 38 100,0 | 115 159,0 | 32 921,0 | 148 080,0 |
| | | A | - | - | - | - | 520,0 | 520,0 | - | 520,0 |
| 75040 | Corridor pont Samuel-De Champlain - Accompagnement d'Infrastructure Canada - Travaux incidents | M | 5 769,0 | 1 640,0 | 1 016,0 | 470,0 | - | 8 895,0 | - | 8 895,0 |
| | | A | 3 231,0 | 2 360,0 | 4 447,0 | 622,0 | - | 10 660,0 | - | 10 660,0 |
| 75050 | Réseau express métropolitain (REM) - Accompagnement de la Caisse de dépôt et de placement - Travaux incidents | M | 5 097,0 | 5 889,0 | 3 462,0 | 1 200,0 | - | 15 648,0 | 20,0 | 15 668,0 |
| | | A | 14 903,0 | 17 111,0 | 8 538,0 | 2 800,0 | - | 43 352,0 | 44,0 | 43 396,0 |
| 75055 | Prolongement de la ligne bleue du métro - accompagnement STM | M | 5 000,0 | 4 000,0 | 6 026,0 | 28 587,0 | 21 935,0 | 65 548,0 | 39 763,0 | 105 311,0 |
| | | A | - | 1 000,0 | 1 312,0 | 13 598,0 | 16 065,0 | 31 975,0 | 16 248,0 | 48 223,0 |
| 75059 | Déconstruction du pont Champlain - Lien cyclable du secteur Héritage - Accompagnement PJCCI | M | 184,0 | 1 110,0 | 834,0 | 30,0 | - | 2 158,0 | - | 2 158,0 |
| | | A | 301,0 | 1 890,0 | 1 361,0 | 50,0 | - | 3 602,0 | - | 3 602,0 |
| 75101 | Réaménagement de la rue Peel | M | - | 2 250,0 | 15 909,0 | 17 560,0 | 14 653,0 | 50 372,0 | - | 50 372,0 |
| | | A | - | - | 1 938,0 | 1 841,0 | - | 3 779,0 | - | 3 779,0 |
| 98150 | Fonds de revitalisation de l'EST | M | 2 500,0 | 2 500,0 | 2 500,0 | 2 500,0 | 3 000,0 | 13 000,0 | 12 000,0 | 25 000,0 |
| **Total des projets** | | | **212 535,0** | **308 329,0** | **411 825,0** | **407 846,0** | **460 445,0** | **1 800 980,0** | **1 834 183,0** | **3 635 163,0** |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **311 523,0** | **355 635,0** | **449 009,0** | **442 833,0** | **529 730,0** | **2 088 730,0** | **2 559 408,0** | **4 648 138,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **90 195,0** | **115 970,0** | **140 804,0** | **140 003,0** | **108 267,0** | **595 239,0** | **751 325,0** | **1 346 564,0** |
| **Total des investissements** | | | **401 718,0** | **471 605,0** | **589 813,0** | **582 836,0** | **637 997,0** | **2 683 969,0** | **3 310 733,0** | **5 994 702,0** |

## Détail des projets et des programmes par arrondissements

Cette section présente le détail des investissements prévus au PDI 2026-2035 pour chaque arrondissement.

Les projets sont également reliés à l'instance responsable : le conseil municipal (M) ou le conseil d'agglomération (A).

### Tableau 190 – Ahuntsic-Cartierville

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34224 | Programme de réaménagement de parcs anciens | M | 3 081,0 | 3 081,0 | 3 081,0 | 3 081,0 | 3 081,0 | 15 405,0 | 15 405,0 | 30 810,0 |
| 55733 | Programme de réfection routière | M | 3 082,0 | 3 082,0 | 3 082,0 | 3 082,0 | 3 082,0 | 15 410,0 | 15 410,0 | 30 820,0 |
| 57105 | Programme de remplacement de mobilier urbain | M | 150,0 | 150,0 | 150,0 | 150,0 | 150,0 | 750,0 | 750,0 | 1 500,0 |
| 66056 | Programme de protection des bâtiments | M | 3 081,0 | 3 081,0 | 3 081,0 | 3 081,0 | 3 081,0 | 15 405,0 | 15 405,0 | 30 810,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **9 394,0** | **9 394,0** | **9 394,0** | **9 394,0** | **9 394,0** | **46 970,0** | **46 970,0** | **93 940,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total des investissements** | | | **9 394,0** | **9 394,0** | **9 394,0** | **9 394,0** | **9 394,0** | **46 970,0** | **46 970,0** | **93 940,0** |

### Tableau 191 – Anjou

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34909 | Programme de réaménagement de parcs | M | 280,0 | 750,0 | 838,0 | 832,0 | 838,0 | 3 538,0 | 4 212,0 | 7 750,0 |
| 42509 | Programme de protection des bâtiments | M | 3 433,0 | 3 775,0 | 3 266,0 | 3 217,0 | 3 210,0 | 16 901,0 | 15 961,0 | 32 862,0 |
| 55510 | Programme de réfection routière et d'infrastructures | M | 2 332,0 | 1 600,0 | 2 043,0 | 2 094,0 | 2 044,0 | 10 113,0 | 10 454,0 | 20 567,0 |
| 68509 | Acquisition d'équipements et développement de systèmes informatiques | M | 200,0 | 120,0 | 98,0 | 102,0 | 153,0 | 673,0 | 598,0 | 1 271,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **6 245,0** | **6 245,0** | **6 245,0** | **6 245,0** | **6 245,0** | **31 225,0** | **31 225,0** | **62 450,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total des investissements** | | | **6 245,0** | **6 245,0** | **6 245,0** | **6 245,0** | **6 245,0** | **31 225,0** | **31 225,0** | **62 450,0** |

## Tableau 192 – Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34227 | Programme de réaménagement de parcs anciens | M | 1 675,0 | 2 069,0 | 1 643,0 | 1 143,0 | 1 693,0 | 8 223,0 | 11 467,0 | 19 690,0 |
| 42320 | Programme de mise aux normes des arénas - Développement | M | 200,0 | 304,0 | 850,0 | 840,0 | - | 2 194,0 | - | 2 194,0 |
| 55734 | Programme de réfection routière | M | 3 025,0 | 3 025,0 | 3 025,0 | 3 025,0 | 3 025,0 | 15 125,0 | 15 121,0 | 30 246,0 |
| 55744 | Programme de réfections mineures de trottoirs | M | 550,0 | 550,0 | 550,0 | 550,0 | 550,0 | 2 750,0 | 2 750,0 | 5 500,0 |
| 55754 | Mesures d'apaisement de la circulation-Arrondissement CDN - NDG | M | 412,0 | 412,0 | 412,0 | 412,0 | 412,0 | 2 060,0 | 2 060,0 | 4 120,0 |
| 57101 | Programme de remplacement de mobilier urbain | M | 250,0 | 250,0 | - | - | 100,0 | 600,0 | 500,0 | 1 100,0 |
| 67851 | Programme de réfection d'enveloppes de bâtiments | M | 2 891,0 | 2 393,0 | 2 523,0 | 3 033,0 | 3 223,0 | 14 063,0 | 13 117,0 | 27 180,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **9 003,0** | **9 003,0** | **9 003,0** | **9 003,0** | **9 003,0** | **45 015,0** | **45 015,0** | **90 030,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total des investissements** | | | **9 003,0** | **9 003,0** | **9 003,0** | **9 003,0** | **9 003,0** | **45 015,0** | **45 015,0** | **90 030,0** |

## Tableau 193 – Lachine

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 32517 | Programme de réaménagement de parcs anciens | M | 550,0 | 550,0 | 550,0 | 550,0 | 550,0 | 2 750,0 | 2 750,0 | 5 500,0 |
| 42517 | Programme de réfection de bâtiments sportifs et communautaires | M | 1 503,0 | 1 503,0 | 1 503,0 | 1 503,0 | 1 503,0 | 7 515,0 | 7 515,0 | 15 030,0 |
| 55717 | Programme de réfection routière | M | 2 400,0 | 2 400,0 | 2 400,0 | 2 400,0 | 2 400,0 | 12 000,0 | 12 000,0 | 24 000,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **4 453,0** | **4 453,0** | **4 453,0** | **4 453,0** | **4 453,0** | **22 265,0** | **22 265,0** | **44 530,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total des investissements** | | | **4 453,0** | **4 453,0** | **4 453,0** | **4 453,0** | **4 453,0** | **22 265,0** | **22 265,0** | **44 530,0** |

## Tableau 194 – LaSalle

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34210 | Programme de réaménagement de parcs anciens | M | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 5 000,0 | 5 000,0 | 10 000,0 |
| 55700 | Programme de réfection routière | M | 2 132,0 | 2 132,0 | 2 132,0 | 2 132,0 | 2 132,0 | 10 660,0 | 10 660,0 | 21 320,0 |
| 56700 | Programme de réfection de bâtiments | M | 3 080,0 | 3 080,0 | 3 080,0 | 3 080,0 | 3 080,0 | 15 400,0 | 15 400,0 | 30 800,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **6 212,0** | **6 212,0** | **6 212,0** | **6 212,0** | **6 212,0** | **31 060,0** | **31 060,0** | **62 120,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total des investissements** | | | **6 212,0** | **6 212,0** | **6 212,0** | **6 212,0** | **6 212,0** | **31 060,0** | **31 060,0** | **62 120,0** |

## Tableau 195 – L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34506 | Programme de réaménagement de parcs anciens | M | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 5 000,0 | 5 000,0 | 10 000,0 |
| 44506 | Programme de réfection des bâtiments de l'arrondissement | M | 900,0 | 900,0 | 900,0 | 900,0 | 900,0 | 4 500,0 | 4 500,0 | 9 000,0 |
| 55706 | Programme de réfection routière | M | 1 351,0 | 1 351,0 | 1 351,0 | 1 351,0 | 1 351,0 | 6 755,0 | 6 755,0 | 13 510,0 |
| 68606 | Programme de développement informatique | M | 50,0 | 50,0 | 50,0 | 50,0 | 50,0 | 250,0 | 250,0 | 500,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **3 301,0** | **3 301,0** | **3 301,0** | **3 301,0** | **3 301,0** | **16 505,0** | **16 505,0** | **33 010,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total des investissements** | | | **3 301,0** | **3 301,0** | **3 301,0** | **3 301,0** | **3 301,0** | **16 505,0** | **16 505,0** | **33 010,0** |

## Tableau 196 – Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34223 | Programme de réaménagement des parcs | M | 1 792,0 | 1 792,0 | 1 792,0 | 1 792,0 | 1 792,0 | 8 960,0 | 8 960,0 | 17 920,0 |
| 55729 | Programme de réfection de la voirie | M | 4 815,0 | 4 815,0 | 4 815,0 | 4 815,0 | 4 815,0 | 24 075,0 | 24 075,0 | 48 150,0 |
| 66055 | Programme de protection des bâtiments | M | 4 368,0 | 4 368,0 | 4 368,0 | 4 368,0 | 4 368,0 | 21 840,0 | 21 840,0 | 43 680,0 |
| 68723 | Programme d'acquisition d'équipements | M | 258,0 | 224,0 | 224,0 | 224,0 | 224,0 | 1 154,0 | 1 120,0 | 2 274,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **11 233,0** | **11 199,0** | **11 199,0** | **11 199,0** | **11 199,0** | **56 029,0** | **55 995,0** | **112 024,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total des investissements** | | | **11 233,0** | **11 199,0** | **11 199,0** | **11 199,0** | **11 199,0** | **56 029,0** | **55 995,0** | **112 024,0** |

## Tableau 197 – Montréal-Nord

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 25850 | Programme de développement | M | 1 800,0 | 2 000,0 | - | - | - | 3 800,0 | - | 3 800,0 |
| 34616 | Programme de réaménagement de parcs anciens | M | 4 353,0 | 1 700,0 | 1 700,0 | 1 700,0 | 1 700,0 | 11 153,0 | 8 500,0 | 19 653,0 |
| 55716 | Programme de réfection routière | M | 1 000,0 | 1 750,0 | 1 750,0 | 1 750,0 | 1 750,0 | 8 000,0 | 8 750,0 | 16 750,0 |
| 66016 | Programme de protection des bâtiments administratifs, sportifs et culturels | M | 742,0 | 2 182,0 | 2 182,0 | 2 182,0 | 2 182,0 | 9 470,0 | 10 910,0 | 20 380,0 |
| 68078 | Programme de gestion de la désuétude informatique | M | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 500,0 | 500,0 | 1 000,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **7 995,0** | **7 732,0** | **5 732,0** | **5 732,0** | **5 732,0** | **32 923,0** | **28 660,0** | **61 583,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total des investissements** | | | **7 995,0** | **7 732,0** | **5 732,0** | **5 732,0** | **5 732,0** | **32 923,0** | **28 660,0** | **61 583,0** |

## Tableau 198 – Outremont

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 32005 | Programme d'aménagement de parcs - Arrondissement d'Outremont | M | 200,0 | 400,0 | 200,0 | 200,0 | 200,0 | 1 200,0 | 1 000,0 | 2 200,0 |
| 50021 | Programme de réaménagement des infrastructures | M | 1 025,0 | 900,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 4 925,0 | 5 000,0 | 9 925,0 |
| 55705 | Programme de réfection routière | M | 700,0 | 800,0 | 850,0 | 850,0 | 850,0 | 4 050,0 | 4 250,0 | 8 300,0 |
| 66040 | Programme de protection des bâtiments administratifs | M | 1 000,0 | 800,0 | 800,0 | 800,0 | 800,0 | 4 200,0 | 4 000,0 | 8 200,0 |
| 68115 | Programme d'acquisition de petits équipements | M | 123,0 | 148,0 | 198,0 | 198,0 | 198,0 | 865,0 | 990,0 | 1 855,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **3 048,0** | **3 048,0** | **3 048,0** | **3 048,0** | **3 048,0** | **15 240,0** | **15 240,0** | **30 480,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **3 048,0** | **3 048,0** | **3 048,0** | **3 048,0** | **3 048,0** | **15 240,0** | **15 240,0** | **30 480,0** |

## Tableau 199 – Pierrefonds-Roxboro

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34513 | Programme de réaménagement de parcs anciens | M | 1 800,0 | 4 933,0 | 4 752,0 | 4 752,0 | 4 752,0 | 20 989,0 | 23 760,0 | 44 749,0 |
| 55713 | Programme de réfection routière | M | 4 254,0 | 1 350,0 | 1 450,0 | 1 450,0 | 1 450,0 | 9 954,0 | 7 250,0 | 17 204,0 |
| 66513 | Programme de protection des bâtiments administratifs | M | 1 048,0 | 819,0 | 900,0 | 900,0 | 900,0 | 4 567,0 | 4 500,0 | 9 067,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **7 102,0** | **7 102,0** | **7 102,0** | **7 102,0** | **7 102,0** | **35 510,0** | **35 510,0** | **71 020,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **7 102,0** | **7 102,0** | **7 102,0** | **7 102,0** | **7 102,0** | **35 510,0** | **35 510,0** | **71 020,0** |

## Tableau 200 – Plateau-Mont-Royal

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34222 | Programme de réaménagement de parcs | M | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 5 000,0 | 5 000,0 | 10 000,0 |
| 50020 | Programme de réaménagement des infrastructures | M | 1 450,0 | 1 450,0 | 1 700,0 | 1 700,0 | 1 700,0 | 8 000,0 | 8 500,0 | 16 500,0 |
| 66180 | Programme de protection des bâtiments | M | 4 437,0 | 4 437,0 | 4 187,0 | 4 187,0 | 4 187,0 | 21 435,0 | 20 935,0 | 42 370,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **6 887,0** | **6 887,0** | **6 887,0** | **6 887,0** | **6 887,0** | **34 435,0** | **34 435,0** | **68 870,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **6 887,0** | **6 887,0** | **6 887,0** | **6 887,0** | **6 887,0** | **34 435,0** | **34 435,0** | **68 870,0** |

## Tableau 201 – Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 30056 | Mise en valeur du Vieux-Pointe-aux-Trembles | M | 1 568,0 | 382,0 | - | - | - | 1 950,0 | - | 1 950,0 |
| 30059 | Espace Rivière | M | 1 300,0 | 3 943,0 | 300,0 | 100,0 | - | 5 643,0 | - | 5 643,0 |
| 32019 | Programme d'aménagement et de réaménagement de parcs | M | 1 805,0 | 2 240,0 | 5 030,0 | 4 437,0 | 7 273,0 | 20 785,0 | 19 250,0 | 40 035,0 |
| 35001 | Programme d'acquisition de mobilier urbain | M | 50,0 | 50,0 | 150,0 | 50,0 | - | 300,0 | 250,0 | 550,0 |
| 35002 | Programme d'acquisition d'équipements de loisirs et de culture | M | - | - | - | - | - | - | 300,0 | 300,0 |
| 55731 | Programme de réfection routière | M | 4 400,0 | 4 500,0 | 4 950,0 | 4 975,0 | 5 007,0 | 23 832,0 | 27 300,0 | 51 132,0 |
| 66519 | Programme de protection des bâtiments | M | 5 398,0 | 3 188,0 | 3 873,0 | 4 741,0 | 2 023,0 | 19 223,0 | 24 415,0 | 43 638,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **14 521,0** | **14 303,0** | **14 303,0** | **14 303,0** | **14 303,0** | **71 733,0** | **71 515,0** | **143 248,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **14 521,0** | **14 303,0** | **14 303,0** | **14 303,0** | **14 303,0** | **71 733,0** | **71 515,0** | **143 248,0** |

## Tableau 202 – Rosemont–La Petite-Patrie

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 32025 | Aménagement de nouveaux parcs locaux | M | 920,0 | - | - | - | - | 920,0 | - | 920,0 |
| 34225 | Programme de réaménagement de parcs anciens | M | 725,0 | 1 035,0 | 1 545,0 | 1 145,0 | 1 375,0 | 5 825,0 | 11 425,0 | 17 250,0 |
| 55732 | Programme de réfection routière | M | 4 675,0 | 7 065,0 | 8 595,0 | 8 875,0 | 6 595,0 | 35 805,0 | 32 865,0 | 68 670,0 |
| 67852 | Programme de réfection d'enveloppes de bâtiments | M | 4 289,0 | 2 509,0 | 469,0 | 589,0 | 2 639,0 | 10 495,0 | 8 755,0 | 19 250,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **10 609,0** | **10 609,0** | **10 609,0** | **10 609,0** | **10 609,0** | **53 045,0** | **53 045,0** | **106 090,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **10 609,0** | **10 609,0** | **10 609,0** | **10 609,0** | **10 609,0** | **53 045,0** | **53 045,0** | **106 090,0** |

## Tableau 203 – Saint-Laurent

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 11615 | Développement résidentiel - Projet Bois-Franc | M | 5 387,0 | 3 124,0 | 2 560,0 | 1 144,0 | 3 821,0 | 16 036,0 | 5 302,0 | 21 338,0 |
| 11617 | Développement de nouveaux parcs et espaces verts dans les secteurs résidentiels et industriels | M | 1 000,0 | - | - | - | - | 1 000,0 | - | 1 000,0 |
| 30085 | Construction d'un complexe sportif | M | 13 439,0 | 939,0 | 939,0 | 939,0 | 939,0 | 17 195,0 | 4 695,0 | 21 890,0 |
| 30089 | Programme de protection des bâtiments administratifs | M | 265,0 | 1 000,0 | 10 986,0 | 11 013,0 | 1 182,0 | 24 446,0 | 8 538,0 | 32 984,0 |
| 32515 | Programme de réaménagement de parcs anciens | M | 8 789,0 | 5 907,0 | 3 077,0 | 8 811,0 | 798,0 | 27 382,0 | 12 924,0 | 40 306,0 |
| 42212 | Programme de protection des bâtiments sportifs, loisirs et communautaires | M | 1 602,0 | 2 195,0 | 2 004,0 | 2 734,0 | 2 811,0 | 11 346,0 | 8 851,0 | 20 197,0 |
| 44715 | Programme de remplacement de mobilier d'éclairage | M | 50,0 | 1 570,0 | 423,0 | 735,0 | 735,0 | 3 513,0 | 1 883,0 | 5 396,0 |
| 55714 | Programme de réfection routière | M | 25,0 | - | 1 698,0 | 1 160,0 | 1 753,0 | 4 636,0 | 12 277,0 | 16 913,0 |
| 55721 | Mesures découlant du Plan de transport - Arrondissement de Saint-Laurent | M | 845,0 | 500,0 | 500,0 | 500,0 | 500,0 | 2 845,0 | 1 500,0 | 4 345,0 |
| 68086 | Programme de gestion de la désuétude informatique | M | 315,0 | 270,0 | - | - | - | 585,0 | 588,0 | 1 173,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **31 717,0** | **15 505,0** | **22 187,0** | **27 036,0** | **12 539,0** | **108 984,0** | **56 558,0** | **165 542,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **31 717,0** | **15 505,0** | **22 187,0** | **27 036,0** | **12 539,0** | **108 984,0** | **56 558,0** | **165 542,0** |

## Tableau 204 – Saint-Léonard

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34614 | Programme d'amélioration des aires de jeux | M | 3 580,0 | 2 815,0 | 2 615,0 | 3 775,0 | 1 400,0 | 14 185,0 | 5 150,0 | 19 335,0 |
| 42514 | Programme de protection des centres de loisirs, communautaires et administratifs | M | 700,0 | 2 110,0 | 2 750,0 | 2 600,0 | 3 940,0 | 12 100,0 | 8 925,0 | 21 025,0 |
| 55718 | Programme de réfection routière | M | 2 385,0 | 2 950,0 | 3 450,0 | 3 765,0 | 3 950,0 | 16 500,0 | 19 750,0 | 36 250,0 |
| 66514 | Programme de protection des bâtiments administratifs | M | 1 380,0 | - | - | - | - | 1 380,0 | - | 1 380,0 |
| 68614 | Acquisition d'équipements et mise à niveau de systèmes informatiques | M | 130,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 530,0 | 625,0 | 1 155,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **8 175,0** | **7 975,0** | **8 915,0** | **10 240,0** | **9 390,0** | **44 695,0** | **34 450,0** | **79 145,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **8 175,0** | **7 975,0** | **8 915,0** | **10 240,0** | **9 390,0** | **44 695,0** | **34 450,0** | **79 145,0** |

## Tableau 205 – Sud-Ouest

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 16006 | Programme de travaux d'infrastructures dans les nouveaux secteurs résidentiels | M | - | - | 3 295,0 | - | - | 3 295,0 | - | 3 295,0 |
| 34331 | Programme de mise à niveau des parcs | M | 1 422,0 | 4 612,0 | 2 397,0 | 747,0 | 747,0 | 9 925,0 | 3 735,0 | 13 660,0 |
| 34334 | Programme de développement des parcs | M | 960,0 | - | 2 500,0 | - | - | 3 460,0 | - | 3 460,0 |
| 55736 | Programme de réfection routière | M | 2 989,0 | 1 793,0 | 1 797,0 | 2 143,0 | 1 987,0 | 10 709,0 | 9 785,0 | 20 494,0 |
| 55747 | Programme de mesures d'apaisement de la circulation | M | 400,0 | 400,0 | 400,0 | 400,0 | 400,0 | 2 000,0 | 2 000,0 | 4 000,0 |
| 55748 | Programme d'agriculture urbaine | M | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 25,0 | 125,0 | 125,0 | 250,0 |
| 55749 | Programme de création des îlots de fraîcheur | M | 350,0 | 334,0 | 300,0 | 350,0 | 350,0 | 1 684,0 | 1 750,0 | 3 434,0 |
| 57023 | Programme d'installation de mobilier d'éclairage | M | 75,0 | 75,0 | 75,0 | 100,0 | 100,0 | 425,0 | 500,0 | 925,0 |
| 67861 | Programme de mise à niveau des immeubles | M | 1 397,0 | 1 993,0 | 2 393,0 | 2 118,0 | 2 193,0 | 10 094,0 | 16 515,0 | 26 609,0 |
| 67862 | Développement immobilier | M | 250,0 | - | - | 999,0 | 1 080,0 | 2 329,0 | - | 2 329,0 |
| 68053 | Programme de gestion de la désuétude informatique | M | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 150,0 | 150,0 | 300,0 |
| 68721 | Programme d'acquisition de mobilier urbain | M | 74,0 | 75,0 | 75,0 | 100,0 | 100,0 | 424,0 | 500,0 | 924,0 |
| 68731 | Programme d'acquisition de petits équipements | M | 60,0 | 60,0 | 80,0 | 60,0 | 60,0 | 320,0 | 300,0 | 620,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **8 032,0** | **9 397,0** | **13 367,0** | **7 072,0** | **7 072,0** | **44 940,0** | **35 360,0** | **80 300,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **8 032,0** | **9 397,0** | **13 367,0** | **7 072,0** | **7 072,0** | **44 940,0** | **35 360,0** | **80 300,0** |

## Tableau 206 – Verdun

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34512 | Programme d'amélioration des aires de jeux et des places publiques | M | 740,0 | 740,0 | 740,0 | 740,0 | 750,0 | 3 710,0 | 5 005,0 | 8 715,0 |
| 42612 | Programme de réfection des bâtiments administratifs, sportifs et communautaires | M | 1 366,0 | 1 366,0 | 1 366,0 | 1 366,0 | 1 366,0 | 6 830,0 | 6 830,0 | 13 660,0 |
| 42812 | Aménagement d'un centre aquatique | M | 1 207,0 | 1 207,0 | 1 207,0 | 1 207,0 | 1 207,0 | 6 035,0 | 4 658,0 | 10 693,0 |
| 55719 | Programme de réfection routière | M | 1 259,0 | 1 284,0 | 1 284,0 | 1 284,0 | 1 274,0 | 6 385,0 | 6 990,0 | 13 375,0 |
| 69212 | Natatorium | M | 75,0 | 150,0 | 150,0 | 150,0 | 150,0 | 675,0 | 252,0 | 927,0 |
| 83022 | Programme local d'apaisement de la circulation | M | 300,0 | 200,0 | 200,0 | 200,0 | 200,0 | 1 100,0 | 1 000,0 | 2 100,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **4 947,0** | **4 947,0** | **4 947,0** | **4 947,0** | **4 947,0** | **24 735,0** | **24 735,0** | **49 470,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Total des investissements** | | | **4 947,0** | **4 947,0** | **4 947,0** | **4 947,0** | **4 947,0** | **24 735,0** | **24 735,0** | **49 470,0** |

## Tableau 207 – Ville-Marie

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34220 | Programme d'aménagement et de réaménagement de parcs et espaces verts | M | 4 799,0 | 5 124,0 | 4 621,0 | 5 403,0 | 5 242,0 | 25 189,0 | 13 910,0 | 39 099,0 |
| 44220 | Programme Accès Jardins | M | 144,0 | 87,0 | 2 679,0 | 1 571,0 | 843,0 | 5 324,0 | 5 000,0 | 10 324,0 |
| 55737 | Programme de réfection routière | M | 6 877,0 | 7 100,0 | 6 034,0 | 2 265,0 | 4 315,0 | 26 591,0 | 27 575,0 | 54 166,0 |
| 66553 | Programme de protection des bâtiments | M | 3 641,0 | 3 150,0 | 2 127,0 | 6 222,0 | 5 061,0 | 20 201,0 | 30 820,0 | 51 021,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **15 461,0** | **15 461,0** | **15 461,0** | **15 461,0** | **15 461,0** | **77 305,0** | **77 305,0** | **154 610,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total des investissements** | | | **15 461,0** | **15 461,0** | **15 461,0** | **15 461,0** | **15 461,0** | **77 305,0** | **77 305,0** | **154 610,0** |

## Tableau 208 – Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

(en milliers de dollars)

| N° | Programmes – Projets | M-A | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34226 | Programme de réaménagement de parcs anciens | M | 1 627,0 | 1 987,0 | 1 487,0 | 1 320,0 | 1 711,0 | 8 132,0 | 6 219,0 | 14 351,0 |
| 42305 | Programme de protection des bâtiments | M | 9 051,0 | 2 230,0 | 2 230,0 | 3 426,0 | 3 507,0 | 20 444,0 | 19 176,0 | 39 620,0 |
| 55310 | Construction de la nouvelle bibliothèque de Villeray | M | 1 586,0 | 1 901,0 | 2 701,0 | - | 47,0 | 6 235,0 | - | 6 235,0 |
| 55730 | Programme de réfection routière | M | 3 450,0 | 1 900,0 | 1 600,0 | 2 929,0 | 2 383,0 | 12 262,0 | 12 178,0 | 24 440,0 |
| 55738 | Programme de réfection routière - Travaux publics | M | 1 080,0 | 980,0 | 980,0 | 1 323,0 | 1 350,0 | 5 713,0 | 7 417,0 | 13 130,0 |
| **Total – Budget du conseil municipal (M)** | | | **16 794,0** | **8 998,0** | **8 998,0** | **8 998,0** | **8 998,0** | **52 786,0** | **44 990,0** | **97 776,0** |
| **Total – Budget du conseil d'agglomération (A)** | | | - | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total des investissements** | | | **16 794,0** | **8 998,0** | **8 998,0** | **8 998,0** | **8 998,0** | **52 786,0** | **44 990,0** | **97 776,0** |

# Annexe 4 – Structure de la présentation de l'information budgétaire

Aux fins de l'établissement du budget, la Ville de Montréal applique les principes comptables généralement reconnus (PCGR), contenus dans le *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Les données financières sont présentées par catégories pour les revenus et pour les dépenses :

- au budget du conseil municipal, pour les activités de compétences locales;
- au budget du conseil d'agglomération, pour les activités de compétences d'agglomération.

Les données financières sont également présentées par secteurs d'activités, selon la structure organisationnelle de la Ville. Par ailleurs, un état des revenus et des dépenses lié aux activités du Fonds de l'eau est présenté dans une annexe distincte du présent document.

## Structure de présentation des revenus et des dépenses

Les revenus sont regroupés dans cinq catégories :

- les **taxes** regroupent l'ensemble des revenus de la taxation, de la tarification de l'eau et de la taxe municipale pour le 911 notamment;
- les **paiements tenant lieu de taxes** regroupent les revenus prélevés auprès des propriétaires d'immeubles non imposables qui sont assujettis à des compensations tenant lieu de taxes. La *Loi sur la fiscalité municipale* liste ces immeubles et précise les diverses compensations qui leur sont applicables;
- les **quotes-parts** regroupent les sommes versées par les municipalités liées pour le financement des activités relevant du conseil d'agglomération;
- les **services rendus et autres revenus** regroupent les revenus des services facturés à des citoyennes et citoyens, à d'autres organismes municipaux, à des gouvernements ou à des entreprises privées ainsi que d'autres types de revenus comme ceux des amendes et des pénalités, de l'imposition de droits, d'intérêts, de la cession d'éléments d'actifs, etc.;
- les **transferts** regroupent l'ensemble des subventions des gouvernements et des autres organismes publics.

Les dépenses sont généralement présentées par objets :

- la **rémunération**, qui comprend les salaires du personnel et des élues et élus ainsi que les avantages qui s'y rattachent;
- les **cotisations de l'employeur**, qui incluent les charges sociales obligatoires (RRQ, RQAP, etc.) et les autres dépenses relatives aux avantages sociaux des élues et élus ainsi que du personnel de la Ville;
- le **transport** et les **communications**;
- les **services professionnels**, les **services techniques et autres**;
- la **location**, l'**entretien** et la **réparation**;
- les **biens non durables**, soit des biens consommés pour le fonctionnement des activités municipales tels que les carburants, les pièces et les accessoires, les articles de nettoyage et autres;
- les **biens durables** non capitalisés;
- les **frais de financement**;
- le **remboursement de la dette à long terme**;
- les **contributions à des organismes**.

Dans la section traitant de l'excédent des activités de fonctionnement à des fins fiscales, les dépenses sont présentées par activités :

- l'activité **administration générale** comprend l'ensemble des activités relatives à l'administration et à la gestion municipales. Les dépenses sont notamment liées au fonctionnement des conseils municipal et d'agglomération et des 19 arrondissements, à l'application de la loi ainsi qu'à la gestion des ressources financières, administratives et humaines;
- l'activité **sécurité publique** inclut les activités liées à la protection des personnes et de la propriété. Elle comporte toutes les dépenses relatives à la surveillance, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile;
- l'activité **transport** contient l'ensemble des activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers destinés au transport des personnes, y compris par transport collectif, et au transport des marchandises. Elle comprend également la gestion de la neige;
- l'activité **hygiène du milieu** englobe la planification, l'organisation et l'entretien des infrastructures de production et de distribution de l'eau potable, des réseaux d'égouts et de traitement des eaux usées ainsi que la gestion des matières résiduelles et la protection de l'environnement;
- l'activité **santé et bien-être** renferme l'ensemble des services d'hygiène publique et de bien-être destinés aux personnes, notamment en matière de logement hors marché;
- l'activité **aménagement, urbanisme et développement** regroupe l'ensemble des activités relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement et de développement ou du plan d'urbanisme ainsi qu'au financement des programmes de développement économique et touristique;
- l'activité **loisirs et culture** intègre l'ensemble des activités de planification, d'organisation et de gestion des programmes liés aux loisirs et à la culture favorisant la qualité de vie des citoyennes et citoyens et l'intégration des communautés culturelles;
- l'activité **frais de financement** englobe les frais d'intérêts et autres frais liés aux emprunts.

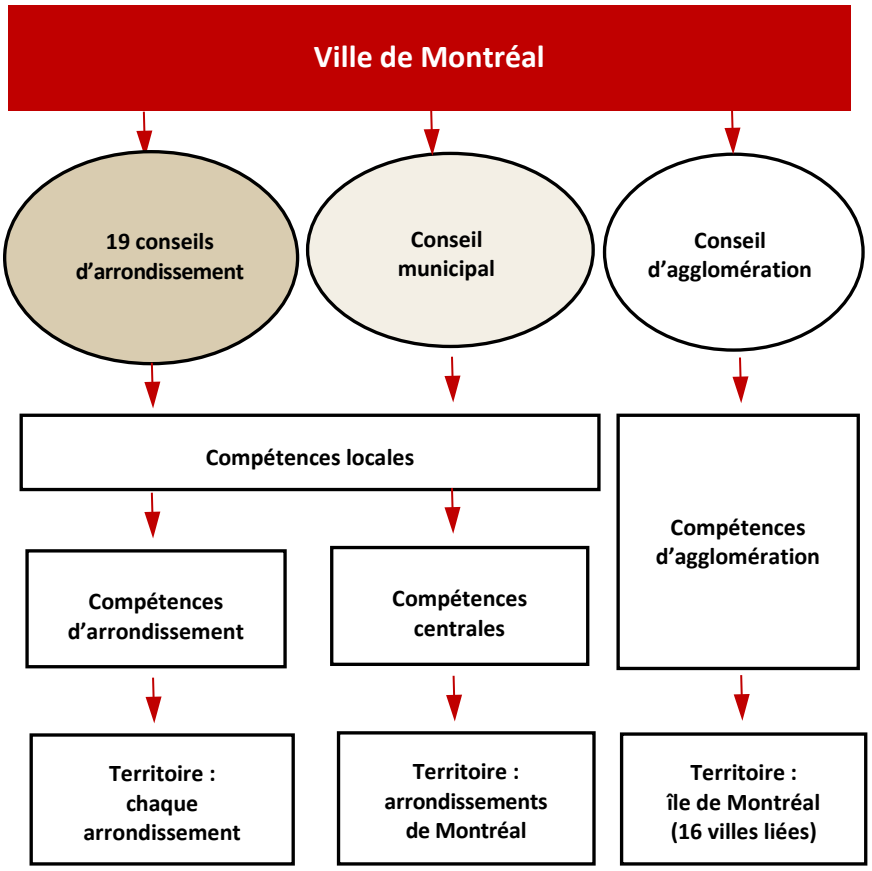
# Annexe 5 – Partage des compétences et confection du budget

Comme le prescrit l'encadrement juridique de la Ville de Montréal, les pouvoirs d'administrer la Ville sont partagés en compétences d'agglomération et en compétences locales. La Ville de Montréal, en sa qualité de Ville centrale, fournit des services et gère les équipements communs pour l'ensemble des citoyennes et citoyens de l'île de Montréal, à la fois sur son territoire et sur celui des 15 villes reconstituées.

## Instances politiques et champs de compétences

La figure ci-dessous illustre le partage des compétences à la Ville de Montréal, les instances politiques qui en sont responsables ainsi que leurs territoires d'application.

**Figure 2 – Partage des compétences – Instances politiques et territoires d'application**



## Le conseil d'agglomération de Montréal

Les compétences d'agglomération, soit les pouvoirs relatifs aux services fournis à l'ensemble des citoyennes et citoyens de l'île de Montréal, sont exercées au sein du conseil d'agglomération. La prestation des services communs est assurée par les employées et employés de la Ville de Montréal.

Cette instance politique de la Ville de Montréal détient, à l'égard des services communs, le pouvoir d'adopter tout règlement, d'autoriser toute charge et d'imposer toute quote-part sur l'ensemble du territoire de l'île de Montréal. En effet, depuis 2009, les 16 villes liées de l'île de Montréal financent au moyen de quotes-parts l'ensemble des services communs placés sous l'autorité du conseil d'agglomération.

La structure du conseil d'agglomération se veut transparente et démocratique. La mairesse de Montréal choisit pour l'accompagner au conseil d'agglomération des représentantes et représentants, qui tiennent leurs mandats du conseil municipal; celui-ci détermine les orientations que prennent les élues et élus au conseil d'agglomération. Il en est de même pour les mairesses et maires des villes reconstituées, qui sont liés aux orientations de leur conseil municipal respectif. Au total, le conseil d'agglomération est composé de 31 personnes élues, soit :

- la mairesse de Montréal;
- 15 personnes élues du conseil municipal de Montréal, que désigne la mairesse;
- 14 mairesses et maires des villes reconstituées (il n'y a que 1 représentante ou représentant pour L'Île-Dorval et Dorval) – l'une de ces personnes est à la vice-présidence;
- 1 représentante ou représentant supplémentaire pour Dollard-des-Ormeaux (en raison de la taille de sa population), que désigne la mairesse ou le maire de cette municipalité.

Au sein de ce conseil, les 16 villes liées possèdent une représentation proportionnelle à leur poids démographique, soit environ 88 % pour la Ville de Montréal et environ 12 % pour les 15 municipalités reconstituées.

## Le conseil municipal et les conseils d'arrondissement

Les compétences locales de la Ville, conformément aux différents domaines d'activité énoncés dans la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*, sont partagées entre le conseil municipal et les conseils d'arrondissement.

Le conseil municipal de la Ville de Montréal assume ses responsabilités à l'égard des compétences locales sur le territoire de Montréal, qui compte 19 arrondissements. Le conseil municipal est composé de la mairesse de Montréal, qui est d'office mairesse de l'arrondissement de Ville-Marie, et des 64 conseillères et conseillers municipaux, dont 18 sont des mairesses ou maires d'arrondissement.

Les conseils d'arrondissement assurent, quant à eux, la prestation des services locaux sur leur territoire respectif. Un conseil d'arrondissement compte un minimum de cinq membres, soit la mairesse ou le maire d'arrondissement, la, le ou les conseillères et conseillers municipaux et, selon le cas, les conseillères et conseillers d'arrondissement représentant cet arrondissement. Au total, les 19 arrondissements comprennent 46 conseillères et conseillers, qui siègent également au conseil municipal, et 38 conseillères et conseillers d'arrondissement.

**Tableau 209 – Résumé des principales compétences relevant soit du conseil d'agglomération, soit des conseils municipal et d'arrondissement**

| Compétences d'agglomération | Compétences locales |
|---|---|
| ▪ L'évaluation foncière<br>▪ Les services de police et de sécurité incendie et civile<br>▪ Les services de premiers répondants et répondantes, à l'exception de ceux de la Ville de Côte-Saint-Luc<br>▪ Le centre d'urgence 911<br>▪ La mise en œuvre des schémas de couverture de risques en sécurité incendie<br>▪ La cour municipale<br>▪ Le logement social<br>▪ L'aide destinée aux sans-abris<br>▪ La prévention de la toxicomanie et de la prostitution, et la lutte contre celles-ci<br>▪ L'élimination et la valorisation des matières résiduelles ainsi que tout autre élément relatif à la gestion de celles-ci, si elles sont dangereuses<br>▪ L'élaboration et l'adoption du plan de gestion des matières résiduelles<br>▪ La gestion des cours d'eau municipaux<br>▪ Les équipements et les infrastructures d'alimentation en eau et d'assainissement des eaux usées, sauf les conduites locales<br>▪ Le transport collectif des personnes<br>▪ La détermination de normes minimales de gestion et la planification générale du réseau artériel ainsi que les travaux concernant certaines voies énumérées<br>▪ L'accueil touristique<br>▪ Les parcs industriels<br>▪ Le Conseil des arts de Montréal<br>▪ Les équipements, les infrastructures et les activités d'intérêt collectif nommés à l'annexe du *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (n° 1229-2005 et modifications)<br>▪ La contribution au financement du déficit d'Espace pour la vie<br>▪ Toute autre compétence anciennement accordée à la Communauté urbaine de Montréal, dans le cas où la Ville a succédé à celle-ci | ▪ L'adoption du plan d'urbanisme et les modifications qui y sont apportées<br>▪ La réglementation en matière de construction, de nuisance et de salubrité<br>▪ L'habitation<br>▪ La collecte et le transport des matières résiduelles<br>▪ La gestion des rues locales et artérielles<br>▪ Les conduites qui, au sein des réseaux d'aqueduc et d'égouts, sont de nature locale<br>▪ Les équipements locaux de sport et de loisirs<br>▪ Les bibliothèques locales<br>▪ Les parcs locaux<br>▪ La promotion économique locale, communautaire, culturelle et sociale<br>▪ Le patrimoine<br>▪ La Commission des services électriques de Montréal<br>▪ Les sociétés de développement commercial<br>▪ Les parcs industriels énumérés au règlement RCG 06-020<br>▪ L'organisation des élections |

## Confection du budget

D'après sa structure organisationnelle, la Ville de Montréal produit un budget global, conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* du MAMH.

Les pouvoirs d'administrer la Ville étant partagés en compétences d'agglomération et en compétences locales, la Ville de Montréal confectionne le budget sur la base des compétences d'agglomération et des compétences locales, à savoir le budget du conseil d'agglomération et le budget du conseil municipal.

### Cadre juridique

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ c. E-20.001), ci-après la *Loi* établit des obligations concrètes pour la municipalité centrale en ce qui concerne les dépenses que celle-ci réalise dans l'exercice des compétences d'agglomération.

Entre autres, la *Loi* prévoit que :

- les dépenses que la municipalité centrale fait dans l'exercice des compétences d'agglomération sont traitées distinctement de celles qu'elle fait dans l'exercice des compétences locales;
- les dépenses faites par la municipalité centrale à la fois dans l'exercice des compétences d'agglomération et dans celui des compétences locales constituent des dépenses mixtes;
- le conseil d'agglomération établit, par règlement, les critères permettant de déterminer quelle partie d'une dépense mixte constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération;
- les revenus suivent le même cheminement que les charges. Ainsi, les revenus de la municipalité centrale qui sont produits par l'exercice d'une compétence d'agglomération doivent être affectés au financement des dépenses effectuées aux fins de cette compétence.

### Approche souple, efficace et efficiente

En sa qualité de municipalité centrale, la Ville de Montréal s'acquitte de ses responsabilités liées à l'exercice des compétences d'agglomération, tout en fournissant aux citoyennes et citoyens de son territoire des services relevant de ses compétences locales. Tous ces services, qu'ils soient associés à l'exercice des compétences d'agglomération ou à l'exercice des compétences locales, sont assurés par les employées et employés de la Ville de Montréal[1].

Dans ce contexte, toutes les charges réalisées par la Ville de Montréal nécessitent d'être analysées et réparties entre le budget du conseil d'agglomération et le budget du conseil municipal. Cette répartition s'effectue conformément aux compétences déterminées par la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*.

[1] Certains services offerts par la Ville de Montréal peuvent être réalisés, par contrat, à l'externe. Ils demeurent gérés par les employées et employés de la Ville et sont considérés au même titre. Par ailleurs, certains services relatifs à l'exercice des compétences d'agglomération peuvent également être délégués aux municipalités liées par le conseil d'agglomération.

Les dépenses mixtes, c'est-à-dire celles qui relèvent à la fois du conseil d'agglomération et du conseil municipal, sont réparties en fonction de différents critères prédéterminés qui imposent l'équité, l'efficacité et l'efficience. Il n'y a pas deux fonctions publiques distinctes à l'intérieur de la Ville de Montréal, mais une seule. Conforme à la loi, cette approche se veut souple, efficace et, surtout, efficiente; elle permet à la Ville de Montréal de fournir à l'ensemble des citoyennes et citoyens les services communs – c'est-à-dire ceux qui relèvent du conseil d'agglomération – à moindre coût.

### Répartition du budget global : une analyse précise et détaillée

Le budget global de la Ville de Montréal est donc partagé entre le budget du conseil municipal et le budget du conseil d'agglomération. Ce partage repose sur les éléments suivants :

- le partage des compétences, selon la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*;
- la répartition des dépenses mixtes.

### Partage selon les compétences

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, complétée par le décret du gouvernement du Québec concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) tel qu'il a été modifié, précise l'ensemble des compétences qui relèvent du conseil d'agglomération.

Au sein de la Ville de Montréal, les compétences d'agglomération, soit les services communs, sont assumées par différentes unités d'affaires, qui fournissent également aux citoyennes et citoyens de Montréal les services relevant des compétences locales de la Ville. En fait, la plupart des unités d'affaires de la Ville de Montréal fournissent des services liés à l'exercice des compétences d'agglomération et des services liés à l'exercice des compétences locales.

Il est à noter que les dépenses administratives relatives à l'exercice des compétences d'agglomération sont également imputables au budget du conseil d'agglomération.

Tous les services fournis par les unités d'affaires de la Ville sont analysés afin de déterminer s'il s'agit d'une dépense attribuable à l'exercice d'une compétence locale ou d'une compétence d'agglomération, et, selon le cas, cette dépense sera associée au budget du conseil municipal ou au budget du conseil d'agglomération. Cette analyse peut, par ailleurs, déterminer qu'il s'agit d'une dépense mixte. Dans ce cas, une deuxième analyse s'impose pour établir sa répartition.

### Répartition des dépenses mixtes

Certaines dépenses réalisées par les différentes unités d'affaires de la Ville relèvent à la fois du budget du conseil d'agglomération et du budget du conseil municipal. Ces dépenses mixtes sont réparties entre les deux budgets et sont regroupées en deux catégories distinctes :

- les dépenses liées aux services à la population (par exemple, les activités du Service de l'urbanisme et de la mobilité);
- les dépenses liées aux activités d'administration générale (par exemple, les activités du Service des finances et de l'évaluation foncière).

## Répartition des dépenses mixtes liées aux services à la population

La répartition des dépenses mixtes liées aux services à la population est déterminée par les unités d'affaires offrant ces services, en fonction d'un ou de plusieurs des critères établis au *Règlement sur les dépenses mixtes* (RCG 06-054), qui est adopté par le conseil d'agglomération, soit :

- les données quantitatives factuelles;
- l'évaluation quantitative des ressources humaines qui y sont consacrées;
- l'évaluation quantitative des ressources financières qui y sont consacrées.

Une fois les dépenses mixtes liées aux services à la population analysées et réparties, abstraction faite de celles liées aux activités d'administration générale, il en résulte :

- des dépenses d'agglomération spécifiquement déterminées;
- des dépenses locales spécifiquement déterminées.

## Répartition des dépenses mixtes liées aux activités d'administration générale

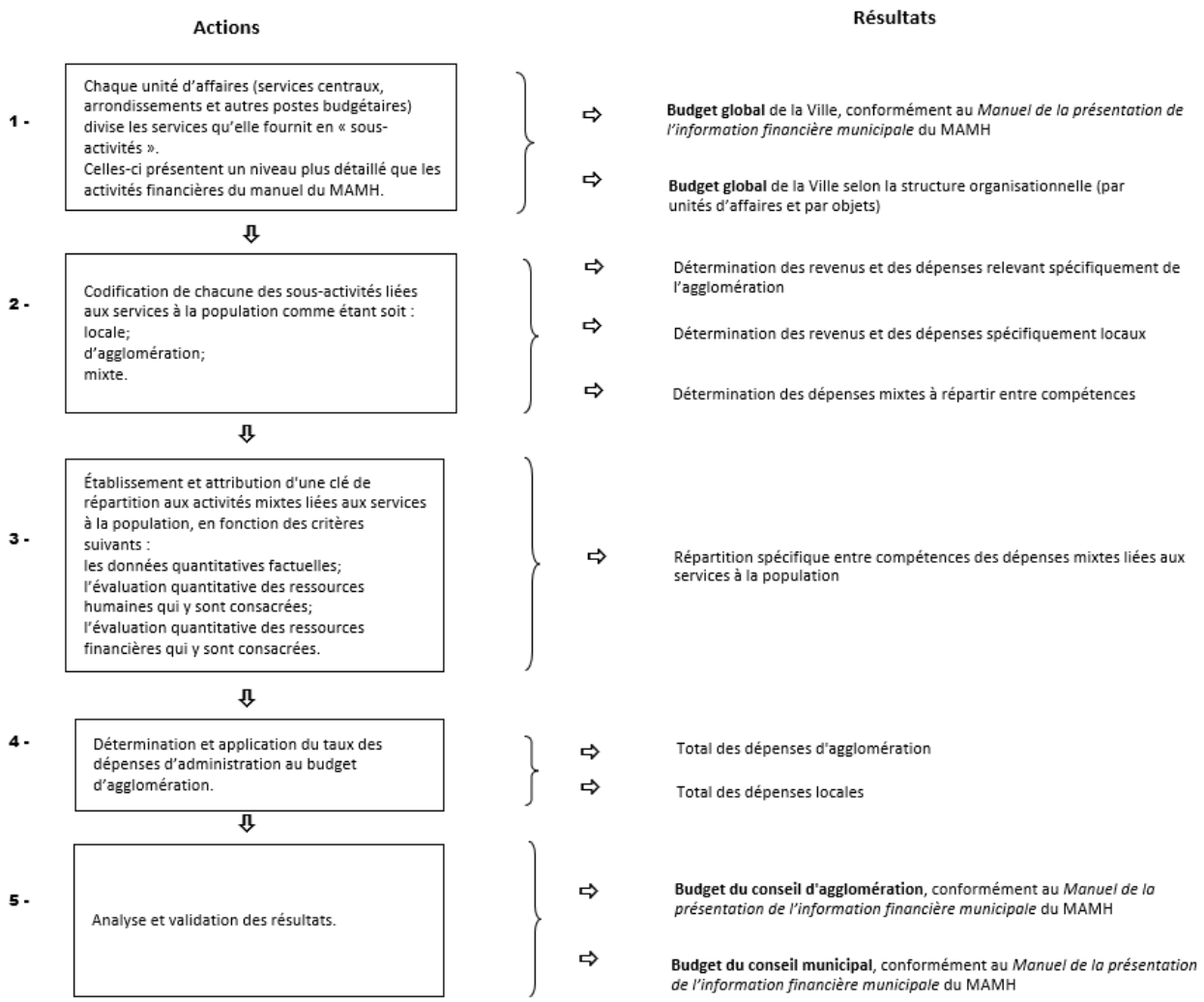
En vertu du *Règlement sur les dépenses mixtes*, les dépenses mixtes de la catégorie « Administration générale » sont calculées pour le budget du conseil d'agglomération au moyen d'un taux. Pour 2026, ce taux des dépenses d'administration s'établit à 10,01 %, en fonction de la méthodologie définie dans ce règlement. Ce pourcentage s'applique au budget des dépenses d'agglomération, desquelles ont été retranchées, à des fins de calcul, les dépenses mixtes d'administration générale qui sont sous la responsabilité de l'agglomération, les dépenses liées au service de la dette, les dépenses de contributions ainsi que les dépenses contingentes.

Conséquemment, les unités d'affaires touchées par cette mesure (Affaires juridiques, Approvisionnement, Bureau de l'inspecteur général, Commission de la fonction publique de Montréal, Direction générale, Finances et évaluation foncière, Greffe, Matériel roulant et ateliers, Planification stratégique et performance organisationnelle, Ressources humaines et communications, Technologies de l'information, Concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne, et Bureau du vérificateur général) n'ont pas à prévoir, pour l'agglomération, de répartition budgétaire de leurs dépenses de fonctionnement, à l'exception de celles qui sont liées à des compétences d'agglomération (par exemple, les dépenses de la Direction des poursuites pénales et criminelles du Service des affaires juridiques) et de celles qui sont réparties spécifiquement.

## Processus par étapes

Le schéma qui suit résume l'ensemble des étapes qui sous-tendent la confection du budget de la Ville ainsi que les répartitions des dépenses nécessaires entre le budget du conseil d'agglomération et le budget du conseil municipal.

**Figure 3 – Étapes de la confection du budget et répartition des revenus et des dépenses**



# Annexe 6 – Équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif

## Annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal

(*Décret numéro 1229-2005* et modifications subséquentes, notamment L'Entente pour améliorer le fonctionnement de l'agglomération de Montréal, de 2008)

### Équipements et infrastructures

- Parc du mont Royal;
- Parc Jean-Drapeau;
- Parc Frédéric-Back (Complexe environnemental de Saint-Michel);
- ensemble des parcs-nature : Anse-à-l'Orme, Bois-d'Anjou, Bois-de-l'Île-Bizard, Bois-de-Liesse, Bois-de-Saraguay, Cap-Saint-Jacques, Île-de-la-Visitation, Pointe-aux-Prairies, Ruisseau-De Montigny et Rapides-du-Cheval-Blanc;
- les écoterritoires suivants : la forêt de Senneville, le corridor écoforestier de la rivière à l'Orme, le corridor écoforestier de l'Île Bizard, les rapides du Cheval Blanc, la coulée verte du ruisseau Bertrand, les sommets et les flancs du mont Royal, la coulée verte du ruisseau De Montigny, la trame verte de l'Est, les rapides de Lachine et la falaise Saint-Jacques.

### Activités et objets d'activités

- Culture Montréal;
- Cité des arts du cirque;
- Tour de l'Île;
- aide à l'élite sportive et aux événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale;
- mise en œuvre de l'entente-cadre conclue entre la Ville de Montréal, le ministère de la Culture et des Communications et la Bibliothèque nationale du Québec;
- réseau cyclable actuel et projeté de l'île de Montréal, tel que l'établit le Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération, daté du 18 juin 2008 (CG08 0362);
- contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la lutte contre la pauvreté;
- contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, des sites et des arrondissements reconnus par la *Loi sur les biens culturels;*
- contributions municipales aux programmes gouvernementaux ou à ceux de la Communauté métropolitaine de Montréal qui visent l'amélioration de la protection et des conditions d'utilisation des rives des cours d'eau entourant l'agglomération de Montréal ou qui visent la création de parcs riverains dans l'agglomération.

# Annexe 7 – Compétences des arrondissements et des services centraux

En vertu du partage des compétences, les pouvoirs du conseil municipal et des 19 conseils d'arrondissement sont associés aux décisions reliées aux compétences locales. Ce partage signifie que ces 20 instances, en excluant le comité exécutif, agissent sur le territoire de la ville dans des domaines qui relèvent tantôt de l'autorité du conseil municipal, tantôt de l'autorité des conseils d'arrondissement.

Le tableau suivant présente le partage des compétences locales inhérentes à la gestion de la Ville, selon les domaines énoncés dans la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*.

**Tableau 210 – Résumé des compétences, des pouvoirs et des obligations respectifs des arrondissements et des services centraux**

| Arrondissements | Services centraux |
|---|---|
| **Urbanisme** – Adoption de tous les règlements relatifs à leur territoire selon la procédure de consultation publique prévue à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme,* à l'exception du contrôle des animaux. | **Urbanisme** – Élaboration du plan d'urbanisme et encadrement assurant la conformité des arrondissements avec ce plan; protection du patrimoine bâti, des lieux publics et des immeubles municipaux, y compris le contrôle des animaux. |
| **Conversion d'un immeuble en propriété divise** – Autorisation d'une dérogation à l'interdiction de convertir un immeuble en propriété divise afin de favoriser l'augmentation du nombre de logements disponibles. | **Habitation** – Élaboration des politiques d'habitation; conception, planification opérationnelle et évaluation des programmes touchant les subventions résidentielles. |
| **Prévention en sécurité incendie et sécurité civile** – Participation et recommandation à l'élaboration des schémas de couverture de risques et de sécurité civile. | **Prévention en sécurité incendie et sécurité civile** – Élaboration de la réglementation en matière de protection incendie, de nuisance et de salubrité publique. |
| **Voirie locale** – Entretien du réseau local, à l'exception du déneigement et de l'élimination de la neige; contrôle de la circulation et du stationnement sur les voies locales. | **Voirie artérielle** – Entretien du réseau artériel, des feux de circulation et des structures routières, contrôle de la circulation et du stationnement, gestion du stationnement tarifé (y compris celui du réseau local).<br>**Voirie locale** – Déneigement et élimination de la neige. |
| **Matières résiduelles** – Gestion des activités liées à l'enlèvement des matières résiduelles, par délégation du conseil municipal. | **Environnement et matières résiduelles** – Enlèvement, transport et dépôt des matières résiduelles (y compris les matières recyclables); élaboration des programmes assurant la qualité de l'environnement; gestion du traitement des matières résiduelles. |
| **Développement économique local, communautaire, culturel et social** – Soutien financier aux organismes qui exercent une mission de développement local. | **Développement économique, communautaire, culturel et social** – Élaboration du plan institutionnel de développement économique, culturel et social. |
| **Culture, sports, loisirs et parcs** – Responsabilité à l'égard des parcs et des équipements culturels et de loisirs à vocation locale. | **Culture, sports, loisirs et parcs** – Élaboration d'une vision commune en matière de culture, de sports et de loisirs. |

# Annexe 8 – Synthèse des politiques financières

La Ville de Montréal a adopté en 2002 des politiques financières afin d'assurer une saine gestion des fonds publics. Ces politiques énoncent des pratiques de gestion financière pour l'ensemble des affaires de la Ville et servent de guides à la prise de décision pour le comité exécutif, pour les conseils municipal, d'agglomération et d'arrondissement ainsi que pour l'ensemble des gestionnaires et des sociétés paramunicipales.

Ces politiques ont évolué année après année afin de tenir compte, notamment, des modifications apportées au cadre légal et aux obligations administratives et financières, de même que de l'évolution des pratiques.

Voici la liste des politiques financières :

- Politique de l'équilibre budgétaire;
- Politique de gestion des excédents de fonctionnement (surplus affectés et non affectés);
- Politique des sources de revenus;
- Politique des équipements et des infrastructures;
- Politique de gestion de la dette;
- Politique de gestion des dépenses;
- Politique de capitalisation et d'amortissement des dépenses en immobilisations.

Ci-après se trouve une synthèse des politiques financières présentement en vigueur, lesquelles ont été adoptées par les conseils municipal et d'agglomération. Les versions complètes des politiques financières peuvent être consultées à la page Internet[1] des politiques.

[1] https://montreal.ca/sujets/politiques-financieres

## La politique de l'équilibre budgétaire

La *Loi sur les cités et villes* exige que les administrations municipales atteignent l'équilibre budgétaire sur une base annuelle. Pour obtenir et maintenir cet équilibre, le conseil municipal, le conseil d'agglomération et les conseils d'arrondissement peuvent notamment avoir recours à diverses sources de revenus, notamment à la taxation foncière et à la tarification. Ils peuvent également utiliser leurs surplus accumulés. Si, en raison de circonstances exceptionnelles, ils déclarent, pour une année donnée, un excédent des dépenses sur les revenus, ils doivent prendre des mesures correctives dès l'année suivante.

Ces mesures peuvent consister à imposer une taxe spéciale pour couvrir cet excédent de dépenses ou à préparer un budget supplémentaire pour combler un déficit anticipé ou encore à porter ce déficit au budget de l'exercice financier suivant, sauf si le conseil prévoit que, lors de cet exercice, il consolidera le déficit par un règlement d'emprunt. Ces dispositions de la loi montrent à quel point il est important pour la Ville d'équilibrer son budget sur une base annuelle.

Compte tenu de la rareté des ressources et des besoins qui sont quasi illimités, il importe que la Ville se donne un cadre et des pratiques de gestion afin d'éviter de se trouver dans une situation où elle ne pourrait respecter l'exigence de la *Loi sur les cités et villes* en ce qui a trait à l'équilibre budgétaire.

### Objet de la politique

L'objet de la politique de l'équilibre budgétaire est de faire en sorte que la Ville respecte ses obligations légales d'équilibre en déterminant à la fois les mécanismes d'encadrement et les outils qui sont nécessaires au maintien de cet équilibre, et ce, sur une base annuelle et pluriannuelle.

### Objectifs

Par la politique de l'équilibre budgétaire, la Ville de Montréal poursuit les objectifs suivants :

- assurer une gestion responsable de ses ressources financières;
- gérer de telle sorte que la situation budgétaire de l'ensemble de la Ville soit saine en tout temps;
- optimiser l'affectation des fonds de la Ville;
- définir un cadre informationnel utile à la prise de décision budgétaire;
- veiller au suivi des budgets de la Ville.

### Pratiques de gestion

La politique prévoit des pratiques de gestion, regroupées sous les trois énoncés généraux suivants :

- l'équilibre budgétaire annuel;
- l'équilibre budgétaire à moyen et long terme;
- le suivi budgétaire.

## La politique de gestion des excédents de fonctionnement (surplus affectés et non affectés)

Une gestion financière prudente implique que la Ville doit prévoir des réserves suffisantes pour faire face aux situations exceptionnelles ou imprévues.

C'est pour cette raison que la Ville de Montréal prévoit à même son budget annuel un montant suffisant pour couvrir les dépenses non prévues, le règlement des réclamations et le paiement des condamnations judiciaires.

Également, au cours des dernières années, le conseil municipal et le conseil d'agglomération ont autorisé la création de réserves financières, notamment les réserves financières de l'eau, de la voirie, des immobilisations et celle des dépenses liées à la tenue des élections. Ces réserves ont été créées en vertu de règlements spécifiques et de dispositions propres à chacune.

### Objet de la politique

L'objet de la présente politique est de définir les mécanismes de constitution et d'utilisation des excédents de fonctionnement (surplus affectés et non affectés).

### Objectifs

Par cette politique, la Ville de Montréal entend poursuivre les objectifs suivants :

- gérer adéquatement les finances de la Ville, en ayant les marges de manœuvre nécessaires pour résoudre des situations exceptionnelles ou imprévues;
- assurer la stabilité financière de la Ville en lissant certaines catégories de dépenses non tributaires des décisions des autorités municipales;
- éviter de réduire abruptement la dotation des services aux citoyennes et citoyens;
- financer des dépenses ou des événements non récurrents;
- définir des mécanismes de constitution, de dotation et d'utilisation des surplus affectés;
- veiller à ce que les surplus affectés et non affectés soient utilisés d'une façon adéquate.

### Pratiques de gestion

La politique prévoit des pratiques de gestion, regroupées sous les deux énoncés généraux suivants :

- l'identification et la constitution des surplus affectés et non affectés;
- l'utilisation des surplus affectés et non affectés.

## La politique des sources de revenus

Parmi les lois qui régissent la Ville de Montréal, la *Loi sur la fiscalité municipale, la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* et la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* prévoient les principales sources de fonds que la Ville peut utiliser pour financer les services municipaux.

La Ville de Montréal et les arrondissements doivent faire des choix adéquats pour financer leurs activités. Afin de prendre des décisions éclairées en la matière, ils doivent avoir une très bonne connaissance de leurs sources de revenus. Cette information leur permettra de prendre des décisions qui respectent les principes de bonne gestion des fonds publics.

### Objet de la politique

L'objet de la présente politique est de définir les principes devant guider la Ville dans ses décisions touchant le financement de ses services et de ses activités.

### Objectifs

Par sa politique des sources de revenus, la Ville de Montréal entend poursuivre les objectifs suivants :

- faire des choix de financement qui lui assurent une situation budgétaire saine en tout temps;
- optimiser les choix de financement des services publics pour assurer une prestation stable de ces services;
- voir à ce qu'une information claire et précise soit disponible au moment de faire les choix de financement.

### Pratiques de gestion

La politique prévoit des pratiques de gestion, regroupées sous les cinq énoncés généraux suivants :

- le financement des services publics;
- la diversification des revenus;
- les frais d'utilisation des services;
- les revenus difficiles à prévoir;
- les revenus ponctuels.

## La politique des équipements et des infrastructures

Une planification rigoureuse en matière d'équipements et d'infrastructures aide l'ensemble de la Ville à déterminer ses besoins financiers, tant immédiats que futurs, en vue de maintenir son actif immobilier en bon état ou d'en remplacer certains éléments au moment opportun pour ainsi préserver la qualité des services aux citoyennes et citoyens.

### Objet de la politique

L'objet de la présente politique est de déterminer les activités de planification nécessaires pour maintenir les équipements et les infrastructures de la Ville de Montréal en bon état de fonctionnement et les remplacer au moment opportun.

### Objectifs

Par cette politique, la Ville de Montréal poursuit les objectifs suivants :

- se donner un programme décennal d'immobilisations de qualité qui propose une planification sur 10 ans, c'est-à-dire qui s'appuie sur des analyses bien documentées;
- gérer de façon économique les équipements et les infrastructures;
- faire l'inventaire des équipements et des infrastructures dans le but de connaître l'envergure, la qualité et l'état de son actif immobilier;
- connaître les facteurs qui peuvent détériorer les divers éléments de l'actif immobilier;
- s'assurer que sa situation budgétaire ne sera pas déstabilisée par des dépenses non planifiées.

### Pratiques de gestion

La politique prévoit des pratiques de gestion, regroupées sous les trois énoncés généraux suivants :

- la Ville de Montréal doit avoir une information stratégique sur son actif immobilier;
- la Ville de Montréal doit analyser les éléments de l'actif immobilier dans le but de les maintenir en bonne condition;
- la Ville de Montréal doit élaborer une stratégie d'allocation des ressources.

## La politique de gestion de la dette

La gestion de la dette implique à la fois que l'endettement soit raisonnable, qu'il soit à la mesure de la capacité de payer des contribuables et qu'il permette d'offrir des services de qualité aux citoyennes et citoyens.

Les dépenses financées par l'endettement à long terme doivent faire l'objet d'une attention particulière, puisque l'on se trouve à emprunter sur la fiscalité future. Il est donc évident que l'emprunt doit être utilisé de façon responsable et surtout circonspecte.

### Objet de la politique

L'objet de la politique de gestion de la dette est de constituer un guide qui encadrera les décisions relatives à l'endettement dans le but de maintenir une situation financière saine qui non seulement ne dépasse pas la capacité de payer de la Ville, mais qui protège également sa capacité d'emprunt dans l'avenir.

### Objectifs

Par la politique de gestion de la dette, la Ville de Montréal entend poursuivre les objectifs suivants :

- gérer de façon responsable et prudente la dette de la Ville, ce qui implique de se donner un cadre formel balisant le recours à l'endettement;
- se donner des pratiques qui permettent de corriger la situation d'endettement élevé de la Ville;
- s'assurer un accès aux marchés des capitaux qui est stable et, surtout, à un coût avantageux;
- s'assurer d'une amélioration de la situation financière et ainsi maintenir la cote de crédit de la Ville ou encore l'améliorer, si possible.

### Pratiques de gestion

La politique prévoit des pratiques de gestion, regroupées sous les cinq énoncés généraux suivants :

- la Ville doit se donner une stratégie de financement des dépenses en immobilisations;
- la Ville doit gérer sa dette avec prudence;
- la Ville doit régler le déficit actuariel initial des régimes de retraite de l'ancienne Ville de Montréal;
- la Ville doit administrer sa dette de façon responsable;
- la Ville doit réduire au minimum ses risques financiers.

## La politique de gestion des dépenses

Le conseil municipal, le conseil d'agglomération, les conseils d'arrondissement et le comité exécutif de Montréal, à titre d'administrateurs de fonds publics, ainsi que l'ensemble des gestionnaires de la Ville doivent accorder une place prépondérante à la saine gestion financière des affaires de la Ville. Cette préoccupation doit être particulièrement présente en regard de la gestion des dépenses.

### Objet de la politique

L'objet de cette politique est de définir les principes qui doivent guider les gestionnaires de la Ville dans leurs décisions touchant les dépenses relatives au personnel et à l'acquisition de biens et services.

### Objectifs

Par la politique de gestion des dépenses, la Ville entend poursuivre les objectifs suivants :

- assurer le respect des principes d'une saine gestion;
- veiller à ce que les valeurs de transparence et d'équité soient respectées;
- garantir une gestion décentralisée des dépenses.

### Pratiques de gestion

La politique prévoit des pratiques de gestion, regroupées sous les deux énoncés généraux suivants :

- la Ville doit gérer avec rigueur les dépenses de personnel, et ce, en tenant compte des facteurs humains;
- les dépenses qui résultent des transactions que la Ville réalise dans divers marchés doivent être effectuées et gérées avec un souci constant d'efficacité, d'efficience et d'économie.

## La politique de capitalisation et d’amortissement des dépenses en immobilisations

### Objectif de la politique

Cette politique a pour objectif d’établir des critères complémentaires de comptabilisation des immobilisations corporelles à ceux mentionnés dans le manuel de comptabilité de Comptables professionnels agréés Canada pour le secteur public. L’établissement de ces critères permet ainsi la comptabilisation des acquisitions, des ajouts et des dispositions des immobilisations corporelles ainsi que de leur période d’amortissement respective. Toute ambiguïté quant à l’application de la présente politique sera interprétée par le Service des finances, en collaboration avec le service concerné.

### Portée de la politique

Cette politique comprend les principes généraux, les modalités d’application et, en annexe, la grille de la politique d’amortissement des immobilisations corporelles par catégories d’actifs ainsi que les directives portant sur les fouilles archéologiques, les frais de décontamination, les modifications aux immeubles liées à l’accessibilité des personnes handicapées, le système intégré de gestion, le programme de réfection routière (PRR), la radiation des immobilisations corporelles, les immobilisations corporelles louées, les obligations liées à la mise hors service des immobilisations ainsi que le développement informatique d’une solution infonuagique.

# Annexe 9 – Fonds de l'eau

Le Fonds de l'eau est un outil comptable qui permet de regrouper l'information financière relative à l'eau et de faire le suivi des réserves financières.

Le tableau suivant présente l'état prévisionnel des revenus et des dépenses liés à la gestion de l'eau pour l'exercice 2026. Il comporte deux volets distincts, soit le budget du conseil municipal et celui du conseil d'agglomération.

Les revenus totaux du Fonds de l'eau en 2026, en hausse de 7,7 % par rapport à l'exercice budgétaire de 2025, s'élèvent à 629,5 M$. Le total des dépenses, du financement et des quotes-parts du Fonds de l'eau s'élève à 574,3 M$. Les dépenses du Fonds de l'eau sont présentées de manière à comprendre l'ensemble des champs d'activités de la gestion de l'eau. Le budget du conseil municipal inclut un montant de 299,1 M$ pour assurer le financement des quotes-parts liées aux activités d'agglomération.

Le budget 2026 marque le déploiement de la Stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034. Celle-ci repose sur trois grands chantiers : la qualité de l'eau, la fiabilité des équipements ainsi que l'adaptation et la résilience. Dans la perspective d'atteindre les résultats visés par cette stratégie, l'Administration a décidé d'augmenter le financement de l'eau de 38 M$ en 2026, soit 23 M$ pour le budget de fonctionnement et 15 M$ de paiement au comptant des investissements dans les infrastructures de l'eau.

Un montant de 642,2 M$ a été inscrit pour les acquisitions d'immobilisations en 2026. Ces acquisitions seront financées, entre autres, par des programmes de subvention de 164,3 M$ et des paiements au comptant de 109,3 M$. Ainsi, les emprunts à la charge de la population se limiteront à 368,5 M$.

Au budget 2026, le Fonds de l'eau a exceptionnellement des surplus affectés en provenance du Fonds général pour la gestion de la dette (16,3 M$) et l'urgence climatique (0,9 M$). À la fin de l'exercice financier 2026, un rapprochement des dépenses réelles et des surplus affectés sera effectué et l'excédent non utilisé sera retourné dans les surplus affectés respectifs.

Le PDI 2026-2035 relatif à l'eau, dont le détail est présenté à la section *PDI 2026-2035* du volume budgétaire, s'élève à 7 363,3 M$. Pour l'année 2026, les principaux programmes prévus sont : les réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts (184 M$), le réseau primaire d'aqueduc (58,5 M$), le plan directeur de drainage (51,2 M$), la station d'épuration (49,4 M$), les usines de traitement d'eau potable (38,1 M$) et le réseau primaire d'égouts (26,1 M$). Les principaux projets prévus au budget 2026 sont : la désinfection de l'effluent (169,1 M$) et la modernisation du réservoir McTavish (20,4 M$).

## Tableau 211 – État prévisionnel des revenus et des dépenses reliés à la gestion de l'eau

| (en milliers de dollars) | Budget du conseil municipal | Budget du conseil d'agglomération | Transactions interentités à éliminer | Budget global 2026 |
|---|---|---|---|---|
| **Revenus** | | | | |
| Quotes-parts – Service de l'eau | | 221 863,0 | (181 141,7) | 40 721,3 |
| Quotes-parts – Alimentation en eau potable | | 121 697,9 | (102 717,6) | 18 980,3 |
| Quotes-parts – Financement des investissements TECQ | | 20 035,2 | (10 139,0) | 9 896,2 |
| Quotes-parts – Financement des investissements FCCQ | | 8 120,1 | (4 268,2) | 3 851,9 |
| Quotes-parts – Tarifaire (compteurs d'eau) | | 875,7 | (839,3) | 36,4 |
| Taxation relative à l'eau | 527 983,5 | | | 527 983,5 |
| Tarification au compteur | 11 093,1 | | | 11 093,1 |
| Tarification des eaux usées | | 9 577,1 | | 9 577,1 |
| Tarification pour la vente d'eau potable à Charlemagne | | 338,9 | | 338,9 |
| Revenus pour activités déléguées d'agglomération | 351,8 | | (351,8) | - |
| Transferts | 3 100,0 | | | 3 100,0 |
| Autres revenus | 1 226,4 | 2 670,4 | | 3 896,8 |
| | **543 754,8** | **385 178,3** | **(299 457,6)** | **629 475,5** |
| **Dépenses** | | | | |
| Direction – Service de l'eau | 480,4 | 3 809,4 | | 4 289,8 |
| Direction de l'eau potable | - | 70 574,5 | | 70 574,5 |
| Direction de l'épuration des eaux usées | - | 81 497,0 | | 81 497,0 |
| Direction des réseaux d'eau | 11 302,3 | 22 573,9 | | 33 876,2 |
| Direction de la gestion des actifs | 20 601,6 | 14 535,6 | (351,8) | 34 785,4 |
| Direction des projets majeurs | - | 1 264,9 | | 1 264,9 |
| Direction des stratégies et de la performance | 2 040,3 | 3 961,9 | | 6 002,2 |
| Dotation des arrondissements pour l'entretien des réseaux | 79 615,1 | | | 79 615,1 |
| Autres unités (s.profess. et tech., laboratoire, géomatique, etc.) | 16 333,5 | 18 925,9 | | 35 259,4 |
| Frais généraux d'administration | 18 983,2 | 31 594,3 | | 50 577,5 |
| Frais de financement | 20 283,0 | 41 205,4 | | 61 488,4 |
| **Total – Dépenses** | **169 639,4** | **289 942,8** | **(351,8)** | **459 230,4** |
| **Financement** | | | | |
| Remboursement de la dette à long terme | 37 126,3 | 77 993,0 | - | 115 119,3 |
| **Total – Financement** | **37 126,3** | **77 993,0** | **-** | **115 119,3** |
| Quotes-parts pour le financement des activités de l'agglomération | 299 105,8 | - | (299 105,8) | - |
| **Total – Dépenses, financement et quotes-parts** | **505 871,5** | **367 935,8** | **(299 457,6)** | **574 349,7** |
| **Excédent (déficit) avant affectations** | **37 883,3** | **17 242,5** | **-** | **55 125,8** |
| **Affectations** | | | | |
| Réserves financières - EAU | | | | |
| - Quote-part tarifaire pour les compteurs | 245,4 | (340,6) | - | (95,2) |
| - Stratégie d'accroissement de paiement au comptant - Eau | (42 100,0) | | - | (42 100,0) |
| - Paiement au comptant - Stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034 | (10 255,0) | (4 745,0) | | (15 000,0) |
| - Autres affectations à la réserve | (3 557,4) | (12 883,5) | - | (16 440,9) |
| - Autres affectations de la réserve | 655,4 | 726,6 | | 1 382,0 |
| Surplus affectés - AUTRES | | | | |
| - Gestion de la dette | 16 260,4 | | | 16 260,4 |
| - Urgence climatique | 867,9 | | | 867,9 |
| **Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales** | **0,0** | **0,0** | **-** | **0,0** |

## Tableau 212 – Acquisitions d'immobilisations prévues et sources de financement

| (en milliers de dollars) | Budget du conseil municipal | Budget du conseil d'agglomération | Transactions interentités à éliminer | Budget global 2026 |
|---|---|---|---|---|
| **Acquisitions d'immobilisations** | | | | |
| Direction de la gestion des actifs | 184 701,0 | 51 240,0 | | 235 941,0 |
| Direction de l'eau potable | | 46 475,0 | | 46 475,0 |
| Direction des réseaux d'eau | | 102 911,0 | | 102 911,0 |
| Direction de l'épuration des eaux usées | | 48 440,0 | | 48 440,0 |
| Direction des projets majeurs | | 193 405,0 | | 193 405,0 |
| Stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034 | 10 255,0 | 4 745,0 | | 15 000,0 |
| **Total des acquisitions d'immobilisations** | **194 956,0** | **447 216,0** | **-** | **642 172,0** |
| | | | | |
| **Sources de financement** | | | | |
| Transferts (subventions) | 84 543,0 | 79 755,0 | | 164 298,0 |
| Affectations - Réserves financières | 13 166,0 | 96 175,0 | | 109 341,0 |
| Emprunt à la charge des contribuables | 97 247,0 | 271 286,0 | | 368 533,0 |
| **Total des sources de financement** | **194 956,0** | **447 216,0** | **-** | **642 172,0** |

# Annexe 10 – Modélisation des émissions de GES

En croisant les données d'inventaire, les projections démographiques et économiques, ainsi que les politiques en vigueur ou en développement, la modélisation offre une projection de l'évolution des émissions de GES jusqu'en 2050. L'ensemble des calculs ont été réalisés par le Bureau de la transition écologique et de la résilience, accompagné par une firme spécialisée dans la modélisation climatique.

Développé par la firme Sustainability Solutions Group, le modèle utilisé est un modèle intégré et géographiquement désagrégé spécialisé dans l'énergie, les émissions et les finances. Ce modèle permet une comptabilité de bas en haut pour l'offre et la demande en énergie ainsi que pour les stocks de technologies consommatrices d'énergie (véhicules, systèmes de chauffage, logements et bâtiments) et tous les flux d'énergie intermédiaires (comme l'électricité et la chaleur). L'énergie et les émissions de GES sont déduites d'une série de modèles interconnectés de stocks et de flux.

- Le modèle utilise 94 zones géographiques, formées à partir des secteurs municipaux de l'enquête Origine-Destination 2018 et situées à l'intérieur des limites de l'agglomération de Montréal, et permet de répartir spatialement la consommation d'énergie et les émissions de GES ;
- Le modèle est calibré à partir de l'année de base de l'inventaire le plus récent (2023) et couvre les années jusqu'en 2050. Chacune des années s'étendant de 2024 à 2050 est simulée en fonction des variables du modèle (calibrées en fonction des données observées de l'année de base) et des modifications apportées à ces variables (tableau 1), ce qui a permis de créer le scénario des mesures actuelles et planifiées ainsi que le scénario des mesures supplémentaires à l'étude ;
- L'inventaire de GES, estimé par le modèle pour chaque année, englobe les émissions de GES de la portée 1 (provenant de sources situées à l'intérieur de la limite municipale) et 2 (résultant de l'utilisation d'électricité, de chaleur, de vapeur et/ou de refroidissement) du Protocole mondial pour les inventaires d'émissions de GES à l'échelle communautaire (GPC)[1] ainsi qu'une part des autres émissions de GES qui ont lieu à l'extérieur de la limite municipale en conséquence des activités se déroulant à l'intérieur de cette limite.

**Tableau 213 – Hypothèses et paramètres selon les scénarios modélisés**

| Catégorie | Mesures actuelles et planifiées | Mesures supplémentaires à l'étude |
|---|---|---|
| **Population** | Croissance de la population suit la tendance des 15 dernières années (2041 = 2 337 014) | |
| **Distribution géographique des nouveaux bâtiments** | Les nouveaux bâtiments sont construits selon la distribution géographique des permis de construction des cinq dernières années | 100 % de la croissance démographique se fait dans les quartiers centraux ou les corridors de transport structurants |
| **Comportement de mobilité** | Les déplacements des résidents de la région métropolitaine de Montréal sont répartis spatialement en fonction de l'enquête métropolitaine 2023 Perspectives mobilité (auparavant nommée enquête Origine-Destination) | |

[1] https://ghgprotocol.org/ghg-protocol-cities

| | |
|---|---|
| **Demande énergétique des bâtiments** | La croissance en nombre et en superficie des bâtiments est fondée sur la demande associée à ces bâtiments. Cette demande est générée par l'accroissement anticipé de la population et de l'emploi dans chacune des zones modélisées.<br>L'augmentation de la superficie des bâtiments entraîne une hausse de la consommation d'énergie et des émissions de GES en fonction du type de nouveaux bâtiments et de leur profil de consommation d'énergie. |
| **Performance énergétique des nouveaux bâtiments** | Atteinte du palier de performance énergétique de niveau 4 du Code national du Bâtiment (CNB) 2020 d'ici 2032 (40 % d'amélioration de la performance énergétique) et de niveau 5 d'ici 2047 (70 % d'amélioration de la performance énergétique)<br>• 100 % de thermopompes dans les nouveaux bâtiments résidentiels |
| **Bâtiments résidentiels existants et nouveaux** | 1,5 % des bâtiments sont rénovés annuellement entre 2023 et 2050, ce qui représente la tendance observée des 5 dernières années grâce aux programmes de subventions existants<br>• 10 % d'économie thermale par bâtiment rénové et 50 % d'entre eux installent des thermopompes<br>• 15 % de GNR dans le mix résidentiel d'ici 2040, tel que la réglementation l'oblige |
| **Bâtiments commerciaux et institutionnels existants et nouveaux** | Les programmes actuels, tels que Écoperformance, réduisent la demande énergétique des bâtiments existants entre 2023 et 2050 selon la tendance observée entre 2018 et 2023 :<br>• 0,4 % des bâtiments sont rénovés chaque année<br>• 10 % d'économie thermale par bâtiment rénové et réduction de 25 % du gaz naturel pour répondre aux besoins en chauffage et climatisation<br><br>La part des bâtiments utilisant des thermopompes pour répondre à leurs besoins en chauffage et climatisation suit les scénarios de carboneutralité du rapport Avenir énergétique 2023 :<br>• 13 % en 2030<br>• 30 % en 2040<br>• 50 % en 2050 |
| **Bâtiments commerciaux et résidentiels existants** (Règlement 21-042) | Pour les grands bâtiments commerciaux soumis au système de cotation, divulgation et performance :<br>• gain d'efficacité énergétique de 1,5 % à partir de 2026 est attribuée aux effets de la **divulgation**, selon les résultats observés dans d'autres villes en Amérique du Nord<br>• 80 % des besoins en chauffage des bâtiments visés par la réglementation sont satisfaits par des technologies décarbonées d'ici 2040 grâce aux effets du système de **performance** |
| **Bâtiments industriels existants** | Les programmes de subvention réduisent la demande énergétique des bâtiments existants selon la tendance observée :<br>• 0,1 % de bâtiments industriels existants sont soumis à des rétrofits chaque année<br>Gains d'efficacité énergétique de 0,15 % par année découlant des mesures du scénario de référence du gouvernement du Canada ajustée aux industries présentes sur le territoire montréalais |

| | | |
|---|---|---|
| **Bâtiments municipaux existants** | Paramètres constants entre 2023 et 2050 | 100 % des bâtiments sont décarbonés d'ici 2030. Les bâtiments rénovés subissent une amélioration de la performance énergétique de 40 % et une économie de l'énergie thermale de 24 % |
| **Transport en commun** | Mise en service du SRB PIE-IX en 2023, du REM de l'ouest en 2024 et du REM de l'est en 2032. Prolongement de la ligne bleue du métro en 2031 et électrification progressive des autobus de la STM jusqu'en 2040<br>• 22 % des nouveaux utilisateurs étaient des automobilistes | Aucune mesure additionnelle considérée |
| **Transport actif** | 2 347 kilomètres de pistes cyclables en 2050 conformément aux plans établis par la Vision Vélo et aux objectifs du Plan d'urbanisme<br>• Les nouveaux cyclistes délaissent 40 % de leurs déplacements motorisés | Aucune mesure additionnelle |
| **Taux de motorisation** | Le taux de motorisation augmente de 0,5 % par année suivant la tendance historique | Aucune mesure additionnelle considérée |
| **Véhicules personnels** | Norme VZE : 90 % des nouveaux véhicules légers seront électriques ou hybrides à partir de 2035<br><br>80 % des nouveaux véhicules personnels sont des camions légers de 2022 à 2050<br><br>Au centre-ville et dans le Vieux-Montréal : 100 % des déplacements en véhicules zéro émission et 10 % de réduction des déplacements en véhicules<br><br>Augmentation annuelle des tarifs de la taxe sur les parcs de stationnement :<br>• Zones A, B, C : 3,4 %<br>• Zone D : 10 % | La stratégie d'écofiscalité génère une réduction croissante des déplacements entre 2024 et 2050.<br>• En moyenne, la baisse est de près de 13 %.<br>• En 2050, la baisse des déplacements est d'environ 16,5 %. |
| **Efficacité énergétique des véhicules légers** | L'efficacité énergétique des véhicules à combustion interne s'améliore selon les normes CAFE (119 g éq. $CO_2$/km en 2025). Les véhicules électriques sont jusqu'à 30 % plus efficaces en 2040, alors que les camions légers sont 10 % plus efficaces. | |
| **Autopartage** | Augmentation des abonnées de services d'autopartage de 10 % par an | |

| | | |
|---|---|---|
| **Véhicules municipaux** | **La courbe d'électrification des véhicules municipaux suit celle des véhicules personnels (selon la norme des véhicules zéro émission).** | **100 % des véhicules municipaux seront électriques d'ici 2035 et 25 % de réduction des déplacements** |
| **Transport routier de marchandises** | Paramètres constants entre 2023 et 2050 | Augmentation des livraisons de marchandises par véhicules zéro émission (VZE) de 10 % entre 2023 et 2030 |
| **Verdissement** | 500 000 arbres plantés d'ici 2030 (action 20), avec 1 t éq. $CO_2$ séquestrée par arbre au cours de sa vie entre 2023 et 2050 | |
| **Incinérateurs** | Les incinérateurs seront remplacés d'ici 2035. L'impact sur les émissions de GES est basé sur le scénario 3 d'une étude de l'UQAC | |
| **Matières résiduelles** | D'ici 2050, réduction de 25 % de la production de déchets par personne et augmentation de 50 % du taux de recyclage. | |
| **Hydrofluorocarbure (HFC)** | Réduction graduelle afin d'arriver à une réduction de 85 % d'ici 2036, tel que dicté par règlement[1]. | |

**Énergie des bâtiments**

La consommation d'énergie des bâtiments est étroitement liée à la désignation de l'utilisation du sol qu'il reçoit, tributaire de l'emplacement, de l'archétype et de la date de construction des bâtiments.

**Transport**

Le sous-modèle de transport de passagères et passagers réagit aux modifications concernant l'utilisation du sol, l'infrastructure de transit, la technologie des véhicules, les comportements de déplacement et d'autres facteurs. La consommation d'énergie et les émissions associées aux véhicules personnels sont calculées par les véhicules-kilomètres parcourus du parc de véhicules personnels et les caractéristiques de type, de carburant et d'efficacité de ces véhicules.

[1] Ministère de la Justice du Canada. (2020). Règlement sur les substances appauvrissant la couche d'ozone et les halocarbures de remplacement. Récupéré de : https://laws-lois.justice.gc.ca/PDF/SOR-2016-137.pdf

## Exemples d'améliorations méthodologiques potentielles

### Longueur des voies disponibles pour les déplacements en voiture

La longueur totale des voies disponibles pour la circulation des véhicules au sein de la ville est une variable significative influençant le nombre total de déplacements en voiture. Cependant, elle n'a pas été intégrée dans la modélisation en raison de contraintes de temps et de données. Il serait pertinent d'inclure une variable physique dans le modèle représentant la longueur des routes et des voies de circulation, et de déterminer une élasticité qui la lierait à un effet potentiel de réduction des déplacements en voiture en fonction de la longueur totale dans une zone donnée.

### Transport de marchandises

Les réductions d'émissions liées au transport de marchandises sont directement établies par des cibles d'électrification pour les véhicules de ce sous-secteur dans le modèle. Il serait judicieux d'approfondir le modèle afin de fonder les réductions d'émissions dans ce secteur sur des mesures que la Ville peut maîtriser de manière plus directe, comme la mise en place de mesures d'écofiscalité, la mise en place de centres de distribution exigeant des livraisons de dernier kilomètre sans émissions ou une prise en charge par les clients.

# Annexe 11 – Calcul du budget carbone de la collectivité montréalaise

Limiter le réchauffement climatique planétaire à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels est essentiel pour réduire les impacts négatifs des changements climatiques. Montréal a d'ailleurs réaffirmé cet engagement lors du Sommet Action Climat des Nations unies en 2019 et par les objectifs d'atténuation climatique inscrits dans son Plan Climat 2020-2030 pour la collectivité montréalaise.

Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), dépasser ce seuil accentuerait les pressions sur les systèmes sociaux, environnementaux et économiques, notamment dans les villes, déjà vulnérables face à l'intensification des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les vagues de chaleur, les inondations et les sécheresses.

Le rapport spécial du GIEC sur le réchauffement climatique de 1,5 °C, publié en 2019, souligne que pour avoir une chance de respecter cet objectif, les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) doivent rester sous un seuil critique d'ici 2050. Le concept de « budget carbone restant[1] » est utilisé par le GIEC pour estimer la **quantité maximale de GES que l'humanité peut émettre tout en ayant une probabilité raisonnable de limiter le réchauffement**. Bien que ces estimations soient soumises à des incertitudes, le budget carbone mondial[2] entre 2018 et 2050 devrait être de :

- 420 Gt éq. $CO_2$ pour une probabilité de 66 % de ne pas dépasser 1,5 °C ;
- 580 Gt éq. $CO_2$ pour une probabilité de 50 % de ne pas dépasser 1,5 °C.

Si ces estimations fournissent un cadre de référence, de nombreuses villes se sont approprié le concept de budget carbone restant pour évaluer leurs contributions à la lutte contre les changements climatiques. Afin d'intégrer cette approche dans sa planification climatique et respecter son engagement dans le Plan climat 2020-2030 (action 44), l'agglomération de Montréal doit estimer un budget carbone restant pour les émissions de la collectivité montréalaise.

Établir un budget carbone restant à l'échelle locale implique toutefois des choix méthodologiques complexes, en raison des incertitudes liées à la répartition du budget mondial entre les villes à travers les pays. L'estimation du budget carbone restant pour Montréal repose donc sur plusieurs hypothèses scientifiques. Considérant que :

- la part de ce budget alloué au Canada correspond à 1,1 % du total mondial[3], soit une limite d'émissions nationales comprise entre 4,6 et 6,4 Gt éq. $CO_2$ pour la période 2018-2050 ;
- la part du budget carbone canadien attribuée à la collectivité montréalaise est estimée à 3,5 %[4].

**Cela signifie que la collectivité montréalaise devrait limiter ses émissions à un niveau compris entre 161 700 et 227 500 kt éq. $CO_2$ sur la même période.**

Dans ce cadre, le budget carbone restant pour la collectivité montréalaise fixe une limite maximale d'émissions pour la période allant de 2018 à 2050. Il repose sur des plafonds annuels de GES, qui

---

1 GIEC. (2019). Réchauffement planétaire de 1,5 °C : Résumé à l'intention des décideurs. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Disponible sur https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/SR15_Summary_Volume_french.pdf

2 Idem, p. 12.

3 Raupach, M. R., Davis, S. J., Peters, G. P., Andrew, R. M., Canadell, J. G., Ciais, P., Friedlingstein, P., Jotzo, F., van Vuuren, D. P., & Le Quéré, C. (2014). Sharing a quota on cumulative carbon emissions. In Nature Climate Change, 4(10), 873–879. https://doi.org/10.1038/nclimate2384.

4 Matthews. D. (2019). Montréal's emissions targets for 1.5°C and 2°C global warming. Disponible sur https://ocpm.qc.ca/sites/defaul/files/pdf/P80/7.2.19_damon_matthews.pdf.

deviennent progressivement plus contraignants afin de respecter l'objectif de réduction de 55 % des émissions d'ici 2030 par rapport à 1990, et d'atteindre la carboneutralité en 2050.

Pour établir ces plafonds annuels, le budget carbone a été conçu en adoptant les principes du C40[5] et du *Science-Based Targets Network*[6] concernant les trajectoires des villes vers la carboneutralité. Ces principes établissent que les villes prennent en considération des facteurs d'équité, de responsabilisation dans la contribution aux changements climatiques, ainsi que leur capacité à contribuer aux efforts mondiaux d'atténuation.

Basé sur ces principes, le budget carbone restant de la collectivité montréalaise adopte une trajectoire en forme de « S » inversé avec un déclin progressif[7] des émissions vers l'objectif de carboneutralité en 2050. Dans cette approche, les réductions d'émissions démarrent de façon modérée et s'accélèrent à partir de 2025, ce qui représente le début de la période prévue où la plupart des actions du Plan climat 2020-2030 contribueront à une réduction des émissions de GES de la collectivité montréalaise.

Ainsi, les plafonds annuels du budget carbone de la collectivité montréalaise permettent une réduction plus progressive des émissions entre 2018 et 2025. Après 2025, ces réductions s'accélèrent pour atteindre un rythme plus soutenu jusqu'en 2050.

En fonction de cette trajectoire et afin de respecter les principes mentionnés, **le budget carbone restant de la collectivité montréalaise est établi à 184 714 kt éq. $CO_2$ entre 2018 et 2050**, respectant les limites supérieures et inférieures préalablement établies.

[5] C40 (2016). Deadline 2020 : How cities will get the job done. Disponible sur : https://www.c40.org/wp-content/uploads/2021/07/Deadline_2020.pdf

[6] Science Based Targets Network (2020). Science-based targets for cities: A guide. Disponible sur : https://sciencebasedtargetsnetwork.org/wp-content/uploads/2020/11/SBTs-for-cities-guide-nov-2020.pdf

[7] Dans la méthodologie formulée par le C40 pour déterminer les efforts requis par les villes, Montréal est classée comme une ville à PIB par habitant élevé et à faibles émissions de GES par habitant. La trajectoire recommandée vers la carboneutralité se caractérise par une diminution progressive des émissions. Dans le langage adopté par le C40, la typologie assignée à Montréal est celle de « steady decline » (C40, 2016, p. 104).

# Annexe 12 – Description et méthodologie du Test climat

Dans le cadre de la préparation du budget 2026, la version 2.0 du Test Climat a été déployée auprès des unités d'affaires pour permettre d'intégrer systématiquement l'impact climatique au sein du processus budgétaire. À l'aide de questions adaptées au langage des unités d'affaires concernées et simples à répondre, il permet d'évaluer la cohérence des projets, programmes et décisions avec les engagements climatiques de la Ville.

## Contexte et objectifs

Le Test Climat 2.0, développé par le BTER et accompagné par un consultant externe, est un outil web interactif qui automatise l'accompagnement des responsables de projets/programmes. L'outil est conçu pour être intuitif et autonome, intégrant directement les explications, exemples et ressources nécessaires à la compréhension des questions.

Il évalue la cohérence des caractéristiques des projets, programmes et décisions municipales avec les engagements climatiques du Plan Climat 2020–2030, notamment :

- Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise d'ici 2030 par rapport à 1990 et atteinte de la carboneutralité en 2050
- Atteinte de la carboneutralité des activités municipales d'ici 2040
- Diminution des vulnérabilités aux aléas climatiques sur le territoire

L'outil permet une analyse systématique et standardisée des impacts potentiels des actions municipales sur les grands enjeux de la transition écologique, en automatisant le processus auparavant réalisé manuellement par le BTER.

## Fonctionnalités principales de l'outil

### *Interface*

Deux interfaces sont développées :

- **Utilisateur :** accès au formulaire dynamique, visualisation des résultats, sauvegarde et modification des tests en cours, consultation des tests terminés.
- **Administrateur :** gestion des questions, des réponses proposées, des pointages, et extraction des données pour analyse.

### *Questionnaire et impacts dynamiques*

Une fois le test démarré, le formulaire s'adapte aux réponses de l'utilisateur en temps réel. Chaque question est définie par :

- Domaine d'intervention
- Applicabilité selon le service, le niveau de vulnérabilité, le type de test
- Dépendances logiques (questions parentes)

Les questions ont été regroupées par 3 grands domaines d'intervention :

- Bâtiments
- Infrastructures urbaines
- Activités municipales

Selon le domaine d'intervention et le type de question, un pointage est attribué à la réponse selon 11 catégories d'impact :

**Tableau 214 – Catégories d'impact**

| Adaptation | Atténuation |
|---|---|
| Vagues de chaleur | Mobilité décarbonée |
| Pluies abondantes | |
| Biodiversité renforcée | Bâtiments décarbonés |
| Tempêtes destructrices | |
| Adaptation aux crues | Exemplarité municipale |
| Augmentation des températures moyennes | |
| Adaptation aux sécheresses | Consommation responsable |

***Visualisation des résultats***

À mesure que l'utilisateur répond, un diagramme permet de suivre en continu l'alignement du projet/programme selon 6 des 11 critères d'évaluation. Les critères visibles sont ceux jugés comme prioritaires pour cette année, soient :

1) Mobilité décarbonée
2) Bâtiments décarbonés
3) Exemplarité municipale
4) Vagues de chaleur
5) Pluies abondantes
6) Biodiversité renforcée

Une fois l'ensemble des questions répondues, la mention finale et le diagramme final sont générés automatiquement. Grâce à ce processus dynamique et pédagogique, l'outil offre à l'utilisateur une bonne compréhension des défis à relever pour s'aligner davantage avec le Plan climat et l'occasion de repenser ainsi certains aspects du projet/programme.

## Méthodologie d'évaluation des résultats dans le cadre du PDI 2026-2035

Le Test Climat repose sur une architecture modulaire de questions, chacune pouvant être activée ou désactivée selon les réponses précédentes. Les réponses sont associées à des pointages définis par le BTER, permettant une évaluation quantitative et qualitative.

Pour chaque projet ou programme, plusieurs informations sont utilisées pour calculer la mention globale et les sous-mentions en atténuation et en adaptation :

- Le pourcentage d'investissement en infrastructures naturelles en 2025 et en 2026,
- L'évaluation des projets et programmes de plus de 50 M$ effectués lors du dernier budget,
- L'évaluation des experts du BTER qui ont suivi ou accompagné certains des projets,
- L'analyse des réponses aux questions du Test Climat et commentaires fournis par les unités responsables,
- L'évaluation du Test Climat 2.0 (note globale, note atténuation, note adaptation et notes des 11 catégories d'impact le cas échéant),
- Description du projet ou programme de la fiche PDI.

# Annexe 13 – Glossaire

**Acquisitions d'immobilisations**
Poste qui représente les sommes destinées aux dépenses en immobilisations prévues dans le Programme décennal d'immobilisations.

**Activités municipales**
Système uniformisé de classification des activités municipales qui s'applique à tous les organismes municipaux et qui est défini dans le *Manuel de la présentation de l'information financière municipale*. Les activités sont regroupées sous les thèmes suivants : administration générale; sécurité publique; transport; hygiène du milieu; santé et bien-être; aménagement, urbanisme et développement; loisirs et culture; frais de financement.

**Adaptation aux changements climatiques**
L'adaptation aux changements climatiques est un processus par lequel une communauté et les écosystèmes qui la composent s'ajustent et se préparent aux changements climatiques afin d'en limiter les conséquences négatives et d'en tirer les bénéfices potentiels.

**Affectation**
Poste qui renvoie aux montants provenant des excédents accumulés et des réserves financières ou fonds réservés et qui permet de financer certaines dépenses de fonctionnement de l'exercice courant. Ce poste renvoie également aux montants affectés au renflouement des réserves financières et des fonds réservés ainsi qu'au financement des acquisitions d'immobilisations prévues dans le Programme décennal d'immobilisations.

**Agglomération**
L'agglomération de Montréal est le regroupement de l'ensemble des villes situées sur l'île de Montréal. Elle a été créée le 1er janvier 2006. Elle sert à administrer les services municipaux qui ont été nommés dans la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (2004), comme relevant du regroupement des municipalités plutôt que de chacune individuellement. Les services concernés comprennent la police et la sécurité incendie, l'aqueduc et le traitement des eaux usées, le transport en commun, les grandes voies de circulation, le développement économique et les équipements régionaux.

**Amortissement**
(Comptabilité) Dépense comptabilisée en résultat pour rendre compte du fait que les immobilisations ont une durée de vie limitée et pour répartir, d'une manière logique et systématique, le coût de ces biens sur les périodes au cours desquelles on s'attend à consommer leur potentiel de service. Il ne s'agit pas d'une dépense réelle.

(Finance) Remboursement graduel d'une dette suivant un plan d'amortissement prévoyant l'extinction du capital et le paiement des intérêts s'y rapportant.

**Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)**
L'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle est un outil d'analyse qui guide la prise de décision. Cela permet de mettre en place des programmes plus accessibles, plus sécuritaires et plus inclusifs. Cette analyse peut être appliquée dans la mise en œuvre de tout projet d'intervention.

**Année-personne (a-p.)**
Unité de mesure correspondant au nombre d'employées et employés que l'on convertit en équivalent à temps complet. Pour calculer des années-personnes, on divise le nombre d'heures travaillées par le nombre d'heures normalement contenues dans une année de travail en fonction du groupe d'emplois.

**Arrondissement**
Division territoriale, administrative et politique. La Ville de Montréal est divisée, pour l'exercice de certaines compétences, en 19 arrondissements considérés comme des unités d'affaires.

**Budget climat**
Un budget climat est un système de gouvernance qui intègre les considérations climatiques dans la prise de décisions sur les politiques, les actions et le budget en tenant en compte des objectifs climatiques au sein même du processus budgétaire et financier. De plus, le budget climat permet d'attribuer la responsabilité de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques et des actions.

**Budget carbone**
Un budget carbone[1] consiste à fixer une quantité maximale de gaz à effet de serre (GES) qui peut être émise dans l'atmosphère en fonction de l'atteinte d'une cible relative au réchauffement climatique.

Le budget climat servira à exposer les solutions qui permettront d'atteindre les cibles fixées par le budget carbone de Montréal, soit les plafonds annuels d'émissions de GES. Il intègre les émissions de GES de l'ensemble de la collectivité montréalaise, y compris de la Ville de Montréal elle-même.

**Budget de fonctionnement**
Le budget de fonctionnement assure la gestion des affaires courantes : il permet de couvrir les frais liés aux services offerts à la population, tels que le déneigement, la sécurité publique, les loisirs et l'alimentation en eau potable. La principale source de financement du budget provient des taxes municipales.

**Capital**
Somme empruntée, par opposition aux intérêts qui s'y rapportent.

**Catégorie d'immeubles**
Aux fins de l'imposition de la taxe foncière générale, ensemble d'immeubles auxquels s'applique un taux particulier. L'Administration montréalaise impose les immeubles selon quatre groupes d'immeubles : les immeubles non résidentiels, les terrains vagues, les immeubles de six logements ou plus et, enfin, la catégorie résiduelle.

**Catégorie résiduelle**
Ensemble d'immeubles comprenant principalement les immeubles de cinq logements et moins. Ils sont assujettis au taux de base de la taxe foncière générale. Les terrains vagues sur lesquels la construction est interdite en font également partie.

---

[1] À titre d'exemple, un rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat de 2018 estime que, pour respecter l'objectif de non-dépassement de 1,5 C par rapport à la période préindustrielle, le budget carbone planétaire disponible se situerait entre 420 et 580 milliards de tonnes de CO2 à partir de 2018. Si la mise en œuvre de mesures de réduction des émissions de GES est retardée ou si l'effet de ces mesures est plus faible que nécessaire, une quantité supplémentaire de $CO_2$ sera émise dans l'atmosphère. Cela signifie que des mesures encore plus strictes devront être prises plus tard pour compenser et ainsi respecter le budget carbone.

**Charges fiscales foncières**
Pour un exercice donné, ensemble des revenus fiscaux provenant des taxes foncières imposées par le conseil municipal ou les conseils d'arrondissement. Les charges fiscales sont estimées sur la base des données ajustées du rôle d'évaluation foncière, au 10 septembre 2025.

***Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec***
Loi québécoise qui contient les dispositions ayant trait à la constitution, à l'organisation, aux compétences et aux pouvoirs de cette Municipalité. S'y trouvent notamment les règles régissant l'harmonisation de la fiscalité municipale.

**Contribution des promoteurs**
La contribution des promoteurs représente la participation financière des promoteurs à des projets d'immobilisations.

**Cotisations de l'employeur**
Poste de dépenses formé des avantages sociaux (divers programmes d'assurance, cotisations à un régime de retraite, etc.) et des charges sociales (cotisations à la RRQ, à l'assurance-emploi, à la CNESST, au Fonds des services de santé, etc.) accordés aux employées et employés et aux élues et élus.

**Coûts des régimes de retraite**
Les coûts des régimes de retraite se regroupent en deux grandes catégories :
- les coûts des services courants, qui représentent la part de l'employeur aux services rendus au cours de l'exercice;
- les coûts des services passés ou autres composantes liés aux régimes de retraite qui incorporent les coûts relatifs aux répercussions des modifications de régimes, de l'amortissement des gains et pertes actuariels, de la variation de la provision pour moins-value et de la charge d'intérêts à ces régimes.

**Dépense contingente**
Montant prévu au budget de l'exercice en vue de pourvoir à des dépenses imprévues (éventualités).

**Dépense corporative**
Dépense qui n'est pas précisément attribuable à un service ou à un arrondissement et qui concerne l'ensemble de la Ville.

**Dépense d'investissement**
Dépense comprenant les éléments qui peuvent être achetés, construits, conçus ou mis en valeur. De plus, ces éléments de l'actif doivent répondre aux critères suivants :
- ils sont destinés à être utilisés pour la production de biens, la prestation de services ou le fonctionnement de l'Administration municipale;
- ils ont été acquis, construits, conçus ou mis en valeur en vue d'être utilisés de façon durable;
- ils ne sont pas destinés à être vendus dans le cours normal des activités de l'entité municipale.

**Dépenses par objets**
Système de classification des dépenses établi en fonction de la nature économique des biens et des services et défini dans le *Manuel de la présentation de l'information financière municipale*.

**Dette**
Somme due à un ou plusieurs créanciers.

**Dette brute**
Ensemble des emprunts contractés par la Ville de Montréal.

**Dette nette**
Ensemble des emprunts contractés par la Ville de Montréal, déduction faite des sommes accumulées dans le fonds d'amortissement ainsi que de la portion remboursable par le gouvernement du Québec et d'autres tiers et organismes.

**Dettes et surplus des anciennes villes**
En conformité avec la loi, chacune des villes qui ont été regroupées en 2002 pour former la ville de Montréal a conservé ses dettes et ses surplus. Les dettes qui ont été contractées avant la fusion demeurent à la charge exclusive des contribuables de ces anciennes villes et leur sont taxées annuellement sur leur avis d'imposition. Ces anciennes dettes vont diminuer petit à petit, au fil des ans, jusqu'à l'échéance en 2041.

**Développement (ou bonification de l'offre de service)**
Il s'agit d'un objectif d'investissement lié à la bonification de l'offre de service. La mise aux normes, l'amélioration ou l'agrandissement d'installations, l'ajout de nouvelles infrastructures ou l'augmentation du nombre d'équipements (ajout de la valeur totale des actifs) sont considérés comme du développement.

**Droits sur les mutations immobilières**
Revenus provenant des droits imposés à l'acquéreuse ou l'acquéreur à la suite d'une transaction immobilière.

**Écocentre**
Infrastructure aménagée pour le dépôt des matières recyclables et réutilisables. L'écocentre sert également de lieu communautaire où les citoyennes et les citoyens peuvent obtenir de l'information et participer à des activités éducatives ou autres touchant l'environnement.

**Économie circulaire**
L'économie circulaire est un système de production, d'échange et de consommation visant à optimiser l'utilisation des ressources à toutes les étapes du cycle de vie d'un bien ou d'un service, dans une logique circulaire, tout en réduisant l'empreinte environnementale et en contribuant au bien-être des individus et des collectivités.

**Émission**
Ensemble de titres d'une catégorie donnée, émis par la Ville de Montréal. Il s'agit d'un contrat d'emprunt.

**Emprunt remboursé par les activités commerciales**
Ce type d'emprunt, lié aux travaux de la Commission des services électriques de Montréal, est remboursé à même le produit des activités commerciales de cette dernière. Ce mode de financement relève exclusivement du budget du conseil municipal.

**Emprunt à la charge des contribuables**
Ce type d'emprunt est celui dont la charge financière revient en totalité aux contribuables. La charge financière des projets de la Ville comporte deux volets :

- les projets d'immobilisations des arrondissements sont payés, dans leur très grande partie, par les contribuables de Montréal qui habitent les arrondissements où sont réalisés les projets relevant de la compétence du conseil municipal;
- les projets d'immobilisations de compétence centrale sont soit à la charge des contribuables de l'agglomération si les projets relèvent de la compétence de l'agglomération, soit à la charge des contribuables de Montréal si les projets sont de compétence municipale.

**Équivalent en dioxyde de carbone (éq. $CO_2$)**
Il s'agit de l'unité de mesure universelle qui indique le potentiel de réchauffement planétaire des GES. L'éq. $CO_2$ sert à évaluer les effets du rejet (ou de l'absence de rejet) de différents GES. Les émissions de GES sont calculées en éq. $CO_2$. En effet, le $CO_2$ est le gaz de référence auquel les autres gaz sont comparés au chapitre de leur potentiel de réchauffement planétaire (PRP) respectif. Le PRP est une mesure relative à la capacité de chaque GES à retenir la chaleur dans l'atmosphère pour une période déterminée.

**Étalement de la variation des valeurs foncières**
Mesure fiscale qui permet de lisser les effets d'un nouveau rôle d'évaluation foncière en introduisant, sur une période déterminée, la variation de la valeur foncière des immeubles qui découle de l'entrée en vigueur de ce nouveau rôle.

**Financement (mode de, source de)**
Véhicule utilisé pour financer une dépense d'immobilisation (emprunt, subvention, paiement comptant, etc.).

**Financement (durée du)**
Période pendant laquelle un remboursement de capital ou une contribution au fonds d'amortissement sera effectué pour éteindre la dette contractée.

**Immobilisations**
Éléments corporels identifiables de l'actif qui satisfont à tous les critères suivants :

- ils sont destinés à être utilisés pour la prestation de services, à des fins administratives ou pour la production de biens ou encore à servir à l'entretien, à la réparation, au développement, à la mise en valeur ou à la construction d'autres immobilisations;
- ils ont été acquis, construits, développés ou mis en valeur en vue d'être utilisés de façon durable;
- ils ne sont pas destinés à être vendus dans le cours normal des activités.

**Immobilisations (amélioration des)**
Dépense faite en vue de prolonger la vie utile d'une immobilisation, d'accroître sa capacité de production ou d'en réduire les frais d'exploitation, mais excluant les dépenses courantes d'entretien et de réparation.

**Immobilisations (charge d')**
Coût d'acquisition ou d'amélioration de biens corporels.

**Infrastructures**
Installations publiques telles que routes, ponts, rues, conduites d'eau, ports, bâtiments, installations et équipements technologiques.

**Infrastructure naturelle et hybride**
Une infrastructure naturelle est un système naturel ou naturalisé, pouvant impliquer de l'ingénierie, qui apporte de multiples avantages pour l'environnement ou le bien-être humain. C'est une solution basée sur la nature, comme les parcs urbains, les arbres, les fosses d'arbres et les saillies végétalisées. Une infrastructure hybride combine des éléments fondés sur la nature à une infrastructure grise afin d'adapter les infrastructures naturelles au contexte urbain.

**Infrastructure grise**
Une infrastructure grise est une infrastructure traditionnelle basée sur des techniques d'ingénierie ou des équipements mécaniques et n'impliquant pas la nature. Dans le cadre de l'application de la méthodologie retenue par la Ville pour catégoriser les investissements, les infrastructures grises considérées comme admissibles représentent celles qui contribuent à diminuer la vulnérabilité aux aléas climatiques et à leurs effets (p. ex. : ouvrages de rétention, digues permanentes, piscines et jeux d'eau, toits blancs, etc.).

**Inventaire des émissions de GES de la collectivité montréalaise**
L'inventaire des émissions de la collectivité montréalaise comprend le calcul des émissions directes et indirectes dues à l'énergie importée et des autres émissions indirectes ayant lieu sur le territoire de l'agglomération pour les secteurs et sous-secteurs suivants :

- sources fixes;
- transport;
- matières résiduelles;
- procédés industriels et utilisation de produits;
- agriculture, foresterie et autres affectations des terres.

Le budget climat utilise l'inventaire des émissions de GES de la collectivité montréalaise comme point de référence principal.

**Inventaire des émissions de GES des activités municipales**
Les émissions de GES recensées dans cet inventaire concernent les activités sur lesquelles les 16 villes liées de l'agglomération exercent un contrôle direct, soit les bâtiments, le matériel roulant, la production et la distribution d'eau potable, le traitement des eaux usées, la production de biogaz au complexe environnemental de Saint-Michel, l'éclairage de rues, les feux de circulation ainsi que les émissions fugitives de réfrigérant.

**Investissements**
Dépenses effectuées par la Ville de Montréal en vue d'acquérir, de construire, de développer, de mettre en valeur ou d'améliorer une immobilisation qui lui procurera des avantages au cours d'un certain nombre d'exercices.

**Maintien de la pérennité des infrastructures**
Action de maintenir en bon état de fonctionnement du matériel, des installations, des locaux, etc., par un entretien courant ou préventif. On entend par entretien courant l'ensemble des réparations de faible importance effectuées, à la demande des utilisatrices et utilisateurs, sur du matériel ou des installations afin que celles-ci et ceux-ci puissent les utiliser jusqu'à la fin de la période prévue. L'entretien préventif est constitué de l'ensemble des méthodes et des techniques mises en œuvre pour éviter une avarie ou une panne.

**Montréal International**
Organisme qui a pour mission de contribuer au développement économique du grand Montréal et d'en accroître le rayonnement international.

**Mutation immobilière**
Transfert du droit de propriété d'un immeuble.

**Occupation du domaine public**
Installation de certaines constructions, en tout ou en partie, sur un territoire qui est normalement réservé à l'usage public. Il peut s'agir d'escaliers, de balcons, de passerelles ou de souterrains. Un loyer est facturé au ou à la propriétaire pour cet usage. Le loyer peut correspondre à un montant symbolique ou à un taux fixé par contrat ou encore être calculé en fonction de la valeur établie par la Ville.

**Organisme paramunicipal**
Entité à but non lucratif qui est dotée, dans les conditions prévues par la loi, d'une personnalité juridique et qui entretient des liens d'affaires avec la Ville.

**Paiement au comptant des immobilisations (PCI)**
Véhicule utilisé pour payer comptant des immobilisations à même le budget de fonctionnement, les affectations de surplus, les réserves financières ou les sommes accumulées dans le fonds d'amortissement à la suite des contributions effectuées en vertu de la politique de gestion de la dette. Dans ce dernier cas, les sommes utilisées privilégient le paiement au comptant d'actifs dont la période de financement est la plus courte.

**Paiements tenant lieu de taxes**
Sommes payées par les propriétaires d'immeubles non imposables en remplacement de taxes et tarifs. La forme et la hauteur des compensations varient selon le propriétaire (gouvernement, hôpital, organisme à but non lucratif, lieux de culte, etc.).

**Phases de réalisation d'un projet d'immobilisations**
Un projet d'immobilisations est constitué de quatre phases de réalisation :

- **la justification** : cette phase comprend les études ayant pour objectifs d'évaluer le projet sous différents angles (technique, économique, financier, organisationnel, environnemental, commercial, juridique, etc.) et de déterminer la pertinence de poursuivre le projet;
- **le démarrage** : cette phase comprend les études et les travaux de différentes natures (technique, économique, commerciale, juridique, etc.) visant à vérifier la possibilité de réaliser le projet et à définir les principaux paramètres du projet;
- **la planification** : lors de cette phase, on réalise un Programme fonctionnel et technique (PFT) et/ou une étude d'avant-projet. On se concentre sur la conception de variantes permettant d'optimiser l'ensemble des composantes du plan d'aménagement et du scénario retenu. L'avant-projet approfondit la conception par des spécifications techniques et détaillées ainsi que par l'intégration des besoins connexes;
- **l'exécution** : lors de l'exécution des travaux, toutes les dépenses sont capitalisées à l'état des immobilisations. Cette phase comprend la réalisation des plans et devis, les processus d'appels d'offres et les octrois de contrats.

**Plan climat**
Le Plan climat 2020-2030, rendu public en décembre 2020, constitue l'un des outils prévus par la Ville de Montréal pour atteindre la carboneutralité d'ici 2050, conformément à la *One Planet Charter*, à laquelle elle souscrit. Le Plan climat contient 46 mesures.

Le budget climat permet notamment de modéliser les mesures d'atténuation prévues dans le Plan climat.

**Programme**
Un programme consiste en un regroupement de projets de même nature, gérés de manière coordonnée et répondant à une stratégie spécifique pour l'atteinte de bénéfices et objectifs communs, dans un contexte d'optimisation des ressources (financières, humaines, etc.) et d'une capacité de réalisation uniforme et soutenue.

**Programme décennal d'immobilisations (PDI)**
Il regroupe les projets d'investissements que la Ville prévoit d'effectuer sur son territoire au cours des 10 prochaines années pour entretenir ses infrastructures, favoriser le développement économique, culturel et social et améliorer la qualité de vie par un meilleur aménagement urbain. Différentes sources de financement sont requises pour ces investissements, notamment des emprunts à long terme. L'ensemble des emprunts ainsi contractés constitue la dette de la Ville. Une portion de celle-ci est remboursée annuellement et est incorporée dans les dépenses prévues au budget de fonctionnement. C'est ce que l'on appelle le service de la dette.

**Projet**
Un projet se définit comme un ensemble d'activités non récurrentes, entreprises afin de répondre à un besoin défini dans les délais fixés. Il est destiné à atteindre des objectifs spécifiques dans un certain laps de temps, dans une zone géographique déterminée ou non et moyennant un budget déterminé.

**Projet non capitalisable**
Élément d'actif qui n'appartient pas à la Ville de Montréal ou qui ne répond pas à la définition d'une immobilisation, mais qui est tout de même prévu au PDI et financé par l'emprunt à long terme (p. ex. : achat de bacs de recyclage, de matériel informatique, d'armes à feu, etc.). Dans la plupart des cas, ces projets s'inscrivent dans différents programmes de subventions (p. ex. : rénovation des façades commerciales, stabilisation des falaises, aménagement des ruelles, aide à la stabilisation des rives) ou dans des ententes de contribution.

**Protection (ou maintien de l'offre de service)**
Objectif d'investissement lié au maintien de l'offre de service tant sur le plan du maintien régulier d'actifs que sur le plan du rattrapage du déficit de maintien afin de conserver ou de rétablir l'offre de service attendu. Ainsi, le remplacement d'éléments importants d'actif dans le but de maintenir une activité à un niveau de service satisfaisant est considéré comme de la protection.

**Proximité (compétence par service de)**
Un conseil municipal local, formé de représentants élus et représentantes élues, possède les pouvoirs de décision, de taxation et de tarification pour les services de proximité (urbanisme, enlèvement des matières résiduelles, développement économique local, communautaire et social, culture, loisirs, parcs d'arrondissement et voirie locale).

**Redevance (conduits souterrains)**

Loyer imposé aux utilisatrices et utilisateurs du réseau de conduits souterrains de la Commission des services électriques de Montréal en fonction de l'espace que leurs conduits occupent dans le réseau.

**Refinancement**

Lorsque l'emprunt est contracté pour un terme plus court que la période d'amortissement de certaines sommes, un nouvel emprunt sera requis pour poursuivre le financement par emprunt jusqu'à la fin du terme de l'amortissement. Ces emprunts qui poursuivent le financement pour le reste du terme d'amortissement sont appelés refinancements.

**Régime de retraite à prestations déterminées**

Régime de retraite dans lequel est précisé soit le montant des prestations que recevront les participants et participantes, soit le mode de calcul du montant de ces prestations; ce calcul est basé sur des facteurs comme l'âge, le salaire et le nombre d'années de service du participant ou de la participante. Dans ce type de régime, la cotisation sert à assurer l'équilibre financier du régime.

**Règlement**

Acte juridique par lequel le conseil d'arrondissement, le conseil municipal ou le conseil d'agglomération fait état des décisions, donne des directives ou établit des normes, des contraintes et parfois des sanctions.

**Règlement d'emprunt**

Règlement qui autorise à financer par emprunt certaines dépenses d'investissement, de fonctionnement ou autres. Généralement, le règlement prévoit le terme maximal de l'emprunt ainsi que la clause de taxation. Lorsqu'un emprunt est émis, les charges fiscales sont imposées aux contribuables (capital et intérêts) et, par conséquent, réparties sur plusieurs exercices financiers, selon le terme le plus court : la période prévue au règlement ou la période d'amortissement de l'actif.

**Rémunération**

Rubrique qui comprend les salaires et les indemnités des employées et employés et des élues et élus.

**Rôle d'évaluation foncière**

Registre préparé par le Service des finances et de l'évaluation foncière de la Ville de Montréal et comprenant toutes les données nécessaires à l'élaboration du rôle de taxation.

**Scénario de référence**

Le scénario de référence *business as usual* (également appelé cours normal des affaires) évalue la trajectoire la plus probable, sans action ou effort politique supplémentaire que ce qui est déjà annoncé ou prévu par les différents ordres de gouvernement, du niveau d'émissions de GES de la collectivité montréalaise, et ce, pour l'ensemble des secteurs inclus dans l'inventaire des émissions de GES de Montréal.

**Secteur**

En matière de fiscalité, territoire d'une ancienne municipalité. Les dettes des anciennes villes sont à la charge des immeubles situés sur leur territoire respectif.

**Service central**
Entité administrative ou unité d'affaires qui assure des fonctions de planification et de soutien à l'Administration et aux arrondissements. Un service central peut également cumuler des responsabilités opérationnelles.

**Service de la dette**
Le service, ou coût, brut de la dette comprend les dépenses d'intérêts, les frais d'escompte et d'émission d'emprunts, les remboursements de capital et les contributions au fonds d'amortissement pour l'ensemble des emprunts en circulation. Le coût net est celui qui demeure à la charge des contribuables, déductions faites des revenus de placements du fonds d'amortissement, des sommes à la charge du gouvernement du Québec et autres tiers ou organismes, et de l'amortissement des revenus reportés liés aux primes à l'émission d'emprunts, selon le cas.

**Tarification**
En matière de fiscalité, somme exigée en contrepartie d'un service fourni à l'immeuble ou à son occupante ou occupant. Le tarif est payé par le ou la propriétaire ou l'occupant ou l'occupante de l'immeuble.

**Taxe foncière générale**
Taxe basée sur la valeur foncière des immeubles et dont les revenus servent à financer les dépenses de la municipalité dans son ensemble. Les taux de cette taxe varient selon la catégorie d'immeubles, parmi quatre catégories.

**Transferts**
Subventions des gouvernements, des autres organismes publics, des entreprises privées et des personnes, sans aucun service en contrepartie. Les revenus de transferts sont regroupés en fonction de leur finalité. Ils peuvent financer les dépenses de fonctionnement, le service de la dette ou les investissements.

**Unité d'affaires**
Entité qui désigne un arrondissement ou un service central.

**Vie utile (durée de)**
Période estimative au cours de laquelle un bien est censé servir à la Ville de Montréal.

# Annexe 14 – Idiomes

## Territoires

### Agglomération de Montréal

Le territoire des 16 villes constituant l'île de Montréal ou (tout simplement) l'île de Montréal.

### Municipalité locale

- les municipalités locales n'ont pas toutes les mêmes désignations : le même terme désigne aussi bien une ville, une municipalité, un village, une paroisse ou un canton (source : MAMH).
- la municipalité locale est administrée par un conseil municipal (source : MAMH).

### Ville centrale (ou Ville centre)

- la Ville de Montréal, en relation avec les autres municipalités locales de l'agglomération de Montréal.
- la Ville centrale exerce les compétences d'agglomération sur le territoire de l'île de Montréal et les compétences locales sur le territoire de Montréal, au moyen d'une instance officielle, selon le cas : le conseil d'agglomération, le conseil municipal ou le conseil d'arrondissement.

### Villes reconstituées

- les 15 territoires de l'île de Montréal qui ont retrouvé leur statut de municipalité au 1er janvier 2006, excluant le territoire de la ville résiduaire.
- les villes reconstituées sont responsables des services locaux (aussi appelés services de proximité) sur leur territoire respectif.

### Villes liées

Les 16 municipalités constituant le territoire de l'île de Montréal (soit les 15 villes reconstituées et Montréal) et siégeant au conseil d'agglomération de Montréal.

## Compétences et services rendus

### Compétences d'agglomération

Le conseil d'agglomération ou le comité exécutif exerce les compétences d'agglomération prescrites par la loi, c'est-à-dire qu'il est responsable des services d'agglomération offerts à l'ensemble de la population de l'île de Montréal par la Ville centrale, c'est-à-dire la Ville de Montréal.

### Services d'agglomération

L'ensemble des services communs fournis par la Ville de Montréal aux résidents et résidentes de l'île de Montréal.

**Compétences locales**

- le conseil municipal de chaque ville de l'île de Montréal exerce les compétences locales prescrites par la loi, c'est-à-dire qu'il est responsable des services locaux offerts sur le territoire de sa municipalité.
- les responsabilités exercées par les municipalités locales sont aussi appelées services de proximité.
- dans le cas de Montréal, la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* prévoit que ces compétences locales sont partagées entre le conseil municipal et les conseils d'arrondissement. Celles-ci sont donc :
    - soit des compétences locales gérées par les arrondissements;
    - soit des compétences locales gérées par le conseil municipal.

## Programme décennal d'immobilisations

**Programme décennal d'immobilisations de la Ville de Montréal**
Le programme décennal d'immobilisations (PDI) de la Ville de Montréal comprend, à la fois, les sommes liées aux compétences d'agglomération et celles liées aux compétences locales de la Ville de Montréal.

**Programme décennal d'immobilisations du conseil municipal**
Le PDI du conseil municipal est adopté par le conseil municipal de Montréal pour exercer les compétences locales sur le territoire de Montréal. À la Ville de Montréal, les compétences locales sont exercées, à la fois, par les arrondissements et les services centraux.

**Programme décennal d'immobilisations du conseil d'agglomération**
Le PDI du conseil d'agglomération est adopté par le conseil d'agglomération pour exercer les compétences d'agglomération sur le territoire de l'île de Montréal. Les compétences d'agglomération sont exercées par les services centraux de la Ville de Montréal.

# Annexe 15 – Index des sigles, des acronymes et des autres abréviations

| | |
|---|---|
| ADS+ | Analyse différenciée selon les sexes et intersectorielle |
| a-p. | Année-personne |
| ARTM | Autorité régionale de transport métropolitain |
| AU | Accessibilité universelle |
| BIXI | Système de vélos en libre-service de Montréal |
| BTER | Bureau de la transition écologique et de la résilience |
| CAFE | Corporate Average Fuel Economy |
| CCI | Centre communautaire intergénérationnel |
| CDPQ Infra | Caisse de dépôt et placement du Québec, filiale Infra |
| CHUM | Centre hospitalier universitaire de Montréal |
| CMM | Communauté métropolitaine de Montréal |
| CNESST | Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail |
| $CO_2$ | Dioxyde de carbone |
| COP 15 | Conférence des Nations unies sur la biodiversité |
| CRCHUM | Centre de recherche du CHUM |
| CRG | Complexe récréatif Gadbois |
| CSEM | Commission des services électriques de Montréal |
| CUSM | Centre universitaire de santé McGill |
| DAI | Dette actuarielle initiale |
| DEL | Diode électroluminescente |
| DGA | Direction générale adjointe |
| ÉEQ | Éco Entreprises Québec |
| FCCQ | Fonds Chantiers Canada-Québec |
| G ÉQ. $CO_2$ | Gramme d'équivalent dioxyde de carbone |
| GES | Gaz à effet de serre |
| GPC | Protocole mondial pour les inventaires d'émissions de gaz à effet de serre à l'échelle communautaire |
| IPC | Indice des prix à la consommation |
| ISQ | Institut de la statistique du Québec |
| KT ÉQ. $CO_2$ | Kilotonne d'équivalent de dioxyde de carbone |
| LEED | Leadership in Energy and Environmental Design |
| MADA | Municipalité amie des aînés |
| MAMH | Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation |
| MAPAQ | Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation |
| MCC | Ministère de la Culture et des Communications |
| MESS | Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale |
| MT | Million de tonnes |
| MT ÉQ. $CO_2$ | Million de tonnes d'équivalents en dioxyde de carbone |
| MTMD | Ministère des Transports et de la Mobilité durable |
| OBNL | Organisme à but non lucratif |
| ONU | Organisation des Nations Unies |
| PAM | Programme aquatique de Montréal |
| PCGR | Principes comptables généralement reconnus |

| | |
|---|---|
| PCI | Paiements au comptant des immobilisations |
| PDI | Programme décennal d'immobilisations |
| PDGMR | Plan directeur de gestion des matières résiduelles |
| PHAQ | Programme d'habitation abordable Québec |
| PIB | Produit intérieur brut |
| PPU | Programme particulier d'urbanisme |
| PRR | Programme de réfection routière |
| PRHLM | Programme de rénovation des habitations à loyer modique |
| PRQ | Programme Rénovation Québec |
| PTI | Programme triennal d'immobilisations |
| RAC | Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques |
| RBC | Banque Royale du Canada |
| REM | Réseau express métropolitain |
| REV | Réseau express vélo |
| RFID | Radio Frequency Identification (Identification par radiofréquence) |
| RFU | Richesse foncière uniformisée |
| RMR | Région métropolitaine de recensement |
| RQAP | Régime québécois d'assurance parentale |
| RRQ | Régie des rentes du Québec |
| SHP | Sodium haute pression |
| SOFIL | Société de financement des infrastructures locales du Québec |
| SPVM | Service de police de la Ville de Montréal |
| SRB | Service rapide par bus |
| SHQ | Société d'habitation du Québec |
| SIM | Service de sécurité incendie de Montréal |
| SME | Stratégie montréalaise de l'eau |
| SQI | Société québécoise des infrastructures |
| STM | Société de transport de Montréal |
| TECQ | Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec |
| T DE $CO_2$ | Tonne de dioxyde de carbone |
| TFG | Taxe foncière générale |
| TGT | Taux global de taxation |
| TGS v4 | Toronto Green Standard version 4 |
| TVQ | Taxe de vente du Québec |

**Publié par la Ville de Montréal**

**Service des finances et de l'évaluation foncière**
630, boulevard
René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3B 1S6

**Crédit photo de couverture :**
Getty Images Mustafa Hacalaki

**Design graphique :**
Ville de Montréal
Service des ressources humaines
et des communications
2398-10 Budget 2026

Dépôt légal
1er trimestre 2026
Bibliothèque et Archives nationales
du Québec
Bibliothèque et Archives Canada

978-2-7647-2062-2
Faits saillants
Budget de fonctionnement 2026
Programme décennal
d'immobilisations 2026-2035
PDF, Français

Montréal

Montréal

Montréal.ca

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CM : 30.03

2026/01/12
13:00

(2)

**Dossier # : 1250310006**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du greffe , Direction , Division du soutien au greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 16 b) faciliter l'accès aux documents pertinents aux affaires de la Ville |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver le budget 2026 de la Corporation Anjou 80 |

de déposer, à l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 12 janvier 2026, pour approbation à l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 28 janvier 2026, le budget 2026 de la Corporation Anjou 80.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-01-09 19:53

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| IDENTIFICATION | Dossier # :1250310006 |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du greffe , Direction , Division du soutien au greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 16 b) faciliter l'accès aux documents pertinents aux affaires de la Ville |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver le budget 2026 de la Corporation Anjou 80 |

## CONTENU

### CONTEXTE

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

Voir le budget 2026 de la Corporation Anjou 80 en pièce jointe.

### JUSTIFICATION

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

### MONTRÉAL 2030

### IMPACT(S) MAJEUR(S)

### OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

### CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

### CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Marie DESORMEAUX
Conseillère - analyse et contrôle de gestion

**Tél :** 514 872-5898
**Télécop. :** -

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-12-22

Domenico ZAMBITO
chef(fe) de division - greffier(-iere) adjoint(e)-elections acces info. commis. reglem.

**Tél :** 514-872-3125
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Emmanuel TANI-MOORE
directeur(-trice) de service-greffe et greffier(-iere)
**Tél :** 514-872-3142
**Approuvé le :** 2026-01-08

# ANJOU80

# BUDGET PROJETÉ 2026

## *ANJOU80*
## *PROJECTIONS - BUDGET 2026*

| | | 2025 | *Projeté* 2026 |
|---|---|---|---|
| ***REVENUS*** | ***Total - revenus (Annexe A)*** | **4 126 438 $** | **4 257 431 $** |
| ***CHARGES*** | | | |
| | Frais d'exploitation (annexe B) | 1 528 320 $ | **1 571 894 $** |
| | Frais d'entretien (annexe C) | 1 034 070 $ | **1 046 700 $** |
| | Frais d'administration (Annexe D) | 848 500 $ | **852 000 $** |
| | Impôts fonciers (annexe D) | 392 687 $ | **402 000 $** |
| | Amortissements immobilisations (annexe D) | 99 000 $ | **110 000 $** |
| | ***Total - charges*** | **3 902 577 $** | **3 982 594 $** |
| | ***Revenu net avant travaux*** | ***223 861 $*** | **274 837 $** |
| | Travaux divers | **220 000 $** | **260 000 $** |
| | ***EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE*** | ***3 861 $*** | **14 837 $** |

## REVENUS DE LOCATION

***ANJOU80***

### *ANNEXE A*

| ***REVENUS*** | | **2025** | ***Projeté*** **2026** |
|---|---|---|---|
| ***LOCATION*** | | | |
| 50XX | Loyers | 4 036 438 $ | 4 153 431 $ |
| 5110 | Loyers vacants | **(10 000 $)** | **(10 000 $)** |
| | ***Total - revenus de location*** | **4 026 438 $** | **4 143 431 $** |
| ***AUTRES REVENUS*** | | | |
| 5000 | Buanderie et autres | 27 000 $ | 35 000 $ |
| 5200 | Location de garages | 73 000 $ | 79 000 $ |
| | ***Total - autres revenus*** | **100 000 $** | **114 000 $** |
| | ***TOTAL - REVENUS*** | ***4 126 438 $*** | ***4 257 431 $*** |

## FRAIS D'EXPLOITATION

***ANJOU80***

### *ANNEXE B*

| | | 2025 | *Projeté* 2026 |
|---|---|---|---|
| 7010 | Rémunération - responsables d'immeubles | 543 920 $ | 574 457 $ |
| 70XX | Charges sociales | 160 000 $ | 165 937 $ |
| 7110 | Déneigement | 70 000 $ | 75 000 $ |
| 7120 | Remorquage | 1 400 $ | 1 500 $ |
| 7210 | Gardiennage et sécurité | 100 000 $ | 95 000 $ |
| 7365 | Entretien des extincteurs | 6 500 $ | 6 000 $ |
| 7370 | Fournitures - entretien ménager | 25 000 $ | 25 000 $ |
| 7375 | Équipement et réparations d'outils | 1 500 $ | 2 000 $ |
| 7395 | Extermination | 21 000 $ | 23 000 $ |
| 7410 | Achat et location outillage et équipement | 10 000 $ | 10 000 $ |
| 8100 | Chauffage et eau chaude | 440 000 $ | 440 000 $ |
| 8110 | Électricité | 60 000 $ | 57 000 $ |
| 8360 | Nettoyage des égouts | 15 000 $ | 17 000 $ |
| 8390 | Service et entretien de la piscine | 42 000 $ | 45 000 $ |
| 8425 | Entretien paysager et stationnement | 32 000 $ | 35 000 $ |
| | ***TOTAL - REVENUS*** | ***1 528 320 $*** | ***1 571 894 $*** |

# FRAIS D'ENTRETIEN

***ANJOU80***

## *ANNEXE C*

## *ENTRETIEN*

| | | 2025 | Projeté 2026 |
|---|---|---|---|
| 8010 | Rémunération - entretien et bureau | 296 640 $ | 310 000 $ |
| 80XX | Charges sociales | 93 730 $ | 90 000 $ |
| 8028 | Allocations de camion | 18 000 $ | 18 000 $ |
| 7310 | Réparations - électricité | 45 000 $ | 50 000 $ |
| 7330 | Serrures | 5 500 $ | 5 500 $ |
| 7335 | Entretien des tapis | 4 500 $ | 4 500 $ |
| 7350 | Travaux de menuiserie | 80 000 $ | 80 000 $ |
| 7384 | Peinture et plâtre | 22 000 $ | 22 000 $ |
| 7385 | Planchers - réparations et sablage | 169 000 $ | 169 000 $ |
| 7396 | Entretien - ventilation | 15 000 $ | 15 000 $ |
| 7405 | Quincaillerie | 4 000 $ | 4 000 $ |
| 7406 | Essence et lubrifiant - équipement | 1 700 $ | 1 700 $ |
| 7415 | Dégâts d'eau | 50 000 $ | 50 000 $ |
| 7420 | Plomberie et chauffage | 150 000 $ | 150 000 $ |
| 7425 | Entretien - rép. Éclairage alarme incendie | 36 000 $ | 35 000 $ |
| 7430 | Contrat et entretien - système chauffage | 26 000 $ | 27 000 $ |
| 8325 | Achat de moustiquaires | 1 500 $ | 1 500 $ |
| 8430 | Entretien - portes de garage | 12 000 $ | 10 000 $ |
| 8550 | Autres dépenses | 3 500 $ | 3 500 $ |
| | **Total - entretien** | **1 034 070 $** | **1 046 700 $** |

## *TRAVAUX DIVERS*

| | | | |
|---|---|---|---|
| 9027 | Exécution travaux - améliorations | | |
| 9099 | Travaux divers | 220 000 $ | 260 000 $ |
| | **Total - travaux divers** | ***220 000 $*** | ***260 000 $*** |

**FRAIS ADMINISTRATION**
***ANJOU80***

## *ANNEXE D*

| | | 2025 | *Projeté 2026* |
|---|---|---|---|
| | ***ADMINISTRATION*** | | |
| 6010 | Rémunération | 320 000 $ | 315 000 $ |
| 60XX | Charges sociales | 60 000 $ | 68 000 $ |
| 6110 | Frais de déplacement | 5 000 $ | 5 000 $ |
| 6111 | Frais représentation Directeur général | 3 000 $ | 3 000 $ |
| 6210 | Honoraires professionnelles | 110 000 $ | 120 000 $ |
| 6130 | Postes et messagerie | 1 500 $ | 1 000 $ |
| 6140 | Communications | 15 000 $ | 12 000 $ |
| 6215 | Frais de recouvrement | 4 000 $ | 2 500 $ |
| 6300 | Assurances | 290 000 $ | 290 000 $ |
| 6410 | Entretien et réparations - équipement bureau | 7 000 $ | 5 000 $ |
| 6510 | Divers - réunions - réceptions | 2 000 $ | 2 000 $ |
| 6520 | Papeterie et frais bureau | 12 500 $ | 10 000 $ |
| 6530 | Frais bancaires | 5 500 $ | 5 500 $ |
| 6545 | Mauvaises créances | 10 000 $ | 10 000 $ |
| 6550 | Autres dépenses | 3 000 $ | 3 000 $ |
| | **Total - administration** | ***848 500 $*** | ***852 000 $*** |
| | ***IMPÔTS FONCIERS*** | | |
| 6600 | Taxes municipales | 350 687 $ | 360 000 $ |
| 6610 | Taxes scolaires | 42 000 $ | 42 000 $ |
| | **Total - Impôts fonciers** | ***392 687 $*** | ***402 000 $*** |
| | ***AMORTISSEMENTS*** | | |
| 6620 | Immeubles | 99 000 $ | 110 000 $ |
| 6625 | Équipements | | |
| 6626 | Stationnements - aires de jeux | | |
| 6627 | Caméras | | |
| 6628 | Système alarme incendie | | |
| | **Total - amortissements** | ***99 000 $*** | ***110 000 $*** |

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CM : 30.04

2026/01/12
13:00

(2)

**Dossier # : 1250310007**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du greffe , Direction , Division du soutien au greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 16 b) faciliter l'accès aux documents pertinents aux affaires de la Ville |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver le budget 2026 de la Société d'habitation et de développement de Montréal |

de déposer, à l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 12 janvier 2026, pour approbation à l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 28 janvier 2026, le budget 2026 de la Société d'habitation et de développement de Montréal.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-01-09 19:52

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| IDENTIFICATION | Dossier # :1250310007 |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du greffe , Direction , Division du soutien au greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 16 b) faciliter l'accès aux documents pertinents aux affaires de la Ville |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver le budget 2026 de la Société d'habitation et de développement de Montréal |

## CONTENU

### CONTEXTE

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

Voir le budget 2026 de la Société d'habitation et de développement de Montréal en pièce jointe.

### JUSTIFICATION

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

### MONTRÉAL 2030

### IMPACT(S) MAJEUR(S)

### OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

### CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

### CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Marie DESORMEAUX
Conseillère - analyse et contrôle de gestion

**Tél :** 514 872-5898
**Télécop. :** -

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-12-22

Domenico ZAMBITO
chef(fe) de division - greffier(-iere) adjoint(e)-elections acces info. commis. reglem.

**Tél :** 514-872-3125
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Emmanuel TANI-MOORE
directeur(-trice) de service-greffe et greffier(-iere)
**Tél :** 514-872-3142
**Approuvé le :** 2026-01-08

# Budget 2026
# Programme triennal d'immobilisations 2026-2028

## Présentation à l'intention des membres de la Commission sur les finances et l'administration

**Sophie Rousseau-Loiselle**

**Société d'habitation et de développement de Montréal**

**5 décembre 2025**

# Plan de la présentation

Organigramme 2026
Faits saillants 2025 et impacts

**Budget de fonctionnement**

1. Le budget de fonctionnement 2026 : en résumé
2. Évolution budgétaire 2025
3. Objectifs 2026
4. Budget 2026
    a. Sommaire des revenus et dépenses par compétences
    b. Principaux écarts 2026 vs 2025
    c. Variations de l’effectif par catégories d’emplois

*Période de questions*

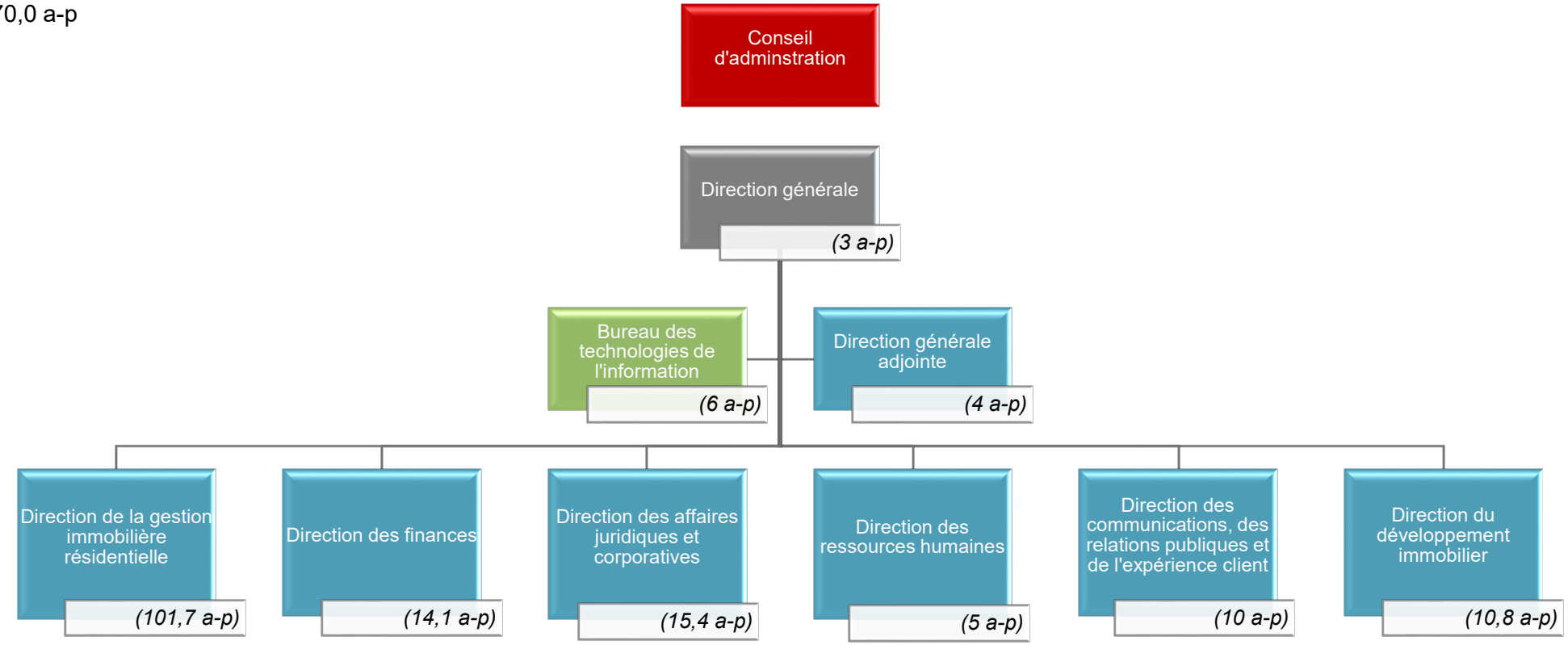
**Programme triennal d’immobilisations 2026-2028**

1. Faits saillants du budget d’investissement en immobilisations 2026-2028
2. Enjeux
3. Réalisations 2025
4. PTI 2026-2028 par catégories d’actifs
5. Priorités du PTI 2026-2028 : programmes
6. Priorités du PTI 2026-2028 : projets

*Période de questions*

## Organigramme 2026

Nombre total : 170,0 a-p



## Faits saillants 2025 et impact

- **Déploiement de la nouvelle planification stratégique 2025-2028**
- **Maintien d'une excellente santé financière** permettant la réalisation de nombreux travaux de maintien d'actifs pour assurer la qualité et la sécurité du parc immobilier et le développement de nouveaux projets en lien avec les objectifs des plans et des politiques de la Ville.
- **Gestion d'un parc de 393 immeubles** de plus de 5 200 logements abordables pour une mixité de clientèles regroupant plus de 10 000 personnes.
- **L'acquisition de deux conciergeries de la Ville de Montréal** totalisant **29** logements dans Rosemont-La-Petite-Patrie.
- **L'acquisition du terrain situé à l'angle de la rue Gilford et de la 2e Avenue,** dans le cadre de la Politique de cession de la Ville de Montréal, dans l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie. Projet en phase de développement avec la conception des plans et devis. Le chantier du projet de **72** logements abordables débutera à l'automne 2026.
- **Le projet Gordon** dans l'arrondissement de Verdun, dont le chantier a débuté cet automne, totalisera **84 logements sociaux et abordables**. Le projet a bénéficié d'un achat initial par la Ville grâce au droit de préemption suivi d'une vente à la SHDM.
- Le transfert de la Ville à la SHDM de **20 immeubles résidentiels,** mettant fin aux baux emphytéotiques qui les liaient. Ce transfert donne à la SHDM un levier financier pour renforcer l'offre de logements abordables totalisant un montant de plus de **46,5 M$**.

## Faits saillants 2025 et impact (suite…)

- Des **activités de pré-développement** avec **la réservation par la Ville de quatre sites à la SHDM** pour d'éventuels développements, dans le cadre de la Politique de cession de terrain de la Ville (le terrain à l'angle de la rue Gilford et de la 2e Avenue en fait partie).
- La révision du **Programme Accès Condos** pour favoriser l'accession à la propriété pour les premiers acheteurs adaptés aux réalités du marché.
- L'adoption d'une **politique de gestion de la dette.**
- La révision des **lettres patentes de la SHDM.**
- L'adoption des **principes d'abordabilité** qui ont été enchâssés dans une nouvelle politique.

# Budget de fonctionnement 2026
SHDM

# 1. Le budget de fonctionnement 2026 : En résumé

## Excédent budgété de 4,4 M$ démontrant le maintien d'une excellente santé financière

### Portefeuille immobilier résidentiel et commercial

- Maintien de l'abordabilité des loyers.
- Hausse des frais d'entretien et des autres dépenses en lien avec l'inflation.
- Revenus de subventions de l'Approche portefeuille, Réno Majeure et autres.
- Revenus de stationnement contribuant à l'excédent du portefeuille.
- Location des étages vacants de l'Îlot Balmoral à partir du 1er janvier 2026.

### Charge de mise hors service d'immobilisations

- Impact aux résultats de l'application de la norme comptable SP 3280 selon la mise à jour annuelle des hypothèses.

### Ventes de propriétés

- Vente des espaces de rangement et de stationnement situés dans l'édifice Chaussegros-de-Léry.

### Programme Accès Condos

- Revenus provenant de l'encaissement des crédits d'achat Accès Condos.

### Développement de projets immobiliers et terrains

- Mise en place d'un environnement et des conditions requises permettant de créer de l'offre en habitation abordable à Montréal et établir la stratégie de financement optimale.

## 1. Évolution budgétaire 2025 – Revenus

### Revenus - Évolution budgétaire 2025

(en milliers de dollars)

| | Conseil municipal | Conseil d'agglomération | Total |
|---|---|---|---|
| **Budget original 2025** | **93 968,0** | - | **93 968,0** |
| **Budget modifié 2025** | **93 968,0** | - | **93 968,0** |
| **Prévisions 2025** | **95 398,0** | - | **95 398,0** |
| **Surplus (déficit)** | **1 430,0** | - | **1 430,0** |
| **Explications des principaux écarts** | | | |
| Exploitation du portefeuille immobilier résidentiel | (378,0) | | (378,0) |
| Exploitation du portefeuille immobilier commercial | 479,0 | | 479,0 |
| Programme Accès Condos | (250,0) | | (250,0) |
| Développement de projets immobiliers | 1 800,0 | - | 1 800,0 |
| Ajustement prix de vente de propriété | (202,0) | | (202,0) |
| Autres | (19,0) | | (19,0) |
| | **1 430,0** | - | **1 430,0** |

## 1. Évolution budgétaire 2025 – Dépenses

### Dépenses - Évolution budgétaire 2025

(en milliers de dollars)

| | Conseil municipal | Conseil d'agglomération | Total |
|---|---|---|---|
| **Budget original 2025** | **90 768,0** | - | **90 768,0** |
| **Budget modifié 2025** | **90 768,0** | - | **90 768,0** |
| **Prévisions 2025** | **92 498,0** | - | **92 498,0** |
| **Surplus (déficit)** | **(1 730,0)** | - | **(1 730,0)** |
| **Explications des principaux écarts** | | | |
| Charge de mise hors service d'immobilisations | 325,0 | - | 325,0 |
| Exploitation du portefeuille immobilier résidentiel | (981,0) | - | (981,0) |
| Exploitation du portefeuille immobilier commercial | 10,0 | - | 10,0 |
| Dévelopement de projets immobiliers et autres charges | (996,0) | - | (996,0) |
| Autres | (88,0) | - | (88,0) |
| | **(1 730,0)** | - | **(1 730,0)** |

## 3. Objectifs 2026

### Poursuite de la réalisation des objectifs du plan stratégique 2025-2028

### Gestion stratégique du portefeuille immobilier

- Poursuivre une vigie des dépenses des portefeuilles immobiliers.
- Définir un plan d'investissements pour identifier les besoins de financement pour les acquisitions et la construction de logements locatifs abordables.
- Procéder à l'acquisition d'immeubles pour la pérennité de l'abordabilité des loyers à Montréal.

### Mise en œuvre de projets de développement immobiliers d'habitation abordable

- Lancer les travaux de construction et de revalorisation des projets **Gordon, De Maisonneuve** et **2e Avenue.**
- Réaliser des activités de pré-développement en collaboration avec des partenaires diversifiés sur des sites stratégiques.
- Effectuer un projet pilote pour la mise en œuvre d'un nouveau **programme d'accession à la propriété.**

### Développement de l'environnement requis

- Poursuivre la mise en place des conditions optimales permettant de générer davantage d'opportunités pour réaliser de l'habitation abordable.
- Renforcer les partenariats d'affaires dans la réalisation de notre mission.
- Poursuivre la transformation technologique et numérique de la SHDM.

## 2. Budget 2026

a) Sommaire des revenus et dépenses par compétences

(en milliers de dollars)

| | Revenus | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Réel comparatif 2021 | Réel comparatif 2022 | Réel comparatif 2023 | Réel comparatif 2024 | Prévision comparative 2025 | Budget comparatif 2025 | Budget 2026 |
| Conseil municipal | 77 490,0 | 76 827,0 | 82 560,0 | 85 740,0 | 95 398,0 | 93 968,0 | 105 805,0 |
| Conseil d'agglomération | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total** | **77 490,0** | **76 827,0** | **82 560,0** | **85 740,0** | **95 398,0** | **93 968,0** | **105 805,0** |

| | Dépenses | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Réel comparatif 2021 | Réel comparatif 2022 | Réel comparatif 2023 | Réel comparatif 2024 | Prévision comparative 2025 | Budget comparatif 2025 | Budget 2026 |
| **Conseil municipal** | 70 427,0 | 71 382,0 | 84 896,0 | 85 967,0 | 92 498,0 | 90 768,0 | 101 405,0 |
| **Conseil d'agglomération** | - | - | - | - | - | - | - |
| **Total** | **70 427,0** | **71 382,0** | **84 896,0** | **85 967,0** | **92 498,0** | **90 768,0** | **101 405,0** |

**2. Budget 2026**

b) Principaux écarts 2026 vs 2025 – Revenus

## Principaux écarts - volet des revenus

(en milliers de dollars)

| | Conseil municipal | Conseil d'agglomération | Total |
|---|---|---|---|
| **Comparatif 2025** | **93 968,0** | - | **93 968,0** |
| Exploitation du portefeuille immobilier résidentiel | 1 190,0 | | 1 190,0 |
| Exploitation du portefeuille immobilier commercial | 13 713,0 | | 13 713,0 |
| Programme Accès Condos | (400,0) | | (400,0) |
| Ventes de propriétés | (3 059,0) | | (3 059,0) |
| Développement de projets immobiliers | 393,0 | | 393,0 |
| Autres revenus | - | | - |
| Variation totale | 11 837,0 | - | 11 837,0 |
| **Budget 2026** | **105 805,0** | - | **105 805,0** |

## 2. Budget 2026

b) Principaux écarts 2026 vs 2025 – Dépenses

### Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

| | A-P. | Conseil municipal | Conseil d'agglomération | Total |
|---|---|---|---|---|
| **Comparatif 2025** | **166,5** | **90 768,0** | **-** | **90 768,0** |
| Exploitation du portefeuille immobilier résidentiel | 3,5 | 1 861,0 | | 1 861,0 |
| Exploitation du portefeuille immobilier commercial | 0,2 | 8 841,0 | | 8 841,0 |
| Ventes de propriétés | - | (846,0) | | (846,0) |
| Développement de projets immobiliers | (0,2) | 1 048,0 | | 1 048,0 |
| Charge de mise hors service d'immobilisations | - | (275,0) | | (275,0) |
| Autres dépenses | - | 8,0 | | 8,0 |
| Variation totale | 3,5 | 10 637,0 | - | 10 637,0 |
| **Budget 2026** | **170,0** | **101 405,0** | **-** | **101 405,0** |

**2. Budget 2026**

c) Variations de l’effectif par catégories d’emplois

| | Années-personnes | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Budget comparatif 2021 | Budget comparatif 2022 | Budget comparatif 2023 | Budget comparatif 2024 | Budget comparatif 2025 | Budget 2026 |
| **Rémunération et cotisations de l'employeur** | | | | | | |
| Cadres | 30,0 | 30,4 | 31,5 | 36,0 | 35,0 | 36,0 |
| Cols blancs | 55,0 | 59,0 | 61,9 | 68,1 | 76,0 | 76,3 |
| Cols bleus | 46,9 | 50,5 | 54,5 | 52,0 | 55,5 | 57,7 |
| **Total** | **131,9** | **139,9** | **147,9** | **156,1** | **166,5** | **170,0** |

# Période de questions

# Programme triennal d’immobilisations 2026-2028

SHDM

## 1. Faits saillants du budget d’investissement en immobilisations 2026-2028

### Résidentiel - Programmes de maintien de l’actif / sécurité, alarme incendie, électromécanique et CVAC

- Des investissements importants dans le maintien de notre parc d’habitation résidentielle abordable grâce au **programme triennal d’immobilisations (PTI) 2026-2028 :** au total **78,7 M$** pour le maintien des actifs résidentiels répartis sur **161** projets.

### Commercial - Programmes de maintien de l’actif et autres

- Travaux de maintien de l’actif de près de **49 M$** pour les immeubles Complexe Chaussegros-de-Léry, Brennan-Duke et 911, Jean-Talon.
- Réalisation de travaux d’améliorations locatives de **22,5 M$** incluses au nouveau bail de la Ville au Complexe Chaussegros-de-Léry.
- Réalisation des travaux d’une valeur d’environ **8,4 M$** du Pôle synthèse (UQ) à l’Îlot Balmoral.

### Projets internes : acquisitions de matériel et équipement

- Investissement total d’environ **1 M$** pour le remplacement des systèmes informatiques actuels par un système de gestion intégré des données, permettant une amélioration continue des processus et une optimisation du travail, mise à jour des outils technologiques et acquisitions d’équipements divers.

## 1. Faits saillants du budget d'investissement en immobilisations 2026-2028 (suite…)

### Mise en œuvre de projets de développement immobiliers

- Investissements de plus de **233 M$ pour le développement d'actifs.**
- Entente portefeuille de **1 000 logements** mis en chantier d'ici juillet 2027, notamment sur des sites appartenant à la SHDM.
- Trois projets de développement qui offriront près de 140 nouveaux logements sociaux et abordables en 2026 :
  - Le **projet Gordon** dans Verdun, offrira **84** logements sociaux et abordables : Durée du chantier 12 à 18 mois.
  - Le **projet De Maisonneuve**, dans Ville-Marie, développé avec un organisme communautaire d'expérience, qui abritera **une vingtaine** de résidents(es) en situation de vulnérabilité. Début du chantier : printemps 2026.
  - Le **projet Jardin des Prairies** à Rivières des Prairies proposera **une trentaine** nouveaux logements abordables et sociaux. Début du chantier : automne 2026.

### Accession à la propriété

- Lancement d'un projet pilote relatif au nouveau programme Accès Condos nécessitant un investissement d'environ **5 M$ en 2026**. Un investissement total de **15 M$** est prévu au plan triennal.

### Acquisitions de bâtiments et terrains

- Environ **56 M$,** sur trois ans attribués aux possibilités d'acquisition de logements locatifs existants afin d'assurer une pérennité de l'abordabilité.

## 2. Enjeux

### Gestion des opérations

- Bilan de santé démontrant une vétusté variable du parc immobilier résidentiel quant à l'état et à l'ampleur des travaux nécessaires pour le maintenir, tout en préservant l'abordabilité et la disponibilité des logements.
- Maintien des activités, des logements offerts et de la qualité des lieux pendant les travaux.
- Besoins grandissants de la clientèle, dont le vieillissement de la population résidente dans les immeubles Autonomie +.

### Développement

- Viabilité des projets dans un contexte inflationniste, en assurant l'atteinte de l'abordabilité dans un délai raisonnable.
- Nécessité d'avoir recours à un apport de subvention plus important pour contrer l'augmentation des coûts de construction et assurer une certaine abordabilité.

### Finances

- La SHDM souhaite jouer pleinement son rôle de bras immobilier et travaille avec la Ville pour actionner tous les leviers de gouvernance lui permettant d'optimiser l'utilisation de son équité foncière.

## 3. Réalisations 2025

### Volet - Gestion de l'actif

- **Programme de maintien d'actifs, CVAC et travaux d'urgence**

  Investissement de **18,9 M$** :
  - Travaux de consolidation de la structure et des systèmes;
  - Travaux de remises en état de l'enveloppe du bâtiment;
  - Travaux de remises aux normes pour la sécurité du bâtiment.

- **Développement d'actifs**

  Investissement de **3,0 M$** :
  - Phase de conception des projets de revalorisation.

- **Acquisitions**

  Investissement de **4,5 M$** :
  - Acquisition de deux conciergeries totalisant 29 logements et d'un terrain qui sera un projet de développement en 2026.

### Volet - Commercial

- Investissement de **9,8 M$** :
  - Modernisation éclairage et réparation des façades et autres au 801, rue Brennan;
  - Complexe Chaussegros-de-Léry : travaux de restauration de l'enveloppe et améliorations locatives en lien avec le nouveau bail de la Ville de Montréal;
  - Améliorations locatives Balmoral – Pôle Synthèse.

### Projets internes

- Investissement de **1,4 M$** pour l'acquisition de matériel, équipements et réaménagement des bureaux.

## 3. PTI 2026-2028 par catégories d’actifs

**PTI 2026-2028 par catégories d'actifs**

(en milliers de dollars)

| CATÉGORIES D'ACTIFS | Total 2026-2028 | | |
|---|---|---|---|
| **CONSEIL MUNICIPAL** | Protection | Développement | Total |
| Bâtiments | 111 200,0 | 304 600,0 | 415 800,0 |
| Ameublement et équipements de bureau | | 1 000,0 | 1 000,0 |
| **Total :** | **111 200,0** | **305 600,0** | **416 800,0** |
| **pourcentage relatif ==>** | **26,7 %** | **73,3 %** | |

**PTI 2026-2028 :**

- Brut: 416,8 M$
- Net de subventions et contributions: 321,6 M$

## 3. PTI 2026-2028 par catégories d'actifs (suite)

**Des <u>dépenses nettes</u> de 90,0 M$ (28 %) pour la protection et de 231,6 M$ pour le développement (72 %).**

- **Volet - Gestion des actifs résidentiels**
  - Investissement brut de **78,7 M$** dans le programme de maintien d'actifs (**21,2 M$** de subventions et contributions).
- **Volet – Commercial**
  - Investissement net de **32,5 M$** pour le maintien du parc commercial, après refacturation des travaux.
- **Volet – Projets internes**
  - Investissement net de **1 M$** pour l'achat de matériel et d'équipement.
- **Volet – Plan de développement**
  - Investissement brut de **304,6 M$** (**74,0 M$** de subventions et de contributions) :
    - **233,3 M$** pour des projets de développement immobiliers;
    - **15 M$** pour la relance du programme Accès Condos;
    - **56,3 M$** pour l'acquisition de terrain, bâtiments et clés en main.

## Programmes PTI 2026-2028

| | |
|---|---|
| • Maintien de l'actif résidentiel et commercial | 98,6 M$ |
| • Sécurité et alarme incendie | 0,2 M$ |
| • Chauffage, ventilation et air conditionné (CVAC) | 12,4 M$ |
| Sous-Total | 111,2 M$ |
| Contributions / subventions | (21,2) M$ |
| **Total** | **90,0 M$** |

## 5. Priorités du PTI 2026-2028 : projets

### Projets PTI 2026-2028

| | |
|---|---|
| • Projet de développement | 248,3 M$ |
| • Acquisitions terrains, bâtiments et clés en main | 56,3 M$ |
| • Acquisitions de matériel et d'équipements | 1,0 M$ |
| Sous-Total | 305,6 M$ |
| Contributions / subventions | (74,0) M$ |
| **Total** | **231,6 M$** |

# Période de questions

# Annexes

## Annexes

1. Qui est la SHDM, sa mission?
2. Chiffres clés
3. Organigramme 2025
4. Objectifs et réalisations 2025
5. Bilan en matière de santé et sécurité au travail

**Annexes - Budget de fonctionnement**

1. Indicateurs de performance
2. Budget 2026 : Revenus et dépenses par objets
3. Budget 2026 : Revenus et dépenses par objets – Explication des écarts
4. Budget 2026 : Dépenses par catégories d'emplois

**Annexes - Programme triennal d'immobilisations 2026-2028**

1. PTI 2026-2028 à la charge des contribuables (subventions et autres sources de financement)
2. Liste des programmes par compétences
3. Liste des projets par compétences
4. Liste des projets et programmes et leurs provenances de financement externe
5. Écart entre le PTI 2025-2027 et le PTI 2026-2028 sur 3 ans
6. Impacts sur le budget de fonctionnement
7. Impacts sociaux et mesures de mitigation
8. Accessibilité universelle : mesures mises en œuvre
9. Liste des acronymes

Crédit de la photo

## 1. Qui est la SHDM?

La SHDM est une **société paramunicipale à but non lucratif**, mandataire de la Ville de Montréal. Elle opère avec 100 % d'autonomie financière, c'est-à-dire qu'elle ne reçoit aucune contribution budgétaire de la Ville de Montréal pour son fonctionnement.

Bras immobilier de la Ville de Montréal, la SHDM intervient en **habitation abordable** à très long terme. Elle contribue à maintenir et à augmenter l'offre de logements locatifs résidentiels par une **mixité de clientèle,** dont les personnes en situation de vulnérabilité, et à favoriser **l'accès à la propriété abordable.** Elle est un partenaire de choix pour **réaliser des projets immobiliers innovants,** par l'acquisition, le développement et l'exploitation, notamment à la demande de la Ville, des terrains et des actifs à des fins résidentielles et commerciales.

### Vision

**Bâtir l'habitation abordable à Montréal, maintenant et pour longtemps.**

### Mission

La SHDM a pour objet de contribuer au développement économique et social de la Ville de Montréal par la mise en valeur d'actifs immobiliers de nature résidentielle, institutionnelle, industrielle, commerciale et culturelle sur le territoire de celle-ci.

## 2. CHIFFRES CLÉS

### Notre parc immobilier

- **393** bâtiments résidentiels regroupant plus de **5 200** logements abordables pour une mixité de clientèles regroupant plus de 10 000 personnes.
- **3 925** unités abordables réalisées dans le cadre du programme Accès Condos (depuis 2005).
- **7 immeubles** représentant près de **1 million de pi$^2$** d'espaces commerciaux à vocation institutionnelle et culturelle.

### Nos finances

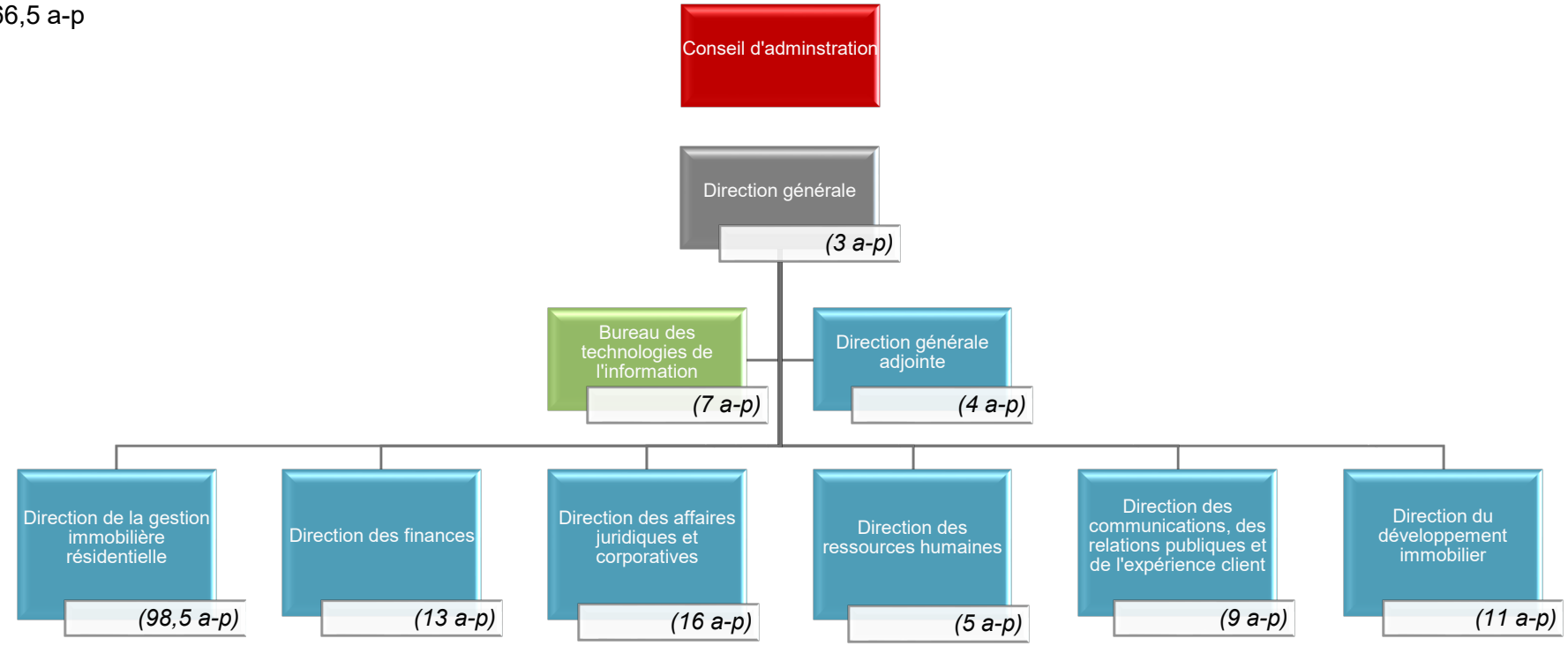
- Financièrement autonome.
- Valeur du portefeuille immobilier : plus de **1,4 milliard $.**
- Ratio d'endettement d'environ **14 %.**
- Revenus annuels budgétés **: 105 millions $** pour **2026.**
- Investissements immobiliers et travaux majeurs : **47,8 millions $**
- Taxes foncières générées pour la Ville de Montréal : **17,8 millions $**

### Notre équipe

- Plus de 150 employés en poste.
- Un total de neuf administrateurs et deux ressources externes au conseil d'administration lequel est composé de trois comités.

## 3. Organigramme 2025

Nombre total : 166,5 a-p



## 4. Objectifs et réalisations 2025

### Déploiement du plan stratégique 2025-2028

### Réalisations pour bâtir l'habitation abordable

- Accroissement du parc immobilier résidentiel par l'acquisition de deux conciergeries totalisant 29 logements dans Rosemont-La-Petite-Patrie.
- L'acquisition du terrain situé à l'angle de la rue Gilford et de la 2e Avenue dans l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie.
- Des activités de pré-développement avec la réservation par la Ville de quatre sites à la SHDM pour d'éventuels développements, dans le cadre de la Politique de cession de terrain de la Ville.

### Gestion stratégique du portefeuille immobilier

- Vigie en continue des dépenses des portefeuilles immobiliers.
- Détermination de la capacité d'endettement et la stratégie financière de la SHDM pour la réaliser l'habitation abordable.

### Création de l'environnement requis pour maximiser le développement d'habitations abordables

- Mise en place des conditions optimales permettant de générer davantage d'opportunités pour réaliser l'habitation abordable dont :
  - La révision de ses lettres patentes lui permettant plus d'agilité;
  - L'adoption de principes d'abordabilité qui ont été enchâssés dans une nouvelle politique;
  - L'adoption de la politique de gestion de la dette.
- Modernisation de la place d'affaires de la SHDM.
- Poursuite de la transformation technologique et numérique .

## 5. Bilan en matière de santé et sécurité au travail

### Comité paritaire en santé et sécurité au travail

- 3 rencontres du comité paritaire avec le syndicat des cols bleus regroupés de Montréal (SCFP section locale 301).
- 6 rencontres du comité paritaire avec le syndicat des fonctionnaires municipaux de Montréal (SCFP-429).

### Formations

- Formation sur la gestion sécuritaire de l'amiante aux nouveaux employés dont la fonction le requiert.
- Formation sur les secourismes en milieu de travail
- Formation sur l'ergonomie pour les employés de bureau

### Essai d'ajustement (fit-test)

- Les nouveaux employés dont la fonction le requiert.
- Les employés ayant été testés depuis plus de 2 ans.

### Autres actions

- Révision de la Politique de santé et sécurité au travail en respect des nouvelles obligations légales
- Élaboration et déploiement d'un code de civilité pour les employés du bureau administratif
- Mise à jour du registre d'amiante
- Évaluation des risques psychosociaux pour les cols bleus

# Annexes

## Budget de fonctionnement

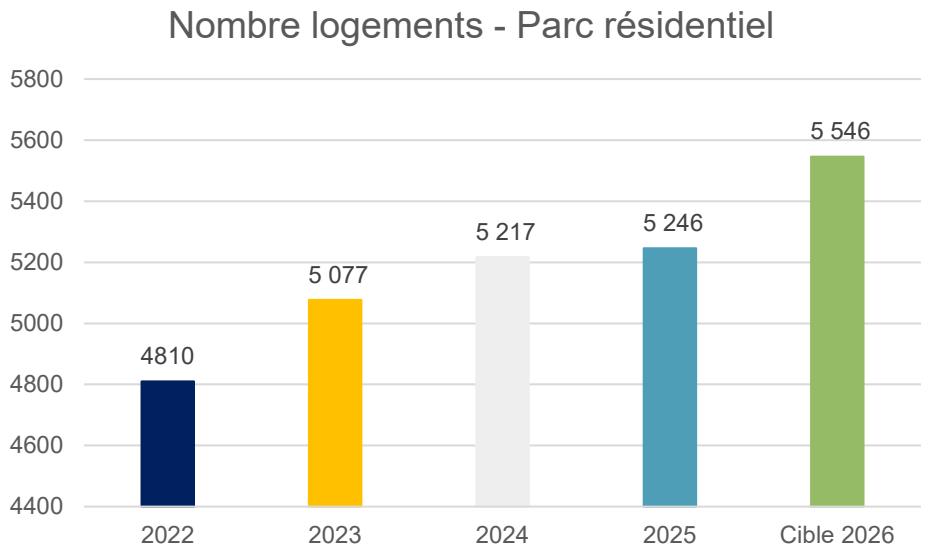
## 1. Indicateurs de performance du service

### Indicateurs clés :

a. Évolution du nombre de logements du parc résidentiel
b. Taux d’inoccupation des logements locatifs
c. Suivi des créances du portefeuille immobilier résidentiel
d. Taux d’endettement
e. Accès Condos : nombre de remboursements des crédits d’achat
f. Achalandage des stationnements
g. Taux de réalisation des projets et des programmes d’immobilisations

## 1. Indicateurs clés du Service

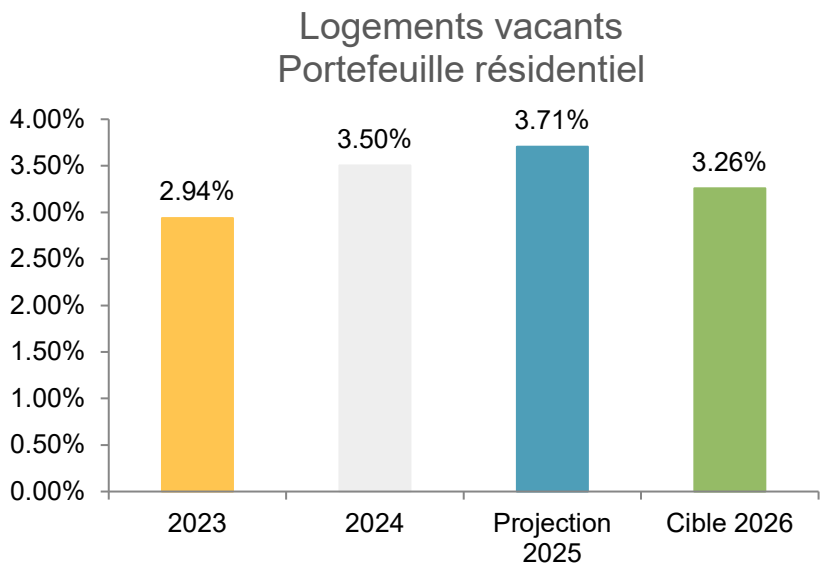
### a. Évolution du nombre de logements du parc résidentiel




La cible d'augmentation 2026 est en ligne avec la stratégie financière de la SHDM qui a pour objectif d'augmenter le parc locatif résidentiel de 1 000 logements d'ici juillet 2027.

## 1. Indicateurs clés du Service

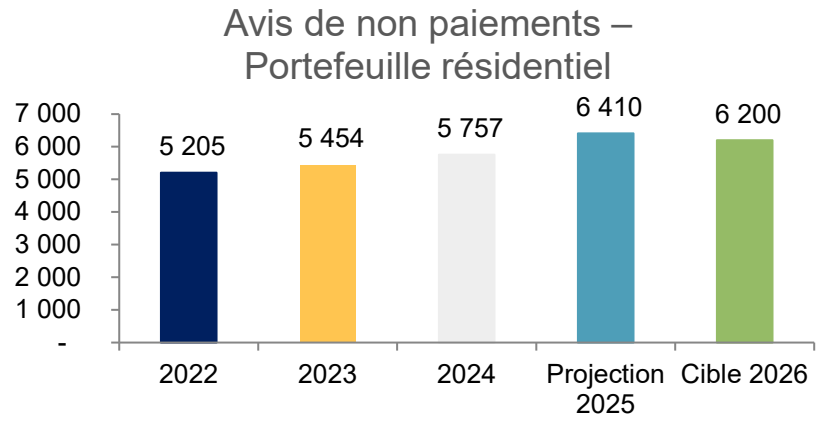
### b. Taux d'inoccupation des logements locatifs

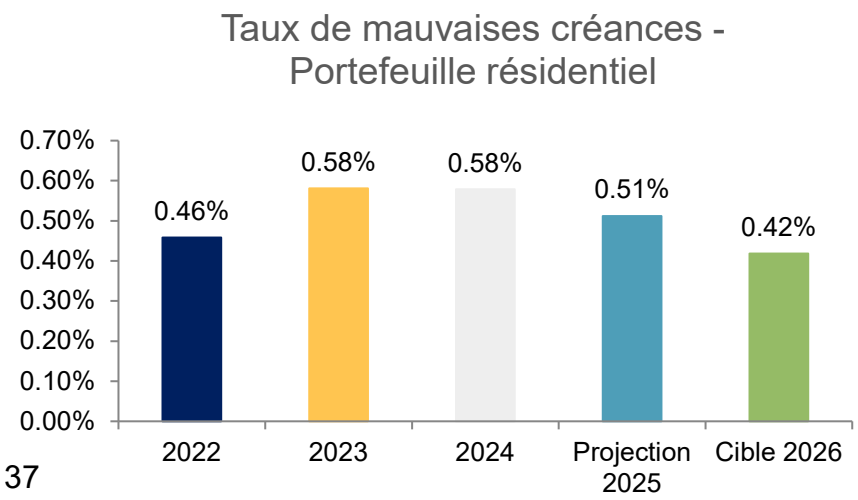



- Une vigie est faite mensuellement afin de suivre le nombre de logements vacants.

# 1. Indicateurs clés du Service

## c. Suivi des créances du portefeuille immobilier résidentiel

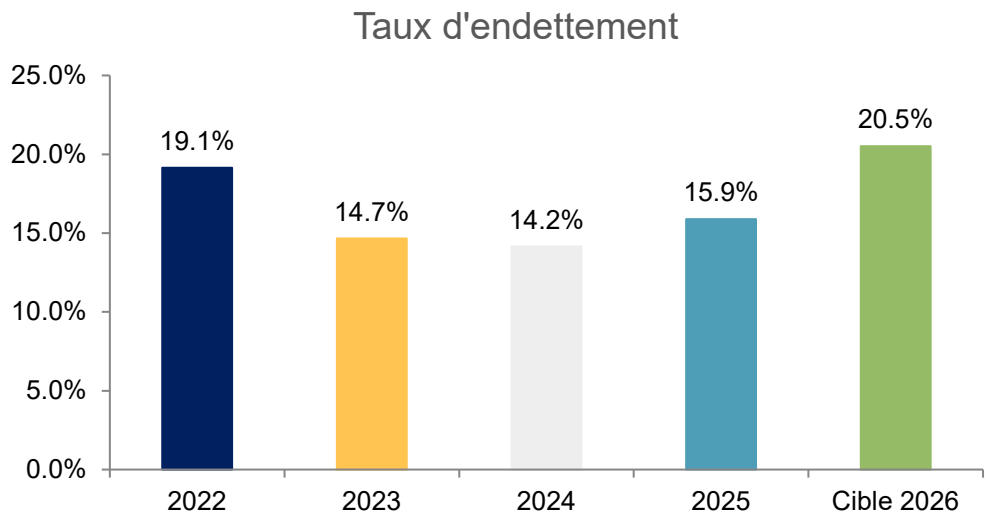



- Effort interne accru dans le suivi des comptes à recevoir par l'envoi mensuel d'avis de non-paiement.
- Hausse remarquée des retards de paiements des locataires.
- Baisse du taux de mauvaises créances possible grâce au suivi rigoureux des comptes en souffrance.

# 1. Indicateurs clés du Service

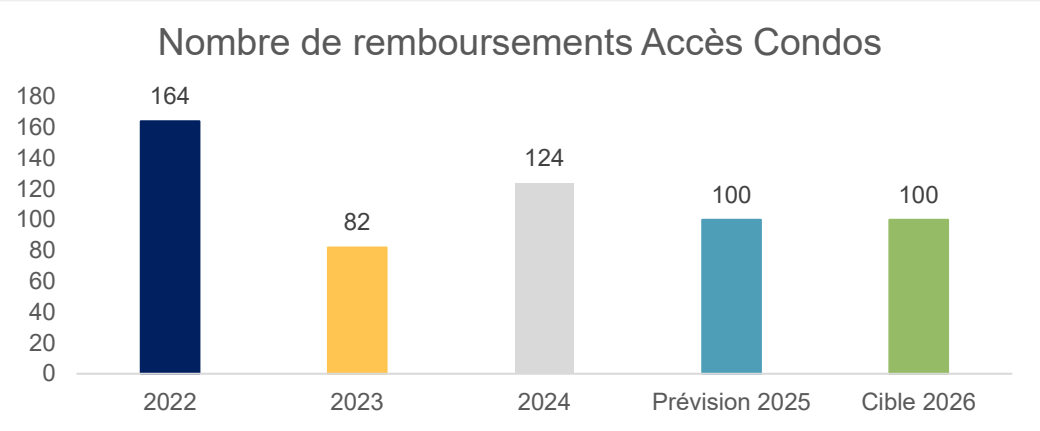
## d. Taux d’endettement



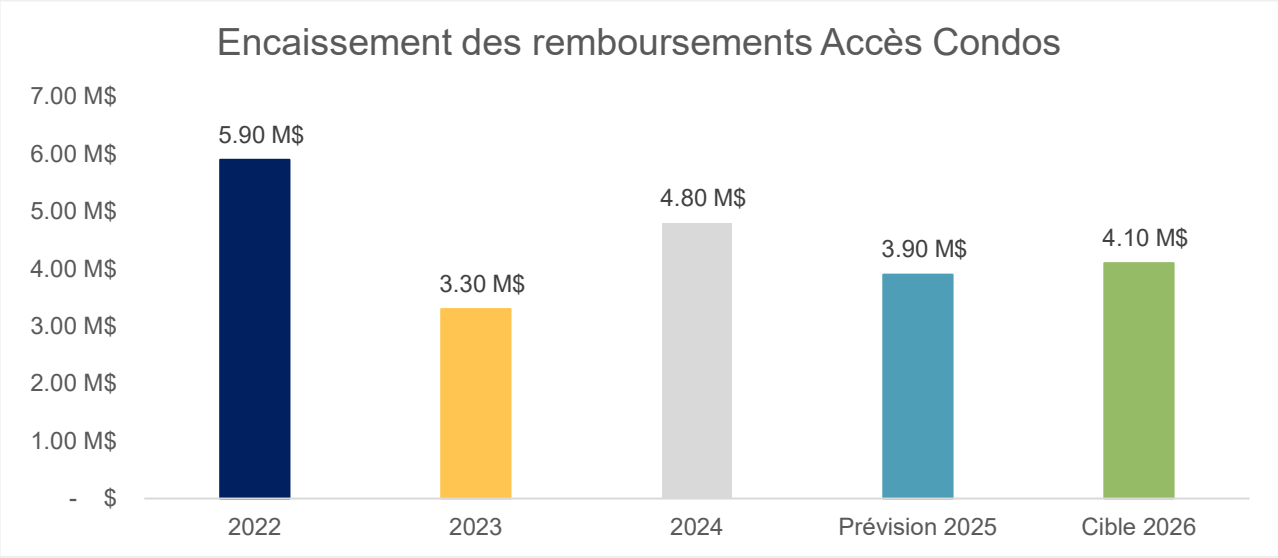

- Augmentation du levier à la suite de l’acquisition des baux emphytéotiques.
- Financement externe des acquisitions potentielles et effet de levier sur les immeubles libres d’hypothèques pour le financement de projets en développement.
- Nouvelle dette de 2025, 16,6 M$ en lien avec le financement de l’acquisition de l’ensemble immobilier de la Pépinière.

# 1. Indicateurs clés du Service

## e. Accès Condos : nombre de remboursements des crédits d'achat



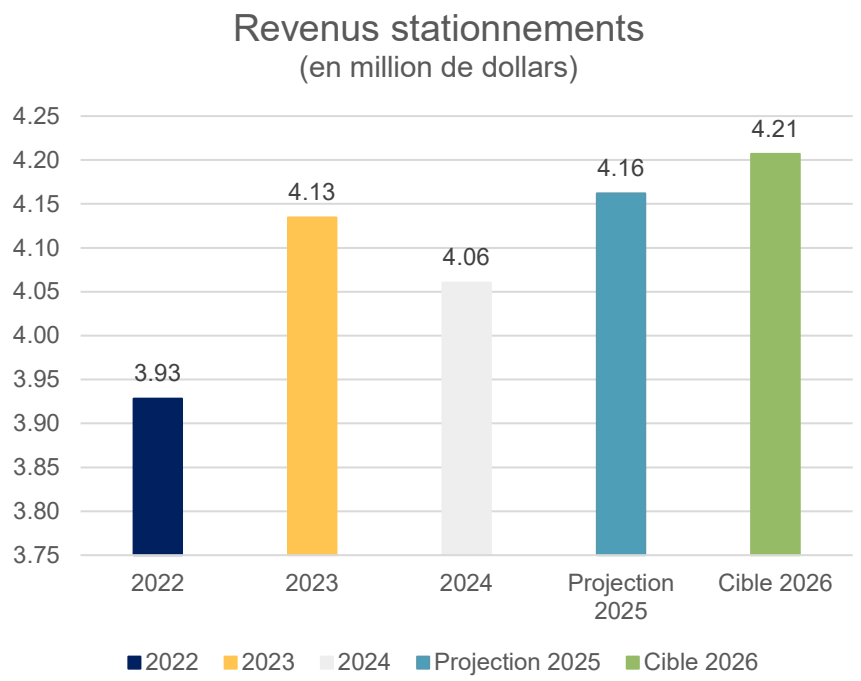

- Ralentissement observé du nombre de remboursements par année
- Augmentation du pourcentage des plus-values encaissées attribuable à la situation actuelle du marché de l'immobilier.




39

# 1. Indicateurs clés du Service

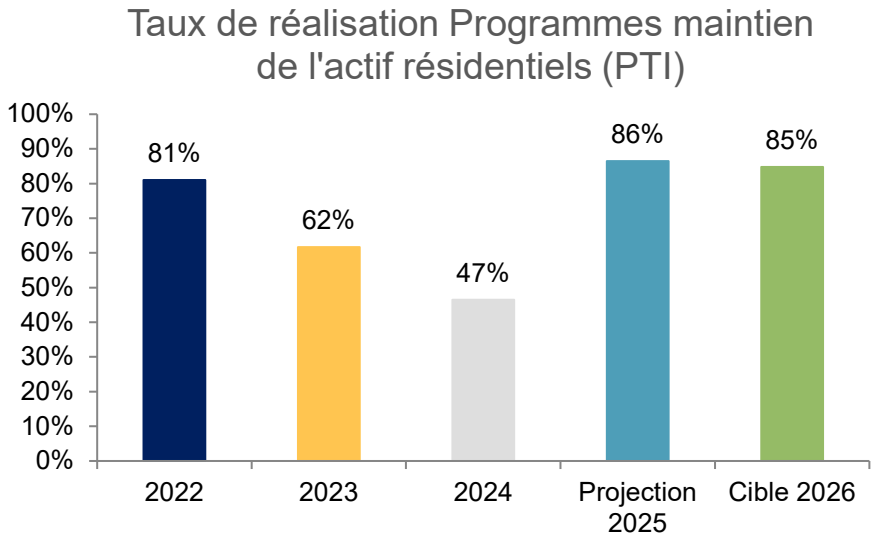
## f. Achalandage des stationnements




- Maintien du niveau d'achalandage des stationnements.
- Travaux de remise en état de la structure du stationnement du Complexe Chaussegros-de-Léry seront réalisés en 2026. Pour minimiser les impacts sur les revenus, les travaux seront réalisés en alternance sur les différents étages, limitant la non-disponibilité des espaces de stationnement.

## 1. Indicateurs clés du Service

### g. Taux de réalisation des projets résidentiels des programmes d'immobilisations




- La projection 2025 et la cible de réalisation 2026 prennent en compte les montants de travaux à atteindre pour maximiser les subventions de l'Approche portefeuille d'ici 2028; les acquisitions potentielles en lien avec l'augmentation de l'offre de logements abordables et le développement de nouveaux projets.

## 4. Budget 2026 – Revenus et dépenses par objets

### Revenus par objets

(en milliers de dollars)

| | Réel comparatif 2021 | Réel comparatif 2022 | Réel comparatif 2023 | Réel comparatif 2024 | Prévision comparative 2025 | Budget comparatif 2025 | Budget 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Autres revenus | 77 490,0 | 76 827,0 | 82 560,0 | 85 740,0 | 95 398,0 | 93 968,0 | 105 805,0 |
| **Total** | **77 490,0** | **76 827,0** | **82 560,0** | **85 740,0** | **95 398,0** | **93 968,0** | **105 805,0** |

### Dépenses par objets

(en milliers de dollars)

| | Réel comparatif 2021 | Réel comparatif 2022 | Réel comparatif 2023 | Réel comparatif 2024 | Prévision comparative 2025 | Budget comparatif 2025 | Budget 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Rémunération et cotisations de l'employeur | 9 860,4 | 10 376,0 | 11 975,0 | 12 806,0 | 14 614,0 | 16 363,0 | 15 552,0 |
| Transport et communication | 119,5 | 88,8 | 91,0 | 93,0 | 102,0 | 107,0 | 102,0 |
| Services professionnels | 2 629,1 | 3 762,2 | 3 901,0 | 3 309,0 | 3 524,0 | 3 179,0 | 2 697,0 |
| Location, entretien et réparation | 14 785,1 | 15 512,0 | 18 750,0 | 16 924,0 | 18 807,0 | 16 757,0 | 27 538,0 |
| Biens non durables | 5 293,8 | 6 277,7 | 5 968,0 | 6 036,0 | 6 569,0 | 6 450,0 | 6 805,0 |
| Frais de financement | 4 503,5 | 4 952,4 | 7 368,0 | 8 271,0 | 8 493,0 | 7 604,0 | 8 093,0 |
| Frais de développements immobiliers | 1 367,3 | 487,7 | 591,0 | 702,0 | 70,0 | 514,0 | 260,0 |
| Taxes | 17 585,3 | 18 077,4 | 18 355,0 | 19 019,0 | 18 902,0 | 19 374,0 | 19 614,0 |
| Autres objets* | 14 282,9 | 11 847,8 | 17 897,0 | 18 810,0 | 21 417,0 | 20 420,0 | 20 744,0 |
| **Total** | **70 426,9** | **71 382,0** | **84 896,0** | **85 970,0** | **92 498,0** | **90 768,0** | **101 405,0** |

* Inclut la charge de désactualisation de la norme SP 3280 - Obligation liée à la mise hors service d'immobilisation (OMHS)

## 5. Budget 2026 – Revenus et dépenses par objets – explications d’écarts

- Création de postes pour l’équivalent de 3,5 a-p afin de compléter l’équipe de la Direction de la gestion immobilière résidentielle (3,2 postes) afin de soutenir la gestion et l’entretien du parc immobilier de la SHDM qui est en croissance.

- Augmentation des honoraires professionnels afin de mettre l’accent sur le développement des futurs projets de construction/revalorisation de la SHDM.

- Balmoral : Perception des loyers du Pôle Synthèse dès le 1er janvier 2026.

## 6. Budget 2026 – Dépenses par catégories d’emplois (a-p,)

### Dépenses par catégories d'emplois

| | (en milliers de dollars) | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Budget comparatif 2021 | Budget comparatif 2022 | Budget comparatif 2023 | Budget comparatif 2024 | Budget comparatif 2025 | Budget 2026 |
| **Rémunération et cotisations de l'employeur** | | | | | | |
| Cadres et personnel non-syndiqué | 4 298,6 | 4 410,8 | 4 950,5 | 5 752,3 | 6 325,7 | 6 231,0 |
| Cols blancs | 4 139,8 | 4 393,7 | 4 555,2 | 5 381,2 | 6 128,2 | 7 814,4 |
| Cols bleus et gardiens surveillants | 2 998,3 | 3 174,3 | 3 796,3 | 3 577,8 | 3 909,1 | 4 259,6 |
| **Total** | **11 436,7** | **11 978,8** | **13 302,0** | **14 711,3** | **16 363,0** | **18 305,0** |

# Annexes

## Programme triennal d’immobilisations 2026-2028

## 1. PTI à la charge des contribuables (subventions et autres sources de financement)

### PTI 2026-2028 : 416,8 M$

- Au net, un montant de 9,5 M$ sera à la charge des contribuables, soit 2 % du PTI planifié.
- Ce 9,5M$ provient de l'entente de l'Approche Portefeuille et du financement du projet Gordon.
- 85,7 M$ financé par des subventions, soit 21 % du financement total.

(en milliers de dollars)

| MODES DE FINANCEMENT | Total 2026-2028 | | |
|---|---|---|---|
| | Conseil municipal | Conseil agglomération | Total |
| **Programmation déposée** | 416 800,0 | - | 416 800,0 |
| **Source de financement externe** | | | |
| Contributions SCHL | (18 000,0) | - | (18 000,0) |
| Prêt SCHL | (26 900,0) | - | (26 900,0) |
| Autres subventions | (67 700,0) | - | (67 700,0) |
| Autres revenus | (294 700,0) | - | (294 700,0) |
| | (407 300,0) | - | (407 300,0) |
| **Montant à la charge des contribuables** | 9 500,0 | - | 9 500,0 |

## 2. Liste des programmes par compétences

(en milliers de dollars)

| NOM DE L'UNITÉ D'AFFAIRES/ DIRECTION | N° | PROGRAMME | Compétence | Réalisations antérieures | | | | Budget original | PTI 2026-2028 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Total 2026 | Total 2027 | Total 2028 |
| SHDM | n/a | Programme de maintien de l'actif et travaux d'urgence (commercial et résidentiel) | M | 5 350,0 | 7 090,0 | 8 770,0 | 10 842,0 | 20 000,0 | 36 900,0 | 30 900,0 | 30 800,0 |
| SHDM | n/a | Programme de sécurité / alarme incendie | M | 1 240,0 | 1 000,0 | 40,0 | 263,0 | - | 200,0 | - | - |
| SHDM | n/a | Programme de chauffage, ventilation et air conditionné (CVAC) | M | 20,0 | 1 250,0 | 1 490,0 | 1 982,0 | 5 200,0 | 3 900,0 | 4 400,0 | 4 100,0 |
| **Total :** | | | | **6 610,0** | **9 340,0** | **10 300,0** | **13 087,0** | **25 200,0** | **41 000,0** | **35 300,0** | **34 900,0** |

## 3. Liste des projets par compétences

(en milliers de dollars)

| NOM DE L'UNITÉ D'AFFAIRES/ DIRECTION | N° | PROJET | Compétence | PTI 2026-2028 (brut) | Source externe de financement | Projet net |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Total 2026-2028 | Total 2026-2028 | Total 2026-2028 |
| SHDM | n/a | Projets de développement d'actifs | M | 233 300,0 | 68 655,0 | 164 645,0 |
| SHDM | n/a | Projets Accès Condos | M | 15 000,0 | - | 15 000,0 |
| SHDM | n/a | Acquisition de terrains et de bâtiments | M | 56 300,0 | 8 445,0 | 47 855,0 |
| SHDM | n/a | Acquisition de matériel et d'équipements | M | 1 000,0 | - | 1 000,0 |
| **Total :** | | | | **305 600,0** | **77 100,0** | **228 500,0** |

## 4. Liste des projets et programmes et leurs provenances de financement externe

(en milliers de dollars)

| NOM DE L'UNITÉ D'AFFAIRES/ DIRECTION | No | PROJET | PTI 2026-2028 (brut) | SCHL | Ville de Montréal | Autres | SHDM | PTI 2026-2028 (net) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| SHDM | n/a | Programme de maintien de l'actif et travaux d'urgence | 98 600,0 | | | | | |
| SHDM | n/a | Programme de sécurité / alarme incendie | 200,0 | 15 900,0 | 5 300,0 | - | 90 000,0 | - |
| SHDM | n/a | Programme de chauffage, ventilation et air conditionné (CVAC) | 12 400,0 | | | | | |
| SHDM | n/a | Projets de développement d'actifs | 233 300,0 | 2 100,0 | 4 200,0 | 59 255,0 | 167 745,0 | - |
| SHDM | n/a | Projets Accès Condos | 15 000,0 | - | - | - | 15 000,0 | - |
| SHDM | n/a | Acquisitions de terrains et de bâtiment | 56 300,0 | - | - | 8 445,0 | 47 855,0 | - |
| SHDM | n/a | Acquisitions de matériel et d'équipements | 1 000,0 | - | - | - | 1 000,0 | - |
| **Total :** | | | **416 800,0** | **18 000,0** | **9 500,0** | **67 700,0** | **321 600,0** | **0,0** |

## 5. Écart entre le PTI 2025-2027 et le PDI 2026-2028 sur 3 ans

**(en milliers de dollars)**

| N° | PROGRAMME / PROJET | PTI 2025-2027 (brut) | | | | PTI 2026-2028 (brut) | | | | Écart total | Explications |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2025 | 2026 | 2027 | Total | 2026 | 2027 | 2028 | Total | | |
| n/a | Programme de maintien de l'actif et travaux d'urgence | 20 000,0 | 24 700,0 | 21 000,0 | 65 700,0 | 36 900,0 | 30 900,0 | 30 800,0 | 98 600,0 | 32 900,0 | Augmentation des projets |
| n/a | Programme de sécurité / alarme incendie | - | 600,0 | - | 600,0 | 200,0 | - | - | 200,0 | (400,0) | Projet des acquisitions 2024 |
| n/a | Programme de chauffage, ventilation et air conditionné (CVAC) | 5 200,0 | 7 000,0 | 5 600,0 | 17 800,0 | 3 900,0 | 4 400,0 | 4 100,0 | 12 400,0 | (5 400,0) | Nouveaux projets |
| n/a | Projets de développement | 33 000,0 | 41 300,0 | 66 800,0 | 141 100,0 | 29 800,0 | 84 700,0 | 118 800,0 | 233 300,0 | 92 200,0 | Nouveaux projets d'envergure en démarrage |
| n/a | Accès Condos | - | - | - | - | 5 000,0 | 5 000,0 | 5 000,0 | 15 000,0 | 15 000,0 | Projet pilote |
| n/a | Acquisitions de terrains et de bâtiments | 23 300,0 | 10 900,0 | 15 000,0 | 49 200,0 | 33 000,0 | 11 400,0 | 11 900,0 | 56 300,0 | 7 100,0 | Augmentation de la cible des acquisitions |
| n/a | Acquisitions de matériel et d'équipements | 1 400,0 | 200,0 | 200,0 | 1 800,0 | 300,0 | 600,0 | 100,0 | 1 000,0 | (800,0) | Projets internes |
| Total des investissements bruts | | **82 900,0** | 84 700,0 | 108 600,0 | **276 200,0** | **109 100,0** | 137 000,0 | 170 700,0 | **416 800,0** | **140 600,0** | |
| Source de financement externe - SCHL | | 11 200,0 | 12 500,0 | 10 700,0 | 34 400,0 | 7 800,0 | 5 200,0 | 5 000,0 | 18 000,0 | (16 400,0) | |
| Source de financement externe - Ville de Montréal | | 5 500,0 | 4 500,0 | 2 200,0 | 12 200,0 | 6 100,0 | 1 700,0 | 1 700,0 | 9 500,0 | (2 700,0) | |
| Source de financement externe - FTQ | | 3 600,0 | 1 700,0 | - | 5 300,0 | 3 000,0 | 1 800,0 | - | 4 800,0 | (500,0) | |
| Source de financement externe - PHAQ | | 8 400,0 | 6 900,0 | 1 300,0 | 16 600,0 | 10 700,0 | 3 100,0 | 2 500,0 | 16 300,0 | (300,0) | |
| Source de financement externe - Autres | | 9 200,0 | 3 100,0 | - | 12 300,0 | 9 000,0 | 16 300,0 | 21 300,0 | 46 600,0 | 34 300,0 | |
| **Total des investissements nets - SHDM** | | **45 000,0** | **56 000,0** | **94 400,0** | **224 300,0** | **72 500,0** | **108 900,0** | **140 200,0** | **321 600,0** | **126 200,0** | |

## 6. Impacts sur le budget de fonctionnement

- La réalisation des projets et programmes en 2026, 2027 et 2028 occasionnera des dépenses annuelles additionnelles dans le budget de fonctionnement.

  Ces dépenses concernent principalement :

  - Amortissement des travaux;
  - Amortissement des acquisitions;
  - Frais de financement;
  - Frais de détention.

- ## Impact social 1 : Travaux majeurs
  - Relocalisation des locataires durant les travaux.
  - Sécurisation de l’environnement et installation de cloisons temporaires.
- ## Impact social 2 : Travaux de mise aux normes
  - Assurer un parcours permanent aux issues / sorties.
  - Installation d’escaliers temporaires.
- ## Impact social 3 : Nuisances (bruit et poussière)
  - Installation d’écrans et de palissades.

# Objectifs

## Portrait actuel

- Le parc de la SHDM comporte 21 immeubles résidentiels accessibles totalisant 1 469 logements, soit près de 28 % du nombre de logements du parc immobilier résidentiel.
- Toutes les aires et salles communes sont accessibles sans obstacles pour les 17 immeubles Autonomie+.
- Trois bâtiments des projets pour personnes en situation de vulnérabilité offrent des aires communes, des salles communes et plus de 20 % des unités respectent les normes d’accessibilité universelle.

## 9. Liste des acronymes

- SHDM = Société d’habitation et de développement de Montréal
- a-p = années-personnes
- Ville = Ville de Montréal
- PTI = Programme triennal d’immobilisations

## Coordonnées

**Société d’habitation et de développement de Montréal (SHDM)**
800, boulevard De Maisonneuve Est, bureau 2200, Montréal, H2L 4L8
www.shdm.org

Madame Annie Léonard, CPA
Directrice des finances
514-380-2174
aleonard@shdm.org

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CM : 30.05

2026/01/12
13:00

(2)

**Dossier # : 1250310008**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du greffe , Direction , Division du soutien au greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 16 b) faciliter l'accès aux documents pertinents aux affaires de la Ville |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver le budget 2026 de l'Agence de mobilité durable |

de déposer, à l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 12 janvier 2026, pour approbation à l'assemblée extraordinaire du conseil municipal du 28 janvier 2026, le budget 2026 de l'Agence de mobilité durable.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-01-09 19:54

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| IDENTIFICATION | Dossier # :1250310008 |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du greffe , Direction , Division du soutien au greffe |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 16 b) faciliter l'accès aux documents pertinents aux affaires de la Ville |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver le budget 2026 de l'Agence de mobilité durable |

## CONTENU

### CONTEXTE

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

### DESCRIPTION

Voir le budget 2026 de l'Agence de mobilité durable en pièce jointe.

### JUSTIFICATION

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

### MONTRÉAL 2030

### IMPACT(S) MAJEUR(S)

### OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

### CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

### CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Marie DESORMEAUX
Conseillère - analyse et contrôle de gestion

**Tél :** 514 872-5898
**Télécop. :** -

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-12-22

Domenico ZAMBITO
chef(fe) de division - greffier(-iere) adjoint(e)-elections acces info. commis. reglem.

**Tél :** 514-872-3125
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Emmanuel TANI-MOORE
directeur(-trice) de service-greffe et greffier(-iere)
**Tél :** 514-872-3142
**Approuvé le :** 2026-01-09

# Budget 2026 et Programme décennal d’immobilisations 2026-2035

## Présentation à l’intention des membres de la Commission sur les finances et l’administration

Agence de mobilité durable de Montréal

Décembre 2025

# Plan de présentation


**Organigramme budget 2026** 3

**Faits saillants 2025 et impacts** 4

**Budget de fonctionnement 2026** 5 – 11

- Faits saillants 2024 en chiffres 6
- Indicateurs de performance 7
- Taux de variation des places tarifés sur rue 8
- Taux de paiement des places sur rue disponibles 9
- Évolution budgétaire 2025 (revenus et dépenses) 10 - 11

**Objectifs 2026-2028** 12 – 17

- Stimuler et accompagner des projets de mobilité durable 13
- Devenir le gestionnaire de la bordure et du stationnement hors rue 14
- Améliorer l'information et le paiement du stationnement 15
- Moderniser la stratégie de surveillance 16
- Poursuivre la transformation organisationnelle de l'Agence 17

**Budget 2026** 18 – 24

- Orientations budgétaires 19
- Comparaison budget 2026 vs 2025 20
- Sommaire des revenus et dépenses par compétences 21
- Principaux écarts 2026 vs 2025 (revenus et dépenses) 22 – 23
- Dépenses et variations de l'effectif par catégories d'emplois 24

**Revenus de stationnement tarifé sous la gestion de l'Agence** 25 – 27

- Revenus de stationnement tarifé sur rue et hors-rue 26
- Revenus de stationnement sur rue par mode de paiement 27

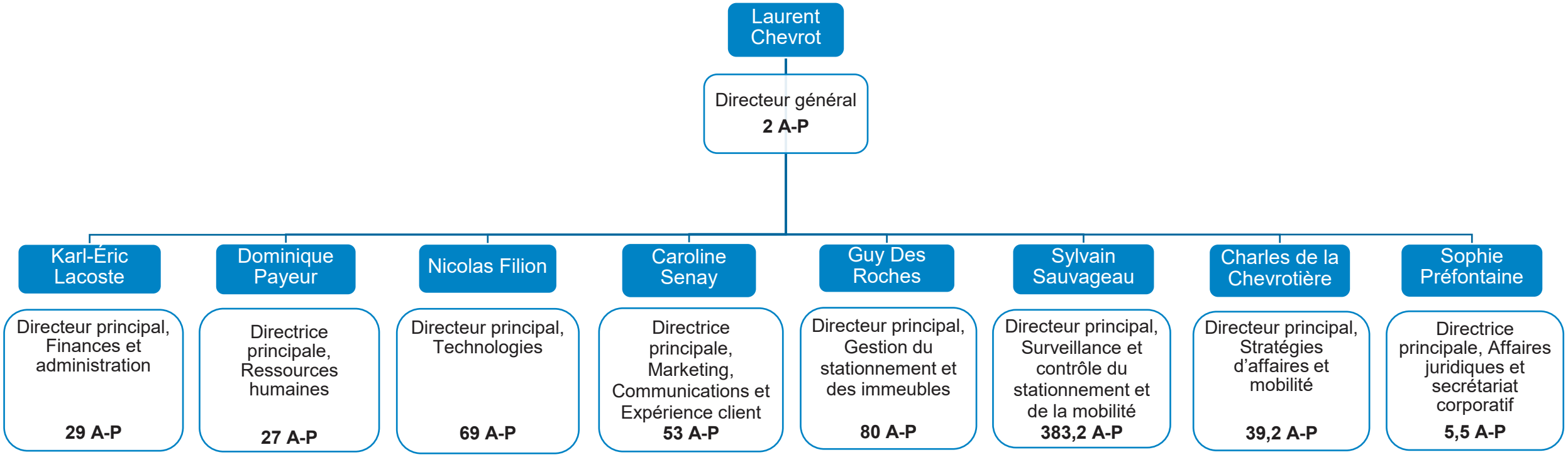
**Programme décennal d'immobilisation 2026-2035** 28 – 31

- Enjeux 29
- Réalisations du PDI 2025 30
- PDI 2026 – 2035 par catégories d'actifs 31

**Annexes** 33 – 59

# Organigramme budget 2026

## 2026: 687,9 années-personnes



# Faits saillants 2025 et impacts

### Stimuler et accompagner des projets de mobilité durable

- Déploiement du portail de données en mobilité;
- Lancement de l'inventaire de la bordure;
- Accompagnement stratégique pour le Grand Prix du Canada.

### Moderniser la stratégie de surveillance

- Déploiement du LAPI dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal et d'Outremont;
- Travaux préliminaires pour la délocalisation de deux nouveaux centres opérationnels en 2026;
- Renforcement de la capacité opérationnelle.

### Devenir le gestionnaire de la bordure et du stationnement hors rue

- Nouveaux pôles de mobilité écoresponsables à Boyer et Fleury;
- Préparation des nouveaux pôles 2026;
- Élaboration d'une image de marque et préparation d'une signalétique pour les pôles de mobilité.

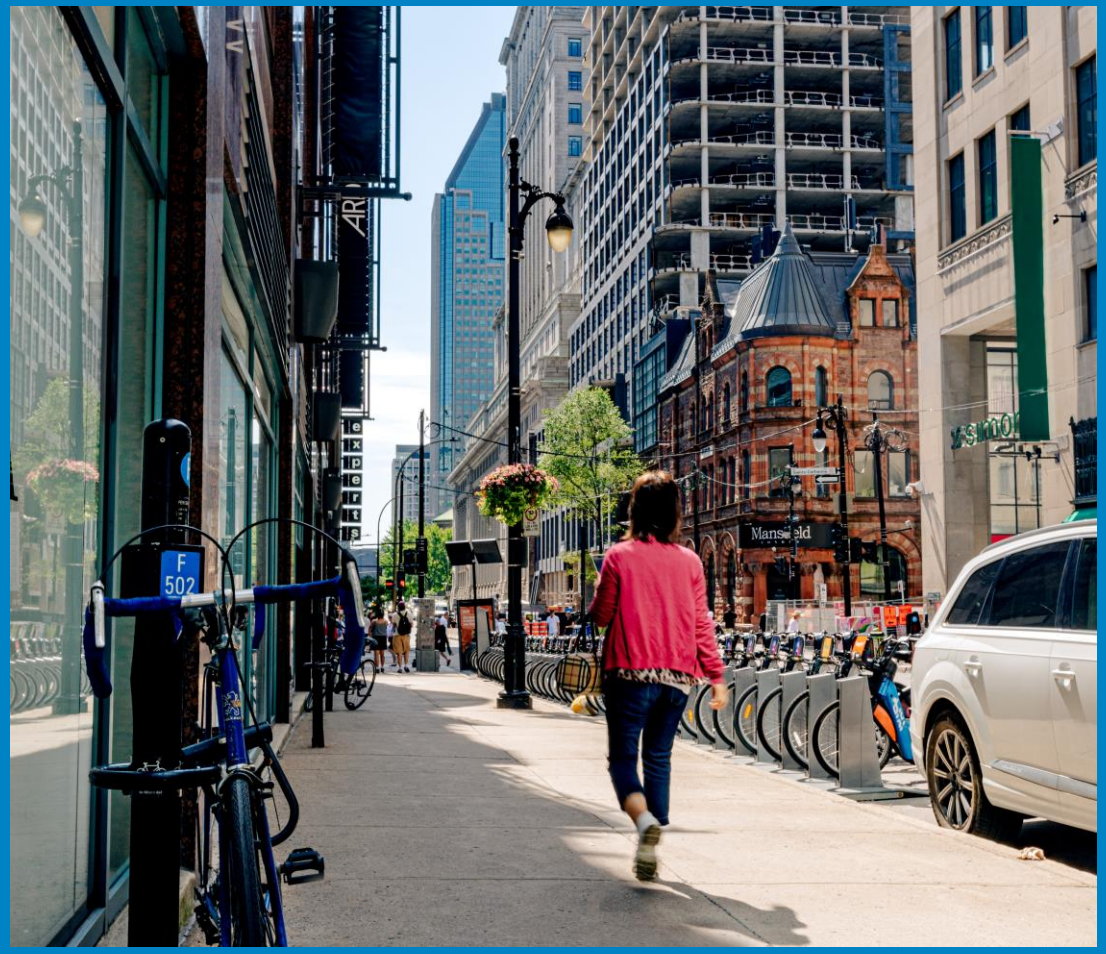
### Poursuivre la transformation organisationnelle

- Amélioration de l'efficacité des contrôles internes et modernisation des systèmes financiers;
- Démarrage d'un outil de gestion de la relation pour les clients et citoyens;
- Gestion de portefeuille et outils de priorisation des projets.

### Améliorer l'information et le paiement du stationnement

- Lancement et évolution d'un système de gestion des tarifs;
- Livraison de la nouvelle application mobile;
- Démarrage d'un projet de système de gestion intégré des permis;
- Numérisation du formulaire de pose d'enseigne.

# Budget de fonctionnement 2026



# Faits saillants 2024 en chiffres

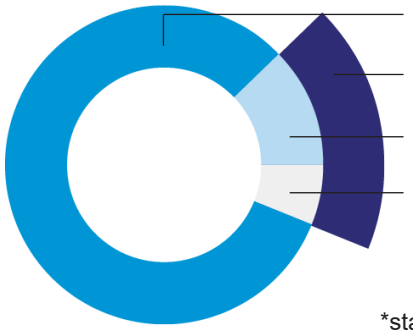
## Revenus de stationnement tarifé de la Ville de Montréal gérés par l'Agence

(En milliers de dollars)

**73 004 $**
Revenus du stationnement sur rue

**10 481 $**
Revenus du stationnement hors rue

Répartition des revenus selon le mode de paiement utilisé*




*stationnement sur rue

## Mobilier urbain

**1 339**
Bornes de stationnement

**209**
Parcoverts

**5 688**
Anneaux pour vélos

**100**
Bases de bornes restaurées

**18 499**
Places sur rue

**238**
Places sur rue réservées aux personnes à mobilité réduite

**54**
Parcomètres

**184**
Panonceaux adaptés + près des bornes

## Opérations

**53 190**
Interventions pour des permis d'occupation du domaine public

**18 882**
Requêtes d'intervention sur rue liées au mobilier urbain

**6 173**
Voûtes ramassées et traitées

## Terrains

**72**
Terrains de stationnement

**45**
Gestion entièrement par l'Agence

**27**
Gestion de la perception et/ou des permis

**6 455**
Places en terrain de stationnement

**24 009**
Permis de stationnement hors rue émis

**1 790**
Détenteurs et détentrices de permis actifs

## Service à la clientèle

**173 127**
Appels reçus au centre d'appels de l'Agence

**2 mins 06 sec**
Délai moyen d'attente au téléphone

**134 428**
Demandes d'intervention d'un-e agent-e de stationnement

## Application mobile

**807 740**
Utilisateurs de P$ Service mobile

## Nombre de transactions

**15,68 M**
Application mobile

**4,6 M**
Bornes de paiement

## Surveillance

Règlementation

**1 160 000**
Constats d'infraction

**32 966**
Remorquages

## Employé-e-s

**542**
Années-personnes*

*Cette donnée représente 478 personnes gérées par l'Agence en plus des 802 préposé-e-s au remorquage saisonniers

# Indicateurs de performance

**Les indicateurs clés suivants sont présentement suivis par l'Agence :**

- Taux de variation des places tarifées sur rue;
- Taux de paiement des places sur rue disponibles.

**Les indicateurs suivants sont également suivis et présentés dans les faits saillants 2024 de l'Agence (page précédente) :**

- Pourcentage des revenus de stationnement sur rue payés via l'application mobile;
- Nombre d'utilisateurs de l'application mobile;
- Capacité du réseau de places tarifées (nombre de places);
- Nombre de places de stationnement tarifées réservées (Parcoverts, personnes à mobilité réduite);
- Délai moyen d'attente pour joindre le service à la clientèle par téléphone.

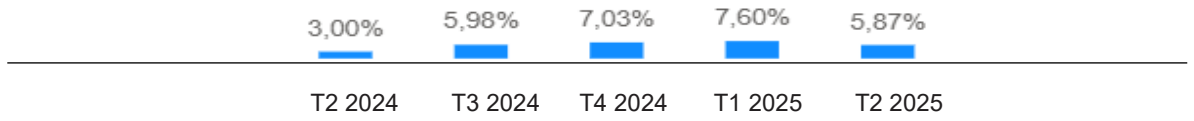
# Taux de variation des places tarifées sur rue (en date du 30 juin 2025)

**Définition :** Pourcentage de variation entre le nombre de places tarifées sur rue à la fin d'un trimestre par rapport à la fin du trimestre de l'année précédente

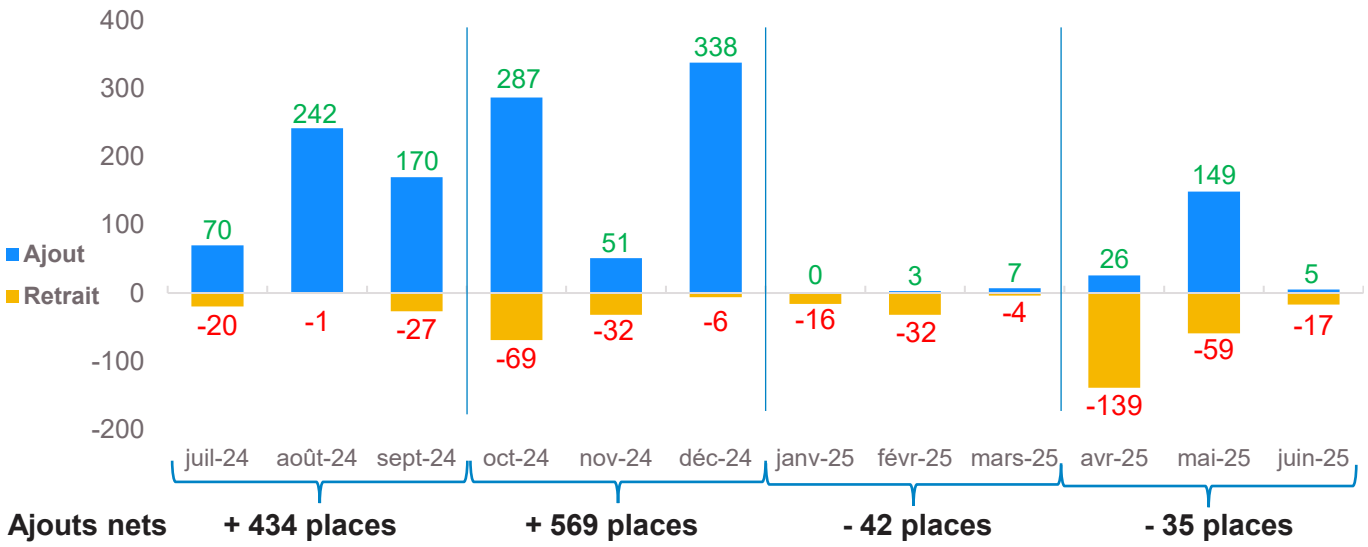
***Indicateur de performance avec cible annuelle***

***Formule : (Nb de places tarifées actives sur rue à la fin du trimestre - Nb de places tarifées actives sur rue à la fin du trimestre précédent) * 100 % / Nb de places tarifées actives sur rue à la fin du trimestre précédent***

**RÉSULTATS CUMULATIFS ANNUELS**




**NOMBRE DE PLACES PAR MOIS**




## Interprétation

- Le nombre de places sur rue au 30 juin 2025 s'élevait à **18 422.** Cette augmentation de 926 places par rapport au T2 2024 s'explique par:
  - L'ajout de nouvelles places tarifées dans plusieurs arrondissements et notamment dans le Plateau-Mont-Royal, Rosemont La-Petite-Patrie, Sud-Ouest, Verdun et Ville-Marie;
  - Une perte de places, due à la suppression de places pour l'implantation d'arrêts d'autobus et le dégagement de 5 m des intersections.

**NOTE:** Les permis ODP tels que les chantiers et stations Bixi ne sont pas comptabilisés dans ces données.

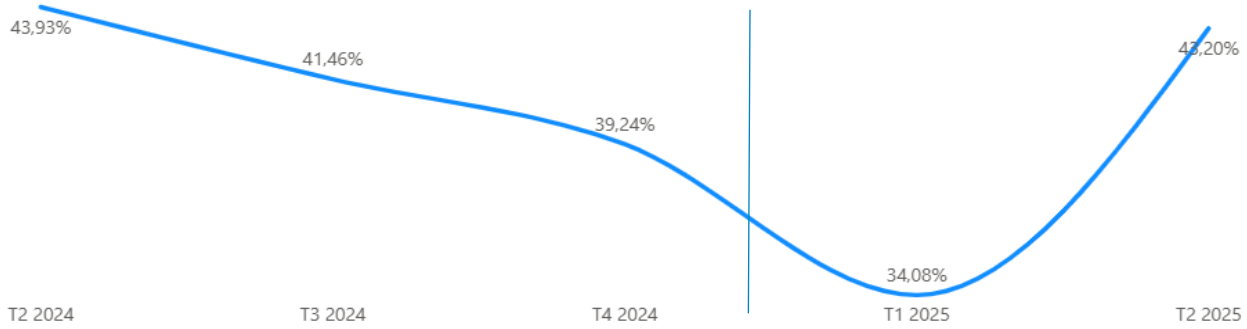
# Taux de paiement des places sur rue disponibles (en date du 30 juin 2025)

**Définition :** Minutes ayant reçu au moins un paiement sur le total des minutes disponibles au paiement.

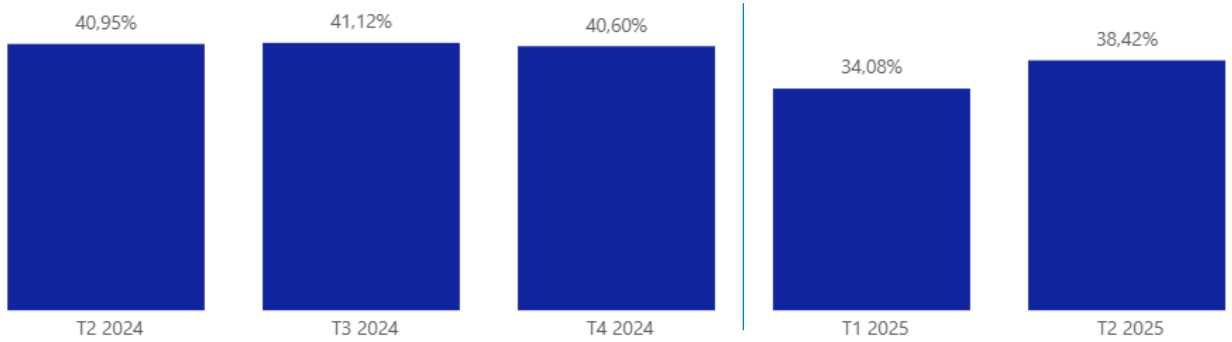
***Indicateur pour vigie seulement***

***Formule trimestrielle :*** *Pour l'ensemble des places actives durant les mois du trimestre :*
*(Addition des minutes payées par au moins un client) / (Addition des minutes de la période de tarification MOINS les minutes d'interdiction de stationnement MOINS les minutes de permis ODP)*

**RÉSULTATS TRIMESTRIELS**




**RÉSULTATS CUMULATIFS ANNUELS**




## Interprétation

- Le léger recul du taux de paiement du T2 2025 par rapport au T2 2024 s'explique, en partie, par l'ajout d'un nombre important de places lors du T4 2024, pour lesquelles le taux de paiement est généralement plus faible dans les premiers mois, à la suite de l'implantation (temps d'adaptation).

À noter :

- Le taux de paiement ne tient pas compte de la délinquance et peut varier entre les différents secteurs de la Ville. Celui-ci est d'ailleurs plus important au centre-ville;
- La gratuité du stationnement durant plusieurs jours à la suite des accumulations exceptionnelles de neige en mars 2025 explique en partie la baisse du taux de paiement au T1 2025;
- Une intensification de la surveillance (blitz de surveillance sur certains tronçons) des places tarifiées a été mise en œuvre au cours de la deuxième moitié de 2025, afin de renforcer le niveau de conformité.

# Évolution budgétaire 2025
# Revenus

*(En milliers de dollars)*

| | |
|---|---|
| **Budget original 2025** | **83 032,5** |
| **Budget modifié 2025** | **83 032,5** |
| **Prévisions 2025** | **80 225,8** |
| **Surplus (déficit)** | **(2 806,7)** |
| **Explications des principaux écarts** | |
| Diminution des revenus de gestion | (3 188,4) |
| Diminution des revenus autonomes | (109,8) |
| Contributions financières | 491,5 |
| | **(2 806,7)** |

# Évolution budgétaire 2025
# Dépenses

*(En milliers de dollars)*

| | |
|---|---|
| **Budget original 2025** | **85 032,5** |
| **Budget modifié 2025** | **85 032,5** |
| **Prévisions 2025** | **82 225,8** |
| **Surplus (déficit)** | **2 806,7** |
| **Explications des principaux écarts** | |
| Coûts moins élevés que prévus, en lien avec la gestion des terrains de stationnement, le décalage dans la mise en place de nouveaux centres opérationnels et d'autres coûts d'exploitation | 1 558,2 |
| Moins d'utilisation des budgets de projets, en raison de la capitalisation au PDI de certains coûts et de la révision des feuilles de route de certains projets | 1 464,3 |
| Amortissement moins élevé dû au report de certains achats et à la révision des feuilles de route de certains projets | 1 372,8 |
| Délai et report d'embauche lié à la capacité interne limitée ainsi qu'à la situation du marché de l'emploi | 484,1 |
| Révision à la baisse des frais de transactions suivant le déploiement de la nouvelle application mobile | 436,8 |
| Surveillance accrue afin d'assurer la réglementation sur rue et hors rue, principalement durant la période neige | (2 509,4) |
| | **2 806,7** |

# Objectifs 2026-2028

# Stimuler et accompagner des projets de mobilité durable

## PRIORITÉ

Poursuivre le développement du Portail de données en mode produit afin de diffuser la connaissance liée à la Mission de l'Agence auprès des différentes clientèles que sont le milieu académique, les professionnels de la mobilité et les citoyens.

## ACTIONS 2026 – 2028

- Évolution du Portail de données en mobilité
- Développement d'un inventaire complet de la bordure et sa mise à jour

# Devenir le gestionnaire de la bordure et du stationnement hors rue

## PRIORITÉ

Poursuivre sur la lancée des dernières années en réalisant les pôles de mobilité identifiés à la planification triennale du programme, en particulier les conversions écoresponsables retenues dans le cadre de la subvention Oasis du gouvernement du Québec.

## ACTIONS 2026 – 2028

- Mise en œuvre du programme triennal des pôles de mobilité en commençant les études et travaux sur différents sites, notamment :
  - Pôle Rachel
  - Pôle Fleury
  - Pôle Mansfield
  - Pôle Monseigneur-JA-Richard
  - Pôle St-André et Bellechasse
  - Pôle Hôpital Verdun
  - Pôle Plage de Verdun
  - Parc J-Albert Gariépy
  - Pôle Boul. Lasalle et 1ère avenue
  - Pôle Bibliothèque Marie-Uguay
  - Pôle Woodland
- Déploiement d'une image et d'une signalétique pour les pôles de mobilité, afin de définir une cohérence visuelle et fonctionnelle, tant physique que numérique
- Participation au projet Agir+ pour assurer un meilleur suivi de l'occupation du domaine public avec les différents arrondissements de Montréal

# Améliorer l’information et le paiement du stationnement

## PRIORITÉ

Poursuivre le développement des capacités de l’Agence en matière de gestion des relations avec ses clientèles.

Cela se réalisera notamment par l’évolution en mode produit du système de GTR et Mobicité. De plus, l’accent sera mis sur le développement d’un nouveau système de gestion des permis et une refonte du site web de l’Agence.

## ACTIONS 2026 – 2028

- Implantation d’un système de gestion des permis de stationnement
- Évolution du système de tarification et de réglementation du stationnement
- Évolution de l’application mobile Mobicité
- Refonte du site web de l'Agence

# Moderniser la stratégie de surveillance

## PRIORITÉ

Compléter le dernier mandat prioritaire de 2020, soit celui de délocaliser les opérations de l'Agence par l'ouverture des centres opérationnels Ontario (est), dans Mercier–Hochelaga–Maisonneuve et Lapierre (ouest) à Lasalle.

## ACTIONS 2026 – 2028

- Ouverture du Centre opérationnel – Est
- Ouverture du Centre opérationnel – Ouest
- Préparation des analyses pour le Centre opérationnel – Centre-ville
- Poursuite du déploiement du LAPI surveillance

# Poursuivre la transformation organisationnelle de l’Agence

## PRIORITÉ

Réaliser le projet de modernisation des processus et systèmes financiers (MPSF), notamment par l’implantation d’un progiciel de gestion intégré.

De plus, l’Agence verra à mettre en place un système de gestion documentaire, ainsi qu’un système de gestion de la relation client.

## ACTIONS 2026-2028

- Mise en œuvre d’un système de gestion documentaire et d’archives
- Mise en place d’un CRM (billetterie et intégration avec le nouveau portail de gestion des permis de stationnement de l’Agence)
- Développement et suivi de l’efficacité des contrôles internes et modernisation des systèmes financiers
- Poursuite de l’implantation de la gestion de portefeuille
- Poursuite du développement d’une culture d'apprentissage organisationnel

# Budget 2026

# Orientations budgétaires 2026

## Surveillance

- Amélioration de la qualité du **service** par des investissements massifs dans les technologies;
- Augmentation des **demandes d'intervention**;
- **Profitabilité** élevée et revenus additionnels potentiels importants pour la Ville;
- **Projets** : Ouverture de deux centres opérationnels additionnels, électrification de la flotte et poursuite du déploiement LAPI, incluant la verbalisation à distance à partir de 2028.

## Stationnement

- **Croissance** du nombre de places tarifées;
- **Profitabilité** et revenus additionnels potentiels importants pour la Ville;
- Gestion d'un PDI délégué par la Ville à l'Agence en **croissance**;
- **Évolution des projets** : Application mobile, tarification modulaire et progressive, système de gestion du stationnement et solution des ventes de permis de stationnement en ligne.

## Stratégies de mobilité

- **Demande en croissance** de la Ville de Montréal et ses arrondissements pour les services de l'Agence;
- **Autofinancement** pour les services aux arrondissements et aux Villes liées;
- **Projets** : Évolution du Portail de données en mobilité, pôles de mobilité et LAPI études.

- Investissements requis dans la **fondation technologique** selon le plan d'architecture d'entreprise via le PDI de l'Agence
- Soutien organisationnel à la saine gestion de la croissance de l'Agence via le budget de fonctionnement.

# Comparaison Budget 2026 vs Budget 2025

**Hausse de la contribution nette au cadre financier de la Ville** = **Hausse des revenus générés par les activités de l'Agence** - **Hausse des frais de gestion de l'Agence**

**Hausse des revenus pour la Ville supérieure à la hausse des frais de gestion**

**Hausse des excédents nets liés aux activités de l'Agence**

# Sommaire des revenus et dépenses par compétences

## Revenus et dépenses par compétences

*(en milliers de dollars)*

| | Revenus | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Réel comparatif 2024 | Prévision comparative 2025 | Budget comparatif 2025 | Budget 2026 |
| Conseil municipal | 67 241,1 | 79 325,6 | 82 132,5 | 87 068,5 |
| Conseil d'agglomération | 130,3 | 900,2 | 900,0 | 1 015,2 |
| **Total** | **67 371,4** | **80 225,8** | **83 032,5** | **88 083,7** |

| | Dépenses | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Réel comparatif 2024 | Prévision comparative 2025 | Budget comparatif 2025 | Budget 2026 |
| Conseil municipal | 66 241,1 | 81 325,6 | 84 132,5 | 89 068,5 |
| Conseil d'agglomération | 130,3 | 900,2 | 900,0 | 1 015,2 |
| **Total** | **66 371,4** | **82 225,8** | **85 032,5** | **90 083,7** |
| **Surplus (déficit)** | **1 000,0** | **(2 000,0)** | **(2 000,0)** | **(2 000,0)** |

# Principaux écarts 2026 vs 2025
# Revenus

| *(En milliers de dollars)* | Conseil municipal | Conseil d'agglomération | Total |
|---|---|---|---|
| **Comparatif 2025** | **82 132,5** | **900,0** | **83 032,5** |
| Augmentation des revenus de gestion | 5 422,0 | 115,2 | 5 537,2 |
| Contributions financières | (500,0) | | (500,0) |
| Hausse (baisse) des revenus autonomes | 14,0 | | 14,0 |
| Variation totale | 4 936,0 | 115,2 | 5 051,2 |
| **Budget 2026** | **87 068,5** | **1 015,2** | **88 083,7** |

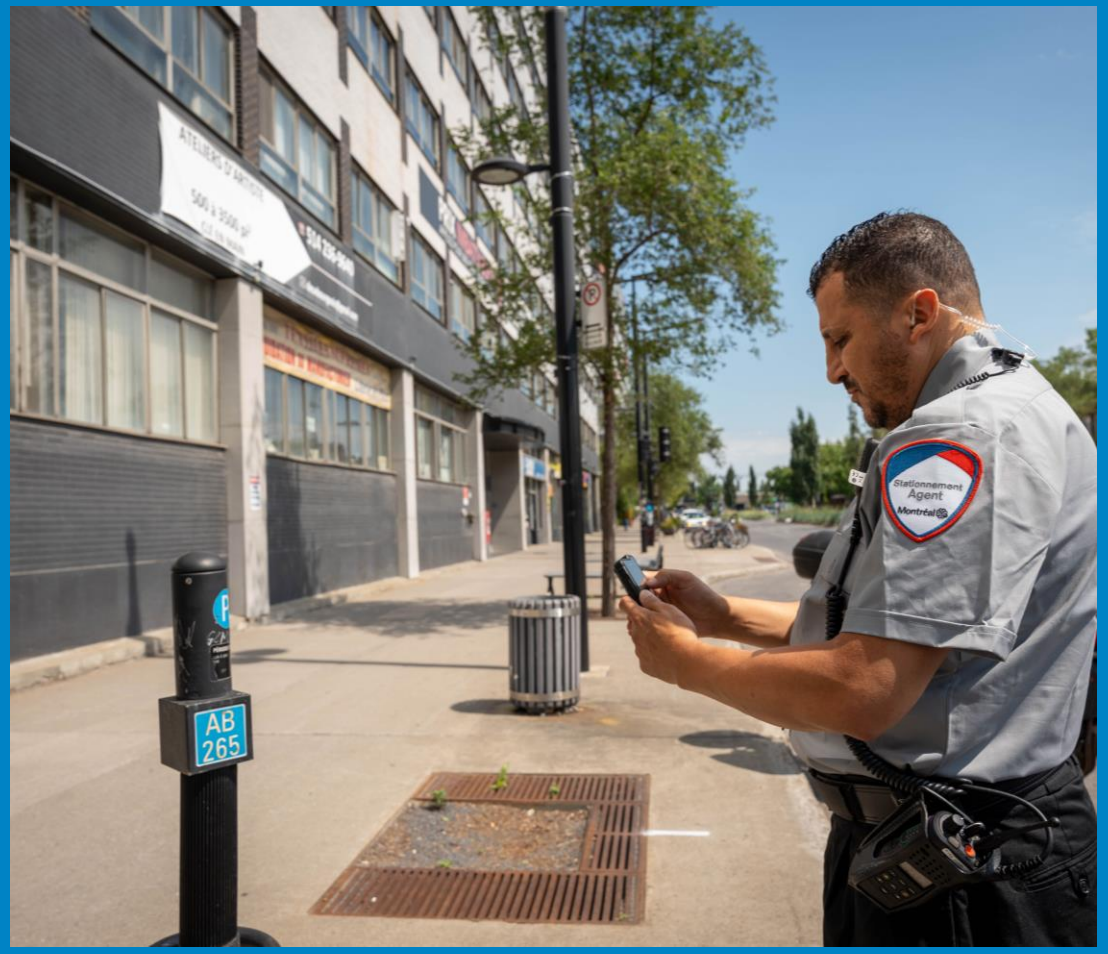
# Principaux écarts 2026 vs 2025
# Dépenses

| (En années-personnes et en milliers de dollars) | A-P. | Conseil municipal | Agglomération | Total |
|---|---|---|---|---|
| **Budget 2025** | **682,9** | **84 132,5** | **900,0** | **85 032,5** |
| Augmentations salariales | | 2 058,0 | | 2 058,0 |
| **Bonification et modernisation du service de surveillance** | | | | |
| Annualisation des 87 A-P embauchés en 2025 | | 3 263,1 | | 3 263,1 |
| Ajout de primes soirs et de fins de semaine | | 791,1 | | 791,1 |
| **Délocalisation des centres opérationnels de surveillance** | 1,0 | 733,4 | | 733,4 |
| **Évolution en lien avec les projets** | | | | |
| Affectation des ressources aux projets technologiques | | -2 581,0 | | -2 581,0 |
| Amortissement de projets et frais récurrents | | 1 157,9 | | 1 157,9 |
| Ressources additionnelles affectées à la livraison des projets | 2,0 | 244,0 | | 244,0 |
| **Poursuite de l'évolution des activités de l'Agence** | | | | ,0 |
| Annualisation des 53,7 A-P embauchés en 2025 | | 1 727,1 | | 1 727,1 |
| Ajout de ressources afin de supporter la croissance | 2,0 | 190,4 | 115,2 | 305,6 |
| **MAJ de la rationalisation des dépenses** | | -2 648,1 | | -2 648,1 |
| Variation totale | 5,0 | 4 936,0 | 115,2 | 5 051,2 |
| **Budget 2026** | **687,9** | **89 068,5** | **1 015,2** | **90 083,7** |

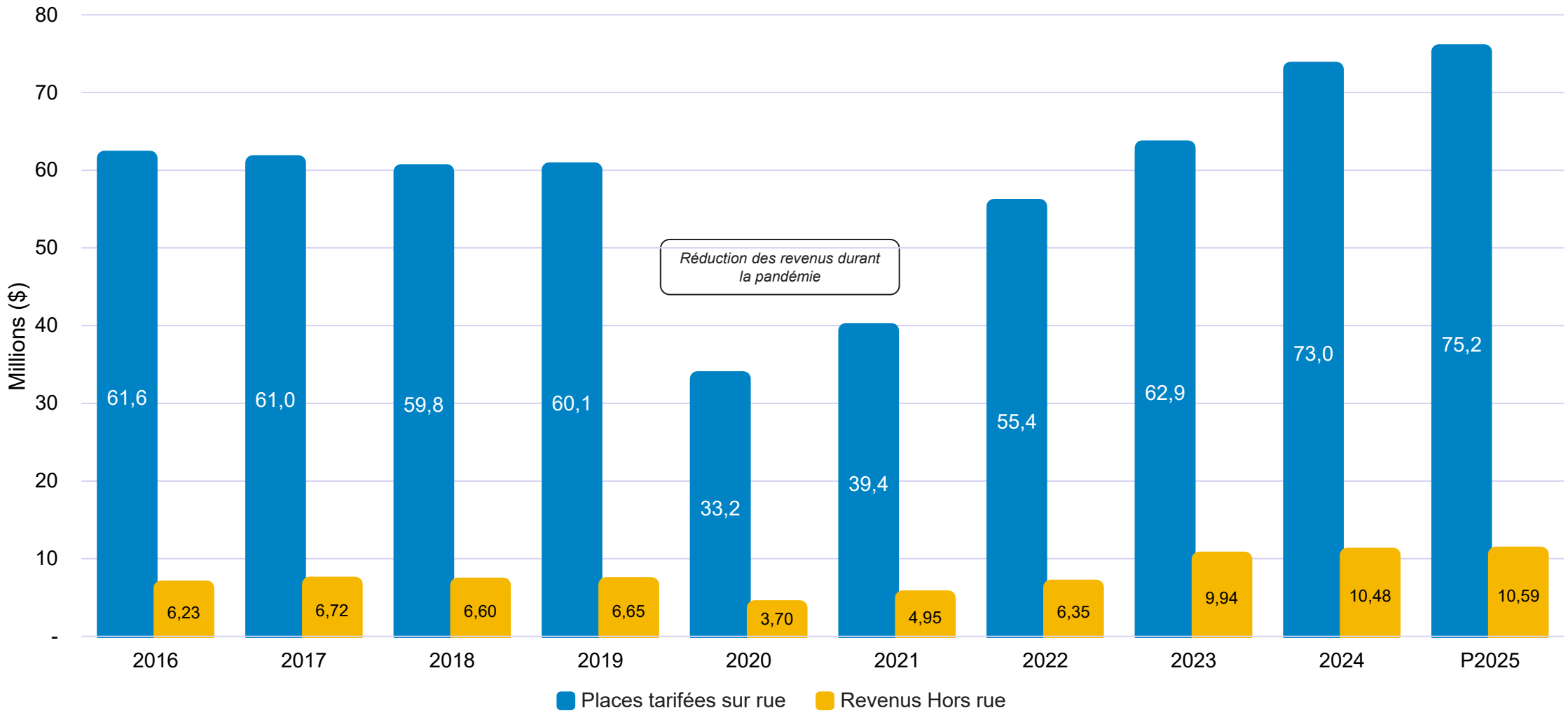
# Dépenses et variations de l’effectif par catégories d’emplois

| | Années-personnes | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Budget 2022** | **Budget 2023** | **Budget 2024** | **Budget 2025** | **Budget 2026** |
| **Rémunération et cotisations de l'employeur** | | | | | |
| Employés Agence de mobilité durable | 69,9 | 92,0 | 105,0 | 139,1 | 147,1 |
| Cadres de gestion | 19,5 | 19,5 | 16,5 | 10,0 | 9,0 |
| Cols blancs | 323,7 | 337,2 | 351,7 | 448,8 | 447,8 |
| Professionnels | 24,0 | 29,0 | 37,0 | 45,0 | 45,0 |
| Cols bleus | 30,0 | 30,0 | 32,0 | 40,0 | 39,0 |
| **Total** | **467,1** | **507,7** | **542,2** | **682,9** | **687,9** |

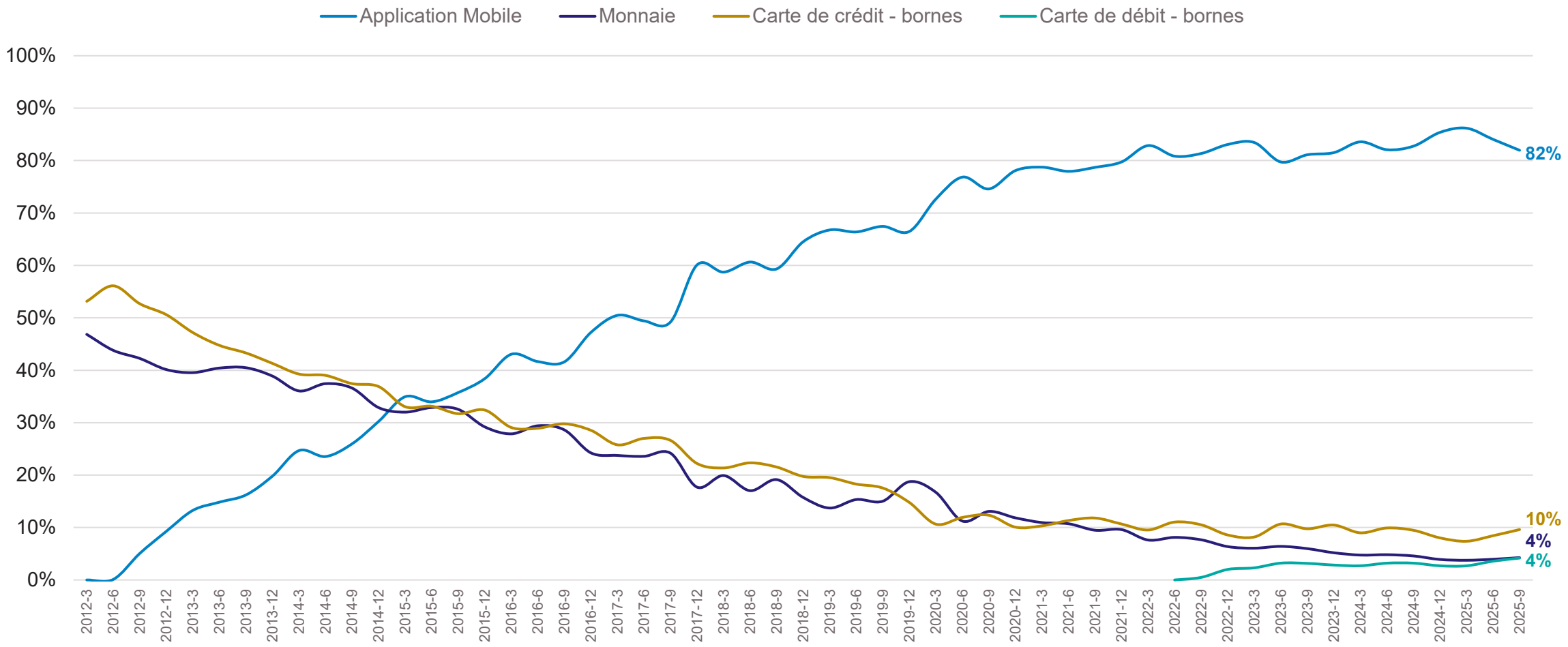
# Revenus de stationnement tarifé sous la gestion de l’Agence



# Revenus de stationnement tarifé sur rue et hors rue



# Revenus de stationnement sur rue par mode de paiement



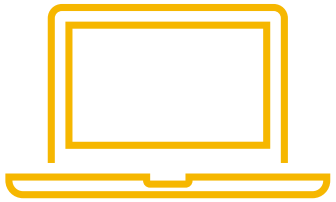
# Programme décennal d’immobilisations 2026-2035

# Enjeux

## Déficit d’entretien et gestion de la transformation organisationnelle

Les infrastructures héritées de Stationnement de Montréal et de la section de l’application de la réglementation du stationnement (SARS), lors de la création de l’Agence, présentaient un important déficit d’entretien et un sous-investissement accumulé.

Depuis, des efforts soutenus ont été amorcés pour corriger cette situation, bien que le rattrapage complet demeure un chantier à long terme.



Les systèmes et processus de l’Agence doivent continuer à évoluer afin d’être optimisés pour offrir des niveaux élevés de sécurité, de fiabilité et de performance.

Cette amélioration continue est essentielle pour soutenir le mandat élargi de l’Agence et accompagner la croissance soutenue de ses activités.

La vision de l’Agence tournée vers l’innovation technologique et le développement durable, requiert des investissements d’une ampleur importante.

# Réalisations du PDI 2025

Livraison de **l'outil de tarification** et suivi en mode produit du développement de la **stratégie tarifaire** en lien avec la Ville de Montréal

L'Agence complète la phase 2 du projet **surveillance LAPI** (lecture automatisée des plaques d'immatriculation) avec le **déploiement de sa flotte de 13 véhicules**

Poursuite de la réalisation du projet de **modernisation des processus et des systèmes financiers**

Achats de **véhicules électriques et hybrides**, ainsi que l'installation de bornes de recharge, en lien avec la transition vers l'**électrification de flotte**

Démarrage d'un **portail de vente en ligne ainsi que d'une console de gestion évolutive** permettant la vente de **permis de stationnement d'autopartage**

Lancement de **Mobicité**, **application mobile propriété de l'Agence**, offrant une possibilité d'évolution en continu pour mieux répondre aux besoins des usagers

Déploiement de la **première version du portail de mobilité** et poursuite de l'évolution afin de d'intégrer de **nouvelles améliorations et fonctionnalités**

# PDI 2026 – 2035 par catégories d'actifs

PDI 126,6 M$

*(en milliers de dollars)*

| CATÉGORIES D'ACTIFS | Total 2026-2030 | | | Total 2031-2035 | | | Total 2026-2035 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Protection | Dévelop-pement | Total | Protection | Dévelop-pement | Total | Protection | Dévelop-pement | Total |
| Véhicules | 8 580 | 197 | 8 777 | 9 000 | 231 | 9 231 | 17 580 | 428 | 18 008 |
| Équipements et solutions informatiques | 8 451 | 55 106 | 63 557 | 13 347 | 11 000 | 24 347 | 21 798 | 66 106 | 87 903 |
| Améliorations locatives | 427 | 1 889 | 2 315 | - | 250 | 250 | 427 | 2 139 | 2 565 |
| Machinerie, outillage spécialisé et équipements | 7 221 | 1 386 | 8 607 | 6 262 | - | 6 262 | 13 483 | 1 386 | 14 869 |
| Ameublement et équipements de bureau | 400 | 2 137 | 2 537 | 500 | 250 | 750 | 900 | 2 387 | 3 287 |
| **Total :** | **25 079** | **60 714** | **85 793** | **29 109** | **11 731** | **40 840** | **54 188** | **72 445** | **126 633** |
| **Pourcentage relatif ==>** | **30,4 %** | **73,5 %** | | **66,4 %** | **26,7 %** | | **42,8 %** | **57,3 %** | |

# Annexes

# Annexes


**Annexe 1 : Mission** **34**

**Annexe 2 : Vision** **35**

**Annexe 3 : Organigramme budget 2025** **36**

**Annexe 4 : Réalisations 2025 par chantier du PSO** **37 – 44**

- Les cinq chantiers du PSO 2022-2031 38
- Réalisations 2025 39 – 44
- Bilan en matière de SST 45

**Annexe 5 : Budget de fonctionnement** **46 – 51**

- Budget 2026 par activité 47
- Budget 2026 – Explication des écarts de dépenses par activité 48
- Budget 2026 par objet 49
- Budget 2026 – Explication des écarts de dépenses par objet 50
- Dépenses par catégories d’emplois 51

**Annexe 6 : Programme décennal d’immobilisation** **52 – 57**

- Liste de programmes 53
- Impact sur le budget de fonctionnement 54
- Impacts sociaux et mesures d’atténuation 55
- Accessibilité universelle : mesures mise en œuvre 56
- Écart entre le PDI 2025-2034 et le PDI 2026-2035 57

**Annexe 7 : Liste des acronymes** **58**

**Annexe 8 : Personnes-ressources** **59**

# Annexe 1 : Mission

## Se partager les rues de Montréal

Afin d'améliorer la qualité de vie et d'appuyer la vitalité économique, l'Agence met son expertise en mobilité durable au **service de la Ville afin de faciliter le partage équitable de l'espace et l'accessibilité de la ville pour tous.**

L'Agence innove pour **une mobilité plus durable** en gérant les espaces qui lui sont confiés dans la bordure et dans les stationnements hors rue, par ses activités de surveillance de l'espace public sur le territoire Montréalais et par **une information améliorée à la collectivité**.

L'Agence mise sur sa capacité opérationnelle et d'expérimentation pour **appuyer la Ville et ses partenaires** dans l'atteinte de leurs objectifs, tout en fédérant les acteurs de la mobilité.

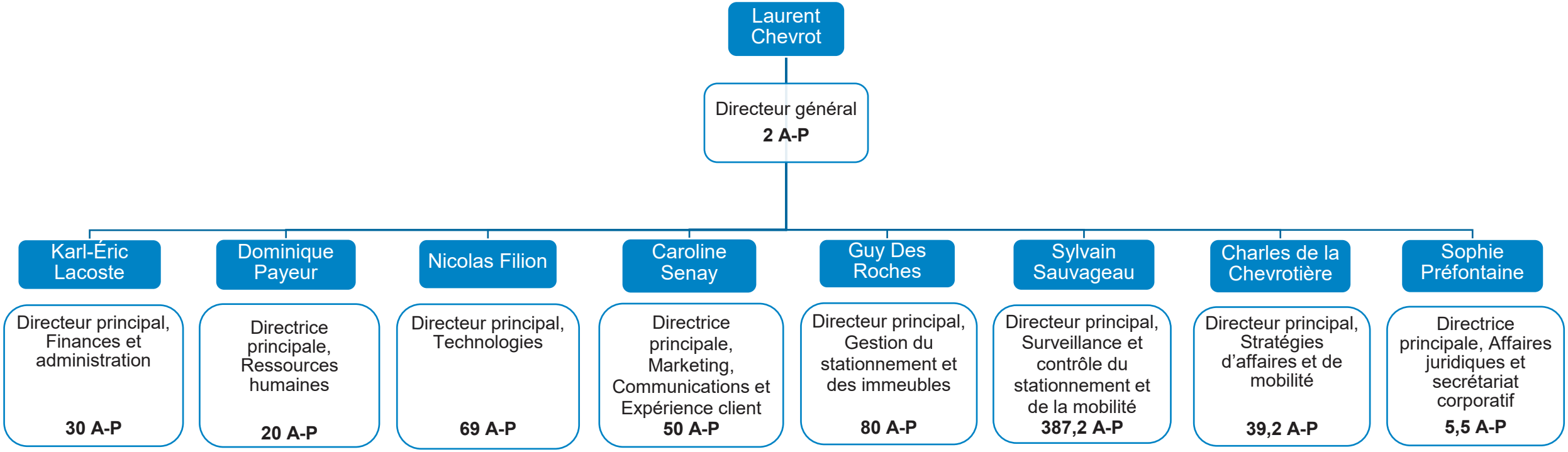
# Annexe 2 : Vision

## En 2030, la Ville est accessible à tous !

| | | | |
|---|---|---|---|
| L'Agence est une organisation innovante et crédible auprès de la population, de la communauté d'affaires et de la Ville de Montréal.<br><br>Elle a intégré les services de mobilité que la Ville lui a confiés et elle accomplit les mandats et projets qui lui sont attribués en fédérant les acteurs de la mobilité. | L'Agence est reconnue comme le principal gestionnaire du stationnement sur rue et hors rue à Montréal.<br><br>Ces derniers sont des pôles de mobilité aménagés de manière écoresponsable qui accueillent plusieurs modes au même endroit.<br><br>La connaissance fine des comportements de mobilité permet à l'Agence de recommander à la Ville les meilleures options de partage et de tarification de la rue et de ses abords.<br><br>La meilleure gestion du stationnement permet une affectation des fonctions de la rue entre mobilité, activités et aménagement, en adéquation avec les milieux de vie. | Une meilleure gestion de l'espace permet le développement des modes partagés et alternatifs à l'auto-solo, influant directement sur les comportements de mobilité à Montréal et rendant les déplacements actifs plus sécuritaires et confortables pour tous.<br><br>La mobilité est facilitée par le respect des espaces dédiés, tels que les pistes cyclables, voies réservées, stationnements pour personnes à mobilité réduite et débarcadères, en raison de la présence des équipes de l'Agence.<br><br>Les déplacements sont simplifiés grâce à un paiement plus facile et à une information multimodale en temps réel, fiable et accessible permettant de choisir le meilleur mode à emprunter selon les circonstances. | L'Agence soutient la vitalité économique en facilitant l'accès aux emplois, commerces et activités que la ville offre et permet de diminuer la possession automobile et les dépenses en transports des ménages, et d'améliorer leur qualité de vie. |

# Annexe 3 : Organigramme budget 2025

## 2025: 682,9 années-personnes



# Annexe 4 : Réalisations 2025 par chantier du plan stratégique organisationnel

# Les cinq chantiers du plan stratégique organisationnel 2021-2030

- Les cinq chantiers du PSO annoncent les priorités qui animent le *Plan d'affaires triennal (PAT)* de l'Agence.
- Ils offrent à la Ville une vue d'ensemble des actions que l'Agence souhaite entreprendre au cours des trois (3) prochaines années.

- STIMULER ET ACCOMPAGNER DES PROJETS DE MOBILITÉ DURABLE
- DEVENIR LE GESTIONNAIRE DE LA BORDURE ET DU STATIONNEMENT HORS RUE
- AMÉLIORER L'INFORMATION ET LE PAIEMENT DU STATIONNEMENT
- MODERNISER LA STRATÉGIE DE SURVEILLANCE
- POURSUIVRE LA TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE L'AGENCE

# Réalisations 2025 (1 de 6)

**Stimuler et accompagner des projets de mobilité durable**

1

### Développer le Portail de données en mobilité

Vise à démocratiser l'accès la connaissance liée à la mobilité. Lancée en 2025, l'évolution du portail est maintenant gérée en mode Agile.

Le Portail s'adresse aux professionnels de la mobilité, incluant le personnel de l'Agence, aux chercheurs du monde académique, ainsi qu'au secteur associatif et au grand public.

2

### Faire l'inventaire de la bordure

Dans le cadre du projet LAPI, un inventaire (temps limité et SRRR) a été réalisé par des étudiants sur le terrain pour les arrondissements Plateau – Mont-Royal (secteur est), RPP, VSMPE et Ville-Marie.

Les postes d'attente pour taxis ont été inventoriés et inclus au Portail de données de l'Agence.

3

### Planification de l'accessibilité à Île Notre-Dame durant le Grand Prix du Canada

Élaboration de la 1ere stratégie d'accessibilité à l'île Notre-Dame et coordination de sa mise en œuvre lors du Grand Prix du Canada (GPC) 2025

# Réalisations 2025 (2 de 6)

**Devenir le gestionnaire de la bordure et du stationnement hors rue**

4

### Pôle de mobilité Terrain 24 – Boyer

À la suite de l'appel d'offres lancé en 2024, les travaux reliés au projet ont été réalisés en deux (2) phases, dont une phase civile en 2024 et une autre phase d'aménagement en 2025.

L'ouverture du pôle Boyer a eu lieu le 3 octobre 2025.

5

### Pôle de mobilité Terrain 337 - Fleury

Les travaux reliés au projet ont été réalisés en 2025, permettant l'ouverture du pôle Fleury.

.

6

### Projet de développement une image et une signalétique pour les pôles de mobilité

L'appel d'offres pour un mandat d'accompagnement de réalisation du guide d'image et de signalétique est prêt : rédaction et validation du devis.

La Ville a été rencontrée et sera impliquée dans le Comité d'experts du projet.

**Pôle de mobilité :** Lieu attractif, confortable et sécuritaire qui concentre une offre de services de mobilité durable, des services connexes à la mobilité et des services d'information et d'orientation, dans un espace qui s'intègre au quartier et à la vie quotidienne de sa population.

# Réalisations 2025 (3 de 6)

**Améliorer l'information et le paiement du stationnement**

7

### Outils de gestion de la tarification

La phase 1 du projet *outils de gestion de la tarification* a été mise en service en mai 2025 ce qui permettra le déploiement de nouvelles fonctions.

8

### Évolution à la tarification et la règlementation

Travail en mode produit afin d''assurer l'évolution et l'intégration de nouvelles fonctionnalités et d'éléments additionnels en lien avec l'élaboration d'un plan de mise en œuvre de la stratégie tarifaire de la Ville de Montréal (tarification modulaire et/ou progressive).

9

### Moderniser l'application mobile

L'application Mobicité est venue remplacer l'application P$ Service mobile en milieu d'année 2025 et est maintenant une propriété de l'Agence. Cela permettra à l'Agence de la faire évoluer en continu pour mieux répondre aux besoins des usagers.

10

### Développer un système de gestion des permis de stationnement sur rue et hors rue

Le projet de mise en service d'un portail de vente en ligne et des consoles de gestion administratives évolutives permettant l'achat de permis de stationnement d'autopartage, en terrain et SRRR a été amorcé.

La mise en ligne d'un guichet pour la vente des permis d'autopartage est prévue pour la fin 2025.

11

### Formulaire de pose d'enseigne

Numérisation du formulaire de pose d'enseigne pour en faciliter le traitement, optimiser les interventions sur le terrain, faciliter le traitement des demandes d'accès à l'information et limiter la contestation d'éventuelles contraventions.

# Réalisations 2025 (4 de 6)

**Moderniser la stratégie de surveillance**

12

### Poursuivre l'implantation du LAPI nécessaire à la modernisation de la surveillance

Le déploiement initial se poursuit dans Outremont et l'ouest du Plateau – Mont-Royal.

Les travaux en lien avec l'extension à d'autres arrondissements et la mise en place de fonctions supplémentaires en lien avec le système ont débuté et se poursuivrons en 2026.

13

### Centre opérationnel - Centre ville

Réalisation d'un projet pilote de patrouille à pied et d'une évaluation de l'occupation des locaux administratifs, qui permettront de déterminer l'opportunité d'un centre opérationnel pour les ADS au centre ville de Montréal.

14

### Centre opérationnel - Est Arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve Ontario Est

Les travaux se poursuivent pour concrétiser le plus rapidement possible le nouveau centre opérationnel dans les prochains mois.
Le prochain centre opérationnel dans le secteur de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve en vue de couvrir le territoire l'Est de l'île de Montréal ouvra ses portes en avril 2026.

Signature du bail le 24 juillet 2025.

15

### Centre opérationnel - Ouest arrondissement LaSalle Lapierre

Les travaux se poursuivent pour concrétiser le plus rapidement possible le nouveau centre opérationnel dans les prochains mois.

Le prochain centre opérationnel dans le secteur de LaSalle en vue de couvrir le territoire du Sud-Ouest ouvra ses portes en avril 2026.

Signature du bail le 11 avril 2025.

# Réalisations 2025 (5 de 6)

**Poursuivre la transformation organisationnelle de l'Agence**

16

## Gestion documentaire et archives

Au cours de l'année 2025, la planification de l'optimisation de la gestion documentaire de l'Agence aura été élaborée,

Ces éléments seront mis en œuvre progressivement au cours du prochain cycle du PAT (2026-2028).

17

## Mise en place d'un CRM

Le projet vise à mettre en place un outil CRM pour gérer, analyser et optimiser les interactions avec leurs clients et prospects tout au long de leur cycle de vie.

Les travaux s'amorcent avec l'arrivée de l'intégrateur au sein de l'Agence.

18

## Modernisation des systèmes financiers

Le projet vise à doter l'Agence d'un système centralisé qui intègre l'ensemble des activités financières et administratives.

Au cours du 1er semestre de 2025, la sélection de l'intégrateur et l'octroi du contrat ont eu lieu, et la réalisation du projet afin de se concrétiser en 2026.

19

## Développer et suivre l'efficacité des contrôles internes

L'Agence a mis en place un bureau de contrôle pour mettre en place des processus et outils complémentaires.

De plus, les activités relatives à la gestion intégrée des risques ont été rapatriées à l'Agence. Les cartographies de plusieurs contrôles financiers ont été réalisés, notamment pour accompagner la mise en place de la nouvelle application mobile Mobicité.

# Réalisations 2025 (6 de 6)

**Poursuivre la transformation organisationnelle de l'Agence**

20

### Implanter la gestion de portefeuille

Le bureau de portefeuille, qui s'occupe de coordonner la gestion de portefeuille, est en déploiement progressif depuis janvier 2025 et continue à se doter des outils et procédures nécessaires à un fonctionnement optimal.

21

### Mettre en place le comité diversité, l'équité et l'inclusion

Le mandat du Comité DEI a été approuvé par notre Conseil d'administration en octobre 2025 et sa mise en place sera réalisée d'ici la fin 2025.

22

### Développer les compétences des employé-e-s

Le développement d'une culture d'apprentissage s'est poursuivi en 2025 avec le lancement d'une plateforme numérique d'apprentissage permettant d'optimiser les investissements en formation et la réalisation d'un premier parcours de leadership a été expérimenté par des gestionnaires.

23

### Refonte du site internet de l'Agence

La refonte du site web doit permettre de repenser le site comme une plateforme stratégique, interopérable et évolutive,

Ce projet a pour objectif de renforcer l'expérience client, la création d'un dossier client unique et l'efficacité opérationnelle à travers la mise en place d'un site sécurisé, évolutif et pleinement intégré à notre système de gestion de relation avec la clientèle (CRM).

Le lancement de l'appel d'offre pour ce projet a eu lieu à l'automne 2025.

# Bilan en matière de santé et sécurité au travail (SST)

## Nette amélioration des actions en matière de santé et sécurité au travail

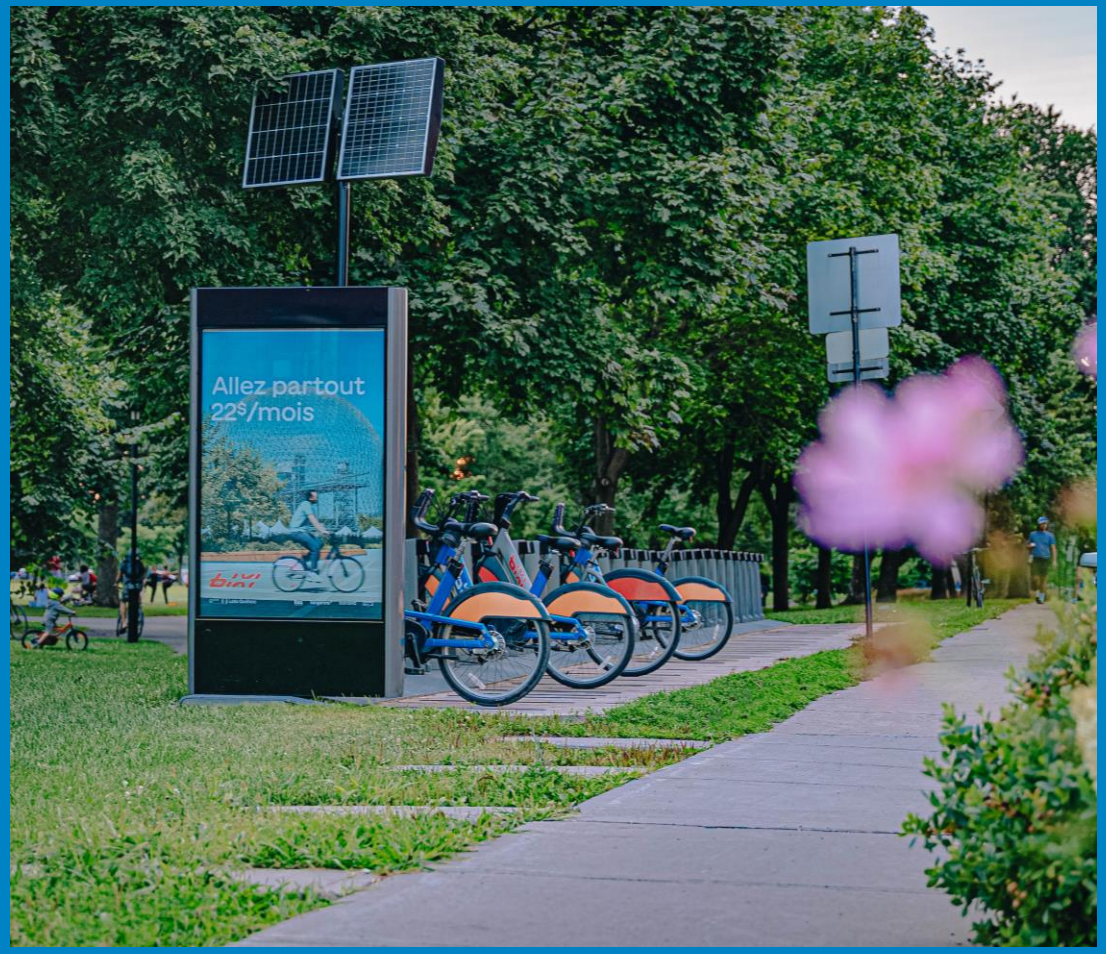
- Doter la Direction principale des ressources humaines, d'une expertise interne en matière d'ergonomie au travail ainsi que d'un chef de service RT et SST;
- Multiplier les différentes analyses ergonomiques sur les postes et équipements de travail (bureaux, véhicules de service);
- Structurer nos pratiques et mettre à jour nos politiques:
  - Poursuivre le déploiement de plusieurs formations en lien avec les différents enjeux SST et mieux-être;
  - Élaborer un programme de prévention.
- Mise en place de plusieurs activités en matière de prévention au travail :
  - Sensibilisation accrue auprès des gestionnaires (augmentation des formations en matière de SST et de déclaration des évènements accidentels);
  - Campagne de prévention (méthodes sécuritaires au travail, ergonomie dans les véhicules).
- Développement du projet de la patrouille à pied :
  - Déploiement de la formation auprès des employés et des chefs d'équipes ;
  - Renforcement des méthodes sécuritaires à adopter en fonction des conditions météorologiques.

## Baisse prévisionnelle des cotisations de CNESST

- Amélioration des résultats 2024-2025:
  - **La proportion d'accidents avec perte de temps a diminué considérablement passant de 36 % à 25 %,** améliorant significativement la performance de l'Agence en santé et sécurité.
  - **Les assignations temporaires de l'Agence sont passés de 4 à 67 jours**, un signe concret de la volonté de favoriser un retour au travail rapide et sécuritaire à nos employés. Cette amélioration reflète les efforts accrus en matière de prévention et en gestion des invalidités.
- La proportion d'accidents liés à la clientèle agressive et difficile est passée de 17 % à 40 % entre 2024 et 2025. Il s'agit d'une augmentation préoccupante qui renforce la nécessité d'agir auprès de la clientèle et de nos agents de stationnement.

***Les données ci-dessus donnent un portrait de la période du 30 juin 2024 au 30 juin 2025.***

# Annexe 5: Budget de fonctionnement



# Budget 2026 par activité

| (En milliers de dollars) | Budget 2026 | Budget 2025 | Budget 2026 vs 2025 | |
|---|---|---|---|---|
| | | | $ | % |
| **Revenus** | | | | |
| Revenus de gestion | 84 150,6 | 78 728,6 | 5 422,0 | *7%* |
| Revenus d'agglomération | 1 015,2 | 900,0 | 115,2 | *13%* |
| Revenus autonomes | 2 717,9 | 2 703,9 | 14,0 | *1%* |
| Contributions financières | 200,0 | 700,0 | (500,0) | *-71%* |
| **Total revenus** | **88 083,7** | **83 032,5** | **5 051,2** | ***6%*** |
| **Dépenses** | | | | |
| Surveillance | 40 899,6 | 36 960,7 | (3 938,9) | *-11%* |
| Stationnement | 17 285,1 | 18 163,0 | 877,9 | *5%* |
| Mobilité | 2 669,2 | 2 508,6 | (160,5) | *-6%* |
| Projets | 1 862,0 | 4 841,8 | 2 979,8 | *62%* |
| Transport rémunéré de personnes | 1 015,2 | 900,0 | (115,2) | *-13%* |
| Administration | 26 352,6 | 21 658,4 | (4 694,2) | *-22%* |
| **Total dépenses** | **90 083,7** | **85 032,5** | **(5 051,2)** | ***-6%*** |
| **Surplus (déficit)** | **(2 000,0)** | **(2 000,0)** | **-** | **0%** |

# Budget 2026 – Explications des écarts de dépenses par activité

## Surveillance

**+3,9 M$**

- Annualisation de 87 A-P reliée à la mise en place d'un plan de bonification des effectifs afin de renforcer la couverture du service de surveillance;
- Augmentations salariales;
- Poursuite de la délocalisation des centres opérationnels;
- Amortissement et coûts récurrents liés à l'utilisation de l'équipement de surveillance LAPI.

## Stationnement

**-0,9 M$**

- Diminution des frais de transactions à la suite du lancement de l'application mobile Mobicité, désormais détenue par l'Agence;
- Rationalisation des dépenses liées à l'exploitation des terrains de stationnement;

Partiellement compensé par:

- Augmentations salariales.

## Mobilité

**+0,2 M$**

- Annualisation de l'amortissement du portail de données en mobilité;
- Augmentations salariales;

Partiellement compensé par

- Révision à la baisse en honoraires professionnels.

## Projets

**-3,0 M$**

- Révision de la capitalisation ainsi que du plan de livraison des projets.

## Transport rémunéré de personnes

**+0,1 M$**

- Augmentation d'honoraires professionnels pour de l'accompagnement additionnel lors de la réalisation d'études.

## Administration générale

**+4,7 M$**

- Annualisation de 53,7 A-P afin de répondre à la croissance des activités de l'Agence;
- Hausse des coûts récurrents et de l'amortissement de projets;
- Augmentations salariales.

# Budget 2026 – Revenus et dépenses par objet

## Revenus par objets
(En milliers de dollars)

| | Réel 2024 | Prévision 2025 | Budget 2025 | Budget 2026 |
|---|---|---|---|---|
| Revenus de gestion | 61 729,5 | 75 540,0 | 78 728,6 | 84 150,6 |
| Revenus d'agglomération | 130,3 | 900,2 | 900,0 | 1 015,2 |
| Revenus autonomes | 2 839,0 | 2 594,1 | 2 703,9 | 2 717,9 |
| Contributions financières | 2 672,5 | 1 191,5 | 700,0 | 200,0 |
| **Total** | **67 371,4** | **80 225,8** | **83 032,5** | **88 083,7** |

## Dépenses par objets

| | Réel 2024 | Prévision 2025 | Budget 2025 | Budget 2026 |
|---|---|---|---|---|
| Salaires et charges sociales | 47 216,6 | 58 065,7 | 55 440,4 | 60 484,5 |
| Frais de cartes de crédit, de manipulation d'argent et de transactions | 3 338,1 | 3 324,2 | 3 761,0 | 3 129,5 |
| Location, entretien de l'équipement et entretien des terrains | 3 634,8 | 5 203,3 | 6 183,8 | 6 673,4 |
| Services opérationnels | 1 063,4 | 1 132,4 | 1 491,8 | 1 613,8 |
| Fournitures | 2 281,3 | 2 732,3 | 3 234,0 | 3 184,9 |
| Honoraires professionnels | 3 133,8 | 3 844,6 | 4 908,2 | 4 008,8 |
| Loyer des immeubles | 1 279,3 | 1 288,2 | 1 571,6 | 1 671,7 |
| Télécommunications | 264,3 | 282,6 | 347,8 | 419,8 |
| Publicité et communications | 468,5 | 435,9 | 546,5 | 693,3 |
| Taxes et permis | 159,9 | 217,5 | 202,7 | 228,5 |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 2 554,4 | 4 246,1 | 5 743,9 | 6 349,3 |
| Frais de gouvernance | 344,9 | 409,7 | 392,6 | 392,6 |
| Assurances | 221,5 | 222,9 | 300,4 | 314,4 |
| Autres frais | 410,6 | 820,3 | 907,7 | 919,1 |
| **Total** | **66 371,4** | **82 225,8** | **85 032,5** | **90 083,7** |
| **Surplus (déficit)** | **1 000,0** | **(2 000,0)** | **(2 000,0)** | **(2 000,0)** |

# Budget 2026 – Explications des écarts de dépenses par objet

**+5,1 M$**

**dépenses**

- **Salaires et charges sociales** : **+ 5,0 M$**
  - Annualisation des 140,7 A-P liés aux nouveaux postes créés en 2025 +5,0 M$;
  - Augmentations salariales et primes de soir et de fin de semaine +2,9 M$;
  - Ajout de 5 A-P dès 2025 afin de soutenir l'évolution et la croissance des activités de l'Agence +0,3 M$;
  - Révision de la capitalisation -1,9 M$ et rationalisation des salaires -1,3 M$.
- **Frais de transactions - 0,6 M$** à la suite du déploiement de Mobicité, un frais de transaction n'est plus absorbé par l'Agence
- **Entretien et réparations + 0,5 M$** hausse des coûts récurrents en lien avec les solutions technologiques
- **Honoraires professionnels - 0,9 M$** principalement lié à la révision du potentiel de capitalisation dans les projets
- **Amortissement et charges locatives + 0,6 M$** Solutions technologiques déployées ou à venir, LAPI surveillance, délocalisation des ADS à travers les centres opérationnels, véhicules
- **Autres frais + 0,5 M$**

# Budget 2026 – Dépenses par catégories d’emplois

| | (En milliers de dollars) | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Budget 2022** | **Budget 2023** | **Budget 2024** | **Budget 2025** | **Budget 2026** |
| **Rémunération et cotisations de l 'employeur** | | | | | |
| Employés Agence de mobilité durable | 8 851,2 | 12 168,9 | 14 026,6 | 16 687,0 | 18 113,5 |
| Cadres de gestion | 2 490,7 | 2 539,2 | 2 168,9 | 1 948,7 | 1 364,3 |
| Cols blancs | 23 110,8 | 25 738,4 | 28 230,0 | 35 952,4 | 37 241,0 |
| Professionnels | 3 041,6 | 3 698,6 | 4 956,7 | 5 673,1 | 4 809,3 |
| Cols bleus | 2 526,7 | 2 579,7 | 2 828,8 | 3 484,6 | 3 349,8 |
| Gestion des postes vacants | (3 026,2) | (3 683,1) | (4 007,2) | (8 305,4) | (4 393,4) |
| **Total** | **36 994,9** | **43 041,7** | **48 203,7** | **55 440,3** | **60 484,5** |

# Annexe 6 : Programme décennal d’immobilisations

# Liste des programmes

Principalement maintien des actifs, modernisation de la surveillance et développement de solutions technologies

*(en milliers de dollars)*

| PROGRAMME | Réel | Budget | PDI 2026-2035 | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 2024 | 2025 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total 2026-2035 |
| Remplacement d'actifs | 2 865 | 3 090 | 25 449 | 29 109 | **54 558** |
| Moderniser la stratégie de surveillance | 2 281 | 6 399 | 10 741 | 250 | **10 991** |
| Poursuivre la transformation organisationnelle de l'Agence | 842 | 4 885 | 25 368 | 6 481 | **31 849** |
| Devenir le gestionnaire de la bordure et du stationnement hors rue | - | 271 | 435 | - | **435** |
| Stimuler et accompagner des projets de mobilité durable | 1 302 | 100 | 300 | - | **300** |
| Améliorer l'information et le paiement du stationnement | 2 603 | 4 250 | 23 500 | 5 000 | **28 500** |
| **Total :** | **9 892** | **18 996** | **85 793** | **40 840** | **126 633** |

# Impact sur le budget de fonctionnement

Entretien et support

Le déploiement de solutions technologiques entraînera des coûts récurrents de maintien et de support des solutions, ainsi que des frais de licences, d'infrastructure informatique et des coûts d'amortissement sur la durée.

Les charges d'amortissement de véhicules augmenteront comparativement à la situation actuelle où les actifs sont largement amortis.

La délocalisation des centres opérationnels de surveillance entraînera des charges d'amortissement supplémentaires en raison des loyers additionnels et des montants engagés dans les améliorations locatives et le mobilier de bureau.

L'évolution vers des véhicules électriques engendrera des coûts d'infrastructure pour l'ajout de bornes de recharge qui seront amortis au budget de fonctionnement.

# Impacts sociaux et mesures d’atténuation

## Impacts positifs

1. La bonification majeure de la surveillance du stationnement, incluant l’augmentation des effectifs et la modernisation des outils **améliorera** la sécurité et le service aux citoyens grâce à une couverture étendue et continue tout au long de l’année;
2. La décentralisation des centres opérationnels de surveillance **améliorera** la qualité du service de surveillance en optimisant le temps des agents de stationnement aux services des citoyens, visant ainsi une application équitable des règlements sur le territoire;
3. La modernisation des systèmes et des outils de gestion **permettra** d’améliorer la connaissance de la mobilité, et de supporter la Ville dans l’élaboration de ses stratégies de mobilité;
4. Ces investissements **permettront** de doter l’Agence d’outils innovants et efficaces, afin de mieux jouer son rôle de gestionnaire de la mobilité et d’améliorer la mobilité des montréalaises et des Montréalais;
5. L’électrification de la flotte **aura** des impacts environnementaux positifs en réduisant les GES.

## Impacts nécessitant des atténuations

1. Acceptabilité sociale des mesures de surveillance;
2. Échanges avec les différentes parties prenantes pour saisir les enjeux détaillés;
3. Communication aux citoyens, notamment pour les véhicules équipés de caméras.

# Accessibilité universelle: mesures mises en oeuvre

## Surveillance accrue

L'Agence a renforcé la surveillance afin de diminuer le nombre de contrevenants et les entraves dans les pistes cyclables, les voies réservées et les espaces réservés à la mobilité réduite.

Les activités de surveillance ont été intensifiées sur ces places de stationnement afin de s'assurer que les zones débarcadères demeurent disponibles en tout temps pour l'embarquement et l'arrivée des citoyennes et citoyens et à mobilité réduite.

## Accessibilité au stationnement

### Pôles de mobilité Boyer

**Aménagement sécuritaire et accessible :** Conception des pôles écoresponsables pour être accessibles et sécuritaires avec des placottoirs et espaces conviviaux pour tous;

**Protection des usagers vulnérables :** Sécurité améliorée pour les piétons, cyclistes et utilisateurs de trottinettes grâce à la limitation de la circulation automobile;

**Éclairage directionnel :** Lampadaires D.E.L. augmentant la visibilité pour les personnes ayant des limitations visuelles;

**Station de réparation de vélos :** Facilite la mobilité active et accessible pour tous;

**Services de transport diversifiés :** Vélopartage, autopartage et bornes électriques réduisant les barrières de transport pour ceux sans véhicule.

# Écart entre le PDI 2025-2034 et le PDI 2026-2035

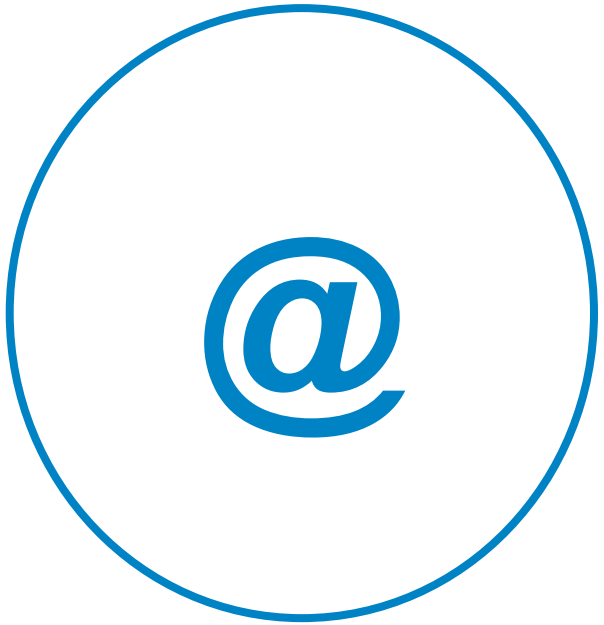
*(en milliers de dollars)*

| CATÉGORIES D'ACTIFS | PDI 2025-2034 (brut) | | | | | | | | PDI 2026-2035 (brut) | | | | | | | | Écart Total | Explications |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Total 2025-2029 | Total 2030-2034 | Total | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 2026-2030 | Total 2031-2035 | Total | | |
| Véhicules | 2 860 | 1 890 | 1 350 | 1 170 | 180 | 7 450 | 12 600 | 20 050 | 1 577 | 1 800 | 1 800 | 1 800 | 1 800 | 8 777 | 9 231 | 18 008 | (2 042) | Réorientation des investissements, centrés sur le maintien plutôt que sur la croissance |
| Équipements et solutions informatiques | 12 038 | 12 445 | 12 504 | 12 354 | 12 356 | 61 697 | 22 724 | 84 421 | 18 835 | 13 055 | 12 905 | 12 907 | 5 855 | 63 557 | 24 347 | 87 903 | 3 483 | Révision des investissements de projets, touchant surtout l'année 2026 |
| Amélioration locative | 2 072 | 235 | 500 | 50 | 50 | 2 907 | 250 | 3 157 | 1 440 | 725 | 50 | 50 | 50 | 2 315 | 250 | 2 565 | (591) | |
| Machinerie, outillage spécialisé et équipements | 1 346 | 1 448 | 1 098 | 2 910 | 2 270 | 9 072 | 7 534 | 16 606 | 1 219 | 450 | 2 398 | 2 270 | 2 270 | 8 607 | 6 262 | 14 869 | (1 737) | Légère réduction des besoins prévus |
| Ameublement et équipements de bureau | 680 | 50 | 450 | 150 | 150 | 1 480 | 750 | 2 230 | 1 352 | 735 | 150 | 150 | 150 | 2 537 | 750 | 3 287 | 1 057 | Hausse des besoins anticipés pour 2026 |
| **Total** | **18 996** | **16 068** | **15 902** | **16 634** | **15 006** | **82 606** | **43 858** | **126 464** | **24 423** | **16 765** | **17 303** | **17 177** | **10 125** | **85 793** | **40 840** | **126 633** | **169** | |

# Annexe 7 : Liste des acronymes

| | |
|---|---|
| **Agence** | Agence de mobilité durable |
| **ADS** | Agents de stationnement |
| **A-P** | Année-personne |
| **BTM** | Bureau du taxi de Montréal |
| **CGMU** | Centre de gestion de la mobilité urbaine |
| **CoDir** | Comité de direction |
| **CRM** | Customer Relationship Management (système de gestion de la relation client) |
| **GSM** | Système interne de Gestion du stationnement |
| **LAPI** | Lecture automatisée de plaques d'immatriculation |
| **ODP** | Occupation du domaine public |
| **PDI** | Programme décennal d'immobilisations |
| **PMV** | Produit Minimum Viable |
| **PSO** | Plan stratégique organisationnel 2021 - 2030 |
| **SARS** | Service de l'application du règlement et du stationnement |
| **SCSM** | Direction principale de la surveillance et du contrôle du stationnement et de la mobilité |
| **SDÉ** | Service du développement économique |
| **SRRR** | Stationnement sur rue réservé aux résidants |
| **Ville** | Ville de Montréal |

# Annexe 8 : Personnes-ressources



AGENCE DE MOBILITÉ DURABLE

- Laurent Chevrot
- Directeur général
- lchevrot@agencemobilitedurable.ca

- Karl-Éric Lacoste, CPA
- Directeur principal des finances et de l'administration
- klacoste@agencemobilitedurable.ca

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CM : 30.06

2026/01/12
13:00

(2)

**Dossier # : 1253074022**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences locales |

Il est recommandé d'adopter une résolution visant à affecter une somme de 297,7 M$ à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences locales.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2026-01-09 14:07

**Signataire :** Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1253074022**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences locales |

## CONTENU

### CONTEXTE

La Ville s'est dotée d'un Programme décennal d'immobilisations (PDI) pour maintenir adéquatement les actifs municipaux, tout en assurant le développement de la Ville. L'administration municipale a mis en place en 2014 la réserve financière destinée au financement de dépenses en immobilisations locales. Les montants annuels versés dans cette réserve vise à financer au comptant des dépenses d'immobilisations.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM24 1465 – 16 décembre 2024 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences locales
CM23 1458 – 18 décembre 2023 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences locales
CM22 1491 – 22 décembre 2022 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences locales
CM22 0112 – 24 janvier 2022 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences locales
CM20 1345 – 14 décembre 2020 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences locales
CM19 1377 – 16 décembre 2019 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences locales
CM18 1516 – 17 décembre 2018 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences locales
CM18 0133 – 24 janvier 2018 – Règlement modifiant le Règlement créant la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations (14-010-1)
CM18 0125 – 24 janvier 2018 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences locales
CM16 1320 – 14 décembre 2016 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences locales
CM15 1397 – 9 décembre 2015 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences locales
CM14 1161 – 10 décembre 2014 – Adoption de la résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences locales

## DESCRIPTION

Les articles 569.1 à 569.6 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) énoncent les règles entourant la création d'une réserve financière. Le règlement par lequel la réserve de compétences locales a été créée prévoit ce que le conseil municipal projette comme montant et mode de financement. Les montants versés dans cette réserve doivent être utilisés au financement de dépenses en immobilisations. L'Administration souhaite mettre l'accent sur des travaux de réhabilitation d'infrastructures municipales.

## JUSTIFICATION

L'administration municipale convient de la nécessité d'investir dans la remise en état des infrastructures de la Ville et d'accroître le paiement comptant des immobilisations. Pour ce faire, elle a décidé d'alimenter une réserve financière destinée au financement de dépenses en immobilisations de compétences locales.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

En 2026, un montant de 297,7 M$ sera affecté à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences locales à même le fonds général, soit une augmentation de 15 M$ par rapport au budget 2025.

## MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements liés aux changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de la nature de la décision qui vise le dépôt de documents financiers prévu par le cadre législatif.

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la résolution atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

**Parties prenantes**

Lecture :

| RESPONSABLE DU DOSSIER | ENDOSSÉ PAR Le : 2026-01-06 |
|---|---|
| Alexandra GAUTHIER-BLAKE<br>Conseillère en planification budgétaire | Stéphanie RAULT<br>Cheffe de division - Planification budgétaire et fiscale |
| **Tél :** 514-872-4136<br>**Télécop. :** s/o | **Tél :** 438 951-7597<br>**Télécop. :** s/o |

| APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION | APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE |
|---|---|
| Gildas S. GBAGUIDI<br>Directeur du budget, de la planification financière et fiscale<br>**Tél :** 514 240-5192<br>**Approuvé le :** 2026-01-08 | Francine LAVERDIÈRE<br>Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière<br>**Tél :** 514 872-6630<br>**Approuvé le :** 2026-01-09 |

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1253074022*
Unité administrative responsable : *Service des finances et de l'évaluation foncière*
Projet : *Adopter une résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences locales*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | ***X*** |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*s.o.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*s.o.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**VILLE DE MONTRÉAL**

**RÉSOLUTION VISANT À AFFECTER DES SOMMES À LA RÉSERVE FINANCIÈRE DESTINÉE À FINANCER DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE COMPÉTENCES LOCALES**

Il est résolu que la somme de 297,7 M$ prise à même le fonds général est affectée à la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations de compétences locales.

---

GDD1253074022

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CM : 30.07

2026/01/12
13:00

(2)

**Dossier # : 1253074016**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution établissant la contribution des villes reconstituées aux fins du financement des dépenses afférentes au centre-ville (exercice financier de 2026) |

Il est recommandé d'adopter une résolution établissant la contribution des villes reconstituées aux fins du financement des dépenses afférentes au centre-ville (exercice financier de 2026).

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2026-01-09 14:04

**Signataire :** Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1253074016**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter une résolution établissant la contribution des villes reconstituées aux fins du financement des dépenses afférentes au centre-ville (exercice financier de 2026) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Jusqu'au 31 décembre 2016, les dépenses en immobilisations pour l'aménagement et le réaménagement du domaine public, y compris les travaux d'infrastructure, dans un périmètre situé au centre-ville, étaient à la charge de l'agglomération. Les dispositions à cet égard étaient d'ailleurs précisées par un décret ministériel (*Décret 1229-2005 concernant l'agglomération de Montréal).*
Toutefois, en vertu d'une entente conclue en mars 2016, entre la Ville de Montréal et les villes reconstituées, ces dépenses sont maintenant à la charge des contribuables montréalais seulement. De plus, le service de la dette relatif à toute dépense effectué au centre-ville, et réalisée entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2016, est également à la charge des contribuables de la Ville de Montréal. En contrepartie, les villes reconstituées se sont engagées à verser à la Ville de Montréal une contribution de 8 M$ à compter de l'exercice de 2017, la somme de 8 M$ est indexée annuellement selon la croissance de l'Indice des prix à la consommation de la région métropolitaine tel que mesuré par le Conférence Board. Cette contribution est répartie entre les villes reconstituées selon leur potentiel fiscal d'agglomération respectif.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM24 1464 – 16 décembre 2024 – Résolution établissant la contribution des villes reconstituées aux fins du financement des dépenses afférentes au centre-ville (exercice financier 2025)
CM23 1457 – 19 décembre 2023 – Résolution établissant la contribution des villes reconstituées aux fins du financement des dépenses afférentes au centre-ville (exercice financier 2024)
CM22 1492 – 22 décembre 2022 – Résolution établissant la contribution des villes reconstituées aux fins du financement des dépenses afférentes au centre-ville (exercice financier 2023)
CM22 0113 – 24 janvier 2022 – Résolution établissant la contribution des villes reconstituées aux fins du financement des dépenses afférentes au centre-ville (exercice financier 2022)
CM20 1346 – 14 décembre 2020 – Résolution établissant la contribution des villes reconstituées aux fins du financement des dépenses afférentes au centre-ville (exercice financier 2021)

CM19 1378 – 16 décembre 2019 – Résolution établissant la contribution des villes reconstituées aux fins du financement des dépenses afférentes au centre-ville (exercice financier 2020)
CM18 1517 – 17 décembre 2018 – Résolution établissant la contribution des villes reconstituées aux fins du financement des dépenses afférentes au centre-ville (exercice financier 2019)

**DESCRIPTION**

La résolution présente la répartition de la contribution des villes reconstituées pour les dépenses au centre-ville pour l'exercice financier 2026.
La *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* prévoit que le montant de la contribution est indexé en fonction de l'Indice des prix à la consommation pour l'exercice visé, tel que publié par le Conference Board du Canada pour la région métropolitaine de Montréal, ce dernier prévoit un taux de croissance de 1,3 % en 2026. En conséquence, la contribution des villes reconstituées s'élève à 9 785 916 $ pour l'exercice financier de 2026.

**JUSTIFICATION**

La résolution vise à préciser la répartition de la contribution des villes reconstituées pour les dépenses afférentes au centre-ville pour l'exercice de 2026.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La présente résolution vise à prélever des revenus de 9 785 916 $**.**

**MONTRÉAL 2030**

s/o

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

s/o

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

s/o

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

s/o

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

| **RESPONSABLE DU DOSSIER** | **ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-01-06 |
|---|---|
| Dieuvy SYLFRARD<br>Conseiller budgétaire | Stéphanie RAULT<br>Cheffe de division - Planification budgétaire et fiscale |
| **Tél :** 514-872-2060<br>**Télécop. :** s/o | **Tél :** 438 951-7597<br>**Télécop. :** s/o |

---

| **APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION** | **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE** |
|---|---|
| Gildas S. GBAGUIDI<br>Directeur du budget, de la planification financière et fiscale | Francine LAVERDIÈRE<br>Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière |
| **Tél :** 514 240-5192<br>**Approuvé le :** 2026-01-08 | **Tél :** 514 872-6630<br>**Approuvé le :** 2026-01-09 |

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1243074016*
Unité administrative responsable : *Service des Finances, Direction du budget et de la planification fiscale, Division planification budgétaire et fiscale*
Projet : *Adopter une résolution établissant la contribution des villes reconstituées aux fins du financement des dépenses afférentes au centre-ville (exercice financier de 2025)*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | ***X*** |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*s.o.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*s.o.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1253074016**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale |
| **Objet :** | Adopter une résolution établissant la contribution des villes reconstituées aux fins du financement des dépenses afférentes au centre-ville (exercice financier de 2026) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

AGT - 1253074016 - Contribution centre-ville 2026.doc

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate - Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières
**Tél :** 514-589-7591

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-01-07

Mikael BENOIT
Avocat et chef de division

**Tél :** 514-872-6852
**Division :** Division du droit contractuel, en remplacement de Me Nicolas Dufresne, chef de la division du Droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

**RÉSOLUTION RELATIVE À LA CONTRIBUTION DES MUNICIPALITÉS RECONSTITUÉES AUX FINS DU FINANCEMENT DES DÉPENSES AFFÉRENTES AU CENTRE-VILLE (EXERCICE FINANCIER 2026)**

Vu l'article 185.0.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) prévoyant que les municipalités reconstituées de l'agglomération de Montréal versent à la Ville, aux fins des dépenses qu'elle engage pour le centre-ville, une contribution répartie entre elles en fonction de leur potentiel fiscal respectif;

Vu l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation du 30 novembre 2021 concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (2021, GOQ 2, 7384) pris en vertu de l'article 118.80 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

**1.** La contribution pour le financement des dépenses engagées pour le centre-ville, pour l'exercice financier 2026, est répartie entre les municipalités reconstituées comme suit :

| **Villes reconstituées** | **Contributions pour le financement des dépenses du centre-ville** | |
|---|---|---|
| | **$** | ***%*** |
| Baie-D'Urfé | 378 990 | *3,873* |
| Beaconsfield | 486 058 | *4,967* |
| Côte-Saint-Luc | 593 884 | *6,069* |
| Dollard-des-Ormeaux | 938 409 | *9,589* |
| Dorval | 1 657 122 | *16,934* |
| Hampstead | 234 570 | *2,397* |
| Kirkland | 656 442 | *6,708* |
| L'Île-Dorval | 1 515 | *0,015* |
| Montréal-Est | 484 133 | *4,947* |
| Montréal-Ouest | 127 600 | *1,304* |
| Mont-Royal | 1 165 309 | *11,908* |
| Pointe-Claire | 1 661 312 | *16,977* |
| Sainte-Anne-de-Bellevue | 197 575 | *2,019* |
| Senneville | 89 335 | *0,913* |
| Westmount | 1 113 661 | *11,380* |
| **Total** | **9 785 916** | ***100,000*** |

**2.** La contribution est payable en deux versements égaux le 16 mars 2026 et le 1er juin 2026.

**3.** Les dispositions du règlement annuel de la Ville sur les taxes qui sont relatives aux intérêts sur les arrérages de taxes et au mode de paiement de la taxe foncière générale, telles

qu’établies pour l’exercice financier 2026, s’appliquent aux fins du prélèvement de la contribution en y faisant les adaptations nécessaires.

---

GDD 1253074016

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CM : 30.08

2026/01/12
13:00

(2)

**Dossier # : 1253074027**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la quote-part 2026 à la CMM et la contribution financière au musée Pointe-à-Callière, Cite d'archéologie et d'histoire de Montréal |

Il est recommandé :

1. de verser selon les modalités usuelles la quote-part prévue au budget 2026 de la Ville à la CMM et la contribution financière au musée Pointe-à-Callière, Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal:

| | |
|---|---|
| Communauté métropolitaine de Montréal | 34 418 000 $ |
| Pointe-à-Callière, Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal | 10 019 500 $ |

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites aux aspects financiers du sommaire décisionnel.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2026-01-09 14:13

**Signataire :** Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1253074027**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Approuver la quote-part 2026 à la CMM et la contribution financière au musée Pointe-à-Callière, Cite d'archéologie et d'histoire de Montréal |

## CONTENU

### CONTEXTE

Approuver la quote-part 2026 à la CMM et la contribution financière au musée Pointe-à-Callière, Cite d'archéologie et d'histoire de Montréal.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM24 1322 – 9 décembre 2024 – Contributions financières 2025 – Organismes et quote-part à la CMM - compétence municipale
CM23 1333 – 11 décembre 2023 – Contributions financières 2024 – Organismes et quote-part à la CMM - compétence municipale
CM22 1385 – 16 décembre 2022 – Contributions financières 2023 – Organismes et quote-part à la CMM - compétence municipale
CM22 0020 – 20 janvier 2022 – Contributions financières 2022 – Organismes et quote-part à la CMM - compétence municipale
CM20 1216 – 9 décembre 2020 – Contributions financières 2021 – Organismes et quote-part à la CMM - compétence municipale

### DESCRIPTION

La Ville de Montréal verse une contribution financière afin de soutenir les opérations du musée Pointe-à-Callière, Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal.
La Ville doit également verser une quote-part pour le financement des opérations de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), organisme métropolitain assurant la cohésion métropolitaine en matière de développement. La quote-part faisant l'objet du présent dossier est liée à des activités relevant de la compétence du conseil municipal.

### JUSTIFICATION

s/o

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits requis sont prévus au budget 2026 aux comptes suivants :

| | |
|---|---|
| Pointe-à-Callière, Cite d'archéologie et d'histoire de Montréal | |

| | |
|---|---|
| 2101-0010000-202004-07251-61900-016209-0000-000000-000000-00000-00000 | 10 019 500 $ |
| | |
| Communauté métropolitaine de Montréal | |
| 2101-0010000-202006-01101-61110-016202-0000-000000-000000-00000-00000 | 10 907 300 $ |
| 2101-0010000-202006-05301-61110-016202-0000-000000-000000-00000-00000 | 17 189 900 $ |
| 2101-0010000-202006-06501-61110-016202-0000-000000-000000-00000-00000 | 4 987 500 $ |
| 2101-0010000-202006-04601-61110-016202-0000-000000-000000-00000-00000 | 794 500 $ |
| 2101-0010000-202006-03819-61110-016202-0000-000000-000000-00000-00000 | 109 700 $ |
| 2101-0010000-202006-07251-61110-016202-0000-000000-000000-00000-00000 | 429 100 $ |
| Total - CMM | 34 418 000 $ |
| | |
| Grand Total | 44 437 500 $ |

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements liés aux changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de la nature de la décision qui vise une approbation de crédits.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

s/o

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

s/o

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

s/o

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité du dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

| RESPONSABLE DU DOSSIER | ENDOSSÉ PAR Le : 2025-12-23 |
|---|---|
| Carlos Arturo CASTANEDA RIVERA<br>Agent de recherche | Gildas S. GBAGUIDI<br>Directeur du budget, de la planification financière et fiscale |
| **Tél :** s/o<br>**Télécop. :** | **Tél :** 514 240-5192<br>**Télécop. :** s/o |

| APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION | APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE |
|---|---|
| Gildas S. GBAGUIDI<br>Directeur du budget, de la planification financière et fiscale<br>**Tél :** 514 240-5192<br>**Approuvé le :** 2025-12-23 | Francine LAVERDIÈRE<br>Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière<br>**Tél :** 514 872-6630<br>**Approuvé le :** 2026-01-09 |

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1253074027*
Unité administrative responsable : *Service des finances et de l'évaluation foncière*
Projet : *Approuver les contributions financières aux organismes exerçant des activités relevant du conseil municipal et la quote-part 2026 à la CMM.*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | ***X*** |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*s.o.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*s.o.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

## Point 30.09

**Mandat à la Commission sur les finances et l'administration pour l'étude du budget 2026 de la Ville de Montréal (volet ville centrale) et du programme décennal d'immobilisations 2026-2035 de la Ville de Montréal (volet ville centrale) ainsi que les budgets de certaines sociétés paramunicipales et autres organismes**

Aucun document ne sera livré.

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CM : 41.01

2026/01/12
13:00

(2)

**Dossier # : 1253074014**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement sur les taxes (exercice financier de 2026) |

Il est recommandé d'adopter le Règlement sur les taxes (exercice financier de 2026).

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2026-01-09 14:03

**Signataire :** Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1253074014** |
|---|---|

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement sur les taxes (exercice financier de 2026) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Dans le cadre du processus budgétaire, la Ville de Montréal a l'obligation d'adopter le règlement requis pour imposer les taxes prévues au budget de l'exercice financier visé.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM25 1272 – 22 septembre 2025 – Adoption – Résolution du conseil municipal prévoyant l'étalement de la variation des valeurs foncières découlant de l'entrée en vigueur du rôle d'évaluation foncière le 1er janvier 2026
CM24 1485 – 16 décembre 2024 – Adoption – Règlement sur les taxes (exercice financier 2025), 24-042
CM23 1476 – 18 décembre 2023 – Adoption – Règlement sur les taxes (exercice financier 2024), 23-042
CM22 1510 – 22 décembre 2022 – Adoption – Règlement sur les taxes (exercice financier 2023), 22-052
CM22 1244 – 24 octobre 2022 – Adoption – Résolution du conseil municipal prévoyant l'étalement de la variation des valeurs foncières découlant de l'entrée en vigueur du rôle d'évaluation foncière le 1er janvier 2023
CM22 0122 – 24 janvier 2022 – Adoption – Règlement modifiant le Règlement sur les taxes (exercice financier 2022), 22-002
CM21 0198 – 23 février 2021 – Adoption – Règlement modifiant le Règlement sur les taxes (exercice financier 2021), 20-043-1
CM20 1366 – 15 décembre 2020 – Adoption – Règlement sur les taxes (exercice financier 2021), 20-043
CM20 0682 – 30 juin 2020 – Adoption – Règlement modifiant le Règlement sur les taxes (exercice financier 2020), 19-055-2
CM20 0539 – 26 mai 2020 – Adoption – Règlement modifiant le Règlement sur les taxes (exercice financier 2020), 19-055-1
CM19 1395 – 17 décembre 2019 – Adoption – Règlement sur les taxes (exercice financier 2020), 19-055
CM19 1138 – 22 octobre 2019 – Adoption – Résolution du conseil municipal prévoyant l'étalement de la variation des valeurs foncières découlant de l'entrée en vigueur du rôle d'évaluation foncière le 1er janvier 2020

### DESCRIPTION

Le règlement sur les taxes vise à fixer différents taux de taxes applicables pour l'exercice financier 2026. Il s'agit des taux :

- de la taxe foncière générale;
- de la taxe sur les terrains vagues non desservis;
- de la taxe relative aux dettes des anciennes villes (soient les municipalités ayant cessé d'exister lors du regroupement);
- des taxes spéciales relatives au service de l'eau et au service de la voirie;
- de la taxe relative au financement de la contribution à l'ARTM;
- de la taxe spéciale sur les installations publicitaires.

Il indique également les taux de compensation sur les immeubles exempts, dont un taux spécifique applicable à la STM, les taux d'intérêt et de pénalité, les dates d'exigibilité et autres modalités de paiement applicables à tous les immeubles.

**Taux différenciés selon la valeur foncière pour les immeubles non résidentiels**
Pour l'exercice financier 2026, la Ville de Montréal poursuit son utilisation du pouvoir de différencier les taux de la taxe foncière générale selon la valeur foncière pour les immeubles non résidentiels. Ainsi, le taux de la taxe foncière générale, pour les immeubles non résidentiels, sera inférieur pour une première tranche de valeur foncière de 900 000 $ au taux de la taxe foncière générale qui sera appliqué au-delà de ce seuil. La différenciation des taux s'applique également à la taxe relative à l'ARTM ainsi qu'à la taxe relative aux dettes des anciennes villes, selon les mêmes paramètres.

Les taxes prévues par ce règlement visent le territoire de la Ville de Montréal et seront établies sur la base de la valeur ajustée des immeubles conformément à la résolution CM25 1272 relative à l'étalement.

## JUSTIFICATION

L'imposition des différentes taxes et compensations, la fixation des taux d'intérêt et de pénalité sur les arrérages, les dates d'exigibilité ainsi que les modalités de paiement pour l'exercice financier de 2026 doivent être adoptées par règlement conformément aux lois applicables (*Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, Loi sur la fiscalité municipale* , *Loi sur les cités et villes* ).

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les recettes budgétaires des taxes et autres recettes imposées par l'adoption de ce règlement totalisent 4,8 G$.

## MONTRÉAL 2030

s/o

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

s/o

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s/o

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Francois SERVANT-MILLETTE
Conseiller en planification budgétaire

**Tél :** 514 872-8402
**Télécop. :** s/o

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-01-06

Stéphanie RAULT
Cheffe de division - Planification budgétaire et fiscale

**Tél :** 438 951-7597
**Télécop. :** 514 872-8768

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Gildas S. GBAGUIDI
Directeur du budget, de la planification financière et fiscale
**Tél :** 514 240-5192
**Approuvé le :** 2026-01-08

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière
**Tél :** 514 872-6630
**Approuvé le :** 2026-01-09

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1253074014*
Unité administrative responsable : *Service des finances et de l'évaluation foncière*
*Projet :* *Adopter le Règlement sur les taxes (exercice financier de 2026)*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | *X* |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*s.o.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*s.o.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1253074014**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale |
| **Objet :** | Adopter le Règlement sur les taxes (exercice financier de 2026) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

AGT - 1253074014 - Règlement sur les taxes 2026.docx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate - Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières
**Tél :** 514-589-7591

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-01-07

Mikael BENOIT
Avocat et chef de division

**Tél :** 514-872-6852
**Division :** Division du droit contractuel, en remplacement de Me Nicolas Dufresne, chef de la division du Droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL**
**RÈGLEMENT**
**XX-XXX**

**RÈGLEMENT SUR LES TAXES (EXERCICE FINANCIER 2026)**

Vu les sous-sections 28 et 31.2 de la section XI de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), notamment les articles 244.1 à 244.67;

Vu les articles 98 et 102.2 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 93 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (RLRQ, chapitre A-33.3);

À l'assemblée du _____, le conseil municipal décrète :

**CHAPITRE I**
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.** Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« ARTM » : l'Autorité régionale de transport métropolitain, instituée par la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (RLRQ, chapitre A-33.3);

« installation publicitaire » : toute installation de nature publicitaire ou destinée à une telle fin, notamment une enseigne ou un panneau-réclame, peu importe le support utilisé, qui est située ailleurs qu'à l'endroit où se trouve l'objet du message publicitaire;

« jour férié » : un jour férié au sens de l'article 61 de la Loi d'interprétation (RLRQ, chapitre I-16);

« Loi » : la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

« secteur » : un secteur au sens de l'article 487.2 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), identifié au présent règlement par le nom de l'ancienne municipalité locale mentionnée à l'article 5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4).

**2.** Le présent règlement s'applique à l'exercice financier 2026 de la Ville.

**CHAPITRE II**
TAXES FONCIÈRES

**SECTION I**
TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE

**3.** Il est imposé et il sera prélevé, sur tout immeuble imposable porté au rôle d'évaluation foncière, une taxe foncière générale à un taux variant selon les catégories d'immeubles et les tranches de valeur suivantes :

1° celle des immeubles non résidentiels :

a) pour la tranche de valeur qui n'excède pas 900 000 $ : 2,0084 %;

b) pour la tranche de valeur qui excède 900 000 $ : 2,5719 %;

2° celle des terrains vagues desservis : 1,8524 %.

3° celle qui est résiduelle : 0,4631 %.

Les taux prévus au premier alinéa sont appliqués sur la valeur imposable des immeubles visés.

Le coefficient prévu au 3e alinéa de l'article 244.40 de la Loi est de 6,0.

**SECTION II**
TAXE SUR LES TERRAINS VAGUES NON DESSERVIS

**4.** Il est imposé et il sera prélevé sur tout terrain vague non desservi qui constitue une unité d'évaluation remplissant les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 244.65 de la Loi, une taxe au taux de 1,3893 % appliqué sur la valeur imposable des immeubles visés.

**SECTION III**
TAXE RELATIVE AUX DETTES DES MUNICIPALITÉS AYANT CESSÉ D'EXISTER LORS DU REGROUPEMENT

**5.** Il est imposé et il sera prélevé sur tout immeuble imposable porté au rôle d'évaluation foncière et situé dans l'un des secteurs suivants, une taxe relative au financement des dettes des municipalités ayant cessé d'exister lors du regroupement au taux fixé ci-après pour chacun de ces secteurs, ce taux variant selon les catégories d'immeubles et les tranches de valeur suivantes :

1° « Ville d'Anjou » :

a) celle des immeubles non résidentiels :

i. pour la tranche de valeur qui n'excède pas 900 000 $ : 0,0155 %;

ii. pour la tranche de valeur qui excède 900 000 $ : 0,0198 %;

b) celle des terrains vagues desservis : 0,0192 %;

c) celle qui est résiduelle : 0,0048 %.

2° « Ville de Lachine » :

a) celle des immeubles non résidentiels :

i. pour la tranche de valeur qui n'excède pas 900 000 $ : 0,0030 %;

ii. pour la tranche de valeur qui excède 900 000 $ : 0,0039 %;

b) celle des terrains vagues desservis : 0,0040 %;

c) celle qui est résiduelle : 0,0010 %.

3° « Ville de LaSalle » :

a) celle des immeubles non résidentiels :

i. pour la tranche de valeur qui n'excède pas 900 000 $ : 0,0098 %;

ii. pour la tranche de valeur qui excède 900 000 $ : 0,0126 %;

b) celle des terrains vagues desservis : 0,0116 %;

c) celle qui est résiduelle : 0,0029 %.

4° « Ville de Montréal » :

a) celle des immeubles non résidentiels :

i. pour la tranche de valeur qui n'excède pas 900 000 $ : 0,0644 %;

ii. pour la tranche de valeur qui excède 900 000 $ : 0,0825 %;

b) celle des terrains vagues desservis : 0,0784 %;

c) celle qui est résiduelle : 0,0196 %;

5° « Ville de Montréal-Nord » :

a) celle des immeubles non résidentiels :

i. pour la tranche de valeur qui n'excède pas 900 000 $ : 0,0374 %;

ii. pour la tranche de valeur qui excède 900 000 $ : 0,0479 %;

b) celle des terrains vagues desservis : 0,0416 %;

c) celle qui est résiduelle : 0,0104 %.

6° « Ville d'Outremont » :

a) celle des immeubles non résidentiels :

i. pour la tranche de valeur qui n'excède pas 900 000 $ : 0,0200 %;

ii. pour la tranche de valeur qui excède 900 000 $ : 0,0256 %;

b) celle des terrains vagues desservis : 0,0208 %;

c) celle qui est résiduelle : 0,0052 %

7° « Ville de Saint-Laurent » :

a) celle des immeubles non résidentiels :

i. pour la tranche de valeur qui n'excède pas 900 000 $ : 0,0097 %;

ii. pour la tranche de valeur qui excède 900 000 $ : 0,0124 %;

b) celle des terrains vagues desservis : 0,0128 %;

c) celle qui est résiduelle : 0,0032 %.

8° « Ville de Saint-Léonard » :

a) celle des immeubles non résidentiels :

i. pour la tranche de valeur qui n'excède pas 900 000 $ : 0,0199 %;

ii. pour la tranche de valeur qui excède 900 000 $ : 0,0255 %;

b) celle des terrains vagues desservis : 0,0232 %;

c) celle qui est résiduelle : 0,0058 %.

9° « Ville de Verdun » :

a) celle des immeubles non résidentiels :

i. pour la tranche de valeur qui n'excède pas 900 000 $ : 0,0145 %;

ii. pour la tranche de valeur qui excède 900 000 $ : 0,0186 %;

b) celle des terrains vagues desservis : 0,0160 %;

c) celle qui est résiduelle : 0,0040 %.

Les taux prévus au premier alinéa sont appliqués sur la valeur imposable des immeubles visés.

**SECTION IV**
TAXE SPÉCIALE RELATIVE AU SERVICE DE LA VOIRIE

**6.** Il est imposé et il sera prélevé sur tout immeuble imposable porté au rôle d'évaluation foncière, une taxe spéciale relative au service de la voirie à un taux variant selon les catégories suivantes :

1° celle des immeubles non résidentiels : 0,0168 %;

2° celle des terrains vagues desservis et celle qui est résiduelle : 0,0024 %.

Les taux prévus au premier alinéa sont appliqués sur la valeur imposable des immeubles visés. Dans le cas des immeubles non résidentiels visés à l'article 244.32 de la Loi, ils sont appliqués selon les combinaisons prévues à l'article 244.53 de cette Loi.

La taxe spéciale prévue au présent article est imposée aux fins du financement des dépenses visées à l'article 569.7 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

**SECTION V**
TAXE RELATIVE AU FINANCEMENT DE LA CONTRIBUTION À L'ARTM

**7.** Il est imposé et il sera prélevé sur tout immeuble imposable porté au rôle d'évaluation foncière une taxe relative au financement de la contribution à l'ARTM à un taux variant selon les catégories d'immeubles et les tranches de valeur suivantes :

1° celle des immeubles non résidentiels :

a) pour la tranche de valeur qui n'excède pas 900 000 $ : 0,0301 %;

b) pour la tranche de valeur qui excède 900 000 $ : 0,0385 %;

2° celle des terrains vagues desservis : 0,0280 %;

3° celle qui est résiduelle : 0,0070 %.

Les taux prévus au premier alinéa sont appliqués sur la valeur imposable des immeubles visés.

**SECTION VI**
TAXE SPÉCIALE RELATIVE AU SERVICE DE L'EAU

**8.** Il est imposé et il sera prélevé sur tout immeuble imposable porté au rôle d'évaluation foncière, une taxe spéciale relative au service de l'eau à un taux variant selon les catégories suivantes :

1° celle des terrains vagues desservis et celle qui est résiduelle : 0,0831 %;

2° celle des immeubles non résidentiels :

a) pour les immeubles compris dans une unité d'évaluation foncière inscrite au nom d'un propriétaire auquel le Règlement relatif à la tarification de l'eau fournie aux immeubles non résidentiels (exercice financier 2026) (*Insérer ici le numéro du règlement*) s'applique : 0,3270 %;

b) pour les immeubles compris dans une unité d'évaluation foncière inscrite au nom d'un propriétaire auquel le Règlement relatif à la tarification de l'eau fournie aux immeubles non résidentiels (exercice financier 2026) (*Insérer ici le numéro du règlement*) ne s'applique pas : 0,3433 %.

Les taux prévus au premier alinéa sont appliqués sur la valeur imposable des immeubles visés. Dans le cas des immeubles non résidentiels visés à l'article 244.32 de la Loi, ils sont appliqués selon les combinaisons prévues à l'article 244.53 de cette Loi.

La taxe spéciale relative au service de l'eau prévue au présent article est imposée aux fins du financement des dépenses visées à l'article 569.7 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

**9.** Lorsqu'une modification au rôle d'évaluation foncière fait en sorte que le propriétaire d'un immeuble non résidentiel devient ou cesse d'être visé à l'article 5 du Règlement relatif à la tarification de l'eau fournie aux immeubles non résidentiels (exercice financier 2026) (*Insérer ici le numéro du règlement*), le propriétaire doit payer un supplément de taxe spéciale relative au service de l'eau prévue au deuxième paragraphe du premier alinéa de l'article 8 à la Ville ou, selon le cas, celle-ci doit verser le trop-perçu à cette personne.

On établit le montant du supplément ou du trop-perçu en calculant le montant de la taxe spéciale relative au service de l'eau payable en fonction du rôle modifié, proportionnellement à la partie de l'exercice financier non encore écoulée au moment de la prise d'effet de la

modification, et en le comparant au montant de la taxe déjà payée pour cet exercice. Les articles 246 à 251 de la Loi s'appliquent compte tenu des adaptations nécessaires.

**CHAPITRE III**
TAXE SPÉCIALE SUR LES INSTALLATIONS PUBLICITAIRES

**10.** Il est imposé et il sera prélevé une taxe spéciale sur les installations publicitaires, à l'exception de celles situées à l'intérieur d'un bâtiment et de celles situées sur un trottoir faisant partie du domaine public de la Ville, au montant de 600 $ applicable sur chacune des faces d'affichage que comporte l'installation.

La réglementation d'urbanisme en vigueur sur le territoire de la Ville ne doit pas servir à interpréter les termes de la définition d'« installation publicitaire » prévue à l'article 1 de façon à en limiter la portée et à limiter l'application du présent article.

**CHAPITRE IV**
COMPENSATIONS RELATIVES AUX IMMEUBLES EXEMPTS

**11.** Le propriétaire d'un immeuble visé au paragraphe 12º de l'article 204 de la Loi est assujetti au paiement d'une compensation pour services municipaux. Cette compensation est de 0,4631 % appliquée sur la valeur foncière du terrain.

**12.** La Société de transport de Montréal est assujettie au paiement d'une compensation pour services municipaux pour les immeubles dont elle est propriétaire au taux de 0,8280 % appliqué sur la valeur foncière de ces immeubles.

**CHAPITRE V**
TAUX D'INTÉRÊT, PÉNALITÉ, DATES D'EXIGIBILITÉ ET AUTRES MODALITÉS DE PAIEMENT

**13.** Un intérêt de 0,75 % par mois est appliqué sur toute somme due à la Ville, y compris les arrérages de taxes, calculé de jour en jour à compter de la date à laquelle cette somme est devenue exigible.

**14.** Dans le cas où une somme due à la Ville consiste en arrérages de taxes, en plus de l'intérêt payable en vertu de l'article 13, une pénalité de 0,41 % par mois est appliquée sur le montant des arrérages et calculée de jour en jour à compter du jour où la taxe est devenue exigible, ou si le jour où la taxe est devenue exigible est antérieur au 1er janvier 2026, à compter du 1er janvier 2026.

**15.** Le mode de paiement et les dates d'exigibilité de la taxe foncière générale, de la taxe sur les terrains vagues non desservis, de la taxe relative aux dettes des municipalités ayant cessé d'exister lors du regroupement, de la taxe spéciale relative au service de la voirie, de la taxe relative au financement de la contribution à l'ARTM, de la taxe spéciale relative au service de l'eau, de la taxe spéciale sur les installations publicitaires et des compensations relatives aux immeubles exempts de taxes, sont les suivants :

1° si le montant du compte est inférieur à 300 $ : en un versement unique, le 2 mars;

2° si le montant du compte est de 300 $ ou plus, au choix du débiteur :

a) soit en un versement unique, le 2 mars;

b) soit en deux versements égaux, le 2 mars et le 1er juin.

**16.** Lorsqu'à la suite d'une modification à un rôle d'évaluation ou de perception, un supplément de taxes ou de compensation est exigible, ce supplément est payable comme suit :

1° si le montant dû est inférieur à 300 $ : en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

2° si le montant dû est égal ou supérieur à 300 $, au choix du débiteur :

a) soit en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

b) soit en deux versements égaux, le premier, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville, et le second, au plus tard le 90e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement.

Lorsque le 90e jour mentionné au sous-paragraphe b) du paragraphe 2° du premier alinéa survient un samedi ou un jour férié, le second versement doit être fait au plus tard le premier jour ouvrable survenant après ce 90e jour.

**17.** Lorsqu'un versement n'est pas fait à la date prévue au présent règlement, seul le montant du versement échu est exigible.

---

GDD1253074014

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CM : 41.02

2026/01/12
13:00

(2)

**Dossier # : 1253074015**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement concernant la taxe foncière sur les parcs de stationnement (exercice financier de 2026) |

Il est recommandé d'adopter le Règlement concernant la taxe foncière sur les parcs de stationnement (exercice financier de 2026).

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2026-01-09 14:03

**Signataire :** Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1253074015** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement concernant la taxe foncière sur les parcs de stationnement (exercice financier de 2026) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Afin de contribuer au financement du transport en commun, la Ville de Montréal impose depuis 2010 une taxe foncière sur les parcs de stationnement non résidentiels sur le territoire du centre-ville.
En plus de financer le transport collectif, l'élargissement du territoire d'application de la taxe aux grands terrains de stationnement extérieurs a pour objectif additionnel d'encourager les propriétaires des terrains concernés à mener une réflexion sur l'utilisation du territoire qu'ils occupent.

La taxe est imposée en vertu de pouvoirs prévus aux articles 500.1 et suivants de la *Loi sur les cités et villes.*

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM24 1486 – 16 décembre 2024 – Adoption - Règlement concernant la taxe foncière sur les parcs de stationnement (exercice financier 2025), 24-043
CM23 1477 – 19 décembre 2023 – Adoption - Règlement concernant la taxe foncière sur les parcs de stationnement (exercice financier 2024), 23-043
CM22 1511 – 22 décembre 2022 – Adoption - Règlement concernant la taxe foncière sur les parcs de stationnement (exercice financier 2023), 22-053
CM22 0123 – 24 janvier 2022 – Adoption - Règlement concernant la taxe foncière sur les parcs de stationnement (exercice financier 2022), 22-003
CM20 1367 – 14 décembre 2020 – Adoption - Règlement concernant la taxe foncière sur les parcs de stationnement (exercice financier 2021), 20-044
CM19 1396 – 17 décembre 2019 – Adoption - Règlement concernant la taxe foncière sur les parcs de stationnement (exercice financier 2020), 19-056
CM18 1537 – 17 décembre 2018 – Adoption - Règlement concernant la taxe foncière sur les parcs de stationnement (exercice financier 2019), 18-069

### DESCRIPTION

**Taux appliqués**
Les taux varient selon les secteurs suivants :

- Le « secteur A » correspond au centre des affaires de Montréal tel que défini à

l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec;*

- Le « secteur B » correspond au centre-ville de Montréal tel que défini à l'article 8 du *Recueil des tarifs du transport privé par taxi* , Décision MPTC08-00275, 080804 ((2008) 140 G.O. II 4862), en excluant les secteurs A et C;
- Le « secteur C » correspond à la partie sud-ouest du centre-ville qui est comprise entre le fleuve et le canal Lachine (voir la carte géographique incluse dans le règlement);
- Le « secteur D » correspond au territoire de l'ensemble de la Ville de Montréal, en excluant les secteurs A, B et C.

Pour l'exercice de 2026, les taux des secteurs A, B et C sont indexés de 3,4 %. Le taux du secteur D augmente de 0,25 $.

**Seuil d'application relatif au secteur D**

Depuis l'exercice financier 2025, le seuil d'application de la taxe au secteur D est de 5 000 $m^2$. Ainsi, dans ce secteur, l'ensemble des parcs de stationnement extérieurs dans les immeubles non résidentiels est visé par la taxe, lorsque leur superficie est supérieure à 5 000 $m^2$.

La taxe est imposée sur les immeubles non résidentiels qui comportent un parc de stationnement intérieur ou extérieur et qui sont situés dans l'un des secteurs A, B ou C. Elle est également imposée sur les immeubles non résidentiels faisant partie de la classe 10 (immeubles 100 % non résidentiels) qui comportent un parc de stationnement extérieur et qui sont situés dans le secteur D.

**Détails techniques**

Un parc de stationnement intérieur est un bâtiment ou une partie de bâtiment qui est utilisé ou destiné à être utilisé pour le stationnement de véhicules routiers immatriculés. Il comprend ses composantes telles que les colonnes et les saillies, les voies d'accès, les voies de circulation ou les rampes permettant le passage des véhicules entre deux niveaux, les éléments qui séparent les cases, les guérites et les guichets.

Un parc de stationnement intérieur doit faire partie d'une unité d'évaluation appartenant à la catégorie des immeubles non résidentiels.

Un parc de stationnement extérieur est un espace qui est utilisé ou destiné à être utilisé pour le stationnement de véhicules routiers immatriculés. Il comprend les composantes telles que les voies d'accès, les voies de circulation, les éléments qui séparent les cases, les guérites et les guichets, les dégagements et les aménagements paysagers.

Le parc de stationnement extérieur doit faire partie d'une unité d'évaluation appartenant à la catégorie des immeubles non résidentiels ou d'une unité d'évaluation appartenant à la fois à la catégorie des immeubles non résidentiels et à celle des terrains vagues desservis.

Le règlement établit les règles de mesure de la superficie brute du parc de stationnement et les taux au mètre carré qui sont appliqués à la superficie taxable des parcs de stationnement, laquelle est obtenue en soustrayant de la superficie brute, une superficie de 390 $m^2$ pour tous les parcs de stationnement qui ne sont pas situés sur des terrains vagues desservis où un commerce de stationnement est exploité. Cette exonération s'applique dans les secteurs A, B, C alors que dans le secteur D, l'exonération est, depuis 2025, de 5 000 $m^2$.

La taxe imposée par le présent règlement est perçue selon les mêmes modalités que la taxe foncière générale. Les dispositions du Règlement sur les taxes (exercice financier de 2026) relatives aux dates d'exigibilité, les taux d'intérêt et de pénalité ainsi que les autres

modalités de paiement applicables à la taxe foncière générale y sont applicables.

Le règlement prévoit enfin des pouvoirs d'enquête et de modification aux données utilisées aux fins de l'imposition de cette taxe ainsi que des règles concernant le paiement de suppléments ou le remboursement de trop-perçus à la suite d'une modification de ces données.

**JUSTIFICATION**

L'article 500.1 de la *Loi sur les cités et villes* prévoit le pouvoir général de taxation de la Ville.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les recettes de la taxe imposée par le présent règlement totalisent la somme de 38,1 M$ pour l'année 2026.

**MONTRÉAL 2030**

s/o

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le règlement concernant la taxe foncière sur les parcs de stationnement s'applique à l'exercice financier de 2026.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

s/o

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

s/o

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Francois SERVANT-MILLETTE
Conseiller en planification budgétaire

**Tél :** 514 872-8402
**Télécop. :** s/o

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-01-06

Stéphanie RAULT
Cheffe de division - Planification budgétaire et fiscale

**Tél :** 438 951-7597
**Télécop. :** s/o

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Gildas S. GBAGUIDI
Directeur du budget, de la planification financière et fiscale
**Tél :** 514 240-5192
**Approuvé le :** 2026-01-08

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière
**Tél :** 514 872-6630
**Approuvé le :** 2026-01-09

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1253074015*
Unité administrative responsable : *Division planification budgétaire et fiscale*
*Projet : Adopter le Règlement concernant la taxe foncière sur les parcs de stationnement (exercice financier de 2026)*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | *X* |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*s.o.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*s.o.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1253074015**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale |
| **Objet :** | Adopter le Règlement concernant la taxe foncière sur les parcs de stationnement (exercice financier de 2026) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

AGT - 1253074015 - Règlement taxe stationnement 2026.doc

Annexe A - Plan du secteur C.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate - Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières
**Tél :** 514-589-7591

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-01-07

Mikael BENOIT
Avocat et chef de division

**Tél :** 514-872-6852
**Division :** Division du droit contractuel, en remplacement de Me Nicolas Dufresne, chef de la division du Droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL**
**RÈGLEMENT**
**XX-XXX**

**RÈGLEMENT CONCERNANT LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PARCS DE STATIONNEMENT (EXERCICE FINANCIER 2026)**

Vu les articles 500.1 et suivants de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), notamment les articles 244.29 à 244.37;

À l'assemblée du _____, le conseil municipal décrète :

## CHAPITRE I
DÉFINITIONS

**1.** Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« autobus » : un autobus tel que défini à l'article 4 du Code de la sécurité routière (RLRQ, chapitre C-24.2);

« bâtiment » : une construction utilisée ou destinée à être utilisée pour loger ou abriter des personnes, des animaux ou des choses;

« case » : un espace utilisé ou destiné à être utilisé pour le stationnement d'un seul véhicule routier immatriculé;

« catégorie » : une catégorie d'immeubles mentionnée à l'article 244.30 de la Loi;

« composantes » : les éléments d'un parc de stationnement, intérieur ou extérieur, tels les colonnes et les saillies, les voies d'accès, les voies de circulation ou les rampes permettant le passage des véhicules entre deux niveaux, les éléments qui séparent les cases, les guérites et les guichets, les dégagements et les aménagements paysagers;

« la Ville » : la Ville de Montréal;

« Loi » : la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

« parc de stationnement intérieur » :

1° un bâtiment ou une partie de bâtiment faisant partie d'une unité d'évaluation appartenant à la catégorie des immeubles non résidentiels qui est utilisé ou destiné à être utilisé pour le stationnement d'un ou de plusieurs véhicules routiers immatriculés;

2° l'ensemble des cases situées dans un bâtiment détenu en copropriété divise qui fait partie d'une ou plusieurs unités d'évaluation appartenant à la catégorie des immeubles non résidentiels inscrites au nom d'un même propriétaire;

« parc de stationnement extérieur » :

1° un espace faisant partie d'une unité d'évaluation appartenant à la catégorie des immeubles non résidentiels ou d'une unité d'évaluation appartenant à la fois à la catégorie des immeubles non résidentiels et à celle des terrains vagues desservis qui ne constitue pas un parc de stationnement intérieur, et qui est utilisé ou destiné à être utilisé pour le stationnement d'un ou de plusieurs véhicules routiers immatriculés;

2° l'ensemble des cases d'un immeuble détenu en copropriété divise qui fait partie d'une ou de plusieurs unités d'évaluation appartenant à la catégorie des immeubles non résidentiels ou appartenant à la fois à la catégorie des immeubles non résidentiels et à celle des terrains vagues desservis, inscrites au nom d'un même propriétaire et qui ne constitue pas un parc de stationnement intérieur;

« secteur A » : le secteur correspondant au centre des affaires de Montréal, tel que défini à l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4). Un immeuble situé d'un côté ou de l'autre d'une rue mentionnée à cet article fait partie du secteur A, quelle que soit son adresse civique;

« secteur B » : le secteur correspondant au centre-ville de Montréal, tel que défini à l'article 8 du règlement Recueil des tarifs du transport privé par taxi Décision MPTC08-00275, 080804 ((2008) 140 G.O. II 4862), à l'exclusion des secteurs A et C ainsi que de la partie située sur le territoire de la Ville de Westmount. Un immeuble situé d'un côté ou de l'autre d'une rue mentionnée à cet article fait partie du secteur B, quelle que soit son adresse civique;

« secteur C » : la partie du secteur B identifiée par le trait gras sur le plan présenté à l'annexe A dont les limites sont :

À partir du point de rencontre de la rue De Condé avec la rue Saint-Patrick, de là allant vers le nord-est et suivant la rue Saint-Patrick jusqu'au point de rencontre avec la rue Bridge; de là allant vers l'est et suivant la rue Bridge et son prolongement jusqu'au fleuve Saint-Laurent; de là allant vers le nord suivant la rive du fleuve Saint-Laurent jusqu'au côté nord du pont de la Concorde; de là allant vers le sud-ouest suivant le pont de la Concorde jusqu'à la rive est du bassin Bickerdike; de là suivant les rives des bassins Bickerdike et Windmill-Point jusqu'au point de rencontre avec la rive est du canal de Lachine; de là allant vers le sud suivant la rive du canal de Lachine jusqu'au point de rencontre avec le prolongement de la rue De Condé; de là allant vers le sud-est et suivant la rue De Condé jusqu'au point de rencontre avec la rue Saint-Patrick, étant le point de départ;

Un immeuble situé d'un côté ou de l'autre d'une rue mentionnée à la présente définition fait partie du secteur C;

« secteur D » : le territoire de la Ville, à l'exclusion des secteurs A, B et C;

« taxe » : la taxe foncière sur les parcs de stationnement imposée en vertu de l'article 11 du présent règlement;

« véhicule routier » : un véhicule routier tel que défini à l'article 4 du Code de la sécurité routière (RLRQ, chapitre C-24.2).

**2.** Le présent règlement s'applique à l'exercice financier 2026 de la Ville.

## CHAPITRE II
## RÈGLES D'ÉTABLISSEMENT DE LA SUPERFICIE BRUTE D'UN PARC DE STATIONNEMENT

**3.** La superficie brute d'un parc de stationnement intérieur est constituée de la surface de ce parc qui s'étend jusqu'à la limite interne des murs extérieurs du parc de stationnement. Elle comprend la surface occupée par les composantes.

**4.** La superficie brute d'un parc de stationnement extérieur est constituée de la surface totale du parc de stationnement. Elle comprend la surface occupée par les composantes.

**5.** Malgré les articles 3 et 4, la superficie brute d'un parc de stationnement, intérieur ou extérieur, qui est situé dans un immeuble ou dans un bâtiment détenu en copropriété divise, s'obtient en additionnant la superficie brute de chacune des cases détenues par un même propriétaire.

La superficie brute d'une case est de 32,5 mètres carrés.

**6.** Lorsqu'un parc de stationnement fait partie d'une unité d'évaluation appartenant à la catégorie des immeubles non résidentiels et faisant partie des classes 1A à 9 au sens de l'article 244.32 de la Loi, la superficie brute de ce parc s'obtient en soustrayant de la superficie brute du parc de stationnement établie conformément aux articles 3 à 5, la somme des superficies brutes des cases utilisées ou destinées à être utilisées par les personnes qui résident dans l'immeuble.

## CHAPITRE III
## RÈGLES D'ÉTABLISSEMENT DE LA SUPERFICIE TAXABLE D'UN PARC DE STATIONNEMENT

**7.** La superficie taxable d'un parc de stationnement intérieur s'obtient en soustrayant 390 $m^2$ de sa superficie brute établie conformément au chapitre II.

**8.** La superficie taxable d'un parc de stationnement extérieur situé dans un immeuble appartenant uniquement à la catégorie des immeubles non résidentiels, dans l'un des secteurs A, B ou C, s'obtient en soustrayant 390 $m^2$ de sa superficie brute établie conformément au chapitre II.

**9.** La superficie taxable d'un parc de stationnement extérieur situé dans un immeuble appartenant à la fois à la catégorie des immeubles non résidentiels et à celle des terrains vagues desservis, dans l'un des secteurs A, B ou C, correspond à sa superficie brute établie conformément au chapitre II.

**10.** La superficie taxable d'un parc de stationnement extérieur situé dans le secteur D s'obtient en soustrayant 5 000 $m^2$ de sa superficie brute établie conformément au chapitre II.

**CHAPITRE IV**
TAXE

**11.** Il est imposé et il sera prélevé une taxe foncière sur les parcs de stationnement comme suit :

1° sur et à l'égard de tout immeuble imposable faisant partie d'une unité d'évaluation appartenant à la catégorie des immeubles non résidentiels, inscrit au rôle d'évaluation foncière, qui comporte un parc de stationnement ou une partie d'un tel parc et qui est situé dans l'un des secteurs A, B ou C, aux taux fixés ci-après :

a) « secteur A » :

i. parc de stationnement intérieur : 14,25 $ par mètre carré de superficie taxable du parc de stationnement;

ii. parc de stationnement extérieur : 57,50 $ par mètre carré de superficie taxable du parc de stationnement;

b) « secteur B » :

i. parc de stationnement intérieur : 7,20 $ par mètre carré de superficie taxable du parc de stationnement;

ii. parc de stationnement extérieur : 43,20 $ par mètre carré de superficie taxable du parc de stationnement;

c) « secteur C » :

i. parc de stationnement intérieur : 7,20 $ par mètre carré de superficie taxable du parc de stationnement;

ii. parc de stationnement extérieur : 21,60 $ par mètre carré de superficie taxable du parc de stationnement;

2° sur et à l'égard de tout immeuble imposable faisant partie d'une unité d'évaluation appartenant à la catégorie des immeubles non résidentiels et faisant partie de la classe 10 identifiée à l'article 244.32 de la Loi, inscrit au rôle d'évaluation foncière, qui comporte un parc de stationnement extérieur ou une partie d'un tel parc et qui est situé dans le secteur D, au taux de 2,75 $ par mètre carré de superficie taxable du parc de stationnement.

**CHAPITRE V**
EXONÉRATION

**12.** Est exonéré de la taxe un immeuble non résidentiel dont le parc de stationnement, intérieur ou extérieur, est principalement utilisé ou destiné à être utilisé pour le stationnement d'autobus.

**CHAPITRE VI**
ENQUÊTES

**13.** Le trésorier de la Ville ou son représentant peut, aux fins de l'imposition de la taxe, inspecter tout immeuble entre 8 h et 21 h du lundi au samedi, sauf un jour férié.

**14.** Le propriétaire ou l'occupant qui refuse l'accès à un immeuble au trésorier de la Ville ou à son représentant agissant en vertu de l'article 13, ou qui l'entrave, sans excuse légitime, commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins 300 $ et d'au plus 1 000 $ pour une première infraction et une amende d'au moins 1 000 $ et d'au plus 2 000 $ pour une récidive.

**15.** Le trésorier de la Ville ou son représentant peut demander au propriétaire ou à l'occupant d'un immeuble de fournir ou de rendre disponibles les renseignements relatifs à cet immeuble dont ce dernier a besoin aux fins de l'imposition de la taxe.

**16.** Le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble qui, sans excuse légitime, refuse de fournir ou de rendre disponibles les renseignements requis par le trésorier de la Ville ou son représentant agissant en vertu de l'article 15 commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins 300 $ et d'au plus 1 000 $ pour une première infraction et une amende d'au moins 1 000 $ et d'au plus 2 000 $ pour une récidive.

**17.** Toute demande d'enquête ou de vérification des données utilisées aux fins de l'imposition de la taxe doit être formulée par écrit au Service des finances de la Ville au plus tard 60 jours après l'expédition du compte de taxes.

**CHAPITRE VII**
MODIFICATIONS AU RÔLE DE PERCEPTION

**18.** Dans les 180 jours suivant l'inspection prévue à l'article 13 ou la demande de vérification prévue à l'article 17, le trésorier de la Ville modifie le rôle de perception de la taxe afin de le rendre conforme aux dispositions du présent règlement.

**19.** Lorsque la modification effectuée en vertu de l'article 18 vise à tenir compte du fait que la superficie d'un parc de stationnement, intérieur ou extérieur, est agrandie ou réduite, ou lorsqu'un immeuble commence ou cesse de comporter un parc de stationnement, intérieur ou extérieur, la modification entre en vigueur à la plus récente des dates suivantes :

1° la date de l'événement;

2° la date du premier jour de l'exercice financier qui précède celui au cours duquel la modification est faite.

**CHAPITRE VIII**
PAIEMENT D'UN SUPPLÉMENT OU REMBOURSEMENT D'UN TROP-PERCU

**20.** Lorsqu'une modification au rôle de perception ajoute, supprime ou modifie une inscription servant de base d'imposition de la taxe ou servant au calcul du montant de celle-ci, la personne au nom de laquelle est inscrite l'unité d'évaluation doit payer un supplément de taxe à la Ville ou, selon le cas, celle-ci doit verser le trop-perçu à cette personne. L'inscription au rôle d'évaluation foncière, aux fins de déterminer le débiteur du supplément ou le créancier du trop-perçu, est considérée, selon le cas, à la date où est expédiée la demande de supplément ou à celle où est effectué le remboursement.

On établit le montant du supplément ou du trop-perçu en calculant le montant de la taxe payable en fonction du rôle de perception modifié, proportionnellement à la partie de l'exercice financier municipal non encore écoulée au moment de la prise d'effet de la modification, et en le comparant au montant de taxe déjà payé pour cet exercice.

**CHAPITRE IX**
MODALITÉS DE PAIEMENT ET DE PERCEPTION

**21.** La taxe se perçoit de la même manière que la taxe foncière générale.

**22.** Les dates d'exigibilité, le taux d'intérêt et la pénalité ainsi que les autres modalités de paiement applicables à la taxe foncière générale ou à l'égard des suppléments de taxes tel que prévu au Règlement sur les taxes (exercice financier 2026) s'appliquent à la taxe ou à un supplément de la taxe établi en vertu de l'article 20.

**23.** Le montant d'un remboursement de la taxe établi en vertu de l'article 20, y compris l'intérêt calculé conformément au deuxième alinéa, doit être payé dans les 30 jours de la modification du rôle de perception.

Le montant du remboursement porte intérêt pour la période où l'excédent de taxe a été perçu au taux qui pouvait pendant cette période être exigé sur les arriérés de la taxe foncière générale prévu au Règlement sur les taxes (exercice financier 2026).

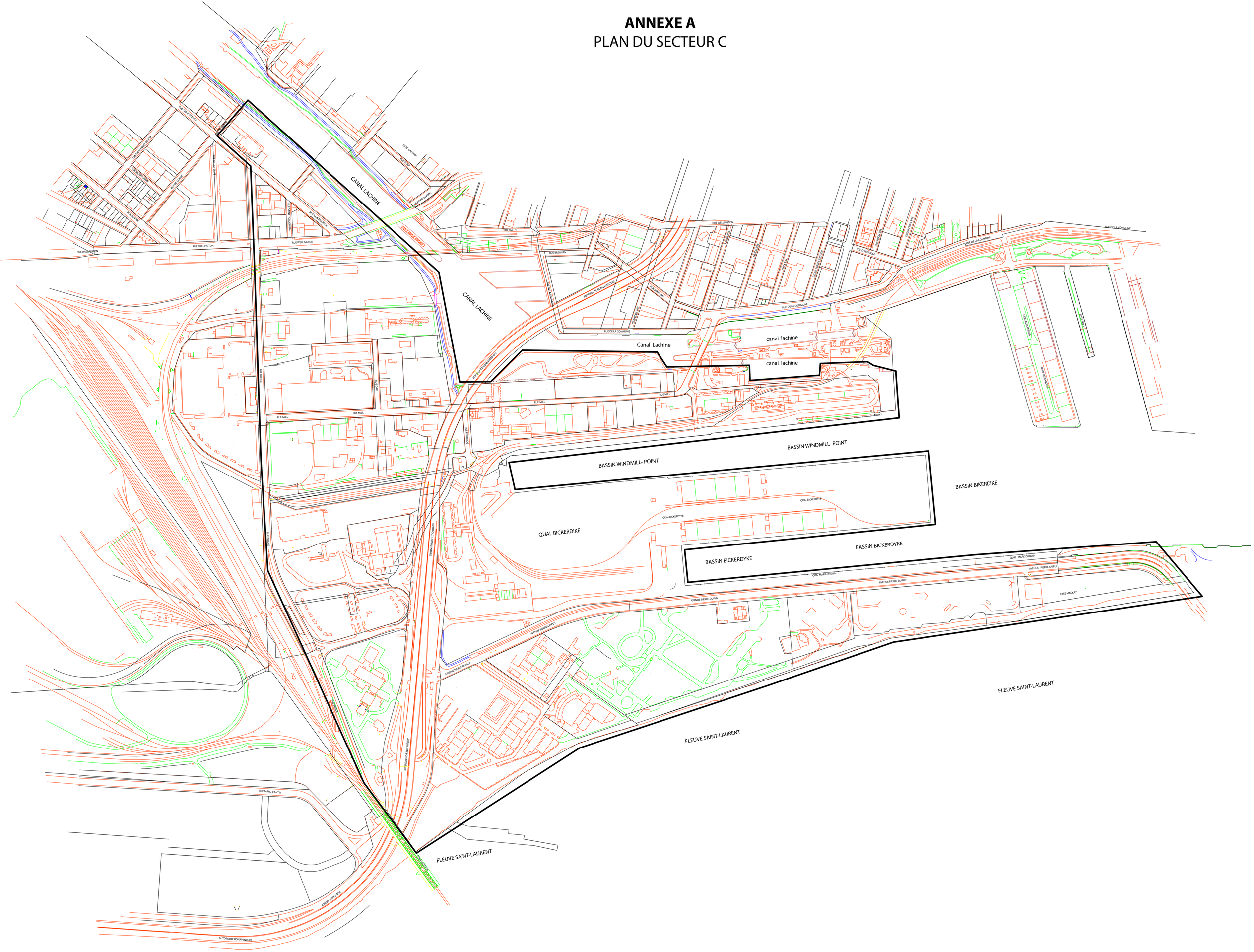
---

**ANNEXE A**
PLAN DU SECTEUR C

_____

GDD1253074015

# ANNEXE A
PLAN DU SECTEUR C



**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CM : 41.03

2026/01/12
13:00

(2)

**Dossier # : 1253074025**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2026) qui relève de la compétence du conseil municipal |

Il est recommandé d'adopter le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2026) qui relève de la compétence du conseil municipal.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2026-01-09 14:08

**Signataire :** Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1253074025**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2026) qui relève de la compétence du conseil municipal |

## CONTENU

### CONTEXTE

L'article 244.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) indique qu'une municipalité peut, par règlement, prévoir que tout ou partie de ses biens, services ou activités, seront financés au moyen d'un mode de tarification.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM24 1487 – 16 décembre 2024 – Règlement sur les tarifs (exercice financier 2025) 24-044
CM23 1478 – 19 décembre 2023 – Règlement sur les tarifs (exercice financier 2024) 23-044
CM22 1513 – 22 décembre 2022 – Règlement sur les tarifs (exercice financier 2023) 22-054
CM22 0125 – 24 janvier 2022 – Règlement sur les tarifs (exercice financier 2022) 22-004
CM20 1369 – 15 décembre 2020 – Règlement sur les tarifs (exercice financier 2021) 20-045

### DESCRIPTION

De façon générale, les tarifs 2026 reliés aux biens, services et activités fournis par la Ville de Montréal, sont préparés et révisés en fonction des compétences : locale et d'agglomération. Le présent projet de règlement sur les tarifs de compétences locales pour l'exercice 2026 regroupe les tarifs de la Ville de Montréal, visant les services offerts aux citoyens de la Ville, à l'exclusion des tarifs prévus aux règlements des arrondissements et de l'agglomération.

### JUSTIFICATION

À l'instar des années précédentes, les unités d'affaires ont procédé à la révision de leurs tarifs en tenant compte des coûts encourus par la Ville.

### ASPECT(S) FINANCIER(S)

La mise à jour de la tarification 2026 par les différentes unités d'affaires a donné lieu, dans certains cas, à de nouveaux tarifs, à des modifications et à des abolitions de tarifs. L'analyse des tarifs a été effectuée afin de valider les principales modifications pour le budget 2026. Une grille d'analyse et un sommaire des faits saillants sont joints au présent dossier.

### MONTRÉAL 2030

s/o

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

s/o

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

s/o

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

s/o

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité du dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Edelweiss VIGNEAULT)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

| **RESPONSABLE DU DOSSIER** | **ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-11-24 |
|---|---|
| Carlos Arturo CASTANEDA RIVERA<br>Agent de recherche | Gildas S. GBAGUIDI<br>Directeur du budget, de la planification financière et fiscale |
| **Tél :** 438 505-3171<br>**Télécop. :** s/o | **Tél :** 514 240-5192<br>**Télécop. :** s/o |

---

| **APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION** | **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE** |
|---|---|

Gildas S. GBAGUIDI
Directeur du budget, de la planification financière et fiscale
**Tél :** 514 240-5192
**Approuvé le :** 2026-01-08

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière
**Tél :** 514 872-6630
**Approuvé le :** 2026-01-09

# Règlements sur les tarifs 2026 - Conseil municipal
## Faits saillants

De façon générale, les tarifs de 2026 ont été révisés et indexés de 1,9 %. Dans certains cas, l'indexation est supérieure à 1,9 %, car les tarifs ont été augmentés d'un montant fixe ou arrondi au dollar près. Nous présentons ci-dessous les justifications des principales hausses supérieures à 1,9 % ainsi que les nouvelles tarifications.

## Grands parcs, Mont-Royal et sports

### COMPLEXE SPORTIF CLAUDE-ROBILLARD

- Abolition de la grille tarifaire liée à la carte d'accès annuelle à la salle omnisports et au laissez-passer hebdomadaire pour une période d'essai de 5 jours.
  *Conseil municipal : article 16*

- Une mise à jour des tarifs pour les sociétés paramunicipales pour l'usage des locaux et installations intérieurs et extérieurs, ainsi que pour l'usage de la piscine. À partir de 2026, un rabais de 30 % du taux de base sera appliqué.
  *Conseil municipal : articles 17, 18, 19 et 33 (sous-section 3 : Réductions et gratuités)*

- La tarification pour l'usage des installations extérieures a été révisée comme suit:

  - Nouvelle tarification pour l'usage du terrain de balle #1 ou #2 et et pour le terrain multisports synthétique pour des activités de tout organisme reconnu pour le sport adulte. Pour un organisme non reconnu le service a été retiré.
  - L'usage du terrain multisports synthétique (demi-terrain) a été retiré.
  - Le taux réduit du stade extérieur sera applicable uniquement pour une compétition ou un entraînement sanctionné et une institution d'enseignement.
  - Le couloir de la piste extérieur sera offert à des institutions d'enseignement.
  - Le service du terrain de tennis sera offert aux résidents et non-résidents de la Ville
  - Le service pour un terrain extérieur de tennis pour la pratique libre ne sera plus assuré pour les ligues ou les tournois.

  *Conseil municipal : article 19*

- À partir de 2026, les biens et services suivants seront retirés : installation des toiles de protection des plateaux sportifs, ouverture et fermeture de la trappe à sable, montage et démontage de la cage de lancer du disque, lignage du terrain et l'installation d'un panneau.
  *Conseil municipal : article 20*

- Abolition du tarif de location d'un espace de stationnement pour un autobus par jour.
  *Conseil municipal : article 22*

### STADE DE SOCCER DE MONTRÉAL

- Abolition des tarifs liés à l'usage d'un terrain de soccer intérieur à 7, 9 et 11 joueurs pour la compétition sanctionnée locale pour mineur et pour les parties ou entraînements d'une équipe ou d'un club pour mineurs non affilié à une association sportive régionale ou de l'extérieur de la Ville de Montréal.
  *Conseil municipal : article 23 point 1,2,3*

- Une nouvelle tarification est proposée pour la location récurrente pour une activité de tout organisme membre d'un organisme reconnu, pour une durée minimale d'une heure par semaine, pour une période minimale de 8 semaines, à l'exception des tournois.
  *Conseil municipal : article 23 points 4, 5, 6*

- Abolition des tarifs liés à la location d'un terrain de soccer pour une partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes non affilié à une association sportive régionale.
  *Conseil municipal : article 23 points 4, 5, 6*

- Abolition des tarifs liés à l'usage d'un terrain de soccer extérieur à 5 ou 7 joueurs, 9 ou 11 joueurs pour la compétition sanctionnée locale pour mineurs et pour les parties ou entraînements d'une équipe ou d'un club pour mineurs non affilié à une association sportive ou d'une équipe pour adultes non reconnu.
  Par ailleurs, une nouvelle tarification est proposée pour la location récurrente pour une activité de tout organisme membre d'un organisme reconnu, à l'exception des tournois.
  *Conseil municipal : article 24 point 1, 2*

**LE TAZ**

- Retrait des tarifs ci-dessous, liés au droit d'entrée au TAZ pour des enfants de 5 à 17 ans et ceux de 18 ans et plus :
  - Samedi, dimanche et jours fériés : détenteur carte Accès Montréal
  - dimanche au samedi : session de 21 h à minuit
  - samedi et dimanche : heure jeunesse 13 ans et moins, de 10h à 13 h (enfants)

  *Conseil municipal : article 26 point 1*

- Une mise à jour a été proposée pour les tarifs du forfait de 6, 10 et 12 cours de groupe de sports sur roues. À partir de 2026, un tarif horaire sera appliqué, 25,00 $ pour un enfant de 17 ans et moins et de 27,00 $ pour un adulte.
  *Conseil municipal : article 26 point 3*

- Une nouvelle tarification est proposée pour la location pour fêtes d'enfants. Le tarif est de 100 $ pour un espace pour groupe.
  *Conseil municipal : article 26 point 10*

**COMPLEXE SPORTIF MARIE-VICTORIN**

- Abolition de la grille tarifaire liée à l'usage d'un terrain de soccer intérieur à 7 et 11 joueurs pour la compétition sanctionnée locale pour mineurs, pour une partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour mineurs affilié à une association sportive et pour les entraînements d'une équipe ou d'un club pour adultes non affilié à une association sportive.
  Une nouvelle tarification est proposée pour la location récurrente pour une activité de tout organisme membre d'un organisme reconnu, à l'exception des tournois.
  *Conseil municipal : article 27, 28*

- Une nouvelle tarification est proposée pour la location d'un terrain de soccer extérieur naturel. Le prix horaire est entre 262 $ et 365 $.
  *Conseil municipal : article 28*

- Les activités pour l'usage du gymnase simple, du gymnase double ou salle polyvalente à taux réduit ont été classés comme suit : compétition ou entraînement sanctionné, activité d'un organisme reconnu pour mineurs ou adultes et institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal.
  Nouvelle tarification a été établi pour la location récurrente des installations sportives intérieures du complexe, à l'exception des tournois.
  *Conseil municipal : article 29 point 1, 2, 3*

- Une nouvelle tarification a été établi pour la location d'un terrain intérieur pour les activités de badminton ou de pickleball et volley-ball ou demi-terrain de basketball, pour un non-résident de la Ville de Montréal. Le prix horaire est entre 44 $ et 103 $.
  *Conseil municipal : article 29 point 4*

- Une nouvelle tarification a été établi pour les droits d'accès à la salle de conditionnement physique, pour un organisme reconnu ou une institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal. Le prix horaire est entre 110 $ et 125 $.
  *Conseil municipal : article 29 point 6*

- Une mise à jour a été proposée pour les frais d'inscription aux activités et les droits d'entrée relatifs aux équipements :
  - Le droit d'accès à la salle de conditionnement physique a été revu afin d'élargir le marché. Les abonnements de 3 et 12 mois sont maintenus, mais leurs tarifs ont été augmentés.
  - Les droits d'entrée à une activité libre ont été fixés par séance et en fonction du nombre d'entrées, les autres modalités ont été retirées.
  - L'inscription aux cours dirigés en salle par semaine, au camp de jour et au service de garde du camp de jour a été abolie.

  *Conseil municipal : article 31*

- Abolition des tarifs liés à l'usage des installations à la piscine pour périodes d'entraînement d'athlètes liées à une compétition du Complexe et pour la terrasse intérieure (côté ouest).
  *Conseil municipal : article 32*

- Abolition des tarifs liés aux droits d'entrée et abolition des frais d'inscription aux activités de la piscine (cours de natation, programme de formation et les activités aquatiques dirigées).
  *Conseil municipal : article 31 R-2025*

- Les ajustements suivants ont été apportés à certaines réductions et gratuités:

  - Retrait du rabais de 25 % est offert sur toute inscription ou entrée aux activités et relatifs aux équipements du Complexe sportif Claude Robillard effectué du 25 juin au 31 août.
  - Un rabais de 30% est offert aux prestataires de la sécurité du revenu, résident de la Ville de Montréal, pour les droits d'entrée aux activités et aux équipements du Complexe sportif Claude Robillard.
  - Ajout d'un rabais de 10% qui est offert aux détenteurs de la carte Accès Montréal sur le droit d'entrée au TAZ.
  - Ajout d'un rabais de 35 % sur toute location au TAZ à un organisme ayant sa place d'affaires sur le territoire de la ville et s'occupant de personnes en situation d'handicap. Ce rabais ne peut pas être combiné à une autre réduction.
  - Retrait du rabais de 15 % prévu pour les frais d'inscription aux activités et les droits d'entrée relatifs aux équipements du complexe sportif Marie-Victorin lorsque l'inscription est effectuée entre le 12 février et le 18 mars.

- Abolition du rabais pour les tarifs prévus aux sous-paragraphes a) et b) du paragraphe 1° de l'article 29. Ils sont réduits de 25 % pour toute inscription effectuée du 3 au 16 janvier, du 7 au 20 avril et du 8 au 14 septembre.
- Un rabais de 30% est offert aux prestataires de la sécurité du revenu, résident de la Ville de Montréal, pour les droits d'entrée aux activités et aux équipements du Complexe sportif Marie-Victorin.

*Conseil municipal : article 33*

## Espace pour la vie

- Augmentation de droit d'entrée individuel au Biodôme, à l'Insectarium, au Jardin botanique, ou au Planétarium pour la tarification régulière et pour les détenteurs de la carte Accès Montréal CAM. Cette variation est due à une gestion opérationnelle plus importante.
  *Conseil municipal : article 35 point 1a et 1b*

- Une hausse de 3 $ est proposée pour le tarif lié à l'obtention de la Carte lève-tôt annuelle, ainsi que pour son remplacement. Les coûts opérationnels de l'activité ont été revus et mis à jour (sécurité et service à la clientèle).
  *Conseil municipal : article 36*

- Le prix d'achat des passeports entre le 20 février au 1e mars 2026, entre le 15 et le 28 juin 2026, et entre le 24 et le 30 novembre 2026 a été mis à jour pour 2026, entraînant une hausse de 4,75$ à 27,75 $ par rapport à l'an dernier.
  *Conseil municipal : article 39*

- Le passeport espace pour la vie pourra être acheté par une personne morale et le prix sera calculé en fonction du nombre de passeports achetés.
  *Conseil municipal : article 40*

- Nouvelle tarification pour les passeports achetés sur place seulement, par le détenteur de la carte accès Montréal :
  - passeport solo : 60,50 $;
  - passeport multi 108,50 $;
  - passeport additionnel au passeport solo ou au passeport multi 22,75 $.

  *Conseil municipal : article 41*

- Nouvelles spécifications et nouveaux prix pour l'activité fêtes d'enfants au Biodôme. À partir de 2026 le groupe pourra comporter jusqu'à 8 enfants, incluant un accompagnateur gratuit.
  Nouvelle tarification par adulte et enfant supplémentaire, et pour les membres de la Société des amis du Biodôme SABM et les détenteurs du passeport EPLV.
  L'activité Aldébaran - introduction à la robotique pour les enfants n'est plus offerte.
  *Conseil municipal : article 48 points 9 et 11*

- Pour refléter les dépenses opérationnelles pour les camps de jour du Biodôme et du Jardin botanique, une indexation supérieure à 1,9% a été proposée.

  *Conseil municipal : article 49*

- Le droit d'entrée exigé au Biodôme, à l'Insectarium, au Jardin botanique et au Planétarium, pour les familles de nouveaux arrivants détentrices d'un laissez-passer émis par la Ville de Montréal a été retiré. Le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants de Montréal (Binam) qui s'occupait de la distribution est fermé.

  Aucun droit d'entrée n'est exigé au Biodôme, à l'Insectarium, au Jardin botanique et au Planétarium pour les personnes suivantes :

  - élèves participant au programme « L'écho des plantes »;
  - personnes détenant une carte émise par la société des musées du Québec (SMQ);
  - personnes autochtones sur présentation d'une carte émise par une autorité gouvernementale ou institutionnelle confirmant ce statut;
  - guides touristiques détenant une carte ou un certificat de compétence délivré par une institution reconnue par une autorité compétente, telle que désignée par le ministère de l'Éducation ou tout autre organisme habilité, peuvent bénéficier des dispositions tarifaires prévues à leur égard.

  *Conseil municipal : article 59, 60*

## Autres tarifs

### PLANIFICATION URBAINE

- Pour le programme d'appui à la rénovation de bâtiments multilocatifs (20-005) une augmentation de 9 $ est proposée pour 2026. La tarification se base sur des frais d'étude d'une demande de subvention et un montant par logement.
  *Conseil municipal : article 8*

- Conformément à l'action 2.4 du Plan d'action renouvelé en électrification des transports, il a été décidé de maintenir le gel du tarif des vignettes VLS pour les véhicules électriques jusqu'en 2026 et de poursuivre l'augmentation annuelle du tarif pour les véhicules hybrides et à essence
  *Conseil municipal : article 10 point 2*

- Une augmentation de 50 $ par rapport à 2025 a été établi concernant les établissements d'hébergement touristique, pour refléter l'intention de limiter les hébergements touristiques et l'objectif de freiner l'hébergement touristique illégal. Variation de 50 $ par rapport à 2025.
  *Conseil municipal : article 12*

- Trois nouvelles tarifications sont proposées sur l'occupation et l'entretien des bâtiments :
  - 275 $ pour l'étude d'une demande d'enregistrement d'un bâtiment vacant
  - 150 $ pour le renouvellement de l'enregistrement d'un bâtiment vacant
  - 75 $ pour un nouvel exemplaire du placard d'enregistrement

  *Conseil municipal : article 96*

### L'EAU ET L'ÉGOUT

- Pour refléter une des mesure de la revue des activités, le service pour une séance de formation et la location des salles au centre de formation Maxim'eau a été aboli. Dorénavant, un parcours de formation (Tronc commun, chefs d'équipe, Bornes d'incendie, Inspection et manipulation de Vannes, Isoler et remettre en service une portion de réseau, Compagnonnage) a été créé pour auto-financer le centre de formation. Tarif entre 2 500 $ et 2 600 $.
  *Conseil municipal : article 118*

### CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET EXPÉRIENCE CITOYENNE

Une augmentation de 1 $ est proposée sur les tarifs pour la délivrance de la carte Accès Montréal. L'augmentation vise à compenser la baisse des abonnements en 2025.
*Conseil municipal : Article 123*

### URBANISME ET MOBILITÉ -STATIONNEMENT

Les tarifs pour l'usage d'une place de stationnement sur rue de type parcojour contrôlée par une borne ont été fixés en tenant compte de deux périodes : la première jusqu'au 31 janvier, où les tarifs 2025 sont maintenus, et la nouvelle tarification indexée à partir du 1er février 2026.
*Conseil municipal : Article 140*

### AUTRES

- Une augmentation de 6 $ est proposée pour l'analyse effectuée par le Bureau du cinéma et de la télévision de Montréal préalablement à l'émission d'un permis d'occupation du domaine public. Le prix associé à l'étude de la demande correspond au service rendu par la Ville (coût des ressources humaines, administratives et matérielles nécessaires à l'étude de la demande).
  *Conseil municipal : Article 128*

- Une nouvelle tarification de 125 $ est proposée pour les frais de perception de cotisations des membres d'une société de développement commercial et une de 145 $ pour frais de perception de recettes diverses.
  *Conseil municipal : Articles 130 et 131*

**VILLE DE MONTRÉAL**

**Grille d'analyse de la tarification budgétaire**

**Faits saillants**

**Pour l'année 2026**

**Conseil municipal**

***RÈGLEMENT SUR LES TARIFS LOCAUX DE MONTRÉAL***

Montréal

| DESCRIPTIONS | Jusqu'au 31 août 2025 | Du 1er sept. au 31 déc. 2025 | Jusqu'au 31 août 2026 | Du 1er sept. au 31 déc. 2026 | ÉCARTS $ | ÉCARTS % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRE III**<br>ACCÈS AUX ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS | | | | | | |
| **SECTION I**<br>ÉQUIPEMENTS SOUS LA JURIDICTION DE LA DIVISION DE LA GESTION DES INSTALLATIONS SPORTIVES | | | | | | |
| **SOUS-SECTION 2**<br>ÉQUIPEMENTS | | | | | | |
| **16.** Pour les frais d'inscription aux activités et les droits d'entrée relatifs aux équipements du Complexe sportif Claude-Robillard, il sera perçu : | | | | | | |
| ~~5° carte d'accès aux activités de la salle omnisports pour les membres des clubs d'athlétisme ou de triathlon qui ont conclu une entente avec la Ville de Montréal, par an;~~ | | | | | | |
| ~~a) résident de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. enfant de moins de 12 ans~~ | ~~15,00 $~~ | ~~15,50 $~~ | | | | |
| ~~ii. personne de 12 ans et plus~~ | ~~45,00 $~~ | ~~46,00 $~~ | | | | |
| ~~b) non-résident de la Ville de Montréal~~ | ~~66,00 $~~ | ~~67,00 $~~ | | | | |
| ~~8° laissez-passer hebdomadaire, pour une période d'essai aux activités de la salle omnisports pour les membres des clubs d'athlétisme ou de triathlon qui ont conclu une entente avec la Ville de Montréal, pour une période de 5 jours, du lundi au vendredi;~~ | | | | | | |
| ~~a) résident de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. enfant de moins de 12 ans~~ | ~~ACCÈS AUX MUS~~ | ~~0,00 $~~ | | | | |
| ~~ii. personne de 12 ans et plus~~ | ~~5,00 $~~ | ~~5,00 $~~ | | | | |
| ~~b) non-résident de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. enfant de moins de 12 ans~~ | ~~0,00 $~~ | ~~0,00 $~~ | | | | |
| ~~ii. personne de 12 ans et plus~~ | ~~10,00 $~~ | ~~10,00 $~~ | | | | |
| **17.** Pour l'usage des locaux et installations intérieurs du Complexe sportif Claude-Robillard, il sera perçu, l'heure : | | | | | | |
| 1° salle omnisports complète : | | | | | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~ii. société paramunicipale~~ | ~~388,00 $~~ | ~~396,50 $~~ | | | | |
| 2° partie de la salle omnisports (piste entière, partie centrale de la piste, partie nord ou sud de la salle) : | | | | | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~ii. société paramunicipale~~ | ~~208,00 $~~ | ~~213,00 $~~ | | | | |
| 4° gymnase double : | | | | | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~ii. société paramunicipale~~ | ~~159,00 $~~ | ~~162,50 $~~ | | | | |
| 5° gymnase simple : | | | | | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~ii. société paramunicipale~~ | ~~80,00 $~~ | ~~82,00 $~~ | | | | |
| 6° palestre de gymnastique, salle polyvalente, salle de karaté, salle de lutte, salle de judo, salle d'escrime, salle de boxe, espace pour le tir à l'arc ou autre plateau sportif équivalent : | | | | | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~ii. société paramunicipale~~ | ~~72,00 $~~ | ~~74,00 $~~ | | | | |
| 7° terrain de tennis intérieur : | | | | | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~ii. société paramunicipale~~ | ~~75,00 $~~ | ~~77,00 $~~ | | | | |

| DESCRIPTIONS | Jusqu'au 31 août 2025 | Du 1er sept. au 31 déc. 2025 | Jusqu'au 31 août 2026 | Du 1er sept. au 31 déc. 2026 | ÉCARTS $ | ÉCARTS % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **18.** Pour l'usage des installations de la piscine du Complexe sportif Claude-Robillard, il sera perçu, l'heure : | | | | | | |
| 1° un bassin (bassin de plongeon, bassin de natation nord, ou bassin de natation sud) : | | | | | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~ii. société paramunicipale~~ | ~~158,00 $~~ | ~~162,00 $~~ | | | | |
| 2° deux bassins (bassin de plongeon, bassin de natation nord ou bassin de natation sud) : | | | | | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~ii. société paramunicipale~~ | ~~237,00 $~~ | ~~242,00 $~~ | | | | |
| 3° trois bassins (bassin de plongeon, bassin de natation nord et bassin de natation sud) : | | | | | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~ii. société paramunicipale~~ | ~~388,00 $~~ | ~~396,00 $~~ | | | | |
| **19.** Pour l'usage des installations sportives extérieures du Complexe sportif Claude-Robillard, il sera perçu, l'heure : | | | | | | |
| 1° terrain de balle #1 ou #2 : | | | | | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~ii. pour une équipe de l'extérieur de la Ville de Montréal détentrice d'un permis occasionnel~~ | ~~81,00 $~~ | ~~83,00 $~~ | | | | |
| c) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, pour une activité d'un organisme membre d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | | | 70,00 $ | 75,00 $ | | |
| 2° terrain multisports synthétique (terrain complet) : | | | | | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~v. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un organisme pour le sport adulte non reconnu situé sur le territoire de la Ville de Montréal~~ | ~~120,00 $~~ | ~~120,00 $~~ | | | | |
| ~~vi partie ou entraînement d'une équipe ou d'un organisme pour le sport adulte non reconnu de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | ~~239,00 $~~ | ~~239,00 $~~ | | | | |
| c) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, pour une activité d'un organisme membre d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | | | 21,50 $ | 22,00 $ | | |
| ~~3° terrain multisports synthétique (demi-terrain);~~ | | | | | | |
| ~~a) taux de base~~ | ~~369,00 $~~ | ~~376,00 $~~ | | | | |
| ~~b) taux réduit~~ | | | | | | |
| ~~i. compétition ou entraînement sanctionné~~ | ~~79,00 $~~ | ~~81,00 $~~ | | | | |
| ~~ii. partie ou entraînement d'une institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal~~ | ~~81,00 $~~ | ~~83,00 $~~ | | | | |
| ~~iii. partie ou entraînement, à l'exclusion des tournois, d'un organisme reconnu pour mineurs~~ | ~~0,00 $~~ | ~~0,00 $~~ | | | | |
| ~~iv. partie ou entraînement, à l'exclusion des tournois, d'une équipe membre d'un organisme reconnu pour le sport adulte~~ | ~~11,00 $~~ | ~~11,00 $~~ | | | | |
| ~~v. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un organisme pour le sport adulte non reconnu situé sur le territoire de la Ville de Montréal~~ | ~~92,00 $~~ | ~~92,00 $~~ | | | | |
| ~~vi. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un organisme pour le sport adulte non reconnu de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | ~~181,00 $~~ | ~~181,00 $~~ | | | | |
| 3° stade extérieur : | | | | | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~ii. société paramunicipale~~ | ~~159,00 $~~ | ~~162,00 $~~ | | | | |
| ~~iv. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes affilié à une association sportive régionale sur le territoire de la Ville de Montréal~~ | ~~171,00 $~~ | ~~175,00 $~~ | | | | |
| ~~v. partie ou entraînement d'un club sportif pour adultes situé sur le territoire de la Ville de Montréal~~ | ~~201,00 $~~ | ~~205,00 $~~ | | | | |
| ~~vi. partie ou entraînement d'un club sportif pour adultes à l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | ~~228,00 $~~ | ~~233,00 $~~ | | | | |
| ~~vii. entraînement d'un club d'athlétisme scolaire de la Ville de Montréal ou d'un club d'athlétisme de l'extérieur de la Ville de Montréal pour un groupe de 25 athlètes et moins~~ | ~~22,00 $~~ | ~~22,50 $~~ | | | | |
| ~~viii. entraînement d'un club d'athlétisme scolaire de la Ville de Montréal ou d'un club d'athlétisme de l'extérieur de la Ville de Montréal pour un groupe de 26 athlètes et plus~~ | ~~35,00 $~~ | ~~36,00 $~~ | | | | |
| 4° couloir de la piste extérieure : | | | | | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~i. entraînement d'un club d'athlétisme ou de triathlon de la Ville de Montréal pour un groupe (jusqu'à 15 athlètes)~~ | ~~16,00 $~~ | ~~16,50 $~~ | | | | |
| ~~ii. entraînement d'un club d'athlétisme ou de triathlon de l'extérieur de la Ville de Montréal pour un groupe (jusqu'à 15 athlètes)~~ | ~~27,00 $~~ | ~~28,00 $~~ | | | | |

| DESCRIPTIONS | Jusqu'au 31 août 2025 | Du 1er sept. au 31 déc. 2025 | Jusqu'au 31 août 2026 | Du 1er sept. au 31 déc. 2026 | ÉCARTS $ | ÉCARTS % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 5° terrains extérieurs de tennis ou pickleball, pour l'ensemble des terrains, l'heure : | | | | | | |
| a) taux de base | | | 900,00 $ | 918,00 $ | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| i. Compétition ou entrainement sanctionné | | | 300,00 $ | 306,00 $ | | |
| ii. Institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | | | 231,00 $ | 236,00 $ | | |
| 6° pour un terrain extérieur de tennis ou pickleball pour la pratique libre individuelle, l'heure : | | | | | | |
| ~~a) détenteur de la carte Accès Montréal, avant 17 h, l'heure~~ | | | | | | |
| ~~i. enfant de 17 ans et moins~~ | ~~9,50 $~~ | ~~10,00 $~~ | | | | |
| ~~ii. personne de 18 ans à 59 ans~~ | ~~14,50 $~~ | ~~15,00 $~~ | | | | |
| ~~iii. personne de 60 ans et plus~~ | ~~11,50 $~~ | ~~12,00 $~~ | | | | |
| ~~b) détenteur de la carte Accès Montréal, après 17 h, l'heure et en tout temps lors des jours fériés, l'heure~~ | ~~14,50 $~~ | ~~15,00 $~~ | | | | |
| a) résident de la Ville de Montréal | ~~18,50 $~~ | ~~19,00 $~~ | | | | |
| i. enfant de 17 ans et moins et personne de 60 ans et plus, du lundi au vendredi | | | 12,00 $ | 13,00 $ | | |
| ii. enfant de 17 ans et moins et personne de 60 ans et plus, samedi et dimanche | | | 16,00 $ | 17,00 $ | | |
| iii. personne de 18 ans à 59 ans | | | 16,00 $ | 17,00 $ | | |
| b) ~~pour une ligue organisée ou un tournoi, il sera perçu~~ non résidents de la Ville de Montréal | | | 25,00 $ | 26,00 $ | | |
| ~~i. période de jeu du lundi au vendredi après 17 h~~ | ~~18,50 $~~ | ~~19,00 $~~ | | | | |
| ~~ii. période de jeu du lundi au vendredi avant 17 h~~ | ~~11,50 $~~ | ~~12,00 $~~ | | | | |
| ~~iii. période de jeu le samedi ou le dimanche~~ | ~~18,50 $~~ | ~~19,00 $~~ | | | | |
| ~~c) six (6) terrains pour une ligue organisée ou un tournoi, il sera perçu, l'heure~~ | | | | | | |
| ~~i. période de jeu du lundi au vendredi après 17 h~~ | ~~110,00 $~~ | ~~112,00 $~~ | | | | |
| ~~ii. période de jeu du lundi au vendredi avant 17 h~~ | ~~68,00 $~~ | ~~69,00 $~~ | | | | |
| ~~iii. période de jeu le samedi ou le dimanche~~ | ~~110,00 $~~ | ~~112,00 $~~ | | | | |
| **20.** Pour l'usage des biens et des services suivants du Complexe sportif Claude-Robillard, il sera perçu : | | | | | | |
| ~~2° installation des toiles de protection des plateaux sportifs;~~ | | | | | | |
| ~~a) salle omnisports en totalité~~ | ~~5 338,00 $~~ | ~~5 445,00 $~~ | | | | |
| ~~b) partie de la salle omnisports (partie centrale de la piste, partie nord ou partie sud)~~ | ~~2 671,00 $~~ | ~~2 725,00 $~~ | | | | |
| ~~c) gymnase double~~ | ~~1 815,00 $~~ | ~~1 852,00 $~~ | | | | |
| ~~d) gymnase simple~~ | ~~909,00 $~~ | ~~927,00 $~~ | | | | |
| ~~e) salle polyvalente~~ | ~~909,00 $~~ | ~~927,00 $~~ | | | | |
| ~~3° ouverture et la fermeture de la trappe à sable;~~ | ~~1 956,00 $~~ | ~~1 995,00 $~~ | | | | |
| ~~4° montage et démontage de la cage de lancer du disque;~~ | ~~1 956,00 $~~ | ~~1 995,00 $~~ | | | | |
| ~~5° lignage du terrain selon les besoins du sport;~~ | ~~284,00 $~~ | ~~290,00 $~~ | | | | |
| ~~10° pour l'utilisation d'un lien internet externe protégé, pour la durée d'un événement;~~ | | | | | | |
| ~~a) dans l'ensemble du bâtiment par le biais de prises terrestres~~ | ~~248,00 $~~ | ~~253,00 $~~ | | | | |
| ~~b) par le biais de prises terrestres, par jour et par salle~~ | ~~34,00 $~~ | ~~35,00 $~~ | | | | |
| ~~12° pour la main-d'œuvre en électricité, notamment pour l'installation d'un panneau ou la présence d'un électricien, l'heure;~~ | ~~107,00 $~~ | ~~109,00 $~~ | | | | |

| DESCRIPTIONS | Jusqu'au 31 août 2025 | Du 1er sept. au 31 déc. 2025 | Jusqu'au 31 août 2026 | Du 1er sept. au 31 déc. 2026 | ÉCARTS $ | ÉCARTS % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **22.** Pour la réservation d'espaces de stationnement des installations de la Division de la gestion des installations sportives, il sera perçu : | | | | | | |
| ~~5° pour la location d'un espace de stationnement pour un autobus, par jour;~~ | ~~56,00 $~~ | ~~57,00 $~~ | | | | |
| **23.** Pour l'usage des installations sportives intérieures du Stade de soccer de Montréal situé au 9235, avenue Papineau, il sera perçu : | | | | | | |
| 1° terrain de soccer intérieur à 7 joueurs, l'heure; | | | | | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~ii. compétition sanctionnée locale pour mineur~~ | ~~66,00 $~~ | ~~68,00 $~~ | | | | |
| ~~vi. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour mineurs non affilié à une association sportive régionale ou de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | ~~118,00 $~~ | ~~121,00 $~~ | | | | |
| 2° terrain de soccer intérieur à 9 joueurs, l'heure; | | | | | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~ii. compétition sanctionnée locale pour mineurs~~ | ~~99,00 $~~ | ~~101,00 $~~ | | | | |
| ~~vi. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour mineurs non affilié à une association sportive régionale ou de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | ~~213,00 $~~ | ~~218,00 $~~ | | | | |
| 3° terrain de soccer intérieur à 11 joueurs, l'heure; | | | | | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~ii. compétition sanctionée locale pour mineurs~~ | ~~194,00 $~~ | ~~198,00 $~~ | | | | |
| ~~vi. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour mineurs non affilié à une association sportive régionale ou de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | ~~317,00 $~~ | ~~324,00 $~~ | | | | |

| DESCRIPTIONS | Jusqu'au 31 mai 2025 | Du 1er juin au 31 août 2025 | Du 1er sept. au 31 déc. 2025 | Jusqu'au 31 mai 2026 | Du 1er juin au 31 août 2026 | Du 1er sept. au 31 déc. 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 4° terrain de soccer intérieur à 7 joueurs, taux réduit pour le sport adulte, l'heure; | | | | | | |
| a) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, pour une activité d'un organisme membre d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | | | | 199,00 $ | 150,00 $ | 203,00 $ |
| ~~b) partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes non affilié à une association sportive régionale située sur le territoire de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. samedi et dimanche, de 7 h à 24 h~~ | ~~205,00 $~~ | ~~120,00 $~~ | ~~210,00 $~~ | | | |
| ~~ii. lundi ou vendredi, de 7h à 16 h~~ | ~~120,00 $~~ | ~~120,00 $~~ | ~~123,00 $~~ | | | |
| ~~iii. lundi au vendredi, de 16 h à 24 h~~ | ~~205,00 $~~ | ~~120,00 $~~ | ~~210,00 $~~ | | | |
| ~~iv. lundi au dimanche, de 0 h à 7 h~~ | ~~133,00 $~~ | ~~120,00 $~~ | ~~136,00 $~~ | | | |
| ~~c) partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. lundi au vendredi, de 7 h à 16h~~ | ~~151,00 $~~ | ~~150,00 $~~ | ~~155,00 $~~ | | | |
| ~~ii. lundi au dimanche de 0 h à 7 h~~ | ~~151,00 $~~ | ~~150,00 $~~ | ~~155,00 $~~ | | | |
| 5° terrain de soccer intérieur à 9 joueurs, taux réduit pour le sport adultes, l'heure : | | | | | | |
| a) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, pour une activité d'un organisme membre d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | | | | 297,00 $ | 223,00 $ | 303,00 $ |
| ~~b) partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes non affilié à une association sportive régionale située sur le territoire de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. samedi et dimanche, de 7 h à 24 h~~ | ~~307,00 $~~ | ~~165,00 $~~ | ~~314,00 $~~ | | | |
| ~~ii. lundi au vendredi, de 7 h à 16 h~~ | ~~164,00 $~~ | ~~165,00 $~~ | ~~168,00 $~~ | | | |
| ~~iii. lundi au vendredi, de 16 h à 24 h~~ | ~~307,00 $~~ | ~~165,00 $~~ | ~~314,00 $~~ | | | |
| ~~iv. lundi au dimanche, de 0 h à 7 h~~ | ~~199,00 $~~ | ~~165,00 $~~ | ~~203,00 $~~ | | | |
| ~~c) partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. lundi au vendredi, de 7 h à 16 h~~ | ~~218,00 $~~ | ~~214,00 $~~ | ~~223,00 $~~ | | | |
| ~~ii. lundi au dimanche, de 0 h à 7 h~~ | ~~218,00 $~~ | ~~214,00 $~~ | ~~223,00 $~~ | | | |
| 6° terrain de soccer intérieur à 11 joueurs, taux réduit pour le sport adulte, l'heure : | | | | | | |
| a) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, pour une activité d'un organisme membre d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | | | | 592,00 $ | 444,00 $ | 604,00 $ |
| ~~b) partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes non affilié à une association sportive régionale située sur le territoire de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. samedi et dimanche, de 7 h à 24 h~~ | ~~617,00 $~~ | ~~324,00 $~~ | ~~630,00 $~~ | | | |
| ~~ii. lundi au vendredi, de 7 h à 16 h~~ | ~~324,00 $~~ | ~~324,00 $~~ | ~~331,00 $~~ | | | |
| ~~iii. lundi au vendredi, de 16 h à 24 h~~ | ~~617,00 $~~ | ~~324,00 $~~ | ~~630,00 $~~ | | | |
| ~~iv. lundi au dimanche, de 0 h à 7 h~~ | ~~400,00 $~~ | ~~324,00 $~~ | ~~408,00 $~~ | | | |
| ~~c) partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. lundi au vendredi, de 7 h à 16 h~~ | ~~433,00 $~~ | ~~433,00 $~~ | ~~442,00 $~~ | | | |
| ~~ii. lundi au dimanche, de 0 h à 7 h~~ | ~~433,00 $~~ | ~~433,00 $~~ | ~~442,00 $~~ | | | |

| DESCRIPTIONS | Jusqu'au 31 août 2025 | Du 1er sept. au 31 déc. 2025 | Jusqu'au 31 août 2026 | Du 1er sept. au 31 déc. 2026 | Écart $ | Écart % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **24.** Pour l'usage des installations sportives extérieures du Stade de soccer de Montréal situé au 9235, avenue Papineau, il sera perçu : | | | | | | |
| 1° terrain de soccer extérieur à 5 ou 7 joueurs, l'heure : | | | | | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~ii. compétition sanctionnée locale pour mineurs~~ | ~~0,00 $~~ | ~~0,00 $~~ | | | | |
| ~~v. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour mineurs non affilié à une association sportive régionale ou de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | ~~93,00 $~~ | ~~95,00 $~~ | | | | |
| ~~c) taux réduit, pour le sport adulte~~ | | | | | | |
| ~~i. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club sportif pour adultes non reconnu, situé sur le territoire de la Ville de Montréal~~ | ~~89,00 $~~ | ~~89,00 $~~ | | | | |
| ~~ii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club sportif pour adultes non reconnu de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | ~~176,00 $~~ | ~~176,00 $~~ | | | | |
| i. activité d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | | | 16,00 $ | 16,50 $ | | |
| c) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, pour une activité d'un organisme membre d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | | | 21,50 $ | 22,00 $ | | |

| DESCRIPTIONS | Jusqu'au 31 août 2025 | Du 1er sept. au 31 déc. 2025 | Jusqu'au 31 août 2026 | Du 1er sept. au 31 déc. 2026 | Écart $ | Écart % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2° terrain de soccer extérieur à 9 ou 11 joueurs, l'heure; | | | | | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~ii. compétition sanctionnée locale pour mineurs~~ | 0,00 $ | 0,00 $ | | | | |
| ~~v. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un clubpour mineurs non affilié à une association sportive régionale ou de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | 125,00 $ | 128,00 $ | | | | |
| ~~c) taux réduit, pour le sport adulte~~ | | | | | | |
| ~~ii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes non reconnu situé sur le <territoire de la Ville de Montréal~~ | ~~127,00 $~~ | ~~130,00 $~~ | | | | |
| ~~iii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes non reconnu de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | ~~255,00 $~~ | ~~261,00 $~~ | | | | |
| c) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, pour une activité d'un organisme membre d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | | | 21,50 $ | 22,00 $ | | |

| DESCRIPTIONS | TARIFS 2025 | TARIFS 2026 | ÉCARTS $ | ÉCARTS % |
|---|---|---|---|---|
| **26.** Pour les frais d'inscription aux activités, ainsi que les droits d'entrée et d'usage des locaux et des installations du TAZ situés au 8931, avenue Papineau, il sera perçu : | | | | |
| 1° droit d'entrée au TAZ, par personne : | | | | |
| b) enfant de 5 à 17 ans et étudiant sur présentation de la carte étudiante | | | | |
| ~~iv. samedi et dimanche et jours fériés, détenteur carte Accès Montréal~~ | ~~16,25 $~~ | | | |
| ~~v. samedi et dimanche, heure jeunesse 13 ans et moins, de 10h à 13 h~~ | ~~15,25 $~~ | | | |
| ~~vii. dimanche au samedi, session de 21 h à minuit~~ | ~~15,25 $~~ | | | |
| c) personne de 18 ans et plus | | | | |
| ~~iv. samedi, dimanche et jours fériés, détenteur carte Accès Montréal~~ | ~~16,75 $~~ | | | |
| ~~vi. dimanche au samedi, session de 21 h à minuit~~ | ~~16,25 $~~ | | | |
| 3° inscription aux cours de sports sur roues, par personne: | | | | |
| a) cours de groupe : | | | | |
| i. enfant de 17 ans et moins | | 25,00 $ | | |
| ii. personne de 18 ans et plus | | 27,00 $ | | |
| ~~b) forfait de 10 cours de groupe d'une durée de 1 heure~~ | | | | |
| ~~i. enfant de 17 ans et moins~~ | ~~229,50 $~~ | | | |
| ~~ii. personne de 18 ans et plus~~ | ~~257,00 $~~ | | | |
| ~~c) forfait de 12 cours de groupe d'une durée de 1 heure~~ | | | | |
| ~~i. enfant de 17 ans et moins~~ | ~~271,25 $~~ | | | |
| ~~ii. personne de 18 ans et plus~~ | ~~302,00 $~~ | | | |
| ~~f) cours parent-enfant, avec location d'équipements complète, l'heure~~ | ~~63,00 $~~ | | | |
| 10° ~~location d'un espace pour un groupe~~ fêtes d'enfants : | | | | |
| c) espace pour groupe | | 100,00 $ | | |

| DESCRIPTIONS | Jusqu'au 31 août 2025 | Du 1er sept. au 31 déc. 2025 | Jusqu'au 31 août 2026 | Du 1er sept. au 31 déc. 2026 | Écart $ | Écart % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **27.** Pour l'usage des terrains de soccer intérieurs du Complexe sportif Marie-Victorin situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, il sera perçu : | | | | | | |
| 1° terrain de soccer intérieur à 7 joueurs, l'heure : | | | | | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~ii. compétition sanctionnée locale pour mineurs~~ | ~~66,00 $~~ | ~~67,50 $~~ | | | | |
| ~~vi. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour mineurs affilié à une association sportive régionale, ou de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | ~~118,00 $~~ | ~~120,50 $~~ | | | | |
| 2° terrain de soccer intérieur à 11 joueurs, l'heure : | | | | | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~ii. compétition sanctionnée locale pour mineurs~~ | ~~194,00 $~~ | ~~198,00 $~~ | | | | |
| ~~vi. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour mineurs affilié à une association sportive régionale, ou de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | ~~317,00 $~~ | ~~323,50 $~~ | | | | |

| DESCRIPTIONS | Jusqu'au 31 mai 2025 | Du 1er juin au 31 août 2025 | Du 1er sept. au 31 déc. 2025 | Jusqu'au 31 mai 2026 | Du 1er juin au 31 août 2026 | Du 1er sept. au 31 déc. 2026 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 3° terrain de soccer intérieur à 7 joueurs, taux réduit pour le sport adultes, l'heure : | | | | | | |
| ~~b) partie d'une équipe ou d'un club pour adultes non affilié à une association sportive régionale, située sur le territoire de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. samedi et dimanche, de 7 h à 24 h~~ | ~~205,00 $~~ | ~~120,40 $~~ | ~~209,10 $~~ | | | |
| ~~ii. lundi au vendredi, de 7 h à 16 h~~ | ~~120,00 $~~ | ~~120,40 $~~ | ~~122,40 $~~ | | | |
| ~~iii. lundi au vendredi, de 16 h à 24 h~~ | ~~205,00 $~~ | ~~120,40 $~~ | ~~209,10 $~~ | | | |
| ~~iv. lundi au dimanche, de 0 h à 7 h~~ | ~~133,00 $~~ | ~~120,40 $~~ | ~~135,70 $~~ | | | |
| ~~c) partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes affilié à une association sportive de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. samedi et dimanche, de 7 h à 24 h~~ | ~~243,00 $~~ | ~~150,00 $~~ | ~~247,90 $~~ | | | |
| ~~ii. lundi au vendredi, de 7 h à 16 h~~ | ~~151,00 $~~ | ~~150,00 $~~ | ~~154,10 $~~ | | | |
| ~~iii. lundi au vendredi, de 16 h à 24 h~~ | ~~243,00 $~~ | ~~150,00 $~~ | ~~247,90 $~~ | | | |
| ~~iv. lundi au dimanche, de 0 h à 7 h~~ | ~~151,00 $~~ | ~~150,00 $~~ | ~~154,10 $~~ | | | |
| b) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, pour une activité d'un organisme membre d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | | | | 199,00 $ | 150,00 $ | 203,00 $ |
| 4° terrain de soccer intérieur à 11 joueurs, taux réduit pour les équipes ou clubs pour adultes, l'heure : | | | | | | |
| ~~b) partie d'une équipe ou d'un club pour adultes non affilié à une association sportive régionale située sur le territoire de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. samedi et dimanche, de 7 h à 24 h~~ | ~~617,00 $~~ | ~~324,40 $~~ | ~~629,40 $~~ | | | |
| ~~ii. lundi au vendredi, de 7 h à 16 h~~ | ~~324,00 $~~ | ~~324,40 $~~ | ~~330,50 $~~ | | | |
| ~~iii. lundi au vendredi, de 16 h à 24 h~~ | ~~617,00 $~~ | ~~324,40 $~~ | ~~629,40 $~~ | | | |
| ~~iv. lundi au dimanche, de 0 h à 7 h~~ | ~~400,00 $~~ | ~~324,40 $~~ | ~~408,00 $~~ | | | |
| ~~c) partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes affilié à une association sportive régionale de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. samedi et dimanche, de 7 h à 24 h~~ | ~~243,00 $~~ | ~~150,00 $~~ | ~~247,90 $~~ | | | |
| ~~ii. lundi au vendredi, de 7 h à 16 h~~ | ~~433,00 $~~ | ~~432,50 $~~ | ~~441,70 $~~ | | | |
| ~~iii. lundi au vendredi. De 16 h à 24 h~~ | ~~243,00 $~~ | ~~150,00 $~~ | ~~247,90 $~~ | | | |
| ~~iv. lundi au dimanche, de 0 h à 7 h~~ | ~~433,00 $~~ | ~~432,50 $~~ | ~~441,70 $~~ | | | |
| b) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, pour une activité d'un organisme membre d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | | | | 592,00 $ | 444,00 $ | 604,00 $ |

| DESCRIPTIONS | Jusqu'au 31 août 2025 | Du 1er sept. au 31 déc. 2025 | Jusqu'au 31 août 2026 | Du 1er sept. au 31 déc. 2026 | Écart $ | Écart % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **28.** Pour l'usage des terrains de soccer extérieurs du Complexe sportif Marie-Victorin situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, il sera perçu : | | | | | | |
| 1° terrain de soccer extérieur à 7 joueurs, l'heure : | | | | | | |
| a) taux de base | | | | | | |
| ii. Terrain naturel | | | 262,00 $ | 267,00 $ | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~ii. compétition sanctionnée locale pour mineurs~~ | ~~0,00 $~~ | ~~0,00 $~~ | | | | |
| ~~v. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour mineurs, affilié à une association sportive régionale régionale ou de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | ~~93,00 $~~ | ~~95,00 $~~ | | | | |
| ~~c) taux réduit, pour le sport adulte~~ | | | | | | |
| ~~ii. partie d'une équipe ou d'un club pour adultes situé sur le territoire de la Ville de Montréal, mais non affilié à une association sportive régionale de la Ville de Montréal~~ | ~~95,00 $~~ | ~~97,00 $~~ | | | | |
| ~~iii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | ~~188,00 $~~ | ~~192,00 $~~ | | | | |
| c) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, pour une activité d'un organisme membre d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | | | 125,00 $ | 128,00 $ | | |
| 2° terrain de soccer extérieur à 9 ou 11 joueurs, l'heure : | | | | | | |
| a) taux de base | | | | | | |
| ii. Terrain naturel | | | 358,00 $ | 365,00 $ | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~ii. compétition sanctionnée locale pour mineurs~~ | ~~0,00 $~~ | ~~0,00 $~~ | | | | |
| ~~v. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour mineurs non affilié à une association sportive régionale ou de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | ~~125,00 $~~ | ~~127,75 $~~ | | | | |
| c) taux réduit, ~~pour les équipes ou clubs~~ pour le sport adultes | | | | | | |
| ~~ii. partie d'une équipe ou d'un club pour adultes situé sur le territoire de la Ville de Montréal, mais non affilié à une association sportive régionale de la Ville de Montréal~~ | ~~127,00 $~~ | ~~130,00 $~~ | | | | |
| ~~iii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | ~~255,00 $~~ | ~~260,00 $~~ | | | | |
| c) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, pour une activité d'un organisme membre d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | | | 186,00 $ | 190,00 $ | | |

| DESCRIPTIONS | Jusqu'au 31 août 2025 | Du 1er sept. au 31 déc. 2025 | Jusqu'au 31 août 2026 | Du 1er sept. au 31 déc. 2026 | Écart $ | Écart % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **29.** Pour l'usage des installations sportives intérieures du Complexe sportif Marie-Victorin situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, il sera perçu, l'heure : | | | | | | |
| 1° gymnase simple : | | | | | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~ii. compétition sanctionnée locale pour mineurs~~ | ~~42,00 $~~ | ~~43,00 $~~ | | | | |
| iv. activité d'un organisme reconnu pour le sport adulte | | | 78,00 $ | 79,00 $ | | |
| ~~iv. partie ou entraînement d'athlètes d'un centre d'entraînement de haute performance ou d'un centre national d'entraînement~~ | ~~53,00 $~~ | ~~54,00 $~~ | | | | |
| ~~v. partie ou entraînement d'un programme sport-études ou d'un programme de concentration scolaire~~ | ~~42,00 $~~ | ~~43,00 $~~ | | | | |
| ~~vi. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour mineurs de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | ~~76,00 $~~ | ~~77,50 $~~ | | | | |
| ~~viii. stage ou formation sanctionné par une association régionale située sur le territoire de la Ville de Montréal~~ | ~~46,00 $~~ | ~~47,00 $~~ | | | | |
| ~~c) taux réduit, pour les équipes ou clubs pour adultes~~ | | | | | | |
| ~~i. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes affilié à une association sportive régionale de la Ville de Montréal ou d'une institution d'enseignement (cégep et université) située sur le territoire de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~1 - samedi et dimanche, de 7 h à 24 h~~ | ~~76,00 $~~ | ~~77,50 $~~ | | | | |
| ~~2 - lundi au vendredi, de 7 h à 16 h~~ | ~~53,00 $~~ | ~~54,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - lundi au vendredi, de 16 h à 24 h~~ | ~~76,00 $~~ | ~~77,50 $~~ | | | | |
| ~~4 - lundi au dimanche, de 0 h à 7 h~~ | ~~53,00 $~~ | ~~54,00 $~~ | | | | |
| ~~ii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes non affilié à une association sportive régionale située sur le territoire de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~1 - samedi et dimanche, de 7 h à 24 h~~ | ~~89,00 $~~ | ~~91,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - lundi au vendredi, de 7 h à 16 h~~ | ~~60,00 $~~ | ~~61,25 $~~ | | | | |
| ~~3 - lundi au vendredi, de 16 h à 24 h~~ | ~~89,00 $~~ | ~~91,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - lundi au dimanche, de 0 h à 7 h~~ | ~~59,00 $~~ | ~~60,25 $~~ | | | | |
| ~~iii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~1 - samedi et dimanche, de 7 h à 24 h~~ | ~~123,00 $~~ | ~~125,50 $~~ | | | | |
| ~~2 - lundi au vendredi, de 7 h à 16 h~~ | ~~89,00 $~~ | ~~91,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - lundi au vendredi, de 16 h à 24 h~~ | ~~123,00 $~~ | ~~125,50 $~~ | | | | |
| ~~4 - lundi au dimanche, de 0 h à 7 h~~ | ~~89,00 $~~ | ~~91,00 $~~ | | | | |
| c) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, à l'exception des tournois | | | 140,00 $ | 143,00 $ | | |
| 2° gymnase double : | | | | | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~ii. compétition sanctionnée locale pour mineurs~~ | ~~84,00 $~~ | ~~86,00 $~~ | | | | |
| iv, activité d'un organisme reconnu pour le sport adulte | | | 154,00 $ | 155,00 $ | | |
| ~~iv. partie ou entraînement d'athlètes d'un centre d'entraînement de haute performance ou d'un centre national d'entraînement~~ | ~~105,00 $~~ | ~~107,00 $~~ | | | | |
| ~~v. partie ou entraînement d'un programme sport-études ou d'un programme de concentration scolaire~~ | ~~84,00 $~~ | ~~86,00 $~~ | | | | |
| ~~vi. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour mineurs de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | ~~151,00 $~~ | ~~154,00 $~~ | | | | |
| ~~viii. stage ou formation sanctionné par une association régionale située sur le territoire de la Ville de Montréal~~ | ~~95,00 $~~ | ~~97,00 $~~ | | | | |
| ~~c) taux réduit, pour les équipes ou clubs pour adultes~~ | | | | | | |
| ~~i. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes affilié à une association sportive régionale de la Ville de Montréal ou d'une institution d'enseignement (cégep et université) située sur le territoire de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~1 - samedi et dimanche, de 7 h à 24 h~~ | ~~151,00 $~~ | ~~154,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - lundi au vendredi, de 7 h à 16 h~~ | ~~105,00 $~~ | ~~107,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - lundi au vendredi, de 16 h à 24 h~~ | ~~151,00 $~~ | ~~154,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - lundi au dimanche, de 0 h à 7 h~~ | ~~105,00 $~~ | ~~107,00 $~~ | | | | |
| ~~ii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes non affilié à une association sportive régionale de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~1 - samedi et dimanche, de 7 h à 24 h~~ | ~~175,00 $~~ | ~~179,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - lundi au vendredi, de 7 h à 16 h~~ | ~~118,00 $~~ | ~~120,50 $~~ | | | | |
| ~~3 - lundi au vendredi, de 16 h à 24 h~~ | ~~175,00 $~~ | ~~178,50 $~~ | | | | |
| ~~4 - lundi au dimanche, de 0 h à 7 h~~ | ~~118,00 $~~ | ~~120,50 $~~ | | | | |
| ~~iii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~1 - samedi et dimanche, de 7 h à 24 h~~ | ~~245,00 $~~ | ~~250,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - lundi au vendredi, de 7 h à 16 h~~ | ~~175,00 $~~ | ~~178,50 $~~ | | | | |
| ~~3 - lundi au vendredi, de 16 h à 24 h~~ | ~~245,00 $~~ | ~~250,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - lundi au dimanche, de 0 h à 7 h~~ | ~~175,00 $~~ | ~~178,50 $~~ | | | | |
| c) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, à l'exception des tournois | | | 269,00 $ | 274,00 $ | | |
| 3° salle polyvalente ou autre plateau sportif équivalent : | | | | | | |
| b) taux réduit | | | | | | |
| ~~ii. compétition sanctionnée locale pour mineurs~~ | ~~32,00 $~~ | ~~32,75 $~~ | | | | |
| iv activité d'un organisme reconnu pour le sport adulte | | | 68,00 $ | 69,00 $ | | |
| ~~iv. partie ou entraînement d'athlètes d'un centre d'entraînement de haute performance ou d'un centre national d'entraînement~~ | ~~42,00 $~~ | ~~43,00 $~~ | | | | |
| ~~v. partie ou entraînement d'un programme sport-études ou d'un programme de concentration scolaire~~ | ~~32,00 $~~ | ~~32,75 $~~ | | | | |
| ~~vi. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour mineurs de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | ~~66,00 $~~ | ~~67,50 $~~ | | | | |

| DESCRIPTIONS | Jusqu'au 31 août 2025 | Du 1er sept. au 31 déc. 2025 | Jusqu'au 31 août 2026 | Du 1er sept. au 31 déc. 2026 | Écart $ | Écart % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ~~e) taux réduit, pour les équipes ou clubs pour adultes~~ | | | | | | |
| ~~i. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes affilié à une association sportive régionale de la Ville de Montréal ou d'une institution d'enseignement (cégep et université) située sur le territoire de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~1 - samedi et dimanche, de 7 h à 24 h~~ | ~~66,00 $~~ | ~~67,50 $~~ | | | | |
| ~~2 - lundi au vendredi, de 7 h à 16 h~~ | ~~42,00 $~~ | ~~43,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - lundi au vendredi, de 16 h à 24 h~~ | ~~66,00 $~~ | ~~68,50 $~~ | | | | |
| ~~4 - lundi au dimanche, de 0 h à 7 h~~ | ~~42,00 $~~ | ~~43,00 $~~ | | | | |
| ~~ii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes non affilié à une association sportive régionale située sur le territoire de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~1 - samedi et dimanche, de 7 h à 24 h~~ | ~~76,00 $~~ | ~~77,75 $~~ | | | | |
| ~~2 - lundi au vendredi, de 7 h à 16 h~~ | ~~46,00 $~~ | ~~47,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - lundi au vendredi, de 16 h à 24 h~~ | ~~76,00 $~~ | ~~77,75 $~~ | | | | |
| ~~4 - lundi au dimanche, de 0 h à 7 h~~ | ~~46,00 $~~ | ~~47,00 $~~ | | | | |
| ~~iii. partie ou entraînement d'une équipe ou d'un club pour adultes de l'extérieur de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~1 - samedi et dimanche, de 7 h à 24 h~~ | ~~105,00 $~~ | ~~107,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - lundi au vendredi, de 7 h à 16 h~~ | ~~76,00 $~~ | ~~77,50 $~~ | | | | |
| ~~3 - lundi au vendredi, de 16 h à 24 h~~ | ~~105,00 $~~ | ~~107,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - lundi au dimanche, de 0 h à 7 h~~ | ~~76,00 $~~ | ~~77,50 $~~ | | | | |
| c) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, à l'exception des tournois | | | 112,00 $ | 114,00 $ | | |
| 4° location d'un terrain de badminton ou de pickleball, l'heure : | | | | | | |
| ii Non-résident de la Ville de Montréal | | | 44,00 $ | 45,00 $ | | |
| 5° location d'un terrain de volleyball ou demi-terrain de basketball (1 panier), l'heure : | | | | | | |
| ii. Non-résident de la Ville de Montréal | | | 102,00 $ | 103,00 $ | | |
| 6° salle de conditionnement physique, incluant la présence d'un surveillant, l'heure : | | | | | | |
| a) salle entière | | | | | | |
| ii. pour un organisme reconnu | | | 110,00 $ | 112,00 $ | | |
| iii. pour une institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | | | 123,00 $ | 125,00 $ | | |
| **31.** Pour les frais d'inscription aux activités et les droits d'entrée relatifs aux équipements du Complexe sportif Marie-Victorin, situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, il sera perçu : | | | | | | |
| 1° droit d'entrée à la salle de conditionnement physique; | | | | | | |
| a) résident de la Ville de Montréal | | | | | | |
| ~~i. pour une période de 1 mois~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~35,00 $~~ | ~~35,75 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~25,00 $~~ | ~~25,50 $~~ | | | | |
| ~~3 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~25,00 $~~ | ~~25,50 $~~ | | | | |
| i. pour une session (3 mois) | | | | | | |
| 1 - personne de 17 ans à 59 ans | 100,00 $ | 102,00 $ | 130,00 $ | 130,00 $ | 28,00 $ | 27,45% |
| 2 - personne de 60 ans et plus | 70,00 $ | 71,50 $ | 90,00 $ | 90,00 $ | 18,50 $ | 25,87% |
| ~~3 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~70,00 $~~ | ~~71,50 $~~ | | | | |
| ~~iii. pour une période de 6 mois~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~169,00 $~~ | ~~172,50 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~127,00 $~~ | ~~129,75 $~~ | | | | |
| ~~3 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~127,00 $~~ | ~~129,50 $~~ | | | | |
| ii. pour une année (12 mois) | | | | | | |
| 1 - personne de 17 ans à 59 ans | 220,00 $ | 224,50 $ | 285,00 $ | 285,00 $ | 60,50 $ | 26,95% |
| 2 - personne de 60 ans et plus | 169,00 $ | 172,50 $ | 200,00 $ | 200,00 $ | 27,50 $ | 15,94% |
| ~~3 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~169,00 $~~ | ~~172,50 $~~ | | | | |
| ~~v. pour une période de 12 mois, accès les matins avant 12 h~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~82,00 $~~ | ~~83,75 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~62,00 $~~ | ~~63,50 $~~ | | | | |
| ~~3 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~62,00 $~~ | ~~63,50 $~~ | | | | |
| ~~vi. pour une période de 12 mois, accès les midis, de 12 h à 14 h~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~84,00 $~~ | ~~86,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~63,00 $~~ | ~~63,50 $~~ | | | | |
| ~~3 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~63,00 $~~ | ~~63,50 $~~ | | | | |
| ~~vii. pour une période de 12 mois, accès les soirs, de 16 h à 22 h~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~107,00 $~~ | ~~109,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~84,00 $~~ | ~~86,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~84,00 $~~ | ~~86,00 $~~ | | | | |

| DESCRIPTIONS | Jusqu'au 31 août 2025 | Du 1er sept. au 31 déc. 2025 | Jusqu'au 31 août 2026 | Du 1er sept. au 31 déc. 2026 | Écart $ | Écart % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| b) non-résident de la Ville de Montréal | | | | | | |
| ~~i. pour une période de 1 mois~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~50,00 $~~ | ~~51,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~35,00 $~~ | ~~36,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~35,00 $~~ | ~~36,00 $~~ | | | | |
| i. pour une session (3 mois) | 145,00 $ | 148,00 $ | 179,00 $ | 183,00 $ | 35,00 $ | 23,65% |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~145,00 $~~ | ~~148,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~100,00 $~~ | ~~102,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~100,00 $~~ | ~~102,00 $~~ | | | | |
| ~~iii. pour une période de 6 mois~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~236,00 $~~ | ~~241,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~177,00 $~~ | ~~181,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~177,00 $~~ | ~~181,00 $~~ | | | | |
| ii. pour une période de 12 mois | 314,00 $ | 320,00 $ | 388,00 $ | 396,00 $ | 76,00 $ | 23,75% |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~314,00 $~~ | ~~320,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~236,00 $~~ | ~~241,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~236,00 $~~ | ~~241,00 $~~ | | | | |
| ~~v. pour une période de 12 mois, accès les matins avant 12 h~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~113,00 $~~ | ~~115,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~87,00 $~~ | ~~89,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~87,00 $~~ | ~~89,00 $~~ | | | | |
| ~~vi. pour une période de 12 mois, accès les midis, de 12 h à 14 h~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~116,00 $~~ | ~~119,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~89,00 $~~ | ~~91,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~89,00 $~~ | ~~91,00 $~~ | | | | |
| ~~vii. pour une période de 12 mois, accès les soirs, de 16 h à 22 h~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~151,00 $~~ | ~~154,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~116,00 $~~ | ~~119,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~116,00 $~~ | ~~119,00 $~~ | | | | |
| ~~d) entraînement d'une équipe, d'un club ou d'un organisme non reconnu (maximum 20 personnes)~~ | | | | | | |
| ~~i. entrée unique, l'heure~~ | ~~85,40 $~~ | ~~87,20 $~~ | | | | |
| ~~ii. accès illimité, pour une période de 1 mois~~ | ~~326,20 $~~ | ~~332,80 $~~ | | | | |
| ~~iii. accès illimité, pour une période de 6 mois~~ | ~~1 596,00 $~~ | ~~1 628,00 $~~ | | | | |
| ~~iv. accès illimité, pour une période de 12 mois~~ | ~~3 189,20 $~~ | ~~3 253,00 $~~ | | | | |
| ~~2° inscription aux cours dirigés en salle, par semaine;~~ | | | | | | |
| ~~a) résident de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. cours une fois par semaine~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de moins de 17 ans~~ | ~~4,00 $~~ | ~~4,20 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~7,00 $~~ | ~~7,30 $~~ | | | | |
| ~~3 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~5,00 $~~ | ~~5,30 $~~ | | | | |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~5,00 $~~ | ~~5,30 $~~ | | | | |
| ~~ii. cours deux fois par semaine~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de moins de 17 ans~~ | ~~5,00 $~~ | ~~5,30 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~10,00 $~~ | ~~10,50 $~~ | | | | |
| ~~3 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~8,00 $~~ | ~~8,40 $~~ | | | | |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~8,00 $~~ | ~~8,40 $~~ | | | | |
| ~~iii. cours 3 fois par semaine~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de moins de 17 ans~~ | ~~6,00 $~~ | ~~6,30 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~12,00 $~~ | ~~12,50 $~~ | | | | |
| ~~3 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~9,00 $~~ | ~~9,40 $~~ | | | | |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~9,00 $~~ | ~~9,40 $~~ | | | | |
| ~~iv. cours quatre fois par semaine~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de moins de 17 ans~~ | ~~7,00 $~~ | ~~7,30 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~16,00 $~~ | ~~15,70 $~~ | | | | |
| ~~3 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~12,00 $~~ | ~~12,50 $~~ | | | | |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~12,00 $~~ | ~~12,50 $~~ | | | | |

| DESCRIPTIONS | Jusqu'au 31 août 2025 | Du 1er sept. au 31 déc. 2025 | Jusqu'au 31 août 2026 | Du 1er sept. au 31 déc. 2026 | Écart $ | Écart % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ~~v. cours cinq fois par semaine~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de moins de 17 ans~~ | ~~10,00 $~~ | ~~10,50 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~21,00 $~~ | ~~21,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~16,00 $~~ | ~~16,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~16,00 $~~ | ~~16,00 $~~ | | | | |

| DESCRIPTIONS | Jusqu'au 31 août 2025 | Du 1er sept. au 31 déc. 2025 | Jusqu'au 31 août 2026 | Du 1er sept. au 31 déc. 2026 | Écart $ | Écart % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ~~b) non-résident de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. cours une fois par semaine~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de moins de 17 ans~~ | ~~6,00 $~~ | ~~6,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~10,00 $~~ | ~~10,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~7,00 $~~ | ~~7,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~7,00 $~~ | ~~7,00 $~~ | | | | |
| ~~ii. cours deux fois par semaine~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de moins de 17 ans~~ | ~~7,00 $~~ | ~~7,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~14,00 $~~ | ~~14,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~12,00 $~~ | ~~12,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~12,00 $~~ | ~~12,00 $~~ | | | | |
| ~~iii. cours 3 fois par semaine~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de moins de 17 ans~~ | ~~8,00 $~~ | ~~9,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~17,00 $~~ | ~~17,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~13,00 $~~ | ~~13,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~13,00 $~~ | ~~13,00 $~~ | | | | |
| ~~iv. cours quatre fois par semaine~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de moins de 17 ans~~ | ~~10,00 $~~ | ~~10,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~22,00 $~~ | ~~22,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~17,00 $~~ | ~~18,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~17,00 $~~ | ~~18,00 $~~ | | | | |
| ~~v. cours cinq fois par semaine~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de moins de 17 ans~~ | ~~14,00 $~~ | ~~14,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~29,00 $~~ | ~~29,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~22,00 $~~ | ~~22,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~22,00 $~~ | ~~22,00 $~~ | | | | |
| 2° inscription à une activité libre : | | | | | | |
| a) résident de la Ville de Montréal | | | | | | |
| i. par séance | | | | | | |
| 1 - personne de moins de 17 ans | 7,00 $ | 7,50 $ | 7,50 $ | 8,00 $ | 0,50 $ | 6,67% |
| 2 - personne de 17 ans à 59 ans | 13,00 $ | 13,50 $ | 13,50 $ | 14,00 $ | 0,50 $ | 3,70% |
| 3 - personne de 60 ans et plus | 9,00 $ | 9,50 $ | 9,50 $ | 10,00 $ | 0,50 $ | 5,26% |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~9,00 $~~ | ~~9,50 $~~ | | | | |
| ~~ii. une fois par semaine, pour une session de 8 semaines~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de moins de 17 ans~~ | ~~45,00 $~~ | ~~46,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~73,00 $~~ | ~~74,50 $~~ | | | | |
| ~~3 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~54,00 $~~ | ~~55,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~54,00 $~~ | ~~55,00 $~~ | | | | |
| ~~iii. deux fois par semaine, pour une session de 8 semaines~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de moins de 17 ans~~ | ~~73,00 $~~ | ~~74,50 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~109,00 $~~ | ~~111,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~81,00 $~~ | ~~83,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~81,00 $~~ | ~~83,00 $~~ | | | | |
| ii. pour 10 entrées | | | | | | |
| 1 - personne de moins de 17 ans | 57,00 $ | 58,00 $ | 58,00 $ | 60,00 $ | 2,00 $ | 3,45% |
| 2 - personne de 17 ans à 59 ans | 93,00 $ | 95,00 $ | 95,00 $ | 97,00 $ | 2,00 $ | 2,11% |
| 3 - personne de 60 ans et plus | 69,00 $ | 71,00 $ | 71,00 $ | 73,00 $ | 2,00 $ | 2,82% |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~69,00 $~~ | ~~71,00 $~~ | | | | |

| DESCRIPTIONS | Jusqu'au 31 août 2025 | Du 1er sept. au 31 déc. 2025 | Jusqu'au 31 août 2026 | Du 1er sept. au 31 déc. 2026 | Écart $ | Écart % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| iii. pour 20 entrées | | | | | | |
| 1 - personne de moins de 17 ans | 92,00 $ | 94,00 $ | 94,00 $ | 96,00 $ | 2,00 $ | 2,13% |
| 2 - personne de 17 ans à 59 ans | 139,00 $ | 142,00 $ | 142,00 $ | 145,00 $ | 3,00 $ | 2,11% |
| 3 - personne de 60 ans et plus | 103,00 $ | 105,00 $ | 105,00 $ | 107,00 $ | 2,00 $ | 1,90% |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~103,00 $~~ | ~~105,00 $~~ | | | | |
| ~~vi. une fois par semaine, pour une session de 12 semaines~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de moins de 17 ans~~ | ~~67,00 $~~ | ~~68,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~109,00 $~~ | ~~111,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~82,00 $~~ | ~~84,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~82,00 $~~ | ~~84,00 $~~ | | | | |
| ~~vii. deux fois par semaine, pour une session de 12 semaines~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de moins de 17 ans~~ | ~~109,00 $~~ | ~~111,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~163,00 $~~ | ~~166,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~121,00 $~~ | ~~123,50 $~~ | | | | |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~121,00 $~~ | ~~123,50 $~~ | | | | |

| DESCRIPTIONS | Jusqu'au 31 août 2025 | Du 1er sept. au 31 déc. 2025 | Jusqu'au 31 août 2026 | Du 1er sept. au 31 déc. 2026 | Écart $ | Écart % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| b) non-résident de la Ville de Montréal | | | | | | |
| i. par séance | 18,00 $ | 18,50 $ | 18,50 $ | 19,00 $ | 0,50 $ | 2,70% |
| ~~1 - personne de moins de 17 ans~~ | ~~9,00 $~~ | ~~9,50 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~18,00 $~~ | ~~18,50 $~~ | | | | |
| ~~3 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~13,00 $~~ | ~~13,50 $~~ | | | | |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~13,00 $~~ | ~~13,50 $~~ | | | | |
| ~~ii. une fois par semaine, pour une session de 8 semaines~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de moins de 17 ans~~ | ~~63,00 $~~ | ~~64,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~101,00 $~~ | ~~103,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~76,00 $~~ | ~~78,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~76,00 $~~ | ~~78,00 $~~ | | | | |
| ~~iii. deux fois par semaine, pour une session de 8 semaines~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de moins de 17 ans~~ | ~~101,00 $~~ | ~~103,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~152,00 $~~ | ~~155,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~114,00 $~~ | ~~116,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~114,00 $~~ | ~~116,00 $~~ | | | | |
| ii. pour 10 entrées | 129,00 $ | 132,00 $ | 132,00 $ | 135,00 $ | 3,00 $ | 2,27% |
| ~~1 - personne de moins de 17 ans~~ | ~~81,00 $~~ | ~~83,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~129,00 $~~ | ~~132,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~97,00 $~~ | ~~99,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~97,00 $~~ | ~~99,00 $~~ | | | | |
| iii. pour 20 entrées | 194,00 $ | 198,00 $ | 198,00 $ | 202,00 $ | 4,00 $ | 2,02% |
| ~~1 - personne de moins de 17 ans~~ | ~~129,00 $~~ | ~~132,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~194,00 $~~ | ~~198,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~145,00 $~~ | ~~148,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~145,00 $~~ | ~~148,00 $~~ | | | | |
| ~~vi. une fois par semaine, pour une session de 12 semaines~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de moins de 17 ans~~ | ~~95,00 $~~ | ~~97,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~151,00 $~~ | ~~154,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~114,00 $~~ | ~~116,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~114,00 $~~ | ~~116,00 $~~ | | | | |
| ~~vii. deux fois par semaine, pour une session de 12 semaines~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de moins de 17 ans~~ | ~~151,00 $~~ | ~~154,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~228,00 $~~ | ~~233,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~170,00 $~~ | ~~174,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - prestataire de la Sécurité du revenu~~ | ~~170,00 $~~ | ~~174,00 $~~ | | | | |

| DESCRIPTIONS | Jusqu'au 31 août 2025 | Du 1er sept. au 31 déc. 2025 | Jusqu'au 31 août 2026 | Du 1er sept. au 31 déc. 2026 | Écart $ | Écart % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ~~4° inscription au camp de jour;~~ | | | | | | |
| ~~a) résident de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. pour le 1er enfant d'une famille~~ | | | | | | |
| ~~1 - pour une semaine~~ | ~~165,00 $~~ | ~~168,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - pour 2 semaines~~ | ~~327,00 $~~ | ~~333,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - pour 3 semaines~~ | ~~485,00 $~~ | ~~495,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - pour 4 semaines~~ | ~~640,00 $~~ | ~~653,00 $~~ | | | | |
| ~~5 - pour 5 semaines~~ | ~~780,00 $~~ | ~~796,00 $~~ | | | | |
| ~~6 - pour 6 semaines~~ | ~~924,00 $~~ | ~~942,50 $~~ | | | | |
| ~~7 - pour 7 semaines~~ | ~~1 054,00 $~~ | ~~1 075,00 $~~ | | | | |
| ~~8 - pour 8 semaines~~ | ~~1 196,00 $~~ | ~~1 220,00 $~~ | | | | |
| ~~ii. pour le 2e enfant d'une famille~~ | | | | | | |
| ~~1 - pour une semaine~~ | ~~138,00 $~~ | ~~141,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - pour 2 semaines~~ | ~~274,00 $~~ | ~~280,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - pour 3 semaines~~ | ~~406,00 $~~ | ~~414,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - pour 4 semaines~~ | ~~535,00 $~~ | ~~546,00 $~~ | | | | |
| ~~5 - pour 5 semaines~~ | ~~649,00 $~~ | ~~662,00 $~~ | | | | |
| ~~6 - pour 6 semaines~~ | ~~767,00 $~~ | ~~782,00 $~~ | | | | |
| ~~7 - pour 7 semaines~~ | ~~870,00 $~~ | ~~887,00 $~~ | | | | |
| ~~8 - pour 8 semaines~~ | ~~985,00 $~~ | ~~1 005,00 $~~ | | | | |
| ~~iii. pour le 3e enfant et les suivants d'une famille~~ | | | | | | |
| ~~1 - pour une semaine~~ | ~~111,00 $~~ | ~~113,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - pour 2 semaines~~ | ~~221,00 $~~ | ~~225,50 $~~ | | | | |
| ~~3 - pour 3 semaines~~ | ~~326,00 $~~ | ~~333,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - pour 4 semaines~~ | ~~429,00 $~~ | ~~438,00 $~~ | | | | |
| ~~5 - pour 5 semaines~~ | ~~517,00 $~~ | ~~527,00 $~~ | | | | |

| DESCRIPTIONS | Jusqu'au 31 août 2025 | Du 1er sept. au 31 déc. 2025 | Jusqu'au 31 août 2026 | Du 1er sept. au 31 déc. 2026 | Écart $ | Écart % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ~~6 - pour 6 semaines~~ | ~~608,00 $~~ | ~~620,00 $~~ | | | | |
| ~~7 - pour 7 semaines~~ | ~~682,00 $~~ | ~~696,00 $~~ | | | | |
| ~~8 - pour 8 semaines~~ | ~~771,00 $~~ | ~~786,50 $~~ | | | | |
| ~~iv. pour un camp thématique nécessitant du matériel spécialisé, par semaine, par enfant, en sus des tarifs prévus aux paragraphes a), b) et c)~~ | ~~35,00 $~~ | ~~36,00 $~~ | | | | |
| ~~v. frais d'administration pour l'annulation d'une inscription au camp de jour, par demande d'annulation~~ | ~~25,00 $~~ | ~~30,00 $~~ | | | | |
| ~~b) non-résident de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. pour le 1er enfant d'une famille~~ | | | | | | |
| ~~1 - pour une semaine~~ | ~~225,00 $~~ | ~~229,50 $~~ | | | | |
| ~~2 - pour 2 semaines~~ | ~~448,00 $~~ | ~~457,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - pour 3 semaines~~ | ~~664,00 $~~ | ~~677,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - pour 4 semaines~~ | ~~876,00 $~~ | ~~894,00 $~~ | | | | |
| ~~5 - pour 5 semaines~~ | ~~1 068,00 $~~ | ~~1 089,00 $~~ | | | | |
| ~~6 - pour 6 semaines~~ | ~~1 266,00 $~~ | ~~1 291,00 $~~ | | | | |
| ~~7 - pour 7 semaines~~ | ~~1 443,00 $~~ | ~~1 472,00 $~~ | | | | |
| ~~8 - pour 8 semaines~~ | ~~1 638,00 $~~ | ~~1 671,00 $~~ | | | | |
| ~~ii. pour le 2e enfant d'une famille~~ | | | | | | |
| ~~1 - pour une semaine~~ | ~~189,00 $~~ | ~~193,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - pour 2 semaines~~ | ~~375,00 $~~ | ~~382,50 $~~ | | | | |
| ~~3 - pour 3 semaines~~ | ~~556,00 $~~ | ~~567,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - pour 4 semaines~~ | ~~732,00 $~~ | ~~747,00 $~~ | | | | |
| ~~5 - pour 5 semaines~~ | ~~889,00 $~~ | ~~908,00 $~~ | | | | |
| ~~6 - pour 6 semaines~~ | ~~1 050,00 $~~ | ~~1 071,00 $~~ | | | | |
| ~~7 - pour 7 semaines~~ | ~~1 191,00 $~~ | ~~1 215,00 $~~ | | | | |
| ~~8 - pour 8 semaines~~ | ~~1 350,00 $~~ | ~~1 377,00 $~~ | | | | |

| DESCRIPTIONS | Jusqu'au 31 août 2025 | Du 1er sept. au 31 déc. 2025 | Jusqu'au 31 août 2026 | Du 1er sept. au 31 déc. 2026 | Écart $ | Écart % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ~~iii. pour le 3e enfant et les suivants d'une famille~~ | | | | | | |
| ~~1 - pour une semaine~~ | ~~153,00 $~~ | ~~156,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - pour 2 semaines~~ | ~~302,00 $~~ | ~~308,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - pour 3 semaines~~ | ~~447,00 $~~ | ~~456,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - pour 4 semaines~~ | ~~588,00 $~~ | ~~600,00 $~~ | | | | |
| ~~5 - pour 5 semaines~~ | ~~708,00 $~~ | ~~722,00 $~~ | | | | |
| ~~6 - pour 6 semaines~~ | ~~833,00 $~~ | ~~850,00 $~~ | | | | |
| ~~7 - pour 7 semaines~~ | ~~934,00 $~~ | ~~953,00 $~~ | | | | |
| ~~8 - pour 8 semaines~~ | ~~1 056,00 $~~ | ~~1 077,00 $~~ | | | | |
| ~~iv. pour un camp à thématique nécessitant du matériel spécialisé, par semaine, par enfant, en sus des tarifs prévus aux paragraphes a), b) et c)~~ | ~~48,00 $~~ | ~~49,00 $~~ | | | | |
| ~~v. frais d'administration pour l'annulation d'une inscription au camp de jour, par demande d'annulation~~ | ~~25,00 $~~ | ~~30,00 $~~ | | | | |
| ~~5° inscription au service de garde du camp de jour;~~ | | | | | | |
| ~~a) pour le 1er enfant d'une famille, par semaine~~ | ~~46,00 $~~ | ~~47,00 $~~ | | | | |
| ~~b) pour le 2e enfant et les suivants d'une famille, par semaine~~ | ~~36,00 $~~ | ~~37,00 $~~ | | | | |
| ~~c) pour le 1er enfant d'une famille, par semaine~~ | ~~30,00 $~~ | ~~31,00 $~~ | | | | |
| ~~d) pour le 2e enfant et les suivants d'une famille, le matin de 7 h à 9 h, par semaine~~ | ~~26,00 $~~ | ~~27,00 $~~ | | | | |
| ~~e) pour le 1er enfant d'une famille, le soir de 16 h à 18 h, par semaine~~ | ~~30,00 $~~ | ~~31,00 $~~ | | | | |
| ~~f) pour le 2e enfant et les suivants d'une famille, le soir de 16 h à 18 h, par semaine~~ | ~~26,00 $~~ | ~~27,00 $~~ | | | | |
| **32.** Pour l'usage des installations à la piscine du Complexe sportif Marie-Victorin, il sera perçu, l'heure : | | | | | | |
| 1° piscine, l'heure; | | | | | | |
| ~~d) période d'entraînement d'athlètes liée à une compétition~~ | ~~20,50 $~~ | ~~21,00 $~~ | | | | |
| ~~2° terrasse intérieure (côté ouest);~~ | | | | | | |
| ~~a) taux de base~~ | ~~38,00 $~~ | ~~39,00 $~~ | | | | |
| ~~b) montage et démontage des installations~~ | ~~34,00 $~~ | ~~35,00 $~~ | | | | |
| ~~c) espace d'appoint, lié à la location d'installations sportives~~ | ~~0,00 $~~ | ~~0,00 $~~ | | | | |

| DESCRIPTIONS | Jusqu'au 31 août 2025 | Du 1er sept. au 31 déc. 2025 | Jusqu'au 31 août 2026 | Du 1er sept. au 31 déc. 2026 | Écart $ | Écart % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ~~**31.** Pour les droits d'entrée relatifs et les frais d'inscription aux activités de la piscine du Complexe sportif Marie-Victorin, situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, il sera perçu :~~ | | | | | | |
| ~~1° inscription aux cours de natation (Société de sauvetage du Québec), pour une session de 8 semaines;~~ | | | | | | |
| ~~a) résident de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. première personne~~ | | | | | | |
| ~~1 - natation parent-enfant (enfant de 3 ans et moins) (cours de 30 minutes)~~ | ~~57,00 $~~ | ~~58,50 $~~ | | | | |
| ~~2 - natation préscolaire 1 à 5 (enfant de 3 à 5 ans) (cours de 30 minutes)~~ | ~~69,00 $~~ | ~~70,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - natation nageur 1 à 6 (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 45 minutes)~~ | ~~73,00 $~~ | ~~75,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - natation nageur 7 à 9 (jeune sauveteur) (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 55 minutes)~~ | ~~77,00 $~~ | ~~78,00 $~~ | | | | |
| ~~5 - natation adulte 1 à 3 et forme physique (adolescents et adultes) (cours de 55 minutes)~~ | ~~85,00 $~~ | ~~87,00 $~~ | | | | |
| ~~ii. deuxième personne et les suivantes d'une même famille~~ | | | | | | |
| ~~1 - natation parent-enfant (enfant de 3 ans et moins) (cours de 30 minutes)~~ | ~~50,00 $~~ | ~~51,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - natation préscolaire 1 à 5 (enfant de 3 à 5 ans) (cours de 30 minutes)~~ | ~~55,00 $~~ | ~~56,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - natation nageur 1 à 6 (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 45 minutes)~~ | ~~69,00 $~~ | ~~70,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - natation nageur 7 à 9 (jeune sauveteur) (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 55 minutes)~~ | ~~73,00 $~~ | ~~74,00 $~~ | | | | |
| ~~5 - natation adulte 1 à 3 et forme physique (adolescents et adultes) (cours de 55 minutes)~~ | ~~76,00 $~~ | ~~78,00 $~~ | | | | |
| ~~b) non-résident de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. natation parent-enfant (enfant de 3 ans et moins) (cours de 30 minutes)~~ | ~~88,00 $~~ | ~~90,00 $~~ | | | | |
| ~~ii. natation préscolaire 1 à 5 (enfant de 3 à 5 ans) (cours de 30 minutes)~~ | ~~75,00 $~~ | ~~76,50 $~~ | | | | |
| ~~iii. natation nageur 1 à 6 (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 45 minutes)~~ | ~~132,00 $~~ | ~~135,00 $~~ | | | | |
| ~~iv. natation nageur 7 à 9 (jeune sauveteur) (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 55 minutes)~~ | ~~143,00 $~~ | ~~146,00 $~~ | | | | |
| ~~v. natation adulte 1 à 3 et forme physique (adolescents et adultes) (cours de 55 minutes)~~ | ~~159,00 $~~ | ~~162,00 $~~ | | | | |
| ~~c) personne d'une famille prestataire de la sécurité du revenu~~ | | | | | | |
| ~~i. natation parent-enfant (enfant de 3 ans et moins) (cours de 30 minutes)~~ | ~~45,00 $~~ | ~~45,50 $~~ | | | | |
| ~~ii. natation préscolaire 1 à 5 (enfant de 3 à 5 ans) (cours de 30 minutes)~~ | ~~48,00 $~~ | ~~49,50 $~~ | | | | |
| ~~iii. natation nageur 1 à 6 (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 45 minutes)~~ | ~~50,00 $~~ | ~~51,50 $~~ | | | | |
| ~~iv. natation nageur 7 à 9 (jeune sauveteur) (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 55 minutes)~~ | ~~51,00 $~~ | ~~55,00 $~~ | | | | |
| ~~v. natation adulte 1 à 3 et forme physique (adolescents et adultes) (cours de 55 minutes)~~ | ~~61,00 $~~ | ~~63,00 $~~ | | | | |
| ~~2° inscription aux cours de natation (Société de sauvetage du Québec), pour une session de 10 semaines;~~ | | | | | | |
| ~~a) résident de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. première personne~~ | | | | | | |
| ~~1 - natation parent-enfant (enfant de 3 ans et moins) (cours de 30 minutes)~~ | ~~71,00 $~~ | ~~73,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - natation préscolaire 1 à 5 (enfant de 3 à 5 ans) (cours de 30 minutes)~~ | ~~77,00 $~~ | ~~78,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - natation nageur 1 à 6 (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 45 minutes)~~ | ~~82,00 $~~ | ~~83,50 $~~ | | | | |
| ~~4 - natation nageur 7 à 9 (jeune sauveteur) (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 55 minutes)~~ | ~~84,00 $~~ | ~~86,00 $~~ | | | | |
| ~~5 - natation adulte 1 à 3 et forme physique (adolescents et adultes) (cours de 55 minutes)~~ | ~~107,00 $~~ | ~~109,50 $~~ | | | | |
| ~~ii. deuxième personne et les suivantes d'une même famille~~ | | | | | | |
| ~~1 - natation parent-enfant (enfant de 3 ans et moins) (cours de 30 minutes)~~ | ~~61,00 $~~ | ~~62,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - natation préscolaire 1 à 5 (enfant de 3 à 5 ans) (cours de 30 minutes)~~ | ~~75,00 $~~ | ~~77,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - natation nageur 1 à 6 (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 45 minutes)~~ | ~~80,00 $~~ | ~~82,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - natation nageur 7 à 9 (jeune sauveteur) (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 55 minutes)~~ | ~~85,00 $~~ | ~~87,00 $~~ | | | | |
| ~~5 - natation adulte 1 à 3 et forme physique (adolescents et adultes) (cours de 55 minutes)~~ | ~~94,00 $~~ | ~~96,00 $~~ | | | | |
| ~~b) non-résident de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. natation parent-enfant (enfant de 3 ans et moins) (cours de 30 minutes)~~ | ~~110,00 $~~ | ~~112,00 $~~ | | | | |
| ~~ii. natation préscolaire 1 à 5 (enfant de 3 à 5 ans) (cours de 30 minutes)~~ | ~~139,00 $~~ | ~~142,00 $~~ | | | | |
| ~~iii. natation nageur 1 à 6 (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 45 minutes)~~ | ~~148,00 $~~ | ~~151,00 $~~ | | | | |
| ~~iv. natation nageur 7 à 9 (jeune sauveteur) (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 55 minutes)~~ | ~~156,00 $~~ | ~~160,00 $~~ | | | | |
| ~~v. natation adulte 1 à 3 et forme physique (adolescents et adultes) (cours de 55 minutes)~~ | ~~173,00 $~~ | ~~177,00 $~~ | | | | |
| ~~c) personne d'une famille prestataire de la sécurité du revenu~~ | | | | | | |
| ~~i. natation parent-enfant (enfant de 3 ans et moins) (cours de 30 minutes)~~ | ~~56,00 $~~ | ~~57,00 $~~ | | | | |
| ~~ii. natation préscolaire 1 à 5 (enfant de 3 à 5 ans) (cours de 30 minutes)~~ | ~~54,00 $~~ | ~~55,00 $~~ | | | | |
| ~~iii. natation nageur 1 à 6 (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 45 minutes)~~ | ~~56,00 $~~ | ~~57,50 $~~ | | | | |
| ~~iv. natation nageur 7 à 9 (jeune sauveteur) (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 55 minutes)~~ | ~~59,00 $~~ | ~~60,00 $~~ | | | | |
| ~~v. natation adulte 1 à 3 et forme physique (adolescents et adultes) (cours de 55 minutes)~~ | ~~77,00 $~~ | ~~79,00 $~~ | | | | |
| ~~3° inscription aux cours de natation (Société de sauvetage du Québec), pour une session de 12 semaines;~~ | | | | | | |
| ~~a) résident de le Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. première personne~~ | | | | | | |
| ~~1 - natation parent-enfant (enfant de 3 ans et moins) (cours de 30 minutes)~~ | ~~86,00 $~~ | ~~87,50 $~~ | | | | |
| ~~2 - natation préscolaire 1 à 5 (enfant de 3 à 5 ans) (cours de 30 minutes)~~ | ~~104,00 $~~ | ~~106,00 $~~ | | | | |
| ~~3 - natation nageur 1 à 6 (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 45 minutes)~~ | ~~109,00 $~~ | ~~112,00 $~~ | | | | |
| ~~4 - natation nageur 7 à 9 (jeune sauveteur) (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 55 minutes)~~ | ~~115,00 $~~ | ~~118,00 $~~ | | | | |

| DESCRIPTIONS | Jusqu'au 31 août 2025 | Du 1er sept. au 31 déc. 2025 | Jusqu'au 31 août 2026 | Du 1er sept. au 31 déc. 2026 | Écart $ | Écart % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 5 - natation adulte 1 à 3 et forme physique (adolescents et adultes) (cours de 55 minutes) | 128,00 $ | 131,00 $ | | | | |
| ii. deuxième personne et les suivantes d'une même famille | | | | | | |
| 1 - natation parent-enfant (enfant de 3 ans et moins) (cours de 30 minutes) | 75,00 $ | 77,00 $ | | | | |
| 2 - natation préscolaire 1 à 5 (enfant de 3 à 5 ans) (cours de 30 minutes) | 82,00 $ | 84,00 $ | | | | |
| 3 - natation nageur 1 à 6 (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 45 minutes) | 103,00 $ | 106,00 $ | | | | |
| 4 - natation nageur 7 à 9 (jeune sauveteur) (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 55 minutes) | 109,00 $ | 111,50 $ | | | | |
| 5 - natation adulte 1 à 3 et forme physique (adolescents et adultes) (cours de 55 minutes) | 114,00 $ | 116,50 $ | | | | |
| b) non-résident de la Ville de Montréal | | | | | | |
| i. natation parent-enfant (enfant de 3 ans et moins) (cours de 30 minutes) | 132,00 $ | 135,00 $ | | | | |
| ii. natation préscolaire 1 à 5 (enfant de 3 à 5 ans) (cours de 30 minutes) | 112,00 $ | 115,00 $ | | | | |
| iii. natation nageur 1 à 6 (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 45 minutes) | 198,00 $ | 202,50 $ | | | | |
| iv. natation nageur 7 à 9 (jeune sauveteur) (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 55 minutes) | 214,00 $ | 219,00 $ | | | | |
| v. natation adulte 1 à 3 et forme physique (adolescents et adultes) (cours de 55 minutes) | 238,00 $ | 243,00 $ | | | | |
| c) personne d'une famille prestataire de la sécurité du revenu | | | | | | |
| i. natation parent-enfant (enfant de 3 ans et moins) (cours de 30 minutes) | 67,00 $ | 68,00 $ | | | | |
| ii. natation préscolaire 1 à 5 (enfant de 3 à 5 ans) (cours de 30 minutes) | 73,00 $ | 74,00 $ | | | | |
| iii. natation nageur 1 à 6 (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 45 minutes) | 76,00 $ | 77,00 $ | | | | |
| iv. natation nageur 7 à 9 (jeune sauveteur) (enfant de 5 à 12 ans) (cours de 55 minutes) | 81,00 $ | 83,00 $ | | | | |
| v. natation adulte 1 à 3 et forme physique (adolescents et adultes) (cours de 55 minutes) | 82,00 $ | 94,00 $ | | | | |
| 4° inscription aux programmes de formation (matériel en sus); | | | | | | |
| a) résident de la Ville de Montréal | | | | | | |
| i. étoile de bronze | 0,00 $ | 0,00 $ | | | | |
| ii. médaille de bronze | 0,00 $ | 0,00 $ | | | | |
| iii. croix de bronze | 0,00 $ | 0,00 $ | | | | |
| iv. sauveteur national | 0,00 $ | 0,00 $ | | | | |
| v. premiers soins général | 0,00 $ | 0,00 $ | | | | |
| vi. moniteur de sécurité aquatique | 0,00 $ | 0,00 $ | | | | |
| b) non-résident de la Ville de Montréal | | | | | | |
| i. étoile de bronze | 0,00 $ | 0,00 $ | | | | |
| ii. médaille de bronze | 0,00 $ | 0,00 $ | | | | |
| iii. croix de bronze | 0,00 $ | 0,00 $ | | | | |
| iv. sauveteur national | 0,00 $ | 0,00 $ | | | | |
| v. premiers soins général | 0,00 $ | 0,00 $ | | | | |
| vi. moniteur de sécurité aquatique | 0,00 $ | 0,00 $ | | | | |
| c) requalification | | | | | | |
| i. croix de bronze | 105,00 $ | 107,00 $ | | | | |
| ii. sauveteur national | 69,00 $ | 71,00 $ | | | | |
| iii. premiers soins général (DEA) | 105,00 $ | 107,00 $ | | | | |
| iv. renouvellement moniteur de sécurité aquatique | 105,00 $ | 107,00 $ | | | | |
| 5° inscription aux activités aquatiques dirigées, pour une session de 8 semaines; | | | | | | |
| a) résident de la Ville de Montréal | | | | | | |
| i. cours une fois par semaine | | | | | | |
| 1 - personne de 17 ans à 59 ans | 92,00 $ | 94,00 $ | | | | |
| 2 - personne de 60ans et plus | 74,00 $ | 76,00 $ | | | | |
| ii. cours deux fois par semaine | | | | | | |
| 1 - personne de 17 ans à 59 ans | 119,00 $ | 122,00 $ | | | | |
| 2 - personne de 60 ans et plus | 101,00 $ | 103,00 $ | | | | |
| iii. cours trois fois par semaine | | | | | | |
| 1 - personne de 17 ans à 59 ans | 147,00 $ | 150,00 $ | | | | |
| 2 - personne de 60 ans et plus | 128,00 $ | 131,00 $ | | | | |
| b) non-résident de la Ville de Montréal | | | | | | |
| i. cours une fois par semaine | | | | | | |
| 1 - personne de 17 ans à 59 ans | 128,00 $ | 131,00 $ | | | | |
| 2 - personne de 60 ans et plus | 103,00 $ | 105,50 $ | | | | |
| ii. cours deux fois par semaine | | | | | | |
| 1 - personne de 17 ans à 59 ans | 167,00 $ | 171,00 $ | | | | |
| 2 - personne de 60 ans et plus | 142,00 $ | 145,00 $ | | | | |
| iii. cours trois fois par semaine | | | | | | |
| 1 - personne de 17 ans à 59 ans | 205,00 $ | 209,50 $ | | | | |
| 2 - personne de 60 ans et plus | 178,00 $ | 182,00 $ | | | | |

| DESCRIPTIONS | Jusqu'au 31 août 2025 | Du 1er sept. au 31 déc. 2025 | Jusqu'au 31 août 2026 | Du 1er sept. au 31 déc. 2026 | Écart $ | Écart % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ~~6° inscription aux activités aquatiques dirigées, pour une session de 10 semaines;~~ | | | | | | |
| ~~a) résident de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. cours une fois par semaine~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~114,00 $~~ | ~~116,50 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~92,00 $~~ | ~~94,00 $~~ | | | | |
| ~~ii. cours deux fois par semaine~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~149,00 $~~ | ~~152,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~127,00 $~~ | ~~130,00 $~~ | | | | |
| ~~iii. cours trois fois par semaine~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~183,00 $~~ | ~~187,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~161,00 $~~ | ~~164,50 $~~ | | | | |
| ~~b) non-résident de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. cours une fois par semaine~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~161,00 $~~ | ~~164,50 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~129,00 $~~ | ~~132,00 $~~ | | | | |
| ~~ii. cours deux fois par semaine~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~208,00 $~~ | ~~212,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~177,00 $~~ | ~~180,50 $~~ | | | | |
| ~~iii. cours trois fois par semaine~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~257,00 $~~ | ~~263,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~223,00 $~~ | ~~228,00 $~~ | | | | |
| ~~7° inscription aux activités aquatiques dirigées, pour une session de 12 semaines;~~ | | | | | | |
| ~~a) résident de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. cours une fois par semaine~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~137,00 $~~ | ~~140,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~111,00 $~~ | ~~113,50 $~~ | | | | |
| ~~ii. cours deux fois par semaine~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~179,00 $~~ | ~~183,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~152,00 $~~ | ~~155,00 $~~ | | | | |
| ~~iii. cours trois fois par semaine~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~220,00 $~~ | ~~224,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~192,00 $~~ | ~~196,00 $~~ | | | | |
| ~~b) non-résident de la Ville de Montréal~~ | | | | | | |
| ~~i. cours une fois par semaine~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~192,00 $~~ | ~~196,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~154,00 $~~ | ~~157,50 $~~ | | | | |
| ~~ii. cours deux fois par semaine~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~250,00 $~~ | ~~255,50 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~213,00 $~~ | ~~218,00 $~~ | | | | |
| ~~iii. cours trois fois par semaine~~ | | | | | | |
| ~~1 - personne de 17 ans à 59 ans~~ | ~~309,00 $~~ | ~~319,00 $~~ | | | | |
| ~~2 - personne de 60 ans et plus~~ | ~~269,00 $~~ | ~~275,00 $~~ | | | | |
| ~~8° inscription aux cours privés, pour une session de 8 semaines, une fois par semaine;~~ | | | | | | |
| ~~a) enfant de 0 à 3 ans, 25 minutes~~ | ~~133,00 $~~ | ~~136,00 $~~ | | | | |
| ~~b) enfant de 4 à 5 ans~~ | | | | | | |
| ~~i. 25 minutes~~ | ~~169,00 $~~ | ~~173,00 $~~ | | | | |
| ~~ii. 40 minutes~~ | ~~234,00 $~~ | ~~239,00 $~~ | | | | |
| ~~c) enfant de 6 à 13 ans~~ | | | | | | |
| ~~i. 25 minutes~~ | ~~202,00 $~~ | ~~206,50 $~~ | | | | |
| ~~ii. 40 minutes~~ | ~~268,00 $~~ | ~~274,00 $~~ | | | | |
| ~~iii. 55 minutes~~ | ~~335,00 $~~ | ~~342,00 $~~ | | | | |
| ~~d) personne de 14 ans et plus~~ | | | | | | |
| ~~i. 25 minutes~~ | ~~234,00 $~~ | ~~239,00 $~~ | | | | |
| ~~ii. 40 minutes~~ | ~~303,00 $~~ | ~~310,00 $~~ | | | | |
| ~~iii. 55 minutes~~ | ~~368,00 $~~ | ~~376,00 $~~ | | | | |

**SOUS-SECTION 3**
RÉDUCTIONS ET GRATUITÉS

**33.** Aux fins de l'application de la section I, les réductions et gratuités suivantes sont applicables :

1° Complexe sportif Claude Robillard;

~~d) un rabais de 25 % est offert sur toute inscription ou une entrée prévue à l'article 14 effectuée du 25 juin au 31 août~~

h) les tarifs prévus aux articles 17, 18 et 19 sont réduits de 30 % pour les sociétés paramunicipales;

i) pour les prestataires de la sécurité du revenu, les frais d'inscription et droits d'entrée prévus à l'article 16 sont ceux d'une personne de 18 ans à 59 ans, résident de la Ville de Montréal, réduits de 30%;

2° arénas sous la responsabilité de la Division de la gestion des installations sportives;

d) les tarifs prévus à l'article 21 sont réduits de 30 % pour les sociétés paramunicipales;

3° TAZ;

c) un rabais de 10% est offert aux détenteurs de la carte Accès Montréal sur les tarifs prévus au paragraphe 1° de l'article 26;

d) sur toute location à un organisme ayant sa place d'affaires sur le territoire de la ville et s'occupant de personnes en situation d'handicap, une réduction de 35 % des tarifs fixés au paragraphe 8°de l'article 26 s'applique;

4° Complexe sportif Marie-Victorin :

~~e) les tarifs prévus au paragraphe 4° de l'article 29 sont réduits de 15 % lorsque l'inscription est effectuée entre le 12 février et le 18 mars~~

~~g) les tarifs prévus aux sous-paragraphes a) et b) du paragraphe 1° de l'article 29 sont réduits de 25 % pour toute inscription effectuée du 3 au 16 janvier, du 7 au 20 avril et du 8 au 14 septembre.~~

g) les tarifs prévus à l'article 32 sont réduits de 30 % pour les sociétés paramunicipales;

h) pour les prestataires de la sécurité du revenu, les frais d'inscription et droits d'entrée prévus à l'article 31 sont ceux d'une personne de 18 ans à 59 ans, résident de la Ville de Montréal, réduits de 30%.

| DESCRIPTIONS | TARIFS 2025 | TARIFS 2026 | ÉCARTS $ | ÉCARTS % |
|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRE II**<br>ÉTUDE DE PROJETS RÉGLEMENTÉS, AUTORISATIONS ET PERMIS | | | | |
| **8.** Aux fins du Règlement sur le programme d'appui à la rénovation de bâtiments multilocatifs (20-005), il sera perçu : 309,00 $ pour l'étude d'une demande de subvention, plus 58,00 $ par logement, sans excéder : | 1 980,00 $ | 2 049,00 $ | 69,00 $ | 3,48% |
| **10.** Aux fins du Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054), il sera perçu, pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis de stationnement universel, selon la période de validité déterminée par ordonnance du comité exécutif : | | | | |
| 2° un véhicule électrique; | 300,00 $ | 300,00 $ | 0,00 $ | 0,00% |
| **12.** Aux fins du Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique (25-007), il sera perçu : | | | | |
| 1° pour l'étude d'une demande de permis pour l'exploitation d'un établissement d'hébergement touristique : | 300,00 $ | 350,00 $ | 50,00 $ | 16,67% |
| 2° pour le renouvellement d'un permis pour l'exploitation d'un établissement d'hébergement touristique : | 300,00 $ | 350,00 $ | 50,00 $ | 16,67% |
| **CHAPITRE III**<br>ACCÈS AUX ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS | | | | |
| **SECTION II**<br>ACCÈS AUX MUSÉES D'ESPACE POUR LA VIE | | | | |
| **35.** Pour les droits d'entrée au Biodôme, à l'Insectarium, au Jardin botanique, ou au Planétarium, il sera perçu : | | | | |
| 1° droit d'entrée individuel; | | | | |
| a) tarification régulière | | | | |
| i. enfant de 5 ans à 17 ans | 12,25 $ | 13,50 $ | 1,25 $ | 10,20% |
| ii. étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante | 17,50 $ | 19,00 $ | 1,50 $ | 8,57% |
| iii. personne de 18 ans à 64 ans | 23,75 $ | 25,50 $ | 1,75 $ | 7,37% |
| iv. personne de 65 ans et plus | 21,50 $ | 23,00 $ | 1,50 $ | 6,98% |
| v. famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) | 65,75 $ | 68,00 $ | 2,25 $ | 3,42% |
| b) détenteur de la carte Accès Montréal | | | | |
| i. enfant de 5 ans à 17 ans | 7,25 $ | 7,75 $ | 0,50 $ | 6,90% |
| ii. étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante | 11,00 $ | 12,50 $ | 1,50 $ | 13,64% |
| iii. personne de 18 ans à 64 ans | 14,25 $ | 15,50 $ | 1,25 $ | 8,77% |
| iv. personne de 65 ans et plus | 13,25 $ | 14,75 $ | 1,50 $ | 11,32% |
| v. famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) | 34,50 $ | 43,75 $ | 9,25 $ | 26,81% |

| DESCRIPTIONS | TARIFS 2025 | TARIFS 2026 | ÉCARTS $ | ÉCARTS % |
|---|---|---|---|---|
| **36.** Pour l'obtention de la Carte lève-tôt annuelle donnant accès aux jardins extérieurs entre 6 h et 9 h aux résidents de la Ville de Montréal, ainsi que pour le remplacement de | 9,00 $ | 12,00 $ | 3,00 $ | 33,33% |
| **SOUS-SECTION 3** | | | | |
| PASSEPORT ESPACE POUR LA VIE | | | | |
| **39.** Pour le Passeport Espace pour la vie, acheté par une personne physique, permettant l'accès à tous les musées d'Espace pour la vie pour une durée de 1 an à compter de la date d'achat, pour un maximum de 14 passeports, il sera perçu, par passeport acheté : | | | | |
| 5° passeport acheté du 20 février au 1e mars 2026, du 15 au 28 juin 2026, et du 24 au 30 novembre 2026 : | | | | |
| a) passeport solo | 65,25 $ | 78,25 $ | 13,00 $ | 19,92% |
| b) passeport multi, permettant l'accès à 2 adultes et un maximum de 3 enfants de 5 à 17 ans | 111,75 $ | 139,50 $ | 27,75 $ | 24,83% |
| c) passeport additionnel au passeport solo ou au passeport multi permettant l'accès d'un enfant de 5 à 17 ans | 24,50 $ | 29,25 $ | 4,75 $ | 19,39% |
| **40.** Pour le Passeport Espace pour la vie, acheté par une personne morale, permettant l'accès à tous les musées d'Espace pour la vie pour une durée de 1 an à compter de la date d'achat, il sera perçu, par passeport acheté : | | | | |
| 1° pour les 100 premiers passeports : | | | | |
| a) passeport solo; | | 87,00 $ | | |
| b) passeport multi, permettant l'accès à 2 adultes et un maximum de 3 enfants de de 5 à 17 ans : | | 155,00 $ | | |
| c) passeport additionnel au passeport solo ou au passeport multi permettant l'accès d'un enfant de moins de 5 à 17 ans : | | 32,50 $ | | |
| 2° à partir du 101e passeport : | | | | |
| a) passeport solo; | | 78,25 $ | | |
| b) passeport multi, permettant l'accès à 2 adultes et un maximum de 3 enfants de de 5 à 17 ans : | | 139,50 $ | | |
| c) passeport additionnel au passeport solo ou au passeport multi permettant l'accès d'un enfant de moins de 5 à 17 ans : | | 29,25 $ | | |
| **41.** Pour le Passeport Espace pour la vie, acheté sur place, par le détenteur de la carte Accès Montréal, qui effectue cet achat entre le 31e et le dernier jour précédant la fin de la durée de validité de la carte Accès Montréal dont il est déjà détenteur, permettant l'accès à tous les musées de l'Espace pour la vie pour une durée de 1 an à compter de la date d'achat, il sera perçu : | | | | |
| a) passeport solo; | | 60,50 $ | | |
| b) passeport multi, permettant l'accès à 2 adultes et un maximum de 3 enfants de 5 à 17 ans | | 108,50 $ | | |
| c) passeport additionnel au passeport solo ou au passeport multi permettant l'accès d'un enfant de 5 à 17 ans | | 22,75 $ | | |

| DESCRIPTIONS | TARIFS 2025 | TARIFS 2026 | ÉCARTS $ | ÉCARTS % |
|---|---|---|---|---|
| **SOUS-SECTION 4** | | | | |
| PRISE DE PHOTOS, TOURNAGES, AUTRES ACTIVITÉS ET TARIFS DU BIODÔME, DE L'INSECTARIUM, DU JARDIN BOTANIQUE ET DU PLANÉTARIUM | | | | |
| **48.** Pour les activités suivantes, il sera perçu : | | | | |
| 9° fêtes d'enfants au Biodôme : | | | | |
| a) pour un groupe de maximum 8 enfants et un adulte accompagnateur | 287,00 $ | 300,00 $ | 13,00 $ | 4,53% |
| b) par enfant additionnel, pour un maximum de 12 enfants au total | | 33,00 $ | | |
| c) par adulte accompagnateur additionnel | | 12,00 $ | | |
| d) pour un groupe de maximum 12 enfants et un adulte accompagnateur membres de la Société des amis du Biodôme ou détenteurs d'un Passeport Espace pour la vie, par enfant : | | 28,00 $ | | |
| ~~11° Aldébaran – 4 séances d'introduction à la robotique pour les enfants, au Planétarium;~~ | ~~35,50 $~~ | | | |

| DESCRIPTIONS | TARIFS 2025 | TARIFS 2026 | ÉCARTS $ | ÉCARTS % |
|---|---|---|---|---|
| **49.** Pour les camps de jour, il sera perçu : | | | | |
| 1° camp de jour du Biodôme : | | | | |
| a) inscription au camp de jour de 2 semaines, par personne | 470,00 $ | 485,00 $ | 15,00 $ | 3,19% |
| b) inscription au camp de jour de 2 semaines pour les détenteurs d'une carte Accès Montréal, par personne | 450,00 $ | 465,00 $ | 15,00 $ | 3,33% |
| c) inscription au camp de jour de 2 semaines pour membre d'une société amie ou détenteur d'un Passeport Espace pour la vie, par personne | 420,00 $ | 435,00 $ | 15,00 $ | 3,57% |
| d) inscription au service de garde du camp de jour du matin ou du soir, par personne, par semaine | 34,00 $ | 35,00 $ | 1,00 $ | 2,94% |
| e) inscription au service de garde du camp de jour du matin et du soir, par personne, par semaine | 45,00 $ | 46,00 $ | 1,00 $ | 2,22% |
| f) inscription à la carte au service de garde du camp de jour, par personne, par matin ou par soir | 9,50 $ | 10,00 $ | 0,50 $ | 5,26% |
| g) frais pour arrivée hâtive ou départ tardif du service de garde, par 15 minutes | 9,50 $ | 10,00 $ | 0,50 $ | 5,26% |
| 2° camp de jour du jardin botanique : | | | | |
| a) inscription au camp de jour d'une semaine, par personne | 285,00 $ | 295,00 $ | 10,00 $ | 3,51% |
| b) inscription au camp de jour d'une semaine pour les détenteurs d'une carte Accès Montréal, par personne | 270,00 $ | 280,00 $ | 10,00 $ | 3,70% |
| c) inscription au camp de jour d'une semaine pour membre d'une société amie ou détenteur d'un passeport Espace pour la vie, par personne | 255,00 $ | 265,00 $ | 10,00 $ | 3,92% |
| d) inscription au camp de jour de 2 semaines, par personne | 470,00 $ | 485,00 $ | 15,00 $ | 3,19% |
| e) inscription au camp de jour de 2 semaines pour les détenteurs d'une carte Accès Montréal, par personne | 450,00 $ | 465,00 $ | 15,00 $ | 3,33% |
| f) inscription au camp de jour de 2 semaines pour les détenteurs d'une carte d'une société amie ou détenteur d'un Passeport Espace pour la vie, par personne | 420,00 $ | 435,00 $ | 15,00 $ | 3,57% |
| g) inscription au service de garde du camp de jour du matin ou du soir, par personne, par semaine | 34,00 $ | 35,00 $ | 1,00 $ | 2,94% |
| h) inscription au service de garde du camp de jour du matin et du soir, par personne, par semaine | 45,00 $ | 46,00 $ | 1,00 $ | 2,22% |
| i) inscription à la carte au service de garde du camp de jour, par personne, par matin ou par soir | 9,50 $ | 10,00 $ | 0,50 $ | 5,26% |
| j) frais pour arrivée hâtive ou départ tardif du service de garde, par 15 minutes | 9,50 $ | 10,00 $ | 0,50 $ | 5,26% |

| DESCRIPTIONS | TARIFS 2025 | TARIFS 2026 | ÉCARTS $ | ÉCARTS % |
|---|---|---|---|---|
| **SOUS-SECTION 8** | | | | |
| RÉDUCTIONS ET GRATUITÉS | | | | |
| **59.** Aucun droit d'entrée n'est exigé au Biodôme, à l'Insectarium, au Jardin botanique et au Planétarium, pour les personnes suivantes : | | | | |
| ~~13° famille de nouveaux arrivants, composée de 2 adultes et jusqu'à un maximum de 4 enfants, détentrice d'un laissez-passer émis par la Ville de Montréal et distribué par le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants de Montréal sur présentation de ce laissez-passer;~~ | | | | |
| 15° élèves participant au programme « L'écho des plantes »; | | | | |
| 15° détenteurs d'une carte émise par la Société des musées du Québec; | | | | |
| 16° personnes autochtones sur présentation d'une carte émise par une autorité gouvernementale ou institutionnelle confirmant ce statut. | | | | |
| Les guides touristiques détenant une carte ou un certificat de compétence délivré par une institution reconnue par une autorité compétente, telle que désignée par le ministère de l'Éducation ou tout autre organisme habilité, peuvent bénéficier des dispositions tarifaires prévues à leur égard. | | | | |
| **60.** Aucun droit d'entrée n'est exigé au Jardin botanique, pour les personnes suivantes : | | | | |
| ~~1° personnes autochtones sur présentation d'une carte émise par une autorité gouvernementale ou institutionnelle confirmant ce statut;~~ | | | | |

| DESCRIPTIONS | TARIFS 2025 | TARIFS 2026 | ÉCARTS $ | ÉCARTS % |
|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRE V** | | | | |
| SERVICES FOURNIS PAR LES EMPLOYÉS DE LA VILLE | | | | |
| **SECTION III** | | | | |
| INSPECTION ET SURVEILLANCE, VÉRIFICATIONS, TESTS, ANALYSES EN LABORATOIRE, RECHERCHES, ÉTUDES DIVERSES | | | | |
| **96.** Aux fins du Règlement sur l'occupation et l'entretien des bâtiments (23-016), il sera perçu : | | | | |
| 1° pour l'étude d'une demande d'enregistrement d'un bâtiment vacant : | | 275,00 $ | | |
| 2° pour le renouvellement de l'enregistrement d'un bâtiment vacant | | 150,00 $ | | |
| 3° pour un nouvel exemplaire du placard d'enregistrement | | 75,00 $ | | |

| DESCRIPTIONS | TARIFS 2025 | TARIFS 2026 | ÉCARTS $ | ÉCARTS % |
|---|---|---|---|---|
| **SECTION V** | | | | |
| TARIFS RELATIFS AU SERVICE DE L'EAU ET D'ÉGOUT | | | | |
| **SOUS-SECTION 3** | | | | |
| FORMATIONS ET LOCATION DE SALLES AU CENTRE DE FORMATION MAXIM'EAU | | | | |
| ~~**110.** Pour une séance de formation, matériel didactique compris, au centre de formation Maxim'eau situé au 10000, boulevard Louis-H.-La Fontaine, il sera perçu, par personne, l'heure :~~ | ~~168,90 $~~ | | | |
| ~~**111.** Pour la location de salles au centre de formation Maxim'eau situé au 10000, boulevard Louis-H.-La Fontaine, du lundi au vendredi, il sera perçu :~~ | | | | |
| ~~1° petite salle (maximum de 12 personnes) :~~ | | | | |
| ~~a) par jour, durant la période comprise entre 7 h et 17 h~~ | ~~309,70 $~~ | | | |
| ~~b) par demi-journée, pour une durée maximale de 4 heures, durant la période comprise entre 7 h et 17 h~~ | ~~154,40 $~~ | | | |
| ~~2° grande salle (maximum de 45 personnes) :~~ | | | | |
| ~~a) par jour, durant la période comprise entre 7 h et 17 h~~ | ~~617,30 $~~ | | | |
| ~~b) par demi-journée, pour une durée maximale de 4 heures, durant la période comprise entre 7 h et 17 h~~ | ~~295,10 $~~ | | | |
| **118.** Pour un parcours de formation, matériel didactique compris, au centre de formation Maxim'eau situé au 10000, boulevard Louis-H.-La Fontaine, il sera perçu, par apprenant : | | | | |
| 1° pour le parcours « Tronc commun » | | 2 500,00 $ | | |
| 2° pour le parcours « Chefs d'équipe » | | 2 500,00 $ | | |
| 3° pour le parcours « Bornes d'incendie » | | 2 600,00 $ | | |
| 4° pour le parcours « Inspection et manipulation de vannes » | | 2 500,00 $ | | |
| 5° pour le parcours « Isoler et remettre en service une portion de réseau » | | 2 500,00 $ | | |
| 6° pour le parcours « Compagnonnage » | | 2 600,00 $ | | |

| DESCRIPTIONS | TARIFS 2025 | TARIFS 2026 | ÉCARTS $ | ÉCARTS % |
|---|---|---|---|---|
| **CHAPITRE VI**<br>VENTE ET FOURNITURE DE DOCUMENTS, DE PUBLICATIONS ET D'AUTRES ARTICLES | | | | |
| **SECTION I**<br>EXTRAITS DE REGISTRES, ABONNEMENTS, EXEMPLAIRES OU COPIES DE DOCUMENTS OFFICIELS OU D'ARCHIVES | | | | |
| **123.** Pour la délivrance de la carte Accès Montréal aux résidents de la Ville de Montréal, il sera perçu, pour un ménage : | | | | |
| 1° première carte : | 10,00 $ | 11,00 $ | 1,00 $ | 10,00% |
| 2° deuxième carte : | 9,00 $ | 10,00 $ | 1,00 $ | 11,11% |
| 3° carte supplémentaire : | 8,00 $ | 9,00 $ | 1,00 $ | 12,50% |
| **CHAPITRE VII**<br>AUTRES TARIFS | | | | |
| **128.** Pour l'analyse effectuée par le Bureau du cinéma et de la télévision de Montréal préalablement à l'émission d'un permis d'occupation du domaine public, pour chaque demande analysée visant l'utilisation d'un lieu public à des fins de tournage ou de production cinématographiques ou télévisuels, il sera perçu : | 32,00 $ | 38,00 $ | 6,00 $ | 18,75% |
| Le tarif prévu au présent article ne s'applique pas à une demande visant un tournage amateur ou un tournage réalisé par une personne morale à but non lucratif. | | | | |
| **130.** Pour les frais de perception des cotisations des membres d'une société de développement commercial, sauf si le solde en capital de la dette est inférieur à 300 $, il sera perçu : | | 125,00 $ | | |
| **131.** Pour les frais de perception d'autres recettes diverses, sauf si le solde en capital de la dette est inférieur à 300 $, il sera perçu : | | 145,00 $ | | |
| **140.** Les tarifs pour l'usage d'une place de stationnement sur rue de type parcojour contrôlée par une borne située dans les secteurs identifiés sur le plan joint comme annexe 8 sont, jusqu'au 31 janvier 2026, établis comme suit : | | | | |
| 1° secteur « Saint-Viateur-Ubisoft » (PMR-IS-1), du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h : | 4,25 $/h | 4,25 $/h | 0,00 $ | 0,00% |
| maximum | 12,25 $/jour | 12,25 $/jour | 0,00 $ | 0,00% |
| 2° secteur « Duluth-Hôtel-Dieu » (PMR-IS-1), du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h : | 4,25 $/h | 4,25 $/h | 0,00 $ | 0,00% |
| maximum | 12,25 $/jour | 12,25 $/jour | 0,00 $ | 0,00% |
| 3° secteur « Gaétan-Laberge » (VER-C-1) et (VER-IS-1), du lundi au vendredi, de 9 h à 21 h, le samedi de 9 h à 18 h et le dimanche de 9 h à 18 h : | 2,75 $/h | 2,75 $/h | 0,00 $ | 0,00% |
| maximum | 12,25 $/jour | 12,25 $/jour | 0,00 $ | 0,00% |
| 4° secteur « Hôpital Jean-Talon » (VSM-IS-1), du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h : | 2,25 $/h | 2,25 $/h | 0,00 $ | 0,00% |
| maximum | 10,00 $/jour | 10,00 $/jour | 0,00 $ | 0,00% |
| 5° secteur « Saint-Patrick-Nordelec » (SOU-IS-3), du lundi au vendredi, de 9 h à 21 h, et le samedi de 9 h à 18 h : | 2,25 $/h | 2,25 $/h | 0,00 $ | 0,00% |
| maximum | 10,00 $/jour | 10,00 $/jour | 0,00 $ | 0,00% |
| 6° secteur « Parc Angrignon » (SOU-IS-2), du lundi au vendredi, de 9 h à 21 h, le samedi de 9 h à 18 h et le dimanche de 13 h à 18 h : | 2,25 $/h | 2,25 $/h | 0,00 $ | 0,00% |
| maximum | 10,00 $/jour | 10,00 $/jour | 0,00 $ | 0,00% |
| 7° secteur « Parc Olympique et de l'Assomption » (MHM-IS-1), du lundi au samedi de 9 h à 21 h et le dimanche de 13 h à 18 h : | 2,25 $/h | 2,25 $/h | 0,00 $ | 0,00% |
| maximum | 14,00 $/jour | 14,00 $/jour | 0,00 $ | 0,00% |

| DESCRIPTIONS | TARIFS 2025 | TARIFS 2026 | ÉCARTS $ | ÉCARTS % |
|---|---|---|---|---|
| Les tarifs pour l'usage d'une place de stationnement sur rue de type parcojour contrôlée par une borne située dans les secteurs identifiés sur le plan joint comme annexe 8 sont, à partir du 1e février 2026, établis comme suit : | | | | |
| 1° secteur « Saint-Viateur-Ubisoft » (PMR-IS-1), du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h : | 4,25 $/h | 4,25 $/h | 0,00 $ | 0,00% |
| maximum | 12,25 $/jour | 12,25 $/jour | 0,00 $ | 0,00% |
| 2° secteur « Duluth-Hôtel-Dieu » (PMR-IS-1), du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h : | 4,25 $/h | 4,25 $/h | 0,00 $ | 0,00% |
| maximum | 12,25 $/jour | 12,25 $/jour | 0,00 $ | 0,00% |
| 3° secteur « Gaétan-Laberge » (VER-C-1) et (VER-IS-1), du lundi au vendredi, de 9 h à 21 h, le samedi de 9 h à 18 h et le dimanche de 9 h à 18 h : | 2,75 $/h | 2,75 $/h | 0,00 $ | 0,00% |
| maximum | 12,25 $/jour | 12,25 $/jour | 0,00 $ | 0,00% |
| 4° secteur « Hôpital Jean-Talon » (VSM-IS-1), du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h : | 2,25 $/h | 2,50 $/h | 0,25 $ | 11,11% |
| maximum | 10,00 $/jour | 11,00 $/jour | 1,00 $ | 10,00% |
| 5° secteur « Saint-Patrick-Nordelec » (SOU-IS-3), du lundi au vendredi, de 9 h à 21 h, et le samedi de 9 h à 18 h : | 2,25 $/h | 2,50 $/h | 0,25 $ | 11,11% |
| maximum | 10,00 $/jour | 11,00 $/jour | 1,00 $ | 10,00% |
| 6° secteur « Parc Angrignon » (SOU-IS-2), du lundi au vendredi, de 9 h à 21 h, le samedi de 9 h à 18 h et le dimanche de 13 h à 18 h : | 2,25 $/h | 2,50 $/h | 0,25 $ | 11,11% |
| maximum | 10,00 $/jour | 11,00 $/jour | 1,00 $ | 10,00% |
| 7° secteur « Parc Olympique et de l'Assomption » (MHM-IS-1), du lundi au samedi de 9 h à 21 h et le dimanche de 13 h à 18 h : | 2,25 $/h | 2,50 $/h | 0,25 $ | 11,11% |
| maximum | 14,00 $/jour | 15,00 $/jour | 1,00 $ | 7,14% |

# Tarification 2026 vs 2025

| | Tarif régulier | | |
|---|---|---|---|
| | Une institution | | |
| | 2025 | 2026 | *Écart* |
| 5 à 17 ans | 12,25 | 12,50 | *2,0%* |
| Étudiant | 17,50 | 18,00 | *2,9%* |
| Adulte | 23,75 | 24,50 | *3,2%* |
| 65 ans et + | 21,50 | 22,00 | *2,3%* |
| Famille | 65,75 | 67,00 | *1,9%* |

| | Détenteurs de Carte Accès Montréal | | |
|---|---|---|---|
| | Une institution | | |
| | 2025 | 2026 | *Écart* |
| 5 à 17 ans | 7,25 | 7,75 | *6,9%* |
| Étudiant | 11,00 | 12,50 | *13,6%* |
| Adulte | 14,25 | 15,50 | *8,8%* |
| 65 ans et + | 13,25 | 14,75 | *11,3%* |
| Famille | 34,50 | 43,75 | *26,8%* |

| | Résidents de la CMM | | |
|---|---|---|---|
| | Une institution | | |
| | 2025 | 2026 | *Écart* |
| 5 à 17 ans | 9,00 | 9,25 | *2,8%* |
| Étudiant | 14,25 | 14,75 | *3,5%* |
| Adulte | 18,00 | 18,50 | *2,8%* |
| 65 ans et + | 17,00 | 17,50 | *2,9%* |
| Famille | 50,50 | 51,50 | *2,0%* |

| | Tarif GROUPE | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Une institution | | | Forfait 2 institutions | | | Forfait 3 institutions | | | Forfait 4 institutions | | | Forfait 5 institutions | | |
| | 2025 | 2026 | *Écart* | 2025 | 2026 | *Écart* | 2025 | 2026 | *Écart* | 2025 | 2026 | *Écart* | 2025 | 2026 | *Écart* |
| 5 à 17 ans | 8,25 | 8,50 | *3,0%* | 15,00 | 15,50 | *3,3%* | 21,75 | 22,50 | *3,4%* | 28,50 | 29,50 | *3,5%* | 35,25 | 36,50 | *3,5%* |
| Étudiant | 12,50 | 13,00 | *4,0%* | 21,25 | 21,75 | *2,4%* | 29,75 | 30,50 | *2,5%* | 38,25 | 39,25 | *2,6%* | 46,75 | 48,00 | *2,7%* |
| Adulte | 16,50 | 17,00 | *3,0%* | 29,00 | 29,75 | *2,6%* | 41,50 | 42,50 | *2,4%* | 54,00 | 55,25 | *2,3%* | 66,50 | 68,00 | *2,3%* |
| 65 ans et + | 15,50 | 16,00 | *3,2%* | 27,00 | 27,75 | *2,8%* | 38,50 | 39,50 | *2,6%* | 50,00 | 51,25 | *2,5%* | 61,50 | 63,00 | *2,4%* |
| Famille | 47,00 | 48,00 | *2,1%* | 82,50 | 84,25 | *2,1%* | 118,00 | 120,50 | *2,1%* | 153,50 | 156,75 | *2,1%* | 189,00 | 193,00 | *2,1%* |
| Écoles montréalaises | 7,50 | 7,75 | *3,3%* | 14,00 | 14,50 | *3,6%* | 20,50 | 21,25 | *3,7%* | 27,00 | 28,00 | *3,7%* | 33,50 | 34,75 | *3,7%* |
| Camps de jour Ville | 3,75 | 4,00 | | | | | | | | | | | | | |
| Nuit au Planétarium | 79,00 | 81,00 | *2,5%* | 91,50 | 93,25 | *1,9%* | | | | | | | | | |
| Nuit au Planétarium enfant | | | | 85,75 | 87,50 | *2,0%* | | | | | | | | | |

| | Tarif PRÉFÉRENTIEL (organisme touristique) | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Une institution | | | Forfait 2 institutions | | | Forfait 3 institutions | | | Forfait 4 institutions | | | Forfait 5 institutions | | |
| | 2025 | 2026 | *Écart* | 2025 | 2026 | *Écart* | 2025 | 2026 | *Écart* | 2025 | 2026 | *Écart* | 2025 | 2026 | *Écart* |
| 5 à 17 ans | 7,75 | 8,00 | *3,2%* | 14,00 | 14,50 | *3,6%* | 20,25 | 21,00 | *3,7%* | 26,50 | 27,50 | *3,8%* | 32,75 | 34,00 | *3,8%* |
| Étudiant | 11,75 | 12,00 | *2,1%* | 19,50 | 20,00 | *2,6%* | 27,25 | 28,00 | *2,8%* | 35,00 | 36,00 | *2,9%* | 42,75 | 44,00 | *2,9%* |
| Adulte | 15,50 | 16,00 | *3,2%* | 27,00 | 27,75 | *2,8%* | 38,50 | 39,50 | *2,6%* | 50,00 | 51,25 | *2,5%* | 61,50 | 63,00 | *2,4%* |
| 65 ans et + | 14,25 | 14,75 | *3,5%* | 24,25 | 25,00 | *3,1%* | 34,25 | 35,25 | *2,9%* | 44,25 | 45,50 | *2,8%* | 54,25 | 55,75 | *2,8%* |
| Famille | 43,75 | 44,75 | *2,3%* | 77,00 | 78,75 | *2,3%* | 110,25 | 112,75 | *2,3%* | 143,50 | 146,75 | *2,3%* | 176,75 | 180,75 | *2,3%* |

| AUTRES TARIFS | 2025 | 2026 | *Écart* |
|---|---|---|---|
| Animation, spectacle ou service | 4,00 | 4,25 | *6,3%* |
| Visites guidées/heure (max 15 pers.) | 77,00 | 80,00 | *3,9%* |
| Carte lève-tôt | 9,00 | 12,00 | *33,3%* |
| Passeport Espace pour la vie Solo | 87,00 | 87,00 | *0,0%* |
| Passeport Espace pour la vie Multi | 149,00 | 155,00 | *4,0%* |

Les tarifs suivants sont applicables jusqu'au 31 mars 2026.

2026 Tarifs autoparcs

Grille

| Grille tarifaire #1 | | TARIF HORAIRE 24 h<br>Lundi au dimanche : 0 h à 23 h 59 | | | TARIF MAXIMUM 24 h<br>Lundi au dimanche : 0 h à 23 h 59 | | | PERMIS MENSUEL | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Arrondissement / secteur | No. Autoparc | 2025 | 2026 | % | 2025 | 2026 | % | 2025 | 2026 | % |
| AHUNTSIC-CARTIERVILLE | | | | | | | | | | |
| Promenade Fleury | 335 | 3,25 $ | 3,25 $ | 0,0% | 14,00 $ | 14,00 $ | 0,0% | 86,00 $ | 86,00 $ | 0,0% |
| Complexe Claude-Robillard | 340 P1 et P6 | 2,50 $ | 2,50 $ | 0,0% | 11,00 $ | 11,00 $ | 0,0% | 50,00 $ | 50,00 $ | 0,0% |
| Complexe Claude-Robillard | 340 P2 et P3 | 2,50 $ | 2,50 $ | 0,0% | 11,00 $ | 11,00 $ | 0,0% | 50,00 $ | 50,00 $ | 0,0% |
| COTE-DES NEIGES-NOTRE-DAME-DE GRÂCE | | | | | | | | | | |
| Décarie | 182 | 3,25 $ | 3,25 $ | 0,0% | 14,00 $ | 14,00 $ | 0,0% | 88,00 $ | 88,00 $ | 0,0% |
| Décarie | 199 | s/o | s/o | s/o | s/o | s/o | s/o | 91,00 $ | 91,00 $ | 0,0% |
| PLATEAU-MONT-ROYAL | | | | | | | | | | |
| Rue Mont-Royal | 69 | s/o | s/o | s/o | s/o | s/o | s/o | 111,00 $ | 111,00 $ | 0,0% |
| Rue Mont-Royal | 72 | 4,25 $ | 4,25 $ | 0,0% | 17,00 $ | 17,00 $ | 0,0% | 111,00 $ | 111,00 $ | 0,0% |
| Parc Lafontaine | 139 | 4,50 $ | 4,50 $ | 0,0% | 18,00 $ | 18,00 $ | 0,0% | 116,00 $ | 116,00 $ | 0,0% |
| Parc Lafontaine | 140 | s/o | s/o | s/o | s/o | s/o | s/o | 106,00 $ | 106,00 $ | 0,0% |
| Parc Lafontaine | 142 | s/o | s/o | s/o | s/o | 0,00 $ | s/o | 116,00 $ | 116,00 $ | 0,0% |
| Parc Lafontaine | 197 | 4,50 $ | 4,50 $ | 0,0% | 18,00 $ | 18,00 $ | 0,0% | s/o | s/o | s/o |
| Parc Lafontaine | 216 | 4,50 $ | 4,50 $ | 0,0% | 17,00 $ | 17,00 $ | 0,0% | 111,00 $ | 111,00 $ | 0,0% |
| ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE | | | | | | | | | | |
| Plaza St-Hubert | 24 | 3,00 $ | 3,00 $ | 0,0% | 13,00 $ | 13,00 $ | 0,0% | 90,00 $ | 90,00 $ | 0,0% |
| Plaza St-Hubert | 78 | 3,75 $ | 3,75 $ | 0,0% | 15,00 $ | 15,00 $ | 0,0% | 117,00 $ | 117,00 $ | 0,0% |
| Plaza St-Hubert | 191 | 3,00 $ | 3,00 $ | 0,0% | 13,00 $ | 13,00 $ | 0,0% | s/o | s/o | s/o |
| Plaza St-Hubert | 302 | 3,00 $ | 3,00 $ | 0,0% | 13,00 $ | 13,00 $ | 0,0% | 90,00 $ | 90,00 $ | 0,0% |
| Plaza St-Hubert | 303 | 3,00 $ | 3,00 $ | 0,0% | 13,00 $ | 13,00 $ | 0,0% | 90,00 $ | 90,00 $ | 0,0% |
| Promenade Masson | 73 | 2,75 $ | 2,75 $ | 0,0% | 13,00 $ | 13,00 $ | 0,0% | 88,00 $ | 88,00 $ | 0,0% |
| Promenade Masson | 74 | 2,75 $ | 2,75 $ | 0,0% | 13,00 $ | 13,00 $ | 0,0% | 88,00 $ | 88,00 $ | 0,0% |
| Promenade Masson | 75 | 2,75 $ | 2,75 $ | 0,0% | 13,00 $ | 13,00 $ | 0,0% | 88,00 $ | 88,00 $ | 0,0% |
| SUD-OUEST | | | | | | | | | | |
| Ville-Émard | 88 | s/o | s/o | s/o | s/o | 0,00 $ | s/o | 85,00 $ | 85,00 $ | 0,0% |
| Parc Angrignon | 243 | 3,75 $ | 3,75 $ | 0,0% | 15,00 $ | 15,00 $ | 0,0% | 69,00 $ | 69,00 $ | 0,0% |
| St-Henri | 361 | 2,75 $ | 2,75 $ | 0,0% | 13,00 $ | 13,00 $ | 0,0% | 67,00 $ | 67,00 $ | 0,0% |
| VILLE-MARIE | | | | | | | | | | |
| Terminus centre-ville | 184 | 6,00 $ | 6,00 $ | 0,0% | 18,00 $ | 18,00 $ | 0,0% | 173,00 $ | 173,00 $ | 0,0% |
| Terminus centre-ville | 207 | 6,00 $ | 6,00 $ | 0,0% | 18,00 $ | 18,00 $ | 0,0% | 148,00 $ | 148,00 $ | 0,0% |
| Terminus centre-ville | 400 | 6,00 $ | 6,00 $ | 0,0% | 18,00 $ | 18,00 $ | 0,0% | 173,00 $ | 173,00 $ | 0,0% |
| VERDUN | | | | | | | | | | |
| Auditorium / Hôpital | 433 | 3,50 $ | 3,50 $ | 0,0% | 16,00 $ | 16,00 $ | 0,0% | 87,00 $ | 87,00 $ | 0,0% |
| Auditorium / Hôpital | 434 | 3,50 $ | 3,50 $ | 0,0% | 16,00 $ | 16,00 $ | 0,0% | 87,00 $ | 87,00 $ | 0,0% |
| Auditorium / Hôpital | 437 | 2,25 $ | 2,25 $ | 0,0% | 16,00 $ | 16,00 $ | 0,0% | 87,00 $ | 87,00 $ | 0,0% |
| Commercial de Verdun Ouest | 522 | 2,00 $ | 2,00 $ | 0,0% | 12,00 $ | 12,00 $ | 0,0% | 85,00 $ | 85,00 $ | 0,0% |
| Parc en bordure du fleuve | 503 | 2,00 $ | 2,00 $ | 0,0% | 12,00 $ | 12,00 $ | 0,0% | 85,00 $ | 85,00 $ | 0,0% |
| Parc en bordure du fleuve | 508 | 2,00 $ | 2,00 $ | 0,0% | 12,00 $ | 12,00 $ | 0,0% | 85,00 $ | 85,00 $ | 0,0% |
| Promenade Wellington | 438 | 2,25 $ | 2,25 $ | 0,0% | 13,00 $ | 13,00 $ | 0,0% | 87,00 $ | 87,00 $ | 0,0% |
| Promenade Wellington | 519 | 2,00 $ | 2,00 $ | 0,0% | 12,00 $ | 12,00 $ | 0,0% | 85,00 $ | 85,00 $ | 0,0% |
| Ateliers municipaux | 506 | 2,00 $ | 2,00 $ | 0,0% | 12,00 $ | 12,00 $ | 0,0% | 85,00 $ | 85,00 $ | 0,0% |
| Résidentiel | 513 | s/o | s/o | | s/o | s/o | s/o | 85,00 $ | 85,00 $ | 0,0% |
| Résidentiel | 518 | s/o | s/o | | s/o | s/o | s/o | 85,00 $ | 85,00 $ | 0,0% |

| Grille tarifaire #2 | | TARIF HORAIRE<br>Lundi au dimanche : 6 h à 24 h | | | TARIF MAXIMUM<br>Lundi au dimanche : 6 h à 24 h | | | PERMIS MENSUEL | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Arrondissement / secteur | No. Autoparc | 2025 | 2026 | % | 2025 | 2026 | % | 2025 | 2026 | % |
| VILLE-MARIE | | | | | | | | | | |
| Parc du Mont-Royal | 115 | 4,25 $ | 4,25 $ | 0,0% | 15,00 $ | 15,00 $ | 0,0% | 83,00 $ | 83,00 $ | 0,0% |
| Parc du Mont-Royal | 116 | 4,25 $ | 4,25 $ | 0,0% | 15,00 $ | 15,00 $ | 0,0% | 83,00 $ | 83,00 $ | 0,0% |
| Parc du Mont-Royal | 117 | 4,25 $ | 4,25 $ | 0,0% | 15,00 $ | 15,00 $ | 0,0% | 83,00 $ | 83,00 $ | 0,0% |
| Parc du Mont-Royal | 118 | 4,25 $ | 4,25 $ | 0,0% | 15,00 $ | 15,00 $ | 0,0% | 83,00 $ | 83,00 $ | 0,0% |

| Grille tarifaire #3 | | TARIF HORAIRE<br>Lundi au dimanche : 7 h à 23 h | | | TARIF MAXIMUM<br>Lundi au dimanche : 7 h à 23 h | | | PERMIS MENSUEL | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2025 | 2026 | % | 2025 | 2026 | % | 2025 | 2026 | % |
| VILLE-MARIE | | | | | | | | | | |
| Parc du Mont-Royal | 275 | 4,25 $ | 4,25 $ | 0,0% | 15,00 $ | 15,00 $ | 0,0% | s/o | s/o | s/o |

| Grille tarifaire #4 | | TARIF HORAIRE<br>Lundi au vendredi : 17 h à 24 h<br>Samedi et dimanche : 6 h à 24 h | | | TARIF MAXIMUM<br>Lundi au vendredi : 17 h à 24 h<br>Samedi et dimanche : de 6 h à 24 h | | | PERMIS MENSUEL | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2025 | 2026 | % | 2025 | 2026 | % | 2025 | 2026 | % |
| VILLE-MARIE | | | | | | | | | | |
| Centre Bell | 227 | 6,00 $ | 6,00 $ | 0,0% | 20,00 $ | 20,00 $ | 0,0% | 161,00 $ | 161,00 $ | 0,0% |

(1) Les tarifs suivants sont applicables à partir du 1er avril 2026

2026 Tarifs autoparcs

| Arrondissement / secteur | Grille tarifaire #1 / No. Autoparc | TARIF HORAIRE 24 h Lundi au dimanche : 0 h à 23 h 59 | | | TARIF MAXIMUM 24 h Lundi au dimanche : 0 h à 23 h 59 | | | PERMIS MENSUEL | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2025 | 2026 (1) | % | 2025 | 2026 (1) | % | 2025 | 2026 (1) | % |
| AHUNTSIC-CARTIERVILLE | | | | | | | | | | |
| Promenade Fleury | 335 | 3,25 $ | 3,25 $ | 0,0% | 14,00 $ | 14,00 $ | 0,0% | 86,00 $ | 90,00 $ | 4,7% |
| Complexe Claude-Robillard | 340 P1 et P6 | 2,50 $ | 2,75 $ | 10,0% | 11,00 $ | 12,00 $ | 9,1% | 50,00 $ | 51,00 $ | 2,0% |
| Complexe Claude-Robillard | 340 P2 et P3 | 2,50 $ | 2,75 $ | 10,0% | 11,00 $ | 12,00 $ | 9,1% | 50,00 $ | 51,00 $ | 2,0% |
| COTE-DES NEIGES-NOTRE-DAME-DE GRÂCE | | | | | | | | | | |
| Décarie | 182 | 3,25 $ | 3,50 $ | 7,7% | 14,00 $ | 14,00 $ | 0,0% | 88,00 $ | 90,00 $ | 2,3% |
| Décarie | 199 | s/o | s/o | s/o | s/o | s/o | s/o | 91,00 $ | 93,00 $ | 2,2% |
| PLATEAU-MONT-ROYAL | | | | | | | | | | |
| Rue Mont-Royal | 69 | s/o | s/o | s/o | s/o | s/o | s/o | 111,00 $ | 115,00 $ | 3,5% |
| Rue Mont-Royal | 72 | 4,25 $ | 4,25 $ | 0,0% | 17,00 $ | 18,00 $ | 5,9% | 111,00 $ | 115,00 $ | 3,5% |
| Parc Lafontaine | 139 | 4,50 $ | 4,50 $ | 0,0% | 18,00 $ | 19,00 $ | 5,6% | 116,00 $ | 120,00 $ | 3,3% |
| Parc Lafontaine | 140 | s/o | s/o | s/o | s/o | s/o | s/o | 106,00 $ | 110,00 $ | 3,6% |
| Parc Lafontaine | 142 | s/o | 4,50 $ | s/o | s/o | 19,00 $ | s/o | 116,00 $ | 120,00 $ | 3,3% |
| Parc Lafontaine | 197 | 4,50 $ | 4,50 $ | 0,0% | 18,00 $ | 19,00 $ | 5,6% | s/o | s/o | s/o |
| Parc Lafontaine | 216 | 4,50 $ | 4,50 $ | 0,0% | 17,00 $ | 18,00 $ | 5,9% | 111,00 $ | 115,00 $ | 3,5% |
| ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE | | | | | | | | | | |
| Plaza St-Hubert | 24 | 3,00 $ | 3,00 $ | 0,0% | 13,00 $ | 13,00 $ | 0,0% | 90,00 $ | 100,00 $ | 10,0% |
| Plaza St-Hubert | 78 | 3,75 $ | 3,75 $ | 0,0% | 15,00 $ | 15,00 $ | 0,0% | 117,00 $ | 120,00 $ | 2,5% |
| Plaza St-Hubert | 191 | 3,00 $ | 3,00 $ | 0,0% | 13,00 $ | 13,00 $ | 0,0% | s/o | s/o | s/o |
| Plaza St-Hubert | 302 | 3,00 $ | 3,00 $ | 0,0% | 13,00 $ | 13,00 $ | 0,0% | 90,00 $ | 100,00 $ | 10,0% |
| Plaza St-Hubert | 303 | 3,00 $ | 3,00 $ | 0,0% | 13,00 $ | 13,00 $ | 0,0% | 90,00 $ | 100,00 $ | 10,0% |
| Promenade Masson | 73 | 2,75 $ | 2,75 $ | 0,0% | 13,00 $ | 13,00 $ | 0,0% | 88,00 $ | 100,00 $ | 12,0% |
| Promenade Masson | 74 | 2,75 $ | 2,75 $ | 0,0% | 13,00 $ | 13,00 $ | 0,0% | 88,00 $ | 100,00 $ | 12,0% |
| Promenade Masson | 75 | 2,75 $ | 2,75 $ | 0,0% | 13,00 $ | 13,00 $ | 0,0% | 88,00 $ | 100,00 $ | 12,0% |
| SUD-OUEST | | | | | | | | | | |
| Ville-Émard | 88 | s/o | 2,50 $ | s/o | s/o | 11,00 $ | s/o | 85,00 $ | 90,00 $ | 5,6% |
| Parc Angrignon | 243 | 3,75 $ | 3,75 $ | 0,0% | 15,00 $ | 15,00 $ | 0,0% | 69,00 $ | 70,00 $ | 1,4% |
| St-Henri | 361 | 2,75 $ | 2,75 $ | 0,0% | 13,00 $ | 13,00 $ | 0,0% | 67,00 $ | 75,00 $ | 10,7% |
| VILLE-MARIE | | | | | | | | | | |
| Terminus centre-ville | 184 | 6,00 $ | 6,00 $ | 0,0% | 18,00 $ | 18,00 $ | 0,0% | 173,00 $ | 180,00 $ | 3,9% |
| Terminus centre-ville | 207 | 6,00 $ | 6,00 $ | 0,0% | 18,00 $ | 18,00 $ | 0,0% | 148,00 $ | 155,00 $ | 4,5% |
| Terminus centre-ville | 400 | 6,00 $ | 6,00 $ | 0,0% | 18,00 $ | 18,00 $ | 0,0% | 173,00 $ | 177,00 $ | 2,3% |
| VERDUN | | | | | | | | | | |
| Auditorium / Hôpital | 433 | 3,50 $ | 3,50 $ | 0,0% | 16,00 $ | 16,00 $ | 0,0% | 87,00 $ | 90,00 $ | 3,3% |
| Auditorium / Hôpital | 434 | 3,50 $ | 3,50 $ | 0,0% | 16,00 $ | 16,00 $ | 0,0% | 87,00 $ | 90,00 $ | 3,3% |
| Auditorium / Hôpital | 437 | 2,25 $ | 3,50 $ | 55,6% | 16,00 $ | 16,00 $ | 0,0% | 87,00 $ | 90,00 $ | 3,3% |
| Commercial de Verdun Ouest | 522 | 2,00 $ | 2,25 $ | 12,5% | 12,00 $ | 12,00 $ | 0,0% | 85,00 $ | 87,00 $ | 2,3% |
| Parc en bordure du fleuve | 503 | 2,00 $ | 2,25 $ | 12,5% | 12,00 $ | 12,00 $ | 0,0% | 85,00 $ | 87,00 $ | 2,3% |
| Parc en bordure du fleuve | 508 | 2,00 $ | 2,25 $ | 12,5% | 12,00 $ | 12,00 $ | 0,0% | 85,00 $ | 87,00 $ | 2,3% |
| Promenade Wellington | 438 | 2,25 $ | 2,50 $ | 11,1% | 13,00 $ | 13,00 $ | 0,0% | 87,00 $ | 90,00 $ | 3,3% |
| Promenade Wellington | 519 | 2,00 $ | 2,25 $ | 12,5% | 12,00 $ | 12,00 $ | 0,0% | 85,00 $ | 87,00 $ | 2,3% |
| Ateliers municipaux | 506 | 2,00 $ | 2,25 $ | 12,5% | 12,00 $ | 12,00 $ | 0,0% | 85,00 $ | 87,00 $ | 2,3% |
| Résidentiel | 513 | s/o | s/o | | s/o | s/o | s/o | 85,00 $ | 87,00 $ | 2,3% |
| Résidentiel | 518 | s/o | s/o | | s/o | s/o | s/o | 85,00 $ | 87,00 $ | 2,3% |

| Arrondissement / secteur | Grille tarifaire #2 / No. Autoparc | TARIF HORAIRE Lundi au dimanche : 6 h à 24 h | | | TARIF MAXIMUM Lundi au dimanche : 6 h à 24 h | | | PERMIS MENSUEL | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2025 | 2026 (1) | % | 2025 | 2026 (1) | % | 2025 | 2026 (1) | % |
| VILLE-MARIE | | | | | | | | | | |
| Parc du Mont-Royal | 115 | 4,25 $ | 4,25 $ | 0,0% | 15,00 $ | 15,00 $ | 0,0% | 83,00 $ | 85,00 $ | 2,4% |
| Parc du Mont-Royal | 116 | 4,25 $ | 4,25 $ | 0,0% | 15,00 $ | 15,00 $ | 0,0% | 83,00 $ | 85,00 $ | 2,4% |
| Parc du Mont-Royal | 117 | 4,25 $ | 4,25 $ | 0,0% | 15,00 $ | 15,00 $ | 0,0% | 83,00 $ | 85,00 $ | 2,4% |
| Parc du Mont-Royal | 118 | 4,25 $ | 4,25 $ | 0,0% | 15,00 $ | 15,00 $ | 0,0% | 83,00 $ | 85,00 $ | 2,4% |

| Grille tarifaire #3 | TARIF HORAIRE Lundi au dimanche : 7 h à 23 h | | | TARIF MAXIMUM Lundi au dimanche : 7 h à 23 h | | | PERMIS MENSUEL | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2025 | 2026 (1) | % | 2025 | 2026 (1) | % | 2025 | 2026 (1) | % |
| VILLE-MARIE | | | | | | | | | |
| Parc du Mont-Royal 275 | 4,25 $ | 4,25 $ | 0,0% | 15,00 $ | 15,00 $ | 0,0% | s/o | s/o | s/o |

| Grille tarifaire #4 | TARIF HORAIRE Lundi au vendredi : 17 h à 24 h Samedi et dimanche : 6 h à 24 h | | | TARIF MAXIMUM Lundi au vendredi : 17 h à 24 h Samedi et dimanche : de 6 h à 24 h | | | PERMIS MENSUEL | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 2025 | 2026 (1) | % | 2025 | 2026 (1) | % | 2025 | 2026 (1) | % |
| VILLE-MARIE | | | | | | | | | |
| Centre Bell 227 | 6,00 $ | 6,00 $ | 0,0% | 20,00 $ | 21,00 $ | 5,0% | 161,00 $ | 165,00 $ | 2,4% |

(1) Les tarifs suivants sont applicables à partir du 1er avril 2026

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1253074025**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif |
| **Objet :** | Adopter le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2026) qui relève de la compétence du conseil municipal |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Annexe 8.pdf

EV - 1253074025 - Règlement sur les tarifs 2026 (Ville) VF.docx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
**Tél :** 4388670481

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-12-19

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
**Tél :** 5148720128
**Division :** Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

ANNEXE A

ANNEXE 8 (articles 139 et 140)

# RÉSEAU DE STATIONNEMENT TARIFÉ SUR RUE - TARIFICATION DES SECTEURS - 2026

**VILLE DE MONTRÉAL**
**RÈGLEMENT**
**25-XXX**

**RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (EXERCICE FINANCIER 2026)**

Vu les articles 244.1 à 244.10 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

À l'assemblée du_____, le conseil municipal décrète :

**1.** Tous les tarifs fixés au présent règlement comprennent, lorsqu'exigibles, la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ) à moins d'indication contraire à cet effet.

**CHAPITRE I**
ÉTUDE DE PROJETS PRÉVUS PAR LA CHARTE DE LA VILLE MONTRÉAL, MÉTROPOLE DU QUÉBEC

**2.** Pour l'étude d'une demande d'autorisation réglementaire pour la réalisation d'un projet visé à l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) qui déroge à un règlement d'un arrondissement, il sera perçu :

1° si la dérogation vise l'occupation d'un bâtiment, sans nouvelle construction : 2 815,80 $

2° si la dérogation vise une construction ou une transformation, incluant toute modification, réparation ou remplacement, d'un bâtiment de :

a) moins de 500 $m^2$ de superficie de plancher 2 815,80 $

b) 500 $m^2$ à moins de 10 000 $m^2$ de superficie de plancher 13 470,40 $

c) 10 000 $m^2$ à moins de 25 000 $m^2$ de superficie de plancher 24 481,60 $

d) 25 000 $m^2$ et plus de superficie de plancher 38 573,50 $

3° s'il s'agit de la modification d'un projet déjà autorisé par un règlement selon l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec :

a) projet de moins de 500 $m^2$ de superficie de plancher 2 815,80 $

b) projet de 500 $m^2$ et plus de superficie de plancher 4 957,90 $

Les tarifs du présent article ne s'appliquent pas à une demande relative à un projet de logement abordable ou social au sens du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041) et qui est visé par le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), dans la mesure où la demande est présentée par :

1° un organisme à but non lucratif régi par la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38), par la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (L.C. 2009, ch. 23), par la Loi sur la Société d'habitation du Québec (RLRQ, chapitre S-8) ou par la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), dont les statuts établissent qu'un de ses objets est d'offrir en location des logements abordables ou des logements à des personnes à revenu faible ou modeste ou à une clientèle ayant des besoins spéciaux en habitation;

2° une coopérative régie par la Loi sur les coopératives (RLRQ, chapitre C-67.2) dont les statuts établissent que son objet vise à offrir un logement locatif à ses membres et incluent une clause selon laquelle aucune ristourne ne peut être versée et aucun intérêt ne peut être versé sur toute catégorie de parts privilégiées.

**CHAPITRE II**
ÉTUDE DE PROJETS RÉGLEMENTÉS, AUTORISATIONS ET PERMIS

**3.** Pour l'étude d'une demande d'autorisation pour la réalisation d'un projet d'habitation en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q. 2024, chapitre 2), il sera perçu :

1° si la demande d'autorisation vise l'occupation d'un bâtiment, sans nouvelle construction : 2 815,80 $

2° si la demande d'autorisation vise une construction ou une transformation, incluant toute modification, réparation ou remplacement, d'un bâtiment de :

a) moins de 500 $m^2$ de superficie de plancher 2 815,80 $

b) 500 $m^2$ à moins de 10 000 $m^2$ de superficie de plancher 13 470,40 $

c) 10 000 $m^2$ à moins de 25 000 $m^2$ de superficie de plancher 24 481,60 $

d) 25 000 $m^2$ et plus de superficie de plancher 38 573,50 $

3° si la demande vise la modification d'un projet déjà autorisé en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q. 2024, chapitre 2) :

a) moins de 500 $m^2$ de superficie de plancher 2 815,80 $

b) 500 $m^2$ et plus de superficie de plancher 4 957,90 $

Les tarifs du présent article ne s'appliquent pas à une demande relative à un projet de logement abordable ou social au sens du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041), dans la mesure où la demande est présentée par :

1° un organisme à but non lucratif régi par la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38), par la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (L.C. 2009, ch. 23), par la Loi sur la Société d'habitation du Québec (RLRQ, chapitre S-8) ou par la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), dont les statuts établissent qu'un de ses objets est d'offrir en location des logements abordables ou des logements à des personnes à revenu faible ou modeste ou à une clientèle ayant des besoins spéciaux en habitation;

2° une coopérative régie par la Loi sur les coopératives (RLRQ, chapitre C-67.2) dont les statuts établissent que son objet vise à offrir un logement locatif à ses membres et incluent une clause selon laquelle aucune ristourne ne peut être versée et aucun intérêt ne peut être versé sur toute catégorie de parts privilégiées.

**4.** Aux fins du Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de permis visant la relocalisation d'un bâtiment : 452,20 $

2° pour l'étude d'une demande de permis visant la construction d'un bâtiment, un montant calculé sur la base de la valeur estimée des travaux ou un montant forfaitaire, comme suit :

a) bâtiment résidentiel, commercial, industriel ou institutionnel
   i. par 1 000 $ de travaux 9,80 $
   ii. minimum, par logement ou par local 1 029,00 $

b) bâtiment secondaire ou accessoire, tel un garage isolé, d'une superficie d'au plus 25 $m^2$ et desservant un bâtiment résidentiel
   i. par 1 000 $ de travaux 9,80 $
   ii. minimum 259,90 $

c) bâtiment autre que ceux visés aux sous-paragraphes a) et b)
   i. par 1 000 $ de travaux 9,80 $
   ii. minimum 517,70 $

3° pour l'étude d'une demande de permis visant la transformation d'un bâtiment, incluant toute modification, réparation ou remplacement, avec ou sans aire de stationnement, un montant calculé sur la base de la valeur estimée des travaux ou un montant forfaitaire calculé comme suit :

a) bâtiment résidentiel
   i. par 1 000 $ de travaux 9,80 $

ii. minimum 167,40 $

b) bâtiment commercial, industriel ou institutionnel
i. par 1 000 $ de travaux 9,80 $
ii. minimum 491,70 $

c) pose de pieux d'étançonnement de la structure, par bâtiment 55,00 $

4° pour le renouvellement d'un permis prévu aux paragraphes 2° ou 3° : 25 % du coût du permis original

a) minimum, pour un permis relatif à un bâtiment résidentiel 167,40 $

b) minimum, pour tout autre permis 491,70 $

**5.** Aux fins de l'article 4 du présent règlement, la valeur estimée des travaux comprend :

1° les frais de préparation des plans et devis;

2° les frais de fourniture et d'installation de tous les matériaux et équipements intégrés au bâtiment, incluant notamment ceux reliés à l'architecture, à la structure, à la mécanique et à l'électricité, mais excluant les frais de fourniture et d'installation des appareillages reliés à l'exploitation d'un procédé industriel et les frais de fourniture et d'installation, dans un bâtiment résidentiel, d'un appareil élévateur pour personnes en situation d'handicap installé dans le cadre du Programme d'adaptation de domicile (PAD) adopté par le gouvernement du Québec ou du Règlement sur la subvention municipale pour l'adaptation de domicile (20-009);

3° les frais d'excavation et de remblayage des fondations du bâtiment;

4° les frais d'aménagement du terrain tel l'aménagement paysager ou le stationnement lorsque ces travaux sont réalisés simultanément avec un projet de construction ou de transformation d'un bâtiment et que le règlement sur les certificats de l'arrondissement prévoit qu'ils peuvent être inclus au permis de construction;

5° les taxes applicables à l'ensemble des biens et services mentionnés au présent article.

**6.** Aux fins de l'article 4 du présent règlement, la valeur estimée des travaux de construction ou d'agrandissement d'un bâtiment ne doit pas être inférieure aux coûts unitaires suivants :

1° pour un bâtiment résidentiel, par mètre carré de superficie de plancher, à l'exclusion de celle du sous-sol d'un bâtiment unifamilial : 1 514,40 $

2° pour un bâtiment commercial, par mètre carré de superficie de plancher : 1 801,30 $

3° pour un bâtiment industriel, par mètre carré de superficie de plancher : 1 166,20 $

4° pour un bâtiment institutionnel, par mètre carré de superficie de plancher : 2 208,70 $

**7.** Aux fins du Règlement sur la vente et l'utilisation des pesticides (21-041), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'obtention d'un permis annuel d'utilisation de pesticides : 215,00 $

**8.** Aux fins du Règlement sur le programme d'appui à la rénovation de bâtiments multilocatifs (20-005), il sera perçu : 309,00 $ pour l'étude d'une demande de subvention, plus 58,00 $ par logement, sans excéder : 2 049,00 $

**9.** Aux fins du Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques (21-012), il sera perçu :

1° pour la délivrance du permis annuel :

a) pour un chien 31,80 $

b) pour un chat 13,60 $

c) de promeneur 111,80 $

d) programme de capture, stérilisation, relâche et maintien (CSRM) 0,00 $

2° pour la délivrance d'un permis annuel spécial de garde d'un chien potentiellement dangereux : 168,00 $

3° pour le remplacement d'une médaille perdue, détruite ou endommagée : 11,60 $

4° pour la fourniture de l'affiche annonçant la présence d'un chien potentiellement dangereux : 11,60 $

Des frais de 11,60 $ sont ajoutés aux tarifs prévus aux sous-paragraphes a) et b) du paragraphe 1° et au paragraphe 2° du premier alinéa lorsque le renouvellement du permis annuel est effectué après l'échéance dudit permis.

Les tarifs prévus aux sous-paragraphes a) et b) du paragraphe 1° du premier alinéa ne s'appliquent pas à la délivrance d'un permis :

1° pour un chien guide ou un chien d'assistance ou en formation à cette fin tel que défini à l'article 1 du Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques, et sur présentation du certificat exigé à cet article;

2° pour un chat ou un chien adopté dans un centre de services animaliers, pour le premier permis annuel délivré pour cet animal;

3° pour un chat ou un chien lorsque la garde de l'animal se fait dans une famille d'accueil mandatée par un refuge conformément au Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques.

Les tarifs prévus aux sous-paragraphes a) et b) du paragraphe 1° et au paragraphe 3° du premier alinéa ne s'appliquent pas à la délivrance d'un permis à une personne ayant eu recours aux services de l'un ou l'autre des organismes mentionnés à l'annexe 1 dans les six (6) mois précédant la demande de permis et qui présente une attestation écrite de cet organisme à ce sujet.

Le comité exécutif peut, par ordonnance, modifier l'annexe 1 pour y ajouter ou y supprimer des organismes.

**10.** Aux fins du Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054), il sera perçu, pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis de stationnement universel, selon la période de validité déterminée par ordonnance du comité exécutif :

| | | |
|---|---|---|
| 1° | véhicule à essence ou hybride : | 933,00 $ |
| 2° | un véhicule électrique : | 300,00 $ |

Les tarifs prévus aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa sont ajustés au prorata du nombre de mois non encore écoulés de la période de validité du permis au jour de la demande de délivrance ou du renouvellement du permis.

Le comité exécutif peut, par ordonnance, modifier le présent article, aux fins de fixer tout tarif dont le paiement est exigé en vertu du Règlement relatif au stationnement des véhicules en libre-service (16-054) ou d'une ordonnance prise en vertu de ce règlement.

**11.** Aux fins du Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage (19-026), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de permis : 645,00 $

2° pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis d'exploitation et le droit d'occuper le domaine public, selon la période de validité déterminée par ordonnance du comité exécutif :

| | | |
|---|---|---|
| a) | pour la tranche de 1 à 250 véhicules du même type en service | 37 667,00 $ |
| b) | pour la tranche de 251 à 500 véhicules du même type en service | 29 296,00 $ |

c) pour chaque tranche supplémentaire d'un maximum de 250 véhicules du même type en service qui excède 500 véhicules du même type en service 26 507,00 $

Le comité exécutif peut, par ordonnance, modifier le présent article, aux fins de fixer tout tarif dont le paiement est exigé en vertu du Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage (19-026) ou d'une ordonnance prise en vertu de ce règlement.

Les tarifs prévus au paragraphe 2° du premier alinéa sont ajustés au prorata du nombre de mois non encore écoulés de la période de validité du permis au jour de la demande de délivrance ou du renouvellement du permis ou au jour de la demande d'ajout de véhicules par l'exploitant au cours d'une même période de validité du permis.

**12.** Aux fins du Règlement concernant les établissements d'hébergement touristique (25-007), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de permis pour l'exploitation d'un établissement d'hébergement touristique : 350,00 $

2° pour le renouvellement d'un permis pour l'exploitation d'un établissement d'hébergement touristique : 350,00 $

**CHAPITRE III**
ACCÈS AUX ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS

**13.** À l'égard des installations et équipements culturels, de sports ou de loisirs relevant de la compétence des arrondissements, identifiés à l'entente cadre relative à l'utilisation des installations et équipements municipaux par les centres de services scolaires et les commissions scolaires, pour l'exercice des pouvoirs de tarification pour lesquels le conseil de ville s'est déclaré compétent aux termes de la résolution CM25 1270 adoptée le 22 septembre 2025, les tarifs applicables sont ceux établis par l'entente cadre.

**SECTION I**
ÉQUIPEMENTS SOUS LA JURIDICTION DE LA DIVISION DE LA GESTION DES INSTALLATIONS SPORTIVES

**SOUS-SECTION 1**
INTERPRÉTATION

**14.** Pour l'application de la présente section, une compétition sanctionnée est une compétition dont la tenue est approuvée par un organisme sportif de régie provincial, national ou international reconnu par le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada ou le Comité international olympique. Un entraînement sanctionné est un entraînement dont la tenue est coordonnée par un organisme sportif de régie provincial ou national reconnu par le gouvernement du Québec ou le gouvernement du Canada.

**15.** Pour l'application de la présente section, un organisme reconnu désigne :

1° un organisme reconnu par un arrondissement en vertu d'un programme de reconnaissance ou de soutien local;

2° un organisme reconnu par la Division de la gestion des installations sportives en vertu de la politique de soutien de cette division;

3° une association sportive régionale ou un autre organisme reconnu par la Division des sports et de l'activité physique en vertu du programme de reconnaissance de ce service;

4° une fédération sportive provinciale ou nationale, reconnue par le ministère de l'Éducation, ou par Sports Canada.

**SOUS-SECTION 2**
ÉQUIPEMENTS

**16.** Pour les frais d'inscription aux activités et les droits d'entrée relatifs aux équipements du Complexe sportif Claude-Robillard, il sera perçu :

| | jusqu'au 31 août | du 1e septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| 1° inscription à la pratique libre du jogging | | |
| a) résident de la Ville de Montréal | | |
| i. personne de 16 ans à 59 ans, par session | 77,50 $ | 79,00 $ |
| ii. personne de 60 ans et plus, par session | 58,00 $ | 59,00 $ |
| iii. personne de 16 ans et plus, pour une journée | 15,50 $ | 16,00 $ |
| b) non-résident de la Ville de Montréal | | |
| i. personne de 16 ans et plus, par session | 150,00 $ | 153,00 $ |
| ii. personne de 16 ans et plus, pour une journée | 27,00 $ | 28,00 $ |
| 2° location d'un terrain intérieur de badminton pour la pratique libre, l'heure : | | |
| a) résident de la Ville de Montréal | 15,50 $ | 19,00 $ |
| b) non-résident de la Ville de Montréal | 27,00 $ | 33,00 $ |
| 3° location d'un terrain intérieur de tennis pour la pratique libre, l'heure : | | |
| a) résident de la Ville de Montréal | | |
| i. enfant de 10 à 17 ans | 14,50 $ | 15,00 $ |
| ii. personne de 18 ans à 59 ans | 24,50 $ | 25,00 $ |

| | jusqu'au 31 août | du 1e septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| iii. personne de 60 ans et plus | 14,50 $ | 15,00 $ |
| b) non-résident de la Ville de Montréal | 45,00 $ | 46,00 $ |
| 4° carte d'accès aux activités de la salle omnisports, des aires de lancers intérieure et extérieure, et de la piste extérieure, pour les membres d'un organisme reconnu d'athlétisme : | | |
| a) par session | | |
| i. enfant de moins de 12 ans | 6,00 $ | 7,00 $ |
| ii. personne de 12 ans et plus | 15,50 $ | 17,00 $ |
| b) pour une journée | | |
| i. enfant de moins de 12 ans | 0,00 $ | 0,00 $ |
| ii. personne de 12 ans et plus | 2,50 $ | 4,00 $ |
| 5° remplacement d'une carte d'accès aux activités remise lors de l'inscription : | 5,00 $ | 6,00 $ |

**17.** Pour l'usage des locaux et installations intérieurs du Complexe sportif Claude-Robillard, il sera perçu, l'heure :

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| 1° salle omnisports complète : | | |
| a) taux de base | 1 260,00 $ | 1 284,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 221,50 $ | 226,00 $ |
| ii. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 396,50 $ | 404,00 $ |
| 2° partie de la salle omnisports (piste entière, partie centrale de la piste, partie nord ou sud de la salle) : | | |
| a) taux de base | 734,00 $ | 748,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 120,50 $ | 123,00 $ |
| ii. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 213,00 $ | 217,00 $ |

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| 3° couloir de la piste intérieure d'athlétisme : | | |
| a) taux de base | 81,00 $ | 83,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. entraînement d'un club d'athlétisme de la Ville de Montréal pour un groupe (jusqu'à 15 athlètes) | 17,00 $ | 18,00 $ |
| ii. entraînement d'un club d'athlétisme de l'extérieur de la Ville de Montréal pour un groupe (jusqu'à 15 athlètes) | 28,00 $ | 29,00 $ |
| iii. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal pour un groupe (jusqu'à 25 athlètes) | 23,00 $ | 24,00 $ |
| iv. institution d'enseignement de l'extérieur de la Ville de Montréal pour un groupe (jusqu'à 25 athlètes) | 33,00 $ | 34,00 $ |
| 4° gymnase double : | | |
| a) taux de base | 553,00 $ | 564,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 91,00 $ | 93,00 $ |
| ii. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 162,50 $ | 166,00 $ |
| 5° gymnase simple : | | |
| a) taux de base | 289,00 $ | 295,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 52,00 $ | 53,00 $ |
| ii. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 60,00 $ | 61,00 $ |
| 6° palestre de gymnastique, salle polyvalente, salle de karaté, salle de lutte, salle de judo, salle d'escrime, salle de boxe, espace pour le tir à l'arc ou autre plateau sportif équivalent : | | |
| a) taux de base | 237,00 $ | 242,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 43,00 $ | 44,00 $ |

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| ii. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 74,00 $ | 76,00 $ |
| 7° terrain de tennis intérieur : | | |
| a) taux de base | 189,00 $ | 193,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 45,00 $ | 46,00 $ |
| ii. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 77,00 $ | 79,00 $ |

Pour l'application du paragraphe 2° du présent article, lorsque l'espace loué n'est pas spécifiquement l'un de ceux mentionnés, le tarif prévu à ce paragraphe est appliqué proportionnellement à la superficie de l'espace loué.

**18.** Pour l'usage des installations de la piscine du Complexe sportif Claude-Robillard, il sera perçu, l'heure :

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| 1° un bassin (bassin de plongeon, bassin de natation nord, ou bassin de natation sud) : | | |
| a) taux de base | 553,00 $ | 564,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 92,00 $ | 94,00 $ |
| ii. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 162,00 $ | 166,00 $ |
| 2° deux bassins (bassin de plongeon, bassin de natation nord ou bassin de natation sud) : | | |
| a) taux de base | 787,00 $ | 802,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 138,00 $ | 141,00 $ |
| ii. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 242,00 $ | 247,00 $ |
| 3° trois bassins (bassin de plongeon, bassin de natation nord et bassin de natation sud) : | | |
| a) taux de base | 1 258,00 $ | 1 282,00 $ |

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 223,00 $ | 228,00 $ |
| ii. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 396,00 $ | 404,00 $ |
| 4° terrasse extérieure : | 134,00 $ | 137,00 $ |
| 5° terrasse intérieure, côté ouest : | 43,00 $ | 44,00 $ |

Malgré le paragraphe 1° du premier alinéa, lorsqu'un bassin de 50 mètres est loué, le tarif fixé au paragraphe 2° de cet alinéa, pour la location de 2 bassins, s'applique à cette location.

Lorsque l'espace loué n'est pas spécifiquement l'un de ceux mentionnés au présent article, le tarif est appliqué proportionnellement à la superficie louée.

**19.** Pour l'usage des installations sportives extérieures du Complexe sportif Claude-Robillard, il sera perçu, l'heure :

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| 1° terrain de balle #1 ou #2 : | | |
| a) taux de base | 333,00 $ | 339,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 55,00 $ | 56,00 $ |
| ii. partie ou entrainement d'un organisme reconnu pour mineurs | 0,00 $ | 0,00 $ |
| iii. activité d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | 43,00 $ | 44,00 $ |
| c) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, pour une activité d'un organisme membre d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | 70,00 $ | 75,00 $ |
| 2° terrain multisports synthétique complet | | |
| a) taux de base | 512,00 $ | 522,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 109,00 $ | 111,00 $ |
| ii. partie ou entraînement d'une institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 118,00 $ | 120,00 $ |

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| iii. partie ou entrainement, à l'exclusion des tournois, d'un organisme reconnu pour mineurs | 0,00 $ | 0,00 $ |
| iv. activité d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | 16,00 $ | 16,50 $ |
| c) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, pour une activité d'un organisme membre d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | 21,50 $ | 22,00 $ |
| 3° stade extérieur : | | |
| a) taux de base | | |
| i. piste d'athlétisme | 643,00 $ | 655,00 $ |
| ii. terrain naturel | 643,00 $ | 655,00 $ |
| iii. stade extérieur complet (piste d'athlétisme et terrain naturel) | 918,00 $ | 935,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 115,00 $ | 117,00 $ |
| ii. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 162,00 $ | 165,00 $ |
| 4° couloir de la piste extérieure : | | |
| a) taux de base | 82,00 $ | 84,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal pour un groupe (jusqu'à 25 athlètes) | 22,50 $ | 23,00 $ |
| ii. institution d'enseignement de l'extérieur de la Ville de Montréal pour un groupe (jusqu'à 25 athlètes) | 33,00 $ | 34,00 $ |
| 5° terrains extérieurs de tennis ou pickleball, pour l'ensemble des terrains, l'heure : | | |
| a) taux de base | 900,00 $ | 918,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entrainement sanctionné | 300,00 $ | 306,00 $ |
| ii. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 231,00 $ | 236,00 $ |

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| 6° pour un terrain extérieur de tennis ou pickleball pour la pratique libre individuelle, l'heure | | |
| a) résident de la Ville de Montréal | | |
| i. enfant de 17 ans et moins et personne de 60 ans et plus, du lundi au vendredi | 12,00 $ | 13,00 $ |
| ii. enfant de 17 ans et moins et personne de 60 ans et plus, samedi et dimanche | 16,00 $ | 17,00 $ |
| iii. personne de 18 ans à 59 ans | 16,00 $ | 17,00 $ |
| b) non-résident de la Ville de Montréal | 25,00 $ | 26,00 $ |

Pour l'application des paragraphes 2°, 3° et 5° du présent article, lorsque l'espace loué n'est pas spécifiquement l'un de ceux mentionnés, le tarif prévu à ce paragraphe est appliqué proportionnellement à la superficie de l'espace loué.

**20.** Pour l'usage des biens et des services suivants du Complexe sportif Claude-Robillard, il sera perçu :

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| 1° montage et démontage des installations, l'heure : | | |
| a) événement, compétition ou entraînement sanctionné | 80,00 $ | 82,00 $ |
| b) événement, compétition ou entraînement non sanctionné | 153,00 $ | 156,00 $ |
| 2° vestiaires ou roulottes, l'heure : | | |
| a) taux de base | 33,00 $ | 34,00 $ |
| b) local d'appoint, lié à la location d'installations sportives | 0,00 $ | 0,00 $ |
| 3° salon des dignitaires, hall du deuxième étage, l'heure : | | |
| a) taux de base | 129,00 $ | 132,00 $ |
| b) local d'appoint, lié à la location d'installations sportives | 26,00 $ | 27,00 $ |

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| 4° terrasse extérieure, galerie de presse ou espace sous cette galerie, l'heure : | | |
| a) taux de base | 131,00 $ | 134,00 $ |
| b) local d'appoint, lié à la location d'installations sportives | 26,00 $ | 27,00 $ |
| 5° salle de réunion, l'heure : | | |
| a) taux de base | 41,00 $ | 42,00 $ |
| b) local d'appoint, lié à la location d'installations sportives | 0,00 $ | 0,00 $ |
| 6° pour la location d'un système de son lors d'un événement : | 35,00 $ | 36,00 $ |

**21.** Pour l'usage des locaux et des installations des arénas de la Division de la gestion des installations sportives, il sera perçu:

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| 1° patinoire avec surface glacée, l'heure : | | |
| a) taux de base | | |
| i. Aréna Michel-Normandin | 383,00 $ | 390,00 $ |
| ii. Aréna Maurice-Richard | 383,00 $ | 390,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 103,00 $ | 105,00 $ |
| ii. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 125,50 $ | 128,00 $ |
| iii. institution d'enseignement située à l'extérieur de la Ville de Montréal | 250,00 $ | 255,00 $ |
| iv. activités d'un organisme reconnu pour le sport adulte | 158,00 $ | 161,00 $ |
| v. activités d'un organisme reconnu pour mineurs | 45,00 $ | 46,00 $ |
| vi. parties d'un organisme reconnu pour mineurs | 0,00 $ | 0,00 $ |
| 2° patinoire sans surface glacée, l'heure : | | |
| a) taux de base | | |
| i. Aréna Michel-Normandin | 383,00 $ | 390,00 $ |
| ii. Aréna Maurice-Richard | 1 226,50 $ | 1 250,00 $ |

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| b) taux réduit pour compétition ou entraînement sanctionné | | |
| i. Aréna Michel-Normandin | 103,00 $ | 105,00 $ |
| ii. Aréna Maurice-Richard | 368,00 $ | 368,00 $ |
| c) taux réduit | | |
| i. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 125,50 $ | 128,00 $ |
| ii. institution d'enseignement située à l'extérieur de la Ville de Montréal | 250,00 $ | 255,00 $ |
| iii. activités d'un organisme reconnu pour le sport adulte | 158,00 $ | 161,00 $ |
| iv. activités d'un organisme reconnu pour mineurs | 45,00 $ | 46,00 $ |
| v. parties d'un organisme reconnu pour mineurs | 0,00 $ | 0,00 $ |
| 3° local d'entreposage, par mois : | | |
| a) taux de base | 65,50 $ | 67,00 $ |
| b) organisme reconnu pour le sport mineur, de la Ville de Montréal | 35,00 $ | 36,00 $ |
| c) local d'appoint, lié à la location d'installations sportives | 0,00 $ | 0,00 $ |
| 4° salle, l'heure : | | |
| a) taux de base | 41,00 $ | 42,00 $ |
| b) local d'appoint, lié à la location d'installations sportives | 0,00 $ | 0,00 $ |
| 5° salon des dignitaires de l'aréna Maurice-Richard, l'heure : | | |
| a) taux de base | 128,50 $ | 131,00 $ |
| b) local d'appoint, lié à la location d'installations sportives | 0,00 $ | 0,00 $ |
| 6° montage et démontage des installations : | | |
| a) événement ou compétition sanctionné | 79,50 $ | 82,00 $ |
| b) événement ou compétition non sanctionnée | 152,00 $ | 156,00 $ |

**22.** Pour la réservation d'espaces de stationnement des installations de la Division de la gestion des installations sportives**,** il sera perçu :

| | | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|---|
| 1° | pour la location complète du stationnement de l'aréna Maurice-Richard, pour une journée : | 700,00 $ | 714,00 $ |
| 2° | pour l'émission d'un permis annuel de stationnement à l'aréna Maurice-Richard, ou au complexe sportif Claude-Robillard, pour les employés municipaux et les organismes qui ont conclu une entente avec la Division de la gestion des installations sportives : | 57,00 $ | 57,00 $ |
| 3° | pour l'émission d'un permis saisonnier de stationnement à l'aréna Maurice-Richard, ou au complexe sportif Claude-Robillard, pour les employés municipaux et les organismes qui ont conclu une entente avec la Division de la gestion des installations sportives, valide jusqu'au 30 juin ou valide du 1er juillet au 31 décembre, par période : | 37,00 $ | 37,00 $ |
| 4° | pour la location d'un espace de stationnement pour une automobile, par jour : | 26,50 $ | 27,00 $ |

**23.** Pour l'usage des installations sportives intérieures du Stade de soccer de Montréal situé au 9235, avenue Papineau, il sera perçu :

| | | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|---|
| 1° | terrain de soccer intérieur à 7 joueurs, l'heure : | | |
| | a) taux de base | 248,00 $ | 253,00 $ |
| | b) taux réduit | | |
| | i. compétition ou entraînement sanctionné | 78,00 $ | 80,00 $ |
| | ii. partie ou entraînement d'un organisme reconnu pour mineurs | 68,00 $ | 70,00 $ |
| | iii. partie ou entraînement d'un centre d'entraînement de haute performance ou d'un centre national ou provincial d'entraînement d'un organisme reconnu | 99,00 $ | 101,00 $ |
| | iv. programme sport-études ou programme de concentration scolaire | 54,00 $ | 55,00 $ |

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| v. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 99,00 $ | 101,00 $ |
| vi. camp de jour d'un organisme reconnu pour mineurs | 39,00 $ | 40,00 $ |
| vii. partie ou entraînement d'un programme sportif pour jeunes défavorisés reconnu par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, du lundi au vendredi, de 16 h à 18 h | 0,00 $ | 0,00 $ |
| viii. stage ou formation sanctionné par un organisme reconnu | 78,00 $ | 80,00 $ |
| c) montage et démontage des installations | 35,00 $ | 36,00 $ |
| 2° terrain de soccer intérieur à 9 joueurs, l'heure : | | |
| a) taux de base | 371,00 $ | 378,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 121,00 $ | 124,00 $ |
| ii. partie ou entraînement d'un organisme reconnu pour mineurs | 101,00 $ | 103,00 $ |
| iii. partie ou entraînement d'un centre d'entraînement de haute performance ou d'un centre national ou provincial d'entraînement d'un organisme reconnu | 143,00 $ | 146,00 $ |
| iv. programme sport-études ou programme de concentration scolaire | 83,00 $ | 85,00 $ |
| v. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 144,00 $ | 147,00 $ |
| vi. camp de jour d'un organisme reconnu pour mineurs | 58,00 $ | 59,00 $ |
| vii. stage ou formation sanctionné par un organisme reconnu | 117,00 $ | 119,00 $ |
| c) montage et démontage des installations | 50,00 $ | 51,00 $ |
| 3° terrain de soccer intérieur à 11 joueurs, l'heure : | | |
| a) taux de base | 740,00 $ | 754,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 237,00 $ | 242,00 $ |
| ii. partie ou entraînement d'un organisme reconnu pour mineurs | 200,00 $ | 202,00 $ |

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| iii. partie ou entraînement d'un centre d'entraînement de haute performance ou d'un centre national ou provincial d'entraînement d'un organisme reconnu | 290,00 $ | 296,00 $ |
| iv. programme sport-études ou programme de concentration scolaire | 165,00 $ | 168,00 $ |
| v. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 290,00 $ | 296,00 $ |
| vi. camp de jour d'un organisme reconnu pour mineurs | 109,00 $ | 111,00 $ |
| vii. stage ou formation sanctionné par un organisme reconnu | 230,00 $ | 235,00 $ |
| c) montage et démontage des installations | 99,00 $ | 101,00 $ |

| | jusqu'au 31 mai | du 1er juin au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|---|
| 4° terrain de soccer intérieur à 7 joueurs, taux réduit pour le sport adulte, l'heure : | | | |
| a) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, pour une activité d'un organisme membre d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | 199,00 $ | 150,00 $ | 203,00 $ |
| b) montage et démontage des installations | 35,00 $ | 35,00 $ | 36,00 $ |
| 5° terrain de soccer intérieur à 9 joueurs, taux réduit pour le sport adulte, l'heure : | | | |
| a) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, pour une activité d'un organisme membre d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | 297,00 $ | 223,00 $ | 303,00 $ |

| | jusqu'au 31 mai | du 1er juin au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|---|
| b) montage et démontage des installations | 49,00 $ | 49,00 $ | 50,00 $ |
| 6° terrain de soccer intérieur à 11 joueurs, taux réduit pour le sport adultes, l'heure : | | | |
| a) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, pour une activité d'un organisme membre d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | 592,00 $ | 444,00 $ | 604,00 $ |
| b) montage et démontage des installations | 99,00 $ | 99,00 $ | 101,00 $ |

**24.** Pour l'usage des installations sportives extérieures du Stade de soccer de Montréal situé au 9235, avenue Papineau, il sera perçu :

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| 1° terrain de soccer extérieur à 5 ou 7 joueurs, l'heure : | | |
| a) taux de base | 376,00 $ | 383,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 79,00 $ | 81,00 $ |
| ii. partie ou entraînement d'un organisme reconnu pour mineurs | 0,00 $ | 0,00 $ |
| iii. programme sport-études ou programme de concentration scolaire | 0,00 $ | 0,00 $ |
| iv. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 82,00 $ | 84,00 $ |
| v. camp de jour d'un organisme reconnu pour mineurs | 0,00 $ | 0,00 $ |
| vi. stage ou formation sanctionné par un organisme reconnu | 78,00 $ | 80,00 $ |
| vii. activité d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | 16,00 $ | 16,50 $ |

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| c) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, pour une activité d'un organisme membre d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | 21,50 $ | 22,00 $ |
| d) montage et démontage des installations | 35,00 $ | 36,00 $ |
| 2° terrain de soccer extérieur à 9 ou 11 joueurs, l'heure : | | |
| a) taux de base | 510,00 $ | 520,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 106,00 $ | 108,00 $ |
| ii. partie ou entraînement d'un organisme reconnu pour mineurs | 0,00 $ | 0,00 $ |
| iii. programme sport-études ou programme de concentration scolaire | 0,00 $ | 0,00 $ |
| iv. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 105,00 $ | 107,00 $ |
| v. camp de jour d'un organisme reconnu pour mineurs | 0,00 $ | 0,00 $ |
| vi. stage ou formation sanctionné par un organisme reconnu | 117,00 $ | 119,00 $ |
| vii. activité d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | 16,00 $ | 16,50 $ |
| c) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, pour une activité d'un organisme membre d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | 21,50 $ | 22,00 $ |
| d) montage et démontage des installations | 35,00 $ | 36,00 $ |

**25.** Pour l'usage des locaux et des biens du Stade de soccer de Montréal situé au 9235, avenue Papineau, il sera perçu :

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| 1° salle multimédia, en totalité, l'heure : | | |
| a) taux de base | 125,00 $ | 128,00 $ |

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| b) local d'appoint lié à la location de terrains sportifs | 24,00 $ | 25,00 $ |
| c) activité organisée par un organisme reconnu | 78,00 $ | 80,00 $ |
| d) montage et démontage des installations | 35,00 $ | 36,00 $ |
| Les tarifs prévus au présent paragraphe ne sont pas applicables à l'utilisation de la salle multimédia pour les activités d'un organisme à but non lucratif lié à la Ville par un contrat relatif à la gestion du Stade de soccer; | | |
| 2° salle multimédia, demi-salle, l'heure : | | |
| a) taux de base | 65,00 $ | 66,00 $ |
| b) local d'appoint lié à la location de terrains sportifs | 14,00 $ | 15,00 $ |
| c) activité organisée par un organisme reconnu | 39,00 $ | 40,00 $ |
| d) montage et démontage des installations | 35,00 $ | 36,00 $ |
| 3° salle de réunion ou aire événementielle, l'heure : | | |
| a) taux de base | 39,00 $ | 40,00 $ |
| b) local d'appoint lié à la location de terrains sportifs | 0,00 $ | 0,00 $ |
| c) montage et démontage des installations | 35,00 $ | 36,00 $ |
| 4° aire polyvalente, l'heure : | | |
| a) taux de base | 376,00 $ | 383,00 $ |
| b) local d'appoint lié à la location de terrains sportifs | 61,00 $ | 62,00 $ |
| c) activité organisée par un organisme reconnu | 187,00 $ | 191,00 $ |
| d) montage et démontage des installations | 35,00 $ | 36,00 $ |

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| 5° salle de conditionnement physique, l'heure : | | |
| a) taux de base pour une équipe sportive | 64,00 $ | 65,00 $ |
| b) programme sport études ou programme de concentration scolaire | 0,00 $ | 0,00 $ |

**26.** Pour les frais d'inscription aux activités, ainsi que les droits d'entrée et d'usage des locaux et des installations du TAZ situés au 8931, avenue Papineau, il sera perçu :

| | |
|---|---|
| 1° droit d'entrée au TAZ, par personne : | |
| a) enfant de 3 et 4 ans, en tout temps | 8,50 $ |
| b) enfant de 5 à 17 ans et étudiant sur présentation de la carte étudiante | |
| i. lundi au jeudi | 15,75 $ |
| ii. vendredi au dimanche et jours fériés | 19,00 $ |
| iii. vendredi au dimanche, bloc de 4 heures | 15,75 $ |
| iv. accès restreint, demi-plateau | 11,50 $ |
| c) personne de 18 ans et plus | |
| i. lundi au jeudi | 16,50 $ |
| ii. vendredi au dimanche et jours fériés | 19,50 $ |
| iii. vendredi au dimanche, bloc de 4 heures | 16,50 $ |
| iv. accès restreint, demi-plateau | 12,50 $ |
| d) forfait journée complète | |
| i. 1 adulte et un enfant de 17 ans et moins | 32,75 $ |
| ii. 2 adultes et 2 enfants de 17 ans et moins | 49,00 $ |
| iii. ajout d'un enfant de 17 ans et moins | 12,50 $ |
| e) journée thématique, lundi au jeudi | 14,00 $ |
| 2° laissez-passer pour le Skatepark ou le Roulodôme : | |
| a) laissez-passer de 10 entrées | 140,00 $ |
| b) laissez-passer d'hiver pour une personne, d'une durée de 4 mois valide du 1er janvier au 30 avril ou du 1er décembre au 31 mars | 280,50 $ |
| c) laissez-passer annuel | 701,50 $ |

| | | |
|---|---|---|
| | d) laissez-passer d'été, valide du 1er juillet au 31 août | 119,50 $ |
| | e) carte donnant droit à 2 entrées, achetée au mois de décembre | 26,00 $ |
| 3° | inscription aux cours de sports sur roues, par personne: | |
| | a) cours de groupe, l'heure | |
| | i. enfant de 17 ans et moins | 25,00 $ |
| | ii. personne de 18 ans et plus | 27,00 $ |
| | b) cours privé, incluant la formule parent-enfant, l'heure | 51,00 $ |
| | c) pour chaque personne additionnelle pour un cours privé, l'heure | 16,00 $ |
| | d) forfait découverte (3 heures 3 sports) avec location d'équipements complète | 170,25 $ |
| | e) cours de perfectionnement | |
| | i. forfait 3 heures | 135,00 $ |
| | ii. forfait 5 heures | 219,50 $ |
| | iii. forfait 10 heures | 391,00 $ |
| 4° | location du Skatepark pour des activités sportives libres, pour une durée de 3 heures : | |
| | a) groupe d'un maximum de 20 personnes | 374,00 $ |
| | b) par personne additionnelle, si plus de 20 personnes | 13,25 $ |
| 5° | location du Roulodôme pour des activités sportives libres, incluant la présence d'un surveillant du TAZ, pour un groupe de 50 personnes maximum, par heure : | 161,00 $ |
| 6° | location du Skatepark et du Roulodôme pour des activités sportives libres, pour un bloc de 3 heures : | |
| | a) groupe d'un maximum de 40 personnes | 530,00 $ |
| | b) par personne additionnelle, si plus de 40 personnes | 13,25 $ |

7° location de base du Skatepark ou du Roulodôme pour un événement :

| | |
|---|---|
| a) compétition ou événement sportif, par heure | 166,00 $ |
| b) événement privé ou d'une entreprise, par jour | |
| i. du lundi au jeudi | 7 800,00 $ |
| ii. du vendredi au dimanche | 9 565,00 $ |
| c) période de montage et démontage, par heure | |
| i. du lundi au jeudi | 415,75 $ |
| ii. du vendredi au dimanche | 520,00 $ |
| d) pour la location des locaux d'appoint, par heure, pour un minimum de deux heures | 208,00 $ |

8° accès au TAZ pour activités de groupe scolaire ou d'un organisme à but non lucratif, par personne, pour un minimum de 30 personnes :

| | |
|---|---|
| a) sans location d'équipement | 13,50 $ |
| b) avec location d'équipements sportifs et de protection | 18,00 $ |
| c) entraineur | 50,00 $ |

9° camp de jour du TAZ :

| | |
|---|---|
| a) inscription au camp de jour, par personne, par jour | 83,00 $ |
| b) inscription au camp de jour, par personne, par semaine | 249,50 $ |
| c) inscription au service de garde du camp de jour, par personne, par semaine | 48,00 $ |
| d) inscription au service de garde du camp de jour, par personne, par semaine, le matin de 8 h à 9 h ou le soir de 16 h à 18 h | 27,00 $ |
| e) frais d'administration pour annulation d'une inscription au camp de jour, par demande d'annulation | 30,00 $ |
| f) frais de remplacement du bracelet | 2,00 $ |

10° fêtes d'enfants :

| | |
|---|---|
| a) forfait fête, pour 3 heures, pour un groupe de 8 enfants âgés de 5 ans à 14 ans, incluant les équipements sportifs et les équipements de protection, avec animation | 285,00 $ |
| b) forfait fête, par enfant additionnel, à partir du 9e enfant | 16,50 $ |
| c) location d'un espace pour un groupe | 100,00 $ |

11° location des équipements de protection et des équipements sportifs :

| | |
|---|---|
| a) équipement sportif sans équipement de protection | 13,00 $ |
| b) équipement sportif avec équipements de protection | 16,00 $ |
| c) équipement de protection, à l'unité | 3,00 $ |
| d) équipement de protection, ensemble complet | 5,00 $ |
| e) location d'équipements complets, par personne, pour les camps ou cours de groupe | 46,50 $ |

**27.** Pour l'usage des terrains de soccer intérieurs du Complexe sportif Marie-Victorin situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, il sera perçu :

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| 1° terrain de soccer intérieur à 7 joueurs, l'heure : | | |
| a) taux de base | 248,00 $ | 253,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 77,75 $ | 80,00 $ |
| ii. partie ou entraînement d'un organisme reconnu pour mineurs | 67,50 $ | 70,00 $ |
| iii. partie ou entraînement d'un centre d'entraînement de haute performance ou d'un centre national ou provincial d'entraînement d'un organisme reconnu | 99,00 $ | 101,00 $ |
| iv. programme sport-études ou programme de concentration scolaire | 53,00 $ | 55,00 $ |
| v. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 99,00 $ | 101,00 $ |

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| vi. camp de jour d'un organisme reconnu pour mineurs | 39,00 $ | 40,00 $ |
| vii. stage ou formation sanctionné par un organisme reconnu | 77,75 $ | 80,00 $ |
| c) montage et démontage des installations | 34,75 $ | 36,00 $ |

2° terrain de soccer intérieur à 11 joueurs, l'heure :

| | | |
|---|---|---|
| a) taux de base | 741,00 $ | 754,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 236,75 $ | 242,00 $ |
| ii. partie ou entraînement d'un organisme reconnu pour mineurs | 198,00 $ | 202,00 $ |
| iii. partie ou entraînement d'un centre d'entraînement de haute performance ou d'un centre national ou provincial d'entraînement d'un organisme reconnu | 290,00 $ | 296,00 $ |
| iv. programme sport-études ou programme de concentration scolaire | 164,50 $ | 168,00 $ |
| v. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 290,00 $ | 296,00 $ |
| vi. camp de jour d'un organisme reconnu pour mineurs | 109,25 $ | 111,00 $ |
| vii. stage ou formation sanctionné par un organisme reconnu | 229,50 $ | 235,00 $ |
| c) montage et démontage des installations | 99,00 $ | 101,00 $ |

3° terrain de soccer intérieur à 7 joueurs, taux réduit pour le sport adulte, l'heure :

| | jusqu'au 31 mai | du 1er juin au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|---|
| a) activité d'un organisme reconnu, à l'exception des tournois | | | |
| i. lundi au vendredi, de 7 h à 16 h | 101,00 $ | 100,00 $ | 103,00 $ |
| ii. lundi au vendredi, de 16 h à 24 h | 162,20 $ | 100,00 $ | 166,00 $ |
| iii. samedi et dimanche, de 7 h à 24 h | 162,20 $ | 100,00 $ | 166,00 $ |

| | jusqu'au 31 mai | du 1er juin au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|---|
| b) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, pour une activité d'un organisme membre d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | 199,00 $ | 150,00 $ | 203,00 $ |
| c) montage et démontage des installations | 34,70 $ | 35,00 $ | 36,00 $ |
| 4° terrain de soccer intérieur à 11 joueurs, taux réduit pour les équipes ou clubs pour adultes, l'heure : | | | |
| a) activité d'un organisme reconnu, à l'exception des tournois | | | |
| i. lundi au vendredi, de 7 h à 16 h | 295,80 $ | 302,00 $ | 302,00 $ |
| ii. lundi au vendredi, de 16 h à 24 h | 482,50 $ | 302,00 $ | 492,00 $ |
| iii. samedi et dimanche, de 7 h à 24 h | 482,50 $ | 302,00 $ | 492,00 $ |
| b) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, pour une activité d'un organisme membre d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | 592,00 $ | 444,00 $ | 604,00 $ |
| c) montage et démontage des installations | 99,00 $ | 99,00 $ | 101,00 $ |

**28.** Pour l'usage des terrains de soccer extérieurs du Complexe sportif Marie-Victorin situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, il sera perçu :

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| 1° terrain de soccer extérieur à 7 joueurs, l'heure : | | |
| a) taux de base | | |
| i. terrain synthétique | 376,00 $ | 383,00 $ |
| ii. terrain naturel | 262,00 $ | 267,00 $ |

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| b) taux réduit, terrain naturel ou synthétique | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 63,50 $ | 81,00 $ |
| ii. partie ou entraînement d'un organisme reconnu pour mineurs | 0,00 $ | 0,00$ |
| iii. programme sport-études ou programme de concentration scolaire | 0,00 $ | 0,00$ |
| iv. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 82,00 $ | 84,00 $ |
| v. camp de jour d'un organisme reconnu pour mineurs | 0,00 $ | 0,00 $ |
| vi. stage ou formation sanctionné par un organisme reconnu | 77,75 $ | 80,00 $ |
| vii. activité d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | 62,50 $ | 64,00$ |
| c) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, pour une activité d'un organisme membre d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | 125,00 $ | 128,00 $ |
| d) montage et démontage des installations | 34,75 $ | 36,00 $ |
| 2° terrain de soccer extérieur à 9 ou 11 joueurs, l'heure : | | |
| a) taux de base | | |
| i. terrain synthétique | 511,00 $ | 520,00 $ |
| ii. terrain naturel | 358,00 $ | 365,00 $ |
| b) taux réduit, terrain naturel ou synthétique | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 86,00 $ | 98,00 $ |
| ii. partie ou entraînement d'un organisme reconnu pour mineurs | 0,00 $ | 0,00 $ |
| iii. programme sport-études ou programme de concentration scolaire | 0,00 $ | 0,00 $ |
| iv. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 105,00 $ | 107,00 $ |
| v. camp de jour d'un organisme reconnu pour mineurs | 0,00 $ | 0,00 $ |
| vi. stage ou formation sanctionné par un organisme reconnu | 116,50 $ | 119,00 $ |
| vii. activité d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | 93,00 $ | 95,00 $ |

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| c) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, pour une activité d'un organisme membre d'un organisme reconnu pour le sport adulte, à l'exception des tournois | 186,00 $ | 190,00 $ |
| d) montage et démontage des installations | 35,00 $ | 36,00 $ |
| 3° lignage du terrain selon les besoins du sport : | 290,00 $ | 296,00 $ |

**29.** Pour l'usage des installations sportives intérieures du Complexe sportif Marie-Victorin situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, il sera perçu, l'heure :

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| 1° gymnase simple : | | |
| a) taux de base | 280,00 $ | 286,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 47,00 $ | 48,00 $ |
| ii. activité d'un organisme reconnu pour mineurs | 43,00 $ | 44,00 $ |
| iii. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 54,00 $ | 55,00 $ |
| iv. activité d'un organisme reconnu pour le sport adulte | 78,00 $ | 79,00 $ |
| c) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, à l'exception des tournois | 140,00 $ | 143,00 $ |
| d) montage et démontage des installations | 34,75 $ | 36,00 $ |
| 2° gymnase double : | | |
| a) taux de base | 537,00 $ | 548,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 97,00 $ | 99,00 $ |
| ii. activité d'un organisme reconnu pour mineurs | 86,00 $ | 88,00 $ |

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| iii. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 107,00 $ | 109,00 $ |
| iv. activité d'un organisme reconnu pour le sport adulte | 154,00 $ | 155,00 $ |
| c) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, à l'exception des tournois | 269,00 $ | 274,00 $ |
| d) montage et démontage des installations | 67,50 $ | 69,00 $ |
| 3° salle polyvalente ou autre plateau sportif équivalent : | | |
| a) taux de base | 223,50 $ | 228,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 37,00 $ | 38,00 $ |
| ii. activité d'un organisme reconnu pour mineurs | 32,75 $ | 34,00 $ |
| iii. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 43,00 $ | 44,00 $ |
| iv. activité d'un organisme reconnu pour le sport adulte | 68,00$ | 69,00$ |
| c) location récurrente d'au moins une heure par semaine sur une période minimale de 8 semaines, à l'exception des tournois | 112,00 $ | 114,00 $ |
| d) montage et démontage des installations | 34,75 $ | 36,00 $ |
| 4° location d'un terrain de badminton ou de pickleball, l'heure : | | |
| i. résident de la Ville de Montréal | 24,50 $ | 25,00 $ |
| ii. non-résident de la Ville de Montréal | 44,00 $ | 45,00 $ |
| 5° location d'un terrain de volleyball ou demi-terrain de basketball (1 panier), l'heure : | | |
| i. résident de la Ville de Montréal | 56,00 $ | 57,00 $ |
| ii. non-résident de la Ville de Montréal | 102,00 $ | 103,00 $ |
| 6° salle de conditionnement physique, incluant la présence d'un surveillant, l'heure : | | |

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| a) salle entière | | |
| i. taux de base | 406,00 $ | 414,00 $ |
| ii. pour un organisme reconnu | 110,00 $ | 112,00 $ |
| iii. pour une institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 123,00 $ | 125,00 $ |
| b) section cardio-vélo (*spinning*) | 116,50 $ | 119,00 $ |

**30.** Pour l'usage des locaux et des biens du Complexe sportif Marie-Victorin situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, il sera perçu :

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| 1° salle de réunion, l'heure : | | |
| a) taux de base | 39,00 $ | 40,00 $ |
| b) activité d'un organisme reconnu | 20,50 $ | 21,00 $ |
| c) local d'appoint lié à la location des installations sportives | 0,00 $ | 0,00 $ |
| d) montage et démontage des installations | 34,70 $ | 36,00 $ |
| 2° salle de classe ou salle multifonctionnelle, l'heure : | | |
| a) taux de base | 54,00 $ | 55,00 $ |
| b) activité d'un organisme reconnu | 32,75 $ | 34,00 $ |
| c) local d'appoint lié à la location des installations sportives | 0,00 $ | 0,00 $ |
| d) montage et démontage des installations | 34,75 $ | 36,00 $ |
| 3° bureau | | |
| a) l'heure | 24,50 $ | 25,00 $ |
| b) par mois | 250,00 $ | 255,00 $ |
| 4° local d'entreposage, par mois : | | |

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| a) taux de base | 64,50 $ | 66,00 $ |
| b) organisme pour mineurs situé sur le territoire de la Ville de Montréal | 32,75 $ | 34,00$ |
| c) local d'appoint lié à la location des installations sportives | 0,00 $ | 0,00 $ |
| 5° location du système de son : | 35,00 $ | 36,00 $ |

**31.** Pour les frais d'inscription aux activités et les droits d'entrée relatifs aux équipements du Complexe sportif Marie-Victorin, situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, il sera perçu :

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| 1° droit d'entrée à la salle de conditionnement physique : | | |
| a) résident de la Ville de Montréal | | |
| i. pour une session (3 mois) | | |
| 1. personne de 17 ans à 59 ans | 130,00 $ | 130,00 $ |
| 2. personne de 60 ans et plus | 90,00 $ | 90,00 $ |
| ii. pour une année (12 mois) | | |
| 1. personne de 17 ans à 59 ans | 285,00 $ | 285,00 $ |
| 2. personne de 60 ans et plus | 200,00 $ | 200,00 $ |
| b) non-résident de la Ville de Montréal | | |
| i. pour une session (3 mois) | 179,00 $ | 183,00 $ |
| ii. pour une année (12 mois) | 388,00 $ | 396,00 $ |
| c) entraînement d'un organisme reconnu (maximum 20 personnes) | | |
| i. entrée unique, l'heure | 63,00 $ | 63,00 $ |
| ii. accès illimité, pour une période de 1 mois | 243,00 $ | 243,00 $ |
| iii. accès illimité, pour une période de 6 mois | 1 186,00 $ | 1 186,00 $ |
| iv. accès illimité, pour une période de 12 mois | 2 370,00 $ | 2 370,00 $ |
| d) pour l'essai de la salle de conditionnement physique, pour une séance, pour une personne qui accompagne une personne ou un club détenant un droit d'entrée prévu au présent paragraphe, il ne sera perçu aucun tarif | | |

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| 2° inscription à une activité libre : | | |
| a) résident de la Ville de Montréal | | |
| i. par séance | | |
| 1. personne de moins de 17 ans | 7,50 $ | 8,00 $ |
| 2. personne de 17 ans à 59 ans | 13,50 $ | 14,00 $ |
| 3. personne de 60 ans et plus | 9,50 $ | 10,00 $ |
| ii. pour 10 entrées | | |
| 1. personne de moins de 17 ans | 58,00 $ | 60,00 $ |
| 2. personne de 17 ans à 59 ans | 95,00 $ | 97,00 $ |
| 3. personne de 60 ans et plus | 71,00 $ | 73,00 $ |
| iii. pour 20 entrées | | |
| 1. personne de moins de 17 ans | 94,00 $ | 96,00 $ |
| 2. personne de 17 ans à 59 ans | 142,00 $ | 145,00 $ |
| 3. personne de 60 ans et plus | 105,00 $ | 107,00 $ |
| b) non-résident de la Ville de Montréal | | |
| i. par séance | 18,50 $ | 19,00 $ |
| ii. pour 10 entrées | 132,00 $ | 135,00 $ |
| iii. pour 20 entrées | 198,00 $ | 202,00 $ |

**32.** Pour l'usage des installations à la piscine du Complexe sportif Marie-Victorin, il sera perçu, l'heure :

| | jusqu'au 31 août | du 1er septembre au 31 décembre |
|---|---|---|
| 1° piscine, l'heure : | | |
| a) taux de base | | |
| i. demi-bassin | 154,00 $ | 157,00 $ |
| ii. bassin complet | 309,00 $ | 315,00 $ |
| b) taux réduit | | |
| i. compétition ou entraînement sanctionné | 49,00 $ | 50,00 $ |
| ii. institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville de Montréal | 93,00 $ | 95,00 $ |
| c) montage et démontage des installations | 21,00 $ | 22,00 $ |

Lorsque l'espace loué n'est pas spécifiquement l'un de ceux mentionnés au présent article, le tarif prévu est appliqué proportionnellement à la superficie louée.

**SOUS-SECTION 3**
RÉDUCTIONS ET GRATUITÉS

**33.** Aux fins de l'application de la section I, les réductions et gratuités suivantes sont applicables :

1° Complexe sportif Claude Robillard :

a) la baignade libre est gratuite;

b) l'émission d'une carte d'accès pour le personnel des organismes reconnus est gratuite;

c) pour un salarié de la Ville de Montréal, les frais d'inscription applicables pour les activités et droits d'entrée prévus aux articles 16 et 18 sont ceux d'une personne de 18 ans à 59 ans, résident de la Ville de Montréal, réduits de 25 %;

d) les tarifs prévus à l'article 16 ne s'appliquent pas à une personne accompagnant une ou plusieurs personnes en situation d'handicap pour lesquelles ce soutien est nécessaire;

e) les organismes soutenus dans le cadre des programmes « Clubs sportifs » et « activités physiques » découlant de la Politique de soutien destinée aux organismes œuvrant dans les installations sportives corporatives ont droit, pour deux journées, d'un maximum de 18 heures chacune, à une location gratuite du plateau sportif, lors d'une compétition sanctionnée;

f) l'usage d'un terrain de tennis extérieur et le droit d'entrée dans une piscine sont gratuits pour un événement spécial ou une activité promotionnelle organisé par la Ville;

g) sur toute location à un organisme ayant sa place d'affaires sur le territoire de la ville et s'occupant de personnes en situation d'handicap, une réduction de 35 % s'applique aux tarifs fixés aux articles 17, 18 et 19, sauf pour ceux fixés aux paragraphes 6° et 7° du premier alinéa de l'article 17 et au paragraphe 4° de l'article 19. Cette réduction ne peut être combinée à une autre réduction prévue au présent paragraphe;

h) les tarifs prévus aux articles 17, 18 et 19 sont réduits de 30 % pour les sociétés paramunicipales;

i) pour les prestataires de la sécurité du revenu, les frais d'inscription et droits d'entrée prévus à l'article 16 sont ceux d'une personne de 18 ans à 59 ans, résident de la Ville de Montréal, réduits de 30%;

2° arénas sous la responsabilité de la Division de la gestion des installations sportives :

a) le patinage libre est gratuit;

b) le hockey libre est gratuit;

c) sur toute location à un organisme ayant sa place d'affaires sur le territoire de la ville et s'occupant de personnes en situation d'handicap, une réduction de 35 % des tarifs fixés à l'article 21 s'applique;

d) les tarifs prévus à l'article 21 sont réduits de 30 % pour les sociétés paramunicipales;

3° TAZ :

a) un rabais de 10 % est offert aux 2e membres et les suivants d'une même famille, sur les forfaits de cours de groupe d'une durée de 1 heure prévus aux sous-paragraphes a), b), et c) du paragraphe 3° de l'article 26;

b) un rabais de 30 % est offert aux prestataires de la sécurité du revenu, sur les tarifs prévus au paragraphe 1° et aux sous-paragraphes a) à e) du paragraphe 11° de l'article 26;

c) un rabais de 10% est offert aux détenteurs de la carte Accès Montréal sur les tarifs prévus au paragraphe 1° de l'article 26;

d) sur toute location à un organisme ayant sa place d'affaires sur le territoire de la ville et s'occupant de personnes en situation d'handicap, une réduction de 35 % des tarifs fixés au paragraphe 8°de l'article 26 s'applique;

4° Complexe sportif Marie-Victorin :

a) la baignade libre est gratuite;

b) pour un salarié de la Ville de Montréal, les tarifs prévus à l'article 31 sont ceux d'une personne de 17 ans à 59 ans, résident de la Ville de Montréal, réduits de 25 %;

c) dans le cadre de la convention d'échange de service conclue entre la Ville et le Cégep Marie-Victorin, à titre de partenaire de la Ville, les tarifs prévus à l'article 31 sont, pour les étudiants et le personnel du Cégep, ceux d'une personne de 17 ans à 59 ans, résidant de la Ville de Montréal, réduits de 25 %;

d) dans le cadre de la convention d'échange de service conclue entre la Ville et le Cégep Marie-Victorin, aucun droit d'entrée à la salle de conditionnement physique n'est exigé pour les enseignants en éducation physique de ce Cégep;

e) les tarifs prévus à l'article 31 ne s'appliquent pas à une personne accompagnant une ou plusieurs personnes en situation d'handicap pour lesquelles ce soutien est nécessaire;

f) sur toute location à un organisme ayant sa place d'affaires sur le territoire de la ville et s'occupant de personnes en situation d'handicap, une réduction de 35 % des tarifs fixés à l'article 29 s'applique. Cette réduction ne peut être combinée à une autre réduction prévue au présent paragraphe;

g) les tarifs prévus à l'article 32 sont réduits de 30 % pour les sociétés paramunicipales;

h) pour les prestataires de la sécurité du revenu, les frais d'inscription et droits d'entrée prévus à l'article 31 sont ceux d'une personne de 18 ans à 59 ans, résident de la Ville de Montréal, réduits de 30%.

Lorsqu'une entente de partenariat d'une durée minimale d'un an conclue entre la Ville et une personne morale à but non lucratif porte sur l'accès aux équipements collectifs visés à la présente section et prévoit une contrepartie financière ou une gratuité pour cet accès, la tarification prévue à la présente section ne s'applique pas à cette personne.

Lorsque le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports agit comme promoteur d'un événement ou d'une activité, la tarification prévue à la présente section ne s'applique pas.

**SECTION II**
ACCÈS AUX MUSÉES D'ESPACE POUR LA VIE

**SOUS-SECTION 1**
INTERPRÉTATION

**34.** Pour l'application de la présente section :

1° les musées d'Espace pour la vie sont :

a) le Biodôme;

b) l'Insectarium;

c) le Jardin botanique;

d) le Planétarium;

e) la Biosphère, qui est un équipement d'intérêt collectif relevant de la compétence de l'agglomération de Montréal;

2° organisme touristique : organisme touristique amenant plus de 200 visiteurs par année dans l'un ou l'autre des musées d'Espace pour la vie;

3° les sociétés amies : Les Amis du Jardin botanique, Les Amis du Biodôme, Société d'astronomie du Planétarium de Montréal, le Cercle des jeunes naturalistes, le Fondation du Jardin et du pavillon japonais, la Société de

bonsaïs et de penjing de Montréal, la Société des Saintpaulia de Montréal et le Cercle des mycologues de MTL;

4° les sociétés partenaires : Les orchidophiles de Montréal, Société des plantes alpines et rocailles du Québec, la Société des roses du Québec, la Société québécoise du Dahlia, la Société des Glaïeuls du Québec et la Société des rhododendrons du Québec.

**SOUS-SECTION 2**
DROITS D'ENTRÉE

**35.** Pour les droits d'entrée au Biodôme, à l'Insectarium, au Jardin botanique, ou au Planétarium, il sera perçu :

1° droit d'entrée individuel :

| | | |
|---|---|---|
| a) | tarification régulière | |
| | i. enfant de 5 ans à 17 ans | 13,50 $ |
| | ii. étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante | 19,00 $ |
| | iii. personne de 18 ans à 64 ans | 25,50 $ |
| | iv. personne de 65 ans et plus | 23,00 $ |
| | v. famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) | 68,00 $ |
| b) | détenteur de la carte Accès Montréal | |
| | i. enfant de 5 ans à 17 ans | 7,75 $ |
| | ii. étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante | 12,50 $ |
| | iii. personne de 18 ans à 64 ans | 15,50 $ |
| | iv. personne de 65 ans et plus | 14,75 $ |
| | v. famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) | 43,75 $ |
| c) | résident de la CMM | |
| | i. enfant de 5 ans à 17 ans | 9,25 $ |
| | ii. étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante | 14,75 $ |
| | iii. personne de 18 ans à 64 ans | 18,50 $ |
| | iv. personne de 65 ans et plus | 17,50 $ |
| | v. famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) | 51,50 $ |

2° droit d'entrée d'une personne faisant partie d'un groupe de 15 personnes et plus :

| | | |
|---|---|---|
| a) | enfant de 5 ans à 17 ans | 8,50 $ |
| b) | étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante | 13,00 $ |

c) personne de 18 ans à 64 ans 17,00 $

d) personne de 65 ans et plus 16,00 $

e) programme écoles montréalaises, enfants et adultes accompagnateurs 7,75 $

f) enfant d'un camp de jour de la Ville 4,00 $

g) famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) 48,00 $

3° droit d'entrée par personne effectuant une visite organisée par un organisme touristique :

a) enfant de 5 ans à 17 ans 8,00 $

b) étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante 12,00 $

c) personne de 18 ans à 64 ans 16,00 $

d) personne de 65 ans et plus 14,75 $

e) famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) 44,75 $

**36.** Pour l'obtention de la Carte lève-tôt annuelle donnant accès aux jardins extérieurs entre 6 h et 9 h aux résidents de la Ville de Montréal, ainsi que pour le remplacement de cette carte en cas de perte de vol ou de bris, il sera perçu, par personne : 12,00 $

**37.** L'accès aux jardins extérieurs uniquement est gratuit, pour tous les visiteurs, du 1er janvier au 30 avril 2026 ainsi que du 2 novembre au 31 décembre 2026 durant les heures normales d'ouverture du Jardin botanique.

L'accès aux jardins extérieurs uniquement est gratuit pour les détenteurs de la Carte Accès Montréal durant les heures normales d'ouverture du Jardin botanique, sauf pendant l'événement Jardins de lumière, du 28 août au 1er novembre 2026 à compter de 17 h.

**SOUS-SECTION 3**
PASSEPORT ESPACE POUR LA VIE

**38.** La part des tarifs prévus aux articles 39, 40 et 41 qui est produite par l'exercice de la compétence de la Ville de Montréal à l'égard du Biodôme, de l'Insectarium, du Jardin botanique et du Planétarium est de 90 %.

**39.** Pour le Passeport Espace pour la vie, acheté par une personne physique, permettant l'accès à tous les musées d'Espace pour la vie pour une durée de 1 an à compter de la date d'achat, pour un maximum de 14 passeports, il sera perçu, par passeport acheté :

1° passeport solo : 87,00 $

2° passeport multi, permettant l'accès à 2 adultes et un maximum de 3 enfants de de 5 à 17 ans : 155,00 $

3° passeport additionnel au passeport solo ou au passeport multi permettant l'accès d'un enfant de moins de 5 à 17 ans : 32,50 $

4° passeport acheté par le détenteur d'un Passeport Espace pour la vie qui effectue cet achat du 45e jour précédant celui de la fin de la durée du passeport dont il est déjà détenteur au dernier jour de la durée de ce passeport :

a) passeport solo 65,25 $

b) passeport multi, permettant l'accès à 2 adultes et un maximum de 3 enfants de 5 à 17 ans 116,25 $

c) passeport additionnel au passeport solo ou au passeport multi permettant l'accès d'un enfant de 5 à 17 ans 24,50 $

5° passeport acheté du 20 février au 1e mars 2026, du 15 au 28 juin 2026, et du 24 au 30 novembre 2026 :

a) passeport solo 78,25 $

b) passeport multi, permettant l'accès à 2 adultes et un maximum de 3 enfants de 5 à 17 ans 139,50 $

c) passeport additionnel au passeport solo ou au passeport multi permettant l'accès d'un enfant de 5 à 17 ans 29,25 $

**40.** Pour le Passeport Espace pour la vie, acheté par une personne morale, permettant l'accès à tous les musées d'Espace pour la vie pour une durée de 1 an à compter de la date d'achat, il sera perçu, par passeport acheté :

1° pour les 100 premiers passeports :

a) passeport solo : 87,00 $

b) passeport multi, permettant l'accès à 2 adultes et un maximum de 3 enfants de de 5 à 17 ans : 155,00 $

c) passeport additionnel au passeport solo ou au passeport multi permettant l'accès d'un enfant de moins de 5 à 17 ans : 32,50 $

2° à partir du 101e passeport :

a) passeport solo : 78,25 $

b) passeport multi, permettant l'accès à 2 adultes et un maximum de 3 enfants de de 5 à 17 ans : 139,50 $

c) passeport additionnel au passeport solo ou au passeport multi permettant l'accès d'un enfant de moins de 5 à 17 ans : 29,25 $

**41.** Pour le Passeport Espace pour la vie, acheté sur place, par le détenteur de la carte Accès Montréal, qui effectue cet achat entre le 31e et le dernier jour précédant la fin de la durée de validité de la carte Accès Montréal dont il est déjà détenteur, permettant l'accès à tous les musées de l'Espace pour la vie pour une durée de 1 an à compter de la date d'achat, il sera perçu :

1° passeport solo 60,50 $

2° passeport multi, permettant l'accès à 2 adultes et un maximum de 3 enfants de 5 à 17 ans 108,50 $

3° passeport additionnel au passeport solo ou au passeport multi permettant l'accès d'un enfant de 5 à 17 ans 22,75 $

**42.** En cas de fermeture des musées d'Espace pour la vie aux fins de respecter les mesures visant à protéger la santé de la population dans une situation d'urgence ou de pandémie, prises durant l'exercice financier 2026, par le gouvernement du Québec, la durée de tout Passeport Espace pour la vie en vigueur est prolongée d'autant de jours que ces mesures demeurent en vigueur.

**SOUS-SECTION 4**
FORFAITS (BIODÔME, BIOSPHÈRE, JARDIN BOTANIQUE, INSECTARIUM, PLANÉTARIUM)

**43.** Pour le forfait comprenant les droits d'entrée à deux (2) musées d'Espace pour la vie, pour une visite effectuée le même jour, il sera perçu :

1° droit d'entrée d'une personne faisant partie d'un groupe de 15 personnes et plus :

a) enfant de 5 ans à 17 ans 15,50 $

b) étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante 21,75 $

c) personne de 18 ans à 64 ans 29,75 $

d) personne de 65 ans et plus 27,75 $

e) programme écoles montréalaises, enfants et adultes accompagnateurs 14,50 $

f) famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) 84,25 $

2° droit d'entrée par personne effectuant une visite organisée par un organisme touristique :

a) enfant de 5 ans à 17 ans 14,50 $

b) étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante 20,00 $

c) personne de 18 ans à 64 ans 27,75 $

d) personne de 65 ans et plus 25,00 $

e) famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) 78,75 $

**44.** Pour le forfait comprenant les droits d'entrée à trois (3) musées d'Espace pour la vie, pour une visite effectuée le même jour, il sera perçu :

1° droit d'entrée d'une personne faisant partie d'un groupe de 15 personnes et plus :

a) enfant de 5 ans à 17 ans 22,50 $

b) étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante 30,50 $

c) personne de 18 ans à 64 ans 42,50 $

d) personne de 65 ans et plus 39,50 $

e) programme écoles montréalaises, enfants et adultes accompagnateurs 21,25 $

f) famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) 120,50 $

2° droit d'entrée par personne effectuant une visite organisée par un organisme touristique :

a) enfant de 5 ans à 17 ans 21,00 $

b) étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante 28,00 $

c) personne de 18 ans à 64 ans 39,50 $

d) personne de 65 ans et plus 35,25 $

e) famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) 112,75 $

**45.** Pour le forfait comprenant les droits d'entrée à quatre (4) musées d'Espace pour la vie, pour une visite effectuée le même jour, il sera perçu :

1° droit d'entrée d'une personne faisant partie d'un groupe de 15 personnes et plus :

a) enfant de 5 ans à 17 ans 29,50 $

b) étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante 39,25 $

c) personne de 18 ans à 64 ans 55,25 $

d) personne de 65 ans et plus 51,25 $

e) programme écoles montréalaises, enfants et adultes accompagnateurs 28,00 $

f) famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) 156,75 $

2° droit d'entrée par personne effectuant une visite organisée par un organisme touristique :

a) enfant de 5 ans à 17 ans 27,50 $

b) étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante 36,00 $

c) personne de 18 ans à 64 ans 51,25 $

d) personne de 65 ans et plus 45,50 $

e) famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) 146,75 $

**46.** Pour le forfait comprenant les droits d'entrée aux cinq (5) musées d'Espace pour la vie, pour une visite effectuée le même jour, il sera perçu :

1° droit d'entrée d'une personne faisant partie d'un groupe de 15 personnes et plus :

| | | |
|---|---|---|
| a) | enfant de 5 ans à 17 ans | 36,50 $ |
| b) | étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante | 48,00 $ |
| c) | personne de 18 ans à 64 ans | 68,00 $ |
| d) | personne de 65 ans et plus | 63,00 $ |
| e) | programme écoles montréalaises, enfants et adultes accompagnateurs | 34,75 $ |
| f) | famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) | 193,00 $ |

2° droit d'entrée par personne effectuant une visite organisée par un organisme touristique :

| | | |
|---|---|---|
| a) | enfant de 5 ans à 17 ans | 34,00 $ |
| b) | étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante | 44,00 $ |
| c) | personne de 18 ans à 64 ans | 63,00 $ |
| d) | personne de 65 ans et plus | 55,75 $ |
| e) | famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) | 180,75 $ |

**47.** Lorsque le forfait prévu aux articles 43 à 46 comporte une visite à la Biosphère, les revenus produits par l'exercice de la compétence de la Ville de Montréal à l'égard du Biodôme, de l'Insectarium, du Jardin botanique et du Planétarium sont les montants que l'on obtient en soustrayant des montants prévus à ces articles, les montants suivants :

1° lorsqu'il s'agit d'un forfait comprenant les droits d'entrée pour une personne faisant partie d'un groupe de 15 personnes et plus :

| | | |
|---|---|---|
| a) | par enfant de 5 ans à 17 ans | 7,00 $ |
| b) | par étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante | 8,75 $ |
| c) | par personne de 18 ans à 64 ans | 12,75 $ |
| d) | par personne de 65 ans et plus | 11,75 $ |

e) dans le cadre du programme écoles montréalaises, par enfant et adulte accompagnateur 6,75 $

f) par famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) 36,25 $

2° lorsqu'il s'agit d'un forfait comprenant le droit d'entrée pour une personne effectuant une visite organisée par un organisme touristique :

a) par enfant de 5 ans à 17 ans 6,50 $

b) par étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante 8,00 $

c) par personne de 18 ans à 64 ans 11,75 $

d) par personne de 65 ans et plus 10,25 $

e) par famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) 34,00 $

**SOUS-SECTION 5**
PRISE DE PHOTOS, TOURNAGES, AUTRES ACTIVITÉS ET TARIFS DU BIODÔME, DE L'INSECTARIUM, DU JARDIN BOTANIQUE, ET DU PLANÉTARIUM

**48.** Pour les activités suivantes, il sera perçu :

1° prise de photos à des fins commerciales, par institution :

a) pour une durée de 4 heures ou moins
i. 1 à 5 personnes 605,00 $
ii. 6 à 15 personnes 840,00 $

b) pour une durée de plus de 4 heures sans dépasser 9 heures
i. 1 à 5 personnes 1 085,00 $
ii. 6 à 15 personnes 1 455,00 $

c) pour chaque heure supplémentaire 240,00 $

2° en sus du droit d'entrée applicable, pour l'accès à une institution autre que les jardins extérieurs du Jardin botanique, pour une séance de photographie à des fins personnelles telles qu'un mariage, une graduation ou une fête familiale, pour un maximum de 10 personnes par séance : 130,00 $

3° tournage commercial ou cinématographique :

a) par institution, l'heure, minimum 2 heures

i. moins de 10 personnes 240,00 $
ii. 10 à 30 personnes 375,00 $
iii. plus de 30 personnes 640,00 $

b) pour chaque journée de préparation ou remise en place, par jour 1 530,00 $

4° réservation de places pour spectacle, animation, vestiaire ou dans un local pour prendre un lunch pour un groupe de 15 enfants et plus, âgés de 4 ans et moins, par jour, par enfant : 4,25 $

5° inscription d'un groupe d'un maximum de 15 personnes aux visites guidées avec un animateur, l'heure : 80,00 $

6° inscription à une visite de nuit, incluant collation et petit déjeuner, par personne :

a) au Planétarium 81,00 $

b) au Planétarium avec une visite d'un autre musée d'Espace pour la vie
i. adulte 93,25 $
ii. enfant 87,50 $

7° deux animations en classe, soit une animation le matin et une animation l'après-midi, dans deux classes différentes de niveau primaire d'une même école située à Montréal : 365,00 $

8° séance d'animation virtuelle donnée par un éducateur d'Espace pour la vie, par classe :

a) d'un niveau primaire ou secondaire 180,00 $

b) d'un niveau primaire ou secondaire d'une école visée par la mesure « Une école montréalaise pour tous » du ministère de l'Éducation du Québec 116,25 $

9° fête d'enfants au Biodôme :

a) pour un groupe de maximum 8 enfants et un adulte accompagnateur 300,00 $

b) par enfant additionnel, pour un maximum de 12 enfants au total 33,00 $

c) par adulte accompagnateur additionnel 12,00 $

d) pour un groupe de maximum 12 enfants et un adulte accompagnateur membres de la Société des amis du Biodôme ou détenteurs d'un Passeport Espace pour la vie, par enfant : 28,00 $

10° programme Jardins-jeunes : 39,75 $

**49.** Pour les camps de jour, il sera perçu :

1° camp de jour du Biodôme :

a) inscription au camp de jour de 2 semaines, par personne 485,00 $

b) inscription au camp de jour de 2 semaine pour les détenteurs d'une carte Accès Montréal, par personne 465,00 $

c) inscription au camp de jour de 2 semaines pour membre d'une société amie ou détenteur d'un Passeport Espace pour la vie, par personne 435,00 $

d) inscription au service de garde du camp de jour du matin ou du soir, par personne, par semaine 35,00 $

e) inscription au service de garde du camp de jour du matin et du soir, par personne, par semaine 46,00 $

f) inscription à la carte au service de garde du camp de jour, par personne, par matin ou par soir 10,00 $

g) frais pour arrivée hâtive ou départ tardif du service de garde, par 15 minutes 10,00 $

2° camp de jour du Jardin botanique :

a) inscription au camp de jour d'une semaine, par personne 295,00 $

b) inscription au camp de jour d'une semaine pour les détenteurs d'une carte Accès Montréal, par personne 280,00 $

c) inscription au camp de jour d'une semaine pour membre d'une société amie ou

| | | |
|---|---|---|
| | détenteur d'un passeport Espace pour la vie, par personne | 265,00 $ |
| d) | inscription au camp de jour de 2 semaines, par personne | 485,00 $ |
| e) | inscription au camp de jour de 2 semaines pour les détenteurs d'une carte Accès Montréal, par personne | 465,00 $ |
| f) | inscription au camp de jour de 2 semaines pour les détenteurs d'une carte d'une société amie ou détenteur d'un Passeport Espace pour la vie, par personne | 435,00 $ |
| g) | inscription au service de garde du camp de jour du matin ou du soir, par personne, par semaine | 35,00 $ |
| h) | inscription au service de garde du camp de jour du matin et du soir, par personne, par semaine | 46,00 $ |
| i) | inscription à la carte au service de garde du camp de jour, par personne, par matin ou par soir | 10,00 $ |
| j) | frais pour arrivée hâtive ou départ tardif du service de garde, par 15 minutes | 10,00 $ |

**50.** Pour la location d'un casier situé au Biodôme, à l'Insectarium ou au Planétarium, il sera perçu, par jour : 2,00 $

**51.** Pour la location d'un casier situé au Jardin botanique, il sera perçu, par heure :

| | | |
|---|---|---|
| 1° | pour un petit casier, la première heure : | 3,25 $ |
| 2° | pour un moyen casier, la première heure : | 3,50 $ |
| 3° | pour un grand casier, la première heure : | 3,75 $ |
| 4° | pour un très grand casier, la première heure : | 4,25 $ |
| 5° | pour toute grandeur de casier, à partir de la deuxième heure : | 0,75 $ |

**52.** Pour une réservation de groupe composé de membres d'une société amie, il sera perçu, par personne : 4,25 $

**SOUS-SECTION 6**
STATIONNEMENTS, BOUTIQUES ET LOCATION D'INSTALLATIONS

**53.** Pour l'accès aux terrains de stationnement de l'Insectarium (P2 – terrain 237), du Jardin botanique (P1 – terrain 238) ou du Biodôme et du Planétarium (P6 – terrain 206), situé à proximité du Centre Pierre-Charbonneau, il sera perçu :

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1° | stationnement d'un véhicule automobile de 6 h à 23 h 59, par jour : | | |
| | a) | tarif de base | 14,75 $ |
| | b) | bénévoles des sociétés amies ou partenaires lors des journées où ils effectuent du bénévolat | 0,00 $ |
| | c) | employés d'un mandataire d'Espace pour la vie, employés de l'Institut de recherche en biologie végétale et employés de l'École d'horticulture | 0,00 $ |
| 2° | stationnement d'un véhicule automobile, par mois : | | |
| | a) | tarif de base | 64,00 $ |
| | b) | tarif réduit pour les employés des musées d'Espace pour la vie | |
| | | i. du 1er septembre au 31 mai | 0,00 $ |
| | | ii. du 1er juin au 31 août | 29,25 $ |
| 3° | stationnement d'un autobus, par jour : | | |
| | a) | avec visite de l'un des musées d'Espace pour la vie | 0,00 $ |
| | b) | sans visite des musées d'Espace pour la vie | 14,75 $ |
| 4° | stationnement d'une motocyclette : | | 0,00 $ |
| 5° | remplacement d'une vignette de stationnement perdue ou endommagée : | | 11,50 $ |

**54.** Pour l'accès au stationnement du Biodôme et du Planétarium (P6 – terrain 206), situé à proximité du Centre Pierre-Charbonneau, par un véhicule automobile, il sera perçu, par année : 700,00 $

**55.** Pour la location d'espaces de stationnement, selon la disponibilité des stationnements de l'Insectarium (P2 – terrain 237), du Jardin botanique (P1 – terrain 238) et du Biodôme et du Planétarium (P6 – terrain 206), situé à proximité du Centre Pierre-Charbonneau, il sera perçu, pour une durée d'un maximum de 24 heures :

1° une case de stationnement : 29,00 $

2° l'entièreté du stationnement de l'Insectarium (P2 – terrain 237) : 7 650,00 $

3° l'entièreté du stationnement du Jardin botanique (P1 – terrain 238) : 9 400,00 $

4° l'entièreté du stationnement du Biodôme et du Planétarium (P6 – terrain 206), situé à proximité du Centre Pierre-Charbonneau : 11 225,00 $

5° une rangée double du stationnement du Biodôme et du Planétarium (P6 – terrain 206), situé à proximité du Centre Pierre-Charbonneau : 2 000,00 $

**56.** Pour la location des salles, jardins, chapiteaux ou bâtiments, relatifs au Biodôme, à l'Insectarium, au Jardin botanique et au Planétarium, il sera perçu les montants indiqués à l'annexe 2.

**SOUS-SECTION 7**
BIBLIOTHÈQUE DU JARDIN BOTANIQUE

**57.** Pour les services offerts à la bibliothèque du Jardin botanique aux employés et membres de la société des Amis du Jardin botanique détenteurs d'une carte d'abonnement à la bibliothèque, il sera perçu :

1° pour l'émission d'une carte d'abonnement valide pour un an : 0,00 $

2° pour le remplacement d'une carte d'abonnement : 5,25 $

3° pour les services d'impression et de photocopie :

a) impression en noir et blanc, par page 0,15 $

b) impression en couleurs, par page 0,75 $

c) photocopie en noir et blanc, par page 0,15 $

d) photocopie en couleurs, par page 0,75 $

4° pour un article emprunté, tel un livre, une encyclopédie, un périodique ou un disque, par article :

a) avis de retard
i. 1er avis de retard 0,00 $
ii. 2e avis de retard 5,25 $
iii. 3e avis de retard 5,25 $

b) article endommagé

i. dommage mineur, tel une page déchirée, un document tâché, un code-barre ou une cote retiré 5,25 $

ii. dommage majeur, tel une reliure brisée 10,25 $

c) pour un article perdu, ayant subi un dommage irréparable, ou non retourné 7 jours après la date fixée au 3e avis de retard, il sera perçu le coût de l'article auquel est ajouté un frais de remplacement de 10,00 $ par article

5° pour le bris ou la perte de matériel accessoire à un article, tel un boîtier, une carte ou un document d'accompagnement, par item :

a) bris ou dommage mineur pouvant être réparé 5,25 $

b) bris ou dommage majeur ne pouvant être réparé 10,25 $

c) matériel perdu 5,25 $

**SOUS-SECTION 8**
RÉDUCTIONS ET GRATUITÉS

**58.** Une réduction de 25 % est offerte aux employés de la Ville de Montréal, aux employés des sociétés amies, des sociétés partenaires, de la Fondation Espace pour la vie, de l'Institut de Recherche en Biologie Végétale et de l'école d'horticulture, sur présentation de la carte d'employé et une réduction de 15 % est offerte aux employés au service d'Espace pour la vie, aux membres des sociétés amies et des sociétés partenaires, aux étudiants de l'Institut de Recherche en Biologie Végétale et de l'école d'horticulture, aux détenteurs de la carte Accès Montréal ainsi qu'aux détenteurs d'un Passeport Espace pour la vie, sur les achats d'articles au prix régulier sur place dans les boutiques d'Espace pour la vie.

Une réduction de 50 % est offerte aux employés du restaurant du Jardin botanique, une réduction de 25 % est offerte aux employés d'Espace pour la vie, aux employés de la Fondation Espace pour la vie et aux employés des sociétés amies et sociétés partenaires, une réduction de 15 % est offerte aux employés de la Ville de Montréal ou au service d'Espace pour la vie, aux membres des sociétés amies et des sociétés partenaires, aux employés et étudiants de l'Institut de Recherche en Biologie Végétale et de l'école d'horticulture ainsi qu'aux détenteurs d'un Passeport Espace pour la vie, sur les achats au restaurant sur le site du Jardin botanique, sur présentation de la carte d'employé.

Les droits d'entrée applicables aux invités qui accompagnent un employé, œuvrant dans l'un des musées d'Espace pour la vie sur présentation de sa carte d'employé, sont les mêmes que ceux des personnes effectuant une visite organisée par un organisme touristique.

Aux fins des spectacles présentés à compter de 17 h les jeudis soirs au Planétarium, tout droit d'entrée individuel, à l'exclusion des droits d'entrée applicables aux familles, prévu à l'article 35 d'un montant de plus de 13,00 $ est réduit à 13,00 $.

**59.** Aucun droit d'entrée n'est exigé au Biodôme, à l'Insectarium, au Jardin botanique et au Planétarium, pour les personnes suivantes :

1° employés œuvrant dans les musées d'Espace pour la vie, sur présentation de leur carte d'employé;

2° membres des sociétés amies de l'Espace pour la vie et membres de leurs conseils d'administration lorsque l'entrée a lieu dans l'institution d'Espace pour la vie avec laquelle cette société est une amie;

3° membres des conseils d'administration des sociétés partenaires d'Espace pour la vie lorsque l'entrée a lieu dans l'institution d'Espace pour la vie avec laquelle cette société est un partenaire;

4° membres du corps diplomatique;

5° personnes ou organismes œuvrant au développement d'Espace pour la vie, dans le cadre d'activités promotionnelles, scientifiques ou éducatives;

6° détenteurs de la « Carte Musées Montréal », sur présentation de cette carte;

7° détenteurs de la carte Passeport MTL, sur présentation de cette carte;

8° accompagnateurs d'une personne en situation d'handicap;

9° enseignants ou chauffeurs d'autobus, dans le cadre d'une visite de groupe ou dans le cadre d'une visite organisée par un organisme touristique;

10° personnes membres de Canoo à leur première année d'abonnement, accompagnées d'un maximum de 4 enfants âgés de 5 à 17 ans, sur présentation de l'application numérique Canoo installée et fonctionnelle;

11° détenteurs du laissez-passer numérique « Spécialiste Montréal » de Tourisme Montréal;

12° détenteurs d'un laissez-passer émis par la Ville de Montréal et distribué par la Fondation Espace pour la vie sur présentation de ce laissez-passer;

13° détenteurs d'un laissez-passer émis par la Ville de Montréal et distribué dans chaque boîte destinée aux parents ou aux tuteurs légaux d'enfants nouveau-nés, dans le cadre de la distribution d'articles à titre gratuit en lien avec l'initiative visant les familles montréalaises, soit les parents ou les tuteurs légaux d'enfants nouveau-nés résidant sur son territoire, approuvée par résolution du comité exécutif le 30 août 2023 (CE23 1392);

14° élèves participant au programme « Ma nature » de la mesure « Une école montréalaise pour tous (UEMPT) » du ministère de l'Éducation du Québec;

15° élèves participant au programme « L'écho des plantes »;

16° détenteurs d'une carte émise par la Société des musées du Québec;

17° personnes autochtones sur présentation d'une carte émise par une autorité gouvernementale ou institutionnelle confirmant ce statut.

Les guides touristiques détenant une carte ou un certificat de compétence délivré par une institution reconnue par une autorité compétente, telle que désignée par le ministère de l'Éducation ou tout autre organisme habilité, peuvent bénéficier des dispositions tarifaires prévues à leur égard.

**60.** Aucun droit d'entrée n'est exigé au Jardin botanique, pour les personnes suivantes :

1° personnes assistant à la cérémonie de la paix du 5 août 2026, à partir de 18 h.

**61.** Aucun droit d'entrée n'est exigé au Planétarium :

1° pour les membres de l'Association canadienne des centres de sciences;

2° à l'occasion du festival Astrofest les 30 et 31 mai 2026.

**62.** Aucun droit d'entrée n'est exigé au Biodôme, pour les membres de l'Association des zoos et aquariums du Canada (CAZA-AZAC).

**63.** Le stationnement est gratuit au Biodôme, pour les personnes suivantes, sous réserve de sa disponibilité :

1° membres des conseils d'administration du Centre Pierre-Charbonneau;

2° bénévoles œuvrant pour des organismes de loisirs ou communautaires, lorsqu'ils utilisent le Centre Pierre-Charbonneau;

3° personnes inscrites aux activités sportives, culturelles et de loisirs du Centre Pierre-Charbonneau.

**64.** Le comité exécutif peut, par ordonnance, modifier toute date indiquée à la présente section.

**SECTION III**
MEM – CENTRE DES MÉMOIRES MONTRÉALAISES

**65.** Pour les droits d'entrée au MEM – Centre des mémoires montréalaises, il sera perçu :

1° droit d'entrée individuel :

a) tarification régulière

| | | |
|---|---|---|
| i. | enfant de 12 ans et moins | 0,00 $ |
| ii. | enfant de 13 à 17 ans | 6,70 $ |
| iii. | étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante | 10,90 $ |
| iv. | personne de 18 ans à 64 ans | 15,50 $ |
| v. | personne de 65 ans et plus | 13,20 $ |

b) détenteur de la carte Accès Montréal

| | | |
|---|---|---|
| i. | enfant de 12 ans et moins | 0,00 $ |
| ii. | enfant de 13 à 17 ans | 3,40 $ |
| iii. | étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante | 5,50 $ |
| iv. | personne de 18 ans à 64 ans | 7,80 $ |
| v. | personne de 65 ans et plus | 6,50 $ |

2° droit d'entrée d'une personne faisant partie d'un groupe :

a) groupes de 12 personnes et plus

| | | |
|---|---|---|
| i. | enfant de 12 ans et moins | 0,00 $ |
| ii. | enfant de 13 à 17 ans | 5,70 $ |
| iii. | étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante | 7,30 $ |
| iv. | personne de 18 ans à 64 ans | 10,30 $ |
| v. | personne de 65 ans et plus | 8,80 $ |

b) groupe scolaire (école primaire, secondaire, cégep ou université)

| | | |
|---|---|---|
| i. | droit d'entrée, par personne | 6,00 $ |
| ii. | pour un espace repas, en sus des droits d'entrée, par personne | 1,00 $ |

**66.** Aucun droit d'entrée n'est exigé pour les personnes suivantes :

1° membre de la Société des musées du Québec (SMQ), sur présentation de sa carte;

2° membre de l'Association des musées canadiens (AMC), sur présentation de sa carte;

3° membre du Conseil international des musées (ICOM), sur présentation de sa carte;

4° membre de l'Association des guides touristiques (APGT), sur présentation de sa carte;

5° membre de la Corporation des guides accompagnateurs du Québec (CGAQ), sur présentation de sa carte;

6° accompagnateur d'une personne en situation d'handicap;

7° personne membre de Canoo, accompagnée d'un maximum de 3 personnes, sur présentation de l'application numérique Canoo installée et fonctionnelle;

8° détenteur de la carte « Empruntez un musée », valide pour 2 personnes âgées de 18 ans et plus et 3 personnes de moins de 18 ans;

9° détenteur du laissez-passer numérique « Spécialiste Montréal » de Tourisme Montréal;

10° détenteur de la carte « Musées Montréal », sur présentation de cette carte;

11° détenteur de la carte Passeport MTL, sur présentation de cette carte.

**67.** Pour la location des espaces suivants au MEM – Centre des mémoires montréalaises, il sera perçu :

1° Ateliers 1 et 2 :

| | | |
|---|---|---|
| a) | l'heure | 45,00 $ |
| b) | la demi-journée, pour une durée maximale de 4 h, durant la période comprise entre 9 h et 17 h | 150,00 $ |
| c) | la journée, pour une durée maximale de 7 h, durant la période comprise entre 9 h et 17 h | 265,00 $ |

2° Cabaret, l'heure, pour un minimum de 5 h :

| | | |
|---|---|---|
| a) | pour les 5 premières heures | 265,00 $ |
| b) | à partir de la 6e heure | 285,00 $ |

3° Belvédère, l'heure, pour un minimum de 5 h : 195,00 $

Les tarifs prévus au présent article sont réduits de 30 % lorsque la location est consentie à un organisme à but non lucratif.

Les tarifs prévus au présent article ne s'appliquent pas à la location faite par un organisme à but non lucratif lorsque l'activité prévue dans les locaux loués contribue à la mission du MEM – Centre des mémoires montréalaises.

Pour la location de plus d'un espace du MEM la même journée, une réduction de 10 % est appliquée sur les tarifs de location.

Pour chaque heure de location ayant lieu après minuit et avant 7 h les tarifs prévus aux paragraphes 2° et 3° du présent article sont majorés de 50 %.

**68.** Un rabais de 15 % est offert aux employés de la Ville de Montréal, sur présentation de la carte d'employé, sur les achats de la boutique-café du MEM – Centre des mémoires montréalaises.

**69.** Pour une journée d'animation de groupe dans un établissement, pour une durée maximale de 7 h, il sera perçu : 536,00 $

**SECTION IV**
CITÉ DES HOSPITALIÈRES

**70.** Pour la location des espaces suivants de la Cité des Hospitalières, située au 251, avenue des Pins, il sera perçu :

1° grande chapelle, pour un maximum de 280 personnes :

| | |
|---|---|
| a) par heure, pour un minimum de 2 heures | 54,90 $ |
| b) par bloc récurrent de 2 heures ou de 3 heures, l'heure | 36,20 $ |
| c) par demi-journée pour un maximum de 4 heures | |
| i. première demi-journée | 219,00 $ |
| ii. demi-journée supplémentaire et récurrente, par demi-journée | 144,50 $ |
| d) par jour, pour un maximum de 7 heures | |
| i. premier jour | 328,40 $ |
| ii. jour supplémentaire consécutif pour un maximum de 6 jours, ou jour supplémentaire récurrent, par jour | 219,00 $ |
| e) par semaine | |
| i. première semaine | 1 149,00 $ |
| ii. semaine supplémentaire consécutive pour un maximum de 3 semaines, ou semaine supplémentaire récurrente, par semaine | 758,60 $ |
| f) par mois | 3 032,90 $ |

2° salle de la communauté :

| | |
|---|---|
| a) pour un groupe d'un maximum de 50 personnes | |
| i. par heure, pour un minimum de 2 heures | 44,00 $ |
| ii. par bloc récurrent de 2 heures ou de 3 heures, l'heure | 29,00 $ |
| iii. par demi-journée, pour un maximum de 4 heure | |
| 1. première demi-journée | 109,60 $ |
| 2. demi-journée supplémentaire récurrente, par demi-journée | 72,30 $ |
| iv. par jour, pour un maximum de 7 heures | |
| 1. premier jour | 175,20 $ |

2. jour supplémentaire consécutif pour un maximum de 6 jours, ou jour supplémentaire récurrent, par jour 117,20 $

v. par semaine 612,80 $

b) pour un groupe de plus de 50 personnes et d'un maximum de 175

i. par heure, pour un minimum de 2 heures 87,80 $

ii. par bloc récurrent de 2 heures ou de 3 heures, l'heure 57,90 $

iii. par demi-journée, pour un maximum de 4 heures

1. première demi-journée 219,00 $

2. demi-journée supplémentaire récurrente, par demi-journée 144,50 $

iv. par jour, pour un maximum de 7 heures

1. premier jour 350,40 $

2. jour supplémentaire consécutif pour un maximum de 6 jours, ou jour supplémentaire récurrent, par jour 234,40 $

v. par semaine 1 225,50 $

3° salle de rencontre :

a) pour un groupe d'un maximum de 10 personnes

i. par heure, pour un minimum de 2 heures 22,10 $

ii. par bloc récurrent de 2 heures ou de 3 heures, l'heure 14,50 $

iii. par demi-journée, pour un maximum de 4 heure

1. première demi-journée 44,20 $

2. demi-journée supplémentaire récurrente, par demi-journée 29,00 $

iv. par jour, pour un maximum de 7 heures

1. premier jour 65,80 $

2. jour supplémentaire consécutif pour un maximum de 6 jours, ou jour supplémentaire récurrent, par jour 44,20 $

v. par semaine 229,80 $

b) pour un groupe de plus de 11 personnes et d'un maximum de 25

i. par heure, pour un minimum de 2 heures 33,00 $

ii. par bloc récurrent de 2 heures ou de 3 heures, l'heure 21,90 $

iii. par demi-journée, pour un maximum de 4 heures
1. première demi-journée 65,80 $
2. demi-journée supplémentaire récurrente, par demi-journée 43,50 $

iv. par jour, pour un maximum de 7 heures
1. premier jour 109,60 $
2. jour supplémentaire consécutif pour un maximum de 6 jours, ou jour supplémentaire récurrent, par jour 73,20 $

v. par semaine 383,30 $

4° chambre, pour un maximum de 4 personnes :

a) par heure, pour un minimum de 2 heures 11,20 $

b) par bloc récurrent de 2 heures ou de 3 heures, l'heure 7,40 $

c) par demi-journée, pour un maximum de 4 heures
i. première demi-journée 27,60 $
ii. demi-journée supplémentaire récurrente, par demi-journée 18,20 $

d) par jour, pour un maximum de 7 heures
i. premier jour 44,00 $
ii. jour supplémentaire consécutif pour un maximum de 6 jours, ou jour supplémentaire récurrent, par jour 29,70 $

e) par semaine 153,30 $

5° espace extérieur, d'une capacité de plus de 30 personnes :

a) par heure, pour un minimum de 2 heures 44,00 $

b) par bloc récurrent de 2 heures ou de 3 heures, l'heure 29,00 $

c) par demi-journée, pour un maximum de 4 heures
i. première demi-journée 109,60 $
ii. demi-journée supplémentaire récurrente, par demi-journée 72,30 $

d) par jour, pour un maximum de 7 heures
i. premier jour 175,20 $
ii. jour supplémentaire consécutif pour un maximum de 6 jours, ou jour supplémentaire récurrent, par jour 117,20 $

e) par semaine 612,80 $

6° espace extérieur, d'une capacité de 30 personnes et moins :

a) par heure, pour un minimum de 2 heures 22,10 $

b) par bloc récurrent de 2 heures ou de 3 heures, l'heure 14,50 $

c) par demi-journée, pour un maximum de 4 heures
i. première demi-journée 44,00 $
ii. demi-journée supplémentaire récurrente, par demi-journée 29,00 $

d) par jour, pour un maximum de 7 heures
i. premier jour 65,80 $
ii. jour supplémentaire consécutif pour un maximum de 6 jours, ou jour supplémentaire récurrent, par jour 44,00 $

e) par semaine 229,90 $

Un rabais de 25 % est offert aux organismes à but non lucratif sur les tarifs prévus au présent article.

**71.** Pour la location d'un poste de travail dans l'espace de co-travail du noviciat, pour une personne, il sera perçu, par mois : 158,00 $

**72.** Pour la location d'espaces de la Cité des Hospitalières, située au 251, avenue des Pins, aux fins de tournage cinématographique il sera perçu :

1° grande chapelle, pour un maximum de 280 personnes :

a) par heure, pour un minimum de 2 heures 273,60 $

b) par demi-journée, pour un maximum de 4 heures 1 094,20 $

c) par jour, pour un maximum de 7 heures
i. premier jour 1 914,20 $
ii. jour supplémentaire consécutif, par jour 1 277,00 $

2° salle de la communauté, pour un maximum de 175 personnes :

a) par heure, pour un minimum de 2 heures 131,50 $

b) par demi-journée, pour un maximum de 4 heures 525,30 $

c) par jour, pour un maximum de 7 heures
i. premier jour 919,20 $
ii. jour supplémentaire consécutif, par jour 612,80 $

3° salle de rencontre, pour un maximum de 25 personnes :

a) par heure, pour un minimum de 2 heures 54,90 $

b) par demi-journée, pour un maximum de 4 heures 219,00 $

c) par jour, pour un maximum de 7 heures
i. premier jour 383,10 $
ii. jour supplémentaire consécutif, par jour 255,10 $

4° chambre, pour un maximum de 4 personnes :

a) par heure, pour un minimum de 2 heures 44,00 $

b) par demi-journée, pour un maximum de 4 heures 175,20 $

c) par jour, pour un maximum de 7 heures
i. premier jour 306,50 $
ii. jour supplémentaire consécutif, par jour 204,80 $

**73.** Aux fins de la présente section, le comité exécutif peut, par ordonnance, définir ou établir de nouvelles catégories d'espaces, de locaux ou d'utilisation et en fixer le tarif.

**SECTION V**
ESCALE CIRCULAIRE

**74.** Pour la location des espaces suivants de l'Escale circulaire, située au 505, boulevard De Maisonneuve Est, il sera perçu :

1° espace Déli, pour un maximum de 60 personnes :

a) par heure, pour un minimum de 2 heures 8,40 $

b) par demi-journée, pour un maximum de 4 heures 31,20 $

c) par jour, pour un maximum de 8 heures
i. premier jour 62,40 $
ii. jour supplémentaire consécutif pour un maximum de 6 jours, ou jour supplémentaire récurrent, par jour 41,60 $

d) par semaine
i. première semaine 285,90 $
ii. semaine supplémentaire consécutive pour un maximum de 3 semaines, ou semaine supplémentaire récurrente, par semaine 143,50 $

e) par mois

| | | |
|---|---|---|
| i. | bloc 1 mois | 597,70 $ |
| ii. | bloc 3 mois | 987,50 $ |
| iii. | bloc 6 mois | 1 559,10 $ |
| iv. | mois supplémentaire et consécutifs, par mois | 239,10 $ |

2° salle de rencontre, pour un maximum de 10 personnes :

a) par heure, pour un minimum de 2 heures 20,80 $

b) par demi-journée, pour un minimum de 4 heures 62,40 $

c) par jour, pour un minimum de 8 heures

| | | |
|---|---|---|
| i. | premier jour | 124,80 $ |
| ii. | jour supplémentaire consécutif pour un maximum de 6 jours, ou jour supplémentaire récurrent, par jour | 83,20 $ |

d) par semaine

| | | |
|---|---|---|
| i. | première semaine | 540,50 $ |
| ii. | semaine supplémentaire consécutive pour un maximum de 3 semaines, ou semaine supplémentaire récurrente, par semaine | 216,30 $ |

e) par mois

| | | |
|---|---|---|
| i. | bloc 1 mois | 1 013,40 $ |
| ii. | bloc 3 mois | 1 611,10 $ |
| iii. | bloc 6 mois | 2 650,50 $ |
| iv. | mois supplémentaire et consécutif, par mois | 405,40 $ |

3° local 102 :

a) par heure, pour un minimum de 2 heures 20,80 $

b) par demi-journée, pour un minimum de 4 heures 62,40 $

c) par jour, pour un minimum de 8 heures

| | | |
|---|---|---|
| i. | premier jour | 124,80 $ |
| ii. | jour supplémentaire consécutif pour un maximum de 6 jours, ou jour supplémentaire récurrent, par jour | 83,20 $ |

d) par semaine

| | | |
|---|---|---|
| i. | première semaine | 540,50 $ |
| ii. | semaine supplémentaire consécutive pour un maximum de 3 semaines, ou | |

| | |
|---|---|
| semaine supplémentaire récurrente, par semaine | 216,30 $ |

e) par mois

| | | |
|---|---|---|
| i. | bloc 1 mois | 1 013,40 $ |
| ii. | bloc 3 mois | 1 611,10 $ |
| iii. | bloc 6 mois | 2 650,50 $ |
| iv. | mois supplémentaire et consécutif, par mois | 405,40 $ |

Un rabais de 15 % est offert aux organismes à but non lucratif sur les tarifs prévus au présent article.

**75.** Aux fins de la présente section, le comité exécutif peut, par ordonnance, définir ou établir de nouvelles catégories d'espaces, de locaux ou d'utilisation et en fixer le tarif.

**SECTION VI**
VÉLOS EN LIBRE SERVICE BIXI

**76.** Les tarifs prévus par la présente section ne comprennent pas les taxes.

**77.** Pour l'application de la présente section, un abonnement saisonnier au Service BIXI est valide du 15 avril au 15 novembre 2026.

**78.** Pour un abonnement saisonnier au Service BIXI acheté du 15 avril au 31 mai 2026, il sera perçu : 115,00 $

**79.** Pour l'achat de 20 abonnements saisonniers ou plus au Service BIXI achetés du 15 avril au 31 mai 2026, il sera perçu, par abonnement saisonnier : 104,00 $

**80.** Pour l'achat d'un abonnement saisonnier au Service BIXI du 15 avril au 31 mai 2026 par une personne faisant partie d'un groupe de 20 personnes ou plus, il sera perçu : 104,00 $

**81.** Pour un abonnement d'une durée de 30 jours au Service BIXI, il sera perçu : 24,00 $

**82.** Pour l'utilisation d'un vélo régulier par le détenteur d'un abonnement saisonnier ou d'une durée de 30 jours au Service BIXI, il sera perçu, par minute d'utilisation :

| | | |
|---|---|---|
| 1° | pour une utilisation d'une durée de 45 minutes ou moins | 0,00 $ |
| 2° | pour une utilisation de plus de 45 minutes | 0,19 $<br>maximum 25,00 $ |

**83.** Pour l'utilisation d'un vélo à assistance électrique par le détenteur d'un abonnement saisonnier ou d'une durée de 30 jours au Service BIXI, il sera perçu, par minute d'utilisation : 0,19 $
maximum 50,00 $

**84.** Pour l'utilisation d'une remorque BIXI par le détenteur d'un abonnement saisonnier ou d'une durée de 30 jours au Service BIXI, il sera perçu :

1° pour une utilisation d'une durée de 240 minutes ou moins : 5,00 $

2° pour chaque minute d'utilisation supplémentaire après 240 minutes : 0,21 $
maximum 25,00 $

**85.** Pour un droit d'accès occasionnel au Service BIXI, accès aller simple, il sera perçu : 1,60 $

**86.** Pour l'utilisation d'un vélo régulier par le détenteur d'un droit occasionnel au Service BIXI, il sera perçu, par minute d'utilisation : 0,21 $
maximum 25,00 $

**87.** Pour l'utilisation d'un vélo à assistance électrique par le détenteur d'un droit occasionnel au Service BIXI, il sera perçu, par minute d'utilisation : 0,36 $
maximum 50,00 $

**88.** Pour un droit d'accès occasionnel au service de remorque BIXI, il sera perçu :

1° pour une utilisation d'une durée de 240 minutes ou moins : 9,00 $

2° pour chaque minute d'utilisation supplémentaire après 240 minutes : 0,21 $
maximum 25,00 $

**89.** Aux fins de la présente section, le comité exécutif peut, par ordonnance, définir ou établir de nouvelles catégories d'abonnements, de droits d'accès ou d'utilisation et en fixer le tarif.

**CHAPITRE IV**
UTILISATION DE BIENS PUBLICS

**90.** Pour l'utilisation d'équipements hydrométriques et d'arpentage, il sera perçu les montants indiqués à l'annexe 3.

**91.** Pour la location d'un équipement de branchement à une borne d'incendie, il sera perçu, par jour : 196,60 $

Le tarif prévu au présent article ne s'applique pas lorsque la location est faite à un organisme sans but lucratif.

**CHAPITRE V**
SERVICES FOURNIS PAR LES EMPLOYÉS DE LA VILLE

**SECTION I**
SERVICES RELATIFS AUX BIENS PRIVÉS

**92.** Pour la pose de barricades en application des règlements, pour chaque panneau de 0,0929 $m^2$, il sera perçu : 12,40 $

**SECTION II**
SERVICES RELATIFS À DES BIENS PUBLICS

**93.** Pour le déplacement d'une borne d'incendie située sur le territoire de la ville et qui entrave l'accès à une propriété par le bateau trottoir, il sera perçu :

1° si le déplacement ne nécessite qu'une déviation : 8 030,80 $

2° si le déplacement nécessite une relocalisation : 12 393,30 $

**94.** Pour la mise à la terre de fils, il sera perçu, l'unité : 412,30 $

**SECTION III**
INSPECTION ET SURVEILLANCE, VÉRIFICATIONS, TESTS, ANALYSES EN LABORATOIRE, RECHERCHES, ÉTUDES DIVERSES

**95.** Aux fins du Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018), il sera perçu pour une inspection effectuée en dehors des heures régulières de travail :

1° lorsque l'inspection est continuée sur place, dans le prolongement des heures régulières, l'heure : 114,40 $

2° lorsqu'elle est commencée en dehors des heures régulières :

a) minimum (3 heures) 337,80 $

b) pour chaque heure supplémentaire après 3 heures consécutives 114,40 $

**96.** Aux fins du Règlement sur l'occupation et l'entretien des bâtiments (23-016), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande d'enregistrement d'un bâtiment vacant : 275,00 $

2° pour le renouvellement de l'enregistrement d'un bâtiment vacant 150,00 $

3° pour un nouvel exemplaire du placard d'enregistrement 75,00 $

**97.** Pour les services du personnel du Bureau du vérificateur général affecté à des travaux effectués pour une société paramunicipale, un organisme extérieur ou tout autre requérant, il sera perçu, l'heure :

| | | |
|---|---|---|
| 1° | vérificateur général : | 281,00 $ |
| 2° | agent de vérification : | 106,00 $ |
| 3° | conseiller en vérification : | 132,00 $ |
| 4° | vérificateur général adjoint : | 204,00 $ |
| 5° | vérificateur principal : | 146,00 $ |

**98.** Aux fins du Règlement sur l'usage de l'eau potable (13-023), il sera perçu, pour les frais d'inspections liés à l'utilisation d'une borne d'incendie, durant la période indiquée ci-après :

| | | |
|---|---|---|
| 1° | un jour ou moins : | 77,70 $ |
| 2° | plus d'une journée, jusqu'à 2 jours : | 159,40 $ |
| 3° | plus de 2 jours, jusqu'à une semaine : | 241,20 $ |
| 4° | plus d'une semaine, jusqu'à 2 semaines : | 320,90 $ |
| 5° | plus de 2 semaines, jusqu'à 8 semaines : | 402,80 $ |
| 6° | plus de 8 semaines, jusqu'à 26 semaines : | 481,30 $ |

**99.** Pour la surveillance lors de tests de pression résiduelle aux bornes d'incendie, il sera perçu : 413,40 $

**100.** Pour les analyses, essais, études et recherches effectués par le laboratoire de la Ville, il sera perçu les montants indiqués à l'annexe 4.

**101.** Pour un test de repérage de la source d'un écoulement sur le domaine public, il sera perçu : 489,90$

**102.** Pour les services de la Division expertise et soutien technique de la Direction des infrastructures du Service des infrastructures, de la voirie et des transports aux fins d'obtenir une expertise technique relative à la modification, la correction ou l'annulation d'une servitude en faveur de la Ville, sauf si elle résulte d'une erreur de la Ville :

| | | |
|---|---|---|
| 1° | sans production de plan : | 637,40 $ |
| 2° | avec production de plan : | 1 275,80 $ |

**103.** Pour l'obtention d'un droit d'accessibilité sur les réseaux des conduits souterrains, il sera perçu :

1° pour toute demande présentée au centre d'exploitation des structures :

a) demande normale, placée 4 jours et plus avant les travaux, par puits d'accès moyenne tension, la première heure d'accessibilité incluse 24,00 $

b) demande prioritaire (placée entre 3 jours et 4 h avant les travaux), par puits d'accès moyenne tension, la première heure d'accessibilité incluse 71,95 $

c) demande urgente (placée 4 h avant les travaux), la première heure incluse, par puits d'accès moyenne tension, la première heure d'accessibilité incluse 129,50 $

d) chaque heure supplémentaire (maximum de 45,00 $) 19,30 $

2° pour les travaux effectués du vendredi 20 h au dimanche 20 h, en sus des tarifs prévus au paragraphe 1° :

a) le salaire horaire de la main-d'œuvre directement affectée aux opérations visées auquel est ajouté un montant calculé en multipliant ce salaire par 50 % ou 100 % selon la convention collective, ainsi qu'un montant calculé en multipliant ce salaire par 31,6 % pour les avantages sociaux;

b) les frais d'administration au taux de 9,5 % et les frais généraux aux taux de 15 % appliqués sur le total des frais mentionnés au sous-paragraphe a).

**104.** Pour une analyse d'eau de piscine municipale faite par la Division de l'expertise technique de la Direction de l'environnement du Service de l'environnement, il sera perçu : 148,00 $

**SECTION IV**
RÉCEPTION D'ACTES NOTARIÉS

**105.** Pour la réception, par les notaires de la Ville, d'un acte mentionné ci-après, il sera perçu :

1° quittance et mainlevée : 305,70 $

2° acte de modification, de correction ou d'annulation : 356,70 $

3° servitude consentie par la Ville : 407,60 $

4° acte d'aliénation, d'échange, de droit d'usage, de donation, de droit superficiaire, d'usufruit, d'emphytéose et garantie hypothécaire : 1 091,00 $

5° consentement à opération cadastrale : 382,00 $

Les frais de la première copie des actes mentionnés au premier alinéa, émise lors de leur préparation, sont inclus dans le tarif fixé à cet alinéa.

Les frais de publication des actes mentionnés aux paragraphes 1° à 5° du premier alinéa s'appliquent en sus des tarifs fixés à cet alinéa. Dans le cas d'un acte d'échange, les frais de publication sont payés par toutes les parties à l'acte.

Malgré le paragraphe 4° du premier alinéa, pour une donation consentie à un organisme à but non lucratif, ayant pour objet principal une aide municipale à une fin prévue par la loi, il ne sera perçu aucuns frais.

Lorsque l'acte vise une vente de ruelle aux propriétaires riverains, à un prix symbolique, il ne sera perçu aucuns frais.

Malgré les paragraphes 1° à 5° du premier alinéa, il ne sera perçu aucuns frais pour la préparation d'un acte si la conclusion de cet acte résulte d'une demande expresse de la Ville, dans un cas où cet acte n'est pas obligatoire ou si elle résulte d'une erreur de la Ville.

**106.** Pour l'émission d'une copie authentique d'un acte préparé par un notaire de la Ville, autrement que lors de la préparation de cet acte, il sera perçu :

1° pour la première copie : 101,90 $

2° pour toute copie authentique additionnelle du même acte émise lors de la demande de la première copie, par page : 1,80 $

**SECTION V**
TARIFS RELATIFS AU SERVICE DE L'EAU ET D'ÉGOUT

**SOUS-SECTION 1**
TRAVAUX RELATIFS AU SERVICE D'EAU

**107.** Pour l'exécution de divers travaux en relation avec le raccordement d'un branchement d'eau à une conduite publique, il sera perçu :

1° diamètre d'un branchement d'eau de 25 mm :

a) les premiers 6,7 mètres
   i. conduite publique en fonte d'un diamètre de 100 mm à 300 mm 1 185,70 $
   ii. conduite publique en fonte d'un diamètre de 350 mm à 1 200 mm 1 185,70 $

iii. conduite publique en béton d'un diamètre de 350 mm à 1 200 mm — 3 083,80 $

iv. conduite publique en PVC d'un diamètre de 100 mm à 300 mm — 1 131,40 $

b) chaque 0,3 mètre après les premiers 6,7 mètres — 12,40 $

2° diamètre du branchement d'eau de 38 mm :

a) les premiers 6,7 mètres

i. conduite publique en fonte d'un diamètre de 100 mm à 300 mm — 1 937,70 $

ii. conduite publique en fonte d'un diamètre de 350 mm à 1 200 mm — 1 865,40 $

iii. conduite publique en béton d'un diamètre de 350 mm à 1 200 mm — 3 898,60 $

iv. conduite publique en PVC d'un diamètre de 100 mm à 300 mm — 2 103,40 $

b) chaque 0,3 mètre après les premiers 6,7 mètres — 18,70 $

3° diamètre du branchement d'eau de 50 mm :

a) les premiers 7,9 mètres

i. conduite publique en fonte d'un diamètre de 100 mm à 300 mm — 2 650,40 $

ii. conduite publique en fonte d'un diamètre de 350 mm à 1 200 mm — 2 568,60 $

iii. conduite publique en béton d'un diamètre de 350 mm à 1 200 mm — 4 722,90 $

iv. conduite publique en PVC d'un diamètre de 100 mm à 300 mm — 2 787,50 $

b) le 0,3 mètre entre les premiers 7,9 mètres et 8,2 mètres — 231,70 $

c) chaque 0,3 mètre après les premiers 8,2 mètres — 36,20 $

4° diamètre du branchement d'eau de 100 mm :

a) les premiers 6,7 mètres

i. conduite publique en fonte d'un diamètre de 150 mm à 300 mm — 5 893,50 $

ii. conduite publique en fonte d'un diamètre de 350 mm à 600 mm — 6 576,60 $

iii. conduite publique en fonte d'un diamètre de 750 mm à 1 200 mm — 7 119,30 $

iv. conduite publique en béton d'un diamètre de 350 mm à 1 200 mm — 10 829,70 $

v. conduite publique en PVC d'un diamètre de 150 mm à 300 mm — 4 914,10 $

b) le 0,3 mètre entre les premiers 6,7 mètres et 7 mètres — 412,30 $

c) chaque 0,3 mètre après les premiers 7 mètres — 44,80 $

5° diamètre du branchement d'eau de 150 mm :

a) les premiers 6,7 mètres

i. conduite publique en fonte d'un diamètre de 150 mm à 300 mm — 6 726,40 $

ii. conduite publique en fonte d'un diamètre de 350 mm à 600 mm — 6 872,90 $

iii. conduite publique en fonte d'un diamètre de 750 mm à 1 200 mm — 7 552,80 $

iv. conduite publique en béton d'un diamètre de 350 mm à 1 200 mm — 11 036,80 $

v. conduite publique en PVC d'un diamètre de 150 mm à 300 mm — 5 788,30 $

b) le 0,3 mètre entre les premiers 6,7 mètres et 7 mètres — 414,40 $

c) chaque 0,3 mètre après les premiers 7 mètres — 39,50 $

6° diamètre du branchement d'eau de 200 mm :

a) les premiers 6,7 mètres

i. conduite publique en fonte d'un diamètre de 200 mm à 300 mm — 7 704,60 $

ii. conduite publique en fonte d'un diamètre de 350 mm à 600 mm — 8 188,90 $

iii. conduite publique en fonte d'un diamètre de 750 mm à 1 200 mm — 8 989,90 $

iv. conduite publique en béton d'un diamètre de 350 mm à 1 200 mm — 12 749,30 $

v. conduite publique en PVC d'un diamètre de 200 mm à 300 mm — 6 813,50 $

b) le 0,3 mètre entre les premiers 6,7 mètres et 7 mètres — 448,40 $

c) chaque 0,3 mètre après les premiers 7 mètres — 53,20 $

7° diamètre du branchement d'eau de 250 mm :

a) les premiers 6,7 mètres

| | |
|---|---|
| i. conduite publique en fonte d'un diamètre de 250 mm à 300 mm | 9 957,70 $ |
| ii. conduite publique en fonte d'un diamètre de 350 mm à 600 mm | 10 363,50 $ |
| iii. conduite publique en fonte d'un diamètre de 750 mm à 1 200 mm | 11 420,40 $ |
| iv. conduite publique en béton d'un diamètre de 350 mm à 1 200 mm | 16 051,70 $ |
| v. conduite publique en PVC d'un diamètre de 250 mm à 300 mm | 8 554,50 $ |

| | |
|---|---|
| b) le 0,3 mètre entre les premiers 6,7 mètres et 7 mètres | 491,90 $ |
| c) chaque 0,3 mètre après les premiers 7 mètres | 66,00 $ |

8° diamètre du branchement d'eau de 300 mm :

| | |
|---|---|
| a) les premiers 6,7 mètres d'une conduite publique en fonte d'un diamètre de 350 mm à 600 mm | 11 130,40 $ |
| b) le 0,3 mètre entre les premiers 6,7 mètres et 7 mètres | 539,70 $ |
| c) chaque 0,3 mètre après les premiers 7 mètres | 81,90 $ |

**108.** Pour l'exécution de divers travaux en relation avec la pose d'une vanne d'isolement sur une conduite d'eau publique, nécessaire pour assurer la continuité de l'alimentation en eau d'un bâtiment, il sera perçu :

| | |
|---|---|
| 1° sur une conduite publique en fonte d'un diamètre de 200 mm : | 3 528,90 $ |
| 2° sur une conduite publique en fonte d'un diamètre de 250 mm à 300 mm : | 5 190,20 $ |

**109.** Pour l'exécution de divers travaux en relation avec la disjonction d'un branchement d'eau, il sera perçu :

1° pour un diamètre d'un branchement d'eau de 25 mm et moins :

| | |
|---|---|
| a) sur une conduite publique en fonte d'un diamètre de 100 mm à 300 mm | 633,30 $ |

b) sur une conduite publique en fonte d'un diamètre de 350 mm à 1 200 mm — 4 183,20 $

2° pour un diamètre d'un branchement d'eau de 38 mm à 50 mm :

a) sur une conduite publique en fonte d'un diamètre de 100 mm à 300 mm — 1 066,60 $

b) sur une conduite publique en fonte d'un diamètre de 350 mm à 1 200 mm — 4 217,30 $

3° pour un diamètre d'un branchement d'eau de 100 mm à 200 mm sur une conduite publique en fonte d'un diamètre de 100 mm à 200 mm : — 2 664,20 $

4° pour un diamètre d'un branchement d'eau de 100 mm à 300 mm sur une conduite publique en fonte d'un diamètre de 250 mm à 300 mm : — 5 722,60 $

Les tarifs prévus au présent article ne comprennent pas les travaux de creusage, de remblayage et de finition.

**110.** Pour les travaux de dégel d'une conduite de service d'eau privé métallique, à l'aide d'un appareil de dégel électrique, dans les limites de la Ville et dans les municipalités où la Ville est propriétaire du système de distribution en eau, il sera perçu :

1° intervention réalisée du lundi au vendredi, de 7 h 30 à 16 h :

a) d'une durée de 2 h 30 ou moins — 1 334,30 $

b) chaque heure supplémentaire après les premières 2 h 30 — 443,10 $

2° intervention réalisée du lundi au vendredi, après 16 h et jusqu'à 21 h, et les fins de semaine, de 7 h 30 à 21 h :

a) d'une durée de 2 h 30 ou moins — 1 709,20 $

b) chaque heure supplémentaire après les premières 2 h 30 — 569,50 $

**111.** Pour une demande de vérification d'un compteur d'eau dans un bâtiment utilisé en partie ou en totalité à des fins non résidentielles, il sera perçu, un dépôt de :

1° pour un compteur ayant un diamètre de 15 millimètres (5/8 pouce) avec ou sans pièce mécanique : — 195,60 $

2° pour un compteur ayant un diamètre de 20 millimètres (3/4 pouce) avec ou sans pièce mécanique : — 205,20 $

| | | |
|---|---|---|
| 3° | pour un compteur ayant un diamètre de 25 millimètres (1 pouce) avec ou sans pièce mécanique : | 251,90 $ |
| 4° | pour un compteur ayant un diamètre de 40 millimètres (1 1/2 pouce) avec ou sans pièce mécanique : | 352,80 $ |
| 5° | pour un compteur ayant un diamètre de 50 millimètres (2 pouces) mécanique : | 384,60 $ |
| 6° | pour un compteur ayant un diamètre de 50 millimètres (2 pouces) sans pièce mécanique : | 395,30 $ |
| 7° | pour un compteur ayant un diamètre de 75 millimètres (3 pouces) sans pièce mécanique : | 783,00 $ |
| 8° | pour un compteur ayant un diamètre de 100 millimètres (4 pouces) sans pièce mécanique : | 921,10 $ |
| 9° | pour un compteur ayant un diamètre de 150 millimètres (6 pouces) sans pièce mécanique : | 1 355,50 $ |
| 10° | pour un compteur ayant un diamètre de 200 millimètres (8 pouces) sans pièce mécanique : | 1 629,60 $ |
| 11° | pour un compteur ayant un diamètre de 250 millimètres (10 pouces) sans pièce mécanique : | 1 845,40 $ |
| 12° | pour un compteur ayant un diamètre de 300 millimètres (12 pouces) sans pièce mécanique : | 2 073,60 $ |

**SOUS-SECTION 2**
TRAVAUX RELATIFS AU SERVICE D'ÉGOUT

**112.** Pour le raccordement d'un égout privé à un égout public, il sera perçu, en fonction du diamètre de l'égout privé :

| | | |
|---|---|---|
| 1° | égout privé en fonte ou en PVC de : | |
| | a) 100 mm à 150 mm | 837,30 $ |
| | b) 200 mm | 889,30 $ |
| | c) 250 mm | 1 148,40 $ |
| 2° | égout privé en PVC de 300 mm : | 1 365,10 $ |

3° égout privé en fonte de :

| | | |
|---|---|---|
| a) | 300 mm | 1 148,40 $ |
| b) | 375 mm | 861,60 $ |
| c) | 450 mm | 895,60 $ |
| d) | 525 mm | 934,90 $ |
| e) | 600 mm | 1 292,90 $ |

4° égout privé en béton de :

| | | |
|---|---|---|
| a) | 250 mm et 300 mm et moins | 861,60 $ |
| b) | 375 mm | 895,60 $ |
| c) | 450 mm | 934,90 $ |
| d) | 525 mm | 1 292,90 $ |
| e) | 600 mm | 1 578,60 $ |

**113.** Pour les inspections de l'égout public lors de travaux de réhabilitation d'un égout privé à partir de l'égout public, il sera perçu : 623,70 $

**114.** Pour la modification de l'égout public résultant du raccordement d'un égout privé, il sera perçu, en fonction des diamètres suivants :

1° égout privé en fonte ou en PVC de :

| Diamètre de l'égout public | Diamètre de l'égout privé à raccorder | |
|---|---|---|
| 200 mm | 200 mm | 1 687,00 $ |
| 250 mm | 250 mm | 1 957,90 $ |
| 300 mm | 300 mm | 1 995,00 $ |
| 600 mm en briques | 300 mm | 3 000,00 $ |
| 375 mm à 600 mm | 375 mm | 3 057,40 $ |
| 675 mm à 750 mm et 600 mm x 900 mm en briques | 375 mm | 3 229,40 $ |
| 450 mm à 600 mm | 450 mm | 3 076,40 $ |
| 675 mm à 900 mm et 600 mm x 900 mm en briques | 450 mm | 3 369,60 $ |

2° égout privé en béton de :

| Diamètre de l'égout public | Diamètre de l'égout privé à raccorder |
|---|---|

| | | |
|---|---|---|
| 200 mm | 150 mm | 1 687,00 $ |
| 250 mm | 150 mm à 200 mm | 1 957,90 $ |
| 300 mm | 200 mm à 250 mm | 1 995,00 $ |
| 600 mm en briques | 200 mm à 250 mm | 3 000,00 $ |
| 375 mm à 600 mm | 250 mm à 300 mm | 3 057,40 $ |
| 675 mm à 750 mm et 600 mm x 900 mm en briques | 250 mm à 300 mm | 3 229,40 $ |
| 450 mm à 600 mm | 375 mm | 3 076,40 $ |
| 675 mm à 900 mm et 600 mm x 900 mm en briques | 375 mm | 3 369,60 $ |
| 450 mm à 600 mm | 450 mm | 3 825,40 $ |
| 675 mm à 900 mm et 600 mm x 900 mm en briques | 450 mm | 4 105,80 $ |
| 525 mm à 675 mm | 525 mm | 3 965,60 $ |
| 750 mm à 1 100 mm et 600 mm x 900 mm en briques | 525 mm | 4 308,70 $ |
| 600 mm à 750 mm | 600 mm | 4 084,40 $ |
| 900 mm à 1 200 mm et 600 mm x 900 mm en briques | 600 mm | 4 582,70 $ |

**115.** Pour le murage d'égout privé, il sera perçu :

1° pour un premier murage : 413,40 $

2° pour chaque murage additionnel, consécutif au premier et effectué sur les mêmes lieux : 407,00 $

Le tarif prévu au présent article ne comprend pas les travaux de creusage, de remblayage et de finition.

**116.** Pour l'étude d'une demande d'autorisation de construire un système de gestion des eaux pluviales, il sera perçu :

1° pour la réouverture d'une demande d'autorisation fermée pour défaut de la compléter ou la rendre conforme dans les délais prescrits : 334,80 $

2° pour l'étude d'une modification d'un projet de construction d'un système de gestion des eaux pluviales déjà autorisé, pour un même immeuble : 2 328,70 $

**117.** Pour l'ouverture et la fermeture d'un robinet d'arrêt extérieur, il sera perçu : 330,50 $

**SOUS-SECTION 3**
FORMATIONS ET LOCATION DE SALLES AU CENTRE DE FORMATION MAXIM'EAU

**118.** Pour un parcours de formation, matériel didactique compris, au centre de formation Maxim'eau situé au 10000, boulevard Louis-H.-La Fontaine, il sera perçu, par apprenant :

| | | |
|---|---|---|
| 1° | pour le parcours « Tronc commun » | 2 500,00 $ |
| 2° | pour le parcours « Chefs d'équipe » | 2 500,00 $ |
| 3° | pour le parcours « Bornes d'incendie » | 2 600,00 $ |
| 4° | pour le parcours « Inspection et manipulation de vannes » | 2 500,00 $ |
| 5° | pour le parcours « Isoler et remettre en service une portion de réseau » | 2 500,00 $ |
| 6° | pour le parcours « Compagnonnage » | 2 600,00 $ |

Les tarifs prévus au présent article ne comprennent pas les taxes.

**CHAPITRE VI**
VENTE ET FOURNITURE DE DOCUMENTS, DE PUBLICATIONS ET D'AUTRES ARTICLES

**SECTION I**
EXTRAITS DE REGISTRES, ABONNEMENTS, EXEMPLAIRES OU COPIES DE DOCUMENTS OFFICIELS OU D'ARCHIVES

**119.** Pour la fourniture d'extraits des rôles**,** les tarifs applicables sont ceux indiqués au chapitre II, section II et annexes du Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels du gouvernement du Québec (RLRQ, chapitre A-2.1, r. 3).

**120.** Pour un abonnement ou une transaction au système CITÉ PLUS concernant les extraits de rôle d'évaluation et de taxation, il sera perçu :

| | | |
|---|---|---|
| 1° | pour l'année : | 167,60 $ |
| 2° | par transaction, pour les abonnés : | 8,10 $ |
| 3° | par transaction, pour les non-abonnés : | 21,40 $ |

**121.** Pour un abonnement ou une transaction au système CITÉ MTL concernant les extraits de rôle d'évaluation et de taxation :

| | | |
|---|---|---|
| 1° | pour l'année : | 50,00 $ |
| 2° | par transaction, pour les abonnés : | 70,00 $ |
| 3° | par transaction, pour les non-abonnés : | 100,00 $ |

**122.** Pour la fourniture de documents par le Service du greffe, les tarifs applicables sont ceux prévus par le Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels du gouvernement du Québec (RLRQ, chapitre A-2.1, r. 3).

Malgré le premier alinéa, une personne physique à qui le droit d'accès à un document ou à un renseignement personnel est reconnu est exemptée du paiement des frais de transcription, de reproduction et de transmission prévus à ce règlement, jusqu'à concurrence de 20,00 $.

De plus, il sera perçu pour la fourniture des documents d'archives suivants :

| | | |
|---|---|---|
| 1° | copie numérique en haute résolution, par fichier : | 8,00 $ |
| 2° | numérisation d'un document, sur demande, en haute résolution, par fichier : | 14,70 $ |
| 3° | document audiovisuel numérique en haute résolution, par fichier : | 28,10 $ |

**123.** Pour la délivrance de la carte Accès Montréal aux résidents de la Ville de Montréal, il sera perçu, pour un ménage :

| | | |
|---|---|---|
| 1° | première carte : | 11,00 $ |
| 2° | deuxième carte : | 10,00 $ |
| 3° | carte supplémentaire : | 9,00 $ |

**124.** Pour la délivrance d'un certificat requis aux fins de la radiation d'un préavis de vente pour taxes avant la tenue de la vente : 151,00 $

**SECTION II**
PLANS

**125.** Pour la fourniture d'exemplaires de plans, il sera perçu :

| | | |
|---|---|---|
| 1° | plan de la Ville : | |
| | a) noir et blanc, 1 : 20 000, l'unité | 6,50 $ |
| | b) en couleur, 1 : 20 000, l'unité | 33,50 $ |
| 2° | plan de l'arrondissement : | |
| | a) noir et blanc, 1 : 20 000, l'unité | 6,50 $ |
| | b) en couleur, 1 : 20 000, l'unité | 12,25 $ |
| 3° | plan et profil, le pied carré : | 2,25 $ |
| 4° | plan SQRC (plan surface), en couleur : | 6,50 $ |
| 5° | autres plans, le pied carré : | 2,25 $ |
| 6° | feuillet A0 : | 5,50 $ |

**126.** Pour un fichier de plan numérisé, il sera perçu :

1° par fichier : 6,50 $

2° par CD, en sus du tarif prévu au paragraphe 1° : 6,50 $

**CHAPITRE VII**
AUTRES TARIFS

**127.** Pour les analyses effectuées dans le cadre des transactions immobilières suivantes, il sera perçu :

1° vente ou échange d'un terrain appartenant à la Ville : 588,00 $

2° établissement, modification ou radiation d'une servitude : 588,00 $

3° bail consenti par la Ville : 588,00 $

Le tarif prévu au paragraphe 1° du premier alinéa ne s'applique pas à la vente par la Ville d'un résidu de terrain, d'une parcelle de terrain ou partie de ruelle, si les conditions suivantes sont respectées :

1° le résidu de terrain, la parcelle de terrain ou la partie de ruelle visé est non constructible isolément et ne constitue pas une subdivision d'un plus grand ensemble constructible;

2° l'acquisition n'est pas faite à des fins de développement d'un nouveau projet de construction;

3° l'acquisition a lieu aux fins d'assemblage à un terrain riverain, qui aura, à la suite de cet assemblage, un indice de superficie de plancher égal ou inférieur à 3.

Le tarif prévu au paragraphe 3° du premier alinéa ne s'applique pas au renouvellement d'un bail.

Les tarifs prévus au premier alinéa ne s'appliquent pas lorsque la transaction est conclue à la demande de la Ville ou si elle a pour but de corriger une erreur de la Ville. De plus, ces tarifs ne s'appliquent pas lorsque la transaction est conclue entre la Ville et un organisme à but non lucratif et que celle-ci a pour but principal d'accorder une aide à cet organisme.

**128.** Pour l'analyse effectuée par le Bureau du cinéma et de la télévision de Montréal préalablement à l'émission d'un permis d'occupation du domaine public, pour chaque demande analysée visant l'utilisation d'un lieu public à des fins de tournage ou de production cinématographiques ou télévisuels, il sera perçu : 38,00 $

Le tarif prévu au présent article ne s'applique pas à une demande visant un tournage amateur ou un tournage réalisé par une personne morale à but non lucratif.

**129.** Pour la vente pour taxes d'un immeuble, il sera perçu :

1° frais d'avis de vente et de sa signification, sauf si le solde en capital de la dette est inférieur à 200 $ : 78,00 $

2° à compter du moment où l'immeuble est inscrit sur la liste de publication, des frais de vente de 5 % de la dette réclamée en capital, maximum : 2 000,00 $

**130.** Pour les frais de perception des cotisations des membres d'une société de développement commercial, sauf si le solde en capital de la dette est inférieur à 300 $, il sera perçu : 125,00 $

**131.** Pour les frais de perception d'autres recettes diverses, sauf si le solde en capital de la dette est inférieur à 300 $, il sera perçu : 145,00 $

**132.** Pour les frais de notification par poste certifiée d'un avis relatif au recouvrement de toute taxe, cotisation à une société de développement commercial (SDC) ou tarif impayé, il sera perçu : 23,00 $

**133.** Pour un chèque ou un autre ordre de paiement refusé par une institution financière, il sera perçu : 40,00 $

**134.** Pour l'arrêt du processus de traitement d'un chèque transmis à la Ville afin de payer une créance sur un compte, mais n'ayant pas encore été encaissé, il sera perçu, par compte :

1° pour un seul chèque : 15,50 $

2° pour plus d'un chèque : 20,50 $

**135.** Pour l'émission d'un chèque pour le remboursement d'un montant payé par erreur ou en excédent à la Ville lors du paiement d'un compte, il sera perçu, par chèque : 36,00 $

**136.** Pour les frais de transmission de tout document de la Ville, demandé par un citoyen, les frais de poste, de messagerie et de télécopie sont perçus selon le coût encouru.

**137.** Pour l'utilisation d'une borne de recharge pour véhicule électrique, il sera perçu, l'heure : 1,10 $

**CHAPITRE VIII**
PRÊT DE PERSONNEL

**138.** Pour le prêt de personnel à des organismes externes, il sera perçu, sans frais d'administration :

1° personnel syndiqué prêté à la Société du parc Jean-Drapeau : le salaire horaire de l'employé, auquel est ajouté un montant calculé en multipliant ce salaire par l'un des pourcentages suivants, selon le cas :

a) pour un employé permanent 32,33 %

b) pour un employé auxiliaire, incluant la compensation relative aux congés fériés 34,95 %

c) pour les heures supplémentaires 4,30 %

2° personnel autre que syndiqué prêté à l'organisme mentionné au paragraphe 1° ou personnel syndiqué ou non syndiqué prêté à d'autres organismes : le salaire horaire de l'employé, auquel est ajouté un montant calculé en multipliant ce salaire par l'un des pourcentages suivants, selon le cas :

a) si le prêt est de moins de 6 mois 58,28 %

b) si le prêt est de 6 mois et plus 32,40 %

c) pour les heures supplémentaires 4,30 %

Les tarifs prévus au paragraphe 2° du premier alinéa ne s'appliquent pas aux organismes ayant conclu une entente relative à une prestation et au coût afférent au prêt de personnel.

Les tarifs prévus au présent article ne comprennent pas les taxes.

**CHAPITRE IX**
STATIONNEMENT SUR RUE ET HORS RUE

**139.** Les tarifs applicables pour l'usage d'une place de stationnement sur rue, contrôlée par un parcomètre, une borne, un horodateur ou tout autre appareil ayant pour fonction de recevoir le paiement du tarif exigé, sur le réseau de voirie locale et artérielle sont prévus à l'annexe 7 intitulée « Tarifs des stationnements sur rue selon les secteurs » selon les secteurs identifiés sur le plan joint à l'annexe 8 intitulée « Réseau de stationnement tarifé sur rue – Tarification des secteurs – 2026 ».

**140.** Les tarifs pour l'usage d'une place de stationnement sur rue de type parcojour contrôlée par une borne située dans les secteurs identifiés sur le plan joint comme annexe 8 sont, jusqu'au 31 janvier 2026, établis comme suit :

1° secteur « Saint-Viateur-Ubisoft » (PMR-IS-1) du lundi au vendredi de 9 h à 18 h 4,25 $/h
maximum 12,25 $/jour

2° secteur « Duluth-Hôtel-Dieu » (PMR-IS-1), du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h 4,25 $/h
maximum 12,25 $/jour

3° secteur « Gaétan-Laberge » (VER-C-1) et (VER-IS-1), du lundi au vendredi de 9 h à 21 h, le samedi de 9 h à 18 h et le dimanche de 9 h à 18 h 2,75 $/h
maximum 12,25 $/jour

| | | |
|---|---|---|
| 4° | secteur « Hôpital Jean-Talon » (VSM-IS-1), du lundi au vendredi de 9 h à 18 h | 2,25 $/h<br>maximum 10,00 $/jour |
| 5° | secteur « Saint-Patrick-Nordelec » (SOU-IS-3), du lundi au vendredi de 9 h à 21 h et le samedi de 9 h à 18 h | 2,25 $/h<br>maximum 10,00 $/jour |
| 6° | secteur « Parc Angrignon » (SOU-IS-2), du lundi au vendredi de 9 h à 21 h, le samedi de 9 h à 18 h et le dimanche de 13 h à 18 h | 2,25 $/h<br>maximum 10,00 $/jour |
| 7° | secteur « Parc Olympique et de l'Assomption » (MHM-IS-1), du lundi au samedi de 9 h à 21 h et le dimanche de 13 h à 18 h | 2,25 $/h<br>maximum 14,00 $/jour |

Les tarifs pour l'usage d'une place de stationnement sur rue de type parcojour contrôlée par une borne située dans les secteurs identifiés sur le plan joint comme annexe 8 sont, à partir du 1e février 2026, établis comme suit :

| | | |
|---|---|---|
| 1° | secteur « Saint-Viateur-Ubisoft » (PMR-IS-1) du lundi au vendredi de 9 h à 18 h : | 4,25 $/h<br>maximum 12,25 $/jour |
| 2° | secteur « Duluth-Hôtel-Dieu » (PMR-IS-1), du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h : | 4,25 $/h<br>maximum 12,25 $/jour |
| 3° | secteur « Gaétan-Laberge » (VER-C-1) et (VER-IS-1), du lundi au vendredi de 9 h à 21 h, le samedi de 9 h à 18 h et le dimanche de 9 h à 18 h : | 2,75 $/h<br>maximum 12,25 $/jour |
| 4° | secteur « Hôpital Jean-Talon » (VSM-IS-1), du lundi au vendredi de 9 h à 18 h : | 2,50 $/h<br>maximum 11,00 $/jour |
| 5° | secteur « Saint-Patrick-Nordelec » (SOU-IS-3), du lundi au vendredi de 9 h à 21 h et le samedi de 9 h à 18 h : | 2,50 $/h<br>maximum 11,00 $/jour |
| 6° | secteur « Parc Angrignon » (SOU-IS-2), du lundi au vendredi de 9 h à 21 h, le samedi de 9 h à 18 h et le dimanche de 13 h à 18 h : | 2,50 $/h<br>maximum 11,00 $/jour |

7° secteur « Parc Olympique et de l'Assomption » (MHM-IS-1), du lundi au samedi de 9 h à 21 h et le dimanche de 13 h à 18 h : 2,50 $/h
maximum 15,00 $/jour

**141.** Malgré les articles 139 et 140, lorsqu'une place de stationnement tarifée sur rue fait également l'objet d'une signalisation indiquant notamment une zone de livraison, une zone de débarcadère, une voie ouverte à la circulation en période de pointe ou une voie réservée au transport collectif, les tarifs sont perçus uniquement durant les périodes ou plages horaires au cours desquelles cette signalisation n'est pas applicable.

**142.** Malgré les articles 139 et 140, l'usage d'une place de stationnement sur rue est autorisé à titre gratuit du 4 novembre au 11 novembre 2026 pour tout véhicule muni d'une plaque d'immatriculation émise par une autorité compétente et sur laquelle figure le sigle du coquelicot rouge.

**143.** Les tarifs applicables pour l'usage d'une place de stationnement hors rue sont établis conformément à l'annexe 6, intitulée « Tarifs des autoparcs », laquelle est jointe au présent règlement à l'égard des stationnements hors rue situés dans les arrondissements mentionnés dans cette annexe.

**144.** Les tarifs applicables pour l'usage d'une place de stationnement hors rue dans les arrondissements suivants sont établis comme suit :

1° arrondissement de Lachine :

a) les mêmes tarifs que ceux prévus aux articles 3.1.20, 3.1.21, 3.1.22, et 3.1.23 du Règlement numéro RCA14-19001 sur la tarification, en vigueur le 31 décembre 2014;

b) les mêmes tarifs que ceux prévus aux articles 3.1.19A du Règlement numéro RCA14-19001 sur la tarification, en vigueur le 31 décembre 2014 en leur appliquant une augmentation de 1,00 $/h;

2° arrondissement d'Outremont :

a) les mêmes tarifs que ceux prévus aux articles 8.20.4, 8.20.5 et 8.23.1 du Règlement relatif à la circulation et au stationnement (1171), en vigueur le 31 décembre 2014 ainsi que les tarifs prévus aux articles 8.20.2, 8.20.3 et 8.20.6 de ce même règlement en leur appliquant une augmentation de 0,25 $/h;

b) les mêmes tarifs que ceux prévus à l'article 69 du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2015) AO-279;

3° arrondissement de Saint-Laurent : les mêmes tarifs que ceux prévus à l'article 27 du Règlement numéro RCA14-08-1 sur les tarifs, en vigueur le 31 décembre 2014, pour une place de stationnement hors rue identifiée à la partie de l'annexe A relative au stationnement hors rue du Règlement numéro 878 sur la sécurité routière, en vigueur le 31 décembre 2014.

**145.** Aux fins du présent chapitre, le comité exécutif peut, par ordonnance, supprimer ou identifier de nouveaux secteurs et en fixer les tarifs.

Il peut également, par ordonnance, modifier les jours, les plages horaires ou les secteurs prévus au présent chapitre, aux annexes 6 et 7 ainsi que les secteurs identifiés sur le plan joint à l'annexe 8.

**CHAPITRE X**
SITES DE DÉVERSEMENT DE LA NEIGE

**146.** Pour le déversement de la neige aux endroits désignés à cette fin par la Ville, il sera perçu :

| | | |
|---|---|---|
| 1° | pour chaque déversement fait avec un camion 6 roues (2 essieux) : | 28,00 $ |
| 2° | pour chaque déversement fait avec un camion 10 roues (3 essieux) : | 41,90 $ |
| 3° | pour chaque déversement fait avec un camion 12 roues (4 essieux) : | 55,80 $ |
| 4° | pour chaque déversement fait avec un camion semi-remorque : | 83,60 $ |
| 5° | pour chaque déversement fait avec une remorque « POP » : | 55,80 $ |

Aux fins du premier alinéa, les sites suivants constituent les sites désignés aux fins du déversement de la neige :

1° le site Armand-Chaput situé dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles;

2° le site de la Carrière Saint-Michel situé dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension;

3° le site Angrignon dans l'arrondissement de LaSalle.

Les tarifs établis au premier alinéa s'appliquent pour tout autre site qui pourrait être accessible en cours d'année.

**CHAPITRE XI**
DISPOSITIONS RÉSIDUELLES

**147.** Dans les cas où le présent règlement ne fixe pas de tarif pour la fourniture de services à des tiers par les employés de la Ville, il sera perçu pour ces services :

1° le salaire horaire de la main-d'œuvre directement affectée aux opérations visées, auquel est ajouté un montant calculé en multipliant ce salaire par 66 % pour les heures régulières et par 4,3 % pour les heures supplémentaires ou, si ces services sont fournis à la Société du parc Jean-Drapeau ou à la société du

Parc Six Flags de Montréal, les taux prévus à l'article 138, les tarifs prévus au présent paragraphe ne comprennent pas les taxes;

2° le loyer pour l'utilisation du matériel roulant selon le tarif détaillé qui figure à l'annexe 5 ou, le cas échéant, le montant facturé à la Ville pour la location de matériel roulant ou d'équipements aux fins des opérations visées;

3° le coût des produits utilisés ou fournis aux fins du service rendu;

4° les frais d'administration, au taux de 15 % appliqué sur le total des frais mentionnés aux paragraphes 1°, 2° et 3°, ce taux étant toutefois de 9,50 % pour le fond relatif à la Commission des services électriques de Montréal et de 0 % pour la Société du parc Jean-Drapeau.

**148.** Les tarifs prévus aux règlements et résolutions de l'ancienne Communauté urbaine de Montréal, en vigueur au 31 décembre 2001, tels qu'indexés à cette date, le cas échéant, s'ils ne sont pas incompatibles avec ceux prévus au présent règlement, s'appliquent, en les adaptant, quant aux objets relevant de la compétence du conseil de la ville, conformément à la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec.

**149.** Le comité exécutif peut, par ordonnance, accorder une réduction partielle ou totale de tout tarif prévu par le présent règlement pour une catégorie de biens, de services ou de contribuables qu'il détermine. Il peut également augmenter tout tarif fixé par le présent règlement.

**CHAPITRE XII**
APPLICATION ET PRISE D'EFFET

**150.** Le présent règlement a préséance sur tout règlement d'une municipalité visée à l'article 5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec portant sur le même objet.

**151.** Le présent règlement prend effet à la date de sa publication, remplace à compter de cette date le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2025) (24-044) et a effet jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou abrogé.

---

**ANNEXE 1**
ORGANISMES

**ANNEXE 2**
LOCATION DE SALLES, JARDINS, CHAPITEAUX ET BÂTIMENTS DU BIODÔME, DE L'INSECTARIUM, DU JARDIN BOTANIQUE ET DU PLANÉTARIUM

**ANNEXE 3**
LOCATION D'ÉQUIPEMENTS HYDROMÉTRIQUES ET D'ARPENTAGE

**ANNEXE 4**
ANALYSES, ESSAIS, ÉTUDES ET RECHERCHES EFFECTUÉS PAR LE LABORATOIRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

**ANNEXE 5**
LOYER POUR L'UTILISATION DU MATÉRIEL ROULANT

**ANNEXE 6**
TARIFS DES AUTOPARCS

**ANNEXE 7**
TARIFS DES STATIONNEMENTS SUR RUE SELON LES SECTEURS

**ANNEXE 8**
RÉSEAU DE STATIONNEMENT TARIFÉ SUR RUE – TARIFICATION DES SECTEURS – 2026

---

GDD1253074025

**ANNEXE 1**
(article 9)
**ORGANISMES**

1. Accueil Bonneau
2. Action-Réinsertion (le Sac à dos)
3. Le bon Dieu dans la rue, organisation pour jeunes adultes
4. C.a.c.t.u.s. Montréal
5. La cafétéria communautaire Multi Caf
6. Carrefour d'alimentation et de partage St-Barnabé inc.
7. Dîners St-Louis
8. Dopamine
9. Maison des amis du Plateau Mont-Royal
10. La Maison Benoît Labre
11. Mission bon Accueil
12. Mission Old Brewery
13. Plein milieu
14. Rue Action Prévention (RAP) jeunesse
15. Refuge des jeunes de Montréal
16. Spectre de rue Inc.
17. Travail de rue / Action communautaire (TRAC)
18. L'Unité d'intervention mobile L'Anonyme
19. Y des femmes de Montréal
20. YMCA du Québec (programme Dialogue)

**ANNEXE 2**
(article 56)
**LOCATION DE SALLES, JARDINS, CHAPITEAUX ET BÂTIMENTS DU BIODÔME, DE L'INSECTARIUM, DU JARDIN BOTANIQUE ET DU PLANÉTARIUM**

**SECTION I**
TARIFS DE BASE

**1.** Pour la location de salles, jardins, chapiteaux et bâtiments des musées du Biodôme, de l'Insectarium, du Jardin botanique et du Planétarium, prévus par la présente annexe, il sera perçu, l'heure, pour un minimum de trois heures :

1° Jardin botanique :

| | | |
|---|---|---|
| a) | Jardin de Chine | |
| | i. jardin entier | 1 135,00 $ |
| | ii. terrasse seulement | 350,00 $ |
| | iii. cour d'entrée seulement | 350,00 $ |
| | iv. cours de penjings | 350,00 $ |
| | v. pavillon de l'ombre verte | 150,00 $ |
| | vi. lotus | 250,00 $ |
| | vii. lotus et sa cour | 500,00 $ |
| b) | Pavillon japonais | |
| | i. Toyota (avec corridor du pavillon) | 410,00 $ |
| | ii. salle pour cérémonie du thé | 230,00 $ |
| | iii. bibliothèque | 175,00 $ |
| c) | Belvédère du Jardin japonais | 175,00 $ |
| d) | Grande serre | 350,00 $ |
| e) | autres serres | |
| | i. serres numéros 1 à 9, l'ensemble | 1 020,00 $ |
| | ii. serres numéros 1 à 10, l'ensemble | 1 135,00 $ |
| | iii. serres numéros 6 à 10, l'ensemble | 690,00 $ |
| | iv. serre centrale (connue sous le nom de serre Molson) | 310,00 $ |
| f) | complexe d'accueil | |
| | i. complexe d'accueil | 310,00 $ |
| | ii. complexe d'accueil avec serre centrale (connue sous le nom de serre Molson) | 400,00 $ |
| | iii. complexe d'accueil avec la grande serre | 500,00 $ |
| | iv. complexe d'accueil avec les serres numéros 1 à 10 | 1 325,00 $ |
| | v. complexe d'accueil avec les serres numéros 6 à 10 | 835,00 $ |
| | vi. complexe d'accueil avec Auditorium Henry-Teuscher | 545,00 $ |
| g) | salle Chlorophylle | 175,00 $ |
| h) | salle polyvalente 1 | 75,00 $ |
| i) | salle polyvalente 2 | 75,00 $ |

| | | |
|---|---|---|
| j) | Maison de l’arbre | |
| | i. maison entière | 455,00 $ |
| | ii. salle polyvalente | 75,00 $ |
| k) | Auditorium Henry-Teuscher | 360,00 $ |
| l) | Jardin des Premières-Nations | 350,00 $ |
| m) | hall d’entrée de l’édifice Marie-Victorin | 150,00 $ |
| n) | grand chapiteau temporaire | 410,00 $ |
| o) | chapiteau permanent | 350,00 $ |
| p) | salle André-Bouchard du Centre sur la biodiversité | |
| | i. salle complète | 670,00 $ |
| | ii. salle lorsqu’il y a une exposition | 410,00 $ |
| q) | jardins de la paix (terrasse du restaurant) | 400,00 $ |
| r) | terrasse du restaurant côté nord | 175,00 $ |
| s) | salle de direction | 175,00 $ |
| t) | cafétéria Marie-Victorin | 200,00 $ |
| u) | hall d’entrée de l’édifice Marie-Victorin et cafétéria | 300,00 $ |

2° Insectarium :

| | | |
|---|---|---|
| a) | Insectarium en entier | 1 600,00 $ |
| b) | hall d’accueil | 280,00 $ |
| c) | dôme | 350,00 $ |
| d) | grand vivarium | 410,00 $ |
| e) | atelier | 280,00 $ |
| f) | hall d’accueil et dôme | 510,00 $ |
| g) | hall d’accueil et grand vivarium | 545,00 $ |
| h) | dôme et atelier | 510,00 $ |
| i) | grand vivarium et atelier | 545,00 $ |
| j) | halte | 75,00 $ |
| k) | parvis extérieur | 330,00 $ |

| | | |
|---|---|---|
| l) | salle Monarque | 175,00 $ |
| m) | hall d’accueil et parvis extérieur | 545,00 $ |

3° Biodôme :

| | | |
|---|---|---|
| a) | Biodôme entier (quatre écosystèmes et hall d’accueil) | 4 510,00 $ |
| b) | hall d’accueil | 530,00 $ |
| c) | atrium | 350,00 $ |
| d) | hall d’accueil et atrium | 720,00 $ |
| e) | mezzanine | 350,00 $ |
| f) | boucle périphérique (exposition « À moi d’agir ») | 295,00 $ |
| g) | boucle périphérique et aire de restauration | 410,00 $ |
| h) | salle des découvertes | 230,00 $ |
| i) | régions subpolaires | 575,00 $ |
| j) | régions subpolaires et atrium | 800,00 $ |
| k) | belvédère du Golfe du Saint-Laurent | 575,00 $ |
| l) | vue sous-marine du Golfe du Saint-Laurent | 575,00 $ |
| m) | Golfe du Saint-Laurent | 1 020,00 $ |
| n) | Golfe du Saint-Laurent et atrium | 1 250,00 $ |
| o) | érablière des Laurentides | 575,00 $ |
| p) | érablière des Laurentides et atrium | 800,00 $ |
| q) | forêt tropicale humide | 575,00 $ |
| r) | forêt tropicale humide et atrium | 800,00 $ |
| s) | Biodôme – niveau 100 | 295,00 $ |
| t) | salle de direction | 175,00 $ |

4° Planétarium :

| | | |
|---|---|---|
| a) | une salle d’animation | 320,00 $ |
| b) | une salle d’animation et un théâtre | 605,00 $ |

| | | |
|---|---|---|
| c) | deux salles d’animation regroupées | 455,00 $ |
| d) | deux salles d’animation et un théâtre | 775,00 $ |
| e) | deux salles d’animation et deux théâtres | 935,00 $ |
| f) | trois salles d’animation regroupées | 550,00 $ |
| g) | trois salles d’animation et un théâtre | 915,00 $ |
| h) | quatre salles d’animation (P11, P12, P13, P14) | 650,00 $ |
| i) | un théâtre | 510,00 $ |
| j) | les deux théâtres | 770,00 $ |
| k) | trois salles d’animation regroupées et les deux théâtres | 1 070,00 $ |
| l) | salle d’exposition | 400,00 $ |
| m) | salle d’exposition et un théâtre | 695,00 $ |
| n) | salle d’exposition et les deux théâtres | 855,00 $ |
| o) | hall d’accueil, incluant l’aire de restauration | 490,00 $ |
| p) | hall d’accueil, incluant l’aire de restauration et un théâtre | 755,00 $ |
| q) | hall d’accueil, incluant l’aire de restauration et les deux théâtres | 905,00 $ |
| r) | hall d’accueil, incluant l’aire de restauration et la salle d’exposition | 695,00 $ |
| s) | hall d’accueil, incluant l’aire de restauration, la salle d’exposition et un théâtre | 1 070,00 $ |
| t) | rez-de-chaussée comprenant le hall, les 2 théâtres et la salle d’exposition | 1 175,00 $ |
| u) | hall d’accueil, incluant l’aire de restauration et une salle d’animation | 630,00 $ |
| v) | hall d’accueil, incluant l’aire de restauration et deux salles d’animation | 710,00 $ |
| w) | hall d’accueil, incluant l’aire de restauration et trois salles d’animation | 780,00 $ |
| x) | local 310 | 175,00 $ |

**2.** Pour les ressources humaines nécessaires pour un soutien logistique et technique lors de la location de salles des musées d'Espace pour la vie, il sera perçu, l'heure, pour un minimum de trois heures :

| | | |
|---|---|---|
| 1° | technicien audiovisuel | 60,00 $ |
| 2° | préposé à l'accueil | 45,00 $ |
| 3° | préposé à l'entretien ménager | 50,00 $ |

**SECTION II**
TARIFS PARTICULIERS

**3.** Pour chaque heure de location ayant lieu après minuit, les tarifs prévus aux articles 1 et 2 de la présente annexe sont majorés de 50 %.

**4.** Un rabais de 50 % est offert aux organismes à but non lucratif sur les tarifs prévus à l'article 1 de la présente annexe.

**5.** Un rabais de 15 % est appliqué au total des tarifs qui seraient autrement applicables sur toute location de salles multiples dont le tarif n'est pas prévu à l'article 1 de la présente annexe.

**6.** Les tarifs prévus à l'article 1 de la présente annexe ne sont pas applicables aux organismes à but non lucratif lorsque la location est effectuée pour l'exercice d'activités qui contribuent à la mission des musées d'Espace pour la vie.

**7.** Les tarifs prévus aux articles 1 et 2 de la présente annexe ne sont pas applicables aux sociétés amies et aux sociétés partenaires lorsque la location est effectuée pour l'exercice des activités prévues à leurs statuts constitutifs.

**8.** Les tarifs prévus au sous-paragraphe k) du paragraphe 1° de l'article 1 et à l'article 2 de la présente annexe pour la location de l'auditorium Henry-Teuscher, ne sont pas applicables à la Société québécoise de phytotechnologie (SQP) les 6 et 7 mai 2026 à l'occasion de son colloque annuel.

**9.** Les tarifs prévus aux sous-paragraphe b) à e) du paragraphe 3° de l'article 1 et à l'article 2 de la présente annexe pour la location du hall d'accueil, de l'atrium et de la mezzanine au Biodôme, ne sont pas applicables au conseil régional de l'environnement (SQP) le 29 janvier 2026 à l'occasion du gala annuel du CRÉ Montréal.

**10.** Les tarifs prévus au sous paragraphe b) du paragraphe 3 et au sous-paragraphe w) du paragraphe 4 de l'article 1 de la présente annexe pour la location du hall d'accueil du Biodôme, et du hall d'accueil incluant l'aire de restauration et trois salles d'animation du Planétarium, ne sont pas applicables pour l'International Association of Aquatic Animal Medicine (IAAAM) le 10 mai 2026.

**11.** Les tarifs prévus à l'article 1 de la présente annexe sont majorés de 20 % pour toute location dans les périodes de fort achalandage suivantes : du 1e mai au 30 juin 2026, et du 1e septembre au 31 octobre 2026.

**ANNEXE 3**
(article 90)
**LOCATION D'ÉQUIPEMENTS HYDROMÉTRIQUES ET D'ARPENTAGE**

| | | |
|---|---|---|
| 1. | Analyseur « Mc Ilroy », avec deux opérateurs | 2 103,80 $/j |
| 2. | Appareil « Sthil » pour percer les égouts | 10,30 $/h |
| 3. | Appareil pour localiser les fuites d'eau | 18,80 $/h |
| 4. | Coupe tuyau « Smith » (30"x 36") | 581,70 $/j |
| 5. | Coupe tuyau « Smith » (42"x 48") | 741,30 $/j |
| 6. | Découpeuse à disque «Sthil-Cut-Quick» | 10,60 $/h |
| 7. | Digimètre | 21,60 $/h |
| 8. | Enregistreur de débits ou manomètre différentiel | 19,20 $/j |
| 9. | Enregistreur de pression | 17,90 $/j |
| 10. | Instrument de détection | 4,20 $/h |
| 11. | Marteau à buriner | 8,40 $/h |
| 12. | Opérateur de vanne « Wachs power drive machine » | 8,40 $/h |
| 13. | Perceuse « Mueller », CC-25 | 10,30 $/h |
| 14. | Perceuse « Mueller », CL-12 (4"x 12") | 46,00 $/h |
| 15. | Perceuse « Mueller », D-4 ou D-5 | 6,90 $/h |
| 16. | Perceuse et taraudeuse « Mueller », B-100 | 9,80 $/h |
| 17. | Perceuse et taraudeuse « Mueller », A (2") | 9,60 $/h |
| 18. | Perceuse et taraudeuse « Mueller », J | 4,20 $/h |
| 19. | Perceuse et taraudeuse « Mueller », B (1/2"à 1") | 9,40 $/h |
| 20. | Pompe pneumatique d'épuisement (200 gal/h) | 4,20 $/h |
| 21. | Scie à chaîne | 7,00 $/h |
| 22. | Scie pneumatique rotative « Frein » pour tuyau | 30,60 $/h |
| 23. | Tube de Pitot (sur réseau) | 23,30 $/j |
| 24. | Tube de Pitot (piézomètre sur borne-fontaine) | 6,40 $/j |
| 25. | Unité mobile pour la chlorination des conduites | 9,40 $/h |

**ANNEXE 4**
(article 100)
**ANALYSES, ESSAIS, ÉTUDES ET RECHERCHES EFFECTUÉS PAR LE LABORATOIRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL**

**1.** Pour les analyses et essais suivants, il sera perçu les mêmes taux que ceux prévus au Guide de rémunération, ingénierie des sols et matériaux, géoenvironnement, toiture et étanchéité, édition 2025, publié par l'Association des firmes de génie-conseil Québec (AFG) :

**A. SOLS ET GRANULATS**

1. Analyse granulométrique - S 1 (LC 21-040)
2. Colorimétrie – S 31 (CSA A23.2-7A)
3. Combustion – teneur en matières organiques – S 13A (LC 31-228)
4. Densité relative et absorption granulats fins – S 8B (LC 21-065)
5. Densité relative et absorption granulats grossiers – S 8A (LC 21-067)
6. Détermination de la quantité de mottes d'argile et en particules friables – S 11 (CSA-A23.2-3A)
7. Fragmentation – S 14 (LC 21-100)
8. Humidité superficielle granulat fin – S 30 (CSA A23.2-11A)
9. Los Angeles – S 4 (LC 21-400)
10. Masse volumique de référence (matériaux contenant moins de 10 % passant le 80 µm) – S 2 (BNQ 2501-255)
11. Micro-Deval – S 4 (LC 21-070)
12. Analyse pétrographique – S 28 (CSA A23.2-15A)
13. Nucléodensimètre – APS 1
14. Teneur en particules allongées – S 6 (LC 21-265)
15. Teneur en particules plates – S 5 (LC 21-265)
16. Résistance à la désagrégation des granulats, 5 cycles (solution MgSO4 ou Na2SO4) – S 3 (CSA A23.2-9A)
17. Détermination de la teneur en eau – T 3 (BNQ 2501-170)

**B. BÉTON PLASTIQUE ET DURCI**

1. Détermination de la masse volumique et de l'absorption d'eau dans le béton – BC 27 (CSA A23.2-11C)
2. Détermination microscopique des caractéristiques du réseau de vides d'air du béton durci – BC 26 (ASTM C 457)
3. Essai de traction par écrasement (dit «Brésilien») – BC 24 (CSA A23.2-13C)
4. Essai en compression sur cylindre de béton – BC 20 (CSA A23.2-9C)
5. Essai en compression sur carottes de béton – BC 21 (CSA A23.2-14C)
6. Essai en flexion d'une poutre de béton – BC 23 (CSA A23.2-8C)
7. Résistance à l'écaillage des surfaces de béton aux sels déglaçants, 50 cycles – BC 33A (ASTM C-672)
8. Résistance à l'écaillage des surfaces de béton aux sels déglaçants, 56 cycles – BC 33B (BNQ 2621-905)
9. Essai de traction directe en laboratoire – BC 25 (CSA A23.2-6B)

## C. MAÇONNERIE

1. Blocs ou brique de béton, résistance à la compression – BC 50 (ASTM C-140)
2. Blocs ou brique de béton, absorption, masse volumique et dimension – BC 51 (CSA A165.1)
3. Brique d'argile série de 5 – BC 52 (CAN3 A82.2)

## D. MORTIER ET COULIS

1. Résistance à la compression sur cubes de mortier – BC 3 (CSA A3004-C2)

## E. PRODUITS DE BÉTON

1. Durabilité aux cycles de gel-dégel (25 cycles) sur éléments de regard de puisard – BC 64 (BNQ 2622-420)
2. Essais sur pavés préfabriqués de béton de ciment, absorption et masse volumique – BC 63D (ASTM C-140)
3. Essais sur pavés préfabriqués de béton de ciment, vérification dimensionnelle, carottage et résistance à la compression, durabilité aux cycles de gel-dégel (50 cycles) avec sel déglaçant – BC 63 (CSA A231.2)

## F. APPAREILS ET ÉQUIPEMENTS POUR BÉTON DE CIMENT ET PRODUITS DE BÉTON

1. Carotteuse électrique pour béton, Préparation – APBC 1A
2. Carotteuse électrique pour béton, En opération (excluant l'opérateur et son aide) – APBC 1B
3. Carotteuse électrique pour béton, Génératrice – APBC 1C
4. Détecteur d'acier d'armature – APBC 5
5. Aéromètre, cône d'affaissement et accessoires – APBC 8
6. Appareil de mesure de transmission de vapeur d'eau dans le béton – APBC 20

## G. ENROBÉS BITUMINEUX

1. Carottage d'enrobés bitumineux, Préparation – APBM 1A
2. Nucléodensimètre type Troxler 4640 et 3450 – APMB 3

## H. APPAREILS ET ÉQUIPEMENTS POUR ENROBÉS BITUMINEUX

1. Carotteuse électrique, En opération (excluant l'opérateur et son aide) – APBM 1B
2. Génératrice – APBM 1C
3. Carotteuse à essence en opération (excluant l'opérateur et son aide) – APBM 1D

## I. PRÉLÈVEMENTS D'ÉCHANTILLONS

1. Carottage en laboratoire
2. Carottage extérieur, carotteuse autonome
3. Cueillette par camionnette

**2.** Pour les analyses, essais, études et recherches suivants, il sera perçu :

**A. ANALYSES CHIMIQUES**

| | |
|---|---|
| 1. Demande chimique en oxygène | 38,40 $ |
| 2. Dose d'alun | 337,00 $ |
| 3. Matières en suspensions (MES) | 26,60 $ |
| 4. Phosphore total | 19,10 $ |

**B. MÉTAUX ET PRODUITS MÉTALLIQUES**

| | |
|---|---|
| 1. Cadre et couvercle de regard, essais de chargement | 126,00 $ |
| 2. Cadre et couvercle de regard, poids et dimensions | 118,90 $ |
| 3. Essais mécaniques : traction, allongement, limite proportionnelle, avec usinage | 516,70 $ |
| 4. Essais mécaniques : traction, allongement, limite proportionnelle, sans usinage | 139,80 $ |
| 5. Grille de puisard, essais de chargement | 126,00 $ |
| 6. Grille de puisard, poids et dimensions | 98,00 $ |
| 7. Tuyau de fonte ductile, usinage et traction, 3 spécimens | 516,70 $ |

**C. PRODUITS DE BÉTON**

| | |
|---|---|
| 1. Essai de résistance à la fissuration et à la rupture sur les tuyaux de béton (BNQ 2622-921) | 381,40 $ |

**D. TUYAUX, MATIÈRES PLASTIQUES**

| | |
|---|---|
| 1. Conduite d'aqueduc, PCV, essais hydrostatiques et dimensions | 551,70 $ |
| 2. Conduits électriques, Commission des services électriques de la Ville de Montréal, 2 longueurs (ACNOR C-22.2-210 et 211) | 1 047,30 $ |
| 3. Égout lisse, PVC, 3 échantillons (BNQ 3624-130-135) | 460,90 $ |
| 4. Égout nervuré, PVC, 3 échantillons (BNQ 3624-135) | 460,90 $ |
| 5. Tuyau en polyéthylène, identification du matériau, densité et dimensions | 321,30 $ |

**E. PRÉLÈVEMENTS D'ÉCHANTILLONS**

| | |
|---|---|
| 1. Cueillette d'échantillons lourds, l'heure : | 184,60 $ |

**F. ESSAIS ET ÉTUDES**

| | |
|---|---|
| 1. Agent technique, l'heure | 131,40 $ |
| 2. Agent technique principal, l'heure | 150,00 $ |
| 3. Analyste de matériaux, l'heure | 109,20 $ |
| 4. Dessinateur, l'heure | 101,10 $ |
| 5. Ingénieur groupe 2, l'heure | 170,80 $ |
| 6. Ingénieur groupe 4, l'heure | 212,50 $ |
| 7. Ingénieur groupe 5, l'heure | 232,40 $ |

**ANNEXE 5**
(article 147)
LOYER POUR L'UTILISATION DU MATÉRIEL ROULANT

**1.** Pour l'utilisation du matériel roulant suivant, il sera perçu, incluant le coût du carburant mais excluant le coût de l'opérateur :

1. 109 Voiturette aspirateur :
   a. Tarif horaire 14,80 $
   b. Tarif pour une demi-journée 57,90 $
   c. Tarif quotidien 117,00 $
   d. Tarif hebdomadaire 583,50 $
   e. Tarif mensuel 2 429,30 $

2. 127 Camionnette 4X4 Cabine simple :
   a. Tarif horaire 8,70 $
   b. Tarif pour une demi-journée 30,80 $
   c. Tarif quotidien 60,40 $
   d. Tarif hebdomadaire 302,90 $
   e. Tarif mensuel 1 259,50 $

3. 134 Automobile sous-compacte 4 cylindres, 4 portes :
   a. Tarif horaire 2,50 $
   b. Tarif pour une demi-journée 8,60 $
   c. Tarif quotidien 17,40 $
   d. Tarif hebdomadaire 83,70 $
   e. Tarif mensuel 360,80 $

4. 140 Automobile compacte électrique :
   a. Tarif horaire 3,80 $
   b. Tarif pour une demi-journée 10,00 $
   c. Tarif quotidien 19,70 $
   d. Tarif hebdomadaire 99,80 $
   e. Tarif mensuel 433,30 $

5. 153 Automobile intermédiaire hybride :
   a. Tarif horaire 2,50 $
   b. Tarif pour une demi-journée 10,00 $
   c. Tarif quotidien 18,40 $
   d. Tarif hebdomadaire 92,40 $
   e. Tarif mensuel 401,30 $

6. 164 VUS ou Multisegment 4 cylindres :
   a. Tarif horaire 3,80 $
   b. Tarif pour une demi-journée 10,00 $
   c. Tarif quotidien 20,90 $
   d. Tarif hebdomadaire 104,70 $
   e. Tarif mensuel 453,00 $

7. 176 Fourgonnette 6 cylindres vitrée :
   a. Tarif horaire 3,80 $
   b. Tarif pour une demi-journée 13,60 $

| | |
|---|---|
| c. Tarif quotidien | 28,40 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 139,10 $ |
| e. Tarif mensuel | 604,40 $ |

8. 179 Fourgonnette 8 cylindres non-vitrée :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 4,90 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 16,00 $ |
| c. Tarif quotidien | 32,00 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 161,30 $ |
| e. Tarif mensuel | 698,00 $ |

9. 211 Camionnette 5 001-10 000 lb. :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 4,90 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 18,50 $ |
| c. Tarif quotidien | 37,00 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 187,10 $ |
| e. Tarif mensuel | 811,20 $ |

10. 212 Camionnette 5 001-10 000 lb., cabine équipée :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 8,70 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 32,00 $ |
| c. Tarif quotidien | 64,00 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 317,70 $ |
| e. Tarif mensuel | 1 319,70 $ |

11. 217 Camion 5 001-10 000 lb., fourgon :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 6,20 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 22,30 $ |
| c. Tarif quotidien | 45,50 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 227,70 $ |
| e. Tarif mensuel | 984,70 $ |

12. 234 Camion 14 001-16 500 lb., benne basculante, cabine équipée

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 11,10 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 41,90 $ |
| c. Tarif quotidien | 83,70 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 417,20 $ |
| e. Tarif mensuel | 1 738,50 $ |

13. 237 Camion 14 001-16 500 lb., fourgon :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 11,10 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 39,50 $ |
| c. Tarif quotidien | 78,80 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 395,20 $ |
| e. Tarif mensuel | 1 644,70 $ |

14. 283 Camion 30 001 lb. et +, 2 essieux, benne basculante :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 18,50 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 72,70 $ |
| c. Tarif quotidien | 145,30 $ |

| | |
|---|---|
| d. Tarif hebdomadaire | 723,80 $ |
| e. Tarif mensuel | 3 014,30 $ |

15. 285 Camion 30 001 lb. et +, 2 essieux, nacelle :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 29,60 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 117,00 $ |
| c. Tarif quotidien | 233,90 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 1 170,90 $ |
| e. Tarif mensuel | 4 871,90 $ |

16. 293 Camion 30 001 lb. et +, 3 essieux, benne basculante :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 30,80 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 118,20 $ |
| c. Tarif quotidien | 237,70 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 1 187,20 $ |
| e. Tarif mensuel | 4 940,20 $ |

17. 296 Camion 30 001 lb. et +, 3 essieux, Grue Treuil :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 34,50 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 133,00 $ |
| c. Tarif quotidien | 265,90 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 1 277,90 $ |
| e. Tarif mensuel | 5 535,30 $ |

18. 301 Surfaceuse à glace :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 11,10 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 41,90 $ |
| c. Tarif quotidien | 83,70 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 417,20 $ |
| e. Tarif mensuel | 1 736,40 $ |

19. 316 Camion tasseur 20-23.9 VG.CU :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 37,00 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 145,30 $ |
| c. Tarif quotidien | 289,30 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 1 390,00 $ |
| e. Tarif mensuel | 6 023,40 $ |

20. 319 Camion vide-puisards :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 48,00 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 188,40 $ |
| c. Tarif quotidien | 376,70 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 1 809,80 $ |
| e. Tarif mensuel | 7 838,20 $ |

21. 324 Camion arroseuse 6X4 2 001-3 000 gallons :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 27,20 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 103,40 $ |
| c. Tarif quotidien | 206,90 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 1 035,30 $ |
| e. Tarif mensuel | 4 309,40 $ |

22. 347 Camion incendie pompe 1 201-1 600 USGPM :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 56,70 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 221,70 $ |
| c. Tarif quotidien | 444,50 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 2 134,90 $ |
| e. Tarif mensuel | 9 241,40 $ |

23. 393 Porteur multimode 4X2 (Sans accessoire) :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 23,50 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 89,90 $ |
| c. Tarif quotidien | 178,60 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 893,60 $ |
| e. Tarif mensuel | 3 720,40 $ |

24. 413 Tracteur roues 45 CV - 64.9 CV :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 13,60 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 50,50 $ |
| c. Tarif quotidien | 99,80 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 501,00 $ |
| e. Tarif mensuel | 2 085,90 $ |

25. 437 Chargeur sur roues 3.00-3.99 VG.CU. :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 25,80 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 99,80 $ |
| c. Tarif quotidien | 198,20 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 992,10 $ |
| e. Tarif mensuel | 4 127,00 $ |

26. 451 Chargeuse pelleteuse (en location) :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 39,50 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 155,20 $ |
| c. Tarif quotidien | 310,30 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 1 490,80 $ |
| e. Tarif mensuel | 6 449,30 $ |

27. 513 Tracteur sur chenillettes :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 43,20 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 172,40 $ |
| c. Tarif quotidien | 343,50 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 1 651,80 $ |
| e. Tarif mensuel | 7 153,40 $ |

28. 525 Souffleuse 1 601-2 000 TON/HR :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 28,40 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 108,40 $ |
| c. Tarif quotidien | 216,70 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 1 084,30 $ |
| e. Tarif mensuel | 4 515,20 $ |

29. 539 Balai aspirateur 5 VG.CU et + (en location) :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 73,70 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 290,70 $ |

| | |
|---|---|
| c. Tarif quotidien | 581,00 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 2 794,10 $ |
| e. Tarif mensuel | 12 096,60 $ |

30. 545 Chariot élévateur 4 001-5 000 lb. :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 3,80 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 11,10 $ |
| c. Tarif quotidien | 20,90 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 105,90 $ |
| e. Tarif mensuel | 460,40 $ |

31. 593 Tondeuse 72 PO. et + :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 7,40 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 29,60 $ |
| c. Tarif quotidien | 57,90 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 290,70 $ |
| e. Tarif mensuel | 1 207,60 $ |

32. 597 Tondeuse 7 couteaux :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 22,30 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 84,90 $ |
| c. Tarif quotidien | 169,90 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 850,60 $ |
| e. Tarif mensuel | 3 539,00 $ |

33. 635 Aspirateur à feuilles :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 4,90 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 16,00 $ |
| c. Tarif quotidien | 32,00 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 160,10 $ |
| e. Tarif mensuel | 694,30 $ |

34. 661 Compresseur 100 PCM :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 1,30 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 3,80 $ |
| c. Tarif quotidien | 6,20 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 30,80 $ |
| e. Tarif mensuel | 135,50 $ |

35. 678 Hache Branches :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 6,20 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 24,60 $ |
| c. Tarif quotidien | 49,30 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 246,20 $ |
| e. Tarif mensuel | 1 063,90 $ |

36. 752 Fardier 2-4 tonnes :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 1,20 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 4,90 $ |
| c. Tarif quotidien | 8,70 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 45,50 $ |
| e. Tarif mensuel | 195,90 $ |

37. 759 Fardier 16 tonnes et + :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 3,80 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 11,10 $ |
| c. Tarif quotidien | 22,30 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 112,10 $ |
| e. Tarif mensuel | 482,50 $ |

38. 761 Roulotte :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 1,30 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 3,80 $ |
| c. Tarif quotidien | 6,20 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 33,30 $ |
| e. Tarif mensuel | 142,90 $ |

39. 766 Remorque Théâtre :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 7,40 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 24,60 $ |
| c. Tarif quotidien | 49,30 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 246,20 $ |
| e. Tarif mensuel | 1 068,00 $ |

40. 825 Souffleuse à neige sur tracteur :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 45,50 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 179,70 $ |
| c. Tarif quotidien | 359,50 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 1 729,30 $ |
| e. Tarif mensuel | 7 490,70 $ |

41. 970 Essoucheuse (de type vertical) :

| | |
|---|---|
| a. Tarif horaire | 10,00 $ |
| b. Tarif pour une demi-journée | 34,50 $ |
| c. Tarif quotidien | 70,40 $ |
| d. Tarif hebdomadaire | 348,20 $ |
| e. Tarif mensuel | 1 449,10 $ |

**2.** Pour l'utilisation du matériel roulant suivant, il sera perçu, l'heure, incluant le coût du carburant mais excluant le coût de l'opérateur :

| | |
|---|---|
| 1. 100 Motoneige grande puissance : | 20,80 $ |
| 2. 105 Voiturette électrique : | 9,40 $ |
| 3. 106 Voiturette à essence : | 15,60 $ |
| 4. 118 Véhicule tout terrain : | 29,20 $ |
| 5. 215 Fourgonnette à nacelle aérienne : | 33,30 $ |
| 6. 247 Camion 16 501 à 19 500 lbs PBV-B.F. : | 30,20 $ |
| 7. 286 Camion 30 001 lbs PBV et plus. grue. Treuil : | 73,80 $ |

| | | |
|---|---|---|
| 8. | 288 Camion 30 001 lbs PBV et plus. grue. Tarière : | 88,40 $ |
| 9. | 298 Camion 33 000 lbs PBV et plus. grue. treuil 3 essieux : | 88,40 $ |
| 10. | 307 Camion-traceur : | 50,00 $ |
| 11. | 396 Camion Benne-Épandeur 6 x 4 : | 40,60 $ |
| 12. | 414 Tracteur sur roue 65 à 100 HP : | 36,40 $ |
| 13. | 471 Autoniveleuse louée : | 80,00 $ |
| 14. | 481 Rouleau motorisé (moins de 2 tonnes) – vibrateur : | 12,50 $ |
| 15. | 511 Traceur sur roues - voie étroite : | 24,00 $ |
| 16. | 546 Chariot élévateur à fourche 5 001 à 6 000 lbs : | 47,80 $ |
| 17. | 579 Pulvérisateur motorisé : | 9,40 $ |
| 18. | 645 Génératrice remorquée : | 22,90 $ |
| 19. | 647 Génératrice à dégeler remorquée : | 17,70 $ |
| 20. | 701 Traceuse de ligne remorquée : | 16,70 $ |
| 21. | 712 Boîte pour le transport d'asphalte : | 43,70 $ |
| 22. | 713 Flèche sur remorque : | 2,10 $ |
| 23. | 714 Remorque à panneau afficheur : | 2,10 $ |
| 24. | 749 Génératrice à vapeur : | 19,80 $ |
| 25. | 754 Fardier 6 à 8 tonnes : | 11,50 $ |
| 26. | 760 Remorques diverses : | 18,80 $ |
| 27. | 765 Remorque citerne : | 6,30 $ |
| 28. | 771 Terreauteuse remorquée : | 3,20 $ |
| 29. | 795 Plateau de tonte remorqué 6 à 7 couteaux : | 4,20 $ |
| 30. | 801 Traceuse de ligne motorisée – marquage : | 11,50 $ |
| 31. | 804 Effaceuse de lignes – marquage : | 14,60 $ |
| 32. | 815 Scie à béton : | 25,00 $ |

| | |
|---|---|
| 33. 820 Planeuse à glace de patinoire : | 5,20 $ |
| 34. 870 Lève-gazon plus de 18 pouces : | 12,50 $ |
| 35. 875 Aérateur de terre : | 15,60 $ |
| 36. 879 Arroseuse-gicleuse moins de 800 gallons : | 2,10 $ |
| 37. 913 Boîte à asphalte : | 6,30 $ |
| 38. 922 Épandeur détachable 6 v.c. : | 16,70 $ |
| 39. 923 Épandeur détachable 8 v.c. : | 17,70 $ |

**ANNEXE 6**
(article 143)
TARIFS DES AUTOPARCS

**1.** Les tarifs suivants sont applicables jusqu'au 31 mars 2026:

**Grille tarifaire #1**

| **Arrondissement / secteur** | **Localisation** | **No. Autoparc** | **TARIF HORAIRE** 24H Lundi au dimanche : 00 h 00 à 23 h 59 | **TARIF MAXIMUM** 24H Lundi au dimanche : 00 h 00 à 23 h 59 | **Permis mensuel** |
|---|---|---|---|---|---|
| AHUNTSIC-CARTIERVILLE | | | | | |
| Promenade Fleury | Fleury C/N, entre Chambord et Sacré-Cœur | 335 | 3.25$ | 14.00$ | 86.00$ |
| Complexe Claude-Robillard | Complexe sportif Claude-Robillard | 340, stationnements P1 et P6 | 2.50$ à partir de la 3e heure | 11.00$ | 50.00$ |
| Complexe Claude-Robillard | Complexe sportif Claude-Robillard | 340, stationnements P2 et P3 | 2.50$ | 11.00$ | 50.00$ |
| CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE | | | | | |
| Décarie | Coolbrook C/E, entre Queen Mary et Snowdon | 182 | 3.25$ | 14.00$ | 88.00$ |
| Décarie | Décarie C/E, entre Queen-Mary et Snowdon | 199 | S/O | S/O | 91.00$ |
| PLATEAU-MONT-ROYAL | | | | | |
| Rue Mont-Royal | Chambord C/E, entre Gilford et Mont-Royal | 69 | S/O | S/O | 111.00$ |
| Rue Mont-Royal | Marquette C/E, entre Gilford et Mont-Royal | 72 | 4.25$ | 17.00$ | 111.00$ |
| Parc Lafontaine | Sherbrooke C/N, entre C.-Lavallée et Parc Lafontaine | 139 | 4.50$ | 18.00$ | 116.00$ |
| Parc Lafontaine | Rachel C/N, entre C.-Colomb et St-André | 140 | S/O | S/O | 106.00$ |
| Parc Lafontaine | Calixa-Lavallée C/O, entre Sherbrooke et Rachel | 142 | S/O | S/O | 116.00$ |

| Arrondissement / secteur | Localisation | No. Autoparc | TARIF HORAIRE 24H Lundi au dimanche : 00 h 00 à 23 h 59 | TARIF MAXIMUM 24H Lundi au dimanche : 00 h 00 à 23 h 59 | Permis mensuel |
|---|---|---|---|---|---|
| Parc Lafontaine | Émile-Duployé C/E, entre Rachel et Sherbrooke | 197 | 4.50$ | 18.00$ | S/O |
| Parc Lafontaine | Papineau C/O, entre Rachel et Sherbrooke | 216 | 4.50$ | 17.00$ | 111.00$ |
| ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE | | | | | |
| Plaza St-Hubert | Boyer C/O, entre St-Zotique et Beaubien | 24 | 3.00$ | 13.00$ | 90.00$ |
| Plaza St-Hubert | Boyer C/O, entre Bélanger et St-Zotique | 78 | 3.75$ | 15.00$ | 117.00$ |
| Plaza St-Hubert | St-André C/E, entre Jean-Talon et Bélanger | 191 | 3.00$ | 13.00$ | S/O |
| Plaza St-Hubert | St-André C/O, entre Beaubien et Bellechasse | 302 | 3.00$ | 13.00$ | 90.00$ |
| Plaza St-Hubert | St-André C/O, entre Beaubien et Bellechasse | 303 | 3.00$ | 13.00$ | 90.00$ |
| Promenade Masson | 6e Avenue C/E, entre Dandurand et Masson | 73 | 2.75$ | 13.00$ | 88.00$ |
| Promenade Masson | 7e Avenue C/E, entre Dandurand et Masson | 74 | 2.75$ | 13.00$ | 88.00$ |
| Promenade Masson | 8e Avenue C/E, entre Dandurand et Masson | 75 | 2.75$ | 13.00$ | 88.00 |
| SUD-OUEST | | | | | |
| Ville-Émard | Monk C/E, entre Jacques-Hertel et Jolicoeur | 88 | S/O | S/O | 85.00$ |
| Parc Angrignon | Trinitaires C/O, nord la Vérendrye | 243 | 3.75$ | 15.00$ | 69.00$ |
| St-Henri | Pl. St-Henri C/O, entre St-Jacques et Notre-Dame | 361 | 2.75$ | 13.00$ | 67.00$ |

| Arrondissement / secteur | Localisation | No. Autoparc | TARIF HORAIRE 24H Lundi au dimanche : 00 h 00 à 23 h 59 | TARIF MAXIMUM 24H Lundi au dimanche : 00 h 00 à 23 h 59 | Permis mensuel |
|---|---|---|---|---|---|
| VILLE-MARIE | | | | | |
| Terminus centre-ville | St-Jacques C/S, entre Cathédrale et Ste-Cécile | 184 | 6.00$ | 18.00$ | 173.00$ |
| Terminus centre-ville | Notre-Dame C/N, entre Inspecteur et Cathédrale | 207 | 6.00$ | 18.00$ | 148.00$ |
| Terminus centre-ville | Mansfield/St-Jacques | 400 | 6.00$ | 18.00$ | 173.00$ |
| VERDUN | | | | | |
| Auditorium / Hôpital | Gaëtan-Laberge, C/O, entre Hickson et de l'Église | 433 | 3.50$ | 16.00$ | 87.00$ |
| Auditorium / Hôpital | Gaëtan-Laberge, C/O, entre Hickson et de l'Église (nord aréna) | 434 | 3.50$ | 16.00$ | 87.00$ |
| Auditorium / Hôpital | Gaëtan-Laberge, C/O, entre Hickson et de l'Église | 437 | 2.25$ | 16.00$ | 87.00$ |
| Commercial de Verdun Ouest | Woodland, C/N, entre Bannantyne et de Verdun | 522 | 2.00$ | 12.00$ | 85.00$ |
| Parc en bordure du fleuve | Boul. Lasalle, entre 1re et 4e Avenue | 503 | 2.00$ | 12.00$ | 85.00$ |
| Parc en bordure du fleuve | Boul. Lasalle, C/E, côté nord du 4560 | 508 | 2.00$ | 12.00$ | 85.00$ |
| Promenade Wellington | Éthel, C/E, entre Hickson et de l'Église (garage plusieurs niveaux) | 438 | 2.25$ | 13.00$ | 87.00$ |

| Arrondissement / secteur | Localisation | No. Autoparc | TARIF HORAIRE 24H Lundi au dimanche : 00 h 00 à 23 h 59 | TARIF MAXIMUM 24H Lundi au dimanche : 00 h 00 à 23 h 59 | Permis mensuel |
|---|---|---|---|---|---|
| Promenade Wellington | Entre 3e et 4e avenue, immédiatement à l'ouest de Wellington | 519 | 2.00$ | 12.00$ | 85.00$ |
| Ateliers municipaux | Lesage, entre Dupuis et Hickson | 506 | 2.00$ | 12.00$ | 85.00$ |
| Résidentiel | Éthel, C/E, entre Strathmore et Régina | 513 | S/O | S/O | 85.00$ |
| Résidentiel | Évelyn, C/O, près de de l'Église | 518 | S/O | S/O | 85.00$ |

**Grille tarifaire #2**

| Arrondissement / secteur | Localisation | No. Autoparc | TARIF HORAIRE Lundi au dimanche : 6 h à 24 h | TARIF MAXIMUM Lundi au dimanche : 6 h à 24 h | Permis mensuel |
|---|---|---|---|---|---|
| VILLE-MARIE | | | | | |
| Parc du Mont-Royal | Remembrance C/S, sur le Mont-Royal | 115 | 4.25$ | 15.00$ | 83.00$ |
| Parc du Mont-Royal | Remembrance C/S, sur le Mont-Royal | 116 | 4.25$ | 15.00$ | 83.00$ |
| Parc du Mont-Royal | Remembrance C/S, sur le Mont-Royal | 117 | 4.25$ | 15.00$ | 83.00$ |
| Parc du Mont-Royal | Remembrance C/S, sur le Mont-Royal | 118 | 4.25$ | 15.00$ | 83.00$ |

**Grille tarifaire #3**

| Arrondissement / secteur | Localisation | No. Autoparc | TARIF HORAIRE Lundi au dimanche : 7 h à 23 h | TARIF MAXIMUM Lundi au dimanche : 7 h à 23 h | Permis mensuel |
|---|---|---|---|---|---|
| VILLE-MARIE | | | | | |
| Parc du Mont-Royal | Camilien-Houde C/N, sur le Mont-Royal | 275 | 4.25$ | 15.00$ | S/O |

**Grille tarifaire #4**

| Arrondissement / secteur | Localisation | No. Autoparc | TARIF HORAIRE Lundi au vendredi : 17 h à 24 h Samedi et dimanche : 00 h 00 à 23 h 59 | TARIF MAXIMUM Lundi au vendredi: 17 h à 24 h Samedi et dimanche: 00 h 00 à 23 h 59 | Permis mensuel |
|---|---|---|---|---|---|
| VILLE-MARIE | | | | | |
| Centre Bell | Montagne C/O, entre St-Antoine et Torrance | 227 | 6.00$ | 20.00$ | 161.00$ |

**2.** Les tarifs suivants sont applicables à partir du 1er avril 2026:

**Grille tarifaire #1**

| Arrondissement / secteur | Localisation | No. Autoparc | TARIF HORAIRE 24H Lundi au dimanche : 00 h 00 à 23 h 59 | TARIF MAXIMUM 24H Lundi au dimanche : 00 h 00 à 23 h 59 | Permis mensuel |
|---|---|---|---|---|---|
| AHUNTSIC-CARTIERVILLE | | | | | |
| Promenade Fleury | Fleury C/N, entre Chambord et Sacré-Cœur | 335 | 3.25$ | 14.00$ | 90.00$ |
| Complexe Claude-Robillard | Complexe sportif Claude-Robillard | 340, stationnements P1 et P6 | 2.75$ à partir de la 3e heure | 12.00$ | 51.00$ |
| Complexe Claude-Robillard | Complexe sportif Claude-Robillard | 340, stationnements P2 et P3 | 2.75$ | 12.00$ | 51.00$ |
| CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE | | | | | |
| Décarie | Coolbrook C/E, entre Queen Mary et Snowdon | 182 | 3.50$ | 14.00$ | 90.00$ |
| Décarie | Décarie C/E, entre Queen-Mary et Snowdon | 199 | S/O | S/O | 93.00$ |
| PLATEAU-MONT-ROYAL | | | | | |
| Rue Mont-Royal | Chambord C/E, entre Gilford et Mont-Royal | 69 | S/O | S/O | 115.00$ |

| Arrondissement / secteur | Localisation | No. Autoparc | TARIF HORAIRE 24H Lundi au dimanche : 00 h 00 à 23 h 59 | TARIF MAXIMUM 24H Lundi au dimanche : 00 h 00 à 23 h 59 | Permis mensuel |
|---|---|---|---|---|---|
| Rue Mont-Royal | Marquette C/E, entre Gilford et Mont-Royal | 72 | 4.25$ | 18.00$ | 115.00$ |
| Parc Lafontaine | Sherbrooke C/N, entre C.-Lavallée et Parc Lafontaine | 139 | 4.50$ | 19.00$ | 120.00$ |
| Parc Lafontaine | Rachel C/N, entre C.-Colomb et St-André | 140 | S/O | S/O | 110.00$ |
| Parc Lafontaine | Calixa-Lavallée C/O, entre Sherbrooke et Rachel | 142 | 4.50$ | 19.00$ | 120.00$ |
| Parc Lafontaine | Émile-Duployé C/E, entre Rachel et Sherbrooke | 197 | 4.50$ | 19.00$ | S/O |
| Parc Lafontaine | Papineau C/O, entre Rachel et Sherbrooke | 216 | 4.50$ | 18.00$ | 115.00$ |
| ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE | | | | | |
| Plaza St-Hubert | Boyer C/O, entre St-Zotique et Beaubien | 24 | 3.00$ | 13.00$ | 100.00$ |
| Plaza St-Hubert | Boyer C/O, entre Bélanger et St-Zotique | 78 | 3.75$ | 15.00$ | 120.00$ |
| Plaza St-Hubert | St-André C/E, entre Jean-Talon et Bélanger | 191 | 3.00$ | 13.00$ | S/O |
| Plaza St-Hubert | St-André C/O, entre Beaubien et Bellechasse | 302 | 3.00$ | 13.00$ | 100.00$ |
| Plaza St-Hubert | St-André C/O, entre Beaubien et Bellechasse | 303 | 3.00$ | 13.00$ | 100.00$ |
| Promenade Masson | 6e Avenue C/E, entre Dandurand et Masson | 73 | 2.75$ | 13.00$ | 100.00$ |
| Promenade Masson | 7e Avenue C/E, entre Dandurand et Masson | 74 | 2.75$ | 13.00$ | 100.00$ |

| Arrondissement / secteur | Localisation | No. Autoparc | TARIF HORAIRE 24H Lundi au dimanche : 00 h 00 à 23 h 59 | TARIF MAXIMUM 24H Lundi au dimanche : 00 h 00 à 23 h 59 | Permis mensuel |
|---|---|---|---|---|---|
| Promenade Masson | 8e Avenue C/E, entre Dandurand et Masson | 75 | 2.75$ | 13.00$ | 100.00 |
| SUD-OUEST | | | | | |
| Ville-Émard | Monk C/E, entre Jacques-Hertel et Jolicoeur | 88 | 2.50$ | 11.00$ | 90.00$ |
| Parc Angrignon | Trinitaires C/O, nord la Vérendrye | 243 | 3.75$ | 15.00$ | 70.00$ |
| St-Henri | Pl. St-Henri C/O, entre St-Jacques et Notre-Dame | 361 | 2.75$ | 13.00$ | 75.00$ |
| VILLE-MARIE | | | | | |
| Terminus centre-ville | St-Jacques C/S, entre Cathédrale et Ste-Cécile | 184 | 6.00$ | 18.00$ | 180.00$ |
| Terminus centre-ville | Notre-Dame C/N, entre Inspecteur et Cathédrale | 207 | 6.00$ | 18.00$ | 155.00$ |
| Terminus centre-ville | Mansfield/St-Jacques | 400 | 6.00$ | 18.00$ | 177.00$ |
| VERDUN | | | | | |
| Auditorium / Hôpital | Gaëtan-Laberge, C/O, entre Hickson et de l'Église | 433 | 3.50$ | 16.00$ | 90.00$ |
| Auditorium / Hôpital | Gaëtan-Laberge, C/O, entre Hickson et de l'Église (nord aréna) | 434 | 3.50$ | 16.00$ | 90.00$ |
| Auditorium / Hôpital | Gaëtan-Laberge, C/O, entre Hickson et de l'Église | 437 | 3.50$ | 16.00$ | 90.00$ |
| Commercial de Verdun Ouest | Woodland, C/N, entre Bannantyne et de Verdun | 522 | 2.25$ | 12.00$ | 87.00$ |

| Arrondissement / secteur | Localisation | No. Autoparc | TARIF HORAIRE 24H Lundi au dimanche : 00 h 00 à 23 h 59 | TARIF MAXIMUM 24H Lundi au dimanche : 00 h 00 à 23 h 59 | Permis mensuel |
|---|---|---|---|---|---|
| Parc en bordure du fleuve | Boul. Lasalle, entre 1re et 4e Avenue | 503 | 2.25$ | 12.00$ | 87.00$ |
| Parc en bordure du fleuve | Boul. Lasalle, C/E, côté nord du 4560 | 508 | 2.25$ | 12.00$ | 87.00$ |
| Promenade Wellington | Éthel, C/E, entre Hickson et de l'Église (garage plusieurs niveaux) | 438 | 2.50$ | 13.00$ | 90.00$ |
| Promenade Wellington | Entre 3e et 4e avenue, immédiatement à l'ouest de Wellington | 519 | 2.25$ | 12.00$ | 87.00$ |
| Ateliers municipaux | Lesage, entre Dupuis et Hickson | 506 | 2.25$ | 12.00$ | 87.00$ |
| Résidentiel | Éthel, C/E, entre Strathmore et Régina | 513 | S/O | S/O | 87.00$ |
| Résidentiel | Évelyn, C/O, près de de l'Église | 518 | S/O | S/O | 87.00$ |

**Grille tarifaire #2**

| Arrondissement / secteur | Localisation | No. Autoparc | TARIF HORAIRE Lundi au dimanche : 6 h à 24 h | TARIF MAXIMUM Lundi au dimanche : 6 h à 24 h | Permis mensuel |
|---|---|---|---|---|---|
| VILLE-MARIE | | | | | |
| Parc du Mont-Royal | Remembrance C/S, sur le Mont-Royal | 115 | 4.25$ | 15.00$ | 85.00$ |
| Parc du Mont-Royal | Remembrance C/S, sur le Mont-Royal | 116 | 4.25$ | 15.00$ | 85.00$ |
| Parc du Mont-Royal | Remembrance C/S, sur le Mont-Royal | 117 | 4.25$ | 15.00$ | 85.00$ |
| Parc du Mont-Royal | Remembrance C/S, sur le Mont-Royal | 118 | 4.25$ | 15.00$ | 85.00$ |

**Grille tarifaire #3**

| Arrondissement / secteur | Localisation | No. Autoparc | TARIF HORAIRE Lundi au dimanche : 7 h à 23 h | TARIF MAXIMUM Lundi au dimanche : 7 h à 23 h | Permis mensuel |
|---|---|---|---|---|---|
| VILLE-MARIE | | | | | |
| Parc du Mont-Royal | Camilien-Houde C/N, sur le Mont-Royal | 275 | 4.25$ | 15.00$ | S/O |

**Grille tarifaire #4**

| Arrondissement / secteur | Localisation | No. Autoparc | TARIF HORAIRE Lundi au vendredi : 17 h à 24 h Samedi et dimanche 00 h 00 à 23 h 59 | TARIF MAXIMUM Lundi au vendredi: 17 h à 24 h Samedi et dimanche: 00 h 00 à 23 h 59 | Permis mensuel |
|---|---|---|---|---|---|
| VILLE-MARIE | | | | | |
| Centre Bell | Montagne C/O, entre St-Antoine et Torrance | 227 | 6.00$ | 21.00$ | 165.00$ |

**ANNEXE 7**
(article 139)
TARIFS DES STATIONNEMENTS SUR RUE SELON LES SECTEURS

**1.** Les tarifs suivants sont applicables jusqu'au 31 janvier 2026 :

| **Ahuntsic–Cartierville** | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au mercredi et samedi, *de 9h à 18h*** | **Jeudi et vendredi, *de 9h à 21h*** | **Dimanche** |
| ACV-C-1 | *3.25 $/h* | *3.25 $/h* | - |
| | **Lundi au samedi, *de 9h à 18h*** | | **Dimanche, *13h à 18h*** |
| ACV-C-2 | *2.75 $*/h | | *2.75 $*/h |

| **Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce** | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au vendredi, *de 9h à 21h*** | **Samedi, *de 9h à 18h*** | **Dimanche, *de 13h à 18h*** |
| CDN-C-1 | *3.75 $/h* | *3.75 $/h* | *3.75 $/h* |
| CDN-C-2 | *3.25 $/h* | *3.25 $/h* | *3.25 $/h* |
| CDN-C-3 | *3.25 $/h* | *3.25 $/h* | *3.25 $/h* |
| CDN-IS-1 | *3.75 $/h* | *3.75 $/h* | *3.75 $/h* |

| **Lachine** | |
|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au dimanche, *de 9h à 21h*** |
| LAC-C-1 | *2.75 $/h* |

| **LaSalle** | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au vendredi, *de 9h à 21h*** | **Samedi, *de 9h à 18h*** | **Dimanche, *de 13h à 18h*** |
| LAS-IS-1 | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* |

| **Mercier–Hochelaga-Maisonneuve** | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au mercredi et samedi, *de 9h à 18h*** | **Jeudi et vendredi, *de 9h à 21h*** | **Dimanche, *de 13h à 18h*** |
| MHM-C-1 | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* | - |
| MHM-C-2 | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* | - |
| MHM-IS-1 | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* |

| **Outremont** | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au vendredi, *de 9h à 21h*** | **Samedi, *de 9h à 18h*** | **Dimanche, *de 13h à 18h*** |
| OUT-C-1 | *3.25 $/h* | *3.25 $/h* | *3.25 $/h* |
| OUT-IS-1 | *3.25 $/h* | *3.25 $/h* | *3.25 $/h* |

| **Plateau-Mont-Royal** | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au vendredi, *de 9h à 21h*** | **Samedi, *de 9h à 18h*** | **Dimanche, de 13h à 18h** |
| PMR-C-1 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* |
| PMR-IS-1 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* |

| Rosemont–La Petite-Patrie | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au vendredi, *de 9h à 21h*** | **Samedi, *de 9h à 18h*** | **Dimanche, *de 13h à 18h*** |
| RPP-C-1 | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* |
| RPP-C-2 | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* |
| RPP-C-3 | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* |
| RPP-IS-1 | *3.75 $/h* | *3.75 $/h* | *3.75 $/h* |

| Saint-Laurent | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au mercredi et samedi, *de 9h à 18h*** | **Jeudi et vendredi, *de 9h à 21h*** | **Dimanche, *de 13h à 18h*** |
| SLA-C-1 | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* |

| Le Sud-Ouest | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au vendredi, *de 9h à 21h*** | **Samedi, *de 9h à 18h*** | **Dimanche, *de 13h à 18h*** |
| SOU-C-1 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* |
| SOU-C-2 | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* |
| SOU-C-3 | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* | - |
| SOU-C-4 | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* | - |
| SOU-IS-1 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | - |
| SOU-IS-2 | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* |
| SOU-IS-3 | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* | - |

| Ville-Marie | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au vendredi, *de 8h à 23h*** | **Samedi, *de 9h à 23h*** | **Dimanche, *de 13h à 18h*** |
| VMA-A-1 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* |
| VMA-A-2 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* |
| VMA-C-2 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* |
| VMA-C-5 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* |
| VMA-S-1 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* |
| **# Secteur** | **Lundi au vendredi, *de 9h à 21h*** | **Samedi, *de 9h à 18h*** | **Dimanche, *de 13h à 18h*** |
| VMA-C-1 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* |
| VMA-C-3 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* |
| VMA-C-4 | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* |
| VMA-IS-1 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* |

| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | | |
|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au samedi, *de 9h à 21h*** | **Dimanche, *de 13h à 18h*** |
| VSM-C-1 | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* |
| VSM-C-2 | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* |
| VSM-IS-1 | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* |

| Verdun | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au vendredi, *de 9h à 21h*** | **Samedi et dimanche, *de 9h à 18h*** | |
| VER-C-1 | *2.75 $/h* | *2.75 $/h* | |
| VER-IS-1 | *2.75 $/h* | *2.75 $/h* | |
| VER-IS-2 | *2.75 $/h* | *2.75 $/h* | |
| | **Lundi au mercredi et samedi, *de 9h à 18h*** | **Jeudi et vendredi, *de 9h à 21h*** | **Dimanche** |
| VER-C-2 | *2.75 $/h* | *2.75 $/h* | - |

| Anjou, LaSalle, L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, Montréal-Nord, Pierrefonds–Roxboro, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles et Saint-Léonard | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au vendredi, *de 9h à 21h*** | **Samedi, *de 9h à 18h*** | **Dimanche, *de 13h à 18h*** |
| ARR-C-1 | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* | *2.25 $/h* |

**2.** Les tarifs suivants sont applicables à partir du 1er février 2026 :

| Ahuntsic–Cartierville | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au mercredi et samedi, *de 9h à 18h*** | **Jeudi et vendredi, *de 9h à 21h*** | **Dimanche** |
| ACV-C-1 | *3.25 $/h* | *3.25 $/h* | - |
| | **Lundi au samedi, *de 9h à 18h*** | | **Dimanche, *13h à 18h*** |
| ACV-C-2 | *2.75 $*/h | | *2.75 $*/h |

| Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au vendredi, *de 9h à 21h*** | **Samedi, *de 9h à 18h*** | **Dimanche, *de 13h à 18h*** |
| CDN-C-1 | *4.00 $/h* | *4.00 $/h* | *4.00 $/h* |
| CDN-C-2 | *3.50 $/h* | *3.50 $/h* | *3.50 $/h* |
| CDN-C-3 | *3.50 $/h* | *3.50 $/h* | *3.50 $/h* |
| CDN-IS-1 | *4.00 $/h* | *4.00 $/h* | *4.00 $/h* |

| Lachine | |
|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au dimanche, *de 9h à 21h*** |
| LAC-C-1 | *2.75 $/h* |

| LaSalle | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au vendredi, *de 9h à 21h*** | **Samedi, *de 9h à 18h*** | **Dimanche, *de 13h à 18h*** |
| LAS-IS-1 | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* |

| Le Sud-Ouest | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au vendredi, *de 9h à 21h*** | **Samedi, *de 9h à 18h*** | **Dimanche, *de 13h à 18h*** |
| SOU-C-1 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* |
| SOU-C-2 | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* |
| SOU-C-3 | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* | - |
| SOU-C-4 | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* | - |
| SOU-IS-1 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | - |
| SOU-IS-2 | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* |
| SOU-IS-3 | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* | - |

| Mercier–Hochelaga-Maisonneuve | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au mercredi et samedi, *de 9h à 18h*** | **Jeudi et vendredi, *de 9h à 21h*** | **Dimanche, *de 13h à 18h*** |
| MHM-C-1 | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* | - |
| MHM-C-2 | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* | - |
| MHM-IS-1 | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* |

| Outremont | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au vendredi, *de 9h à 21h*** | **Samedi, *de 9h à 18h*** | **Dimanche, *de 13h à 18h*** |
| OUT-C-1 | *3.50 $/h* | *3.50 $/h* | *3.50 $/h à l'exception des places situées sur l'avenue Van Horne et sur ses amorces transversales, entre l'avenue Rockland et la rue Hutchison, sauf pour les places situées sur l'avenue Querbes au nord de Van Horne qui demeurent tarifées.* |
| OUT-IS-1 | *3.50 $/h* | *3.50 $/h* | *3.50 $/h* |

| Plateau-Mont-Royal | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au vendredi, *de 9h à 21h*** | **Samedi, *de 9h à 18h*** | **Dimanche, de 13h à 18h** |
| PMR-C-1 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* |
| PMR-IS-1 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* |

| Rosemont–La Petite-Patrie | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au vendredi, *de 9h à 21h*** | **Samedi, *de 9h à 18h*** | **Dimanche, *de 13h à 18h*** |
| RPP-C-1 | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* |
| RPP-C-2 | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* |
| RPP-C-3 | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* |
| RPP-IS-1 | *4.00 $/h* | *4.00 $/h* | *4.00 $/h* |

| Saint-Laurent | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au mercredi et samedi, *de 9h à 18h*** | **Jeudi et vendredi, *de 9h à 21h*** | **Dimanche, *de 13h à 18h*** |
| SLA-C-1 | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* |

| Ville-Marie | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au vendredi, *de 8h à 23h*** | **Samedi, *de 9h à 23h*** | **Dimanche, *de 13h à 18h*** |
| VMA-A-1 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* |
| VMA-A-2 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* |
| VMA-C-2 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* |
| VMA-C-5 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* |
| VMA-S-1 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* |
| **# Secteur** | **Lundi au vendredi, *de 9h à 21h*** | **Samedi, *de 9h à 18h*** | **Dimanche, *de 13h à 18h*** |
| VMA-C-1 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* |
| VMA-C-3 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* |
| VMA-C-4 | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* |
| VMA-IS-1 | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* | *4.25 $/h* |

| Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension | | |
|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au samedi, *de 9h à 21h*** | **Dimanche, *de 13h à 18h*** |
| VSM-C-1 | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* |
| VSM-C-2 | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* |
| VSM-IS-1 | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* |

| Verdun | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au vendredi, *de 9h à 21h*** | **Samedi et dimanche, *de 9h à 18h*** | |
| VER-C-1 | *2.75 $/h* | *2.75 $/h* | |
| VER-IS-1 | *2.75 $/h* | *2.75 $/h* | |
| VER-IS-2 | *2.75 $/h* | *2.75 $/h* | |
| | **Lundi au mercredi et samedi, *de 9h à 18h*** | **Jeudi et vendredi, *de 9h à 21h*** | **Dimanche** |
| VER-C-2 | *2.75 $/h* | *2.75 $/h* | - |

| Anjou, LaSalle, L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, Montréal-Nord, Pierrefonds–Roxboro, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles et Saint-Léonard | | | |
|---|---|---|---|
| **# Secteur** | **Lundi au vendredi, *de 9h à 21h*** | **Samedi, *de 9h à 18h*** | **Dimanche, *de 13h à 18h*** |
| ARR-C-1 | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* | *2.50 $/h* |

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CM : 41.04

2026/01/12
13:00

(2)

**Dossier # : 1253074019**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement relatif à la tarification de l'eau fournie aux immeubles non résidentiels (exercice financier de 2026) |

Il est recommandé d'adopter le Règlement relatif à la tarification de l'eau fournie aux immeubles non résidentiels (exercice financier de 2026).

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2026-01-09 14:05

**Signataire :** Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION

**Dossier # :1253074019**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement relatif à la tarification de l'eau fournie aux immeubles non résidentiels (exercice financier de 2026) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Depuis 2023, une tarification volumétrique est déployée auprès des immeubles non résidentiels de l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal. Cette tarification est imposée aux propriétaires d'immeubles non résidentiels dotés d'un compteur d'eau, et le taux varie selon la consommation d'eau.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM24 1488 – 16 décembre 2024 – Adopter le règlement relatif à la tarification de l'eau fournie aux immeubles non résidentiels (exercice financier 2025), 24-045
CM23 1479 – 19 décembre 2023 – Adopter le règlement relatif à la tarification de l'eau fournie aux immeubles non résidentiels (exercice financier 2024), 23-045
CM22 1514 – 22 décembre 2022 – Adopter le règlement intitulé « Règlement relatif à la tarification de l'eau fournie aux immeubles non résidentiels (exercice financier 2023) », 22-055

### DESCRIPTION

Les propriétaire d'immeubles non résidentiels munis d'un compteur participeront au financement de la gestion de l'eau par le biais d'une tarification volumétrique dont le taux varie en fonction de l'utilisation de l'eau dans ces immeubles.
Les taux applicables à l'eau consommée pour l'année 2026 sont indexés de 5 % pour toutes les tranches de consommation d'eau. Par ailleurs, l'allocation de 1 000 m3 demeure inchangée. Le tableau suivant présente les taux pour 2026 :

| Consommation | Tarif / $m^3$ |
|---|---|
| Jusqu'à 1 000 $m^3$ | s. o. |
| De plus de 1 000 $m^3$ à 10 000 $m^3$ | 0,110 |
| De plus de 10 000 $m^3$ à 100 000 $m^3$ | 0,225 |
| De plus de 100 000 $m^3$ | 0,690 |

Dans le cas d'immeubles non résidentiels mixtes, c'est-à-dire ceux qui comportent une partie d'immeuble qui est résidentielle, une consommation de 225 mètres cubes d'eau est allouée pour chaque logement.

Autrement dit, pour établir la consommation d'eau relative aux parties non résidentielles de l'immeuble, 225 mètres cubes pour chaque logement sont soustraits de la consommation totale de l'immeuble.

Pour le cas des bâtiments détenus en copropriété divise, des modalités sont prévues pour le partage de la tarification entre les copropriétaires non résidentiels.

**JUSTIFICATION**

Cette mesure écofiscale incite des comportements respectueux de l'environnement tout en permettant un financement des services municipaux relatifs à la gestion de l'eau, reposant sur la consommation d'eau.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Des revenus de 11,1 M$ sont prévus pour l'exercice 2026.

**MONTRÉAL 2030**

s/o

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

s/o

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

s/o

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

s/o

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Francois SERVANT-MILLETTE
Conseiller en planification budgétaire

**Tél :** 514 872-8402
**Télécop. :** s/o

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-01-06

Stéphanie RAULT
Cheffe de division - Planification budgétaire et fiscale

**Tél :** 438 951-7597
**Télécop. :** s/o

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Gildas S. GBAGUIDI
Directeur du budget, de la planification financière et fiscale
**Tél :** 514 240-5192
**Approuvé le :** 2026-01-08

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière
**Tél :** 514 872-6630
**Approuvé le :** 2026-01-09

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1253074019*
Unité administrative responsable : *Service des finances et de l'évaluation foncière*
*Projet : Adopter le Règlement relatif à la tarification de l'eau fournie aux immeubles non résidentiels (exercice financier de 2026)*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | *X* |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*s.o.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*s.o.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | X |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | X |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | X |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | X |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | X |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | X |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | X |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1253074019**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale |
| **Objet :** | Adopter le Règlement relatif à la tarification de l'eau fournie aux immeubles non résidentiels (exercice financier de 2026) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

AGT - 1253074019 - Tarification de l'eau 2026.doc

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate - Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières
**Tél :** 514-589-7591

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-01-07

Mikael BENOIT
Avocat et chef de division

**Tél :** 514-872-6852
**Division :** Division du droit contractuel, en remplacement de Me Nicolas Dufresne, chef de la division du Droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL**
**RÈGLEMENT**
**XX-XXX**

**RÈGLEMENT RELATIF À LA TARIFICATION DE L'EAU FOURNIE AUX IMMEUBLES NON RÉSIDENTIELS (EXERCICE FINANCIER 2026)**

Vu la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), notamment les articles 244.1 à 244.10;

Vu le Règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les immeubles utilisés ou destinés à être utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur les délégations relatives au règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les bâtiments utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031) (RCG 13-004);

À l'assemblée du _____, le conseil municipal décrète :

**CHAPITRE I**
DÉFINITIONS

**1.** Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« bâtiment » : construction utilisée ou destinée à être utilisée pour abriter ou recevoir des personnes, des animaux ou des choses, à l'exclusion d'une dépendance;

« Directeur » : le directeur du Service de l'eau ou son représentant autorisé;

« immeuble non résidentiel » : un immeuble faisant partie d'une unité d'évaluation appartenant à la catégorie des immeubles non résidentiels au sens de l'article 244.31 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

« logement » : une maison, un appartement, un ensemble de pièces ou une seule pièce où toute personne peut tenir feu et lieu, qui comporte une entrée par l'extérieur ou par un hall commun, des installations sanitaires, ainsi qu'une cuisine ou une installation pour cuisiner. Ces installations disposent de l'eau courante et sont fonctionnelles, même de façon temporaire. Un logement peut être séparé d'un autre logement par une porte ou par une ouverture comportant un cadrage pouvant recevoir une porte. À défaut d'une telle ouverture, l'accès entre les deux logements n'est pas direct et se fait par un couloir, une pièce non finie ou une cage d'escalier cloisonnée;

« Loi » : la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

« propriétaire » : la ou les personnes au nom desquelles est inscrite, en vertu de la Loi, une unité d'évaluation;

« Règlement RCG 07-031 » : le Règlement sur la mesure de la consommation de l'eau dans les immeubles utilisés ou destinés à être utilisés en partie ou en totalité à des fins non résidentielles (RCG 07-031);

« Ville » : la Ville de Montréal.

**CHAPITRE II**
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**2.** Le présent règlement vise à imposer et à prélever un tarif pour la fourniture de l'eau potable dans les immeubles non résidentiels et à prévoir des règles relatives à l'installation de compteurs d'eau dans certains de ces immeubles.

**3.** Le présent règlement s'applique au propriétaire d'un immeuble non résidentiel muni, en date du 1er septembre 2025, d'un compteur d'eau conforme à la réglementation applicable et au propriétaire d'un immeuble non résidentiel compris dans un bâtiment détenu en copropriété divise muni, en date du 1er septembre 2025, d'un tel compteur.

**4.** Le présent règlement s'applique à l'exercice financier 2026 de la Ville.

**CHAPITRE III**
EXCLUSIONS

**5.** Le présent règlement ne s'applique pas :

1° au propriétaire d'un immeuble non résidentiel visé à l'article 204 de la Loi qui est occupé en totalité ou en partie par une personne autre que celles mentionnées à cet article ni à la personne au nom de laquelle une unité d'évaluation a été créée en vertu de l'article 208 de la Loi;

2° au propriétaire d'un immeuble non résidentiel qui comporte une partie visée à l'article 203 de la Loi et une partie visée à l'article 204 de la Loi.

**CHAPITRE IV**
TARIFICATION

**6.** Il est imposé et il sera prélevé de tout propriétaire d'un immeuble non résidentiel imposable muni d'un compteur d'eau une tarification de l'eau, selon les taux suivants :

1° sur la portion de la consommation d'eau annuelle de plus de 1 000 mètres cubes mais qui n'excède pas 10 000 mètres cubes : 0,110 $ / $m^3$;

2° sur la portion de la consommation d'eau annuelle de plus de 10 000 mètres cubes mais qui n'excède pas 100 000 mètres cubes : 0,225 $ / $m^3$;

3° sur la portion de la consommation d'eau annuelle de plus de 100 000 mètres cubes : 0,690 $ / $m^3$.

Dans le cas d'un bâtiment détenu en copropriété divise muni d'un compteur d'eau, la tarification de l'eau prévue au présent article est calculée en fonction de la consommation d'eau annuelle de ce bâtiment et est répartie entre les copropriétaires divis de la façon suivante :

1° dans le cas d'un bâtiment dont toutes les parties privatives sont des immeubles non résidentiels, la tarification est répartie entre les copropriétaires divis en proportion de la quote-part respective de chacun selon la déclaration de copropriété;

2° dans le cas d'un bâtiment comportant des parties privatives qui sont des immeubles non résidentiels et des parties privatives qui sont des logements, la tarification est répartie entre les copropriétaires divis des immeubles non résidentiels en effectuant consécutivement les opérations suivantes pour chacun d'eux :

a) multiplier la tarification de l'eau par la quote-part du propriétaire exprimée en pourcentages selon la déclaration de copropriété;

b) diviser le produit qui résulte de la multiplication prévue au sous-paragraphe a) par la somme, exprimée en pourcentage, des quotes-parts de tous les propriétaires d'immeubles non résidentiels compris dans le bâtiment.

Les copropriétaires visés à l'alinéa précédent peuvent toutefois décider d'un partage différent de la tarification, exprimé en pourcentages, au moyen d'une entente écrite signée par chacun d'entre eux et qui doit être transmise au Service des finances de la Ville au plus tard le 1er septembre 2026. Le partage prévu à l'entente sera appliqué par la Ville à compter de l'année suivant sa réception. La Ville cesse d'appliquer cette entente l'année suivant la réception, par le Service des finances, d'un avis écrit à cet effet de la part d'au moins l'un des propriétaires des immeubles visés. La règle de répartition prévue à l'alinéa précédent est alors appliquée.

La consommation d'eau annuelle est établie en fonction des règles prévues au chapitre VI du présent règlement.

**7.** Dans le cas où un compteur est imprécis, défectueux ou ne peut autrement être lu, s'il est impossible d'établir la consommation moyenne conformément à l'article 13, il est imposé et il sera prélevé du propriétaire de l'immeuble non résidentiel imposable visé une compensation dont le montant s'obtient en multipliant la valeur imposable de cet immeuble telle qu'inscrite au rôle d'évaluation foncière en date du 31 décembre 2026 par la différence entre le taux de la taxe spéciale relative au service de l'eau prévu au sous-paragraphe b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 8 du Règlement sur les taxes (exercice financier 2026) (*insérer ici le numéro du règlement*) et celui prévu au sous-paragraphe a) de ce paragraphe.

**CHAPITRE V**
PRISE DES MESURES DE CONSOMMATION

**8.** Les compteurs sont lus au moins deux fois durant l'exercice financier.

**CHAPITRE VI**
RÈGLES RELATIVES À L'ÉTABLISSEMENT DE LA CONSOMMATION D'EAU ANNUELLE

**9.** La consommation d'eau annuelle relative à un logement est établie à 225 $m^3$ pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2026.

**10.** La consommation d'eau annuelle relative à un compteur lié à un immeuble non résidentiel ou à un bâtiment détenu en copropriété divise est égale à la consommation d'eau, exprimée en mètres cubes, mesurée par ce compteur pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2026, sous réserve des deuxième et troisième alinéas du présent article.

Lorsqu'une lecture de compteur est effectuée avant le 1er janvier 2026, à la date A pour les fins de l'équation ci-après, et que la lecture suivante est effectuée durant l'exercice financier 2026, à la date B pour les fins de l'équation ci-après, la consommation d'eau relative à un compteur lié à un immeuble non résidentiel ou à un bâtiment détenu en copropriété divise pour la période comprise entre le 1er janvier 2026 et la date B est égale au résultat, exprimé en mètres cubes, de l'équation ci-après :

$$\frac{\text{(Consommation lue à la date B – consommation lue à la date A)}}{\text{Nombre de jours entre les dates A et B}} \times \text{Nombre de jours entre le 1er janvier 2026 et la date B}$$

Lorsqu'une lecture de compteur est effectuée avant le 31 décembre 2026, à la date A pour les fins de l'équation ci-après, et que la lecture suivante est effectuée durant l'exercice financier 2027, à la date B pour les fins de l'équation ci-après, la consommation d'eau relative à un compteur lié à un immeuble non résidentiel ou à un bâtiment détenu en copropriété divise pour la période comprise entre la date A et le 31 décembre 2026 est égale au résultat, exprimé en mètres cubes, de l'équation ci-après :

$$\frac{\text{(Consommation lue à la date B – consommation lue à la date A)}}{\text{Nombre de jours entre les dates A et B}} \times \text{Nombre de jours entre la date A et le 31 décembre 2026}$$

**11.** Sous réserve du troisième alinéa, la consommation d'eau annuelle est constituée de la somme des consommations d'eau annuelles de chacun des immeubles non résidentiels compris dans l'unité d'évaluation inscrite au nom du propriétaire et est établie selon les règles suivantes :

1° dans le cas d'un immeuble utilisé en totalité à des fins non résidentielles, la consommation est égale à la somme des consommations d'eau annuelles relatives à tous les compteurs liés à cet immeuble non résidentiel établies en vertu de l'article 10;

2° dans le cas d'un immeuble utilisé en partie à des fins non résidentielles, la consommation est égale au résultat que l'on obtient en soustrayant de la somme obtenue au paragraphe 1°, la somme des consommations d'eau annuelles relatives à tous les logements, prévues à l'article 9. Si le résultat obtenu est négatif, la consommation est réputée être égale à zéro;

3° dans le cas d'un immeuble utilisé en partie à des fins non résidentielles pour lequel le ou les compteurs mesurent uniquement la consommation d'eau attribuable aux parties non résidentielles de l'immeuble, la consommation est égale à la somme des consommations d'eau annuelles relatives à tous ces compteurs établies en vertu de l'article 10;

4° dans le cas où un immeuble non résidentiel devient un immeuble mentionné à l'article 5 au cours de l'exercice financier 2026, la consommation correspond à la consommation calculée du 1er janvier 2026 jusqu'à la date de l'événement;

5° dans le cas où un immeuble non résidentiel cesse d'être un immeuble mentionné à l'article 5 au cours de l'exercice financier 2026, la consommation correspond à la consommation calculée de la date de l'événement jusqu'au 31 décembre 2026;

6° dans le cas où une modification au rôle d'évaluation foncière ajoute, supprime ou modifie une unité d'évaluation ou lorsqu'une modification ajoute ou supprime une mention au rôle d'évaluation foncière, et que l'une ou l'autre de ces modifications a pour effet d'assujettir le propriétaire de l'immeuble à la tarification prévue par le présent règlement, de l'en exclure ou de modifier les règles de calcul de la tarification qui lui sont applicables, la consommation correspond, selon le cas, à la consommation calculée du 1er janvier 2026 à la date de l'événement ou de la date de l'événement jusqu'au 31 décembre 2026.

Aux fins des paragraphes 4º, 5º et 6º du premier alinéa du présent article, lorsqu'une lecture de compteur est effectuée avant la date de l'événement, à la date X pour les fins de l'équation ci-après, et que la lecture suivante est effectuée après l'événement, à la date Y pour les fins de l'équation ci-après, la consommation d'eau relative à un compteur lié à un immeuble non résidentiel ou à un bâtiment détenu en copropriété divise pour la période comprise entre la date X et la date de l'événement, ou entre la date de l'événement et la date Y, est égale au résultat, exprimé en mètres cubes, de l'équation ci-après :

$$\frac{\text{(Consommation lue à la date Y – consommation lue à la date X)}}{\text{nombre de jours entre les dates X et Y}} \times \begin{array}{l}\text{nombre de jours entre}\\ \text{la date X}\\ \text{et la date de}\\ \text{l'événement}\\ \text{ou}\\ \text{nombre de jours entre}\\ \text{la date de l'événement}\\ \text{et la date Y}\end{array}$$

La consommation d'eau annuelle d'un bâtiment détenu en copropriété divise est établie en fonction des règles prévues aux paragraphes 1° à 3° du premier alinéa, compte tenu des adaptations nécessaires.

**12.** Dans le cas où l'eau fournie et mesurée par compteur est employée pour éteindre un incendie dans un immeuble non résidentiel ou dans un bâtiment détenu en copropriété divise, une réduction de la consommation d'eau annuelle est accordée pour la quantité d'eau ainsi employée, basée sur la moyenne de la consommation quotidienne d'eau dans cet immeuble ou ce bâtiment pour l'exercice financier précédent ou, si celle-ci n'est pas disponible, pour l'exercice financier en cours. Le Directeur doit toutefois être avisé, par écrit, dans un délai de 30 jours de la survenance de l'incendie.

**13.** Si, à la suite d'une enquête prévue à l'article 14 ou d'une demande de vérification prévue à l'article 16, le Directeur constate qu'un compteur est imprécis, défectueux ou ne peut autrement être lu, la consommation d'eau annuelle est établie, selon les données disponibles, sur la base de la consommation moyenne antérieure ou ultérieure à la défectuosité du compteur, ou sur celle des deux à la fois.

## CHAPITRE VII
ENQUÊTES

**14.** Le Directeur peut, aux fins de l'imposition du tarif, inspecter tout immeuble non résidentiel entre 8 h et 21 h du lundi au samedi, sauf un jour férié.

**15.** Le propriétaire ou l'occupant qui refuse l'accès à un immeuble au Directeur agissant en vertu de l'article 14, ou qui l'entrave, sans excuse légitime, commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins 300 $ et d'au plus 1 000 $ pour une première infraction et une amende d'au moins 1 000 $ et d'au plus 2 000 $ pour une récidive.

## CHAPITRE VIII
DEMANDE DE VÉRIFICATION

**16.** Un propriétaire qui considère que son compteur est imprécis peut obtenir sa vérification en présentant une demande au Directeur, accompagnée du dépôt du montant fixé par le règlement annuel sur les tarifs.

Si la vérification démontre que le compteur est imprécis, ce dépôt est remis au propriétaire et la consommation d'eau annuelle est ajustée conformément à l'article 13. Si la vérification démontre que le compteur est fonctionnel, la dépense engagée pour la vérification est imputée sur le dépôt et tout solde dû est facturé au propriétaire. Est réputé fonctionnel le compteur dont la précision de lecture est conforme aux paramètres énoncés à l'annexe A du Règlement RCG 07-031.

**CHAPITRE IX**
REMPLACEMENT DE COMPTEUR

**17.** Si, à la suite d'une enquête prévue à l'article 14 ou d'une demande de vérification prévue à l'article 16, le Directeur estime qu'il est nécessaire de remplacer un compteur, l'enlèvement et l'installation d'un nouveau compteur se fait comme suit :

1° pour un immeuble non résidentiel visé au Règlement RCG 07-031, selon les dispositions prévues à ce règlement;

2° pour un immeuble faisant partie des classes 1A à 4 identifiées à l'article 244.32 de la Loi, selon les articles 19 et 20 du présent règlement.

**CHAPITRE X**
OBTENTION D'UN COMPTEUR

**18.** Le propriétaire d'un immeuble non résidentiel faisant partie des classes 1A à 4 identifiées à l'article 244.32 de la Loi ou un propriétaire visé au troisième alinéa de l'article 2.1 du Règlement RCG 07-031, peut obtenir un compteur d'eau en présentant une demande au Directeur à cet effet au moyen du formulaire fourni par la Ville.

L'installation du compteur est aux frais du propriétaire. À cette fin, il sera perçu un montant équivalent aux tarifs applicables fixés à la grille tarifaire relative à l'installation de l'équipement prévue à la section II de l'annexe A du Règlement concernant la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes (RCG 13-005).

Aux fins de l'installation d'un compteur, le propriétaire doit respecter les dispositions du Règlement RCG 07-031 relatives à la préparation de l'endroit désigné par le Directeur pour recevoir le compteur d'eau.

**19.** Les articles 10 à 12, 15 à 18, 21, 22 et 29 du Règlement RCG 07-031 s'appliquent à la suite de l'installation d'un compteur d'eau demandé en vertu de l'article 18, compte tenu des adaptations nécessaires.

**20.** Le compteur d'eau et ses accessoires installés à la suite d'une demande présentée en vertu de l'article 18 sont la propriété de la Ville. Le propriétaire de l'immeuble non résidentiel où ils sont installés en a la garde.

La Ville procède, à ses frais :

1° à l'entretien de ce compteur;

2° au remplacement de ce compteur dans le cas d'une usure normale ou de la désuétude de celui-ci.

**CHAPITRE XI**
TAUX D'INTÉRÊT, PÉNALITÉ, DATES D'EXIGIBILITÉ ET AUTRES MODALITÉS DE PAIEMENT

**21.** Au cours de l'exercice financier 2027, la Ville transmet au propriétaire d'un immeuble non résidentiel imposable muni d'un compteur d'eau ou au propriétaire d'un immeuble non résidentiel imposable compris dans un bâtiment détenu en copropriété divise muni d'un compteur d'eau le compte relatif à la tarification de l'eau prévue par le présent règlement.

**22.** Lorsque, à la suite d'une modification au rôle d'évaluation foncière, le propriétaire devient ou cesse d'être visé à l'article 5 ou lorsqu'une modification au rôle d'évaluation foncière a pour effet d'assujettir le propriétaire de l'immeuble à la tarification de l'eau prévue par le présent règlement, de l'en exclure ou de modifier les règles de calcul de la tarification qui lui sont applicables, le propriétaire doit payer un supplément de tarification de l'eau à la Ville ou, selon le cas, la Ville doit rembourser le trop-perçu au propriétaire.

Le montant du supplément ou du remboursement est établi en fonction des règles relatives à la consommation d'eau annuelle prévues au chapitre VI.

Le supplément de tarification ou le remboursement est expédié par la Ville au plus tard le 31 décembre de l'exercice financier qui suit celui au cours duquel est effectuée la modification au rôle d'évaluation foncière donnant lieu au supplément ou au remboursement.

Le supplément de tarification doit être payé dans les délais prescrits à l'article 23.

**23.** Le mode de paiement de la tarification de l'eau prévue par le présent règlement est le suivant :

1° si le montant dû est inférieur à 300 $ : en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

2° si le montant dû est de 300 $ ou plus, au choix du débiteur :

a) soit en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

b) soit en deux versements égaux, le premier, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville, et le second, au plus tard le 90e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement.

Lorsqu'un jour mentionné au premier alinéa survient un samedi ou un jour férié, le versement doit être fait au plus tard le premier jour ouvrable qui le suit.

**24.** Le taux d'intérêt et la pénalité tels que prévus au Règlement sur les taxes (exercice financier 2026) (*Insérer ici le numéro du règlement*) s'appliquent à la perception de la tarification de l'eau prévue par le présent règlement.

**CHAPITRE XII**
DISPOSITIONS DIVERSES

**25.** La tarification de l'eau prévue par le présent règlement est imposée aux fins du financement des dépenses visées à l'article 569.7 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).

**26.** Le présent règlement a préséance sur tout règlement d'une municipalité visée à l'article 5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), portant sur le même objet.

---

GDD 1253074019

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CM : 41.05

2026/01/12
13:00

(2)

**Dossier # : 1258480001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) |

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020).

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2025-12-08 16:35

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| IDENTIFICATION | Dossier # :1258480001 |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil municipal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) |

## CONTENU

### CONTEXTE

La Ville de Montréal est compétente pour régir le stationnement des véhicules sur son territoire, tout comme elle peut déterminer le montant des amendes en fonction des infractions commises en vertu des dispositions réglementaires prévues à cet effet. Le pouvoir de réglementation du stationnement est partagé entre le conseil municipal, sur le réseau artériel, et les conseils d'arrondissement, sur le réseau local.
En août 2022, le conseil municipal s'est déclaré compétent en matière de réglementation du stationnement sur le réseau local pour une période de cinq ans, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (CM22 0978), afin de réviser les montants des amendes pour les infractions relatives au stationnement sur le territoire de la ville de Montréal. Cette révision a été effectuée en décembre 2022, lorsque le conseil municipal a adopté un règlement (CM22 1516) modifiant le « Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules » (18-020).

L'objet du présent dossier décisionnel consiste à modifier le règlement 18-020 de façon à majorer à nouveau le montant des amendes pour les infractions générales ainsi que les infractions liées au stationnement :

- en double, le long d'un véhicule stationné ou de manière à gêner ou obstruer la circulation;
- dans une zone réservée aux personnes handicapées;
- en zone d'arrêt interdit, ailleurs que dans une voie réservée;
- dans une voie réservée.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM24 1489 - 16 décembre 2024 - Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) ».
CM22 1516 - 19 décembre 2022 - Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) ».

CM22 0978 - 22 août 2022 - Déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, pour une période de cinq ans, afin de fixer le montant des amendes pour des infractions en matière de stationnement et d'immobilisation des véhicules sur le réseau de voirie locale.

CM20 0180 - 24 février 2020 - Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) ».

CM19 0468 - 15 avril 2019 - Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) ».

CM18 0543 - 23 avril 2018 - Adopter le règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules, sur le réseau municipal (local et artériel).

CM18 0395 - 26 mars 2018 - Déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, pour une période de deux ans, afin de fixer le montant des amendes pour des infractions en matière de stationnement et d'immobilisation des véhicules sur le réseau local de voirie.

CM09 0879 - 21 septembre 2009 - Adopter un règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules.

CM09 0679 - 24 août 2009 - Déclarer le conseil municipal compétent, pour une période de deux ans, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, afin de fixer le montant des amendes pour des infractions en matière de stationnement et d'immobilisation des véhicules sur le réseau local de voirie.

## DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise l'adoption du « Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) » pour majorer certaines des amendes qui sont prévues dans le règlement 18-020. Ainsi, le montant des amendes serait modifié comme suit :

**Tableau 1 - Augmentation recommandée des montants d'amendes imposés selon la catégorie d'infraction**

| Infraction | Amende | |
|---|---|---|
| | 2024-2025 | 2026 |
| Stationnement non réglementaire (général) | 65 $ | 67 $ |
| Stationnement en double, le long d'un véhicule stationné ou de manière à gêner ou obstruer la circulation | 77 $ | 79 $ |
| Stationnement en zone d'arrêt interdit, ailleurs que dans une voie réservée | 293 $ | 299 $ |
| Stationnement dans une zone réservée aux personnes handicapées | 77 $ | 79 $ |
| Stationnement dans une voie réservée | 293 $ | 299 $ |

Il est à noter que des frais de greffe sont imposés lors de la délivrance d'un constat d'infraction. Les frais de greffe sont déterminés par le gouvernement du Québec et sont progressifs en fonction des montants des amendes. Des ajustements devront être apportés aux systèmes de la cour municipale de Montréal et de l'Agence de mobilité durable

préalablement à l'entrée en vigueur du règlement afin d'y intégrer les modifications nécessaires.

**JUSTIFICATION**

La constance du pouvoir dissuasif de l'amende réside dans le maintien, voire l'accroissement, de la pénalité financière dans le temps. En majorant le tarif des amendes, la Ville de Montréal vise à modifier les comportements délinquants et problématiques des automobilistes, afin de renforcer la sécurité de tous les usagers et usagères sur le réseau, en cohérence avec le plan d'action Vision Zéro, et de donner la priorité aux modes de transport alternatifs, en cohérence avec le Plan stratégique Montréal 2030.
L'effet dissuasif des amendes en matière de stationnement et d'immobilisation des véhicules est essentiel afin de remédier aux multiples irritants persistants découlant du non-respect de la réglementation en vigueur. Ces irritants comprennent :

- l'entrave à la sécurité des usagers et usagères (obstruction du champ de vision, obstruction du passage des véhicules d'entretien, etc.);
- l'entrave aux activités d'entretien, notamment le nettoyage de la voirie;
- la violation de la priorité et des droits des autres usagers et usagères par l'occupation d'aires de stationnement et d'arrêt réservées (personnes handicapées, résidents et résidentes, livreurs et livreuses, véhicules d'urgence, etc.) ou de voies ou espaces réservés (piétons et piétonnes, transports collectifs);
- l'entrave à la fluidité de la circulation (immobilisation ou stationnement en double file, obstruction de voies de circulation, d'accès ou d'intersections, obstruction de voies de dégagement en période de pointe).

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Il est estimé de façon préliminaire que l'indexation recommandée des montants d'amendes générerait en 2026 des revenus d'amendes supplémentaires de l'ordre de 2,2 M$.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit d'une démarche administrative.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

S. O.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Entrée en vigueur du règlement à compter de la date de sa publication.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Christian C NADEAU, Service des finances et de l'évaluation foncière

Lecture :

Christian C NADEAU, 3 décembre 2025

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Manon PAWLAS
Conseillère en aménagement, cheffe d'équipe

**Tél :** 5142802918
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-12-02

Pascal LACASSE
Chef de division - Mobilité durable

**Tél :** 514 872-4192
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
**Tél :** 514 953-4555
**Approuvé le :** 2025-12-05

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
**Tél :** 514 501-8756
**Approuvé le :** 2025-12-06

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1258480001*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité*
Projet : *Adopter le Règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) »*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | ***X*** |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>s. o. | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>s. o. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1258480001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

Voir ci-joint le projet de règlement.

**FICHIERS JOINTS**

Projet de reglement.doc

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Coordonnatrice
**Tél :** 514 872-8594

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-12-05

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Coordonnatrice
**Tél :** 514 872-8594
**Division :** Droit public & législation

**VILLE DE MONTRÉAL**
**RÈGLEMENT**
**XX-XXX**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT FIXANT LE MONTANT DES AMENDES À L'ÉGARD DES INFRACTIONS EN MATIÈRE DE STATIONNEMENT OU D'IMMOBILISATION DES VÉHICULES (18-020)**

Vu l'article 105 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) qui attribue au conseil de la ville la compétence sur le réseau de voirie artérielle;

Vu la résolution CM22 0978 à l'effet que le conseil de la ville se déclare compétent pour une période de cinq ans afin de déterminer le montant de l'amende à imposer à quiconque stationne ou immobilise son véhicule contrairement à toutes normes réglementaires applicables sur le réseau de voirie locale;

À l'assemblée du _____, le conseil municipal décrète :

**1.** L'article 1 du Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) est modifié par le remplacement du montant de « 65 $ » par le montant de « 67 $ ».

**2.** L'article 2 de ce règlement est modifié par le remplacement du montant de « 77 $ » par le montant de « 79 $ ».

**3.** L'article 3 de ce règlement est modifié par le remplacement du montant de « 293 $ » par le montant de « 299 $ ».

**4.** L'article 4 de ce règlement est modifié par le remplacement du montant de « 77 $ » par le montant de « 79 $ ».

**5.** L'article 5 de ce règlement est modifié par le remplacement du montant de « 293 $ » par le montant de « 299 $ ».

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXXXXXXXXX.

GDD : 1258480001